LE MONDE

7

ESPAGNE ETC.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019

LE MONDE,

HISTOIRE DE TOUS LES PEUPLES.

MCD 2019

Les Auteurs et les Editeurs de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes les langues. Ils poursuivront, en vertu des lois, décrets et traités internationaux, toutes contrefaçons ou toutes traductions faites au mépris de leurs droits.

Paris. Typographie de Gaittet, rue Git-le-Cœur, 7.

MCD 2019

7A.37-7

LE MONDE

HISTOIRE

DE

TOUS LES PEUPLES

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS

JUSQU'A NOS JOURS

Par MM. Saint-Prosper, de Saurigny, Duponchel, le baron Korff,
Belloc et l'abbé Martin

revue et continuée

PAR

M. E. DE LOSTALOT-BACHOUÉ

ÉDITION ILLUSTRÉE

DE TROIS CENT QUARANTE BELLES GRAVURES SUR ACIER

TOME SEPTIÈME

1re ET 2e PARTIES

PARIS

LEBIGRE-DUQUESNE FRÈRES, ÉDITEURS

16, RUE HAUTEFEUILLE

1859

4-III-36

Les Auteurs et les Editeurs de cet ouvrage se réservent le droit de le traduire ou de le faire traduire en toutes les langues.

MCD 2019

MCD 2019

PRÉFACE DE L'AUTEUR.

Ce n'est pas sans dessein que nous avons réuni dans un même volume l'histoire de plusieurs peuples séparés par leurs mœurs autant que par leur position géographique ; mais des liens étroits ont jadis subsisté entre ces peuples, et les ont rendus concitoyens durant des siècles. Ainsi, lorsqu'un prince de la maison d'Autriche monta sur les trônes illustrés par Isabelle et Ferdinand, il possédait de son chef les Pays-Bas, c'est-à-dire ce que nous appelons aujourd'hui la Belgique et la Hollande. Tel est le motif qui nous a fait renfermer dans un seul cadre les annales de trois nations qui ont vécu long-temps sous une seule domination. Quant au Portugal, placé à l'extrémité de la péninsule ibérique, son histoire, à partir des temps les plus antiques, est restée long-temps confondue avec celle de l'Espagne, et n'a pas cessé de s'y mêler etroitement. Dans le but de rendre notre travail plus utile, nous nous sommes attaché principalement à faire saillir les faits d'une importance réelle ; car, lorsqu'ils sont bien connus, ils suffisent pour éclairer toute une époque. Nous avons été moins scrupuleux pour les faits secondaires ; en effet, ceux-ci ne servent souvent qu'à surcharger la mémoire du lecteur, qui n'en tire aucun profit. Il n'est pas non plus inutile d'affirmer, par avance, que nous avons puisé à des sources contemporaines, et appuyé notre jugement sur les hommes et sur les choses, en invoquant le témoignage et l'autorité des historiens modernes les plus estimés. Ainsi, à l'égard de l'Espagne, nous avons pris pour une des bases de notre travail l'excellent *Résumé* de Puffendorf ; nous avons aussi étudié dans leur propre langue les historiens espagnols, sans oublier non plus de lire les travaux encore inachevés de MM. Saint-Hilaire et Romey. La lutte célèbre qui devait assurer l'indépendance de la Hollande, après soixante ans de combats, nous l'avons suivie attentivement dans toutes ses phases, appuyé sur les récits de Van Meterem, de Strada et de Bentivoglio ; nous avons aussi interrogé les auteurs belges, et adopté surtout pour un de nos guides l'historien Dewez. Enfin, pour

MCD 2019

compléter notre œuvre, nous l'avons terminée par une esquisse rapide, mais suffisante, de la littérature, des arts et des mœurs de chaque peuple. Ce tableau offre d'autant plus d'intérêt, que la littérature de quelques-unes de ces nations renferme des trésors à peine connus hors des pays qui les ont vus naître : ainsi le Portugal a produit un grand nombre de poètes du talent le plus élevé, et l'œuvre du Camoens est pourtant le seul dont l'Europe ait entendu parler ; ainsi la Hollande se glorifie d'une foule de littérateurs dont les compositions ont à peine franchi les rives de l'Yssel. Ces observations nous semblent de nature à recommander notre travail à tous les lecteurs jaloux de s'instruire ; nous aimons à nous flatter qu'ils apprécieront nos efforts. et qu'ils les récompenseront de leur suffrage.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Lalaisse del. — Paris Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1. — Pardinet Sculp.

ESPAGNE

COSTUMES MILITAIRES AU 16e SIÈCLE.

LE MONDE

OU

HISTOIRE DE TOUS LES PEUPLES

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS

JUSQU'A NOS JOURS.

HISTOIRE

DE

L'ESPAGNE.

Placée à l'extrémité méridionale de l'Europe, entre l'Océan atlantique et la Méditerranée, l'Espagne, en y comprenant le Portugal, forme une vaste presqu'île dont la circonférence est d'environ six cent trente lieues. Des chaînes de montagnes plus ou moins élévées séparent entre elles ses diverses provinces, et ont imprimé à ses habitants une physionomie toute diverse. Quoique membres d'une même famille, ils ont entre eux des différences tranchantes ; car ils ne possèdent ni les mêmes habitudes ni le même langage. Ainsi le Catalan ne ressemble en rien au Castillan ni au Valencien, le Galicien à l'Aragonais ; ils parlent un idïôme particulier, et n'ont de commun que le nom d'Espagnols. Cinq fleuves principaux, l'Ébre, le Duero, le Tage, le Guadiana et le Guadalquivir, et cinq autres moins importants, le Guadalaviar, le Xucar, le Seguro, le Mondego et le Minho, traversent et fertilisent le nord et le midi de la péninsule hispanique. Des sources innombrables arrosent une partie du territoire, tandis que la Manche et les deux Castilles ressemblent aux déserts de l'Afrique par leurs vastes plaines privées d'eau et de végétation. Varié comme l'aspect du pays, le climat rassemble tous les contrastes : ici des chaleurs accablantes et une extrême sécheresse, là une température froide et humide. Dans l'Andalousie, le palmier, le dattier, le bananier, rappellent les paysages et le soleil de l'Orient ; on y jouit d'un éternel printemps. Dans les pays montagneux du nord, les frimas durent presque toute l'année, tandis que dans les deux Castilles, l'habitant, brûlé par les feux du tropique, est transi l'hiver par une bise aiguë dont le souffle l'environne de glaçons. Le sol renferme encore les minéraux les plus utiles, qui suffiraient seuls pour enrichir le pays si l'incurie et la paresse des possesseurs consentaient à les exploiter. Crayonné à grands traits, ce tableau géographique du pays était indispensable pour introduire nos lecteurs à son histoire politique.

En commençant notre récit, nous n'avons pas l'intention de nous appesantir sur l'époque où parurent les premiers habitants de l'Espagne ; de telles recherches ne pourraient nous conduire qu'à des résultats douteux et sans intérêt pour la

1.392

MCD 2019

grand nombre de nos lecteurs, peu soucieux de savoir si les Espagnols descendent en effet de Thubal, l'un des fils de Japhet, ou d'un certain Tharsis, qui, conduits par le hasard, seraient venus s'établir dans cette contrée. Ces traditions, obscurcies par des fables mêlées sans doute de quelques vérités, ne méritent pas un sérieux examen; car les hommes les plus savants et les plus judicieux ont vainement essayé de percer le voile impénétrable jeté par le temps sur les premiers âges du monde. Nous dirons seulement que les Grecs donnaient à l'Espagne le nom d'Ibérie, d'après le fleuve Ibérus, aujourd'hui l'Ebre; d'où il suit que la plus grande partie du pays leur était inconnue. Les Phéniciens et les Carthaginois, peuples commerçants et navigateurs, pénétrèrent sans doute plus avant; mais leur langue et leur histoire ont péri sans laisser à peine de vestiges; on croit cependant que le mot *Hispania,* usité chez les auteurs romains, vient originairement de la langue punique. Quoi qu'il en soit, faute de documents doués de certitude, nous croyons devoir commencer notre récit à l'époque où les Carthaginois débarquèrent dans la péninsule, vers l'année 210 de la fondation de Rome. Ils y furent appelés par les habitants de Cadix, colons phéniciens, dont la faiblesse invoqua leur appui pour se défendre contre les attaques des indigènes. Introduits sous le nom d'alliés, les nouveaux venus ne tardèrent pas à s'ériger en maîtres; ils obtinrent d'établir des comptoirs, puis se bâtirent des temples; mais ces temples, transformés en forteresses, les rendirent souverains du pays. Ils en profitèrent pour étendre leur commerce, et se servirent des Espagnols en qualité de troupes auxiliaires. C'est grâce à la bravoure de ces derniers qu'ils conquirent la Sicile, la Sardaigne, les îles Baléares. Enfin ils se rencontrèrent avec les Romains; une première lutte s'engagea entre ces deux nations; vaincus, les Carthaginois perdirent leurs conquêtes dans la Méditerranée ainsi que leurs possessions en Espagne [an 516 de Rome].

Fatigués du joug étranger, la plupart des villes soumises ou alliées avaient repris leur indépendance; Amilcar Barcas reçu mission de les faire rentrer dans l'obéissance : il soumit, en deux années, le territoire de la Bétique, c'est-à-dire la Basse-Andalousie; il pénétra ensuite dans les provinces de Valence et de Murcie, où il remporta de grands avantages. Au commencement du printemps [an 525] il s'empara de toutes les cités qui bordaient la Méditerranée, et s'avança dans l'intérieur du pays jusqu'aux bords de l'Ebre. Les Celtibériens habitaient les rives de ce fleuve; ils résolurent de s'opposer à la marche du général carthaginois, dont ils redoutaient les projets ambitieux. Ils élurent un chef nommé Istolatius; celui-ci vint livrer bataille à Amilcar. Mis en déroute et fait prisonnier, sa défaite, loin d'abattre le courage de ses compatriotes, ne fit que l'exalter plus vivement. Rassemblés, au nombre de cinquante mille hommes, sous les ordres d'Indortes, leur nouveau commandant, ils tentèrent encore la fortune des armes; mais, attaqués dans leur camp par l'ennemi, ils succombèrent. Dix mille Celtibériens périrent dans cette occasion. Indortes parvint à s'échapper; il fut pris quelque temps après, et expira dans les supplices, victime de la politique atroce d'Amilcar, qui, par l'horreur d'un trépas cruel et ignominieux, espérait prévenir désormais toute résistance. Il traita cependant avec douceur la foule des prisonniers, en les renvoyant sans rançon; cette conduite habile lui valut plus que des victoires : un grand nombre de villes ouvrirent leurs portes volontairement, et firent des traités d'alliance avec Amilcar. Ce dernier, dans le but d'assurer sa domination, bâtit plusieurs cités, entre autres celle de Barcino, maintenant Barcelonne, capitale de la Catalogne. Sachant que l'or est le nerf de la guerre, il fit exploiter avec succès des mines de ce métal dans la Bétique; grâce à leurs riches produits, il paya non-seulement ses soldats, mais il se créa des partisans dans le sénat de sa patrie, et put ainsi se maintenir dans un commandement usurpé; car, envoyé dans l'intérieur de l'Afrique, à la tête d'une armée, il avait pris sur lui de la conduire en Espagne, qui offrait un

MCD 2019

champ plus vaste à son ambition. Il entreprit ensuite le siége d'Hélice ; ne pouvant prendre cette ville d'assaut, il se contenta de la bloquer étroitement, et renvoya ses machines et ses éléphants. Sur ces entrefaites, les Héliciens, ayant reçu avis de la diminution des forces carthaginoises, en profitèrent pour engager un certain Orisson, petit prince devenu l'allié d'Amilcar, à se déclarer contre lui ; ils parvinrent en même temps à persuader aux Celtibériens de marcher à leur secours. Trahi par Orisson sur le champ de bataille, Amilcar, après la défense la plus vigoureuse, fut réduit à prendre la fuite, et se noya dans l'Ebre. Il eut pour successeur son gendre Asdrubal ; celui-ci dévasta les terres d'Orisson, et, s'étant saisi des seigneurs espagnols qui avaient trempé dans la trahison ourdie contre Amilcar, il les mit à mort. Il se réconcilia quelque temps après avec les chefs de la ligue celtibérienne, en épousant la fille de l'un des princes du pays, et jeta les fondements d'une ville à laquelle il donna le nom de Carthage (1). Sa prudence et son habileté lui permirent de vivre longtemps en paix avec les petits rois du voisinage ; cependant, ayant tué de sa main, dans une courte guerre, un certain Tagus, il fut assassiné à son tour par un esclave espagnol qui se dévoua pour venger la mort de son maître.

Annibal prit la place d'Asdrubal ; il tenta une expédition dans les deux Castilles, et vint camper devant les murs d'Helmantica (2). Les assiégés offrirent bientôt de capituler, à la condition de quitter la ville, n'emportant que les vêtements dont ils étaient couverts ; ils devaient aussi laisser leurs armes ; mais les femmes eurent soin de les emporter avec elles, et les rendirent à leurs maris et à tous les autres habitants. A son entrée dans la ville, Annibal plaça aux portes une troupe d'Africains ; ceux-ci, craignant de ne pas participer au pillage, abandonnèrent le poste qui leur était confié. Aussitôt les citoyens d'Hélmantica tombèrent sur les vainqueurs, et les chassèrent ; Annibal ne crut pas devoir les punir, et préféra s'en faire des alliés. Il lui fallut cependant se défendre bientôt contre les Carpétaniens et d'autres peuplades qui s'étaient révoltées : il les battit et parvint à les subjuguer entièrement. Tels furent les premiers succès de ce guerrier célèbre, qui devait bientôt s'illustrer sur un autre théâtre, et faire reculer le génie de Rome. Dès l'âge le plus tendre (il avait à peine neuf années) Annibal, amené en Espagne par son père, avait fait l'apprentissage de la guerre, qu'il sut exercer en maître quand les autres sont à peine en état de remplir les premiers grades ; en effet, à vingt-cinq ans il se trouvait à la tête d'une armée, et déjà de grands succès avaient prouvé qu'il était digne de la commander. Ces succès alarmèrent les habitants de Sagonte, alliés des Romains, dont ils implorèrent l'appui ; car ils prévoyaient qu'Annibal nourrissait la pensée de les attaquer. Agrandis par des conquêtes successives, les descendants de Romulus avaient étendu leur influence jusqu'à l'Ebre ; ils s'empressèrent d'envoyer des ambassadeurs au général carthaginois, pour lui représenter que Sagonte était sous la protection de Rome. N'ayant pu ni gagner par des arguments, ni intimider Annibal par des menaces, il se rendirent à Carthage, où la faction qui soutenait la famille Barcino (1) fit échouer leur mission. Le siége de Sagonte, entrepris au printemps de l'année 534, se prolongea par l'héroïque résistance des habitants, qui, mourant de faim et n'ayant plus l'espoir d'être secourus, rassemblèrent tous leurs effets dans la place publique, y mirent le feu et s'entretuèrent. Les assiégeants, voyant les murs restés sans défenseurs, les escaladèrent et coururent au pillage ; mais ils ne purent assouvir leur avidité : les flammes avaient dévoré le butin qu'ils convoitaient, ne laissant que des ruines et des cadavres. Soit incurie de la part des Romains, soit

(1) Aujourd'hui Carthagène.
(2) Aujourd'hui Salamanque.

(1) Annibal était de cette famille, dont l'influence, fondée sur de grandes richesses et de grands talents, régnait dans le sénat et dirigeait le gouvernement à Carthage.

MCD 2019

qu'ils cherchassent une occasion d'entrer en lutte avec les Carthaginois, ils abandonnèrent les Sagontins à leur sort; mais, dès qu'il fut accompli, ils entreprirent de venger ces victimes qu'ils auraient dû défendre, et, sur le refus de Carthage, de livrer Annibal en punition de sa victoire, ils envoyèrent des troupes en Espagne et des agents chargés de recruter des partisans. Comme il prévoyait que la guerre allait éclater, Annibal s'y prépara sur-le-champ: il fit de nombreuses levées d'hommes et d'argent, et, pour mieux enchaîner la fidélité des peuples alliés de la république, il leur demanda des otages, et les réunit à Sagonte sous la surveillance d'un chef et d'une garnison dévoués, puis, ayant confié le gouvernement du pays à son frère Asdrubal, il se mit en marche pour aller montrer ses enseignes en Italie. Il s'empara, chemin faisant, de la Catalogne, où il établit Hannon pour tenir cette contrée sous le joug, et franchit enfin les Pyrénées. Le sénat avait pénétré le projet d'Annibal; pour l'arrêter dans sa course, il se hâta d'envoyer en Espagne le consul Cnéus Scipion. Il prit terre à Ampurias; c'était la première fois que les aigles romaines pénétraient sur le sol ibérien. Plusieurs peuplades établies sur les côtes de la Méditerranée, aux lieux où s'élèvent aujourd'hui Taragone, Roses, Girone et d'autres cités voisines, se rallièrent à Scipion. Le gouverneur carthaginois se hâta de courir à sa rencontre; mais il fut battu, et périt dans le combat. Sur ces entrefaites, Asdrubal avait passé l'Ebre, afin de se joindre à Hannon; il arriva pour recueillir les débris de l'armée vaincue, et se retira en toute hâte, tandis que Cnéus rassemblait ses forces, résolu d'en venir aux mains. Trompé dans son attente, ce dernier revint à Ampurias, laissant le champ libre à son adversaire, qui retourna aussitôt sur ses pas et dévasta les terres des alliés du général ennemi. Scipion reprit l'offensive, mit Asdrubal en déroute, et s'empara des places les plus importantes de la contrée; au retour du printemps, il alla chercher la flotte des Carthaginois, commandée par Imilcon. Une nouvelle victoire rehaussa la gloire de ses armes, et lui permit de débarquer successivement aux environs de Carthagène et sur plusieurs points qu'il livra au pillage; à cette époque, son frère Publius vint le joindre, amenant avec lui un renfort de troupes. Les deux généraux résolurent alors d'assiéger Sagonte, on se rappelle que cette ville, ruinée par Annibal et rebâtie par ses soins, renfermait une foule d'otages livrés par les princes du pays pour répondre de leur fidélité envers Carthage; remis aux Scipion par la perfidie d'un Sagontin, qui trompa la confiance du gouverneur, ils obtinrent la permission de revenir dans leurs foyers. Les Romains s'éloignèrent ensuite; satisfaits de s'être attachés les Espagnols par les liens de la reconnaissance, ils renvoyèrent à un autre temps la prise d'une place que défendait une garnison nombreuse et surtout l'approche de l'hiver. L'année suivante [537] s'écoula tout entière en intrigues et en négociations de la part des Scipion; employant tour-à-tour la séduction de l'or et celle des promesses, ils parvinrent à s'attacher un grand nombre de villes dont l'alliance devait appuyer utilement leurs projets. Ils reprirent bientôt les armes; mais ce fut pour triompher encore des capitaines carthaginois Magon et Imilcon, venus au secours d'Annibal Barca. Les succès des deux frères ne se démentirent pas durant l'année 539; ils battirent Asdrubal et ses collègues en diverses rencontres. Ceux-ci, n'osant plus tenir la campagne, laissèrent l'armée romaine parcourir le pays sans obstacle; les habitants subirent tous les fléaux de la guerre, la dévastation, la mort ou l'esclavage, car dans ces temps ceux que le glaive épargnait étaient vendus comme de vils troupeaux.

Malgré les efforts de Carthage, toujours attentive à renforcer ses armées et à ravitailler ses flottes, la fortune avait fini par se déclarer contre elle. Annibal lui-même sollicitait des secours, et Asdrubal reçut l'ordre de quitter l'Espagne pour passer en Italie. Asdrubal Giscon, Magon et le jeune Massinissa, fils d'un prince africain, furent chargés de tenir tête aux Scipion. Publius, s'étant séparé de son frère, fut en-

MCD 2019

veloppé par l'ennemi et périt dans la mêlée après une résistance héroïque. Cette action eut lieu près d'Almanza. Les vainqueurs marchèrent aussitôt contre Cnéus, dans l'Andalousie. Ce général aurait pu lutter avec avantage sans la trahison des Celtibériens : ceux-ci, prétextant que le temps de leur service était expiré, se retirèrent, laissant les Romains à la merci des Carthaginois, qui prirent le camp d'assaut. Cnéus périt en combattant ; il n'échappa au carnage qu'un petit nombre de soldats, qui, sous la conduite d'un chevalier, Lucius Martius, trouvèrent un refuge dans les montagnes. Ses compagnons l'ayant élu leur chef, Martius se montra digne du commandement. Il battit Asdrubal Giscon, qui s'était mis à sa poursuite, et surprit le même jour Magon dans son camp ; ce dernier n'échappa qu'avec peine avec un petit nombre des siens : le reste périt égorgé ou se rendit à discrétion. La politique du sénat romain ne pouvait lui permettre de ratifier la nomination de Martius; aussi, malgré l'éclat des services qu'il venait de rendre à la république, il fut remplacé par le préteur Claudius Néron. Ce général ne fit rien de remarquable. La périlleuse mission de conquérir l'Espagne était réservée à son successeur, le jeune Cornelius Scipion, fils de Publius, mort précédemment aux mêmes lieux sous les coups des Carthaginois : il avait à venger son père et à justifier le choix du peuple romain, qui, malgré sa jeunesse, venait de l'élever au consulat pour lui confier la conduite d'une guerre regardée alors comme la plus importante après la lutte engagée en Italie contre Annibal. Déjà il s'était signalé sur les bords du Tessin et à la journée de Cannes, où il combattait revêtu du grade de tribun. Ayant rallié les Romains fugitifs, ceux-ci le choisirent pour chef, conjointement avec un autre tribun, Appius Claudius. On tint conseil : Scipion, voyant qu'ébranlés par les discours du fils d'un consulaire, la plupart des assistants inclinaient pour abandonner le sol de la patrie, se leva tout-à-coup, tira son épée, et jura d'en percer celui qui persisterait à suivre un si lâche conseil. Tous firent serment, après lui, de demeurer pour combattre et de défendre Rome jusqu'au dernier soupir. Edile avant l'âge par la volonté populaire, ses concitoyens l'entouraient d'une vénération superstitieuse : on disait que sa mère, comme celle d'Alexandre, avait eu commerce avec un dieu. Cette rumeur, introduite dans les esprits, servit Scipion plus encore que ses rares talents ; elle lui fraya la route aux honneurs, et aplanit tous les obstacles opposés à son ambition. Ce fut ainsi qu'il obtint le consulat à vingt-quatre ans. Il s'occupa sur-le-champ de réunir une flotte nombreuse, et résolut d'aller frapper l'ennemi au siége de sa puissance, en attaquant Carthagène, dont ses adversaires avaient fait leur place d'armes principale, et la résidence des otages garants de la foi de leurs alliés. La ville se rendit après une défense opiniâtre.

C'est dans cette occasion que le jeune vainqueur fit éclater sa vertu, en renvoyant la fiancée d'un prince celtibérien que le sort de la guerre avait livrée à sa discrétion. Il la rendit à son époux sans vouloir accepter aucun présent, circonstance qui servit encore puissamment à lui conquérir l'affection des indigènes, non moins charmés de son désintéressement que de sa continence. Scipion, après sa victoire, s'était rendu à Tarragone, il en sortit pour aller à la rencontre d'Asdrubal Barca; malgré les ordres de Carthage, ce général n'avait pu encore se résoudre à quitter l'Espagne; il lui fallait un triomphe pour adieu : mais il fut vaincu à Bécula dans l'Andalousie. Cet échec le détermina à quitter une contrée devenue si fatale à ses armes : il fit de nombreuses levées dans la Bétique, et traversa les Pyrénées pour aller se réunir à son frère en Italie; Hannon resta chargé du commandement suprême : aussi malheureux qu'Asdrubal, il essuya une déroute complète de la part de Scipion, qui se mit sur-le-champ à la poursuite de Giscon et de Magon. Ces derniers, vaincus à leur tour, s'estimèrent heureux de trouver un refuge à Cadix; ils n'avaient plus de soldats. Maître de la campagne, Scipion en profita pour détacher du parti des Carthaginois les princes de la contrée; il décida aussi Massinissa à retourner dans son royaume. Lui-même se rendit en per-

MCD 2019

sonne auprès de Syphax, roi des Massésyliens, et se rencontra à la cour de ce prince avec Magon, venu de Cadix pour solliciter l'alliance du monarque africain. Tous deux soupèrent ensemble à la table du prince, et partagèrent le même lit. Cette dernière circonstance, qui peut sembler étrange aujourd'hui, était naguère encore dans nos mœurs. Le soir de la bataille de Dreux, Condé, fait prisonnier par le duc de Guise, fut invité par le vainqueur à coucher à ses côtés. Un pareil usage, qui désarme la haine par respect pour les saintes lois de l'hospitalité, a quelque chose de moral et de touchant, quoiqu'il soit repoussé par la délicatesse de nos habitudes. Toutefois, Scipion réussit à conclure un traité d'alliance avec Syphax, et se hâta de retourner à Carthagène. Il prit plusieurs places fortes dans l'Andalousie, puis il donna des jeux et des combats de gladiateurs, consacrés à la mémoire de son père et de son oncle. Une foule immense d'indigènes accourut à ces spectacles, les uns par curiosité, les autres pour soumettre leurs différends au général romain, qui s'acquitta d'autant plus volontiers de cette fonction, qu'elle tendait à l'investir d'une sorte de supériorité dont il saurait tirer profit dans l'intérêt de son pouvoir. En effet, le rôle d'arbitre l'acheminait à celui de maître, qu'il s'apprêtait à jouer bientôt. Tandis qu'il amusait les esprits par des fêtes, Scipion continuait à étendre sa domination sur l'Andalousie. Un de ses lieutenants, Lucius Martius, s'empara de plusieurs cités importantes; mais les habitants d'Estepa opposèrent une résistance qui trompa l'avarice et la cruauté habituelle des Romains. Ils élevèrent un grand bûcher, où ils firent monter les femmes, les enfants, avec leurs effets les plus précieux, et les placèrent sous la garde de cinquante jeunes gens, ayant ordre, en cas de défaite, d'égorger les victimes et de tout livrer aux flammes. Le reste des hommes armés sortit pour fondre sur l'ennemi; accablés par le nombre, ils périrent tous. Les Romains se précipitèrent dans la ville, le feu la dévorait, ils ne trouvèrent plus que des cendres et des débris (1).

Sur ces entrefaites, Scipion tomba malade; cet incident lui suscita de grands embarras. Sur le bruit de sa mort, répandu faussement, deux princes celtibériens, Indibilis et Mandonius, levèrent des soldats et donnèrent le signal de la révolte, tandis que des troupes romaines, placées sur les bords de l'Ebre, se mutinèrent sous prétexte de n'être pas payées de leur solde : elles élurent pour chefs deux simples soldats, Calenus et Umbrus. Le premier soin du général fut de punir cette infraction aux lois militaires, dont les suites pouvaient être si funestes. A peine rétabli, il marcha à la rencontre des séditieux, et, mêlant avec adresse la douceur et la sévérité, il les fit rentrer dans l'obéissance. Un petit nombre de coupables, livrés à la hache des licteurs, suffit pour satisfaire sa justice. Vaincus bientôt après, Indibilis et Mandonius implorèrent la clémence de Scipion, qui les soumit seulement à payer une somme d'argent considérable à titre d'amende. Il s'occupa ensuite de terminer la lutte engagée avec les Carthaginois, ses adversaires les plus redoutables. Sachant que la politique doit prépàrer les succès de la force, il résolut d'affaiblir l'ennemi avant de le combattre, en lui enlevant ses alliés. Il fit donc demander à Massinissa une entrevue, où il acheva de gagner à sa cause le prince africain, dont il sut même se faire un ami. Cette défection porta un coup décisif à la puissance de Carthage, déjà ébranlée par la défaite de ses troupes et les concussions de ses généraux. Cadix se livra volontairement aux Romains; un grand nombre de villes, à son exemple, se rendirent à Scipion, qui, dans l'espace de quelques mois, vit ses aigles flotter sur toute l'Espagne. Aussi habile dans la paix que dans la guerre, il s'occupa de fonder des cités nouvelles. Italica (1), bâtie par ses ordres, devint la récompense des services et le lieu de retraite des vétérans de son armée; il partit ensuite pour Rome [an 550]. Ses successeurs, parmi lesquels figure le célèbre Caton l'ancien, achevèrent son œuvre en la consolidant par la défaite de plusieurs chefs qui tentèrent de secouer

(1) 547.

(1) Séville-la-Vieille,

MCD 2019

le joug. L'Espagne fut alors divisée en deux départements, gouvernés par des préteurs (1).

Il serait fastidieux de raconter en détail l'histoire des campagnes des généraux romains, qui eurent à lutter contre une multitude de chefs et de peuplades toujours prêts à se soulever pour ressaisir leur ancienne indépendance. La nouvelle domination n'était guère moins pesante que celle de Carthage; car les magistrats romains, tout à la fois juges et guerriers, se livraient aux plus criantes exactions. Engraissés de rapines, ils cédaient la place à d'autres hommes, qui se hâtaient aussi d'exploiter un pouvoir temporaire pour se payer des dépenses énormes attachées à la poursuite des honneurs. Ils épuisaient l'or et le sang des peuples, dont les plaintes, si elles arrivaient au sénat, demeuraient toujours sans vengeance. Fatiguées de souffrir, toutes les provinces s'insurgaient successivement; mais, fortifiées par la science et la discipline, les légions ne pouvaient manquer de triompher. — En 582, les deux prétures furent supprimées et l'Espagne ne forma plus qu'un seul gouvernement; mais quatre ans après, on rétablit l'ancien ordre de choses. Jusqu'à cette époque, les soldats romains, cantonnés dans le pays, avaient contracté des unions avec les femmes de la contrée; mais les mariages n'étaient pas valides, quoiqu'ils eussent produit de nombreux rejetons; ceux-ci obtinrent enfin d'être légitimés, et s'établirent dans la ville de Carthaïa près Algésiras [583]. Nous avons dit que les consuls et les préteurs ne reculaient devant aucun moyen, quelque odieux qu'il fût, pour étancher la soif de l'or dont ils étaient dévorés; le parjure servait alors d'auxiliaire à la cruauté. Qu'on en juge par ce trait de Galba; défait une première fois par les Lusitaniens (2), il revint à la tête d'une armée nombreuse, et porta le fer et la flamme dans toute la contrée. Un grand nombre de villes implorèrent la paix; le préteur en dicta les conditions: la première exigeait le désarmement des indigènes, auxquels il promettait en retour de fournir des terres qu'ils seraient chargés de cultiver. Une députation de chaque cité devait se rendre séparément et à jour fixe auprès de Galba : celui-ci fit mettre à mort tous les envoyés à mesure qu'ils arrivaient dans son camp. Cette atroce perfidie trompa ses espérances; au lieu d'abattre les esprits elle les souleva. La Lusitanie tout entière prit les armes, et la révolte ne tarda pas à s'étendre dans les autres provinces de l'Epagne, souillées par les excès d'un Lucullus et d'autres chefs romains, non moins criminels que Galba. Mais la lutte la plus longue et la plus sanglante eut lieu en Lusitanie; un simple pasteur, nommé Viriathe, se mit à la tête de ses compatriotes, qu'il sut rallier et soumettre à ses ordres par l'ascendant d'une volonté forte, soutenue de grands talents pour la guerre. Vitilius, successeur de Galba, fut défait et périt dans le combat, immolé par Viriathe lui-même [an de Rome 603]. Animé par ce succès, le vainqueur pénétra assez avant dans le pays, battit deux généraux romains, et subit à son tour un échec important de la part du consul Fabius Emilius; mais il prit sa revanche, et fit mettre bas les armes aux légions commandées par Servilianus. Ce dernier, pour sauver sa vie et celle des siens, conclut un traité avec Viriathe, qui fut ratifié par le peuple et le sénat. Ce pacte mit fin à une guerre de quatorze années, soutenue des deux côtés avec un égal acharnement. Las de combattre sans fruit, les Romains acceptèrent la paix après une défaite, oubliant cette maxime orgueilleuse de leur politique, qu'on ne devait traiter qu'avec des vaincus. Aussi le nouvel consul Cepion ne voulut-il pas reconnaître une convention qu'il regardait comme déshonorante, et la lutte recommença avec une nouvelle fureur. Cependant Viriathe ne cessait d'engager Cépion de suspendre les hostilités. Trois Lusitaniens, Aulace, Deon et Minurus, allèrent de sa part dans le camp ennemi, porteurs de propositions d'accommodement; mais, séduits par l'or et

(1) Le pays fut partagé en Espagne citérieure et en Espagne ultérieure. La Citérieure ou Taragonaise comprenait la Catalogne et les provinces environnantes; autre était la Bétique, c'est-à-dire l'Andalousie.

(2) Les Portugais.

MCD 2019

les promesses du général romain, ils s'engagèrent à tuer son redoutable adversaire, s'ils ne pouvaient le livrer vivant. Mais il n'était pas facile de se saisir d'un homme dont la force égalait la bravoure; ils trouvèrent plus sûr de l'assassiner, et le poignardèrent dans sa tente lorsqu'il se livrait au sommeil : sa tête fut présentée à Cepion par les meurtriers, qui se refugièrent à l'abri de ses enseignes; ils réclamèrent en même temps une récompense, et n'obtinrent qu'un sourire et des paroles pleines de mépris : « Allez chercher, dit-il, votre salaire » à Rome. » Ainsi on leur laissa tout le poids et toute la honte du crime; Rome s'en adjugea tout le profit. En effet, la mort de Viriathe jeta le deuil parmi les Lusitaniens, qui témoignèrent leurs regrets par des cris de douleur et de rage; tous les soldats compagnons de ses travaux vinrent en foule contempler le cadavre de leur général et jurèrent de le venger. Ayant choisi pour chef un certain Tantale, ils recommencèrent à piller et à dévaster les terres des Romains; cependant l'enthousiasme des Lusitaniens, cessant d'être fécondé par le génie de Variathe, ne tarda pas à se refroidir; ils consentirent à désarmer, satisfaits des offres du consul, qui leur abandonna la possession de certains districts, où ils purent vivre libres et du travail de leurs mains [620 de Rome et 133 avant J. C.].

Dans la Celtibérie, l'insurrection, quoique moins générale et moins formidable, mit à de rudes épreuves le courage des légions. Viriathe avait trouvé dans ce pays des alliés, entre autres les citoyens de Sedegensie. A l'approche d'une armée romaine sous les ordres de Pompeius Rufus, ceux-ci abandonnèrent leurs foyers, les uns pour se réfugier chez les Numantins, les autres allèrent demander un asile aux Termantins. Pompée voulut se faire livrer les fugitifs, et vint attaquer Numance : ce fut l'origine de la guerre de ce nom, restée si fameuse dans l'histoire. Après une lutte de trois ans, mêlée de succès et de revers, Mancinus fut chargé de la terminer : il reprit le siége de la ville; mais sur le bruit que les Vaccéens et les Cantabres marchaient au secours des Numantins, il se retira précipitamment, et finit par se laisser enfermer dans une position dont il ne pouvait sortir sans combattre avec désavantage, tandis qu'en y restant il devait périr d'inanition. N'osant tenter la fortune des armes, le consul prit le parti de négocier la paix, et chargea son questeur, le célèbre Tiberius Gracchus, d'en régler les conditions. Il obtint à ce prix son salut et celui de ses soldats. Le sénat refusa de ratifier ce traité; vainement les envoyés de Numance invoquèrent dans le Forum la foi jurée; on leur offrit seulement la personne de Mancinus. Ramené en Espagne, on le jeta nu et garrotté aux portes de Numance; il y resta tout un jour, repoussé par ses compatriotes et par les habitants, qui refusèrent noblement d'accepter une victime innocente du parjure dont ils avaient à se plaindre. Deux généraux romains échouèrent encore devant le courage des assiégés; mais Scipion (1) reprit la supériorité et vint de nouveau bloquer la ville. Résolu de s'en rendre maître, il éleva des palissades autour de la place, et construisit des tours du haut desquelles ses soldats lançaient des pierres et des flèches sur l'ennemi. Bientôt la famine se déclara; elle ne peut cependant fléchir la fermeté des Numantins. Dix d'entre eux trompèrent la vigilance des assiégeants, et traversèrent leurs lignes pour aller demander du secours aux Luciens, qui tentèrent de faire pénétrer des vivres dans la ville. Scipion les enleva au passage, et fit couper les mains à quatre cents prisonniers, action barbare suggérée par une politique impitoyable, ne reculant devant aucun moyen quand il conduisait au but désiré.

Les Numantins, n'ayant plus l'espoir d'être délivrés, essayèrent d'obtenir une capitulation honorable; Scipion répondit qu'ils devaient se rendre à discrétion, en d'autres termes, se livrer à la mort ou à l'esclavage au gré du vainqueur. Il valait mieux mourir par la faim ou par le fer; aussi les assiégés continuèrent à combattre, et, après avoir

(1) Scipion surnommé Émilien. Il était déjà célèbre par la prise de Carthage. Il était petit-fils, par adoption, de Scipion l'Africain.

MCD 2019

mangé le cuir des boucliers, ils dévorèrent des cadavres; ils en vinrent même à tuer des hommes pour se partager cette abominable nourriture. Enfin, après avoir égorgé leurs femmes et leurs enfants, ils livrèrent la ville aux flammes et se percèrent de leurs propres épées; un autre récit prétend, au contraire, que les Numantins, avant de céder, demandèrent à Scipion un délai de vingt-quatre heures, afin de laisser à plusieurs de leurs concitoyens le temps de se préparer à un trépas volontaire, qu'ils préféraient à la perte de la liberté; quelques habitants consentirent à vivre. On en choisit cinquante destinés à suivre le char de triomphe de Scipion; le reste, vendu à l'encan, devint la propriété des acheteurs, maîtres d'en disposer souverainement, car alors un esclave descendait au même rang qu'un animal, dont l'existence n'est protégée par aucune loi. La ruine de Numance entraîna la soumission définitive de l'Espagne : partagée en dix provinces, elle abdiqua une indépendance qu'elle ne pouvait plus défendre; la Lusitanie (1) se soumit la dernière [an de Rome 621, 623 av. J.-C.].

Près de quarante années s'écoulèrent dans un repos souvent interrompu par des révoltes toujours impuissantes; aussi l'habitude de l'obéissance commençait à s'infiltrer profondément dans les esprits, quand Rome, partagée entre Sylla et Marius, promena le flambeau de la discorde dans toutes les provinces de l'empire. Une foule de sénateurs et de chevaliers alla chercher un asile en Espagne contre les cruautés du vainqueur d'Orchomène, qui, devenu dictateur, faisait ployer le peuple et le sénat sous la tyrannie de ses volontés. Parmi les fugitifs se trouvait Sertorius; à l'époque où son parti s'était rendu maître du pouvoir, ce dernier avait obtenu le gouvernement de l'Espagne, où il se retira dans le but de s'y défendre contre ses adversaires. Attaqué par Caïus Annius, il lutta d'abord avec désavantage contre ce lieutenant de Sylla, qui employa contre lui la trahison. Sertorius, contraint de fuir, alla prendre part à la guerre allumée en Afrique, dont les Romains se disputaient la possession, les uns au nom de Sylla, les autres au nom de son rival. Sur ces entrefaites, les Lusitaniens, rêvant encore à ressaisir leur indépendance, s'adressèrent à Sertorius, auquel ils offrirent le commandement; celui-ci l'accepta avec empressement, et, pour mieux les rendre libres, il voulut en faire des Romains en leur donnant les institutions de sa patrie. En effet, il créa des sénateurs, des tribuns, des édiles; le peuple obtint une part dans la décision des affaires, et décerna, comme à Rome, les dignités et les honneurs. Initiées aux mêmes exercices, soumises à la même discipline, les troupes espagnoles apprirent à résister aux légions, souvent même à les vaincre, et l'on ne sait ce qui fût advenu de cette rivalité, si l'habile Sertorius eût vécu assez de temps pour consolider l'œuvre de son génie. Quoi qu'il en soit, le consul Metellus, à la tête de forces nombreuses, vint engager la lutte, dans l'espoir de la terminer bientôt [657 de Rome]; mais il ne put joindre l'ennemi qu'il brûlait de combattre. Un nouveau général, Cnéus Pompée, fut adjoint à Metellus; il avait à peine vingt-quatre ans et s'était élevé rapidement par la protection du dictateur, auquel il s'était dévoué; son impétuosité le fit battre en plusieurs occasions. Sertorius venait d'être joint par Marcus Perpenna, qui se trouvait à la tête d'un corps de soldats romains attachés à la cause de Marius; il en profita pour livrer bataille à Metellus et à son collègue, auquel il fit éprouver de grandes pertes. Ceux-ci, ne pouvant le dompter par la force, mirent sa tête à prix et tentèrent de corrompre la fidélité des siens. Instruit de ces menaces, Sertorius s'entoura d'une garde d'Espagnols pour veiller sur ses jours, et, devenu cruel par méfiance, il fit périr plusieurs de ses compatriotes soupçonnés de trahison; par de tels actes, il prépara la catastrophe dont il fut la victime. Le chef de la conspiration tramée contre lui était Perpenna; forcé de s'unir avec Sertorius, son orgueil se révoltait d'obéir à un homme auquel il se croyait su-

(1) Le Portugal.

MCD 2019

périeur par sa naissance et par ses talents. Il résolut de lui arracher la vie pour saisir le commandement, ce qui fut exécuté au milieu d'un repas par des Romains admis dans l'intimité de Sertorius [an de Rome 677, 76 ans av. J.-C.]. Il périt à Etosca, près de Lérida, en Catalogne. Depuis trois ans il soutenait une lutte glorieuse contre Rome, et avait disputé la victoire aux meilleures légions de la république, guidées par des généraux célèbres. Ses dévoués, on appelait de ce nom les soldats espagnols qui formaient sa garde particulière, s'entretuèrent autour de son bûcher. Un monument irrécusable atteste une semblable preuve d'attachement (1), qui lui fut donnée par un citoyen de Calahorra : « Aux mânes de » Q. Sertorius! moi, Brebicius de Cala» gurris (2), fils de Corvus, je me suis » fait une religion, après la mort de celui » qui avait tout en commun avec les dieux, » de ne pas lui survivre. Adieu, toi qui me » lis, et apprends par mon exemple à garder » ta foi ; car la foi aux serments réjouit jus» qu'aux âmes qui ont dépouillé leur enve» loppe mortelle. » Ces mots témoignent combien l'amitié avait alors de puissance sur certaines âmes. Quant au sacrifice accompli aux obsèques du héros romain par les guerriers attachés à sa personne, il nous touche moins vivement, car on en trouve de nombreux exemples même chez nos ancêtres, où les compagnons d'un chef, s'ils ne mouraient pas en le défendant, refusaient de lui survivre.

Pour imposer plus sûrement l'obéissance aux Espagnols, il eut soin d'appeler à son aide la superstition, en se faisant accompagner d'une biche blanche qu'il semblait consulter dans toutes ses entreprises. Le peuple était convaincu que cet animal recevait les inspirations d'une divinité, et se soumettait avec joie à toutes les décisions de cette biche. Ainsi, dans l'antique Egypte, le bœuf Apis était salué d'hommages presque divins ; ainsi les Romains interrogeaient les mouvements des poulets sacrés pour en tirer la connaissance de l'avenir. Sertorius n'ignorait pas que, pour commander à la multitude, il faut s'adresser, non à sa raison, mais à son imagination ; celle-ci enflamme le cœur, donne à la faiblesse la puissance de la force, et seule réussit à élever tout une nation jusqu'à l'héroïsme. Il voulut aussi rendre les Espagnols dignes de posséder les institutions de son ancienne patrie en cultivant leur intelligence : il ouvrit des écoles dirigées par des professeurs habiles, et, si le temps n'eût pas manqué à ses projets, il eût peut-être réussi à fonder un empire rival de Rome par la science des armes et celle des affaires. Perpenna recueillit d'abord le fruit de sa trahison : dans son testament, Sertorius l'avait désigné pour son successeur. Il se trouva donc investi du pouvoir ; mais il n'avait ni la haute influence ni le génie guerrier de sa victime. Un grand nombre de cités qui avaient secoué le joug, se soumirent de nouveau ; Metellus pacifia sans peine les provinces révoltées, et reprit le chemin de l'Italie, abandonnant à Pompée le soin d'abattre Perpenna. Une seule bataille mit fin aux rêves ambitieux de cet assassin ; vaincu, il se cacha dans un buisson où il fut découvert par quelques soldats ennemis. Il voulait se faire conduire à leur général, promettant de lui révéler des secrets importants ; mais Pompée ordonna de le tuer sans consentir à l'entendre, et livra à la mort ceux qui avaient trempé dans le meurtre de Sertorius. Il revint ensuite à Rome, triomphant d'avoir terminé une lutte qui avait duré dix ans. Nommé prêteur de l'Espagne ultérieure, Jules César remporta quelques avantages sur des peuples de la Galice et de la Lusitanie ; il les força de renoncer à leur indépendance, égorgeant sans pitie ceux qui entreprirent de lui résister. De retour à Cadix, il donna à ses habitants des lois muni-

(1) Voici l'inscription consacrée aux soldats de Sertorius : « Ici reposent les soldats de Q. Sertorius, » qui se sont dévoués à ses mânes, et ont rendu leurs » os à la terre, leur mère commune. Après avoir » perdu leur chef, qu'avaient-ils à faire de la vie? » Ils sont morts comme des braves en combattant » l'un contre l'autre, et reposent aujourd'hui au sein » de cette mort qu'ils ont appelée. Postérité, adieu ! »

(2) Calahorra.

MCD 2019

cipales qui devinrent la source de leur prospérité ; il essaya même de mettre un frein à l'usure dont les abus détruisaient la fortune publique ; mais une telle entreprise ne pouvait réussir, basée sur une pénalité plus ou moins sévère. Pour en tarir la source, il faut recourir à d'autres moyens, que César et ses contemporains ne pouvaient apprécier; car alors la science du crédit public était complétement inconnue.

Cependant la république fondée par Brutus penchait vers sa ruine; le temps, et plus encore les passions des hommes puissants, avaient usé ses ressorts. Les grands rois dans les provinces placées sous leur commandement, à Rome ne devaient être que de simples citoyens; mais, trop élevés pour consentir à descendre, ils cherchaient à se perpétuer dans la possession du pouvoir, en s'unissant entre eux pour le partager. Un triumvirat se conclut entre Pompée, César et Crassus; le premier obtint l'Espagne pour sa part, qu'il fit gouverner par des lieutenants; Crassus alla mourir sous les flèches des Parthes, et César eut les Gaules à conquérir. On sait que celui-ci, après dix ans de victoires, mena ses soldats contre la capitale de l'empire; dont il s'empara; son rival périt assassiné en Egypte; toutefois Petreïus et Afranius, auxquels Pompée avait remis la garde de l'Espagne, entreprirent de la défendre. Ils réunirent leurs forces près de Lerida, et envoyèrent un corps de troupes pour disputer aux légions de César le passage des Pyrénées. Le dictateur vint se mettre en personne à la tête de ses soldats; par des manœuvres habiles, ayant renfermé les deux généraux ennemis dans leur camp, il les contraignit de se rendre à discrétion. Après avoir remis sous son obéissance toute la contrée, il se rendit à Cadix, dont il créa les habitants citoyens romains, et revint en Italie, chargeant du gouvernement de l'Espagne Marcus Lepidus et Cassius Longinus. [An de Rome 695.]

Mais les excès de Cassius ne tardèrent pas à ranimer le parti de Pompée; la plupart des villes de la Bétique, et toutes celles qui bordaient la Méditerranée, s'insurgerent hautement contre un pouvoir oppressif, et députèrent secrètement auprès de Scipion, qui commandait en Afrique une puissante armée, et faisait la guerre au nom de la république. Celui-ci se hâta de leur envoyer Cneus, l'aîné des fils de Pompée : il débarqua près de Valence, et fut rejoint bientôt par son frère Sextus, qui lui amena des renforts et deux chefs habiles, Varus et Labienus, officiers aussi braves qu'expérimentés. Les lieutenants de César, Fabius Maximus et Quintus Pedius, n'avaient ni assez de soldats ni assez d'ascendant sur les esprits pour repousser l'ennemi, comme pour maintenir l'obéissance : il fallut que le dictateur quittât Rome de nouveau, afin de relever par sa présence le courage des siens. Arrivé dans la Bétique, après un voyage de vingt-quatre jours, il alla mettre le siége devant Corduba (1), qu'il comptait emporter par un coup de main. Déçu dans son espoir, il s'éloigna de cette place et investit Atégua : c'était dans cette ville que ses adversaires avaient déposé leurs magasins. Cneus le suivit et se retrancha sur des hauteurs voisines, dans le but d'éviter une action, et de couper les communications de César avec le reste de la contrée. Il voulait encore, par cette démonstration, engager la garnison à prolonger sa résistance. Cependant il fut réduit à s'éloigner : après son départ, les habitants, las de souffrir toutes les privations auxquelles ils étaient condamnés, essayèrent de traiter avec les assiégeants à l'insu de Numatius Flaccus, chargé du commandement de la place. Instruit de ce qui se tramait, ce dernier déjoua le complot en se saisissant d'un grand nombre des conjurés ; il les fit précipiter du haut des murailles; sa vengeance s'étendit jusqu'aux femmes et aux enfants des condamnés, qui furent égorgés inhumainement. Toutefois, ces cruautés ne profitèrent pas à son auteur, puisqu'il fut contraint de capituler. Le vainqueur alla ensuite à la rencontre des ennemis campés dans le voisinage d'Ucubis (2) : après quel-

(1) Cordoue.
(2) Cette ville, suivant Mariana, était située près de Grenade.

MCD 2019

ques escarmouches, Cneus leva son camp et prit position dans la plaine de Munda (1); César le suivit et arriva dans le même lieu le surlendemain. Les troupes de Pompée avaient pour elles l'avantage du terrain, car elles occupaient les hauteurs; César entreprit de les débusquer; mais l'ennemi comptait sous ses enseignes un grand nombre de citoyens jadis revêtus des plus éminentes dignités, et des vétérans glorieux débris des légions vaincues naguère en Afrique : ils opposèrent une résistance si vive, que les assaillants commencèrent à reculer; alors le dictateur, saisissant une épée et un bouclier, courut dans tous les rangs pour animer le courage des siens, leur criant : « Eh quoi! li» vrerez-vous votre général aux mains de » ces enfants? » Il se précipita aussitôt dans la mêlée, et entraîna les siens par son exemple. Le jour allait finir sans que la victoire se fût encore déclarée pour l'un des deux partis, lorsque Bogud, roi de Mauritanie, allié de César, et qui s'était retiré à l'écart dès le commencement du combat, chargea tout-à-coup les troupes de Pompée : Labienus, à la tête de quelques escadrons, vola à sa rencontre pour repousser les Maures. — « Courage, » dit César, « la victoire est à » nous, Labienus fuit. » — Ce mot, qui courut dans toutes les bouches, décida la fortune de la bataille; les soldats de Pompée s'imaginèrent qu'elle était perdue et lâchèrent pied. La poursuite fut plus meurtrière que la lutte sur le champ de bataille; car, dans les discordes civiles, il n'est point de pitié pour les vaincus : trente mille hommes tombèrent moissonnés par le fer; on y comptait trois mille chevaliers et les deux généraux Labienus et Varus; la journée de Munda fut pour ainsi dire le tombeau de la république. César, comme il le dit lui-même, combattit moins pour la victoire que pour sa vie. Ardent à poursuivre ses avantages, il prit d'assaut le camp de Cneus, et se mit lui-même à sa poursuite : mais Cneus, dès qu'il vit que tout était perdu, s'était éloigné si rapidement qu'on ne put l'arrêter. Il gagna Cartheïa (2), où il fut reçu par les habitants; mais, à la nouvelle de sa défaite, les uns voulurent le livrer à César, les autres défendre sa vie; on se battit dans les rues; Sextus fut blessé dans une de ces escarmouches, mais il trouva moyen de s'évader, et s'embarqua sur une des galères de sa flotte, qui était à l'ancre dans le port. Didius commandait celle de César à Cadix; il se mit en mer sur-le-champ, ayant à bord une troupe d'infanterie et quelques centaines de cavaliers. Il atteignit les vaisseaux du fugitif, qui s'étaient arrêtés pour aller chercher des vivres, en brûla une partie et s'empara du reste : obligé de fuir dans l'intérieur des terres, Cneus, se voyant près d'être atteint par la cavalerie, se réfugia dans une forteresse, où Didius l'assiégea. Il risqua une sortie; la plupart de ses compagnons périrent en se défendant, et, hors d'état de s'éloigner à cause de ses blessures, il se cacha dans une caverne. Trahi par l'un des siens, il fut immolé : à la nouvelle du trépas de son frère, Sextus, qui s'était retiré à Corduba, en sortit pour aller, disait-il, conclure sa paix avec César; mais au lieu de mendier la clémence du vainqueur, il quitta son escorte, et vécut si bien caché dans la Celtibérie, qu'il échappa à toutes les recherches.

Cependant César, après avoir laissé à Fabius Maximus le soin de prendre la ville de Munda, parut tout-à-coup devant Corduba. Un partisan de la république, Scapula, était chargé de la défendre; sachant qu'il ne pouvait espérer aucun secours, il résolut de mettre fin à ses jours, en choisissant le genre de sa mort. Après un repas magnifique, où il avait rassemblé tous ses amis, il distribua à ses affidés et à ses domestiques son argent et ses effets, puis il fit dresser un bûcher sur lequel il prit place; l'un de ses esclaves y mit le feu, tandis qu'un autre reçut l'ordre de le percer de son épée. La garnison, se trouvant sans chef, résolut cependant de résister, tandis que les habitants voulaient se rendre; ils livrèrent une porte aux assiégeants. Dans cette extrémité, la treizième légion, transportée de rage, incendia les maisons et engagea, avec les soldats de César, une lutte désespérée qui se

(1) Près d'Hispalis, aujourd'hui Séville.
(2) Aujourd'hui Gibraltar.

MCD 2019

termina par l'extermination des vaincus. Le dictateur prit aussitôt la route d'Hispalis (1). Chemin faisant, un certain Cesennius lui présenta la tête du fils de Pompée. Il fut reçu dans Hispalis après un combat assez vif contre un corps de Lusitaniens qui s'était introduit dans la cité tandis que ses soldats en prenaient possession. Munda, Ursaon et Asta tombèrent successivement entre ses mains. L'Espagne entière se soumit à sa puissance après une lutte de sept mois. Les habitants, qui avaient embrassé le parti de son rival, payèrent les frais de la guerre: on confisqua leurs biens, on vendit leurs personnes, et Asinius Pollion, en qualité de proconsul, fut chargé du gouvernement de la péninsule. Cependant Sextus, ayant réuni quelques milliers de proscrits errant dans la contrée, reçut des renforts d'Afrique, que lui amena un prince de ce pays, et reprit l'offensive dans la Bétique; il gagna même une bataille contre Pollion, mais les événements qui venaient de se passer à Rome ne lui permirent pas de pousser plus loin ses succès : le dictateur avait péri sous le poignard de Brutus. Le sénat, qui avait repris son autorité, députa auprès de Sextus, Marcus Lepidus, chargé de l'engager à mettre bas les armes en lui promettant la restitution des biens de son père; on lui rouvrait aussi la route des honneurs; Sextus accepta la paix. Au second triumvirat, l'Espagne échut à Lepidus, puis à Octave, qui lui donna l'Afrique en échange; enfin ce dernier parvint à l'empire; il prit le nom d'Auguste. Sous son règne, la liberté expira en Espagne comme dans le reste de la république; les Cantabres, les Astures et plusieurs autres peuplades qui habitaient la Biscaye, la Galice et les Asturies, conservèrent les derniers leur indépendance. Toujours vaincus, ils se révoltaient sans cesse contre un joug détesté; les triomphes des généraux romains demeuraient stériles, car ils ne pouvaient joindre des adversaires, réfugiés dans des gorges et des montagnes inaccessibles. Ceux qui ne périssaient pas en combattant, condamnés à l'esclavage, s'en affranchissaient par le suicide, trompant ainsi l'avarice de leurs aggresseurs. Il fallut que l'empereur se chargeât de terminer une lutte qui menaçait de se perpétuer. Il se rendit à Taragone l'an 728, et réunit dans cette ville tous les députés des provinces espagnoles, auxquels il dicta ses volontés, organisant la justice, réglant les impôts et imposant à l'Espagne les formes et les mœurs de la société romaine; il divisa ensuite ses troupes en trois corps et triompha des Cantabres par la famine. Les Astures furent subjugués par les lieutenants d'Auguste, auxquels il abandonna la conduite de cette guerre; toutefois ces fiers montagnards, contraints de céder à la force, tenaient sans cesse en éveil la vigilance de leurs oppresseurs, tantôt en massacrant les détachements isolés, tantôt en surprenant des forteresses et en rallumant sans cesse les fléaux de la guerre. Une résistance si longue et si indomptable avait fini par jeter la terreur dans l'âme des soldats romains; tremblants devant la férocité de semblables adversaires, on les vit fuir sur le champ de bataille, et désobéir aux ordres de leurs officiers. Le célèbre Agrippa vint prendre le commandement : il ne tarda pas à reconnaître qu'il fallait d'abord retremper le moral de ses soldats en les rappelant aux lois de la discipline. Il châtia sévèrement ceux qui s'en écartaient, et dégrada la *légion Augusta,* coupable du délit le plus grave, celui de lâcheté en présence de l'ennemi. Il marcha ensuite contre les Cantabres, les poursuivit sans relâche, et pénétra dans les gorges et les défilés de leurs montagnes, dont il parvint à les déloger; ceux qui resistèrent furent mis à mort, le reste consentit à venir habiter les plaines pour se livrer aux travaux de l'agriculture. Sachant que des batailles gagnées ne peuvent suffire à étouffer l'indépendance d'un peuple, Auguste établit dans toute l'Espagne des colonies de vétérans, et parvint ainsi à naturaliser l'obéissance par une force toujours présente et toujours prête à se lever contre la rébellion [an de Rome 739]. Il introduisit dans le sénat et confia les offices militaires et civils les plus élevés à des Espagnols : les Balbus, originaires de Cadix, s'élevèrent aux su-

(1) Séville.

MCD 2019

prêmes honneurs; l'un d'eux obtint même d'entrer à Rome en triomphe pour avoir subjugué les Garamantes; un autre Balbus, en l'an 740, bâtit dans la capitale de l'empire un théâtre, témoignage certain du haut point de prospérité où cette famille était parvenue.

Le petit nombre de documents parvenus jusqu'à nous ne permettent pas d'apprécier avec exactitude l'état social des Ibériens dans les temps antiques. Strabon, Pline l'ancien, Diodore de Sicile, Pomponius Mela ne fournissent que des renseignements vagues et confus. Ils ne s'accordent ni sur l'étendue ni sur les bornes des provinces dont se composait l'Ibérie, et ne s'entendent pas même sur le nom des peuplades qui les habitaient. Au temps de ces écrivains, la géographie ne reposait que sur des hypothèses et des relations souvent peu fidèles; car, dans l'antiquité, les voyages étaient des expéditions tout à la fois guerrières et commerciales. Les Carthaginois furent les seuls qui envoyèrent des navires ayant pour mission de déterminer l'étendue et la conformation de certaines parties de la terre. Le péryple d'Hannon, œuvre de ce voyageur célèbre qui fit le tour de l'Afrique, existe encore; mais Hannon n'ayant pas pénétré dans l'intérieur, il n'a pu reconnaître et décrire que les côtes du continent qu'il était chargé d'explorer. Les Phéniciens, les Egyptiens, les Tyriens montrèrent aussi leur pavillon sur les côtes de l'Ibérie; mais ils restèrent sur le littoral, n'osant s'aventurer plus loin. Ils fondèrent, dit-on, quelques villes; toutefois les habitants s'y tenaient renfermés, ou ne voyaient les naturels du pays que lorsque ces derniers venaient faire avec eux un commerce d'échange. Il faut donc s'en tenir à des conjectures sur l'état social de l'Ibérie avant sa conquête accomplie par les Romains.

Il serait aussi fastidieux qu'inutile d'énumérer toutes les peuplades qui vivaient dispersées avant notre ère historique sur la vaste étendue de la péninsule; des monuments grossiers, semblables aux dolimins de la Bretagne, témoignent seulement qu'elles ont vécu sans rien apprendre de leur sort à notre curiosité. Comment, d'ailleurs, séparer l'histoire des habitants primitifs de celle des colons phéniciens, grecs, carthaginois et romains, qui envahirent l'Ibérie à différentes époques? une pareille tâche ne saurait être accomplie faute de renseignements. Nous nous contenterons de parler seulement des tribus dont les noms figurent au premier rang dans les guerres suscitées par la rivalité ambitieuse des Carthaginois et des Romains; on en comptait dix-neuf, savoir : les Vascons, les Astures, les Cantabres, les Gallaïques, les Lusitains, les Celtibères, les Vaccéens, les Orétains, les Carpétains, les Bastetains, les Contestains, les Edetains, les Ilercavoniens, les Ausetains, les Laletains, les Indigetes, les Ausétains, les Ilergetes. Les cinq premières peuplades, qui peuvent être considérées comme celtiques (1), occupaient les côtes occidentales; les autres étaient ibériennes; il faut cependant en excepter les Celtibères et les insulaires. Les Vascons habitaient la Navarre avec une grande partie de l'Arragon; les Astures le pays appelé les Asturies, le royaume de Léon et la vieille Castille; les Cantabres le Guispuscoa, l'Alava et la Biscaye; les Gallaïciens la Galice, et les Lusitains le Portugal, l'Estramadure et plusieurs cantons compris aujourd'hui dans le royaume de Léon; ces tribus étaient les plus puissantes, et tenaient les autres sous les liens d'une dépendance étroite. Quant aux mœurs de ces peuples, elles étaient, chez la plupart d'entre eux, empreintes de barbarie, mais à divers degrés, selon qu'ils étaient plus ou moins avancés dans la civilisation.

Nous en esquisserons les traits les plus curieux par leur étrangeté ou par leurs similitudes avec les coutumes observées chez les autres peuples, placés sous d'autres cieux et à des distances infinies. Comme chez tous les peuples à demi sauvages, la guerre était l'état permanent de la société en Espagne; ceux qui vivaient dans les plaines, aussi

(1) Quand les Phéniciens abordèrent dans la Bétique, il n'y avait en Espagne que deux peuples, les Celtes et les Ibères, qui, en se réunissant au centre de la péninsule, prirent le nom de Celtiberes.

MCD 2019

bien que les habitants des montagnes, étaient toujours armés, soit pour repousser une attaque, soit pour entreprendre quelque invasion dans le voisinage; ils portaient deux petites lances ou dards, et une épée à deux tranchants, que les Romains adoptèrent dans le suite (1); ils y joignaient encore une espèce de sabre recourbé, aiguisé au dedans, assez semblable au sabre de la cavalerie turque et arabe. Ils se servaient de la fronde avec une rare habileté, et, dans les combats, paraient les coups de l'ennemi avec un bouclier doublé de cuir, dont la forme variait suivant les provinces. Les cavaliers avaient pour arme offensive, tantôt une épée, tantôt un maillet, une hache, et le plus souvent une longue lance; chaque homme conduisait souvent deux chevaux à la fois pour faire des marches plus rapides, tels sont encore les armées des Marhates. Ainsi on guerroyait sur les rives de l'Ebre, comme, de nos jours, sur les bords de l'Indus. Afin d'exalter les vertus militaires, de pompeuses funérailles honoraient les mânes de ceux qui s'étaient distingués par des exploits; on exposait leurs cadavres à l'admiration de la multitude; un héraut racontait à haute voix les actions héroïques qui avaient illustré ces guerriers durant leur vie, et des jeux militaires terminaient la cérémonie funèbre.

En temps de paix le vêtement ordinaire des hommes consistait en une tunique de laine teinte en noir et surmontée quelquefois d'une cape ou d'un capuchon pour garantir la tête; ils laissaient croître leur barbe et leur cheveux. Quant aux femmes, elles étaient remarquables surtout par la coiffure: les unes portaient des baguettes de fer recourbées par le haut, sur lesquelles on posait un voile; d'autres faisaient usage de demi-cerceaux qui descendaient en diminuant jusqu'aux oreilles ou jusqu'aux épaules, et s'attachaient, en outre, à se faire un front large en rasant les cheveux qui l'avoisinent, et en se lissant la peau par le frottement; ces dernières avaient adopté une sorte de bonnet très-élevé, surmontant la chevelure et recouvert d'un voile noir. Au reste, dans la partie occidentale de l'Ibérie, le lot des femmes était le plus pénible: elles étaient chargées exclusivement des travaux relatifs à l'agriculture et conduisaient la charrue, tandis que les maris se livraient aux amusements de la chasse ou croupissaient dans l'oisiveté. Endurcies par leurs occupations, si les douleurs de l'enfantement les surprenaient au milieu des champs, elles se délivraient elles-mêmes, enveloppaient le nouveau-né et le rapportaient le soir au logis. L'époux se mettait alors au lit; il y restait plusieurs jours, et se voyait l'objet des soins les plus attentifs de la part de sa femme. Ce singulier usage, qu'on a remarqué chez les anciens Corses, parmi les Tartares et quelques tribus américaines, est demeuré sans explication satisfaisante. Quoi qu'il en soit, le sexe le plus faible n'était pas non plus le moins courageux: à Bracara, en Lusitanie, les femmes accompagnaient leurs époux sur les champs de bataille. Dans l'Espagne celtoibérienne, les jennes filles récompensaient la bravoure en choisissant pour maris, au retour d'une expédition, ceux qui s'étaient signalés par des hauts faits. En résumé les femmes, dans presque toute l'Espagne ancienne, supportaient les plus durs travaux presque sans compensation; la loi cependant leur attribuait l'héritage paternel. Elles étaient encore chargées du soin de pourvoir à l'établissement de leurs frères. Occupés sans relâche par la guerre, les hommes ne pouvaient veiller à l'administration des biens; de là vient peut-être ce privilége, dont il est impossible d'apprécier l'importance, par la dissemblance de nos mœurs et le peu de lumière que nous possédons sur l'état social de ces peuples.

Les coutumes les plus diverses régnaient parmi les indigènes; elles étaient empreintes soit de barbarie, soit de singularité. Les Cantabres égorgeaient les vieillards quand l'âge les rendait incapables de porter les armes. Les Lusitaniens immolaient des victimes humaines pour chercher dans leurs entrailles palpitantes la connaissance de l'avenir; ils mutilaient les prisonniers de guerre quand ils consentaient à leur laisser la vie. Les mala-

(1) Ils lui donnèrent le nom d'hispanienne.

MCD 2019

des se faisaient porter sur les chemins pour interroger les passants, dont ils réclamaient les conseils : il n'y avait point d'autres médecins. Les Ibères se mesuraient tous les ans avec une ceinture, et une sorte de déshonneur frappait celui dont l'embonpoint dépassait la limite fixée. Le suicide, maladie des peuples civilisés, se retrouve chez ces peuples encore dans l'enfance : ils savaient extraire d'une plante un poison dont faisait usage tout homme qui voulait renoncer à la vie. Quelquefois plusieurs amis mouraient ensemble de cette façon, avec un sang-froid, fruit d'une résolution fermement arrêtée. — Dans les plaines, on labourait la terre avec des bœufs, et le sol était planté d'oliviers, de blés et de vignes; mais les montagnards ne se nourrissaient que de glands, et avaient pour boisson du cidre et de l'hydromel. Quelques-unes de ces nations avaient déjà fait d'assez grands progrès dans les arts; les unes exploitaient des mines d'or et d'argent; d'autres, tels que les Celtibériens placés près de l'embouchure de l'Ebre, savaient tremper l'acier et se fabriquaient des armures également propres à l'attaque et à la défense. Enfin, s'il faut en croire Strabon, les Turdétans (1) possédaient une civilisation déjà avancée; ils s'appliquaient aux belles-lettres, possédaient des livres d'histoire très-anciens, des poèmes et des lois écrites depuis six mille ans; mais les Romains ne daignaient pas étudier les annales des peuples vaincus, et tous ces monuments des siècles passés ont péri sans retour; à l'exception des fragments conservés dans les écrits des historiens grecs et latins. On ne sait pas même quel était l'idiome des Turdétans et des autres Ibères; la langue des vainqueurs en a étouffé le dernier souvenir et jusqu'aux traces les plus légères.

Ce tableau des mœurs et du caractère des anciens Ibères, quoique bien incomplet, suffit cependant pour expliquer la longue résistance qu'ils opposèrent dans leurs luttes contre les vainqueurs de Carthage. Aussi les Romains employèrent plus d'années à les subjuguer que César ne mit de mois à conquérir les Gaules. Il fallut deux cents ans de combats continuels pour achever cette tâche.

Sous l'administration d'Auguste, l'Espagne goûta pour la première fois depuis plusieurs siècles les avantages de la paix : Octave imprima à son gouvernement un caractère de douceur et de justice. Parvenu au trône par des crimes, il les effaça par des bienfaits; car son habileté établit dans tout l'empire un régime approprié à l'état des affaires et des mœurs, et il sut le faire observer par sa vigilance.

Confondue dans la vaste domination de ses maîtres, l'Espagne, à partir de cette époque, ne compte plus dans l'histoire que par certains hommes nés dans son sein et devenus célèbres à des titres différents. Senèque, Lucain, Martial et Quintilien, s'ils ne s'élevèrent pas à la hauteur des écrivains du siècle d'Auguste, honorèrent leur temps par des ouvrages empreints d'un mérite piquant et original. Espagnols d'origine, Trajan, Adrien, Marc-Aurèle, Maxime et Théodose occupèrent le trône impérial avec gloire; les uns se signalèrent par des conquêtes, les autres par la sagesse de leur administration. Parmi ces derniers, il faut citer Adrien, qui passa la plus grande partie de son règne à visiter les provinces de l'empire pour interroger les institutions, les perfectionner et les améliorer en extirpant les abus. Il se rendit en Espagne (1), où il convoqua tous les députés des villes afin de connaître l'état réel du pays. Sous les premiers empereurs il était divisé en trois provinces, nommées la Tarragonaise, la Bétique et la Lusitanie; Adrien établit cinq gouvernements, savoir : la Bétique, la Lusitanie, la Galice, la Tarragonaise et la Carthaginoise, auxquels il accorda une administration distincte. L'expérience lui avait enseigné que des peuples soumis à des climats et à des habitudes opposées ne pouvaient obéir aux mêmes lois sans de graves inconvénients. De là vient qu'il crut devoir laisser aux habitants les coutumes locales consacrées par des siècles

(1) Ils habitaient les bords de la Bétique (Guadal-

(1) L'an 123 après J.-C.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Lalaisse del.t

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

Pardinel Sculp.

Pl. 1.

ESPAGNE

COSTUMES DE LA NOBLESSE AU 16e SIECLE.

d'existence; et s'il instala la législation romaine, il n'en rendit obligatoire que ce qui pouvait s'allier avec les mœurs nationales. Les victoires de Constantin l'ayant rendu souverain sans partage du monde romain, il le divisa en deux empires, celui d'Orient et celui d'Occident. Le premier eut son siége à Bysance, qui prit le nom de son fondateur (1). Le second garda Rome pour capitale et l'Espagne parmi ses possessions. Cette province fut alors gouvernée par des légats consulaires sous la dépendance du préfet des Gaules. — Après la mort de Constantin, l'empire déclina rapidement, déchiré par des révoltes de soldats, qui décernaient le rang suprême au gré des vils calculs de leur avarice, et envahi par des hordes inconnues inondant les provinces abandonnées sans défense par la lâcheté des chefs militaires. La position de l'Espagne à l'extrémité de l'Europe lui épargna long-temps les fléaux de l'invasion; elle ne prit aussi qu'une part secondaire aux troubles excités par l'ambition des hommes qui se disputèrent le trône impérial. Le seul événement digne d'être rapporté est donc l'introduction du christianisme. Saint Jacques-le-Majeur alla prêcher la foi nouvelle en Espagne trente-six ans après la mort de son fondateur; il fut remplacé par saint Paul dans cette dangereuse mission. En effet, plusieurs persécutions mirent à l'épreuve l'attachement des néophytes à la religion du Christ, qui fructifia et grandit chaque jour au milieu des supplices. En se substituant à la doctrine du paganisme, elle sembla préparer l'Epagne, comme tout le reste de l'Occident, à la régénération complète de l'état social, qui allait s'accomplir par l'épée des Barbares.

Vers le quatrième siècle de l'ère chrétienne, une foule de peuplades étaient échelonnées depuis la Dacie et la Sarmatie (2) jusqu'aux steppes du centre de l'Asie. Les West-Goths, que l'on croit descendus des anciens Gètes ou Scythes, et les Ost-Goths, fixés sur les bords du Tanaïs, formaient, les premiers la tête et les seconds l'arrière-garde d'une multitude innombrable qui allait bientôt se précipiter sur l'empire des Césars pour s'en partager les débris. Sur ces entrefaites, les Ost-Goths ou Ostrogoths avaient formé un vaste Etat, qui s'étendait au nord jusqu'à la Baltique, à l'ouest jusqu'à la Vistule, à l'est jusqu'au Tanaïs, au sud jusqu'au Pont Euxin et au Danube. Tout-à-coup, en 376, les Huns, qui erraient dans les vastes plaines dont les limites touchent aux confins de la Chine se précipitent sur les Alains, puis sur les Ost-Goths : cette monarchie barbare s'écroule sous les coups des assaillants. Ce fut alors que les West-Goths ou Visigoths vinrent implorer la pitié de l'empereur Valence, placé sur le trône de l'empire d'orient; celui-ci leur permit de passer le Danube et de s'établir dans une partie de la Mésie (l'ancienne Thrace). Maltraités par les lieutenants du monarque, ils attaquent ses soldats, tuent Valence et poussent leurs excursions jusque sous les murs de Constantinople. Quelques années plus tard, une horde de ces mêmes Goths envahit l'Italie, où régnait Honorius, l'un des fils du grand Théodose. Leur chef Alaric s'empare deux fois de Rome, et meurt au milieu de ses courses aventureuses, à Cozenza, en Calabre.

Ataulph, son successeur, maître de la personne de Placidie, sœur d'Honorius, l'épouse et reçoit pour dot l'Espagne, qu'il fallait conquérir sur les Vandales, les Alains et les Suèves, dont les flots avaient inondé cette belle contrée. Les premiers étaient venus des rives de la Vistule, les seconds avaient quitté les bords du Volga et du Tanaïs (aujourd'hui le Don), les derniers habitaient entre l'Oder et le Danube. Après avoir ravagé leur nouvelle conquête, ils songèrent à se la partager : les Suèves occupèrent la Galice, une partie de la province de Léon et la Castille; les Alains gardèrent la Lusitanie et Carthagène; enfin les Vandales eurent la Bétique ou l'Andalousie. De toute la Péninsule, les Romains n'en possédaient plus que le quart, depuis les Pyrénées jusqu'au fleuve Sucro, et depuis les sources du Duéro, de l'Ebre

(1) Constantinople, de Constantin.

(2) La Haute-Hongrie, la Transylvanie et la Valachie.

MCD 2019

et du Tage jusqu'à la mer. Tel était l'état de l'Espagne lorsqu'Ataulph y pénétra. Après s'être emparé de Barcelone, il s'avança dans l'intérieur, où il fit une guerre acharnée aux Vandales. Avant d'entrer dans la Péninsule, il avait déjà conquis deux provinces de la Gaule, le Languedoc et le Roussillon, dont il avait formé un petit royaume ayant Narbonne pour capitale. Beau-frère d'Honorius, il essaya de s'en appuyer; car, loin de vouloir achever la destruction de l'empire romain, il nourrissait la pensée de le réédifier. Mais les Goths étaient animés d'une haine implacable contre les sujets du fils de Théodose, ils conspirèrent contre Ataulph, qui périt en 417 sous le poignard d'un assassin. SIGERIC prit sa place; pour affermir son usurpation, il égorgea les six enfants de son prédécesseur, et fit subir à sa veuve Placidie un traitement ignominieux : il la contraignit de traverser les rues de Barcelone les pieds nus et marchant devant son char. Accusé par ses sujets de partager les penchants d'Ataulph pour une alliance avec les Romains, il fut tué après un règne de sept jours.

WALLIA, beau-frère d'Athaulph, profita de ces exemples. Dès qu'il fut placé sur le trône, il voulut occuper les Goths, et il envoya, par mer, en Afrique une armée contre les Romains. Une grande partie de la flotte ayant fait naufrage, il fit une paix forcée avec l'empereur, rendit Placidie à son frère; et, pour ne point laisser ses sujets dans une inaction qui lui aurait été funeste, il se joignit à Constantius, général d'Honorius, qui faisait alors la guerre aux Suèves et aux Vandales. Honorius fut si satisfait de ce secours, qu'il lui donna la ville de Toulouse et la Guienne. Son règne et celui de Sigeric ne furent ensemble que de trois ans; et il mourut l'an 420, en France, où il était allé résider. Il ne laissa qu'une fille qui épousa Ricimer, Suève de nation, qui eut tant de part à la destruction de l'empire d'Orient. Après sa mort on revint à la famille d'Athaulph, et on couronna THÉODORIC, qui était le plus proche parent de ce roi.

Ce guerrier habile et heureux se joignit aux Romains et aux Francs contre Attila, roi des Huns, qui, après avoir soumis l'Italie, avait pénétré dans la Gaule. Théodoric eut grande part à la victoire remportée sur Attila en 451. Mais ayant été renversé de cheval, il fut écrasé par ses propres gens. Trois de ses fils lui succédèrent, savoir Torismond, Théodoric II et Euric. Il en avait trois autres dont l'histoire n'a conservé que les noms. Quant à ses filles, au nombre de deux, l'une fut mariée à Rechiaire, premier roi chrétien des Suèves en Espagne, et l'autre à Hunneric, fils et successeur de Genserie, roi des Vandales, qui régnait dans la Bétique, aujourd'hui l'Andalousie. THÉODORIC régna à Toulouse.

TORISMOND, devenu roi des Goths après la mort de son père, se joignit à Aetius, général des Romains, et l'aida à chasser Attila, qui fut battu une seconde fois près de la Loire. Il fut assassiné en 453 par Théodoric, qui lui succéda : le règne de Torismond eut peu de durée.

THÉODORIC II monta d'abord sur le trône de son frère. L'empereur Valentinien lui permit de s'étendre en Espagne, aux dépens des Suèves et des autres nations qui la partageaient. Rechiaire, son beau-frère, voulut s'opposer à ses progrès : il fut défait et tomba entre les mains de Théodoric, qui lui fit couper la tête. Remismond, qui succéda à Rechiaire, épousa la fille unique de Théodoric et embrassa l'arianisme. Euric, voyant que son frère régnait depuis treize ans, et qu'il n'avait point de fils, se lassa d'attendre la couronne, et le fit assassiner l'an 466.

EURIC ou EVARIC étendit sa domination tant en France qu'en Espagne; il se rendit maître de Pampelune et de Saragosse, capitales de la Navarre et de l'Aragon, et conquit une partie considérable de la Lusitani . Il soumit en France le Limousin, le Quercı et le Rouergue; Clermont en Auvergne, Marseille et Arles en Provence reconnurent sa domination. Arien zélé, il persécuta les orthodoxes; mais ce qui rend son règne recommandable, ce sont, d'une part, les lois qu'il donna aux Goths, et qui sont les premières lois écrites que cette nation ait reçues; et, de l'autre, l'expulsion totale des Romains, qu'il força d'abandonner l'Espagne, après une possession de près de sept siècles. Il

MCD 2019

mourut à Arles en 483, après avoir occupé le trône seize ans.

ALARIC II, son fils, qui lui succéda, fut assez tranquille du côté de l'Espagne. Sa femme Theudicote ou Théodogothe était fille naturelle de Théodoric, roi des Ostrogoths en Italie. Ce prince et Clovis eurent des guerres sanglantes, et se livrèrent un combat décisif près de Poitiers, l'an 506. Alaric rencontra Clovis dans la mêlée; mais le roi franc ayant tué le cheval d'Alaric, celui-ci, renversé par terre, fut achevé par un soldat ennemi. Son règne fut de vingt-trois ans. Sa défaite mit Clovis en état de reprendre une partie des provinces méridionales de la France, que les Goths avaient envahies. La minorité du fils qu'il laissait y contribua aussi. Alaric II et les trois rois précédents régnèrent à Toulouse.

AMALARIC était encore enfant, mais il avait un frère naturel nommé Gesalic, qui était plus âgé que lui. Les Goths le lui préférèrent. Théodoric, roi des Ostrogoths, aïeul maternel du successeur légitime, arma en sa faveur et envoya une armée de quatre-vingt mille hommes, sous la conduite d'Ibbas, pour mettre cet enfant sur le trône de ses ancêtres, et pour s'opposer en même temps aux progrès que les Francs faisaient dans ses États, après la défaite de son père, qui avait été suivie d'une seconde victoire sur les Visigoths. Théodoric était lui-même occupé à faire tête aux troupes que l empereur Anastase avait dirigées contre lui. Cependant Clovis, ayant gagné sur les Visigoths une seconde bataille près de Castelnaudari, se rendit maître du Poitou, de la Saintonge et du Bordelais, pendant que son fils faisait la conquête de l'Albigeois, du Querci et de l'Auvergne. Au commencement de l'année 508, Clovis prit la ville de Toulouse, où étaient en dépôt les richesses que le premier Alaric avait emportées du sac de Rome. En un an l'époux de Clotilde réduisit les Visigoths aux deux Narbonnaises et à une partie de la Viennoise. L'esprit de persécution des rois visigoths, qui étaient ariens, avait disposé les catholiques à seconder Clovis pour s'affranchir du joug qui pesait sur eux. Une autre armée de ce prince était dans l'Aquitaine, et marchait contre Gesalic, qui s'enferma dans Carcassonne, où il fut d'abord assiégé. Sur ces entrefaites Ibbas, qui commandait l'armée de Théodoric, envoyée au secours d'Amalaric, son petit-fils, s'avança contre les Francs. Les troupes qui attaquaient Carcassonne levèrent aussitôt le siége pour aller au secours de Gondebaud, roi des Bourguignons, allié de Clovis, et alors occupé au siége d'Arles. Ibbas leur livra bataille, les défit, et tua plus de trente mille hommes tant Francs que Bourguignons. Pendant ces événements, Gesalic sortit de Carcassonne et se retira à Narbonne, où étaient rassemblés les débris de la nation des Visigoths. Cette ville fut prise par Gondebaud, et le malheureux Gesalic s'enfuit à Barcelone, et s'accommoda avec Clovis par un traité dont les stipulations ne sont pas connues. Quoi qu'il en soit, il avait encore en tête l'armée de Théodoric, qui avait fait lever le siége d'Arles et s'était emparé, au nom de son petit-fils, de ce qui restait dans les Gaules aux Visigoths. Clovis lui-même, occupé ailleurs, s'était réconcilié avec Théodoric, à qui il ne restait plus d'autre adversaire que Gésalic. Ce dernier passa en Afrique, où Trasimond, roi des Vandales, lui accorda quelques troupes. Revenu en Catalogne avec ce renfort, il trouva, à douze milles de Barcelone, Ibbas qui tailla son armée en pièces. Il essaya de se réfugier chez les Bourguignons, mais il fut pris au passage de la Durance, et peu de temps après on le fit mourir, l'an 510. L'aïeul d'Amalaric se saisit de ce qui restait aux Visigoths, tant dans les Gaules qu'en Espagne, et gouverna durant la minorité de ce prince.

AMALARIC resta donc sous la tutelle de son aïeul, qui fit administrer le royaume par Teudis, son écuyer et son favori. Clovis étant mort en 511, laissa quatre fils et une fille, et quoique l'aîné fût né d'une concubine, cela ne l'empêcha point de partager avec ses frères, qui étaient fils de la reine Clotilde. Il avait vingt-six à vingt-sept ans, Clodomir seize à dix-sept, Childebert treize à quatorze, et Clotaire environ douze. Ils divisèrent entre eux le royaume; Thierri eut l'Austrasie, c'est-à-dire la partie orientale du

MCD 2019

royaume de leur père, et les terres d'au-delà du Rhin; l'autre partie, nommée la Neustrie, fut pour les trois fils de Clotilde. Ainsi tous quatre étant également rois et indépendants, chacun avait sa cour et sa résidence : celle de Thierri était a Metz, celle de Clodomir à Orléans, celle de Childebert à Paris, et celle de Clotaire à Soissons. Peu de temps après la mort de Clovis, les Visigoths reprirent le Rouergue et autres pays voisins du Languedoc. AMALARIC, devenu majeur, épousa Clotilde, sœur des quatre rois, et elle lui apporta en dot la ville de Toulouse, avec d'autres terres situées en France. Fille d'une reine que l'Église a placée au nombre des saintes, elle avait été élevée dans la religion catholique, et dans la plus haute piété; AMALARIC, attaché à l'arianisme, ne l'avait épousée que par des motifs de politique, et n'eut pas pour elle toute la considération qu'il devait : la diversité de religion fut une occasion de mésintelligence. Clotilde avait espéré ramener son époux à la foi qu'elle professait, de même que sa mère avait réussi dans la conversion de Clovis. Le roi des Visigoths voulut au contraire lui faire embrasser les opinions des ariens. Elle supporta les mauvais traitements de son mari avec douceur; mais enfin, poussée à bout, elle se plaignit à ses frères, qui, joignant leurs forces ensemble, volèrent à son secours; AMALARIC, qui ne s'attendait pas à être si promptement assailli, fut surpris et tué à Barcelone l'an 531. Il occupa le trône vingt-un ans, y compris les seize ans qu'il fut sous la tutelle de son aïeul. Il régna à Narbonne.

TEUDIS, ce sage administrateur que Théodoric lui avait choisi, avait gouverné avec tant de prudence et d'habileté, que les nobles, voyant la maison royale éteinte, le mirent sur le trône. Les rois d'Austrasie et de Neustrie, contents d'avoir vengé et délivré leur sœur, la ramenèrent en France; mais elle mourut en chemin. Une guerre contre les Bourguignons les occupa si exclusivement qu'ils laissèrent Teudis en repos. Leurs divisions, la mort de Clodomir, et le massacre de ses enfants par leurs oncles, furent favorables aux Visigoths. Mais en 543 ils se trouvèrent assez unis pour envoyer des troupes contre Teudis. Elles passèrent les Pyrénées, et se promettaient de détruire l'arianisme en Espagne. Les Francs se rendirent maîtres de l'Aragon et en assiégèrent la capitale. Childebert et Clotaire y étaient en personne. Une procession que les assiégés firent sur les remparts devint la cause ou le prétexte d'un accommodement dont les conditions furent que l'arianisme ne serait plus souffert en Espagne, et qu'on donnerait aux Francs la tunique de saint Vincent, relique qu'ils apportèrent avec beaucoup de cérémonie à Paris, dans un lieu où Childebert fonda une magnifique abbaye, sous le nom de Sainte-Croix et de Saint-Vincent : c'est aujourd'hui Saint-Germain-des-Prés. Toutefois ils ne repassèrent pas sans obstacle les Pyrénées, Théodégésile, lieutenant de Teudis, et qui fut ensuite son successeur, leur disputa le passage dont il s'était saisi, et leur fit éprouver de grandes pertes. Une peste qui dura deux ans ravagea ensuite l'Espagne. Quand ce fléau eut cessé, Teudis passa en Afrique et y assiégea Ceuta. Une vigoureuse sortie que fit la garnison ruina une partie de son armée. Il repassa avec les débris en Espagne, où il fut tué en 548, par un homme qui contrefaisait l'insensé. On n'a jamais bien su le motif de ce meurtre; mais Teudis reçut la mort comme un juste châtiment du crime qu'il avait commis autrefois en assassinant un général sous lequel il servait, et à qui il avait fait serment de fidélité. Il régna au-delà des Pyrénées.

THEUDISÈLE, général des armées de Teudis, était du sang royal des Ostrogoths en Italie, et fils d'une sœur de Totila leur roi. Sa naissance et sa valeur engagèrent la noblesse à le couronner après la mort de Teudis. Il répondit mal à la bonne opinion qu'on avait de lui; il sembla n'être monté sur le trône que pour assouvir ses passions. Son impudicité le poussa à faire mourir plusieurs personnes, afin de jouir plus tranquillement de leurs femmes. Un roi qui ménageait si peu ses sujets en fut détesté : ils conspirèrent contre lui, et l'assassinèrent dans son palais, après un règne d'environ un an [549]. Il régna à Barcelone.

On ne sait de quelle famille était AGILA que

MCD 2019

les Goths élurent après lui. Cordoue refusa de le reconnaître; il l'assiégea, mais une sortie que firent les habitans le mit en déroute, son fils périt dans l'action, et il fut réduit lui-même à chercher un asile à Mérida. Cet échec le décrédita dans l'esprit de ses sujets. Un certain Athanagilde rassembla des troupes et s'allia avec Justinien, empereur d'Orient, qui était rentré en possession de l'Afrique en y détruisant le royaume des Vandales. Cet empereur, charmé de trouver cette occasion d'envoyer une armée en Espagne, donna à Athanagilde le secours qu'il demandait. Agila fut battu, et ensuite assassiné par ses propres sujets dans la ville de Mérida, où il faisait son séjour ordinaire, après environ cinq ans de règne [554].

ATHANAGILDE n'avait appelé les Romains que pour les opposer au parti d'Agila, qui aurait pu le troubler dans ses projets; mais le but de Justinien était différent. Ce prince fort ambitieux et grand politique, s'était flatté de chasser les Goths d'Italie par le moyen de Narsès, de se rendre maître de l'Espagne en y envoyant ses meilleures troupes, sous prétexte d'appuyer les droits du roi son allié, et de s'emparer par ce moyen des postes les plus avantageux, qui pouvaient lui faciliter la conquête du reste. En effet, ses soldats avaient formé des établissements dans l'Aragon, dans le royaume de Valence et celui de Tolède. Athanagilde, qui avait deviné le projet de l'empereur, essaya vainement de s'y opposer. Les généraux de Justinien taxèrent cette conduite d'ingratitude. Le règne du roi goth, qui dura treize à quatorze ans, fut rempli par les tentatives qu'il fit pour arracher à ses anciens alliés les provinces de son royaume qu'ils avaient usurpées. Le détail de ces événements est à peine connu; on sait seulement qu'Athanagilde ne put expulser les forces impériales, et qu'il mourut l'an 567. Il régna à Tolède, et ne laissa que deux filles, dont l'aînée, nommée Galsuinde, épousa Chilpéric, roi de Soissons, et l'autre, qui est Brunehaut, si célèbre dans l'histoire de France, devint la femme de Sigebert, roi d'Austrasie.

Liuva I, vice-roi de la Gaule gothique, fut élu et proclamé roi à Narbonne. On ne sait pas de quelle famille il était, ni par conséquent s'il était parent du feu roi. Il n'y avait guère qu'un an qu'il régnait quand il déclara pour son collègue son frère Leuvigilde, à qui il donna à gouverner tout ce que les Goths avaient en Espagne, ne se réservant que la Gaule narbonnaise. Liuva mourut l'an 572, et régna à Narbonne.

LEUVIGILDE, après la mort de son frère, réunit, l'an 572, les deux Espagnes; l'ultérieure ou l'Espagne proprement dite, et la citérieure ou la Septimanie. C'est en effet le premier monarque qui ait pris les insignes de la royauté en Espagne, la couronne, le sceptre, le manteau royal et les autres ornements réservés au pouvoir suprême. Il était brave et heureux : il fit la guerre aux Romains, reprit sur eux tout l'Aragon avec les royaumes de Valence et de Tolède, et les chassa presque entièrement de l'Espagne. Il tint sa cour à Tolède, réduisit à l'obéissance plusieurs seigneurs qui refusaient de le reconnaître, et profita des troubles qui s'étaient élevés entre les Suèves. Théodomir, leur roi, après avoir abandonné l'arianisme et s'être converti à la foi catholique, était mort l'année 570, et avait eu pour successeur Mir, dont on ne connaît ni le père ni l'origine, et qui fut tué l'an 583, dans une bataille qui se donna entre Leuvigilde et son fils Hermenigilde. Mir laissait un fils nommé Eboric, que les Suèves couronnèrent; mais Sigemonde, mère de ce jeune roi, se remaria avec un de ses parents, appelé Anduica, qui usurpa la couronne, renferma le roi et le fit moine. Leuvigilde envahit sur-le-champ le royaume d'Eboric, sous prétexte de le rétablir; mais quand il s'en fut rendu maître, il garda cette couronne et l'unit à celle des Goths en 583. Ainsi finit le royaume des Suèves en Espagne, après avoir duré cent soixante-quatorze ans.

Nous venons de parler d'une bataille entre Leuvigilde et un de ses fils; voici quelle fut l'origine de cette guerre.

LEUVIGILDE avait deux fils, Hermenigilde et Recarède. Brunehaut, fille d'Athanagilde, reine d'Austrasie, voyant ce monarque si puissant, voulut former de nouveaux lieus

MCD 2019

entre la nation des Goths et celle dont elle avait épousé le roi. Elle maria Ingonde, sa fille, avec Hermenigilde, et de ce mariage naquit un fils qui fut appelé Amalaric. Mais la reine des Visigoths prit sa belle-fille en aversion; après avoir inutilement tenté de lui faire embrasser l'arianisme par la persuasion, elle employa la violence; elle en vint même jusqu'à la frapper, à la traîner par les cheveux, et à la faire plonger dans un étang. Ingonde souffrit tous ces mauvais traitements avec tant de modération et de constance, que son époux en fut touché et se convertit. La reine, au désespoir du succès de sa cruauté, obligea le roi à poursuivre son fils comme un ennemi. Le prince se retira chez Mir, roi des Suèves, qui occupait la Galice. Après une guerre qui dura quelque temps, Leuvigilde accorda à son fils une ville pour sa résidence; mais la reine n'eut point de repos qu'elle ne lui eût suscité une nouvelle persécution Le prince eut recours au roi de Galice et au lieutenant que l'empereur d'Orient avait en Espagne. Le lieutenant de l'empereur trahit Hermenigilde, qui lui avait donné en otage sa femme et son fils; le perfide retint la mère et l'enfant, et le prince fut réduit à se jeter dans une église, lieu d'asile alors inviolable.

Le roi n'ignorait pas la vengeance que les frères de Clotilde avaient autrefois tirée des persécutions qu'Amalaric avait fait subir à leur sœur pour sa religion; mais il voyait Childebert, roi d'Austrasie, en mauvaise intelligence avec Chilpéric, roi de Neustrie, qui avait sa cour à Paris; il songea à se lier avec celui-ci par le mariage de son fils Recarède avec Rigonte, fille de Chilpéric et de Frédégonde. Il envoya en France des ambassadeurs pour ménager cette alliance, qui avait déjà été proposée, et ils réussirent. En Espagne, Recarède était regardé comme le successeur futur de son père. Frédégonde, oubliant le sort de Clotilde et celui d'Ingonde, n'écouta que son ambition : sa fille fut fiancée à Recarède. On fit des dépenses excessives pour ce mariage; il fallut plus de cinquante chariots pour porter les trésors qui furent donnés en dot à Rigonte; plus de quatre mille hommes de guerre et une multitude de vassaux l'escortèrent sur sa route, et elle n'était pas encore arrivée à Toulouse lorsque Chilpéric mourut. On pilla tous ses équipages, de sorte qu'elle ne put continuer sa route. Leuvigilde n'ayant plus les mêmes motifs qui lui avaient fait souhaiter cette alliance, ne voulut point que Recarède épousât Rigonte: elle retourna donc auprès de Frédégonde, sa mère. Frédégonde sut se maintenir dans la Neustrie après la mort de Chilpéric, son mari, tandis que Brunehaut gouvernait l'Austrasie. Leuvigilde devait craindre que ces deux reines ne se joignissent pour venger l'injure qu'il avait faite à la fille de l'une, en rompant un mariage si avancé, et les persécutions dont il poursuivait la fille de l'autre. Il était naturel qu'elles unissent leur ressentiment contre lui. Hermenigilde était sorti de l'asile où il s'était réfugié, séduit par les promesses trompeuses de son père, et peu de temps après il avait été tué d'un coup de hache par ordre du roi, parce qu'il refusait de communier de la main d'un évêque arien. Ingonde, sa femme, qui était entre les mains des officiers de l'empereur Maurice, ne put obtenir de rejoindre Childebert, son frère, roi d'Austrasie. Ils voulaient l'envoyer à Constantinople, et ils la conduisirent en Afrique, où elle mourut. Leuvigilde eut soin d'entretenir la mésintelligence entre Brunehaut et Frédégonde : celle-ci se ligua même avec lui pour perdre la reine douairière d'Austrasie; mais Gontran, roi d'une partie de la Neustri et de la Bourgogne, étant averti de cette ligue, songea à prévenir les confédérés, et voulut commencer la guerre par l'expulsion des Visigoths hor du pays qu'ils possédaient encore dans le Gaules. Il leva deux armées nombreuses; mais des intrigues appuyées de l'argent fourni par Leuvigilde avaient corrompu une partie des officiers, et la mésintelligence qui régnait entre les seigneurs du Berri, de la Saintonge, de l'Angoumois, du Périgord, de l'Aquitaine, ou des provinces voisines de la Loire, de la Saône et du Rhône, de la Bourgogne, du Lyonnais et de la Provence, firent échouer l'entreprise; les deux armées ne servirent qu'à ruiner les pays où elles passèrent. L'une, qui était allée jusqu'à Nîmes, après avoir coupé les arbres, saccagé les égli-

MCD 2019

ses et égorgé les prêtres jusque sur les autels, se dispersa ; l'autre eut le même sort, elle s'avança jusqu'à Carcassonne, et disparut sans avoir combattu ; détruite par l'indiscipline des soldats qui abandonnèrent leurs drapeaux.

Recarède, de son côté, pénétra jusqu'aux environs d'Arles avec des troupes qu'il amenait d'Espagne ; après avoir fait quelque ravage, il se retira à Nîmes, et bientôt après il vint des ambassadeurs d'Espagne pour demander la paix. Leuvigilde la désirait avec ardeur, et pensait l'obtenir par des présents. Les assassins qui avaient promis à Frédégonde la mort de Brunehaut et de Childebert, avaient manqué leur coup, et avaient expié leur crime dans les supplices. Gontran était plus formidable que jamais ; il avait rejeté les propositions et refusé les présents. Leuvigilde envoya une nouvelle ambassade avec des cadeaux plus considérables, qui furent également repoussés. Gontran ne pouvant oublier l'injure faite à Ingonde, fille de Sigebert, son frère, ne voulut entendre à aucun accommodement. Dès que les ambassadeurs furent retournés en Espagne, Recarède, piqué de ce qu'on avait refusé deux fois la paix que son père demandait, se rendit à Narbonne, d'où il fit des courses dans les pays voisins ; mais voyant tous les gouverneurs de ces provinces unir leurs forces pour l'attaquer, il se retira. Leuvigilde n'eut pas la consolation de conclure la paix qu'il souhaitait si ardemment ; il mourut l'an 586.

L'arianisme perdit en lui un protecteur zélé, qu'il ne retrouva point en RECARÈDE, qui lui succéda. Ce prince montant sur le trône se vit maître d'un état très-florissant ; son père avait porté le royaume des Visigoths au plus haut point de splendeur : il comprenait les provinces de France voisines de l'Espagne, l'Espagne tout entière, à la réserve de quelques cantons que les empereurs d'Orient y possédaient encore, et une partie de la Mauritanie aux environs de Tanger. Recarède épousa en premières noces une princesse anglaise, quelques auteurs prétendent cependant qu'elle était issue du sang des Goths. Il abjura l'arianisme ; et ses sujets l'imitèrent, à l'exception de quelques-uns qui, sous ce prétexte, se révoltèrent contre lui ; mais il les fit rentrer dans l'obéissance. La reine étant morte, il rechercha en mariage Clodosvinde, sœur de Childebert. Il y avait peu d'apparence qu'on la lui accordât : les malheurs de sa sœur Ingonde, dont on cherchait à tirer vengeance, étaient une leçon bien effrayante ; mais on fit entendre que l'arianisme du feu roi avait été la cause de cette persécution, à laquelle Recarède n'avait eu aucune part, et que la conversion de ce prince devait dissiper toute crainte. Gontran, roi de Bourgogne, fut consulté, et fit d'abord quelques difficultés ; mais il s'en remit pourtant à la volonté de son neveu, et le mariage fut conclu. Mariana et les autres historiens d'Espagne, comme Isidore de Séville, font mention d'une bataille donnée près de Carcassonne entre Boson, lieutenant de Gontran, et Claude, duc de Lusitanie, lieutenant de Recarède. Selon quelques-uns, l'armée des Français était de soixante mille hommes, et les Visigoths n'étaient que trois cents. Il est difficile d'ajouter foi aux détails de cette victoire, remportée par une poignée de gens sur une si grande armée ; et il est remarquable que Grégoire de Tours, qui vivait alors, ne fait mention ni de cette défaite, ni de cette armée de soixante mille hommes, aussi Mariana en parle-t-il comme d'un miracle. Ce Claude, duc de Lusitanie, est nommé ailleurs Claude, duc de Mérida. L'Espagne avait alors des ducs ; mais ils n'étaient pas héréditaires. RECARÈDE ayant régné quinze ans avec beaucoup de prospérité et de gloire, mourut l'an 601, et laissa trois fils : Liuva, qui lui succéda immédiatement, Suintila, qui régna à son tour après avoir vu la couronne passer en d'autres mains, et Geila, dont l'histoire parle à peine.

LIUVA II occupa le trône environ deux ans. Vitteric, un des principaux seigneurs des Visigoths, excita contre lui une révolte, se saisit de sa personne, lui coupa la main droite, et le fit mourir l'an 603.

VITTERIC était noble, sans être du sang royal. Il ceignit cependant la couronne, et pour se rendre recommandable à la nation, il voulut ôter aux empereurs d'Orient ce qu'ils possédaient encore en Es

MCD 2019

pagne. Après quelques échecs, il obtint la victoire dans une bataille près de Siguença. Gontran étant mort sans enfants, au mois de mars 592, son neveu Childebert, roi d'Austrasie, avait hérité du royaume de Bourgogne et de ce que Gontran possédait dans la Neustrie; mais il était mort à l'âge de vingt-cinq ans, l'an 596, laissant deux fils, dont l'aîné, Théodebert, posséda le royaume d'Austrasie, et Théodoric celui de Bourgogne. Il y eut entre ce dernier et Vitteric un commencement d'alliance. Vitteric avait une fille nommée Ermenberge, qui fut promise à Théodoric, et même envoyée en France avec une suite nombreuse et brillante; mais elle revint bientôt chez son père, sans que le mariage eût été consommé. On publia que c'était un effet des artifices qu'avaient mis en œuvre les maîtresses de Théodoric pour lui inspirer de l'aversion contre sa fiancée. D'autres dirent que Brunehaut, qui régnait sous le nom de son petit-fils, avait craint que cette princesse ne diminuât son crédit, si le mariage s'achevait, et qu'elle l'avait fait renvoyer. Frédegaire, et Mariana après lui, parlent de ce mariage et de ce renvoi, et font faire à Vitteric une ligue avec Agiluf, roi de Lombardie, Théodebert d'Austrasie et Clothaire II de Neustrie; mais toutes ces circonstances semblent n'avoir existé que dans l'imagination de ceux qui les rapportent. En effet, Frédegaire place ce mariage, ce renvoi et cette ligue en 606, et fait mourir Vitteric la même année. Il ne mourut pourtant qu'en 610. Il fut soupçonné de vouloir rétablir l'arianisme, et le bruit s'en étant répandu, le peuple en fureur brisa les portes de son palais, le massacra au milieu d'un festin, traîna son corps par les rues, et l'ensevelit ignominieusement. Ainsi finit cette usurpation de sept ans.

GONDEMAR lui succéda. On ne saurait affirmer s'il avait été l'auteur de cette conspiration par le désir de régner, ou si le complot ayant été ourdi sans sa participation, il en profita seulement. Les Visigoths lui décernèrent la couronne, qu'il méritait par sa prudence et par sa valeur. On conjecture que la haine des Francs contre Vitteric lui attira l'amitié et ses secours de cette nation. Il est du moins certain qu'il paya un tribut annuel aux Francs; les lettres du comte qui était alors gouverneur de la Gaule gothique, où cette particularité se trouve, nous apprennent que des ambassadeurs qu'il avait envoyés aux rois de France y furent outragés, et qu'ils s'étaient attiré ce malheur par leur conduite : il fit porter ses plaintes par d'autres envoyés qui ne purent même obtenir audience. Le comte qui commandait pour lui dans le Languedoc, piqué de ces injures, s'empara de deux places que Recarède avait cédées dans la Gaule narbonnaise par le traité conclu avec Brunehaut. La mort de cette princesse, que Clothaire fit périr, après avoir fait massacrer tous les héritiers des royaumes d'Austrasie et de Bourgogne, empêcha les Francs de songer à s'en ressaisir. Gondemar mourut, en 612, de mort naturelle, avec la réputation d'un roi sage et religieux.

SISEBUT fut élu par la noblesse. Il était pieux et brave. Il força à l'obéissance les Asturiens, qui refusaient de le reconnaître; il remporta quelques avantages sur les officiers de l'empereur d'Orient et bannit les Juifs de ses États. Il mourut à Tolède l'an 621, après avoir régné huit ans et demi.

RÉCARÈDE II, son fils, lui succéda; mais il ne régna que trois mois, et mourut la même année. Les Visigoths revinrent alors à la famille de Récarède I. La mémoire de ce monarque leur était chère; il semblait même qu'ils ne se fussent donnés à Vitteric que par force.

SUINTILA, frère de Liuva, avait eu plusieurs occasions de faire éclater sa bravoure et sa prudence. Les Goths le placèrent sur le trône; charitable envers les pauvres, il en fut appelé le père. Les Gascons, qui occupaient alors la Navarre, se révoltèrent contre lui, et il les contraignit à rentrer dans le devoir. L'empire grec avait encore deux généraux qui commandaient dans les pays que Vitteric et Sisebut avaient essayé en vain de conquérir. Suintila, plus heureux que ses prédécesseurs, en vint à bout; il vainquit un de ces généraux par les armes, et l'autre par ses libéralités; il rentra ainsi en possession des provinces qu'ils tenaient pour l'empereur, et devint monarque unique de toute l'Espagne. Il n'eut pas un pareil suc-

MCD 2019

cès dans l'entreprise qu'il tenta pour rendre le trône héréditaire dans sa famille. Il associa son fils Ricimer à la dignité royale. Les Goths, qu'il n'avait pas consultés, regardèrent cette association comme un attentat au droit qu'ils avaient d'élire les rois; et pour faire voir combien ils étaient éloignés d'y renoncer, ils lui choisirent pour successeur un autre de ses fils, nommé Sisenand : ce qui produisit un scission dans l'État. D'un côté, Suintila et son fils, qui avaient encore des partisans, tâchaient de se maintenir. Le nouvel élu faisait tous ses efforts, avec ceux qui l'avaient choisi, pour mettre la France dans ses intérêts. Dagobert, ébloui par les promesses qu'on lui fit, envoya en Espagne une grande armée, à l'approche de laquelle Suintila fut abandonné de la plupart de ses troupes; la désertion devint enfin générale. SISENAND fut couronné en 631.

Ce prince vit bien qu'il aurait toujours à craindre quelque fâcheuse révolution tant que la nation ne serait pas réunie entièrement en sa faveur. Il assembla à Tolède un concile, et mit en jeu tous les ressorts de l'intrigue et de l'hypocrisie pour attirer les évêques d'Espagne dans ses intérêts. Il affecta une piété humble et un profond respect pour cette assemblée. Les sanglots qu'il poussait et les larmes qui coulaient de ses yeux en abondance, en demandant, à genoux, aux prélats le secours de leurs prières pour bien gouverner, lui conquirent les soixante-dix évêques dont le concile était composé. Aussi, après divers décrets qui concernent la discipline, fit-il ajouter ceux-ci : « Que personne ne » monterait sur le trône sans les libres suf- » frages des grands et des évêques; qu'on ne » pourrait violer le serment prêté au roi; » que les rois n'abuseraient point, pour ré- » gner tyranniquement, d'un pouvoir qui » ne leur est donné que pour le bien de l'É- » tat; que Suintila, sa femme, ses fils et son » frère seraient anathématisés pour ce qu'ils » avaient fait d'impie et de cruel en abusant » de l'autorité royale. » C'est ainsi que le concile de Tolède travaillait en 634 à établir Sisenand. Ce roi mourut sur la fin de 635, après avoir régné trois ans onze mois et seize jours.

Les grands et les évêques du royaume lui donnèrent CHINTILLA pour successeur. On était devenu si scrupuleux sur la validité des élections, que l'on tint plus d'un synode pour examiner celle-ci et pour la confirmer. Un de ces synodes se composa de vingt-deux évêques, l'autre fut de cinquante. On se servit de leur autorité sur le peuple pour remédier aux troubles intestins que les mécontens voulaient exciter. Chintilla régna trois ans et huit mois, et mourut à Tolède en 640.

TULCA ou FULGA monta sur le trône par élection; il était fort jeune, mais il avait beaucoup de piété, de prudence, de courage et d'humanité; car il se montrait plein de compassion pour les pauvres. Il ne regardait pas les revenus de la couronne comme un bien destiné à ses besoins particuliers ou à ses plaisirs; il les employait aux besoins publics et au soulagement de son peuple. Un si excellent prince mourut de maladie à Tolède l'an 641, après un règne de deux ans et quatre mois : cet éloge est de Mariana. Mais Sigebert de Gemblours dit que Tulca, se livrant sans frein à toutes ses passions, souleva contre lui ses sujets, qui le détrônèrent. Ce fait est démenti par le témoignage de l'archevêque Ildefonse, qui ne rapporte que ce qu'il a vu, et dont l'autorité doit être plus grande que celle d'un étranger qui, n'écrivant que sur des ouï-dire, a pu aisément être trompé par un faux rapport, surtout à une si grande distance.

CHINDASUINTE ou CHINDASVINDE se saisit du trône. On doute si l'armée, à laquelle il se montra aussitôt après la mort de Tulca, avait été assemblée du vivant du feu roi, dont peut-être il méprisait la jeunesse, ou si, lorsqu'on sut que le roi ne relèverait point de sa maladie, Chindasuinte entreprit de se placer sur le trône. Quoi qu'il en soit, il avait la force en main et était en position de se faire craindre. Les autres grands et le peuple ne jugèrent pas à propos de lui opposer des troupes levées à la hâte et sans nulle expérience. Il s'attacha à se faire pardonner son usurpation par l'habileté de sa conduite : la probité, la prudence et les autres vertus que l'on vit briller en lui, consolèrent les Goths de l'atteinte portée par CHINDASUINTE

MCD 2019

à leurs priviléges, en n attendant point qu'ils lui offrissent la couronne. Il établit de très-bonnes lois, et convoqua un concile, qui fut le septième concile de Tolède; on bâtit de son temps plusieurs monastères. Il épousa Riciberge, fille d'Evantius, qui était frère d'Eugène III du nom, archevêque de Tolède; trois fils naquirent de cette union : Recejuinte, Théodefrède et Favila. Le premier succéda à son père, le second, fait duc de Cordoue, épousa Rexilone, dame du sang royal des Goths, dont il eut un fils et une fille, savoir : Roderic, qui régna et causa l'irruption des Maures, et Lur, qui épousa Favila, son oncle. Favila, troisième fils de Chindasuinte, fut duc de Cantabrie, c'est-à-dire de Biscaye. Il épousa Lur, sa nièce, qui lui donna un fils, le célèbre Pélage, et une fille, mariée à Ardebaste, dont elle eut un fils, nommé Flavius Ervige, qui fut roi. Chindasuinte, après avoir régné sept ans, songea à assurer la couronne à son fils. L'exemple encore tout récent de Suintila ne le détourna pas de son projet, qu'il exécuta sans obstacle. Associé au trône, Recesuinte, fils aîné du monarque, concentra dans ses mains toutes les prérogatives de la royauté, de sorte que l'on compte la première année du règne du fils dès l'an 648, quoique le père ait vécu encore trois ans après avoir partagé son pouvoir.

Recesuinte ou Recesvinde fut un roi sage et pieux; il corrigea les anciennes lois des Goths, et en ajouta de nouvelles. Il avait eu une guerre à soutenir contre les Basques, qui avaient pris les armes et se jetaient sur les provinces de leur voisinage pour les piller. Il les battit et les réduisit à vivre en repos dans leur pays. Il mourut sans enfants le premier septembre, l'an 672; son règne fut de vingt-trois ans six mois et onze jours, si on le compte du jour qu'il fut associé par son père; ou de vingt-un ans et onze mois, si on compte depuis la mort de Chindasuinte. Il convoqua le VIIIe, le IXe et le Xe concile de Tolède.

Abdalla, l'un des généraux du calife Moavia, qui possédait déjà l'Egypte, avait fait de grands progrès dans l'Afrique, où il avait enfin mis en déroute le préfet Grégoire, qui commandait, dans cette contrée, les forces de l'empereur d'Orient. La victoire fut complète, et le vainqueur resta maître de toutes les côtes de l'Afrique qui sont sur la Méditerranée, à la réserve d'un canton aux environs de Tanger et de Ceuta, que les Goths d'Espagne conservèrent encore quelque temps. Ainsi se forma cette formidable puissance des Arabes, qui, ayant envahi la Mauritanie, en retinrent le nom. Comme les pays qu'ils avaient conquis les approchaient de l'Espagne, qui n'en est séparée que par un détroit assez aisé à traverser, on put dès lors prévoir qu'ils le passeraient dès qu'ils en trouveraient l'occasion. Une grande éclipse qui changea le jour en nuit, sous le règne de Recesuinte, fut prise comme un présage qui annonçait quelque grand malheur à l'Espagne.

Les Visigoths, comme on a vu, avaient eu des rois qui avaient usurpé la couronne, et l'avaient même achetée par un parricide; on vit un phénomène nouveau après la mort de Recesuinte : il laissait des frères sur qui le choix de la nation devait naturellement tomber. Mariana dit que la faiblesse de leur âge les rendait incapables de porter un si lourd fardeau; mais il n'est pas aisé de comprendre que vingt-deux ans après la mort de leur père, ces princes fussent encore trop jeunes pour régner. Il y eut sans doute quelque autre raison qui leur fit préférer Wamba.

Wamba était l'homme de la cour qui avait le plus de crédit. Il s'était signalé à la guerre et dans le conseil. Il fut élu malgré lui : il eut beau, les larmes aux yeux, représenter son âge avancé, qui le rendait incapable de supporter le poids et les fatigues du rang suprême, on employa la violence pour arracher son consentement. Il ne voulut néanmoins être couronné qu'à Tolède. Il croyait que, pendant ce délai, il pourrait survenir quelque changement à son égard. On persista, et on le mit sur le trône.

Il avait eu raison de prévoir que cette dignité lui coûterait bien des travaux. Les Basques tentèrent quelques incursions; des troubles éclatèrent aux confins de la Biscaye et de la Navarre. Tandis qu'il s'efforçait de le apaiser, il s'éleva un nouvel orage du

MCD 2019

côté de la Septimanie. Hilpéric, comte de Nîmes, Gumilde, évêque de Maguelone, et Ranimire, abbé, conjurèrent contre lui et voulurent se soustraire à sa domination. Ils tâchèrent de mettre Aregius, évêque de Nîmes, dans leurs intérêts; mais n'ayant pu ébranler sa fidélité, ils le chassèrent de son siége et y placèrent l'abbé Ranimire. Ils rappelèrent les Juifs, qui, ayant été bannis des pays soumis aux Goths, s'étaient réfugiés en France. Wamba envoya contre eux un de ses capitaines, nommé Paul. C'était un guerrier habile et heureux, il menait une armée assez forte pour ranger les rebelles à leur devoir; mais comme il avait des vues bien différentes, il marcha à petites journées, et tâcha sur sa route de se faire des partisans. Il gagna à ses projets Ranosinde, duc de Tarragone, et Hildegise, qui était gardingue, sorte d'officier considérable chez les Goths. Ils lui assurèrent Barcelone, Girone et Vich d'Ossonne, à l'entrée même de l'Espagne. S'étant ainsi préparé à la révolte, Paul joignit ses troupes à celles du rebelle Hilperic, prit Narbonne, et se fit déclarer roi. On lui mit sur la tête la même couronne que le roi Recarède avait donnée au saint martyr Félix de Girone. Tout le Languedoc espagnol fut soumis, une partie de l'Espagne tarragonnaise suivit cet exemple, par l'autorité et par les intrigues de Ranosinde. Paul écrivit une lettre insolente à Wamba; ce roi, ayant appris cette perfidie, marcha vers l'ennemi, et reprit, chemin faisant, Barcelone, Girone, Collioure et autres places, dans l'une desquelles Ranosinde avait cherché un refuge. Narbonne tomba aussi aux mains du monarque. Maguelone, Agde et Béziers eurent le même sort, malgré la résistance qu'elles firent; on prit une partie des chefs de la sédition, entre autres l'abbé Ranimire, devenu évêque de Nîmes. Gumilde, évêque de Maguelone, ne se croyant plus en sûreté, s'enfuit à Nîmes, où était Paul. Assiégés dans cette ville, tous deux furent contraints de se rendre. Wamba, qui ne voulait point s'attirer un plus grand nombre d'ennemis, renvoya les Francs et les Allemands qu'il trouva avec les rebelles. Il restitua aux églises ce que les révoltés en avaient enlevé. Il se contenta de faire couper les cheveux à Paul, sorte de dégradation qui rendait incapable d'occuper aucun emploi. Sur un bruit qui courut que Chilpéric II, roi de France, approchait avec une armée, Wamba s'arrêta quatre jours, comme pour l'attendre; mais croyant en avoir assez fait pour sa gloire, il ne songeait plus qu'à repasser les Pyrénées, lorsqu'il apprit qu'un corps de Francs ravageait les environs de Béziers. Il alla de ce côté, et à son approche l'ennemi s'enfuit dans les montagnes, abandonnant son bagage, dont les Goths s'emparèrent sans coup férir. Wamba se rendit à Narbonne, et revint à Tolède, où il entra menant à sa suite les chefs des rebelles, sans cheveux ni barbe, et couverts de haillons. Paul, entre autres, était remarquable par une couronne de cuir noir; ensuite ils furent enfermés, selon la sentence qui les condamnait à une prison perpétuelle. Le roi profita de la paix pour augmenter et fortifier l'enceinte de Tolède, et y convoqua un concile l'an 675 Comme il redoutait l'esprit entreprenant et guerrier des Arabes d'Afrique, il se précautionna contre leurs attaques en enrôlant dans la milice tous ses sujets, excepté les enfants et les vieillards. Il ordonna que ceux qui avaient des vassaux en armeraient au moins la dixième partie, qu'il fit distinguer par des armes particulières, avec ordre de se rendre sous leur drapeau au premier appel. Les évêques et le clergé devaient même, en ce cas, assembler tous leurs serfs, et marcher jusqu'à dix milles au-devant de l'ennemi. En même temps sa flotte détruisit celle que les Arabes envoyèrent au nombre de deux cent soixante-dix voiles, pour tenter une descente en Espagne. Quelques historiens ont insinué que les ennemis étaient poussés à cette entreprise par le comte Ervige. Ce prince, fils du comte Ardebaste et d'une sœur de Recesuinte, jouissait d'un grand crédit parmi les nobles par une conduite souple qui savait s'accommoder au temps; comblé de biens et d'honneurs, il lui manquait une couronne pour satisfaire son ambition. Ne pouvant l'obtenir que par un crime, il fit donner au roi une po

MCD 2019

tion qui le plongea dans une sorte de léthargie, durant laquelle on lui coupa les cheveux, afin de mettre le monarque dans l'impossibilité de reprendre sa couronne. En effet, un canon du VIe concile de Tolède déclarait indigne du trône celui qui aurait subi cette dégradation. Quand il rouvrit les yeux, Wamba, reconnaissant que de roi il était descendu à l'état de moine, se résigna à son sort, et se retira dans un monastère où il vécut plus de sept ans livré aux pratiques les plus austères. Son règne avait été de huit ans et un mois.

ERVIGE, monté sur le trône par une noire perfidie, s'y maintint par sa prudence et sa fermeté. On a vu qu'il était petit-fils de Chindasuinte par sa mère, fille de ce roi, laquelle avait épousé le comte Ardebaste. Il craignit que l'exemple qu'il avait donné lui-même ne fût suivi. Il se tourna du côté du clergé, et fit assembler quelques conciles à Tolède, où, sous prétexte de veiller au bien de la religion, il affermit son pouvoir en s'attachant les évêques. Il choisit pour gendre Egica, homme puissant et parent de Wamba, et lui fit épouser sa fille, nommée Cixilone ou Cixilane, tant pour se l'attacher par cette alliance que pour effacer aux yeux du public le crime de son usurpation. Son règne ne fut que de sept ans. Il mourut au mois de novembre 687, avant son prédécesseur, qui lui survécut. La veille de sa mort il nomma son gendre pour son successeur.

EGICA ou EGIZA avait toujours regardé Ervige comme un ennemi ; mais il avait dissimulé sa haine tant qu'il avait vécu. Il n'avait même épousé sa fille que pour se rapprocher du trône. Il n'y fut pas plutôt placé, que, cessant de feindre, il répudia cette princesse, dont il avait un fils nommé Vitiza. Quelques-uns ont prétendu que Wamba, qui vivait encore, le lui avait conseillé. Il fit faire une exacte recherche de ceux qui avaient eu part à l'artificieuse déposition de son prédécesseur et les fit punir sévérement. Grand dans la paix et dans la guerre, sage, clément, il se gouverna en très-bon prince, et on peut le comparer aux meilleurs rois. A l'exemple de ses prédécesseurs, il convoqua trois conciles, savoir : le XVe, le XVIe et le XVIIe de Tolède. Il eut guerre contre Pépin, qui régissait la France sous le nom de Childebert II, surnommé le Jeune. L'histoire n'en marque ni les détails ni le succès. Il mourut enfin l'an 701, la quatorzième année de son règne. Il laissa trois enfants : Witiza, qui lui succéda ; Oppas, archevêque de Séville, qui eut beaucoup de part à la révolution dont nous parlerons ci-après ; et une fille, qui fut mariée au comte Julien, un des principaux auteurs de ce grand événement.

WITIZA régna après son père Egica, qui l'avait associé de son vivant ; il était fils de Cixilone, fille d'Ervige, dont la mère était sœur de Théodefred, duc de Cordone, et de Favila, duc de Cantabrie, fils de Chindasuinte et frères de Recesuinte, leur aîné, qui fut roi. Ils vivaient encore lorsque leur arrière-petit-neveu monta sur le trône. Maître du pouvoir suprême, il n'en usa que pour satisfaire ses vices. Non content d'entretenir publiquement plusieurs concubines, qu'il traitait en reines, il engageait les autres à l'imiter. Les violences qu'il exerça contre ses sujets le rendirent odieux à la nation. Il craignit qu'ils ne lui ôtassent la couronne pour la donner à Théodefred ou à Favila ; il fit crever les yeux à Théodefrède et assassiner Favila. Roderic, fils du premier, et Pélage, fils du second, furent exposés à de grandes persécutions, le monarque essaya même de les faire périr. Cette conduite ne servit qu'à redoubler la haine de ses sujets ; mais afin de leur ôter tout moyen de se révolter, Witiza fit abattre les murs d'un grand nombre de villes d'Espagne, et détruire toutes les armes qu'on put trouver ; ce qui n'empêcha pas la plupart des nobles, rebutés de sa tyrannie, de se liguer contre lui avec Roderic. Celui-ci, après l'avoir détrôné, lui fit subir le même traitement qu'il avait fait à son père, et lui laissa la vie. Le règne de Witiza fut de dix ans : il mourut vers l'an 711, laissant deux fils, Eba ou Evan, et Sisebut. Les Visigoths se partagèrent entre les prétendants à la couronne ; quelques-uns voulaient que l'on élût un des deux fils de Witiza ; d'autres, pleins d'horreur pour la mémoire de ce roi, prétendaient qu'on en revînt

MCD 2019

aux neveux de Recesuinte : leur parti prévalut.

La monarchie des Goths, fondée par la conquête, était élective dans l'origine; mais des princes habiles avaient su la rendre héréditaire. Cependant l'ambition du clergé et celle des grands avaient réussi plus d'une fois à disposer de la couronne. Le défaut de documents ne permet pas de décider par quels moyens Roderic parvint à renverser son prédécesseur et à prendre sa place; on ne saurait donc affirmer si Witiza tomba du trône par sa propre faute, ou s'il succomba victime d'une conspiration. Quoi qu'il en soit, Roderic [709] ne jouit pas long-temps de son usurpation : l'empire allait disparaître, ses ressorts étaient usés, moins par le temps que par les vices de la nation, déjà pourrie avant d'être minée par les siècles; car on ne comptait guère plus de trois cents ans depuis son établissement en Espagne. Un coup d'œil jeté sur l'organisation sociale des Goths permettra de discerner les causes qui amenèrent le subit abaissement d'un peuple qui, nourri dans la guerre, ne sut pas défendre son indépendance et laissa périr même jusqu'à son nom. Ce problème historique ne peut recevoir de solution que par l'examen attentif des institutions politiques et des mœurs nationales. Heureusement que pour suppléer aux faits il reste des témoignages qui peuvent en tenir lieu; tels sont les codes émanés de plusieurs princes, et dont l'étude attentive nous revèlera ce qu'il importe de connaître : la législation, miroir fidèle de l'état d'un peuple. En effet, les lois dénoncent les mœurs. Au cinquième siècle, Euric fit recueillir les coutumes que les Goths avaient apportées de leur patrie primitive; mais son œuvre n'est pas venue jusqu'à nous. Au septième siècle, Alaric II fit composer par des jurisconsultes romains le *Breviarium alaricianum* destiné à ses sujets Romains; puis enfin quand les Goths, chassés de la Gaule par les Francs, furent concentrés en Espagne, le code d'Alaric fut aboli et remplacé par le *Forum judicum*, composé sous Chindasvinde et son fils Recesvinde, qui régnèrent quelque temps ensemble; sa date est de 649 à 652. Ces lois, rédigées par le conseil de ces princes et le clergé, renferment quelques définitions remarquables; qu'on en juge par les citations suivantes, empruntées au livre I, qui traite de la loi en général : — « Le législateur doit » être doux et bon, de bonnes mœurs plutôt » que de beau langage; il doit être clément et » avoir Dieu continuellement devant les yeux, » et ne songer qu'au bien public. — La loi » doit être claire, concise et exempte de subtilités et de contradictions, faite pour » chaque classe de gens et chaque individu » de chaque classe. — La loi étant ainsi » faite, doit être obéie par tous, depuis le » roi jusqu'à l'esclave, sans exception de » pouvoir, de richesses ou de dignités; car » Dieu l'a mandé, lui à qui obéit toute che- » valerie céleste; et si les anges se sou- » mettent à ces lois, comment les hommes » en seraient-ils exempts? — Nul ne peut al- » léguer l'ignorance de la loi; le roi lui- » même y est soumis. » — Mais afin d'empêcher le monarque d'abuser de son pouvoir pour dépouiller par force ou par ruse un sujet de ses biens, une disposition porte « que tout ce que le souverain acquerra par » libre donation écrite et signée de la main du » donateur doit appartenir à l'Etat et non au » prince, qui ne peut transmettre à ses » enfants que ses héritages patrimoniaux. »

Mais si le chef de l'Etat ne peut se livrer à ses passions ou à ses caprices, il est en revanche protégé par la loi, qui punit tous les attentats contre sa personne de la mort, de la privation de la vue, du fouet, de la décalvation (1), de l'esclavage et de la confiscation. Si une personne en dignité dit du mal du roi, elle est condamnée à perdre la moitié de ses biens; si elle est de condition vile, elle tombe en esclavage.

Quant aux formes de la justice, elles s'éloignent complétement de celles qui régissent les peuples modernes; car le juge est responsable de ses actes, et s'il a prononcé une sentence réputée injuste, il doit réparer le tort qu'il a fait de ses propres deniers, et

(1) La décalvation consistait à arracher au coupable le cuir chevelu. C'est ce même supplice que les sauvages de l'Amérique du nord infligent à leurs prisonniers, et que l'on nomme *scalper*.

MCD 2019

s'il ne peut payer, il est soumis à recevoir cinquante coups de fouet. L'homme condamné par un arrêt, s'il pensait que le juge s est laissé corrompre, pouvait en appeler au tribunal de l'évêque, puis au roi, et si l'accusation était reconnue fondée, le juge était sévèrement puni. Contrairement à la coutume germaine, le code gothique permettait aux parties de se défendre par le ministère d'un avocat. Quant à la marche de la procédure, elle était simple et brève, comme chez tous les peuples encore à demi civilisés; on déférait le serment au défendeur à défaut de preuves positives, mais il n'y avait point de *conjuratores* (1). Passons maintenant à l'un des chapitres les plus importants, celui du mariage. En effet, l'union de l'homme et de la femme et les conditions qui y sont attachées signalent les mœurs d'une époque. Dans l'ivresse de la victoire, les Goths s'interdirent de contracter le lien conjugal avec les femmes du peuple vaincu; mais on sentit le besoin d'opérer la fusion des deux races, le mariage fut donc permis entre elles. Il était précédé par des fiançailles, dont la cérémonie consistait en un baiser donné par l'époux futur, et par l'offre d'un anneau, qui servait à constater l'engagement contracté. Le mari constituait la dot de la femme, c'est-à-dire qu'il l'achetait à ses parents; celle-ci était placée sous la dépendance la plus absolue de son père : se mariait-elle sans son consentement, elle perdait son droit à l'héritage, et était livrée, avec celui qu'elle avait choisi, au pouvoir de l'époux adopté par le père. Toute femme libre qui entretenait un commerce illicite avec son esclave, devait être brûlée vive avec son complice. Si l'épouse ou la fiancée était surprise au moment où elle trahissait la foi conjugale, par son père, son fiancé ou son époux, ils pouvaient tuer la coupable et son amant, les oncles et les frères étaient armés du même droit. Un fils même pouvait dénoncer l'adultère de sa mère · c'était, dit le code, afin de préserver la vie du mari, toujours en danger avec une femme adultère. Mais le législateur avait dépassé le but; il n'est jamais utile de violer les lois dictées par la nature : inspirées par la provoyance divine, s'il est permis de les régler, il faut se garder de les abolir ou de ne pas les respecter. Les mariages entre parents et alliés jusqu'au sixième degré étaient interdits, et le divorce ne pouvait avoir lieu que pour adultère. Le titre sur les héritages offre une particularité remarquable : c'est que les femmes étaient admises à suivre leur cause en justice. Elles partageaient aussi également avec leurs frères et leurs autres parents. Ce principe, repoussé par toutes les nations germaniques, renfermait le germe des conséquences les plus graves, que l'avenir aurait développées. L'autorité du père de famille était restreinte sur ce point; car il ne pouvait laisser par testament à un étranger que la dixième partie de ses biens.

L'esclavage, cette plaie de la société antique, existait chez les Goths dans toute sa plénitude; l'esclave, dépouillé de sa dignité d'homme, était une chose et non une personne; ravalé au dernier rang, il n'avait pas à répondre de ses actes; triste privilége, qui le condamnait à végéter éternellement au-dessous de l'enfance et à côté de la brute. La législation qui le régissait était atroce : son maître le châtie à sa fantaisie, recueille le fruit de son travail, et dispose souverainement de son corps, dont il est en droit d'user et d'abuser suivant le caprice ou la dépravation de sa volonté. Lorsqu'un esclave s'échappait, les habitants du canton étaient tenus de courir sus après le fugitif, et s'ils négligeaient de le faire, tous, quelle que fût leur condition, étaient punis de deux cents coups de fouet. L'esclave avait trouvé cependant une protection, celle de l'église. Ainsi quand un homme avait légué en l'affranchissant son esclave à Dieu, il ne pouvait retomber dans la servitude. Le code même, si cruel à l'égard des esclaves, défendait de les mutiler et de les tuer. Au reste, cette dégradation si humiliante et si dure menaçait sans cesse la population libre; car la législation, dans une multitude de cas, infligeait aux coupables l'esclavage. On en

(1) On nommait ainsi chez les Germains les individus qui venaient affirmer en justice que tel fait était véridique; chaque partie amenait les siens. Le même usage existait parmi les Anglo-Saxons; aussi étaient-ils originaires de la Germanie.

MCD 2019

sortait par l'affranchissement ; mais celui qui en obtenait le bénéfice ne passait pas sur-le-champ à la liberté ; il n'y montait que par degrés, et restait sous la dépendance de son maître, devenu son patron. Au reste, ce qui distingue le code gothique des autres codes barbares, c'est que les peines corporelles y sont prodiguées, tandis qu'elles sont exclues des lois saliques et ripuaires; on y trouve encore, comme dans ces dernières, le rachat de certains délits, soit par de l'argent, soit par la peine du talion. L'homme libre qui en frappe un autre sur la tête, si l'épiderme est enlevé, est condamné à payer une amende de cinq sous. Si la blessure pénètre jusqu'à l'os, il en doit payer dix, et si l'os est brisé, cent. Un soufflet est estimé dix coups de fouet; un coup de poing est tarifé à vingt; mais un œil arraché ou crevé est estimé cent sous d'or; le nez, les lèvres et les oreilles, en cas de lésion grave, étaient portés à la même somme. Chaque partie du corps s'évaluait de cette façon : cent sous pour le pouce, quarante, trente et vingt pour les autres doigts; enfin les pieds et les mains étaient cotés à douze sous. Le code gothique renferme aussi un principe, indice d'une civilisation déjà avancée sous le rapport moral, c'est que la pénalité ne s'attache pas au fait même, mais à l'*intention*. L'homicide était puni de mort; tandis que chez les autres nations originaires de la Germanie il s'expiait avec de l'argent donné à la famille de la victime. Le droit d'asile existait aussi chez les Goths; le meurtrier, réfugié auprès des autels, devait être livré aux parents du défunt; mais ceux-ci étaient tenus d'épargner sa vie. L'épreuve de l'eau bouillante s'ordonnait quelquefois pour rétablir la vérité d'un fait obscurci par des témoignages contradictoires; toutes les législations de cette époque contiennent une semblable prescription. Enfin le dernier titre du code établit des châtiments atroces contre les hérétiques; les juifs surtout, qui, suivant l'expression du texte, salissent le royaume, sont l'objet de plusieurs dispositions d'une révoltante sévérité. Il leur est interdit d'accomplir aucun des rites de leur culte, de circoncire leurs enfants, d'épouser une parente jusqu'au sixième degré, sous peine d'être lapidés et brûlés vifs par les propres mains des juifs. Un Israélite ne pouvait ni accuser un chrétien, ni témoigner contre lui, ni posséder des esclaves chrétiens, ni tenter de les convertir, sans encourir la peine capitale. Tout chrétien qui embrasse le judaïsme est passible du même châtiment et ses biens sont confisqués; s'il s'unit à une juive, ses enfants deviennent esclaves. On ne peut sans doute rien imaginer de plus tyrannique; mais les victimes de ce régime oppressif avaient elles-mêmes consenti à le subir par un acte revêtu de leur signature; les juifs pouvaient supporter tous les outrages, se résigner à tous les châtiments, puisqu'ils avaient accepté le rôle de bourreaux de leurs frères : tant de bassesse méritait peut-être tant de cruauté.

En résumé, le code gothique porte la double empreinte de la législation de Rome et des coutumes germaines, modifiées par les idées nouvelles répandues par le christianisme. En effet, ce fut dans les conciles que s'élaborèrent toutes ces lois dont nous venons de faire un rapide examen. Il nous reste maintenant à apprécier les attributions du monarque, le pouvoir du clergé et celui des nobles, placés en tête de la société gothique et chargés de sa direction. Au roi appartenait la nomination des évêques, la haute juridiction civile et criminelle, la nomination à tous les emplois, la révision de toutes les sentences des tribunaux, même de celles rendues par les cours ecclésiastiques; il convoquait les conciles, et possédait le droit de paix et de guerre, ainsi que le commandement des armées. Certes le partage de la royauté semble lui attribuer une suprématie incontestable et une autorité presque sans bornes; mais, resserrée par les conciles, menacée par les nobles, cette autorité toujours précaire était plus apparente que réelle. Il fallait que le prince la partageât soit avec le clergé, soit avec les grands. Second pouvoir de l'État, l'Église tirait sa force de sa hiérarchie, de ses richesses et de son influence sur les esprits. Cinq métropolitains se partageaient l'Espagne; après eux venaient les évêques, chefs d'une nombreuse milice du

MCD 2019

prêtres. Plus instruit, le clergé s'empara de la direction de la société, d'abord semi-catholique et semi-arienne. Une longue lutte s'éleva entre ces deux croyances; mais celle qui se rattachait à Rome l'emporta (1) sous Récarède [586].

C'est à dater de cette époque que le clergé catholique jeta les fondements de sa suprématie dans le gouvernement. Les conciles, institués dans l'origine pour discuter des points de doctrine religieuse, devinrent par son influence des assemblées politiques, d'où émanaient les lois et les réglements destinés à régir la nation. Il y avait trois sortes de conciles : les nationaux, les provinciaux et les diocésains. Les premiers étaient convoqués par le roi, les seconds par le métropolitains et les troisièmes par l'évêque suffragant. Nous ne parlerons que des conciles nationaux : le prince décidait seul l'époque de leur convocation; il avait aussi le droit de désigner les affaires qu'il s'agissait de traiter. Toutefois les évêques, par leur nombre et le respect qui s'attachait à leur caractère, dirigeaient les délibérations. Quelques laïques étaient admis à y prendre part, mais ne pouvaient lutter contre de tels adversaires habitués à manier la parole. Quant au peuple, une vaine formule (2) rappelait seulement qu'on agissait en son nom. Au lever du jour, les portiers de la cathédrale de Tolède ouvraient une seule porte, par laquelle entraient d'abord les évêques en corps, puis les suffragants et après eux les prêtres et les diacres; venaient enfin les scribes et les laïques. Quand tout le monde était réuni et la porte close, on débutait par des prières, et le métropolitain ouvrait la séance par un discours exposant les matières que l'on devait traiter. Personne ne pouvait sortir avant la fin de la délibération, et pour empêcher que la discussion ne dégénérât en dispute, toute violence de langage entraînait l'exclusion du concile et la peine de l'excommunication pour une année. Les affaires ecclésiastiques dans lesquelles les laïques ne pouvaient intervenir avaient la priorité sur les séculières. Le roi remettait ensuite aux évêques son mémoire écrit (*tomus*), contenant l'énumération des objets soumis à leur décision. On a prétendu que ces conciles étaient de véritables cortès, où le peuple avait des représentants, chargés de défendre ses intérêts; mais tout prouve au contraire que le clergé et le monarque dirigeaient ces assemblées, où ils exerçaient une influence que rien ne balançait. Ce qui prouve d'ailleurs la toute-puissance des évêques dans les conciles, c'est que les lois, toujours soumises à leur sanction, les dotent d'une suprématie réelle dans le gouvernement : c'est ainsi qu'ils s'attribuèrent le droit d'appel et celui d'inspection sur les juges, en établissant que les évêques avaient reçu de Dieu la mission de protéger les peuples. Ils possédaient encore l'arme terrible de l'excommunication, qui, dans ces temps, conférait un pouvoir au-dessus de tous les autres, et s'étaient emparés par une cérémonie, celle du sacre, de l'élection des monarques; on peut donc affirmer que la société gothique, régie par un prince, était gouvernée par l'Église.

Chez les Goths, la noblesse tenait une place importante dans l'État, moins par les honneurs et les priviléges dont elle était investie, que par le droit qu'elle s'attribuait de disposer de la couronne par la révolte ou par l'assassinat. Mais les rangs de cette aristocratie étaient ouverts à tous les hommes libres parvenus à des dignités, soit dans l'Église, soit à la cour du prince et dans les fonctions civiles et militaires. Les nobles se partageaient en plusieurs classes : venaient d'abord les ducs ou gouverneurs de provinces, puis les comtes (*comites*), placés sous l'autorité des ducs, et revêtus des mêmes pouvoirs. Les *gardinges* ou proceres composaient la troisième classe; issus de familles riches et distinguées par la naissance, ils remplissaient la cour du prince sans y occur

(1) Les ariens soutenaient que le Fils était une créature du Pere, engendrée dans le temps et revêtue de la divinité par l'Esprit-Saint que Dieu fit descendre sur elle; les catholiques prétendaient que les trois personnes divines étaient égales, non engendrées l'une de l'autre, et ne formant à elles trois qu'un seul Dieu.

(2) Les actes des conciles portent : *omni populo assentiente*, tout le peuple ayant consenti.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Lalaisse del. Pardinel Sculp.

Pl. 2.

ESPAGNE

COSTUMES BOURGEOIS AU 16e. SIÈCLE.

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

per les premières places; mais ils étaient exempts de châtiments corporels. Organisés pour la conquête, les Goths établis en Espagne avaient conservé sous ce rapport leurs institutions primitives. Tous les nobles et les hommes libres étaient tenus de servir à leurs dépens, aussi l'esprit guerrier ne tarda pas à se refroidir, et il fallut décréter une législation sévère pour arracher par la crainte ce qu'on obtenait jadis volontairement. On créa des officiers chargés d'activer la levée des troupes, et l'on punit les hauts dignitaires qui négligeaient de se rendre à l'armée par l'exil ou la confiscation des biens; les autres nobles ou plébéiens subissaient le fouet et la décalvation. Ces rigueurs prouvent que l'ardeur guerrière des anciens Goths avait cessé d'animer leurs descendants. Il résulte des détails dans lesquels nous sommes entré sur la société gothique, que, surprise par l'invasion des Arabes, elle ne pouvait résister à des ennemis dont la force s'appuyait sur le même principe qu'elle avait abandonné : les Arabes étaient soldats, les Goths ne l'étaient plus. Une autre circonstance favorisa les enfants de Mahomet, le mécontentement des Juifs, qui, écrasés par l'oppression la plus pesante et la plus inique, espéraient gagner quelque adoucissement à leur sort en changeant de domination; ils fournirent aux envahisseurs des renseignements, et préparèrent leurs succès. Tel était l'état des choses quand Rodrigue obtint la couronne; haï d'une partie de ses sujets comme usurpateur, trahi par l'autre, il avait à lutter contre des obstacles où le courage ne suffisait pas pour triompher.

Les diverses causes que nous venons de rapporter minaient depuis long-temps l'empire des Goths; aussi fut-il renversé au premier choc quand il fut attaqué par un ennemi étranger, sortant de l'Arabie, vaste contrée, que trois mers enferment comme une presqu'île, et que d'arides déserts isolent de l'Afrique. Partagés en tribus indépendantes, dont les unes habitaient des villes ou plutôt des bourgades, tandis que les autres erraient avec leurs troupeaux en cherchant des pâturages, la plupart des Arabes avaient eu d'abord pour religion le sabéisme (1), et pour lois des coutumes transmises par leurs ancêtres. Au commencement du septième siècle, un homme, Mahomet, vint prêcher à ses compatriotes un nouveau culte. Il les arracha à leur obscurité, et les enflamma d'un fanatisme religieux et guerrier que ses successeurs exploitèrent pour les lancer sur les nations voisines. Au nom de l'islamisme, ils envahirent d'abord la Syrie, subjuguèrent la Perse, soumirent la Palestine et s'emparèrent de l'Égypte. Toutes ces conquêtes s'accomplirent en peu d'années. Les soldats du prophète pénétrèrent bientôt après dans l'Afrique occidentale; ils en chassèrent les Grecs. Les Maures, dont les mœurs et les habitudes sympathisaient avec les vainqueurs, les accueillirent avec joie. Ils n'éprouvèrent de résistance que de la part d'une tribu, celle des Berberes; vaincus, ces derniers adoptèrent la foi mahométane comme les autres habitants. Établis à Damas, les califes, du fond de leurs palais, ordonnèrent des invasions dans les contrées les plus lointaines, qu'ils gouvernaient par des lieutenants. Un de ces derniers, Muza-ben-Nozeir, chargé de régir l'Afrique occidentale, chassa des côtes de la Mauritanie les Goths, auxquels il ne resta que deux places, Tanger et Ceuta. Il tourna alors ses regards vers l'Espagne, dont il n'était plus séparé que par un détroit de deux lieues. Tandis qu'il méditait d'y pénétrer, un seigneur goth, le comte Julien, vint lui aplanir la route et lui fournir une occasion qu'il saisit avec empressement. Ce dernier avait donné dans Ceuta, où il commandait, un asile aux fils de Witiza, dernier roi des Goths, détrôné par Roderik. Le frère de Julien, nommé Opas, archevêque de Séville, nourrissait aussi un vif ressentiment contre le monarque, et favorisait en secret les héritiers du prince déchu. Assuré de rencontrer de nombreux partisans, Julien fit une première descente où il récolta des captifs et du butin. Il lia de nouvelles intelligences dans le pays, et, sur son rapport, après avoir sollicité le consentement du calife Abdelmalic, Muza chargea un de ses affranchis, Tarick-ben-Zeyad, de tenter une seconde expédition. Celui-ci débarqua près d'Algésiras, le 30 avril 711, à

(1) L'adoration des astres.

MCD 2019

l'île Verte, et se retrancha au pied du mont Calpé, aujourd'hui Gibraltar. Il avait avec lui douze mille Berberes, et pour guide Julien. Afin d'animer ses soldats, il leur annonça que Mahomet et les quatre premiers califes lui étaient apparus durant son sommeil, et lui avaient prédit la victoire. Il prit aussi la résolution hardie de renvoyer ses navires, ne laissant à ses compagnons d'autre alternative que de triompher ou de périr.

Cependant un seigneur goth, Tadmir ou Théodomir, vint attaquer les Arabes; il fut repoussé dans plusieurs rencontres, et écrivit à Roderick, lui demandant des secours, afin de chasser ces étrangers, *venus*, disait-il, *on ne sait si c'est du ciel ou de la terre.* Renforcé par l'élite de la cavalerie du roi, Théodemir fut encore battu; Roderick, à la nouvelle de ce nouveau désastre, fit un appel à toute sa noblesse, et s'avança contre les Arabes à la tête de quatre-vingt mille hommes. Il paraît que les fils de Witiza étaient rentrés en grâce auprès du roi; ils commandaient sous ses ordres, non pour l'appuyer, mais pour le trahir. D'un autre côté, les chefs et les soldats murmuraient entre eux, et semblaient plus disposés à s'unir à l'ennemi qu'à le repousser. Les uns, traitant Roderick d'usurpateur, le haïssaient; les autres n'avaient que peu d'attachement pour sa personne: tous, en un mot, portaient au combat des vues opposées, tandis qu'une ardeur unanime aurait dû les enflammer. Le 26 juillet 711, les deux armées se rencontrèrent à Guadalète, dans le voisinage de Cadix, sur l'emplacement occupé de nos jours par la ville de Xerès de la Frontera. La lutte se soutint avec acharnement pendant deux jours; mais le troisième, soit par la trahison des fils de Witiza qui passèrent dans les rangs de leurs adversaires, soit par la bravoure indomptable des Arabes, les Goths commençaient à plier, lorsque Roderick tomba sous les coups de Tarick, qui le perça de sa lance (1). Ils prirent bientôt la fuite, sans pouvoir ou sans chercher à se rallier. La tête de leur monarque, envoyée à Damas, alla réjouir les yeux du calife. Cependant Muza, jaloux des succès de son lieutenant, commença par s'en attribuer tout l'honneur dans ses dépêches au chef des croyants, et il ordonna à Tarick de s'arrêter pour attendre des renforts. Celui-ci communiqua ce message à ses principaux capitaines, il voulait s'autoriser de leur avis pour désobéir à une décision si nuisible aux succès qu'il venait d'obtenir. En effet, tous les sheicks l'exhortèrent à continuer sa marche. Fort de leur assentiment, Tarick partagea son armée en trois corps, qui s'emparèrent de Tolède, de Cordoue et de plusieurs autres villes. Sur ces entrefaites Muza se rendit lui-même en Espagne avec dix-huit mille hommes; il prit chemin faisant Séville, et quelques cités qui ouvrirent leurs portes presque sans résistance. Il entra ensuite dans la Lusitanie, et vint mettre le siége devant Merida, dont les habitants se défendirent avec intrépidité. Tou-

(1) Parmi les historiens espagnols les uns prétendent que Roderik se noya dans le Guadalète en voulant échapper à la mort par la fuite. D'autres racontent qu'ayant traversé ce fleuve sur son bon cheval Orella, il alla chercher un refuge dans la Sierra qui sépare l'Espagne du Portugal, et qu'enfin il mourut dans un ermitage. La Chronique d'Alonzo-le-Grand affirme que dans une église de Viseu se trouvait un tombeau avec cette épitaphe: HIC JACET RODERICUS, ULTIMUS REX GOTHORUM. Ici repose Roderick, dernier roi des Goths. — Il est difficile de choisir entre des rapports si contradictoires; toutefois nous penchons à adopter le récit le plus honorable; celui qui fait périr Roderick les armes à la main. Une autre version, tirée d'une chronique composée par les ordres d'Alphonse, dit le Sage, attribue la perte de Roderick à une cause toute différente. Vivement épris de la fille du comte Julien, nommée La Cava ou La Caba, il lui fit violence. Ce fut pour venger cet attentat que Julien appela les Arabes en Espagne. Mais les historiens modernes s'accordent à traiter de fable cette anecdote; nous avons dû la repousser. Suivant la *Chronica del rey Rodrigo*, La Cava était fille d'honneur de la reine femme de Roderick. Un jour de fête, étant restée seule dans sa chambre, le roi y entra, et comme La Cava savait que si elle élevait la voix, elle serait entendue de la reine, cette considération suffit pour l'empêcher d'opposer de la résistance. Cependant, sensible à l'outrage qu'elle avait éprouvé, elle se plaignit à son père, et le détermina à se révolter. Les écrivains arabes racontent aussi le même fait; mais il est bon de remarquer que dans leur langue, *Cava* signifie une femme d'une vertu plus qu'équivoque.

MCD 2019

tefois ayant perdu l'espoir d'être secourus, ils envoyèrent des députés au camp des Arabes pour solliciter une capitulation. Introduits devant Muza, ils furent frappés de la noblesse de son air, rendu vénérable par une longue barbe blanchie par les années. L'émir renvoya sa réponse au lendemain, et durant cet intervalle fit teindre sa barbe en noir; de sorte que les envoyés, frappés de ce changement, conseillèrent à leurs concitoyens de ne pas tenter plus long-temps de résister à des hommes possesseurs du don si merveilleux de se rajeunir. Dans les temps d'ignorance, la superstition entraîne plus aisément les esprits que les lumières de la raison; c'est ce qui rend vraisemblable cette anecdote. Au reste, la conduite de Muza fut pleine de mansuétude et de générosité. A l'exception des trésors trouvés dans les églises et des biens de ceux qui avaient fui dont il se mit en possession, il laissa aux habitants leurs propriétés; il exigea aussi des otages tirés des meilleures familles: parmi ces derniers se trouvait la veuve de Roderick [712].

Tarick ayant appris l'arrivée de Muza, alla à sa rencontre et le joignit à Talavera; il lui apportait de riches présents. L'émir dissimula sa colère, et lui fit seulement quelques reproches sur sa désobéissance; mais lorsqu'ils arrivèrent à Tolède, Muza laissa éclater son ressentiment. En présence des sheicks réunis en conseil, il se plaignit de la présomption de Tarick, qui avait méprisé ses ordres, le destitua et le fit charger de fers. Mais le calife ayant pris connaissance de cette affaire, donna l'ordre à Muza de remettre Tarick à la tête de ses soldats. Il fallut obéir; les deux généraux, réconciliés en apparence, se partagèrent le soin d'achever la conquête de l'Espagne. Le premier se chargea de soumettre les provinces du midi, l'autre celles du nord. Tout plia sous le joug; et si quelques villes fermèrent leurs portes aux Arabes, elles ne tardèrent pas à se rendre, satisfaites de pouvoir échapper à la mort et au pillage par une contribution appelée le *rachat du sang*. A ce prix, les habitants obtenaient de conserver leur culte et la jouissance du reste de leurs biens. Malgré les brillants succès de Tarick et de Muza, le commandeur des croyants, Walid, craignant que la mésintelligence qui continuait de régner entre ces deux chefs ne devînt funeste à la cause de l'islamisme, prit le parti de les rappeler auprès de sa personne. Tarick arriva le premier à Damas, et reçut l'accueil le plus bienveillant. Quant à son rival, après avoir confié le gouvernement de l'Espagne à son fils Abdelaziz, il se mit en marche, suivi d'un nombreux cortége; on y remarquait quatre cents Goths choisis parmi les otages remis entre les mains de Muza. Débarqué à Tanger, il pourvut du commandement de l'Almagreb ou Afrique occidentale son second fils, et laissa le troisième à Cairwan, puis il se dirigea vers la Syrie. Le bruit des riches dépouilles qu'il apportait avec lui tenta l'avidité de Suleyman, frère de Walid. Il fit dire à Muza que le calife étant attaqué d'une maladie jugée mortelle, il le priait de prendre ses mesures pour arriver à Damas quand le calife serait mort. Muza ne tint nul compte de cette prière. Admis avec Tarick auprès du mourant, ce dernier entendit leurs mutuelles récriminations; mais son trépas, arrivé quelques jours après, ne lui permit pas de prendre une décision. Suleyman, élevé au trône, écoutant peut-être moins la justice que son ressentimont contre Muza, le fit jeter en prison, battre de verges, et le condamna à payer une amende qui le dépouilla de la plus grande partie de ses trésors. Il étendit ensuite sa vengeance sur la famille du vieux général. Abdelaziz venait de soumettre toute la Lusitanie et une partie de la Navarre; il avait encore fait parvenir à Damas des sommes considérables extorquées aux vaincus; l'inexorable calife le fit tuer par les mains des principaux officiers de son armée. Les ordonnateurs du meurtre se justifièrent auprès des soldats en accusant la victime de pencher vers le christianisme. En effet, Abdelaziz venait d'épouser Egilone, veuve de Roderick. Ses frères périrent aussi sous le fer des assassins. Suleyman eut la cruauté de montrer à Muza la tête d'Abdelaziz, en lui demandant s'il la reconnaissait. Le malheureux père détourna les yeux; il maudit le calife, et alla cacher sa douleur dans son pays

MCD 2019

natal, où il mourut bientôt en proie à des regrets sans consolation (716, de l'hégire 98). Cependant l'ingratitude du calife ne nuisit pas au bonheur de ses armes, qui, en peu d'années, devinrent maîtresses absolues de toute l'Espagne.

Pélage, fils de Favila, et cousin germain de Roderick, avait eu le bonheur d'échapper au fer des Arabes. Il se sauva avec quelques débris de l'armée vers Tolède : les vainqueurs qui le suivaient ne lui donnèrent pas le temps de s'y fortifier, et il s'enfonça dans les montagnes de l'Asturie, où ceux-ci ne crurent pas devoir le poursuivre. Outre la difficulté du passage des montagnes, qu'ils n'auraient pu forcer sans s'exposer à perdre beaucoup de monde, il était de leur intérêt de s'étendre dans les provinces méridionales de l'Espagne, et de préférer les pays situés le long de la Méditerranée, afin d'être toujours à portée d'avoir une communication ouverte avec l'Afrique.

Lorsqu'ils se furent établis dans l'Estramadure, dans l'Andalousie, le royaume de Valence, et plusieurs autres provinces, les Arabes résolurent d'envahir les Asturies. Pélage, élu roi par les chrétiens, avait eu le temps de ramasser une armée, et s'était mis en mesure de n'être pas attaqué impunément. Quand les infidèles essayèrent enfin de pénétrer jusqu'à lui, ils furent si vivement reçus qu'ils appréhendèrent que l'exemple de ce prince n'encourageât les autres chefs des Espagnols à leur faire tête. Ils aimèrent mieux entrer en accommodement. Pélage, qui voyait autour lui des gens alarmés du grand succès des envahisseurs, écouta les propositions qui lui furent faites, et procura aux Asturies un peu de tranquillité. Les chrétiens, dans cet asile, formèrent une espèce de république, et, sur quelque division qu'il y eut entre les principaux, Pélage se retira près de Gion vers les montagnes, pour ne pas donner lieu à une plus grande désunion. Munuza, chrétien, mais fort lié avec les mahométans, en avait obtenu le gouvernement de ce canton ; il devint amoureux d'une sœur de Pélage, et, ayant écarté ce prince sous quelque prétexte, il força cette princesse de l'épouser. Pélage dissimula d'abord son chagrin ; mais après avoir pris ses mesures, il éclata. Ayant assemblé ses amis et tout ce qu'il trouva de gens en état de porter les armes, il leur inspira le courage dont il était lui-même rempli. Quand on sut dans la Galice et dans la Biscaye la résolution qu'il avait prise d'attaquer les Maures, des députés vinrent de la part de ces provinces offrir des secours, et demander qu'on les admît dans la confédération. On reçut leurs offres ; mais on commença les hostilités sans attendre leur concours. On fit des courses sur les terres des ennemis, qu'une armée vint bientôt secourir. Pélage, trop prudent pour s'exposer à des forces supérieures se retira dans les montagnes des Asturies, où il dispersa son monde. Il ne retint que mille hommes avec lesquels il se renferma dans la caverne de Covadonga, et s'y retrancha avec des vivres. Il fut bien surpris, quand à l'approche des Maures qui venaient l'y investir, il apprit que l'archevêque Oppas était avec eux, et demandait à conférer avec lui. L'entretien fut vif. Oppas se retira sans avoir pu rien gagner sur le prince, et l'attaque commença. Pélage et les siens se battirent avec le courage du désespoir, et remportèrent la victoire la plus complète sur leurs adversaires. Ceux qui prirent la fuite dans les montagnes y périrent par la faim et le fer de l'ennemi. Oppas fut pris ; on ne sait quel châtiment on fit subir à ce traître. Ce succès rendit le courage aux chrétiens, grossit leur armée, et répandit la terreur chez les ennemis.

Les fréquentes mutations des chefs chez les Arabes, la mort de quelques-uns des principaux, la mésintelligence qui se mit entre eux, furent très-favorables aux Espagnols. Pélage sut profiter de sa victoire ; il conquit Léon, Gion, Astorga et autres places, dont il se forma un empire ; il prit le titre de roi d'Asturie ; c'est le nom que portèrent ses successeurs jusqu'à Ordogno second. Cependant les Arabes tâchaient de pénétrer dans la Gaule. Cette diversion ne pouvait être que très-utile à Pélage ; mais les infidèles, après avoir fait de grandes conquêtes, furent défaits par Charles Martel, qui se mit en possession des pays dont les Arabes s'étaient

MCD 2019

emparés, et reporta les bornes de la France aux Pyrénées. Pélage mourut à Cangas, l'an 737 ; il laissa un fils appelé Favila, et une fille nommée Ermisinde, qui fut mariée à Alphonse, dont le mérite et l'attachement avaient gagné l'estime et la confiance du roi. Pélage avait régné dix-neuf ans, et fut le restaurateur de la monarchie espagnole.

FAVILA, son fils et son successeur, était un prince léger et voluptueux, il aurait pu laisser périr l'œuvre paternelle; mais il régna peu, et dans les deux ans qu'il fut sur le trône, les Arabes, affaiblis par le rude échec qu'ils avaient éprouvé en France, laissèrent les Espagnols en paix. Favila fut tué par un ours à la chasse. Comme il n'avait point d'enfants, le royaume, déjà héréditaire, passa à Ermisinde sa sœur et à son mari. Cet exemple de succession féminine, le premier en Espagne, devint un usage qui s'y est perpétué.

ALPHONSE, beau-frère de Favila, avait été le compagnon de Pélage dans ses travaux : il ne se démentit point sur le trône, et fut surnommé *le Catholique*, à cause de sa piété. Également brave et heureux, il battit les Maures en beaucoup de rencontres, reprit sur eux plusieurs places tant de la Galice que du Portugal, fit la conquête de la Navarre, et mourut l'an 757 en odeur de sainteté, âgé de soixante-quatre ans, après en avoir régné dix-huit. Il eut de la princesse Ermisinde, sa femme, trois fils, savoir : Froïla, son successeur, Vimaran, qui fut assassiné par son frère aîné, une fille nommée Adosinde, et un fils naturel appelé Mauregat,

FROÏLA fut un prince enclin à la cruauté. On lui fait honneur de la fondation d'Oviédo dans l'Asturie ; d'autres prétendent qu'Alphonse l'avait commencé, et qu'il l'acheva seulement : il est cependant certain que Froïla en fit une ville, et y établit un siége épiscopal. Il révoqua une loi par laquelle Witiza, à l'imitation de l'Église grecque, avait permis aux prêtres de se marier. Il se fit obéir sur ce point, et ce fut peut-être ce qui le fit passer pour un prince plus que sévère. Une révolte ayant éclaté dans la Gascogne, il l'étouffa en 761, et fit alliance avec Eudes, duc d'Aquitaine, dont il épousa la fille. Dans une bataille livrée aux Arabes qui étaient entrés dans la Gallice, il en tua un grand nombre, et fit Omar, leur général, prisonnier. Il aurait mérité d'être compté entre les plus grands rois qu'ait eus l'Espagne, s'il ne se fût pas souillé du sang de son frère. Sa sévérité lui avait fait des ennemis. Un parti de mécontents songea à le détrôner, et tâcha de porter Vimaran, prince aimable et très-vaillant, à se mettre à leur tête. Froïla crut devoir acheter sa sûreté par un crime, et poignarda son frère de sa propre main. Ce meurtre ne fut pas long-temps impuni ; après un règne de onze ans, Froïla fut assassiné lui-même à Cangas par les principaux seigneurs, qui haïssaient et redoutaient la sévérité de son humeur. Ce roi laissa un fils nommé Alphonse, qui fut surnommé *le Chaste*.

AURÉLE ou AURÉLIO, cousin-germain de Froïla, fut préféré à Alphonse, fils du dernier roi, qu'on trouva trop jeune, et proclamé par les seigneurs. Sous son règne les esclaves faits par les chrétiens dans les précédentes guerres prirent les armes. Aurèle vint à bout de les soumettre, et régna paisiblement à la faveur de la trève qu'il avait renouvelée auparavant avec Abdérame. Les diverses conquêtes des Arabes en Espagne avaient été réunies, et ne formaient plus qu'un seul et même état, depuis qu'Abdérame en était devenu souverain, l'an 759. Dernier rejeton de la famille des Omniades, qui régnait à Damas et venait d'être chassée du trône par les Abassides, il s'était réfugié en Espagne. Les émirs de cette contrée, fatigués d'une domination étrangère et plus encore des dissensions sanglantes qui les divisaient, choisirent le prince proscrit pour les terminer. Celui-ci s'empara de Cordoue, et fonda un empire désormais indépendant des califes de Syrie. Cette réunion lui donnait une supériorité que n'avaient pas ses prédécesseurs, divisés et presque toujours brouillés ensemble. Aurèle mourut l'an 773 après un règne de six ans et de quelques mois. Il fit sa résidence ordinaire à Oviédo. Comme il n'avait point de postérité, il avait marié sa cousine germaine, Adosinde ou

MCD 2019

Aulinde, à Silo, un des principaux seigneurs du royaume, pour le mettre en état d'aspirer à la couronne après sa mort; et Silo lui succéda.

Silo renouvela la paix avec les Maures : il en avait besoin pour contraindre à la soumission les peuples de la Galice qui s'étaient révoltés. Il les battit près de la montagne de Cebrero, et les fit rentrer dans le devoir. C'est à ce règne que l'on attribue l'érection des Ricos Hombres, titre qui était accompagné de priviléges importants, et qui est l'origine des grands d'Espagne. Silo régna neuf ans, et mourut l'an 783, à Pravia, où il avait établi sa cour. Les amis d'Alphonse, fils de Froïla, le placèrent sur le trône; mais ils ne purent l'y maintenir, il en fut précipité peu de temps après.

Mauregat, fils naturel d'Alphonse I, arracha la couronne à son frère Alphonse II. On prétend que pour se la conserver il acheta la protection des Arabes, à qui il s'engagea de payer tous les ans le tribut déshonorant de cent filles, dont cinquante devaient êtres nobles, et les autres de moindre condition. Il régna cinq ans et demi, et mourut sans postérité, l'an 788, à Pravia, où il avait aussi tenu sa cour. Alphonse II, qu'il avait détrôné, ne lui succéda point encore; ce fut Bermude I, ou Vérémond, frère d'Aurèle.

Vérémond était dans les ordres sacrés et avait reçu le diaconat. On l'obligea de se marier; mais après avoir eu plusieurs enfants, il se sépara de sa femme et vécut dans le célibat le plus austère. Guerrier aussi brave qu'habile, il remporta sur l'émir, roi de Cordoue, une grande victoire, dans laquelle soixante mille ennemis restèrent sur le champ de bataille. Quoiqu'il eût des fils, il abdiqua en 791 en faveur de ce même Alphonse, à qui la couronne appartenait légitimement. Il vécut encore six ans, et mourut en 797, fort regretté de ses sujets. Il eut deux fils, Ramire et Garcie, et une fille nommée Christine.

Alphonse II occupa seul le trône dont son père avait joui. Il fit bâtir l'église cathédrale d'Oviédo, et fixa sa cour dans cette ville. La reine Berthe sa femme et lui gardèrent une exacte continence, ce qui lui fit donner le surnom de Chaste. Les Arabes lui facilitèrent, par leurs divisions, les moyens de faire sur eux des conquêtes importantes. On a déjà vu que Charles Martel avait défait ceux-ci, qui avaient pénétré assez avant dans la France. Pépin, son fils, avait eu sur eux la même supériorité, et les avait chassés bien au-delà des Pyrénées. Il s'était même rendu maître de Barcelone et de Gironne dès l'an 752, et en avait laissé le gouvernement à un Arabe, qui les tenait de lui à titre de comté, aimant mieux être vassal de Pépin que du roi de Cordoue. Ibin-Alarabi, autre chef musulman, ayant voulu secouer le joug d'Abdérame, et se faire roi de Sarragosse, en fut chassé. Il eut recours à Charlemagne, dont il alla implorer la protection jusqu'à Paderborn, où ce monarque était alors. Elle lui fut accordée sur l'offre qu'il fit de rendre hommage du gouvernement dont on l'avait privé, si on voulait le conquérir. Charles leva deux armées, en envoya une en Catalogne, et marcha avec l'autre du côté de la Navarre : il soumit de gré ou de force tout ce pays jusqu'à l'Ebre, rétablit à Saragosse Ibin-Alarabi, et prenant partout des otages des Arabes, à qui il laissait leurs terres et leurs gouvernements, il ne négligea rien pour s'assurer de leur fidelité; il fit en outre démanteler Pampelune. Ce fut au retour de cette expédition que quelques Basques, en embuscade, tombèrent sur son bagage, et, après l'avoir pillé, se dispersèrent dans les montagnes. C'est là que périt, dit-on, le fameux Roland, neveu de Charlemagne, personnage semi-fabuleux, et à qui les romanciers ont attribué une foule d'aventures et d'exploits dont l'histoire ne parle pas. Charles ayant repassé les Pyrénées, joignit ses nouvelles conquêtes au royaume d'Aquitaine, qu'il avait donné à Louis son fils aîné. Les Maures, qui s'étaient déclarés vassaux de sa couronne, ne tardèrent pas à secouer le joug. Louis eut de la peine à les réduire : la ville de Barcelone soutint seule un siége de deux ans.

L'amitié qui liait Charlemagne et Alphonse-le-Chaste était peut-être l'ouvrage de la reine Berthe, qui était française. Il est certain que l'occupation que Louis, roi d'Aquitaine, donna aux Maures du côté de la

MCD 2019

Catalogne et de l'Arragon fut très-favorable aux Espagnols. Le nom seul de Charlemagne les tenait en respect, et la liaison qui était entre ces trois monarques ne fut pas inutile à Alphonse, pour les conquêtes qu'il fit sur leurs ennemis communs. Aussi, après la prise de Lisbonne, envoya-t-il à Charlemagne la partie la plus précieuse du butin fait en cette occasion. Durant son règne, qui fut d'environ cinquante-un ans, il battit souvent les infidèles, qui employèrent les ruses les mieux ourdies pour le vaincre. Un de leurs chefs, brouillé avec le roi de Cordoue son souverain, se réfugia chez Alphonse, qui le reçut avec bonté, et lui assigna des terres dans la Galice; mais celui-ci, loin d'être enchaîné par la reconnaissance, se ligua avec ses compatriotes contre son bienfaiteur; il triompha de cette attaque et mit en fuite une armée nombreuse d'Arabes qui avait envahi ses états.

Une guerre civile allumée peu de temps après dans la Galice le réduisit à se réfugier dans un monastère. Un seigneur fidèle à son roi se déclara hautement pour lui, son exemple fut suivi avec tant de succès, qu'Alphonse soumit les révoltés et fut plus absolu que jamais. Abdérame II, roi de Cordoue, après avoir vaincu ses sujets rébelles, se préparait à attaquer le roi de Léon. La Castille, déjà possédée par plusieurs comtes, pouvait se réunir sous l'un d'entre eux, et devenir redoutable au souverain. Charlemagne était mort, et Louis, son fils, n'était plus cet heureux roi d'Aquitaine qui faisait trembler les infidèles. Devenu roi de France et empereur, à peine lui resta-t-il au-delà des Pyrénées les comtés de Barcelone, de Roussillon, de Cerdagne, d'Ampurias, d'Urgel et d'Ossonne. Les îles Baléares, c'est-à-dire Majorque, Minorque, Iviça et le reste des conquêtes de Charlemagne, passèrent en d'autres mains. Détrôné lui-même par ses enfants, et replacé au pouvoir, Louis ne put rendre à l'Espagne les mêmes services qu'autrefois, ni empêcher que des conquêtes qu'il abandonnait, il ne se formât un nouveau royaume, celui de Navarre. L'Arragon, sous le titre de comté, en fut d'abord une dépendance, à peu près de même que le comté de Castille relevait de Léon. Les Navarrois, exposés aux insultes des Arabes, qui avaient envahi Pampelune, et ne recevant aucun secours de Louis-le-Débonnaire, élurent pour roi Inigo, comte de Bigorre, surnommé Arista, mot gascon qui signifie ardent ou hardi (1). Ce fu à propos de cette élection que fut promulgu le fameux code appelé, du nom du pays où il se fit, le Fuero de Sobrarve. C'est une loi pou maintenir les priviléges et les libertés de la nation, et mettre un frein à l'autorité royale. Elle était autrefois commune à la Navarre et à l'Arragon; mais les peuples de Navarre n'ont pas su la conserver, les Arragonois plus fermes l'ont gardée très-long-temps. C'était sur ce Fuero de Sobrarve que les priviléges immenses de l'Arragon étaient fondés, au moins en partie.

L'érection de la Navarre en principauté indépendante devint fatale aux Arabes par les grandes conquêtes que fit sur eux Arista. Mais ce nouvel État demeura toujours séparé du royaume de Léon par des intérêts opposés; les deux peuples étaient toujours armés l'un contre l'autre, tandis qu'ils auraient dû s'unir pour combattre l'ennemi commun. Alphonse se donna pour successeur Ramire, fils de ce Bermude, qui l'avait lui-même associé au trône, et il rendit au fils une couronne qu'il avait reçue du père. Il mourut en 842 dans un âge très-avancé.

Ramire était occupé à faire la guerre aux Maures. Un seigneur, nommé Népotien, tâcha de le supplanter. Ramire le défit, et l'ayant pris le relégua dans un monastère après lui avoir fait crever les yeux. Abdérame, roi de Cordoue, crut devoir profiter du nouveau règne, pour commencer les hostilités. Ramire arma aussitôt, et livra bataille à l'ennemi près d'Alvéda, à peu de distance de Logrogno. On combattit durant deux jours avec opiniâtreté. L'avantage du premier jour était pour les infidèles : Ramire eut la nuit suivante une vision, par laquelle l'apôtre saint Jacques lui promettait la vic-

(1) Aznar, comte de la Gascogne française, s'étant soustrait à la domination de Pepin, roi d'Aquitaine, fut le premier roi de Navarre, qui est la Gascogne espagnole (Ann. de Metz)

MCD 2019

toire. Sous le règne d'Alphonse-le-Chaste, on avait trouvé dans la Galice un tombeau que l'on disait être celui de ce saint apôtre. Mariana avoue que l'on ne sait guère à présent sur quelles preuves cette croyance était fondée; toutefois, cette circonstance, jointe à la vision du roi, ranima les troupes et leur donna la victoire. C'est dans cette bataille qu'au rapport des historiens les Espagnols crurent voir leur saint protecteur portant devant eux un étendard blanc avec une croix rouge au milieu. Calahorra, et d'autres forteresses furent les fruits de la bataille d'Alveda. Les Normands, après avoir fait de grands ravages en Angleterre et en France, opérèrent une descente dans la Galice; mais Ramire leur tua beaucoup de monde, leur brûla quelques vaisseaux, et les obligea de se rembarquer : ils suivirent cependant la côte, et pillèrent le pays depuis Lisbonne jusqu'au détroit. Ce prince, environ un an avant sa mort, découvrit une conjuration formée contre lui, et punit de mort Piniola, qui en était le chef. Ramire ne régna que sept ans, et expira en 849 à Oviédo, devenue la résidence ordinaire des rois de Galice.

ORDOGNO, son fils, qu'il avait fait reconnaître deux ans auparavant, lui succéda. Son règne fut un mélange de succès et de disgrâces dans la guerre. Muza, goth d'origine et mahométan de religion, s'étant révolté contre le roi de Cordoue, son souverain, avait conquis Tolède, Saragosse, Huesca, Tudèle et plusieurs autres villes, il avait même réduit Charles-le-Chauve à acheter la paix, pour mettre en sûreté la Catalogne. Il se jeta sur les terres du roi des Asturies, pénétra jusqu'à Logrogno, et s'empara d'Alvéda. Ordogno marcha contre lui et le vainquit. Muza fut blessé, et mourut vraisemblablement de ses blessures. Loup, son fils, était gouverneur de Tolède : se voyant près d'être attaqué par le roi de Cordoue, il engagea Ordogno à faire une diversion, et il en obtint des troupes; elles furent battues. Cette perte affaiblit tellement Ordogno, qu'il ne put s'opposer à une seconde descente des Normands, qui ravagèrent la partie de ses états voisins de la mer. Les divisions des Arabes lui présentèrent une occasion favorable dont il commençait à profiter, lorsqu'il mourut de la goutte, l'an 866, la dix-septième année de son règne.

ALPHONSE III, son fils unique, qu'il avait fait reconnaître de son vivant, lui succéda. Ce roi eut le surnom de Grand, et le mérita par son courage et par ses vertus héroïques. Froïla, comte de Galice, lui disputa la couronne, et l'obligea même à chercher une retraite chez les Cantabres; mais la conduite tyrannique de l'usurpateur fit révolter les habitants d'Oviédo, qui l'assassinèrent, et préparèrent ainsi le retour d'Alphonse. Deux seigneurs d'Alava et de Biscaye se révoltèrent, et furent faits prisonniers. Les Arabes, excités par la grande jeunesse du roi et par les troubles de l'État, firent irruption dans son pays. Il les vainquit dans une bataille, et les refoula dans leur pays. Résolu de poursuivre ses avantages, il s'attacha les Français, qui lui envoyèrent de grands secours avec lesquels il fit des conquêtes sur les infidèles. A cette époque, il épousa dona Ximène ou Chimène, de la maison des comtes de Navarre. Dans le même temps, il entra sur les terres des Sarrazins, où il jeta l'épouvante et fit un riche butin. L'année suivante, 870, il remporta deux grandes victoires, l'une sur les Arabes de Tolède, qui y perdirent dix mille hommes; l'autre sur une partie de l'armée de Cordoue, qui fut taillée en pièces. Toutes ces pertes obligèrent les infidèles de conclure une trève de trois ans. Après ce terme, Alphonse entra dans l'Estramadure, courut jusqu'à Mérida; les Arabes, effrayés de ses progrès, lui demandèrent encore la paix, qu'il leur accorda. Mais l'an 876, la trève étant expirée, Alphonse reprit les armes et remporta encore de grands avantages. Toutes ces victoires rendirent le règne du monarque chrétien très-glorieux au dehors; mais il n'en fut pas plus tranquille au dedans; ses enfants et sa propre femme se soulevèrent contre lui. Don Garcie l'aîné prit les armes, et entraîna dans sa révolte Ordogno, son frère. Alphonse opposa la force aux rebelles, battit dans un combat don Garcie, le fit lui-même prisonnier, et l'enferma dans un château. La dé-

MCD 2019

tention de Garcie, qui dura trois ans, ne rendit point la tranquillité au roi d'Oviédo. La reine dona Ximène, Ordogno, frère de Garcie, et Mugno Fernandez, dont Garcie avait épousé la fille, après avoir inutilement sollicité la clémence d'Alphonse, firent de nouveaux efforts pour soulever les peuples. Alphonse prit enfin le parti de céder au temps et de sacrifier tout au bien de la paix. Il convoqua pour cet effet les grands du royaume, et après avoir mis en liberté don Garcie, il fit en sa faveur une abdication solennelle. Un procédé si généreux frappa d'admiration tout le monde, et fit justement regretter un prince si digne de remplir un trône qu'il quittait avec tant de grandeur d'âme. Il donna à Ordogno la Galice, et les deux princes furent proclamés en même temps. Alphonse, malgré son abdication, eut toujours quelque part au gouvernement; il entreprit lui-même contre les Arabes une dernière expédition qui couronna glorieusement ses travaux guerriers. Ce fut au retour de cette guerre qu'il tomba malade, et mourut à Zamora, l'an 912. Il mérita le titre de Grand, non-seulement par ses exploits, mais par d'autres qualités qu'il joignait à la valeur. Né dans un temps d'ignorance, il cultivait les lettres. Il a même laissé une chronique qui porte son nom, et dont il passe pour être le véritable auteur.

Garcie Ier signala le commencement de son règne par une expédition contre les Arabes, établis sur les frontières de la nouvelle Castille, il en fit un carnage affreux. Mais à peine Alphonse fut-il mort que son ambition se réveillant, Garcie voulut enlever la Galice à don Ordogno son frère. Leur différend n'eut pas de suite, ils n'en vinrent pas même à une rupture ouverte, par la médiation de leur mère et des principaux seigneurs du royaume. Le roi ne jouit pas long-temps d'une couronne qu'il avait si vivement ambitionnée. Il mourut au commencement de l'année 914, sans laisser de postérité, après un règne de trois ans et un mois.

Ordogno II s'étant rendu à Léon aux premières nouvelles de la mort de son frère, fut reconnu roi par les évêques et les grands. Ce prince, qui avait hérité de la valeur d'Alphonse son père, voulut profiter des divisions qui existaient parmi les Arabes.

La première année de son règne il entra à main armée sur leurs terres, et emporta d'assaut Talavera de la Reyna, après avoir taillé en pièces une armée qui venait au secours de la place. L'an 916, il défit encore Abdérame III, roi de Cordoue. Cinq ans après il alla au secours des Navarrois contre les mahométans, et fut vaincu à la bataille du Val de la Junquera, qui fut si funeste aux chrétiens. L'année suivante, il épousa une Galicienne appelée Argonte, et la répudia sans sujet. Ordogno craignait et haïssait les comtes de Castille, dont Alphonse-le-Grand avait éprouvé la puissance. N'osant pas les attaquer à force ouverte, il feignit d'avoir besoin de leur conseil sur un objet important. Il leur proposa une entrevue, les fit saisir, les envoya à Léon, et peu de jours après ordonna de les étrangler en prison. Entre ces comtes étaient Nugno Fernandès, Ferdinand Ansurez, et Abolmondar Blanco, avec don Diègue son fils. Ordogno, devenu odieux par cette conduite, armait pour prévenir le ressentiment des Castillans, lorsqu'il mourut à Léon, où il avait établi sa cour, l'an 923, après neuf ans et sept mois de règne. Il laissa d'Elvire, sa première femme, deux fils, Alphonse et Ramire.

Froïla II, son frère, fut proclamé roi. Sous son règne, qui ne fut que d'environ un an, les Castillans qui relevaient du royaume de Léon s'affranchirent de ce vasselage. On croit communément qu'ils créèrent deux chefs, sous le nom de juges, l'un pour l'administration des affaires, et l'autre pour le soin de la guerre. Lain Calvo eut le premier département, et l'autre fut donné à Nugno Rasura, fils d'un seigneur allemand, qu'on dit avoir bâti Burgos, et qui s'appelait Belchides. Allant en pélerinage à Saint-Jacques, il avait pris les armes contre les Arabes, et avait acquis tant de réputation qu'un seigneur puissant de la contrée, Diego Porcellos, lui avait donné sa fille unique en mariage. De ce mariage était né don Gonzalès Nugnès, juge après son père. Don Gonzalès Nugnès fut seul comte héréditaire de toute la nation castillane. Froïla, après un règne d'environ un

MCD 2019

an, qui n'est mémorable que par sa cruauté, mourut de la lèpre, encore fort jeune.

ALPHONSE IV, son neveu, fils d'Ordogno II, monta sur le trône qui lui appartenait. Il ne pensa point, non plus que son oncle, à arrêter les progrès de Gonzalès, comte de Castille. Ce dernier les poussa si loin qu'il mit la rivière de Pisuerga pour borne entre les États de Castille et ceux de Léon, et n'ayant rien à craindre de ce côté, il attaqua le roi de Navarre, le fameux Sanche Abarca, qui, s'étant rendu très-puissant par ses conquêtes sur les Maures, les étendait encore sur les terres de la Castille. Dans une bataille livrée entre les deux rois, s'étant rencontrés dans la mêlée, ils combattirent corps à corps et se blessèrent réciproquement. Le roi de Navarre en mourut, et son armée fut défaite. Gonzalès victorieux fut ensuite attaqué par les infidèles et par le roi de Léon. Ce n'était plus Alphonse. Ce prince, fatigué du trône, le transmit à son frère, Ramire II, pour se retirer dans un couvent, après un règne de six ans, l'an 927. L'état monastique le lassa bientôt; il tenta de rassaisir la couronne; mais son frère lui fit crever les yeux en 930, et traita de même ses cousins Alphonse, Ramire et Ordogno, fils de Froïla, qui s'étaient révoltés contre lui (1).

RAMIRE II eut dans les Asturies des troubles à étouffer, et en vint à bout. Il sentit

(1) L'histoire de la Navarre commence ici à s'enchaîner tellement avec celle d'Espagne, que nous croyons devoir donner en note la liste de ses rois. Quelques critiques soutiennent qu'avant l'expédition des Français il n'y a point eu de souverains particuliers de Pampelune, capitale de la Navarre, et que c'est à l'an 831 qu'il faut fixer son indépendance. Pampelune n'avait eu jusqu'alors que des gouverneurs, tantôt chrétiens, tantôt mahométans. Charlemagne l'enleva à ces derniers en 778; ceux-ci la reprirent sur les Français, et la perdirent pour toujours l'an 806. Les Français en demeurèrent maîtres jusqu'en 831, qu'Aznar s'en rendit souverain.

Aznar, comte de la Vasconie ou Gascogne française, mécontent de Pépin, roi d'Aquitaine, passa les Pyrénées en 831, fit révolter une partie de la Navarre, et s'en appropria la souveraineté, qu'il conserva jusqu'à sa mort, arrivée l'an 836.

Sanche, frère d'Aznar, lui succéda sous le titre de comte; il sut conserver son indépendance, qu'il transmit à Garcie son successeur. Il paraît, par l'histoire de Languedoc, où il est appelé Sanche Sancion, qu'il était paisible possesseur du comté de Gascogne, l'an 848.

Garcie, fils de Sanche et son successeur, qui était déjà souverain d'une partie de la Navarre, fut élu pour chef par le reste des Navarrais, qui secouèrent entièrement le joug de la domination française. Il épousa une fille de Muza, avec lequel il paraît qu'il fit une étroite alliance. Cette alliance lui coûta la vie, qu'il perdit l'an 857 dans une guerre contre Ordogno I, où il accompagna Muza.

Garcie-Ximénès succéda à Garcie, son père. Il n'eut d'abord, selon Ferreras, que le titre de comte, qu'il porta jusque vers l'an 860, qu'il fut proclamé roi. D'autres historiens prétendent que Garcie-Ximénès fut décoré de la dignité royale dans l'année même qu'il succéda à son père. Il mourut l'an 880, laissant deux fils: Fortun, dit le Moine, et Sanche.

Fortun, dit le Moine, monta sur le trône de son père l'an 880. En 905, après vingt-cinq ans de règne, dégoûté du monde, il convoqua les principaux seigneurs dans le monastère de Leyre, remit en leur présence le sceptre à son frère, et embrassa la vie monastique.

Sanche-Garcie Ier du nom, après l'abdication de Fortun, fut proclamé roi par les seigneurs. Il battit l'an 907 les Arabes devant Pampelune, dont ils étaient venus faire le siége pendant son absence, et les obligea de le lever. Il continua les années suivantes de faire la guerre aux infidèles, et leur prit plusieurs places. Chaque année du règne de ce prince est marquée par quelque expédition contre les Arabes. Sanche, accablé d'années et d'infirmités, se retira, l'an 919, au monastère de Leyre, laissant le commandement de ses troupes à don Garcie, son fils, sans lui céder la couronne, qu'il voulut porter jusqu'à sa mort. L'an 921, ce même Garcie, et le roi de Léon venu à son secours, furent défaits par les Arabes. La même année, Sanche se mit à la tête des troupes, tailla en pièces celles d'Abdérame, au retour de l'expédition qu'elles avaient faite au-delà des Pyrénées, après la bataille de la Junquera, et leur enleva le butin dont elles étaient chargées. Sanche mourut l'an 926.

Garcie I succéda au roi Sanche, son père; il battit, l'an 960, le comte Ferdinand Gonzalès, le fit prisonnier, et le renvoya l'année suivante en Castille. Garcie mourut dans un âge très-avancé, l'an 970, après un règne de quarante-quatre ans.

Sanche II succéda à Garcie I, son père, et régna jusqu'à 994.

Garcie II ou IV, en comptant parmi les rois de ce nom Garcie-Ximénès et Sanche-Garcie, fut proclamé roi après la mort de Sanche II, son père, et mourut l'an 1000 ou au commencement de l'année suivante Il fut surnommé le Trembleur, parce qu'il tremblait, dit-on, effectivement, lorsqu'on lui mettait sa cuirasse un jour de combat. On lui attribue ce bon mot, mis sur le compte de tant d'autres :

MCD 2019

qu'il ne serait estimé de ses sujets qu'autant qu'il ferait la guerre aux infidèles. Il tourna ses armes contre eux, prit le bourg de Madrid et battit le roi de Sarragosse, qu'il rendit son tributaire. Il ne fut pas moins heureux contre le roi de Cordoue. Il avait d'abord formé le projet d'abaisser la puissance des comtes de Castille. Mais il renonça à cette expédition dans la crainte que les Arabes n'en profitassent pour fondre sur son royaume. Il attaqua au contraire les mahométans, aidé par le comte de Castille, qui unit ses forces aux siennes. Il mourut en 950, après un règne de vingt-trois ans. Il laissa d'Urraque, sa première femme, Ordogno, qui lui succéda, une fille, Elvire, qui fut religieuse; et de Thérèse Florentine, sœur de Garcie II, roi de Navarre, don Sanche, surnommé le Gros.

ORDOGNO III fut proclamé roi par les grands et les prélats qui se trouvèrent à la cour de Léon. Il s'était allié avec le comte de Castille, en épousant sa fille Urraque. Don Sanche, son frère du second lit, prétendit avoir droit à la succession paternelle, et voulut exiger d'Ordogno la cession de quelques provinces du royaume. Il sut faire appuyer ses prétentions par don Garcie, roi de Navarre, et le comte Ferdinand Gonzalès. Le roi de Léon, persuadé que la conservation de la monarchie dépendait de la réunion de ses forces, n'en voulut rien démembrer, et cette maxime a été depuis une sorte de loi pour ses successeurs. Il fallut donc en venir à la force ouverte. Les armées de Navarre et de Castille s'avancèrent vers le royaume de Léon. Mais s'étant présentées devant les premières places, elles les trouvèrent si bien fortifiées qu'elles furent obligées de se retirer sans tenter la moindre entreprise. Le roi de Léon, pour se venger du Castillan son beau-père, lui renvoya sa fille Urraque, qu'il répudia, et prit pour femme dona Elvire, fille d'un des plus grands seigneurs de Galice, de laquelle il eut don Bermude. Les parents de la reine Elvire, fiers de l'alliance que le roi venait de contracter avec eux, se conduisirent avec tant de hauteur avec les autres seigneurs de Galice, que ceux-ci, poussés à bout, se révoltèrent. Ordogno ne fit que paraître avec des forces suffisantes pour réprimer la rébellion, et tout rentra dans le devoir. Cependant, comme il se voyait à la tête d'une armée aguerrie, il crut devoir en profiter encore pour faire une incursion sur les terres d'Abdérame. Après avoir incorporé dans ses troupes celles qu'il put ramasser dans la Galice, il passa le Duero du côté du Portugal, désola tout le pays qui s'étend depuis Coïmbre jusqu'à Lisbonne, assiégea cette dernière ville; et l'ayant prise d'assaut et démantelée, se retira chargé d'un riche butin. Après cette expédition, il voulut soumettre Ferdinand Gonzalès, qui cherchait à se rendre indépendant de la couronne de Léon. Le comte de Castille, se trouvant trop faible pour résister à son souverain, et assuré de sa clémence, alla se jeter à ses pieds. Ordogno lui pardonna tout et le renvoya, après lui avoir fait prêter de nouveau le serment de fidélité comme gouverneur de cette province. Ordogno étant passé de Léon à Zamora, y fut attaqué d'une maladie violente, dont il mourut après un règne de cinq ans et cinq mois. Elvire, sa femme, se retira en Galice auprès de ses parents, avec son fils don Bermude, âgé tout au plus de trois ans.

SANCHE Ier du nom, surnommé le Gros, avait toujours conservé un puissant parti. Le bas-âge de son neveu lui fut favorable : il accourut promptement de Navarre pour prendre possession de la couronne, et fut proclamé roi par les principaux du royaume. Il ne demeura pas long-temps tranquille sur le trône de Léon. Le comte Ferdinand Gonzalès, toujours occupé des moyens de se rendre indépendant, se ligua avec les principaux seigneurs de Léon et de Castille pour le détrôner. Don Sanche ayant découvert cette conjuration, et ne se croyant pas en sûreté dans ses propres États, se réfugia en Navarre auprès de don Garcie son oncle. Sa fuite fit tomber le royaume dans une espèce d'anarchie. D'un côté, les seigneurs de

Que son corps tremblait des périls où son courage l'allait porter. Telle est la suite des rois de Navarre qui concourent, avec les rois de Léon, jusqu'à Alphonse V.

MCD 2019

Galice, attachés aux intérêts de Bermude leur parent, cherchaient à assurer le trône à ce jeune prince, lorsqu'il serait en âge de régner. De l'autre Ferdinand Gonzalès, dans le but de s'approprier la souveraineté de Castille, s'efforçait de faire passer le sceptre à Ordogno, dit le Mauvais, fils d'Alphonse, surnommé le Moine, et voulait lui faire épouser Urraque, sa fille, que le feu roi Ordogno III avait répudiée. Le parti d'Ordogno prévalut. Il s'empara de Léon, et y rendit sa domination si odieuse, que bientôt le mécontentement fut général. Don Sanche, instruit des dispositions où étaient les peuples et les grands, réclama l'appui d'Abdérame. Le roi de Cordoue lui promit tous les secours qui pouvaient dépendre de lui, et bientôt il unit ses forces à celles du roi de Navarre. L'armée d'Abdérame prit la route de Léon, et celle du roi de Navarre marcha vers la Castille, pour occuper, par cette diversion, Gonzalès. A peine don Sanche parut-il sur les frontières de son royaume que toutes les villes et les places lui ouvrirent les portes. Dès qu'il approcha, l'usurpateur prit la fuite avec Urraque sa femme, et alla se réfugier dans les Asturies, de crainte d'être livré au roi. Don Sanche fut reçu à Léon avec une joie proportionnée à la haine qu'on portait au tyran. Ordogno ne se croyant pas en sûreté dans les Asturies, qui s'étaient déclarées pour don Sanche, passa à Burgos; et en ayant été chassé, il se réfugia chez les Maures d'Aragon, où il mourut dans l'indigence. Don Sanche, affermi sur le trône, épousa Thérèse, fille des comtes de Monçon, près de Palencia. Ferdinand Gonzalès, qui, après avoir été pris les armes à la main par don Garcie, roi de Navarre, avait été mis en liberté peu de temps après, se révolta de nouveau contre don Sanche, l'an 967. Le roi de Léon, aux premières nouvelles de la rébellion du comte, assembla son armée et marcha vers le Portugal, où il gouvernait plusieurs villes. Le comte, trop faible pour lui résister, eut recours à la clémence du roi. Don Sanche se laissa fléchir encore, et le comte étant venu se jeter à ses pieds, obtint son pardon. Le perfide empoisonna peu de temps après un prince à qui l'on ne pouvait reprocher que de lui avoir laissé une vie qu'il avait tant de fois mérité de perdre.

Après la mort de don Sanche, RAMIRE, son fils, âgé seulement de cinq ans, fut proclamé roi, et mis sous la tutelle de la reine sa mère, d'Elvire sa tante, qui était religieuse, et de quelques seigneurs parents de la reine. Le premier soin des régents fut de solliciter auprès d'Alhacan, roi de Cordoue et successeur d'Abdérame, la continuation de la paix entre les deux couronnes. Ramire avait environ seize ans lorsqu'il songea à se marier et à prendre les rênes du gouvernement. Il épousa Urraque, dont on ignore la famille, mais qui était probablement issue d'une des principales maisons d'Espagne. La complaisance excessive qu'il eut pour elle lui fit mépriser les conseils de sa mère et de sa tante, dont l'administration avait été très-sage. Il suivait aveuglément ses caprices, et traitait avec mépris les principaux seigneurs de Léon et de Galice. Une conduite si peu mesurée aigrit contre lui toute la noblesse de ses États, et une révolte ne tarda pas à éclater dans la Galice. Bermude, fils d'Ordogno III et d'Elvire sa seconde femme, résidait dans cette province, où il avait été élevé. On le proclama roi. Don Ramire ramassa des troupes pour aller punir les séditieux, les Galiciens de leur côté se mirent en campagne avec toutes leurs forces. On en vint bientôt à une action qui fut très-sanglante, où la victoire resta indécise. Don Ramire s'en retourna à Léon avec les débris de son armée, où il expira peu de temps après. Sous son règne, qui fut de quinze ans et quelques mois, mourut (l'an 970) Ferdinand Gonzalès, comte de Castille, laissant ses États indépendants de la couronne de Léon et de celle des Asturies.

BERMUDE II ou VÉRÉMOND fut appelé à la couronne de Léon après la mort de Ramire, qui ne laissa point d'enfants, ou du moins en âge de gouverner par eux-mêmes. Il s'occupa d'abord de rétablir l'ordre dans ses États et la discipline dans l'église. Mais il ne jouit pas long-temps de la paix qui lui était nécessaire pour achever ces deux grands ouvrages. Mahomet Almanzor, premier ministre du roi de Cordoue, qui por-

MCD 2019

tait une haine implacable à la religion chrétienne, et qui avait déjà fait une irruption dans la Castille, où il avait pris plusieurs places, résolut de faire une guerre sanglante à Bermude. Il assembla une nombreuse armée, et alla faire le siége de Simenças. Le roi de Léon, affaibli par la bataille qui s'était donnée entre lui et don Ramire son cousin, ne put secourir la place; après plusieurs assauts, elle fut emportée, malgré tous les efforts des chrétiens, dont la plupart furent massacrés et les autres jetés dans les fers.

Almanzor, après cette expédition, entra dans la Catalogne où il fit de grands ravages. Borel, comte de Barcelone, se mit en campagne avec toutes les troupes qu'il put ramasser pour arrêter les infidèles. Il les rencontra près de Moncada, et, quoique bien inférieur en forces, il livra bataille. Mais toute la valeur de ses troupes ne put résister à la supériorité de ses adversaires: il fut entièrement défait. Almanzor marcha droit à Barcelone, la prit d'assaut et la réduisit en cendres. Le feu consuma les archives et tous les titres de cette ville; de sorte que quand elle fut rentrée sous la domination des chrétiens, il fallut délivrer aux habitants de nouvelles chartes pour la conservation de leurs droits et priviléges (1). L'année suivante Almanzor s'avança vers la Castille et prit Sepulveda. Deux ans après, ayant résolu de pénétrer dans le royaume de Léon, il commença par assiéger Zamora et la prit d'assaut. De là il reporta la guerre en Castille, où il s'empara de plusieurs places. Tant de succès contre les chrétiens semblaient ne faire qu'irriter de plus en plus sa haine contre eux, il résolut de détruire entièrement le royaume de Léon. Simenças et Zamora démolies lui en facilitèrent l'entrée jusqu'au voisinage de la capitale. Bermude, quoique tourmenté de la goutte, alla à la rencontre de l'ennemi, qu'il trouva sur les bords de l'Esta, rivière peu éloignée de Léon. Le combat fut sanglant: Almanzor, défait pour la première fois, répara bientôt cet échec par la déroute des chrétiens. Bermude se retira dans les Asturies, laissant à l'un de ses généraux le soin de défendre Léon, qu'Almanzor menaçait de mettre en cendres.

En effet, celui-ci reparut bientôt; il mit le siége devant Léon, et s'en rendit maître malgré la valeur et l'habileté du gouverneur, qui fut tué glorieusement sur la brèche.

La prise de Léon entraîna celle de plusieurs autres places. Almanzor passa successivement dans le Portugal et dans la Galice, où il porta la désolation. Enfin, résolu de faire un dernier effort contre les chrétiens, il assembla la plus formidable armée dont il eût disposé jusqu'alors. Bermude, le comte de Castille et don Garcie, roi de Navarre, se liguèrent ensemble; et ayant uni toutes leurs forces, résolurent de lui disputer l'entrée de la Castille. Les chrétiens et les Arabes se rencontrèrent dans les environs d'Osma près de Calatagnazor. Le combat se donna presque sur-le-champ, et dura tout le jour avec un acharnement incroyable, sans aucun avantage bien décidé de part et d'autre. Mais Almanzor ayant reconnu la perte considérable qu'il avait faite, abandonna le champ de bataille aux chrétiens, et s'enfuit à Medina-Celi, où il mourut désespéré. Les Maures perdirent dans cette bataille soixante mille hommes d'infanterie et quarante mille de cavalerie (1). Environ un an après cette grande victoire, le roi don Bermude mourut accablé d'infirmités, laissant de la reine dona Elvire sa femme, un fils, don Alphonse, âgé de cinq ans, sous la tutelle de sa mère, et deux filles, dona Sanche et dona Thérèse.

(1) Ferreras, dont ce récit est tiré, ajoute que Borel fit savoir sa déroute au roi de France, Louis IV, comme à son souverain, et qu'il en obtint du secours, avec lequel il reprit cette place en 988. La race des Carlovingiens étant éteinte en France, ce même comte de Barcelone refusa de rendre foi et hommage au roi Hugues-Capet; mais il paraît qu'il n'attendit point l'effet des menaces du roi de France et qu'il se soumit.

(1) Mahomet Almanzor, un des plus grands capitaines qu'il y ait eu en Espagne, avait remporté sur les chrétiens plus de cinquante victoires. Il n'aspirait qu'à la véritable gloire, et refusa généreusement le trône de Cordoue, que les habitants voulaient ôter à Hissem pour l'y faire monter, en considération de sa supériorité. Il donnait double paie aux chrétiens qui servaient sous ses enseignes; et s'il survenait quelques contestations entre eux et les mahométans, il les favorisait toujours. (Ferreras.)

MCD 2019

ALPHONSE V, sur la vie duquel un seigneur appelé Adulphe avait attenté peu de temps avant la mort de Bermude, fut reconnu roi sous la régence d'Elvire, sa mère, et son éducation confiée au comte Melenda Gonzalès. Les princes contemporains du roi de Léon, qui régnaient alors en Espagne, étaient en Navarre don Sanche, surnommé le Grand, à Barcelone don Raymond, en Castille le comte don Garcie Fernandès, à Cordoue et sur les États qui en dépendaient (1), Hissem, qui n'avait que le titre de roi, Abdelmelic, son premier ministre, fils d'Almanzor, usurpant toute l'autorité. Tous les princes chrétiens étaient en bonne intelligence; ainsi la minorité du roi de Léon fut assez tranquille. A l'âge de dix-neuf à vingt ans, il épousa dona Elvire, fille du comte Mélendez, son gouverneur, et il commença à régner par lui-même avec beaucoup d'équité (2). Il reçut avec bonté les trois fils du comte don Véla, qui pour se dérober au juste ressentiment du comte de Castille, vinrent lui demander une retraite dans ses États. Il releva et rebâtit la ville de Léon, ruinée depuis vingt ans. Ensuite il y convoqua un concile, et ne fut occupé pendant plusieurs années que du rétablissement des églises détruites par les Mahométans. Après avoir remis partout le bon ordre, il songea à recouvrer ce qu'avait perdu son prédécesseur. L'an 1027, il se mit en campagne avec une nombreuse armée, passa le Duero, saccagea les terres des infidèles, et s'avança jusqu'à la ville de Visée, dont il forma le siége. Il y fut tué d'une flèche qui l'atteignit comme il était allé sans cuirasse à cheval reconnaître un endroit des murailles pour donner l'assaut. Il laissa, de la reine Elvire Melandez sa femme, Bermude III du nom, et dona Sanche. Sa mort obligea l'armée de lever le siége et de s'en retourner.

Au commencement de ce règne, don Sanche, roi de Navarre, avait épousé Elvire, fille de don Sanche, héritier présomptif de don Garcie, comte de Castille, et son successeur, l'an 1005, après la mort de ce comte, qui fut blessé dans un combat contre les Maures. Ce qui contribua beaucoup à rendre paisible le règne d'Alphonse V, jusqu'à la malheureuse expédition qui termina sa vie, ce fut une suite de révolutions et de troubles dont fut agitée la monarchie mahométane.

Abdelmélic, premier ministre d'Hissem, étant mort, fut remplacé par Abdérame son frère, dont la mauvaise administration causa sa perte et celle de son maître. Mahomet Almahadi détrôna Hissem, et usurpa la couronne. Bientôt on conspire contre lui. Cette première révolte apaisée, il en renaît une autre. Deux chefs arabes, Suleiman et Marban, sont élus rois par deux différents partis. Marban succombe, Suleiman reste seul, et don Sanche, comte de Castille, se ligue avec lui. Réunis ensemble, ils défont les troupes d'Almahadi, et Suleiman est reconnu roi de Cordoue. Les comtes de Barcelone et d'Urgel embrassent le parti d'Almahadi, et joignent leurs troupes aux siennes. Suleiman, défait par le dernier dans un combat sanglant où périt le comte d'Urgel, est contraint de passer en Afrique. Almahadi est rétabli sur le trône de Cordoue. Peu de temps après il est détrôné, et Hissem, remis à sa place, lui fait trancher la tête. Suleiman retourne en Espagne et fait soulever Abdalla, gouverneur de Tolède, qui prend le titre de roi. Le comte de Castille traite avec Hissem. Ses troupes, jointes à celles du roi de Cordoue, investissent la ville de Tolède, qui est bientôt réduite; Abdalla, fait prisonnier et remis entre les mains d'Hissem, est mis à mort sur-le-champ. Suleiman fait un dernier effort pour s'emparer de Cordoue. Il va camper devant cette place, l'attaque, et enfin s'en rend maître après beaucoup de sang répandu et une vigoureuse résistance. Hissem réussit à se sauver et passe en Afrique, où il finit ses

(1) Nous rappelons ici au lecteur l'état de la monarchie mahométane en Espagne, devenue tout-à-fait indépendante des Abassides, califes de Damas, et concentrée dans la famille des Ommiades.

(2) Ferreras croit que la reine sa mère se retira dès ce temps-là dans un couvent d'Oviédo. Elle y était du moins l'an 1017, avec ses deux filles, sœurs d'Alphonse, qui y portaient déjà le voile; et c'est à la retraite d'Elvire que cet historien semble rapporter l'usage ancien de la clôture observée jusqu'au commencement de ce siècle par les reines douairières d'Espagne.

MCD 2019

jours. Plusieurs gouverneurs de places, affectionnés à ce monarque, refusent de reconnaître Suleiman. Les dissensions continuent, et le royaume de Cordoue est déchiré par des guerres intestines. Haïran, un des principaux généraux d'Hissem, complote de détrôner l'usurpateur, et la ville d'Almérie est emportée en trois jours par les conjurés. Haïran, n'ayant pu découvrir la retraite d'Hissem, fait proposer le sceptre à Ali-Aben Ramit, qui était de la famille des Ommiades. Ce dernier se rend à Malaga et est reconnu par plusieurs villes d'Espagne. Suleiman cherche le nouveau roi, lui présente le combat, est battu, fait prisonnier et perd la vie. Haïran, mécontent d'Ali, prend la résolution de le détrôner, et se ligue pour cet effet avec Mundir, gouverneurde Sarragosse. Ils joignent leurs forces, et se mettent en campagne. Ali les combat, et est entièrement défait. Après la victoire la mésintelligence se met entre Haïran et Mundir, et ils se séparent. Haïran découvre à Jaen un autre Ommiade, appelé Abdérame-Almortada. Il lui persuade de prendre le titre de roi, et lui promet de conquérir le sceptre de Cordoue. Almortada cède à l'appât d'une couronne, et accepte les offres d'Haïran. Aussitôt Ali se met en campagne avec de nouvelles forces, et marche contre Haïran. Celui-ci, sentant sa faiblesse, au lieu d'attendre le roi de Cordoue, va se retrancher dans des montagnes, emmenant avec lui Almortada. Ali, maître de la campagne, reprend Jaen, châtie les rebelles, et, ayant découvert la retraite de son ennemi, l'attaque, le défait et l'oblige de prendre la fuite. La campagne suivante, Ali, se disposant à marcher pour soumettre le reste des rebelles, est assassiné dans le bain par ses esclaves, qu'Haïran et ceux de son parti avaient su gagner. Ses généraux font venir de Séville Alcacim, frère d'Ali, et le reconnaissent pour roi. Haïran, résolu de mettre sur le trône Abdérame-Almortada, se réconcilie avec Mundir, et l'engage à l'appuyer de ses forces. Les gouverneurs de Tortose et de Cadix embrassent son parti. La jonction faite, ils vont à Jaen, y entrent sans obstacle, et y font proclamer roi Abdérame. Alcacim survient avec des renforts, et les oblige de se retirer à Murcie. Abdérame se brouille avec Haïran et Mundir, qui bientôt font éclater leur ressentiment. Ils le trahissent au siége de Grenade, et il est tué dans une sortie. Alcacim, délivré de son compétiteur, paraissait bien affermi sur le trône; mais, obligé de se rendre à Séville pour quelque affaire importante, les habitants de Cordoue, mécontents de lui, proclament Hiaya son cousin, et plusieurs villes se déclarent aussitôt pour le nouveau roi. Un an après, Alcacim, qui avait toujours des intelligences dans Cordoue, ayant appris qu'Hiaya était allé à Malaga, s'avance pendant la nuit avec des troupes vers Cordoue, y est reçu par le moyen de ses partisans, et est presque aussitôt contraint d'en sortir par une sédition. De là voulant se retirer à Séville avec ceux de son parti, on refuse de l'y recevoir, et même on en chasse ses fils. A peine il est sorti de Cordoue, que les habitants élisent pour roi Hissem III, qui règne deux ans. Pour comble de disgrâce, Hiaya le surprend aux environs de Séville, le fait prisonnier et l'enferme dans un château. Hissem n'est pas longtemps tranquille à Cordoue. Les violences et la tyrannie de son premier ministre font soulever les habitants. Ce visir est poignardé dans son palais. Hissem se sauve à Séville, où il séjourne quelque temps, et Mahomet II est proclamé à sa place. Environ un an après, Mahomet étant allé reconnaître les frontières de ses États, ceux qui l'accompagnaient, tentés par les richesses qu'il emportait avec lui, l'empoisonnent pour profiter de ses dépouilles. Les habitants de Cordoue veulent d'abord élire à sa place Suleiman Almortada, fils d'Abdérame-Almortada, et fixent enfin leur choix sur Abdérame Abdéliabar IV. On fait promettre à ce dernier de ne point témoigner de ressentiment contre ceux qui s'étaient déclarés pour Suleiman; mais les ayant fait arrêter quelques jours après, les habitants, indignés de son manque de foi, forcent les prisons, et de là vont à l'Alcazar, où ils percent le roi de coups. On procède sur-le-champ à une nouvelle élection, et le choix tomba sur un certain Muhamed, cousin du calife égorgé.

MCD 2019

Pendant toutes ces révolutions, l'Aragon n'était guère moins agité que l'Andalousie. Suleiman-Aben-Huz, ancien général de Mundir, s'était fait souverain de Sarragosse, et de son territoire. Les gouverneurs de Huesca, de Lérida et de Tudèle, au lieu de reconnaître Suleiman, profitèrent de cette occasion pour s'ériger en souverains, chacun dans son gouvernement. De son côté, le nouveau roi de Cordoue prend la résolution de faire la guerre à Hissem III, qui se maintenait à Séville. Les principaux habitants de Cordoue, piqués de la défiance d'Hiaya, qui avait laissé dans cette ville des troupes d'Afrique, s'adressent à Aben-Huz, gouverneur de Grenade, pour être délivrés. Celui-ci vient à main armée à Cordoue, et, réuni aux habitants, massacre tous les partisans d'Hiaya. Peu de temps après ce prince lui-même est la victime d'un perfide qui lui coupe la tête et l'envoie à Séville, à Hissem III. Cordoue délivrée des Africains, les habitants élisent Hissem IV, ce qui n'empêche pas Idris-Aben-Ali, frère d'Hiaya, de se faire proclamer roi à Malaga. Dans l'ordre des événements ordinaires, des révolutions si multipliées sembleraient demander des siècles, et cependant elles s'accomplissent dans l'espace de vingt ans [1008-1023].

On rapporte à l'an 1016 du règne d'Alphonse V la détermination des limites du royaume de Navarre et du comté de Castille, qui, s'étant confondues avec le temps, furent rétablies à l'amiable.

Bermude III, fils d'Alphonse V, lui succéda. Il s'appliqua à régner paisiblement et à établir de bonnes lois.

Garcie Sanchez, qui avait succédé à Sanchez Garcie son père, au comté de Castille, était fort jeune. L'aînée de ses deux sœurs avait épousé Sanche III, dit le Grand, roi de Navarre, et Garcie Sanchez avait dans son beau-frère un protecteur d'autant plus puissant, que ce dernier était craint et estimé de toute l'Espagne. Le roi de Navarre voulut le marier, et sollicita le roi de Léon de lui donner pour femme sa sœur dona Sanche, qui lui fut accordée sans peine. Le jeune comte de Castille partit aussitôt pour Léon avec une escorte. A la nouvelle de ce mariage, les fils du comte Véla le jeune, dont la haine héréditaire pour leur souverain n'était pas éteinte par leur retraite dans les Asturies, s'étaient rendus secrètement à Léon, dans le dessein d'assassiner le comte de Castille. En effet, dès le lendemain de son arrivée, comme il était près d'entrer dans l'église, il fut poignardé par ces implacables frères. Par sa mort, le roi de Navarre prit possession du comté de Castille, dont il était héritier du chef de sa femme, sœur aînée du comte défunt, et le réunit à sa couronne. Son premier soin fut de faire faire les recherches les plus exactes pour découvrir les meurtriers de son frère, les ayant entre les mains, il les fit brûler vifs. Le roi de Navarre, pour réparer en quelque sorte une alliance brisée par un événement si tragique, ménagea celle du roi de Léon avec une des princesses de Castille, et il épousa dans la même année dona Urraque Thérèse, sœur du jeune comte. Jusque là le roi de Navarre et celui de Léon avaient toujours vécu en bonne intelligence : elle dura encore quelques années depuis ce mariage; mais le rétablissement de la ville de Palencia, que don Sanche fit rebâtir, brouilla les deux rois. Celui de Léon prétendait que le territoire de Palencia était de son domaine, et renfermé dans les limites de ses États; don Sanche, au contraire, soutenait qu'il dépendait du comté de Castille. Cette contestation causa entre eux une rupture ouverte, on se disposa de part et d'autre à la guerre. Don Sanche se mit le premier en campagne, et entra sur les terres de Léon. Il fit en peu de temps d'assez grands progrès et prit Astorga. L'année suivante les deux rois assemblèrent de nouvelles forces pour décider leur différend par une bataille. On était près d'en venir aux mains, quand les évêques des deux partis qui, suivant l'usage du temps, accompagnaient ces princes à l'armée, ménagèrent un accommodement entre les deux monarques et les réconcilièrent. La paix se fit aux conditions suivantes : Que Bermude donnerait en mariage dona Sanche, sa sœur, à don Ferdinand, second fils de don Sanche, lequel céderait à ce prince le comté de Cas-

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1

Prot Sculp

ESPAGNE

COSTUMES DE MARCHANDS AU 17e SIÈCLE.

tille; que Ferdinand aurait le titre de roi, et que Bermude abandonnerait pour dot à sa sœur toutes les terres conquises jusqu'à la rivière de Cea. Le mariage de Ferdinand suivit de près cet accord; mais la paix ne fut pas de longue durée. En effet, le roi de Navarre étant mort, Bermude voulant recouvrer ce que la nécessité seule l'avait contraint de céder, se mit en campagne, assiégea la ville de Palencia, et la donna à don Ponce, évêque d'Oviédo. Il reprit ensuite plusieurs autres places qui avaient été démembrées de ses États. Ces hostilités obligèrent le roi de Castille, trop faible pour s'opposer seul aux progrès du roi de Léon, de s'unir avec le nouveau roi de Navarre, don Garcie son frère. Ils assemblèrent toutes leurs troupes et se mirent en marche. Bermude, informé de ces mouvements, ne les attendit pas. Il s'avança dans la Castille au-devant d'eux; les deux armées étant en présence, le combat s'engagea bientôt. Bermude, emporté par sa jeunesse et par une valeur téméraire, voulut pénétrer dans les escadrons ennemis, et se fit tuer comme un soldat de fortune. Avec lui finit toute la lignée masculine de Pierre, duc de Cantabrie, et du grand Récarède, roi des Goths.

Ferdinand, qui se trouvait par sa mort héritier du royaume de Léon, du chef de sa femme, sœur de Bermude, marcha sans perdre de temps vers la capitale, où il fut solennellement reconnu, et réunit cette couronne à celle de Castille [1037].

Sanche-le-Grand, roi de Navarre, avant de mourir, avait fait un partage de ses États et réglé la part de chacun de ses enfants, qui étaient au nombre de quatre. Le royaume de Navarre, la Biscaye et la province de Rioja avaient été assignés à don Garcie; Ferdinand avait le comté de Castille; don Gonzale, les comtés de Sobrarve et de Ribagorce, et don Ramire (1) l'Aragon; tous ces États avaient été érigés en royaumes.

Ainsi l'Espagne chrétienne se trouva partagée entre six souverains, savoir: le roi de Léon, qui possédait le royaume de ce nom, à la réserve de quelques districts que les Arabes occupaient alors vers le midi, et de la portion située vers le mont Occa qu'il avait cédée au roi de Navarre pour la dot de la princesse sa sœur; la Galice et une partie du Portugal faisaient encore partie de ses États. Le roi de Navarre avait dans son lot la Cantabrie, la Rioja, le Bureva détaché de la Castille, et quelques places de l'Aragon. Le roi d'Aragon jouissait du pays situé entre l'Aragon et le Gallego, rivières qui lui servaient de bornes: ce qu'il avait en outre du côté de Sarragosse était sans cesse exposé aux courses des Maures. Le roi de Castille possédait la vieille Castille, dont on avait détaché le Bureva pour le donner à la Navarre. Gonzale, comte de Sobrarve et de Ribagorce, régnait sur quelques montagnes et sur un petit nombre de bourgades. Le comte de Barcelone était maître d'une riche principauté, mais les frontières des royaumes arabes s'étendaient à Tortose, à Lérida et à des places encore plus voisines de sa capitale. Un assez grand nombre de souverainetés longeant les côtes de la Méditerranée, depuis la Catalogne jusqu'au détroit, et les bords de l'Océan jusqu'assez près de la Galice, appartenaient à des chefs musulmans. Toujours prêts à attaquer les chrétiens lorsqu'ils les voyaient divisés, ils profitaient de leurs fréquentes mésintelligences.

Don Gonzale, comte de Sobrarve, ayant été assassiné à la chasse par un de ses domestiques, Ramire, roi d'Aragon, son frère, fut appelé par le vœu des peuples, et réunit cette seigneurie à la couronne d'Aragon [1038].

Mais, peu content de ce partage, il voulut s'agrandir aux dépens du roi de Navarre, et avec une armée grossie des secours de plusieurs petits rois mahométans, il fit une irruption dans le royaume de son frère. Cette entreprise eut le succès que méritait sa témérité. Don Garcie surprit son camp pendant la nuit, y fit un carnage affreux, l'obligea de se sauver sur le premier cheval qu'il trouva sans selle et sans bride, et défit entièrement son armée. Après ce coup de main, le roi

(1) Ferreras prétend que ce dernier n'était qu'un fils naturel.

MCD 2019

de Navarre, pour user de représailles, entra dans l'Aragon, et l'envahit presque entièrement. Don Ramire, hors d'état de lui résister, se retira dans les montagnes de Sobrarve, et de là fit sa paix avec don Garcie, qui lui pardonna généreusement.

Ferdinand, roi de Castille et de Léon, vivait en bonne intelligence avec tous ses frères; il tourna ses vues du côté des infidèles, et reprit le projet formé sur le Portugal par Alphonse V, roi de Léon.

Il entra donc dans ce royaume à la tête d'une nombreuse armée, et s'empara sur la frontière du château de Sena ou Xena. Ensuite, s'avançant vers Visée, après un siége de dix-huit jours, il emporta la place et la mit en cendres. Lamégo, que sa situation faisait passer pour imprenable, subit le même sort; tels furent les fruits de sa première campagne. L'année suivante, il prit par famine la ville de Coïmbre. Mais pendant qu'il désolait le Portugal, les Arabes d'Andalousie, de Murcie, de Valence et d'autres lieux, entrèrent dans la Castille du côté de Saint-Étienne de Gormas. Les Castillans, sans attendre le roi, qui était occupé à ses conquêtes dans le Portugal, repoussèrent les envahisseurs. Ferdinand alla rendre grâces à Dieu de ce succès dans l'église de Compostelle, et, partageant son armée, il en laissa une partie, tant pour assurer ses conquêtes en Portugal, que pour faire des courses sur les infidèles, et ramena l'autre dans ses États. Ayant augmenté ses troupes par de nouvelles levées il se remit en campagne. Il entra dans Saint-Étienne de Gormas, où il mit garnison. Il se rendit maître ensuite d'Aquilar, de Berlonga et de plusieurs autres places, ruina les redoutes qui servaient de retraite à l'ennemi, et s'avança jusqu'à Médina-Céli. Après avoir porté la terreur jusqu'à Tarragone, il entra dans le royaume de Tolède, prit ou ruina Talamanca, Uzède, Alcala, Guadalaxara et autres places de ce canton, et pénétra jusqu'à Madrid. Le roi de Tolède, pour détourner l'orage, consentit à payer tribut à la couronne de Castille, et vint en personne faire hommage à Ferdinand de son royaume, lorsque celui-ci était encore avec son armée auprès de Madrid. A la suite de ces rapides conquêtes, le roi de Castille crut devoir donner ses soins à la réforme des abus qui s'étaient glissés dans l'Église et dans l'administration de ses États. Il fit assembler à Coyança un concile pour la réformation du clergé et pour le rétablissement du bon ordre dans tous les corps réguliers et séculiers [1040].

Les prospérités de Ferdinand, méritées par tant de valeur, n'auraient dû lui faire d'autres ennemis que les Maures, ses adversaires naturels; elles lui en firent parmi ses frères. Don Garcie, roi de Navarre, étant tombé dangereusement malade, Ferdinand, par pure amitié, voulut aller le visiter, et se rendit à Najera. On prétend que le roi de Navarre résolut de le faire arrêter pour le dépouiller de ses États. Soit que le complot fût réel, soit qu'il fût supposé par des gens qui cherchaient à brouiller les deux frères, Ferdinand, sur un avis qu'il reçut, retourna promptement dans son royaume, bien résolu de se venger. Il en trouva l'occasion peu d'années après. Ayant été à cette époque attaqué d'une maladie grave, don Garcie lui rendit visite; accueilli d'abord avec toutes les marques de l'affection la plus sincère et la plus vive, le prince navarrais fut arrêté et enfermé dans le château de Céa; mais il trouva bientôt les moyens de se sauver de sa prison, et il rentra dans ses États le cœur profondément ulcéré. Son ressentiment ne tarda point à éclater. Il leva des troupes, se ligua avec les rois mahométans de Sarragosse et de Tudèle, et se mit en campagne. Ferdinand, à la nouvelle de sa marche, s'avança vers les frontières de Castille à la tête d'une armée d'élite. Mais avant de commencer les hostilités, il envoya des ambassadeurs à son frère pour terminer, s'il était possible, leur différend à l'amiable. Le roi de Navarre refusa de voir les ambassadeurs, et les armées des deux frères marchèrent pour se rencontrer. Le combat se donna près de Burgos et se termina promptement. Le roi de Navarre fut tué au commencement de l'action par Sanche Fortun, officier qui, pour venger sur ce prince quelque injure particulière, pénétra jusqu'à lui, et le blessa mortellement. Ferdinand laissa les chrétiens opérer leur re-

MCD 2019

traite sans chercher à les poursuivre; mais il ne fit aucun quartier aux Arabes leurs alliés.

Don Sanche, fils aîné de don Garcie, fut reconnu roi de Navarre, sans le moindre obstacle de la part de Ferdinand, dont la conduite, dans cette guerre, prouva le désintéressement. Cependant sa modération ne put rassurer son neveu. Ce jeune prince, trois ans après, fit avec le roi d'Aragon, Ramire son oncle, une ligue défensive dont Ferdinand était le principal objet, et qu'il cimenta de la cession de quelques places à Ramire [1054].

Les Musulmans de Sarragosse n'étaient pas seulement tributaires de Ferdinand, ils l'étaient encore du roi d'Aragon, du roi de Navarre, et du comté de Barcelone, parce que ces princes pouvaient envahir leurs terres sans qu'ils fussent assez forts pour s'y opposer. Pendant que Ferdinand ravageait les États de Mahomet-Aben-Habet, souverain de Séville, qui se reconnut son vassal, Ramire, roi d'Aragon, d'un autre côté, désolait la province de Sarragosse. Le roi du pays, feudataire de Ferdinand, lui fit demander du secours. Don Sanche, fils aîné du monarque de Castille, promit de marcher à la place de son père, qui était absent, et entra bientôt en campagne; il mit à la tête de ses troupes Ruy-Dias de Bivar, surnommé le Cid, et joignit le roi mahométan. On alla chercher don Ramire, on combattit, l'action fut vive, et le roi d'Aragon fut tué. Don Sanche Ramirez son fils lui succéda, et peu de temps après épousa dona Félicie, demoiselle française, fille d'Helduin II, comte de Robey et d'Adèle de Chastillon. Ferdinand avait depuis long-temps résolu de diviser ses États entre ses trois fils, à l'exemple de don Sanche-le-Grand; la politique eut sans doute bien moins de part à ce projet qu'une sorte de justice distributive. Il régla donc ainsi ce partage: il donna à don Sanche l'aîné le royaume de Castille et le vasselage de Sarragosse. Don Alphonse eut la couronne de Léon et les Asturies d'Oviédo. Le royaume de Galice et le Portugal furent assignés à don Garcie. Don Sanche ne vit point sans chagrin démembrer un État puissant qu'il espérait posséder seul en vertu de son droit d'aînesse: mais il fallut souscrire avec les seigneurs aux volontés de son père; il prit possession de la Castille, et don Garcie de la Galice et du Portugal.

Quand ils connurent ce partage, les rois de Sarragosse et de Tolède refusèrent les tributs qu'ils payaient à Ferdinand. Ce prince ravagea les frontières des deux royaumes, et s'avança jusqu'à Valence [1065]. Il n'alla pas plus loin, et se retira chargé de butin. A peine de retour à Léon, il tomba malade et mourut. Il laissa de dona Sanche sa femme les trois princes dont nous avons parlé précédemment, et deux filles, dona Urraque et dona Elvire. La première, princesse d'un grand mérite, reçut pour apanage Zamora et d'autres terres; Elvire eut Toro avec quelques autres places, et les deux sœurs y joignirent le patronage de tous les monastères de religieuses.

Tant que la reine mère des trois princes vécut, ils parurent fort unis, ou Sanche du moins dissimula sa jalousie contre ses frères: mais la princesse étant morte environ deux ans après son mari, la discorde éclata bientôt. Alphonse, roi de Léon, comme plus voisin, en sentit le premier les effets. Don Sanche arma contre lui, et marcha pour faire une invasion dans son royaume. Le roi de Léon se disposa à se bien défendre. Les deux armées se rencontrèrent près de Lantada. Après un combat sanglant et acharné, Alphonse fut entièrement défait et mis en déroute.

Don Garcie, roi de Galice, qui n'avait pris aucune part à la querelle de ses frères, n'était guère plus tranquille dans ses États. Sa faiblesse pour un favori lui avait aliéné le cœur de ses sujets, et il eut la douleur de voir massacrer l'objet de ses affections presque sous ses yeux par des seigneurs galiciens.

La guerre que don Sanche, roi de Castille, avait déclarée au roi de Léon son frère, traîna en longueur. Impatient de la terminer, le monarque castillan rassembla de nouveau toutes ses forces et pénétra dans le royaume de Léon; Alphonse, de son côté, mit en usage toutes ses ressources pour soutenir la lutte, et reçut même des secours de

MCD 2019

don Garcie son frère, roi de Galice et de Portugal, qui avait autant à craindre que lui de l'ambition de don Sanche. Les rois de Castille et de Léon se joignirent près de Volpellar, où ils en vinrent aux mains. On se battit de part et d'autre avec beaucoup d'animosité ; mais les Castillans furent mis en déroute. Alphonse, pour faire cesser le carnage, empêcha ses troupes d'aller à la poursuite des fuyards : sa clémence lui devint funeste : car don Sanche, par le conseil de Rodrigue Diaz, revint le lendemain à la pointe du jour, avec les débris de son armée, fondre sur les vainqueurs, et les ayant surpris les tailla en pièces. Alphonse eut à peine le temps de monter à cheval pour se sauver ; mais ayant été poursuivi par don Sanche, il fut pris et renfermé dans Burgos. Dona Urraque, ayant appris sa détention, alla trouver aussitôt don Sanche pour l'empêcher d'attenter à la vie de son frère, qui peut-être courait de grands risques. Elle ne l'obtint qu'à condition qu'Alphonse renoncerait à la couronne et se ferait moine. Don Sanche, après l'abdication de son frère, fut reconnu roi de Léon, et se prépara sur-le-champ à envahir la Galice et le Portugal. Garcie voulut assembler ses troupes pour s'opposer à cette invasion ; mais il fut abandonné de tous ses sujets, dont il s'était attiré la haine. Don Sanche trouva donc peu d'obstacles à s'emparer de ses États, et don Garcie, n'ayant plus d'autre ressource que la fuite, alla se réfugier auprès du roi de Séville, appelé Mahomet-Aben-Habet.

Les révolutions arrivées parmi les Arabes, les guerres continuelles qu'ils s'étaient faites pendant vingt-cinq ans les avaient extrêmement affaiblis. L'empire fondé par les enfants de Mahomet était alors divisé en une foule de petits États indépendants l'un de l'autre, et semblait être arrivé au moment où son entière destruction n'attendait que la réunion des chrétiens ; ceux-ci ne pensaient pas alors à profiter des circonstances. Il fallait, pour éteindre en Espagne la domination des Infidèles, qu'il pût s'élever une volonté ferme et intelligente capable d'opérer par elle-même ce qu'on ne pouvait guère espérer de la jonction de plusieurs princes, toujours divisés d'intérêts. On ne voit dans tout cet intervalle que don Sanche III, lorsqu'il eut réuni la Castille à ses États de Navarre, et après lui Ferdinand I, roi de Castille et de Léon, qui fussent en état d'agir un peu vigoureusement contre les infidèles. Mais le roi de Navarre, au lieu de les combattre sans relâche, s'était quelquefois ligué avec eux, et, avant sa mort, il ne fit qu'affaiblir sa propre puissance par le partage de ses États entre ses quatre fils. Ferdinand, à la vérité, fit beaucoup de conquêtes sur les mahométans ; mais il commit la même faute que Sanche III, en démembrant la monarchie dont il était le souverain. Ainsi l'ambition de leurs successeurs, au lieu de s'attacher à faire triompher la cause de la foi catholique en Espagne, n'aboutit qu'à donner chez les chrétiens le spectacle des divisions qu'on avait vu éclater chez les princes mahométans. Tandis que don Garcie, chassé de Galice, cherchait un asile parmi les infidèles, Alphonse trouva le moyen de se sauver de son couvent et de passer à Tolède. Le roi mahométan Almenon ou Ali-Maymon lui fit l'accueil le plus bienveillant. Le roi de Léon demeura neuf mois à Tolède.

Don Sanche, après avoir ainsi dépouillé ses frères, voulut encore ôter à ses sœurs les villes qu'elles avaient reçues pour apanage, sous prétexte de leur en donner d'autres en échange. Elles reconnurent le piége, et, ayant rassemblé leurs vassaux, se disposèrent à défendre leur héritage. Don Sanche eut recours aux armes, et après avoir enlevé Toro, mit le siége devant Zamora. Il y avait dans le parti de dona Urraque un seigneur distingué par sa naissance et par sa valeur, nommé don Arias Gonzalez. Il était le chef de son conseil et commandait dans la ville. Il soutint avec tant de vigueur les efforts que firent les assiégeants, qu'après leur avoir tué beaucoup de monde, il leur ôta toute espérance de pouvoir réduire la place autrement que par la famine. Cependant, par la durée du blocus, Zamora était à la veille de se rendre, quand don Sanche périt de la main d'un transfuge qui l'assassina [1072].

La mort de don Sanche remit Alphonse sur le trône de Léon, et il y réunit celui de

MCD 2019

Castille; mais les Castillans, avant de le reconnaître, exigèrent de lui qu'il jurât de n'avoir pas trempé dans l'assassinat de don Sanche; ce qu'il fit entre les mains du Cid, Rodrigue Diaz, le seul des seigneurs castillans qui voulût recevoir le serment d'Alphonse.

Don Garcie, de son côté, ne tarda pas à retourner dans son royaume. Mais bientôt son ambition le lui fit perdre avec la liberté. Il voulut disputer à Alphonse la succession de don Sanche : le roi de Léon et de Castille, de concert avec Urraque sa sœur, l'ayant invité à une entrevue pour régler cette affaire à l'amiable, le fit arrêter, et l'enferma dans le château de Luna près de Léon. Alphonse se fit ensuite reconnaître roi de Galice. Peu de temps après le souverain de Tolède, qui avait si généreusement accueilli dans son infortune le roi de Léon, implora son secours. Le roi de Séville menaçait ses États d'une invasion. Alphonse, convaincu que ni les intérêts politiques ni des motifs religieux ne peuvent dispenser de la reconnaissance, embrassa la défense de son bienfaiteur, et le délivra de son ennemi.

Alphonse, au moyen de la réunion des trois royaumes de Léon, de Castille et de Galice, se trouvait, comme avait été Ferdinand son père, le plus puissant souverain d'Espagne. Il accrut eucore ses États de la province de Rioja, qu'il démembra de la couronne de Navarre.

Sanche IV, roi de Navarre, après avoir joui d'une longue paix par la bonne intelligence qu'il avait su entretenir avec les rois d'Aragon et de Léon, ses cousins germains, périt à la chasse par la trahison de Raimond son frère, et d'une de ses sœurs, laissant deux enfants fort jeunes, appelés tous deux Garcie (1), et incapables de gouverner à cause de leur grande jeunesse. Les Navarrois ne voulurent pas déférer la couronne à don Ramire, frère du roi défunt, et appelèrent don Sanche, roi d'Aragon. Ramire, irrité de ce choix, invita le roi de Léon et de Castille à s'emparer du trône vacant, et disposa en sa faveur les habitants de la province de Rioja et de Biscaye. Alphonse, au premier avis, se mit en campagne, fut proclamé souverain à Calahorra, et incorpora la contrée à la couronne de Castille. Le roi d'Aragon, d'un autre côté, réunit la Navarre à ses États, et fut reconnu roi à Pampelune.

Une singularité remarquable qu'il ne faut pas oublier sous ce règne, c'est que le pape Grégoire VII, prétendant que l'Espagne était feudataire du saint-siége, attendu, disait-il, qu'elle en relevait avant l'invasion des Sarrasins, écrivit aux rois des États chrétiens qu'ils ne pouvaient faire de conquêtes dans la Péninsule sans payer au saint-siége une redevance. Cette prétention fut repoussée et demeura sans effet.

Le partage de la succession de Navarre n'altéra pas la bonne intelligence qui régnait entre les deux rois Alphonse et don Sanche. Chacun parut content de son lot, et s'ils pensèrent à reculer leurs limites, ce fut aux dépens des Arabes. Don Sanche le premier fit la guerre à ceux de Sarragosse et de Huesca, les battit et recueillit un riche butin. Les mahométans de Tolède, à qui leur roi Hiaya était odieux par sa tyrannie, implorèrent le secours d'Alphonse et l'invitèrent à s'emparer du royaume. Le roi de Castille et de Léon leva aussitôt une nombreuse armée, passa les montagnes qui servaient de barrières aux deux Castilles, entra dans les États de Tolède, et prit Madrid avec plusieurs autres places. Il fut bientôt secondé par le roi de Séville, son allié, qui, traversant la Sierra Morena, conquit une partie de la Manche. Alphonse, dans les trois campagnes suivantes, soumit tout le pays qui s'étend le long des montagnes depuis Talavera jusqu'à Madrid; et enfin, après avoir couru risque de la vie, poussa ses conquêtes jusqu'à Tolède, dont il se rendit maître à la fin de l'hiver. Comme cette importante place obtint une capitulation, et qu'il en sortit beaucoup d'habitants, Alphonse la repeupla de chrétiens qu'il fit venir de toutes parts, et, par une sage politique, y fixa sa cour [1085]. Ses succès alarmèrent les Arabes qui croyaient leur ruine prochaine. Les rois de Séville et de Badajoz se liguèrent, et mi-

(1) Ferreras conjecture qu'un de ces princes était bâtard, parce que s'ils eussent été tous deux légitimes, ils n'auraient pas porté le même nom.

MCD 2019

rent sur pied des forces considérables levées dans leurs États et jusqu'en Afrique. Ils marchèrent contre Alphonse, qui fut vaincu dans la plaine de Zalaca, près de Badajoz [1086]. Résolu de réparer cet échec, il rassembla de nouvelles troupes dans ses trois royaumes; il écrivit même à Philippe I, roi de France, pour en obtenir des soldats, en lui faisant envisager dans cette guerre l'intérêt de la religion chrétienne. Ce secours lui fut accordé, mais lui devint inutile. Les rois de Séville et de Badajoz, effrayés, n'attendirent point la jonction des troupes françaises, et consentirent à se reconnaître les vassaux du monarque castillan. Quelques années après le prince de Huesca prit aussi le même parti, pour se mettre à couvert d'une invasion dont il était menacé par le roi d'Aragon. Alphonse n'ayant point d'enfants mâles, et songeant à s'assurer un héritier digne de tenir sa place, jeta les yeux sur le comte Raymond de Bourgogne, et, à cet effet, lui fit épouser Urraque, sa fille, qu'il avait eue de Constance, sa troisième femme. Il était déjà veuf de sa quatrième femme lorsqu'il épousa Zaïde, fille de Mahomet-Aben-Abet, roi de Séville, qui consentit à se faire chrétienne. C'était la seconde fois qu'une princesse musulmane quittait la loi de Mahomet pour embrasser celle du Christ; car la fille d'Al-Mamoun, roi de Tolède, appelée Casile ou Casilde, s'était sauvée des États de son père pour se faire baptiser, et elle a été mise au nombre des saintes d'Espagne. Mais ce mariage, qui pouvait produire de grands biens dans la suite, poussa Alphonse à une démarche bien funeste aux chrétiens d'Espagne. Le roi de Tolède et celui de Séville cherchant ensemble les moyens de soumettre les petits États mahométans qui étaient à leur bienséance, Aben-Abet conseilla au roi de Tolède de demander des troupes à Juceph-Aben-Texufin, roi de toute la partie occidentale d'Afrique, où se trouvent les royaumes de Fez, de Trémecen et de Maroc, et ils lui envoyèrent des ambassadeurs. Juceph saisit l'occasion de passer en Espagne, et promit les secours qu'on lui demandait. Après avoir débarqué avec de nombreuses troupes, au lieu d'embrasser le parti d'Alphonse et du prince mahométan, son beau-père, il tourna ses armes contre eux, et marcha contre Aben-Abed, afin de s'emparer du royaume de Séville. Il n'osa pourtant point alors attaquer Alphonse, et se contenta d'envahir l'Andalousie. Cependant Alphonse arma contre lui, et envoya de nombreuses troupes sous le commandement de don Rodrigue et de don Garcie de Cabra. Juceph, au bruit de leur marche, hâta la sienne pour les joindre. Il y eut dans la Manche entre les deux armées une sanglante bataille dans laquelle les chrétiens furent entièrement défaits. Un historien attribue principalement cet échec à l'inaction du comte don Garcie Ordognez, un des principaux officiers d'Alphonse, qui refusa de charger pour faire battre les généraux dont il était jaloux; conduite remplie de bassesse et de lâcheté, mais dont il n'y a que trop d'exemples [1086].

Alphonse voulut tirer vengeance de sa défaite : il se mit lui-même en campagne, et marcha droit vers Séville. Il avait déjà pénétré dans l'Audalousie lorsqu'il rencontra Juceph qui venait à sa rencontre. La supériorité des troupes d'Alphonse fit refuser le combat au prince maure, et il se retira précipitamment à Séville. Alphonse en profita pour ravager toute la campagne environnante. Juceph prit le parti de repasser en Afrique pour y rassembler de nouvelles forces, et il emmena avec lui la plupart des chrétiens mozarabes dont il se défiait; ce qui causa dans l'Andalousie l'extinction totale du christianisme. L'année suivante, Juceph ayant assemblé dans ses États de Maroc une armée nombreuse, l'envoya en Espagne sous la conduite d'Almohait-Hiaya. Ce général marcha d'abord vers Tolède, et l'investit avant qu'Alphonse, qui avait convoqué le ban et l'arrière-ban, eût pu rassembler toutes ses forces. Mais à l'approche des chrétiens il leva le siége.

Ce fut à cette époque que mourut le Cid, Rodrigue Diaz de Bivar, guerrier fameux dont les prouesses amplifiées par les chroniqueurs, et célébrées par les romanciers, en ont reçu une sorte de vernis fabuleux (1).

(1) Un des historiens les plus estimés, Ferreras,

MCD 2019

Le Cid expira à Valence. Il avait enlevé cette ville aux infidèles avec des troupes que lui avait prêtées Alphonse ; aussi dona Ximenez, veuve de Rodrigue, se vit contrainte d'avoir recours à ce prince, et il pourvut à la sûreté de la place.

On a vu que la dynastie des rois arabes de Cordoue s'était terminée à Hissem IV, et que la plupart des gouverneurs de province s'étant révoltés, chacun d'eux avait pris le titre de roi, ce qui avait formé dans le sein de l'Espagne mahométane quantité de petits États indépendants l'un de l'autre.

Cependant don Pèdre I, roi d'Aragon, travaillait de plus en plus à affaiblir la puissance mahométane, et tous les jours il étendait ses conquêtes sur les terres des infidèles ; mais il mourut peu de temps après la prise de Balbastro, laissant pour héritier de son trône don Alphonse, son frère, surnommé le Guerrier.

Juceph, roi de Maroc, mécontent du peu de progrès que ses généraux faisaient en Espagne, résolut d'y aller en personne à la tête d'une nombreuse armée, et bientôt il parut dans l'Andalousie. Il partagea ses troupes en trois corps ; il en destina deux à envahir les royaumes de Léon et de Castille, et le troisième fut employé à soumettre tous les autres petits États que les Arabes possédaient dans la Péninsule. Le roi de Léon, qui venait de perdre son gendre, don Raymond, comte de Galice, arma de son côté et fit marcher ses troupes vers Tolède pour s'opposer aux progrès de Juceph, qui s'avançait vers cette ville. Ce prince, hors d'état par son grand âge de commander en personne, crut que la présence de son fils, âgé de dix à onze ans, pourrait suppléer à la sienne, et il envoya l'infant don Sanche, qui avait pour gonverneur le comte don Garcie de Cabra. Son armée joignit les mahométans à la vue d'Uclez, et présenta le combat. Les infidèles, bien supérieurs en forces, défirent entièrement les chrétiens ; l'infant don Sanche étant démonté, après avoir eu son cheval tué sous lui, fut enveloppé par un gros d'ennemis, et périt avec son gouverneur, qui, le couvrant de son bouclier, se fit cribler de coups pour conserver la vie au jeune prince. Dès que le bruit de la mort de l'infant se fut répandu, les chrétiens ne songèrent plus qu'à prendre la fuite, et la déroute fut entière. Les vainqueurs ne tirèrent aucun avantage de la victoire, et n'osèrent pas même tenir la campagne à la vue des nombreuses forces que les chrétiens remirent sur pied. Mais ils détachèrent un corps de troupes pour faire dans la Catalogne une irruption, qui fut sans effet, par les secours que les rois de France, de Navarre et d'Aragon envoyèrent à don Raymond, comte de Barcelone. Cependant Juceph, par lui-même et par ses lieutenants, réussit à soumettre tous les États possédés par les émirs, ou petits rois arabes, et mit fin à leur domination en Espagne (1).

réduit tous les exploits du Cid à un petit nombre de faits, dont voici la substance :

Le Cid s'attacha à la fortune de don Sanche I, roi de Castille, l'accompagna en 1063 en Aragon, et se trouva à la bataille de Crao, dans laquelle fut tué don Ramire I, roi d'Aragon. Il servit encore don Sanche en 1068 et 1070, dans la guerre qu'il soutint contre Alphonse son frère, roi de Léon. Il le suivit en 1072, au siége de Zamora, où don Sanche fut tué par trahison. Alphonse VI ayant réuni la Castille au royaume de Léon, le Cid paraît s'être attaché à ce prince. Il épousa dans l'année 1074 dona Ximenez Diaz, fille du comte Diègue Alvarez des Asturies. Depuis, mécontent d'Alphonse, il quitta la Castille, emmena plusieurs de ses parents et de ses amis, entra dans l'Aragon, qu'il ravagea, et s'empara du château d'Alcocer près de Calatayud. Ayant rassemblé sous ses enseignes un certain nombre d'habitants de Castille et de Léon, il fit des courses sur les terres des Arabes, qu'il ne cessait de harceler. Il se fixa dans les environs de Teruel, canton montagneux, où il se maintint retranché dans une forteresse appelée depuis la Roche du Cid (la Pegna de el Cid). Enfin après la mort d'Hiaya, roi de Tolède, il se rendit maître de Valence et en conserva la souveraineté jusqu'à sa mort, qui arriva en 1099.

(1) Juceph était issu de la famille des Almoravides, tribu de l'Yémenn, qui, chassés de l'Arabie, se refugièrent dans l'Arique occidentale. Devenus maîtres de la Mauritanie vers le milieu du onzième siècle, ces nouveau-venus fondèrent l'État de Maroc, vainquirent les Berbères, habitants de cette contrée, élevèrent un vaste empire comprenant les villes de Fez, de Tanger, de Ceuta, de Tunis, d'Alger, et rangèrent sous le même sceptre toute cette partie de l'Afrique comprise entre la côte de Nigritie et tout le littoral où commandait jadis l'ancienne Carthage. Appelé en Espagne par les princes arabes, Juceph les dépossèda, et, en 1094, fit de leurs possessions une province de son royaume africain. Ce fut donc aux Maures et non aux Arabes que Ferd.

MCD 2019

Alphonse, devenu vieux et infirme, et n'ayant aucun enfant mâle des six femmes qu'il avait épousées, voulut assurer sa succession à quelque prince de sa famille. Dona Urraque, sa fille, était encore très-jeune, les grands lui firent proposer de la marier à l'un d'entre eux. Alphonse, qui avait porté la fierté du rang bien plus loin qu'aucun de ses prédécesseurs, fut très-choqué de cette proposition, et, voulant se donner un héritier dans l'époux qu'il choisirait pour sa fille, il la maria à don Alphonse, roi d'Aragon et de Navarre, cousin issu de germain de la princesse. Peu de temps après, le roi de Castille et de Léon, sentant sa fin approcher, déclara dona Urraque, sa fille, héritière de ses deux royaumes; il ordonna aussi que don Alphonse Raymond, son petit fils, demeurerait en possession de la Galice, et succéderait à tous ses États après la mort de sa mère, en cas qu'elle ne laissât point d'autres enfants de don Alphonse d'Aragon [1109]..

Alphonse I, dans l'ordre des rois d'Aragon et de Navarre, et VII dans l'ordre des rois de Castille, État qu'il réunit par son mariage avec Urraque, fut reconnu après la mort d'Alphonse VI. Urraque, qui avait gouverné le comte Raymond, son premier mari, voulut tenir avec Alphonse la même conduite. Mais ce prince sut réprimer son ambition. La mésintelligence qui régnait entre les deux époux fit naître des troubles dans le royaume; le roi sachant qu'Urraque méditait quelque entreprise contre son autorité, la fit arrêter et enfermer dans le château de Castellar. Elle fut mise en liberté peu de temps après par les partisans qu'elle avait en Castille, et se retira dans ce royaume, où les grands travaillèrent efficacement à la rapprocher de son mari. Elle alla donc retrouver Alphonse; mais leur union dura peu, et ne servit qu'à les rendre irréconciliables dans la suite. On prétend que la passion que la reine avait conçue pour le comte de Gomez, un des principaux seigneurs de Castille, fut la principale cause de leur division. Quoi qu'il en soit, Alphonse, profitant du prétexte que sa parenté avec Urraque lui offrait pour annuler son mariage, mena sa femme à Soria, l'y répudia sous ce prétexte, et la renvoya en Castille, dont il avait eu soin de remplir les forteresses de bonnes et sûres garnisons dévouées à ses ordres. Il passa ensuite dans le royaume de Tolède pour le mettre à couvert des entreprises d'Urraque ou de celles des Arabes.

L'injure faite à la reine de Castille fit oublier sa conduite peu mesurée, et lui regagna les cœurs de tous ses sujets. Les seigneurs de Castille, de Léon et des Asturies s'attachèrent à elle, et résolurent de rendre ces trois royaumes indépendants de l'Aragon. La plupart de ceux qui tenaient des places fortifiées au nom d'Alphonse les remirent à la reine comme à leur légitime souveraine, et on leva des troupes pour forcer les autres à suivre cet exemple. Un des principaux seigneurs de Castille fit alors une démarche singulière pour accorder la fidelité qu'il devait à sa souveraine et l'engagement qu'il avait pris avec le roi d'Aragon. Le trait est trop remarquable pour être passé sous silence. Le comte don Pèdre Assurez, qui avait élevé la reine de Castille, et qui, malgré sa naissance et ses bons services, avait éprouvé son ingratitude, fut un des premiers à lui livrer les forteresses qu'Alphonse lui avait confiées. Mais, voulant satisfaire en même temps à ce qu'il croyait devoir au roi d'Aragon, qui l'avait rétabli dans tous ses emplois, lorsque par de fidèles avis il encourut la digrâce d'Urraque, il prit le parti de remettre sa personne entre les mains de ce monarque pour qu'il en disposât comme il jugerait à propos. Il alla donc trouver Alphonse, lui avoua ce qu'il avait fait pour sa souveraine, ou plutôt ce que le devoir lui avait prescrit en qualité de vassal, et offrit sa personne au roi pour répondre de l'infidélité qu'il s'était vu contraint de lui faire. Le roi d'Aragon, dans le premier mouvement de colère, allait lui faire payer de sa tête cette dangereuse démarche; mais les seigneurs qui étaient présents surent l'adoucir. L'indignation se changea en admiration, et le roi lui rendit toute son estime. Cependant on

nand et Isabelle enlevèrent Grenade, et mirent fin par la prise de cette ville à la domination des enfants de Mahomet.

MCD 2019

arma de part et d'autre. Les Castillans marchèrent pour enlever les châteaux qui tenaient encore pour le roi d'Aragon, et celui-ci s'avança vers la Castille pour s'opposer à leur entreprise. Les deux armées s'étant jointes près de Sépulveda, il y eut un combat sanglant dont l'avantage demeura au roi d'Aragon. Le comte de Gomez, qui commandait les troupes d'Urraque, y fut tué, après avoir fait des prodiges de valeur. Cette victoire mit Alphonse en possession des principales places de Castille. Mais, s'il en sut profiter, on lui reprochera toujours les excès dont il se rendit coupable à l'égard d'un peuple qu'on ne pouvait au fond accuser de rebellion.

Urraque avait un fils de Raymond, son premier mari, qui était l'infant don Alphonse; il était déjà reconnu comte de Galice, et il fut sacré roi solennellement à Compostelle l'an 1112. Le roi d'Aragon, à cette nouvelle, essaya de s'emparer de la personne du jeune monarque, qui fut sauvé de ses mains par l'évêque de Compostelle, dans une action assez vive où le prince courut le risque d'être pris.

Urraque, persécutée par Alphonse, et toujours en butte à ses attaques, avait été contrainte de se retirer en Galice, où éclatèrent successivement dcs révoltes qui furent bientôt apaisées. Il y eut aussi des mécontentements en Castille, ils furent heureusement assoupis. Les Maures firent une irruption dans l'État de Tolède, Urraque les en chassa. Les guerres continuelles qu'elle avait à soutenir entraînaient beaucoup de désordres. Pour y remédier, elle convoqua à Burgos une assemblée des états de Castille. On y proposa de travailler à sa réconciliation avec Alphonse; mais cet avis, appuyé avec beaucoup de chaleur par les partisans secrets du roi d'Aragon, fut repoussé, et on convint d'assembler un concile à Palencia pour prononcer sur la nullité ou la validité du mariage, qui était la cause ou le prétexte des troubles. Le concile se tint en effet, et déclara le mariage nul; décision qui fut confirmée par le pape Pascal II. Alphonse se voyant ainsi déchu de toutes ses prétentions sur la Castille, excita des troubles dans la Galice, qui furent étouffés par la voie des armes. Il y eut encore de la mésintelligence entre Urraque et plusieurs seigneurs qui lui paraissaient le plus affectionnés. Enfin, son propre fils, le roi de Galice, fut l'instrument dont se servirent quelques mécontents pour lui susciter de nouveaux embarras. Ils emmenèrent le jeune prince Alphonse, et le firent proclamer roi dans plusieurs villes de l'Estramadure, telles que Ségovie, Avila, Salamanque et d'autres qui ci és appartenaient à la reine. Elle fut obligée de prendre les armes, et marcha à la tête de ses troupes pour faire rentrer dans le devoir les villes qui s'étaient déclarées pour son fils; après avoir fait le siége d'une de ces places, elle fut assiégée elle-même à Sabroso. Un accommodement mit fin aux hostilités. Cette guerre, qui ne fut pas de longue durée, se termina par la médiation de ceux qui l'avaient allumée, et qui s'en trouvaient fatigués eux-mêmes. Aussitôt que la paix fut conclue, la reine se rendit en Galice pour voir son fils, dont elle fut reçue avec de grandes marques de respect. Ensuite elle passa à Compostelle pour apaiser un soulèvement que les ennemis de l'évêque avaient excité; elle y fut témoin d'une sédition dans laquelle elle ne fut point elle-même à l'abri des insultes et des violences d'une populace mutinée. Cependant elle était assez tranquille du côté du roi d'Aragon, qui était alors occupé à faire des conquêtes sur les infidèles. La reine de Castille crut l'occasion favorable pour recouvrer quelques forteresses de son royaume, possédées par les Aragonais. Le roi de Galice, fils d'Urraque, joignit ses meilleures troupes à celles de sa mère, et ils marchèrent vers Ségovie pour reprendre Soria et ses dépendances. Soria ne fit pas une longue résistance, on y mit une forte garnison; et enfin, tout ce qui restait dans la Castille au roi d'Aragon rentra bientôt sous l'obéissance d'Urraque. Mais pendant que le succès de ses armes la rendait puissante au dehors, la faveur de don Pèdre de Lara, qui avait toute sa confiance, causait bien des troubles au dedans. Les seigneurs, jaloux de l'autorité du comte, se liguèrent, et la ville de Ségovie fut partagée en deux factions composées des partisans de

MCD 2019

la reine et de ceux qui voulaient se donner à son fils. Don Pèdre de Lara fut arrêté et enfermé dans un château; sa détention irrita vivement la reine et l'obligea de se retirer à Léon. Ces mouvements ne se firent point sans la participation du roi de Galice, avec qui elle se brouilla de nouveau. Les seigneurs affectionnés à ce prince firent marcher des troupes vers Léon pour mettre cette ville entre ses mains. Urraque, avec ceux de son parti, tint quelque temps dans le château où on l'assiégea, et fut contrainte enfin de capituler. Les divisions entre souverains qui possèdent des États en commun sont contagieuses. Les seigneurs de Galice, qui profitaient de toutes les circonstances favorables aux intérêts de leur ambition, n'étaient pas plus unis entre eux; ils avaient pris les armes les uns contre les autres, et vivaient comme en pays ennemi. Urraque assembla promptement des troupes, et les ayant conduites en Galice, marcha contre les séditieux. Étrange destinée pour une femme! la paix ne semblait point faite pour elle; on trouve même, sous le gouvernement des hommes, peu de règnes plus orageux que le sien. Constamment en guerre, ou contre son mari, contre son fils, ou contre des sujets rebelles, elle rencontra toujours des ennemis dans le sein de sa famille ou de ses États.

La comtesse de Portugal, dona Thérèse sa sœur, fut de ce nombre. Pendant les troubles de Galice, elle s'était emparée de Tuy et de plusieurs autres places du même canton. Urraque marcha contre elle, accompagnée de son fils qui joignit ses troupes aux siennes. Dona Thérèse, à son approche, abandonnant Tuy et les autres places, mit une rivière entre elle et sa sœur. Les troupes d'Urraque passèrent cette rivière à la vue de l'armée ennemie avec tant de résolution, que celle-ci prit la fuite; les Castillans entrèrent dans le Portugal, où ils mirent tout à feu et à sang. Une expédition si heureuse devint la source de nouveaux troubles et de nouveaux embarras pour Urraque. L'archevêque de Compostelle, qui avait fourni des troupes à la reine, demanda la permission de se retirer. Celle-ci soupçonna le prélat de quelque dessein hostile et voulut le retenir auprès de sa personne. Elle le fit ensuite arrêter avec trois de ses frères et refusa sa liberté aux prières du clergé et aux instances des habitants. Le roi son fils ne put rien gagner sur elle, et prit le parti de l'obliger par la force à relâcher le prélat. Il quitta la reine et se mit à la tête de ses troupes, dans la résolution de l'obtenir de gré ou de force. Les habitants, autorisés par cette démarche, se soulevèrent, et Urraque se vit dans la nécessité de céder. Le premier pas que fit l'archevêque au sortir de sa prison, fut d'aller trouver la reine pour l'engager à restituer à son église les châteaux et les terres dont elle l'avait dépouillée. Sur son refus il se ligua avec plusieurs seigneurs, et fit entrer dans sa querelle, non-seulement le jeune roi, mais la comtesse de Portugal. On se disposa donc de part et d'autre à décider le différend par les armes; mais avant qu'on en vînt aux extrémités, l'archevêque eut encore l'adresse d'apaiser le ressentiment de la reine, et réconcilia la mère et le fils. Les troubles de Compostelle à peine apaisés, ceux de Galice recommencèrent, et Urraque fut obligée de s'y rendre avec toutes ses forces. Cette expédition finit encore par de nouvelles brouilleries entre le fils et la mère: mais la mort d'Urraque y mit fin, et termina un des règnes les plus agités qui se rencontrent dans l'histoire. Cette princesse mourut dans la province de Tierra de Campos, près de Carrion [1126]. Le caractère d'Urraque, mélange d'inconstance, d'opiniâtreté, de hauteur et de faiblesse, fit le malheur de ses peuples, et ne la rendit pas heureuse. Sa mémoire est restée flétrie par les historiens qui ont divulgué ses faiblesses. Ils l'accusent d'avoir eu un commerce criminel avec le comte de Lara son favori; on a même attribué sa mort à une fausse couche, et on prétend qu'elle avait eu auparavant, du comte Gomez, un fils, venu au monde secrètement, qui reçut le nom de Diegue Hurtado ou le Clandestin.

Aussitôt qu'ALPHONSE RAYMOND eut appris la mort de sa mère, il se rendit à Léon, et fut reconnu roi par le plus grand nombre, à l'exception de quelques factieux qu'il fallut forcer dans la citadelle dont ils s'étaient emparés,

MCD 2019

et de quatre seigneurs qui se retranchèrent dans des postes de la Galice et de l'Estramadure. Il eut ensuite près de Zamora une entrevue avec dona Thérèse, sa tante, comtesse de Portugal, entrevue qui se termina par une trève. De là il passa dans la Castille, où les places qu'y tenait encore le roi d'Aragon rentrèrent sous son obéissance. Enfin, après avoir soumis les rebelles de Galice et réduit Valence, il se vit dès la première année de son règne souverain et paisible possesseur de Léon, des Asturies, de la Galice, du royaume de Tolède et de la plus grande partie de la Castille.

Le roi d'Aragon, toujours en guerre contre les Mahométans depuis plusieurs années, avait fait sur eux des conquêtes importantes; il avait assiégé Sarragosse, défait entièrement les Maures qui étaient venus pour secourir cette ville, et, l'ayant prise avec le secours de quelques seigneurs français, qui n'avaient pu suivre Godefroy de Bouillon à l'expédition de la Terre-Sainte, il y avait établi sa résidence. On croit que ce fut lui qui institua dans les murs de Sarragosse ce magistrat célèbre appelé le *Justiza*, dont la fonction consistait à modérer le pouvoir du roi et à maintenir les priviléges que les Aragonais s'étaient réservés en se donnant aux rois de Navarre. D'autres prétendent que l'institution du Justiza est plus ancienne; c'était, disent-ils, le président des grands du pays, appelés *ricos hombres*. Le sénat qu'ils formaient avait d'abord à peu près la même autorité dont jouit de nos jours le parlement d'Angleterre. Ceux qui attribuent à Alphonse l'érection du Justiza ajoutent que ce fut lui qui concentra toute l'autorité des *ricos hombres* dans la personne d'un seul magistrat. La prise de Sarragosse fut suivie de celle de tant d'autres villes, qu'elle devint le centre et la capitale de l'Aragon chrétien. Alphonse, sans cesse en campagne, enlevait tous les jours quelque place aux ennemis de la foi chrétienne; ceux-ci voulurent faire un dernier effort pour arrêter ses progrès. Onze gouverneurs, qui commandaient dans les États mahométans, se liguèrent et unirent leurs forces. Alphonse, au premier avis de leur marche, assembla ses troupes et se mit à leur tête. Les deux armées se rencontrèrent à Alcaraz. Le combat fut très-sanglant, et les généraux musulmans éprouvèrent la défaite la plus entière. Alphonse hiverna dans le pays, et dès les premiers jours de printemps il entra sur les terres des infidèles, ravagea les plaines de Cordoue, et de là fondit comme un torrent dans celles de Jaen et de Grenade, où il répandit la désolation. Dix mille familles de chrétiens mozarabes des Alpujarras, des montagnes d'Alcaraz et de ses environs s'étant rassemblées, vinrent trouver Alphonse pour se mettre sous sa protection. Il parut étonné de voir un si grand nombre de chrétiens dans un canton occupé par les infidèles. Il apprit qu'ils s'y étaient maintenus depuis l'entrée des Arabes en Espagne, et étaient toujours demeurés fidèles à la foi de leurs pères. Ce motif, joint au besoin qu'avait Alphonse de repeupler certains cantons de ses États, lui fit accepter les offres qu'ils faisaient de se donner à lui, et il emmena toutes ces familles. Les Maures, craignant que les chrétiens, qui étaient restés parmi eux, ne suivissent l'exemple des Mozarabes, les firent tous passer à Maroc. Alphonse continua la guerre avec les Maures, ses ennemis perpétuels, leur prit encore quelques places, et ayant pénétré dans le royaume de Valence, remporta sur eux une victoire célèbre dans les fastes d'Espagne. Cette longue suite de succès contre les infidèles n'empêchait point le roi d'Aragon de garder un souvenir cuisant des pertes qu'il avait faites en Castille. Il ne pouvait oublier la défection de Burgos et des autres villes qui s'étaient livrées au jeune Alphonse Raymond. Il pensa sérieusement à les recouvrer, et à s'assurer la conservation de la province de Rioja et de quelques places de la Castille qui étaient démeurées sous son obéissance. Il leva, à cet effet, de nombreuses troupes, et se mit en marche vers la Castille. Alphonse Raymond, qui de son côté voulait reprendre ce que l'Aragonais avait usurpé sur lui, ne tarda point à le rencontrer. Mais ces mouvements aboutirent à régler à l'amiable les prétentions des deux rois; ce qui se fit par l'entremise des évêques et des seigneurs qui

MCD 2019

étaient dans les deux armées. Le roi d'Aragon consentit à rendre ce qu'il retenait au roi de Castille ; une entrevue suffit pour rétablir la bonne intelligence entre eux. Cette guerre éteinte presque aussitôt qu'allumée réveilla l'ambition de dona Thérèse, souveraine du Portugal, et elle fit une irruption dans la Galice. Alphonse Raymond, qui était déjà réconcilié avec le roi d'Aragon, fit marcher ses troupes contre elle, l'obligea de regagner précipitamment ses propres États, et dévasta le Portugal. Il ne manquait à cette princesse que des forces capables de seconder les dispositions qui lui étaient communes avec Urraque sa sœur, c'est-à-dire son humeur guerrière et l'ambition qui la dévorait : mais autant elle était entreprenante, autant sa faiblesse l'exposait à de terribles représailles qu'elle ne manquait jamais d'essuyer. On lui ôta bientôt les moyens de troubler le repos des États voisins. ALPHONSE HENRIQUEZ son fils, à l'instigation des seigneurs, mécontents du gouvernement de Thérèse, se fit proclamer comte de Portugal, et la réduisit à une condition privée. Elle mourut peu de temps après, laissant une réputation aussi équivoque que celle de sa sœur, à qui elle ressemblait beaucoup de caractère et de complexion, si ses galanteries avec Ferdinand Pérez et Bermude, son frère, sont vraies[1130]. Pendant ces troubles domestiques, Alphonse Raymond avait épousé Bérengère, fille du comte de Barcelone. Le roi d'Aragon ne le laissa point goûter longtemps en paix les douceurs de son hymen, et lui déclara la guerre. Heureusement pour les deux partis, elle fut encore terminée sans effusion de sang, et le monarque aragonais perdant toute espérance à réussir dans les desseins qu'il avait formés sur la Castille, fit tout-à-coup retirer ses troupes. Une entreprise échouée n'était pas capable d'ôter à ce prince le goût des conquêtes. Peu de temps après il passa les Pyrénées par la Navarre, et pénétra dans la Gascogne. Le comte de Bigorre et d'autres seigneurs se joignirent à lui, et il investit avec eux la ville de Bayonne, qu'il emporta après un assez long siége. Le roi de Léon, pendant son absence, voulut reprendre les cités qu'il lui retenait, et se rendit maître par famine de la place de Castro-Xeriz. Il se diposait à continuer ses expéditions, quand une rébellion éclose dans les Asturies, et une invasion dans la Galice tentée par le prince de Portugal, l'obligèrent de retirer ses troupes pour les employer à la conservation de ses propres États.

Le roi d'Aragon, qui avait laissé respirer les Maures tandis qu'il était occupé à ses expéditions de Castille et de Bayonne, sembla se réveiller tout-à-coup. Il prit sur eux Mequinenza, place de l'Aragon, et ensuite alla ravager les environs de Lérida et de Fraga. Il voulut assiéger cette dernière place, mais la résistance qu'il éprouva le contraignit de changer le siége en blocus. Il la tint investie toute l'année, et on lui offrait déjà de rendre la place à des conditions qu'il ne voulut point accepter, quand pour la troisième fois les mahométans revinrent avec de nombreuses troupes pour lui présenter le combat. Malheureusement l'armée du roi d'Aragon était affaiblie par l'abandon d'une partie de ses soldats qui étaient allés chercher des vivres. Aben-Gama commandait les Maures. Aussitôt que les armées furent en présence, les mahométans attaquèrent et soutinrent avec furie un combat sanglant, qui se termina par la défaite entière des chrétiens. Plusieurs évêques et quantité de seigneurs périrent dans l'action. Alphonse se sauva à toute bride, ne fit que passer par Sarragosse, et se retira dans le monastère de Saint-Jean de la Pegna, où huit jours après il mourut de douleur. Alphonse avait bien mérité le surnom de batailleur qu'on lui donna, puisqu'il eut presque toute sa vie les armes à la main, principalement contre les infidèles. Comme il ne laissait point d'enfants, on ne sait par quelle bizarrerie il s'avisa de disposer par testament de ses États en faveur de l'ordre des Templiers [1134].

A la nouvelle de sa mort, les seigneurs d'Aragon et de Navarre, sans avoir aucun égard à ce testament, s'assemblèrent pour lui nommer un successeur. Mais les suffrages furent partagés ; les Aragonais, qui voulaient avoir un prince de la famille royale, élurent don Ramire, frère d'Alphonse, moine profès depuis quarante ans, et les Navarrais procla-

MCD 2019

mèrent don Garcie Ramirez, qui descendait du roi don Garcie de Najera. Cette double élection causa des guerres continuelles entre les deux royaumes.

Ainsi les couronnes de Navarre et d'Aragon furent séparées l'une de l'autre. Pendant qu'on procédait à l'élection des deux rois, les Maures, profitant de la conjoncture, faisaient des courses dans l'Aragon. Le roi de Léon, informé de la malheureuse journée de Fraga, par une générosité trop peu commune, conduisit ses troupes vers la Rioja, fit entrer des garnisons dans plusieurs places, et après les avoir mises à couvert de l'invasion des infidèles, alla trouver à Sarragosse le roi don Ramire pour le rassurer sur le but et les motifs de sa conduite.

Un procédé si loyal attira l'admiration des Aragonais, et on lui donna Sarragosse pour récompense d'avoir conservé le reste du royaume. Don Raymond, comte de Barcelone, son beau-frère, et don Alphonse, comte de Toulouse, se rangèrent au nombre de ses vassaux. Enfin don Garcie, roi de Navarre, lui fit hommage de son royaume.

Le roi de Léon, devenu le plus puissant monarque d'Espagne, convoqua les états-généraux dans sa capitale pour se faire couronner solennellement; don Garcie, roi de Navarre, assista à la cérémonie du sacre comme feudataire. Ce fut au sein de cette assemblée célèbre qu'Alphonse Raymond se fit proclamer empereur d'Espagne, titre fastueux, et que ses successeurs ne crurent pas devoir conserver.

Ramire, pour se dédommager de la perte de Sarragosse, qu'il n'avait pu se dispenser d'abandonner au roi de Léon, voulut attaquer la Navarre, prétendant que c'était une annexe de son royaume. Il fut repoussé. Dans la suite il recouvra Sarragosse, qu'Alphonse Raymond lui donna à foi et hommage. Le grand âge de don Ramire et les fatigues inévitables d'une vie aussi opposée à celle du cloître, réveillèrent en lui le goût de la retraite. Il avait eu une fille, nommée Pétronille, de sa femme Agnès de Guyenne, sœur de cette même Éléonor de Guyenne, répudiée par Louis-le-Jeune, et mariée à Henri II, roi d'Angleterre; elle était encore enfant quand il la donna pour épouse à Raymond Bérenger IV du nom, comte de Barcelone.

Les comtes de Barcelone avaient été faits comtes héréditaires de cette ville par les rois de France. Ils s'étaient étendus dans la province, et y avaient fait des conquêtes sur les Maures, qui avaient conservé seulement Lérida et les environs de Tortose. Les comtes possédaient le reste de la Catalogne, Montpellier en Languedoc, et le comté de Provence. Raymond Bérenger était jeune, mais il donnait de brillantes espérances. Il fut arrêté que le comte épouserait la princesse Petronille aussitôt qu'elle serait nubile, que le futur époux gouvernerait sans prendre la qualité de roi, mais que l'aîné de ses enfants porterait ce titre. Les grands y consentirent volontiers, et Ramire se retira dans un monastère d'Huesca, où il mourut. Le mariage de Pétronille avec le comte Raymond unit la Catalogne avec l'Aragon.

Raymond Bérenger était frère de Bérengère, reine de Léon; il acquit une si grande influence sur l'esprit de son beau-frère, que ce prince lui rendit tout ce qu'Alphonse-le-Batailleur avait conquis sur les Sarrasins au-delà de l'Ebre. Leur union aurait été fatale au roi de Navarre, si ce dernier n'eût pas été protégé par la France.

L'an 1139, Alphonse Henriquez, prince de Portugal, fut déclaré roi par son armée, et transmit ce titre à ses héritiers. L'empereur d'Espagne s'y opposa; mais le pape Innocent II, sollicité par saint Bernard en faveur de la cause commune des chrétiens, pensa qu'un encouragement de cette nature exciterait le nouveau roi à le mériter de plus en plus par ses exploits contre les Maures. Alphonse Raymond, qui avait pris les armes, céda à ces raisons; il fit plus, il se désista d'une ligue qu'il avait faite avec le roi d'Aragon contre la Navarre, dont ils devaient faire entre eux le partage, et ne voulut plus combattre que contre les Maures. Il y avait alors de la division parmi ces derniers, il se hâta d'en profiter. Pour assurer l'union dans l'Espagne chrétienne, il maria à Garcie, roi de Navarre, Urraque, sa fille naturelle, et se rendit médiateur entre son gendre et Raymond-Bérenger. S'il ne put

MCD 2019

conclure une paix solide entre eux, il suspendit du moins leurs querelles, pour profiter de leur appui dans la guerre qu'il méditait contre les infidèles.

Cette guerre commença l'an 1146, et dura dix ans. Cordoue, qui avait été long-temps la capitale de l'empire des Maures, fut la première place attaquée, et le gouverneur en ouvrit les portes. Baëça fut prise après un siége opiniâtre; Almerie, Calatrava, Jaën, Andujar, Cadix subirent le même sort. Raymond s'étant séparé de l'armée d'Alphonse-Raymond, conquit de son côté sur les Maures, Tortose, Lérida, Fraga et plusieurs autres cités. Alphonse, roi de Portugal, s'empara aussi de Lisbonne, possédé par les mahométans, avec les villes d'Alanguer, d'Obidos, d'Ebora, d'Elvas, de Mura, de Serpa et de Beja. Enfin il reprit aux Maures le Portugal presque tout entier, et ceux-ci ne se relevèrent jamais des pertes qu'ils firent dans cette guerre.

Alphonse-Raymond perdit la reine Bérengère, sa femme, et épousa une princesse polonaise; ces deux événements, qui le retinrent dans son royaume, l'empêchèrent de poursuivre ses conquêtes sur les infidèles. D'un autre côté, Garcie, roi de Navarre, étant à la chasse, tomba de cheval sur un rocher, se brisa le crâne et mourut; Sanche, son fils aîné qui lui succéda, était fort jeune. L'Aragonais traita avec Alphonse-Raymond pour reprendre à frais communs la Navarre et la partager entre eux. On renouvela un ancien traité fait à Carion contre cet Etat. Mais le roi de Léon n'avait nulle intention de l'exécuter, comme il parut par l'événement. Ce prince était père d'une fille, nommée Constance, mariée à Louis-le-Jeune, roi de France, qui eut la fantaisie de faire le voyage d'Espagne, où il fut reçu magnifiquement par son beau-père.

Le roi de Navarre, l'Aragonais et les deux fils d'Alphonse-Raymond, dont l'aîné avait le titre de roi de Castille, parce que le père prenait le titre d'empereur, se trouvèrent à Tolede pour faire honneur à Louis. Le roi de Navarre s'y fit aimer et estimer de ces deux rois. Louis devint l'ami du jeune prince castilian, et recommanda ses intérêts à l'empereur, qui, de son côté, lui promit de donner à Sanche Béatrix sa fille, qu'il avait eue de la reine Bérengère, ce qui s'exécuta dans la suite.

L'Aragonais méditait toujours d'attenter à l'indépendance de la Navarre. Dès qu'il vit Louis retourné dans ses États, il sollicita la cour de Léon d'exécuter le traité de partage, et offrit de marier l'infant son fils, encore dans l'enfance, avec Sanche, fille d'Alphonse-Raymond, de même âge à peu près que l'infant. Celui-ci écouta ces propositions, renouvela même le traité; mais il en différa l'exécution. Une nouvelle entreprise contre les Maures lui fournit un prétexte plausible. Alphonse marcha en Andalousie contre les infidèles, et fit sur eux quelques conquêtes; mais, ne pouvant supporter les chaleurs excessives de la saison, il laissa Sanche, son fils aîné, pour assurer ses conquêtes, et voulut retourner en Castille pour y respirer un air plus doux : il mourut en chemin, le 21 d'août 1157. Ce monarque fit une faute en divisant ses États entre ses deux fils. SANCHE, l'aîné, eut la Castille et ce qui en dépendait, et FERDINAND le royaume de Léon, avec la Galice et Oviédo. Le règne de l'aîné ne dura qu'un an : il mourut en 1158, âgé de vingt-trois ans. Il avait épousé Blanche de Navarre, fille du roi Garcie, fils de Ramire : il en eut Alphonse, qui lui succéda, et Garcie, qui mourut fort jeune. Le règne de Sanche avait donné de grandes espérances, aussi fut-il vivement regretté.

ALPHONSE III n'avait pas encore trois ans accomplis quand il hérita de la couronne. Pendant cette minorité, il arriva de très-grands troubles dans la Castille, en partie par la division qui était entre les grands, et en partie parce que Ferdinand de Léon et Sanche de Navarre se rendirent maîtres de plusieurs places dans ce royaume. Cependant, lorsqu'Alphonse put tenir par lui-même les rênes du gouvernement, il parvint à surmonter toutes les difficultés de sa position. Dans la guerre contre les Maures, qui était l'apprentissage ordinaire et l'exercice continuel de tous les rois d'Espagne, il perdit une bataille, l'an 1195, et se vit con-

MCD 2019

traint de conclure avec eux une trève pour se défendre contre les rois de Léon et de Navarre qui étaient venus l'attaquer. Ces trois princes, néanmoins, firent un traité où l'on régla à qui d'entre eux appartiendraient les places qu'on prendrait à l'avenir sur les infidèles.

En 1210 une croisade eut lieu en Espagne contre les ennemis de la foi; beaucoup de seigneurs étrangers y prirent part; mais ils ne tardèrent pas à retourner dans leur patrie, rebutés par les fatigues et les privations qu'ils avaient éprouvées. A cette époque se donna la fameuse bataille de Tolosa (1). Dans cette action, Sanche, roi de Navarre, fut le premier de tous qui rompit la chaîne dont les Maures avaient environné leur corps de bataille : depuis il fit représenter cette chaîne dans ses armoiries, avec une émeraude au milieu. Dans cette guerre, entre autres villes, on prit Calatrava, et le roi de Léon se rendit maître de la cité d'Alcantara.

Alphonse III mourut l'an 1214. Il avait épousé Éléonor, fille de Henri II, roi d'Angleterre. Ses enfants furent HENRI, son successeur; Blanche, mariée à Louis VIII, roi de France, et qui fut mère de saint Louis; Bérengère (2), qui épousa Alphonse de Léon, fils de Ferdinand; Urraque, qui fut mariée à Alphonse II, roi de Portugal; et Éléonor, qui monta également sur un trône étranger.

La jeunesse de Henri donna lieu à de grands troubles. Il avait environ onze ans. Éléonor, sa mère, avait été chargée des soins du gouvernement; mais elle mourut quelques mois après, et laissa la régence à Bérengère, sa fille, que le roi de Léon avait répudiée. Il est vrai que cette dignité aurait dû appartenir à sa sœur Blanche, mère de saint Louis; mais les nobles donnèrent la préférence à Bérengère. Henri fut marié à la sœur du roi de Portugal. Bérengère, qui n'avait pu empêcher qu'on ne fît venir la princesse, essaya de faire échouer l'union projetée, en s'adressant au pape, qui nomma des commissaires chargés de constater le degré de parenté des deux futurs époux. Cette enquête ayant fait découvrir quelque empêchement, la princesse fut renvoyée avant la consommation du mariage; elle finit ses jours dans un monastère. Henri avait à peine quatorze ans quand une tuile tombée d'un toit le blessa mortellement : il mourut l'an 1217. On craignit que le roi de Léon, odieux à la noblesse, ne profitât de cet accident dans l'intérêt de son ambition. On cacha la mort du roi de Castille, et l'on supplia Alphonse d'envoyer Ferdinand son fils, pour veiller à la conservation de l'État. Bérengère se démit de ses droits en faveur de ce prince, que les Castillans reconnurent pour leur roi au préjudice de son père. Celui-ci voulut s'en venger par une irruption dans la Castille. Bientôt après une trève eut lieu entre le père et le fils. La noblesse, et surtout la maison de Lara, excita aussi quelques troubles. Ferdinand réussit à les apaiser : deux frères de cette famille, retirés chez les Maures, y moururent dans l'exil. Ferdinand, ayant calmé les troubles de ses États, tourna ses forces contre les infidèles, à qui il fit une guerre continuelle durant plusieurs années; il ruina le plat pays jusqu'aux portes de Grenade et de Valence, et ces deux royaumes furent réduits à acheter la paix. Alphonse IX, son père, mourut en 1230; et FERDINAND, qui possédait déjà la Castille, la réunit à la couronne de Léon, dont il était l'héritier.

Sous son règne, les Maures firent des pertes considérables; car l'an 1230 Jacques, roi d'Aragon, conquit l'île de Majorque, celle de Minorque l'an 1232; Ivica l'an 1235, et se rendit maître de la ville et du royaume de Valence en 1238.

L'an 1236, Ferdinand prit la ville et le royaume de Cordoue, dont les mahométans étaient maîtres depuis l'an 712. En 1240, la Murcie se mit sous la protection du royaume de Castille. Jaën en fit de même en 1243. Séville se rendit aussi avec une partie de l'Andalousie, en 1248. Mais dans le temps que Ferdinand songeait à pousser plus loin ses conquêtes et à porter ses armes jusque dans l'Afrique, la mort arrêta ses desseins [1252].

Les temps qui suivirent furent signalés par des révoltes et des guerres civiles. AL-

(1) C'est le nom d'une montagne entre la Castille et l'Andalousie, qui sert de borne à ces deux royaumes.

(2) Bérengère hérita de la couronne de Castille après la mort de son frère.

MCD 2019

PHONSE X succéda à son père Ferdinand ; livré à l'etude de l'astronomie, ses connaissances profondes dans cette science avaient rendu son nom célèbre jusque chez l'étranger. On a de lui les tables dites Alphonsines, parce que ce prince prit une part importante à ce travail, qui jouit long-temps de l'estime universelle. Mécontent du système du monde imaginé par Ptolémée, dont il comprenait les défauts et les impossibilités, il lui échappa de dire en riant : *Que s'il eût été présent à la création, il aurait donné à Dieu quelques bons conseils*. Cette plaisanterie le fit taxer d'impiété par ses ennemis ; comme s'il eût voulu faire entendre qu'il était en état de fournir à Dieu l'idée d'un arrangement plus parfait dans les corps célestes. Mais il est évident qu'il n'avait en vue que l'œuvre de Ptolémée, qui méritait en effet d'être reformée. Son règne ne fut pas heureux ; Alphonse s'attira la haine de ses sujets, car, pour subvenir aux besoins du trésor royal, il affaiblit le titre de la monnaie, ce qui fit hausser le prix de toutes les denrées. Lorsqu'il voulut dans la suite fixer la taxe des marchandises, celles-ci manquèrent sur les marchés ; car personne ne les voulait vendre au taux où elles étaient fixées.

En 1256, il fut élu empereur par une partie des électeurs ; mais comme ses enfants étaient encore en bas âge, et que le mécontentement des esprits mettait sans cesse en péril son autorité, il différa plusieurs années le voyage de Rome, et tarda trop à se mettre en possession de l'empire qui lui avait été offert. Ces délais furent favorables à son concurrent Richard, duc de Cornouailles, frère de Henri III, roi d'Angleterre, qui se fit couronner par l'électeur de Cologne à Aix-la-Chapelle. Alphonse garda toujours le titre d'empereur, quoique ses affaires ne lui permissent pas d'aller en Allemagne, pour disputer la couronne impériale. La prudence lui dictait cette conduite, puisqu'il avait à craindre, s'il s'éloignait, l'indocilité de son peuple et l'ambition des grands. Son frère Philippe, appuyé de quelques seigneurs, se révolta, et, ayant échoué dans son entreprise, aima mieux se retirer chez les Maures que de se réconcilier avec le monarque en se soumettant. L'empereur Richard étant mort, Alphonse tâcha d'empêcher une nouvelle élection. Il fit de grandes dépenses pour passer en Allemagne et y soutenir ses prétentions ; mais les électeurs choisirent et couronnèrent Rodolphe de Hapsbourg, tige de la maison d'Autriche. Alphonse envoya l'évêque de Ségovie à Francfort pour protester contre l'élection et tenter de s'y opposer. Ensuite il alla jusqu'à Beaucaire en Provence, où il trouva le pape, qui parvint, non sans peine, à le faire renoncer au dessein de troubler la paix, et à lui persuader de s'en retourner en Espagne.

L'an 1275, Aben-Juceph, roi de Maroc, étant passé en Espagne avec une puissante armée, défit les chrétiens, leur tua plus de quatre mille hommes avec leur général don Nunez de Lara. Une seconde bataille fut moins meurtrière, parce que l'armée, effrayée de sa première défaite, ne tarda pas à prendre la fuite ; l'archevêque de Tolède, qui la commandait, tombé au pouvoir des vainqueurs, périt après le combat. La même année mourut Ferdinand, fils aîné d'Alphonse, laissant deux fils : Alphonse et Ferdinand de la Cerda. Sanche, infant de Castille, leur oncle, eut l'ambition de régner, et voulut usurper les États qui appartenaient à ses neveux : il mit la noblesse dans ses intérêts. Alphonse, leur grand-père, refusa de se prêter à cette injustice, et Sanche se révolta contre lui. La plupart des grands abandonnèrent le monarque et se joignirent au prince rebelle. Alphonse le déshérita et lui donna sa malédiction ; le pape même l'excommunia avec tous ses adhérents. Alphonse X mourut durant ces troubles, l'an 1284, après avoir pardonné à Sanche. Par son testament, il donnait sa couronne à son petit-fils Alphonse ; s'il mourait sans enfants, le trône devait revenir à Ferdinand, son frère. Après eux, il y appelait Philippe III, roi de France, petit-fils de Blanche de Castille, qui était fille d'Alphonse VIII.

Alphonse X avait épousé Yolande, fille de Jacques I, roi d'Aragon ; il en eut : 1° Ferdinand, surnommé la Cerda, c'est-à-dire le Chevelu, qui mourut avant son père, et laissa, comme on vient de dire, Alphonse et Ferdinand, que Sanche, second fils d'Al-

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del

Pl. 3.

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

Prot Sculp

ESPAGNE

COSTUMES MILITAIRES AU 17e SIÈCLE.

phonse X, priva de leur héritage. Leur postérité s'est continuée dans la maison de la Cerda, de laquelle sont issus les ducs de Médina-Céli; 2° Sanche, qui usurpa la couronne; 3° don Juan, qui mourut l'an 1319; 4° don Pedre, dont les deux fils ne laissèrent point de postérité. Il eut aussi deux enfants naturels, savoir : Alphonse, et Béatrix, qui fut mariée à Alphonse III, roi Portugal.

SANCHE monta sur le trône sans opposition; son avénement fut signalé par une guerre avec le roi de Maroc, qui vint débarquer en Andalousie, et mettre le siége devant Xerez. Mais Sanche le harcela si vivement, que le monarque africain abandonna son entreprise et conclut la paix. Débarrassé d'un tel ennemi, le prince castillan eut alors à lutter contre un seigneur puissant, don Lope Diaz de Haro, jadis son favori. Ce dernier, se voyant supplanté dans l'esprit de son maître par don Alvar de Lara, tenta d'exciter des troubles dans l'État; mais Sanche le fit assassiner au sein des Cortès convoqués à Alfaro.

Les deux frères, Alphonse et Ferdinand, avaient été conduits en Aragon, où le roi de ce pays les retenait prisonniers, dans le but de les dépouiller. Il mit cependant les deux jeunes princes en liberté, et reconnut l'aîné en qualité de roi de Castille. Vivement irrité de cette agression, Sanche déclara la guerre à l'Aragon. Après de petits combats sans importance et la prise de quelques villes où les deux partis se signalèrent par d'inutiles ravages et de grandes cruautés, Alphonse III mourut. Jacques, son frère, qui lui succéda, abandonna les deux princes castillans et fit la paix avec Sanche. Celui-ci se vit plongé dans de nouveaux embarras par la retraite de don Juan, son frère, qui passa en Portugal et de là à Maroc, d'où il revint avec des troupes et assiégea la ville de Tarifa, que défendit Alphonse Perez de Guzman. Cet illustre guerrier avait un fils unique qui fut pris par les ennemis. Ils menacèrent le gouverneur de couper la tête à ce jeune homme, s'il ne rendait sur-le-champ la place. Perez préféra la voix du devoir à celle de la nature, et laissa immoler son fils. Le règne de Sanche IV dura onze ans, y compris les trois années pendant lesquelles il partagea le pouvoir avec son père. Son mariage avec Marie, héritière de la maison de Molina, fut déclaré illégitime. Il en eut pourtant Ferdinand, appelé au trône après lui; don Pèdre qui fut grand-maître du roi son frère, et gouverneur d'Alphonse XI, son neveu; Élisabeth, unie à Jacques II, roi d'Aragon, et qui, ayant été répudiée à cause de la proximité du sang, devint ensuite femme de Jean, duc de Bretagne; Béatrix, mariée à Alphonse IV, roi de Portugal; enfin Yolande, sa fille naturelle, qui épousa don Fernand Ruiz de Castro, et fut mère de Pédro Fernandès de Castro, père de Jeanne de Castro, reine de Castille, et d'Inez de Castro, reine de Portugal.

FERDINAND IV [1295], encore enfant, succéda à Sanche, sous la tutelle de la reine, sa mère, à qui le roi défunt avait confié la régence par son testament. Mais le prince don Juan, son oncle, lui contesta la couronne, et fut appuyé par Denis roi de Portugal. D'un autre côté, le roi d'Aragon conclut une ligue avec Alphonse de la Cerda, et le prince don Juan s'unit à eux. Leur accord fut que ce dernier aurait les royaumes de Léon et de Galice, Alphonse la Castille, et l'Aragonais le royaume de Murcie. L'armée d'Aragon entra effectivement dans Murcie. Le roi de Portugal s'avança jusqu'à Salamanque; mais la noblesse de Castille l'ayant abandonné, il retourna dans son royaume. Les cortès s'assemblèrent à Valladolid, et fournirent de grandes sommes à Ferdinand. En 1298, la Castille et le Portugal mirent fin aux hostilités par un double mariage. Ferdinand épousa Constance, fille de Denis, et Alphonse, frère de Constance, prit pour femme Blanche, sœur de Ferdinand.

L'an 1300 fut remarquable par l'institution du jubilé, que le pape Boniface ordonna de cent ans en cent ans; Clément VII réduisit ce terme à cinquante ans, Urbain VI à trente, et Sixte V à vingt-cinq. Cette même année on bâtit Bilbao, ville de la Biscaye.

Alphonse et Ferdinand de la Cerda, abandonnés par l'Aragon, passèrent en France. Don Juan se soumit et obtint un apanage;

MCD 2019

mais les autres princes du sang et les grands suscitèrent de nouveaux troubles, et rappelèrent de France les deux frères, après avoir mis l'Aragonais dans leur parti. Le retour de ces derniers ne servit pourtant qu'à leur procurer un accord plus avantageux, et dès qu'ils l'eurent obtenu, il abandonnèrent leurs partisans. Denis parvint à réconcilier le roi de Castille son beau-frère et l'Aragonais : Alphonse de la Cerda en fut la victime; on lui donna par le traité autant de villes qu'on lui avait ôté de royaumes. La ruine des Templiers arriva vers ce temps-là, et Ferdinand y gagna plus de trente villes qu'ils possédaient dans ses États. L'an 1309, la Castille et l'Aragon s'unirent contre les Maures; mais leurs armes échouèrent au siége d'Almerie et à celui d'Algésiras. Les Castillans prirent néanmoins Gibraltar, Quehada et Bedmar. Ferdinand ayant rétabli la tranquillité dans ses États, marcha contre les Maures, et se trouvait à Martos lorsqu'il condamna, sur de légers indices, les frères Carvajal, accusés d'avoir eu part au meurtre de Gomez de Benavidès, assassiné à Palencia. Comme on les menait au supplice, ils prirent Dieu à témoin de leur innocence, et sommèrent le roi de comparaître dans le terme de trente jours devant le tribunal de Dieu. Quoiqu'il affectât hautement de se moquer de cette prédiction, son esprit en demeura frappé, et après une maladie dont les symptômes semblaient peu alarmants, il mourut à l'époque fixée. Il était dans sa vingt-quatrième année, et en avait régné dix-sept. Il laissait deux enfants : Alphonse, qui lui succéda, et une fille nommée Éléonore, mariée depuis à Alphonse IV, roi d'Aragon.

ALPHONSE avait à peine deux ans; une si longue minorité ne pouvait être que très-funeste à l'État. Les grands se disputèrent la possession de l'enfant royal pour gouverner sous son nom. Constance de Portugal sa mère, Marie de Molina son aïeule, don Pèdre son oncle, et don Juan son grand-oncle, prétendaient également à la régence. Les États du royaume s'étant assemblés en 1314, établirent une junte qui avait la principale autorité, et confièrent une partie du gouvernement aux princes don Juan et don Pèdre. L'éducation du roi fut remise à la reine sa mère.

Don Pèdre, marchant pour mener du secours à Cadix, trouva en son chemin un corps de Mahométans dont il tua quinze cents hommes. Don Juan, voulant aussi se signaler, l'alla joindre, et ils tentèrent d'insulter la ville de Grenade. Ils avaient mal pris leurs mesures; comme ils se retiraient, les Maures tombèrent sur eux. Les deux princes périrent dans le combat, et l'ennemi, encouragé par ce succès, s'avança et prit plusieurs villes. Les grands, que ces princes avaient tenus dans le respect, recommencèrent leurs brigues, et la Castille fut remplie de divisions. Alphonse, qui avait à peine quinze ans, fut obligé de prendre les rênes du gouvernement. Cependant don Juan Manuel, et don Juan, seigneur de Biscaye, levèrent l'étendard de la révolte. Alphonse, pour les détacher l'un de l'autre, épousa la fille de don Juan Manuel, et s'empara de la personne du seigneur de Biscaye, auquel il fit trancher la tête. Quelque temps après, le roi répudia la fille de don Juan Manuel, et s'allia au roi de Portugal en épousant la princesse Marie, sa fille. Don Juan, irrité de cet affront, se joignit aux Maures, et appela les Aragonais à son secours. Alphonse dissipa cet orage en donnant sa sœur Éléonor en mariage au roi d'Aragon, qui abandonna les intérêts de don Juan Manuel. Les rois de Castille, d'Aragon et de Portugal commencèrent la guerre contre les Maures, auxquels ils enlevèrent quelques villes. Le roi de Grenade passa en Afrique pour solliciter un puissant secours.

Don Alphonse de la Cerda, n'espérant plus monter sur le trône dont il était le légitime héritier, se rendit auprès du prince qui en était en possession, se soumit à lui, et lui rendit hommage en lui baisant la main : le roi lui assigna des terres pour soutenir son rang. La province d'Alava, située entre la Biscaye et la Castille, avait conservé depuis long-temps une espèce d'indépendance; elle envoya au roi de Castille des députés pour lui offrir son obéissance. Il s'y rendit, et fut reçu en souverain par les habitants, à qui il accorda des priviléges particuliers. Il insti-

MCD 2019

tua l'ordre de l'*Écharpe*, dont il se déclara le grand-maître; mais le temps a fait tomber dans l'oubli cette institution : il n'en reste d'autres traces que le témoignage des historiens.

Les secours que le roi de Grenade était allé demander en Afrique arrivèrent enfin; le fils du roi de Maroc était à la tête de ces troupes. Il s'empara de Gibraltar, qu'Alphonse tâcha en vain de reprendre. Les grands, le voyant occupé contre les Maures, avaient excité de nouveaux troubles, et appelé l'Aragonais, toujours prêt à se mêler des affaires des rois de Castille. Alphonse conclut une trêve avec les Maures, tourna toutes ses forces contre les rebelles, prit la plus grande partie de leurs villes, réduisit les Biscayens à lui prêter le serment de fidélité, fit décapiter don Juan de Haro, comme traître et chef de la révolte, et donna à ses frères, Alvar et Alphonse de Haro, la ville de Caméros, pour soutenir leur dignité. Intimidé par la fermeté du monarque, don Juan Manuel se soumit et se montra depuis sujet aussi fidèle que dévoué. En 1335 la discorde se ranima plus vivement que jamais entre les rois d'Espagne. L'Aragon et la Navarre attaquèrent le roi de Castille, qui les défit, et qui, deux ans après, eut le même avantage sur la flotte portugaise. Il se réconcilia avec l'Aragonais, en 1338, et tourna ses armes contre les Maures. Abomélic, fils du roi de Maroc, vaincu dans une bataille, succomba dans cette action. Son père passa en Europe pour le venger avec l'armée la plus nombreuse qui fût encore venue d'Afrique. L'amiral d'Espagne attaqua la flotte des Maures, et périt avec toutes ses galères, à l'exception de cinq qui échappèrent seules à cette sanglante défaite. L'ennemi, encouragé par ce succès, assiégea Tariffa. Les rois chrétiens se réunirent : le roi de Portugal vint en personne à la tête de mille chevaux. Toute l'armée ne se montait qu'à quatorze mille hommes de cavalerie et à vingt-cinq mille hommes d'infanterie. Elle attaqua néanmoins l'ennemi, dont elle fit un grand carnage. Les rois maures prirent la fuite, mais le roi de Maroc y perdit la première de ses femmes, et trois autres qui furent faites prisonnières. Abohamar, son fils, eut le même sort; deux autres de ses frères furent tués. On trouva un très-riche butin dans le camp des vaincus [1340]. On leur prit quelques places en 1341, et en 1342 la marine des chrétiens répara glorieusement l'échec qu'elle avait éprouvé en détruisant la flotte des infidèles. Le roi de Castille attaqua la même année la ville d'Algéziras, et il ne put s'en rendre maître qu'en 1344. Le siége de cette place fut signalé par une circonstance importante : l'usage de la poudre à canon dont les chrétiens se servirent pour la première fois.

En 1348, la peste venue du Levant ravagea l'Italie, la Sicile, l'île de Majorque et toute l'Espagne, où il périt une multitude incroyable de peuple. Elle régnait encore l'année suivante à Gibraltar, lorsque le roi en fit le siége. Il en fut attaqué lui-même, et en mourut le 26 mars 1350, dans sa trente-neuvième année; il en avait régné trente-sept. Ce prince, à qui l'histoire a donné le surnom de Juste, n'aurait pu mériter le nom de chaste; car, quoique marié avec une princesse de Portugal, il entretenait un commerce adultère avec une dame de Séville, Léonore de Guzman; cette liaison ne finit qu'avec la vie du monarque, et produisit dix enfants, dont les uns moururent en bas âge, et dont les autres étaient destinés à tomber victimes pour la plupart de la jalousie et des craintes du fils légitime d'Alphonse.

Ce fils s'appelait don PÈDRE ou don PIERRE; il était âgé de quinze ans quand son père expira; il fut sur-le-champ déclaré roi, et monta sur le trône aux acclamations de ses sujets. Son règne, écrit en caractères de sang dans les annales de la Castille, réclame de la part de l'historien l'examen le plus attentif. En effet, la mémoire de don Pèdre est souillée par une longue suite de perfidies et d'assassinats prémédités par le prince, et souvent accomplis de ses propres mains. Mais ces actes, toujours empreints de ruse et de cruauté, fussent-ils vrais, sont-ils également coupables? ou ne peut-on les attribuer en partie à la barbarie des mœurs de l'époque et à la position du souverain, menacé sans relâche dans sa vie et dans son pouvoir? C'est ce qu'il importe d'examiner. Monté sur

MCD 2019

le trône quand sa raison était à peine développée par l'âge, don Pèdre se trouva livré à l'influence irrésistible de sa mère et de don Alphonse d'Albuquerque, son précepteur, devenu son principal ministre. Ces deux personnages n'écoutant, l'un que sa jalousie, et l'autre que son ambition, firent arrêter Léonore de Guzman, pour la punir d'avoir marié sans le consentement royal Henri de Transtamare, son fils, avec Jeanne Manuel, fille et héritière du seigneur de Villena. Traînée de prison en prison, Léonore mourut par le fer ou par le poison. Ce meurtre doit retomber tout entier sur la tête de ceux qui l'avaient médité au profit de leur vengeance, c'est-à-dire, la reine-mère et d'Alburquerque. Ce dernier, maître du gouvernement, ne tarda pas à soulever contre lui les grands du royaume, fatigués de sa tyrannie, ou plutôt envieux de son pouvoir. Don Juan Nunez de Lara, seigneur de la Biscaye, leva le premier l'étendard de la rébellion en quittant la cour pour se cantonner dans la Vieille-Castille, où il possédait des terres considérables et comptait rallier de nombreux partisans. Une maladie l'enleva sans lui laisser le temps de mûrir son plan pour en assurer le succès. Don Pèdre s'empara aussitôt de la Biscaye, qu'il réunit à la Castille. Il essaya, dit-on, de poignarder le fils de don Juan encore au berceau, et fit enfermer les deux sœurs de cet enfant. Mais la révolte du père justifiait la saisie de son patrimoine, et la politique rendait nécessaire la détention de sa famille. Les complices de don Juan ne furent pas non plus épargnés; l'un d'eux, Garcilasso de la Vega, périt égorgé dans le palais du prince à Burgos : son cadavre, jeté dans le cirque où se livrait un combat de taureaux, et foulé sous les pieds des combattants, demeura en proie aux insultes de la populace, qui le traîna dans les rues. Outrager un cadavre est sans doute une action aussi lâche qu'insensée; toutefois il ne faut pas oublier que tous ceux qui nous ont transmis ces détails écrivaient sous le règne de Transtamare, assassin de don Pèdre, et l'usurpateur de sa couronne. Quoi qu'il en soit, la puissance royale, contrainte à cheminer au milieu d'orages continuels, n'avait pu réussir encore à s'affermir. En effet, la succession au trône dépendait de la volonté des grands, privilége dangereux et source inépuisable de troubles toujours nuisibles à la prospérité du pays. Albuquerque tenta de dépouiller les nobles de leur droit, en soumettant à l'assemblée des cortès, qu'il convoqua en 1351, cette importante question. En dépit des arguments et des autres moyens mis en œuvre par le ministre, les députés la rejetèrent par des motifs différents. Les uns voyaient dans le maintien de l'élection un gage de liberté, tandis que les autres pressentaient leur abaissement dans son abolition. Les cortès arrêtèrent seulement l'union du roi avec Blanche, seconde fille de Pierre de Bourbon, l'un des princes du sang de la famille assise sur le trône de France.

On désigna des ambassadeurs pour aller solliciter à Paris la main de Blanche : tandis qu'ils négociaient un mariage dont l'issue devait être si funeste, don Pèdre eut une entrevue avec le roi de Portugal, son grand-père. Ce monarque avait reçu dans ses États Henri de Transtamare, qui s'y était réfugié à l'époque de l'assassinat de sa mère. Il essaya de réconcilier les deux frères; mais il échoua dans cette tentative, et Transtamare alla chercher un autre asile dans les Asturies. Il leva des troupes et s'empara de quelques places, mais le roi marcha en personne contre les rebelles, qui se soumirent presque sans résistance. Cette expédition fut cependant marquée par un incident qui entraîna don Pèdre dans un abîme de fautes et d'infortunes; il vit à Sahagun dona Maria de Padilla, fille d'honneur de la reine Isabelle, et conçut pour elle une passion insensée, qui lui fit oublier ses devoirs d'homme et de souverain. En effet, malgré les engagements contractés en son nom envers la princesse Blanche, il s'unit par un mariage secret avec Padilla. Celle-ci l'avait rendu père d'une fille quand il reçut la nouvelle que Blanche venait d'arriver à Valladolid. Les exigences de la politique arrachèrent cependant le monarque des bras de sa maîtresse, et il consentit à la célébration de ses noces avec Blanche, qu'il abandonna deux jours après pour voler auprès de Padilla, retirée au château de Montalvan. Cette brusque

MCD 2019

séparation donna lieu aux rumeurs les plus étranges : au lieu d'en chercher les causes dans le vif attachement du prince pour Marie, ou dans quelque imperfection secrète de la reine, le bruit s'accrédita que Blanche ayant donné une riche ceinture à son époux, celui-ci trouva caché dans ses plis un serpent ou une couleuvre, produit par un maléfice dû à Marie de Padilla, qui espérait rendre par ce moyen sa rivale un objet d'horreur pour don Pèdre. Une autre version attribuait aux juifs cet horrible sortilége : ayant su que Blanche devait demander au roi leur expulsion du royaume, ils avaient eu recours à la magie pour détourner le coup qui les menaçait. Cette anecdote prouve à quel point la raison publique était abrutie par la superstition, qui dominait impérieusement les esprits en leur imposant les croyances les plus absurdes. Albuquerque avait conduit l'intrigue qui avait livré le cœur du monarque aux charmes de Marie de Padilla ; il comptait s'en faire un appui pour enraciner son pouvoir; mais cette dernière, sollicitée par l'ambition de ses proches, aspirait à faire remettre entre leurs mains la direction des affaires de l'État. Dans ce but elle causa la disgrâce du favori, qui, pour sauver ses jours, se vit réduit à chercher un refuge en Portugal. Cependant le triomphe de Marie fut suivi bientôt après d'un échec causé sans doute par l'humeur inconstante de son royal amant, qui s'était épris de Jeanne de Castro, veuve de don Diègue de Haro, l'un des seigneurs les plus illustres et les plus puissants de la Biscaye ; mais Jeanne avait trop de vertu et surtout trop de fierté pour consentir à n'être que la maîtresse de don Pèdre. Ce prince, résolu de contenter à tout prix ses désirs, fit annuler son mariage avec Blanche par les évêques d'Avila et de Salamanque. Ces deux prélats, dominés par la crainte, firent taire la voix de leur conscience, et déclarèrent que le prince était libre de tout engagement, sous le prétexte qu'on avait fait violence à sa volonté en l'unissant à Blanche de Bourbon. Rassurée par cette déclaration, Jeanne suivit don Pèdre à l'autel ; mais sa félicité ne dura que vingt-quatre heures : don Pèdre la quitta dès le lendemain pour se rendre à Toro, et ne la revit jamais ; il ne lui resta pour toute consolation que le titre de reine, dont elle se décora toute sa vie, et la ville de Duênas, qui lui avait été donnée pour apanage.

La conduite du monarque qui, pour satisfaire une folle passion, ne craignait pas de violer les lois les plus saintes et les plus respectables, ne tarda pas à soulever contre lui de violents orages. Ses frères, don Henri, don Fadrique et don Tello ; les infants d'Aragon don Fernand et don Juan ; don Fernand de Castro, frère de Jeanne et d'Albuquerque, se liguèrent pour rétablir, disaient-ils, sur le trône la reine Blanche de Bourbon, que don Pèdre retenait prisonnière dans le château de Tolède. Mais le but véritable de cette ligue était au fond d'arracher le pouvoir aux Padillas. En effet, Marie, qui s'était retirée dans un couvent à l'époque du mariage de son amant avec Jeanne, avait repris toute son influence, et régnait sur son cœur et sur ses volontés plus despotiquement que jamais. Les confédérés, ayant mis sur pied une armée considérable, le roi, hors d'état de tenir la campagne, se retira dans la forteresse de Tordésillas. Il ouvrit des négociations, qu'il sut prolonger à dessein, dans l'espoir que la désunion ne tarderait pas à se glisser parmi ses ennemis; mais son attente fut trompée. ayant eu l'imprudence de se rendre à Toro, il se trouva à la merci des seigneurs confédérés, qui lui imposèrent les conditions les plus dures. Les Padillas furent chassés de la cour, dépouillés de leurs emplois, et le prince lui-même soumis à une véritable captivité. Il ne tarda pas à s'en affranchir, et s'enfuit à Ségovie, où vinrent bientôt le rejoindre un grand nombre de seigneurs gagnés par ses promesses ou effrayés de se trouver dans les rangs des rebelles, car don Pèdre ayant réuni quelques troupes, se préparait à marcher sur Toro. Les chefs de la ligue, réunis alors dans cette ville, ne tardèrent pas à se disperser à l'approche du roi ; il ne resta que les partisans de don Henri et ceux de la reine-mère, qui se défendirent avec vigueur. Ils auraient succombé si don Pèdre n'eût levé le siége pour attaquer Tolède où il avait des intelligences. En effet, il s'en rendit maître, et souilla sa

MCD 2019

victoire par d'abominables cruautés ; une foule de nobles portèrent leur tête sur l'échafaud, et une multitude d'habitants de Tolède de tout âge et de toute condition expirèrent aussi dans les supplices. Un jeune homme, dont le père plus qu'octogénaire était condamné à la peine capitale, se jeta aux pieds du roi, non pour demander la vie de l'auteur de ses jours, mais pour mourir à sa place ; don Pèdre accepta froidement l'échange, sans être touché d'un dévouement aussi rare que sublime. Il revint ensuite à Toro, qui lui fut livré par don Alphonse Garcia. La reine, mère du roi, se trouvait dans cette ville avec la femme de don Henri de Transtamare. Elle alla au-devant de son fils, qui fit égorger en sa présence plusieurs seigneurs dont elle sollicita vainement la grâce. Cet horrible spectacle lui ôta l'usage de ses sens, et il fallut la transporter au palais pour la rendre à la vie. Elle se retira peu de temps après en Portugal. Quant à l'épouse de don Henri, retenue prisonnière, elle parvint à s'échapper, trompant ainsi la vengeance du monarque, qui l'eût peut-être sacrifiée à la haine qu'il portait à son époux. Débarrassé de la foule de ses ennemis par la main du bourreau, don Pèdre semblait raffermi sur son trône ; mais il avait à craindre les tentatives de ses frères et des infants d'Aragon, dont les amis avaient péri victimes de sa cruauté. Désespérant de les vaincre à force ouverte, il résolut de s'en défaire par l'assassinat. Don Fadrique, réconcilié avec le monarque, fut tué à Séville dans le palais du prince ; l'infant d'Aragon, don Juan, éprouva peu de temps après le même sort à Bilbao. Mais ces meurtres ne servirent qu'à déshonorer le caractère du prince, et à lui susciter d'implacables adversaires. Réfugiés dans les États voisins, ils troublaient sans cesse la tranquillité publique par des incursions dans les différentes provinces du royaume. Nous passerons sous silence le détail de ces événements, dépouillés aujourd'hui de tout intérêt, pour nous attacher seulement à rappeler les faits dont l'importance mérite quelques développements. C'est ainsi que nous mentionnerons seulement la guerre que la Castille soutint contre le roi d'Aragon, qui avait violé le droit des gens en saisissant dans le port de Sainte-Marie deux vaisseaux étrangers. Don Pèdre força le monarque aragonais à demander la paix, à restituer plusieurs places, et à renvoyer de ses États don Henri de Transtamare et don Tello, dont il se servait comme d'auxiliaires redoutables pour inquiéter don Pèdre et menacer son autorité ainsi que le repos de ses peuples.

A cette époque [1361], le roi de Castille perdit Marie de Padilla ; sa douleur fut aussi vive que sa passion avait été profonde. Quatre enfants étaient issus de cette liaison ; il résolut de les légitimer, en faisant reconnaître par les cortès la validité de son mariage avec Marie. L'assemblée réunie à Séville obéit docilement aux désirs du monarque, et reconnut son fils aîné, don Alphonse, pour héritier présomptif des royaumes de Castille et de Léon. La même année vit se terminer les longues souffrances de l'infortunée Blanche. Traînée de prison en prison, en butte aux persécutions et aux mépris de son époux, elle était encore pour lui un objet de crainte en même temps que d'aversion ; car ses droits et ses malheurs servaient de prétexte à tous les mécontents, qui, feignant de prendre les armes pour sa défense, cherchaient à ébranler l'autorité royale. Don Pèdre prit le parti d'enlever par un crime cette arme dangereuse à la sédition. La reine était alors enfermée au château de Xérès. Le commandant de cette forteresse refusa courageusement d'attenter à la vie de sa captive ; mais les rois ne peuvent manquer de trouver des exécuteurs de leurs volontés, car tout sert à l'ambition pour s'élever au pouvoir ou à la cupidité qui brûle de s'enrichir. Un certain Pérès de Robledo se chargea de l'odieuse mission qui lui fut donnée par le prince. Le poison termina les jours de Blanche. Tous les historiens se sont plu à vanter la beauté de la victime ; ils ne tarissent pas sur toutes les qualités aimables de son cœur et de son esprit, qui rehaussaient encore les charmes de sa personne. Sans révoquer en doute ces éloges, il est permis de croire qu'ils sont exagérés. Quoi qu'il en soit, le meurtre de cette

MCD 2019

princesse n'en est pas moins un acte d'autant plus condamnable, que la lâcheté s'y joint à la cruauté.

Depuis les succès constants des rois catholiques de l'Espagne, les Maures avaient perdu successivement toutes les provinces de la Péninsule, autrefois soumises à leurs armes. Le royaume de Grenade, où il s'étaient retirés, formait encore un empire puissant par ses ressources ; mais ces avantages étaient balancés et souvent compromis par de subites révolutions qui livraient le trône au plus audacieux. En un mot, la force tenait la place du droit, et enfantait journellement des guerres civiles qui ne s'apaisaient un moment que pour renaître bientôt après. En 1354, Muhamad, cinquième prince de ce nom, régnait à Grenade : un de ses frères, Ismayl, né d'un autre lit, conspira contre le monarque qu'il surprit dans son palais. Muhamad parvint à s'échapper sous les habits d'un esclave. Cependant Ismayl ne put recueillir le fruit de son attentat, et fut détrôné par un de ses officiers nommé Abou-Saïd, qui le fit mourir et prit sa place. Sur ces entrefaites, le prince fugitif avait été demander des secours à l'émir de Fez ; mais la mort de l'émir le força d'aller en Castille solliciter l'appui de don Pèdre dont il était le vassal. Celui-ci lui confia un corps de troupes, à la tête desquelles Muhamad commença des hostilités contre son rival ; mais il ne tarda pas à congédier ses alliés, et se rendit à Ronda, où il avait résolu d'achever sa vie au sein du repos et de l'obscurité. Mais la tyrannie d'Abou-Saïd amena bientôt un soulèvement presque général, et l'usurpateur, se voyant hors d'état de résister aux rebelles, imagina de gagner don Pèdre à sa cause. Après avoir mis en liberté un grand nombre de chevaliers castillans, il se rendit lui-même à Séville, escorté d'une suite nombreuse, et amenant avec lui de riches présents qui devaient lui servir à acheter l'amitié du roi de Castille. Ce dernier lui fit l'accueil le plus bienveillant, et parut disposé à accueillir les propositions du prince maure, qui se réduisaient à demander au monarque chrétien de demeurer neutre entre les deux rivaux, et d'assurer au vaincu une retraite en Barbarie. Mais le soir même, à l'issue d'un festin, don Pèdre fit saisir son hôte et trente-six cavaliers maures les plus distingués par leur rang. Placés sur des ânes, ils furent conduits hors de Séville, attachés à des arbres et tués à coups de lance. Le roi, assurent les historiens, se donna l'horrible plaisir d'égorger de sa propre main Abou-Saïd [1362].

Animé par ce honteux succès, don Pèdre attaqua l'Aragon ; le souverain de ce pays, Pierre IV, occupé à guerroyer dans le Roussillon, perdit plusieurs villes importantes, qui tombèrent entre les mains du roi de Castille. Pour arrêter le vainqueur, le monarque aragonais appela à son aide Henri de Transtamare, ses deux frères, don Tello et don Sanche, et plusieurs seigneurs castillans réfugiés en Provence. Transtamare n'avait que son nom, il trouva bientôt des soldats en s'adressant à Duguesclin. A la suite des longues guerres entre la France et l'Angleterre, une foule d'hommes que la paix avait licenciés, dédaignant ou se trouvant dans l'impossibilité de reprendre les occupations paisibles de leur jeunesse, s'étaient réunis en bandes nombreuses qui, sous les noms de Malandrins et de Compagnies-Blanches, avaient fondé leur subsistance sur le meurtre et le pillage. Duguesclin les détermina à passer en Espagne à la suite de Transtamare. Dès qu'ils parurent en Castille, la haine que don Pèdre avait inspirée leur amena une foule de partisans. Le monarque, renfermé dans Burgos, n'osa pas même tenter de combattre, et s'enfuit à Séville. Transtamare s'empara sur-le-champ de Burgos, où il se fit couronner roi dans le monastère de Sus-Huelgas [1366]. Toute la Vieille-Castille, et bientôt après la Castille-Neuve, embrassèrent la cause de don Henri. Don Pèdre, tombé dans le découragement, quitta Séville et s'embarqua pour Lisbonne ; mais le roi de Portugal refusa de le recevoir, et le malheureux prince, dépouillé de ses trésors, que, par une détestable trahison, son amiral Bocanégra remit aux mains de Transtamare, alla se réfugier avec sa famille à Bayonne, résidence du Prince-Noir, fils du roi d'Angleterre Édouard III. Ce prince, autant par

MCD 2019

politique que par pitié, embrassa la défense du monarque fugitif, et rassembla sur-le-champ des troupes nombreuses et aguerries, que l'éclat de sa renommée fit accourir sous ses drapeaux. De son côté, Transtamare se hâta de se mettre en défense; mais, se croyant affermi, il avait congédié ses auxiliaires, et se trouvait ainsi privé de ses meilleurs soldats; il ne lui restait que Duguesclin, qui lui conseilla vainement de traîner la guerre en longueur. Henri, n'écoutant que son impatience, voulut livrer bataille, et perdit sa couronne dans les champs de Navarette. Trahi par son frère don Tello, qui abandonna son poste par lâcheté, Henri n'eut plus d'autre ressource que la fuite, et se retira en France.

Remonté sur le trône, don Pèdre aurait pu s'y maintenir en usant de la victoire avec modération; mais au lieu de rallier les cœurs par la clémence, il les aliéna par sa sévérité. Tous les partisans de son frère, tombés en son pouvoir, expirèrent dans les supplices; des femmes mêmes partagèrent le sort de leurs proches et de leurs amis : l'une d'elles, dona Urraque d'Osorio, avait un fils attaché à la fortune de Transtamare; on la déclara coupable de trahison, et l'infortunée périt dans les flammes d'un bûcher. — Mais à la cruauté le monarque joignit le tort de se montrer ingrat envers son bienfaiteur le Prince-Noir, auquel il refusa de payer les dépenses de l'expédition entreprise en sa faveur. Le vainqueur de Navarrette, irrité de la mauvaise foi de don Pèdre, reprit le chemin de la Guienne, n'ayant recueilli d'autre avantage que la gloire d'avoir triomphé de Duguesclin, mais il restait chargé de dettes énormes qu'il avait contractées envers les soldats de son armée. Cette dernière circonstance, en lui suscitant des amertumes et des embarras, avança son trépas, qui eut lieu peu de temps après, à la fleur de son âge. Dès qu'il eut évacué l'Espagne, Henri de Transtamare fit ses dispositions pour y rentrer, appuyé par le roi de France Charles V, le duc d'Anjou, le comte de Foix et plusieurs autres petits princes qui lui fournirent de l'argent et des armes. Il leva des troupes, et pénétra, sans éprouver de résistance, jusque dans la Castille; en entrant à Calahorra, il descendit de cheval, se mit à genoux, traça une croix sur la terre, et jura de ne plus quitter le pays sans l'avoir délivré de la tyrannie de son frère. Accueilli à Burgos par les acclamations des habitants, et reçu avec le même enthousiasme dans le royaume de Léon et les Asturies, il fut cependant obligé de mettre le siége devant Tolède, qui se défendit avec vigueur. Don Pèdre, ne se croyant pas en état de résister seul à Transtamare, implora le secours du roi de Grenade, Muhamad, qui joignit en effet ses troupes aux siennes pour s'emparer de Cordoue, que tous deux attaquèrent inutilement; mais le prince maure ne perdit rien à cet échec, car il recouvra un grand nombre de châteaux et de bourgs que don Pèdre lui avait enlevés précédemment, et il revint à Grenade chargé de butin. Sur ces entrefaites, Duguesclin vint joindre Transtamare, suivi de seize cents hommes d'armes, et l'on résolut de marcher contre don Pèdre, qui, surpris dans la plaine de Montiel, fut mis en déroute, et courut se réfugier dans un château voisin du champ de bataille. Henri fit aussitôt entourer la place dans l'espoir de terminer la guerre par la prise de son rival. Cependant don Pèdre, ayant reconnu qu'il ne pouvait plus se défendre faute de vivres, envoya Rodrigue de Sanabria pour faire à Duguesclin les offres les plus magnifiques s'il voulait favoriser sa fuite. Suivant Ferréras, dont nous empruntons le récit, Duguesclin refusa de prendre aucun engagement, et alla prévenir de ce qui se passait don Henri, qui promit de laisser à son frère la liberté de se retirer où il voudrait. Confiant dans la parole de Transtamare, Duguesclin fit assurer à don Pèdre qu'il n'avait rien à craindre pour sa sûreté personnelle; le malheureux prince n'hésita pas à se rendre à la faveur de la nuit dans la tente du guerrier français; il venait à peine d'y entrer que Transtamare survint; il était armé de toutes pièces et suivi de plusieurs personnes. « Où est le roi don Pèdre? » dit-il, et il se précipita sur le monarque; une lutte désespérée commença entre les deux frères et se termina par la mort de don Pèdre. Percé de plusieurs coups de poignard, il expira à l'âge de trente-cinq ans,

MCD 2019

le 23 mars 1369. L'épithète de cruel attachée désormais à son nom à rendu sa mémoire odieuse; mais pour juger avec impartialité les princes comme les autres hommes, il ne faut pas les séparer de leur temps; or, si don Pèdre se montra féroce, ce fut peut-être moins sa faute que celle de l'époque où il vécut. Entouré de périls, il lui fallait sans cesse se défier de ses proches, qui ne cessaient de conspirer contre son repos et celui de l'État. Ses ennemis n'étaient d'ailleurs ni moins perfides ni moins sanguinaires que le monarque, témoin sa fin déplorable causée par un guet-apens et exécutée par la main d'un frère. On peut donc, sous le rapport politique, excuser la conduite de don Pèdre; mais le traitement qu'il fit subir à Blanche de Bourbon ne peut être justifié, et suffirait seul pour vouer le coupable à la haine et à l'exécration de la postérité. Au reste, elle a prononcé contre le monarque castillan un arrêt peut être trop sévère, mais dont il n'est plus permis d'appeler.

Transtamare monta sur le trône sous le nom de Henri II: don Pèdre était haï parce qu'il était craint; aussi quoique le nouveau prince eût acquis la couronne par un fratricide, il fut salué comme un libérateur. Ses largesses, qui lui firent donner le titre de libéral, lui conquirent des partisans nombreux, et qui le défendirent contre ses compétiteurs. En effet, le monarque était bâtard; il est vrai que don Pèdre n'avait point laissé d'enfants légitimes, mais le fils qu'il eut de Marie de Padilla avait été reconnu héritier du royaume par les cortès, et à sa mort, sa sœur Béatrice lui avait été substituée; elle pouvait faire revivre ses droits. D'un autre côté, Ferdinand I, roi de Portugal, en vertu de sa descendance, réclama le trône de Castille (1), et se ligua avec les souverains d'Aragon, de Navarre et de Grenade. Henri parvint à dissoudre cette coalition par son adresse; il détacha le roi de Navarre de ses alliés en donnant au fils de ce prince la main de l'infante sa fille; par de légères concessions, il désarma le roi de Grenade, et le monarque aragonais, destitué de tout appui, se vit contraint de solliciter la paix. Quant au Portugais, il finit par se désister de ses prétentions; mais un nouveau compétiteur se présenta, c'était le duc de Lancastre, frère d'Édouard III, et oncle de Richard II, qui régnait alors en Angleterre. Il avait épousé Constance, seconde fille de don Pèdre et de Marie de Padilla, à laquelle Béatrice, retirée dans un monastère, avait transmis son droit à la couronne de Castille. Le duc de Lancastre échoua dans ses tentatives, et retourna dans sa patrie après avoir perdu sa flotte et subi d'autres échecs en combattant son rival. Échappé aux périls qui menaçaient sa couronne, Henri II s'occupa exclusivement d'améliorer le sort de ses sujets par de sages mesures qui firent succéder l'abondance et la sécurité aux désastres et aux agitations dont le royaume avait été la proie depuis si long-temps; mais son règne, commencé sous des auspices si heureux, allait bientôt se terminer, il mourut de la goutte le 30 mai 1379. Si l'ambition entraîna ce prince à tremper ses mains dans le sang d'un frère, il effaça du moins aux yeux de ses sujets l'horreur de cette action en se montrant digne d'exercer les hautes fonctions de la royauté. Brave dans les combats, habile dans la politique, il parvint à se maintenir et à conjurer les périls qui l'entouraient par la décision et l'adresse qu'il sut déployer à propos. Forcé de prendre sur le domaine royal le prix des récompenses promises à ses partisans, il atténua le dommage causé à ses revenus en stipulant que les parents en ligne collatérale ne pourraient hériter des terres concédées, qui, par le bénéfice du temps, firent successivement retour à la couronne. Il donna à son fils le conseil judicieux de laisser à ceux qui s'étaient déclarés en sa faveur les charges et les emplois qu'ils occupaient, mais de ne pas s'abandonner aveuglément à des hommes qui avaient manqué de fidélité à leur souverain légitime; il lui recommanda de placer sa confiance dans les personnages qui avaient servi jusqu'à la fin la cause de son prédécesseur : la loyauté dont ils avaient fait preuve garantissait leur attachement pour l'avenir. Quant à cette classe

(1) Il descendait en effet de don Sanche IV, dont la fille Béatrice avait épousé Alphonse IV, roi de Portugal.

MCD 2019

d'individus qui, par indifférence ou par lâcheté, ont évité de se prononcer pour aucun parti, il faut les repousser, car on ne peut rien attendre de ceux qui ont toujours préféré leur bien particulier au bien général.

Don Juan I recueillit sans obstacle l'héritage paternel; il fut couronné à Burgos le 25 juin 1379. Son premier soin fut d'offrir à Charles V l'aide d'une flotte pour achever l'expulsion des Anglais qui occupaient encore la Guienne. Le monarque britannique, Richard II, renouvela alors les prétentions de son oncle le duc de Lancastre à la couronne de Castille, et se ligua avec le roi de Portugal, auquel il envoya quelques milliers d'hommes. Don Juan marcha à la rencontre des confédérés; mais au moment d'en venir aux mains, les deux partis conclurent un traité d'alliance qui mit fin aux hostilités. Quelque temps après don Juan devint veuf de Léonore, fille du roi d'Aragon, et conclut un nouvel hymen avec Béatrice, fille et héritière du roi de Portugal. Il fut stipulé que si le trône de ce dernier pays devenait vacant, le monarque castillan prendrait le titre de roi de Portugal jusqu'à ce qu'il eût un fils ou une fille, lesquels, arrivés à l'âge de quatorze ans, seraient appelés à tenir les rênes du gouvernement Mais à la mort du souverain du Portugal, don Juan ne put faire exécuter ces conditions. Le grand-maître d'Avis, bâtard du prince défunt, lui fut préféré. Le castillan pénét a jusqu'aux portes de Lisbonne, mais la peste le força de se retirer; attaqué l'année suivante par son antagoniste, don Juan termina la guerre en mariant son fils Henri avec la fille du duc de Lancastre, ce qui contraignit le roi de Portugal à déposer les armes. Ami du repos et fatigué des soucis du trône, le roi de Castille exprima plus d'une fois la résolution de le quitter; mais l'amour que lui portait son peuple, et les remontrances de ses conseilliers, ne lui permirent pas d'accomplir son projet; il ne devait pas supporter longtemps le poids d'une couronne, car il mourut d'une chute de cheval le 9 octobre 1390; il était âgé de trente-trois ans.

Son fils Henri III, proclamé roi sur-le-champ, ne put prendre les rênes du gouvernement : il n'avait que onze ans à la mort de son père; il fallut nommer des tuteurs au jeune prince, et, après de longs débats, on convint de former un conseil composé du duc de Bénavente, du comte de Transtamare et du marquis de Villéna, tous trois princes du sang; on leur adjoignit les archevêques de Tolède et de Saint-Jacques, les grands maîtres des ordres militaires de Saint-Jacques et de Calatrava, et enfin seize députés des principales villes du royaume. Cet ordre de choses ne pouvait manquer de produire l'anarchie parmi les dépositaires du pouvoir, dont les jalousies et les rivalités affaiblissaient le gouvernement et le déconsidéraient aux yeux de la nation. Les cortès essayèrent en vain de porter remède à tous les maux produits par l'ambition des tuteurs de leur jeune monarque; ils ne purent ni concilier ni soumettre des intérêts si ardents et si opposés. Dès que le prince eut atteint l'âge de quatorze ans [1393], il se fit déclarer majeur à Burgos par l'assemblée des états; et comme l'archevêque de Saint-Jacques, l'un des membres du conseil de régence, voulut persuader au jeune monarque qu'il devait suivre les avis des personnages qui avaient exercé la toute-puissance pendant sa minorité, Henri lui répliqua vivement : « Aujourd'hui que je » suis roi, je vous consulterai quand il en » sera besoin; mais je vous préviens par » avance que je sais très-bien ce que je » dois faire. » En effet, il se conduisit avec tant de prudence et de fermeté, qu'il força les grands à l'obéissance, et se fit respecter au dehors par les princes voisins. Toutefois l'imprudence fanatique du grand-maître d'Alcantara fut sur le point d'allumer une guerre avec les Maures de Grenade. Ce seigneur, entraîné par le zèle aveugle d'un ermite nommé Sugo, se crut appelé à chasser de l'Espagne le culte de Mahomet. Au mépris de la trève qui existait entre Grenade et la Castille, il assembla une troupe de cheva-liers et envoya offrir le combat au prince musulman. Ces sortes de défis étaient alors assez fréquents entre les seigneurs castillans et les seigneurs maures; mais ces luttes n'avaient lieu qu'entre des particuliers, et n'avaient pas assez d'importance pour rompre

MCD 2019

la paix entre les deux nations. Mais la provocation du grand-maître s'adressant au souverain, Henri la désapprouva hautement ; toutefois, le grand-maître, à la tête d'une petite troupe d'exaltés comme lui, entra sur les terres de Grenade, accompagné de l'ermite, qui lui prédisait la victoire; mais il fut taillé en pièces par les Maures, ainsi que ses compagnons. Henri assura vainement le roi de Grenade qu'il n'avait eu aucune part à cette folle entreprise ; il ne put apaiser le ressentiment du prince mahométan, qui envahit la Castille. Toutefois cette guerre n'eut aucun résultat ; elle fit naître cependant dans l'esprit du monarque castillan la ferme résolution de chasser les infidèles de la Péninsule ; mais la mort ne lui permit pas d'exécuter ce hardi projet : il expira le 25 décembre 1406. Durant tout son règne, il traîna une existence minée sans cesse par des infirmités qui, en affaiblissant son corps, n'éteignirent point la vigueur de son esprit, car il sut gouverner, science difficile et qui réclame des facultés intellectuelles assez rares. L'histoire de son règne prouve qu'il avait en partage tout ce qu'il faut pour remplir dignement le sacerdoce de la royauté.

Henri III laissait un fils âgé de vingt-deux mois; la reine Catherine fut donc chargée de la régence conjointement avec don Ferdinand, frère du monarque défunt. Gouvernée par une de ses femmes, Léonora Lopez, la reine excita les murmures des grands de sa cour; jaloux de ne pouvoir participer au pouvoir, ils excitèrent des troubles, qui furent cependant apaisés par la prudence et la fermeté de don Ferdinand. Celui-ci, après avoir pacifié le royaume, marcha contre les Maures, qu'il battit complétement, et auxquels il enleva l'importante forteresse d'Antequéra. Mais la mort de Martin, roi d'Aragon, appela au trône don Ferdinand, il lui fallut abdiquer ses fonctions de tuteur du jeune roi son neveu; il continua cependant à veiller avec sollicitude aux intérêts de son ancien pupille jusqu'à sa mort, survenue quatre ans après [1416]. Juan II retomba exclusivement sous l'autorité de sa mère; après le trépas de cette princesse, arrivé en 1418, le roi, âgé de treize ans, prit la direction suprême des affaires; mais sa jeunesse, et plus encore la faiblesse de son caractère, le rendant incapable de gouverner par lui-même, il abandonna le pouvoir à son favori Alvar de Luna, fils illégitime d'un gentilhomme, revêtu de la charge d'échanson dans la maison royale. Alvar était entré au service particulier du prince, dont il avait su captiver les bonnes grâces en partageant ses études et ses divertissements. Son crédit s'accrut avec le temps, et à la mort de la reine-mère il commença à régner sous le nom de son maître. Sa faveur ne pouvait manquer de provoquer l'envie en frustrant l'ambition et la cupidité des grands. Le premier qui se déclara fut l'un des infants d'Aragon, nommé don Henri; il était grand maître de Saint-Jacques, et s'unit avec son frère don Pédro, avec l'archevêque de Tolède et plusieurs autres seigneurs puissants. Sous le prétexte d'affranchir le jeune monarque, ils se saisirent de sa personne à main armée, et le tinrent dans une sorte de captivité. Alvar cependant était resté près du roi, et lui fournit les moyens de s'évader à la faveur d'une partie de chasse. Juan se réfugia dans le château de Montalban, où il fut assiégé par don Henri ; mais apprenant que des forces supérieures marchaient contre lui, ce dernier se retira. Quelque temps après étant venu saluer le jeune monarque, il fut arrêté, ainsi que le connétable de Castille, don Lopez d'Avalos ; ils étaient accusés de s'être ligués avec le roi de Grenade pour faire une invasion dans le royaume. Don Henri resta prisonnier au château de Mora; quant au connétable, il parvint à se retirer dans l'Andalousie; mais il perdit ses biens et sa dignité, la première du royaume, dont fut investi Alvar de Luna. Juan avait épousé une princesse de Portugal, dont il eut un fils; il voulut que don Alvar fût un des parrains de l'enfant royal. Cet honneur montrait hautement son amitié et l'estime dont le connétable jouissait auprès de lui. Sur ces entrefaites, don Juan, frère de don Henri, devint roi de Navarre, et se joignit aux adversaires du favori pour le renverser ; cette coalition amena la délivrance de don Henri, et le roi, par le

MCD 2019

conseil d'un moine, François Soria, ordonna aux deux partis opposés de nommer quatre arbitres pour prononcer sur leurs différends; on leur adjoignit le prieur de Saint-Benoît; il devait décider la majorité en cas de partage égal des voix. Ces arbitres, qui pour la plupart penchaient pour les adversaires de don Alvar, déclarèrent que ce dernier, ainsi que ses partisans, seraient tenus de s'éloigner de la cour durant un an et demi. Le connétable se soumit à cette sentence, laissant le champ libre à don Henri et au roi de Navarre. Le premier se fit donner le marquisat de Villena, et le second une somme considérable. Cependant les deux frères s'étant divisés, le connétable revint auprès du roi et reprit sur lui tout son ascendant. De nouvelles intrigues signalèrent le retour de don Alvar; les rois d'Aragon et de Navarre, soutenus par don Henri, attaquèrent la Castille; mais le connétable déjoua leurs projets. Juan II, auquel il sut donner une armée, poursuivit les princes coalisés; il pénétra même dans l'Aragon, qu'il livra au pillage et à la dévastation; il passa ensuite en Estramadure, où il assiégea don Henri et son frère don Pèdre. Comme cette place, réputée alors presque inexpugnable, ne pouvait être prise que par famine, le roi convoqua les cortès à Medina del Campo; accusés de trahison, les deux infants furent condamnés à perdre les biens et les dignités qu'ils possédaient en Castille, et don Alvar fut encore pourvu de la grande maîtrise de Saint-Jacques [1430]. Toutefois cet orage se dissipa, et se termina par une trève de cinq années, conclue entre les rois de Navarre, d'Aragon, de Castille et les infants. Mais ces derniers ayant fomenté de nouveaux troubles, le roi se saisit de la forteresse d'Alcantara, fit emprisonner l'infant d'Aragon, don Pèdre, et déposer don Guttière de Soto-Mayor, grand-maître d'Alcantara, complice des deux princes. Le connétable usa de sa victoire en faisant donner à son frère l'archevêché de Tolède, la première dignité ecclésiastique de l'Espagne, et obtint du roi de tenir sur les fonts de baptême un fils dont sa femme venait de le rendre père [1435]. Ayant rétabli le calme dans ses États, Juan II se trouva mêlé aux querelles intestines qui agitaient le royaume de Grenade, où deux compétiteurs, Muhamad dit le Gaucher, et un autre Muhamad surnommé le Petit, se disputaient le trône. Le premier de ces princes, appuyé par Juan II, reprit le sceptre qui lui avait été arraché; mais sa reconnaissance s'évanouit avec le danger, et se croyant affermi, il refusa de payer le tribut accoutumé à la Castille; il appela à son secours le roi de Tunis; mais celui-ci ne tarda pas à se retirer, et le monarque castillan pénétra jusque dans les plaines de Grenade, où il gagna une sanglante victoire sur les infidèles; il revint l'année suivante, et finit par contraindre le roi de Grenade à se reconnaître pour son vassal.

Cependant de nouvelles discordes éclatèrent à la cour de Castille, et don Alvar ayant découvert que l'adelantado (1), don Manrique, cabalait contre lui, le fit arrêter; mais le prisonnier étant parvenu à s'échapper, souleva une dangereuse tempête contre le favori. Le fils du monarque, don Henri, se mit à la tête de cette entreprise, qui se termina par l'expulsion de la cour du connétable [1440]. Pour se justifier d'avoir pris les armes, les confédérés adressèrent au roi un long manifeste contre don Alvar, dans lequel ils l'accusaient d'avoir altéré les monnaies, de s'être emparé de l'argent destiné à la croisade contre les infidèles; d'avoir déchiré toutes les ordonnances signées par le prince, et qui n'avaient pas été soumises préalablement à son examen, enfin d'avoir manqué de respect au monarque en égorgeant en sa présence un écuyer, et en chargeant de coups de bâton un valet qui embrassait les genoux du roi. Si ces reproches étaient fondés; Juan, délivré de son favori, ne fit que tomber dans une esclavage plus dur; car les confédérés, non contents de le séquestrer entièrement, mirent des gardes jusque dans son appartement, le souverain vivait entouré d'espions qui avaient toujours l'œil ouvert sur toutes ses actions et l'oreille attentive à tout ce qui lui échappait. Une obsession si honteuse et si criminelle ne pouvait durer long-

(1) On appelait de ce nom le gouverneur d'une province frontière.

MCD 2019

temps; elle fut brisée par le prince Henri, fils du monarque, qui, après avoir causé la disgrâce du connétable, ne tarda pas à s'unir avec lui pour tirer le roi de la servitude où il gémissait. Le roi de Navarre et ses amis prirent les armes; mais, vaincus dans plusieurs rencontres, ils furent contraints de se soumettre, et don Alvar redevint plus puissant que jamais [1445]. Le grand-maître de Saint-Jacques, le séditieux Henri, étant mort dans un des combats livrés sous les murs d'Olmedo, le connétable hérita encore de sa dignité. Mais sa fortune, quoique rétablie, étant sans cesse exposée à de nouveaux périls par la jalousie de don Pachéco, favori du prince héréditaire, et qui aspirait à gouverner sous le nom de son maître. Cet état de choses enfanta une longue suite de débats, d'intrigues et de violences. Le faible Juan II, jouet des événements, passait tantôt sous le joug du prince Henri, tantôt sous celui de don Alvar. Le détail de ces faits pourrait rebuter le lecteur par leur uniformité; nous dirons seulement que Pachéco, qui avait semé la division entre le père et le fils, obtint pour récompense le marquisat de Villéna, et fit revêtir son frère don Pèdre Giron de la grande maîtrise de l'ordre de Calatrava. Pour contrebalancer l'influence d'un tel rival, le connétable chercha à se créer un nouvel appui, en faisant épouser à don Juan, veuf de Marie d'Aragon, Isabelle de Portugal. Mais la nouvelle reine aspirait à régner seule sur le cœur de son époux, qui lui-même était fatigué de subir depuis si longtemps les lois de son connétable; il ne s'agissait plus que de faire naître un prétexte : il se présenta bientôt.

Don Garcia de Tolède, n'ayant pu faire mettre en liberté son père, le duc d'Albe, prisonnier pour crime d'État, avait pris les armes, et entraîné dans sa révolte un grand nombre de seigneurs mécontents. Le roi saisit cette occasion pour se défaire du connétable; il fit remettre au comte de Zuniga un billet signé de sa main, et portant l'ordre de prendre mort ou vif Alvar de Luna. Muni de l'assentiment royal, Zuniga s'introduisit dans Burgos avec une troupe de soldats, et attaqua la maison du connétable, qui fit tirer par les fenêtres de son logis contre les assaillants. Mais l'évêque de Burgos et le majordome du palais, don Ruiz Mendoça, étant venus de la part du roi assurer don Alvar qu'il n'avait rien à craindre ni pour sa personne ni pour ses biens, il consentit à se rendre, et fut livré à une commission judiciaire, qui lui fit son procès en deux jours, et le condamna à perdre la tête pour avoir, dit l'arrêt, tenté d'usurper la couronne, usé tyranniquement de son pouvoir et volé le trésor royal. Conduit à Valladolid, le connétable fut mené au supplice le lendemain de son arrivée, il subit son sort avec fermeté; sa tête resta neuf jours clouée à un poteau, et son corps en demeura trois sur l'échafaud : près du cadavre était un bassin destiné à recevoir les aumônes qui devaient payer les frais de son enterrement. Naguère possesseur de tant de richesses, il ne lui restait pas même à l'heure de son trépas de quoi payer ses funérailles. Ainsi périt, en 1453, don Alvar de Luna. Ses talents le firent monter au pouvoir qu'il sut conserver pendant plus de vingt années, quoiqu'il eût pour adversaires les parents du prince et les grands du royaume, dont il lui fallut déjouer sans cesse les tentatives dans l'ombre du palais ou sur les champs de bataille. Comme il servait un prince faible qui rougissait d'avoir un maître et qui ne pouvait s'en passer, il fut enfin sacrifié à la haine persévérante de ses ennemis; leur ambition voulait, non punir un coupable, mais le tuer uniquement pour le remplacer. Après avoir abandonné don Alvar au bourreau, le roi retomba dans les embarras dont il avait prétendu s'affranchir par la mort de son favori; les grands se disputèrent le pouvoir demeuré vacant; ils fomentèrent des séditions dans plusieurs provinces du royaume. Le monarque, réduit à lever des troupes pour soumettre les rebelles, n'avait ni la force ni l'activité nécessaires pour les faire rentrer dans le devoir. Tandis qu'il luttait contre des périls devenus chaque jour plus menaçants, une fièvre, fruit des inquiétudes et des soucis de sa position, le fit descendre au tombeau le 21 juillet 1454, treize mois après le supplice de don Alvar. Si Juan II se montra toujours incapable de

MCD 2019

tenir le sceptre, il mérite, sous un autre rapport, d'attirer l'attention de la postérité. A une époque de violence et de barbarie, il cultivait les lettres, et a laissé quelques ouvrages qui ne sont pas sans mérite, si on les compare aux œuvres de ses contemporains. Mais dans un prince dont le premier devoir est d'assurer le bien-être de ses sujets, les dons de l'esprit ne sauraient compenser l'absence d'une autre qualité plus indispensable : la science du commandement. Juan II en était dépourvu ; de là vient qu'il occupe une des dernières places parmi les rois qui ont régi la Castille.

Nous allons quitter un moment la Castille pour jeter un coup-d'œil sur l'Aragon. Il importe au lecteur de connaître avec quelque détail l'histoire de ce royaume, dont le dernier prince parvint, par un mariage, à la souveraineté de toute l'Espagne. Quand les Arabes envahirent la Péninsule, les Aragonais, protégés par leurs montagnes, résistèrent aux vainqueurs. Les chefs qui les conduisaient au combat s'investirent dans l'origine du titre de comtes, et reconnurent la suzeraineté des rois de Navarre. Mais, en 1035, l'Aragon s'affranchit de ce vasselage et forma un royaume particulier qui prit une part active aux hostilités perpétuelles des chrétiens contre les Musulmans. Au douzième siècle, les monarques aragonais avaient enlevé aux Arabes Sarragosse, dont ils firent la capitale de leur empire. Cependant le royaume, gouverné par des princes guerriers, aurait accru rapidement sa puissance, s'il n'eût été affaibli sans cesse par le partage des pouvoir entre les enfants du souverain. Cette coutume, généralement établie au moyen-âge, était une source intarissable de dissensions qui compromettaient sans cesse le repos et la prospérité des peuples. L'Aragon ne sut pas échapper à la loi commune. Au treizième siècle Pierre II acquit le titre de roi catholique en se déclarant feudataire du saint-siége, ce qui ne l'empêcha pas d'armer en faveur des Albigeois. La cour de Rome avait prêché une croisade contre ces sectaires, et Pierre périt en 1213, en les défendant. Il laissa un fils nommé don Jayme ou Jacques, qui s'illustra par la conquête de Majorque et celle de Valence, et reçut le nom de conquérant. Pierre III recueillit l'héritage de son père et l'augmenta par la possession de la Sicile. Cette île était tombée au pouvoir de Charles d'Anjou, frère de saint Louis, roi de France, qui avait détrôné Manfred, roi de Naples, pour prendre sa place ; mais sa tyrannie l'avait rendu odieux aux Siciliens ; ils s'en affranchirent en égorgeant tous les Français le même jour et à la même heure. Ce massacre, inscrit en lettres de sang dans les annales de l'histoire, a reçu le nom de *Vêpres Siciliennes*. Pierre réussit à se maintenir dans sa nouvelle principauté malgré les attaques furieuses de son adversaire, et mourut en 1285. Son fils aîné, Alphonse III, se signala par la conquête des îles Baléares, qu'il réunit à l'Aragon ; mais il consentit à céder la Sicile au pape, au détriment de sa famille ; cependant un de ses frères, nommé Frédéric, s'empara de cette île et la garda pour lui en dépit des attaques et des excommunications du saint-siége.

Jacques II succéda à Alphonse III sur le trône d'Aragon, et fut remplacé à son tour par Alphonse IV, en 1327. Ce prince eut de vifs démêlés avec les états, qui refusèrent de ratifier la donation de plusieurs villes qu'il avait faite à sa seconde épouse Éléonore de Castille, dont il avait un fils. Valence ayant pris les armes à cette occasion, le roi se présenta au conseil de cette ville et s'emporta jusqu'à la menace contre la résistance des magistrats ; mais l'un d'eux, Guillen de Vinatea, lui répondit : « que le conseil ne consentirait » jamais à ratifier un acte contraire à l'intérêt » public. Nous pouvons mourir, sans doute, » dit-il ; mais ceux qui habitent le palais » périront aussi victimes de la fureur du peu- » ple qui veille hors de cette enceinte. » Le monarque crut devoir céder à cette énergique représentation, il révoqua le don extorqué à sa faiblesse par la reine ; mais celle-ci tira vengeance de ses adversaires. A son instigation ils furent poursuivis comme criminels de lèse-majesté ; la plupart subirent la peine capitale, d'autres l'exil. A la mort du monarque, arrivée en 1336, le fils de son premier mariage, l'infant don Pierre, monta sur le trône ; il chassa du royaume sa belle-mère

MCD 2019

et s'empara des biens immenses de cette princesse. Toutefois par l'intervention du roi de Castille, la reine conserva sa vie durant la jouissance des villes qui lui avaient été concédées par son époux. Pierre parvint aussi à dépouiller par une perfidie son beau-frère de la principauté de Majorque; mais il échoua dans le projet qu'il avait formé de transmettre la couronne à sa fille aînée Constance, malgré les lois du pays qui excluaient les femmes du trône. Les Aragonais se soulevèrent, et après une lutte de deux années contraignirent leur prince à reconnaître pour son héritier présomptif don Ferdinand, fils de la douairière Éléonore. Le roi soutint encore une longue guerre contre Pierre-le-Cruel, et contribua puissamment à le précipiter du trône, en fournissant des secours à Transtamare et à ses frères don Fadrique et don Tello. Le goût du prince aragonais pour la pompe et la représentation lui a fait donner le surnom de *Cérémonieux*. Don Juan I prit sa place en 1387; son avènement fut marqué par le procès intenté à sa belle-mère Sibile de Forcia, quatrième femme du monarque défunt. Accusée d'avoir jeté un sort sur le jeune roi et dépouillé le palais des précieux meubles dont il était orné, elle fut soumise aux tourments de la question, et n'échappa au dernier supplice que par l'entremise et les sollicitations du cardinal Pierre de Luna. Les chevaliers attachés à sa personne, livrés aux mêmes tortures, subirent, les uns, la peine capitale, les autres, un emprisonnement perpétuel. Juan ne survécut pas long-temps à cette tragédie, il périt à la chasse en 1395. Son frère don Martin, roi de Sicile, vint occuper le trône d'Aragon; il expira en 1410. Comme il ne laissait pas de descendance directe, six prétendants aspirèrent à son héritage; mais l'infant de Castille, Ferdinand, petit-fils de Pierre IV d'Aragon, l'emporta sur ses concurrents et reçut la couronne en vertu d'une décision rendue par un tribunal composé de commissaires ou députés de l'Aragon, de la Catalogne et de l'Andalousie. Le nouveau prince termina bientôt sa carrière et transmit sa couronne, en 1416, à son fils Alphonse V. Jeanne, seconde du nom, régnait alors à Naples : la faiblesse de son caractère et les torts de sa conduite privée avaient armé contre elle une partie de ses sujets; elle implora le secours d'Alphonse et lui assura le trône de Naples, en le déclarant son fils par adoption. Le monarque aragonais arma en sa faveur; mais Jeanne ayant révoqué l'acte qu'elle avait fait, Alphonse entreprit le siége de Naples. Battu et fait prisonnier par les Génois, il fut livré au duc de Milan; ce prince lui rendit la liberté peu de temps après. Fortifié de son alliance, Alphonse réussit à soumettre les Napolitains. Après avoir procédé dans la capitale à la cérémonie de son couronnement, il fit reconnaître pour héritier de la couronne des Deux-Siciles, Ferdinand, son fils naturel. Né dans un siècle où le goût des lettres avait à peine franchi le seuil des universités, Alphonse se distingua des rois ses contemporains, en attirant les savants à sa cour. Il avait pris pour emblême un livre ouvert, et ne craignit pas de dire un jour *qu'un prince ignorant n'était qu'un âne couronné*.

Son frère, Juan II, roi de Navarre, lui succéda en 1458. Ce prince déjà avancé en âge avait épousé en secondes noces Jeanne Henriquez, fille de l'amiral de Castille. Dirigé par cette princesse, il persécuta don Carlos, prince de Viana, issu de son premier mariage, qui réclamait la couronne de Navarre, héritage de sa mère. La Catalogne se souleva pour faire remettre en liberté le jeune prince, arrêté par les ordres de son père, et qui mourut bientôt après des suites de sa captivité. Sa sœur Blanche le suivit dans sa tombe, empoisonnée par sa belle-mère, impatiente d'assurer à son fils Ferdinand les droits sur la Navarre des deux victimes de son ambition. Mais ce crime mit la reine Henriquez dans le plus grand danger; assiégée dans les murs de Girone, elle fut sur le point de tomber entre les mains de ses ennemis. Néanmoins son courage la fit triompher de la rébellion; mais elle mourut sur ces entrefaites. Son époux, Juan II, chassa les Français de la Cerdagne, et mourut affermi sur son trône à l'âge de quatre-vingt-deux ans [1479]. — Ferdinand recueillit son héritage et devint tout à la

MCD 2019

fois souverain de l'Aragon et de la Sicile.

Revenons maintenant à la Castille, où Henri, quatrième du nom, surnommé l'Impuissant (*el enfermo*), prit la place de son père [1454]. Il ne tarda pas à s'attirer l'inimitié des grands, dont il ne craignit pas de léser les intérêts en même temps qu'il humiliait leur orgueil par des préférences humiliantes. C'est ainsi qu'il revêtit de la dignité de connétable et de celle de chancelier des hommes nouveaux, que la bassesse de leur extraction semblait devoir exclure des hautes fonctions de l'État, comme de celles du palais. Mais la haine des courtisans poursuivait surtout d'une implacable inimitié don Bertrand de la Cueva. Entré page dans la maison royale, il était devenu premier majordome, et avait profité de son emploi pour capter la faveur du prince, qu'il gouvernait entièrement. Au reste, si le roi cherchait à écarter du pouvoir les seigneurs les plus illustres et les plus puissants, il avait de justes motifs de repousser de tels serviteurs, aussi orgueilleux qu'indociles, et dont l'obéissance hautaine n'appuyait l'autorité du prince que pour la partager ou pour l'asservir. La politique de Henri était bonne; mais il ne pouvait la faire triompher qu'à la condition de tenir lui-même les rênes de l'État, au lieu de les abandonner aux mains d'un favori. Un incident servit d'ailleurs les projets de certains personnages qui aspiraient à saisir la toute-puissance; le monarque avait jadis été marié avec Blanche de Navarre; cette union, demeurée stérile durant douze années, fut rompue par la permission du pape; mais Henri, au lieu de contracter un nouveau lien, était resté dans le célibat jusqu'à la mort de son père. Dès qu'il fut monté sur le trône, il demanda la main de l'infante de Portugal. Ce nouvel hyménée n'ayant produit aucun rejeton, l'archevêque de Tolède, le grand-amiral, le grand-maître de Calatrava, les comtes de Haro, d'Albe, de Bénevente et plusieurs autres seigneurs, s'unirent pour demander la convocation des cortès, afin de remédier à certains abus, et de régler la succession à la couronne, puisque le monarque n'avait point d'enfant. Cette demande avait pour but d'assurer le trône au prince Alphonse, frère de Henri; elle fut rejetée opiniâtrement par le roi. Il craignait qu'armé du titre d'héritier présomptif, Alphonse n'en usât au détriment de son autorité et de la paix publique. Sur ces entrefaites, la reine accoucha d'une fille. La naissance de cette princesse semblait devoir ôter toute espérance aux partisans d'Alphonse; elle ne fit, au contraire, qu'animer leur audace. Ils répandirent le bruit que l'enfant était illégitime, puisqu'il avait pour père Bertrand de la Cueva, introduit par le monarque lui-même dans la couche royale. La conduite peu mesurée de la reine accrédita cette rumeur, qui devint la base d'une conspiration tramée contre le monarque. Les conjurés avaient au dehors pour appui le roi d'Aragon, qui voulait marier son fils Ferdinand avec Isabelle, sœur de Henri, et au dedans un parti formidable par le rang et par l'influence de ceux qui le composaient. Placés à la tête de l'Église et de l'Etat, ceux-ci commencèrent par adresser au souverain, au nom des cortès, un manifeste où, après s'être plaints du désordre des finances, et avoir indiqué plusieurs réformes judiciaires, ils accusaient Bertrand de la Cueva d'avoir porté le déshonneur dans la maison royale par sa liaison adultère avec la reine. La princesse Jeanne, fruit d'un commerce illégitime, n'avait aucun droit au trône, qui appartenait aux infants Alphonse et Isabelle, détenus alors à Ségovie, pour les mettre hors d'état de réclamer la couronne, leur héritage. Cette pièce se terminait par la menace de prendre les armes si Henri ne déférait pas aux vœux des signataires [1464].

Intimidé par des exhortations si pressantes, Henri se résolut à mettre en liberté don Alphonse, sous la condition que l'infant serait reconnu héritier de la couronne en s'unissant par un mariage avec sa fille Jeanne. Mais pour dissiper les doutes injurieux répandus contre sa virilité, il chargea deux évêques de faire une enquête à ce sujet. Une pareille mission requérait des connaissances spéciales que des prélats ne pouvaient posséder; ils acceptèrent cependant une tâche si difficile et si délicate; et après de longues informations, ils déclarèrent que les facultés du prince, affaiblies par des excès prématu-

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demorainе del. Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1. Pout Sculp.

ESPAGNE

COSTUMES DE LA NOBLESSE AU 17e SIÈCLE.

rés, avaient rendu stérile son premier hymen, mais que ces mêmes facultés avaient repris toute leur énergie, et mis le prince en état de procréer des enfants. Une pareille décision, en humiliant la majesté du souverain, était en même temps un aveu de la faiblesse de son autorité : les coalisés le sentirent, et dès qu'ils eurent don Alphonse entre leurs mains, ils procédèrent à la déposition solennelle de Henri. Dans une plaine, située près des murs d'Avila, on dressa un vaste échafaud sur lequel était placée une effigie du roi, revêtue de tous les emblêmes du pouvoir souverain. Le monarque fut déclaré déchu du trône; puis l'archevêque de Tolède s'avançant le premier, ôta à l'effigie la couronne, le comte de Placencia l'épée de justice, le comte de Benevente le sceptre, et Lopez de Zuniga jeta par terre l'image du prince : Alphonse fut alors proclamé roi de Castille et de Léon. Une démarche si audacieuse semble prouver que le dogme de la souveraineté du peuple était accrédité dans l'esprit des hommes qui composaient l'assemblée des états. Quoi qu'il en soit, la victoire n'ayant pas sanctionné cette tentative, elle n'eut aucun résultat. Alphonse étant mort sur ces entrefaites, ses partisans voulurent lui substituer Isabelle; mais elle refusa de s'armer contre son frère. Elle fit seulement constater ses droits à la succession royale au détriment de sa nièce Jeanne. Henri voulut en vain revenir sur cette décision, il ne put triompher de la résistance d'Isabelle, appuyée par Ferdinand, roi d'Aragon, devenu son époux en 1469. A la mort du roi, arrivée en 1472, Jeanne, soutenue par les intrigues et l'amour du marquis de Villana, prit le titre de reine à Placencia. Le roi de Portugal tenta aussi de défendre ses droits; il envahit le royaume de Léon, mais il fut battu à Toro, et reprit le chemin de ses États. Destituée de tout appui, Jeanne prit alors la résolution de quitter le monde, et entra dans un monastère à Coïmbre pour se consacrer à Dieu.

ISABELLE ET FERDINAND.

[1474 - 1504 - 1516.]

Nous sommes enfin parvenu à l'un des règnes les plus glorieux et les plus intéressants de l'Espagne, que nous allons voir figurer au premier rang parmi les puissances européennes, et porter ses enseignes jusque sur les rivages d'un nouveau monde, tandis que dans le monde ancien elle étendait chaque jour ses conquêtes. En effet ses rois, devenus puissants par l'union sous un même sceptre des différents royaumes qui divisaient la Péninsule, prennent une sorte d'ascendant suprême sur les princes de leur temps. Ferdinand ouvre cette ère de prospérités. Déjà roi d'Aragon et de Sicile par droit de naissance, son mariage avec Isabelle lui avait soumis la Castille. Mais son pouvoir était mal affermi; son premier soin fut de chercher à l'étendre en enchaînant la turbulence des grands vassaux qui opprimaient également et le monarque et le peuple. La déposition de Henri IV enseignait à Ferdinand ce qu'il avait à craindre d'une ambition si hardie et si menaçante pour son avenir. Plusieurs causes concouraient à favoriser l'entreprise du souverain. La première était l'affaiblissement du système féodal miné par le temps; puis le progrès des lumières activé par la découverte de l'imprimerie et l'augmentation de la richesse publique, fruit des perfectionnements de l'industrie. Échappées au joug de l'ignorance et de la pauvreté, les masses, parvenues à s'entendre et à se compter, étaient devenues les auxiliaires de la royauté. Fort de ce nouvel appui, Ferdinand s'en prévalut habilement. Doué de l'esprit le plus actif et le plus pénétrant, sa célérité renversait les plans de ses adversaires, qu'il avait su deviner par sa perspicacité. Mais la fourberie était le vice de son caractère; elle infectait toutes ses actions en les teignant de ruse et de bassesse. Sans foi et sans honneur, il se jouait de ses traités comme de ses promesses; en un mot, l'intérêt était sa loi, et le succès sa moralité. En proie aux jouissances exclusives de l'ambition, son âme était fermée à tous les autres

MCD 2019

sentiments; et s'il feignait de les éprouver, c'était pour en tirer quelque profit. Ingrat par système, ceux qui l'avaient trop bien servi recueillaient au lieu de sa reconnaissance, sa haine, car il redoutait le mérite comme une rivalité trop dangereuse. Isabelle avait, au contraire, toutes les qualités qui manquaient à son époux. L'élévation de son esprit lui faisait aimer la franchise et la générosité. Elle dédaignait les petits moyens, ou plutôt ils étaient au-dessous de la hauteur de ses prévisions. Aimant la gloire, elle sympathisait avec les talents, et les accueillait sans les craindre. Dans le péril, sa constance s'affermissait par les obstacles. Aussi l'Espagne lui dut-elle la conquête du Nouveau-Monde et celle de Grenade. Elle avait un tendre attachement pour son époux; mais, plus jalouse encore de garder son autorité que de conserver l'affection de Ferdinand, elle ne souffrit jamais que ce dernier empiétât sur ses droits. Elle fut seule reine en Castille, et exerça toujours sans partage dans ses États le commandement suprême. Mais sa piété trop ardente étouffait les lumières de son esprit, et l'entraîna à l'adoption des mesures les plus iniques; croyant agir au nom du ciel, elle ne servit que l'ambition du clergé. C'est le seul reproche qui s'attache à sa mémoire.

La bataille de Toro, en affermissant Isabelle et Ferdinand, leur fournit encore l'occasion de détruire le pouvoir anarchique des nobles. Les soldats portugais qui avaient échappé au carnage s'étaient répandus dans les campagnes, où ils commettaient toutes sortes de brigandages; les paysans s'armèrent pour les repousser. Afin de pacifier le pays et de rétablir la sécurité publique, les deux époux firent revivre la sainte hermandad. C'était une confrérie religieuse, composée de volontaires qui s'engageaient à réprimer les désordres et les crimes si nombreux à cette époque d'anarchie. Les villes et les bourgs fournirent un certain nombre de cavaliers ayant pour mission de garder une étendue de pays déterminée par avance. Ils avaient le droit de pénétrer jusque dans les châteaux pour y saisir les coupables qui cherchaient un refuge dans leurs murs. Une telle institution anéantissait l'indépendance des nobles; ils se virent contraints de plier sous un joug aussi humiliant pour leur orgueil que fatal à leurs intérêts. En effet, elle accoutumait les bourgeois des villes et des campagnes à s'armer au nom du prince, et même à marcher contre le seigneur suzerain dont ils dépendaient suivant la loi féodale. Dans cette milice, les chefs étant nommés par les soldats s'habituaient au commandement et se voyaient les égaux des nobles auxquels ils intimaient des ordres et imposaient l'obéissance. Dans une assemblée d'états tenue à Madrid, les grands réclamèrent l'abolition de la sainte hermandad; mais la reine fit rejeter cette demande par les juntes des villes, empressées à soutenir un gouvernement qui les émancipait de la tyrannie des seigneurs, et n'exigeait pas de nouveaux impôts, car Isabelle n'avait demandé aucune augmentation de subsides, politique adroite, qui lui conquit la majorité des suffrages.

Cependant des révoltes éclatèrent bientôt dans plusieurs provinces du royaume à l'instigation des grands, qui voulaient reprendre par l'épée ce qu'ils avaient perdu par la puissance législative; mais la reine ayant levé des troupes, se mit à leur tête et força les rebelles à se soumettre. A son exemple, Ferdinand contraignit les nobles de l'Aragon à reconnaître le pouvoir des lois. Il parcourut les montagnes voisines de Burgos, livra au dernier supplice tous les malfaiteurs tombés entre les mains de la sainte hermandad, et rasa les châteaux de plusieurs gentilshommes devenus les repaires du brigandage. La politique de Ferdinand obtint encore un succès non moins important, ce fut la réunion qu'il fit en sa personne des trois ordres de chevalerie d'Alcantara, de Calatrava et de Saint-Jacques. Ces ordres possédaient des forteresses redoutables et des biens immenses, qui permettaient à leurs chefs de troubler l'État au gré de leur ambition. Le monarque ouvrit des négociations avec les commandeurs, dont il désarma l'opposition par des promesses et par des présents, et réussit à s'investir des trois grandes maîtrises qui augmentaient sa puissance et ses revenus. Disposant, par des garnisons, des châteaux appartenant à ces ordres, il gagna aussi

MCD 2019

les chevaliers par les bénéfices dont il disposait [1478]. S'il nous fallait entrer dans le détail des faits relatifs à la lutte que Ferdinand et Isabelle soutinrent contre les grands de la Castille et de l'Aragon, nous dépasserions les limites qui nous sont imposées. Nous avons dû les résumer en quelques lignes. Le but des deux époux était d'abattre le régime féodal si funeste à la tranquillité comme à la prospérité de l'Espagne; ils en vinrent à bout par les moyens que nous avons indiqués, et en créant un système administratif destiné à protéger les masses contre l'oppression. C'est ainsi que des corrégidors furent établis dans toutes les villes; ils étaient chargés de rendre la justice sous la surveillance des magistrats. Des fonctionnaires particuliers reçurent en outre la mission exclusive de prendre en main la cause des gens du peuple, soit pour les défendre devant les tribunaux, soit pour leur servir de guides et protecteurs s'ils étaient maltraités par des gentilshommes. Les seigneurs suzerains perdirent leurs droits honorifiques, entre autres celui de se faire accompagner par des gardes; en un mot, il ne leur resta plus que des titres désormais sans valeur, puis qu'ils étaient dépouillés des priviléges qui faisaient leur force. Plusieurs conseils établis auprès des souverains dirigeaient le gouvernement et exerçaient une surveillance suprême sur les agents dn pouvoir. Ceux qui en faisaient partie appartenaient à toutes les classes de la société; le mérite et non la naissance y donnait seul accès. Isabelle présidait ces conseils, auxquels Ferdinand était admis; et lorsque ce prince examinait avec ses ministres les affaires relatives à son royaume, la reine prenait part à toutes les discussions, et les fortifiait de son approbation. Pour ne pas charger la nation de nouveaux tributs, et achever la ruine des nobles, Isabelle réclama les terres aliénées sous le règne de son prédécessseur, et fit rentrer au domaine royal une foule de châteaux tombés en la possession des courtisans, qui les avaient distribués à leurs créatures. Un grand nombre de forteresses, qui n'appartenaient pas à des fiefs, furent aussi démolies par ses ordres, comme servant de retraites à des bandits; mais il existait un motif plus impérieux, celui d'ôter aux propriétaires les moyens d'entraver l'exercice de l'autorité du prince.

Mais ce qui assurait plus encore que les lois l'obéissance au pouvoir royal, c'est que les deux rois, dans les occasions importantes, se chargeaient eux-mêmes d'exécuter leurs décrets. Ainsi le comte de Valence et le comte de Luna ayant osé lever des soldats pour terminer un différend qui s'était élevé entre eux relativement aux limites de leurs terres, Isabelle ordonna à l'amiral et au connétable de Castille de les arrêter, et ne les relâcha que lorsqu'ils eurent promis d'acquiescer au jugement qui fut rendu par les tribunaux. Un prince du sang, don Frédéric, ayant fait charger de coups un gentilhomme, son rival auprès d'une fille d'honneur de la reine, dont il était amoureux, Isabelle, dès qu'on l'instruisit de cette action, monta à cheval sur-le-champ, et courut à Simancas, place forte où résidait le père du coupable. Elle exigea de lui la remise de Frédéric, qui expia sa faute par la prison et par l'exil. Ferdinand sut montrer aussi la même fermeté pour faire respecter ses volontés. — Si les époux-rois, en sapant l'anarchie féodale, assuraient le repos et l'indépendance de leurs sujets, ils ne tardèrent pas à détruire en partie les heureux effets de cette politique par l'établissement de l'inquisition. Mais pour bien comprendre les causes qui amenèrent l'érection de ce tribunal, il nous semble indispensable de remonter un peu haut dans le passé; car c'est dans l'Évangile, dans les maximes de l'Église et la jurisprudence de l'empire romain que l'on a puisé des exemples et des arguments pour violenter les consciences, et les forcer de croire par le fer et par le feu.

Durant les trois premiers siècles qui suivirent la venue de Jesus-Christ, les fidèles se contentaient d'avertir deux fois tout homme prévenu d'hérésie, et d'éviter sa présence s'il refusait de reconnaître sa faute. Lorsque l'Eglise eut abattu le paganisme, elle demanda aux successeurs de Constantin de soumettre à des peines afflictives les adversaires de ses dogmes. Les codes publiés au nom de Théodose et de Justinien prononcèrent con-

MCD 2019

tre ces derniers divers châtiments, tels que l'exil, la confiscation des biens, la défense de tester; d'autres législateurs ajoutèrent la mort, mais seulement contre les manichéens. Le préfet du prétoire fut alors chargé d'appeler à son secours le zèle des délateurs pour dénoncer ceux qui professeraient secrètement des opinions condamnées par le pouvoir spirituel. Mais si l'inquisition a pris naissance dans la législation du Bas-Empire, alors remise aux mains des magistrats, elle garda quelque mesure dans ses actes. A l'époque où le clergé établit sa domination dans les nouveaux Etats fondés par les Barbares, il s'empara du pouvoir judiciaire pour en faire un droit de l'épiscopat; des conciles, composés de prélats et d'abbés, punirent l'hérésie par le fouet, la prison et la confiscation des biens. Appuyés par de tels exemples et par la suprématie politique que les papes avaient su conquérir, l'Eglise se trouva seule investie du privilége de réprimer les attaques et les infractions portées à ses lois. Quand il disposa des trônes, le souverain pontife voulut commander aux consciences, et suppléa par le glaive aux efforts souvent inutiles de la persuasion. C'est ainsi qu'au treizième siècle les Albigeois furent exterminés dans les comtés de Tolouse, de Foix, de Béziers, de Comminges et de Carcassonne, pour avoir refusé de se convertir et d'abandonner des opinions dogmatiques sans danger pour la morale, mais dont les conséquences menaçaient de saper les fondements du pouvoir de la cour de Rome : celle-ci prêcha contre eux une croisade dont les directeurs spirituels étaient des moines, entre autres saint Dominique. Ils fondèrent, en 1208, un tribunal d'inquisition livrant au bûcher les hérétiques, et soumettant à des pénitences canoniques les accusés qui consentaient à sauver leurs jours par l'abjuration. Eclose en Provence, l'inquisition reçut enfin, en 1227, du pape Grégoire IX, une forme stable et régulière; il l'établit dans la capitale du monde chrétien, dans presque toute l'Italie et même en France, où elle ne parvint jamais à se naturaliser. L'Espagne chrétienne [1233] (1) reçut avidement la loi nouvelle; ses ministres principaux, les dominicains, déployèrent le zèle le plus actif dans leurs fonctions; ils firent brûler un grand nombre d'hérétiques, et l'un d'eux, Nicolas Eymerick, publia *le Guide des Inquisiteurs*, où il prit soin de rassembler en corps de doctrine toutes les lois portées contre l'hérésie, en même temps qu'il communiqua à ses confrères le fruit de ses longues expériences sur cette matière. Toutefois, gêné par les évêques, dont il menaçait d'annuler la juridiction, et par la magistrature, qui contenait ses écarts, le saint tribunal n'occupait encore qu'un rang secondaire, lorsque l'ambition hypocrite de Ferdinand et la piété crédule d'Isabelle lui fournirent l'occasion de saisir la première place dans l'État. Un Juif ayant fait paraître un écrit contre le gouvernement du monarque et la religion du Christ, la reine s'alarma de cette attaque; certains ecclésiastiques en profitèrent pour prêcher le parti de la rigueur. Ils furent secondés par l'assemblée des cortès, qui s'ouvrit à Tolède à la même époque [1480], où l'on renouvela d'anciens réglements portés contre les Juifs. Quoique les députés n'eussent témoigné aucun désir d'établir le système inquisitorial, le nonce et les dominicains s'appuyèrent des actes promulgués par l'assemblée pour obtenir de la reine et de son époux la nomination de deux inquisiteurs qui s'établirent à Séville, dans un couvent de l'ordre de saint Dominique, le 2 janvier 1481. Ils furent d'abord si mal accueillis par les autorités de la ville, qu'il fallut de nouveaux ordres pour déterminer le gouverneur et les magistrats à prêter leur appui au saint office. A peine installés, les inquisiteurs débutèrent par jeter en prison un si grand nombre de personnes, qu'ils furent obligés de quitter le couvent, leur première résidence, pour aller habiter un vaste château situé dans un faubourg de Séville. Ils agirent avec une activité si meurtriere, que, dans l'espace de quelques mois, deux cent quatre-vingt-dix-huit nouveaux chrétiens périrent sur le bûcher; et qu'avant la fin de cette même année [1481], dans l'évêché de Cadix et dans l'Andalousie, deux mille personnes subirent la peine du feu, et

(1) La Castille, la Navarre, l'Aragon et le Portugal.

MCD 2019

dix-sept mille des peines canoniques. Au moyen-âge, les Juifs, voués exclusivement au commerce et à l'usure, avaient accaparé d'immenses capitaux. En butte à la haine des peuples, qui enviaient leurs richesses, ils étaient fréquemment exposés à tous les genres d'outrages et d'injustices, souvent même à la mort; car les masses qui attribuaient leur misère à la rapacité des enfants d'Israël, s'en vengeaient en les immolant. L'Allemagne, la France et l'Italie furent successivement le théâtre de ces scènes déplorables; en Espagne la fureur populaire commit des excès non moins honteux. La crainte força alors un grand nombre de Juifs d'embrasser le christianisme, et dans les premières années du quinzième siècle, plus d'un million des sectateurs de Moïse reçurent le baptême. Ce furent ces nouveaux chrétiens que les inquisiteurs poursuivirent avec le plus d'acharnement; car on pouvait mettre en doute leur sincérité, et les richesses qu'ils possédaient promettaient une abondante moisson. L'inquisition s'étendit rapidement dans les États de Ferdinand et d'Isabelle, où elle fut accueillie avec une répugnance marquée, surtout en Aragon. Les députés des cortès réclamèrent auprès du roi, puis sollicitèrent le souverain pontife d'abolir au moins l'article de la confiscation des biens, contraire aux priviléges de la province; ils ne purent obtenir satisfaction. Les Aragonais résolurent alors de se faire justice par l'assassinat, et massacrèrent Pierre Arbuès, inquisiteur principal de Sarragosse; mais cette tentative de résistance, qui fut la seule, ne put affranchir l'Espagne de ce fléau, dont elle a subi les ravages jusqu'à nos jours.

Il est difficile d'imaginer rien de plus inique que la jurisprudence et les formes de procédure du saint office. Le prévenu ne pouvait connaître par avance la nature de son crime, ni prendre communication des charges portées contre lui; il ignorait aussi quels étaient ses accusateurs, dont les noms étaient toujours soigneusement cachés : s'il niait la vérité des dépositions, il était livré aux tourments de la question; s'avouait-il coupable, il était puni comme convaincu; s'il se rétractait, il subissait de nouvelles tortures, dont la violence lui ôtait la vie ou le condamnait à des infirmités sans remède. La confiscation des biens suivait toujours la condamnation au bûcher comme à d'autres peines, telles que les galères ou des pénitences canoniques. La tombe ne mettait pas même à l'abri de l'acharnement persécuteur de l'inquisition; elle déterrait les morts, les flétrissait de ses jugements, les brûlait en public, et se saisissait des biens qu'ils avaient laissés. Grâce à cette monstreuse jurisprudence, les familles étaient exposées à chaque instant à se voir dépouillées des revenus qui leur appartenaient par un droit sacré. Déchus par la confiscation des avantages de la richesse, les enfants et les petits-enfants des condamnés étaient encore exclus de tout emploi honorifique; ils ne pouvaient même se parer de pierreries ou de bijoux, ni porter aucun vêtement dans lequel il entrait de l'or, de l'argent et de la laine fine. Au reste, l'inquisition prétendait soumettre à sa jusqu'à loi ces saintes affections qui lient si étroitement entre eux les membres issus d'une même souche. Elle ordonnait à la mère de dénoncer ses enfants, à l'époux de lui livrer sa femme, au frère d'accuser son frère, introduisant ainsi le trouble et la défiance au sein du foyer domestique. Pour encourager la délation qui l'alimentait de victimes, elle promettait non-seulement un secret inviolable aux dénonciateurs, mais ceux qui signalaient au fisc des biens soustraits à sa voracité, en recevaient la quatrième partie. En un mot, la cupidité, la haine, l'envie, tels étaient les auxiliaires que le saint tribunal appelait à son aide. Mais il fallait vider les prisons afin de les remplir de nouveaux hôtes; alors les inquisiteurs célébraient avec la plus grande pompe ce qu'ils appelaient un *auto-da-fe* (1). Ceux qui avaient encouru la peine capitale portaient un *san-benito*, robe de laine teinte en jaune, semée de croix et de flammes; ils étaient coiffés d'un bonnet rond pyramidal, chargé des mêmes représentations et appelé *coroza*. Quant aux accusés admis à la réconciliation, c'est-à-dire frappés de châtiments qui n'entraînaient pas la perte de la vie, ils

(1) Ce mot signifie acte de foi.

MCD 2019

étaient aussi revêtus d'un *san-benito* et du *coroza;* mais la pointe des flammes, au lieu d'être droite, était renversée. On conduisait en grande pompe tous ces malheureux sur la plus grande place de la ville, où, en présence des autorités, quelquefois même du monarque et des princes de son sang, des personnages les plus distingués par le rang et la fortune, et d'une multitude de peuple, ils subissaient un long sermon, puis on ramenait les uns dans leurs cachots, tandis qu'on livrait les autres au bras séculier, auquel on recommandait hypocritement de les traiter avec douceur. En vertu de cette recommandation les derniers expiraient dans les flammes; ni les dignités, ni les titres, ni l'âge, ni le sexe ne pouvaient sauver du bûcher, qui dévorait des gens de toute condition, des vieillards et des jeunes filles, voués aux mêmes souffrances avec une égalité meurtrière. Au quinzième et au seizième siècle les *auto-da-fe* avaient lieu suivant le nombre plus ou moins grand des condammés; dans la suite, ils ne furent plus célébrés qu'une fois par année, mais avec une pompe et une solennité faite pour frapper les yeux et l'esprit des spectateurs. Comme le glaive inquisitorial était suspendu sur toutes les têtes, les grands et les fonctionnaires de l'État se mirent au service du saint office; sous le titre de familiers, ils exécutaient ses ordres et jouissaient du privilége, dans la cérémonie d'un *auto-da-fe*, d'accompagner les condamnés auxquels ils servaient de parrains. Protégés par les rois et par la cour de Rome, les inquisiteurs imposèrent le joug de leur tyrannie au clergé comme aux laïques. Ils s'emparèrent de la juridiction des évêques, les mirent en jugement, les déposèrent de leur siége, et pour achever de subjuguer tout le corps ecclésiastique, ils obligèrent, sous peine d'excommunication, les confesseurs de dénoncer les pénitents qui avoueraient avoir lu ou possédé des livres écrits par des hérétiques. S'ils négligeaient de remplir ce devoir, les confesseurs étaient passibles des mêmes peines que les coupables de ces mêmes délits.

L'ambition du saint office n'était pas satisfaite de régner sur la terre ferme; elle obtint de Philippe II l'érection d'un tribunal des flottes et des armées chargé de poursuivre l'hérésie sur les navires espagnols; mais cette nouvelle magistrature apportait de si grandes entraves à la navigation, que le pouvoir se hâta de l'abolir. Une tentative encore plus hardie fut le projet d'un ordre militaire, *l'épée blanche*, dont les membres, affranchis de toute juridiction ecclésiastique et civile, reconnaissaient pour chef suprême le grand inquisiteur, qui aurait ainsi tenu dans ses mains le pouvoir militaire. Cependant Philippe II sentit les conséquences de ce projet, et le rejeta après l'avoir soumis à l'examen de son conseil. Parmi les personnages placés à la tête du saint office, et dont la mémoire est vouée à l'exécration, il faut compter surtout le célèbre Torquemada, nommé, en 1483, premier inquisiteur général; il a surpassé en férocité tous ses successeurs, on en jugera par le calcul de ses victimes, qui, dans l'espace de dix-huit années, s'élevèrent à dix mille personnes livrées au feu, et à plus de quatre cent mille autres traînées aux galères, enfermées dans des prisons, et dépouillées de toute leur fortune : nous ne comptons pas ici les infortunés qui périrent en Sicile, en Sardaigne et dans le Nouveau-Monde. Tels furent les premiers fruits de l'institution fondée par saint Dominique, et que Ferdinand et Isabelle crurent devoir restaurer, l'un dans l'intérêt de son pouvoir, l'autre dans celui de la religion.

Instituée d'abord contre les Juifs, l'inquisition fut appelée ensuite à sévir contre les Maures. Établis depuis huit siècles en Espagne, où ils avaient fondé de puissants États, les Maures, affaiblis par leurs divisions, s'étaient laissé ravir toutes leurs conquêtes par les princes chrétiens. Une seule restait debout, c'était Grenade, capitale d'un royaume qui commandait à quatorze cités et à quatre-vingt-dix-sept places fortifiées, sans compter un assez grand nombre de bourgs et de villages défendus par des châteaux occupés par des garnisons. Grenade s'étendait sur deux collines, et descendait dans une vallée profonde arrosée par la rivière de Darro. Sur une de ces collines s'élevait l'Alhambra, édifice immense, tout à

MCD 2019

la fois palais et forteresse, dont les murs et les salles désertes, quoique dégradés par la main du temps, inspirent encore l'admiration et le respect. L'Alcazaba, château fortifié, occupait l'autre colline, et commandait à la plus grande partie de la ville, composée de soixante-dix mille maisons, et coupée de rues étroites et de petites places, suivant la coutume des peuples orientaux. Malgré son étendue, toute l'enceinte de la cité était entourée de haute murailles, dont le circuit embrassait trois lieues. Bâtie dans le fond d'une vallée, que le Sierra-Navada couronne de ses pics couverts de neiges éternelles, quand les feux du soleil brûlaient les contrées voisines, Grenade était défendue des chaleurs accablantes de l'été par des brises qui rafraîchissaient incessamment l'air embrasé. Au pied de ses remparts s'étendait la Vega, vaste plaine bordée par de hautes montagnes, où coulait le Xenil et où serpentaient une foule de petits ruisseaux, qui, conduits par des rigoles, allaient porter sur tous les points une inépuisable fécondité. L'oranger, le citronnier, le figuier prodiguaient leurs fruits savoureux et parfumés, tandis que, répandu par milliers dans les champs, le mûrier nourrissait de ses feuilles l'insecte qui produit la soie. Aussi les Maures s'étaient persuadés que ce coin de terre, si riant et si délicieux, offrait l'image du paradis promis par Mahomet aux disciples les plus fervents de la foi musulmane.

Depuis plusieurs années les habitants de Grenade jouissaient des douceurs de la paix, achetée au prix d'un tribut qu'ils payaient au roi de Castille et de Léon; mais quand Muley Aben-Hassan parvint au trône, en 1482, il résolut de s'affranchir d'une obligation qui pesait à sa fierté. Sommé de s'acquitter, il répondit à l'envoyé de Ferdinand : « Dites à votre maître que les Maures n'ont » aujourd'hui pour toute monnaie que le » tranchant de leurs cimeterres et la pointe » de leurs lances. » Puis, dès que l'ambassadeur chrétien se fut éloigné, il se mit en campagne, et s'empara par surprise de Zahara, place située sur la frontière. Le prince musulman prétendit n'avoir pas enfreint la foi des traités, se fondant sur une ancienne coutume qui permettait aux deux nations de tenter l'une contre l'autre des attaques à main armée, pourvu qu'elles se terminassent en trois jours. Le but de cette convention était d'entretenir la vigilance des gens de guerre. Ferdinand, pour toute réponse, se saisit à son tour d'Alhama, ville importante, située à huit lieues de la capitale ennemie. Aben-Hassan se mit aussitôt en campagne pour la reprendre; mais, prévenu par l'activité de Ferdinand, qui se présenta à la tête de trente mille hommes, il se vit contraint de revenir à Grenade. A son retour, il fut accueilli par les murmures de la multitude, qui voyait avec effroi la guerre se rallumer; car, à la nouvelle de la prise de Zahara sur les chrétiens, un derviche avait parcouru les rues de la ville en criant que l'heure de la destruction de l'empire allait sonner. Cette sinistre prédiction avait glacé tous les cœurs et affaibli leur attachement pour la personne d'un prince qui semblait pousser l'État vers sa ruine. Mais une victoire eût suffi pour relever le peuple de son abattement et le ramener à son roi, si la conduite du monarque n'avait fait naître dans sa cour des haines qui précipitèrent sa chute. Parmi les femmes qui remplissaient son harem, deux surtout, décorées du titre de sultanes, se partageaient son affection : l'une, Maure de naissance, se nommait Ayxa; l'autre, appelée Zorayna, était née chrétienne. Aux débats qu'excitait entre elles l'empire de la beauté se joignait encore l'ambition. Ayxa avait un fils, Boabdil (1), auquel elle voulait assurer le trône, à l'exclusion des deux enfants de sa rivale. Cette dernière, favorisée par sa jeunesse et par ses charmes, avait poussé le vieux prince à se défaire de ses autres enfants, sous le prétexte que ceux-ci nourrissaient des projets sinistres contre lui. Elle réussit ensuite à faire planer les mêmes soupçons sur Boabdil, et excita si vivement les craintes d'Aben-Hassan, qu'il fit enfermer dans une des tours du palais Ayxa et ses

(1) Les historiens espagnols l'appellent ainsi; mais les chroniqueurs arabes lui donnent le nom d'Abu-Abdala : nous avons conservé le nom de Boabdil, consacré par l'usage.

MCD 2019

fils, en attendant qu'il eût prononcé sur leur sort. La sultane le prévint : par le moyen des châles et des ceintures de ses femmes, elle descendit, ainsi que ses fils, par la fenêtre de sa prison, et monta sur un coursier rapide qui la conduisit à Guadix, ville située dans les Alpuxarres, où elle se fortifia, en même temps qu'elle s'occupait à se créer des partisans. La fuite d'Ayxa avait précédé l'expédition entreprise par le roi pour reprendre Alhama. Rentré dans Grenade, après avoir éprouvé l'échec le plus complet, il alla visiter, un jour, une de ses maisons de plaisance hors des murs de la cité. Mais quand il revint, il trouva les portes fermées, et apprit que Boabdil venait d'être proclamé à sa place. Il alla se réfugier à Baza; mais, trop fier et trop courageux pour céder le trône sans résistance, il arriva un soir près de Grenade, à la tête de cinq cents hommes, escalada les murs, et pénétra dans l'Alhambra, où il mit à mort, sans distinction d'âge ou de sexe, tout ce qui s'offrit à ses coups. Puis il se précipita dans les rues, à la tête des siens; le peuple prit les armes, et le combat se soutint toute la nuit. Mais, quand le jour montra le petit nombre des défenseurs du vieux monarque, la lutte s'engagea avec une nouvelle furie, et Aben-Hassan, après une longue résistance, gagna l'une des portes de la ville, et s'enfuit à Malaga.

La division qui venait d'éclater entre les Maures servait trop bien les intérêts des Espagnols pour qu'ils ne cherchassent pas à en profiter. Le marquis de Cadix tenta une expédition dans les montagnes de Malaga; mais, attaqué par El-Zagal, frère d'Aben-Hassan, il subit une déroute complète. A la nouvelle de ce succès remporté au profit de son rival, Boabdil se mit en marche à la tête d'une petite armée. Il brûlait de se signaler en combattant contre les chrétiens, pour ravir l'affection de ses sujets, qui, accusant son inaction, la taxaient de lâcheté. Il entra dans l'Andalousie, et résolut de faire le siége de Lucéna. Le comte de Calvo et don Gonzalve de Cordoue accoururent au secours de la place, battirent le prince maure, qui eut le malheur de tomber entre leurs mains [1483]. Loin de s'affliger d'une défaite honteuse et fatale à la fortune de ses compatriotes, Aben-Hassan mit tout en œuvre pour en tirer avantage, en faisant répandre parmi le peuple que le malheur de Boabdil devait être interprété comme un arrêt du ciel prononçant qu'il n'était pas digne de régner. Plusieurs villes ouvrirent leurs portes au vieux monarque, qui parvint à pénétrer dans Grenade et à s'emparer de l'Alhambra. La mère du prince captif, Ayxa, se renferma, avec ses trésors et un grand nombre de ses partisans, dans l'Albaycen, château fortifié à l'autre extrémité de la ville, qui se trouva ainsi partagée entre deux souverains armés l'un contre l'autre. Comme les forces de chaque parti se balançaient, Aben-Hassan, n'osant risquer une attaque à force ouverte, envoya des ambassadeurs à Ferdinand; ils avaient mission d'obtenir à tout prix que Boabdil fût livré aux mains de son père : un refus repoussa cette demande, qui révolta surtout Isabelle. De son côté, Ayxa ouvrit des négociations avec les deux rois, auxquels elle proposait de reconnaître pour prince de Grenade son second fils, qui se déclarerait vassal de la couronne de Castille et paierait un tribut annuel; tous les chrétiens devenus captifs depuis cinq ans par le sort de la guerre devaient être rendus à la liberté. Ferdinand était seul à Cordoue quand il reçut communication de cette offre; il ne crut pas devoir y répondre, et envoya chercher Boabdil au château de Vaena, où il était renfermé. Sa politique habile prévit qu'en brisant les fers de son prisonnier, il se créerait un allié, en même temps qu'il affaiblirait les Maures en entretenant leurs dissensions. En conséquence, il soumit à l'acceptation de Boabdil plusieurs articles par lesquels celui-ci s'engageait à reconnaître la suzeraineté de la Castille, à payer une redevance de douze mille pistoles, et à donner en otages son fils aîné et de jeunes enfants maures, appartenant aux familles les plus distinguées. Le faible Boabdil jura toutes ces conditions, et fut reconduit dans ses États avec une escorte destinée en apparence à lui faire honneur, mais qui rendait sa honte plus manifeste à tous les yeux. Son entrée dans

MCD 2019

Grenade devint le signal de nouveaux troubles ; on se battit avec fureur dans les rues ; après des flots de sang répandus, et quand la lassitude eut disposé les esprits à s'entendre, le clergé et les nobles intervinrent, et Boabdil consentit à se retirer à Almeria.

Sur ces entrefaites, les Espagnols avaient repris les armes; ils s'emparèrent de Zahara, place d'une grande importance, et portèrent la dévastation jusque sous les murs de la capitale où résidait le vieux roi, spectateur impuissant de tous ces désastres. Accablé par l'âge et privé de la vue, il était incapable de prendre une part active à la guerre, et le peuple de Grenade, toujours inconstant, tourna les yeux vers Abdala-el-Zagal, frère d'Aben-Hassan. L'alfaqui Macer profita de la nouvelle de la chute de Ronda pour rassembler la multitude, à laquelle il peignit el-Zagal comme le seul homme dont le bras pouvait sauver la patrie. Celui-ci se trouvait à Malaga, et accepta avec une répugnance affectée l'offre de la couronne. Il se rendit à Grenade, et fut reçu dans l'Alhambra par le vieux roi, qui se soumit à son sort avec résignation, lui remit le pouvoir et sortit de la ville avec sa famille pour se retirer à Almunecar, place située près de la côte. Il y mourut quelque temps après ; El-Zagal s'empara de ses trésors, et fit renfermer dans la tour de Comarès (1) sa veuve Zorayna avec ses deux fils. Possesseur d'un trône qu'il devait au caprice de la populace, il sentait le besoin de chercher des appuis, et tenta de se rapprocher de son neveu Boabdil, auquel il fit offrir de le reconnaître en qualité de souverain de la moitié du royaume. Un traité d'alliance devait être le prix de cette concession. Boabdil accepta la proposition, sans renoncer à son droit de posséder en entier l'héritage paternel. Mais il reconnut bientôt que l'existence de son rival n'était pas le seul obstacle qu'il lui fallait vaincre pour obtenir ce résultat. En effet, vassal, ou plutôt esclave de Ferdinand, il n'était plus que l'instrument des projets ambitieux du monarque espagnol, qui tantôt le soutenait contre son compétiteur, et tantôt lui défendait de profiter des occasions de s'affermir. C'est ainsi que plusieurs villes maures ayant offert de passer sous la domination de Boabdil, Ferdinand défendit au prince maure d'accepter, prétendant que ces villes devaient lui appartenir en qualité de seigneur suzerain.

El-Zagal ne put cependant se maintenir dans Grenade ; mais il possédait un territoire plus riche et plus étendu que la portion restée à son neveu. Son empire s'étendait depuis la ville de Jaën jusqu'à la Méditerranée, et pénétrait ainsi dans le centre du royaume. Outre le port d'Alméria, aussi florissant et aussi peuplé que la capitale, il était maître des cités de Baza et de Guadix, et tenait sous son sceptre une grande partie des Alpuxarres. Les habitants de ces montagnes lui étaient dévoués; ils aimaient la guerre, et pouvaient mettre sous les armes cinquante mille hommes aussi braves que robustes. Devenus maîtres de Malaga après un siége long et meurtrier, les deux époux rois, qui méditaient l'anéantissement de la puissance mauresque en Espagne, se mirent en mesure d'attaquer El-Zagal; et dans le cours de l'année 1588, ils investirent Baza, défendue par un prince maure nommé Cidi-Yahie. La place opposa une défense opiniâtre, qui fut vaincue par la ténacité d'Isabelle ; elle empêcha son époux de se retirer, en lui amenant des renforts et des provisions. Son arrivée au camp ranima le courage des siens, tandis qu'il jeta le découragement parmi les assiégés. Ils demandèrent à capituler, mais à la condition qu'il leur serait permis d'envoyer un messager à El-Zagal, dont la réponse réglerait leur conduite. Le vieux prince ayant déclaré qu'il était hors d'état de secourir la place, elle se rendit. Cidi Yahie obtint des conditions avantageuses pour ses compatriotes ; la grâce et la dignité des manières d'Isabelle, et les sentiments généreux qu'elle exprima, captivèrent si bien le prince maure, qu'il jura de ne plus tirer l'épée contre les chrétiens ; il offrit même d'aller trouver El-Zagal pour le déterminer à mettre bas les armes. Il réussit

(1) Cette tour faisait partie du palais de l'Alambra.

MCD 2019

pleinement dans sa mission : lassé de combattre sans espoir de vaincre, le monarque consentit à livrer Guadix et Alméria, et reçut en échange le territoire d'Alhamin dans les Alpuxarres, avec la moitié des revenus des salines de Maleha; on lui permit encore e garder le titre de roi d'Andaxara, et de ommander à deux mille sujets; mais il se reconnut vassal de la couronne de Castille.

Quand il apprit que son oncle était détrôné, Boabdil se félicita de cet événement; enfin il régnait seul sur les Maures, et l'amitié de Ferdinand allait affermir la couronne sur son front. Il sut bientôt ce qu'il devait attendre d'un pareil allié, qui le somma de lui remettre Grenade. En effet, Boabdil avait pris l'engagement de céder sa capitale aux rois catholiques dès que Guadix, Baza et Alméria seraient tombées en leur pouvoir. Lié par une promesse imprudente, il se trouvait même hors d'état de l'accomplir : remplie de réfugiés des villes voisines et de soldats déserteurs de leurs drapeaux, Grenade respirait le trouble et la révolte. L'infortuné monarque représenta vainement tous les dangers de sa situation, l'impossibilité de contraindre à l'obéissance une multitude plus irritée qu'abattue des revers de la cause musulmane; il ne put désarmer l'obstination de Ferdinand, qui l'accabla de ses reproches et de son dédain; car, jugeant que Boabdil était déjà détrôné, il envoya un second message adressé aux autorités de la ville, pour leur ordonner d'en ouvrir les portes à ses soldats, et menaçant, en cas de refus, de faire éprouver à Grenade le triste destin de Malaga.

Cette sommation inattendue jeta la consternation et la colère dans tous les esprits. Les uns, empressés de mettre à couvert leurs richesses, ou qui frémissaient à la pensée de voir traîner en esclavage leurs femmes et leurs enfants, inclinaient à se soumettre; d'autres, au contraire, qui avaient bravé la mort dans les combats, ou dont la fierté s'irritait de céder à la menace, étaient disposés à braver tous les périls, aimant mieux que Grenade fût ensevelie sous ses ruines que d'être la proie des infidèles. Parmi les hommes déterminés à risquer leur vie plutôt que de subir le joug des chrétiens, se faisait remarquer un cavalier issu d'une noble race; il se nommait Muza-ben-Abil-Gazan. Il s'efforça d'éveiller le courage de ses compatriotes par son exemple et par ses discours, et les enflamma si vivement, que les magistrats de la cité, entraînés par le torrent de l'opinion publique, firent répondre à Ferdinand qu'ils préféraient mourir à la honte de rendre la ville.

Le monarque espagnol de tarda pas à ouvrir la campagne, et vint, à la tête d'une armée nombreuse, promener le fer et la flamme dans la plaine de la Vega, brûlant les maisons, coupant les arbres, détruisant les moissons. Peu de jours suffirent pour changer ces campagnes fertiles en un désert aride, sillonné par des ruines fumantes. Les chrétiens se bornèrent à ravager les environs de Grenade, dans le but d'affaiblir les Maures, en détruisant leurs ressources. Enfin, au mois d'avril de l'année 1491, Ferdinand vint camper aux portes de Grenade, résolu de terminer la guerre par la prise de cette ville. De son côté, Boabdil se prépara à lui opposer une résistance opiniâtre. Tous les habitants s'armèrent, et Muza, à la tête d'une troupe de cavaliers, exécutait chaque jour des sorties presque toujours heureuses. Fatigués de ces attaques, les assiégeants prirent le parti de se fortifier, ils creusèrent de larges fossés, plantèrent des palissades, et se logèrent dans des cabanes construites avec des pieux et des branches d'arbres. Sur ces entrefaites, Isabelle se rendit au camp, et donna par sa présence une nouvelle impulsion aux opérations militaires; mais un incendie, fruit de la négligence qui détruisit les quartiers des Espagnols, loin de les rebuter, les embrasa d'une nouvelle ardeur; à la place d'un camp ils jetèrent les fondements d'une ville. On la nomma Santa-Fé. Cette œuvre s'exécuta sous les yeux des deux rois avec une incroyable rapidité; car le bois, la pierre et la tuile ne manquaient pas aux travailleurs; les bourgs et les villages des Maures, vides de leurs habitants, en offraient en abondance. Chaque corps de l'armée construisit ses logements; bref, la nou-

MCD 2019

velle cité sortit de terre comme par enchantement, et fut terminée en moins de trois mois. On y appela des marchands qui en firent bientôt le séjour de l'abondance. Tandis que Santa-Fé s'élevait en vue de Grenade, celle-ci commençait à sentir les horreurs de la famine. Un blocus rigoureux en interdisait les approches ; elle n'avait point de secours à attendre de la part des princes de la Mauritanie ; une flotte espagnole croisait dans le détroit pour donner la chasse aux vaisseaux venant de l'Afrique : en un mot, tout faisait présager aux habitants qu'ils devaient se rendre ou braver les chances terribles d'un assaut. Dans cette extrémité, Boabdil convoqua dans son palais un grand conseil composé des principaux officiers de l'armée, des alfaquis, ou docteurs de la loi, et des magistrats chargés des fonctions municipales ; tous furent d'avis de capituler, à l'exception de Muza, dont les paroles courageuses demeurèrent sans effet sur des âmes attiédies et découragées. Abul-Casem, principal ministre du prince maure, se rendit au camp des chrétiens pour arrêter les bases d'un traité. Gonzalve de Cordoue et Ferdinand de Lara reçurent mission de la part des époux-rois d'en débattre les conditions. Elles portaient que les hostilités seraient suspendues durant soixante-dix jours, à l'expiration desquels Grenade ouvrirait ses portes, si elle n'était pas secourue du dehors ; que tous les chrétiens captifs seraient mis en liberté sans payer de rançon ; que les habitants de la capitale conserveraient leurs biens, leurs armes, leurs chevaux, et ne livreraient que leur artillerie ; qu'ils pourraient professer leur culte, seraient gouvernés par leurs propres lois et soumis à des magistrats musulmans qui seraient attachés, en qualité d'assesseurs, aux gouverneurs chrétiens ; il était enfin stipulé que les citoyens de Grenade ne paieraient aucun tribut pendant trois années, et qu'à l'expiration de ce terme ils ne supporteraient qu'une imposition dont le montant serait égal à celle qu'ils avaient coutume de payer à leur ancien souverain Quant aux Maures qui préféreraient retourner en Afrique, les vainqueurs s'engageaient à leur donner passage sur des vaisseaux sans exiger aucun droit. Abul-Cazem revint apporter ces conditions, qui reçurent l'approbation unanime des conseillers de Boabdil. Le brave Muza seul ne voulut pas en accepter la honte ; il quitta l'assemblée, se couvrit de ses armes, et, sautant sur son coursier, sortit de Grenade par la porte d'Elvire. On ignore ce qu'il devint, s'il choisit l'exil ou s'il se fit tuer obscurément.

La capitulation avait été signée le 25 novembre 1491 ; elle ne produisit que la cessation immédiate des hostilités ; les Maures eurent à subir les horreurs de la famine, car les troupes espagnoles continuaient à maintenir le blocus avec la rigueur la plus impitoyable. Excitée par un derviche, la populace prit les armes ; vingt mille hommes parcoururent les rues durant la nuit, en appelant leurs compatriotes au combat ; mais cette ardeur belliqueuse, refroidie par une tempête qui dura jusqu'au point du jour, s'éteignit quand il parut ; et Boabdil, qui s'était tenu renfermé dans les murs de son palais, envoya des émissaires aux époux-rois pour leur offrir de remettre Grenade le lendemain. Dès le soir même, suivi de ses trésors et des femmes de son harem, il prit le chemin des Alpuxarres. A la même heure, un détachement de soldats espagnols sortait de Santa-Fé ; au lever du soleil, il prit possession de l'Alhambra et se saisit des portes de Grenade. Le reste de l'armée, ayant en tête Ferdinand et Isabelle, se mit en route quelques heures après, et rencontra le monarque déchu accompagné d'environ cinquante cavaliers. Boabdil voulut descendre de cheval, en signe de respect, mais Ferdinand crut devoir lui épargner cette humiliation. De son côté, Isabelle, afin de consoler la disgrâce du vaincu, fit remettre au prince maure son fils, qu'il avait livré comme otage ; puis les deux cortéges se séparèrent ; l'un alla triompher dans les murs de Grenade, l'autre continua sa route vers la vallée de Porchena, lieu de son exil. Arrivé sur une éminence d'où l'on embrassait d'un coup d'œil toute la Véga, Boabdil s'arrêta avec ses compagnons, et, jetant un dernier regard sur les campagnes riantes arro-

MCD 2019

sées par le Xénil, et sur les hautes murailles de l'Alhambra, il s'écria : « Dieu est grand ;» puis il fondit en larmes. « Oui, » lui dit sa mère, la sultane Ayxa, « pleurez comme » une femme, pleurez ce que vous n'avez pas » su défendre comme un homme ! » [1492]

Retiré dans la seigneurie de Porchena, Boabdil ne put y trouver le repos, et abandonna, en 1496, le sol de l'Espagne, après avoir vendu à Ferdinand ses domaines, pour la somme de quatre-vingt mille ducats d'or. Il trouva un asile à la cour du roi de Fez, où il vécut dans l'obscurité jusqu'en 1536. A cette époque, une révolte ayant éclaté contre le monarque africain, Boabdil, qui avait pris les armes en faveur de son hôte, périt dans une bataille livrée contre les rebelles. La destinée de son compétiteur El-Zagal fut encore plus triste : devenu vassal des chrétiens, il avait servi sous leurs enseignes, et contribué à la ruine de l'empire de Grenade. Soit que ses sujets d'Andaraxa (1) fussent indignés d'un tel acte, soit qu'ils trouvassent trop pesant le joug de leur nouveau maître, ils se soulevèrent. Celui-ci se résigna à vendre son petit État aux deux rois, et retourna dans la patrie de ses ancêtres. A son arrivée, le roi de Fez se saisit de sa personne, et, et l'accusant d'être la cause de la rnine de Grenade, il le priva de la vue et s'empara de ses trésors. Rendu cependant à la liberté, El-Zagal termina dans la pauvreté les restes d'une vie coupable et flétrie plus encore par ses fautes que par son infortune.

Ainsi tomba, après huit cents ans, la domination des Arabes dans la Péninsule ibérique. Résumons en quelques mots ce mémorable événement. Missionnaires du calife de Damas, les conquérants de l'Espagne se détachèrent du chef de l'islamisme ; et sous le dernier rejeton de la dynastie des Ommiades, Abdérame I, jetèrent les fondements d'un empire indépendant, dont Cordoue fut la capitale. Fondé en 752, cet empire commence et marque l'époque d'une splendeur qui ne fit que décroître par la suite. Les émirs le détruisirent en 1044, et de ses lambeaux érigèrent des royaumes (1). Devenus trop faibles pour résister aux chrétiens, à la fin du onzième siècle ils appelèrent à leur aide les Maures ou Berebères. Introduits comme alliés, les Maures s'érigèrent en maîtres et réduisirent ceux qui les avaient appelés à l'état de vassalité. L'Espagne arabe tomba au rang d'une des provinces de l'Afrique, contrée où les Almoavides, et plus tard les Almohades, avaient érigé un puissant empire. Les Maures se maintinrent en Espagne durant plus de deux siècles, sauvés par le désaccord de princes chrétiens, dont l'ambition aussi aveugle qu'impolitique, loin de s'unir contre l'ennemi commun, travaillait à le rendre plus fort, soit en l'appuyant, soit en lui permettant de respirer. Enfin l'union de la Castille et de l'Aragon porta le dernier coup aux mahométans, dont la puissance, refoulée dans les murs de Grenade, expira sous les remparts de cette ville. Si, à l'exemple de tant de hordes barbares, les Arabes avaient campé seulement sur le territoire espagnol pour en percevoir les fruits et pressurer la population vaincue, l'histoire aurait enregistré en quelques pages leurs triomphes terminés par leur expulsion. Mais à la suite de la conquête, ils apportèrent la civilisation et les arts qui servent à la décorer. Ils enrichirent le sol de fécondes moissons, et le couvrirent de monuments qui attestent un génie original, hardi, et qui ravit l'admiration même dans ses irrégularités comme dans ses écarts. Ils dotèrent l'Europe de plusieurs inventions précieuses, et lui servirent de guide et de modèle. Quand les ténèbres de l'ignorance couvraient le monde occidental, ils concoururent à les dissiper en rallumant le flambeau des lettres et des sciences prêt à s'éteindre complétement. A ces titres, ils méritent d'attirer l'attention des lecteurs jaloux de s'instruire, car la connaissance du passé éclaire le présent et fait pressentir l'avenir. Nous examinerons donc rapidement l'état politique et social des Arabes.

Il faut d'abord reconnaître un fait qui s'applique encore à toutes les nations soumises à la loi de Mahomet, c'est que le souverain était

(1) C'étaient des Maures qui s'étaient soumis et étaient devenus sujets des chrétiens

(1) On en comptait sept : Cordoue, Séville, Jaen, Grenade, Valence et Sarragosse.

MCD 2019

aussi le pontife de son peuple. Investi de la double puissauce du glaive et du sacerdoce, sa volonté n'était limitée que par le Coran, œuvre du prophète, et véritable charte des enfants de l'islamisme. Chargé de l'interpréter, les ordres du prince étaient reçus comme des oracles, et rencontraient l'obéissance la plus prompte et la plus absolue. Tels furent les califes de Damas et de Bagdad, et tels furent les monarques musulmans qui régnèrent dans la Péninsule. Le principe fondamental du gouvernement était donc le despotisme le plus entier. Quant à la nation elle-même, elle se composait d'une multitude confuse, et que séparaient l'origine, les croyances, le langage et les mœurs. Aussi se divisait-elle en tribus : les uns, natifs de l'Hedjaz, patrie de Mahomet, s'attribuèrent long-temps les plus hautes dignités de l'église et de l'armée; après eux venaient les Syriens, puis les Égyptiens : ces trois classes formaient une véritable aristocratie soutenue par des priviléges. Soldats, artisans et laboureurs, les Maures ou Berebères composaient une race intermédiaire placée entre les tribus conquérantes du sol et les populations indigènes qui avaient subi le joug de la force. Celles-ci l'emportaient par le nombre : anciens habitants de la contrée, la plupart étaient chrétiens, et suivaient les rites de leur religion par la tolérance de leurs maîtres. Appelés Mozarabes, c'est-à-dire devenus Arabes, ils remplissaient les campagnes et peuplaient les grandes cités. L'invasion des musulmans avait apporté peu de changement à leur condition : en effet, ils payaient les mêmes impôts; ils avaient pour juges des compatriotes, n'étaient soumis qu'à leurs propres lois, et obéissaient, dans l'ordre spirituel, à des évêques qu'ils nommaient eux-mêmes. Aux derniers rangs de l'échelle sociale se trouvaient les Juifs, et finalement les esclaves, parmi lesquels on rencontrait des nègres : la traite avait déjà pris naissance, et l'on trafiquait de cette espèce d'hommes qui semble vouée depuis un temps immémorial à cette horrible et honteuse dégradation.

Tous les musulmans étaient soldats et assujettis à se rendre sous les drapeaux du wali, lieutenant ou gouverneur de la province, quand le territoire était envahi par l'ennemi; mais ce service finissait avec le danger. S'il voulait tenter une expédition contre les chrétiens, le calife faisait publier dans les mosquées l'algihed ou guerre sainte; alors les fidèles, sans aucune exception, devaient marcher : la campagne achevée, ils rentraient dans leurs foyers. Il n'y avait donc point d'armée permanente. Le monarque seul entretenait un corps de cavalerie chargé de la garde de sa personne, et assurait la police intérieure du royaume par le moyen des kaschefs, espèce de gendarmes destinés à prêter en même temps assistance aux magistrats. Cependant, l'absence d'une force toujours prête à réprimer les violences produisit une confrérie de soldats volontaires ayant pour mission de protéger l'indépendance du pays en veillant à la sûreté des frontières. On les nommait rabitz; leur vie, que partageaient de pieuses pratiques et des exercices militaires, était consacrée exclusivement au service de Dieu et à la défense de la patrie (1). Moines guerriers, ils avaient pour règle de prier et de combattre. Ainsi chez les chrétiens les chevaliers du Temple et de Saint-Jean veillaient à la sûreté des pélerins dans la Judée, et luttaient sans relâche contre les Sarrazins. Tant il est vrai que les mêmes causes enfantent les mêmes résultats. Pontife, juge et chef des armées, le calife possédait les droits les plus étendus sur la vie et les biens de ses sujets. Aussi la plus grande partie du sol entrait dans son domaine. Il était reconnu possesseur des fleuves, des chemins, des rues et de toutes les propriétés publiques; il y joignait le produit des mines et des impôts. Ces derniers s'acquittaient les uns en nature, les autres en argent. L'impôt en nature consistait en un dixième ou dîme prélevé sur les productions de la terre, les troupeaux, les manufactures et les bénéfices commerciaux. Une capitation, qui pesait sur les chrétiens et les

(1) Cette institution prit naissance à l'époque de la lutte entre les Arabes et les Berebères. Cette lutte fut longue et sanglante, et se termina par la défaite et la soumission des Arabes.

MCD 2019

juifs, et des droits d'entrée et de sortie aux portes des villes, composaient l'impôt qui se payait en numéraire. Le prince avait encore le cinquième du butin fait à la guerre, et les dons volontaires ou forcés de ses sujets. Ce dernier article n'était pas le moins lucratif; le monarque avait surtout recours à ce moyen pour faire rendre gorge à son profit aux fonctionnaires dont les richesses dénonçaient la cupidité. Mais ces avantages se trouvaient balancés par des charges. Dispensateurs de la fortune publique, les califes devaient pourvoir à des dépenses de toute espèce. Ils étaient tenus de payer la solde d'une troupe de douze mille cavaliers chargés de veiller aux portes du palais, entretenir des bibliothèques dans les villes principales, des écoles gratuites et des auberges où les passants étaient reçus sans rien débourser. Ils se trouvaient encore dans l'obligation de répandre d'abondantes aumônes prescrites par le Coran, cette vertu étant mise au rang de celles qui sont indispensables aux vrais croyants. Appuyés sur le droit divin, les vicaires de Mahomet n'occupaient toutefois qu'un trône chancelant, d'où les précipitait l'audace d'un seul homme qui venait les attaquer avec quelques soldats : le gain d'une bataille donnait ou retirait le sceptre. En effet, la soumission aux décrets du ciel est le dogme fondamental de l'islamisme; d'où il suit qu'un rebelle heureux devient légitime par le succès, toujours interprété comme un arrêt du Très-Haut. Le pouvoir n'avait aussi aucune fixité dans sa transmission; le calife régnant désignait arbitrairement son successeur parmi les siens, et s'associait quelquefois l'objet de son choix pour mieux lui assurer son héritage. Mais cette précaution n'atteignait pas toujours son but, la révolte d'un frère ou d'un proche parent venait protester contre leur exclusion, et confiait au glaive la décision de la querelle. — L'administration des affaires étaient confiée à des officiers nommés par le souverain, et auxquels il déléguait toute la plénitude de son autorité, dont rien ne gênait l'exercice, car nul ne jouissait d'immunités ni de franchises particulières qui auraient pu défendre sa tête ou sa fortune. Il n'existait que des conventions accordées aux indigènes des pays subjugués; c'est ainsi que l'égalité, étendue sur tous les rangs, les laisse désarmés contre le despotisme. — Le premier fonctionnaire de l'empire était le hagib ou premier ministre; venaient ensuite les walys ou gouverneurs des provinces; les vazirs ou commandants de districts, et les alcaydes ou capitaines de forteresses. — Le Coran était tout à la fois le code civil et religieux des sectateurs de Mahomet, les Arabes n'avaient pas un corps de droit proprement dit. Interprètes du livre sacré, les cadis rendaient la justice d'une manière souveraine et d'après les lumières de leur discernement : on pouvait appeler de leurs sentences à un tribunal composé du cadi des cadis, ou grand juge, et de quatre assesseurs. Les cadis étaient des prêtres attachés à une mosquée.

La population de l'Espagne qui, d'après les conjectures les plus vraisemblables, s'était élevée sous l'empire à plus de trente millions, avait disparu presque entièrement à l'époque où les Vandales, les Alains, les Suèves avaient envahi la Péninsule. Les Goths, restés maîtres du territoire ibérique, établirent une domination plus juste et plus humaine; ils se mêlèrent aux habitants que le fer et la famine avait épargnés; les ravages de l'invasion s'effacèrent promptement. Les villes retrouvèrent des citoyens, les campagnes des laboureurs, et sous les derniers rois goths, l'Espagne n'était pas moins peuplée que sous le sceptre des Césars et de leurs successeurs. La conquête du pays par les Arabes, accomplie presque sans résistance, fit couler peu de sang; l'habile administration qu'ils établirent dut contribuer encore à accroître la population : on peut donc être assuré que le nombre des habitants ne devait être pas inférieur à ce qu'il fut sous la domination romaine. Toutefois, les historiens arabes ne contiennent sur ce point aucun document authentique; ils donnent seulement quelques détails statistiques qui peuvent éclairer la question. Ainsi Cordoue, capitale du royaume, renfermait, disent-ils, deux cent mille maisons, six cents mosquées, cinquante hôpitaux, huit cents écoles publiques et neuf cents bains. Ces détails semblent au premier as-

MCD 2019

pect être empruntés aux récits de Schéhérazade; mais l'incrédulité du lecteur sera ébranlée quand il saura que chaque maison ne contenait qu'une seule famille; que la plupart des mosquées n'étaient que de petites chapelles, dont les écoles étaient les annexes indispensables, et que les ablutions, imposées aux croyants, nécessitaient de nombreux établissements thermaux. — La population n'était pas moins nombreuse dans les campagnes que dans les villes, car douze mille villages s'étendaient sur les rives du Guadalquivir : aujourd'hui on en compte à peine neuf cents dans toute l'Andalousie. Les guerres civiles allumées entre les Arabes, et les attaques continuelles des chrétiens, changèrent cet état de choses. En effet, ces derniers égalèrent les barbares, en exterminant sans pitié des adversaires ennemis de leur foi; et l'on dut repeupler les cités prises aux Musulmans, ainsi que les campagnes devenues désertes. Il fallut concéder aux colons des avantages pour les engager à s'établir dans de nouvelles demeures; de là viennent les *fueros* ou priviléges particuliers dont jouissaient les communes espagnoles dans ces contrées.

L'esquisse que nous venons de tracer serait incomplète, si nous bornions nos recherches à l'organisation politique et religieuse fondée en Espagne par la race des pâtres sortis des déserts de l'Yemen. Soldats de la foi musulmane, les Arabes établirent sa suprématie par les armes en Asie, en Afrique et dans le midi de l'Europe. Lassés de vaincre, ils honorèrent leur repos par la culture des arts et des sciences; c'est sous ce point de vue qu'il nous reste à les apprécier. C'est à Damas, sous les premiers Abassydes, que se développèrent le penchant des Arabes pour les jouissances intellectuelles : ces germes ne tardèrent pas à porter les plus beaux fruits. Le célèbre Haroun-Al-Raschyd, et son fils non moins illustre, Al-Mamoun, favorisèrent cet élan en ouvrant à leurs sujets les trésors de l'antiquité, où ils puisèrent des exemples et des lumières.

Les Arabes, vainqueurs des Goths, n'étaient pas des barbares; ils apportaient avec eux le goût des plaisirs de l'esprit, qu'ils naturalisèrent sur le sol hispanique; mais, soumis aveuglément à l'évangile de leur foi, ils ne purent exploiter tout le domaine des arts. Mahomet avec proscrit les images; ils n'eurent donc ni peintres ni statuaires; mais en revanche ils s'illustrèrent par des chefs-d'œuvre d'architecture, dont les restes, qui subsistent encore, témoignent de ce qu'ils auraient pu faire sur la toile ou avec le marbre : sans leurs scrupules religieux, ils auraient produit sans doute des Apelles et des Phidias. Quoi qu'il en soit, leur génie, libre de toute entrave, put se développer dans les monuments qu'ils élevèrent. Si à défaut de preuves décisives on admet les ingénieuses conjectures des hommes les plus versés dans cette partie de l'art, l'architecture perfectionnée par les Grecs avait cessé de vivre avec la splendeur de l'empire romain. Cependant les arts, chassés par la barbarie, s'étaient réfugiés dans les murs de la ville de Constantin; mais ils ne tardèrent pas à s'altérer et à se corrompre; alors naquit l'architecture byzantine (1), elle enfanta des élèves, les uns furent les peuples germains, ils créèrent l'architecture appelée gothique; les autres, les Arabes, inventèrent l'architecture dite mauresque ou sarrazine. Toutefois, leurs œuvres conservèrent pendant deux siècles l'empreinte fidèle du style byzantin : à cette époque elle commença à s'effacer pour disparaître bientôt. L'architecture chrétienne substitua l'ogive au plein cintre païen; l'architecture musulmane conserva le cintre, mais rétréci à sa base et offrant l'aspect d'un croissant renversé. Parmi les nombreux édifices construits par les Arabes à Cordoue, capitale du royaume fondé par Abdérame, nous signalerons seulement l'Alzama ou mosquée principale, et le palais de plaisance d'Azarah. Le dôme de l'Alzama s'appuyait sur mille quatre-vingt-treize colonnes de différents marbres; l'intérieur du vaisseau avait six cents pieds de long et deux cent cinquante de large : il était éclairé, durant les prières du soir, par quatre mille six cents lampes.

(1) Ce mot vient de Byzance, ancien nom de la ville fondée par Constantin.

MCD 2019

Cette mosquée, transformée aujourd'hui en église chrétienne, est devenue la cathédrale de Cordoue, on la nomme encore *Mezquita* (de meschyd mosquée); elle fut élevée durant le règne et sous la direction d'Abdérame I. Un de ses successeurs, Abdérame, troisième du nom, bâtit à son tour, à quatre lieues de sa capitale, un vaste et magnifique palais, auquel il attacha le nom de sa maîtresse; il y logeait avec toute sa cour et les douze mille cavaliers qui composaient la garde attachée à sa personne. L'édifice était construit tout en marbre et en bois de cèdre; on y comptait quatre mille trois cents colonnes; mais la pièce la plus remarquable de ce lieu magnifique était le pavillon du calife, entouré d'une vaste galerie de colonnes en marbre blanc, dont la base et le fut étaient dorés; au centre jaillissait un jet de vif argent, dont rien ne surpassait l'éclat quand il était frappé par les rayons du soleil; d'immenses jardins fertilisés et rafraîchis par des sources et des canaux, offrait la réunion d'une multitude d'arbres et de fleurs apportés de toutes les parties du monde connu. Aujourd'hui il ne reste pas même le plus léger vestige de toutes ces merveilles; le temps et les révolutions en ont dévoré tous les débris.

Les premiers Arabes se livraient à la culture des champs et à l'éducation des troupeaux; ce genre de vie dut les conduire à trouver des méthodes pour forcer la terre à donner des fruits. Leurs descendants, établis en Espagne, y portèrent le goût de l'agriculture : la Péninsule vit croître sur son sol le riz, la canne à sucre, l'arbuste qui donne le coton, et le mûrier qui nourrit le précieux insecte dont nous vient la soie. Les Arabes introduisirent encore l'usage des *silos*, sorte de greniers souterrains destinés à conserver le grain; ils creusèrent des canaux et exécutèrent des machines pour rassembler et puiser l'eau. C'est grâce à ces perfectionnements que les provinces de Valence et de Grenade possèdent une si grande fertilité, car les habitants ont conservé les traditions de la culture arabe. Un grand nombre de traités, composés par des savants de cette nation, et qui ont échappé à la destruction, ont prouvé que l'agriculture avait fait d'immenses progrès.

La médecine, créée pour ainsi dire chez les Grecs par le génie d'Hippocrate, et cultivée depuis avec gloire sous l'empire romain par Gallien et ses disciples, la médecine avait rétrogradé jusqu'à son berceau. Au moyen-âge l'ignorance l'avait remplacée par des superstitions religieuses, ou de prétendus remèdes magiques. Les Arabes rallumèrent cette science, qu'ils enseignèrent au reste du monde par les leçons et les écrits d'une foule de médecins célèbres, parmi lesquels l'histoire nomme avec reconnaissance Avicenne, Razy, Averroës et Albucasis. Leurs préceptes contribuèrent, dit-on, à former la doctrine de l'école de Salerne si célèbre dans le moyen-âge; en effet, on y reconnaît toute la doctrine médicale enseignée par les Arabes. — La chirurgie fit encore chez eux des progrès plus étendus que la médecine; ils furent pour ainsi dire les créateurs de cette branche de l'art de guérir; ainsi l'Europe moderne leur doit la découverte de la lithotritie décrite dans un ouvrage d'Albucasis (1). Ils avaient aussi cultivé les connaissances qui se rattachent à la médecine, telles que la botanique et la pharmacie. Dans la chimie ils ont inventé l'instrument le plus indispensable aux opérations de cette science, et grâce à l'alambic, ils ont découvert les alcalis, l'alcool, le kermès, dont les noms, purement arabes, attestent l'origine.

Les Arabes ne se rendirent pas moins célèbres dans les sciences qui ont pour base le calcul des nombres; ils ont inventé l'algèbre, l'arithmétique, et imaginé les chiffres, dont le monde civilisé s'est empressé d'adopter l'usage. Peuple pasteur et placé dans le voisinage des Chaldéens, inventeurs de l'astronomie, les Arabes étudièrent la marche des astres qui décorent en si grand nombre la voûte du ciel; ils avaient acquis sur ce point des connaissances si étendues, qu'au temps où l'Europe, régie par Charlemagne,

(1) Cet ouvrage est intitulé Méthode de guérir; on peut consulter sur ce point le Journal des Sciences médicales, tome 2, et la lettre du docteur Civiale à M. de Kern, p. 11.

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del. — Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1. — Prot Sculp.

Pl 4.

COSTUMES MILITAIRES MODERNES.

ESPAGNE

MCD 2019

croupissait dans les ténèbres de l'ignorance, le calife Al-Mamoun employa quelques savants de sa cour à mesurer un degré du méridien pour déterminer la grandeur de la terre : on ne doit pas non plus oublier une œuvre qui, quoique devenue vulgaire, n en est pas moins utile, cette œuvre est l'almanach dont les Arabes ont doté le monde. Également versés dans tout ce qui se rattache à l'histoire naturelle, ils ont aussi composé une foule de traités sur les animaux, les plantes, les métaux et les fossiles. — Quoique zélés musulmans, et malgré l'article du Coran qui recommande aux fidèles de ne pas entendre la musique, les Arabes l'ont cultivée; ils eurent dans ce genre plusieurs grands artistes et même des cantatrices qui atteignirent à la célébrité. La bibliothèque de l'Escurial possède deux traités, dont l'un contient cent cinquante airs, et l'autre expose les règles de la composition du chant et des accompagnements; on y rencontre les figures des notes et celle de plus de trente instruments divers.

Nés avec une imagination ardente, et disposant d'une langue aussi variée dans ses tours qu'abondante par les mots (1), les Arabes eurent des poètes bien avant que l'usage de l'écriture fût répandu chez eux. La poésie florissait déjà avant Mahomet; elle prit l'essor le plus brillant à Damas et à Bagdad, sous les Abbassides, et, transplantée en Espagne avec les Ommyades, elle parvint alors à son apogée. Plusieurs califes de Cordoue ont composé des vers dont le mérite perce encore à travers les désavantages d'une traduction (2). Des femmes même s'illustrèrent en ce genre; une d'elles fit à Séville un cours public de poésie et de littérature. A la cour d'Alhakem, surnommé le savant, les maîtresses de ce prince étaient aussi remarquables par leur esprit que par leur beauté, et remplissaient les loisirs de leur royal amant par les charmes d'une conversation solide ou enjouée, sérieuse ou légère, fécondée sans cesse par les connaissances qu'elles possédaient. De tels exemples ne furent pas stériles, et aucune nation moderne ne possède un si grand nombre de poètes distingués. Cependant parmi leurs œuvres, où l'on trouve des compositions de toute espèce, telles que des poèmes didactiques, des élégies amoureuses et funèbres, des fables, des satires, des éloges, on n'y rencontre pas une seule épopée, ni aucune pièce de théâtre. Mais si des motifs religieux ou inspirés par les mœurs ont interdit aux Arabes de traduire sur la scène les passions ou les ridicules, ils ont en revanche obtenu la palme dans un genre peut-être secondaire, mais qui ravit tous les âges. Ce genre est le conte, où ils ont prodigué toutes les richesses de l'imagination, répandu l'intérêt le plus vif, et qu'ils ont semé du charme piquant de l'esprit, en même temps qu'ils y montrent envers les femmes une délicatesse de sentiment qui fait de l'amour moins une passion qu'un véritable culte.

Les Arabes sont presque aussi riches en historiens qu'en poètes; chaque province, chaque ville a ses chroniqueurs. En effet, on ne peut donner un autre nom à ces écrivains, dont les annales ne contiennent que des récits empreints de merveilles, ou rebutants par leur sécheresse. Ils ont aussi un grand nombre de biographes qui, sans valoir Plutarque, offrent cependant une lecture attachante; car les savants et les poètes, à cette époque, ne se bornaient pas à mener une vie

(1) Le dictionnaire arabe, celui d'Al-Fyrouzabady, ne comptait pas moins de soixante volumes, et avait pour titre, *l'Océan*, comme pour exprimer l'immensité du sujet.

(2) Qu'on en juge par la pièce suivante, attribuée à Abdérame I, fondateur du trône de Cordoue; c'est en voyant dans ses jardins un jeune palmier de Syrie, qui lui rappelait les lieux où il avait passé son enfance, qu'il laissa échapper ces vers : — « Toi »aussi, palme brillante, tu es étrangère en ces lieux; »le doux zéphir des Algarves te balance et te caresse; »plantée dans un sol fertile, tu étends ta cime jus»qu'au ciel, et pourtant tu verserais des larmes amè»res si tu pouvais sentir comme moi. Tu ne souf»fres pas les inquiétudes d'un sort agité, ni les pluies »de douleurs qui m'inondent sans cesse. J'ai arrosé »de mes larmes les palmes que baignent l'Euphrate; »mais les palmes et les fleuves ont oublié mes peines, »depuis que les destins contraires et les cruels Abas»sides m'ont arraché aux doux objets de ma ten»dresse. A toi il ne reste aucun souvenir de notre »chère patrie, moi en pensant à elle je pleure triste»ment. »

MCD 2019

studieuse; ils prenaient souvent place dans le conseil des princes, et suivaient toutes les phases de leur fortune politique. Exposés aux proscriptions, leur existence, écoulée au milieu des orages, est presque toujours semée d'événements et de péripéties qui captivent l'attention du lecteur. Au reste, les biographes arabes ne se sont pas bornés à retracer les faits et les œuvres des hommes illustres, princes, littérateurs ou savants; ils ont encore raconté sérieusement l'histoire des chevaux et même des chameaux devenus célèbres par leurs qualités physiques. Ils avaient aussi des dictionnaires historiques, géographiques et critiques, des encyclopédies, enfin tout ce bagage littéraire qui, marchant à la suite des œuvres de l'imagination et de la science, improvisent des milliers de poètes et d'érudits, en donnant les moyens de briller à peu de frais. Cet état de choses démontre que la littérature était à son plus haut période, et qu'elle était devenue une habitude et un besoin social. Un grand nombre d'établissements consacrés au public entretenaient et fortifiaient le goût des travaux de l'esprit. Ainsi, les Arabes avaient institué des colléges placés sous la direction des savants les plus renommés; toutes les mosquées avaient des écoles où la population allait puiser ces premières notions qui pouvaient la rendre capable de posséder un jour les connaissances les plus étendues, puisque l'élève était initié à l'art de lire les caractères et de les retracer. Des bibliothèques accessibles à tout le monde servaient à propager les lumières du savoir. On en comptait soixante-dix dans les villes soumises en Espagne à la domination des Arabes. Celle de Cordoue, fondée par Alhakem II et placée dans son palais, était si considérable, que le catalogue formait quarante-quatre tomes de cinquante feuilles chacun. Malheureusement le fanatisme aveugle des Espagnols a détruit la plus grande partie de ces trésors; après la prise de Grenade, en 1492, on brûla une si grande quantité de livres arabes, que les historiens en font monter le nombre à un million cinq mille Des sociétés, c'est-à-dire des académies, réunissaient dans un centre commun toutes les célébrités; et les académies de Cordoue, de Séville et de Grenade jouissaient de la plus brillante renommée. Enfin, pour servir à l'avancement de l'astronomie, les Arabes bâtirent des observatoires; un de ces monuments subsiste encore à Séville; c'est la tour de la Giralda, qui sert de clocher à la cathédrale de cette ville.

De toutes les sciences morales, la philosophie est celle qui passionna peut-être le plus vivement les Arabes. Mais, de tous les beaux génies de l'ancienne Grèce qui ont écrit sur cette matière, ils n'adoptèrent que le seul Aristote, dont l'esprit subtil et les ingénieuses définitions leur parurent le plus sublime effort de l'esprit humain. Dans leur admiration pour le philosophe de Stagyre, ils en vinrent à le diviniser; car ils regardaient ses livres comme un recueil d'oracles et comme le dépôt de toutes les connaissances. Ils traduisirent la métaphysique d'Aristote en la chargeant de commentaires qui, pour expliquer le sens de l'œuvre originale, le rendait le plus souvent inintelligible. Ce fut cependant cette fausse science qui infecta, grâce aux Arabes, toutes les écoles de l'Europe, et durant le moyen-âge retarda les progrès du savoir. Tant qu'Aristote régna au sein des universités, on ne put penser ou écrire que d'après lui; sa doctrine fut imposée par la prison et par le gibet.

Les arts ne doivent pas moins aux Arabes, qui contribuèrent à les perfectionner; ils importèrent de la Chine l'invention du papier, introduit à Samarcande l'an 30 de l'hégire (649 de Jésus-Christ), où l'on imagina d'employer le coton à défaut de la soie. Transplantée en Espagne à la suite de la conquête de Muza, la fabrication du papier en répandit l'usage dans toute la Péninsule. Dans les États chrétiens espagnols, on substitua le lin au coton. Mais le défaut de communications ne permit au reste de l'Europe de jouir de cette découverte que vers la fin du treizième siècle. Des papeteries s'élevèrent à cette époque en Italie, et popularisèrent une invention auxiliaire si utile au génie, dont il sert à répandre et à immortaliser les œuvres.

MCD 2019

MUSEO DEL PUEBLO ESPAÑOL MADRID

Une des plus tristes nécessités sociales, la guerre, subit aussi une révolution complète par l'emploi de la poudre à canon, qui changea la tactique, rendit inutiles les armes défensives, et, sous ce dernier rapport, opéra une révolution dans les mœurs et dans la politique; car les nobles, n'étant plus invulnérables par les armures dont ils se couvraient, perdirent leur prééminence dans toute l'Europe. Il paraît que les Chinois sont les premiers inventeurs de cette redoutable mixtion, que les Arabes leur empruntèrent. Ces derniers l'employèrent fréquemment dans toutes les guerres qu'ils soutinrent en Espagne dans le treizième siècle. On leur attribue encore d'avoir perfectionné la boussole, imaginée, dit-on, par un habitant d'Amalfi; mais il paraît que ce dernier en eut connaissance par les Arabes. En effet, un géographe de cette nation, le célèbre Édrysy, qui vivait au douzième siècle, en parle dans ses écrits comme d'un instrument devenu usuel parmi les navigateurs, ses compatriotes. Ce qui fortifie encore cette assertion, c'est que les Arabes se servaient de la boussole pour se tourner vers le temple de la Mecque quand ils faisaient leur prière. Enfin, quelques auteurs affirment qu'ils ont imaginé le pendule qui sert à mesurer le temps, et dont Galilée et Huyghens se sont disputé l'invention.

Le tableau que nous venons de tracer de la société arabe en Espagne serait incomplet, si nous négligions de parler de l'état des mœurs : en effet, les mœurs font les lois, souvent même elles les abrogent; sous ce rapport, il est à croire que les conquérants de la Péninsule furent les instituteurs de ses habitants et peut-être même du reste de l'Europe, en introduisant dans la vie privée une délicatesse de manières inconnue aux peuples de l'Occident, et en créant ces formes respectueuses et ce langage poli envers les femmes que l'on a décoré du nom de galanterie. Ils instituèrent encore les confraternités d'armes qui unissaient entre eux les gens de guerre pour tempérer les abus de la force, en lui imposant le frein du devoir, et ce devoir n'avait d'autre garantie qu'une promesse volontaire. Le sentiment de l'honneur régnait donc parmi les Arabes au milieu des combats; mais, quoiqu'ils accordassent une place d'élite à la bravoure, elle n'était pas la plus estimée des vertus d'un chevalier; tout homme qui voulait mériter ce nom devait réunir dix qualités, la bonté, la valeur, la poésie, l'éloquence, la force, la grâce, l'équitation, l'adresse dans le maniement de la lance, de l'épée et de l'arc. Ainsi, la première de toutes les vertus guerrières était subordonnée à une autre vertu morale, la bonté, qui doit tempérer son emportement après l'ivresse de la victoire et même quelquefois au milieu des combats. Les Arabes poussaient encore jusqu'aux dernières limites leur déférence et leur respect pour les femmes. La reine Bérengère, femme d'Alphonse VIII, se trouvant bloquée dans Tolède par le waly de Cordoue, et hors d'état d'opposer aucune résistance, envoya au chef ennemi un héraut pour lui faire observer qu'il n'était pas digne d'un chevalier de faire la guerre à une femme, et que s'il voulait se signaler par quelque exploit honorable, il devait aller chercher son époux sous les murs d'Origa (1). Le waly s'empressa de s'excuser, et sollicita la faveur de saluer la reine. Celle-ci se montra sur les remparts entourée de ses dames, et vit défiler devant elle les cavaliers arabes qui s'éloignaient de la place. Nous terminons ici cet exposé, qui, quoique bien rapide, nous semble suffisant pour faire apprécier à nos lecteurs le haut point de civilisation auquel les Arabes étaient parvenus, et qui expira avec leur domination. Exilés de l'Espagne, ils sont rentrés depuis dans leur ignorance primitive, et semblent avoir perdu jusqu'au plus léger souvenir du rôle qu'ils jouèrent dans la Péninsule, dont ils furent les conquérants, les législateurs et les modèles. Mais les sciences et les lettres, qu'ils ont cultivées avec tant d'amour, ont immortalisé leur mémoire. Le sol de l'Espagne, encore chargé de précieux débris, et ses bibliothèques, remplies des œuvres du génie litté-

(1) Alphonse VIII assiégeait en ce moment la forteresse qui porte ce nom.

MCD 2019

raire et scientifique des Arabes, attestent les services qu'ils ont rendus au monde durant le moyen-âge, et contiennent des leçons et des secrets dont les modernes ont profité (1). Mais si ce peuple généreux semble plongé depuis quatre siècles dans une sorte de léthargie intellectuelle, il s'éveillera un jour comme les Grecs, et reprendra sa place au premier rang des nations : c'est du moins ce qu'il est permis d'espérer.

L'établissement de l'inquisition et la prise de Grenade sont les deux faits les plus remarquables du règne de Ferdinand et d'Isabelle; nous avons dû les raconter avec les développements que méritait leur importance. Un autre événement dont les conséquences rejaillirent non-seulement sur l'Espagne, mais encore sur toutes les autres nations, arriva dans cette même annee 1492, déjà célèbre par la défaite totale des Maures; ce fut la découverte de l'Amérique par Christophe Colomb. Né à Gênes, la géographie avait été l'objet constant de ses études, et servit long-temps à subvenir à ses besoins, car il exécutait des cartes pour servir à la navigation. Ses méditations, fortifiées de vastes connaissances, lui avaient inspiré la conviction qu'il restait à découvrir de nouvelles terres; mais il croyait que ces terres n'étaient qu'un prolongement de l'Asie, et non pas un continent séparé et d'une immense étendue. Sa pauvreté ne lui permettait pas d'exécuter un voyage maritime avec ses propres ressources; il résolut de communiquer ses vues aux monarques de son temps pour en obtenir des secours. Il s'adressa aux rois d'Angleterre et de Portugal, qui rejetèrent un plan et des espérances que l'on regardait alors généralement comme des chimères. Rebuté de toutes parts, Colomb se rendit en Espagne, où ses sollicitations, qu'il renouvela pendant sept années, ne purent lasser son invincible patience. Toutefois, le découragement commençait à se glisser dans son esprit, lorsqu'il fit la connaissance d'un religieux du couvent de la Ravida.

(1) Telle est, entre autres, la découverte de la lithotritie, déjà citée par nous, et qui est due à un médecin arabe.

Celui-ci agit avec tant de zèle auprès de la reine Isabelle, qu'elle voulut entretenir Colomb, qui lui communiqua son dessein. Subjuguée par ses raisons, la reine s'engagea de faire les frais nécessités par cette tentative aventureuse. Comme elle manquait d'argent, elle allait mettre en gage ses joyaux si Louis de Saint-Ange, secrétaire des rations (1), ne lui eût avancé dix-sept mille ducats, avec lesquels Colomb ayant armé à Palos trois petits bâtiments, mit à la voile; et, après une navigation de deux mois, aborda une des Antilles, à laquelle il donna le nom de San-Salvador. Son retour en Espagne eut lieu le 15 mars 1493, après une absence de deux mois et douze jours. Il fut accueilli avec des cris de joie, et son voyage à travers la Péninsule pour aller rejoindre les époux-rois fut une sorte de triomphe continuel que lui décerna l'admiration populaire. Comblé d'honneurs par les deux souverains, il ne tarda pas à se rembarquer pour l'Amérique avec le titre d'amiral et de gouverneur suprême des pays qu'il viendrait à découvrir, et de ceux qu'il découvrirait par la suite. Il n'entre pas dans notre plan de suivre Colomb dans le Nouveau-Monde (2), et nous allons reprendre le récit des faits relatifs à Ferdinand et Isabelle.

Maître de toute la Péninsule ibérique, le roi d'Aragon tourna ses regards au-dehors, afin de s'immiscer aux affaires du reste de l'Europe. Possédant déjà la Sicile par succession, il méditait d'y joindre le royaume de Naples, alors occupé par Alphonse II, bâtard de la maison d'Aragon. Mais le roi de France, Charles VIII, revendiquait aussi cette couronne comme héritier de la maison d'Anjou. Le monarque français, pour assurer la conquête qu'il méditait, rendit à Ferdinand le Roussillon et la Cerdagne, acquis précédemment par son père Louis XI. Dès qu'il eut pris possession de ces deux pro-

(1) On appelait de ce nom une espèce d'intendant chargé de délivrer aux officiers de la maison royale une somme d'argent en échange de fournitures ou rations en nature auxquelles ces officiers avaient droit.

(2) Ces détails trouveront leur place dans l'histoire des Indes occidentales et orientales.

MCD 2019

vinces, le roi catholique, sous le vain prétexte de défendre les intérêts du pape Alexandre VI (1), rompit le traité qu'il venait de conclure avec Charles. Cependant l'armée de ce prince était entrée dans Naples sans avoir rencontré un seul ennemi (1494), et le jeune roi, vainqueur sans combat, rêvait déjà la conquête de Constantinople, quand il se vit contraint de retourner précipitamment sur ses pas. En effet, appelé en Italie par les sollicitations du duc de Milan et de plusieurs autres princes, il apprit que se alliés étaient devenus ses ennemis. Il fallut qu'il s'ouvrît un passage par le glaive aux champs de Fornoue, où il triompha des troupes de la ligue. Son lieutenant, le duc de Montpensier, resté à Naples avec quelques milliers de soldats, ne put résister aux forces de l'Espagne, commandées par le célèbre Gonzalve de Cordoue, surnommé le grand capitaine, qui s'empara de toute la Calabre, et bientôt après de Naples. Retiré dans la Basilicate, Montpensier tenta de prolonger la guerre; mais, assiégé dans Atella, le défaut de vivres l'obligea de capituler. Cependant les succès de Gonzalve ne rendirent pas le trône à Alphonse, car il avait abdiqué volontairement en faveur de son fils Ferdinand II [1496]. Sur ces entrefaites, Isabelle et Ferdinand crurent devoir fortifier leur puissance en s'alliant, par des mariages, aux maisons d'Angleterre, d'Autriche et de Portugal. L'infante Isabelle alla régner à Lisbonne; Jeanne, sa sœur, épousa l'archiduc Philippe, fils de l'empereur Maximilien, et la troisième, Catherine, s'unit au prince Arthur, fils aîné de Henri VII; l'infant don Juan reçut la main de Marguerite, sœur de Philippe; mais il mourut peu de mois après, à l'âge de dix-huit ans [1497].

Cette perte affecta d'autant plus vivement Ferdinand et Isabelle que la princesse des Asturies, enceinte quand elle perdit son jeune époux, fit une fausse couche. Ainsi la maison de Castille se trouva sans héritier mâle, et sans espérance d'en avoir; car la reine Isabelle, âgée de quarante-sept ans, était hors d'état de donner au trône quelque nouveau rejeton. A défaut d'un fils, les rois catholiques firent reconnaître à Tolède, comme héritier de leurs États, l'infante Isabelle, princesse de Portugal. Peu de temps avant cette époque, un nouveau personnage commençait à prendre quelque influence dans les affaires; il se nommait François Ximenez de Cisnéros. Ayant pris l'habit monastique, il était devenu chef d'ordre de Saint-François dans la province de Tolède. Isabelle l'avait choisi pour diriger sa conscience, et il n'avait pas tardé à s'emparer de l'esprit de sa pénitente qui, à la mort du cardinal Mandoza, le créa archevêque de Tolède, premier siége de la monarchie. Investi, par sa nouvelle dignité, du titre de grand chancelier et de celui de président du conseil, le prélat réussit, par la fermeté de son caractère et les lumières de son esprit, à réunir entre ses mains la direction de la politique extérieure et l'administration intérieure de la Castille. Les habitants de ce royaume éprouvèrent bientôt les heureux effets de l'intervention de Ximenez dans le gouvernement par la suppression de l'alcabala. Cet impôt, qui prélevait un dixième sur tous les objets vendus, était d'autant plus onéreux, que les agents du fisc, pour le percevoir, pénétraient dans les maisons, où ils se livraient à des recherches minutieuses, et quelquefois aux violences les plus condamnables. Les grands et les riches s'affranchissaient seuls de l'avidité de ces agents en les repoussant à main armée. Ximenez changea cet état de choses en confiant la perception aux receveurs des domaines, qui reçurent une augmentation de gages. L'alcabala fut ensuite aboli et remplacé par une taxe s'élevant au vingtième des revenus des terres. Par cette sage mesure, le peuple reçut un grand soulagement. Nous avons dit que la reine de Portugal et son époux avaient été reconnus sans difficulté comme héritiers de la Castille. Il n'en fut pas de même en Aragon, où les États, convoqués à Sarragosse, firent entendre de sérieuses réclamations; ils soutenaient

(1) Le souverain pontife était seigneur suzerain du royaume de Naples, et prétendait, à ce titre, avoir seul le droit de disposer de cette couronne. Gagné par l'or et les promesses d'Alphonse, le pape voulait lui conserver le trône.

MCD 2019

que le sceptre ne pouvait appartenir à une femme, suivant les lois du pays ; mais que si la princesse avait un fils, ils s'empresseraient de le reconnaître pour roi. Cette résistance irrita si vivement Isabelle, qu'elle menaça les députés d'abolir par la force les priviléges dont ils se targuaient. A ces mots tous les grands se levèrent ; et l'un d'eux, Alphonse de Fonseca, s'écria : « Comme les Aragonais » ne violent jamais leurs serments, ils veulent » examiner ce qu'ils promettent. Rien ne » pourra les forcer à renoncer à leur droit. » Ximenez, en sa qualité de primat de l'Espagne, présidait l'assemblée ; il essaya de calmer les esprits par un discours adroit où il ménageait les deux parties. Cependant les États se séparèrent sans rien conclure, et la jeune reine de Portugal étant morte quelques jours après en mettant au monde un fils, la question d'hérédité se trouva ajournée.

C'est ici le lieu de compléter par de plus grands détails ce que nous avons dit précédemment de la constitution aragonaise. Les habitants de ce pays traversé par des montagnes avaient su défendre leur indépendance contre les Maures ; il en résulta qu'ils n'accordèrent jamais à leurs princes un pouvoir sans limite, et qu'ils se montrèrent jaloux de conserver soigneusement les libertés qui leur appartenaient. Le peuple était représenté par des députés tirés des communes et des membres du clergé inférieur : la noblesse avait aussi ses délégués. Ainsi toutes les classes de la nation comptaient des défenseurs dans le sein des cortès. Cette forme de gouvernement se retrouve établie chez presque toutes les nations de l'Europe durant le moyen-âge. Mais l'Aragon possédait le grand justicier, ou *justiza*, qui distingue sa constitution de toutes les autres. Quand le monarque venait prendre la couronne, il entrait tête nue et fléchissait le genou devant le Justiza, assis sur un trône et entouré des députés de la noblesse, du clergé, des villes et des campagnes. Le prince prononçait à haute voix la formule du serment qui lui était imposé, et le Justiza lui répondait par ces mots : « Nous » qui valons autant que vous, et qui pouvons » plus que vous, nous vous faisons notre roi, » à condition que vous maintiendrez nos priviléges et nos libertés, sinon, non. » Interprète suprême des lois, il pouvait réformer les sentences des juges royaux et celles des juges institués par les seigneurs dans leurs domaines. Enfin il avait le droit d'évoquer toutes les affaires à son tribunal. Sa prérogative n'était pas moins étendue sous le rapport politique ; il surveillait la conduite des ministres du roi ; il provoquait leur destitution ; et si le monarque violait les immunités nationales, il pouvait le citer devant les cortès, et provoquer sa déposition. Ce magistrat, institué pour servir de contre-poids à la royauté, était choisi non dans les rangs de la noblesse, mais parmi les *cabaleros*, qui composaient le second ordre dans l'assemblée des États. Durant plusieurs siècles, les cortès furent convoqués régulièrement tous les ans ; mais vers le quatorzième siècle, l'usage commença à s'introduire de ne plus les réunir que tous les deux ans. La session durait quarante jours, et les cortès ne pouvaient être ni prorogées ni dissoutes que par leur consentement. En 1442, les États déclarèrent que le Justiza posséderait sa charge sa vie durant. Les prérogatives de cet office étaient trop étendues et trop exorbitantes pour ne pas opprimer la puissance royale : aussi cette dernière employa-t-elle tous ses efforts pour les miner, jusqu'aux jours où elle pourrait les abolir. Toutefois le Justiza a subsisté jusqu'au règne de Philippe II. Nous verrons alors par quels moyens ce prince se débarrassa d'une institution qui gênait son despotisme.

Revenons à Ferdinand dont toutes les pensées se tournaient vers l'Italie, où il méditait d'établir sa puissance par la ruse et par la force. Cependant le roi de France Charles VIII venait de mourir [1498] ; son successeur Louis XII, à peine monté sur le trône, s'empressa de faire revivre ses droits sur le Milanez, droits qui lui venaient de son aïeule Valentine Visconti (1) ; il voulait punir Ludovic Sforce, usurpateur de ce duché, et rentrer en possession du royaume de Na-

(1) Louis XII était petit-fils de Louis duc d'Orléans, frère de Charles VI et de Valentine, sœur unique du dernier duc de la famille de Visconti, leur seule héritière.

MCD 2019

ples, conquis et perdu par Charles VIII. Mais il fallait d'abord se concilier les principaux souverains qui dominaient dans la Péninsule. Louis gagna d'abord le pape Alexandre VI, en donnant à son fils, César Borgia, la main d'une princesse de la maison d'Albret, et le duché de Valentinois; il offrit aux Vénitiens de leur abandonner Crémone et la Ghiarra d'Adda, petite province située sur le bord de l'Adige. Louis comptait parmi ses alliés les Florentins; dans l'espace de vingt jours, il s'empara de Milan, et Ludovic, vendu aux Français par les Suisses qu'il avait appelés à sa défense, alla mourir au château de Loches, après une longue captivité. Se croyant affermi dans sa nouvelle conquête, Louis résolut d'envahir Naples; mais il craignait que le roi catholique ne s'opposât à son projet; il lui fit donc proposer de partager une proie qu'il ne pouvait dévorer seul. Ferdinand était issu de la maison d'Aragon, et le prince qui régnait à Naples était son proche parent. Mais le monarque ne fut pas arrêté par cette considération. Tandis que l'armée française s'avançait sous les ordres de Stuart d'Aubigny, un corps de troupes espagnoles arrive de son côté pour prendre part à l'expédition. Frédéric I venait de succéder à Ferdinand I, fils d'Alphonse II, et qui était mort après avoir tenu le sceptre une seule année. Frédéric, disons-nous, plein de confiance dans la loyauté du roi catholique, le reçut dans les ports de ses États, et livra ses villes et ses forteresses aux Espagnols, qu'il regardait comme ses alliés. Gonzalve les commandait : tout-à-coup il se déclara contre Frédéric, et le malheureux prince, hors d'état de résister, se retira en France, où Louis XII lui assura le comté du Maine, auquel il joignit une pension considérable. L'arrangement conclu entre les rois de France et d'Espagne ne reposait sur aucune base solide : en effet, Ferdinand auquel étaient échues pour sa part la Pouille et la Calabre, voulut s'emparer des districts de la Basilicate et de la Capitanate. Louis crut arranger ce différend en convenant avec Philippe, dit le Beau, gendre de Ferdinand, venu pour négocier à la cour de France, que les deux territoires en litige resteraient provisoirement entre ses mains jusqu'à la conclusion d'un mariage projeté entre Charles, fils de l'archiduc Philippe (1), et Claude fille de Louis. Les troupes de ce dernier avaient reçu l'ordre de s'abstenir de toute hostilité. Gonzalve en profite pour surprendre d'Aubigny, dont il reste vainqueur à Séminara; il bat ensuite à Cérignole le duc de Nemours, vice-roi de Naples, qui meurt sur le champ de bataille. Tout le royaume tombe aux mains des Espagnols. En vain le roi de France fait marcher une nouvelle armée; son principal ministre, le cardinal d'Amboise, qui aspirait à la tiare, arrête les troupes françaises dans l'État romain pour appuyer son élection. Mais, trompé par l'astuce italienne, il voit un autre monter à sa place sur le trône pontifical. Les Français, qui avaient laissé le temps à Gonzalve de recevoir des renforts, sont repoussés et contraints d'évacuer le royaume de Naples, que l'Espagne devait posséder plus de deux siècles [1503].

Tandis que Ferdinand triomphait au dehors, il eut à réprimer un soulèvement dans la province de Grenade; quoique les habitants eussent été désarmés, ils n'avaient pas perdu l'espoir de reconquérir leur nationalité en chassant les Espagnols, dont le joug pesait à leur fierté comme à leur conscience. Ils tinrent des assemblées et nouèrent des intelligences avec leurs co-religionnaires répandus dans les montagnes situées autour de Grenade. Ceux-ci devaient marcher sur la ville pour s'en emparer et lever l'étendard de la révolte. Avertis par le gouverneur, comte de Tendilla, Isabelle et Ferdinand se rendirent à Grenade accompagnés d'une suite nombreuse, qui pouvait, au besoin, former une petite armée; leur présence fit échouer le complot. Poussés par leur zèle religieux non moins que par des raisons politiques, les deux monarques résolurent d'abolir la religion de Mahomet. Ximenez se chargea de l'exécution de cette mesure. Ayant fait appeler les principaux Maures, il les somma d'embrasser sur-le-

(1) C'est ce même Charles, alors enfant, connu depuis dans l'histoire sous le nom de Charles-Quint.

MCD 2019

champ le catholicisme, sous peine d'être poursuivis criminellement pour avoir conspiré contre le gouvernement, ou pour n'avoir pas révélé ce qu'ils savaient de la conjuration. Placés dans une alternative si cruelle, le courage de ces malheureux fléchit à l'aspect de l'avenir qui les menaçait; ils s'engagèrent à recevoir le baptême. Leur exemple et plus encore la présence de Ferdinand et d'Isabelle produisirent un grand nombre de conversions; mais quand ceux-ci eurent quitté la ville, le peuple de Grenade commença à former des assemblées tumultueuses, qui allumèrent bientôt une révolte formidable dont Ximenez et l'archevêque de Grenade furent sur le point de devenir victimes. Un seigneur maure, nommé Zégri, calma la sédition; mais le soulèvement s'était propagé parmi les montagnards qui habitaient les Alpuxarres. Ferdinand marcha contre les insurgés, réussit à leur faire déposer les armes, et les amena à livrer des otages et à répudier la foi musulmane. A la même époque, les Maures de la Sierra Huméja et ceux de Ronda (1) s'insurgèrent; mais soumis à un blocus rigoureux, ils mirent bas les armes aux deux conditions suivantes : Que ceux qui voudraient passer en Afrique paieraient une rançon de dix dollars par tête, et que ceux qui resteraient se feraient catholiques. Le plus grand nombre ne put acheter le droit de s'expatrier, et se vit contraint d'adopter la religion du Christ. C'est à ces néophytes que l'on donna le nom de maurisques, qui passa à leurs descendants, tandis que les Espagnols indigènes s'intitulèrent vieux chrétiens[1499-1502].

Nous avons raconté précédemment les succès de Ferdinand dans le royaume de Naples contre les Français; il ne fut pas moins heureux en Navarre, d'où il chassa les troupes de Louis XII. Il parvint aussi à conserver le Roussillon, me acé par les armes du roi de France. Une trève mit fin aux hostilités et laissa Ferdinand en possession de toutes ses conquêtes. Mais il fallait veiller à la conservation de ce qu'il avait acquis avec tant de peine, et de graves soupçons ne tardèrent pas à s'élever dans son esprit contre Gonzalve, qui exerçait à Naples tous les pouvoirs de la royauté. En effet, il avait partagé entre ses officiers les dépouilles des partisans des Français; il disposait de toutes les grandes charges de la couronne, désignait au souverain pontife les évêques à nommer, rendait des lois et des ordonnances, et se comportait en un mot moins en gouverneur qu'en véritable monarque. Aussi était-il devenu suspect à Ferdinand, qui songeait à le rappeler en Espagne lorsqu'il en fut détourné par des soins plus pressants. Isabelle, atteinte par de graves infirmités, s'acheminait lentement vers le tombeau. Des chagrins qui prenaient leur source dans sa famille aigrissaient encore les maux dont elle souffrait. Sa fille Jeanne avait épousé l'archiduc Philippe, qu'elle aimait avec la plus vive passion. Celui-ci montrait, au contraire, l'attachement le plus tiède pour sa femme, dont il vivait éloigné, car il résidait dans ses États de Flandre depuis près d'une année. Jeanne, désolée d'une si longue absence, voulut aller rejoindre son époux au milieu des rigueurs de l'hiver, quoiqu'elle fût enceinte et assez près de son terme. N'ayant pu obtenir la permission de voyager par mer, l'archiduchesse résolut de partir à pied. Obligée de soumettre son impatience à des délais que son état rendait indispensables, elle venait de mettre au monde un second fils nommé Ferdinand, et avait à peine recouvré ses forces lorsqu'elle sortit en plein jour du château de Medina del Campo pour se rendre à Gand. Il fallut lever le pont-levis afin d'empêcher son départ; mais rien ne put déterminer la princesse à rentrer dans son appartement; elle s'obstina à rester en plein air, où elle prenait ses repas auprès du pont qui la retenait prisonnière. Elle demeura ainsi plusieurs jours exposée aux injures de l'air, ne cessant de supplier ceux qui l'entouraient de lui permettre de se rendre en Flandre. Instruite de sa douleur, qui touchait à l'égarement, sa mère envoya près d'elle Ximenez, dont les promesses calmèrent son désespoir. Elle s'embarqua enfin à la Corogne dans les premiers jours de mars [1504].

(1) On appelle Sierra une chaîne de montagnes.

MCD 2019

Cependant Isabelle, sentant ses forces décroître de jour en jour, écrivit à son gendre l'archiduc Philippe, pour le conjurer de venir en personne recueillir l'héritage qui l'attendait ; elle espérait ainsi embrasser sa fille Jeanne pour la dernière fois. Le refus de Philippe jeta une telle amertume dans son âme, qu'Isabelle sembla en avoir conservé un vif ressentiment, à en juger du moins par ses dernières dispositions. En effet, son testament, dicté quelques jours avant sa mort, déclare Jeanne, sa fille, héritière du royaume de Castille ; mais, dans le cas où cette princesse ne pourrait vaquer aux soins du gouvernement, Isabelle désignait, pour la remplacer, le roi d'Aragon ; elle abandonnait encore à ce dernier l'administration des trois grandes maîtrises militaires, la moitié de tout l'or que fournissait annuellement le Nouveau-Monde ; à tous ces dons elle ajoutait encore une pension de vingt-cinq mille ducats. Elle confia aussi à Ferdinand l'exécution de ses dernières volontés, en lui adjoignant l'archevêque de Tolède, l'évêque de Palencia, Fonseca et Velasquez, tous deux intendants des finances ; enfin son secrétaire Lopez de Lezarraga. Elle expira le 26 novembre 1504, revêtue de l'habit de saint François. Son corps fut transporté à Grenade pour y être inhumé, suivant son désir. Isabelle possédait toutes les qualités qui font les grands princes, elle sut les allier à des vertus privées qui se rencontrent rarement dans le rang suprême. C'est ainsi qu'elle accomplit toujours fidèlement ses devoirs d'épouse et de mère ; mais cependant l'étendue et la fermeté de son esprit ne purent l'élever au-dessus des préjugés de son siècle, et son zèle persécuteur a souillé les plus belles pages de son règne. Si elle rendit à l'Espagne son indépendance politique en l'affranchissant du joug étranger, si elle ramena l'ordre et l'abondance dans la Péninsule, elle enchaîna les libertés de son peuple et tyrannisa les consciences en établissant, pour les dompter, le tribunal de l'inquisition. Cependant sa mémoire est restée chère à son peuple, qui a surnommée Isabelle, la grande reine. Les regrets de Ferdinand, s'ils furent sincères, ne lui firent pas oublier les intérêts de son ambition : il fit proclamer Jeanne reine de Castille ; mais il s'empara de la régence, qu'il se disposa à retenir et à disputer à l'archiduc. Celui-ci fit signifier au vieux monarque que la reine sa femme, n'étant point mineure, n'avait pas besoin de tuteur, et que s'il lui fallait un conseiller, ce conseiller devait être son époux. Ne pouvant répondre à cet argument, le roi d'Aragon entama des négociations avec l'archiduc, auquel il envoya deux de ses affidés, l'évêque de Palencia et don André Conchillos. Ce dernier, s'étant insinué dans la confiance de la reine Jeanne, l'irrita contre Philippe, dont elle accusait la froideur ; il lui fit signer une lettre adressée à son père, dans laquelle elle le priait de gouverner la Castille à sa place ; elle signa encore un édit prescrivant à ses sujets d'obéir à Ferdinand. L'archiduc, ayant pénétré les intrigues de Conchillos, le fit jeter dans un cachot, et envoya deux seigneurs de sa cour à la reine pour se plaindre des actes qu'elle avait souscrits à son détriment. En apprenant la détention de Conchillos, la reine tomba dans un tel excès d'emportement, qu'elle chargea de malédictions et de coups les messagers de son époux, qui, depuis cette aventure, se crut autorisé à la tenir séquestrée dans son appartement, où les femmes de la princesse eurent seules le droit de pénétrer.

A la nouvelle de l'emprisonnement de son envoyé, Ferdinand, par représailles, fit garder à vue les ambassadeurs de Philippe, accrédités auprès de lui, et leur arracha une convention où il fut stipulé que les actes publics seraient rédigés au nom du roi, de la reine de Castille, et de Ferdinand, en sa qualité de régent du royaume ; que tous trois prendraient part à l'administration des affaires. Après avoir obtenu ce traité, dont il espérait recueillir de grands avantages, le roi d'Aragon envoya demander à Louis XII la main de Germaine de Foix, sa nièce. Comme il ne réclamait pour la dot de sa nouvelle épouse que la partie du royaume des Deux-Siciles échue naguère aux Français, et conquise depuis au profit de l'Espagne par Gonzalve de Cordoue, Louis crut devoir accepter une alliance qui lui four-

MCD 2019

nissait l'occasion de se désister honorablement de ses prétentions sur Naples. Germaine, conduite à son époux, reçut la bédiction nuptiale à Dénia, au mois de mars 1505. Cette union précipitée, puisqu'elle eut lieu quatre mois après la mort d'Isabelle, irrita les Castillans, blessés du peu d'égards que montrait Ferdinand pour la mémoire d'une reine dont ils chérissaient le souvenir. Informé de la disposition des esprits, l'archiduc Philippe résolut d'en profiter, et fit publier qu'il allait se rendre en Castille. Il s'embarqua quelque temps après; mais, poussé par une tempête sur les côtes d'Angleterre, il fut retenu trois mois par Henri VII, qui refusa de le laisser partir s'il ne livrait entre ses mains le duc de Suffolk. Celui-ci avait des droits à la couronne, il s'était réfugié en Flandre pour échapper à l'inimitié de Henri, qui ne craignit pas de violer les saintes lois de l'hospitalité dans cette occasion. Philippe prit terre à la Corogne le 26 avril 1506; il était accompagné de deux mille hommes de troupes allemandes. Au bruit de son arrivée, la noblesse castillane accourut en foule pour le recevoir; les seigneurs les plus qualifiés et les plus puissants étaient suivis de leurs vassaux. Fort de l'appui qu'il rencontrait, Philippe se conduisit en monarque qui prétendait régner seul dans la Castille. Malgré les instances de Ximenez, envoyé par Ferdinand pour ménager un accommodement, l'archiduc refusa de voir son beau-père avant d'avoir été couronné, cérémonie qui eut lieu peu de temps après. Jeanne y parut dans toute la pompe extérieure de la royauté; mais le pouvoir appartint à son époux, qui se hâta de dérober la reine à tous les yeux. Les accès de son mal, loin de se calmer, augmentaient de plus en plus. Ferdinand s'arma du prétexte de la réclusion de sa fille pour accuser son gendre de tenir Jeanne dans un état de contrainte et d'oppression. Mais ce grief ne put ébranler la fidélité des Castillans; le roi d'Aragon se vit réduit à solliciter une entrevue qu'il n'obtint qu'avec peine, et en se soumettant à la condition de n'amener avec lui que deux cents personnes, n'ayant d'autre arme que leur épée. L'archiduc, au contraire, parut au rendez-vous avec une escorte de deux mille piquiers et de six cents hommes d'armes, tandis que Ferdinand, fidèle cette fois à sa promesse, n'avait avec lui que le duc d'Albe et les officiers de sa maison. Les deux princes s'embrassèrent, les seigneurs de la suite de l'archiduc vinrent à leur tour baiser la main de Ferdinand. Comme il s'aperçut que le duc de Bénévente portait une cuirasse sous ses habits : « Ah! duc, » lui dit-il, « vous êtes » bien fourré pour la saison. — Sire, » repliqua ce dernier, « tous ces cavaliers le sont » comme moi : c'est le temps qui le veut » ainsi. » Les deux monarques eurent une longue conférence dans une chapelle; on ignore donc ce qui fut dit dans cet entretien. Quoi qu'il en soit, il en sortit un traité par lequel Ferdinand se démit de la régence de Castille; mais il conserva l'administration avec les revenus des grandes maîtrises militaires de Saint-Jacques, de Calatrava et d'Alcantara, et obtint de toucher les autres legs qu'Isabelle lui avait faits par son testament. Une autre rencontre eut lieu à Renedo entre le gendre et le beau-père : c'était une visite d'adieu de la part du roi d'Aragon, qui se disposait à retourner dans ses États. Cette même année mourut à Valladolid le célèbre Christophe Colomb; dépouillé de la vice-royauté du Nouveau-Monde, il expira dans la disgrâce et dans l'oubli, seul fruit qu'il retira de ses longs services. Ses contemporains ne furent pas moins ingrats que Ferdinand, puisqu'ils enlevèrent à Colomb l'honneur de donner son nom au nouvel hémisphère dont il avait le premier révélé l'existence : heureusement que cette injustice n'a rien ôté à sa gloire [1506].

Nous avons vu que le roi d'Aragon suspectait la fidélité de Gonzalve, qui, après avoir conquis le royaume de Naples, le gouvernait en souverain. En effet, le monarque pouvait craindre que ses ennemis ne cherchassent à ébranler la fidélité du grand capitaine. L'empereur Maximilien fit proposer à Gonzalve de se saisir du royaume de Naples, pour en faire hommage à l'archiduc Philippe, comme roi de Castille; mais Gonzalve avait repoussé cette ouverture. Tou-

MCD 2019

tefois, Ferdinand se décida à le rappeler, et lui désigna pour successeur l'archevêque de Sarragosse, son fils naturel. Gonzalve, sans refuser ouvertement d'obéir, ne cessait de retarder son retour, sous divers prétextes; ce qui décida Ferdinand à passer lui-même en Italie sur une flotte où il s'embarqua le 4 septembre 1506, accompagné de Germaine, sa nouvelle épouse, et d'un grand nombre de seigneurs castillans et aragonais. Le roi ayant relâché à Gênes, Gonzalve vint l'y trouver, et entra dans la galère que montait le monarque, dont il reçut l'accueil le plus flatteur. Le prince se rendit ensuite à Naples pour se faire couronner; mais il resta peu de temps dans son nouveau royaume, sur la nouvelle que son gendre, le roi de Castille, venait de mourir à Burgos à la fleur de son âge (1). Après avoir nommé vice-roi don Raimond de Cordoue, il fit voile pour l'Espagne, emmenant avec lui Gonzalve, et prit terre à Valence. Il s'était fait précéder par un corps de troupes, sous le commandement de Pierre de Navarre, et se rendit sur-le-champ en Castille. Tont le royaume était dans la confusion par le trépas inattendu du mari de Jeanne; celle-ci, à qui son désespoir avait ôté complétement la raison, se trouvait hors d'état de veiller aux soins du gouvernement, qui fut remis aux mains de sept personnes, en attendant la réunion des cortès. La division ne tarda pas à éclater entre les régents provisoires; les uns proposaient de confier le pouvoir au roi d'Aragon, grand-père du jeune don Carlos, héritier présomptif du trône; d'autres prétendaient, au contraire, qu'il fallait remettre la régence à l'empereur Maximilien, en sa qualité d'aïeul paternel de don Carlos, ou placer le jeune prince à la tête du gouvernement, en lui adjoignant des tuteurs pour le guider et l'instruire de ses devoirs. Cependant la reine Jeanne, égarée par sa douleur, promenait à travers la Castille le corps de son époux, qu'elle avait fait embaumer, et refusait de s'occuper des affaires du royaume. Parmi les grands, ceux qui désiraient écarter le roi d'Aragon firent proposer à la reine de se remarier; mais elle rejeta cette pensée avec indignation, voulant rester fidèle à la mémoire d'un époux qu'elle avait aimé si tendrement. La faiblesse du pouvoir avait enhardi les mécontents, et produit des troubles et des séditions dans plusieurs villes; chaque personnage puissant s'efforçait de se soustraire à l'autorité des lois, et de reprendre les priviléges dont la noblesse avait été dépouillée. Tel était l'état des choses en Castille, lorsque Ferdinand s'y rendit. Son premier soin fut d'aller voir sa fille Jeanne, qui le reçut avec autant de tendresse que de respect; il affecta, de son côté, de la traiter en public comme la souveraine de la Castille, et répondait à toutes les demandes : « J'en parlerai à la reine. » Cependant il s'empara en réalité de la toute-puissance, dont il laissait à Jeanne les marques extérieures. On en vit bientôt la preuve; car il chassa tous les Flamands auxquels Philippe, le monarque défunt, avait confié les emplois les plus avantageux, et renvoya du royaume l'ambassadeur de Maximilien, dont les intrigues menaçaient de troubler la paix de l'État. Il chargea ensuite Pierre de Navarre de soumettre plusieurs seigneurs qui, retranchés dans des villes et des forteresses, refusaient de reconnaître son autorité; ils furent bientôt obligés de solliciter leur pardon. Ayant appris que des troubles avaient éclaté dans la ville de Cordoue, Ferdinand envoya une alcade de cour pour informer contre les séditieux; les deux fils du marquis d'Aguilar, neveux du grand Gonzalve, se trouvaient dans cette ville; ils firent défense à l'alcade de continuer ses poursuites tant que le roi n'aurait pas répondu aux lettres qu'ils allaient lui adresser à ce sujet. Sur le refus de l'alcade, il le firent arrêter. Informé de cet acte audacieux, Ferdinand convoqua l'hermandad, rassembla toutes les troupes cantonnées dans l'Andalousie, et marcha lui-même sur Cordoue. Gonzalve se hâta d'écrire à ses neveux qu'ils n'avaient d'autre ressource que d'implorer la clémence du monarque. Abandonnés par leur oncle, les deux frères d'Aguilar ne tentèrent aucune résistance; et, malgré les supplications de Gonzalve, qui vint trouver le

(1) 25 septembre 1506.

MCD 2019

monarque, ils furent jetés en prison et condamnés à la peine capitale. Mais si le roi consentit à échanger cette peine contre le bannissement, il s'empara de tous les biens des deux condamnés. Irrité de ce traitement, Gonzalve dit tout haut que le repentir de ses neveux n'avait pu les sauver, parce qu'ils avaient le malheur de lui appartenir. En effet, c'était la véritable cause de la sévérité de Ferdinand; malgré ses services, Gonzalve, depuis son retour en Espagne, avait perdu toute espèce de crédit. Ferdinand, qui avait promis de lui conférer la maîtrise de Saint-Jacques, avait faussé sa parole, et condamné le grand capitaine à languir dans l'obscurité. A l'époque de sa gloire et de sa puissance, Gonzalve avait fait trop pour un homme qui voulait rester sujet, et pas assez s'il voulait se rendre indépendant de son maître. Il en fut puni par le roi d'Aragon, qui, ayant cessé de le craindre, cessa de le ménager, et jouit de son abaissement, comme pour se venger des inquiétudes que ce général lui avait causées.

L'ambition de Ferdinand ne pouvait se reposer : devenu prince souverain en Italie, il guettait toutes les occasions de s'agrandir; aussi prit-il part à la ligue de Cambrai, destinée à dépouiller la république de Venise de ses possessions en terre ferme. Le pape Jules II fut l'instigateur de cette coalition, qui réunissait des princes ennemis les uns des autres, et n'ayant d'autres griefs contre Venise que l'envie éveillée dans leur cœur par la prospérité de la république. Ces princes étaient Maximilien, Louis XII et Ferdinand-le-Catholique : le premier prétendait laver l'affront qu'il avait reçu des Vénitiens, ceux-ci avaient refusé de lui permettre de traverser leurs États pour se faire couronner à Rome. Il réclamait pour dédommagement Vérone, Trévise, Padoue, Vicence, Rovérédo, puis le Frioul et l'Istrie. Louis comptait reprendre Crémone et la Ghiarra d'Adda, cédés malgré lui aux Vénitiens, lorsqu'il avait accompli la conquête du Milanez; il nourrissait aussi le secret espoir de recouvrer tout ce qui avait été démembré de l'héritage des Visconti. Ferdinand brûlait de rentrer en possession des ports de Trente, Brindes, Trano, Monopoli et Pulignano, que les derniers rois de Naples de la maison d'Aragon avaient donnés aux Vénitiens pour reconnaître les bons offices qu'ils en avaient reçus. Quant à Jules II, il voulait se venger de la fermeté de la république qui avait accueilli les Bentivoglio chassés par les armes pontificales de Bologne, dont ils étaient seigneurs; ils avaient en outre refusé de placer son neveu sur le siége de Vicence. En réparation de ces injures, la ligue devait livrer au pape plusieurs villes de la Romagne et d'autres cités vénitiennes situées au nord de l'État ecclésiastique. Attaquée à l'improviste, car les négociations entre les alliés furent conduites avec le plus grand secret, Venise allait peut-être succomber si l'alliance de Cambrai avait été maintenue; mais Ferdinand, devenu maître des ports qu'il convoitait, ne songea plus à appuyer les confédérés. L'empereur Maximilien ne put continuer la guerre, faute d'argent. Vainqueur aux champs d'Agnadel, Louis, après s'être emparé des districts qui lui étaient adjugés, avait licencié la plus grande partie de ses forces, et le pape, à qui la république avait abandonné ce qu'il réclamait, s'était réconcilié avec elle, et songeait à s'en appuyer pour chasser les étrangers de la Péninsule. Tel fut le résultat de la ligue de Cambrai, elle ébranla Venise sans l'abattre; elle ne profita réellement qu'au roi de Naples, qui en retira tous les profits et sut les garder.

Dirigé par Ximenez, le monarque porta ses vues d'un autre côté; vainqueur des Maures qui étaient venus envahir l'Espagne, il forma le projet de rendre impossibles à l'avenir leurs attaques en s'emparant de plusieurs villes maritimes de la côte africaine. Ximenez avait conçu le plan de cette expédition; il leva de ses deniers dix mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux, et mit à la tête de l'armée Pierre de Navarre, soldat de fortune, déjà célèbre par ses exploits; mais il se réserva le commandement en chef. Gonzalve, malgré ses talents bien reconnus, fut écarté par Ferdinand, qui avait résolu de le laisser vieillir dans l'ombre pour effacer de la mémoire contemporaine les hauts faits du grand capitaine. Il permit donc au cardi-

MCD 2019

nal de diriger souverainement toutes les opérations, et l'on vit ce dernier, alors âgé de soixante-dix ans, parcourir, vêtu de l'habit de saint François, les rangs des soldats; ordonner et faire executer sous ses yeux les manœuvres et les évoiutions militaires. Il étendit ses soins à tous les détails relatifs à la discipline, aux approvisionnements et à la paie des soldats. La sollicitude et la sévérité du cardinal sur ce dernier point, en supprimant les profits illicites dont s'engraissaient les chefs et les officiers, firent éclater une révolte à Malaga la veille de l'embarquement des troupes. Ximenez étouffa la sédition par sa sévérité et par son adresse, en faisant arrêter et pendre sur-le-champ les plus turbulents; puis, tandis qu'il haranguait les soldats, on vit sortir de ses tentes des hommes portant des lauriers à leurs chapeaux et des sacs d'argent sur leurs épaules, et qui se dirigèrent vers les vaisseaux : « Voilà vos » montres, » s'écria Ximenez, « on vous les » distribuera dès que vous aurez mis le pied » dans les navires. » La mutinerie s'était allumée par le prétexte du défaut de solde, à la vue de l'argent elle s'apaisa [13 mai 1509]. La flotte mit à la voile, et tous les combattants communièrent pieusement pour se préparer à vaincre les périls qui les attendaient. L'armée prit terre durant la nuit au port de Maçaquivir, et marcha le lendemain sur Oran, ville riche et peuplée qui se régissait elle-même sous le protectorat du roi de Trémécen. Le cardinal était présent lorsque les Maures, qui étaient sortis hors des murs, furent mis en déroute par les Espagnols. Les vainqueurs, à qui des Juifs livrèrent une des portes de la cité, entrèrent dans la place, où ils s'enivrèrent de carnage et firent un immense butin. Quand le jour parut, Ximenez entra dans la ville, foulant à ses pieds les ruines et les cadavres; il blâma cependant Pierre de Navarre d'avoir sacrifié tant de victimes : — « Ce sont des infidèles, » dit le général. — « Sans doute, » répondit Ximenez, « mais on eût pu en faire des chré- » tiens. » Le cardinal se prépara ensuite à tenter la conquête de Bougie; mais ayant surpris un billet de Ferdinand à Navarre, où le roi lui disait : « Empêchez le bonhomme » de revenir en Espagne; il faut user sa per- » sonne et son argent autant que l'on » pourra. » Le cardinal, dans son dépit, quitta l'armée et se retira dans son diocèse.

Cet acte de mauvaise foi de la part de Ferdinand fut bientôt suivi d'une nouvelle perfidie envers Louis XII. Ce dernier s'était brouillé avec le pape; au mépris des traités, Ferdinand sollicita du saint siége l'investiture du royaume de Naples que lui avait donné la conquête, sous la condition de fournir au souverain pontife trois cents lances (1). Louis XII se plaignit de cette infraction, mais Ferdinand prétendit tout concilier en défendant à ses soldats de servir contre les Français, puis il envoya une flotte à Louis XII, qui n'avait aucun ennemi à combattre sur mer. Le monarque aragonais ne tint pas mieux ses engagements envers Ximenez; dès que ce dernier eut quitté Oran, le roi réunit au domaine de la couronne les terres sur le territoire africain, qui avaient été concédées à Ximènez en sa qualité d'archevêque de Tolède. Celui-ci crut devoir réclamer les sommes qu'il avait avancées pour l'expédition, et il parvint à en obtenir ou plutôt à en arracher le remboursement. Cependant les affaires de l'Italie absorbaient presque entièrement l'attention de Ferdinand; maître de Naples, il voulut essayer d'établir dans ce royaume le tribunal de l'inquisition; quoique les habitants portassent le plus vif attachement à la foi catholique, ils repoussèrent avec horreur le joug qu'on voulait imposer à leur conscience. Le premier auto-da-fé, célébré dans la capitale, fit éclater un soulévement universel, et le vice-roi Raimond de Cardone ne put calmer la fureur du peuple qu'en prononçant l'abolition du saint office; mais il décréta en même temps le bannissement de tous les Juifs : dès lors l'inquisition n'était plus nécessaire.

Cependant le pape avait formé une nouvelle ligue contre Louis XII, qu'il voulait chasser de l'Italie; il commença par mettre son royaume en interdit, et par excommunier le monarque lui-même. Celui-ci, attaqué par les armes spirituelles, essaya de les tour-

(1) Environ quinze cents hommes.

MCD 2019

ner contre le pontife, et convoqua un concile à Pise pour juger la conduite de Jules et provoquer sa déposition. Il avait pour lui le duc de Ferrare et l'empereur Maximilien, qui aspirait secrètement à placer la tiare sur son front et à confondre en sa personne la double qualité de chef de l'empire et de chef de l'Église. Ferdinand se rangea du côté de Jules, et entraîna dans le même parti son gendre, Henri VIII, roi d'Angleterre. Cependant le duc de Nemours, Gaston de Foix, neveu de Louis XII, triompha dans toutes les rencontres, et mourut à Ravenne, quand la victoire venait de couronner son audace [1512]. Les succès de Louis XII s'arrêtèrent après la mort de Gaston, et le pape finit par sortir vainqueur de la lutte; il força le concile de Pise de se dissoudre, et les Français d'évacuer la Péninsule. Rassuré sur ses possessions en Italie, Ferdinand forma le projet de s'emparer de la Navarre. On se rappelle que ce royaume avait été possédé par le roi de Castille Jean II; qui, après la mort du prince de Viana et de sa sœur Blanche, dont nous avons raconté les infortunes, le transmit à sa fille chérie, Léonore, devenue l'épouse du comte de Foix. Le petit-fils de la comtesse, François Phœbus, lui succéda, et fut remplacé, après un règne de deux ans, par sa sœur Catherine, mariée à Jean d'Albret : celui-ci était entré dans l'alliance de Louis XII. Le monarque aragonais usa de ce prétexte pour l'attaquer; mais il se servit d'un corps de soldats anglais destinés par Henri VIII à recouvrer la Guienne, avec l'aide des Espagnols; ce corps ayant débarqué dans la province de Guipuscoa, servit à tenir en échec sur ce point les troupes françaises, tandis que le duc d'Albe entra dans la Navarre et en fit la conquête. Jean d'Albret, au lieu de se défendre, prit la fuite et se réfugia auprès de Louis XII, qui envoya une armée pour le rétablir sur le trône; Lautrec la commandait : n'ayant pu forcer les Espagnols à combattre, il fut réduit à entreprendre le siége de Saint-Sébastien, et enfin chassé du pays par le manque de vivres et les rigueurs de l'hiver. Heureux dans sa politique, Ferdinand ne jouissait pas de la même félicité dans son intérieur, époux d'une femme beaucoup plus jeune que lui, il avait conçu des soupçons sur sa fidélité, et fit même conduire dans une forteresse le chancelier d'Aragon, qui semblait faire à la reine une cour trop assidue. On ignore si les craintes de Ferdinand étaient fondées. Quoi qu'il en soit, affaibli par l'âge ou par les soucis de la royauté, sa santé devint chancelante, et son humeur s'aigrit de plus en plus dans la solitude. En effet, il repoussait toutes les distractions et tous les amusements, à l'exception de la chasse qui lui permettait de s'éloigner quelques moments de la société des hommes.

Sur ces entrefaites [1514], Louis XII mourut, et laissa le sceptre au comte de Valois, qui prit le nom de François I. Le nouveau monarque brûlait de rentrer en possession de Milanez, et s'en ouvrit bientôt le chemin par la victoire de Marignan, où il vainquit les Suisses, réputés jusqu'alors invincibles. Ce brillant succès troubla le repos de Ferdinand, qui aurait voulu fermer aux Français l'entrée de l'Italie; mais son esprit était en proie à d'autres inquiétudes non moins vives : il lui fallait surveiller sans cesse l'activité de Gonzalve. Fatigué du repos où le laissait languir la jalousie de Ferdinand, Gonzalve s'était tourné du côté de l'archiduc Charles, petit-fils du monarque aragonais; il tenta d'aller le joindre à Bruxelles sa résidence, mais il en fut empêche par Ferdinand, qui lui ferma tous les ports de l'Espagne. Gonzalve fut réduit à promener son inquiétude dans tout le royaume; poursuivi par le regret de se voir condamné à rester inutile, il ne tarda pas à succomber sous le poids des amertumes qui le dévoraient. Il expira à Grenade des suites d'une hydropisie, regretté du peuple et de l'armée, à l'exception de son maître, à qui il avait sacrifié jusqu'à son honneur en se parjurant pour mieux le servir [1515].

Gonzalve laissa la réputation du guerrier le plus illustre de son temps; mais sa gloire est obscurcie par la mauvaise foi qui souille toutes ses grandes actions; il l'employait sans scrupule et sans honte, comme si la grandeur du but devait amnistier tous les moyens employés pour y conduire. Après

MCD 2019

avoir trompé toute sa vie, il fut dupé lui-même à son tour par Ferdinand, qui paya ses services par l'ingratitude, et éteignit ses talents qu'il redoutait en les condamnant à l'obscurité. Ainsi Gonzalve, à qui il ne resta que des honneurs sans crédit, qu'une renommée qui ne pouvait plus grandir, subit le supplice le plus dur et le plus amer pour une âme ambitieuse, celui de rester spectateur oisif des grands débats de la politique qu'il se sentait capable de diriger en les dominant. Voué à une impuissance précoce, son corps usé par les regrets ne put soutenir les agitations de son esprit; sous ce point de vue il est vrai de dire que Ferdinand hâta sa fin. Il s'en réjouit en secret. Cependant les infirmités du monarque augmentaient de jour en jour sans attiédir son ambition; il ourdissait des intrigues pour arracher des subsides aux états d'Aragon, afin d'envoyer des troupes en Guienne, et de se mêler activement aux affaires de l'Italie; mais l'affaiblissement de ses forces ne pouvait échapper à l'œil de ses ministres et de ses courtisans : son petit-fils Charles en fut averti, et dépêcha en Espagne Adrien d'Utrecht son précepteur. Celui-ci était chargé de soumettre à Ferdinand le mariage projeté entre Rénée, fille de Louis XII, et son jeune maître; mais le but secret de sa mission était de reconnaître l'état de santé du monarque aragonais et de pénétrer ses intentions. Le vieux roi reçut mal cet envoyé, qu'il regardait comme un espion; après une seule audience il lui fit dire de s'éloigner, et il le confina dans un monastère, où il le soumit à la plus exacte surveillance. Il répondit aux observations de Ximenez : « Que vient faire ici cet homme? » veut-il voir si je mourrai bientôt? » En effet ses jours étaient comptés, et la mort s'approchait à grands pas; comme s'il eût tenté d'échapper par la fuite au coup fatal, il errait dans l'Estramadure sans pouvoir se fixer nulle part. Dans l'anxiété de son esprit il fit venir près de lui une prétendue prophétesse surnommée la Béate d'Avila, celle-ci l'entretient d'espérances mensongères en lui promettant encore une longue vie illustrée par de grands succès. Cette imposture ranima pour un instant les forces du monarque; il fit dire à Adrien d'Utrecht qu'ils allaient bientôt discuter ensemble les affaires de Charles; mais cette lueur trompeuse ne tarda pas à se dissiper : il fut contraint de s'arrêter à Madrigaléjo, petit village situé près de Truxillo, où il se logea dans une hôtellerie. Assailli par une fièvre violente, il manda un confesseur et ses trois conseillers, Zapata, Carjaval et Vargas. Après avoir soulagé sa conscience et obtenu le pardon céleste, il remit à ses ministres un testament, par lequel il déclarait Ferdinand, second fils de Jeanne, héritier de toutes ses couronnes et grand-maître des trois ordres militaires. Il donnait pour motif à l'exhérédation de Charles que ce prince, élevé à Bruxelles, ne manquerait pas d'abandonner à des Flamands le gouvernement d'Espagne. Vaincu par les représentations de ses ministres, Ferdinand annula cet acte, et dicta un second testament, par lequel sa fille Jeanne était appelée à lui succéder, et après elle don Carlos son petit-fils. La reine Germaine reçut pour douaire une pension annuelle de trente mille florins, et l'infant don Ferdinand un revenu de trente mille ducats assignés sur Naples et la Sicile; enfin le cardinal Ximenez fut nommé régent de l'empire jusqu'à l'arrivée de l'archiduc Charles. Germaine accourut auprès de son époux pour recevoir son dernier soupir; il expira, revêtu de l'habit de saint Dominique, le 21 janvier 1516; il était âgé de soixante-deux ans, et en avait régné quarante-deux. — La fourberie était le vice dominant de son caractère; infiltrée dans toutes ses actions, elle infectait et sa politique et sa vie privée. Quoiqu'il eût comme roi de grandes qualités, il n'occupe cependant qu'une place secondaire dans l'histoire. En effet, du vivant d'Isabelle on le voit, comme dominé par un ascendant supérieur, obéir plutôt que commander : il semble n'être alors que le satellite d'un astre qui l'entraîne dans son orbite. Resté seul, tous ses succès achetés par la ruse sont dénués de grandeur et souillés par une ingratitude monstrueuse envers les hommes auxquels il les devait. Cette disposition avait sa source dans une bassesse d'âme incapable d'éprouver cet enthousiasme qui fait les gran-

MCD 2019

des choses. Fondateur véritable de la monarchie espagnole, il unit toutes les parties de la Péninsule sous une même domination, et prépara la gloire de Charles-Quint; mais il légua à l'Espagne l'inquisition et le despotisme qui ont amené la ruine et l'abaissement de la monarchie. Il eut d'Isabelle plusieurs enfants, l'aîné, le prince Jean, qui mourut avant son père, et quatre filles; l'une, dona Isabelle, mariée au roi de Portugal Emmanuel; Marie, qui épousa ce même prince à la mort de sa sœur Isabelle; enfin Jeanne, surnommée la Folle, et Catherine, femme de Henri VIII, roi d'Angleterre. La reine Germaine donna à Ferdinand un fils qui survécut à peine quelques jours à sa naissance. Ferdinand eut aussi assez grand nombre de maîtresses, dont il naquit des rejetons : l'un d'eux, Alphonse d'Aragon, devint archevêque de Saragosse; l'autre, Jeanne d'Aragon, épousa le connétable de Castille; deux autres filles, du nom de Marie, embrassèrent la vie monastique.

CHARLES PREMIER (1).

Le règne de ce monarque, qui tient tant de place dans l'histoire de l'Europe, au seizième siècle, ne se rattache qu'indirectement à l'Espagne. En effet, ce prince résida presque toujours dans les Pays-Bas, l'Allemagne et l'Italie. Ces diverses contrées furent tour-à-tour le théâtre de ses exploits, le champ de ses intrigues; il revint cependant finir ses jours en Espagne, mais seulement pour y chercher un tombeau. Nous retracerons donc succinctement les actions de Charles, puisqu'elles appartiennent pour la plupart aux annales de la France, des Pays-Bas, de l'Allemagne et de l'Italie, et sa politique ou ses armes se montrent sans cesse au premier rang. Quand Ferdinand mourut, le jeune monarque résidait à Bruxelles; l'empereur Maximilien, nommé régent par les états, avait confié l'éducation de son petit-fils à Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres, et choisi Adrien d'Utrecht pour précepteur du jeune prince. Ces choix étaient bons, surtout le premier, car Chièvres possédait toutes les qualités nécessaires à ce difficile emploi; quant au précepteur, il n'avait qu'une érudition de collége, dont son élève n'avait pas grand besoin. Charles montra dès sa jeunesse un goût très-vif pour les exercices militaires; mais sa déférence sans bornes pour les avis de son gouverneur ne faisait pas pressentir qu'il pourrait un jour gouverner seul ses vastes États. Le premier acte qu'on lui suggéra, acte plein de sagesse, fut de confirmer le cardinal Ximénès dans l'exercice des pouvoirs de régent, dont il avait été investi par les dernières volontés de Ferdinand. Personne n'était plus digne que Ximénès de tenir les rênes du pouvoir. Entré jeune dans un monastère de Saint-François, il conserva toujours à la cour les mœurs monastiques : sous ses habits pontificaux il portait le froc de son ordre, se nourrissait de légumes et de racines, et couchait sur des planches, quoiqu'il fût environné de toutes les splendeurs et de toutes les délicatesses du luxe le plus raffiné; car l'archevêché de Tolède l'égalait à des rois par l'immensité de ses revenus. On se rappelle qu'Adrien d'Utrecht était arrivé en Espagne peu de temps avant la mort du roi d'Aragon, chargé alors de l'office de régent qu'il devait exercer quand le vieux monarque aurait cessé de vivre. Il produisit ses patentes, et fut reconnu par Ximenez en sa qualité de co-régent; mais si le cardinal lui en accorda les honneurs, il en garda pour lui toute l'autorité. Son premier soin fut de s'emparer de la personne de Ferdinand, frère de Charles, qu'il fit élever sous ses yeux, et dont il soumit l'entourage à la surveillance la plus attentive : en effet, quelques seigneurs ambitieux auraient pu se prévaloir du nom du jeune prince pour entraver la marche du gouvernement.

Cependant Charles avait cru devoir prendre le titre de roi; mais les couronnes de Castille et d'Aragon appartenaient légalement à Jeanne sa mère. Quoique cette princesse fût incapable d'accomplir les devoirs

(1) Comme roi d'Espagne Charles I, et Charles-Quint comme étant la cinquième empereur d'Allemagne de ce nom; c'est sous ce dernier titre qu'il est principalement désigné dans l'histoire.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del.

Pl. 5.

Prot Sculp.

COSTUMES RELIGIEUX. (1839)

ESPAGNE

Paris, Imp. de Lecoy, r. de la Bûcherie, 1

de son rang, les Espagnols et les Aragonais la reconnaissaient pour leur souveraine; ils regardèrent la tentative de Charles comme une atteinte aux lois fondamentales de la monarchie et une usurpation dénaturée. Ximénès essaya d'abord de combattre un projet qu'il regardait comme dangereux; mais n'ayant pu vaincre l'insistance de la cour de Bruxelles, il ne songea plus qu'à répondre aux désirs du souverain. Il exposa aux grands, réunis en conseil, l'ordre du monarque; mais comme plusieurs des assistants temoignaient la plus vive répugnance à s'y soumettre, Ximénès s'écria brusquement que ce prince ne demandait pas des avis, mais seulement de l'obéissance; qu'il serait proclamé roi ce jour-là même dans les rues de Madrid. Il tint parole, et la royauté de Charles fut admise généralement; les provinces ayant suivi l'exemple de la capitale, excepté dans l'Aragon, où les nobles et le peuple persistèrent à reconnaître Jeanne, sans vouloir que Charles prît un titre qui ne devait lui appartenir qu'à la mort de sa mère. Ximénès n'essaya pas de vaincre cette résistance, et s'occupa d'enlever aux nobles Castillans certaines prérogatives qu'il regardait comme attentatoires à l'autorité royale. Pour assurer le succès de ses mesures, il se ménagea les moyens de payer un corps de troupes. Jusqu'alors l'armée, dont l'organisation était toute féodale, livrait aux nobles le pouvoir militaire; le cardinal s'en empara en levant des mercenaires, ne reconnaissant d'autres lois que celle du monarque qui acquittait leur solde : puis il parvint, en employant à propos les menaces et les flatteries, à former une milice dans chaque ville du royaume. Le trésor public se chargea de payer les officiers et les bourgeois qui consentirent à s'enrôler comme simples soldats; ils furent déclarés exempts de tout impôt. Le cardinal, après avoir dépouillé les nobles du pouvoir de l'épée, tenta de les appauvrir au profit de la couronne. Il supprima toutes les pensions accordées sous le règne de Ferdinand, et reprit tous les domaines royaux que ce prince avait concédés, soit pour récompenser les services de ses amis, soit pour désarmer ses adversaires. Attaqués dans leurs priviléges et dans leurs intérêts, les nobles se réunirent pour organiser une vigoureuse résistance, et députèrent à Ximénès l'amiral de Castille, le duc de l'Infantado et le comte de Bénévente, chargés de sommer le régent d'exhiber ses pouvoirs. Celui-ci les produisit aux députés, et les mena, tout en continuant la discussion, jusqu'auprès d'une fenêtre ouverte, puis leur montrant deux mille soldats rangés en bataille devant le palais et accompagnés d'une nombreuse artillerie : — « Voilà, dit-il, les pouvoirs avec lesquels je » gouverne et gouvernerai l'Espagne jusqu'à » ce que le roi en vienne prendre posses- » sion. »

Jean d'Albret, ci-devant roi de Navarre, tâcha de recouvrer son royaume avec une armée qu'il avait levée en France; mais la vigueur et la vigilance du cardinal y mirent obstable. Ximénès envoya un corps de bonnes troupes, sous la conduite de don Ferdinand Villalva, officier de mérite, pour occuper les passages. Villalva défit les troupes de Jean, et le maréchal de Navarre fut fait prisonnier. Cette disgrâce affecta si vivement le roi et la reine, qu'ils moururent l'un et l'autre peu de temps après. Le cardinal fit alors démolir les fortifications et les murailles des villes de Navarre, excepté celles de Pampelune. Cette démarche donna lieu à de grandes plaintes, parce que les droits que l'on avait sur ce royaume n'étaient pas très-certains; le cardinal pensa que c'était à don Ferdinand à justifier la validité de ces mêmes droits, mais que sa qualité de régent l'obligeait à les défendre (1).

Ainsi, en peu de mois Ximenez, par l'abaissement des nobles, donna à la couronne une suprématie décisive, en même temps qu'il l'enrichit par la reprise de domaines considérables qui avaient été aliénés; mais il s'abstint de demander compte des fruits perçus par les possesseurs de ces mêmes biens. S'il dominait les grandes questions politiques par son génie, il n'oubliait pas de descendre à tous le détails de l'administration. Il punissait rigoureusement ceux qui étaient

(1) Alv. Gomez de Reb. gest. Ximen., l. VI.

MCD 2019

convaincus de fraude ou d'oppression dans la perception ou l'emploi des revenus publics; et, avec le prix des amendes ou des confiscations qui en revenaient, il acquittait les dettes du trésor royal. Il conférait les grands gouvernements aux principaux seigneurs, et ceux d'un ordre secondaire aux hommes distingués par leur mérite; il montrait surtout de grands égards aux vieux officiers, et se montrait très-circonspect dans le choix de ceux qu'il élevait aux charges de judicature. Aussi, toutes les mesures qu'il adopta firent briller si hautement son zèle désintéressé pour le bien public, qu'il triompha des attaques de l'envie, jalouse de son élévation.

Sa conduite ne plaisait pourtant pas à tout le monde également; on le blâma d'avoir changé le gouverneur de Tordésillas, et une grande partie de la maison de la reine, quoiqu'il n'eût en vue que d'adoucir la mélancolie de cette princesse. Les personnes qu'il plaça auprès d'elle travaillèrent à lui créer des distractions, et même à réveiller en elle quelque sentiment de sa grandeur; elles y réussirent, au point que Jeanne se détermina à s'habiller d'une façon convenable à son rang, à aller à la messe hors du château; on aposta même des gens pour crier *vive la reine*, quand elle sortait, et pour lui donner d'autres marques de respect.

Le roi parut si satisfait de l'administration habile et prudente du cardinal, qu'il lui écrivit des lettres remplies de félicitations (1). Le ministre empêcha les Juifs d'obtenir l'abolition des lois pénales rendues contre eux, quoiqu'ils offrissent pour et effet une grosse somme. Le pape ayant demandé une levée de deniers sur le clergé, sous le prétexte de la guerre contre les Turcs, le cardinal s'y opposa, persuadé que si une fois on donnait un pareil exemple, bientôt on les multiplierait. Il y eut cependant d'autres maux auxquels il ne put remédier, tels que des querelles entre les grands, des émeutes à Valladolid et en d'autres grandes villes, et la sortie de grandes sommes d'argent hors du royaume, pour acheter la faveur des ministres flamands.

Au mois d'août 1517, le roi débarqua à Saint-Ander, et dépêcha sur-le-champ un courrier au cardinal et au conseil, chargé de leur donner avis de son arrivée. Le cardinal partit aussitôt de Madrid pour aller au-devant de lui, et exécuter quelques ordres que ce prince lui avait envoyés par un courrier avant de s'embarquer (1). S'il faut en croire un historien estimé, Ximenez ayant mangé de la truite à son dîner, ce repas causa sa mort; cependant il ne ressentit pas d'abord les effets du poison (2). A son arrivée à Aranda, où il joignit l'infant don Ferdinand, il fit aussitôt mettre des gardes autour de la maison de ce prince, et fermer les portes de la ville; il signifia alors à don Pèdre de Guzman, gouverneur de l'infant, et à l'évêque d'Astorga, son précepteur, un ordre du roi, qui portait qu'ils eussent à se retirer, ce qui affligea fort l'infant (3). Ximenez s'étant avancé jusqu'à Roja, son mal devint si violent, qu'il sentit approcher sa fin; en effet, après avoir invoqué les secours spirituels de l'Église, il expira le 8 novembre 1517.

Quelques-uns prétendent qu'ayant appris que sa disgrâce était résolue, cette nouvelle causa sa mort, ou du moins la précipita. Ils affirment qu'à l'instigation de l'évêque de Badajos, comblé de bienfaits par le cardinal, le roi écrivit au vieux ministre qu'il n'avait plus besoin de ses services. D'autres assurent, au contraire, que Ximenez n'a jamais vu cette dépêche, et qu'il était à l'extrémité lorsqu'elle arriva (4). Politique profond, administrateur habile, Ximenez aimait aussi les lettres, et contribua noblement à propager le goût du savoir en dotant de ses deniers l'université d'Alcala de Hénarez. On lui doit la publication de la première Bible polyglotte, travail qui coûta des sommes immenses, acquittées sur ses revenus. Cette œuvre avait pour but de répandre les con-

(1) Alvar. Gomez, de Reb. gest. Ximen.

(1) Pet. Martyr Angler.

(2) Fléchier, Vie du c. Ximénès, tom. II, p. 701, 702.

(3) Gomez, de Reb. gest. Ximen.

(4) Pulgar, Vid. del card. Ximen.

MCD 2019

naissances du christianisme chez toutes les nations du globe. Mais en servant d'abord les intérêts de la religion, elle devait profiter également à la civilisation, et honore, à ce double titre, la mémoire de l'homme qui conçut et fit exécuter cette vaste entreprise.

Le roi alla avec dona Éléonore sa sœur à Tordésillas, pour voir la reine sa mère. L'archevêque de Saragosse s'y rendit, afin de rendre compte des affaires d'Aragon; mais de Chièvres, appréhendant qu'il ne vînt demander l'archevêché de Tolède, destiné par ce ministre à son propre neveu, empêcha le roi de le voir, et lui fit refuser une audience de la reine Jeanne par le même motif (1). Ce fut là le premier sujet de mécontentement que le roi Charles donna aux Espagnols : et peut-être cela ne serait-il pas arrivé, si le cardinal Ximenez eût eu le temps d'entretenir ce prince; mais ceux qui redoutaient les suites de cette entrevue y mirent obstacle par l'odieux expédient dont nous avons parlé. Il y eut cette année quelques émeutes en Sicile, quoique le monarque y eût envoyé un nouveau vice-roi. Les Maures commencèrent aussi à infester les côtes de Grenade et d'Andalousie.

Les cortès ou états de Castille s'assemblèrent à Valladolid, dans le mois de janvier 1518 : on y proposa que le roi commençât par confirmer ce qui avait été arrêté par les états de Burgos, sept ans auparavant, c'est-à-dire, qu'aucun étranger ne pût être élevé en Castille, ni aux dignités, ni aux charges civiles ou ecclésiastiques, et qu'on ne fît point sortir d'argent du royaume. Mais l'évêque de Badajoz ayant représenté aux députés qu'ils n'avaient aucune raison de se défier du roi, et les assurant qu'il leur accorderait tout ce qu'ils désiraient, ils lui prêtèrent serment de fidélité, et votèrent un don gratuit de six cent mille ducats, payables en trois années; après quoi, ce prince confirma leurs priviléges, et particulièrement les articles sur lesquels ils avaient insisté. Charles ayant fait emmener l'infante dona Catherine à l'insu de Jeanne sa mère, auprès de qui elle résidait, la reine ne voulut rien manger durant trois jours, et on fut obligé de lui rendre l'infante (1).

Le roi ayant nommé des régents, partit pour aller tenir les états d'Aragon; en chemin il eut une entrevue avec son frère, et il l'envoya en Allemagne auprès de l'empereur Maximilien, afin de se délivrer des inquiétudes que lui donnait l'extrême affection de tous les Espagnols pour ce prince. Il disposa aussi de l'archevêché de Tolède en faveur de Guillaume de Croy, neveu de Chièvres, ce qui mécontenta vivement les Castillans.

Il arriva à Saragosse au commencement de mai; et quoiqu'il confirmât tous les priviléges des Aragonais, ils firent difficulté de le reconnaître pour monarque durant la vie de la reine sa mère; cependant l'archevêque de Saragosse les décida à lui décerner le titre de roi conjointement avec sa mère : ce ne fut qu'après de longues discussions, car elles durèrent plusieurs mois, que le jeune prince obtint un don gratuit de deux cent mille ducats. Les bons procédés du roi Charles envers la reine Germaine touchèrent tellement cette princesse, qu'elle lui céda ses droits au royaume de Navarre, comme légitime héritière de la maison de Foix (2). Charles consentit aussi, par des raisons d'État, au mariage de sa sœur dona Éléonore avec le roi de Portugal, qui avait déjà épousé ses deux tantes. Cette union déplut aux Espagnols.

A la fin de cette année, Charles fut élu, à la diète d'Augsbourg, roi des Romains, quoique Maximilien, son grand-père, fût plus porté pour son frère Ferdinand, et que François I, roi de France, eût aussi brigué cette haute dignité : ce dernier avait pour lui l'éclat de ses victoires contre les Suisses et l'or qu'il fit répandre à pleines mains [1519]; cependant il succomba dans la lutte (3).

Le roi passa ensuite en Catalogne, où il trouva les mêmes difficultés à se faire reconnaître qu'en Aragon; mais il les surmonta. Ce fut à Barcelone qu'il apprit la mort de l'empereur Maximilien son grand-père, et

(1) Argensola.

(1) Ferreras, tom. VIII, p. 462.
(2) Histoire du Languedoc.
(3) Alph. Ulloa.

MCD 2019

il y resta jusqu'à ce qu'il reçût la nouvelle de son élection, qui se fit le 28 juin (1); ses ambassadeurs acceptèrent en son nom les conditions prescrites.

Comme le pape Léon X lui avait accordé la dîme des revenus ecclésiastiques de Castille, pour soutenir la guerre contre les Turcs, le roi convoqua une assemblée du clergé à Barcelone. Adrien, ci-devant doyen de Louvain, et alors cardinal et évêque de Tortose, mit tout en usage pour faire consentir les députés à la dîme; mais ils refusèrent absolument de contenter le roi et d'obéir au pape. Léon en fut si irrité, qu'il lança un interdit sur la Castille. Mais le clergé espagnol ayant déclaré que les censures n'obligeaient point, quand elles n'étaient pas fondées sur des raisons légitimes, le roi fit lever l'interdit (2).

Au mois de novembre, le duc de Bavière arriva avec le caractère d'ambassadeur de l'empire; et, à sa première audience, il baisa la main au roi Charles, ce dernier prit alors le titre de majesté, qu'il substitua à celui d'altesse usité jusqu'alors.

Il y eut, vers cette époque, une dangereuse émeute à Valence. Les communautés ou corps de métiers ayant formé des compagnies, se liguèrent ensemble, sous prétexte de résister à l'oppression des grands. En effet, ceux-ci, fiers de leurs priviléges, traitaient le peuple en esclave. Toutefois, ne se croyant pas assez forts pour braver l'emportement de la multitude, ils eurent recours à l'empereur. De leur côté les Valenciens envoyèrent des députés à la cour pour plaider leur cause. Charles était alors irrité contre les nobles, qui avaient refusé de lui accorder un don gratuit, sous le prétexte qu'il avait violé la loi fondamentale en n'ouvrant pas en personne les états, où il s'était fait représenter par le cardinal Adrien. Le prince, dans son dépit, autorisa le peuple à garder ses armes. Enhardis par l'assentiment du souverain, les habitants de Valence changèrent l'administration de leur cité, et choisirent eux-mêmes des chefs qui instituèrent une sorte de confédération appelée *germanada* ou fraternité composée des classes populaires; elle ne tarda pas à devenir tyrannique (1).

Le royaume de Castille était aussi agité que celui de Valence. En un mot, la plupart des villes d'Espagne voyaient avec répugnance l'éloignement de l'empereur pour l'Allemagne, et lui députèrent les personnages les plus distingués de chaque cité; mais il évita de leur donner audience; et au lieu de tenir les cortès dans la province, les convoqua à Compostelle en Galice. Cette innovation irrita profondément les esprits, et Charles, en traversant Valladolid, vit éclater une sédition si violente, qu'il s'enfuit précipitamment, trop heureux de pouvoir continuer son voyage pour Compostelle, où il persistait à ouvrir l'assemblée des États. Cependant, malgré l'opposition des représentants d'un grand nombre de villes, les ministres, soutenus par le clergé et par la noblesse, arrachèrent un don gratuit considérable, dont le prince avait un besoin urgent. Il était impatient d'aller en Allemagne prendre possession de la couronne impériale. Les Flamands qui l'entouraient l'excitaient encore à précipiter son départ, dans le but de transporter chez eux le fruit de leurs rapines En effet, l'ancien gouverneur de Charles, Chièvres et son avide moitié, assistés d'un autre Flamand parvenu à la dignité de chancelier de Castille, s'étaient engraissés par les plus criantes exactions, en même temps qu'ils avaient rendu tout vénal. Dans l'espace de dix mois, ils enlevèrent aux Castillans onze cent mille ducats dont ils remplirent leurs coffres. Aussi étaient-ils l'objet d'une haine universelle de la part des Espagnols, qui maudissaient leur rapacité, mais qui s'offensaient peut-être encore plus de voir des étrangers envahir toutes les places et occuper toutes les dignités. Dès qu'il eut obtenu le don qu'il sollicitait, Charles n'eut aucun égard aux remontrances de ses sujets; il nomma régent de Castille le cardinal Adrien, et vice-rois d'Aragon et de Valence don Juan de Lanuza et don Diègue Mendoza, comte

(1) Pet. Martyr Angler.
(2) Ferreras, *ubi suprà*, p. 473.

(1) Ferreras, liv. VIII.

MCD 2019

de Mélito, puis il se rendit à la Corogne, et il mit à la voile pour les Pays-Bas, sans songer à calmer les orages politiques qui menaçaient déjà l'Espagne d'un bouleversement prochain [1520] (1).

Si des raisons importantes semblaient devoir retenir l'empereur dans la Péninsule, d'autres nécessités non moins impérieuses l'appelaient en Allemagne et dans les Pays-Bas, où la doctrine prêchée par Luther faisait de rapides progrès. D'un autre côté, le roi de France, mortifié par le triomphe que Charles avait obtenu sur lui, aspirait à se venger. Il demandait à l'empereur la restitution de la Navarre enlevée à Jean d'Albret, et laissait percer ses prétentions sur le royaume de Naples. L'empereur à son tour se croyait en droit de réclamer de François le duché de Milan, et même la Bourgogne, province qui avait appartenu jadis à ses ancêtres. Ces diverses causes rendaient la guerre imminente; mais aucun des deux adversaires n'osait la commencer, et cherchait à se créer des alliances au dehors. En Italie, Léon X résolut de garder la neutralité, car le champ de bataille devait être le Milanez, et quelle que fût l'issue de la lutte, il avait tout à craindre du vainqueur. Les Vénitiens, placés dans une position presque semblable à celle du souverain pontife, avaient adopté la même politique. Mais de tous les princes de l'Europe, le plus riche, et, à ce titre, le plus puissant était Henri VIII, roi d'Angleterre. Héritier des trésors que lui avait légués l'avarice de son père, il brûlait de les consacrer à des entreprises glorieuses : aussi était-il l'objet des prévenances empressées de Charles et de François, qui se disputaient un allié dont ils appréciaient l'importance. Henri était gouverné par le cardinal Wolsey, prélat qui ternissait ses grands talents par son orgueil, et surtout par son avidité. François essaya de le gagner en le comblant de flatteries et de présents; il entretenait avec ce ministre une correspondance assidue, l'appelait dans ses lettres son père et son tuteur, et sollicitait ses conseils avec une déférence presque filiale. Charles résolut de troubler cette intimité, et en sortant de la Corogne, au lieu de cingler vers les Pays-Bas, il vint débarquer subitement à Douvres. Son premier soin fut de s'attacher Wolsey, non-seulement par des pensions, mais encore en lui montrant la tiare en perspective. Cette offre entraîna le cardinal. Ce fut en vain qu'après le départ de l'empereur le roi de France eut une entrevue, entre Guines et Ardres, avec Henri. Les magnificences du camp du Drap-d'Or ne purent détruire l'œuvre de l'empereur, auquel Wolsey resta dévoué complétement.

Après son couronnement, qui eut lieu à Aix-la-Chapelle, Charles convoqua une diète à Worms; elle devait s'ouvrir le 6 janvier 1521. Il s'agissait d'adopter les mesures les plus convenables pour arrêter les progrès du protestantisme. La diète se rassembla à l'époque indiquée; elle s'occupa d'abord de quelques réglements relatifs à l'empire, et institua un conseil de régence pour aider Ferdinand, frère de Charles, à gouverner durant les absences de l'empereur, dont les vastes États devaient requérir à chaque instant la présence. On s'occupa ensuite de la question religieuse. Luther, cité à Worms, ne craignit pas de comparaître. Condamné par la diète, l'électeur de Saxe le déroba à l'exécution de la sentence en le faisant enlever et cacher dans le château de Wartbourg en Thuringe. Il n'entre pas dans notre plan de nous étendre sur cette matière, qui sera traitée ailleurs avec tous ses dévoloppements; nous n'en dirons seulement que ce qui se rattache à notre récit.

Cependant les hostilités avaient éclaté entre Charles et François; les troupes de ce dernier envahirent la Navarre, dont elles furent bientôt chassées; on se battait en même temps dans les Pays-Bas [1521]. Sur ces entrefaites, Wolsey signa, au nom de son maître, une ligue avec l'empereur, qui venait aussi de conclure une alliance avec le pape. Les Français, maîtres du duché de Milan, en sont chassés par les impériaux. Charles obtint de nouveaux succès contre son rival, qui, après avoir perdu Milan, fut encore expulsé de Gênes. Sur ces entrefaites, les Anglais envahirent la Normandie et la

(1) Sandoval, p. 86.

MCD 2019

Brctagne; mais ils furent bientôt contraints de se retirer.

Tandis que Charles triomphait en Italie, l'Espagne était en proie à des soulèvements qui menaçaient d'abaisser et peut-être de détruire l'autorité royale. Ils éclatèrent lorsqu'on sut que les cortès réunis à Compostelle avaient consenti à voter un don gratuit au monarque sans obtenir préalablement le redressement des griefs de la nation. Les bourgeois de Tolède coururent aux armes. Ils déposèrent les magistrats et les officiers du gouvernement, pour leur substituer un conseil composé de députés de toutes les paroisses de la ville. Un gentilhomme, nommé Jean de Padilla, fut l'instigateur et le chef de ce mouvement. Burgos, Zamora, Tordésillas, Ségovie, suivirent l'exemple de Tolède. Le cardinal Adrien était chargé de la régence, et crut devoir adopter le parti de la sévérité. Il envoya un corps de troupes sous les ordres de Ronquillo, pour punir les habitants de Ségovie; mais ceux-ci fermèrent leurs portes, et, renforcés par les Tolédans, commandés par Padilla, il battirent Ronquillo et le forcèrent à se retirer. Cet échec fit éclater la révolte sur plusieurs points, et intimida tellement Adrien, qu'il licencia les troupes royales. Il croyait ainsi désarmer les mécontents, il ne fit qu'allumer leur audace; et les chefs de la revolte en profitèrent pour essayer d'établir un régime nouveau, où la bourgeoisie obtiendrait la prééminence. En effet, si la féodalité s'était établie en Espagne comme dans toutes les autres parties de l'Europe, sa puissance avait été restreinte par les villes, dont les citoyens unis par des liens étroits avaient conquis leur indépendance, et s'étaient fait adjuger une place dans le conseil de la nation. C'est ainsi qu'ils étaient admis dans le sein des cortès, où ils s'étaient fait remarquer plus d'une fois par une conduite et un langage pleins de mesure et de fermeté. Jaloux de la suprématie des nobles, ils aspiraient à la briser pour s'établir sur ses ruines, et saisir la direction des affaires de l'État. Ils puisaient cette ambition dans leurs richesses et leur puissante organisation dont ils sentaient toute la force. Le gouvernement de Charles était d'ailleurs hors d'état de résister, puisqu'il n'avait ni troupes ni argent; ses meilleurs soldats combattaient en Italie, et le trésor était vide Padilla et ses amis, dans une assemblée tenue à Avila, imaginèrent de former une confédération entre les villes, sous le nom de sainte ligue. Les mandataires envoyés par les villes, faisant partie de la ligue, déclarèrent le cardinal Adrien déchu, comme étranger, du titre et de l'autorité de régent. Tandis que les députés adoptaient cette résolution, Padilla courut à Tordesillas, et s'empara de la personne de la reine Jeanne. L'assemblée vint s'établir au même lieu, dans l'espoir de se fortifier par l'assentiment de leur souveraine. Mais Jeanne, après les avoir accueillis favorablement, retomba dans un accès de mélancolie fatale aux intérêts de la ligue, car on ne put obtenir d'elle une seule signature. Toutefois les meneurs dérobèrent soigneusement au public cette particularité, et les Castillans, persuadés que Jeanne allait présider au gouvernement, firent éclater la joie la plus vive. Padilla mit à profit cette disposition des esprits pour se rendre à Valladolid où résidait le régent. Celui-ci abdiqua sa dignité, et remit les sceaux du royaume, qui furent conduits à Tordesillas avec les archives et les registres du trésor (1).

L'empereur était alors en Flandre. Ce qui se passait en Espagne l'alarma d'autant plus qu'il ne pouvait s'y rendre en ce moment. Il fit des préparatifs pour appuyer la persuasion par la force, s'il en était besoin; mais il crut devoir commencer par tenter les moyens de conciliation. Il envoya donc en Castille une déclaration portant l'offre d'une amnistie complète, et la promesse de ne plus confier désormais aucun emploi à des étrangers. Par une cédule royale, il adjoignit au cardinal Adrien, en qualité de corégents, le grand amiral don Fadrique Henriquez et le grand connétable de Castille, don Inigo de Velasco, qui tous deux jouissaient de l'estime et de la confiance générale.

(1) Sandoval, p. 164.

MCD 2019

Fière de ses succès, la ligue répondit à Charles par une longue remontrance dont nous indiquons les principaux articles : on enjoignait d'abord au monarque de résider en Espagne, et, s'il en sortait, de ne jamais confier la régence qu'à l'un de ses sujets ; en conséquence, la nomination d'Adrien devait être déclarée nulle. — On lui prescrivait ensuite de ne pas contracter mariage sans le consentement des états ; — de n'introduire jamais de troupes étrangères dans le royaume ; — de réserver aux nationaux les bénéfices et les emplois ; — de ne plus loger gratuitement les gens de guerre chez les habitants, qui ne seraient astreints à défrayer les domestiques et les équipages du roi que pendant six jours. On demandait de plus que tous les impôts fussent réduits au même taux où ils se trouvaient à la mort d'Isabelle ; — que le domaine royal reprît tous les dons qui avaient été faits à des particuliers ; — que chaque ville eût le droit d'envoyer aux cortès trois députés élus par le clergé, la noblesse et le tiers-état ; — que les cortès fussent assemblées tous les trois ans, même contre le gré du monarque, pour prendre connaissance des actes du gouvernement ; — que les nobles fussent assujétis à payer les mêmes taxes que les autres citoyens ; — que les évêques qui se dispenseraient de résider pendant six mois dans leur diocèse perdissent la moitié de leurs revenus, et, enfin, que Charles ratifiât tous les actes de la ligue, et publiât l'amnistie la plus étendue sur tout ce qui s'était passé.

Cette pièce, qui témoigne de l'esprit de liberté dont les citoyens des villes étaient animés, est une nouvelle preuve de la vérité de cet axiôme, qu'en tous pays la liberté est plus vieille que le despotisme. En effet, les immunités et les franchises demandées par les Castillans sont à peu près les mêmes que celles qui furent réclamées par les Anglais sous Charles I, et qui conduisirent à l'établissement du régime représentatif. Mais, dans la Grande-Bretagne, l'aristocratie prit part au mouvement, pour le diriger et en assurer le succès ; en Espagne, au contraire, elle s'y opposa et le fit échouer. Attaqués sans ménagement dans leurs prérogatives les plus chères, la noblesse et le clergé, qui avaient d'abord appuyé les réclamations de la ligue tant qu'elles s'appliquaient exclusivement à la réforme de certains abus, se rangèrent du côté du monarque. Celui-ci, assuré de leur concours, se montra peu disposé à recevoir les députés qui lui furent envoyés par la ligue, ou plutôt ceux-ci, prévenus d'avance qu'ils risquaient leur liberté ou leur vie, n'osèrent pas se présenter devant l'empereur. Dès lors les chefs des *communeros* résolurent d'en appeler à la force. Quelques-uns d'entre eux voulaient marier la reine avec le duc de Calabre, détenu en Espagne depuis longues années dans une forteresse (1). Ils espéraient que ce prince serait entre leurs mains un instrument docile. D'autres voulaient seulement dépouiller Charles de l'autorité royale, en réintégrant Jeanne, sa mère, dans la plénitude de ses droits par une déclaration affirmant qu'elle avait recouvré toute sa raison. Mais avant d'adopter l'une de ces mesures, ils levèrent une armée de vingt mille hommes, dont la conduite fut confiée à don Pedro Giron, jeune homme d'une haute naissance, mais sans expérience et sans capacité. Il avait embrassé la cause des communes pour se venger d'une injure qu'il avait reçue à la cour. Le dépit seul, et non la conviction, l'avait poussé dans le parti de la résistance. Quant à Padilla, malgré le vœu du peuple et des soldats, la jalousie de quelques chefs confédéres lui enleva le commandement. De leur côté, les régents assemblèrent une armée ; quoique peu nombreuse, elle devait l'emporter sur les forces de l'ennemi ; car elle était composée de vieux guerriers et de jeunes gentilshommes, les uns accoutumés à braver les périls, et les autres pleins d'une ardeur belliqueuse qui leur était inspirée par l'éduca-

(1) Sandoval, p. 206.

(1) Ce prince était fils de Frédéric I, roi de Naples, de la maison d'Aragon. Arrêté par Gonzalve de Cordoue, qui s'était saisi de sa personne contre la foi d'un traité, il fut amené et retenu prisonnier en Espagne.

MCD 2019

tion. L'armée de la ligue, au contraire, ne comptait dans ses rangs que des bourgeois et des artisans étrangers aux manœuvres de la guerre, et dont le courage ne pouvait suppléer à l'inexpérience. Dirigées par un général inhabile, les troupes des *communeros*, trompées par une marche du comte de Haro, laissèrent prendre Tordésillas, résidence de la reine, qui tomba entre les mains du vainqueur, ainsi que plusieurs personnages principaux de la ligue.

A la suite d'un échec si désastreux, Padilla prit la place de Giron, et ranima le courage des confédérés. Mais ils manquaient d'argent, et n'osaient, pour s'en procurer, frapper un impôt sur le peuple. Par le conseil de sa femme Maria Pachéco, Padilla entreprit de dépouiller la cathédrale de Tolède de l'or et des pierreries qui décoraient les autels; mais il commit cette spoliation avec des apparences si profondes d'humilité et de regret, que les habitants, loin de crier au sacrilége, applaudirent à cette action, fruit de la nécessité la plus impérieuse.

Non moins embarrassés que leurs adversaires, les régents obtinrent un léger emprunt de la cour de Portugal, et pourvurent aux nécessités les plus pressantes en livrant au creuset les bijoux de la reine et l'argenterie des royalistes les plus riches pour en faire de la monnaie. Cependant un certain nombre de nobles qui approuvaient en partie les réclamations contenues dans la requête des communes, contraignirent les régents à négocier avec les confédérés; mais les chefs des *communeros*, confiants dans leur force, refusèrent obstinément de consentir aux modifications qui furent proposées, lesquelles tendaient à restreindre moins rigoureusement l'autorité royale, et à conserver à la noblesse quelques-unes de ses prérogatives.

Cette conduite imprudente était le résultat des divisons intestines qui régnaient au sein de la confédération, et qui étouffaient toutes les mesures dictées par la prudence et la raison. Députés par des villes en proie à des rivalités de commerce, à des jalousies de localités, les membres du conseil de la ligue partageaient la plupart les préjugés de leurs commettants, et ne pouvaient se concerter ni se rallier à un but commun, celui de l'intérêt général: il en résulta que, refusant l'appui des nobles et s'aliénant le clergé, le parti populaire, resté seul, ne put soutenir la lutte. Il avait d'ailleurs perdu sa grande force, la personne de la reine, dont la présence, en sanctionnant tous les actes de la confédération, leur imprimait l'apparence du droit. Maintenant cet avantage appartenait à ses adversaires; un seul homme eût pu sauver la ligue, c'était Padilla, mais il était sans cesse entravé dans ses opérations: après un premier succès, ce général allait marcher sur Tordésillas, quartier-général de l'ennemi, lorsqu'il en fut empêché par une trève que les chefs de la ligue eurent l'imprudence d'accepter. Le comte de Haro en profita pour concentrer ses troupes, tandis que les soldats de Padilla quittèrent son camp en grand nombre, les uns pour aller revoir leur famille, les autres pour mettre en sûreté le butin qu'ils avaient fait. Instruit de cette circonstance, Haro marcha à la poursuite de Padilla, qui cherchait à gagner Toro. Surprise en rase campagne, au milieu d'une marche rendue plus pénible par des torrents de pluie qui avaient gâté les chemins, l'armée des *communeros* ne put résister à une attaque aussi impétueuse que soudaine. Une terreur panique saisit tous les soldats, qui prirent la fuite au premier choc; et Padilla, voyant que tout était perdu, se précipita dans la mêlée pour y chercher la mort; mais son cheval ayant été tué, il tomba vivant aux mains des vainqueurs, ainsi que ses principaux officiers. Cette action décisive eut lieu près de Villalar: dès le lendemain un conseil de guerre livra au supplice Padilla et les chefs ses compagnons. Héros de son parti, sa fin fut digne du rôle qu'il avait joué; à ses derniers moments il se montra sans crainte, mais sans ostentation, et parut le martyr d'une cause qu'il avait soutenue avec le dévouement le plus absolu et le courage le plus intrépide. Ses juges adoucirent en quelque sorte la cruauté de leur sentence, en lui permettant d'adresser un dernier adieu à sa courageuse épouse, Maria Pachéco. Voici la lettre qu'il lui écrivit:

MCD 2019

« Madame, si vos peines ne m'affli-
» geaient pas plus que ma mort, je me trou-
» verais parfaitement heureux. Il faut cesser
» de vivre; c'est une nécessité commune à
» tous les hommes; mais je regarde comme
» une faveur du Tout-Puissant une mort
» comme la mienne, qui ne peut manquer
» de lui plaire, quoiqu'elle paraisse déplo-
» rable aux hommes. Il me faudrait plus de
» temps que je n'en ai pour vous écrire des
» choses qui pussent vous consoler. Mes
» ennemis ne me l'accorderaient pas, et je
» ne veux pas différer de mériter la cou-
» ronne que j'espère. Pleurez la perte que
» vous faites, mais ne pleurez pas ma mort;
» elle est trop honorable pour exciter des
» regrets. Je vous lègue mon âme, c'est le
» seul bien qui me reste, et vous le recevrez
» comme la chose que vous estimiez le plus
» dans ce monde. Je n'écris point à mon
» père Pedro Lopez, je n'ose le faire; car,
» quoique je me soie montré digne d'être
» son fils en sacrifiant ma vie, je n'ai pas
» hérité de sa bonne fortune. Je n'ajouterai
» rien de plus : je ne veux pas fatiguer la
» patience du bourreau qui m'attend, ni me
» faire soupçonner d'allonger ma lettre pour
» prolonger ma vie. Mon domestique Sossa,
» témoin oculaire de tout, et à qui j'ai con-
» fié mes plus secrètes pensées, vous dira ce
» que je ne peux vous écrire. C'est dans ces
» sentiments que j'attends le coup qui va
» vous affliger et me délivrer (1). »

Cette lettre, empreinte d'une résignation si fière et si touchante, inspire une haute idée de celui qui la traça. Il y joignit une épître, ou plutôt une hymme adressée à Tolède sa ville natale, dans laquelle éclate l'enthousiasme le plus vif; c'est le cri d'une âme qui, en accomplissant le plus grand des sacrifices, s'applaudit de ses souffrances et offre son sang avec joie comme une semence qui va produire l'indépendance et le bonheur de son pays (2).

La déroute de Villalar porta un coup mortel à la ligue, qui, frappée tout-à-coup d'impuissance, ne tarda pas à se dissoudre, quoique la fortune lui offrît une occasion favorable qu'elle n'essaya pas même de saisir. En effet, l'armée royale s'était vue forcée de marcher en Navarre pour s'opposer aux Français qui avaient envahi ce royaume; mais, au lieu de profiter de cette diversion, les chefs des *communeros* se soumirent à la première sommation. Les villes principales du parti, Valladolid, Medina del Campo, Ségovie, ouvrirent leurs portes; il ne resta plus que Tolède qui persista dans sa résistance. La veuve de Padilla avait fait passer dans le cœur des habitants l'enthousiasme qui l'animait; son activité, sa prudence, son énergie firent oublier la faiblesse de son sexe, et lui conquirent toutes les volontés. Investie du commandement, elle en remplit tous les devoirs, en subit toutes les fatigues. Elle parcourait les rues de la ville en habit de deuil, tenant son fils dans ses bras, et précédée d'un tableau où l'on voyait représenté son époux sur l'échafaud et prêt à périr sous la hache. Tandis qu'elle entretenait par ce moyen l'ardeur de la multitude, elle

(1) Sandoval, t. I, p. 478.

(2) Nous croyons devoir transcrire cette épître dans son entier, mais hors du texte, afin de ne pas interrompre notre récit.

« Padilla à la ville de Tolède.

»A toi la couronne d'Espagne et la lumière du »monde, à toi qui, déjà indépendante au temps des »Goths, as recouvré la liberté pour toi-même et pour »les cités qui t'avoisinent, en versant ton sang et celui »de l'étranger : ton enfant Jean de Padilla t'informe »comment par le sang de ses veines tu vas cueillir »de nouveaux triomphes. Si le destin a refusé à »mes actions la gloire du succès, il faut l'imputer à »ma mauvaise fortune, et non à ma volonté. Je te »prie comme ma mère d'accepter la vie que je vais »perdre, car Dieu ne m'a rien donné de plus pré»cieux à t'offrir. Je tiens bien plus à ton estime »qu'à la vie. Si l'on ne peut fixer l'inconstance du »sort, il me reste du moins une consolation bien »douce, celle de voir que moi, le dernier de tes en»fants, je vais souffrir la mort pour toi, et d'empor»ter au tombeau la certitude que d'autres nourris »dans ton sein s'apprêtent à me venger. Plusieurs »langues vont raconter le genre de mort que l'on m'a »prépare, et que je ne connais pas encore ; ce que »je sais, c'est que ma fin est prochaine ; elle mon»trera quel était mon désir. Je te recommande mon »âme comme à la patronne de la chrétienté : je ne »parle point de mon corps, il n'est plus à moi. Je »quitte la plume, car dans ce moment même, je sens »le couteau près de mon sein, plus touché de la »douleur que tu vas éprouver que de mes propres »maux. »

MCD 2019

levait des soldats avec l'argent du clergé; pressait, par ses lettres, le général français en Navarre de pénétrer dans la Castille, et s'efforçait, par ses émissaires répandus dans toutes les cités, d'échauffer le courage et de ranimer la haine des habitants. Elle parvint ainsi à tenir en échec ses adversaires; mais les Français, ayant évacué la Navarre, l'armée royale vint assiéger Tolède. La veuve de Padilla opposa d'abord la résistance la plus vigoureuse; mais son ascendant sur les esprits avait été miné et détruit par les attaques du clergé, qui la fit passer aux yeux du peuple pour une magicienne suscitée par le démon. Maria se vit donc abandonnée de la multitude qui se souleva contre elle et ouvrit les portes aux assiégeants : retirée dans la citadelle, elle se défendit quatre mois, et trompa la rage de ses ennemis en s'échappant de la place réduite aux dernières extrémités par le défaut de vivres. Elle alla chercher un refuge en Portugal (1).

Son départ pacifia la Castille; mais d'autres provinces du royaume étaient encore en proie à toutes les fureurs de la guerre civile. C'est ainsi qu'à Valence les nobles avaient été chassés de la ville, leurs maisons pillées, leurs terres ravagées et leurs châteaux attaqués par le peuple, dont les chefs s'étaient emparés de l'administration de la ville. Mais ces chefs n'étaient que des artisans, ils lâchèrent la bride à la populace, qui se livra aux excès les plus monstrueux. Quoique dévoré par l'anarchie, le parti démocratique soutint la lutte durant l'espace de deux années. Mais après la mort de Padilla, les nobles, aidés par un corps de troupes castillanes, reprirent l'avantage, et rentrèrent en possession du pouvoir par l'épée et par les supplices qu'ils firent subir à leurs principaux adversaires. Dans l'île de Majorque un soulèvement éclata à la même époque contre les gentilshommes, et ne put être apaisé qu'avec les plus grands efforts de la part de Charles, qui fut obligé de déployer toute sa puissance pour étouffer cette insurrection.

(1) Sandoval, tome I, p. 375, Ferréras, tome VIII, page 563.

Si la ligue ne put réussir à faire triompher ses principes, il faut en accuser le caractère des habitants, qui, séparés en différents États, étaient dominés par des jalousies et des rivalités inconciliables, car tout les divisait les institutions, les mœurs, et jusqu'au langage. La position géographique des Espagnols, en les isolant du reste de l'Europe, leur permettait difficilement d'implorer le secours des autres peuples, dont ils ne pouvaient apprécier les ressources, et avec lesquels ils n'entretenaient que des rapports fugitifs. — Telles furent les causes principales qui firent échouer les efforts des *communeros* pour établir sur une base solide les libertés nationales. Charles, d'ailleurs, tint dans cette occasion une conduite pleine de mansuétude et d'habileté. A l'exception de quelques individus qu'il abandonna aux tribunaux, il sauva tout le reste des rebelles en les amnistiant, puis il acheva de ramener les esprits des Castillans par le soin qu'il prit d'adopter leurs usages, de se façonner à leurs mœurs, et de s'exprimer toujours dans leur idiôme. Sur ces entrefaites (1522), Léon X étant mort, le cardinal Adrien avait été choisi pour le remplacer sur le trône pontifical. Ancien précepteur de Charles, le nouveau pape se montra tout dévoué à son élève, et à son instigation, et se ligua avec tous les autres états de l'Italie pour chasser les Français de ce pays. Ceux-ci, sous les ordres de Bonnivet, étaient entrés dans le Milanais; l'incapacité de leur général ne leur permit pas de s'en rendre maîtres. Adrien VI, après un règne de dix-huit mois, eut pour successeur [1523] le cardinal de Médicis, qui prit le nom de Clément VII. Il essaya d'abord de rapprocher les puissances belligérantes; mais son intervention n'eut aucun succès, et la lutte recommença avec un nouvel acharnement. Les troupes de l'empereur étaient commandées par le connétable de Bourbon. Persécuté pa la mère du roi de France, dont il avait refusé la main, il avait voulu se venger par une trahison. Il avait promis de favoriser l'envahissement de sa patrie, qui devait être partagée entre l'empereur et le roi d'Angleterre. Bourbon devait posséder la Provence et le Dau-

MCD 2019

phiné, et recevoir pour épouse Éléonore, sœur de Charles, et reine douairière de Portugal. Ce dangereux complot ayant été découvert, Bourbon avait pris la fuite, et s'était réfugié auprès de l'empereur, qui l'avait mis à la tête de ses soldats. Il battit Bonnivet sur les bords de la Sesia : c'est dans cette action que périt Bayard, surnommé le Chevalier sans peur et sans reproche. Sa mort fut pleurée même de ses ennemis.

Enflé de ses succès, et entraîné par les conseils du connétable, Charles envoya une armée envahir la Provence; mais cette tentative échoua par le courage des habitants et le défaut de coopération du roi d'Angleterre. François reprit à son tour l'offensive, franchit les Alpes par le Mont-Cénis, et marcha droit à Milan. Il voulut, chemin faisant, s'emparer de Pavie; dans une bataille livrée sous les murs de cette ville, il fut vaincu par son imprudente témérité, et tomba entre les mains de Bourbon et de Pescaire (1525). Le roi de France fut conduit à Madrid, mais Charles ne sut pas tirer parti de sa victoire, car il imposa à son royal captif des conditions si onéreuses, que celui-ci n'aurait pu les remplir sans s'aliéner le cœur de ses sujets. François subit d'ailleurs un traitement si rigoureux, qu'il tomba dangereusement malade. Mais il fut rendu à la vie par les soins de sa sœur bien-aimée, la duchesse d'Alençon, qui vint s'enfermer avec lui (1). Ne pouvant fléchir l'empereur, le prisonnier prit la résolution d'abdiquer, et Charles craignant, si François descendait du trône, de perdre tous les avantages qu'il se promettait, consentit à traiter à des conditions moins dures. Il fut stipulé que le roi de France rendrait à Charles le duché de Bourgogne, qu'il renoncerait à tous ses droits sur l'état de Milan, et à ses droits de suzeraineté sur la Flandre et l'Artois. Il devait donner pour otage de l'accomplissement de ces articles le Dauphin et le duc d'Orléans ses fils. Il s'engageait en outre à épouser la sœur de Charles-Quint, Éléonore, à restituer au connétable de Bourbon ses biens et ses dignités, et à lui rendre ses bonnes grâces. Telle est la substance du traité de Madrid (1526). Imposé par la contrainte, il ne fut exécuté que sur un seul point par François; il célébra son union avec Éléonore; mais éluda ou repoussa ouvertement les autres stipulations qui auraient attenté à l'intégrité du territoire de son royaume. Charles envoya sommer François d'exécuter ses engagements; mais il ne put obtenir satisfaction, et des deux côtés on se prépara à trancher le différend par la force. Toutefois le roi de France n'agit pas avec sa vigueur accoutumée, il n'envoya pas de forces nouvelles dans la Péninsule, et abandonna au courroux de l'empereur les Vénitiens et le pape ses alliés. Cependant Bourbon commandait les troupes impériales composées d'aventuriers espagnols et allemands, tous dévorés de la soif du pillage, car ils ne recevaient point de solde de leur général, et n'attendaient leur subsistance que de leur épée. Ils marchent sur Rome, et l'emportent d'assaut; Bourbon est tué lorsqu'il franchissait le rempart, et ses soldats se précipitent dans la ville, où ils se livrent aux excès les plus monstrueux. Mais les Espagnols furent encore surpassés par les Allemands, qui, imbus des doctrines de Luther, s'acharnaient contre les prêtres romains, ils les tortureraient en les insultant, et se plaisaient à dévaster les églises, qu'ils regardaient comme des lieux profanés par la célébration du culte catholique. Assiégé dans le château Saint-Ange, le souverain pontife, Clément VII, fut obligé de se rendre prisonnier, et de signer les conditions les plus désastreuses. Dès qu'il apprit cet événement, Charles, le cœur plein de joie, affecta la plus profonde douleur; il fit prendre le deuil à sa cour, ordonna des processions et des prières, afin que le pape pût recouvrer sa liberté. Mais ce faste d'hypocrisie parut aussi odieux que superflu; tout le monde savait qu'un mot du monarque aurait délivré le pape de sa captivité. Cependant Clément VII parvint à s'échapper des mains de ses ennemis et se retira à Orvietto.

Mais les succès de Charles armèrent bien-

(1) C'est cette même princesse qui devint par la suite reine de Navarre. Célèbre par son esprit, elle en a laissé des preuves par ses vers, et surtout par ses contes en prose.

MCD 2019

tôt contre sa fortune les rois de France et d'Angleterre. Ils lui envoyèrent deux hérauts pour lui déclarer la guerre; l'empereur les entendit en présence de sa cour, et répondit avec modération à l'envoyé de Henri; mais il tint un langage bien différent à celui de François, il le chargea de dire à son maître qu'il avait menti à sa foi en éludant ses promesses, et qu'il le regardait comme déchu du titre d'homme d'honneur et de celui de gentilhomme. A cette réponse insultante, le roi de France répliqua par un démenti accompagné d'un cartel; mais le combat n'eut jamais lieu, car la raison d'État s'y opposait impérieusement, et le duel annoncé avec tant de faste et de bruit, n'aboutit qu'à des bravades aussi vaines que ridicules (1528). Cependant la guerre reprit avec vivacité en Italie; Lautrec, qui commandait les troupes françaises, fit une irruption dans le royaume de Naples, dont il s'empara, à l'exception de la capitale et de Gaëte. Mais cet heureux début ne se soutint pas par deux causes, la première due à l'imprévoyance de François I, qui négligea d'envoyer à Lautrec la solde de ses troupes; la seconde fut la défection du Génois André Doria : fatigué des injustices et des outrages dont on l'abreuvait, il se déclara tout-à-coup contre les Français, et fournit des vivres aux Napolitains, qui commençaient à être en proie aux horreurs de la famine. Bientôt les assiégeants, décimés par la peste qui avait réduit leur nombre à quatre mille hommes, furent contraints de capituler. Gênes, soumise aux Français, reprit son indépendance, et Charles recouvra toute sa prépondérance en Italie. Une seconde armée envoyée dans le Milanais par François, éprouva le même sort que celle de Naples (1529). Après tant de sang répandu, les puissances belligérantes, épuisées les unes par leurs victoires les autres par leurs défaites, entamèrent des négociations qui aboutirent au traité signé par Marguerite d'Autriche, tante de l'empereur, et Louise de Savoie, mère de François I. Cette convention portait en substance que le roi de France acquitterait sa rançon avec deux millions d'écus d'or, et qu'il rappellerait d'Italie toutes ses troupes, livrant ainsi à la vengeance de Charles les Vénitiens, les Florentins, et le duc de Ferrare, ses alliés. Cette conduite peu généreuse valut à François de justes reproches, dont il ne pouvait s'absoudre qu'en alléguant pour excuse la nécessité. De son côté, le roi d'Angleterre acquiesça au traité de Cambrai. Nous avons omis de dire à nos lecteurs que l'empereur s'était marié (1526) avec Isabelle, sœur de Jean III, roi de Portugal, dont il eut un fils qui fut depuis Philippe II. Charles, pressé de visiter ses États d'Italie, confia le gouvernement de l'Espagne à cette princesse durant son absence. Débarqué à Gênes, il traversa la Péninsule au milieu des hommages et des respects des princes et des peuples, et entra à Bologne à la tête de vingt mille soldats, où il devait avoir une entrevue avec le pape. Il se prosterna avec humilité devant le pontife dont il avait naguère ravagé la capitale et qu'il avait chargé de fers. Mais Clément VII oublia bien vite son ressentiment, car l'empereur lui rendit la souveraineté de Florence (1). Charles traita avec modération les alliés de François; il accorda la paix aux Vénitiens, à la condition de restituer les villes dont ils s'étaient emparés dans le royaume de Naples et dans l'état romain. Il rendit à Sforce le duché de Milan, et au duc de Ferrare tous ses domaines. Mais il fit acheter sa clémence par des sommes considérables dont il avait besoin pour se rendre en Allemagne, où l'appelaient les affaires les plus importantes (1530).

Chef de l'empire alors divisé par le schisme de Luther, la tâche que Charles devait accomplir était hérissée de difficultés. S'il avait pour appui les catholiques plus riches et plus nombreux que les luthériens, ceux-ci étaient redoutables par l'union de leurs forces. Tel était l'état des choses lorsque l'empereur arriva à Augsbourg pour y tenir une diète. Il essaya d'abord de ramener à l'Eglise romaine les princes protestants en employant tour-à-tour les menaces et les promesses. Ses tentatives n'eu-

(1) Les Florentins avaient chassé les Médicis, et rétabli le gouvernement républicain; mais, assiégés par une armée impériale, ils furent contraints de se rendre après une défense opiniâtre, et retombèrent sous le joug de la famille des Médicis, qui établit sans retour le pouvoir absolu.

MCD 2019

rent aucun succès, et il résolut de déployer toute sa puissance pour étouffer les croyances nouvelles. Il obtint de la diète un décret qui condamnait les doctrines de Luther, et soumettait ses partisans aux peines les plus rigoureuses.

Les princes et les villes libres qui avaient embrassé les opinions de Luther s'assemblèrent à Smalkalde, où ils conclurent une ligue pour se défendre contre les catholiques(1). Ils ouvrirent en conséquence de secrètes négociations avec la France et l'Angleterre, et s'opposèrent à la nomination de l'archiduc Ferdinand en qualité de roi des Romains. Ils craignaient, en décernant ce titre au frère de l'empereur, d'aplanir la route qui devait conduire Charles à rendre la couronne impériale héréditaire dans sa famille. Mais leur opposition fut impuissante, et Ferdinand emporta son élection. Il fut couronné quelque temps après à Aix-la-Chapelle. Ce fut alors que les princes protestants conclurent une alliance définitive avec François. Quant au roi d'Angleterre, aigri contre le pape qui avait refusé de prononcer la dissolution de son mariage avec Catherine d'Aragon (2), il avait rompu tout rapport avec le souverain pontife, et venait de se déclarer lui-même chef de la nouvelle religion qu'il avait établie dans son royaume. Absorbé dans les détails d'une entreprise si difficile, il cessa depuis de prendre part à la politique étrangère, et envoya seulement aux confédérés une somme d'argent, accompagnée de promesses qui restèrent sans exécution.

Cependant Charles, forcé de repousser l'invasion des Turcs, parvint à prévenir toute hostilité avec les protestants en suspendant l'exécution des mesures décrétées par la diète d'Augsbourg. Tranquille de ce côté, il marcha contre Soliman, qui, à la tête d'une armée formidable, avait inondé la Hongrie de ses soldats. Toutefois ces formidables apprêts de la part des Turcs et des chrétiens n'eurent aucun résultat glorieux. Soliman se retira sans avoir combattu. Les troupes de l'empire, qui se montaient à près de deux cent mille hommes, se séparèrent, et l'empereur prit la route de l'Espagne en traversant l'Italie. A Bologne, il eut une entrevue avec le pape, qu'il pressa vivement d'assembler un concile, et il conclut une ligue avec tous les Etats de la Péninsule, à l'exception des Vénitiens, qui préférèrent demeurer neutres [1533]. Quoique le pape eût accédé à cette confédération, il ne laissa pas de conclure le mariage de sa nièce, Catherine de Médicis, avec Henri, second fils de François I. En effet, le pape redoutait l'ambition de Charles, et voulait se ménager contre elle un puissant protecteur. Clément VII ne put connaître les effets de sa prévoyance, car il mourut peu de mois après la célébration de l'hymen dont nous venons de parler, et fut remplacé par le cardinal Alexandre Farnèse, qui pri le nom de Paul III [octobre 1534].

Sur ces entrefaites un dangereux soulèvement éclata tout-à-coup à Munster, ville impériale. Déjà en 1525 un disciple de Luther, nommé Thomas Muncer, avait provoqué une sanglante révolte dans la Thuringe en ameutant les paysans, auxquels il prêchait l'égalité des rangs et la communauté des biens. Ces principes avaient été noyés dans le sang de ceux qui les avaient adoptés et soutenus les armes à la main. Mais ces mêmes principes reparurent en 1534, prêchés à Munster par deux prophètes, Jean Mathias, boulanger de Harlem, et Jean Boccold ou Butzels, ouvrier tailleur de Leyde. Ces deux hommes, aidés de leurs disciples, s'emparèrent de la ville et se saisirent du gouvernement dont ils changèrent la forme. C'est ainsi qu'ils forcèrent les citoyens riches d'apporter au trésor public leur or et leur argent, et jusqu'à leurs meubles, qui furent distribués par portions égales à tous les habitants. Quant aux opinions religieuses des deux prophètes, elles avaient pour base l'égalité la plus parfaite,

(1) C'est environ à cette époque que les princes et les députés des villes qui avaient adopté la religion de Luther, protestèrent contre un décret de la diète de Worms rendu contre la personne et les maximes religieuses du chef de la réformation. Cet acte leur fit donner le nom de protestants, que nous emploirons à l'avenir pour désigner les sectateurs de la réforme inventée par Luther, et continuée sous de nouvelles dénominations par ses disciples.

(2) Catherine était tante de Charles-Quint.

MCD 2019

comme étant conforme à l'esprit de l'Évangile. Ils soutenaient encore qu'il fallait rebaptiser tous les enfants, non par aspersion, mais par immersion, suivant la coutume usitée dans l'église primitive. De là vient que leurs disciples reçurent le nom d'anabaptistes. L'évêque de Munster étant venu mettre le siége devant la ville, Mathias sortit à la tête de trente fanatiques, et se jeta tête baissée au milieu des bataillons ennemis. Après sa mort, Butzels, plus connu sous le nom de Jean de Leyde, prit sa place et se fit déclarer prince, sous le titre de roi de Sion. Il prêcha ensuite la polygamie à ses sujets, et leur donna l'exemple en épousant quatorze femmes. Un tel régime se serait détruit de lui-même; mais il fut aboli par l'épée, après une domination de quinze mois. Les troupes assiégeantes s'emparèrent de la ville par la trahison d'un déserteur. Jean de Leyde périt dans les supplices; mais ses sectateurs lui survécurent sous le nom de mennonites. Au reste, les désordres qui travaillaient alors la société en Allemagne n'étaient que la conséquence de la doctrine de Luther; car en faisant tous les esprits juges des dogmes religieux, on ouvrait une carrière sans limites à toutes les aberrations et à toutes les folies que peut enfanter l'imagination.

Après la déroute des anabaptistes, la querelle se ranima entre les protestants et les catholiques; elle eut pour sujet le rétablissement d'Ulric, duc de Wurtemberg, dans le duché de ce nom. Ce prince avait été chassé en 1519 par ses propres sujets, et sa principauté était échue à la maison d'Autriche. Aidé secrètement par François, il chassa les troupes de Ferdinand, et installa dès le premier jour de son rétablissement la religion protestante. Le roi des Romains n'osa pas attaquer Ulric, de peur de se brouiller avec la ligue de Smalkalde (1).

Charles avait besoin de triomphes militaires pour aider à l'exécution de ses desseins ambitieux; en effet il lui importait d'établir la réputation de ses armes, afin d'ôter aux puissances les plus faibles jusqu'au désir de lui résister. C'est dans ce but qu'il entreprit une expédition en Afrique, sur les côtes de la Barbarie. Les habitants de ce pays, qui borde la Méditerranée, étaient un mélange d'Arabes, de Nègres et de Maures expulsés de l'Espagne; ils avaient fondé de petits royaumes, dont l'existence était à peine connue en Europe. Mais au commencement du seizième siècle, deux frères, nommés Horuc et Chéreddin, fils d'un potier de Lesbos, furent les auteurs d'une révolution importante dans cette contrée. Ayant embrassé la profession de pirates, où ils s'enrichirent, ils s'emparèrent, par ruse, d'Alger, et assassinèrent le souverain de cette ville. Horuc fut tué quelque temps après dans un combat; Chéreddin prit sa place sur le trône d'Alger. Surnommé Barberousse, à cause de la couleur de sa barbe, il porta ses armes dans l'intérieur, en même temps qu'il continuait à exercer sur mer sa piraterie. Son nom répandit bientôt une terreur universelle parmi les États chrétiens, et Barberousse, craignant de succomber sous les coups d'une coalition européenne qui pouvait se former un jour contre lui, se déclara vassal du sultan des Turcs, dont la puissance était alors formidable. Sur ces entrefaites, instruit que les fils du dernier prince de Tunis se disputaient la couronne, il prit l'un d'eux, al-Raschild, sous sa protection, le conduisit à Constantinople dans le but apparent de lui faire obtenir l'appui du grand-seigneur. A son arrivée à Constantinople, al-Raschild fut égorgé secrètement, et Barberousse fit voile vers Tunis avec une flotte turque, et s'empara de la ville, dont le grand-seigneur lui abandonna le gouvernement, sous le titre de vice-roi.

Le prince tunisien détrôné, Muley-Assan

(1) Les princes confédérés étaient Frédéric, électeur de Saxe; Ernest, duc de Brunswick; Philippe, landgrave de Hesse; Ulric de Wurtemberg, Burnim et Philippe II, ducs de Poméranie; Jean Georges et Joachim, princes d'Anhalt; Gérhard et Ibert, comtes de Mansfeld; Guillaume, comte de Nassau. Les villes étaient Strasbourg, Nuremberg, Constance, Ulm, Magdebourg, Brème, Reutlhingue, Haibron, Menningen, Lindau, Campen, Isne, Bibrac, Vindsheim, Augsbourg, Francfort, Esling, Brunswick, Goslar, Hanovre, Gottingue, Eimbeck, Hambourg, Minden.

MCD 2019

vint implorer la protection de l'empereur, qui, voulant abattre la puissance de Barberousse, dont les brigandages désolaient journellement ses États d'Espagne et d'Italie, résolut d'attaquer le corsaire couronné. Suivi de cinq cents navires, commandés par André Doria, et chargés de trente mille soldats aguerris, il parut devant Tunis. Après avoir emporté d'assaut le fort de la Goulette, s'être saisi de la flotte de Barberousse, et avoir gagné une sanglante bataille contre les Arabes, il força la place de se rendre à discrétion. Dix mille chrétiens, tombés dans l'esclavage, furent mis en liberté; mais la victoire de Charles fut souillée par des torrents de sang. Les troupes espagnoles, altérées de butin, se précipitèrent, malgré leurs chefs, dans la ville, où elles se livrèrent à tous les excès que peuvent enfanter la cruauté, la rapine et le libertinage le plus éhonté. Trente mille personnes périrent sous les coups de ces furieux, et Muley-Assan rentra dans son palais en marchant sur les cadavres des siens. Il reconnut la suzeraineté de l'empereur. Mais l'éclat du succès que Charles venait de remporter en fit oublier les suites déplorables, et l'Europe accueillit avec admiration le vainqueur ramenant avec lui des milliers de chrétiens dont il avait brisé les fers [août 1535].

A peine de retour, le monarque trouva la guerre prête à s'allumer en Italie avec le roi de France; Sforce, duc de Milan, poussé par Charles, avait fait trancher la tête à l'ambassadeur français Merveille, en 1533, pour avoir tué dans une querelle un des officiers de sa maison. François se plaignit de cette violance inouïe au duc et à l'empereur; n'ayant pu obtenir satisfaction, il résolut de se faire rendre justice par les armes. Comme sa conduite précédente lui avait aliéné ses anciens alliés dans la Péninsule, il s'adressa à la ligue de Smalkalde; mais ayant fait brûler à Paris les protestants, tandis qu'il promettait aux princes confédérés de tolérer la religion de Luther dans ses Etats, ceux-ci se refusèrent de s'unir avec lui contre l'empereur (1).

Quoique resté seul contre Charles, François n'hésita pas à tirer l'épée, et fit marcher une armée pour l'Italie, qui s'empara, chemin faisant, du duché de Savoie; il ne resta au souverain de ce pays que le Piémont. Le prétexte de cette spoliation était fondé sur les prétentions que Louise, mère de François I, avait sur la Savoie (1). Le duc perdit en même temps la suzeraineté de Genève, qui, ayant embrassé la réformation, se déclara indépendante.

Sur ces entrefaites Sforce mourut [1535]; Charles se saisit du Milanez, et amusa le roi de France par la promesse de donner l'investiture du duché à l'un de ses fils. Il eut soin de prolonger cette négociation jusqu'à ce qu'il eut rasemblé des forces suffisantes pour résister à l'invasion dont ses États italiens étaient menacés. Puis il se rendit à Rome, dans un consistoire, auquel assistaient le pape, entouré du sacré collége, et tous les ambassadeurs des différentes puissances. L'empereur prononça une longue invective contre François, qu'il termina par l'offre d'un combat singulier contre ce monarque. Un éclat aussi inattendu et aussi peu séant n'était qu'une explosion de vanité de la part du prince espagnol, enivré de ses succès récents en Afrique, et qui rêvait déjà la conquête de la France. Toutefois, il crut devoir adoucir par des explications l'amertume de ses paroles, dont il avait reconnu l'impudence; il n'osa ni les désavouer complétement, ni les confirmer de nouveau. En cherchant à les atténuer il en tira cependant un utile résultat, celui d'entamer une négociation avec son rival, ce qui lui permit de prendre l'initiative dans la lutte qui se préparait.

En effet, après avoir contraint l'armée française d'évacuer le Piémont, il entra dans

(1) Nous devons faire remarquer à nos lecteurs que François fut poussé à cette rigueur par les attaques publiques de quelques protestants contre son autorité et celle de l'Église; il fut forcé, dans cette occasion, d'obéir à l'opinion de son temps, qui réclamait à grands cris la mort des hérétiques. Le fer et le feu étaient les seuls moyens que l'on invoquait alors pour étouffer les doctrines contraires à celle de la religion de l'État.

(1) Cette princesse était sœur du duc Philibert.

MCD 2019

la Provence et mit le siége devant Marseille, tandis qu'un autre corps de troupes, commandé par Henri de Nassau, pénétrait dans la Picardie. Mais le système de temporisation adopté par François fit échouer les attaques de l'ennemi, qu'il détruisit en détail en le harcelant sans relâche, et en le combattant par la famine; car les provisions de toute espèce avaient été transportées sur d'autres points ou détruites sur les lieux mêmes. Aussi, après une campagne de deux mois, l'empereur n'eut d'autre parti à prendre que celui d'une retraite; elle fut désastreuse pour les envahisseurs, qui abandonnèrent leurs armes, leurs bagages, et tombèrent par milliers sous les coups des paysans, représailles terribles des excès commis par les impériaux. Avec ses soldats, Charles perdit encore un de ses meilleurs généraux, Antoine de Lève, et un grand nombre d'officiers aussi braves qu'habiles [1536]. Dans la Picardie, l'armée impériale n'eut pas un sort plus heureux, et se retira après avoir assiégé inutilement plusieurs villes. La guerre continua une partie de l'année suivante dans les Pays-Bas et le Piémont; mais fut suspendue au moyen d'une trève amenée par l'épuisement des deux partis, qui avaient consommé toutes leurs ressources [1537]; elle fut conclue à Nice et devait durer dix ans.

Les monarques rivaux se virent à Aigues-Mortes quelque temps après, où ils s'accablèrent réciproquement de témoignages extérieurs d'une vive affection. Cette amitié, éclose si promptement entre les deux monarques, après tant d'insultes lancées l'un contre l'autre, et après tant de sang répandu pour en tirer vengeance, dut paraître un peu suspecte aux contemporains et répugner surtout au cœur de François, dont le caractère avait un fond de franchise qu'il lui fallut étouffer dans cette occasion. Mais, née d'un intérêt passager, cette amitié fut bientôt rompue par les événements. En effet, sans parler de l'Italie, sur laquelle le roi de France tenait toujours ses regards fixés pour saisir l'occasion d'y rentrer, ce prince était encore entraîné par sa position à prendre le rôle de protecteur de la ligue de Smalkalde, afin de sauver l'Europe de la domination de son rival, qui s'apprêtait à lui ravir son indépendance. Mais les moyens de Charles n'étaient pas assez puissants pour accomplir ce grand projet; s'il possédait de vastes États, ils étaient séparés entre eux par de grandes distances; s'il avait des armées nombreuses, il était presque toujours dans l'impuissance de les payer; car ses revenus étaient fort au-dessous de ses besoins. Aussi ses plans étaient sans cesse dérangés par l'indiscipline de ses troupes, qui se révoltaient sur tous les points, et faisaient détester son pouvoir par les excès les plus révoltants et les exactions les plus criantes. Toutefois, le dévouement et l'habileté des chefs impériaux prévint les mauvais effets de la mutinerie des soldats, auxquels ils trouvèrent moyen de payer des à-comptes, et d'acquitter le reste en promesses. Il fallait sortir à tout prix de la pénurie où il se trouvait; Charles résolut donc de s'adresser à son royaume de Castille. Dans l'assemblée des états qu'il ouvrit à Tolède, après l'énumération des charges qui lui étaient imposées, le monarque proposa, pour y faire face, d'établir un nouvel impôt sur toutes les marchandises. Cette demande fut repoussée vivement par les députés; ceux du clergé et de la noblesse se signalèrent par l'opposition la plus vive, et le roi, n'ayant pu gagner les esprits par des intrigues et des arguments, prit le parti de dissoudre les cortès. Lorsqu'il lui plut de les convoquer à l'avenir, il eut soin d'exclure les représentants de l'Église et de la noblesse, sous le prétexte que n'étant pas soumis aux mêmes charges que les citoyens, ils n'avaient aucun droit à voter les impositions publiques. Il ne resta donc aux cortès que les procureurs ou députés de dix-huit villes principales du royaume; destitués d'appuis, ils tombèrent sous la dépendance de la cour. Ainsi par une révolution que personne n'avait prévue, la noblesse et le clergé, qui avaient fait échouer la révolution tentée par les communes, furent punis de leur zèle imprévoyant; écartés des états, ils perdirent tout pouvoir politique. Cependant le clergé conserva une grande influence sur les cœurs, et la haute noblesse défendit long-temps en-

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del. *Prot Sc*

1. SERVANTES DE MADRID. 2. COSTUMES DE PAYSANS.

ESPAGNE

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

core ses priviléges honorifiques qui ne respectaient pas toujours la majesté du prince. Charles lui-même en fit l'épreuve à cette époque; au retour d'une cérémonie, un des officiers de sa cour ayant frappé le cheval du duc de l'Infantado, celui-ci s'en offensa et blessa l'officier d'un coup d'épée. L'empereur ordonna d'arrêter le duc; mais le connétable de Tolède s'y opposa, en déclarant que lui seul avait le droit d'attenter à la liberté de l'accusé, il l'emmena chez lui, et fut accompagné par tous les nobles qui délaissèrent le monarque. Resté seul avec le cardinal de Tavera, Charles crut devoir tolérer une désertion si mortifiante pour lui. Il abandonna au duc de l'Infantado le soin de punir l'officier dont il avait à se plaindre; celui-ci, loin de se venger, pardonna, non-seulement à l'homme qui l'avait outragé, mais il lui fit un riche présent. Cette anecdote serait peu digne d'être citée, si elle ne mettait en relief l'habileté de Charles dans l'art de manier les esprits; il savait que les hommes défendent surtout les intérêts de leur vanité, et il ne voulut pas pousser à bout une classe qui pouvait se laisser enlever le pouvoir, mais non les priviléges qui la plaçaient en dehors des autres citoyens.

L'empereur était à peine sorti des embarras qu'il venait de rencontrer en Castille, lorsqu'il apprit le soulèvement des Gantois. Les habitants de cette ville, une des plus riches des Pays-Bas, avaient refusé de payer leur part d'un subside voté par les états, soutenant qu'au terme des capitulations passées entre eux et Maximilien, ils ne pouvaient être taxés sans leur consentement. La reine douairière de Hongrie, sœur de Charles, était à la tête du gouvernement en qualité de régente; elle voulut soumettre les Gantois, qui se révoltèrent et offrirent à la France de passer sous sa domination [1539]. La trève conclue à Nice, en 1538, avait suspendu les hostilités entre Charles et François; ce dernier ne voulut pas les rouvrir en acceptant la demande des Gantois, soit qu'il ne fût pas en mesure de recommencer la lutte, ou soit qu'il préférât employer l'effort de ses armes à reprendre le Milanez. Ce pays avait été le théâtre de ses premiers exploits, et il aspirait vivement à rentrer dans sa possession. Cette politique était peu d'accord avec l'intérêt de la France, qui avait tout à gagner à s'étendre du côté des Pays-Bas, dont les habitants avaient des mœurs et des habitudes peu différentes, tandis que les Milanais, placés sous un autre ciel, ne pouvaient sympathiser avec les Français. L'éloignement d'une conquête située au-delà des Alpes était en outre une source continuelle de dépenses; car il fallait une armée toujours sur pied pour la défendre contre les attaques de l'empereur, et la retenir dans l'obéissance. Quoi qu'il en soit, le monarque, non content de repousser la proposition des Gantois, fit savoir à Charles ce que méditaient les rebelles. Une conduite si désintéressée enhardit l'empereur à demander la permission de traverser la France pour se rendre en Flandre. C'était la route la plus courte, mais la plus périlleuse; car c'était fournir au souverain de ce royaume une dangereuse tentation qui l'aurait vengé de sa prison de Madrid et de toutes les injures qu'il avait souffertes de la part de Charles. Mais François avait dans le cœur une générosité chevaleresque, dont il donna la preuve la plus éclatante en accueillant le monarque espagnol avec les plus grands honneurs, et en lui prodiguant les marques d'une amitié aussi vive que cordiale [1540].

Cependant, au milieu du tourbillon des plaisirs et au sein des fêtes dont il était l'objet, Charles ne put se défendre d'éprouver de vives inquiétudes; elles n'étaient pas dénuées de fondement; en effet certains personnages influents à la cour pressèrent François de s'assurer de la personne de l'empereur; mais ce dernier s'y refusa constamment. Soit qu'il eût été averti de cette circonstance, soit qu'il voulût à tout hasard s'attacher des partisans pour l'avenir; le roi d'Espagne mit en usage un expédient qu'il fit passer sous la forme d'une galanterie. La duchesse d'Etampes, maîtresse de François I, ayant présenté à laver à Charles, celui-ci laissa tomber au fond du vase une bague enrichie de diamants d'un très-grand prix, et refusa de la recevoir, disant à la duchesse que la bague était entre de trop belles mains

MCD 2019

pour qu'il pût la reprendre. La dame garda le cadeau, et s'en montra, dit-on, si reconnaissante, qu'elle détourna le danger que Charles redoutait; elle poussa même par la suite son zèle jusqu'à la trahison (1). L'empereur passa six jours à Paris, durant lesquels son hôte poussa la délicatesse jusqu'au point de ne pas lui rappeler la promesse qu'il lui avait faite plusieurs fois de donner au duc d'Orléans, l'un de ses fils, l'investiture du Milanez, dont il pouvait disposer par la mort du duc Sforce, qui n'avait point laissé d'enfants (2). Cette discrétion devint fatale à François; car, dès que Charles fut hors de ses mains, il éluda l'exécution de sa parole, et finit même par nier effrontément qu'il eût jamais rien promis. Arrivé en Flandre, il marcha sans délai contre Gand, qui se soumit, sans même avoir tenté la plus légère résistance. Charles punit avec rigueur cette rébellion; vingt-six des principaux citoyens périrent sur l'échafaud; dépouillée de ses priviléges, la ville perdit le droit de se gouverner elle-même; elle paya en outre une amende de cent cinquante mille florins pour l'érection d'une citadelle, et dut fournir annuellement six mille florins destiné à solder la garnison.

Dès qu'il eut pacifié par la force les Pays-Bas, Charles se rendit en Allemagne, où les catholiques et les protestants préludaient par des disputes théologiques aux guerres sanglantes qui pouvaient seules terminer leur querelle. Les deux partis convinrent d'ouvrir une conférence à Ratisbonne; mais cette conférence n'aboutit qu'à jeter plus d'irritation dans les esprits. Toutefois, la diète déclara qu'il fallait recourir à la tenue d'un concile, et qu'en attendant l'ouverture de cette assemblée, l'état des choses ne subirait aucun changement. Cette décision mécontenta vivement le pape, à qui le projet d'assembler un concile semblait une atteinte à son autorité. Les protestants n'étant pas non plus satisfaits, exigèrent de Charles une déclaration exceptionnelle qui les maintenait dans la plénitude des priviléges dont ils étaient en possession. Cette condescendance, de la part de l'empereur lui avait été imposée par l'état alarmant de la Hongrie, où Jean Zapol, vaivode de Transilvanie, s'étant fait couronner roi, avait obtenu de se placer sous le patronage des Turcs (1535). Ferdinand, frère de Charles, prétendait avoir des droits au trône de Hongrie, et avait conclu avec Jean Zapol un accord secret, par lequel ce dernier, déjà avancé en âge, devait lui assurer le pouvoir après sa mort. Mais cédant aux instances de la noblesse, Zapol s'était marié avec Isabelle, fille de Sigismond, roi de Pologne. Un fils était né de cette union, à qui Jean légua sa couronne au détriment du roi des Romains (1). Celui-ci voulut chasser le jeune prince, mis sous la tutelle de sa mère et du cardinal Martinusius; ils appelèrent à leur secours Soliman, qui envoya une armée pour les défendre; mais tenté par l'occasion, le sultan s'empara de la Hongrie pour en faire l'une des provinces de son empire, laissant au fils de Jean la Transilvanie; puis il somma Ferdinand de lui restituer les villes qui étaient encore entre ses mains. Une telle prétention rendait la guerre indispensable; Charles, ayant besoin du concours des protestants pour marcher contre les Turcs, s'était vu forcé de céder aux réclamations des princes et des villes qui avaient embrassé les opinions de Luther.

Mais avant de commencer les hostilités contre Soliman, l'empereur résolut de tenter une seconde expédition en Afrique contre Barberousse. Resté maître d'Alger, celui-ci tenait en alarmes toutes les côtes de la Méditerranée, dont les habitants étaient sans cesse menacés de la mort et de l'esclavage. Charles, irrité de ces attaques continuelles, prit la résolution d'y mettre fin en s'emparant de la ville qui servait pour ainsi dire de nid aux

(1) Dans la guerre qui éclata en 1542, entre Charles et François, la duchesse d'Étampes instruisait l'empereur de tout ce qui se passait dans le conseil. On assure que c'était par jalousie contre le dauphin, depuis Henri II, dont la maîtresse, Diane, était l'objet d'une haine profonde de la part de la duchesse,

(2) Sforce était mort en 1535, et son duché avait fait retour à Charles comme fief de l'empire.

(1) Ferdinand, frère de Charles.

MCD 2019

pirates, et vint débarquer à ses portes à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, l'élite de ses troupes. Mais à peine sur le rivage, les chrétiens furent assaillis par un orage impétueux ; des torrents de pluie ayant détrempé la terre, avaient créé une boue liquide où le soldat entrait jusqu'aux genoux. Le gouverneur d'Alger était un renégat nommé Assan ; il profita de cet incident pour faire une irruption dans le camp espagnol, il tua un grand nombre d'impériaux ; et ce fut après de grands efforts que Charles et ses généraux parvinrent à le repousser. Pour comble d'infortune, l'ouragan qui avait mis l'empereur en danger détruisit sa flotte, et il vit s'abîmer dans les flots quinze vaisseaux de guerre et cent quarante bâtiments de transport. Il fallut renoncer à une conquête devenue impossible par le manque de provisions que la mer avait englouties, et l'armée mit à la voile sur les vaisseaux amenés par Doria, échappés aux désastres qui avaient frappé le reste de la flotte. Une nouvelle tempête accueillit les troupes de Charles et dispersa tous les bâtiments, dont les uns abordèrent en Italie et les autres en Espagne. Ainsi se termina cette expédition où le monarque déploya toutes les qualités du commandement, et honora sa défaite en prouvant qu'il était digne de vaincre par son courage supérieur à tous les périls, et par sa fermeté que rien ne put abattre [1541].

Cependant le roi de France s'apprêtait à tirer parti de l'échec subi par l'empereur sous les murs d'Alger ; mais il fallait un prétexte pour rompre la trêve conclue à Nice entre les deux monarques. L'assassinat commis sur la personne de Rincon, ambassadeur de France à Constantinople, par les ordres du marquis du Guast, gouverneur du Milanez, offrit à François un juste motif de recommencer la guerre (1). François demanda raison d'un attentat si lâche et si odieux ; mais l'empereur ne pouvait y faire droit sans livrer du Guast en holocauste à la vengeance d'un ennemi, et les hostilités s'ouvrirent en 1542 sur plusieurs points, dans le Luxembourg, le Brabant, l'Italie, le Piémont et l'Espagne. Ces grands préparatifs n'amenèrent que des résultats insignifiants, c'est-à-dire la prise par les Français de quelques villes dans le Piémont. La guerre se continua l'année suivante ; Charles se trouva attaqué à la fois par le roi de France dans le Hainaut, par Soliman en Hongrie, et dans la Calabre par le célèbre pirate Barberousse, lequel, après avoir ravagé Reggio, vint se joindre à la flotte française pour assiéger Nice, qui fut sauvé par Doria.

Mais tandis que Charles avait à résister à tant d'ennemis, il lui fallait encore surveiller les protestants. Après de longues discussions entre les cours catholiques, un concile avait été indiqué à Trente, ville du Tyrol ; mais les princes catholiques et protestants refusèrent d'y envoyer des représentants [1542]. Sur ces entrefaites, le duc de Brunswick ayant voulu s'emparer de la ville de Goslar, fut, en vertu d'un décret de la chambre impériale, dépouillé de ses États par la ligue de Smalkalde. Ce premier essai de leurs forces enhardit les confédérés, qui refusèrent de contribuer en hommes et en argent pour la guerre de Hongrie, si la chambre impériale n'était pas abolie, et s'ils n'obtenaient des sûretés garantissant le libre exercice de leur religion. Ce fut dans ces conjonctures que l'empereur revint des Pays-Bas. Son premier soin fut de désarmer la ligue protestante par des concessions et par des promesses ; puis en présence de la diète convoquée à Spire, il fit une sortie violente contre le roi de France, qui, après avoir empêché l'ouverture du concile de Trente destiné à guérir les maux de l'Église.

(1) François avait fait alliance avec Soliman : ces deux princes devaient attaquer en même temps la maison d'Autriche. Le sultan avait conçu le projet de faire entrer dans cette ligue les Vénitiens. François ayant approuvé ce projet, dépêcha Rincon à Constantinople pour en arrêter les bases. Celui-ci prit son chemin par Venise, où il devait s'entendre avec le sénat. Du Guast avait pénétré l'objet des négociations dont l'ambassadeur français était chargé, il le fit assassiner aux environs de Pavie pour s'emparer de ses dépêches, et retarder l'exécution d'un plan qui devait être si préjudiciable à son maître

MCD 2019

venait encore de s'allier avec les Turcs, et de leur fournir les moyens de pénétrer au cœur de l'Europe, et de porter le ravage et la désolation chez tous les peuples chrétiens. Il fallait donc anéantir cette alliance impie en écrasant, par un effort vigoureux, le roi de France et son allié le sultan. Enflammés d'indignation par l'éloquence de Charles, soutenue du récit des massacres et des violences commis journellement par Barberousse, les membres de la diète votèrent une armée de vingt-quatre mille hommes et de quatre mille chevaux, qui devaient être soldés pendant six mois au moyen d'une capitation imposée à tous les Allemands [1544].

La campagne s'ouvrit bientôt après contre les Français; on se battit à la fois en Italie et dans les Pays-Bas. Les troupes impériales furent défaites dans la Péninsule à la journée de Cérisoles; Charles, en revanche, avait pénétré jusqu'au centre de la France. Maître de Saint-Dizier en Champagne, il menaçait Paris; mais l'approche de l'hiver et les mutineries de ses soldats qu'il ne pouvait payer contraignirent le prince espagnol de s'arrêter et d'ouvrir des négociations qui se terminèrent par la paix signée à Crespy, le 18 septembre 1544. Les principales conditions de ce traité portaient que toutes les conquêtes seraient restituées de part et d'autre; que François rendrait au duc de Savoie ses États, et que le second fils du monarque recevrait la main de la fille de Charles ou celle de sa nièce; la première apporterait en dot à son mari les Pays-Bas; l'autre le Milanez. Une nécessité impérieuse avait forcé l'empereur de souscrire à ces arrangements; en effet, le pape se montrait irrité contre lui au sujet des concessions faites aux protestants, et plusieurs puissances italiennes montraient des dispositions inquiétantes pour la stabilité du pouvoir impérial dans ce pays. D'un autre côté la réforme s'étendait de plus en plus en Allemagne; la Bohême s'agitait, et l'Autriche allait être envahie par les armes des Turcs, devenus possesseurs de presque toute la Hongrie. Sur ces entrefaites, le concile s'ouvrit enfin dans la ville de Trente; les protestants refusèrent de s'y présenter, et saisirent cette occasion pour déclarer qu'ils retiraient leur promesse de secourir l'empereur contre les Turcs. Ce prince n'osa pas d'abord rompre ouvertement avec la ligue; mais il prit des mesures secrètes ayant pour but de la dissoudre par la force. A cette époque mourut Luther, dont la parole audacieuse avait séparé de la cour de Rome une partie de l'Europe, et amené une scission profonde entre les chrétiens qui, après avoir préludé par des paroles et par des écrits, s'apprêtaient à trancher leur différend par le glaive [1546].

La nouvelle du trépas de Luther jeta le découragement dans l'esprit de ses sectateurs, et remplit de joie les catholiques. Charles mit alors tout en usage pour gagner l'affection de ces derniers; et, appuyé par les décrets du concile de Trente, il résolut de se déclarer contre les protestants. Il n'avait plus besoin des secours de l'empire, car il était parvenu à désarmer Soliman par un traité; il se trouvait ainsi libre d'employer toutes ses forces pour étouffer la réforme. Il leva des troupes dans les différentes provinces de ses États; mais quoiqu'il cherchât à dissimuler son projet par l'artifice de son langage, les confédérés de Smalkade avaient pressenti l'orage qui les menaçait, et implorèrent l'appui de plusieurs puissances étrangères. Mais les Vénitiens refusèrent de les soutenir, dans la crainte de s'attirer le ressentiment du pape et celui de l'empereur; et les Suisses, travaillés par des dissensions religieuses, se renfermèrent dans la neutralité. Quant aux rois de France et d'Angleterre, le premier, épuisé par de longues guerres, se trouvait sans argent, et le second offrait son concours à des conditions que la ligue ne pouvait accepter. Cependant elle prit les armes, et se montra bientôt dans une attitude formidable. L'empereur se trouvait alors à Ratisbonne, n'ayant pour toute armée que huit mille hommes. Au lieu de brusquer l'événement, les confédérés débutèrent par un manifeste auquel Charles répondit en mettant au ban de l'empire l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, chefs de la ligue. Cette décision fit éclater la guerre; mais les deux généraux protestants, toujours en désaccord, ne purent agir à propos, et Charles, ayant reçu des renforts, se vit en état de faire

MCD 2019

tête à ses adversaires Il évita cependant d'engager une action décisive pour attendre l'arrivée d'un corps de Flamands ; ainsi tout l'automne se passa sans que les deux armées en vinssent aux mains. Toutefois le manque de provisions et les maladies causées par l'influence d'un climat auquel les Espagnols et les Italiens n'étaient pas accoutumés, avaient décimé les troupes de Charles ; il devait d'ailleurs à ses soldats une partie de leur paye ; toutes ces raisons, rendues de jour en jour plus impérieuses, ne purent ébranler sa fermeté. Malgré l'avis de ses généraux, fortifié de l'assentiment du duc d'Albe, le plus grand capitaine de son temps, Charles persista à tenir la campagne, dans l'espoir de lasser la constance des confédérés : il comptait sur leur dispersion prochaine, qui lui permettrait de les attaquer avec avantage. Ce calcul fut bientôt justifié par l'événement. L'électeur de Saxe, dont les États venaient d'être envahis par son cousin Maurice (1), se mit en marche pour aller les défendre. Son départ fut le signal de la dissolution de l'armée de la ligue ; Charles en profita sur-le-champ pour reprendre l'offensive. La désertion se mit bientôt dans les rangs des confédérés, qui se soumirent l'un après l'autre à des conditions aussi dures qu'humiliantes Ils demandèrent publiquement pardon au chef de l'empire, et rachetèrent leur faute par le paiement d'amendes considérables au profit de Charles, et dont il se servit pour appesantir le joug qu'il leur imposait. Sur ces entrefaites, l'électeur de Saxe avait repris ses États envahis par Maurice et dépouillé ce dernier de la plus grande partie de ses domaines. Maurice eut recours à son protecteur ; mais Charles avait déjà congédié les Flamands, et le reste des troupes demeurées sous ses drapeaux étaient à peine suffisant pour tenir en respect les protestants qu'il venait de vaincre plus par adresse que par force.

D'un autre côté le pape Paul III venait de rappeler ses soldats, qui, sous le commandement de Farnèse, son petit-fils, servaient dans le camp impérial. Charles se trouvait donc désarmé dans cet instant décisif, et dans l'impossibilité de secourir ses partisans menacés d'être victimes de son impuissance. Tandis qu'il délibérait pour échapper aux périls de sa position, la mort du roi de France, arrivée à cette époque [1547], vint l'en délivrer. Miné depuis long-temps par une maladie, fruit de ses débauches, François I termina sa carrière après un règne de trente-trois ans, dont vingt-huit s'étaient écoulés dans une lutte perpétuelle contre la maison d'Autriche. Il laissait le trône à son fils aîné Henri II, prince dénué de talents politiques, et qui signala son avénement par renvoyer les ministres de son père pour installer à leur place ses favoris. Charles connaissait l'état de la cour du nouveau monarque ; il avait pressenti les changements qui se préparaient au Louvre, et, sûr de n'être pas inquiété du côté de la France, il résolut d'étouffer le protestantisme par les armes. Quoique ses forces fussent diminuées par le départ des Flamands et des troupes papales, il n'hésita pas à prendre l'offensive avec ses vieilles bandes espagnoles formant à peine seize mille hommes. L'électeur de Saxe avait une armée plus nombreuse, mais moins aguerrie ; il eut d'ailleurs l'imprudence de l'affaiblir en la dispersant pour garder plusieurs villes de son électorat ; et il aggrava cette faute par son irrésolution. Il fallait, ou tenter le sort d'une bataille, ou traîner la guerre en langueur ; il ne fit ni l'un ni l'autre, et alla camper à Muhlberg, sur les bords de l'Elbe, où il fut attaqué subitement par l'ennemi. L'empereur, à la tête de ses soldats, passa le fleuve à la nage, et se précipita sur les Saxons, qui se dispersèrent après une courte résistance. L'électeur combattit de sa personne avec la plus grande bravoure ; mais cerné de toutes parts, il rendit son épée, et fut conduit en présence du vainqueur, dont la réception hautaine et menaçante dut lui présager le plus triste avenir (1). Traîné à la suite de Charles comme une vic-

(1) Maurice, comte de Saxe ; il possédait une partie de cet électorat, et s'était rangé du côté de l'empereur, pour s'emparer plus sûrement du reste.

(1) Sleidan. hist., p. 326. — De Thou, p. 136.

MCD 2019

time dévouée au sacrifice, il arriva devant Wittemberg, capitale de ses États. Sibille de Clèves, sa femme, s'y était renfermée, et refusa d'en ouvrir les portes à l'empereur, qui, dépourvu de vivres et d'artillerie, était hors d'état de s'emparer d'une place défendue par ses fortifications et par le courage des habitants. Charles eut alors recours à un expédient odieux, celui de mettre la tendresse d'une épouse aux prises avec son devoir comme princesse. Il traduisit en conséquence son prisonnier devant un conseil de guerre, présidé par le duc d'Albe; au mépris des lois de l'empire, l'électeur, déclaré traître et rebelle, fut condamné à la peine capitale. Cette sentence, signifiée à Sibille, désarma sa résistance; et, vaincu par les prières et les supplications d'une épouse et d'enfants qu'il chérissait, Jean Frédéric se soumit aux conditions qu'il plut à l'empereur de lui imposer. Il résigna sa dignité électorale, et obtint seulement en échange la ville de Gotha, avec une pension de cinquante mille florins. Il devait de plus rester en captivité tant qu'il plairait à Charles de l'y retenir. — Maurice, dont le zèle ambitieux avait si bien servi l'empereur, recueillit la dépouille de son cousin, et fut investi du titre d'électeur de Saxe. Gendre du landgrave de Hesse, Maurice décida son beau-père à traiter avec Charles; mais sa médiation n'aboutit qu'à jeter le landgrave dans la position la plus facheuse. En effet celui-ci, invité à se présenter au camp impérial, s'y rendit pour obtenir publiquement son pardon. Avant de se soumettre à une cérémonie si humiliante, ce prince avait reçu les assurances les plus positives que sa liberté personnelle serait respectée. Conduit au pied du trône, il fit à genoux l'aveu de sa faute, et n'obtint aucune réponse du chef de l'empire, qui s'éloigna sans daigner le faire relever : puis le soir de ce même jour il fut arrêté et confiné dans son appartement (1). L'électeur de Brandebourg et Maurice, jaloux de se justifier d'un acte de félonie dont ils avaient été sans le prévoir les instruments, poursuivirent l'empereur par les plus vives sollicitations; repoussés et même menacés, ils furent réduits à s'éloigner, laissant à la merci de Charles l'infortuné landgrave (1). Impatient de quitter sa prison, celui-ci accepta toutes les conditions qui lui furent imposées, et les exécuta sur-le-champ; mais sa soumission n'eut d'autre résultat que de rendre sa captivité plus dure et plus humiliante. Ne pouvant en prévoir le terme, le malheureux prince se livrait à des excès de rage dont il ne sortait que pour retomber dans l'abattement le plus complet. Cependant Charles continuait à user de sa victoire sans ménagement, il dépouilla de leur artillerie tous les confédérés de Smalkalde, et accabla de contributions les souverains et les villes qui avaient pris les armes contre lui · il n'épargna pas même ses partisans, qui payèrent presque autant que ses adversaires, sous le prétexte qu'ils devaient aussi contribuer aux frais d'une guerre entreprise à leur profit. Après avoir écrasé les protestants sur le champ de bataille, l'empereur voulut achever la défaite de ces redoutables adversaires en faisant condammer leurs doctrines religieuses. Il convoqua dans ce but une diète à Augsbourg : les princes et les députés des villes s'y rendirent en foule; l'empereur exhorta l'assemblée à se soumettre à l'autorité du concile de Trente : c'était, dit-il, le moyen le plus sûr et le plus légal de terminer les disputes sur la foi qui désolaient l'Allemagne. Mais le concile venait alors de se disperser sans avoir terminé ses travaux. Cet incident avait été provoqué par l'influence du pape, qui craignait, si l'assemblée continuait à résider à Trente, qu'elle ne tombât sous la dépendance du chef de l'empire; elle fut transférée à Bologne, ville qui faisait partie des États romains. Une scission éclata entre les Pères, dont les uns demeu-

(1) Struv., t. II, p. 1052.

(1) Charles prétendit justifier sa conduite, comme étant basée sur la lettre du traité conclu avec l'electeur. En effet, on prétend que les ministres de l'empereur avaient substitué le mot *ewiger* à celui d'*einiger*, et le malheureux landgrave avait signé sans le savoir qu'il pourrait être privé perpétuellement de sa liberté. A cette époque la diplomatie n'était rien moins que scrupuleuse dans ses moyens; et si la fraude reprochée à Charles n'est pas vraie, elle est du moins très-vraisemblable.

MCD 2019

rèrent à Trente, tandis que les autres s'empressèrent de suivre les légats en Italie. Sur ces entrefaites, le fils du pape, Pierre Louis Farnèse, prince de Parme et de Plaisance, fut assassiné à l'instigation de Gonzague, gouverneur de Milan, dont les troupes se saisirent de Plaisance, et tentèrent en même temps de s'emparer de Parme. Cette tragique aventure acheva de brouiller l'empereur avec le souverain pontife, qui attribuait à Charles la mort de son fils. Aussi, quoique l'empereur eût obtenu que la diète obéirait aux décisions du concile, Paul III fit rendre aux docteurs, réunis à Bologne, une déclaration, où ceux-ci disaient ne pouvoir retourner à Trente si les prélats, restés dans cette ville, et coupables de désobéissance envers le saint-siége, ne faisaient préalablement acte de soumission en se rendant à Bologne [1547].

L'empereur n'ayant pu vaincre la résistance des Pères de Bologne, ou plutôt de la cour pontificale, résolut de se passer du concours du chef de l'Église, et présenta à la diète d'Augsbourg un acte qui prit le nom d'*intérim*, parce qu'il ne devait avoir force de loi que jusqu'au moment où le concile réuni librement adopterait un système définitif en matière de foi. Cette pièce, l'*intérim*, avait été rédigée par trois théologiens, dont un seul était protestant, et renfermait, en termes mitigés, une reconnaissance expresse des dogmes et des rites professés par les catholiques, à l'exception de deux points d'une assez grande importance : l'un permettait aux ecclésiastiques mariés de garder leurs femmes tout en continuant leurs fonctions, l'autre autorisait la communion sous les deux espèces. Entraînée par l'approbation que l'archevêque de Mayence, président du collége des électeurs, donna à l'*intérim*, la diète consentit à son adoption. Quand la question religieuse eut été décidée selon ses vues, l'empereur déclara à l'assemblée d'Augsbourg les raisons qui l'avaient contraint de se saisir de la personne du landgrave de Hesse, et exposa les motifs qui ne lui permettaient pas de rendre à ce prince sa liberté. Le malheureux landgrave fut laissé par la diète à la discrétion de l'empereur.

Dès que l'assemblée fut dissoute, Charles s'occupa de faire exécuter l'intérim dans toute l'Allemagne; mais cet acte n'avait satisfait ni les catholiques ni les protestants; il éprouva donc la résistance la plus vive de la part de plusieurs princes qui s'étaient montrés les partisans les plus zélés de l'empereur. L'électeur de Saxe, Jean-Frédéric, quoique prisonnier du chef de l'empire, osa provoquer sa vengeance en refusant de changer sa croyance, et supporta avec constance les rigueurs nouvelles dont on l'accabla. Le landgrave de Hesse se montra plus flexible; il approuva l'intérim dans un écrit qu'il fit passer à Charles; mais sa prompte obéissance ne servit pas même à alléger le poids de sa captivité. A l'exemple de Jean-Frédéric, les villes impériales rejetèrent l'intérim; mais il agit si vivement contre elles, qu'il les contraignit de se rétracter, et de courber la tête sous le joug. Charles partit ensuite pour la Flandre, et se rendit à Bruxelles, où il fit reconnaître, par les États, pour son successeur, le prince Philippe d'Espagne. Il profita de son séjour dans les Pays-Bas pour imposer l'intérim à la ville de Strasbourg et à celle de Constance; toutefois quatre cités impériales, Magdebourg, Brême, Hambourg et Lubeck, refusèrent de se soumettre, et bravèrent le courroux impérial. Charles poursuivait sans relâche l'exécution de son plan religieux; mais l'étendue de ses États et le nombre de ses ennemis ne lui permettaient pas de les combattre tous à la fois. Cependant un de ses adversaires les plus ardents, le pape Paul III, mourut à cette époque, et fut remplacé par le cardinal del Monte, qui prit le nom de Jules III. Le nouveau pontife était aussi indolent que son prédécesseur était fougueux. Son premier soin fut de récompenser l'appui qu'il avait reçu des Farnèse pour monter sur le trône, en donnant à Octave, l'un d'entre eux, le duché de Parme, que Paul III avait réuni aux États de l'Église; puis, après avoir satisfait à la reconnaissance, Jules, au lieu de se livrer aux affaires, se jeta dans la dissipation; on eût dit qu'il voulait se dédommager des privations auxquelles il s'était condamné jusqu'au jour de

MCD 2019

son exaltation. Pressé par l'empereur, il fut cependant obligé de convoquer de nouveau le concile à Trente; mais, loin de presser la réunion de cette assemblée, il eut soin d'en reculer l'ouverture par des moyens dilatoires. Tandis que le pape agissait avec une lenteur calculée, Charles, au contraire, déployait la plus grande activité pour faire recevoir l'intérim. Il tint à ce sujet une nouvelle diète à Augsbourg, où il fit approuver par les députés catholiques la résolution déjà prise par le pontife romain, de continuer le concile à Trente, mais le nouvel électeur de Saxe, Maurice, fortifia le courage des protestants en faisant déclarer à la diète que les réformés consentaient à reconnaître les décisions du concile de Trente, mais aux trois conditions suivantes : 1° que tous les points déjà résolus seraient remis en discussion; 2° que les théologiens protestants pourraient argumenter en pleine liberté dans le sein du concile; 3° que le pape délirait les évêques de leur serment d'obéissance envers le saint-siége pour qu'ils pussent s'exprimer sans être enchaînés par aucune considération, et enfin que le souverain pontife exécuterait scrupuleusement les décisions du concile. L'adroit Maurice atténua en même temps la hardiesse de cette déclaration par son zèle en faveur de l'intérim, qu'il parvint à établir dans ses États. Magdebourg ayant persisté dans ses refus, Maurice avait armé contre elle. Charles obtint que la diète lèverait des troupes pour forcer Magdebourg à l'obéissance, et que Maurice en aurait le commandement. Ce dernier tenta aussi, pendant la tenue de l'assemblée, d'obtenir la liberté du landgrave de Hesse, son beau-père; mais toutes ses instances et celles de l'électeur de Brandebourg ne purent vaincre l'obstination de Charles, qui fit conduire son prisonnier à Malines [1551].

Mais si la diète d'Augsbourg avait accédé avec un dévouement presque servile à toutes les propositions de l'empereur; elle se montra intraitable quand il voulut tenter de transférer la couronne impériale au prince d'Espagne, son fils; les princes allemands se soulevèrent contre cette demande, qui menaçait de les faire descendre un jour au rang de simples vassaux, et ils appuyèrent la résistance de Ferdinand, frère de Charles, qui refusa de résigner sa dignité de roi des Romains, dont il avait été revêtu en 1530. Le prince d'Espagne Philippe n'avait pas su d'ailleurs se concilier les Allemands. Ceux-ci étaient scandalisés de sa hauteur et de son mépris pour leurs usages, auxquels il dédaignait de se plier. Ferdinand avait suivi une conduite tout opposée, qui lui avait concilié l'attachement de toutes les classes, et il avait de plus un fils que les Allemands regardaient comme leur compatriote, car il était né et avait grandi sous leurs yeux, et avait sucé dès l'enfance les mêmes sentiments et les mêmes goûts. Tous ces motifs firent échouer le plan de Charles, qui renvoya Philippe en Espagne.

On se rappelle que Jules III, à son avénement au trône pontifical, avait concédé à Octave Farnèse le duché de Parme; Charles voulut réunir cette principauté à ses États d'Italie. Octave eut recours au pape son suzerain, qui n'osa le soutenir, dans la crainte de se brouiller avec l'empereur. Farnèse, abandonné de son protecteur naturel, s'adressa au roi de France Henri II, qui prit sa défense avec empressement. La guerre éclata dans la Péninsule; mais elle ne fut signalée par aucun événement remarquable, elle retarda seulement les opérations du concile, qui se rouvrit enfin à Trente le premier septembre 1551. Charles mit tout en œuvre pour faire reconnaître dans l'empire la juridiction du concile; il obtint de plusieurs princes protestants d'envoyer des ambassadeurs à cette assemblée; les villes impériales reçurent une semblable injonction; mais la cité d'Ausbourg ayant refusé d'obéir et de se soumettre à plusieurs autres demandes, l'empereur bannit de la ville tous les ministres de la religion réformée, dont le culte fut presque entièrement aboli dans toute la Souabe. Cependant Maurice avait été chargé par la diète de s'emparer de Magdebourg, coupable d'avoir rejeté l'intérim : après un long blocus, qui fit subir aux habitants les horreurs de la famine; la ville se rendit à Maurice. Il fut stipulé que les citoyens de Magdebourg exécuteraient les décrets de la diète en

MCD 2019

matière religieuse; qu'ils reconnaîtraient la haute juridiction de la chambre impériale; qu'ils démoliraient leurs fortifications; ils devaient en outre payer une amende considérable. Maurice prit possession de sa conquête et s'aboucha secrètement avec le comte de Mansfeldt, chargé durant le siége de la défense de Magdebourg, et avec plusieurs autres officiers qui avaient servi dans les troupes de la ligue de Smalkalde. Il les consulta sur les moyens à employer pour dérober le corps germanique au joug de la maison d'Autriche. En même temps le sénat de Magdebourg reçut la promesse que les fortifications de la ville resteraient debout, et que les partisans de la réforme pourraient suivre sans contrainte et célébrer les cérémonies de leur croyance. La dignité de burgrave de Magdebourg, conférée à Maurice, fut la récompense de l'adresse de sa conduite, qui n'éveilla pas même les soupçons de la cour impériale; car les articles publics de la capitulation proscrivaient la religion nouvelle, et imposaient aux habitants de dures conditions. Charles crut donc devoir ratifier l'œuvre de Maurice.

Ce dernier poursuivait en silence l'exécution de ses desseins; mais pour en assurer le succès, il fallait qu'il pût avoir sous sa main des soldats aguerris et prêts à marcher à son commandement. Il y réussit en engageant à son service plusieurs chefs d'aventuriers qui devaient le rejoindre au premier ordre et lui amener les guerriers qu'ils auraient pu rassembler. Après avoir arrêté ces conditions, Maurice licencia l'armée de la diète qui venait sous son commandement de prendre Magdebourg. En même temps il traitait en secret avec le roi de France, Henri II. Le prétexte de l'alliance conclue avec ce prince était la mise en liberté du landgrave de Hesse, et le désir de conserver intacte la constitution de l'empire germanique. Maurice et les princes ses associés devaient attaquer l'empereur, tandis que Henri commencerait contre Charles les hostilités en s'emparant de la Lorraine. Mais avant d'éclater, l'électeur adressa une nouvelle sollicitation en faveur de son beau-père, dans le but de justifier d'avance aux yeux des peuples les mesures qu'il méditait; il fit d'ailleurs appuyer sa demande par l'électeur palatin, le duc de Wurtemberg et plusieurs autres princes de l'empire; il obtint même que le roi de Danemarck, et que Ferdinand, frère de Charles, se joindraient à lui pour briser les fers du landgrave. Mais l'empereur demeura inflexible, et Maurice se décida sur-le-champ à lever le masque. Un incident contribua surtout à endormir Charles et son habile ministre Granvelle dans une fatale sécurité. Celui-ci avait corrompu deux personnages de la cour de Maurice, qui l'instruisaient de tous les secrets politiques de l'électeur; mais ce prince ayant pénétré leur perfidie, trompa lui-même ces deux traîtres par de fausses confidences, dont Granvelle fut la dupe. Quand tout fut prêt, Maurice, auquel il importait de gagner un délai de quelques jours, fit publier qu'il allait se rendre à Inspruck auprès de l'empereur; il se mit en route, emmenant avec lui l'un des ministres qui s'étaient vendus à Granvelle, auquel il eut soin de faire prendre les devants pour s'excuser auprès de l'empereur. En effet, il s'arrêta en chemin sous le prétexte de prendre quelque repos; puis, montant à cheval après le départ de son envoyé, il courut dans la Thuringe se mettre à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes qui s'y trouvaient rassemblés comme par enchantement. Il lança aussitôt un manifeste portant qu'il prenait les armes pour défendre la religion protestante, sauver les constitutions de l'empire menacées par le despotisme de Charles, et briser les fers du landgrave de Hesse. Il traversa rapidement la haute Allemagne, où la plupart des villes lui ouvrirent leurs portes. Partout il réinstalla dans leurs chaires les ministres protestants, les magistrats dans leurs offices, et s'annonça enfin par ses actes et par ses discours comme le soutien de toutes les classes victimes de l'oppression impériale. Tandis qu'il pénétrait au cœur de l'Allemagne, Henri II l'attaquait à ses extrémités en s'emparant sans coup férir de Toul, Verdun et Metz. Cependant Charles, pris au dépourvu, se trouvait sans armée et sans argent pour lever des soldats; il tenta de négocier avec Maurice,

MCD 2019

qui consentit à traiter, mais sans ralentir la marche de ses troupes. Des conférences eurent lieu entre lui et le roi des Romains à Lintz, puis à Passaw; mais tout en amusant son adversaire par l'espoir d'un arrangement, Maurice continua de s'avancer rapidement. Il surprit, le 18 juin, le défilé de Fiessen, escalada le château d'Ehrembergh, et fut sur le point de s'emparer de l'empereur. En proie aux douleurs de la goutte, Charles quitta en toute hâte Inspruck dans les ténèbres de la nuit, au milieu des torrents de pluie qui avaient gâté les chemins. A la lueurs de quelques flambeaux, et environné de courtisans et de valets éperdus, quelques-uns à cheval et le plus grand nombre à pied, il atteignit, après de grandes fatigues, et dans un équipage bien peu digne de son rang, la cité de Villach, capitale de la Carinthie, trop heureux d'échapper à Maurice, qui, entré dans Inspruck quelques heures après le départ de Charles, se mit à sa poursuite. N'ayant pu atteindre le monarque fugitif, Maurice revint sur ses pas, et partit immédiatement pour Passaw, où il devait se rencontrer avec le roi des Romains. Cette tentative hardie eut pour premier résultat de suspendre le concile de Trente, dont les opérations ne pouvaient être que contraires à la cause protestante, et d'exercer une influence décisive sur le congrès de Passaw, qui s'ouvrit le 26 mai 1552. Dans cette assemblée, à laquelle assistaient les ministres de tous les électeurs, et les représentants de la plupart des princes de l'empire et des villes libres les plus considérables, Maurice exigea la concession des trois articles suivants réclamés par son manifeste : la délivrance du landgrave, le libre exercice du culte protestant, et le maintien intégral de la constitution de l'empire. Malgré la triste position dans laquelle il se trouvait, Charles refusa de céder sur aucun point. A cette nouvelle, Maurice rompt la trêve qu'il avait accordée, et court se mettre à la tête de ses troupes cantonnées dans la Franconie. Il investit sur-le-champ Francfort-sur-le-Mein; puis, désirant, lui-même conclure un arrangement, il retourna à Passaw, et signa le traité de ce nom, dont les principaux articles portaient : que le landgrave de Hesse verrait cesser immédiatement sa captivité; qu'en attendant l'ouverture de la diète, qui devait avoir lieu dans six mois, l'exercice des deux religions subsisterait en toute liberté; que la chambre impériale serait composée de membres catholiques et protestants; que les atteintes portées à la constitution germanique seraient soumises aux décisions de la diète; et qu'enfin nul ne pourrait être recherché pour ses actes pendant la guerre [1552].

Ainsi le traité de Passaw anéantit d'un trait de plume tous les fruits de la bataille de Muhlberg, et détruisit l'œuvre politique et religieuse dont Charles poursuivait l'accomplissement depuis tant d'années. Maurice seul recueillit la gloire et les avantages rêvés par l'empereur, qui avait contribué lui-même à élever la fortune de l'électeur de Saxe. Jamais révolution ne fut plus subite et plus complète. Charles, tombé du haut de sa puissance, se vit forcé de recevoir la loi d'un petit prince long-temps confondu dans la foule de ses courtisans, et devenu tout-à-coup son rival à force d'audace et d'habileté. Une des conséquences de la paix de Passaw fut de faire cesser la captivité des deux électeurs; mais celui de Saxe ne rentra en possession que d'une partie de ses États, le reste demeura la proie de Maurice, à qui l'empereur en avait fait don. Quant au landgrave de Hesse, échappé aux ennuis de sa prison, il s'attacha désormais à se maintenir dans les bonnes grâces du chef de l'empire. Le malheur avait éteint son énergie, il ne chercha plus qu'à se faire oublier. Réconcilié avec les membres de l'empire germanique, Charles résolut de tourner ses armes contre la France, qui s'était rendue maîtresse de Metz, de Toul et de Verdun. Il vint mettre le siége devant la première de ces villes, à la tête d'une armée formidable. Quoique secondé par le duc d'Albe et le marquis de Marignan, deux des plus illustres généraux de ce siecle, l'empereur échoua dans son entreprise. Le duc de Guise commandait à Metz, et rendit inutiles tous les efforts de ses adversaires; Charles, dont les soldats succombaient par milliers sous le fer de l'ennemi et par les ri-

MCD 2019

gueurs de la saison, s'éloigna enfin, laissant ses quartiers tout jonchés de morts et de mourants. Ce revers fut à la même époque suivi de plusieurs autres; en Italie, Sienne se révolta contre la tyrannie impériale et se donna hautement à la France; tandis qu'à l'extrémité de la Péninsule, les Turcs, débarqués dans la Calabre, ravageaient cette province. Sur ces entrefaites l'Allemagne devint le théâtre d'une nouvelle guerre allumée par Albert de Brandebourg. Ce prince, placé par Maurice, durant sa lutte contre l'empereur, à la tête d'un corps d'aventuriers, avait voulu s'affranchir de toute dépendance et se créer un empire à la pointe de son épée, n'écoutant que la voix de ses intérêts; il se mit à ravager les terres des catholiques comme celles des luthériens. Son seul but était d'amasser de l'argent pour payer ses mercenaires; en un mot, il vendait son appui à qui voulait l'acheter. Mais les massacres et les dévastations de ses soldats finirent par soulever tous les esprits contre leur chef, qui, cité devant la chambre impériale, fut mis au banc de l'empire. Maurice se chargea de l'exécution de ce décret; soutenu par une ligue composée des princes les plus puissants, et des villes libres les plus considérables, il attaqua Albert de Brandebourg à Siéverhausen dans le duché de Lunebourg. Albert, vaincu après une lutte acharnée, perdit quatre mille hommes avec tout son bagage et toute son artillerie; mais ce succès coûta bien cher aux confédérés; car plusieurs princes restèrent sur le champ de bataille; Maurice, blessé à mort, ne survécut que deux jours à son triomphe. Il était âgé de trente-deux ans, et disparut tout-à-coup de la scène du monde qu'il venait d'occuper avec tant d'éclat. Fondateur de la liberté de conscience et de la liberté civile dans son pays, il emporta à ce double titre les regrets universels de ses compatriotes. Enfin, il est demeuré grand dans l'histoire, moins peut-être par ce qu'il a fait que par ce qu'il promettait de faire Sa gloire, restée incomplète, n'en est que plus brillante. Albert essaya peu de mois après de venger sa défaite; car le fruit de ses déprédations lui avait donné de nouveaux soldats; mais, battu une seconde fois par les troupes de la ligue, il mourut au bout de quelques années dans l'exil et dans l'indigence.

Plus aigri que découragé par la triste issue du siége de Metz, Charles avait rouvert la campagne contre la France; il s'empara de Térouanne et de Hesdin; mais la prise de ces deux villes n'eut aucun résultat important; les armes impériales éprouvèrent d'ailleurs quelques échecs en Italie, et surtout en Hongrie, où Soliman s'empara d'une des provinces du royaume, la Transylvanie. Malheureux sur les champs de bataille depuis quelque temps, parce qu'il ne pouvait payer ses soldats, Charles saisit l'occasion de compenser les pertes qu'il venait de faire en mariant Philippe, son fils, à Marie, reine d'Angleterre. Cette princesse venait de succéder à son frère Édouard VI. Son premier soin, en montant sur le trône, avait été d'aviser aux moyens de réconcilier son royaume avec le saint-siége, et de rétablir la religion catholique détruite par son père, Henri VIII. Malgré l'opposition de la chambre des communes, la reine épousa Philippe au commencement de l'année 1554, et s'abandonna tout entière à la politique de son époux. En substituant le culte catholique à la religion anglicane, elle préparait les voies au despotisme religieux et civil que Philippe projettait d'établir dans la Grande-Bretagne comme dans tous ses autres États. Cependant la guerre continuait entre Charles et Henri, qui triompha de l'empereur au combat de Renti; mais Henri ne sut tirer aucun avantage de sa victoire, et laissa les Impériaux pénétrer dans la Picardie, qu'ils évacuèrent après d'inutiles ravages. En Italie, les armes de Charles-Quint, ou plutôt celles de ses alliés, obtinrent de brillants succès. Côme de Médicis, devenu duc de Florence, se rendit maître de Sienne, défendu avec un courage héroïque par les habitants dirigés dans leurs efforts par Montluc. Un autre général français, le maréchal de Brissac, commandait dans le Piémont, et résista avec avantage aux attaques du célèbre duc d'Albe. En Allemagne, la paix régnait alors par suite du traité de Passaw. Mais les esprits étaient encore dans l'agitation, car la querelle entre les deux reli-

MCD 2019

gions était suspendue, mais n'avait obtenu aucune décision définitive. Le roi des Romains, Ferdinand, ouvrit une diète à Ausbourg, par une harangue où il proposa de décider la question religieuse, non par un concile, mais par le choix de certains hommes connus par leur science et leur modération, et auxquels on abandonnerait le soin de discuter les points de doctrine, afin de les concilier ou de les amener à se tolérer mutuellement. Dès qu'il eut connaissance de la convocation de la diète, le pape Jules III y envoya un nonce, qui ne fit que paraître dans l'assemblée, rappelé subitement à Rome par la mort du pontife, arrivée sur ces entrefaites le 23 mars [1555].

Le départ du nonce calma les craintes des protestants. Ils avaient conçu quelques alarmes sur les intentions de Ferdinand, et s'en rapprochèrent aussitôt, dès qu'ils eurent acquis la conviction qu'il songeait surtout à s'attirer l'attachement des princes attachés aux deux communions. En effet, leurs suffrages lui étaient indispensables pour résister aux nouvelles sollicitations de l'empereur, qui le pressait de céder la couronne impériale au prince d'Espagne. D'un autre côté, le roi des Romains avait le plus grand besoin des secours de la diète, afin de repousser les Turcs : ces barbares, maîtres de la Hongrie, menaçaient d'aller chercher Ferdinand jusque dans Vienne. Ces graves motifs dirigèrent la conduite du prince ; en ménageant les deux partis, il vint à bout de les faire consentir à un arrangement. Il fut stipulé que les protestants pourraient exercer leur culte en toute liberté ; que les États détenteurs des bénéfices et des biens appartenant jadis à l'Église romaine seraient maintenus dans leur possession ; que la puissance civile pourrait établir, par sa seule autorité, la religion qui lui semblerait préférable, et que les individus dont la conscience repousserait le nouveau culte, auraient la permission de quitter le pays en emportant avec eux toute leur fortune. Enfin il fut décidé que tout ecclésiastique romain qui adopterait les dogmes de Luther et de ses disciples, perdrait son siége, ainsi que tous ses bénéfices, lesquels seraient réputés vacants, et appartiendraient au successeur nommé par le collecteur légal. Tel est, en résumé, la teneur du rescrit qui jeta les fondements de l'état où se trouve encore l'Allemagne sous le rapport religieux.

Marcel II remplaça Jules III sur le trône de saint Pierre ; mais il mourut après un règne de vingt jours, et le conclave choisit le cardinal Caraffa, qui prit le nom de Paul IV. Le nouveau pontife, fondateur d'un ordre monastique (1), et long-temps inquisiteur, n'apporta pas dans l'exercice du pouvoir la dureté et l'austérité qui avaient jusqu'alors signalé sa conduite. L'ambition étouffa dans son cœur tout autre sentiment, et cette ambition n'avait d'autre but que d'élever la fortune des neveux du nouveau pape, qu'il voulait, à l'exemple des Médicis et des Farnèze, placer au rang des souverains. Pour réussir dans ce projet, il s'adressa au roi de France, Henri II, auquel il proposa d'envahir la Toscane et le royaume de Naples. La Toscane conquise devait être rendue à la liberté, et le royaume de Naples aurait fourni deux principautés aux neveux du saint père. Tandis que Paul négociait ce traité, qui devait avoir pour résultat d'expulser Charles de la Péninsule, ce prince allait cesser de présider au destin de la politique européenne. Lassé des fatigues du trône, et détrompé des chimères de l'ambition, l'empereur avait résolu de quitter le trône pour rentrer dans la vie privée. Il avait alors cinquante-six ans ; mais, en proie dès sa jeunesse aux douleurs de la goutte, dont les accès augmentaient de violence de jour en jour, le monarque était hors d'état de vaquer aux fonctions du rang suprême. Il lui fallait en laisser tout le poids à ses ministres, se laisser dicter sa conduite et imposer des décisions qui ne venaient pas de lui. Une telle nécessité humiliait son orgueil. Aussi, plutôt que de partager son pouvoir, il aima mieux le résigner. Il venait d'ailleurs de perdre sa mère, qui, malgré son état de folie, régnait nominativement. Libre par le trépas de Jeanne de disposer de tous ses États, il put les transmettre à Philippe son fils. Ce prince, parvenu à sa vingt-huitième année

(1) Les Théatins.

MCD 2019

montrait les talents nécessaires pour supporter le fardeau que son père désirait lui confier. Charles choisit Bruxelles pour être le théâtre de la grande solennité de son abdication. Les États avaient été convoqués, et ce fut en leur présence, le 25 octobre 1555, que l'empereur accomplit sa résolution.

Il entra dans l'assemblée suivi d'une foule de princes et de grands d'Espagne, et se plaça sur son trône, ayant à sa droite son fils, et à sa gauche sa sœur Marguerite, reine douairière de Hongrie, et régente des Pays-Bas. Après la lecture d'un acte par lequel il résignait à Philippe la souveraineté des Pays-Bas, Charles se leva et prit la parole ; son discours, simple sans sécheresse, fut empreint d'une dignité noble et convenable à celui qui le prononçait En retraçant les hauts faits de sa vie, les périls et les travaux dont elle avait été semée, et qui avaient eu pour but la gloire et la prospérité des peuples soumis à son sceptre, il avouait que les fatigues du trône avaient usé ses forces, et que, se sentant désormais incapable de tenir avec fermeté les rênes de l'Etat, il croyait devoir les confier à des mains plus jeunes et plus fermes. Il ajouta que le souvenir de l'attachement de ses sujets le suivrait dans sa retraite, et serait la plus douce comme la plus haute récompense de ses travaux ; enfin, qu'il supplierait chaque jour la Providence de protéger ses peuples, et de leur prodiguer les trésors de sa bonté. Puis s'adressant à son fils, il lui dit qu'il ne lui demandait d'autre marque de sa reconnaissance que de rendre heureux les peuples dont il lui abandonnait la conduite. « Conservez, ajouta-t-il, un respect inviola-» ble pour la religion ; que les lois du pays » vous soient sacrées; n'attentez ni aux droits, » ni aux priviléges de vos sujets; et s'il » arrive qu'un jour vous vouliez, comme » moi, vous reposer dans les douceurs d'une » condition privée, puissiez-vous avoir un » fils dont les vertus vous engagent à lui » résigner le sceptre avec autant de con-» fiance et de satisfaction que j'en éprouve » à vous le céder aujourd'hui. » L'auditoire tout entier répondit à cette allocution par des larmes et des regrets ; car les Flamands aimaient Charles autant qu'ils l'admiraient. En un mot, tous les assistants s'unirent en formant les mêmes vœux pour le bonheur du prince qui venait d'abdiquer, et les mêmes regrets de le voir descendre d'un trône qu'il avait occupé depuis tant d'années et avec tant de gloire.

Philippe s'était prosterné devant son père ; il le remercia de sa munificence et de sa bonté, puis il dit à l'assemblée que n'étant pas assez familier avec l'idiôme flamand, il avait chargé l'évêque d'Arras, Granvelle, d'exprimer en son nom tout ce qu'il ressentait. Le prélat fit une longue harangue dans laquelle il exalta le nouveau monarque qui, marchant sur les traces de son-père, allait se consacrer tout entier au bien-être des Flamands, en s'étudiant chaque jour à discerner les moyens d'augmenter sans cesse leur bonheur et leur prospérité. La reine douairière de Hongrie déposa à son tour le pouvoir dont elle avait été chargée depuis vingt-cinq ans à titre de régente. Ainsi se termina cette grande scène de l'abdication, où Charles revêtit pour la dernière fois en public les insignes de sa toute-puissance et en exerça les droits. Quelques jours après, dans une autre assemblée, il transmit à Philippe l'Espagne et les Indes, et ne garda pour lui qu'un revenu annuel de cent mille écus. Quoique dépouillé du pouvoir, il eut cependant une dernière satisfaction, celle de clore sa carrière politique en donnant quelque repos à ses peuples épuisés par la guerre. En effet, il obtint de son fils de conclure avec la France une trêve, qui devait durer cinq ans. Charles demeura plusieurs mois à Bruxelles, retenu par l'état de sa santé et par les tentatives qu'il renouvela auprès de Ferdinand pour le déterminer à renoncer à la couronne impériale en faveur de Philippe. Mais se voyant repoussé par le roi des Romains, Charles comprit toute l'inutilité de son insistance, et transmit à son frère, par un acte, la dignité de chef de l'empire germanique. Ayant ainsi rompu tous ses liens avec le monde, il s'embarqua en Zélande, et fit voile pour l'Espagne.

Il prit terre onze jours après son départ à Laredo dans la Biscaye, et continua son

MCD 2019

voyage en proie aux douleurs physiques les plus aiguës, et dévoré d'une sorte d'impatience de prendre possession de la retraite qu'il s'était ménagée. Cette retraite était le monastère de Saint-Just, situé à quelques lieues de Plazencia, dans la Vieille-Castille, et bâti dans une fertile vallée rafraîchie par les eaux et couvertes d'arbres touffus. Charles s'était fait construire un logement composé de six pièces, auquel attenait un petit jardin qu'il se proposait de cultiver de ses propres mains. L'ermitage du prince communiquait d'un côté avec la chapelle du couvent, où il pouvait pénétrer à toute heure pour se prosterner au pied des autels. Mais avant de s'installer dans son modeste asile, il se vit contraint de s'arrêter à Burgos faute d'argent; car Philippe, par oubli ou par négligence, n'avait pas fait payer au monarque déchu le premier quartier de sa pension; il fallut que Charles attendît quelques semaines avant de pouvoir congédier, en les gratifiant, la plus grande partie de ses domestiques, dont il retint seulement quelques-uns. Il se sépara ensuite de ses deux sœurs (1), qui demandèrent en vain de partager sa solitude; il résista à leurs instances, et après les plus tendres adieux, prit le chemin du monastère de Saint-Just. Débarrassé des soucis de la grandeur, il s'était encore affranchi de la tyrannie de l'étiquette, et vivait familièrement avec son entourage comme avec les moines devenus ses compagnons. La promenade et les soins du jardinage absorbaient quelques heures de sa journée, il employait le reste à des travaux mécaniques et à converser avec quelques gentilshommes du voisinage qu'il conviait à sa table. La tranquillité dont il jouissait dans ce séjour, et le plaisir qu'il ressentait de n'avoir plus à songer qu'à lui-même, supendirent ses douleurs dans les premiers temps; mais elles ne tardèrent pas à reparaître, et Charles finit par repousser tous les amusements qui l'avaient d'abord captivé. Passionné pour la mécanique, il avait fait venir près de lui un des artistes les plus célèbres dans ce genre; il fabriquait, sous sa direction, des petits automates, des horloges et des montres, qu'il voulut faire marcher ensemble avec exactitude; mais, rebuté de ne pouvoir les accorder, il brisa un jour ses horloges et ses montres, en s'étonnant d'avoir pu rêver jadis, quand il était sur le trône, d'inspirer aux hommes les mêmes sentiments, tandis qu'il ne pouvait réussir à régler d'une manière rigoureuse la marche de l'aiguille sur un cadran. Enfin, désabusé même des goûts contractés dans sa solitude, il ne lui resta plus qu'un seul sentiment vif, celui de la religion, qui finit par absorber exclusivement toutes ses pensées. Il cherchait sans doute dans le sein de Dieu des motifs de consolation; car, quoiqu'il eût renoncé au monde, son âme avait été blessée plus d'une fois par les procédés de certains hommes, jadis ses confidents les plus intimes, et dont le peu d'empressement à le visiter témoignait que Charles, descendu du trône, n'était plus à leurs yeux qu'un homme ordinaire. Cette pensée l'irritait, et pour y échapper, il se jeta dans une dévotion excessive et monacale. Il se donnait chaque jour la discipline, et assistait exactement à tous les pieux exercices imposés aux frères du couvent. Ayant un jour arraché au sommeil un jeune novice, celui-ci ne put s'empêcher de dire : « N'était-ce pas assez » pour cet homme d'avoir si long-temps » troublé le monde, sans venir troubler le » repos d'un pauvre novice? » L'imagination de Charles, encore frémissante des longues agitations du passé, ne pouvait se condamner à l'inaction : de là vinrent les idées bizarres et fantastiques qui signalèrent les derniers jours de cet homme célèbre. C'est ainsi qu'il fit célébrer ses propres obsèques, auxquels il assista, couché dans un cercueil; il mêla sa voix à celle des assistants qui chantaient les prières consacrées par l'Église aux chrétiens affranchis des liens terrestres. Mais soit que cette étrange cérémonie eût frappé trop vivement ses organes usés par les souffrances, ou soit que le dépérissement de sa santé eût atteint son dernier période, Charles fut saisi de la fièvre dès le lendemain, et rendit le dernier soupir peu jours après, le 21 septembre 1558. Il était âgé de cin-

(1) Eléonore, veuve de François I, et Marie, reine douairière de Hongrie.

MCD 2019

quante-huit ans, et en avait passé deux dans le couvent de Saint-Just.

Charles, par l'étendue de ses États, par l'éminence de ses dignités, et par la supériorité de ses talents, a joué en Europe le rôle le plus éclatant durant la première moitié du seizième siècle. Mais les qualités dont il était doué ne parurent que successivement et comme venant prendre une place assignée d'avance. Ainsi, dans sa jeunesse, il se laissa guider aveuglément par son gouverneur, et parut alors ne posséder aucune volonté personnelle; mais bientôt il saisit les rênes et dirigea seul l'administration de ses États, dont il garda tout le poids sans le partager. Habile à discerner les talents, il met à la tête de ses armées les meilleurs généraux de son temps; puis quand vient l'heure de commander en personne sur le champ de bataille, il déploie subitement toute la science et toutes les ressources du guerrier le plus consommé. Il se montre prompt dans ses décisions, actif à suivre ses projets et brave à la tête de ses soldats; en un mot, il déploie toutes les vertus qui font les grands princes et les grands conquérants. Toutefois, il ne put rien fonder de durable, non par sa faute, mais par la nature des éléments qui composaient sa puissance, et qui ne pouvaient se lier entre eux pour s'affermir mutuellement. Moins brillant que son rival François I, il le surpassait par des qualités plus solides, car il savait choisir les hommes et ne les déplaçait ni par crainte ni par caprice; il profitait des succès de ses agents sans en être jaloux : aussi n'avait-il point de maîtresse qui lui dictât ses sentiments et sa politique; de là vint qu'il triompha de François I et de Henri VIII, tous deux livrés à l'influence de leurs favorites et de leurs ministres. Si la ruse et même la perfidie ont souillé quelques actes de la vie de Charles, ils ont pu nuire à sa renommée, mais sans en affaiblir l'éclat; la postérité à marqué sa place au premier rang des potentats qui ont illustré son siècle, siècle si fécond en personnages célèbres, siégeant sur le trône ou relégués même dans les plus humbles conditions.

PHILIPPE II.

(De 1556 à 1598.)

Né à Valladolid en 1527, Philippe II avait vingt-neuf ans quand il monta sur le trône d'Espagne par l'abdication de son père. Livré dès sa plus tendre jeunesse à des instituteurs tous attachés à l'état ecclésiastique, il avait puisé dans leurs leçons un attachement fanatique pour la religion romaine. Des motifs politiques vinrent encore le fortifier, et rendirent persécuteur le bigotisme de Philippe, car il se persuada que le maintien de son autorité tenait au triomphe absolu du dogme catholique. Ainsi la cruauté qu'il montra contre les hérétiques avait pour principe l'amour du pouvoir. Philippe avait la superstition de la royauté; se croyant institué par Dieu même pour commander aux hommes, il confondait sa cause avec celle de la Divinité. Cette conviction sanctifiait à ses yeux les moyens même les plus atroces pour toucher un but aussi saint et aussi sacré. Tel était le prince de qui allait dépendre les destinées de tant de peuples placés sous son sceptre. Le premier objet qui attira l'attention de Philippe fut la conduite du pape Paul IV, qui fomentait alors une nouvelle guerre en Italie, pour contenter l'ambition de ses neveux aux dépens de la monarchie espagnole. Malgré les glaces de l'âge, le saint père avait conservé une impétuosité furieuse qui le poussa à commencer une procédure contre Philippe, dont l'issue devait être la confiscation du royaume de Naples. Le monarque espagnol, après avoir consulté quelques célèbres casuistes pour l'autoriser à repousser l'attaque de Paul, ordonna au duc d'Albe de marcher contre Rome, et ce général s'empara, presque sans résistance, d'un grand nombre de places fortes dans l'État ecclésiastique. Le pape, rempli de crainte pour la sûreté de sa personne et celle de sa capitale, sollicita une trève, afin de gagner assez de temps pour attendre l'arrivée d'un corps de troupes françaises, commandé par le duc de Guise. D'Albe avait pénétré les vues secrètes du pape; il con-

MCD 2019

sentit cependant à suspendre ies hostilités, car il était lui-même hors d'état d'agir par la faiblesse numérique de son armée, dont il avait détaché la plus grande partie pour occuper les villes pontificales qui avaient cédé à ses armes. Sur ces entrefaites Guise passa les Alpes, et se dirigea vers Rome; au bruit de sa marche Paul reprit toute son audace, et lança une sentence d'excommunication contre les auteurs de l'envahissement des États du saint-siége. Ce coup frappait directement Philippe; mais pour le rendre efficace, il fallait qu'il fût sanctionné par le droit du glaive, et Guise n'ayant trouvé à son entrée dans la capitale du monde chrétien ni les troupes ni l'argent qui lui avaient été promis, ne put soutenir avec avantage la lutte contre les troupes espagnoles. Les secours donnés au pape par Henri II avaient rompu la trêve signée à Vaucelles, entre lui et Philippe. Ce dernier ayant obtenu de la tendresse de Marie, son épouse (1), des sommes considérables arrachées à la nation anglaise, rassembla une nombreuse armée qu'il mit sous les ordres de Philibert, duc de Savoie. Ce général investit Saint-Quentin, et gagna la célèbre victoire de ce nom sur le connétable de Montmorenci, accouru au secours de la place [1557].

Philippe n'eut aucune part à la gloire de ses armes, il était resté à Cambrai, loin du champ de bataille. Il vint cependant le visiter, et félicita le duc de Savoie, en lui disant, lorsqu'il voulait s'agenouiller et lui baiser la main : « C'est plutôt à moi à baiser » les vôtres qui ont remporté une victoire si » glorieuse, et qui nous coûte si peu de » sang. » Cette effusion, arrachée à Philippe par l'ivresse générale qui transportait tous les spectateurs, a été signalée par les historiens. En effet, c'est la seule fois que Philippe se permit en public un tel épanchement. Il s'habitua depuis à cacher si bien tous ses sentiments, que son visage et ses paroles ne trahirent jamais au-dehors l'état de son âme. En un mot, il sut se rendre impénétrable à tous, même à ses confidents les plus intimes. La victoire remportée sur le connétable de Montmorenci entraîna la prise de Saint-Quentin, qui fut enlevé d'assaut. Coligni commandait dans la place, et demeura prisonnier, ainsi que son frère Dandelot. Si le monarque espagnol eût marché sans délai sur Paris, il aurait trouvé cette capitale hors d'état de résister à une attaque, mais la défense de Coligni ayant duré dix-sept jours, permit au roi de France de rassembler le ban et l'arrière-ban des provinces voisines de la Picardie, tandis qu'il faisait revenir en toute hâte les vieilles bandes qui servaient en Piémont sous le maréchal de Brissac, et il rappela des frontières du royaume de Naples Guise et son armée; bref, revenus de la consternation où les avait jetés le désastre de Saint-Quentin, les Français se rallièrent autour de leur roi pour repousser l'ennemi. Paris, et, à son exemple, les principales villes du royaume offrirent des sommes considérables au gouvernement pour subvenir aux frais de la guerre. Philippe, à la vue de ces démonstrations, n'osa pas s'aventurer au centre du royaume; il se contenta d'assiéger et de prendre Ham et le Catelet; puis il licencia la plus grande partie de ses forces, et alla s'établir à Bruxelles. Néanmoins, dans l'enivrement que lui causait la victoire de Saint-Quentin, il fit vœu de bâtir un édifice dédié à Saint-Laurent, car c'était le jour même de la fête de ce martyr que les Français avaient été vaincus. Ainsi naquit l'Escurial, vaste et magnifique bâtiment, qui est tout à la fois une église, un monastère et un palais. Témoignage de l'orgueil et de la piété de Philippe, l'Escurial, auquel il fit travailler durant vingt-deux années, est un monument digne du monarque son fondateur, placé alors en Europe au premier rang des potentats. Abandonné par les Français, le pape fut obligé de solliciter la paix, que Philippe lui accorda avec empressement. Le duc d'Albe, qui avait battu les troupes pontificales, alla demander pardon à Paul de ses succès, et baiser les pieds du saint Père, auquel il rendit toutes les villes dont il s'était emparé. Philippe restitua encore Plaisance et son territoire à Octave Farnèze, afin de le détacher de la France. Cependant le duc de

(1) Nous rappelons au lecteur que Philippe avait épousé Marie, reine d'Angleterre, en 1554.

MCD 2019

MCD 2019



Demeraine del. Pl. 6. Prot Sculp.

1. CONTREBANDIER. 2. COSTUMES DES TOREADORS. (1839)

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1

ESPAGNE

MCD 2019

Guise, de retour dans sa patrie, avait été nommé par Henri lieutenant-général du royaume. Malgré la rigueur de la saison, il entra en campagne et investit Calais, ville forte possédée depuis deux siècles par les Anglais, et regardée comme imprenable. Attaqué avec vivacité, Calais ouvrit ses portes au bout de huit jours. Le gouverneur, lord Wentwhorth, n'avait qu'une garnison de cinq cents hommes hors d'état de défendre avec succès une place si étendue [8 janvier 1558]. A peine maître de Calais, le vainqueur alla s'emparer de Guines, et rentra dans le château de Ham, que les troupes espagnoles évacuèrent volontairement. Mais les succès de Guise furent obscurcis par la défaite du maréchal de Thermes, à Gravelines, où le comte d'Egmont le battit et le fit prisonnier.

Tandis que la guerre continuait avec des succès balancés de part et d'autre par des défaites, le connétable de Montmorenci, à qui la gloire de Guise faisait ombrage (1), avait obtenu la permission de revenir en France sur sa parole. Il s'unit avec la duchesse de Valentinois, maîtresse de Henri, et détermina ce monarque à négocier. Des conférences eurent lieu à l'abbaye de Cercamp, et se terminèrent par le traité de paix connu sous le nom de Cateau-Cambrésis. La France rendit à Philibert son duché de Savoie, à Philippe toutes les villes prises dans le Piémont et dans la Bresse, et dont le nombre s'élevait à cent quatre-vingt-neuf cités garnies de remparts. En échange de tant de sacrifices, Henri obtint seulement de garder Saint-Quentin, Ham et le Catelet; mais il maria sa sœur Marguerite au duc de Savoie, et accorda la main de sa fille Élisabeth au roi d'Espagne. Quelque temps après la signature du traité, Henri mourut dans un tournois, et eut pour successeur son fils aîné François II. Le royaume que ce jeune prince, aussi faible de corps que d'esprit, était appelé à gouverner, présentait déjà les premiers symptômes des guerres civiles et religieuses qui le déchirèrent durant trente-cinq années. En Italie, Philippe possédait le Milanez, le royaume de Naples et de Sicile, et régnait par ses agents à la cour de Rome, où un nouveau pontife, Pie IV, tout dévoué aux intérêts de l'Espagne, venait de remplacer le fougueux Paul. Les autres États de la Péninsule étaient les alliés de Philippe. Ainsi tout semblait favoriser l'ambition de ce prince, qui aspirait à courber l'Europe entière sous sa volonté despotique. Mais une opposition redoutable s'élevait contre lui; créée par Luther en Allemagne, elle avait pénétré dans la Suisse, l'Angleterre, l'Écosse, la Suède et le Danemarck, et s'était glissée dans les Pays-Bas, où Charles-Quint n'avait pu l'étouffer par le fer et par le feu. C'était le protestantisme, qui, en soumettant à l'examen les doctrines religieuses, préparait les esprits à la liberté politique. Philippe semblait avoir pressenti ce résultat; il résolut d'extirper la religion réformée dans tous ses États, et surtout dans les dix-sept provinces qui forment aujourd'hui la Belgique et la Hollande.

Ce pays, durant tout le moyen-âge, avait appartenu à des chefs divers portant les titres de duc, de comte et de marquis; le temps avait fini par réunir toutes les principautés des Pays-Bas, qui furent placées sous le sceptre de la branche des ducs de Bourgogne, issus de la famille royale de France; mais les Flamands avaient toujours conservé des institutions municipales qui restreignaient l'autorité du souverain. Les principales villes formaient entre elles une espèce de confédération, dont chaque membre possédait des lois exclusives, qui, en certains cas, étaient subordonnées à l'intérêt général. C'est ainsi que sous le rapport judiciaire toutes les causes des provinces étaient décidées en dernier ressort par le tribunal de Malines; ce qui faisait de cette ville comme le centre, et pour ainsi dire le cœur des Pays-Bas. Grâce à la situation de cette vaste contrée, où la navigation était favorisée par des rivières, des canaux et des bras de mer, les habitants avaient accaparé le commerce européen: aussi l'or de tous les peuples du continent affluaient dans les mains des Flamands. A

(1) Montmorenci avait été fait prisonnier à la bataille de Saint-Quentin, perdue par son incapacité.

MCD 2019

l'exception de Venise, rien n'égalait au seizième siècle l'opulence d'Anvers, Bruges, Arras et plusieurs autres cités, enrichies, soit par le commerce maritime, soit par le produit des manufactures de laine. A la mort de Charles-le-Téméraire, sa fille unique, Marie, épousa Maximilien I, auquel elle porta en dot ses vastes possessions, qui échurent, par droit de succession, à Charles-Quint, petit-fils de Maximilien. Charles, durant tout son règne, avait respecté les priviléges des Flamands. Il avait été payé en retour par mille témoignages d'attachement et de fidélité. Mais Philippe ne crut pas devoir adopter la conduite de son père. Prince absolu en Espagne, il voulut l'être dans les Pays-Bas; et, au mépris du serment qu'il avait juré, par lequel il s'engageait à ne jamais confier à un étranger ni place ni office dans l'administration sans le consentement de l'assemblée des états, Philippe donna les hauts emplois du gouvernement à des Espagnols et à l'évêque d'Arras, Bourguignon de naissance. Malgré cette grave infraction à leurs priviléges, les Flamands seraient demeurés dans la soumission, si le roi n'avait pas violenté les consciences et installé le tribunal de l'inquisition. Une autre cause de mécontentement fut l'augmentation subite du nombre des évêchés, qui, de cinq, s'élevèrent jusqu'à dix-sept; c'était afin que le pouvoir ecclésiastique surveillât plus exactement l'exécution des édits sanguinaires portés contre les hérétiques (1). Le public ne se méprit pas sur les vues du gouvernement, et il se montra fort irrité contre les nouveaux prélats signalés d'avance comme de véritables inquisiteurs. D'un autre côté, les Flamands se plaignaient de l'introduction dans le pays des troupes espagnoles, en violation de la loi fondamentale du pays.

A cette époque [1559], Philippe se préparait à se rendre en Espagne; il nomma, pour tenir sa place en Flandre, sa sœur Marguerite, duchesse de Parme, et fille naturelle de Charles-Quint. Avant son départ, il crut devoir convoquer les États dans la ville de Gand, et leur fit connaître, par l'organe de Granville, évêque d'Arras, « que des raisons majeures » le forçant de s'éloigner de la Flandre, il » espérait que son absence ne serait pas lon» gue. En attendant son retour, il comptait que » les membres des états aideraient de tout leur » pouvoir les dépositaires de l'autorité publi» que, à poursuivre l'extirpation de l'hérésie. » C'est plein de cette conviction qu'il allait » partir; il promettait de rappeler au plus » tôt les troupes étrangères, afin de soulager le » peuple flamand du fardeau de leur présence.» Les états répondirent par des protestations d'attachement et de fidélité; mais ils conjurèrent le monarque de ne pas tourmenter les consciences, ou du moins d'employer la douceur pour ramener les novateurs au sein de l'église catholique; mais le prince n'eut aucun égard à leurs prières, et répondit aux observations de l'un de ses ministres, *qu'il aimait mieux risquer de perdre tous ses royaumes que de régner sur des hérétiques.* Après la clôture des états, Philippe mit à la voile, et arriva à Laredo en Biscaye le 29 août 1559. Son arrivée causa la joie la plus vive à tous les Espagnols; ils aimaient la personne et les manières de leur souverain, et se flattaient qu'à l'avenir il résiderait au milieu d'eux. Cette espérance redoubla les témoignages d'affection qu'ils prodiguèrent à Philippe, dont le premier acte fut de signaler son zèle pour la religion en assistant à un auto-da-fé qui eut lieu à Valladolid. Accompagné de l'infant don Carlos, il présida à cet odieux sacrifice, et répondit à l'une des victimes, don Carlos de Sassa, qui implorait sa pitié : « Non, périssent toi et tous » ceux qui te ressemblent! Si mon fils deve» nait hérétique, je dresserais son bûcher de » mes propres mains. » La féroce insensibilité de Philippe était loin de lui nuire dans l'esprit de ses sujets. L'inquisition instituée primitivement contre les Maures et contre les Juifs servait la haine frénétique que les Espagnols portaient à ces deux nations. Ainsi le saint office jouissait alors de la faveur populaire, et Philippe, en le soutenant de toute sa puissance, sanctionnait le vœu de l'opinion. Il

(1) D'après ces édits, tout habitant convaincu d'avoir embrassé la religion réformée ou assisté à quelque prêche, devait être décapité; toute femme coupable des mêmes délits devait subir un supplice encore plus affreux, celui d'être enterrée vivante.

MCD 2019

s'appliqua ensuite à mériter la reconnaissance de ses sujets en s'appliquant avec ardeur à régler toutes les parties du gouvernement. Sa surveillance descendait jusqu'aux détails; il tenait note, pour son propre usage, des qualités et des défauts des personnages les plus marquants, afin de leur confier les emplois qui convenaient le mieux au genre de capacité dont ils paraissaient doués.

Possesseur de vastes États, Philippe ne pouvait goûter long-temps les douceurs de la paix; à peine eut-il signé le traité de Cateau-Cambrésis, qui le reconciliait avec la France, qu'il se vit contraint de guerroyer contre les Turcs. Soliman I régnait alors à Constantinople; soutenue par de grands talents, son ambition le poussait sans relâche à tenter de nouvelles conquêtes. Il s'était rendu maître de l'île de Rhodes, et en avait expulsé les chevaliers de Saint-Jean; il avait battu les Vénitiens, et ses flottes menaçaient chaque jour les côtes de l'Espagne et de l'Italie. Les vaisseaux de Soliman étaient chargés d'hommes de toutes les nations, avides de meurtre et de pillage; ils débarquaient à l'improviste sur tout le littoral de la Méditerranée, livraient aux flammes les villes et les villages dont ils s'emparaient, égorgeaient les habitants et traînaient en esclavage ceux que leur fureur avait épargnés. Le chef de ces bandits était un pirate nommé Dragut, qui de simple matelot s'était élevé au commandement par son audace. Devenu maître de Tripoli, il en avait fait sa place d'armes, d'où il sortait pour parcourir les mers et chercher l'occasion de recueillir du butin et des captifs. Touché des plaintes qui s'élevaient de toutes parts contre les ravages et les spoliations de Dragut, Philippe résolut d'aller assiéger le pirate dans son repaire. Cent navires, montés par quatorze mille soldats, furent mis sous les ordres du duc de Médina-Cœli. Ce général, au lieu d'attaquer sur-le-champ Tripoli, commença par se rendre maître d'une petite île située dans le voisinage; mais e temps qu'il perdit à cette entreprise causa la perte des siens. En effet, tandis que Dragut, de retour à Tripoli, organisait de formidables moyens de défense, l'amiral turc, Pialy, envoyé par Soliman, vint attaquer les Espagnols, leur prit trente vaisseaux, et mit en fuite l'armée de Philippe, dont le chef se réfugia à Malte, tandis que la plupart de ses soldats furent tués ou faits prisonniers [1559]. Cet échec fut cependant balancé par la prise sur l'ennemi de Pennon de Velez, forteresse sur la côte d'Afrique, et lieu de refuge des forbans qui infestaient la Méditerranée. Le succès obtenu dans cette occasion irrita Soliman, qui résolut de s'emparer de Malte, résidence de l'ordre des chevaliers de Saint-Jean. Chassés de Rhodes, ils avaient été installés dans cette île, dont Charles-Quint leur avait fait don. Il n'entre pas dans notre plan de suivre les détails du siége, resté célèbre dans l'histoire par la défense héroïque du grand-maître Lavalette, qui força les Turcs de se retirer après avoir subi des pertes énormes. Philippe ne prit part à ce résultat que par l'envoi de six mille Espagnols, qui arrivèrent seulement pour achever la déroute des infidèles.

La défaite des Turcs devant Malte, où ils avaient perdu l'élite de leurs soldats, permit à Philippe de tourner exclusivement son attention vers les Pays-Bas. Nous avons déjà exposé au lecteur la situation de ces provinces, dont les habitants montraient peu de sympathie pour le monarque espagnol, qui, ayant déjà empiété sur leurs droits, avait jeté la méfiance dans tous les esprits. En effet le roi méditait de rendre son pouvoir absolu, et d'établir en même temps l'unité de la foi. Or, la prospérité des Flamands était basée sur l'étendue de leur commerce, qui amenait sans cesse chez eux une foule d'étrangers appartenant à toutes les nations de l'Europe. Un grand nombre de ces derniers professaient les nouvelles opinions religieuses qu'ils cherchaient à répandre, et le zèle dont ils étaient animés avait porté ses fruits; car ils avaient fait de nombreux prosélytes dans les Pays-Bas. Pour détruire ces dangereuses semences, il fallait chasser ceux qui les apportaient; mais une telle mesure menaçait de ruiner de fond en comble la prospérité commerciale des Flamands. Philippe ne crut pas devoir reculer devant ce dernier obstacle, et pour réussir dans le projet qu'il avait formé,

MCD 2019

il commença par exiger que les décrets du conseil de Trente, déclarés lois de l'État, fussent exécutés rigoureusement. Le concile de Trente, malgré plusieurs interruptions, s'était enfin terminé en 1563, après avoir duré vingt ans. Confirmé par une bulle de Pie IV, il était devenu exécutoire dans toute la chrétienté. Cependant la France n'en avait pas permis la publication dans le royaume; mais Philippe et la plupart des autres princes catholiques avaient adopté les décrets du concile, qui condamnaient comme des hérésies les innovations religieuses introduites par Luther et ses disciples. Quand il fallut mettre en vigueur, dans les Pays-Bas, les doctrines du concile, le monarque espagnol rencontra de grandes difficultés : elles vinrent d'abord de la part des nobles Flamands.

Ceux-ci formaient un corps redoutable par son influence sur le peuple, par l'immensité de ses domaines et par l'étendue de ses priviléges. Trois personnages principaux formaient pour ainsi dire la tête de ce corps; l'un d'eux, le comte d'Egmont, avait pour ancêtres les ducs de Gueldre, et brillait d'une illustration personnelle, due aux victoires de Saint-Quentin et de Graveline, dont il avait été le héros. Le prince d'Orange, issu de la maison de Nassau, n'était pas effacé par le comte d'Egmont; il possédait comme ce dernier des talents supérieurs pour la guerre et pour la politique; il en avait déjà donné des preuves éclatantes. Outre la principauté, dont il portait le nom, il avait encore des biens considérables en Flandre et en Allemagne. Enfin, le comte de Horn, revêtu de la charge de grand-amiral, unissait de grandes richesses aux avantages de la naissance. Ces trois hommes ne pouvaient rester étrangers à l'administration des affaires; aussi l'un, le comte d'Egmont, était-il gouverneur de l'Artois et de la Flandre proprement dite; le prince d'Orange du comté d'Utrecht, de la Hollande et de la Zélande. Tous deux, ainsi que le comte de Horn, étaient membres du conseil privé établi auprès de la régente. Marguerite, duchesse de Parme, occupait alors ce poste important, et agissait d'après les avis et sous la direction du cardinal de Granville (1). Celui-ci, au lieu de dissimuler son pouvoir, se plaisait à le faire éclater; les membres du conseil, exclus de fait du gouvernement, se trouvaient réduits à enregistrer ses décisions. Ils s'indignèrent bientôt de jouer un rôle aussi inutile qu'humiliant, et ameutèrent les esprits contre le cardinal. La conduite de Granville était d'ailleurs suffisante pour soulever la haine publique; chargé des ordres de Philippe à l'égard des hérétiques, loin de les mitiger, il les exécutait avec la rigueur la plus impitoyable. Tous ceux qui étaient dénoncés comme partisans des doctrines repoussées par l'Église catholique, marchaient au supplice : ni le rang, ni le sexe, ni l'âge n'étaient épargnés. Le sang ruisselait chaque jour sur les échafauds, tandis que les biens des victimes enrichissaient le fisc par la confiscation. Les membres du conseil, et à leur tête le prince d'Orange et les comtes d'Egmond et de Horn, s'élevèrent contre ces cruautés, qui n'avaient, disaient-ils, d'autre résultat que de propager les nouvelles opinions. Granville se plaignait au contraire de la négligeance et de la faiblesse des magistrats, auxquels il imputait les progrès journaliers de l'hérésie. De vifs débats s'élevaient chaque jour dans le conseil, sans qu'il fût possible à la régente de les apaiser. Cependant des séditions éclataient de toutes parts; le prince d'Orange en profita pour réclamer la convocation des états-généraux.

Le cardinal n'eut pas de peine à faire rejeter cette demande par Philippe, en lui représentant qu'elle serait dangereuse pour son autorité. La réunion des députés allait mettre en présence la puissance du peuple et celle du prince, éveiller toutes les ambitions et exalter l'esprit séditieux des masses par des discussions irritantes. En un mot, c'était créer au gouvernement des difficultés nouvelles semées de grands périls. En conséquence, la régente reçut l'ordre de tenir la main plus rigoureusement que jamais à

(1) C'est ce même évêque d'Arras dont nous avons déjà parlé; il était devenu récemment archevêque de Malines et membre du sacré collége : Philippe l'avait placé auprès de sa sœur Marguerite pour la diriger.

MCD 2019

l'exécution des édits · les échafauds furent dressés, les bûchers se rallumèrent; mais la persécution ne servit qu'à grossir le nombre des martyrs, sans lasser leur constance. Les magistrats eux-mêmes se fatiguèrent de verser le sang, car le nombre des hérétiques s'augmentait à la vue des supplices, et il devint bientôt impossible à la justice d'exécuter ses arrêts. Les plaintes les plus vives éclatèrent contre Granville, regardé comme le moteur de ce système sanguinaire. Le prince d'Orange et les comtes d'Egmont et de Horn dénoncèrent ce ministre au roi d'Espagne; ils accusaient le despotisme du cardinal d'avoir jeté le trouble dans l'État, et sollicitaient avec force son rappel. N'ayant pu l'obtenir, ils tournèrent leurs attaques contre la personne de Granville; l'accablant de marques de mépris dans le conseil, et le faisant déchirer par des pamphlets, ils le réduisirent à abdiquer volontairement le pouvoir [1565].

Cependant son départ n'apporta aucun changement à l'état des affaires; l'influence dont il jouissait auprès de la régente passa au jurisconsulte Viglius et au comte Barlaimont, tous deux zélés catholiques, et imbus des mêmes principes politiques; ils en appelèrent à la violence, comme leur prédécesseur, et augmentèrent l'irritation générale. Partout les ordres du roi étaient dédaignés ou faisaient éclater des séditions. Placée dans une situation qui s'aggravait chaque jour, Marguerite prit le parti d'envoyer en Espagne le comte d'Egmont pour présenter au monarque, sous le point de vue réel, la position des provinces. Philippe lui fit l'accueil le plus bienveillant, et l'accabla de tant de marques d'estime et de considération, que le comte revint de son voyage rempli d'attachement et de reconnaissance pour les bontés du roi. Il exaltait sans cesse la générosité et l'amour qu'il portait à ses sujets de Flandre. Mais soit qu'il eût mal interprété les intentions de Philippe, ou soit que ce dernier crût devoir désavouer ses promesses, d'Egmont ayant conseillé à la régente d'assembler à Bruxelles une espèce de synode composé d'ecclésiastiques et de jurisconsultes dans le but de trouver un moyen efficace pour mettre un terme aux progrès de l'hérésie, le monarque désapprouva hautement cette convocation, car elle était d'avis de substituer la douceur à la sévérité. Il prescrivit au contraire des mesures pleines de rigueur, qui excitèrent une indignation d'autant plus profonde, qu'elles détruisaient l'espoir d'un meilleur avenir. D'Egmont, de son côté, se plaignait sans ménagement d'avoir été la dupe du prince, dont la mauvaise foi tendait à le ruiner dans l'estime et la confiance de ses concitoyens. Toutefois, il ne marqua son mécontentement que par des plaintes. Le comte de Horn et le prince d'Orange se bornèrent aussi à des représentations; mais d'autres gentilshommes, plus imprudents ou plus hardis, formèrent une confédération, et rédigèrent, sous le nom de *compromis*, un manifeste dans lequel ils déclaraient s'associer, afin de provoquer l'abolition du tribunal de l'inquisition par tous les moyens légaux. Cette pièce, répandue dans les provinces, obtint de nombreuses adhésions dans toutes les classes; une multitude de personnes s'empressèrent de la signer. Enhardis par le succès de cet appel à l'opinion, les principaux auteurs du compromis se rendirent à Bruxelles, et députèrent quelques-uns d'entre eux à la régente pour obtenir la permission de lui faire entendre leurs griefs. La majorité du conseil fut d'avis que la duchesse devait leur donner audience: cette condescendance n'offrait d'ailleurs aucun danger, puisque les députés étaient sans armes.

Les confédérés formaient une troupe de trois à quatre cents hommes. Quand ils entrèrent à Bruxelles, dans les premiers jours d'avril 1566, ils étaient tous à cheval; on remarquait à leur tête Louis de Nassau, frère du prince d'Orange, le comte de Brederode, issu des anciens comtes de Hollande, le baron de Montigni, le marquis de Mons, et plusieurs autres personnages tenant le rang le plus élevé parmi la noblesse. Reçus par la régente, entourée des membres du conseil, ils lui présentèrent une requête dans laquelle ils disaient qu'au risque de voir leur conduite exposée à d'indignes soupçons, ils étaient venus pour faire connaître à la du-

MCD 2019

chesse la crise qui se préparait. Ils avaient espéré que les états auraient indiqué des remèdes aux maux dont le pays était accablé; mais les états n'ayant pas été convoqués comme ils en avaient conçu l'espoir, ils croyaient devoir informer son altesse qu'une révolte imminente allait éclater, si le gouvernement persévérait à exécuter dans toute leur sévérité les édits relatifs à la religion. Ils terminaient en prenant à témoin Dieu et tous les membres du conseil, qu'ayant averti son altesse, on ne pourrait leur imputer les calamités dont ils signalaient l'approche. La régente, dans sa réponse par écrit, promit aux confédérés d'envoyer au plus tôt en Espagne des députés pour transmettre au roi leurs représentations, et en démontrer toute la justice. Mais elle ajouta que son devoir, jusqu'à ce qu'elle eût reçu de nouveaux ordres, ne lui permettait pas de suspendre les édits. Elle s'engageait cependant à recommander aux magistrats et aux inquisiteurs de procéder désormais avec plus de douceur contre les hérétiques. Pour remplir l'engagement qu'elle venait de prendre, la duchesse dépêcha à Madrid le marquis de Mons et le baron de Montigni, chargés d'être, auprès de Philippe, les avocats des confédérés. Mais tandis que Marguerite tentait la voie des négociations, afin de calmer l'agitation des esprits, l'impatience du peuple ne lui permit pas d'en attendre les résultats, et, sur la fausse nouvelle qui se répandit que le gouvernement permettait l'exercice du culte réformé, les protestants célébrèrent publiquement la cène; puis ils insultèrent les catholiques, et s'emparèrent des églises qu'ils dévastèrent après les avoir profanées. Le signal une fois donné, les mêmes excès éclatèrent dans toutes les provinces, à l'exception de la capitale, où la présence de la duchesse contint les séditieux. Toutefois elle annonça sa résolution de se retirer à Mons; et ce ne fut pas sans peine que le prince d'Orange, appuyé des comtes d'Egmont et de Horn, obtint qu'elle resterait à Bruxelles. Ces trois personnages se rendirent ensuite dans leurs gouvernements, et réussirent, au péril de leur vie, à rétablir la tranquillité. Le dévouement dont ils venaient de faire preuve redoubla la haine que Philippe nourrissait contre eux, car il se persuada, par les insinuations de Viglius et de Barlaimont, que le prince d'Orange et les deux comtes étaient les auteurs secrets des troubles. Il déguisa cependant soigneusement sa pensée sur ce sujet dans les lettres qu'il écrivit à la régente, à laquelle il envoya des fonds destinés à lever un corps de soldats catholiques.

Instruits par des missives secrètes du marquis de Mons et du baron de Montigni (1), que le roi regardait les seigneurs flamands comme des rebelles, le prince d'Orange, de Horn et d'Egmont s'opposèrent, dans le conseil, à la levée des troupes ordonnée par Philippe, soutenant que cette mesure allait rallumer l'esprit de sédition. Ils insistèrent d'autant plus vivement sur ce point qu'ils avaient la conviction que les forces militaires qu'on allait mettre sur pied seraient dirigées contre eux. Guillaume offrit alors de se démettre de tous ses emplois, et, dans une assemblée tenue à Dendermonde, il proposa à ses partisans de former une ligue, afin d'être prêts à se défendre quand ils seraient attaqués; mais le comte d'Egmont combattit ce projet, auquel il refusa de s'associer, en disant qu'il ne pouvait ajouter foi aux bruits accusateurs qui chargeaient Philippe de vouloir établir le despotisme dans les Pays-Bas; les craintes répandues à cet égard étaient, assurait-il, destituées de tout fondement. La désertion d'un tel personnage empêcha le prince d'Orange et ses amis de prendre aucune résolution; toutefois ils crurent devoir essayer de regagner la confiance du monarque en prêtant leur appui à la régente.

Sur ces entrefaites, le comte de Bréderode, l'un des principaux auteurs du compromis, présenta à la duchesse une seconde requête, puis il sollicita une audience; mais l'une et

(1) Ces deux personnages avaient été envoyés en Espagne pour porter les plaintes des confédérés; le marquis de Mons mourut quelques mois après son arrivée à Madrid. Quant à Montigni, frère du comte de Horn, accusé d'avoir approuvé le projet de l'infant don Carlos, qui voulait se rendre dans les Pays-Bas, il eut la tête tranchée à l'époque où les comtes d'Egmont et de Horn périssaient à Bruxelles sur un échafaud.

MCD 2019

l'autre demande furent rejetées par la gouvernante, car avec les troupes dont elle venait de s'entourer, elle était en état de donner la loi et non de la recevoir : aussi Bréderode se retira précipitamment en Hollande, résolu de tirer l'épée ; mais il fut mis en déroute par les comtes d'Aremberg et de Méghen. Réfugié en Allemagne, il revint dans sa patrie l'année suivante, et mourut peu de temps après [1567]. Ce fut lui qui commença la révolution dans les Pays-Bas ; mais ses talents le plaçaient fort au-dessous du rôle de chef de parti ; il n'en comprenait pas les devoirs, et il aurait été d'ailleurs hors d'état de les remplir. Il prépara cependant les voies au prince d'Orange, qui se montra digne de la haute mission dont il se chargea, celle de briser le joug des Espagnols, et d'élever ses compatriotes au rang d'une nation.

La duchesse de Parme, aidée du prince d'Orange, du comte d'Egmont et de leurs amis, avait réussi à étouffer l'insurrection et à rétablir dans sa prééminence le culte catholique. En vain elle représenta l'inutilité, et surtout le danger d'envoyer une armée dans les Pays-Bas ; poussé par les exhortations de ses conseillers, et surtout de Granville, le roi persista dans son projet, et un corps de troupes de seize mille hommes, sous les ordres du duc d'Albe, entra dans la Flandre par le Luxembourg, au mois d'août 1567 (1).

L'apparition de ces troupes répandit la terreur dans les Pays-Bas ; le nom seul de leur chef suffit pour déterminer l'émigration d'un grand nombre de familles qui allèrent chercher un asile dans les États voisins. Parmi les fugitifs, les uns voulaient se mettre à l'abri de la vengeance de Philippe, les autres échapper au régime despotique dont ils prévoyaient l'établissement. Le prince d'Orange s'était déjà retiré en Allemagne dans son duché de Nassau. Au premier bruit de la marche des soldats espagnols, il s'efforça vainement de persuader au comte d'Egmont de suivre son exemple. D'Egmont résista obstinément à toutes ses raisons et à toutes ses prières. Père d'une nombreuse famille, il craignait, en s'expatriant, de ruiner l'avenir de ses enfants ; et le souvenir des promesses du roi, qui avait promis de doter ses filles, vivait encore dans la mémoire du comte. Il prit donc le parti d'attendre la venue du duc d'Albe, auquel il envoya même un présent de deux chevaux. Celui-ci accepta ce cadeau dans le but d'endormir les craintes du comte. Mais, dès qu'il fut arrivé à Bruxelles, d'Albe ayant convoqué chez lui d'Egmont et de Horn pour les consulter sur une affaire d'État, les fit arrêter et conduire dans une forteresse. L'emprisonnement de deux personnages environnés d'une si haute considération causa autant de surprise que de consternation ; elle s'était accomplie à l'insu de la régente, et détermina la duchesse à remettre volontairement entre les mains de Philippe une autorité qu'elle ne prétendait partager avec personne. Sa démission fut acceptée. D'Albe prit les rênes du pouvoir et signala son avénement par l'érection d'un tribunal, appelé *Conseil des Troubles*. Un jurisconsulte, nommé Vargas, le présidait en l'absence du gouverneur, et se montra digne de le suppléer. Tous les signataires de quelque requête contre les édits, tous les individus accusés d'avoir désapprouvé l'institution des évêchés, médit du saint office, ou qui avaient mis en doute le droit du monarque de révoquer les priviléges du pays, furent déclarés coupables de haute trahison. Les emprisonnements, les confiscations, les supplices atteignirent tous les rangs, sans épargner ni l'âge ni le sexe ; on vit monter sur l'échafaud des nobles et des hommes du peuple, des femmes et des adolescents. Dans l'espace de quelques mois, dix-huit cents personnes périrent par les tortures, par le glaive, par les flammes ou le gibet.

Ces massacres juridiques s'accomplissaient sans obstacle, car le duc avait réparti ses soldats dans les provinces, et bâti des citadelles dans les villes pour enchaîner l'indignation des habitants (1). Cependant, quoique dévoués au pouvoir, les membres du conseil des troubles, ou plutôt du conseil de

(1) Herrera, liv. 9, chap. 2.

(1) Van Meteren, pag. 69.

MCD 2019

sang (1), reculèrent devant les barbaries dont ils étaient les ordonnateurs. Les uns essayèrent de se retirer, d'autres protestèrent par leur absence, et, de douze magistrats qui devaient composer le tribunal, trois ou quatre seulement, plus timides ou plus endurcis, prononçaient les iniques sentences qui envoyaient chaque jour au trépas une foule de victimes [1568].

Plusieurs nobles, partisans des Espagnols, et même Viglius, qui avait secondé avec tant d'ardeur l'administration despotique de Granville, s'adressèrent à Philippe pour implorer sa clémence; mais il se montra inflexible, par les conseils de Vargas. Ce digne président du conseil des troubles ne cessait d'assurer dans ses lettres que la sévérité était indispensable pour extirper jusque dans sa racine la rebellion. Ce détestable conseil était inspiré à celui qui le donnait par sa cruauté, qui se délectait dans le sang, et surtout par son avarice, qui s'engraissait des confiscations. Tandis que le peuple des Pays-Bas gémissait sous l'atroce régime établi par le duc d'Albe, celui-ci se disposait à marcher contre le prince d'Orange. Cité devant le conseil privé, Guillaume avait refusé de comparaître, disant qu'il ne pouvait se soumettre qu'au jugement de ses pairs, et qu'il rejetait une juridiction illégale, puisqu'elle était établie au mépris des priviléges attachés à son rang. Pouvait-il d'ailleurs, ajouta-t-il, ne pas récuser un juge comme le duc d'Albe, son ennemi personnel, qui, par une violence inouïe, venait de s'emparer de la personne du comte de Buren pour l'envoyer en Espagne. En effet, le comte de Buren, fils aîné du prince d'Orange, qui faisait alors ses études à Louvain, avait été enlevé et conduit auprès de Philippe. Sur le refus de Guillaume de se présenter, ses biens furent confisqués, et l'hôtel qu'il possédait à Bruxelles démoli. Mais appelé par les vœux de ses compatriotes, et soutenu par les dons volontaires d'un grand nombre de Flamands exilés, il leva des troupes en Allemagne. Il comptait encore sur l'appui d'Élisabeth, et sur le concours des réformés français et des princes allemands qui avaient embrassé les opinions de Luther et de Calvin. Toutefois ce fut Louis de Nassau, frère de Guillaume, qui commença les hostilités en marchant sur Groningue. Le comte d'Aremberg, officier de distinction, vint à sa rencontre et périt dans un combat où les Espagnols, mis dans une déroute complète, perdirent leur artillerie, leur caisse militaire et tous leurs bagages. A la nouvelle de cet échec, d'Albe se disposa à partir lui-même pour écraser le vainqueur; mais avant de s'éloigner, il résolut de terminer le procès commencé contre les comtes d'Egmont et de Horn. Il fit précéder l'immolation de ces deux illustres victimes par le supplice de dix-neuf gentilshommes déclarés coupables d'avoir signé le compromis ou pris part aux remontrances adressées à la duchesse de Parme. Tous furent exécutés dans la même journée; mais quoique chargés des mêmes accusations, leurs souffrances étaient variées. La tête des uns tombait sous le glaive : c'étaient des catholiques; d'autres, les hérétiques, puisqu'ils étaient protestants, expirèrent dans les flammes. Parmi ces infortunés, se trouvait le secrétaire du comte d'Egmont, ayant refusé, dans les douleurs de la torture, de charger son maître : il fut tiré à quatre chevaux.

Vint ensuite le tour des comtes d'Egmont et de Horn. Les imputations principales lancées contre eux se réduisaient aux quatre chefs suivants : d'avoir contraint Philippe de rappeler Granville des Pays-Bas; de s'être confédérés pour s'opposer à l'introduction du tribunal de la foi; d'avoir assisté à l'assemblée tenue à Dendermonde, dans laquelle le prince d'Orange et ses complices avaient discuté les moyens de fermer à l'armée du roi l'entrée des Pays-Bas; et enfin d'avoir favorisé l'hérésie par une indulgence coupable. Les accusés prétendirent d'abord qu'en vertu de leur qualité de chevaliers de la Toison-d'Or, ils ne pouvaient être jugés que par les membres de cet ordre; puis, forcés de plaider au fond, ils nièrent d'être jamais entrés dans aucun complot tramé contre l'église et contre le roi. En effet, aucune preuve n'établissait leur culpabilité; ils furent cependant déclarés convaincus du crime de

(1) C'était le nom que le peuple avait donné à ce tribunal.

MCD 2019

haute trahison, et condamnés à la peine capitale. L'empereur Maximilien et la duchesse de Parme essayèrent de fléchir le monarque espagnol ; il repoussa leurs sollicitations. Les deux accusés, après une captivité de neuf mois, marchèrent au supplice le 15 juin 1568. D'Egmont périt le premier ; le comte de Horn, amené quelques instants après, demanda si son ami avait cessé de vivre ; puis, après avoir adressé quelques mots au peuple, il se plaça lui-même sur le fatal billot. Sa tête et celle du comte d'Egmont, plantées sur des piques, demeurèrent exposées quelques heures aux regards de la multitude. On les remit ensuite, ainsi que les corps, entre les mains de leurs familles pour qu'ils fussent inhumés. Le peuple, présent à ce cruel spectacle, montra une vive émotion ; malgré les soldats, plusieurs personnes escaladèrent l'échafaud, et trempèrent leur mouchoir dans le sang qui venait d'être versé : c'était prendre l'engagement de le venger. D'Egmont excita les regrets les plus vifs et les plus universels ; les Flamands étaient fiers de la gloire qu'il avait acquise aux champs de Saint-Quentin et de Gravelines. Ils maudissaient l'ingratitude de Philippe, qui avait payé de tels services par une mort tragique, et ils s'attendrissaient sur le triste sort des onze enfants du comte ; privés de leur père, ils allaient tomber du faîte de l'opulence dans la pauvreté. Quant au comte de Horn, n'ayant pour lui que l'éclat de sa fortune et de sa naissance, il ne pouvait inspirer le même intérêt.

Après avoir versé le sang le plus illustre de la Flandre, le duc d'Albe marcha contre Louis de Nassau, le battit à Gemmingen, dissipa toute son armée, et le contraignit de se sauver en Allemagne. Mais à peine avait-il scellé sa victoire par de nouveaux supplices, qu'il reçut la nouvelle de l'entrée du prince d'Orange dans les Pays-Bas. Guillaume traversa la Meuse en dépit du général espagnol, et lui offrit la bataille, que celui-ci refusa d'accepter. Il savait que son ennemi était hors d'état de tenir long-temps la campagne, faute d'argent ; il résolut donc de traîner la guerre en longueur. L'événement justifia bientôt la sagesse de ce calcul. Le prince d'Orange n'ayant pu obtenir aucun succès décisif sur son adversaire, ni se rendre maître de quelque ville, licencia ses troupes et se retira en France (1).

Tandis que les hostilités étaient suspendues en Flandre, une nouvelle guerre éclatait en Espagne dans la province de Grenade, encore occupée par ses anciens conquérants. Ils avaient courbé la tête sous le joug espagnol, mais sans renoncer à leurs mœurs ni à leur religion : aussi les Maurisques étaient-ils en butte aux persécutions journalières du saint-office, car la plus grande partie de la population ayant préféré l'apostasie à l'exil, pratiquait en apparence le culte catholique. Mais les inquisiteurs, poussés par le zèle, et souvent par la cupidité, épiaient la conduite des nouveaux convertis pour confisquer les biens des riches, et livrer aux flammes leurs personnes, s'ils semblaient pencher vers la foi musulmane, à laquelle ils avaient renoncé. Toutefois l'activité des membres du saint tribunal semblait encore trop lente au clergé espagnol, et l'archevêque de Grenade dénonça les Maurisques à Philippe, non-seulement comme des chrétiens parjures, mais encore comme des sujets toujours prêts à se révolter. Ils avaient, disaient-ils, conservé des intelligences avec les Turcs et les Barbaresques, auxquels ils vendaient les enfants des chrétiens dont ils pouvaient s'emparer. Le prélat soutenait encore que, forcés de prendre part extérieurement aux cérémonies catholiques, et de recevoir les sacrements, ils insultaient dans leurs maisons aux saints mystères. C'est ainsi qu'après avoir présenté leurs enfants au baptême, ils les lavaient au retour pour effacer la souillure dont on venait de les empreindre ; puis ils les circoncisaient, et leur imposaient des noms mauresques. Philippe accueillit avidement ces accusations, et résolut de s'en appuyer afin d'établir complétement, dans la province de Grenade, l'unité de la foi catholique, et extirper jusque dans ses racines la religion musulmane. Il commença par cantonner dans le pays un grand nombre de

(1) Van Meteren, pag. 79.

MCD 2019

soldats, et publia un édit portant que les Maurisques renonceraient à l'idiôme arabe, pour ne plus se servir que de la langue espagnole; qu'ils adopteraient exclusivement les usages et les habits des Castillans; qu'ils ne porteraient à l'avenir que des noms espagnols; qu'ils renonceraient à l'usage des bains; que leurs femmes paraîtraient en public le visage découvert; qu'ils ne pourraient se marier sans une dispense des évêques. Enfin le même édit leur interdisait de changer de lieu sans autorisation, et surtout de posséder aucune arme. La peine de mort sanctionnait tous les articles de ce nouveau code. Les Maurisques essayèrent d'abord de fléchir le monarque par des représentations; plusieurs Espagnols de distinction, entre autres le marquis de Mondéjar, gouverneur de la province, se chargèrent de les appuyer auprès du roi; ce dernier se rendit à Madrid pour cet objet. Il prédit au conseil que l'exécution de l'édit royal allait faire éclater une révolte formidable; mais Philippe persista dans sa résolution, et Mondéjar revint à Grenade chargé des ordres les plus rigoureux. Dès que les Maurisques apprirent que le prince avait rejeté leur requête, ils se préparèrent à la résistance. Des émissaires allèrent solliciter des secours au-dehors parmi les nations mahométanes, et des affidés parcoururent les villes et les campagnes de Grenade, excitant leurs compatriotes à s'unir et à se préparer à combattre pour s'affranchir d'une tyrannie qui révoltait leur conscience, proscrivait leurs habitudes, et voulait étouffer jusqu'au souvenir de la patrie. Le mouvement commença dans les Alpuxarres, chaîne de montagnes longue de dix-sept lieues, et semée d'un grand nombre de villages, peuplés d'habitants endurcis aux fatigues, et aussi courageux que fanatiques. Ils avaient reçu de l'Afrique des munitions et quelques centaines de soldats, et se berçaient de l'espérance de recevoir bientôt de leurs co-religionnaires étrangers des troupes et de l'argent. Sur ces entrefaites, les principaux Maurisques avaient tenu une assemblée où ils proclamèrent roi de Grenade Ferdinand de Valor, qui prit le nom d'Aben-Huméja. Il descendait d'une race de princes maures, jadis souverains de Cordoue et de l'Andalousie, et possédait presque toutes les qualités indispensables au rôle brillant et dangereux qu'il allait jouer.

Après son couronnement, qui eut lieu avec toute la pompe et toutes les cérémonies observées à l'intronisation de ses ancêtres, le nouveau monarque se choisit des ministres et des officiers qu'il envoya dans toute la contrée pour intimer ses ordres aux Maurisques, et organiser l'insurrection. Son plan était de s'emparer de Grenade, où ses compatriotes, qui formaient la majeure partie des habitants, avaient promis de l'introduire. Un incident imprévu fit échouer cette tentative. Un chef maurisque, Aben-Farax, avait reçu l'ordre de s'approcher de Grenade pour appuyer le mouvement qui se préparait. Mais une neige abondante ayant obstrué les gorges des montagnes, la plupart des soldats d'Aben-Farax, au nombre de sept mille, ne purent continuer leur chemin. Cependant Aben-Farax franchit tous les obstacles, et entra dans un quartier de la capitale, appelé Albaycen; mais il n'avait avec lui que cent cinquante hommes, et se retira à la pointe du jour, n'ayant pu, à cause du petit nombre de ses soldats, entraîner les habitants à prendre les armes. Le succès aurait peut-être couronné l'entreprise si les Maurisques avaient tenté l'attaque, car le marquis de Mondéjar, desservi auprès de Philippe par le chancelier de Grenade, n'avait pu obtenir des renforts, et la ville, dégarnie de soldats espagnols, aurait pu s'affranchir par les seuls bras de ses citoyens. Cependant Aben-Humeja ayant soulevé tout le pays des Alpuxarres, avait égorgé tous les chrétiens, et s'occupait de fortifier plusieurs points, afin de les rendre inaccessibles, quand il fut attaqué par le marquis de Mondéjar. Celui-ci, à la tête d'un petit nombre de troupes réunies à la hâte, pénétra dans les montagnes, et dans l'espace de quelques mois soumit la plus grande partie de la contrée. Les Maurisques obtinrent la paix à des conditions assez douces, et se montrèrent d'autant plus empressés à mettre bas les armes, qu'ils n'avaient plus aucun secours à attendre du dehors; car Loz-Velez s'était emparé de tout le littoral, et interceptait

MCD 2019

la venue des Africains ou des Turcs. Mondéjar, par la clémence qu'il déploya, et par le soin qu'il mit à enchaîner la licence de ses soldats, avait calmé la rébellion ; il écrivit à la cour pour informer le roi de ses succès, les attribuant à la valeur des Espagnols, et surtout au système de douceur qui avait achevé de consolider le triomphe de la force. Mais Philippe repoussa des conseils qui répugnaient à la sévérité de son caractère, et donna l'ordre au marquis d'infliger aux prisonniers le traitement le plus barbare ; tous ceux qui avaient dépassé l'âge de onze ans furent vendus comme esclaves. Le monarque voyait dans cette décision un double avantage ; il purgeait le sol de l'Espagne d'une population d'hérétiques, et s'enrichissait en même temps avec l'or du marché. Toutefois l'état de ses finances ou la mauvaise volonté des ennemis de Mondéjar l'empêchèrent de recevoir la solde due à ses soldats ; et ces derniers, affranchis par le besoin des liens de la discipline, saccagèrent le pays, et firent trafic de la personne de tous les habitants. Ils les livraient à des marchands pour être transportés en Afrique et dans les provinces de l'empire ottoman, où ces infortunés, dégradés du nom d'homme, devenaient la propriété de ceux qui les avaient achetés. Exposés aux cruautés de Philippe et aux vexations de ses soldats, les Maurisques se soulevèrent de nouveau, prénférant avec raison les calamités de la guerre à une paix dont ils ne recueillaient que des maux intolérables. Les ennemis de Mondéjar persuadèrent à Philippe qu'il fallait un autre chef pour étouffer sans retour une rébellion aussi dangereuse, et il y substitua son frère naturel, don Juan d'Autriche. Ce jeune prince avait alors vingt-deux ans ; son génie n'avait pu briller encore faute d'occasion, et il fut placé sous la tutelle de don Louis de Requesens. Mais il parvint bientôt à se dégager d'une obéissance qui pesait à son courage et à sa fierté. Sans autre conseil que lui-même, il attaqua les Maures et les défit dans plusieurs rencontres. Aben-Huméja, vaincu, termina son règne éphémère par la main de ses compatriotes. Les assassins voulurent venger le meurtre du beau-père du roi, mis à mort par ce prince pour avoir traité secrètement avec les Espagnols

Un autre Maurisque, nommé Aben-Boo, devenu roi à son tour, expira bientôt après sous le poignard de quelques traîtres, qui achetèrent leur pardon par sang de leur souverain. La fin tragique d'Aben-Boo vint clore la lutte : après deux années de combat, les Maurisques cessèrent de se défendre [1568]. La plupart, en retour de leur soumission, périrent sous différents prétextes ; ceux qui survécurent, traînés dans l'intérieur de l'Espagne, vieillirent loin du lieu de leur naissance, dans la misère et dans l'abjection. On les força de suivre le culte catholique ; mais, exposés sans cesse à des soupçons, un grand nombre, poursuivis par le saint-office, périt dans les cachots de l'inquisition, dans les flammes du bûcher, ou sur les bancs des galères. Ainsi décimée, la population maurisque survécut cependant à la persécution, et inspira même dans son abaissement tant de terreur aux Espagnols, qu'ils en expulsèrent le reste, comme nous le verrons plus tard, sous le successeur de Philippe II. L'insurrection des Maurisques mit cependant en péril la monarchie espagnole. Si le sultan des Turcs, Soliman II, avait su profiter de cette occasion, en fournissant de l'argent et des hommes à ses co-religionnaires, ceux-ci auraient pu s'emparer de Grenade, et soulever le royaume de Valence, où leurs compatriotes formaient la majorité de la population. Les flottes de Sélim, en rendant libre le détroit de Gibraltar, auraient permis aux Barbaresques de prêter aux Maurisques un formidable appui, qui eût occupé les forces principales de Philippe. Mais ces derniers, engourdis par une longue paix, avaient perdu l'habitude de combattre ; ils n'eurent même pas le courage du désespoir : les uns rachetèrent leur vie par la trahison ; les autres se rendirent par faiblesse, en un mot, la nation succomba sans avoir su intéresser à son sort ; et si l'histoire flétrit la cruauté des Espagnols, elle plaint leurs victimes sans les honorer.

L'année 1568 fut encore marquée par un événement peu connu même aujourd'hui dans tous ses détails, on sait seulement la catastro-

MCD 2019

phe qui le termina. Cet événement fut la mort de don Carlos, fils de Philippe II, condamné à la peine capitale pour crime de haute trahison. Ce jeune prince, né en 1545, avait été déclaré à Tolède, par les états du royaume, héritier présomptif de toutes les couronnes d'Espagne. Il avait alors quinze ans; son caractère était aussi fougueux et déréglé que celui de son père était froid et dissimulé. Philippe était d'ailleurs jaloux de son pouvoir jusqu'au dernier point, et s'étudiait à tenir soigneusement don Carlos écarté des affaires. Celui-ci ne tarda pas à s'indigner de l'obscurité dans laquelle il languissait, et qu'il attribuait à l'humeur soupçonneuse du roi. Toutes ces causes réunies avaient relâché les liens si étroits qui unissaient ces deux personnages, et substitué la haine à cet attachement créé par la nature entre un père et son fils. Un autre incident put contribuer encore à irriter don Carlos; à l'époque des conférences tenues à l'abbaye de Corpans pour amener la paix entre la France et l'Espagne [1558], il fut convenu que don Carlos épouserait Élisabeth, fille de Henri II; Philippe, sur ces entrefaites, ayant perdu sa femme Marie de Portugal, demanda pour lui-même la main de la princesse. Don Carlos avait alors quatorze ans, Élisabeth en avait treize, mais elle était déjà remarquable par sa beauté; l'infant apprit sans doute qu'elle lui avait été destinée, et peut-être, malgré sa jeunesse, regretta-t-il de ne voir qu'une belle-mère dans celle qui devait être son épouse. Quoi qu'il en soit, le mariage de Philippe avec Élisabeth n'avait rien de disproportionné, car le monarque n'avait que trente-trois ans; mais sa froideur et sa gravité devaient le rendre peu aimable aux yeux d'une jeune fille élevée à la cour libre et dissolue de Catherine de Médicis. Cependant il n'existe aucune preuve certaine que don Carlos ait aimé la reine et qu'il ait été payé de retour. L'éducation du jeune prince avait été négligée sous le rapport moral; au lieu de réprimer ses emportements on n'avait songé qu'à veiller sur sa constitution physique. Il en résulta que, placé à la cour dans une position délicate, il l'empira par ses imprudences. Fatigué du joug qui pesait sur lui, il éclatait en plaintes toujours répétées officieusement, et son humeur satirique s'exerçait contre le roi lui-même (1). Les violences de don Carlos, excitées peut-être par l'impatience que lui causait l'espèce de captivité dans laquelle il gémissait, fit naître à Philippe la pensée de le déclarer incapable du gouvernement, et il invita ses deux neveux, les archiducs Rodolphe et Ernest, à venir en Espagne afin de choisir celui qu'il déclarait son héritier [1564]. L'infant eut connaissance de ce projet, et s'affermit dans la résolution de quitter l'Espagne pour aller défendre l'île de Malte attaquée par les Turcs. Ce projet ayant échoué, le prince entreprit de se rendre dans les Pays-Bas. Il parla du voyage qu'il méditait à son oncle don Juan d'Autriche (2); celui-ci en informa le monarque, qui, après avoir consulté des théologiens et des jurisconsultes, se décida à sévir contre son fils; il y fut déterminé par une révélation du prieur d'Atocha (3), dont le récit semble prouver que don Carlos agit dans cette occurrence plutôt comme un fou que comme un homme affermi dans la pensée du crime, et résolu de l'exécuter. Le 28 décembre 1567, jour des Innocents, le prince voulant, à l'exemple de la famille royale, s'approcher de la sainte table, dit à plusieurs personnes, que son confesseur, auquel il avait avoué qu'il projetait de faire punir un homme de grande qualité, avait refusé de l'absoudre s'il ne se désistait de sa résolution. Après s'être adressé vainement à plusieurs religieux, don Carlos alla trouver Juan de Tobar pour obtenir un hostie non consa-

(1) Don Carlos avait composé un volume ayant pour titre : « Les grands et admirables voyages du » roi don Philippe ; » puis en tête de chaque page on lisait : « Voyage du roi, de Madrid à l'Escurial ; » — voyage de l'Escurial à Tolède ; — voyage de » Tolède à Madrid ; — voyage de Madrid à Aran- » juès, etc. » C'était pour mettre en opposition la vie sédentaire de Philippe avec l'activité voyageuse de Charles-Quint.

(2) Don Juan était frère naturel de Philippe II, et se rendit célèbre dans la suite par la victoire de Lépante et ses campagnes dans les Pays-Bas

(3) Couvent des dominicains situé près du palais du Buen-Retiro.

MCD 2019

crée, afin de tromper les assistants à la cérémonie, qui le verraient approcher de la sainte table. Le prieur eut l'air de céder aux sollicitations du prince, disant que s'il nommait la personne dont il voulait se défaire, il pouvait espérer d'être absous, car il était des cas où les principes fléchissaient devant la nécessité. Sur une assurance aussi vague, le prince n'hésita pas à faire l'aveu de son dessein parricide, que le moine fit sur-le-champ cannaître à Philippe : sa dénonciation fut appuyée par don Juan d'Autriche, qui prétendit avoir reçu de son neveu la même confidence. Philippe, accompagné du capitaine de se gardes, du duc de Feria, du grand-prieur de Saint-Jean, et de quelques soldats, entra inopinément dans l'appartement de don Carlos. Celui-ci s'éveilla en sursaut et voulut sauter sur ses armes, mais on s'en était saisi. — « Que veut de moi votre Majesté? » dit-il au roi. — « Vous allez le savoir, » lui répondit le monarque; puis après avoir ordonné de fermer hermétiquement les portes et les fenêtres, il recommanda au prince de demeurer tranquille jusqu'à ce qu'il eût reçu de nouveaux ordres; et, le laissant à la garde du duc de Feria et de trois autres gentilshommes, Philippe allait sortir quand don Carlos le supplia de ne pas le retenir prisonnier, car il se tuerait. « Une telle action » n'appartient qu'à un fou, » reprit le monarque. — « Votre majesté me traite si » mal, » s'écria l'infant, « qu'elle me for- » cera d'en venir à cette extrémité, non » comme fou, mais comme désespéré. » Après cette terrible scène, dont le récit nous est fait par un témoin oculaire (1), Carlos resta confiné dans sa chambre, surveillé le jour et la nuit par les chambellans attachés au service de sa personne. Quelques jours après, le 19 janvier 1568, le roi convoqua tous les membres du conseil de Castille, et nomma une commission pour faire le procès de l'héritier du trône : elle était composée du cardinal Spinosa, grand inquisiteur et président du conseil de Castille, de Ruy Gomez, prince d'Eboli, du comte de Molito et de don Diegue Bribiesca de Mugnatones; Philippe assista à toutes les délibérations. — On fit apporter des archives de Barcelone les pièces du procès intenté par Jean II, roi d'Aragon, au prince de Viana son fils, afin que les juges pussent y puiser la manière de conduire une procédure placée hors de toutes les règles. — Mugnatones fut chargé de l'instruction, qu'il termina en juillet, et par suite de laquelle il concluait à la peine de mort contre l'infant pour crime de lèse-majesté; il terminait son rapport en invitant le monarque à user de clémence à cause de la qualité du coupable. Spinosa et d'Eboli votèrent pour la peine capitale; Philippe dit alors que les mauvaises inclinations de don Carlos et ses penchants féroces, préparant à l'Espagne le plus funeste avenir, il était de son devoir de faire violence à sa tendresse paternelle. Il ajouta que le prince, attaqué d'une maladie déclarée mortelle par les médecins, ne pourrait vivre encore long-temps; il convenait donc de l'abandonner à lui-même et aux excès meurtriers auxquels il se livrait dans son désespoir, et qui devaient le conduire prochainement au tombeau; enfin qu'il ne restait plus qu'à disposer le prince à se confesser pour assurer son salut. — Il paraît qu'aucune sentence ne fut rédigée; il n'en reste point de trace (1). Don Carlos, condamné à la solitude la plus complète, se livrait en effet aux écarts les plus funestes pour sa santé; il buvait à chaque instant de l'eau glacée, restait quelquefois plus d'un jour sans prendre de nourriture, puis mangeait avec une sorte de voracité. Un tel régime eût ruiné les tempéraments les plus robustes; il fit éclore une fièvre maligne. Elle devint sans remède à la suite d'un médicament qui lui fut administré par son médecin le docteur Olivarez, après une conférence que celui-ci avait eue avec le

(1) Relation de ce qui se passa lors de l'arrestation du prince don Carlos par un huissier de la chambre; Histoire de l'Inquisition par Llorente, tome III, page 155 et suiv.

(1) On trouve seulement parmi les pièces du procès une note de la main de Pierre de Choyo, secrétaire de l'enquête ordonnée contre don Carlos. Cette note dit que la procédure en était là lorsque le prince mourut de sa maladie, ce qui fit qu'on ne rendit aucun jugement.

MCD 2019

prince d'Eboli, confident de Philippe. En comparant les uns aux autres les renseignements les plus authentiques, il nous semble à peu près démontré que don Carlos mourut seulement de la main d'Olivarez, qui fut le véritable exécuteur de l'arrêt prononcé contre l'infant. Quand il sut que le moment suprême approchait, le roi se rendit auprès de son fils, et lui donna sa bénédiction. Le prince expira peu de moments après, le 24 juillet 1568; il était âgé de vingt-trois ans. Philippe, soit par reconnaissance, soit par hypocrisie, récompensa généreusement tous les serviteurs de son fils, auquel il fit faire de pompeuses funérailles. La ville de Madrid célébra à son tour, le 14 août de la même année, un service à la mémoire de l'infant; un sermon fut prêché dans cette cérémonie par le prieur Juan de Tobar; c'était ce moine qui avait rapporté au monarque son entretien avec le prince, à qui il avait arraché par surprise l'aveu du parricide qu'il méditait. Philippe annonça la mort de son fils à tous les corps ecclésiastiques et séculiers en Espagne et à toutes les cours étrangères; il ordonna de rassembler toutes les pièces du procès, qui furent mises dans un coffre et déposées, en 1592, aux archives de Simancas.

La plupart des historiens, même les plus contraires à Philippe, conviennent que don Carlos avait des habitudes vicieuses, et que sa conduite aussi folle qu'inconsidérée aurait pu compromettre les destinées de la monarchie; mais plus d'un exemple témoigne que des princes, livrés dans leur jeunesse à des penchants blâmables, ont su les étouffer sur le trône. Quoiqu'il fussent graves, les torts de don Carlos ne méritaient pas une punition si sévère; il fut d'ailleurs poussé à manquer à ses devoirs de sujet par l'état de contrainte auquel il était condamné; ce fut sans doute la source de ses emportements et du projet qu'il conçut de s'affranchir du joug paternel. Entouré de délateurs, parmi lesquels se trouvaient le futur vainqueur de Lépante, don Carlos ne pouvait dire un mot qui ne fût rapporté à son père, ni faire un pas sans que ses démarches ne fussent interprétées à mal. On conçoit qu'une telle position dut refroidir les sentiments de respect et d'attachement que don Carlos devait avoir pour son père; car celui-ci l'accueillait toujours avec une froideur glaciale, et ne souffrait pas qu'il prît part au gouvernement.

Voué à la nullité la plus complète, don Carlos se précipita dans tous les égarements de son âge. Au reste, une sorte de fatalité semble avoir présidé à tous les rapports du père et du fils; ainsi Philippe épousa la princesse Elisabeth, d'abord destinée à don Carlos. Ce dernier avait fini par souhaiter ardemment d'obtenir la main de l'archiduchesse Anne sa cousine; il mourut, et ce fut encore Philippe qui prit pour lui la princesse autrichienne. En résumé, les preuves manquent pour accuser, dans cette occasion, le monarque espagnol d'injustice; mais la cruauté de son caractère ne permet pas de l'absoudre entièrement; et si une nécessité impérieuse le força de faire périr un fils rebelle, il est permis de croire qu'il puisa cette conviction dans le vice principal de sa nature, l'amour du pouvoir, qu'il redoutait de perdre s'il était réduit à le partager.

Sélim ne tarda pas à recueillir les fruits de sa mauvaise politique; il n'avait pas secouru les Maurisques pour achever sur les Vénitiens la conquête de l'île de Chypre; et Philippe, dès qu'il eut pacifié l'intérieur de ses États, devint l'âme d'une coalition de tous les princes chrétiens contre les Turcs. Ce peuple, sorti des montagnes du Caucase, avait, en deux siècles, soumis à son joug toutes les provinces de l'empire grec, pris d'assaut Constantinople; et, poursuivant le cours de ses triomphes, menaçait l'Europe de l'asservir prochainement. En effet, les monarques ottomans s'étaient tous signalés par de brillants exploits, et avaient perfectionné l'art de la guerre. Leur artillerie l'emportait sur celle des autres peuples, et les janissaires formaient une excellente infanterie, qui assurait presque toujours le gain des batailles. Les sultans possédaient aussi des flottes nombreuses qui, en appuyant et préparant les opérations de leurs armées de terre, tenaient, en outre, dans une terreur continuelle l'Italie et l'Espagne; tout le littoral de

MCD 2019

ces contrées était livré aux déprédations de la marine ottomane, qui brûlait les villes de la côte, tuait ou enlevait les habitants, et pouvait d'un moment à l'autre attaquer le souverain pontife jusque dans sa capitale. Il importait donc de mettre un frein à la puissance toujours progressive des Ottomans; la plupart des souverains de l'Europe armèrent en commun une flotte formidable, dont le commandement fut déféré à don Juan d'Autriche, vainqueur des Maurisques. Ceux qui commandaient sous lui étaient de Requesens, le Génois Doria, le marquis de Santa-Croce, Marc-Antoine Colonna, général des galères du pape, et Venerio, chef de celles de la république de Venise. Le souverain pontife publia un jubilé en faveur des chrétiens qui se distingueraient dans la lutte contre les infidèles, et puisa dans la religion tout ce qui pouvait aiguillonner l'ardeur des soldats du Christ. Le 7 octobre 1571, les deux flottes ennemies se recontrèrent dans le golfe de Lépante, sur la côte occidentale de la Grèce, et l'action s'engagea par le choc des deux vaisseaux montés, l'un, par don Juan, l'autre, par l'amiral turc Ali. Après un combat aussi long qu'acharné, car les Espagnols tentèrent jusqu'à trois fois l'abordage sans succès, le navire ottoman fut enfin envahi de tous côtés. Ali et tous les siens périrent par le fer; les assaillants ne firent aucun quartier. La tête de l'amiral ennemi, placée à l'extrémité du grand mât et au-dessous de la croix, signala aux chrétiens la victoire de don Juan, et les enflamma d'une nouvelle ardeur. L'action se prolongea et fut soutenue avec une égale bravoure; mais les esclaves chrétiens qui garnissaient les galères ottomanes ayant brisé leurs chaînes, se joignirent à leurs co-religionnaires, tandis que les Espagnols et les Italiens, condamnés au même service sur les navires chrétiens, demandèrent à combattre comme les soldats. Les Turcs, attaqués de toutes parts, cédèrent enfin, et se sauvèrent dans des barques ou à la nage sur les côtes de la Livadie, ils furent recueillis par leurs compatriotes. Ils perdirent vingt-cinq mille hommes tués ou noyés, dix mille tombèrent vivants entre les mains des vainqueurs, qui prirent ou submergèrent plus des deux tiers de la flotte turque. En apprenant ce glorieux succès, le pape, par allusion à un passage de la Bible, s'écria en plein consistoire : *Il y eut un homme appelé de Dieu qui se nommait Jean.* Philippe reçut, au contraire, cette nouvelle avec une sorte d'indifférence : *Don Juan*, dit-il, *a vaincu; mais il a montré plus de courage que de prudence.* Le monarque, jaloux de son frère, ne pouvant lui ravir sa gloire, essayait de la rabaisser. Cependant la victoire de Lépante n'eut aucun résultat pour la chrétienté, par la jalousie des différents chefs qui empêchèrent don Juan de poursuivre jusqu'aux Dardanelles les débris de la flotte vaincue, et peut-être de s'emparer de Constantinople. Satisfaits d'un triomphe qui allait cesser d'être utile, pour rester seulement glorieux, les alliés se séparèrent en promettant de se réunir de nouveau aux premiers jours du printemps. Les chrétiens de la Macédoine et de l'Albanie offrirent à don Juan de régner sur eux, s'il voulait se mettre à leur tête pour chasser les Turcs qui les avaient asservis. Mais Philippe ordonna à son frère de rejeter cette proposition, alléguant que les Vénitiens se retiraient de la confédération, car ils prétendaient avoir des droits sur le territoire qui devait former l'empire promis à don Juan, et leur politique ne pouvait permettre aux Espagnols de s'établir si près d'eux.

La mort de Pie V, survenue à cette époque [1572], nuisit à la cause de la chrétienté. Le nouveau pontife, Grégoire XIII, quoiqu'il partageât les vues de son prédécesseur, n'avait ni le même zèle ni les mêmes talents. De leur côté, les Vénitiens firent séparément la paix avec Sélim. Malgré la désertion de ces derniers, Philippe résolut de continuer la guerre, la flotte espagnole, portant vingt mille hommes d'infanterie, vint débarquer aux portes de Tunis. Le gouverneur turc s'enfuit avec une partie des habitants, et laissa la ville au pouvoir de l'ennemi. Philippe avait prescrit à son frère de raser Tunis, et de fortifier en même temps le fort de la Goulette; don Juan fit tout le contraire, dans le but secret d'arracher au monarque la permission de régner à

MCD 2019

Tunis. Philippe, pressé par le pape qui appuyait l'ambition de don Juan, prétendit qu'avant de décerner à son frère le titre et la dignité royale, il fallait s'assurer d'abord s'il pouvait conserver Tunis. En effet, Sélim envoya une expédition formidable, sous les ordres d'Ulucciali, son plus célèbre amiral. Tunis et la Goulette, après une longue défense, tombèrent en son pouvoir, et don Juan, qui se trouvait alors en Sicile, perdit en un moment le trône sur lequel il avait rêvé de monter. Il avait en outre à craindre que les vainqueurs ne fissent quelque entreprise sur le royaume de Naples; mais Sélim étant mort, le nouveau sultan, Amurat III, jugea convenable de ne plus tenter de conquêtes, et laissa respirer les chrétiens.

Nous allons maintenant rétrograder de quelques années pour suivre le duc d'Albe dans les Pays-Bas. On se rappelle qu'il avait repoussé l'invasion du prince d'Orange, et battu Louis de Nassau. Il revint à Bruxelles après sa victoire, dont il voulut éterniser le souvenir par une médaille frappée en son honneur. Il se fit même ériger une statue de bronze, dont le piédestal était chargé d'inscriptions qui chantaient ses louanges. Des fêtes publiques, célébrées dans toutes les provinces, apprirent aux habitants le triomphe de ses armes, et furent suivies bientôt après de l'exécution de tous les prisonniers qu'il avait faits sur le champ de bataille. Il organisa ensuite un système de persécution contre l'universalité des citoyens. Quiconque avait témoigné, seulement par des paroles, quelque sympathie pour les rebelles, était mis à mort ou réduit à l'indigence par la confiscation de ses biens. Le conseil des troubles rendait à chaque heure des arrêts de mort, véritables listes de proscription dressées d'avance par les inquisiteurs. Les sentences de Vargas et de ses acolytes étaient rédigées avec tant d'incurie, qu'un homme fut livré au bourreau sans avoir comparu devant le tribunal. Quelque temps après, à la suite d'une instruction qui établit l'innocence de cette victime, les juges apprirent qu'elle avait péri. Vargas, entendant leurs regrets, fit observer qu'ils devaient se consoler de cette erreur, puisque après tout on devait estimer cet homme comme très-heureux, car il était mort innocent, et par conséquent sûr de son salut. Effrayée de tant de massacres juridiques, une grande partie de la population déserta ses foyers pour se répandre dans les pays voisins. L'Angleterre entre autres recueillit des milliers de Flamands, dont elle reçut la connaissance des arts mécaniques, une des sources principales de ses richesses. Cependant le duc d'Albe persistait à établir par des supplices son despotisme religieux et politique : loin de chercher à retenir les émigrés flamands, il s'opposait à leur retour par des lois sanguinaires, et semblait triompher de la solitude de tant de villes, peuplées naguère d'une foule d'hommes actifs et industrieux. S'applaudissant d'avoir fait recevoir les décrets du concile de Trente, et restitué à l'église catholique sa suprématie, il crut avoir atteint le but le plus utile comme le plus glorieux. Le pape le récompensa de son zèle en lui envoyant un chapeau et une épée bénis. Cette distinction parut d'autant plus flatteuse au duc, qu'elle avait été jusqu'alors réservée à des rois et à des princes. Elle enfla son orgueil en exaltant son âme fanatique et féroce. Mais s'il avait obtenu la soumission ou la fuite de tous ceux qui désapprouvaient ses mesures, il ne tarda pas à ressusciter contre lui une opposition formidable, par l'établissement de plusieurs taxes. L'assemblée des états en vota le rejet, fondée tant sur l'énormité des sommes demandées que sur la difficulté d'en opérer la perception. Cette fois Viglius, si dévoué aux Espagnols, fit des remontrances au duc d'Albe, qui refusa de les accueillir : il se flattait de réussir à lever les impôts proposés à la faveur de la publication de l'amnistie [1570]. Il faut savoir que Philippe avait prononcé une sentence de proscription qui s'étendait à tous les habitants des Pays-Bas. Le duc d'Albe se persuada, en publiant la révocation de cet incroyable arrêt, que le peuple, dans sa reconnaissance, paierait avec joie les nouveaux tributs. Mais l'amnistie était chargée d'un si grand nombre d'exceptions, que les Flamands regardèrent cet acte non comme un bienfait, mais comme un outrage, et la fermentation des esprits en reçut

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del. Pl. 7. Prot Sculp.

1. DANSE DU FANDANGO. 2. COSTUMES BOURGEOIS. (1839)

ESPAGNE

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

MCD 2019

un plus vif accroissement. Les promesses, et surtout les menaces, avaient enfin arraché aux États leur consentement. Cependant deux provinces, Utrecht et le Brabant, refusèrent de reconnaître les nouvelles impositions. D'Albé envoya sur-le-champ dans la ville d'Utrecht un régiment espagnol pour y vivre à discrétion chez les habitants, auxquels les soldats prodiguèrent tous les genres d'outrages. Ceux-ci souffrirent ces insultes sans vouloir céder, et la fermeté de leur conduite annula le consentement des autres provinces ; il n'avait été donné qu'à la condition que nul ne se refuserait à payer.

Déconcerté par une résistance qu'il n'avait pas prévue, le duc d'Albe réunit à Bruxelles une nouvelle assemblée des États, auxquels il deman a qu'en échange des impôts dont il avait sollicité l'établissement ils consentissent à payer annuellement une somme de deux millions de florins durant six années. Les députés, vaincus par l'obstination sanguinaire du duc, votèrent cette somme [1570]. Tandis qu'ils fléchissaient sous le joug le plus tyrannique, le prince d'Orange, retiré en Allemagne, s'était fait reconnaître par les émigrés flamands comme leur chef. Ces derniers avaient emporté dans leur exil des fonds considérables, dont ils se servirent pour équiper un grand nombre de vaisseaux, qui donnèrent la chasse aux bâtiments espagnols naviguant dans les parages de la Flandre et de l'Angleterre. Cette petite guerre maritime enrichit promptement ceux qui la faisaient, tandis qu'elle ruinait l'ennemi. En même temps Guillaume, par l'entremise des ministres protestants, qui parcouraient déguisés les Pays-Bas, recevait des subsides puisés dans la bourse de tous ceux qui détestaient le gouvernement de Philippe. De cette manière, le prince obtint de l'argent pour subvenir aux frais de la lutte qu'il allait engager. Il lia des intelligences dans toutes les provinces, surtout dans la Hollande et la Zélande, où les réformés comptaient un grand nombre de prosélytes. La surprise du fort Lœvestein ouvrit la campagne; et quoiqu'il fût rentré presque sur-le-champ au pouvoir des Espagnols, cet incident irrita vivement le duc d'Albe [1571]. Il résolut de se préparer sur-le-champ à soutenir les hostilités et publia un édit ordonnant la levée immédiate des impôts réclamés auprès des États. Le peuple essaya de résister ; à Bruxelles les marchés restèrent sans être approvisionnés, et l'on ferma les boutiques et les manufactures. Une crise était imminente; d'Albe, afin de la prévenir, complote de faire attacher à des gibets plantés devant leur maison dix-sept des principaux marchands de la ville : déjà les potences étaient dressées et les bourreaux à leur poste, quand survint la nouvelle que les exilés s'étaient saisi de la Brille, place située dans l'île de Voorn, et regardée, par sa position, comme une des clefs des Pays-Bas. Dans la crainte d'avoir à combattre un soulèvement dans la capitale, le duc n'osa passer à l'exécution des meurtres qu'il avait prémédités, il suspendit même la perception des nouvelles taxes. Il envoya sur-le-champ le comte de Bossut attaquer la Brille : cette tentative ne réussit pas. La révolte se propagea bientôt avec rapidité dans le pays environnant; Dordrecht ferma ses portes au comte de Bossut, qui marcha alors sur Rotterdam. Introduit dans la ville, à la condition de n'y point loger avec ses soldats, le chef des Espagnols la livra au meurtre et au pillage; plus de trois cents personnes furent égorgées. Cette barbarie souleva l'indignation universelle; Flessingue, qui commandait à l'embouchure de l'Escaut, se déclara la première contre les Espagnols, et presque toute la Zélande suivit le même exemple [1572]. Ainsi commença cette longue guerre, qui dura plus de quatre-vingts ans.

Nous n'entrerons pas ici dans le détail des faits qui la signalèrent; ils appartiennent à l'histoire des Pays-Bas (1). Nous rapporterons seulement les résultats les plus importants de cette lutte Le duc d'Albe déploya de grands talents à la tête de ses soldats; il remporta de brillantes victoires; mais le défaut d'argent l'empêcha toujours de tirer parti de ses avantages, et il partit pour l'Espagne dans l'année 1573. Philippe consentit à son rappel, car après avoir épuisé

(1) Cette histoire fait partie de notre Collection

MCD 2019

les rigueurs, il voulait essayer de recourir à la douceur, et il jugea que le duc n'était pas propre à faire réussir ce nouveau système. D'Albe quitta les Pays-Bas après les avoir inondés de sang, car dans l'espace de cinq années il se vantait d'avoir fait périr dix-huit mille personnes par la main du bourreau. Que l'on compte ensuite les habitants massacrés dans les combats; qu'on y joigne le pillage des villes et des campagnes, la destruction du commerce par les impôts et les persécutions religieuses, on sera convaincu que l'administration du duc d'Albe fut aussi meurtrière que ruineuse. A son départ, il emporta l'exécration universelle, et rendit impossible la pacification du pays, où le souvenir de ses cruautés alluma contre les Espagnols une haine indestructible. Le duc de Médina-Cœli vint remplacer d'Albe; mais au bout de quelques mois, il demanda lui-même un successeur, qui arriva au commencement de l'année 1574. C'était le commandeur de Roquesens; il s'était déjà illustré par ses exploits à la bataille de Lépante, où il commandait en second et s'était fait aimer dans tous les emplois dont il avait été revêtu par sa prudence et sa modération. C'est surtout à ce dernier titre qu'il dut sa nomination au gouvernement des Pays-Bas. A son arrivée, dans le but de se concilier l'affection du peuple, il essaya de réprimer les excès des soldats, et fit renverser à Anvers la statue que le duc d'Albe s'était fait élever comme pour insulter aux souffrances des Flamands. Roquesens, par la destruction de ce monument, se rendait agréable à son maître, secrètement blessé de l'orgueil du duc d'Albe, et semblait en même temps faire entendre au peuple que son gouvernement tiendrait une conduite opposée à celle du duc. Il tourna ensuite toute son attention vers la guerre; la Zélande et une partie de la Hollande étaient en armes, ayant à leur tête le prince d'Orange en personne, qui prit Middelbourg et Armuydens. Un de ses officiers gagna aussi sur les Espagnols la bataille navale de Sacherlo. D'un autre côté, Louis de Nassau, soutenu par l'argent de la France (1), leva une petite armée de dix mille hommes, et fit une irruption dans la Gueldre. Son but était d'unir ses forces à celles de son frère pour tenter quelque opération importante; mais, prévenu par le comte Davila, il se vit forcé d'accepter le combat auprès du village de Mooch, et périt vaincu les armes à la main [1574]. Davila s'apprêtait à tirer parti de son triomphe; mais il en fut empêché par l'indiscipline de ses soldats : ils demandèrent à grands cris les arrérages de leur solde; le général voulut les apaiser par des promesses et des prières, elles ne firent que redoubler la fureur qui les transportait, et il se vit forcé de se soustraire à une mort certaine par la fuite. Les mutins, restés sans chef, se choisirent des officiers et marchèrent sur Anvers, dans le but de se loger et de se nourrir chez les habitants jusqu'à ce qu'on eût fait droit à leurs réclamations. Ils entrent dans la ville, et sont joints par Requesens lui-même, dont les supplications obtinrent seulement qu'au prix de la solde arriérée qui leur serait payée sur-le-champ, et du départ immédiat de la garnison allemande et wallone, ils épargneraient aux habitants les désastres du pillage. Toutefois ces derniers se trouvèrent abandonnés à la discrétion des révoltés, qui s'établirent dans leurs maisons, où ils se livraient à tous les excès et à tous les caprices qu'enfante l'oisiveté et l'insolence naturelle à des hommes affranchis de la discipline et du respect des lois. Fatigués d'un joug si pesant, les citoyens d'Anvers fournirent cent mille florins, qui, réunis au montant des autres sommes que se procura Requesens par la vente de ses bijoux et de ses meubles, satisfirent enfin les soldats. Ils reprirent le frein de l'obéissance, et consentirent à rejoindre l'armée, alors en Hollande sous les murs de Leyde, dont elle faisait le siége. Cette insurrection, en rendant inutile le triomphe des armes de Philippe, lui fit perdre encore une flotte. Elle se trouvait à l'ancre dans le port d'Anvers, et se hâta d'en

(1) Schemberg avait conclu avec Nassau un traité par lequel Charles IX devait faire la guerre au roi d'Espagne, et recevoir la souveraineté des provinces de Hollande et de Zélande; mais la mort du fils de Catherine, arrivée peu de temps après, fit avorter ce projet.

MCD 2019

sortir pour ne pas devenir la proie des mutins, mais elle tomba entre les mains des Zélandais. La nouvelle de cette prise et de la sédition dont nous venons de parler ranima les espérances de Guillaume; au lieu de se retirer en Hollande, comme il en avait le projet en apprenant la mort de son frère, il poussa la guerre avec activité pour tirer parti de ces heureuses conjonctures. Requesens, de son côté, voulut tenter de désarmer la multitude par l'offre d'une amnistie plus étendue que celle promise par son prédécesseur; mais, aux termes de cet acte, il fallait acheter le pardon en abandonnant le protestantisme; il fut donc rejeté avec dédain. Il fallut en appeler à la force, et le gouverneur général ne songea plus qu'à presser le siége de Leyde, dont les habitants se défendirent avec une opiniâtreté héroïque. Décimés par la peste et la famine, ils continuèrent à combattre, et furent enfin délivrés par les eaux, qui, refluant dans la plaine, inondèrent les ouvrages des Espagnols, et permirent à Boissot, amiral zélandais, d'en chasser l'ennemi. La délivrance de Leyde combla de joie le prince d'Orange et les siens, tandis qu'elle fit éclater une seconde révolte parmi les assiégeants. Ils accusèrent Requesens d'avoir reçu deux cent mille florins pour traîner le siége en longueur, et le retinrent prisonnier jusqu'à ce qu'il eût contracté l'engagement de leur payer cette même somme. Ainsi le défaut d'argent paralysait sans cesse les opérations du monarque espagnol, plus riche que les autres princes de l'Europe, puisqu'il disposait de l'or du Nouveau-Monde; il était cependant l'un des plus pauvres, puisque ses revenus étaient toujours au-dessous de ses dépenses. Telle fut la cause principale de ses revers; elle fit plus encore que son despotisme [1574].

Cependant Philippe, éclairé par les événements, consentit à négocier au lieu de combattre, et engagea l'empereur Maximilien II à proposer sa médiation pour conclure un arrangement entre les deux parties. Une conférence s'ouvrit à Breda sous les auspices du comte de Schwartzenbourg, envoyé par le chef de l'empire, entre les plénipotentiaires espagnols et les députés des États. Les premiers demandaient que les insurgés licenciassent leurs troupes, promettant que Philippe rappellerait ensuite les siennes, et ferait droit à leurs griefs : une amnistie générale serait publiée pour jeter un voile sur tout le passé. Quant à la question religieuse, le roi déclarait que le culte catholique devait régner exclusivement; mais il laissait aux dissidents la faculté de sortir du pays et de disposer de leurs biens. Les députés des États repoussèrent ces conditions, en alléguant qu'ils ne pouvaient désarmer sans se livrer à la merci d'adversaires implacables, ni renoncer au culte réformé sans trahir leur conscience. Le comte de Schwartzenbourg, persuadé que tout rapprochement était impossible, retourna en Allemagne, et le congrès de Breda n'aboutit qu'à aigrir les esprits comme à rendre la guerre plus acharnée, puisqu'elle pouvait seuvait seule trancher le différent [1575]. Requesens entreprit alors la conquête de la Zélande; malgré ses talents militaires, il n'obtint que des succès peu décisifs; il était arrêté sans cesse par l'humeur séditieuse et féroce de ses soldats, qui tantôt lui demandaient leur solde à main armée, et tantôt perdaient leurs avantages par les excès dont ils se rendaient coupables envers les habitants. Ainsi l'indiscipline tuait les bénéfices de la victoire. Accablé de dégoûts, Requesens ne put supporter les amertumes de sa position, et succomba après une courte maladie. Successeur du duc d'Albe, il parut au-dessous de ce guerrier sur les champs de bataille et dans l'art de gouverner [1575].

Dès que Requésens eut fermé les yeux, le conseil d'État se saisit du pouvoir sans attendre les ordres du roi d'Espagne. Cette conduite avait pour excuse l'état critique des affaires et la mort presque subite du gouverneur espagnol, car la maladie qui le conduisit au tombeau n'avait duré que quelques jours. Aussi le monarque crut-il devoir confirmer au conseil l'exercice de l'autorité; il sentait que le choix qu'il avait à faire était d'une haute importance, et qu'un peu de temps était indispensable pour trouver un homme capable de dominer la crise à laquelle les Pays-Bas se trouvaient en proie. En conséquence, le conseil prit en main les rênes de l'administration et celles du com-

MCD 2019

mandement. Il résolut, à l'exemple du duc d'Albe, d'employer uniquement la force; mais ceux qui devaient en être les instruments, c'est-à-dire les soldats espagnols, refusèrent d'obéir. Ce n'était pas qu'ils éprouvassent quelque pitié et quelque sympathie pour les Flamands, mais les troupes n'étaient point payées et avaient résolu de se payer par elles-mêmes. Tout-à-coup les soldats prennent les armes, destituent leurs chefs, qu'ils remplacent par d'autres chefs élus à la pluralité des voix; pour mieux cimenter la révolte, ils scellent leur union par un serment prononcé en présence d'une hostie consacrée. Puis, abandonnant les villes du littoral dont ils formaient les garnisons, ils se mirent en marche vers le Brabant. Leur plan d'opérations était d'abord de s'emparer de Bruxelles, siége du gouvernement, dont ils comptaient se saisir par surprise. Déçus dans leur attente, ils firent une semblable tentative sur Malines; ils échouèrent encore. Mais ils furent plus heureux dans l'attaque de la ville d'Alost, qu'ils emportèrent par escalade. A la nouvelle de cet attentat, le conseil, dans son irritation, fit paraître une proclamation appelant aux armes les Flamands, afin de chasser les soldats espagnols, véritables brigands dont il fallait se débarrasser à tout prix. En même temps il invita toutes les provinces des Pays-Bas à choisir des députés qui devaient former à Bruxelles une sorte de parlement. Ainsi la guerre était déclarée entre la force civile et la force militaire. Les troupes révoltées possédaient la citadelle d'Anvers et les villes de Gand, de Valenciennes et d'Utrecht; elle avaient mis à leur tête le brave Davila et le président du conseil des troubles. Ce dernier s'appelait Rhoda, et s'était montré digne de servir d'organe aux juges, ou plutôt aux bourreaux, qui composaient ce tribunal de sang. Ils furent joints quelque temps après par Vargas, habile officier, et se dirigèrent vers Maestricht. En vain les habitants essayèrent de résister, les armes à la main; ils furent vaincus, et payèrent cette hardiesse par le sac de leur ville. Anvers éprouva une destinée encore plus déplorable par un concours de circonstances fatales. En effet, les soldats insurgés occupaient la citadelle, et les États, n'ayant pu, par des menaces et même par des offres d'argent, en obtenir la restitution, avaient négligé de mettre la cité à l'abri d'une attaque, en faisant élever promptement sur l'esplanade un retranchement armé de plusieurs pièces de canon. On n'exécuta que la plus faible partie de ces travaux, et l'on se mit en devoir d'assiéger la citadelle. Sur ces entrefaites, les Espagnols cantonnés à Alost prirent la résolution d'aller rejoindre leurs frères d'armes dans la citadelle d'Anvers. Ils exécutèrent leur projet par une marche rapide; et, malgré la fatigue qu'ils venaient d'éprouver, les nouveaux-venus ne voulurent ni prendre de nourriture ni se reposer; ils demandèrent à grands cris le combat, et, dirigés par trois officiers, Davila, Romera et Navarès, ils attaquèrent les retranchements élevés par les habitans. Après une lutte acharnée, les soldats pénétrèrent dans la ville sur trois points : une des colonnes arriva devant l'hôtel-de-ville, où les bourgeois s'étaient renfermés, ainsi que dans les maisons qui entouraient la place. Ne pouvant les débusquer, les Espagnols mirent le feu aux édifices, et s'assurèrent ainsi la victoire. Puis ils se répandirent dans toutes les rues de la ville, immolant sans distinction tous ceux qu'ils rencontraient. Au massacre succéda le pillage, qui produisit plus de huit millions de florins, car Anvers était, à cette époque, une des villes les plus commerçantes de l'Europe. Ses magasins servaient d'entrepôt aux marchandises de toutes les nations. Les négociants de cet e ville avaient rassemblé dans leurs maisons toutes les merveilles et toutes les recherches du luxe le plus raffiné; des tableaux précieux, des meubles somptueux décoraient les appartements Toutes ces richesses furent la proie des Espagnols, qui, durant trois jours et trois nuits, se livrèrent à tous les excès que peuvent inspirer la cruauté, la luxure et la cupidité. Ces misérables, gorgés de dépouilles, n'en étaient que plus avides, et livraient les habitants aux tortures les plus atroces pour leur arracher de prétendus trésors qu'ils avaient dû cacher. Enfin tout ce que la férocité aiguillonnée par l'avarice peut inventer de plus infer-

MCD 2019

nal fut executé par cette soldatesque affranchie des lois de la discipline, et étrangère à toute morale comme à toute pitié [1576] (1). Ces excès si monstrueux s'expliquent par la composition des troupes espagnoles, formées de volontaires qui ne combattaient que pour s'enrichir. La plupart s'engageaient pour échapper aux rigueurs de la justice, et, déjà corrompus à leur entrée dans dans le camp, ils s'abandonnaient, quand ils se croyaient sûrs de l'impunité, à toute la perversité de leurs penchants. Il en était à peu près de même dans toutes les parties de l'Europe; aussi la guerre était-elle souillée par des meurtres et des dévastations dignes des peuples les plus sauvages et qui font honte à l'humanité.

Tandis que ces choses se passaient, le prince d'Orange essaya de profiter de l'embarras du conseil pour soulever contre la domination de Philippe les provinces des Pays-Bas, et il réussit à former une confédération qui fut signée à Gand entre les provinces catholiques, d'une part, et celles de la Hollande et de Zélande, où régnait le luthéranisme. Les articles de ce traité portaient que les alliés s'aideraient de tout leur pouvoir pour expulser les Espagnols; il était en outre stipulé que lorsque ce but serait atteint, le prince d'Orange conserverait les honneurs et les pouvoirs d'amiral et de gouverneur des provinces maritimes. Quant à toutes les questions religieuses et à toutes les mesures à prendre, soit pour réparer les dommages causés par les événements, soit pour réformer les abus, tous ces objets devaient être soumis à la discussion dans une assemblée générale composée de députés fournis par tous les confédérés. Sur ces entrefaites, don Juan d'Autriche, fils naturel de Charles-Quint, arriva à Luxembourg, revêtu du titre de gouverneur général des Pays-Bas. Nous avons déjà parlé de ce jeune prince, célèbre par la victoire de Lépante. Il avait les talents de l'homme de guerre, mais il lui fallait les qualités de l'homme d'État, qui ne peuvent s'acquérir que par une longue habitude des affaires. Don Juan débuta par demander des otages avant de se rendre à Bruxelles; sa missive contenait aussi la promesse de réprimer les troupes espagnoles; mais il terminait par des menaces, en cas de désobéissance aux ordres du roi. Les États et le conseil connaissaient trop bien le caractère de Philippe II pour se remettre à la discrétion de l'exécuteur de ses volontés; ils consultèrent, avant de répondre, le prince d'Orange, qui fut d'avis que les Flamands devaient exiger, au préalable, l'éloignement de toutes les troupes espagnoles et allemandes : c'est après cette condition remplie qu'ils pourront abandonner à don Juan tous les pouvoirs attachés au commandement civil et militaire. En même temps, afin d'appuyer efficacement leurs raisons, ils décrétèrent la formation d'une armée, tandis qu'ils réclamèrent en secret, par des envoyés, l'assistance des puissances voisines. Les États rédigèrent en outre un acte d'union par lequel ils s'engageaient à exécuter intégralement le traité de Gand. Ils firent signer cet acte par le clergé, la magistrature et la bourgeoisie, et le signifièrent à don Juan. Ce dernier sentit qu'il ne pouvait en appeler à la force; il entra donc en négociation, et signa, sous le nom d'édit perpétuel, un arrangement où il promettait de faire sortir des Pays-Bas toutes les troupes étrangères à la solde du monarque. Il accéda aussi au traité de Gand. De leur côté, les états promirent d'être fidèles à leur souverain, de veiller au maintien de la religion romaine, et de remettre à don Juan tous les pouvoirs attachés au titre de gouverneur général. Les provinces maritimes, dirigées par Guillaume (1), refusèrent de prendre part à cette transaction préjudiciable à leurs croyances religieuses, comme à leurs intérêts politiques. Néanmoins elle s'exécuta sur un point important, car don Juan, à qui les états avaient fait remettre une somme de six cent mille florins, réussit, en les distribuant aux Espagnols, à décider leur départ. Ce préliminaire accompli, il se rendit à Bruxelles; il fut accueilli avec des transports de joie par la multitude et avec de grandes marques de respect de la part des hautes classes.

(1) Bentivoglio, pag. 178; — Metéren, pag. 164.

(1) Le prince d'Orange.

MCD 2019

Mais ce prince, dès qu'il se fut mis en possession de l'autorité, s'occupa de reprendre les concessions qu'il avait faites par nécessité, en mêlant à propos la force et la ruse. Son premier soin fut de retenir les troupes allemandes, tout en paraissant s'occuper de presser leur éloignement; et, sous le prétexte d'aller au devant de la sœur de Henri III (1), il se rendit à Namur et se saisit du château de cette place par surprise. Il écrivit ensuite aux états qu'il ne pouvait revenir à Bruxelles avant d'avoir été mis en possession de toutes les prérogatives dont avaient joui ses prédécesseurs. Il exigeait en outre que les Flamands se séparassent des provinces maritimes. Les états rejetèrent les demandes du prince, dont ils connaissaient d'ailleurs les secrètes pensées. En effet, ils avaient reçu communication de ses lettres à la cour d'Espagne, dans lesquelles il réclamait le retour des troupes espagnoles pour rétablir dans toute sa plénitude le pouvoir royal. On a vu que les troupes allemandes n'avaient pas encore évacué les Pays-Bas; don Juan mit tout en usage pour les gagner. Mais les états se servirent d'un argument irrésistible, qui les fit triompher : ils payèrent aux Allemands les arrérages qui leur étaient dus, en y joignant la promesse d'une paye avantageuse, et ceux-ci livrèrent aux Flamands Berg-op-Zoom, Tolen, Bréda, Bois-le-Duc et plusieurs autres places fortes.

Ainsi la guerre était déclarée entre le représentant du monarque et ses sujets des Pays-Bas. La première démarche de ces derniers fut de nommer gouverneur du Brabant le prince d'Orange, qui se rendit à Bruxelles, et s'occupa sur-le-champ de lever une armée pour assurer la délivrance des Flamands, s'ils ne pouvaient obtenir justice. Mais s'il avait pour lui les vœux et l'attachement du peuple, Guillaume excita la jalousie d'un certain nombre de seigneurs flamands, qui s'indignaient de plier sous l'ascendant de son génie. Ils affectèrent alors le plus grand zèle pour les intérêts de la religion catholique, que l'on ne pouvait confier, disaient-ils, au prince d'Orange, qui avait embrassé la réforme; et ils invitèrent l'archiduc Mathias, frère de Rodolphe, empereur d'Allemagne, à quitter Vienne pour venir dans les Pays-Bas se saisir du gouvernement. L'archiduc partit aussitôt à l'insu de son frère, et fut investi par les états du titre et de l'autorité de gouverneur général. Guillaume, loin de s'opposer à l'élévation de Mathias, y contribua lui-même, dans la pensée que ce prince deviendrait le rival de don Juan, et affaiblirait ainsi le parti de l'Espagne en divisant les catholiques, sur lesquels il s'appuyait. Toutefois il avertit les états de prendre leurs sûretés, c'est-à-dire d'imposer à l'archiduc les conditions qu'ils jugeraient nécessaires au bien public. Ainsi Guillaume conservait toujours le premier rang dans l'esprit des peuples, ils voyaient en lui le patron et le protecteur du prince choisi nouvellement pour les gouverner. Mathias fit son entrée solennelle à Bruxelles [1578], et souscrivit à tous les engagements qui lui furent prescrits. En même temps les états adressèrent une missive à Philippe II, où ils sollicitaient le monarque de donner son consentement à l'élection de l'archiduc, qui lui était attaché et par les liens du sang et par ceux de la religion. Mais comme ils savaient d'avance que le roi d'Espagne, s'il tolérait leur conduite, voudrait tôt ou tard les en punir, ils résolurent de prévenir les effets de son ressentiment en cherchant des appuis au dehors. Ils offrirent donc la souveraineté des Pays-Bas au duc d'Anjou, frère de Henri III, qui accepta avidement cette proposition. Mais il manquait de troupes et d'argent, et ne put en obtenir de son frère, qui, malgré son désir d'éloigner le duc d'Anjou, dont il redoutait les intrigues, craignait encore plus de s'aliéner les catholiques français et d'armer contre lui le roi d'Espagne. Les états s'adressèrent en outre à Élisabeth; cette princesse était en même temps sollicitée par don Juan; mais, ayant découvert que ce dernier recherchait en mariage la reine d'Écosse (1), elle se tourna

(1) Marguerite de Valois, fille de Catherine de Médicis, et première femme de Henri IV.

(1) Cette reine était Marie Stuart, qu'Élisabeth retenait alors en prison contre le droit des gens.

MCD 2019

du côté des Flamands, auxquels elle promit de fournir des troupes et des subsides.

De son côté, le monarque espagnol, reconnaissant la nécessité d'employer la force contre des rebelles, fit partir pour les Pays-Bas Alexandre Farnèse, prince de Parme, à la tête d'un corps de soldats espagnols. Don Juan avait encore rassemblé une petite armée, moins redoutable par le nombre que par le choix de guerriers qui la composaient, rompus depuis long-temps aux exercices militaires, et accoutumés à braver les fatigues et les périls. Don Juan, dès qu'il eût été joint par le duc de Parme, résolut de prendre l'offensive, et marcha contre les Flamands, qu'il battit près de Gembloux. Louvain, Sichem, Nivelle furent les fruits immédiats de cette victoire. Tel fut le début de cette lutte, qui eût entraîné la soumission des Pays-Bas sans l'arrivée subite du duc d'Anjou, à qui les états, par un nouveau traité, avaient décerné le titre de protecteur; il était suivi d'un grand nombre de gentilhommes et de quelques milliers de soldats, et vint arrêter les succès du prince espagnol. Nous n'entrerons point dans le détail des opérations militaires qui eurent lieu; elles n'eurent aucun résultat décisif: nous dirons seulement que, n'ayant reçu aucun secours de l'Espagne, don Juan fut réduit à demeurer sur la défensive, sans qu'il lui fût possible de tenter quelque entreprise importante. Le chagrin, d'autres disent le poison, abrégèrent ses jours, et il mourut à la fin de la campagne, à l'âge de trente ans [1578]. Le caractère de Philippe a fait naître et justifie l'accusation de fratricide portée contre lui. L'ambition et les talents de don Juan inquiétaient sa politique; il craignait que celui-ci, vainqueur des Flamands, ne voulût s'arranger avec eux pour les gouverner de son chef en les affranchissant de la domination espagnole. Farnèse prit le commandement, et débuta par le siége de Maestricht, dont il s'empara par surprise après une longue résistance de la part de ses défenseurs; il se rendit maître ensuite de Malines et de Vilbroek; mais ces avantages furent balancés par la prise des villes de Deventer et de Groningue, qui tombèrent aux mains des troupes flamandes [1579].

Malgré l'étendue de ses États en Europe, qui le plaçaient au premier rang parmi les princes de la chrétienté, Philippe aspirait encore à les augmenter; il s'empara à cette époque du Portugal, à titre d'héritage. Ce royaume, malgré l'exiguité de son territoire, avait joué un rôle important, surtout depuis les deux siècles précédents. En effet, l'audace des marins portugais avait porté le pavillon national jusqu'aux extrémités du monde et conquis d'immenses contrées et d'immenses richesses. Vasco de Gama avait osé le premier doubler le cap de Bonne-Espérance, et s'était ouvert, par cette heureuse tentative, une nouvelle route pour communiquer avec l'Indostan. D'autres Portugais, excités par l'exemple de Gama, avaient parcouru le nouveau continent révélé au monde par Colomb, et avaient fondé au Brésil une colonie qui promettait de prendre un jour les plus vastes développements. Don Sébastien était monté sur le trône de Portugal à l'âge de trois ans; parvenu à l'adolescence, il brûlait de se signaler par quelque entreprise glorieuse et sainte tout à la fois, car il aspirait à convertir, à la tête d'une armée, les peuples de l'Inde; mais ses ministres, pour le détourner de ce projet trop aventureux, le déterminèrent à passer en Afrique pour secourir un fils du roi de Maroc qui disputait le trône de cet empire à son oncle. Le monarque portugais vint débarquer à Tanger, et périt avec toute son armée à la bataille d'Alcazar, en 1579. Don Henri, alors cardinal, prit la place de son neveu; mais comme il touchait à la vieillesse, et qu'il était d'une faible complexion, tout faisait présager que la couronne passerait bientôt en d'autres mains. Philippe était l'un des prétendants; mais, parmi les compétiteurs (1), deux pouvaient seuls lui inspirer de sérieuse inquiétudes, la duchesse de Bragance et le prieur de Crato (2). Les ducs de

(1) Ils étaient au nombre de six, savoir: Catherine, duchesse de Bragance; Philibert-Emmanuel, duc de Savoie; Antoine, prieur de Crato; Ranuce Farnèse, duc de Parme; Catherine de Médicis, mère de Henri III, roi de France, et le pape Grégoire XIII.

(2) Philippe et la duchesse descendaient de deux filles d'Emmanuel, le prieur de Crato, d'un fils de ce même prince; mais sa naissance était illégitime.

MCD 2019

Parme et de Savoie étaient placés sous sa dépendance; quant aux droits allégués par Catherine et le souverain pontife, ils n'étaient appuyés ni par la force ni par la justice. A la mort de don Henri, arrivée le 15 janvier 1580, comme ce prince n'avait point désigné d'héritier, Philippe résolut de se saisir de la succession demeurée vacante. Il pouvait disposer d'une armée et d'une flotte que sa prévoyance avait rassemblée, les vaisseaux furent mis sous les ordres du marquis de Santa-Cruz, et le duc d'Albe reçut le commandement des soldats. Ce vieux guerrier, rappelé des Pays-Bas, était tombé dans la disgrâce de son maître, pour avoir marié son fils aîné en dépit de l'opposition du monarque, qui, dans son ressentiment, avait confiné le duc dans son château d'Uzéda. D'Albe n'obtint pas même la permission d'aller à la cour; on lui envoya ses instructions, et il joignit à Badajoz les troupes espagnoles, à la tête desquelles il entra en Portugal. Sur ces entrefaites, le prieur de Crato s'était fait proclamer roi à Lisbonne. Le général espagnol embarqua ses troupes, et vint prendre terre à Cascaes, près de la capitale; les Portugais n'opposèrent qu'une faible résistance; don Antoine, battu au pont d'Alcantara, courut chercher un refuge dans Lisbonne, dont il sortit bientôt pour occuper Santarem avec un petit corps de troupes. La capitale ouvrit ses portes au vainqueur, qui envoya contre son adversaire un de ses officiers, don Sanche Davila; il atteignit le monarque fugitif aux environs d'Oporto, et le contraignit d'abandonner le royaume, qui se soumit entièrement aux armes de Philippe [1580]. A l'exemple de la métropole, toutes les colonies portugaises, à l'exception des Açores, reconnurent l'autorité du roi d'Espagne. Don Antoine, qui s'était retiré auprès de Henri III, leva six mille aventuriers français, avec lesquels il vint aborder à l'île Saint-Michel (1); mais il fut encore vaincu par Santa-Cruz, qui détruisit sa flotte et fit pendre ses soldats, qu'il affecta de traiter comme des pirates. Don Antoine s'échappa pour aller mourir dans l'obscurité.

(1) C'est une des Açores.

Tandis que Philippe rangeait sous ses lois le Portugal par la force des armes, le prince de Parme, à qui l'on avait redemandé les meilleures troupes de son armée, se trouvait hors d'état de tenir la campagne; mais ses adversaires n'étaient pas dans une meilleure position. Le pouvoir, au lieu d'être remis en une seule main, appartenait à un conseil, dont les membres ne s'accordaient pas toujours dans leurs vues. D'ailleurs, l'archiduc Mathias, revêtu du titre de gouverneur général, était trop jeune et trop inexpérimenté pour en accomplir les fonctions. Le prince d'Orange exerçait réellement une partie des attributions de l'archiduc et dirigeait exclusivement les négociations. Il avait donc abandonné le soin de conduire les opérations militaires au comte de Renneberg, et au brave Lanoue, guerrier français doué de talents supérieurs; mais ces officiers manquaient d'argent et commandaient à des soldats auxquels ils ne pouvaient imposer les lois de la discipline, dans l'impuissance où ils étaient de payer leurs services. Ceux-ci vivaient à discrétion chez les habitants, qui, fatigués de pareils hôtes, commençaient à regretter l'ancienne ordre de choses. Guillaume essaya de combattre cette disposition de l'esprit public par un manifeste où il exposait à ses concitoyens les inconvénients qui résulteraient d'un arrangement avec le roi d'Espagne; il rappelait les cruautés de Philippe, et le peu de foi que l'on devait avoir pour ses promesses, qu'il violerait sans scrupule, car il avait pour maxime qu'une parole donnée à des hérétiques n'engageait pas sa conscience. Ces arguments, présentés avec force, déterminèrent la plupart des députés à rompre ouvertement avec le monarque espagnol et à le remplacer par un prince étranger. Le choix tomba sur le duc d'Anjou, que les Flamands avaient appelé une première fois à leur secours; le prince français accepta la souveraineté qui lui était offerte à des conditions dont nous signalerons seulement les plus importantes. Il fut stipulé que si le duc mourait sans enfants, les Pays-Bas ne pourraient être annexés à la France; que l'assemblée des États serait convoquée tous les ans; que le prince

MCD 2019

choisirait exclusivement ses conseillers parmi les Flamands, à l'exception cependant de deux ou trois personnes, qui ne pourraient exercer aucun office sans avoir obtenu le consentement des états; enfin, il fut arrêté que le prince protégerait également les catholiques et les protestants; qu'il ne pourrait contracter de son chef aucune alliance; qu'il licencierait ses soldats à la première requête des états, et que s'il manquait à ses engagements il perdrait tous ses droits à la souveraineté des Pays-Bas. Cette démarche était le signal de l'affranchissement des Pays-Bas; le prince d'Orange avait pour ainsi dire dicté cette importante résolution; Philippe en était convaincu, et résolut de se débarrasser à tout prix d'un homme dont l'influence était si fatale aux intérêts de sa politique. Ne pouvant le vaincre, il avait déjà précédemment tenté de le gagner par des offres brillantes; mais Guillaume les avait refusées. Le monarque espagnol lança donc contre le prince d'Orange un édit de prescription, promettant une somme d'argent et des titres de noblesse à celui qui le livrerait mort ou vif. Guillaume ne voulut point user des mêmes armes contre son ennemi, et se contenta de répondre par une apologie de sa conduite, qui, répandue avec profusion dans toute l'Europe, porta un coup terrible à la réputation de Philippe.

Cependant les députés de toutes les provinces-unies s'étaient rassemblés à La Haie, et signèrent un acte de renonciation à l'obéissance envers le roi d'Espagne. Le sceau royal fut rompu, et tous les officiers civils et militaires furent astreints à prêter serment de fidélité au nouveau gouvernement. A la même époque, l'archiduc Mathias, qui n'avait pu réussir à échanger son titre de gouverneur contre celui de souverain, quitta les Pays-Bas après avoir accepté une pension annuelle de cinquante mille florins, en récompense des services qu'il aurait dû rendre, mais dont on lui tint compte comme si les Flamands en avaient profité. Si nous n'avons encore rien dit des événements militaires, c'est qu'ils n'eurent qu'une médiocre importance, malgré la défection du comte de Renneberg et la prise de Lanoue, qui fut fait prisonnier dans une rencontre. Le prince de Parme, enhardi par ces incidents, entreprit de bloquer Cambrai, faute de pouvoir l'assiéger en règle; mais le duc d'Anjou, à la tête de douze mille hommes de pied et de quatre mille cavaliers, vint au secours de cette place, et contraignit Farnèse à se retirer [1581]. Il prit ensuite Cateau-Cambrésis; mais là se bornèrent ses succès, car son armée, composée en grande partie de volontaires, ne tarda pas à se disperser, et le duc, à qui son frère Henri III ne put accorder aucun secours, se rendit dans la Grande-Bretagne pour solliciter en personne la main d'Élisabeth. Cette princesse, après lui avoir donné les espérances les plus flatteuses, finit par refuser sa demande; mais elle lui fournit une flotte, avec laquelle le duc d'Anjou reparut dans les Pays-Bas [1582]. Les Flamands l'accueillirent avec des transports de joie; ce prince fut joint quelques mois après par huit mille soldats français et suisses sous les ordres de Biron. Avec ces forces il pouvait tenir tout au plus en échec le prince de Parme, qui commandait alors à plus de soixante mille hommes. Au lieu de se dévouer entièrement au salut de ses nouveaux sujets, le duc d'Anjou crut qu'il importait à ses intérêts, comme à sa gloire, de posséder un pouvoir absolu et indépendant du contrôle des états. Au mépris des engagements qu'il avait contractés, il essaya de s'emparer de plusieurs villes où ses troupes étaient en garnison; il surprit ainsi par trahison Dunkerque, Dixmude et plusieurs autres cités; mais Anvers lui échappa par la résistance des habitants, qui prirent les armes et chassèrent les Français [1583]. Le duc essaya de pallier ses torts dans une lettre où il accusait les Anversois d'avoir provoqué ses soldats par des mauvais traitements; il traitait, au reste, ce qui s'était passé à Anvers, de simple émeute dépouillée de toute espèce de gravité. Les états, par le conseil de Guillaume, ne voulurent pas rompre avec le duc d'Anjou, et conclurent au contraire avec lui un nouveau traité, par lequel on rendait au duc les Français qui avaient été fait prisonniers à Anvers; il devait, de son côté, restituer en échange toutes les places dont il s'était saisi, et recevoir une

MCD 2019

somme de quatre-vingt-dix mille florins pour payer la solde de ses troupes. A ces conditions les états rendaient au prince français les titres et les droits de gouverneur général. Sur ces entrefaites, le duc d'Anjou, qui s'était retiré à Dunkerque, tomba malade et revint mourir à Château-Thierri à l'âge de trente-trois ans. Ce prince avait tous les vices de son temps et peu de ses vertus; son audace manquait de fermeté, son ambition de constance; nourri au sein d'une cour corrompue, il ne reculait devant aucun moyen, quel qu'il fût, pour réussir dans ses projets; aussi, dans la France comme dans les Pays-Bas, ne joua-t-il qu'un rôle peu honorable. Mêlé à toutes les intrigues, il ne sut jamais les dominer, et ne réussit qu'à s'attirer la haine de ceux dont il avait trahi les intérêts, et le mépris même de ses amis. Son trépas précéda de quelques semaines celui du prince d'Orange, contre lequel Philippe avait déchaîné des assassins qu'il appelait à son aide par l'appât de l'or et par l'espoir des récompenses célestes, exploitant ainsi le fanatisme et la cupidité. Plusieurs tentatives contre la vie de Guillaume avaient échoué; un des meurtriers, nommé Jauregui, lui avait tiré à bout portant un coup de pistolet, dont la balle, entrée au-dessous de l'oreille, était sortie par le cou; la blessure, quoique grave, n'avait eu aucun résultat fâcheux; mais, loin de les décourager, elle avait enhardi les assassins, que les agents de Philippe ne cessaient de recruter dans toutes les parties de l'Europe. Enfin, un scélérat, nommé Baltazar Gérard, s'étant introduit auprès du prince, sous le prétexte d'obtenir un passeport, le tua en présence de son épouse, le 10 juillet 1584. Appliqué à la torture, Gérard avoua qu'il avait été poussé à l'exécution de son crime par le prince de Parme; mais, loin de montrer quelque repentir, il se glorifia hautement d'une action qui allait, disait il, lui ouvrir les portes du ciel : livré aux tourments les plus affreux, il les supporta avec une constance et une fermeté que l'on pourrait traiter d'héroïsme, si l'assassinat pouvait mériter une si haute et si glorieuse dénomination. Ainsi mourut le prince d'Orange, qui posséda toutes les qualités propres au rôle que les événements lui avaient imposé. En effet, il n'eut point soulevé les Pays-Bas contre Philippe, si la tyrannie religieuse et politique du monarque n'eût lassé la patience des peuples. Guillaume réunissait toutes les vertus d'un chef de parti; intrépide sur les champs de bataille, il était plein de sagacité dans les négociations, et savait manier les esprits avec une rare dextérité; sa pénétration pressentait l'avenir, et, s'il ne pouvait toujours commander aux événements, il savait du moins tirer quelque avantage même de l'adversité. Cependant son mérite était plus solide que brillant, il ressort de l'étude des faits; mais il n'éblouit pas au premier aspect; en un mot, il se sent plus qu'il ne se révèle de lui-même.

Le prince d'Orange laissait deux fils; l'aîné, le comte de Buren, était au pouvoir de Philippe II; l'autre, appelé Maurice, entrait dans sa dix-huitième année. Il hérita de la plupart des dignités dont son père était revêtu; mais il les exerça sous la direction du comte de Hohenloe, dont la vieille expérience devait diriger le jeune prince et lui enseigner ses devoirs par l'exemple. Toutefois, malgré les talents précoces du fils, la mort du père porta un coup irréparable à la confédération des Pays-Bas. En effet, Guillaume, par l'autorité de son caractère et de ses talents, dominait toutes les ambitions secondaires et les forçait, pour ainsi dire, à se dévouer à l'intérêt général. Dès qu'il eux fermé les yeux, le pouvoir chancela dans les mains de ceux qui l'avaient recueilli, d'autant plus que le duc de Parme redoubla d'efforts pour terminer la lutte; mêlant à propos la force et la clémence, il réduisit en peu de temps les villes qui avaient été les principaux boulevards de l'insurrection. Gand, Malines et Bruxelles se rendirent successivement, gagnés par des capitulations où l'on amnistiait le passé. Une seule cité, mais c'était la plus importante par sa richesse et par sa position, restait à vaincre, c'était la ville d'Anvers, alors regardée comme imprenable. Farnèse osa l'attaquer, et s'en rendit maître après un siége aussi long que meurtrier. La chute de cette place, quoique désastreuse pour la confédé-

MCD 2019

ration, fut favorable aux États de Hollande et de Zélande. Un grand nombre d'habitants de la Flandre et du Brabant ne voulurent point se fier à la clémence des Espagnols, et s'expatrièrent pour aller s'établir à Amsterdam et à Middelbourg. Cette émigration donna une nouvelle impulsion au commerce des Hollandais et leur procura les moyens, non-seulement de résister à toutes les forces du roi d'Espagne, mais encore d'attaquer toutes ses possessions et de leur infliger tous les maux de la guerre.

Cependant les états, malgré de si graves échecs, conservaient encore l'espoir de triompher, mais en invoquant l'appui d'un prince étranger. Après une longue délibération, ils décidèrent qu'ils s'adresseraient au roi de France Henri III. Ce prince, frère du duc d'Anjou, dont nous avons raconté les tristes aventures, avait de justes motifs d'accepter le rôle qui lui était fait. La politique lui en faisait un devoir; c'était d'ailleurs une représaille méritée des attaques déloyales de Philippe II, qui s'était uni aux catholiques français pour arracher le sceptre à Henri. Mais ce dernier manquait d'argent et de résolution; il sentait qu'en portant la guerre dans les Pays-Bas, il assurait la tranquillité de son royaume et ruinerait en même temps le parti des Guises en le privant des secours du roi d'Espagne. Mais depuis qu'il était monté sur le trône, Henri avait perdu les inclinations guerrières de sa jeunesse, et ses folles profusions envers d'indignes favoris avaient épuisé ses finances. Il refusa donc la proposition des états, et promit seulement de les appuyer auprès d'Élisabeth (1). En effet, cette reine, sollicitée à son tour de prendre en main la défense de la confédération des Provinces-Unies, ne voulut pas en accepter la souveraineté, mais elle s'engagea de fournir à la confédération un général et une armée. Par malheur ce chef était le comte de Leicester, habile courtisan, mais dépourvu de toutes les qualités nécessaires à l'emploi qui lui était confié [1586]. Il débarqua dans la Hollande, où il fut reçu avec les honneurs dus à un souverain; on le décora du titre et des attributs de gouverneur et capitaine général des Provinces-Unies. Au lieu de s'attacher exclusivement à établir par la force des armes l'indépendance de ses alliés, Leicester ne songea qu'à étendre son pouvoir et à s'enrichir par les voies les plus criminelles. C'est ainsi qu'il s'appropria la solde des troupes étrangères au service de la confédération, qui se vit privée de leur assistance. En outre, sa présomption et son despotisme égalaient sa rapacité. Fatigués des torts de sa conduite, les états se plaignirent à Élisabeth, et Leicester partit subitement pour l'Angleterre, après avoir remis au conseil d'État l'exercice de son autorité. Il parvint cependant à se justifier, et reparut quelque temps après, ramenant avec lui quelques milliers d'hommes. Toutefois son arrivée et les opérations qu'il entreprit n'obtinrent aucun résultat décisif [1587]. Ses armes échouèrent comme ses intrigues, car il aspirait à se faire décerner la souveraineté des Provinces-Unies. Déçu dans son espoir, il finit par retourner dans sa patrie, d'où il ne revint plus, Élisabeth ayant exigé qu'il se démît de son titre de gouverneur général. On ne saurait affirmer si la reine prit cette résolution dans l'intérêt de sa politique, compromise par l'incapacité du comte, ou si elle sacrifia seulement au penchant de son cœur, en retenant auprès d'elle Leicester, pour qui elle ressentait, dit-on, l'attachement le plus passionné.

De son côté, le roi d'Espagne, profondément irrité contre Élisabeth, songeait à la faire repentir de s'être déclarée contre lui en intervenant en faveur d'un peuple révolté contre son autorité. Un autre motif non moins puissant le poussait encore à détrôner la fille de Henri VIII (1); c'est que cette princesse, séparée de la communion romaine, était le principal soutien de la cause protestante dans toute l'Europe. Aussi Philippe trouva-t-il un auxiliaire très-dévoué dans la personne du souverain pontife Sixte-Quint, qui aspirait à faire rentrer l'Angleterre dans le giron de l'église catholique. Il insista donc

(3) Davila, liv. VII. — Méteren, liv. XII. — Reidanus, liv. IV.

(1) Élisabeth.

MCD 2019

vivement auprès du monarque pour l'affermir dans une résolution qui serait aussi glorieuse pour ses armes que profitable à la religion. Philippe essaya de donner le change à Élisabeth, en faisant répandre le bruit que la flotte formidable qu'il faisait équiper était destinée à soumettre les Hollandais et à défendre de toute attaque ses colonies du Nouveau-Monde. La reine d'Angleterre ne fut pas dupe de cette imposture, et commença les hostilités en envoyant l'amiral Drake, qui détruisit sur les côtes d'Espagne un grand nombre de navires chargés de munitions. Drake pénétra ensuite dans le port de Cadix, où il incendia deux galions. Loin de paraître ému de ces pertes, Philippe fit proposer à Élisabeth de terminer leur différent par le moyen d'un congrès qui devait s'ouvrir à Bour-Bourg. La reine accepta cette proposition et envoya des ambassadeurs à ce congrès, qui ne se termina que lorsque Philippe eut levé le masque, c'est-à-dire lorsque sa flotte eut mis à la voile pour envahir la Grande-Bretagne. Mais la souveraine de ce royaume n'avait point laissé endormir sa prévoyance, et s'était mise en état de résister à l'agression dont elle était menacée. Les milices avaient pris les armes et composaient des forces nombreuses qui devaient être soutenues par un corps de soldats aguerris. En outre, toutes les villes maritimes se chargèrent de fournir des vaisseaux à leurs frais; la capitale seule en donna trente. Mais ce qui redoublait encore la confiance d'Élisabeth, c'est qu'une ardeur unanime enflammait son peuple, qui se montrait hautement déterminé à sacrifier sa vie et ses biens pour repousser la domination espagnole. Toutefois Élisabeth crut nécessaire d'augmenter encore la haine contre Philippe en faisant répandre à profusion des estampes représentant des malheureux livrés, dans les cachots de l'inquisition, aux tortures que cet odieux tribunal faisait infliger à ceux qu'il accusait d'hérésie. Ces représentations, en frappant les yeux de la multitude, excitaient en effet de plus en plus son aversion contre Philippe, et auraient sans doute rendu les Anglais invincibles, si ses soldats avaient débarqué sur le territoire britannique. De leur côté, les états des Provinces-Unies s'empressèrent de mettre leur flotte, composée de quatre-vingts vaisseaux, à la disposition d'Élisabeth. Dans les premiers jours du mois de mars 1588, *l'Armada* (on appelait ainsi la flotte de Philippe) se trouva prête à mettre à la voile; elle avait à son bord vingt-huit mille soldats, deux mille gentilshommes en qualité de volontaires, et huit mille matelots, et portait deux mille si cent cinquante canons, artillerie formidabl à cette époque. Mais, à la veille du départ, les deux amiraux, le marquis de Santa-Crux et le duc de Paliano, moururent de maladie, et il fallut les remplacer par le duc de Médina Sidonia, plus illustre par sa naissance que par ses talents. L'Armada mit enfin à la voile le 29 mai; elle devait se rendre à Niewport pour embarquer trente mille hommes d'infanterie et quatre mille chevaux commandés par le duc de Parme. Quand Médina fut arrivé dans le voisinage de Calais, Farnèse, averti de sa venue, refusa de prendre place avec ses soldats sur la flotte, alléguant que des bâtiments de transport n'étaient pas propres au combat, et qu'il fallait, au préalable, disperser les vaisseaux hollandais qui interceptaient le passage. Le duc de Médina crut devoir satisfaire à cette demande; mais, lorsqu'il fut en présence des vaisseaux hollandais et anglais, ces derniers lâchèrent des brûlots qui mirent les Espagnols dans le plus grand désordre. L'amiral Howard en profita pour harceler l'ennemi, auquel il prit et coula à fond huit ou dix bâtiments. Bref, le commandant espagnol, n'osant plus lutter avec des adversaires que leur agilité dérobait à ses coups, prit le parti de renoncer à son projet d'attaque contre les îles britanniques et de regagner l'Espagne par la mer du Nord. Mais, durant cette manœuvre, une tempête furieuse vint assaillir sa flotte, et telle fut la violence de l'ouragan, que la plupart des navires se brisèrent en se choquant les uns contre les autres; le reste se dispersa et fut entraîné sur les côtes de la Norvège, où ils furent presque tous submergés. Un petit nombre échoua sur les rivages de l'Écosse, d'autres en Irlande, où les équipages furent massacrés par les habitants.

MCD 2019

Le duc de Médina et le vice-amiral Récaldo échappèrent à cet immense désastre et débarquèrent dans un port de la Biscaye. On ne saurait préciser le nombre des soldats et des matelots qui perdirent la vie; quelques historiens le font monter à près de quinze mille, qui trouvèrent la mort dans les flots, ou furent moissonnés par le fer de l'ennemi. Quoi qu'il en soit, Philippe ne laissa percer d'autres sentiments que la résignation ; il remercia Dieu publiquement d'avoir épargné quelques soldats et quelques vaisseaux, et abrégea par un édit le temps consacré par l'usage au deuil des familles. Il écrivit aussi au duc de Médina Sidonia, non pour lui reprocher sa disgrâce, mais pour la plaindre et pour l'excuser. Il en agit de même avec Farnèse, malgré les attaques de l'envie, qui l'accusait d'avoir contribué à la ruine de l'entreprise par son défaut de prévoyance et par sa négligence. Au reste, Farnèse ne tarda pas à repousser ces injustes reproches par les succès qu'il obtint peu de temps après dans les Pays-Bas, où il se rendit maître de plusieurs villes, entre autres de Gertrudemberg [1590]. Mais le duc de Parme ne put profiter des avantages qu'il avait remportés, car les ordres de Philippe le contraignirent d'abandonner momentanément les Pays-Bas pour aller en France au secours de la Ligue.

Nous avons vu que le souverain de ce royaume, Henri III, chancelait sur son trône, dont le duc de Guise espérait le précipiter avec l'appui d'une association composée des catholiques de toutes les provinces. Cette association, dont il était le chef, avait pris le nom de la *sainte ligue*. Sur ces entrefaites, le monarque français avait déclaré la guerre aux protestants de ses États et mis sur pied plusieurs armées; l'une, commandée par le duc de Joyeuse, marcha contre le roi de Navarre (1), et fut battue dans les champs de Coutras ; l'autre, confiée au duc de Guise, battit, au contraire, les Allemands entrés en France comme auxiliaires des protestants. Enflé de sa victoire, Guise résolut d'accomplir la déchéance de Henri III. Il contraignit ce prince à fuir de sa capitale et de se réfugier à Blois; le monarque convoqua dans cette ville les états-généraux. Guise s'y rendit pour accomplir la ruine de son roi, qui s'en délivra en le faisant assassiner. Henri s'unit alors avec le roi de Navarre, et vint mettre le siége devant Paris, où il périt lui-même par le couteau d'un moine dominicain. Le prince de Navarre, héritier légitime de la couronne, se fit proclamer roi par son armée, mais il avait contre lui les catholiques, qui formaient la majorité de la nation. Ceux-ci, dirigés par le duc de Mayenne (1), qui essaya de lutter à main armée contre Henri IV. Vaincu au combat d'Arques, et, peu de temps après, à la bataille d'Ivri, le prince lorrain implora l'assistance du roi d'Espagne. Philippe nourrissait le projet d'ajouter la couronne de France à toutes les couronnes qu'il possédait, ou du moins de la placer sur le front de sa fille. Il résolut donc de venir à l'aide de Mayenne, pour empêcher son adversaire de triompher ; mais son but était d'affaiblir également, en perpétuant la guerre, et la ligue et Henri IV. Il espérait parvenir à s'élever sur leurs ruines et à imposer à la France sa volonté. En conséquence, il prescrivit au duc de Parme d'aller débloquer Paris sur le point de succomber sous les armes de Henri. Farnèse, après avoir nommé le comte Ernest de Mansfeldt commandant des troupes qu'il laissait dans les Pays-Bas, se mit en route à la tête d'une armée de quatorze mille hommes d'infanterie et de trois mille chevaux. Parti de Bruxelles dans les premiers jours d'août 1590, il n'arriva à Meaux que le 23 du même mois; mais si sa marche fut lente, c'est qu'il voulut ménager ses soldats et en même temps leur faire observer la discipline la plus exacte. Aussi, lorsqu'il arriva, les Parisiens étaient en proie aux extrémités les plus cruelles. la famine moissonnait chaque jour un grand nombre d'habitants qui expiraient, soit par le manque de nourriture, soit par la mauvaise qualité des aliments. En effet, les magistrats

(1) C'est ce même prince qui monta sur le trône de France sous le nom de Henri IV.

(1) Mayenne était frère puîné du duc de Guise, tué à Blois par les ordres de Henri III.

MCD 2019

de la capitale avaient imaginé de broyer des ossements humains pour en composer une espèce de farine ; mais cet expédient ne servit qu'à hâter la perte des malheureux qui goûtèrent cet exécrable mets. En un mot, vaincus par l'excès de leurs souffrances, les Parisiens étaient à la veille d'ouvrir leurs portes aux assiégeants. Mais l'apparition de Farnèse força Henri de s'éloigner, car ses troupes n'étaient pas assez nombreuses pour qu'il pût songer à les diviser. Il alla jusqu'à Chelles au devant du duc de Parme, dans l'intention de lui livrer bataille ; mais celui-ci, ne pouvant être forcé dans son camp, qu'il avait entouré de palissades et de retranchements, refusa de combattre, et, par un mouvement habile, se porta sur Lagny, dont il s'empara sous les yeux de Henri, et sans que ce dernier pût l'en empêcher. La prise de cette ville livrait au vainqueur le chemin de la capitale ; il en profita pour y faire entrer des vivres. Ce secours inespéré ranima le fanatisme des ligueurs, en même temps qu'il fit éprouver le chagrin le plus vif à Henri, qui voyait périr en un moment le fruit de toutes ses fatigues. En outre, il était réduit à désarmer, faute d'argent pour payer les simples soldats qui servaient sous ses ordres. Quant aux gentilshommes, comme ils ne recevaient point de solde, il ne pouvait les retenir sous ses drapeaux ; la nécessité les contraignait d'ailleurs de retourner dans leurs châteaux pour refaire leurs équipages et prendre quelque repos. En conséquence, Henri ne garda qu'un petit corps d'élite avec lequel il entreprit de harceler le duc de Parme. Sur ces entrefaites, Farnèse avait pris d'assaut Corbeil, place située sur les bords de la Seine et à douze lieues de Paris ; il voulait y placer une garnison italienne ou wallone. Mais le duc de Mayenne s'y opposa, et Farnèse, reconnaissant que les forces des catholiques et des protestants se balançaient mutuellement, résolut de les laisser aux prises, et rentra avec son armée dans les Pays-Bas. Il laissa seulement aux chefs de la ligue cinq à six mille hommes, avec la promesse de leur faire toucher incessamment trente mille ducats. Ce fut en vain que Henri essaya de troubler la retraite des Espagnols ; son audace et son activité échouèrent contre la vigilance et la prévision de son adversaire, qui ne put être entamé, et atteignit les frontières sans avoir éprouvé aucun échec. Toutefois, l'absence du duc de Parme avait eu des conséquences assez fâcheuses pour ses intérêts ; le prince Maurice, doué de grands talents militaires, en avait donné des preuves éclatantes. En effet, il s'était emparé d Zutphen et de Dewenter ; puis, quand Farnère eut repris le commandement, Maurice extermina, par une manœuvre habile, un corps de cavalerie espagnole [1591]. Farnèse, après cet échec, fut réduit à se retirer devant le prince ; ce qu'il exécuta avec une rare habileté. Comme ses forces avaient diminué par la désertion et les maladies, il envoya faire de nouvelles levées en Allemagne ; mais avant qu'elles fussent réunies sous ses enseignes, il ne put empêcher Maurice de se rendre maître de Nimègue, ville d'une haute importance pour la confédération. Ainsi, grâce aux victoires du prince d'Orange, celle-ci se trouvait dans une position formidable et plus en mesure que jamais de résister à Philippe.

Depuis le départ des Espagnols l'état des affaires en France avait changé. Henri, ayant reçu des renforts qui lui furent amenés d'Allemagne et d'Angleterre, avait repris la supériorité sur les ligueurs. Maître de la campagne, il était venu mettre le siége devant Rouen ; Mayenne, ne pouvant secourir cette ville, s'adressa aux agents du roi d'Espagne dans la capitale, et obtint par leur entremise le retour du duc de Parme. Ce prince entreprit une seconde expédition qui n'eut pas moins de succès que la première. Il pénétra dans la Normandie, et obligea Henri d'abandonner son entreprise. Farnèse alla ensuite attaquer et prendre Caudebec ; cette ville est située dans une sorte de péninsule formée par les eaux de la Seine, celles de la rivière d'Eu et par les flots de la mer. Henri tenait en son pouvoir les villes environnantes, le général espagnol se trouva donc comme bloqué et dans la nécessité de combattre avec désavantage ou de mettre bas les armes. Mais si le duc de Parme avait commis une faute il eut la réparer, et trouva

MCD 2019

moyen de traverser la Seine, avec tous ses bagages et toute son artillerie, à l'insu de son adversaire, qui se vit encore frustré d'une victoire qu'il regardait comme certaine, et dont les suites auraient porté un coup mortel au parti de la ligue. Quoi qu'il en soit, le duc de Parme quitta de nouveau la France pour retourner dans son gouvernement, où il reprit la conduite de la guerre contre les états; mais il portait déjà les germes d'une maladie qui ne tarda pas à se développer malgré les soins de la médecine. Le duc résolut alors de résigner sa charge de gouverneur des Pays-Bas; mais il ne put obtenir l'assentiment de Philippe. Obligé de rester à son poste, il ne tarda pas à succomber aux atteintes de son mal, et mourut le 3 décembre 1592, à l'âge de quarante-sept ans. Ce prince, que l'on doit placer à la tête des généraux de son siècle, était aussi grand politique que grand guerrier. La première de ces qualités consolida le succès de ses armes dans les Pays-Bas. Après avoir soumis les habitants par la force, il sut leur faire aimer l'obéissance par la douceur et l'équité de son administration. Sur le champ de bataille sa pénétration ne laissait rien au hasard, et dans les conseils il devinait toujours les résolutions les plus sages. Il possédait aussi ces dehors séduisants, objets de l'admiration de la multitude, qui les regarde comme l'apanage obligé du commandement. Ce prince, dit un historien célèbre (1), *n'eut d'autres vices que ceux de son siècle et de la cour où il avait été élevé;* d'où l'on peut inférer seulement que le duc de Parme poussait la dissimulation jusqu'à la duplicité; c'était en effet le vice de tous les grands personnages de son temps; cependant il tint fidèlement ses promesses avec les insurgés des Pays-Bas, et on ne lui reproche aucune de ces cruautés dont se souillaient presque tous les guerriers qui vivaient à cette époque. Il faut donc conclure que, placé dans le rang le plus élevé après celui de souverain, Farnèse en posséda presque toutes les vertus, ce qui doit suffire à son éloge, car la perfection ne fut jamais le partage d'aucun homme; il suffit pour sa gloire qu'il en ait le plus approché.

(1) Grotius.

Si jusqu'ici nous avons peu parlé de Philippe, c'est que ce monarque, depuis la bataille de Saint-Quentin, ne parut jamais à la tête de ses armées. On ne le vit pas comme son père parcourir sans cesse ses vastes États, et imprimer l'impulsion par sa présence. Confiné dans son palais, il tenait cependant entre ses mains tous les fils de la politique européenne, dont il était le moteur principal. Du fond de son cabinet il conduisait à la fois la guerre sur plusieurs point de l'Europe, et entretenait dans toutes les cours des intrigues qu'il suivait dans tous leurs détails. Philippe possédait une grande activité d'esprit, aussi faut-il pour le bien connaître le suivre dans les mystères de sa diplomatie et dans les appartements de l'Escurial. Un événement où le monarque se trouva mêlé personnellement mérite d'avoir place, avec quelques développements, dans cette histoire, car il met à nu les vices du caractère de Philippe; cet événement est le procès d'Antonio Pérez, qui dura douze années, et eut des suites politiques d'une grande importance. Antonio Pérez, doué des plus rares talents, était devenu le favori de son souverain, qui en fit le dépositaire de tous ses secrets. Ce prince avait conçu la passion la plus vive pour Anne de Mendoza, princesse d'Eboli, et mariée à Ruy Gomez, l'un des ministres du monarque. Il chargea Pérez de conduire cette affaire, et celui-ci alla sans balancer s'ouvrir à l'époux qui, loin de se fâcher de cette confidence, l'accueillit avec joie, et engagea lui-même sa femme à se rendre aux désirs de son royal amant; mais le confident ne put rester insensible aux charmes de la princesse et partagea, dit-on, ses bonnes grâces avec son maître. Sur ces entrefaites, don Juan d'Autriche, qui était alors chargé du gouvernement des Pays-Bas [1579], envoya à Madrid son secrétaire Escovédo pour obtenir le rappel des troupes espagnoles et italiennes, dont la présence était une cause d'irritation pour les Flamands. Escovédo, n'ayant pu réussir dans la demande qu'il était chargé de poursuivre, s'en prit à Pérez. Résolu de se venger, il épia si attentive-

MCD 2019

ment toutes ses démarches, qu'il découvrit ses liaisons avec la princesse d'Eboli, et en instruisit le roi. De son côté, Pérez et sa maîtresse peignirent au monarque Escovédo comme un homme dangereux, et qui avait suggéré à don Juan la pensée d'arracher le Pays-Bas à l'Espagne pour s'en faire une souveraineté. Philippe n'était que trop disposé à suspecter la fidélité de son frère; toutefois, ne voulant pas faire éclater ses craintes en s'assurant de la personne d'Escovédo, il résolut de s'en défaire par un assassinat, dont l'excution fut confiée au zèle de Pérez; mais il voulut aussi puuir ce dernier d'un crime dont il n'avait été que l'instrument, car, outragé dans son amour, il avait juré dans son cœur la perte d'un homme qui avait osé entrer en rivalité avec son prince. Philippe excita donc sous main la famille d'Escovédo à demander justice, et ils accusèrent Pérez du meurtre de leur père; Philippe en même temps donna à Pérez les assurances les plus fortes qu'il ne courrait aucun risque, et qu'il saurait le défendre contre ses ennemis; il poussa même la dissimulation jusqu'à lui faire part chaque jour des dénonciations qui lui étaient faites sur cette affaire. Rassuré par les lettres et par les paroles du monarque, le ministre demanda lui-même à être mis en cause pour réduire au silence ses adversaires, et le roi, feignant de condescendre à ce désir, fit arrêter Pérez et la princesse d'Éboli, qui fut renfermée dans une prison d'État. Quant à Pérez, on lui donna pour prison le logis de l'alcade de la cour, où il demeura quatre mois; il obtint ensuite la permission d'habiter son propre appartement, et cependant il continua d'exercer ses fonctions de secrétaire d'état, recevant toutes les dépêches et expédiant toutes les affaires comme par le passé; il resta dans cette singulière position jusqu'à la fin de 1585. A cette époque Philippe ordonna de commencer une enquête sur l'administration de Pérez; parmi les charges qui furent produites contre lui, la plus grave était d'avoir divulgué les secrets de l'État, et d'avoir trahi la confiance du monarque en altérant, soit par des additions, soit par des retranchements, les dépêches en chiffres qu'il recevait pour les transmettre directement au prince. L'accusé écrivit à Philippe une lettre, dans laquelle il lui faisait sentir combien une pareille discussion devait offrir de graves inconvénients; il s'adressa en même temps au frère Diégo de Chaves, qui dirigeait la conscience du roi, et lui communiqua les ordres écrits de Philippe lui enjoignant de corriger, suivant certaines indications, les rapports dressés par les ministres avant de les soumettre au conseil. Chaves était membre du conseil d'enquête, et comme il était confesseur du souverain, en cette double qualité on le verra jouer un rôle important dans cette mystérieuse affaire. Soit qu'il agit de son propre mouvement, soit qu'il obéit à de secrètes instructions, il conseilla à Pérez de ne pas produire les missives royales dont il était en possession, car il avait la certitude, disait-il, que Pérez ne courait aucun danger ni pour sa vie ni pour son honneur, et que toutes ces dénonciations judiciaires n'auraient aucun résultat facheux pour lui. Cependant, pour prix de sa discrétion, et malgré les promesses du moine, l'accusé fut condamné à deux ans de réclusion, au payement d'une amende de trente mille ducats, et il fut déclaré incapable d'exercer des fonctions publiques pendant dix années. Cet arrêt reçut un commencement d'exécution avant même d'avoir été signifié à Pérez, qui ne put jamais en obtenir une copie authentique. Alors ce dernier s'évada par une fenêtre et courut chercher un refuge dans une église; mais cet asile ne fut point respecté, et on le conduisit dans un château-fort, tandis que l'on apposait le séquestre sur tous ses biens, et que l'on saisissait tous ses papiers. Toutefois, ce traitement rigoureux cessa bientôt, Pérez rentra en possession de tout ce qui lui avait été enlevé, et on permit à sa famille de partager sa captivité; mais ces adoucissements à son sort, Pérez reconnut qu'il les devait, non à un retour de bienveillance du monarque, mais à l'espoir de retirer de ses mains les lettres et billets qu'il avait reçus de Philippe. Il refusa obstinément de les livrer, et se trouva en proie à des persécutions encore plus rigoureuses que celles qu'il avait éprouvées précédemment. On le sépara de sa

MCD 2019

MCD 2019



Pl. 8.

Léonce L'huillier Sculp.

VUE DE LA TOUR PENCHÉE DE SARAGOSSE

ESPAGNE

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

MCD 2019

femme et de ses enfants, qui furent retenus prisonniers de leur côté, quoique plusieurs de ces mêmes enfants fussent en bas âge. On vendit tous ses biens, et on le menaça d'un emprisonnement perpétuel. Pérez consentit enfin à remettre deux caisses soigneusement scellées, et qui furent envoyées sur-le champ à Philippe; il obtint en retour quelques adoucissements dans sa prison, et fut transféré peu de temps après à Madrid; il lui fut permis d'habiter une maison particulière, où il reçut les visites de personnages de tout rang et de toute condition, comme s'il eût joui pleinement de sa liberté. Il reprit en même temps sa correspondance avec Philippe, qui l'encourageait à lui écrire souvent : en un mot, tout semblait annoncer que Pérez allait rentrer en grâce auprès de son maître; mais la vengeance de celui-ci n'était pas encore satisfaite, ainsi que la rage de ses ennemis, parmi lesquels se trouvait un secrétaire d'État, Mathéo Vasquez, qui ne respirait que la ruine de Pérez, espérant le remplacer dans la confiance du souverain. En conséquence il excita le fils d'Escovédo à présenter une nouvelle plainte contre Pérez, auquel il demandait compte de la mort de son père. Philippe laissa ce nouveau procès suivre son cours, et cependant il écrivait à l'accusé « de » ne pas s'inquiéter de tout ce qui se faisait; » de continuer à agir avec la même réserve; » il promettait, de son côté, de ne pas l'a» bandonner, et lui donnait l'assurance que » la passion de ses ennemis ne pourrait rien » contre lui; il terminait en lui disant : Rap» pelez-vous bien qu'il ne faut pas qu'on » sache que cette mort a eu lieu par mon » ordre. » Il est nécessaire de faire connaître au lecteur toutes les iniquités qui furent commises dans cette procédure, où l'on refusa de communiquer les charges aux défenseurs de l'accusé; ils obtinrent seulement que le greffier leur en fît lecture, encore cette lecture était-elle incomplète, car le greffier passait des articles tout entiers. Quant aux juges, il ne fut pas permis à Pérez d'exercer contre eux aucune récusation, et, cependant, l'homme qui les présidait était son ennemi déclaré

Tandis que l'instruction se poursuivait, le frère Diégo de Chaves intervint encore pour conseiller à l'accusé d'avouer sa participation à la mort d'Escovédo, mais en taisant le motif qui l'avait fait agir. Cependant le fils d'Escovédo consentit, moyennant vingt mille ducats, à retirer sa plainte. Le procès semblait donc devoir tomber; ce fut alors qu'il commença réellement. Rodrigo Vasquez, qui avait dirigé toute cette procédure, obtint que Philippe lui écrirait de sa main le billet suivant : « Dites à Antonio Perez » qu'il sait très-bien que c'est moi qui lui ai » donné ordre de faire assassiner Escovédo, » pour les causes qu'il connaît, et que je lui » ordonne de déclarer. » Ainsi l'infortuné Antonio se trouvait placé dans la position la plus embarrassante et la plus bizarre; d'un côté, le roi lui avait prescrit impérieusement de ne jamais avouer que l'assassinat avait eu lieu à son instigation; de l'autre, le confesseur lui conseillait le contraire; il lui recommandait seulement de taire les motifs de cet acte. Enfin Rodrigo Vasquez, armé d'une lettre de Philippe, voulait qu'Antonio se reconnût coupable du meurtre. Celui-ci crut devoir nier d'avoir pris aucune part à l'assassinat d'Escovédo et soutint qu'il en ignorait les causes. Alors Vasquez le livra aux horreurs de la question; vaincu par la douleur, Perez se laissa arracher l'aveu de sa culpabilité et de l'ordre qu'il avait reçu du monarque. Mais il fallait fournir les preuves de sa déclaration, et ces preuves il n'osait les produire. Il résolut donc de chercher son salut dans la fuite, et réussit à s'échapper par l'adresse de sa femme et le zèle d'un gentilhomme aragonais, son parent, nommé Gil de Mésa. Brisé par la torture, Perez avait été forcé de s'arrêter à Catalayud petite ville de l'Aragon; quelques heures après arrivèrent des ordres pour l'arrêter. Mais Perez ayant réclamé les priviléges de la province, les autorités du pays le firent conduire à Sarragosse, où il fut déposé dans la prison du royaume ou de la liberté. Ceux qui s'y trouvaient renfermés étaient placés sous la juridiction du justiza, et n'étaient plus soumis à l'autorité royale; en outre, Perez ne pouvait être présenté à la question, et avait le droit d'être mis en liberté, en

MCD 2019

promettant avec serment de se présenter quand il en serait requis, pour répondre aux charges portées contre lui. Philippe ouvrit alors des négociations ayant pour but d'obtenir que le fugitif fût ramené à Madrid; mais, n'ayant pu réussir dans sa demande, il envoya en Aragon la procédure déjà instruite contre l'accusé, et chargea son procureur fiscal de poursuivre Perez comme auteur de la mort d'Escovédo, par les rapports mensongers qu'il avait faits au souverain contre ce dernier. Perez écrivit au monarque et lui envoya même un religieux chargé de lui démontrer qu'il avait entre les mains les moyens de se justifier. N'obtenant aucune réponse satisfaisante, il prit le parti de produire les pièces qu'il possédait, dont les unes étaient sa correspondance avec Philippe, contenant sur la même feuille des réponses écrites de la main du prince lui-même; dont les autres étaient des lettres de don Juan d'Autriche à Perez et des lettres d'Escovédo; puis enfin quelques missives du frère Diégo de Chaves. Nous n'entrerons point dans les détails de ce nouveau procès; nous dirons seulement que l'accusé s'étant pourvu devant les dix-sept (1) composant la députation du royaume, ceux-ci reconnurent que la place de secrétaire d'État ne pouvait être assimilée à des fonctions domestiques exercées auprès de la personne du monarque, et que le roi ne pouvait, sous ce rapport, avoir d'action contre Perez. Philippe résolut alors de changer son plan d'attaque et de livrer Perez aux mains de l'inquisition, sous le prétexte qu'il avait formé le projet de se réfugier dans le Béarn auprès du prince de ce pays, qui était hérétique (2). On ne pouvait fonder sur une base aussi fragile une accusation d'hérésie; mais l'important était de mettre à la disposition du saint office la personne de Perez. Philippe comptait avec raison qu'un pareil tribunal saurait trouver des crimes à l'homme dont il avait juré la perte. Les inquisiteurs se mirent à l'œuvre sur-le-champ et délivrèrent un ordre d'arrêter Antonio Perez et l'un de ses amis, Génois de naissance, et appelé Majorini. Ils furent livrés tous deux aux officiers du saint office, le *justiza* ayant consenti à ne pas invoquer pour les accusés les droits du royaume aragonais. Mais les amis de Perez, en intéressant le peuple en sa faveur, obtinrent qu'il serait réintégré, ainsi que son compagnon d'infortune, dans son ancienne prison. Cependant Philippe pressait le gouverneur civil de la province d'employer tous les moyens pour obtenir une condamnation contre Antonio, et, s'il ne pouvait en venir à bout, de mettre tout en usage pour qu'il ne sortît pas de l'Aragon. Par son ordre, les inquisiteurs demandèrent qu'on suspendît les effets du privilége, et que durant cette suspension les prisonniers leur fussent remis. Enfin, après une longue négociation, il fut convenu que Perez et Majorini seraient livrés de nouveau au saint office. Cette décision avait été tenue secrète; mais, quand il fallut l'exécuter, quoique le gouverneur militaire, don Ramon Cerdan, eût disposé des troupes dans plusieurs quartiers de la ville, la multitude prit les armes et se rendit en foule devant la prison. Déjà les formalités de la remise étaient remplies, quand don Martin de la Nuza, parent du justiza, donna le signal de l'attaque. On se battit sur plusieurs points; partout le peuple eut l'avantage; le gouverneur fut mis en fuite, et il périt plus de deux cents personnes du parti de la cour et de l'inquisition. Perez et Majorini furent mis en liberté par leurs geôliers et conduits en triomphe jusqu'à la maison de don Diégo de Hérédia, où ils trouvèrent un asile. Le soir même, Antonio sortit de Sarragosse et se jeta dans les montagnes voisines, où il erra durant trois jours, poursuivi par don Ramon Cerdan; puis enfin il retourna secrètement à Sarragosse, il y demeura caché dans l'hôtel de son ami don Martin Nuza. L'inquisition, ayant eu quelque indice que don Martin connaissait la

(1) Les dix-sept formaient la cour suprême du royaume d'Aragon; le roi ne pouvait lui-même faire appel de leurs arrêts. Ces magistrats étaient élus par la voie du sort, et avaient seuls qualité pour intenter des poursuites contre le lieutenant du royaume d'Aragon et contre ses officiers.

(2) Ce prince était Henri IV, à qui l'Espagne refusait de donner le titre de roi de Navarre, province dont Ferdinand-le-Catholique s'était emparé sans autre droit que celui de la force.

MCD 2019

retraite d'Antonio, essaya vainement, et par des menaces et par des promesses, de corrompre la fidélité de ce dernier; elle ne réussit qu'à décider Perez à chercher son salut hors de l'Espagne.

Sur ces entrefaites, Philippe avait assemblé un corps d'armée sur les confins de l'Aragon; le commandement en fut confié à don Alonzo de Vergas. Dès que les magistrats de Saragosse furent instruits de la marche des troupes royales, ils présentèrent une requête au tribunal du justiza, qui, après une information juridique, prononça une sentence de mort contre Vergas et ses soldats, sentence qui fut signifiée au général par des huissiers et des notaires chargés en même temps de lui défendre de passer la frontière. Vergas permit aux officiers du justiza de s'acquitter de leur mission. Cette formalité remplie, le justiza, avec l'aide des principaux seigneurs aragonais, s'occupa de faire des levées d'hommes, et envoya demander du secours à la Catalogne et au royaume de Valence, en vertu des traités qui existaient avec ces diverses provinces. On déploya l'étendard de saint George, autour duquel une grande partie de la population aragonaise vint se ranger avec empressement. Mais le temps avait manqué pour organiser militairement cette multitude, et les chefs, désespérant de résister aux vieilles troupes du roi, résolurent de se retirer avant d'engager une lutte trop inégale; en quelques jours, l'armée aragonaise se dispersa. Vergas entra dans Saragosse le pardon à la bouche; mais la clémence de Philippe n'était qu'une ruse pour immoler plus sûrement les victimes désignées à sa colère. En effet, la plupart, sur la foi d'une amnistie, eurent l'imprudence de reparaître; parmi ces imprudents était le grand justicier don Juan de la Nuza; arrêté sur-le-champ, il fut traîné à l'échafaud au bout de quelques heures, et décapité, en vertu d'un ordre signé de la main de Philippe. Tous ceux qui avaient pris part à la révolte, députés, magistrats, gentilshommes, ecclésiastiques, furent livrés aux bourreaux, leurs maisons rasées et leurs biens confisqués, sans égard pour les droits des mères, des épouses et des enfants, qui expièrent des fautes auxquelles ils n'avaient eu aucune part [1591]. Quant à Perez, il était sorti de Sarragosse avant l'arrivée de Vergas et avait traversé les Pyrénées au milieu des neiges qui encombraient les routes. Il atteignit enfin, le 26 novembre, la ville de Pau, où il fut accueilli avec bienveillance par Catherine de Bourbon, sœur du roi de Navarre. Les réfugiés aragonais tentèrent, quelque temps après, de rentrer à main armée dans la province; mais ils furent défaits. Ceux qui tombèrent entre les mains des vainqueurs périrent dans les supplices, et l'Aragon perdit sans retour sa liberté. Condamné à mort comme hérétique par le saint office, Perez demeura en France, il y vécut d'une pension que lui fit Henri IV. Mais la vengeance de Philippe ne cessa de le poursuivre par le ministère d'assassins qui attentèrent plusieurs fois à ses jours. Toutefois le ministre survécut à son maître, mais il mourut dans l'exil (1). Enfin, après quatre années de réclamations, la famille d'Antonio obtint de Philippe III la réhabilitation de la mémoire de son auteur et rentra en possession de ses biens. Si nous avons traité cette affaire avec quelque développement, c'est qu'elle dévoile tout entier le caractère du monarque espagnol, dont elle fait ressortir l'astucieuse atrocité. Cependant, malgré la toute-puissance de son despotisme, Philippe fut vaincu dans cette lutte soutenue contre un sujet, et ne recueillit d'autre fruit de ses persécutions que la honte de les avoir ordonnées et le dépit de n'avoir pu frapper sa victime. Elle lui échappa pour livrer à la postérité les preuves du machiavélisme de sa politique et de la profonde corruption de son âme. Ordonnateur du crime, il en fut puni par son complice, qu'il punit à son tour de lui avoir obéi. Chacun des meurtriers reçut le châtiment qui lui était dû : cette justice de la Providence méritait d'être signalée.

Cependant Philippe n'avait pas renoncé au projet qu'il avait conçu de placer la couronne de France sur la tête de sa fille; il comptait, pour y parvenir, sur les ligueurs; mais ceux-ci, malgré la haine invétérée

(1) Dans l'année 1611

MCD 2019

ou ils ressentaient contre le roi de Navarre, n'avaient pas moins d'éloignement pour la domination espagnole Le monarque, sentant que la voie des armes ne pouvait seule lui obtenir l'objet de ses désirs, contraignit le duc de Mayenne à convoquer les états-généraux, qui s'assemblèrent à Paris le 26 janvier 1593. L'ambassadeur du monarque, le duc de Féria, assisté de Mendosa, jurisconsulte habile, se flattait de diriger les délibérations; mais toutes les intrigues de ces deux agents échouèrent dans cette occasion. En vain Philippe offrit-il de donner à sa fille pour époux le duc de Guise; Mayenne fit avorter ce plan, car son orgueil ne lui permettait pas de contribuer à élever au-dessus de lui son neveu, et il sentait une répugnance invincible à sacrifier l'indépendance de la nation. De son côté Henri de Navarre, qui avait différé long-temps de se convertir, ayant enfin abjuré le protestantisme, ramena par cette démarche un grand nombre de Français de toutes les classes, qui ne haïssaient que le culte de Calvin. Les états, où se croisaient tant d'intrigues opposées, ne prirent aucune décision, et le prince de Navarre réussit à se faire ouvrir les portes de la capitale. Dès ce moment, il devint roi; tous les obstacles qui l'avaient écarté du trône depuis la mort de son prédécesseur s'aplanirent de jour en jour, et ses adversaires devinrent ses sujets. Toutefois, Mayenne, appuyé par le roi et les soldats de l'Espagne, essaya de rétablir la fortune de la Ligue; mais il ne tarda pas à reconnaître qu'elle était perdue sans retour, et tout fit présager qu'il se soumettrait bientôt.

Tandis que l'ascendant de Philippe en France s'affaiblissait, ses armes n'étaient guère plus heureuses contre Maurice, prince d'Orange, qui continuait de soutenir la lutte avec avantage. A la mort du duc de Parme, le comte de Mansfeld avait reçu le gouvernement des Pays-Bas; mais il avait été bientôt remplacé par l'archiduc d'Autriche Ernest. Ce prince, dépourvu de talents militaires, mourut quelques mois après son arrivée à Bruxelles [1594], et eut pour successeur le comte de Fuentès. Celui-ci signala son entrée au pouvoir en domptant par la force et par l'adresse l'esprit séditieux des soldats. Il sut aussi retenir sous les lois de l'Espagne les provinces des Pays-Bas, qui avaient été reconquises par Farnèse (1); il fit même une invasion dans la Picardie pour venir au secours de la Ligue, et s'empara de plusieurs places. Mais la vigilance du monarque français arrêta bientôt le succès de ses armes, Philippe y contribua de son côté en lui retirant le gouvernement des Pays-Bas pour en revêtir son neveu, l'archiduc Albert [1596]. Fuentès s'éloigna, laissant au prince autrichien le soin de résister en même temps au roi de France et au prince d'Orange. Quoiqu'il fût prêtre, puisqu'il était archevêque et cardinal, Albert se mit à la tête de l'armée et se rendit maître de Calais; il prit ensuite la ville d'Ardres, et revint dans les Pays-Bas, où durant son absence il ne se passa aucun événement digne d'être mentionné. En même temps qu'il combattait par ses lieutenants en France et dans la Flandre, Philippe était aussi en guerre avec Élisabeth, à laquelle il voulait enlever l'Irlande en y débarquant des forces assez nombreuses pour rallier les catholiques de ce pays, qui brûlaient de s'affranchir du joug que les Anglais faisaient peser sur eux. Élisabeth n'ignorait pas le dessein de Philippe, et prévint son attaque en envoyant une flotte qui vint s'emparer de Cadix, où les Anglais firent un immense butin. Trente-six navires richement chargés tombèrent entre leurs mains, ainsi que trente bâtiments de guerre et un grand nombre de vaisseaux de transport. Le ciel même sembla se déclarer contre Philippe; car, ayant fait partir sur ces entrefaites l'expédition dirigée contre l'Irlande, une tempête assaillit les Espagnols et submergea la plus grande partie de leurs vaisseaux; le reste se réfugia dans le port de Férol, et l'entreprise fut abandonnée. Cet échec fut contrebalancé sur un autre point; en effet, l'archiduc Albert se saisit par surprise d'Amiens, capitale de la Picardie [1597]. Toutefois Henri ne tarda pas à reprendre cette ville sous les yeux d'Albert, qui ne put la secourir. Les finances de Philippe, quoi-

(1) Le duc de Parme.

MCD 2019

qu'elles fussent alimentées par le Nouveau-Monde, étaient épuisées, car ses dépenses surpassaient beaucoup ses revenus; il lui fallut, pour y faire face, recourir à des emprunts. Mais la mauvaise foi du monarque espagnol tarit bientôt cette ressource. Aussi la plupart des services publics demeuraient en souffrance; les troupes n'étaient point payées, et se payaient de leurs propres mains, soit en pillant les habitants, soit en livrant à l'ennemi les villes où elles tenaient garnison. Toutes ces causes réunies décidèrent Philippe à conclure la paix avec la France. Un congrès s'ouvrit à Vervins, petite ville de la Picardie; mais la reine d'Angleterre et les Hollandais refusèrent d'y envoyer des députés. Toutefois la France et l'Espagne, après de longues négociations, déposèrent les armes. La première rendit à Philippe Cambrai, et reçut en échange Calais, Ardres, Dourlens et plusieurs autres cités. Ce prince avait enfin renoncé à la chimère qu'il avait caressée si long-temps, celle de régner en France au nom de sa fille; il résolut de la marier à l'archiduc Albert, et d'abandonner aux deux époux la souveraineté des Pays-Bas. Les Flamands accueillirent sans répugnance la nouvelle de cet hymen et les conditions qui s'y rattachaient, ils allaient au moins être délivrés du gouvernement des Espagnols, qu'ils avaient tant de raison de haïr. La session des Pays-Bas fut le dernier acte politique de Philippe : en proie depuis quelque temps aux accès d'une fièvre encore agravée par de fréquentes attaques de goutte, il tomba dans l'état le plus déplorable; des plaies se formèrent sur plusieurs parties de son corps; elles engendrèrent une multitude d'insectes qui dévoraient pour ainsi dire le monarque tout vivant. Ainsi avait péri Sylla. Le roi se montra, dans cette terrible occurrence, plein de résignation et conserva toute la lucidité de son esprit. Il ne perdit rien de sa fermeté, mais son âme, quoiqu'elle n'éprouvât ni crainte ni repentir, s'ouvrit à la clémence. Philippe pardonna à quelques-unes de ses victimes, entre autres à l'épouse de Perez, qui rentra dans la possession de ses biens. Il détermina ensuite les dispositions qui devaient avoir lieu pour ses funérailles, puis il voulut examiner son cercueil, qu'il fit placer dans son appartement. Il expira le 13 septembre 1597, à l'âge de soixante-douze ans.

Si l'on considère Philippe comme prince, on reconnaît qu'il sut gouverner dans toute l'étendue de ce mot, c'est-à-dire qu'il savait discerner les talents et les mettre à la place qui leur convenait : ainsi la plupart de ses généraux furent des guerriers habiles. Il sut encore administrer, car sa vigilance surveillait attentivement la conduite de ses agents. En un mot, maître par sa naissance d'une vaste monarchie, il eût rendu sa puissance plus ferme et ses états plus florissants, s'il n'eût hérité de son père la folle ambition de régner sur tous les peuples. Cette chimère, qu'il poursuivit toute sa vie, donne la clef de ses actes et de sa politique, et le poussa à tous les actes criminels qui ont souillé son règne. Une dévotion réelle, mais implacable dans ses haines, inébranlable dans ses résolutions, attisait encore l'ambition de Philippe. Elle autorisait son penchant pour le despotisme, en lui persuadant que son pouvoir émanait d'une source sacrée; élu de la Divinité, à ce titre il considérait ceux qui résistaient à ses ordres comme en état de rébellion envers Dieu lui-même, puisqu'il était son représentant. Il portait ce même despotisme jusque dans sa famille, où tout le monde tremblait devant lui, aussi ne connut-il jamais ces tendres épanchements qui répandent tant de charmes dans la vie domestique. Il eut des maîtresses et des favoris, mais sans nourrir pour eux un attachement véritable : il était toujours prêt à les sacrifier à ses intérêts et à ses passions. La religion, qui a pour but d'étouffer nos vices et de perfectionner nos vertus, ne servit qu'à corrompre le naturel de Philippe. En effet, au lieu de se nourrir de sa morale, il n'en garda que les pratiques, dont il s'acquittait scrupuleusement comme étant les seuls devoirs qui lui fussent imposés : de là vient qu'il se livrait sans remords à toutes les cruautés comme à toutes les perfidies. L'époque où il vécut contribua encore à rendre sa politique sanguinaire et sans foi, les détestables maximes

MCD 2019

du machiavélisme étaient alors considérées comme formant la science du gouvernement, et justifiant les actions les plus condamnables par le résultat. Philippe d'ailleurs n'aspirait pas seulement à obtenir une obéissance extérieure, il voulait encore commander aux consciences : des sujets n'ayant qu'un roi ne devaient avoir qu'un seul Dieu. Cette persuasion vicia tous les projets du monarque et les fit avorter ; mais les vices de son caractère, loin de lui procurer des avantages, tournèrent contre lui ; ceux qu'il voulut convertir par la force moururent martyrs de leur foi, ou devinrent des ennemis implacables. Il souleva contre lui des populations qu'il n'aurait pu soumettre qu'en les exterminant; leur mit les armes à la main et les rendit invincibles, en les forçant de combattre pour leur vie, leur religion et leur liberté. Malgré les mines du Potose, dont l'or alimenta ses finances, le roi d'Espagnee, au lieu d'être le prince le plus riche, était en effet le plus pauvre; les soldats, mal payés, détruisaient par la révolte l'œuvre de leur courage; ils vendaient les villes qu'ils avaient conquises, ils pillaient les habitants qu'ils devaient défendre, et semaient dans la multitude une aversion profonde contre le souverain dont ils étaient les instruments. Hors d'état de subvenir à ses dépenses par ses revenus, Philippe, obligé de recourir à des emprunts, viola sans scrupule tous ses engagements, et porta bientôt la peine de sa mauvaise foi. Toutes les bourses se fermèrent devant ses besoins, et quand il mourut, toutes les parties de son vaste empire tendaient à se désorganiser. Après un règne de quarante-trois années signalées par de nombreuses victoires, l'Espagne, qui s'était flattée de commander à toute l'Europe, vit commencer les jours de sa décadence. En résumé, Philippe, malgré de grandes qualités, fut un mauvais prince et un mauvais politique ; il ne sut jamais proportionner ses vues à ses moyens ; aussi quels furent les résultats de ses plans? la France lui échappa, et après trente ans d'une lutte meurtrière, tout ce qu'il obtint se réduisit à la soumission de la Flandre et du Brabant, tandis qu'un nouvel ennemi, qu'il s'était créé par sa faute, prit rang parmi les nations et rendit à l'Espagne tous les maux qu'il en avait reçus.

PHILIPPE III.

(DE 1598 A 1621.)

Philippe II laissait un fils qu'il avait eu d'Anne d'Autriche, fille de l'empereur d'Allemagne, Maximilien II. Si l'infortuné don Carlos avait éveillé les craintes de son père par les projets de son ambition, il n'en était pas de même du jeune Philippe III, dont le naturel indolent et apathique se pliait à l'obéissance parce qu'il se sentait hors d'état de commander. Le vieux monarque essaya vainement de retremper le caractère de l'héritier de son trône, en l'initiant de bonne heure aux affaires ; il reconnut, avee douleur, l'inutilité de ses soins [1598]. Il voulut alors se borner à lui donner des conseillers habiles, et lui recommanda, à son lit de mort, de confier les rênes de l'État au marquis Castel-Rodrigo et a don Juan Idiaquez, dont il avait éprouvé les talents et la fidélité (1); mais ce jeune prince avait fait une autre choix dans la personne du marquis de Dénia, son premier écuyer, auquel, dès qu'il eut pris le sceptre, il confia l'exercice de son autorité. Castel-Rodrigo fut relégué dans un poste honorable; on l'envoya en Portugal, décoré du titre de vice-roi. Idiaquez, auquel il fut permis de rester à la cour, consentit à ne jouer qu'un rôle secondaire, celui de donner des conseils quand on les lui demanderait. Le favori fut créé duc de Lerme, et prit possession du pouvoir, dont il était incapable de supporter le poids. Il est vrai que l'Espague jouissait alors des douceurs de la paix, car si la guerre durait encore dans les Pays-Bas, cette province allait passer en d'autres mains. En effet, l'archiduc Albert, qui avait déposé la pourpre, épousa au mois d'avril 1599 l'infante, sœur du nouveau monarque, et partit bientôt pour les Pays-Bas, qui lui avaient été cédés par Philippe II. Mais on ne pouvait abandonner ce prince à ses propres forces; en effet la lutte

(1) Vid. Gonzalez Davila. Del inclita monarcha don Phelippo tercero, liv. I, chap. 12.

MCD 2019

continuait toujours avec les États de Hollande, et l'Espagne devait encore prêter à l'archiduc l'appui de ses trésors et de ses soldats. Cependant les finances du royaume se trouvaient dans l'état le plus déplorable; Philippe II avait laissé une dette considérable à la charge de la couronne, et s'était vu réduit, vers la fin de son règne, à subsister par des aumônes volontaires que les prêtres allaient recueillir de maison en maison pour le compte du monarque. Les causes de cette pénurie étaient d'abord les guerres perpétuelles soutenues par le fils de Charles-Quint (1), puis la possession des riches provinces du Nouveau-Monde. Les Espagnols s'y rendaient en foule, dans l'espoir d'y faire une fortune aussi brillante que rapide. Par suite de ces émigrations les provinces de la mère-patrie avaient perdu la fleur de leur population; on avait cessé de recourir au travail et à l'industrie pour s'enrichir; les manufactures tombèrent, les arts furent négligés, l'agriculture abandonnée, et les Espagnols, plongés dans la paresse et l'engourdissement, se virent réduits à acheter de l'étranger tout ce qui devait servir à leurs besoins. Il en résulta que l'or du Nouveau-Monde, au lieu d'enrichir l'Espagne, l'appauvrit réellement, en lui faisant négliger les richesses de son territoire : de son côté le gouvernement n'ayant d'autres ressources que les impôts, les augmentait sans mesure, de sorte qu'il détruisait lui-même les sources où il devait puiser. Il faut encore remarquer que les rigueurs de l'inquisition gênaient le commerce en écartant de l'Espagne les peuples qui ne professaient pas la religion catholique; ainsi le royaume, lorsque Philippe III devint roi, était sans armée, sans marine et sans argent.

Un ministre, s'il eût été doué d'un génie véritable, n'aurait surmonté les difficultés qui l'environnaient qu'avec beaucoup de peine, car ces difficultés tenaient à un ordre de choses qu'il n'était pas facile de changer. Une pareille tâche écrasait la faiblesse du duc de Lerme : ce ministre ne trouva pas d'autre expédient que de doubler la valeur de la monnaie de cuivre, ce qui augmenta dans la même proportion le prix des denrées, et tourna au détriment du petit peuple, sur lequel les inconvénients de cette mesure retombaient principalement. L'état d'épuisement où se trouvait l'Espagne n'empêcha pas Philippe de fournir des troupes à son beau-frère l'archiduc, nouveau souverain des Pays-Bas. Mendoza, marquis de Guadaletta et amiral d'Aragon, qui commandait les troupes espagnoles, fit une invasion dans le duché de Clèves, afin d'y faire vivre ses soldats aux dépens de ce pays : il prit Wesel Rées et Émerik, et se trouvait ainsi dans le voisinage du fort de Schenck et d'autres places appartenant aux provinces unies. Mais le prince Maurice accourut à la tête d'un petit corps d'armée, et contraignit son adversaire de rétrograder et d'aller s'établir dans plusieurs petits Etats du cercle de Westphalie, qui ne s'attendaient pas à être attaqués puisqu'ils n'avaient jamais pris parti dans la lutte entre la Hollande et l'Espagne. Les habitants de ces contrées ne firent aucune résistance; ils étaient depuis un demi-siècle déshabitués de la guerre, et subirent avec résignation les excès de tout genre auxquels s'abandonnèrent les soldats de Mendoza. Ces derniers, dont la barbarie égalait la cupidité, livraient aux tortures les habitants pour les forcer de découvrir les lieux où ils avaient caché leurs richesses; quelquefois ils les faisaient périr sur le bûcher, comme coupables d'hérésie, car ces malheureux professaient le protestantisme. Des actes si coupables excitèrent l'indignation des princes et des villes libres situées sur les bords du Rhin, et ils se coalisèrent pour punir Mendoza. Douze mille hommes de pied et deux mille hommes de cavalerie furent mis sous les ordres du comte de Lippe; mais ce général manquait d'expérience et de capacité; il n'éprouva que des revers, et ses soldats se dispersèrent (1). Sur ces entrefaites, l'archiduc Albert et l'infante, son épouse, dont les noces avaient été célébrées à la cour de Philippe III, firent une entrée solennelle à

(1) Philippe II.

(1) Grotius, liv. 8. De Thou, liv. 122. chap. 6 et 8. Bentivoglio, liv. 5.

MCD 2019

Bruxelles. Les Flamands reçurent leur nouveau souverain avec de grandes démonstrations de joie. Mais bientot s'élevèrent des difficultés assez graves; les états de Brabant voulurent exiger certaines conditions avant de prêter le serment d'obéissance, et ne cédèrent qu'avec une répugnance marquée; ils étaient d'ailleurs blessés de la prédilection de l'archiduc pour les mœurs et les usages espagnols, dont quelques-uns révoltaient leur fierté; car Albert, à l'exemple de ce qui se pratiquait à Madrid, exigeait que les personnes de sa maison le servissent à genoux. Cette conduite, si elle plaisait à l'Escurial, déplaisait aux peuples des Pays-Bas, que le prince autrichien avait de grandes raisons de ménager. En effet, quoique le duc de Lerme lui eût fait des avances considérables, l'archiduc en avait dépensé la plus grande partie dans les pompes de son hymen, et se trouvait hors d'état de payer la solde des troupes espagnoles et allemandes qui servaient sous ses drapeaux. Celles-ci ne tardèrent point à se révolter, chassèrent leurs officiers, et se mirent en possession de plusieurs places. Pour remédier à ces désordres, Albert convoqua les états, auxquels il demanda un subside; mais les députés, tout en protestant de leur fidélité, rejetèrent sa demande, et lui conseillèrent, pour sortir d'embarras, d'entrer en accommodement avec les Hollandais. Ces derniers refusèrent de déposer les armes et de consentir à un traité de pacification, dont ils ne sentaient pas le besoin. Ils résolurent, au contraire, d'envahir la Flandre; Maurice, conduisant une armée, forte de dix-sept mille hommes, vint débarquer près de Gand, et marcha sur Newport, dont il forma le siége. A cette nouvelle, l'archiduc se hâta de rassembler des forces considérables, qui se grossirent d'un grand nombre de soldats espagnols que le prince sut ramener au devoir par son adresse et sa fermeté. Il vint à son tour assiéger Maurice dans son camp. S'il eût attendu les renforts qui lui étaient promis, le prince d'Orange, enfermé entre la garnison de Newport et un ennemi qui lui était supérieur en nombre, eût été forcé de capituler; mais l'archiduc, entraîné par l'ardeur des chefs et des soldats de son armée, présenta la bataille à Maurice, qui triompha dans cette action où les deux partis combattirent avec une égale bravoure. Le vainqueur n'osa poursuivre ses adversaires et se retira à Ostende pour réparer les pertes qu'il avait faites, puis il finit par regagner la Hollande [1600].

Revenons en Espagne, où le monarque et son ministre cherchaient les moyens de faire face aux dépenses publiques. Le duc de Lerme ne pouvant plus rien arracher au peuple, réduit à l'indigence, entreprit de soumettre les riches et les membres du clergé à fournir un inventaire; les premiers, de la vaisselle d'or et d'argent qui servait aux usages domestiques; les autres, des vases et des ornements précieux qui ornaient les édifices sacrés. Mais le clergé montra une opposition si violente que le pouvoir n'osa exécuter une mesure dont il attendait son salut, car le gouvernement pensait que si tous les métaux précieux dont nous venons de parler étaient convertis en monnaie, ils suffiraient pour ramener l'abondance et la prospérité dans le royaume. Ne pouvant triompher de la résistance de l'Église, Philippe tenta de soulager ses sujets en concluant la paix avec l'Angleterre. Un congrès fut indiqué à Boulogne, mais une difficulté sur l'étiquette fit avorter les négociations avant même qu'elles fussent entamées. Le monarque espagnol fut réduit à continuer les hostilités; il échoua dans une expédition envoyée en Islande au secours du comte de Tyrone, qui avait levé contre Élisabeth l'étendard de la rebellion. Don Juan d'Aguilar aborda dans le port de Kinsale, mais le lord-lieutenant d'Irlande se porta aussitôt vers cette place, et battit les Espagnols et les Irlandais qui vinrent l'attaquer. D'Aguilar, sans espoir d'être secouru par ses alliés, qui l'avaient si mal secondé, et par la cour de Madrid, rendit Kinsale aux troupes anglaises et abandonna l'Irlande pour retourner en Espagne [1602]. Tandis que les troupes de Philippe étaient repoussées des États d'Élisabeth, ce monarque faisait les derniers efforts pour mettre l'archiduc en mesure de reconquérir les provinces qui s'étaient détachées des Pays-Bas. En consé-

MCD 2019

quence, Albert résolut de s'emparer d'Ostende, place jusqu'alors regardée comme imprenable. Cette entreprise offrait les plus grandes difficultés; aussi, après avoir livré plusieurs assauts meurtriers, le prince se contenta de bloquer la place. Il éprouvait d'ailleurs un nouvel obstacle par la révolte d'un corps de troupes espagnoles, qui se saisit d'Hochstrate, ville du Brabant, où ils se fortifièrent. Albert, dans cette occurrence, consulta le cabinet de Madrid sur la conduite qu'il devait tenir à l'égard de ces rebelles; Philippe, malgré sa détresse, fut d'avis qu'il fallait employer la rigueur, et ordonna en conséquence de lever plusieurs régiments, pour étouffer la révolte dans le sang des coupables. Albert publia donc un rescrit où il accordait aux insurgés trois jours pour rentrer dans le devoir; en cas de désobéissance, ils seraient mis à mort, sans exception. Les soldats se placèrent alors sous la protection de Maurice, et l'archiduc, pour empêcher que les troupes demeurées fidèles ne suivissent l'exemple de leurs camarades, publia un acte d'amnistie, où, en pardonnant aux rebelles, il s'engageait à payer la solde qui leur était due [1603]. A cette époque mourut la reine d'Angleterre: elle eut pour successeur Jacques I, dont elle avait fait périr la mère sur l'échafaud (1). Philippe profita de cette circonstance pour essayer de se concilier le nouveau monarque, auquel, avant la mort de la fille de Henri VIII (2), il avait offert précédemment de prêter l'appui de ses armes pour lui assurer la possession de la couronne d'Angleterre. Dès qu'il eut appris l'avénement du prince écossais, le roi d'Espagne ordonna de cesser toutes les hostilités contre les Anglais; Jacques, de son côté, annula la permission qui avait été accordée de courir sus aux vaisseaux espagnols; en même temps Philippe envoya à Londres, en qualité d'ambassadeur, don Juan de Taxis, comte de Villa Mediana. Les Hollandais chargèrent aussi le célèbre Barnevelt et le prince Henri Frédéric, frère de Maurice, d'aller complimenter Jacques, et solliciter le renouvellement de l'alliance, qui unissait depuis si long-temps Élisabeth et les Provinces-Unies. Le marquis de Rosny arriva en même temps de la part du roi de France Henri IV. Tous ces diplomates étaient chargés de missions opposées; en effet l'ambassadeur de Henri avait ordre de conclure un traité par lequel ces deux monarques s'engageaient à défendre les Hollandais contre les Espagnols. Jacques adhéra à cette demande. L'envoyé de Philippe parvint aussi à conclure la paix avec le monarque anglais à des conditions équitables et modérées: Jacques promit de ne fournir aux Hollandais aucune espèce de secours, et cependant il avait pris avec la France des engagements tout opposés. Cette duplicité tenait à la faiblesse de son caractère, qui ne savait jamais vouloir avec fermeté [1604].

Tandis que l'Espagne désarmait, l'Angleterre continuait les hostilités avec une vivacité nouvelle dans les Pays Bas. Un nouveau général était venu prendre le commandement des troupes espagnoles; c'était le marquis de Spinola. Il était originaire de l'état de Gênes, où il possédait de grands biens. Né avec le génie de la guerre, il devint l'un des plus grands généraux de son temps, sans avoir fait aucun apprentissage dans cet art si difficile. Son premier soin fut d'assurer la solde des soldats, en établissant d'abord l'ordre le plus rigoureux dans l'administration des fonds destinés à ses troupes; mais comme les sommes qui lui était fournies par l'Espagne étaient insuffisantes, il engagea la plus grande partie de sa fortune pour assurer la paye des troupes. Certain de leur obéissance, secondé par le génie inventif d'un ingénieur italien, nommé Pompéo Targone, il reprit le siége d'Ostende, qui durait depuis trois ans. Nous négligerons les détails de ce siége mémorable qui nous entraîneraient trop loin, pour ne parler que du résultat. La place se rendit enfin, et ses intrépides défenseurs obtinrent la capitulation la plus honorable. La prise d'Ostende fit périr près de cent mille hommes, et son acquisition fut loin de compenser le sang et les trésors qu'elle avait

(1) Jacques était fils de Marie Stuart, reine d'Écosse, à qui Élisabeth avait fait trancher la tête.

(2) Élisabeth.

MCD 2019

coûtés [1604]. Spinola se rendit ensuite à Madrid pour négocier avec les ministres, afin d'en arracher tout ce qui était nécessaire pour l'entretien de son armée. Mais l'Espagne était arrivée à une telle détresse, que le duc de Lerme donna, par un édit, à la monnaie de cuivre une valeur presque égale à celle de l'argent. Il en advint que les nations voisines fabriquèrent ces mêmes espèces en cuivre dont elles inondèrent l'Espagne avec leurs marchandises, dont elles faisaient payer le prix en espèces frappées avec l'or et l'argent provenant du Mexique. Cette manœuvre enleva bientôt de la Péninsule les métaux précieux que le Nouveau-Monde versait chaque année. Toutefois Spinola obtint des fonds pour la campagne qui allait s'ouvrir, il les employa à payer à ses soldats les arrérages de leur solde et faire de nouvelles levées. Les hostilités recommencèrent entre lui et Maurice avec des succès et des revers balancés des deux côtés, car les deux rivaux avaient des talents guerriers également supérieurs. Le plan du général espagnol était de transporter la guerre sur un terrain nouveau en pénétrant dans le cœur des provinces d'Utrecht et de Hollande, afin d'attaquer ses ennemis au centre de leurs ressources; mais le prince d'Orange avait deviné son projet, et réussit à le faire échouer après deux ans de combats, qui ne servirent qu'à rehausser la gloire de Spinola et de son habile adversaire. Le premier ne parvint pas à entamer la Hollande et les provinces maritimes, qui opposèrent toujours à ses efforts une résistance insurmontable [1606].

Jusqu'ici, pour ne pas interrompre le récit des faits, nous n'avons point initié le lecteur à la connaissance de l'état intérieur des Provinces-Unies, qui, possédant un territoire resserré dans des bornes étroites, luttaient depuis si long-temps contre la monarchie de Charles-Quint. Pour éclairer cette question dans toutes ses parties, nous allons jeter un coup d'œil en arrière, et rétrograder jusqu'au dixième siècle. A cette époque un comte de Flandre, Baudouin, établit des foires ou marchés publics fréquentés par les Français et les Allemands, qui venaient y chercher une foule d'objets sortis des manufactures exploitées par les Flamands. Durant près de trois cents années, le peuple des Pays-Bas rendit toute l'Europe tributaire de son industrie; mais les souverains de cette contrée, engagés dans de longues guerres, écrasèrent leurs sujets d'impôts excessifs. En Hollande, au contraire, les taxes étaient plus modérées, et les habitants y trouvaient un abri contre les calamités de la guerre. Entourés de tous côtés par les eaux, les Hollandais se firent marins et pêcheurs par nécessité, et firent des gains immenses par l'exportation du hareng qu'ils avaient trouvé l'art de conserver en le salant. Vers le milieu du seizième siècle, les persécutions religieuses accrurent encore le nombre des habitants de la Hollande et de la Zélande en même temps que leur industrie, et quand ces deux provinces, par des prodiges de courage et de persévérance, eurent secoué le joug de l'Espagne, les habitants des principales villes de la Flandre et du Brabant vinrent grossir encore la population des Provinces-Unies, où ils pouvaient exercer librement leur culte. Mais le territoire de leur nouvelle patrie n'aurait pu fournir à la subsistance de tant d'hommes: sa position au centre de l'Europe et à l'embouchure de plusieurs rivières navigables, unies entre elles par des canaux, permit aux réfugiés de se livrer à tous les genres d'industrie. Ils élevèrent de nombreuses fabriques, et devinrent en même temps les facteurs des autres nations. Ils allaient même porter des blés dans les ports de l'Espagne et de Portugal, ainsi que des bois de construction tiré de la Norwège, et ils recevaient en échange, avec les productions naturelles de la Péninsule ibérique, l'or du Mexique et du Pérou, et les épiceries que les Portugais recueillaient dans leurs colonies situées en Orient. Philippe II toléra pendant quelques années ces relations avantageuses à l'Espagne; mais, aveuglé par sa haine contre les rebelles, il crut tarir leurs ressources par l'interdiction de commercer avec ses sujets. Il lança un édit ordonnant que les vaisseaux hollandais seraient confisqués, et ceux qui les montaient condamnés aux galères, c'est-à-dire, à ramer sur les

MCD 2019

bâtiments espagnols. Ces mesures, aussi rigoureuses qu'impolitiques, tournèrent contre leur auteur, car les Hollandais, ne pouvant plus recevoir du Portugal les marchandises de l'Orient, entreprirent d'aller les chercher. Un Flamand, nommé Houtman, qui avait fait plusieurs voyages dans les possessions portugaises, fut mis à la tête d'une petite escadre, avec laquelle il visita les côtes d'Afrique, celles du Brésil, Madagascar et Sainte-Marie, et aborda aux îles de la Sonde, où il acheta du poivre et d'autres épiceries [1596]. Le succès du voyage d'Houtman fit naître dans la Hollande et la Zélande un grand nombre d'associations qui équipèrent des vaisseaux pour aller explorer les mers de l'Orient, et surtout la presqu'île de l'Inde. Les Portugais, qui régnaient dans cette dernière contrée, employèrent tous les moyens imaginables pour repousser ces nouveaux-venus ; mais ils ne purent réussir à les chasser. De leur côté, les États-Généraux, pour accélérer le développement du commerce avec l'Orient, unirent, en 1602, toutes les associations commerciales de ce genre en un seul corps, qui reçut le nom de *compagnie des Indes orientales*. On lui concéda les pouvoirs les plus étendus, puisqu'elle eut le droit de faire la paix et la guerre, de lever des troupes, de nommer à tous les emplois militaires et civils dans les pays éloignés, et d'administrer souverainement la justice. Cette société, fondée et gouvernée par des négociants, a servi de modèle à la célèbre compagnie des Indes, dont le siége est à Londres, et qui commande aujourd'hui à plus de soixante millions de sujets [1602]. Les affaires de la compagnie hollandaise prospérèrent rapidement, tandis que les Portugais, leurs rivaux, voyaient décliner chaque jour la puissance de leurs armes et l'extension de leur commerce. En effet, les abus les plus criants régnaient dans leurs établissements. Soumis d'ailleurs à la cour d'Espagne, celle-ci était hors d'état de les secourir. Le cabinet de Madrid, s'il protégeait si mal les Portugais, ne savait pas mieux défendre les intérêts de l'Espagne, dont les ports, bloqués à cette époque par les Anglais, ne pouvaient recevoir les galions chargés de l'or et des productions du Nouveau-Monde, qui étaient pillés en route, tantôt par les sujets d'Élisabeth, tantôt par les Hollandais. Ces derniers s'enrichissaient chaque jour, et augmentaient dans la même proportion leur puissance maritime, ils vinrent attaquer l'Espagne jusque dans ses ports. Les ministres de Philippe ne pouvant lutter à force ouverte, voulurent empêcher leurs adversaires de se livrer, sur les côtes de l'Angleterre et des Pays-Bas, à la pêche de la morue et du hareng. Ils délivrèrent des lettres de marque à des armateurs de Newport et de Dunkerque, qui infestèrent le canal de la Manche ; mais les flottes hollandaises ne tardèrent pas à les détruire, et parcoururent sans obstacle toutes les mers que leurs vaisseaux sillonnaient pour aller commercer avec tous les peuples [1607] (1).

La guerre durait depuis quarante années entre l'Espagne et les Provinces-Unies ; mais elle avait eu pour résultat de porter les états hollandais au plus haut point de splendeur, tandis que la monarchie de Charles-Quint était réduite aux plus fâcheuses extrémités. Malgré les succès qu'il avait obtenus, et quoiqu'il se vît à la tête d'une armée aussi nombreuse qu'aguerrie, Spinola lui-même fut d'avis de mettre fin aux hostilités ; il conseilla à l'archiduc d'entrer en arrangement avec les états-généraux. Albert fit en effet, le premier, des propositions qui furent d'abord combattues par le prince d'Orange ; toutefois il céda aux représentations de Barnevelt, et les négociations s'entamèrent. Une première difficulté se présenta ; elle portait sur un point d'une grande importance pour les Provinces-Unies, qui exigeaient d'être reconnues formellement comme État libre et indépendant. Ce premier point décidé suivant le désir des Hollandais, des discussions commencèrent, auxquelles le président Jeannin, envoyé par Henri IV, en qualité d'ambassadeur, prit une part très-active. Le roi d'Angleterre intervint aussi par ses envoyés ; mais un incident hâta la conclusion du traité,

(1) Vid. van Météren.—Grotius: Recueil des Voyages qui ont servi à l'établissement de la compagnie des Indes orientales, formée en Hollande. Rouen, 1725.

MCD 2019

ce fut la victoire navale que Heemskirk remporta à cette époque sur les Espagnols. Ceux-ci avaient formé le projet d'enlever la flotte des Indes orientales qui avait mis à la voile pour les ports de Hollande; l'amiral paya de sa vie son triomphe, qui fut complet, car les vaincus perdirent plus de deux mille hommes, ainsi que la plupart de leurs vaisseaux pris à l'abordage ou incendiés. Les conférences commencées en 1607 ne se terminèrent que deux ans après; enfin la paix fut signée le 9 avril 1609; elle contenait trente-huit articles, dont quelques-uns faillirent entraîner le renouvellement des hostilités, entre autres l'article qui reconnaissait l'indépendance absolue des Provinces-Unies. Philippe ne voulant pas y accéder, il fallut que l'archiduc employât l'influence de son confesseur, qui vint à Madrid, et arracha, non sans peine, au monarque son consentement. Ainsi les Hollandais, après les efforts les plus héroïques, montèrent au rang de nation, qu'ils soutinrent dignement par la suite. En effet, on les vit bientôt se mêler à toutes les transactions qui eurent lieu entre les principales puissances de l'Europe. Ils osèrent défier Louis XIV dans tout l'éclat de sa gloire, et il leur fut donné de le vaincre dans la guerre de la succession et de lui rendre avec usure les désastres et les humiliations qu'ils en avaient reçus.

Philippe III venait à peine de donner à ses peuples quelque soulagement par le traité conclu avec les Hollandais, que ses ministres lui firent adopter une mesure qui acheva de ruiner son royaume. Nous voulons parler de l'expulsion des Maures, que poursuivait depuis plusieurs années, avec une funeste persévérance, dom Juan de Ribera, archevêque de Valence. Ce prélat, déjà parvenu à la vieillesse, crut sans doute qu'une pareille action couronnerait saintement sa vie, et il fit remettre au roi plusieurs mémoires à ce sujet. Après avoir accusé les Maures de correspondre entre eux dans toutes les parties de l'Espagne, pour s'encourager à garder la religion de leurs ancêtres, et après avoir rappelé au roi que dans le cas où le territoire serait envahi, soit par les Turcs, soit par une puissance chrétienne, ils prendraient les armes pour se joindre aux envahisseurs, Ribera conclut en disant qu'il faut se délivrer de ce danger en chassant les Maures de la Péninsule. « L'intérêt, » ajoute-t-il, « spirituel et temporel du souverain catholi- » que et de ses fidèles sujets l'exige; car sans » cette mesure de rigueur on doit craindre » que les infidèles ne possèdent toutes les » richesses du royaume. Non-seulement ils » sont plus industrieux, ils sont encore » aussi sobres qu'économes et travaillent » à des prix moins élevés que les Espa- » gnols. Aussi les villages habités par ces » derniers dans la Castille et l'Andalou- » sie, sont-ils en proie à la misère, tandis » que les cultivateurs maures vivent dans » l'aisance. Enfin les fermiers espagnols peu- » vent à peine acquitter le prix de leurs » baux, tandis que les Maures, quoique ré- » duits à défricher un sol ingrat, abandonnent » aux propriétaires du terrain qu'ils cultivent, » le tiers de la récolte, et trouvent encore le » moyen d'élever leurs familles dans une sorte » d'aisance. » Le prélat conclut en disant qu'il ne faut pas tous les déporter à la fois, car il serait à craindre que l'éloignement de ces infidèles ne changeât particulièrement le royaume de Valence en un désert. En conséquence il propose de charger les Maures de nouveaux impôts qui serviraient à entretenir une armée pour les contenir jusqu'au jour fixé pour leur départ. Il serait même à propos, ajoute-t-il, que le gouvernement pour diminuer le nombre de ces infidèles, en envoyât chaque année plusieurs milliers aux galères et dans les mines. Tel est le résumé des arguments et la conclusion des mémoires présentés par Ribéra, mais les barons du royaume de Valence, qui avaient eu connaissance de ces écrits, les combattirent avec succès dans deux mémoires qui justifiaient les Maures de la plupart des accusations jetées sur eux. Ribéra répondit par une nouvelle dénonciation, qui fut soutenue chaudement par le cardinal archevêque de Tolède, inquisiteur général et frère du premier ministre. Il soutint qu'il fallait passer indistinctement tous les Maures au fil de l'épée. La cour de Rome, consultée sur cette question, prescrivit aux évêques de s'assembler afin d'examiner s'il

MCD 2019

n'existait aucun moyen d'opérer la conversion des Maures. Les prélats, après de longues délibérations, déclarèrent « que les » Maures étaient si obstinés et si fortement » attachés au culte de Mahomet, qu'on ne » parviendrait jamais à les ramener de bonne » foi dans le chemin du salut. » Cette sentence, communiquée au roi, le détermina, et l'expulsion des Maures fut décidée(1). Il fut résolu que l'on commencerait par ceux qui habitaient le royaume de Valence. Don Augustin Mésica, gouverneur d'Anvers, arriva pour prendre le commandement des troupes que l'on avait rassemblées sous le prétexte d'une expédition contre les barbaresques [1609]. Mais les conférences fréquentes tenues entre le vice-roi et l'archevêque Ribéra firent soupçonner aux barons de la province qu'il se tramait quelque projet contre les Maures. Ils avaient intérêt à les défendre, car le plus grand nombre de ces malheureux comptaient parmi leurs vassaux les plus industrieux. Ils envoyèrent des députés au marquis de Carrarena(2), dont la réponse évasive loin de dissiper leurs craintes, ne fit que les rendre plus vives. Ils s'adressèrent alors au monarque, qui fit connaître à leurs envoyés que la mesure allait recevoir son exécution, et qu'elle était irrévocable. En effet l'édit fatal fut publié dans les premiers jours de septembre 1609; il annonçait aux proscrits de se tenir prêts afin de partir dans trois jours, pour les ports où ils devaient s'embarquer. Il leur était en outre défendu, sous peine de mort, d'emporter d'autres effets que ceux que les seigneurs dont ils dépendaient consentiraient à leur abandonner : sur cent familles, les barons pouvaient en retenir six. Enfin tous les enfants au-dessous de quatre ans étaient autorisés à demeurer en Espagne si leurs pères ou leurs tuteurs y consentaient. Toutefois les Maures qui avaient embrassé depuis long-temps le christianisme, n'étaient point forcés de s'expatrier s'ils produisaient des certificats constatant qu'ils avaient été baptisés et que depuis cette époque ils s'étaient toujours comportés comme de bons chrétiens (1). Quand ils apprirent qu'ils étaient condamnés à l'exil, les principaux Maures de Valence s'assemblèrent dans cette ville, pour se consulter sur ce qu'ils devaient faire; après une vive discussion, ayant reconnu qu'ils étaient hors d'état de résister par la force, ils embrassèrent le parti de la résignation; mais ils déclarèrent à leurs seigneurs les barons qu'ils ne consentiraient jamais ni à laisser en Espagne leurs enfants en bas âge, ni à remplir la condition par laquelle six familles sur cent pourraient rester dans le royaume. Les barons, qui se voyaient ruinés complétement si les Maures persistaient dans cette dernière résolution, essayèrent d'obtenir du vice-roi quelque adoucissement aux rigueurs de l'édit; mais il fut inflexible, et les Maures de Valence se mirent en marche au nombre de cent cinquante mille pour se rendre dans les ports qui leur étaient désignés et aller chercher une nouvelle patrie. Les vassaux du duc de Gandia, qui partirent les premiers, furent les plus heureux. Accueillis dans la province de Tremecen, ils s'y établirent et ne tardèrent pas à se confondre avec les habitants du pays, dont ils parlaient la langue et dont ils professaient le culte. Quant au reste de leurs compatriotes, les uns périrent par des tempêtes qui les assaillirent dans la traversée; d'autres, ayant freté à leurs frais des bâtiments, furent égorgés par les équipages. Ceux qui abordèrent en Barbarie furent massacrés par les Arabes ou traînés en esclavage. Tel fut le sort des Maures de Valence. Trente mille de ces infortunés, qui vivaient dans les montagnes, ayant essayé de se défendre, périrent par le fer, et ceux que l'on épargna échurent aux soldats, qui les vendirent comme des bêtes de somme. Les Maures qui habitaient la Castille et les autres provinces du royaume furent déportés à leur tour. Bref, huit cent mille personnes de tout âge, de tout sexe et de toute condition, sortirent de l'Espagne, dont ils entraînèrent la ruine, car seuls ils exerçaient tous les arts. Dès qu'ils eurent quitté la Peninsule, les manufactures tombè-

(1) Vid. Bléda, page 503. S. Fonseca, Traitione de Morescoès, page 187.

(2) Le vice-roi.

(1) Voyez Fonseca, liv. IV, chap. III.

MCD 2019

rent, le sol devint stérile, le dénuement prit la place de la richesse. Ainsi l'Espagne subit la peine de son inhumanité ; aujourd'hui même les traces en subsistent encore, excepté dans le royaume de Valence, où les Maures ont laissé des traditions qui se sont perpétuées et font encore de cette contrée la province la plus riche de la péninsule.

Les années qui s'écoulèrent jusqu'en 1618 ne furent marquées par aucun événement de quelqu'importance, sous le rapport politique. Philippe resserra dans l'année 1612 son union avec la France, par un double mariage, le prince des Asturies épousa Élisabeth, fille de Henri IV, et l'infante Anne d'Autriche devint la femme de Louis XIII, roi de France. En Italie, l'Espagne, maîtresse du duché de Milan, prit les armes contre le duc de Savoie, qui s'était saisi du Montferrat à la mort du duc de Mantoue, à l'héritage duquel il n'avait aucun droit : cette guerre, interrompue et reprise plusieurs fois, dura quelques années et se termina enfin par le traité d'Asti, qui arracha au duc de Savoie le Montferrat. A la même époque règnait sur le royaume de Naples, avec le titre de vice-roi, don Pédro Giron, duc d'Ossone (1). Doué de grands talents et d'une ambition plus grande encore, le duc tint en haleine les États voisins, par ses intrigues perpétuelles et la hardiesse de ses tentatives. Il voulait rendre à l'Espagne son ancienne suprématie, et, d'accord avec le marquis de Bedmar, il tenta de renverser le gouvernement de Venise. Mais le conseil des Dix pénétra cette entreprise et la fit échouer en y mêlant un de ses agents, le capitaine Pierre, qui devint l'âme du complot et rendait compte jour par jour de ses progrès aux inquisiteurs d'État. Il paraît donc que cette conjuration, à laquelle le duc d'Ossone n'était pas étranger, fut fécondée et développée par le gouvernement vénitien lui-même, qui sacrifia ensuite ses propres agents, pour cacher la part qu'il avait prise à une trame dirigée contre lui (2).

Depuis vingt années le duc de Lerme gouvernait sous le nom de Philippe, et sa faveur semblait appuyée sur des fondements inébranlables; le duc avait cette croyance, c'est une erreur qui enivre toujours les favoris; cependant l'expérience prouve que le temps, au lieu d'affermir leur fortune, en ronge chaque jour les fondements ; tôt ou tard un prince se fatigue d'être dominé, et secoue le joug, non parce qu'il sent sa faiblesse, mais parce qu'il se lasse d'obéir au même maître. Le ministre espagnol était d'ailleurs incapable de soutenir seul le poids du gouvernement et il s'en déchargea sur un de ses anciens domestiques, qui s'était emparé de sa confiance. Cet homme, appelé Caldéron, était digne du rang où il s'éleva, par ses talents ; mais son orgueil révoltait d'autant plus qu'il était parti de plus bas pour arriver au faîte. Il devint successivement comte d'Oliva et marquis de Siete-Eglisias ; il acquit de grands biens et affichait un luxe plutôt convenable à un prince qu'à un particulier, surtout à un parvenu de la veille. Cependant le duc de Lerme, pour cimenter son pouvoir, introduisit dans l'intimité du monarque, son fils, le duc d'Uzède, dont l'esprit souple et insinuant ne tarda pas à captiver les bonnes grâces de Philippe. Il plaça encore son neveu, le comte de Lemos, auprès du prince des Asturies, afin d'établir son empire sur l'esprit de l'héritier du trône; puis enfin il donna au roi un confesseur de sa main. Mais le ministre apprit bientôt que l'ambition étouffe jusqu'aux sentiments les plus sacrés; Uzède se fatigua bientôt du rôle secondaire qui lui était imposé, et il aima mieux le supplanter que de le servir, sans être arrêté par le rôle odieux qu'il allait remplir, celui d'un fils armé contre son père. Quant au moine Aliaga, il crut qu'il valait mieux s'unir avec un favori naissant auquel il servirait d'appui, que de rester fidèle à un ministre auquel il devait sa place; le rôle de protégé pesait à son orgueil. Le comte de Lemos refusa seul de se montrer

(1) Osuna.

(2) Consulter à ce sujet l'Histoire de Venise par Daru; toutefois de nouveaux renseignements semblent infirmer l'opinion de cet historien ; aussi la conjuration de Venise est-elle une véritable énigme, dont il reste encore à trouver le mot

MCD 2019

ingrat. Sur ces entrefaites, soit que le duc de Lerme s'aperçût que son crédit baissait, soit qu'il crût devoir s'assurer un abri à tout événement, il sollicita le chapeau de cardinal. Mais la pourpre romaine en l'élevant presque au niveau du rang suprême, contribua à éloigner Philippe, qui se sentit blessé d'être contraint de rendre une espèce d'hommage à son sujet, autrefois sa créature, et qui alors tenait exclusivement de la royauté l'éclat dont il brillait. A dater de cette époque, le nouveau prince de l'Église fut exclus de l'intimité du roi. Ses deux principaux adversaires, le duc d'Uzède et le confesseur, en profitèrent pour lui porter des coups d'autant plus pénétrants qu'il ne pouvait les parer. Les fautes de son administration furent amplifiées et ouvrirent les yeux du monarque; il reconnut l'incapacité de ce même homme à qui il avait confié, depuis son avénement au trône, les rênes de l'état. Une autre circonstance précipita sans retour la chute du ministre; ce furent les relations intimes et secrètes qu'il avait établies avec l'héritier du trône, par le moyen du comte de Lemos. Cette découverte choqua vivement Philippe; en lui rappelant qu'un successeur attendait sa place, il essaya cependant d'amener le duc de Lerme à se démettre de lui-même du pouvoir, par les dégoûts multipliés dont il l'accablait, mais celui-ci ne put consentir à abdiquer l'autorité, et il fallut que Philippe, par un billet de sa main, lui signifiât son renvoi. Le 4 octobre 1618, le vieux ministre quitta la cour pour n'y plus rentrer, après s'être avili jusqu'au point de prier à genoux Aliaga d'intercéder en sa faveur.

Le duc de Lerme ne fut jamais qu'un courtisan habile, et dut seulement sa fortune si longue et si prospère à l'indolence et au peu d'énergie du souverain, qui ne savait rien vouloir fortement. Sous son administration, j'allais presque dire sous son règne, tant il absorbait le monarque, l'Espagne déclina rapidement. Si quelques hommes soutinrent encore au dehors la suprématie de l'empire de Charles-Quint, le royaume au dedans s'appauvrit et se dépeupla, surtout depuis l'expulsion des Maures; les champs devenaient stériles faute d'être cultivés, et le ministre offrit de récompenser par le titre de chevalier tout homme qui trouverait quelque invention utile à l'agriculture. Nous avons déjà parlé de ses opérations financières, désastreuses pour le pays. Il faut donc reconnaître que ce ministre mérita sa disgrâce; elle arriva beaucoup trop tard pour l'honneur du souverain et pour la prospérité de l'État. Dès que le duc eut quitté le pouvoir, Caldéron tomba tout-à-coup foudroyé par la haine publique et les traits de ses ennemis. On accumula sur sa tête les accusations les plus atroces comme les plus absurdes; c'est ainsi qu'on le chargea d'avoir empoisonné la reine, morte en 1612, et qu'on voulut le faire passer pour sorcier. Son procès dura deux années; et, malgré la rage de ses persécuteurs, les juges le déchargèrent de deux cent quarante-quatre chefs d'accusation; on le livra ensuite aux tortures les plus plus affreuses pour en arracher l'aveu d'un assassinat exécuté, disait-on, par ses ordres; mais il protesta toujours de son innocence. Le dénouement de cette affaire n'eut lieu que sous Philippe IV. Le duc d'Uzède recueillit les dépouilles de son père, c'est-à-dire toutes ses dignités, à l'exception de celle de gouverneur des Asturies, qu'il confia à don Baltazar de Zuniga, oncle du comte d'Olivarez, que nous verrons bientôt devenir maître absolu des affaires.

Les dernières années du règne de Philippe n'offrent qu'un seul événement auquel l'Espagne prit part; ce fut la guerre religieuse qui éclata en 1618, et qui, se répandant dans toute l'Allemagne, amena cette lutte si longne et si meurtrière connue dans l'histoire sous le nom de guerre de trente ans. L'électeur palatin ayant accepté la couronne de Bohême, le marquis de Spinola, à la tête d'une armée d'Espagnols, envahit le Palatinat [1620], et battit les troupes de l'Union protestante. Les succès de ce général furent bientôt suivis de la mort de Philippe, qui, au retour d'un voyage en Portugal, expira le 31 mars 1621, âgé de quarante-trois ans, après en avoir passé vingt-trois sur le trône. Ce prince ne connut d'autre partie de son

MCD 2019

rôle que la représentation. Soit paresse, soit incapacité, il ne commanda jamais par lui-même. Sa douceur dégénérait en faiblesse, sa dévotion en bigotisme. Renfermé dans son palais, où, malgré la détresse de son empire, régnait la magnificeuce la plus somptueuse, Philippe se crut sans doute un grand roi, car le nom Espagnol, par le prestige des souvenirs, en imposait encore à l'Europe; mais, réduit à sa mesure par la postérité, l'héritier de Charles-Quint et de Philippe II se rapetisse de toute la hauteur de ses glorieux ancêtres.

PHILIPPE IV.

(DE 1621 A 1665.)

Ce prince avait dix-sept ans quand il hérita de la couronne; il se montra, comme son père, incapable de remplir les devoirs du rang suprême. Le début de son règne donna cependant d'heureuses espérances qui ne se soutinrent pas. Les améliorations qui eurent lieu à cette époque furent inspirées par le comte d'Olivarès, gentilhomme de la chambre du nouveau monarque, lorsqu'il était prince des Asturies, il avait profité des rapports fréquents et intimes que sa place lui donnait avec Philippe pour s'emparer de son esprit. La faveur publique fut la récompense de l'auteur de ces sages mesures, et lui aplanit la route du ministère, dont il s'empara en faisant renvoyer le duc d'Uzède, son bienfaiteur, et en ôtant la dignité de grand inquisiteur au moine Aliaga, dont il redoutait les intrigues (1). Comme Richelieu, son contemporain, et dont il voulut être le rival, Olivarès ne souffrit dans tous les emplois que des hommes qui lui fussent entièrement dévoués. Il se montra encore non moins impitoyable dans ses vengeances et dans sa politique que le célèbre cardinal. C'est ainsi que, pour achever de discréditer l'administration du duc de Lerme, il fit revivre le procès de don Rodrigue Caldéron. Cet infortuné, quoiqu'il eût été absout, était resté dans les fers. On suscita contre lui une accusation d'assassinat, et, sous ce prétexte, on l'envoya à l'échafaud, où il montra une fermeté et une résignation qui le réconcilièrent avec la haine publique (19 octobre 1621). A la même époque, le duc d'Ossone, qui avait été dépouillé de sa vice-royauté dans les derniers jours du règne de Philippe III, fut confiné dans la forteresse d'Alméda. On lui reprochait d'avoir voulu se rendre indépendant, en s'asseyant sur le trône de Naples. Mais la véritable cause des persécutions exercées contre lui fut la jalousie d'Olivarès, qui redoutait le génie remuant et audacieux du duc d'Ossone. Ce dernier, après une captivité qui dura trois ans, mourut dans les fers, le cœur brisé par la noire ingratitude dont on avait payé ses services. Le ministère d'Olivarès ne fut guère signalé que par des catastrophes et des guerres qui achevèrent de ruiner l'Espagne. On se rappelle qu'un traité, ou plutôt une trève de douze années avait été conclue avec les Hollandais; cette trève étant expirée, les hostilités recommencèrent avec un nouvel acharnement. La fortune tint la balance à peu près égale entre les deux peuples, qui remportèrent tour-à-tour des victoires et subirent des défaites. Si Spinola soumit le duché de Juliers, ses adversaires triomphèrent près de Luxembourg et s'emparèrent de plusieurs places importantes. Si le duc d'Albe remporta un léger avantage sur quelques vaisseaux hollandais, ces hardis républicains battirent les Espagnols dans plusieurs rencontres, allèrent saccager Lima et s'emparer de Porto-Rico, dont ils furent cependant expulsés. Les Pays-Bas étaient aussi livrés à de nouveaux troubles. L'archiduc Albert était mort sans laisser d'enfants, et les États refusaient de reconnaître sa veuve pour souveraine. Cette résistance produisit de nouvelles hostilités où l'Espagne engloutit des hommes et de l'argent. Elle était entretenue sous main par les intrigues de Richelieu, toujours attaché à susciter des ennemis à la maison d'Autriche, dont il craignait que la prépondérance ne devînt fatale à la liberté européenne. Il s'occupa en même temps d'arra-

(1) Nous rappelons au lecteur que ce moine était confesseur de Philippe III, et avait contribué puissamment à la chute du duc de Lerme.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del.

Prot Sculp.

1. JARDINIER. 2. BERGER. 3 ET 4. JEUNES VILLAGEOISES.

Paris Imp. de Legay, r. de la Bucherie 17.

ESPAGNE.

cher aux Espagnols la Valteline, petite province située entre le Tyrol et la Lombardie, et qui aurait servi de communication entre l'Empire et l'Italie. Les Espagnols s'étaient emparés de cette contrée dont les habitants avaient imploré leur protection pour se soustraire à la tyrannie de leurs maîtres les Grisons. Devenu ministre de Louis XIII, Richelieu ne voulut pas laisser la Valteline entre les mains de l'Espagne; sa possession donna lieu à de nombreux combats, qui se terminèrent par un traité conclu en 1626, et qui rendit la Valteline aux Grisons. L'année suivante, la mort du duc de Mantoue arma encore l'Espagne et la France. Cette dernière voulut assurer l'héritage du prince de Mantoue au duc de Nevers, qui avait pour concurrent Philippe, l'empereur d'Allemagne et le duc de Savoie. Louis XIII, à la tête d'une armée, force le pas de Suze, envahit le Piémont et gagne deux batailles contre les Autrichiens. Bref, cette querelle se termina en 1631, à l'avantage du protégé de la France, qui devint possesseur des états du duc de Mantoue. Un nouvel incident rompit encore la paix entre Philippe et Louis XIII à l'occasion de l'électeur de Trèves, dont une armée espagnole occupa les possessions, tandis que l'électeur, fait prisonnier, fut conduit et retenu captif à Bruxelles. On lui reprochait d'avoir fourni des secours aux ennemis de la maison d'Autriche; Richelieu ayant exigé qu'on le mît en liberté, déclara la guerre au cabinet de Madrid en 1635.

Ne pouvant entrer dans le détail des faits compliqués qui signalèrent cette guerre, laquelle dura vingt-cinq ans, nous en rapporterons seulement les faits principaux. Le cardinal infant, ayant sous ses ordres le duc de Lorraine et le fameux Jean-de-Vert, pénétra dans le cœur de la Picardie, et jeta la terreur jusque dans Paris; mais il n'osa s'avancer plus avant, et rentra en Flandre sans avoir fait autre chose qu'une invasion glorieuse, mais sans résultat [1636]. De leur côté les Français assiégèrent Fontarabie, qu'ils ne purent prendre; mais ils s'emparèrent de Salses, dans le Roussillon. Toutefois ils ne tardèrent pas à éprouver des revers. Il n'en fut pas de même dans les Pays-Bas, où un autre corps d'armée se rendit maître de plusieurs places importantes, parmi lesquelles se trouvaient Hesdin, Gravelines, Courtray et Dunkerque. Tandis que l'Espagne s'épuisait d'hommes et d'argent pour défendre ses possessions étrangères, une de ses provinces leva tout-à-coup l'étendard de l'insurrection, et voulut même se séparer de la mère-patrie. Cette province était la Catalogne. Condamnés, au mépris de leurs priviléges, à loger et à nourrir une armée de dix-huit mille hommes, dont les capricieuses exigences aggravaient encore une charge déjà si lourde par elle-même, les Catalans se plaignirent hautement. Le monarque, au lieu de saisir son conseil de cette affaire, la soumit à l'examen d'une commission de théologiens et de jurisconsultes. Ceux-ci levèrent ses scrupules en déclarant que les réclamations des Catalans devaient être écartées, car les soldats étant réunis pour défendre le territoire de la patrie, avaient droit à être nourris et entretenus aux dépens de la province. Armés de cette décision, les agents du gouvernement et les soldats se livrèrent à tous les genres d'exactions, et le vice-roi, comte de Santa-Coloma, fit jeter dans les fers des personnes de tout rang, qui osèrent réclamer les franchises du pays. Une conduite si peu mesurée irrita vivement la population, surtout dans les campagnes, où les soldats s'abandonnaient sans contrainte à toute l'insolence de la force. Des bandes armées se formèrent dans plusieurs localités, elles forcèrent les prisons; mais consentirent cependant, à la voix des évêques et des curés, à se disperser pour reprendre leurs travaux. Cependant le mal subsistait toujours, et ne tarda pas à faire explosion dans Barcelone. Environ cinq cents moissonneurs s'y rendirent sous le prétexte d'assister à la cérémonie religieuse de la Fête-Dieu; un officier de justice ayant voulu arrêter un de ces hommes, ses compagnons le défendirent et coururent au palais du vice-roi, auquel ils mirent le feu; puis, parcourant les rues, il firent main basse sur tous les individus désignés à leur fureur, comme remplissant quelque emploi public. Du meurtre ils pas-

MCD 2019

sèrent au pillage, et leur colère, assouvie par le sang, paraissait prête à se calmer, lorsqu'elle s'éveilla plus terrible par l'imprudence des domestiques du général des galères qui tirèrent à poudre sur un rassemblement qui passait sous les fenêtres de l'hôtel de leur maître. Les séditieux se croyant attaqués, s'assemblèrent de toutes parts ; ils furent rejoints par de nouvelles bandes venues du dehors, et s'emparèrent du fort Montjoui, dont ils tournèrent l'artillerie contre la ville. Le vice-roi, épouvanté, sortit de Barcelonne, pour essayer de s'embarquer sur une galère qui l'attendait au rivage; mais, durant le trajet, il fut rencontré par quelques séditieux, qui l'égorgèrent. Après avoir commis les excès les plus monstrueux, les paysans finirent par rentrer dans leurs foyers, non sans dévaster tous les lieux qu'ils traversaient. Cet événement n'était au fond qu'une effervescence populaire, sans aucune importance politique : un généreux pardon en aurait prévenu le retour; mais Olivarès en jugea autrement, et la sévérité qu'il déploya fit éclater une insurrection générale dans toute la province. Les Catalans ne pouvant braver seuls les armes de Philippe, se mirent sous la protection du roi de France, auquel ils offrirent la souveraineté de leur pays. Richelieu accepta au nom de son maître la proposition des Catalans, et envoya à leur secours une flotte et des soldats. Cette lutte, soutenue avec acharnement, se prolongea jusqu'en 1652, où don Juan d'Autriche, fils naturel de Philippe IV, y mit fin en s'emparant de Barcelone. Cette fois Olivarès comprit que la clémence seule pouvait terminer cette dangereuse révolution, et il fit publier une amnistie qui pardonnait à toutes les personnes ayant pris part à la guerre. On excepta seulement un petit nombre de chefs.

Si l'Espagne, par les fautes du pouvoir, voyait de jour en jour déchoir sa splendeur et sa prospérité, les États soumis à sa puissance et livrés à des vice-rois étaient encore plus maltraités ; le cabinet de Madrid, persécuté par les besoins les plus impérieux, pressurait impitoyablement ses sujets les plus éloignés ; de là vint que des révoltes éclatèrent presque simultamément en Sicile et à Naples [1647]. Dans le premier de ces royaumes la populace de Palerme, conduite par un chaudronnier, jeta le deuil et l'épouvante dans la ville en se baignant dans le sang des magistrats et des principaux habitants. De semblables scènes eurent lieu dans presque toutes les villes de la Sicile, où la multitude donna l'essor à la brutalité de ses penchants; elle égorgea les riches, pilla les monuments publics, et se signala par tous les désordres que peuvent enfanter les vices les plus hideux. Mais l'insurrection de Naples eut des suites plus importantes ; le vice-roi ayant mis un nouvel impôt qui pesait principalement sur le peuple, un pêcheur, nommé Mazaniello, donna le signal de la résistance ; tous les agents du fisc furent massacrés et le pêcheur devint maître de Naples sous le titre de capitaine-général. Jamais roi ne posséda un pouvoir plus despotique et plus étendu ; ses ordres, quels qu'ils fussent, étaient exécutés sur-le-champ. Mais le règne de ce monarque improvisé ne dura que huit jours ; sa raison s'altéra, et ses propres partisans, fatigués de ses caprices et de ses cruautés, s'en délivrèrent en l'assassinant. Mais sa mort n'éteignit pas la révolte ; la multitude se choisit un nouveau chef, qui subit bientôt le même sort que Mazaniello. Enfin Naples se mit en république, et s'offrit à un prince de la maison de Lorraine ; c'était le duc de Guise. Il se trouvait alors à Rome, et n'hésita pas à saisir le rôle périlleux qu'on lui offrait ; il pénétra dans Naples, suivi de quelques aventuriers qui s'attachèrent à sa fortune, et défendit la ville pendant huit mois, contre les Espagnols et les nobles Napolitains, qui avaient pris les armes contre le peuple. Guise possédait toutes les qualités qui font les héros ; mais il ignorait l'art de diriger l'esprit de la multitude, et il fut livré à ses adversaires par la trahison d'un homme du peuple, qui, forcé de partager avec lui le pouvoir, s'offensa de la fierté du duc, et crut, en outre, par cette trahison, faire sa paix avec les Espagnols. Guise expia son héroïque entreprise par une longue captivité dans la forteresse de

MCD 2019

Ségovie, il y demeura prisonnier jusqu'en 1652.

Philippe IV perdit aussi le Portugal par une conjuration qui eut pour complice la nation toute entière. Subjugués par la force des armes, les Portugais avaient toujours conservé le souvenir de leurs anciens triomphes, et aspiraient à rentrer dans leur nationalité. Depuis qu'ils étaient passés sous le sceptre des rois d'Espagne ils n'avaient éprouvé que des désastres; leurs colonies si riches et si florissantes avaient été dévastées par les Anglais et les Hollandais. Tandis que le royaume était livré comme une proie aux agents espagnols, dont le brigandage accroissait chaque jour la misère publique, la veuve du duc de Mantoue résidait à Lisbonne en qualité de vice-reine; mais le pouvoir était entre les mains d'un Portugais, nommé Vasconcelos, dont la tyrannie était surtout odieuse à ses compatriotes. Quelques seigneurs jetèrent les yeux sur le duc de Bragance, issu des anciens rois du pays. Les conjurés se rassemblent, marchent sur le palais, qu'ils envahissent; désarment les gardes de la vice-reine, et poignardent Vasconcelos, dont ils jettent le cadavre dans la rue; ils proclament ensuite le duc de Bragance sous le nom de Jean IV. Accomplie en un jour dans la capitale, cette révolution s'effectua aussi rapidement dans toutes les provinces. Olivarès avait pressenti cet événement, et cherché à le prévenir en s'emparant de la personne du duc de Bragance, afin d'ôter aux mécontents un chef redoutable bien moins par son caractère que par sa naissance et ses richesses. Quand il fallut apprendre cette nouvelle à Philippe, Olivarès lui dit: « Votre majesté vient d'hé» riter de douze millions, car le duc de Bra» gance a fait la folie de se révolter, et la » confiscation de ses biens vous vaudra cette » somme. — Qu'on y porte remède, » répondit le monarque, et il n'y songea plus [1640]. A cette époque la Catalogne était en pleine insurrection, et la perte du Portugal, arrivée presque en même temps, acheva de soulever l'opinion contre le ministre, qui ne tomba pas cependant sous le poids de l'indignation publique. Il fallut que la reine, qui avait une grande influence sur l'esprit de son époux, lui dévoilât les fautes d'Olivarès, et lui en apprît les suites fatales. Le roi n'osa pas cependant renvoyer le duc; mais il fit en sorte que ce dernier, voyant sa disgrâce infaillible, demanda lui-même à se retirer. Il fut remplacé par son neveu, don Louis de Haro, dont l'administration ne fut guère plus heureuse et plus brillante que celle de son prédécesseur. En effet les troupes espagnoles ayant fait invasion dans la Champagne furent exterminées à Rocroy par le duc d'Enghien, connu dans la suite sous le nom du grand Condé. Philippe essaya encore vainement de reconquérir le Portugal; ses troupes, mal payées et mal entretenues, furent défaites par leurs adversaires, qu'enflammaient le désir de consolider leur indépendance.

Les divers incidents de cette guerre qui dura plus de vingt années sont dénués de tout intérêt; nous dirons seulement que don Juan d'Autriche, mis à la tête d'une armée espagnole, obtint d'assez grands succès; mais la reine redoutait l'influence que ce prince allait acquérir par des victoires, et le força d'abandonner le commandement, en laissant ses troupes sans vivres et sans munitions. Philippe se vit encore réduit à signer la paix avec les Hollandais, et sur dix-sept provinces qui composaient les Pays-Bas, il en perdit sept sans retour. Les Anglais lui enlevèrent pour leur part la Jamaïque; tels sont les résultats du long règne de ce monarque, dont la fin fut marquée par le mariage de l'infante Marie-Thérèse, sa fille, avec Louis XIV. Cet hymen fut précédé par de longues négociations, conduites par don Louis de Haro et le cardinal de Mazarin, ministres tout puissants, l'un en Espagne et l'autre en France. Elles durèrent trois mois et enfantèrent le traité des Pyrénées, qui céda à la France le Roussillon et Conflans; on stipula en outre que la princesse espagnole renoncerait à tous ses droits éventuels à la couronne d'Espagne. Le lecteur verra plus tard comme cet engagement fut respecté [1660]. Philippe avait pris une part active à la guere allumée en Allemagne,

MCD 2019

par l'ambition et l'intolérance de l'empereur Ferdinand II. Cette lutte aussi longue que sanglante avait été terminée par la paix de Westphalie, signée en 1648. L'Espagne, mécontente des sacrifices qu'on prétendait lui imposer, refusa de déposer les armes et continua les hostilités à son désavantage. Philippe mourut le 17 septembre 1665; marié deux fois, la première à une fille de Henri IV, et la seconde à une princesse autrichienne, il eut de cette dernière de nombreux enfants; trois seulement lui survécurent, Marie-Thérèse, reine de France; Marguerite, reine de Hongrie, et un enfant mâle, Charles II, qui était âgé de quatre ans lorsqu'il perdit son père. Philippe IV végéta sur le trône, car il n'influa jamais personnellement sur les affaires, qui furent abandonnées à ses ministres. Mais, moins heureux que Louis XIII son contemporain, il lui manqua un Richelieu pour suppléer à son indolence et à son incapacité. Toutefois si ce prince avait abdiqué les devoirs de la royauté, il aimait les arts et les lettres, et même il les cultivait. Il fut le protecteur et presque l'ami du poète dramatique Caldéron, et composa, dit-on, des comédies qui sont encore estimées; il encouragea et recompensa le célèbre Velasquez, que les Espagnols placent avec raison au premier rang parmi les peintres de toutes les nations. Mais ces bienfaits prodigués à deux personnages également supérieurs dans la littérature et dans les arts, s'ils font l'éloge du goût et du jugement de Philippe, ne sauraient l'excuser d'avoir manqué aux obligations que lui imposait le rang suprême; ils ont seulement sauvé son nom de l'oubli, en l'attachant à deux grandes renommées qui protégent aujourd'hui sa mémoire.

CHARLES II.

DE 1665 A 1700.)

Dans tous les États, une régence est toujours une époque marquée par des troubles plus ou moins graves, car le pouvoir, lors même qu'il tombe en partage à un homme supérieur, capable de le manier, vacille entre ses mains, jusqu'à ce qu'il soit affermi par le temps. Mais si ce même pouvoir vient à échoir à une princesse dépourvue des qualités nécessaires au commandement, le règne des favoris commence, personnages qui n'ont guère d'autre mérite que celui de plaire ou de dominer la faiblesse d'une femme. D'un autre côté, les partis s'enhardissent, parce qu'ils ont seulement à lutter contre un gouvernement précaire, et par cela même plus facile à renverser. De là vient qu'à l'avénement de Charles II, la régence ayant été dévolue à sa mère, celle-ci, incapable de diriger par elle-même la monarchie, la livra au père Nitard, son confesseur. Philippe IV en mourant avait établi une junte composée de six personnes et qui devait aider la reine douairière dans la conduite des affaires. Nitard, créé inquisiteur général, devint à ce titre membre de la junte, et s'empara bientôt de la toute-puissance; mais il n'était pas au niveau d'une position si haute et si difficile; il eut en outre le tort de révolter les grands par son arrogance, que rendait plus insupportable sa robe de moine, qui semblait lui imposer l'humilité. Il lui fallut d'abord résister à Louis XIV, réclamant du chef de sa femme une partie des Pays-Bas, en vertu du droit de dévolution (1). Ce monarque fondit tout-à-coup sur le pays situé entre le canal et l'Escaut, il s'en empara avec une rapidité tenant du prodige, ainsi que de la Franche-Comté, dont il fit la conquête au cœur de l'hiver. Il soutenait en même temps, par des subsides, le Portugal, qui força enfin l'Espagne à conclure une paix reconnaissant son indépendance [1668]. Philippe IV avait laissé un fils naturel, don Juan d'Autriche, dont nous avons déjà parlé. Ce prince avait été exclu du conseil de régence, mesure impolitique et qui avait frappé d'impopularité le gouvernement de la reine douairière; car don Juan avait captivé la faveur de la multitude, qui plaçait en lui

(1) Ce droit, en matière d'héritage, consistait à donner la préférence au fils de la première femme, sur les fils issus d'un second mariage. Or, Marie-Thérèse, épouse de Louis XIV, était née de la première union de Philippe IV, tandis que Charles II devait le jour à la seconde épouse de son père.

MCD 2019

tout son espoir. Le confesseur, qui voyait dans ce prince un rival dangereux, imagina de l'éloigner, en le faisant nommer gouverneur des Pays-Bas, à l'époque où cette contrée était menacée par les armes de la France. Le prince se rendit à la Corogne; mais au moment de mettre à la voile, ayant appris qu'un de ses affidés venait d'être mis à mort sans jugement, il se mit en route pour Madrid, et écrivit en chemin à la reine une lettre contre le père Nitard. Celui-ci envoya des soldats pour arrêter don Juan, dans son château de Consuegra, comme coupable d'avoir comploté le meurtre du ministre confesseur. Le prince, averti à temps, prit la fuite et se retira dans l'Aragon, où il leva une bande de sept cent hommes, à la tête desquels il marcha sur la capitale. Arrivé à Torrejon, à quelques lieues de Madrid, il trouva le nonce du pape, envoyé à sa rencontre. Mais don Juan, sans être touché par les arguments de ce médiateur, exigea impérieusement le renvoi du père Nitard. Il fallut que la régente cédât à cette demande, ou plutôt à cet ordre, car la majorité des membres du conseil était conjurée contre le confesseur, et les habitants de Madrid menaçaient de se soulever si le père Nitard n'était pas chassé sur-le-champ. Il fut contraint, non-seulemeut de déposer le pouvoir, mais encore de quitter l'Espagne, n'emportant avec lui que deux mille pistoles, que la reine lui fit remettre pour qu'il pût se rendre à Rome.

Le père Nitard possédait du moins la vertu du désintéressement, et il put dire avec justice que, venu pauvre en Espagne, il la quittait comme il y était entré. Il obtint ensuite, par l'influence de sa bienfaitrice, le chapeau de cardinal, mais ne remonta jamais aux affaires. Quant à don Juan, il ne voulait pas s'éloigner de son pays, et se fit nommer vice-roi d'Aragon, de la Catalogne, de Valence, des îles Baléares et de la Sardaigne. Il s'établit à Sarragosse, où il tint une cour rivale de celle de la reine. Cette princesse avait besoin d'être gouvernée, et tomba bientôt sous le joug d'un nouveau favori, don Fernando de Valenzuela. C'était un gentilhomme grenadin que sa pauvreté avait réduit à entrer en qualité de page chez le duc de l'Infantado. A la mort de ce seigneur, se trouvant sans ressources, il se mit à écrire des comédies qui lui procurèrent quelque argent. Puis le hasard l'introduisit chez le jésuite Nitard, dont il parvint à capter la confiance. Il devint même le dépositaire de tous ses secrets. Mais voulant se glisser dans l'intimité de la reine, il épousa une des femmes de cette princesse, Allemande d'origine, et, à ce titre, jouissant d'un grand crédit snr l'esprit de sa maîtresse. Aussi quand Nitard fut chassé d'Espagne, Valenzuela, doué d'un esprit souple, de manières pleines de séductions, recueillit son héritage. En peu de temps il franchit tous les échelons de la faveur; il devint grand écuyer, fut créé marquis et grand d'Espagne de première classe, et reçut enfin le titre et les attributions de premier ministre. Une élévation si subite ne pouvait manquer de soulever l'envie; il eût fallu repousser ses attaques par une administration ferme et habile; en un mot, il devait s'efforcer de justifier sa fortune par son mérite; mais Valenzuela était plus homme d'intrigue qu'homme d'état. D'ailleurs sa vanité voulait qu'on le crût plus encore l'amant que le ministre de la reine, et il accrédita sur elle les bruits les plus désavantageux en adoptant une devise, laquelle représentait un aigle regardant le soleil, avec ces mots : *Tengo solo licencia* (moi seul j'ai la permission). Si le ministre dirigeait en maître la régente, ses ennemis s'étaient emparés de l'esprit du jeune monarque, que le favori tenait pour ainsi dire en chartre privée. Mais le jeune prince, qui venait d'atteindre sa majorité, voulut essayer de régner, quoiqu'il en fût incapable, et dans la nuit du 11 janvier 1677, il quitta furtivement le vieux palais pour se retirer au *Buen-Retiro*. Dès qu'il apprit que Charles s'était échappé, le favori jugea qu'il était perdu; il fit ses adieux à sa royale protectrice, et se réfugia à l'Escurial, où il se cacha derrière le panneau d'une boiserie dans la cellule d'un moine qui lui était dévoué. Sur ces entrefaites, don Juan d'Autriche avait saisi les rênes du gouvernement. Appelé par son neveu, son premier soin fut d'exiler la reine dans un couvent; le second de s'emparer de la

MCD 2019

personne du favori déchu ; mais ses émissaires firent des recherches infructueuses jusqu'au jour où Valenzuela, ayant été forcé de recourir au ministère du chirurgien du couvent, fut livré par cet homme. On le jeta en prison, ainsi que sa famille, et il fut déporté aux îles Philippines. Enfermé à Manille, dans le château de Saint-Philippe, il charma ses loisirs en jouant ses propres comédies. Il ne put toutefois obtenir son rappel en Espagne, et mourut au Mexique (1) Le public fondait de grandes espérances sur l'habileté du nouveau ministre ; mais don Juan, placé dans les circonstances les plus difficiles, ne put les dominer, soit qu'il fût impossible de triompher des obstacles qui l'entouraient, soit qu'il fût au-dessous de la mission dont il était chargé. Quoi qu'il en soit, l'Espagne avait à résister à l'ambition active de Louis XIV ; et, après des défaites successives, abandonnée de tous ses alliés, elle fut obligée d'accepter la paix. Le roi de France lui restitua les villes dont il s'était emparé dans les Pays-Bas, et donna en mariage à Charles II sa nièce, Marie-Louise, fille du duc d Orléans. Cette union fut célébrée en 1679, quelque temps après la mort de don Juan, qui en avait négocié les conditions. Ce dernier acte avait achevé de le perdre dans l'opinion, car la multitude, toujours aveugle dans ses haines comme dans ses affections, était profondément irritée contre les Français. Don Juan avait dû plier sous l'ascendant de Louis XIV ; en effet, l'Espagne n'avait que des armées aussi mal entretenues que mal commandées ; et le prince, quoiqu'il fût armé du pouvoir le plus étendu, était peut-être impuissant à réformer les vices d'une administration où la corruption avait tout desséché. D'un autre côté, les embarras de sa position s'accroissaient chaque jour ; il était en butte aux attaques des partisans de la reine-mère, et de l'autre aux sourdes manœuvres de quelques ambitieux qui détachaient de lui de jour en jour son neveu. Entouré d'embûches, et n'ayant devant les yeux que l'avenir le plus sinistre, don Juan succomba aux inquiétudes qui le dévoraient, après avoir tenu deux ans les rênes de l'État (17 septembre 1679).

(1) En 1689.

Dès qu'il eut fermé les yeux, la reine-mère revint à la cour ; mais son influence fut bientôt étouffée par trois personnages qui s'emparèrent de l'esprit et des volontés du jeune monarque. L'un était son confesseur, l'autre la duchesse de Torra-Nueva, gouvernante de la jeune reine (1), et le troisième un secrétaire d'état, nommé Eguya. Ce dernier se fit donner le titre de premier ministre. Mais comme il voulait tout faire par lui-même, et diriger l'ensemble en même temps que pénétrer dans les détails, il en résulta que l'administraton tomba dans la confusion la plus étrange ; les dépêches les plus importantes n'étaient jamais expédiées à temps ; les affaires les plus graves demeuraient sans solution ; en un mot, on eût dit qu'une sorte de léthargie avait arrêté tous les rouages du gouvernement. Mais le cri public contraignit Eguya à se donner un successeur apparent, et il indiqua le duc de Médina Céli, qui n'avait guère d'autre mérite qu'une haute naissance. Ce dernier aspira bientôt à se débarrasser de la coopération d'Eguya, et il s'entoura d'hommes reconnus capables, ou jouissant de quelque crédit à la cour. Il se mit donc à créer des juntes ou commissions chargées d'ébaucher des plans sur toutes les branches de l'administration. Une de ces juntes, celle des finances, entre autres, était composée du président de Castille, du confesseur du roi, d'un moine cordelier, d'un jésuite et d'un conseiller d'état. Ce singulier assemblage, que pouvait-il enfanter, sinon des projets bizarres ou impraticables ? car rien ne rachète le défaut d'expérience pratique. Aussi les financiers dont nous parlons ruinèrent le commerce et le crédit par l'altération des monnaies, qui enchérit les denrées et amena la famine. Des tremblements de terre, des inondations, des tempêtes mirent le comble à la misère publique. Tandis que le royaume était en proie à toutes les calamités réunies, Charles luttait contre une maladie hypocon-

(1) Cette charge porte en Espagne le nom de Camerera Mayor.

MCD 2019

MUSEO DEL PUEBLO ESPAÑOL MADRID

driaque, et subissait tour-à-tour les influences rivales de sa femme et de sa mère, qui se disputaient l'autorité. Médina Céli succomba enfin par les intrignes d'Eguya, et fut remplacé par le comte d'Oropéza, qui tenta d'opérer des réformes utiles dans le gouvernement; mais son zèle n'obtint que de médiocres résultats, tant les plaies qu'il s'agissait de guérir étaient profondes. La jeune reine mourut en 1690, et Charles se maria avec Marie de Newbourg, fille du comte palatin du Rhin (1).

Le comte de Melgar, amirante de Castille, s'empara des affaires et en exclut Oropéza. Cependant Louis XIV continuait à s'agrandir aux dépens de ses voisins. Il enleva à l'empire Strasbourg, Spire et une partie de l'évêché de ce nom, ainsi que plusieurs autres cités: il se fit céder par l'Espagne Courtrai, Dixmude, Alost et Luxembourg. Ces envahissements avaient donné naissance à la ligue d'Augsbourg; elle avait pour but de mettre un frein à l'ambition du roi de France. Louis résista glorieusement à ses adversaires, battit partout, par ses généraux, les armes espagnoles, et pénétra même jusqu'à l'Ebre. Dans les Pays-Bas, il obtint des succès non moins brillants; enfin, en 1697, la paix de Riswick termina les hostilités. Pendant cette guerre, qui dura plusieurs années, la cour de Madrid fut agitée par des révolutions. La reine-mère était morte en 1696, et le roi se trouva livré tout entier à l'ascendant de sa seconde épouse. Attaqué d'une maladie incurable, il s'acheminait vers le tombeau, tandis que les puissances étrangères, suivant d'un œil avide le dépérissement graduel de ses forces, s'occupaient de partager entre eux la succession que le monarque mourant devait ouvrir prochainement par son trépas. Charles II lui-même fit rédiger un plan de partage, par lequel il adjugeait au fils aîné de l'électeur de Bavière la couronne d'Espagne, les Indes et les Pays-Bas. Le dauphin de France devait posséder les royaumes de Naples et de Sicile, auxquels on adjoignait le Guipuscoa. L'archiduc Charles, second fils de l'empereur Léopold, entrait en possession du duché de Milan. Le trépas inattendu du prince Bavarois anéantit ce projet; d'ailleurs Léopold aspirait à la succession tout entière, et le roi de France nourrissait au fond la même pensée. Nous passerons sous silence le détail des intrigues qui se croisaient sans relâche autour du roi moribond. Parmi les ambassadeurs étrangers qui les conduisaient en chef, on remarquait le comte d'Harrach, ambassadeur autrichien, et le duc d'Harcourt, chargé de diriger la politique française. Ces deux diplomates se faisaient une guerre active; mais l'envoyé allemand luttait avec désavantage contre son rival, car il s'était brouillé avec la comtesse de Berlips, favorite de la reine, dont elle était la compatriote. D'Harcourt avait profité de cette faute pour entretenir des rapports secrets avec la souveraine, qu'il leurrait de l'espoir d'épouser le dauphin à la mort de son royal époux. Il gagna aussi le confesseur de Charles en lui montrant en perspective un chapeau de cardinal. Enfin il attira dans le parti de la France Porto-Carréro, archevêque et cardinal; acquisition importante, car ce prélat, dans une assez longue résidence à la cour de Rome, avait perfectionné ses talents naturels pour l'intrigue. Les manières insinuantes du comte d'Harcourt et la magnificence de son train plaisaient aux courtisans, excitaient l'admiration du peuple, et contribuaient encore lui à frayer la voie vers le but où il tendait. Se reconnaissant vaincu, le comte d'Harrach demanda son rappel, et fut remplacé par son fils. Charles, dont la santé était l'affaire principale, se persuada que sa maladie était causée par quelque maléfice jeté sur sa personne, et, à la persuasion de son confesseur, de Porto-Carréro, et du grand inquisiteur, il se fit exorciser. Cet expédient n'eut d'autre résultat

(1) Madame de Lafayette affirme que la reine d'Espagne mourut empoisonnée, et que ce crime fut exécuté par l'ordre du conseil. Cette dernière circonstance suffit pour nous faire rejeter l'assertion de madame de Lafayette, car on ne met pas en délibération une question de ce genre. Louville, dans ses Mémoires secrets, attribue au poison la mort de la princesse; mais comme il fait planer ses soupçons, sans les fixer, sur l'Autriche, sur la reine-mère et sur le comte d'Oropéza, on ne saurait adopter une opinion qui n'est pas sûre elle-même de ce qu'elle doit croire.

MCD 2019

que de redoubler l'abattement du malade; il consulta alors une femme qui se disait possédée. Le diable assura que le roi était ensorcelé, et désigna plusieurs personnes comme auteurs de cet attentat. Le confesseur, pour avoir ménagé cette singulière entrevue, perdit sa place; et Porto-Carréro, qui s'était retiré dans son diocèse, revint à la cour pour achever l'œuvre qu'il avait commencée. L'infortuné monarque ayant été, à cette époque, effrayé par une émeute qui éclata à Madrid, alla se réfugier à l'Escurial [avril 1700]. Le repos et le changement d'air parurent ranimer ses forces, mais une fantaisie superstitieuse lui causa une vive émotion qui ébranla toutes ses facultés. Il voulut visiter le caveau funèbre où reposaient ses ancêtres, et fit ouvrir le cercueil de sa mère et celui de sa seconde femme. Quand il vit les traits de sa jeune épouse qu'il avait tant aimée à peine altérés par la mort, il recula quelques pas en disant : J'irai bientôt la rejoindre dans le ciel. Il s'éloigna précipitamment, et resta convaincu que la merveilleuse conservation de sa femme était un signe infaillible qu'il irait la retrouver prochainement. Cependant la reine ayant reconnu que l'hymen dont l'avait bercé la cour de France n'était qu'une chimère, rentra de nouveau dans les intérôts de l'Autriche, et employa toute son influence pour faire pencher de ce côté la volonté de son époux. Celui-ci, à l'instigation de Porto-Carréro, s'adressa au pape pour le consulter sur le choix qu'il devait faire. Le pontife répondit à sa confiance en l'exhortant à laisser sa succession au duc d'Anjou ou au duc de Berri, tous deux fils du dauphin de France. En même temps, le conseil de Castille et les grands du royaume se rencontraient dans la même opinion ; mais la reine ne perdit pas courage, et redoubla ses instances pour faire nommer l'archiduc Charles au préjudice des Bourbons. Assiégé sans relâche par des sollicitations opposées, le malheureux roi pouvait goûter à peine un instant de repos ; il cherchait partout des avis qui ne faisaient que redoubler ses incertitudes. Enfin une crise violente éclata tout-à-coup, Porto-Carréro en profita pour administrer au roi les derniers secours de la religion, et le conjura de mettre en repos sa conscience, en repoussant les affections de son âme pour ne plus songer qu'au bonheur de ses sujets, et l'exhorta vivement a adopter l'opinion de son conseil. En effet, persuadé par les arguments de Porto-Carréro, le mourant fit dresser un testament : par cet acte, il déshérita son parent, l'archiduc Charles, pour laisser sa couronne au duc d'Anjou. Quand il eut signé, Charles fondit en larmes, en disant : « C'est Dieu seul qui donne les » royaumes, parce qu'il en dispose souve- » rainement ; » puis il ajouta : « Déjà je ne » suis plus rien. » Il rendit le dernier soupir le 3 novembre 1700. En la personne de ce monarque s'éteignit la race des princes autrichiens qui avaient régné près de deux siècles sur l'Espagne. Nous n'ajouterons que peu de mots à l'histoire de Charles II ; il végéta sur le trône, et se montra aussi faible d'esprit que de corps. Sous l'administration de ses conseillers, le royaume tomba dans le dernier degré de misère et d'abjection. Un grand prince aurait pu seul restaurer les forces de l'empire de Charles-Quint, qui, après avoir joué naguère le premier rôle en Europe, s'était éclipsé sous les successeurs efféminés de ce grand monarque. Charles II, qui vint clore cette suite déplorable de princes engourdis dans la mollesse et emprisonnés dans l'étiquette, ne fut pas même un homme, il mourut épuisé comme un vieillard, à l'âge de trente-neuf ans. On sait seulement qu'il a vécu, parce que le hasard l'avait fait roi (1).

PHILIPPE V.

(DE 1700 A 1746.)

Malgré les intrigues et l'appui de la reine, femme de Charles II, la cour d'Autriche ignorait le contenu du fameux testament dont la cour de France avait reçu une copie par les soins de Porto-Carréro. L'envoyé allemand

(1) Consulter sur cette époque les Mémoires du màrquis de Saint-Philippe ; l'Espagne sous la maison de Bourbon, par W. Coxe ; les Mémoires de Tessé, de Saint-Simon, etc.

MCD 2019

attendait donc avec une vive anxiété qu'on lui donnât connaissance de cet acte. A la nouvelle que le roi venait d'expirer, il s'était rendu au palais, et se trouvait au milieu d'une foule de ministres étrangers et d'Espagnols qui attendaient pour apprendre quel allait être le sort de la monarchie. Tout-à-coup les battants s'ouvrent. et le duc d'Abrantès paraît; il va droit au comte de Harrach, l'embrasse avec effusion, et lui dit : « Monsieur, c'est avec le plus grand plaisir » et avec la plus grande satisfaction que je » prends pour la vie congé de l'illustre mai- » son d'Autriche. » La chute inattendue de son discours frappa d'un si grand étonnement l'ambassadeur qu'il fut prêt à perdre contenance; néanmoins il domina son émotion, et demeura pour prendre connaissance des clauses du testament. Ainsi des incidents comiques se mêlent souvent aux affaires les plus sérieuses, comme si la loi des contrastes devait se glisser dans toutes nos actions. Les dernières volontés de Charles II étaient distribuées en trente-neuf articles. Par l'un de ces articles, il appelait à l'héritage de toute la monarchie espagnole Philippe, duc d'Anjou, second fils du dauphin de France, et, à son défaut, l'archiduc Charles, un des fils de l'empereur Léopold; enfin venait en troisième ligne le duc de Savoie. Le testateur confiait aussi l'administration provisoire du royaume à une junte présidée par la reiue, et composée de Porto Carréro, du grand inquisiteur, des présidents des conseils de Castille et d'Aragon, et des comtes de Bénavente et de Prigiliana. Cette junte s'empressa d'écrire à Louis XIV, qui accepta le testament au nom de son petit-fils. Ce dernier avait alors dix-sept ans, et ne s'était jamais fait remarquer jusqu'alors que par une douceur de caractère qui semblait exclure toute volonté forte. Son gouverneur, le duc de Beauvilliers, l'avait plié dès ses jeunes années à une obéissance aveugle et presque servile envers Louis XIV. Un pareil système d'éducation préparait assez mal le duc d'Anjou aux nouveaux devoirs qui lui étaient imposés· désormais il lui fallait non plus obéir, mais commander. Il partit emportant des règles de conduite tracées par son aïeul qui l'entoura en outre de trois hommes chargés de guider son inexpérience. Ces trois hommes étaient le duc d'Harcourt, le marquis de Louvielle et le comte d'Ayen (1). Philippe arriva à Madrid le 18 février 1701, et son premier soin fut d'éloigner la reine douairière, qui se retira à Tolède. Partout sur son passage il avait été accueilli par les acclamations de ses nouveaux sujets, et il fut reconnu presque immédiatement par la cour de Rome, l'Angleterre, le Portugal, le Danemark, la république de Hollande et l'électeur de Bavière. L'empereur persista seul à refuser son assentiment à l'élévation du nouveau roi. Cependant l'Angleterre et la Hollande ne tardèrent pas à se joindre à l'Allemagne, et conclurent le traité de la grande alliance. Elles craignaient que Louis XIV, accru des forces de l'Espagne, ne rompit l'équilibre entre tous les États européens. La Hollande redoutait surtout que Louis ne se fît céder les Pays-Bas, seule barrière qui les défendît contre l'ambition de la France. Sur ces entrefaites, le jeune Philippe prit pour épouse une princesse de Savoie, à peine âgée de quatorze ans (2), qui fut pour son époux une compagne aussi fidèle que courageuse. Comme le gouvernement était pour ainsi dire incarné en Espagne dans la personne du monarque, il était de la plus haute importance pour le cabinet de Versailles de s'emparer de son esprit. Or, comme on supposait avec raison que la jeune reine prendrait un grand empire sur son époux, Louis plaça près d'elle une personne entièrement dévouée à ses intérêts. Il fit choix de la princesse des Ursins, qui avait épousé en secondes noces le duc de Bracciano, de la famille des Orsini, et grand d'Espagne de la première classe. Cette dame avait vécu quelques années en Espagne avec son premier mari, le prince

(1) Le duc d'Harcourt était le même qui avait joué un rôle si brillant en Espagne comme ambassadeur ; il avait été rappelé avant la mort de Charles II pour être mis à la tête d'une armée cantonnée sur les frontières de l'Espagne, et dont la destination était d'une part d'en imposer au ministère espagnol, et de l'autre d'appuyer le testament, s'il était favorable à la France.

(2) Elle s'appelait Marie-Louise-Gabrielle.

MCD 2019

de Châlais, qui avait été obligé de s'expatrier pour avoir pris part à un duel. Ayant long-temps habité Rome, la princesse des Ursins avait achevé de se perfectionner à cette école dans l'art de manier les passions, et de les tourner au profit de sa fortune A l'âge de cinquante-trois ans, elle était belle encore, et possédait ainsi tout ce qu'il fallait pour la place de camerera mayor, qui exigeait une haute naissance. Sa position convenait d'ailleurs au premier ministre Porto-Carréro, qui n'aurait pas voulu d'une Espagnole, et à Louis XIV, qui aurait craint de se confier à une étrangère. En effet, le roi de France gouvernait l'Espagne de son cabinet, et lui fournissait ce qui lui manquait, des hommes pour restaurer ou plutôt pour recréer la machine administrative, et de l'argent pour fournir aux besoins les plus urgents. C'est ainsi qu'il envoya Orri, homme obscur, mais habile, avec la mission très-épineuse d'introduire de l'ordre et de la régularité dans la perception des revenus publics, dont il n'arrivait presque rien dans les coffres du gouvernement. Les pays d'État payaient les ministres et les favoris de cour pour n'avoir presque rien à donner. Le peuple des campagnes, pressuré sans pitié par les agents du fisc, par une foule d'exacteurs subalternes, quittaient leurs travaux pour aller briguer quelque emploi dans les grandes villes, et les champs devenaient stériles faute de bras pour les cultiver. Le pouvoir s'était vu contraint de mettre en vente les titres, les dignités, et jusqu'à des vice-royautés ; en un mot, les déprédations de tout genre étaient poussées si loin, que le trésor était presque toujours à sec, et que le vaste empire de Charles-Quint et de Philippe II pouvait à peine entretenir vingt mille hommes, tandis que toutes les forces maritimes du royaume se réduisaient à treize galères. Dans les arsenaux, on ne trouvait ni des bois de construction, ni des armes dans les villes de guerre : les magasins étaient vides ; enfin, pour couronner ce tableau, nous dirons qu'il n'y avait à Naples que six compagnies pour retenir cette contrée dans l'obéissance. La Sicile était gardée par cinq cents hommes ; le Milanais par six mille, et huit mille soldats étaient disséminés dans les Pays-Bas. Le roi n'avait pas lui-même assez d'argent pour entretenir ses gardes. La plupart étaient des artisans qui retournaient à leur profession quand ils avaient déposé leur mousquet : aussi le roi Charles II n'osait sortir faute d'escorte ; et s'il lui arrivait de s'échapper de son palais pour aller faire une promenade, il était exposé aux insultes de la populace, qui offensait ses oreilles par les propos les plus insolents et les plus cyniques. A Madrid, toutes les classes étant armées, des rixes et des assassinats avaient lieu journellement, et n'étaient jamais réprimés par l'autorité. Bref, il n'existait d'autre police que celle de l'inquisition. La multitude, toujours oisive, était par cela même séditieuse, et si le pain renchérissait, elle témoignait son mécontentement par des émeutes, qui ne respectaient pas même la majesté royale. Telle était l'Espagne quand Philippe V en prit possession. Il fallait pourvoir à toutes les nécessités, contenir toutes les ambitions, et répondre à des espérances exagérées. Une pareille tâche était au-dessus des forces de Philippe, et peut-être même de tout autre prince doué des plus hautes qualités. Heureusement que le caractère de la nation vint au secours du jeune monarque ; elle sut le défendre quand il fut attaqué, et supporta tous les genres de privations avec une patience née de son indolence naturelle.

La guerre était déjà commencée en Italie, et Philippe, afin de la soutenir, ouvrit les Cortès à Barcelonne ; mais cette assemblée lui adressa des réclamations au lieu d'argent, car les sommes qu'il obtint furent loin de répondre à son attente et à ses besoins (1701). Le jeune roi partit ensuite pour Naples, où sa présence fit échouer un plan d'insurrection générale concertée avec le prince Eugène, qui commandait les armées impériales, à la tête desquelles il avait obtenu, peu de temps auparavant, des succès importants sur les maréchaux de Catinat et de Villeroi ; ce dernier, surpris dans Crémone, était tombé entre les mains du prince de Savoie(1). A cette époque le duc de Vendôme ayant été

(1) Le prince Eugène.

MCD 2019

mis à la tête de l'armée française, gagna, contre son adversaire, la sanglante bataille de Luzara ; Philippe était présent à cette action, il se montra digne du sang dont il sortait ; mais son courage n'avait pas d'élan ; s'il ne fuyait pas le danger, il ne courait pas au-devant, il ne possédait en un mot qu'une bravoure toute passive. Tandis que le monarque espagnol, guidé par Vendôme, triomphait en Italie, les Anglais, qui, après avoir reconnu le petit-fils de Louis XIV, s'étaient jetés dans le parti de l'archiduc Charles, son compétiteur, vinrent, assistés des Hollandais, débarquer à Rota près de Cadix. Sur la foi de rapports mensongers, ils s'imaginaient que les habitants les recevraient à bras ouverts ; ils s'avancèrent dans l'intérieur du pays, et sommèrent plusieurs gouverneurs de leur ouvrir les portes des villes où ils commandaient. Mais ceux-ci ne répondirent que par des refus insultants, ou par un silence dédaigneux. Les alliés regagnèrent leurs vaisseaux, ne remportant que la honte des excès dont ils s'étaient rendus coupables, car à Sainte-Marie ils avaient incendié les maisons et profané les églises ; mais en quittant les côtes d'Espagne ils détruisirent les galions venant du Mexique et dispersèrent les vaisseaux espagnols et français qui leur servaient d'escorte. Le butin qui revint aux vainqueurs s'éleva à plus de douze millions. A ce désastre, se joignit la défection de l'amirante de Castille, il se réfugia en Portugal. Entraîné par ses sollicitations, l'empereur prit la résolution d'envoyer son fils en Espagne. L'amirante sut persuader encore au monarque portugais de déserter la cause de Philippe, pour se joindre à ses ennemis ; il lui promit en échange la cession de plusieurs villes espagnoles, et détermina l'archiduc à sanctionner cette honteuse convention.

Cependant le ministère, depuis l'avénement de Philippe, était dirigé par Porto-Carréro et don Manuel Arias, président du conseil de Castille ; mais le premier s'était saisi de toute l'autorité. Quand le roi fut de retour de son voyage d'Italie, le cardinal, voyant son crédit baisser, prit le parti de se retirer volontairement, et son collègue Arias, qui s'était fait prêtre et archevêque de Tolède, reçut l'invitation de retourner dans son diocèse. La princesse des Ursins s'empara de la direction des affaires et gouverna sous le nom des ministres qu'elle fit nommer ; mais s'étant mise en hostilité avec les agents de Louis XIV, elle fut renvoyée d'Espagne, puis, bientôt après, réintégrée dans sa place et dans son crédit [1703]. Il serait trop long de raconter les intrigues qui enveloppaient le jeune monarque placé entre une jeune femme qu'il chérissait, entre les exigences du cabinet de Versailles et les insinuations de son confesseur, le jésuite Daubenton, qui tentait secrètement d'ébranler le pouvoir de madame des Ursins. Mais toutes ces misérables tracasseries disparurent bientôt devant les nouveaux périls qui assaillirent Philippe. L'archiduc aborda en Portugal, amenant avec lui un corps de douze mille hommes anglais et hollandais. Le duc de Berwick, chargé par Louis XIV de commander les troupes de son petit-fils, pénétra jusqu'aux portes de Lisbonne, mais la faute d'un de ses lieutenants le contraignit d'opérer sa retraite. Il était d'ailleurs sans cesse paralysé par l'ineptie et la mauvaise volonté des ministres, à Madrid, qui réussirent à le faire rappeler [1704]. Des hostilités plus sérieuses avaient lieu à la même époque sur un autre point : une flotte anglaise fit une vaine tentative sur Barcelone ; mais, en passant près de Gibraltar, elle eut le bonheur de surprendre cette place où se trouvait alors, pour toute garnison, quatre-vingts soldats. Cette conquête est restée depuis entre les mains de l'Angleterre, qui s'est implantée, par cet heureux coup de main, sur le sol espagnol, sans qu'il ait été possible de l'en déloger. Sur ces entrefaites, l'archiduc Charles quitta Lisbonne, et, à l'instigation du prince de Darmstadt, qui avait été longtemps attaché au service d'Espagne, il débarqua dans la Catalogne. Les habitants de cette province soupiraient après le retour de leurs anciennes libertés, dont ils avaient été dépouillés en grande partie ; cependant on n'en vit aucun se réunir à l'archiduc. Ce prince avait été joint par un corps de quinze mille Anglais, ayant pour chef le comte de

MCD 2019

Péterboroug, homme qui, doué de qualités héroïques, ne réussit cependant qu'à paraître singulier. Il entreprit de se rendre maître de Barcelone, quoiqu'il eût seulement à sa disposition des forces peu nombreuses ; mais une ruse adroite servit si bien son audace, qu'il s'empara d'une cité défendue par d'imposantes fortifications et une garnison nombreuse et aguerrie. Ayant feint de se rembarquer, il revint la nuit même, et escalada, à la pointe du jour, la forteresse de Montjoui, qui entraîna la reddition de la place [1706]. L'archiduc entra en pompe dans Barcelone, et s'y fit proclamer roi sous le nom de Charles III. La plus grande partie de la Catalogne, les royaumes de Valence et de Murcie, puis l'Arragon, se déclarèrent en faveur du prince autrichien [1705]. Philippe parut devant Barcelone à la tête de vingt mille hommes, tandis qu'une flotte française bloquait le port de cette ville. Le maréchal de Tessé commandait sous lui; mais, au lieu de brusquer les opérations du siége, il les conduisit mollement, et l'archiduc, qui, renfermé dans la place, était sur le point de tomber entre les mains de son rival, fut sauvé par une flotte anglaise. A l'aspect du pavillon de la Grande-Bretagne, les vaisseaux français s'éloignèrent sans combattre. Philippe, assailli à son tour, se retira précipitamment, après avoir abandonné ses bagages et son artillerie. Il fut même réduit à franchir les frontières d'Espagne pour se réfugier à Perpignan, puis il rentra dans la Navarre, où il fut bien accueilli par les habitants. Sur les frontières du Portugal les armes de Philippe n'avaient pas été plus heureuses, et la cour se retira à Burgos; tandis que le général anglais, comte de Galway, et les troupes portugaises, commandées par Das Minas, prirent possession de Madrid. L'archiduc fut proclamé dans la capitale ; mais l'attitude des habitants montra que ce n'était pas le prince de leur choix. Aucune acclamation ne se fit entendre, et si quelques nobles mécontents consentirent à former un nouveau ministère, la majeure partie des grands et des gentilshommes avaient quitté la capitale ou se refusèrent de prendre du service pour l'archiduc. Cependant la Castille entière courait aux armes, l'Estramadure levait et équipait douze mille soldats, et les citoyens de Salamanque, à peine délivrés de la présence des troupes ennemies, formaient un corps de volontaires. Ceux que l'âge ou les infirmités retenaient dans leurs foyers se taxaient eux-mêmes pour contribuer, par leur argent, à soutenir la guerre contre le prince allemand. Tolède, entre toutes les villes considérables de l'Espagne, fut la seule qui arbora les couleurs du rival de Philippe, mais ce fut à l'instigation de la reine douairière et du cardinal Porto-Carréro. Ce dernier, éloigné du pouvoir, brûlait de le ressaisir, et n'hésita pas, après avoir pour ainsi dire donné le trône au petit-fils de Louis XIV, de se déclarer contre lui. Cependant les troupes portugaises, maîtresses de Madrid, diminuaient à vue d'œil, en butte à un genre de péril qui mit hors de combat plus de dix mille hommes. En effet, les courtisanes de Madrid, voulant témoigner leur attachement à la cause du monarque français, allèrent se mêler dans les rangs des Portugais, auxquels elles prodiguèrent des caresses si meurtrières, que plus de dix mille d'entre eux encombrèrent les hôpitaux.

Chassé de sa capitale, et dépouillé de ses plus belles provinces, Philippe ne perdit point courage ; l'adversité lui donna des vertus héroïques qui l'élevèrent au niveau de sa position ; il refusa noblement de se réfugier en France ou de se rendre au Mexique pour y transporter le siége de sa domination ; il protesta publiquement qu'il mourrait à la tête de ses fidèles Espagnols, et cette fermeté lui fit trouver des soldats, quoiqu'il ne pût les payer. Tandis que ses adversaires demeuraient à Madrid dans l'inaction, le duc de Berwick, qui avait été renvoyé en Espagne, reprenait l'offensive; bientôt l'ennemi, enveloppé de tous côlés, fut contraint d'abandonner Madrid en toute hâte, et de se refugier dans la province de Murcie. Bientôt après [25 avril 1707] Berwick remporta une célèbre victoire dans les plaines d'Almanza, qui dispersa les forces ennemies ; le royaume de Valence fut conquis par le vainqueur, tandis que le duc d'Orléans, neveu de Louis XIV, s'emparait de l'Aragon.

MCD 2019

Ces deux provinces furent punies par l'abolition de leurs priviléges. Toutefois les succès de Philippe, en Espagne, furent balancés par des revers au dehors ; le royaume de Naples se donna à l'empereur Léopold, et la Sardaigne aux Anglais ; les Maures reprirent en Afrique la ville d'Oran [1708, 1709]. D'un autre côté les armées de Louis XIV avaient éprouvé de sanglantes défaites, et ce grand prince se vit contraint de recourir aux négociations, pour diviser ses adversaires, auxquels il se sentait hors d'état de résister. Il rappela [1710] toutes ses troupes de l'Espagne, et abandonna son petit-fils à ses propres forces. Celui-ci s'étant mis à la tête d'une armée rassemblée en Catalogne, est battu par le comte de Stahremberg, et sa capitale tombe une seconde fois entre les mains de l'archiduc Charles, qui fait son entrée dans la ville, où il est accueilli, comme l'avaient été la première fois ses généraux, par un silence menaçant. Il n'y resta qu'un mois, durant lequel il n'éprouva que des mortifications de la part de la multitude et des refus de servir sa cause, que ne purent vaincre ses menaces et ses promesses. C'est ainsi qu'un vieillard, le marquis de Manséra, répondit à ses instances : « Je n'ai » qu'un Dieu et un roi, auquel j'ai juré fidé- » lité, et je ne manquerai pas à mon ser- » ment pour le peu de temps qui me reste » à vivre. » Philippe, au contraire, recevait de tous côtés des protestations et des preuves d'attachement. Cependant le duc de Vendôme, envoyé par Louis XIV, accourait au secours de la monarchie espagnole. Il rassembla les forces du jeune monarque, dispersées dans plusieurs provinces; des milliers de volontaires vinrent se ranger sous ses drapeaux, et il se trouva à la tête d'une armée de vingt-cinq mille hommes, armés et équipés dans l'espace de cinquante jours. Il avance alors et s'empare d'Almaraz sur le Tage, et force ses adversaires de sortir de Madrid, où Philippe rentra au milieu d'acclamations universelles. Après avoir savouré trois jours les témoignages de l'affection populaire, le jeune roi alla se joindre à Vendôme, qui triompha du général anglais, Stanhope, à Brihuega : ce général fut fait prisonnier, et Stahremberg, qui marchait à son secours, fut mis en déroute à Villa-Viciosa. Après une lutte acharnée, Philippe entra victorieux dans Saragosse ; mais ce qui, bien plus que les victoires qu'il venait de remporter, affermit le jeune roi sur son trône, fut la mort de l'empereur Joseph I, qui laissait la couronne à son frère l'archiduc Charles ; en même temps une révolution éclatait en Angleterre par la disgrâce de la duchesse de Marlboroug, favorite de la reine Anne. Les torys revinrent aux affaires et se hâtèrent d'entamer des négociations avec la France et l'Espagne ; un congrès s'ouvrit à Utrecht, où les plénipotentiaires de toutes les puissances coalisées signèrent une paix générale, à l'exception de l'archiduc Charles, devenu empereur, qui refusa d'abandonner ses droits à la couronne d'Espagne. Philippe fut reconnu roi d'Espagne et des Indes ; mais il perdit la Sicile, donnée en partage, avec le titre de roi, au duc de Savoie. Milan, Naples, la Sardaigne et les Pays-Bas devaient être cédés à l'empereur, et les Anglais devenaient à leur tour possesseurs de Gibraltar et de Minorque. Ainsi se termina, après une lutte de treize années, la guerre de la succession ; le petit-fils de Louis XIV ne put recueillir, il est vrai, tous les États de Charles-Quint ; néanmoins, comme il conserva l'intégrité de la péninsule ibérique, on ne saurait lui reprocher des concessions qui étaient peut-être plus avantageuses que nuisibles à l'Espagne. En effet, les possessions de la monarchie situées dans plusieurs parties de l'Europe étaient à la merci des événements, et devenaient presque toujours la proie de l'ennemi aux premières hostilités qui éclataient. Le temps n'était plus où les armes espagnoles faisaient trembler toutes les puissances ; il valait donc mieux que Philippe abandonnât ce qu'il ne pouvait défendre.

Ainsi l'Italie, la Sicile et les Pays-Bas restèrent entre les mains de son rival, dont l'insatiable ambition aspirait encore, après avoir ceint la couronne impériale, à étendre sa domination sur tous les autres États, possédés jadis par Charles-Quint ; et cependant les Espagnols, par le sacrifice de leur vie et de leurs biens, avaient signalé hautement

MCD 2019

leur profonde aversion pour le prince autrichien, et leur attachement passionné pour Philippe V. S'imposer par la force à une nation qui vous repousse est une entreprise non moins odieuse qu'inexécutable; Charles eut dû s'en convaincre lorsque il occupa un instant la plus grande partie de l'Espagne: installé à Madrid, dans le palais des ois, il put à peine trouver des ministres. Obligé de fuir, après une courte occupation, il perdit toutes ses conquêtes, et ne fut jamais qu'un prétendant qui voulait être roi malgré la volonté des peuples, le vœu du clergé et celui des soldats : il n'eut d'autres soutiens que les Catalans, demeurés fidèles à sa fortune, en dépit des revers qui l'avaient abattu. Philippe, resté maître du royaume, voulut soumettre la Catalogne, qui résolut de se défendre contre toutes les forces de l'Espagne. Abandonnés par les Anglais, qui les avaient soulevé contre le petit-fils de Louis XIV, délaissés par l'archiduc, devenu empereur, qui rappela ses troupes, le courage des habitants s'accrut avec le danger. Tous sont soldats, ils équipent une flotte, et forment une armée dont ils confient le commandement à un officier-général, nommé Villaroël. Mais les troupes de Philippe inondent la province; toutes les villes tombent en leur pouvoir, et elles arrivent sous les murs de Barcelonne. C'est dans cette capitale que se concentre le foyer de la révolte; là se sont réfugiés les chefs de l'insurrection et leurs partisans les plus exaltés. Maîtres absolus dans la ville, les meneurs instituent un tribunal appelé *Conseil de conscience*, et dont tous les membres appartenaient au clergé; ceux-ci jugent sans appel, et leurs arrêts sont exécutés sur-le-champ par trois cents hommes, qui reçurent le surnom de *matadores*, ou tueurs. Ces bourreaux volontaires allaient arracher les prêtres à l'autel, les citoyens à leurs foyers, pour les traîner à l'échafaud. Il suffisait, pour être voué au trépas, d'être accusé par un ennemi d'avoir parlé de capitulation. Sur ces entrefaites, le duc de Berwick accourut à la tête de vingt mille Français, et dirigea les opérations du siége. Quoique sans espoir d'être secourus, les habitants de Barcelonne firent une défense désespérée; on barricada les rues, on crénela les maisons, et tout ce qui ne pouvait pas prendre part à la défense de la ville fut envoyé dans l'île de Majorque; enfin, l'évêque, son clergé et tous les moines prirent le mousquet. Les temples retentirent chaque jour de prières invoquant l'assistance de la Divinité, et l'on déposa sur le maître-autel de la cathédrale une dépêche du ministère anglais, promettant d'employer tous ses efforts pour le maintien de la constitution catalane. La tranchée fut ouverte le 12 juillet par des ingénieurs français, et le canon fit plusieurs brèches. Avant de lancer ses troupes à l'assaut, Berwick essaya de fléchir le courage des assiégés, qui repoussèrent toutes ses tentatives d'accommodement. Alors le signal du combat fut donné, une lutte effroyable commença; mais le nombre dut l'emporter, et les colonnes françaises et espagnoles pénétrèrent dans la ville, où il leur fallut recommencer des combats encore plus meurtriers. On renversa les barricades, on combla les fossés, et les vainqueurs pénétrèrent jusqu'à la grande place, où le carnage redoubla encore, loin de s'arrêter. Privés de leur chef, Villaroël, blessé grièvement, les habitants continuèrent à se battre dans tous les quartiers de la ville : la lutte se prolongea durant toute la nuit; chaque rue, chaque maison étaient le théâtre de scènes sanglantes qu'il faut renoncer à peindre, car elles dépasseraient tout ce que l'imagination peut inventer. Enfin, à la pointe du jour, quelques députés se présentèrent de la part du peuple, réclamant un pardon général et la conservation des immunités : le maréchal leur accorda un délai de six heures, passé lequel il livrerait la ville aux flammes et passerait toute la population au fil de l'épée. Il fit mettre le feu à quelques maisons. Menacés de périr par le fer et par la flamme, les assiégés consentirent à se rendre et livrèrent la forteresse de Montjoui. Les chefs, au nombre de vingt, furent condamnés à une détention perpétuelle, et les habitants obtinrent une amnistie. L'évêque d'Albarracin et deux cents ecclésiastiques allèrent expier leur révolte en Italie. Mais Barcelonne vit ses étendards brûlés en place publique, et ses

MCD 2019

priviléges abolis (1). Les îles Majorque, Ivica et Formentera rentrent bientôt dans l'obéissance.

Après la soumission de la Catalogne, il ne restait plus à Philippe qu'à s'occuper d'une tâche plus difficile encore, celle de mettre fin aux désordres de l'administration intérieure de ses États. Mais un nouveau malheur vint l'assaillir : la reine son épouse mourut à vingt-six ans. La nation pleura sa perte prématurée; Louise de Savoie avait conquis par ses qualités aimables l'attachement des Espagnols.

Quant au monarque, sa douleur fut aussi vive que sincère ; il aimait avec passion sa jeune compagne, à laquelle il devait peut-être la conservation de son trône ; car rien n'égale le courage et l'activité que la reine déploya dans les circonstances les plus difficiles; non-seulement elle soutint par ses conseils la fermeté du roi, mais elle l'aida de tout son pouvoir en lui fournissant des fonds et en lui créant des soldats par la séduction de ses manières et les ressources de son esprit. Incapable, dans les premiers jours de son veuvage, de tenir les rênes du gouvernement, Philippe les abandonna aux mains du cardinal del Giudice, qui venait d'être élevé au poste de grand inquisiteur, et il se retira au palais du duc de Médina Céli, emmenant seulement avec lui, pour partager sa solitude, la princesse des Ursins, qui venait d'être nommée gouvernante du prince des Asturies (2). Celle-ci profita sur-le-champ de son empire sur l'esprit du roi pour s'emparer du pouvoir, en le confiant à des hommes de son choix ; le cardinal-ministre fut renvoyé, et le conseil de Castille reçut une nouvelle organisation ; enfin le département des finances fut mis de nouveau entre les mains d'Orri, auquel on donna pour adjoint le comte de Bergueik : Orri cependant resta le maître et put ainsi exécuter les améliorations qu'il méditait. Nous les résumerons en quelques mots. Il divisa l'Espagne en vingt-une provinces, affermées chacune à une seule personne, chargée d'avancer à l'État le produit des impôts. Il appliqua le même principe aux douanes, ce qui mit un terme à la multiplication indéfinie d'une foule d'agents, qui, en absorbant pour leurs gages une partie des impôts, les rendaient encore plus lourds par les vexations qu'ils faisaient subir aux contribuables ; bref, les mesures imaginées par Orri avaient été conçues et appliquées avec une telle prévoyance, qu'une ère nouvelle commença pour le pays : tout marcha dès lors sans retard et sans embarras. Pour accomplir ses projets dans toute leur étendue, Orri voulut tenter de mettre des bornes aux priviléges du clergé, et son zèle alla même jusqu'à s'attaquer à l'inquisition. Confiant dans l'appui du confesseur du roi, le jésuite Robinet, et dans le zèle intrépide de don Melchior de Macanaz, fiscal près le conseil de Castille, il chargea ce dernier de remettre au roi un mémoire où l'on exposait les abus auxquels donnaient lieu les immunités ecclésiastiques. L'inquisition ayant eu connaissance de ce mémoire, le dénonça, par un arrêt affiché dans tout le royaume, comme contenant des propositions hérétiques. Le roi, irrité de cette audace, nomma inquisiteurs, par intérim, Robinet et le frère de Macanaz, et voulut contraindre le cardinal del Giudice de résigner sa dignité de grand inquisiteur. Mais le pape intervint, et le conseil de Castille n'ayant osé approuver qu'en partie les principes émis dans le mémoire attaqué, Philippe fut obligé de plier devant la puissance du saint office ; il déroba cependant à la colère du tribunal son confesseur et le frère de Macanaz. Philippe essaya encore, à la même époque, de changer l'ordre de la succession au trône, en introduisant une sorte de loi salique, en vertu de laquelle ses descendants mâles devaient l'emporter même sur les filles du prince régnant. Cette innovation, quoique sanctionnée par les cortès, fut mal accueillie par l'opinion publique, car c'était par les femmes que plusieurs provinces avaient été réunies à la Castille.

Cependant la princesse des Ursins ne put empêcher Philippe de songer à une seconde

(1) Mémoires de Berwick, t. II, p. 174 et suiv. Voy. aussi les Mémoires du marquis de Saint-Philippe.

(2) Louise de Savoie avait donné à Philippe eux enfants mâles, Louis et Ferdinand.

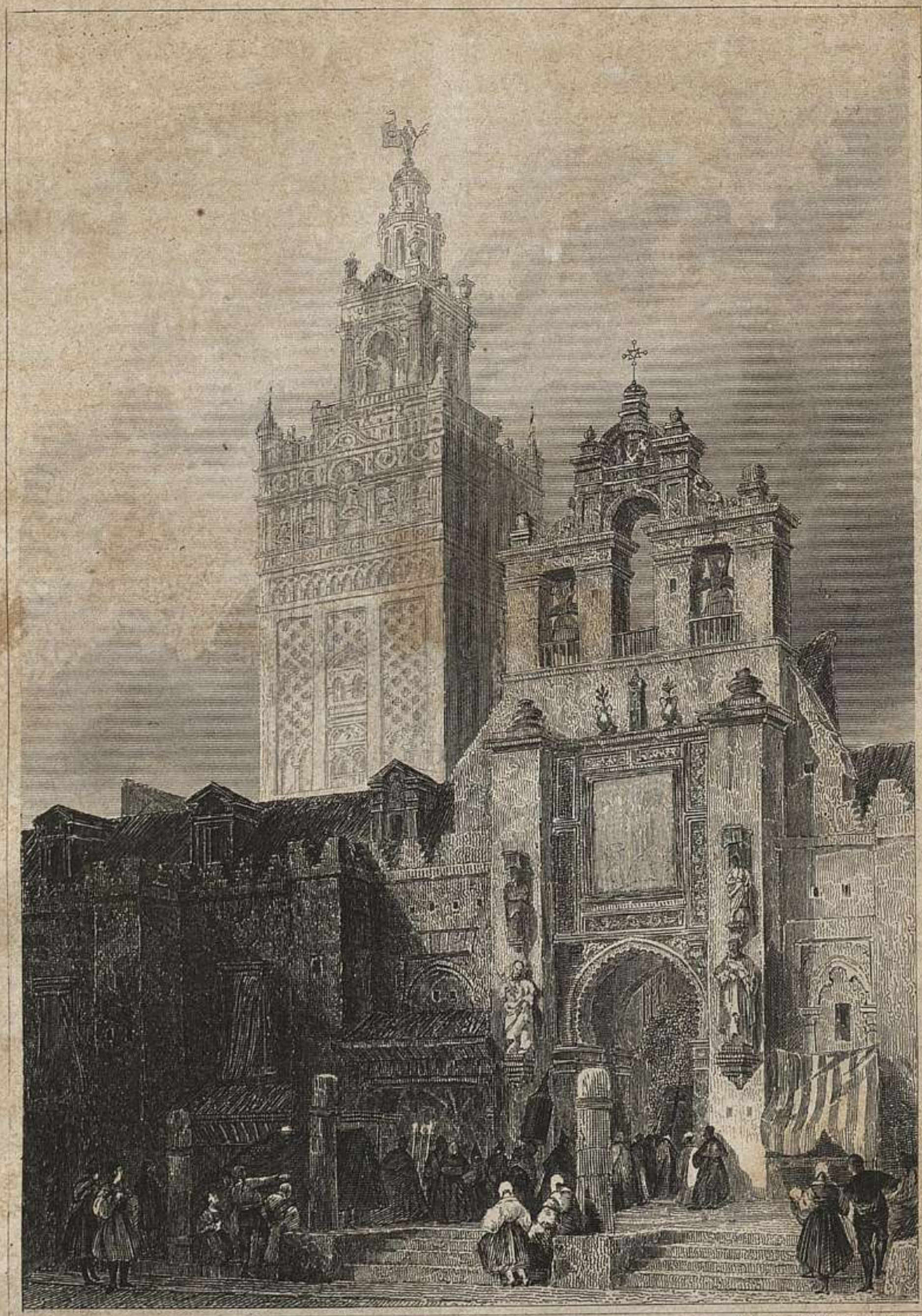
MCD 2019

union ; on assure qu'elle aspirait à partager le trône et la couche du monarque ; mais elle désespéra promptement de vaincre les obstacles qui s'opposaient à une telle ambition ; le premier, et peut-être le plus puissant, était son âge, quoique une taille encore souple et élégante, jointe à une mise recherchée, lui donnassent encore les apparences de la jeunesse : toutefois la malice de ses ennemis, parmi lesquels s'était rangé le confesseur, ne perdait jamais l'occasion de rappeler ce qu'elle voulait cacher. Elle résolut donc de marier le roi à quelque princesse qui serait entre ses mains un instrument docile, et laissa tomber son choix sur Élisabeth Farnèse, fille du dernier duc de Parme, à l'instigation d'Albéroni, envoyé de cette cour. Cet abbé, destitué de naissance et de fortune, s'était introduit auprès du duc de Vendôme par ses bouffonneries, et, grâce à la protection du prince, il s'était glissé dans le corps diplomatique de sa petite cour. Il avait accompagné à Madrid l'ambassadeur de Parme, marquis de Casali ; l'un possédait le titre de l'emploi, l'autre, les fonctions. S'entretenant un jour avec la favorite, des épouses qui conviendraient au monarque, il lui nomma Élisabeth Farnèse, et la peignit comme une jeune fille élevée dans l'isolement et n'ayant jamais connu d'autres occupations que celles de prier et de travailler à l'aiguille. Cette insinuation d'Albéroni resta gravée dans la mémoire de la princesse des Ursins, qui, ne pouvant plus calmer l'impatience toujours plus vive de Philippe, commença à ouvrir des négociations avec le duc de Parme. Quand tous les préliminaires furent terminés, le comte de Chalais, neveu de madame des Ursins, alla demander le consentement de Louis XIV, qui connut seulement alors que son petit-fils allait contracter un nouvel hymen ; mais quelques jours avant sa célébration, la favorite apprit avec autant de surprise que d'indignation qu'elle avait été jouée par Albéroni, et elle se décida à détruire sur-le-champ l'œuvre de ses propres mains. Un courrier vola en toute hâte en Italie, mais il arriva aux portes de Parme le jour même de la cérémonie nuptiale ; on le retint, et quand il remit ses dépêches le mariage était consommé par procuration. La nouvelle reine se mit aussitôt en chemin ; en traversant la France, à Pampelune, elle trouva Albéroni, qui, nommé comte et ministre de Parme, venait à sa rencontre : Philippe, de son côté, quitta Madrid pour se rendre à la Guadalajara, où l'entrevue et le mariage devaient avoir lieu. Il était accompagné de la princesse des Ursins, qui, redevenue *camerera mayor* de la nouvelle souveraine, prit les devants, et atteignit la reine au petit village de Jadraque. Accueillie d'abord avec bienveillance, elle suivit la princesse dans son appartement, où elles restèrent seules ; tout-à-coup la reine éclata en reproches contre madame des Ursins, et ordonna à l'officier de ses gardes d'arrêter la camerera mayor. Comme ce dernier semblait hésiter, Élisabeth écrivit l'ordre sur son genou, et madame des Ursins n'ayant avec elle qu'une de ses femmes, fut jetée dans un carrosse et conduite tout d'une traite aux frontières du royaume. On était alors au milieu de l'hiver, la favorite disgraciée passa la première nuit de son voyage en habit de cour et n'ayant pas même un manteau pour se défendre contre le froid. A Saint-Jean-de-Luz on la mit en liberté ; elle reçut en même temps une missive du roi, contenant la promesse de lui conserver ses pensions. Ainsi se termina par une catastrophe inattendue le rôle de la princesse des Ursins ; il paraît que son renvoi avait été concerté avec Philippe, qui, n'osant la congédier lui-même, chargea sa nouvelle épouse de ce soin (1). Celle-ci s'acquitta avec plaisir de la commission ; elle l'exécuta avec toute la hauteur et la violence de son caractère. Quant à la favorite déchue, elle demeura en France jusqu'à la mort de Louis XIV, et finit par se réfugier à Rome, où elle s'impatronisa dans la maison du prétendant au trône d'Angleterre, fils de Jac-

(1) La lettre qu'il adressa à la reine, à cette occasion, se termine ainsi : « Au moins prenez bien »garde à ne pas manquer votre coup, tout d'abord, »car si elle vous voit seulement deux heures, elle »vous enchaînera et nous empêchera de *cohabiter* »ensemble (nous substituons ce mot à un autre plus »familier et plus énergique) comme avec la feue »reine. »

MCD 2019

MCD 2019



Léonce L'huillier Soulp.

CATHÉDRALE DE SÉVILLE

ESPAGNE

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1

MCD 2019

ques II. Elle y vécut comme par le passé, au milieu des intrigues d'un simulacre de cour, et mourut en 1722. Sa disgrâce entraîna la chute de toutes ses créatures ; Orri fut renvoyé, et ceux qui le remplacèrent ne tardèrent pas à détruire les heureuses réformes qu'il avait introduites dans plusieurs branches de l'administration. Le confesseur Robinet perdit aussi son emploi ; tout, en un mot, changea de face, à la grande satisfaction des Espagnols, qui voyaient avec jalousie que des étrangers prissent part au gouvernement.

La reine, aidée du pouvoir irrésistible que lui donnait sa jeunesse, prit bientôt sur Philippe un empire absolu, qu'elle conserva tant que vécut son époux. Le roi avait reçu de la nature un penchant à la mélancolie qui dégénéra même en hypocondrie. Elle en profita pour le tenir dans une espèce de séquestration, qu'elle sut rendre agréable pour son mari, par les charmes et la souplesse de son esprit. Elle semblait d'ailleurs partager tous ses goûts, et le suivait même à la chasse, malgré les fatigues de cet amusement, qui plaisait surtout au monarque. Elle le flattait avec adresse, évitait de le contredire, et l'amenait à suivre ses volontés sans paraître jamais les lui imposer. Mais un de scs moyens les plus puissants, dans les occasions importantes, était de se refuser aux empressements de Philippe, auquel une complexion ardente rendait nécessaires les plaisirs du mariage. Il faut d'ailleurs remarquer que ce prince, soit par indolence, soit par scrupule, n'eut jamais la pensée de trahir le serment conjugal, circonstance qui rendait encore plus irrésistible l'ascendant de la reine, qui le gouvernait par le caractère, par l'esprit et par les sens. Cependant Élisabeth avait besoin d'un agent dévoué, et jeta les yeux sur Albéroni. Il prit donc les rênes de l'État ; dès qu'il les eut saisies, il imprima à l'Espagne une vigueur inaccoutumée. Son premier soin fut d'assurer sa fortune en se faisant décerner, par le pape Clément IX, le chapeau de cardinal [1717]. Il s'occupa ensuite d'un grand projet, celui de rendre à la monarchie le rang qu'elle avait perdu en Europe : il sut donner en peu de temps à Philippe une flotte et une armée avec lesquelles il méditait d'arracher à l'empereur les provinces qu'il possédait en Italie par suite du traité d'Utrecht. Ce plan flattait d'ailleurs l'ambition de la reine, devenue mère d'un fils, l'infant don Carlos (1). Elle voulait lui assurer une principauté, l'État de Parme ou celui de Toscane, les princes qui les occupaient n'ayant point de postérité. Neuf mille hommes, embarqués sur douze vaisseaux, sortirent de Barcelonne et envahirent tout-à-coup la Sardaigne, qui fut conquise en un mois. Cette agression fut regardée par l'empereur comme le prélude de tentatives ultérieures contre ses possessions. En effet, une nouvelle flotte espagnole aborda peu de temps après en Sicile, dont toutes les villes ouvrirent leurs portes, à l'exception de Palerme et de Messine. Mais la France, la Grande-Bretagne, l'Autriche et la Hollande s'étaient coalisées contre l'Espagne ; une flotte anglaise, sous les ordres de l'amiral Byng, détruisit entièrement la flotte espagnole dans les eaux de Syracuse. Irrité de cet échec, Albéroni imagina de réconcilier le czar de Russie, Pierre I, avec le roi de Suède, Charles XII. Ce dernier devait se mettre à la tête d'une expédition, qui débarquerait en Écosse pour rétablir sur le trône de ses ancêtres le fils de Jacques II. Mais la mort soudaine du héros suédois fit avorter le plan du ministre espagnol, dont l'infatigable activité s'occupait en même temps d'ôter en France le pouvoir à Philippe d'Orléans ; celui-ci s'en était emparé, au mépris du testament de Louis XIV. Albéroni voulait restituer la régence au duc du Maine, qui aurait gouverné sous le patronage de Philippe V. L'ambassadeur à Paris, prince de Cellamare, ourdit un complot, de concert avec la duchesse du Maine et plusieurs seigneurs français : le but de ce complot était d'enlever le régent et de le livrer au roi d'Espagne. Mais la conspiration fut découverte ; on arrêta le prince de Cellamare ainsi que tous ses complices (2). La France déclara

(1) Ce prince naquit en 1716

(2) Vid. Saint-Simon, p. 137. Mémoires de madame de Staal, et les Mémoires du marquis de Saint-Philippe, t. III.

MCD 2019

la guerre à l'Espagne, et le maréchal de Berwick pénétra dans la Biscaye, puis dans la Catalogne, où il s'empara de plusieurs places. Sur ces entrefaites, les troupes espagnoles étaient chassées de la Sicile, tandis qu'une expédition, destinée à soulever les îles britanniques en faveur des Stuarts, était dispersée par une affreuse tempête; de leur côté les Anglais saccageaient le port de Vico [1719]. Tant de désastres amenèrent la chute d'Albéroni, qui fut accélérée par des intrigues diplomatiques. Abandonné de la reine, ce ministre tout-puissant reçut tout-à-coup l'ordre de quitter l'Espagne. En traversant la Catalogne il fut dévalisé par les miquelets, et se rendit à Antibes, dans la Provence, où il s'embarqua et vint aborder à Sestri : il comptait se rendre à Rome; mais ayant reçu défense d'y venir, il chercha une retraite dans les Appenins. La haine de ses ennemis contraignit la cour de Rome à lui faire son procès, qui se termina par une peine légère, celle d'être renfermé quelques mois dans un monastère. La régularité de sa conduite et les agréments de ses manières et de son esprit firent évanouir à Rome les préventions qui existaient contre lui. En butte aux persécutions des agents de Philippe, il repoussa ses attaques par une apologie qui lui rallia l'opinion publique. En 1732 il alla s'établir à Parme, sa patrie, où régnait alors l'infant don Carlos, et fonda, à ses frais, dans cette ville, un séminaire. Nommé, sous Benoît XIV, vice-légat de la Romane, il voulut conquérir au profit du saint siége la petite république de Saint-Marin; mais il échoua dans son entreprise, et se vit désavoué par le pape : tel fut le dernier acte de sa vie politique. Il mourut dans la capitale du monde chrétien à l'âge de quatre-vingt huit ans [1752]. Il n'a manqué que le succès à Albéroni pour prendre place parmi les grands ministres. Il essaya de tirer l'Espagne de son engourdissement, et si l'on examine les mesures qu'il adopta pour réaliser ce plan, on reconnaît qu'elles étaient aussi sages qu'habiles. C'est ainsi qu'il mit à exécution plusieurs réglements institués pour détruire les monopoles et relever les fabriques, qui languissaient faute de débouchés; il établit plusieurs manufactures tendant à émanciper l'Espagne de la dépendance de l'étranger : l'armée et la marine furent surtout l'objet de ses soins les plus attentifs; il améliora par de grands travaux plusieurs ports de mer entre autres ceux de Cadix et du Férol; il y fit construire des chantiers et des arsenaux, et durant son ministère quatorze vaisseaux de ligne furent lancés tandis qu'un pareil nombre de navires étaient sur le point de prendre la mer. Cette esquisse, quoique rapide, suffit pour honorer la mémoire d'Albéroni, auquel on ne saurait d'ailleurs imputer la témérité de ses entreprises politiques : en effet, il ne fut que l'instrument des passions du roi et surtout de la reine d'Espagne, dont la fougueuse ambition ne craignit pas de bouleverser l'Europe pour élever son fils, don Carlos, au rang des souverains; il dut céder à des exigences qu'il aurait combattues sans succès. S'il n'eût pas été abandonné par Élisabeth Farnèse, il eût sans doute trouvé dans son caractère et dans son esprit des ressources qui auraient dissipé l'orage formé contre l'Espagne au moment de sa chute. Quoi qu'il en soit, Albéroni jouit encore d'un avantage unique, celui de connaître de son vivant le jugement de la postérité sur sa personne, car il vécut assez pour survivre aux inimitiés qu'avait soulevées sa fortune si courte et si brillante, et il put entendre la voix de la justice prononcer sur les actes de sa vie.

Dès qu'il fut délivré d'un ministre dont la hardiesse et les talents promettaient de relever les destinées de l'Espagne, Philippe accéda à la quadruple alliance, et renonça à toutes ses prétentions à la souveraineté des provinces enlevées à son empire par le traité d Utrecht : en retour, l'empereur le reconnut en qualité de roi d'Espagne et des Indes; il obtint encore pour l'infant don Carlos la succession éventuelle au duché de Toscane et de Parme; mais il fut stipulé que ces duchés ne pourraient jamais être réunis à la couronne d'Espagne : il réclama encore la restitution de Gibraltar, se fondant sur une promesse verbale que le ministère anglais se garda bien de remplir; enfin

MCD 2019

il se rapprocha du duc d'Orléans, dont la fille épousa le prince des Asturies, tandis que l'infante, Marie-Anne, un des fruits de l'union de Philippe avec Élisabeth Farnèse, fut envoyée en France pour être fiancée au jeune Louis XV (1).

Philippe, né avec un tempérament mélancolique, avait en outre adopté un genre de vie qui ne pouvait qu'augmenter son penchant naturel à la tristesse ; en effet il ne se permettait d'autre distraction que la chasse, et passait le reste du temps soit à travailler avec son ministre principal, soit à lire des livres ascétiques, ou à faire de longues prières. Poursuivi par les souvenirs de son pays natal, il choisit le village de Balsain, situé au fond d'une vallée, où l'on respire un air pur et frais, même au milieu des chaleurs de la canicule ; il y fit bâtir un château nommé Saint-Ildephonse, à l'imitation du palais de Versailles. Charmé de cette retraite, il imagina de s'y retirer après avoir transmis la couronne à son fils aîné, l'infant Louis, prince des Asturies ; mais en donnant au jeune prince le titre de roi, Philippe en retint toute l'autorité [1724]. Il ne voulut pas non plus appeler les cortès à ratifier l'acte de son abdication, et sollicita seulement par des circulaires le consentement des villes jouissant du privilége de nommer des députés. Louis fut proclamé dans les rues de Madrid, et Philippe alla s'enfermer à Saint-Ildephonse. De tous les motifs qui poussèrent ce prince à déposer sa couronne, le plus vraisemblable est qu'il avait conçu l'espoir de monter prochainement sur le trône de France, car le jeune Louis XV semblait devoir bientôt aller rejoindre ses ancêtres à Saint-Denis (2). D'un autre côté la conscience de Philippe lui représentait le testament de Charles II comme le résultat de l'intrigue et de la mauvaise foi ; il aspirait à quitter un sceptre qu'il croyait ne pas lui appartenir légitimement. Il se disposa donc à faire un voyage en France, prenant pour prétexte l'état de sa santé ; mais dans le but réel de se trouver sur les lieux, prêt à saisir l'héritage qu'il convoitait dès qu'il serait vacant. Mais la jalousie méfiante de la cour de Londres fit échouer cette dernière partie du plan de Philippe, qui fut contraint de rester à Saint-Ildephonse.

Venons maintenant au règne éphémère du jeune Louis Ier : il ne dura que huit mois : aussi n'a-t-il gardé qu'une place imperceptible dans l'histoire. Le prince n'avait que dix-sept ans quand il reçut le titre de roi ; mais il se montra d'abord peu digne d'occuper la première place par les étourderies de sa conduite. Non content de fuir le travail du cabinet, il s'échappait le soir pour aller courir les rues de Madrid, et il dérobait les fruits de ses jardins royaux, afin de s'amuser le lendemain des disputes et des scènes qui avaient lieu entre les jardiniers du palais. Un tel oubli des convenances, s'il s'était prolongé, aurait affaibli le respect des peuples. Mais Louis ne tarda pas à se réformer sur ce point. Sa position était au reste aussi singulière que difficile, car il n'était monarque que de nom ; Philippe l'avait mis dans une sorte de tutelle, instituant une junte composée de sept personnes dévouées à ses intérêts. Retiré à Saint-Ildephonse avec Grimaldo son ministre favori, il dirigeait toutes les opérations du gouvernement. En effet, les ministres du jeune Louis soumettaient les affaires de leurs départements à Grimaldo ; ainsi les ordres qui imposaient l'obéissance à l'Espagne et les dépêches relatives à la politique extérieure partaient toujours de Saint-Ildephonse, et non de Buen-Retiro, séjour du jeune monarque. Néanmoins, malgré la déférence filiale de Louis pour son père, il est probable que s'il eût vécu, il aurait secoué un joug qui pesait à sa fierté, et le jour serait venu où la jalousie du pouvoir aurait brouillé les deux monarques. Le fils serait alors descendu du trône ; mais, s'il eût saisi le commandement, Philippe aurait subi les rigueurs d'une prison ou les ennuis de l'exil. Tel est le dénouement ordinaire de ces luttes qui, chez d'autres peuples et à des époques antérieures, auraient fini sans doute par un meurtre. Quoi qu'il en soit, Louis était en-

(1) Dans la suite l'infante fut renvoyée en Espagne, et Louis XV épousa Marie Leczinska, fille de Stanislas, ex-roi de Pologne.

(2) Lieu de sépulture des rois de France.

MCD 2019

core détourné du soin des affaires de l'État par celles de son ménage. Il avait épousé Élisabeth, troisième fille du duc d'Orléans, dont les indiscrétions et les caprices scandalisaient la cour et la ville. Quand elle fut déclarée reine, l'extravagance de sa conduite passa toutes les bornes, et le prince se vit contraint de la faire arrêter. On la conduisit à l'Alcazar (vieux palais), et on la renferma dans son appartement. Elle y demeura recluse jusqu'à ce qu'elle eût demandé pardon de ses fautes. Une réconciliation s'opéra entre les deux époux; mais il paraît certain que, fatigué des déportements de sa femme, Louis avait formé le projet de s'en délivrer par un divorce. Il avait déjà entamé des négociations sur ce sujet auprès de la cour de Rome, lorsqu'il fut attaqué de la petite vérole, qui l'emporta le 31 août 1724. Dès qu'il apprit la maladie de son fils, Philippe fit préparer un acte par lequel le jeune prince le déclarait son héritier : le mourant signa cet acte avant d'expirer. Aussitôt que Louis eut fermé les yeux, le vieux roi revint à Madrid, où il fit son entrée avec une pompe toute royale. Cette démarche était un acte de souveraineté; cependant Philippe conservait des scrupules que la reine Élisabeth eut beaucoup de peine à vaincre. En effet, plusieurs membres du conseil de Castille étaient d'avis que le monarque ne pouvait reprendre la couronne, et son confesseur lui-même, le P. Bermudez, exprima la même opinion en présence d'Élisabeth. Le nonce du pape, soutenu par une décision de théologiens, détermina Philippe à remonter sur le trône, et celui-ci fit reconnaître en même temps, par les cortès, son second fils, don Ferdinand, comme prince des Asturies (1).

Dès que Philippe eut pris ostensiblement le pouvoir, la reine, qui dirigeait la marche du gouvernement, s'occupa d'asseoir la fortune de son fils, don Carlos, qui n'était encore prince qu'en expectative. Un congrès avait été rassemblé dans la ville de Cambrai pour terminer cette affaire, et prononcer sur quelques autres questions soulevées pa certains articles de la quadruple alliance; mais les plénipotentiaires des diverses puissances consumèrent un temps précieux à des disputes d'étiquette; et, dans son impatience, Élisabeth Farnèse résolut de s'adresser à l'empereur, puisqu'elle n'espérait plus rien de l'Angleterre, de la France et de la Hollande, malgré les promesses les plus formelles d'appuyer les intérêts de son fils. Elle envoya donc à Vienne un agent, le baron de Riperda; c'était un Hollandais, qui, après avoir suivi la carrière des armes, où il s'était élevé jusqu'au grade de colonel, avait quitté le service pour s'occuper d'une science alors peu connue, l'économie politique; il y puisa de vastes connaissances dont il sut tirer un parti avantageux. Enrichi par un mariage, il fut choisi comme député aux états-généraux, puis la réputation qu'il s'était faite par son savoir, dans les matières commerciales, lui valut une mission à la cour de Madrid. Il se fit connaître d'Albéroni, et se glissa dans la confidence de ce ministre. Comptant sur son appui, il résolut de s'établir en Espagne; mais il ne tarda pas à reconnaître que la religion protestante, dans laquelle il était né, arrêterait tout court sa fortune; il embrassa donc le catholicisme, et se fit donner la surintendance de la fabrique de drap établie, d'après ses plans, à Guadalaxara. Cet emploi le mit en rapport direct avec le roi et la reine, qui aimaient à s'entretenir avec lui. Mais la jalousie d'Albéroni le fit dépouiller de sa surintendance; Riperda, voulant rester à la cour, feignit d'ignorer quel était l'auteur de sa disgrâce, et se montra plus dévoué que jamais au cardinal. Cependant il se lia secrètement avec Grimaldo et le confesseur Daubenton, dont il se servit pour communiquer au monarque des mémoires où il attaquait l'administration de son protecteur Celui-ci ayant été renversé, le crédit de Riperda s'en accrut, et il réussit à captiver les bonnes grâces d'Élisabeth Farnèse, en l'entretenant sans cesse des moyens de pourvoir à l'établissement de son fils don Carlos. Quand Philippe abdiqua, il devint un des fami-

(1) La jeune reine, femme de Louis I, se retira en France, où elle donna l'essor à tous ses penchants déréglés; elle finit par se retirer dans un couvent de carmelites; elle y mourut en 1742.

MCD 2019

liers de Saint-Ildephonse ; et lorsque le monarque eut repris les rênes du gouvernement, Riperda fut choisi pour aller négocier à Vienne le mariage de don Ferdinand, prince des Asturies, et l'investiture des duchés de Toscane et de Parme pour don Carlos. Il s'acquitta de sa mission avec tant de secret, qu'aucun ministre étranger n'en eut la plus légère connaissance, et il signa, avec les ministres impériaux, trois traités : le premier assurait à don Carlos la succession des deux duchés ; le second accordait aux sujets de l'empereur des priviléges commerciaux ; quant au troisième, qui ne fut pas publié, il contenait la promesse, de la part de l'empereur, de faire restituer Gibraltar à l'Espagne, et de coopérer au rétablissement des Stuarts [1726]. L'habileté diplomatique de Riperda obtint, à son retour à Madrid, les plus magnifiques récompenses. Il fut créé grand d'Epagne, nommé duc, et fait premier ministre de la monarchie ; il eut sous sa direction tous les départements, jusqu'à celui de la justice. En un mot, dans l'espace de deux mois la faveur royale le porta au faîte des honneurs et du pouvoir. Mais Riperda, quoique doué de talents remarquables, avait plus de présomption que de génie. La jactance de ses discours avait fait concevoir des espérances exagérées qu'il ne put réaliser : aussi tomba-t-il bientôt dans un discrédit non moins injuste que l'engouement dont il avait été l'objet ; des intrigues secrètes le desservirent auprès du monarque, tandis que des obstacles de tous genres s'élevaient autour de lui. Pour satisfaire aux engagements qu'il avait contractés avec l'empereur, Riperda, contraint d'augmenter le nombre des troupes, ne put subvenir à cette dépense qu'en recourant à des moyens qui soulevèrent contre lui toutes les classes. C'est ainsi qu'il éleva la valeur de la monnaie d'or, qu'il suspendit le paiement des pensions, qu'il supprima une foule d'emplois, et qu'il taxa de sa propre autorité tous les fonctionnaires publics et tous les fermiers des revenus de l'État, sous le prétexte qu'ils étaient coupables de dilapidations. Il eut encore recours à d'autres expédients non moins ruineux ; et enfin il se trouva dans l'impossibilité d'exécuter aucune des stipulations du traité de Vienne. La Hollande et l'Angleterre, dont il voulait ruiner le commerce, cabalèrent contre lui à Madrid. La France prit part aux intrigues des envoyés de ces deux cours ; et, après six mois d'une administration qui ne fut signalée que par des échecs, Riperda fut disgracié. Quand on lui signifia son renvoi, le favori, troublé par la crainte de dangers qui n'existaient peut-être que dans son imagination, courut demander un asile au ministre de Hollande. Mal accueilli par son compatriote, il alla se réfugier chez l'ambassadeur anglais, auquel il dévoila tous les secrets du cabinet espagnol, entre autres le projet de rétablir le prétendant sur le trône de la Grande-Bretagne ; puis il écrivit à Philippe une lettre dans laquelle, en rappelant ses services, il traçait au monarque le plan de nouvelles alliances politiques, et il terminait sa missive en demandant la permission de se retirer dans un monastère. Le roi ne put tolérer la conduite d'un homme qui, frappé de disgrâce, allait réclamer le protection d'un ministre étranger contre la colère de son souverain ; il envoya donc des soldats pour enlever Riperda et le conduire à la tour de Ségovie. Le gouvernement anglais, blessé dans ses prérogatives, réclama faiblement contre cette violation d'un principe sacré ; mais il profita des révélations qui lui avaient été faites. Quant au ministre déchu, après avoir langui quinze mois dans sa prison, il s'évada par l'adresse d'une jeune fille qu'il avait séduite. Suivi de sa maîtresse, il gagna le port de Santander, et débarqua en Hollande, puis se rendit en Angleterre. Il fut présenté au monarque de ce pays, et tenta de nouvelles intrigues auprès des ministres anglais ; mais n'ayant pu réussir à se rendre nécessaire, il abandonna l'Europe pour se rendre en Afrique auprès de l'empereur de Maroc, Muley-Abdalah. Il réussit dans cette cour barbare, et devint le ministre principal de son nouveau maître ; mais il fit comme en Espagne, il abjura le catholicisme pour adopter la religion de Mahomet, et se soumit à la circoncision. On assure même qu'il voulut fonder une nouvelle

MCD 2019

croyance d'après laquelle le prophète des musulmans n'aurait été, comme Élie, David et Jésus-Christ, qu'un précurseur du Messie, dont le règne n'était pas encore arrivé. On assure que Riperda mourut en 1737, à l'époque où il commençait à prêcher sa nouvelle doctrine. D'autres écrivains affirment, au contraire, qu'il finit ses jours dans l'Istrie, et qu'à ses derniers moments il déclara qu'il expirait attaché à la foi romaine. On ne peut nier que Riperda ne fût au-dessous du rôle que la fortune lui fit jouer pendant quelques mois. Il n'avait ni le caractère ni les vues profondes d'un grand ministre; mais il possédait des talents remarquables qui l'auraient fait briller à la seconde place. Toutefois les vices de son esprit, c'est-à-dire la vanité et la forfanterie, en le dépouillant de la confiance publique, contribuèrent à le perdre dans l'opinion de tous; armé de la toute-puissance, il ne put même échapper au mépris. Au reste, son élévation si subite ne doit pas plus surprendre que sa chute. Dans les pays où la volonté du chef de l'État domine impérieusement, on voit sans cesse s'élever et tomber des fils de la fortune qui scandalisent la foule, mais qui donnent presque toujours satisfaction à l'envie, car le caprice qui les avait tirés de l'obscurité les y replonge tôt ou tard.

Le traité de Vienne conclu par Riperda fut cause que la France et l'Angleterre s'unirent plus étroitement et conclurent en outre une alliance défensive avec la Hollande et la Prusse. Le duc de Bourbon, qui tenait en France les rênes de l'État, rompit avec Philippe en lui renvoyant l'infante, pour faire épouser à Louis XV la fille d'un roi détrôné. La cour d'Espagne répondit à ce procédé en faisant conduire en France mademoiselle de Beaujolais (1) dont le mariage devait être célébré prochainement avec don Carlos; en même temps les Anglais commencèrent les hostilités en bloquant Porto-Bello: les Espagnols, de leur côté, tentèrent de reprendre Gibraltar. Sur ces entrefaites, le cardinal de Fleury, précepteur de Louis XV, se fit donner le pouvoir par son élève, et se hâta d'intervenir entre les puissances belligérantes. La paix fut conclue par le traité de Séville [1729], signé entre l'Espagne, la France et l'Angleterre. Le traité autorisait le roi catholique à mettre garnison dans les places de Livourne, Porto-Ferrajo, Parme et Plaisance, afin d'assurer à l'infant don Carlos les duchés de Toscane et de Parme. Mais l'empereur ne voulut pas reconnaître cet arrangement, et, pour le prévenir, il inonda l'Italie de ses troupes. Tandis que l'on négociait dans toutes les cours pour prévenir une conflagration universelle, le dernier duc de Parme, Antonio Farnèse, mourut en 1731, laissant sa femme enceinte de quelques mois. Aussitôt un général autrichien envahit la principauté et déclara qu'il la garderait pour son maître dans le cas où une fille surviendrait. Mais la grossesse de la veuve d'Antonio disparut sans rien produire, et deux escadres réunies, l'une espagnole et l'autre anglaise, débarquèrent l'infant don Carlos à Livourne. Il prit possession de l'héritage qui lui avait été promis. En 1733, le trône de Pologne, demeuré vacant, fut disputé par Stanislas Leczinski et l'électeur de Saxe. Ces deux prétendants allumèrent pour leur cause une lutte entre les principales puissances, à l'exception cependant de l'Angleterre et de la Hollande. Trente mille Espagnols ayant pour chef le comte de Montemar, débarquèrent en Italie et envahirent le royaume de Naples, dont ils se rendirent maîtres par la victoire de Bitonto, qui entraîna la reddition des villes principales du royaume. La Sicile n'opposa aucune résistance aux Espagnols, et don Carlos se fit couronner roi des deux États que ses armes venaient de conquérir. Il fut confirmé dans leur possession par le traité de Vienne, signé en 1735; mais il fut forcé de renoncer à ses droits sur la Toscane et Parme. Le premier de ces duchés passa au gendre de l'empereur, en échange du pays de Bar et de la Lorraine, qui furent cédés à Stanislas, enfin Parme et Plaisance devaient appartenir à la maison d'Autriche. Après quelques années de repos, le monarque catholique entra de nouveau en guerre avec la Grande-Breta-

(1) C'était la troisième fille du duc d'Orléans qui avait gouverné la France sous le titre de régent.

MCD 2019

gne [1739]. Le cabinet de Madrid se plaignait, non sans raison, de la contrebande que les Anglais avaient établie dans les ports de l'Amérique espagnole, et qui tendait à tarir la source des revenus de l'État. Les Anglais réclamèrent à leur tour contre la saisie de quelques vaisseaux, et des flottes nombreuses, armées par les deux nations, se combattirent sur les mers du Nouveau-Monde; cette lutte dura jusque sous le règne de Ferdinand VI, et se termina à l'avantage de l'Angleterre.

La mort de l'empereur Charles VI, arrivée en 1740, mit les armes à la main à tous les princes de l'Europe. Il ne laissait d'autre enfant qu'une fille; elle se vit contrainte de défendre la succession de son père, qui lui avait été garantie solennellement par les mêmes puissances qui lui faisaient la guerre. Philippe y prit part en envoyant des troupes en Italie, sous les ordres du comte de Gage. Cette lutte se prolongea jusqu'au traité d'Aix-la-Chapelle, en 1748, qui donna à l'infant don Philippe, troisième fils du roi d'Espagne, Parme, Guastalla et Plaisance. Mais le roi catholique ne put connaître un résultat si glorieux et si profitable pour l'Espagne, car il mourut d'une attaque d'apoplexie, le 9 juillet 1746. Il était âgé de soixante-deux ans. On ne peut donner à ce monarque le titre de grand prince, car il fut toujours gouverné par ses deux femmes et par les ministres de leur choix. Cependant, Philipppe possédait quelques-unes des hautes qualités nécessaires au rang suprême. Il était brave dans les combats, et s'efforça d'introduire des améliorations et des réformes dans toutes les branches de l'administration. Il donna à l'Espagne une armée et une marine, qui n'existaient plus que de nom à l'époque où son prédécesseur végétait sur le trône. Il fit renaître l'industrie, le commerce et les arts, en élevant des manufactures et en fondant à Madrid une bibliothèque et plusieurs académies, qui donnèrent une impulsion nouvelle à la littérature. Il fut aimé par ses sujets et mérita leur attachement. On peut, il est vrai, en scrutant les détails de sa vie privée, y saisir des faiblesses, des ridicules et des puérilités; mais les rois doivent être jugés seulement dans les actes de leur vie publique. A ce titre, l'Espagne lui doit quelque reconnaissance, et la postérité un souvenir

FERDINAND VI.

(DE 1746 A 1759.)

Le nouveau monarque était fils de Philippe et de Louise de Savoie, et avait toujours vécu, jusqu'à son avènement, étranger aux affaires publiques. Quoiqu'il n'eût pas à se louer d'Élisabeth Farnèse, sa belle-mère, il parut avoir oublié qu'elle l'avait toujours traité avec une froideur voisine de l'inimitié. Au lieu de la confiner dans un couvent, il confirma toutes les clauses faites en faveur de la reine douairière par Philippe V, dans son testament. Elle continua donc d'habiter le château de Saint-Ildephonse, et reçut une pension annuelle de soixante-dix mille piastres. Mais l'autorité cessa de reposer entre ses mains, non pour être exercée par Ferdinand, mais pour appartenir à la princesse de Portugal, son épouse. En effet, le roi était incapable de gouverner par lui-même. Il avait hérité de tous les défauts de son prédécesseur, entre autres de cette mélancolie qui poursuivit Philippe V jusqu'au tombeau. L'éducation qu'il reçut tendait à augmenter son apathie naturelle. et, comme il avait la conscience de son incapacité, il abandonna les rênes de l'État aux ministres choisis par sa compagne, qui lui inspirait toutes ses résolutions. Cette princesse était douée d'esprit et de perspicacité, mais elle manquait de résolution dans les affaires, et cédait trop aisément aux obstacles, au lieu de tenter de les vaincre. Elle était en outre sans cesse poursuivie par la crainte d'altérer la quiétude et le repos de son époux, qui, à peine possesseur du trône, avait déjà manifesté le désir d'en descendre volontairement. Cette puissante considération, unie à la faiblesse de son caractère, conduisirent la reine à tenir une sorte de balance entre les puissances pour maintenir la paix, et à se servir de cette même politique envers les ministres du cabinet espagnol, aussi n'eut-elle pas de favoris déclarés. Parmi les personnages

MCD 2019

chargés du pouvoir se trouvait en première ligue le marquis de la Ensenada, qui, placé dans une position subalterne, avait franchi tous les degrés pour arriver à la plus haute fortune. Il justifiait du moins son élévation par des talents. Après lui venait don Joseph de Carjaval, ministre des affaires étrangères, mais plus recommandable par sa naissance que par son mérite. Ces deux hommes, aux yeux de la nation et des étrangers, semblaient tenir les rênes de l'administration; ils intimaient des ordres à tous les agents du gouvernement, ils représentaient le prince vis-à-vis des autres cabinets, mais cependant leur influence n'était encore que secondaire. Le P. Ravago, confesseur de Ferdinand, commandait à la volonté aussi bien qu'à la conscience de son pénitent; tandis qu'un chanteur, le célèbre Farinelli, exerçait une puissance non moins grande sur la reine. Ce dernier, à qui la beauté de sa voix avait créé une réputation pour ainsi dire européenne, fut attiré à Madrid par Élisabeth Farnèse; il était parvenu à soulager l'affection mélancolique de Philippe V, en ravissant le monarque par la mélancolie de ses chants. Sous le nouveau règne, sa faveur s'accrut encore, car Ferdinand et la reine étaient passionnés pour la musique, et Farinelli établit dans les résidences royales des théâtres et des concerts qu'il était chargé de diriger en chef. Ministre des plaisirs du prince, il était, à ce titre, admis à toute heure dans son intimité. La reine surtout se plaisait à causer avec lui, et l'habile chanteur sut en profiter pour mêler aux arts la politique. Il était tout à la fois l'ami et le soutien d'Ensenada. Tel on nous dépeint l'état de la cour d'Espagne, où le pouvoir flottait et passait tour-à tour des mains du confesseur à celles des deux ministres principaux; mais la reine en était la dispensatrice.

Nous avons parlé par avance du traité d'Aix-la-Chapelle, quoiqu'il n'eût été conclu qu'en 1748, après la mort de Philippe V. Ce traité, en assurant à Marie-Thérése la succession presque entière de Charles VI, son père, avait rétabli la paix dans toute l'Europe : Ferdinand n'eut d'autre pensée que de veiller à sa conservation. Le maintien de la paix, que des intérêts rivaux essayèrent de rompre, tel est pour ainsi dire le seul événement qui domine tout son règne. Durant cette période, la France et l'Angleterre ouvrirent une lutte aussi vive qu'acharnée. Chacune de ces deux puissances mit en jeu tous les ressorts de sa politique pour entraîner l'Espagne de son côté. Carjaval protégeait la Grande-Bretagne, tandis qu'Ensenada soutenait le cabinet de Versailles. Le premier de ces ministres parvint à faire repousser par le monarque le pacte de famille qui avait pour but d'unir en un faisceau tous les princes de la maison de Bourbon, mais Carjaval mourut en 1754. Les envoyés anglais et autrichiens empêchèrent Ensenada de recueillir les dépouilles de son rival, et eurent le crédit de faire nommer au poste vacant des affaires étrangères le général Wall, né en Irlande et naturalisé en Espagne. Secondé par Farinelli, Ensenada crut pouvoir hasarder une démarche qui le perdit. Il envoya de son chef des instructions au vice-roi du Mexique, qu'il chargea de détruire les établissements de la Grande-Bretagne dans cette partie de l'Amérique. Le ministre anglais étant parvenu à se procurer cette pièce, se concerta avec Wall, et ils obtinrent du roi la destitution d'Ensenada. Celui-ci fut arrêté, et ses adversaires poussèrent leur inimitié jusqu'à demander qu'on lui fît son procès; car on avait trouvé les preuves écrites d'une correspondance secrète qu'il entretenait avec les cours de Naples et de Versailles et avec la veuve de Philippe V, retirée à Saint-Ildephonse. Ces griefs étaient d'autant plus graves aux yeux de Ferdinand, qu'il croyait avoir à se plaindre de don Carlos (1), car ce prince refusait de reconnaître la suprématie du chef de sa maison, le roi d'Espagne, et entretenait des liaisons suspectes avec la reine douairière. N'ayant pu réussir à faire mettre en jugement le ministre déchu, ceux qui le poursuivaient demandèrent la confiscation de ses biens, dont ils firent dresser l'inventaire. Le total monta à des sommes considérables, qui semblaient démontrer qu'Ensenada s'était enrichi par des moyens

(1) Le roi de Naples.

MCD 2019

coupables. Farinelli, demeuré fidèle au malheur, sauva son ami des périls qui le menaçaient: il obtint de la reine que les procédures commencées seraient anéanties, et qu'Ensenada recevrait une pension annuelle de dix mille piastres. Le ministre disgracié se retira dans la ville de Grenade, où il vécut avec une sorte de splendeur, et nourrissant toujours l'espoir d'être rappelé [1754]. En effet, il avait des amis puissants auprès du roi, qui conserva toujours pour lui un penchant décidé. Son ministère fut signalé par des mesures pleines de sagesse, et dont les résultats furent avantageux à l'Espagne; c'est ainsi qu'il attira des ingénieurs habiles pour construire des vaisseaux, afin de faire sortir la marine espagnole de son état d'infériorité. En finances, il essaya de simplifier les impôts, et rapporta les décrets qui empêchaient l'exportation de l'argent; il tenta de ranimer l'agriculture par des encouragements, et en cherchant à naturaliser le mode de culture établi jadis par les Maures dans quelques provinces devenues, sous leurs mains, les plus fertiles de la monarchie. Il essaya aussi d'importer dans la Péninsule les sciences et les arts, en envoyant dans les pays étrangers des hommes chargés de recueillir les connaissances des autres peuples, afin de revenir en Espagne les enseigner à leurs concitoyens. Doué d'une activité peu commune, Ensenada dirigeait, sans être accablé, plusieurs départements : seul il suffisait à tout. Sa chute fut bientôt suivie de celle du confesseur Ravago, que les ennemis d'Ensenada firent renvoyer.

Jusqu'alors les différends qui subsistaient entre la France et l'Angleterre n'avaient pas encore éclaté ouvertement; mais, en 1756, la guerre s'alluma. Cette querelle divisa toute l'Europe. Les hostilités s'étendirent jusqu'en Amérique, où les Anglais s'emparèrent du Canada; les Français prirent leur revanche dans la Méditerranée par la conquête du port Mahon [1756]. Ferdinand s'obstina toutefois à demeurer neutre, et refusa même la restitution de Gibraltar, qui lui fut promise par le cabinet de Londres; il repoussa de même des offres non moins séduisantes de la part de la France. Sur ces entrefaites, la reine, après une longue maladie, mourut en 1758. Le roi perdit en elle une amie et un conseil de tous les instants, dont les avis fixaient son irrésolution, et dont la gaîté dissipait sa tristesse, fruit d'une disposition héréditaire. En effet il était, comme Philippe V, sujet à une noire mélancolie, qui lui rendait impossible toute espèce de travail d'esprit. Dès que sa fidèle compagne eut expiré, il ne voulut plus quitter son lit ni même changer de linge. Poursuivi par une continuelle insomnie, les forces de son corps et celles de son âme succombèrent sous le poids du chagrin, et il rendit le dernier soupir le 10 août 1759. Il était âgé de quarante-sept ans, et en avait régné quatorze.

Le caractère pacifique de Ferdinand, en laissant reposer l'Espagne, fut un grand bienfait pour la nation. S'il agit peu par lui-même, il eut du moins le mérite de déléguer son pouvoir à des hommes qui s'en servirent pour le bien public. Quoique ce prince fût d'une dévotion presque monacale, il affranchit cependant son royaume d'un impôt qui pompait la plus grande partie des revenus du royaume, c'était le droit possédé par la cour de Rome de conférer, pendant huit mois de l'année, les dignités et les bénéfices qui venaient à vaquer pendant cet espace de temps. Le pape ne conserva plus que cinquante-deux nominations.

CHARLES III.

(DE 1759 A 1788.)

Charles régnait à Naples; il était frère du second lit de Ferdinand VI; ce monarque n'ayant pas laissé d'enfants, il était, à ce titre, appelé à le remplacer. Mais avant de quitter l'Italie, le nouveau roi d'Espagne eut à régler la succession au trône qu'il laissait. Cette affaire présentait d'assez graves difficultés; car, d'après le traité d'Aix-la-Chapelle, l'empereur d'Autriche et le roi de Sardaigne devaient posséder les duchés de Parme et de Guastala, cédés à don Philippe dans le cas où celui-ci deviendrait souverain de Naples, si Charles était appelé à régner sur la péninsule ibérique. Ce prince se servit

MCD 2019

habilement des conjonctures (1) pour obtenir de faire passer son sceptre à l'un de ses enfants. Le roi de Sardaigne reçut en dédommagement une somme considérable, et le cabinet de Vienne abandonna ses prétentions au moyen d'une double alliance par laquelle l'archiduc Joseph devait épouser une princesse de Parme, et l'archiduc Léopold une infante d'Espagne. En conséquence Charles III, après avoir fait constater l'imbécilité incurable de son fils aîné, nomma son troisième fils, Ferdinand, son successeur au royaume des Deux-Siciles. Il établit un conseil de régence présidé par le marquis Tannucci, puis il s'embarqua, et vint aborder à Barcelonne après une courte navigation. Accueilli par des acclamations aussi vives que sincères, il témoigna sa reconnaissance aux Catalans en leur restituant quelques-uns des priviléges dont ils avaient été dépouillés jadis par Philippe IV et Philippe V. A son arrivée à Madrid, il ne fit d'autre changement que de mettre aux mains du marquis de Squilace le département des finances. Il nomma écuyer de la reine le duc de Losada, en remplacement du duc d'Albe. Sur la demande de la reine douairière, sa mère, à laquelle il avait été rendre sa première visite, Charles prononça l'expulsion du chanteur Farinelli. Une telle sévérité s'explique difficilement, car celui qu'elle frappa n'avait jamais abusé de sa faveur, et son séjour en Espagne n'offrait aucun danger. Quoi qu'il en soit, Farinelli alla mourir à Bologne, où il acheva sa carrière en 1782. Un des premiers actes du monarque fut de liquider les dettes de son père par l'émission de valeurs portant un intérêt de 6 pour cent. Il mérita encore la reconnaissance des fermiers de l'Andalousie et de la Vieille-Castille, auxquels il donna quittance des sommes qui leur avaient été avancées par le trésor, et permit en même temps que l'on importât du blé dans les provinces où la culture des céréales était sur le point d'être abandonnée faute de semences pour féconder le sol (1).

A l'époque où Charles prit le timon des affaires, une grande partie de l'Europe était en armes : le roi de Prusse, Frédéric II, résistait en Allemagne à une coalition redoutable formée contre lui; il avait pour appui principal la Grande-Bretagne, alors dirigée par le premier Pitt, connu depuis sous le nom de comte de Chatam. La France et l'Autriche étaient les adversaires les plus redoutables du monarque prussien, qui, secondé par l'or et les soldats de l'Angleterre, fit face à ses puissants adversaires, opposant au nombre l'audace et l'habileté de ses combinaisons stratégiques. On se battait en même temps en Amérique, où les Français éprouvèrent des revers multipliés. Sur ces entrefaites, le duc de Choiseul, premier ministre de Louis XV, fit signer à Charles (1761), le fameux traité connu sous le nom de *pacte de famille*, qui déclarait que les deux puissances seraient unies à l'avenir par une communauté d'intérêts si étroits, que l'ennemi de l'une serait toujours réputé l'ennemi de l'autre. Le résultat de cette ligue ne fut pas favorable aux deux cabinets; l'Espagne, entre autres, perdit la Havane, dans le golfe du Mexique, et Manille, dans les Indes orientales. Les Espagnols auraient subi des désastres encore plus grands si Pitt n'avait pas été remplacé par lord Bute, favori de George III, monté nouvellement sur le trône de la Grande-Bretagne. Les armes de Charles n'avaient pas été plus heureuses en Portugal, qui, n'ayant pas voulu ren ncer à l'alliance anglaise, avait été envahi par une armée espagnole. Cette armée btint à son début quelque succès, qui ne se soutinrent pas. La paix de Paris, signée le 10 février 1763, vint mettre un terme à cette guerre si ruineuse pour la France et pour l'Espagne. La première de ces puissances abandonna à l'Angleterre ses plus belles possessions en Amérique et en Asie . quant à l'Espagne, elle céda la Floride, renonça au droit de pêche au banc de Terre-Neuve, et fut contrainte d'autoriser les Anglais à couper

(1) La France et l'Autriche étaient alors en guerre avec la Prusse, et avaient interêt à ménager l'Espagne. Le roi de Sardaigne ne pouvait, de son côté, engager seul une lutte avec Charles III. Il céda ses droits pour une indemnité pécuniaire, parce qu'il ne pouvait les défendre.

(2) Vid. Beccatini et le voyage de Bourgoin en Espagne.

MCD 2019

du bois dans la baie de Honduras. Ses troupes évacuèrent le Portugal, et lui restituèrent la colonie de Sacramento. Dès que la paix eut été conclue, le chef du ministère espagnol, le général Wall, se retira des affaires, et fut remplacé par le marquis de Grimaldi. Ce dernier, qui venait de remplir une ambassade en France, était entièrement dévoué au duc de Choiseul, qui n'aspirait qu'à se venger de la Grande-Bretagne. Mais il fallait de l'argent pour recommencer les hostilités, et Grimaldi adopta un plan ayant pour but d'introduire de grandes réformes dans l'administration des provinces du Nouveau-Monde. Les améliorations proposées devaient augmenter les revenus de ces provinces d'un million de piastres par an. Mais, soit que ces innovations fussent intempestives, ou soit qu'elles fussent mal exécutées, elles produisirent une insurrection presque générale, qui s'apaisa cependant par la prudence ou peut-être par la timidité du gouvernement, qui n'osa poursuivre son œuvre [1765]. Tandis que l'esprit de révolte menaçait d'ébranler dans le Nouveau-Monde la puissance de Charles, ce prince vit éclater dans sa capitale un soulèvement dirigé contre l'un de ses ministres, le marquis de Squilace. Sa qualité d'étranger, car il était Napolitain, avait indisposé contre lui les Espagnols, et les mesures qu'il prit pour restaurer les finances avaient encore accru l'aversion publique qui s'attachait à sa personne. En effet on lui reprochait d'avoir établi de nouvelles taxes et concédé des monopoles préjudiciables au commerce. Mais ces actes n'auraient pas suffi pour ameuter contre lui les masses, s'il n'avait eu l'imprudence de tenter une réforme qui choquait les habitudes nationales. C'est ainsi qu'il voulut changer certaines parties du costume, les grands chapeaux à bords rabattus et les longs manteaux, qui pouvaient en effet aider les malfaiteurs à commettre des crimes. Ses agents employèrent la force pour faire exécuter les nouvelles ordonnances, ce qui indisposa toutes les classes de citoyens, et surtout les gens du peuple. D'un autre côté, Squilace avait mécontenté le clergé en cherchant à restreindre ses priviléges. Ces diverses causes avaient créé un mécontentement général, qui prit feu à l'occasion d'une hausse subite sur certaines denrées de première nécessité. Le dimanche des Rameaux [26 mars 1766] la populace investit l'hôtel du ministre; repoussée par les gardes wallones, elle se répandit dans tous les quartiers de la ville, et brisa les réverbères. La nuit qui survint, au lieu de calmer l'émeute, la rendit plus terrible, et quand le jour parut, le roi envoya vers les mutins les ducs de Médina-Céli et d'Arcos: la multitude ne répondit qu'en demandant à grands cris la tête de Squilace. Le roi n'ayant autour de lui que des fonctionnaires et des courtisans, qui, frappés de terreur, n'osaient ni conseiller ni prendre aucune résolution énergique; le roi, disons-nous, parut au balcon de son palais; il promit au peuple de renvoyer Squilace, de retirer l'ordonnance contre les chapeaux et les manteaux, et de faire baisser le prix du pain, de l'huile, du savon et du lait, dont l'augmentation subite avait exaspéré les classes pauvres. Il prit aussi l'engagement d'accorder un pardon général. Un moine, un crucifix à la main, servait d'intermédiaire entre le monarque et la multitude, qui se dispersa comme par enchantement, pleine de confiance dans les promesses du prince. Mais Charles ayant quitté Madrid pendant la nuit pour se retirer à Aranjuez, l'émeute recommença le lendemain, les insurgés se saisirent des armes des soldats, s'emparèrent des postes principaux et fermèrent les portes de Madrid. Cette ville resta quarante-huit heures à la merci de la populace, qui se contenta de traîner dans les rues les corps de plusieurs wallons qui avaient été massacrés; mais elle s'abstint d'entrer dans les maisons des particuliers; elle repoussa même avec dédain l'argent qu'on lui offrait pour soulager sa détresse, en criant qu'*elle n'avait besoin que du sang de Squilace.*

Cependant Charles, à qui les mutins avaient député un de leurs chefs, cocher de profession, écrivit une lettre aux magistrats municipaux, dans laquelle il annonçait le départ et le remplacement de Squilace au département des finances, et déclarait qu'il retournerait dans sa capitale aussitôt que le

MCD 2019

peuple aurait restitué les armes dont il s'était emparé, et repris ses occupations. Il fut obéi avec une exactitude scrupuleuse ; les armes furent réintégrées dans les casernes ainsi que les tambours, et la ville reprit, dans quelques heures, son aspect accoutumé.

Abandonné par son souverain, Squilace se rendit avec sa famille à Carthagène ; il s'embarqua pour l'Italie ; quoiqu'il n'eut pas renoncé à sa patrie d'adoption, il ne retourna jamais en Espagne : cependant, quelques années après, Charles, qui avait conservé pour lui un reste d'affection, lui confia le poste d'ambassadeur à Venise. L'événement qui avait amené la chute de ce ministre ne semble pas devoir être attribué seulement à l'effervescence populaire ; il paraît certain qu'il fut produit et dirigé par des personnages puissants dont le but était d'introduire des modifications dans le gouvernement. Quoi qu'il en soit, Charles fut profondément affecté des scènes de désordre dont il avait été le témoin, et, pour en imposer à la populace, comme à ceux qui l'avaient soulevée, le roi appela à Madrid le comte d'Aranda, capitaine-général de Valence. Celui-ci, armé de pouvoirs étendus, et surtout d'un caractère énergique, fit rentrer dans l'ordre la multitude par quelques paroles. Il manda l'un des chefs du tumulte, et lui dit : « Je compte sur vous pour rétablir la tran- » quillité. » En effet, celui à qui cette phrase laconique était adressée retourna vers ses partisans pour les engager à se disperser : « Le roi, » ajouta-t-il, « le demande ; le » comte d'Aranda le désire, et moi je l'or- » donne. » En conséquence les rassemblements se dispersèrent, et d'Aranda prit les mesures les plus promptes et les plus sages pour assurer à l'avenir la tranquillité publique. Il fit camper d'abord aux environs de la capitale un corps de dix mille hommes ; puis il réorganisa le gouvernement municipal. La ville fut partagée en soixante-quatre quartiers, ce qui permit aux magistrats de surveiller les malveillants par les soins d'une police active. Les vagabonds et tous les gens sans aveu furent éloignés de Madrid, qui reçut une garnison permanente assez nombreuse pour faire respecter la demeure du monarque : les services du comte d'Aranda dans cette occasion, lui frayèrent le chemin au pouvoir. Nous parlerons ailleurs de cet homme d'État en racontant les actes de son administration. L'année qui suivit l'insurrection de Madrid fut marquée par l'expulsion d'une société puissante, dont les membres, répandus dans l'ancien et le nouveau monde, gouvernaient les monarques catholiques par la confession, et l'esprit des peuples par l'éducation dont ils étaient les dispensateurs. Fondée dans le seizième siècle, par Ignace de Loyola, la société de Jésus avait pris la part la plus active à toutes les révolutions politiques et religieuses de l'Europe ; elle devait son ascendant à sa puissante organisation, qui avait concentré le pouvoir entre les mains d'un seul homme, dont la décision était sans appel, et commandait l'obéissance la plus absolue. Cet homme, qui résidait dans la capitale de la chrétienté, avait des espions dans toutes les classes et des agents dévoués dans tous les rangs ; il connaissait les mystères du cabinet des princes, et participait à toutes les intrigues des cours ; en un mot, on peut dire qu'ainsi que la providence rien ne pouvait échapper à la vigilance et à la perspicacité du général des jésuites (1). Mais cet excès de puissance avait soulevé de nombreux et de redoutables ennemis contre les fils de Loyola : en France, les parlements et les écrivains de l'école philosophique, aidés par le duc de Choiseul, alors placé à la tête du ministère, avaient accompli en 1764 la destruction de l'ordre des jésuites. Ces derniers avaient, quelques années auparavant, éprouvé le même sort en Portugal, où, déclarés complices d'un attentat contre la personne du monarque, ils succombèrent sous les coups du marquis de Pombal. En Espagne, le gouvernement était fatigué de leur résistance continuelle à son autorité,

(1) Les jésuites avaient des affiliés jusque dans les plus hautes sommités sociales, et même parmi les personnages dépositaires du pouvoir : ainsi le marquis de Puysieux, qui fut ministre des affaires étrangères sous Louis XV, était un des adeptes de la société. On peut voir la preuve de ce fait dans les mémoires de madame de Genlis, auxquels nous renvoyons le lecteur.

MCD 2019

dont ils s'étaient affranchis presque entièrement dans une des colonies du continent américain : au Paraguay ils avaient établi des institutions théocratiques, et régentaient le peuple de cette contrée sans avoir aucun égard aux ordres du roi d'Espagne. On les avait encore dénoncés à Charles comme les véritables instigateurs de l'insurrection de sa capitale ; on les représentait aussi à ses yeux comme ayant amassé d'immenses richesses, fruit du monopole commercial, qu'ils exploitaient à leur profit dans le Nouveau-Monde. En effet, ils avaient établi des maisons de banque et de commission à Lima et dans la plupart des places maritimes de l'Amérique du sud : l'or qu'ils avaient amassé au détriment du prince et de ses sujets était employé, disait-on, à soutenir, par la corruption, leur influence politique. Pour déterminer le monarque, les ennemis des jésuites répandirent sur eux les bruits les plus inquiétants ; ils fabriquèrent même une lettre du général de l'ordre, au chef provincial, qui résidait en Espagne, dans laquelle il lui prescrivait de fomenter des troubles et d'organiser des insurrections. Charles, déjà ébranlé par l'exemple du Portugal et de la France, prit enfin le parti de les imiter en chassant les jésuites de tous ses États. Cette affaire fut conduite et mise à exécution par le comte d'Aranda, qui, en sa qualité de président de Castille, avait des entretiens avec le roi. Il en profita pour soumettre au prince tous les détails du plan qu'il avait imaginé ; et pour que rien ne trahît un secret de cette importance, le comte prit le soin d'apporter dans sa poche un écritoire et du papier ; il rédigea le décret d'expulsion, que le monarque signa après l'avoir écrit de sa propre main (1). Un ordre de bannissement fut adressé à tous les gouverneurs de provinces, qui ne devaient ouvrir cette dépêche qu'à une heure fixe. Tout était si bien combiné, qu'au milieu de la nuit, et au même moment, tous les colléges des jésuites furent cernés par des soldats, et tous ces religieux furent conduits, dix par dix, à des voitures escortées par des dragons ; on les mena à la côte, où ils furent embarqués sur des bâtiments de transport, qui se rendirent à Civita-Vecchia. Avant de leur permettre l'entrée du port, le gouverneur voulut en référer au pape Clément VIII ; le saint père refusa de recevoir ces exilés, alléguant que ses revenus ne seraient pas suffisants pour nourrir tous les moines si les princes catholiques s'avisaient de les expulser et de les mettre à sa charge. Les négociations entamées à ce sujet avec le saint siége durèrent trois mois, pendant lesquels ces malheureuses victimes expirèrent en grand nombre, faute d'air et de nourriture, car on les avait entassées sur des vaisseaux, dans la croyance qu'ils débarqueraient sur le sol italien aussitôt après leur arrivée. On les déposa enfin sur le rivage de la Corse, où ils furent en proie à tous les besoins. Ceux qui survécurent à ce traitement barbare obtinrent la permission d'habiter l'Italie avec une pension alimentaire de vingt sous par jour, qu'ils devaient recevoir de l'Espagne. L'expulsion des jésuites s'opéra avec la même facilité et la même promptitude dans toutes les provinces de la monarchie, même au Paraguay. On les transporta en Europe dans les États du pape, où on les parqua, en les menaçant de les priver, s'ils s'en éloignaient, de la chétive allocation qui leur était promise.

Ainsi disparut cet ordre célèbre que l'on croyait indestructible, et qui s'écroula devant la première attaque conduite avec ensemble et avec fermeté. Il n'entre pas dans notre sujet de porter un jugement définitif sur une association dont on ne peut oublier les immenses services rendus au monde, et qui peuvent sans doute amnistier ses fautes. Nous ferons seulement remarquer que la société de Jésus, instituée pour défendre le catholicisme ébranlé jusqu'en ses fondements par Luther, a dû périr quand la croyance qu'il soutenait a perdu son influence dans la politique et sur l'esprit des masses. Il faut ajouter que l'organisation vigoureuse de cet ordre con-

(1) D'Aranda fut contraint d'user de la précaution dont nous venons de parler, car Charles ne signait jamais que les actes qui lui étaient présentés par ses ministres lorsqu'il travaillait avec eux ; or il était important qu'on ne vît pas d'écritoire dans l'appartement du roi, ce qui aurait pu donner l'éveil sur le projet qu'on méditait.

MCD 2019

tribua surtout à ses succès ; mais la force de cette organisation tenait en grande partie à ce que ses ressorts étaient cachés aux yeux de tous ; aujourd'hui arrêtés à chaque instant dans leur marche par la publicité, ils ne peuvent plus donner l'impulsion au monde. Aussi peut-on affirmer que nul pouvoir ne saurait restaurer la fortune des disciples de Loyala, qui s'est éteinte pour jamais. La cour de Madrid ne borna pas sa vengeance à chasser les jésuites ; d'accord avec la France et le Portugal, elle exigea et finit par obtenir de la cour de Rome leur abolition, qui fut prononcée après une longue résistance par Clément XIV.

Cette même question fut sur le point de troubler l'Italie, car le duc de Parme, ayant aussi prononcé le renvoi des fils de Loyola, fut excommunié par Clément VIII ; mais les cabinets de Madrid et de Versailles intervinrent dans cette querelle, et Ganganelli (1) fut contraint de retirer la bulle lancée contre le duc de Parme par son prédécesseur. Ainsi la toute puissance des souverains pontifes n'existait plus que de nom, et le pape n'était plus alors qu'un prince temporel le plus faible de tous. Charles s'occupa ensuite de restreindre le pouvoir de l'Inquisition, qui menaçait de tout envahir. Quand Philippe V fut obligé de défendre son trône contre l'archiduc Charles, le saint-office soutint avec zèle la cause du petit-fils de Louis XIV en ordonnant aux Espagnols de dénoncer au saint tribunal tous ceux qui n'auraient pas tenu leur serment de fidélité envers Philippe; il était en outre prescrit aux confesseurs de leur refuser l'absolution. Mais les empiétements audacieux de l'Inquisition finirent par armer contre elle le monarque, qui, dirigé par la princesse des Ursins, fit rédiger un décret prononçant la suppression du saint office. L'influence d'Élisabeth Farnèse et du confesseur Daubenton firent échouer ce projet, et le tribunal conserva toute la plénitude de son autorité. Sous Philippe V, dont le règne dura quarante-six ans, le saint office envoya au bûcher quinze cent soixante-quatorze victimes et condamna à diverses pénitences onze mille sept cent trente personnes. Toutefois l'opinion publique commençait à se révolter contre cet affreux régime, et Charles III profita de la disposition des esprits pour affaiblir le despotisme de l'inquisition, à laquelle un ministre porta les coups les plus redoutables : c'était le comte d'Aranda, dont nous avons déjà parlé. Issu d'une des plus grandes familles de l'Aragon, et possesseur d'une grande fortune, le comte avait puisé dans ses voyages une liberté de pensées et des connaissances qui le rendaient supérieur à tous ses compatriotes. De retour dans sa patrie au commencement du règne de Charles III, il commanda l'armée qui envahit le Portugal, et mérita la reconnaissance du roi en apaisant les troubles qui s'élevèrent à Madrid et causèrent la chute de Squilace. Nommé président du conseil de Castille, c'est à ce titre qu'il introduisit des réformes salutaires dans l'administration intérieure de l'Espagne et qu'il porta un coup mortel au saint office par une ordonnance royale qui lui défendait de faire arrêter personne sans des preuves évidentes de culpabilité, et qui le rendait responsable dans le cas où ses agents sortiraient du cercle de leurs attributions [1770]. Il priva encore le saint office du droit de s'emparer à son profit des biens dont il prononçait la confiscation par ses arrêts. Il faut compter encore parmi les améliorations dont ce ministre fut l'auteur, ses réglements relatifs à l'armée, dans laquelle il introduisit des manœuvres nouvelles ; il fit dresser encore le premier tableau statistique de la population de l'Epagne, il devait servir de guide au gouvernement et de base pour les innovations qu'il voudrait introduire par la suite. Les Jésuites avaient accaparé entre leurs mains l'éducation publique ; lorsqu'ils furent expulsés, d'Aranda remplaça leurs colléges par des écoles dont la direction fut remise à un corps de prêtres séculiers. Il contribua en outre à l'établissement de colonies dans la Sierra-Moréna, pays de montagnes demeuré inculte, quoiqu'il fût situé au centre du royaume. Il soutint de tout son pouvoir don Pédro Olavidez, qui parvint à peupler la Sierra-Morén d'Allemands, de

(1) Clément XIV ; il avait succédé sur le trône pontifical à Clément VIII.

MCD 2019

Suisses et d'Italiens, dont les travaux industrieux rendirent fertile ce coin de terre qui avait jusqu'alors servi de retraite à des bêtes sauvages et à des bandits (1). Mais les bonnes qualites de ce ministre étaient gâtées par un caractère irritable et présomptueux. Loin de ménager Grimaldi, ministre principal de Charles, il était sans cesse en opposition avec ce favori, qu'il déchirait sans retenue dans ses discours. Dans ses rapports avec le monarque, il lui arrivait quelquefois d'oublier le respect qu'il devait à son souverain. Cette témérité, jointe à ses disputes perpétuelles avec Grimaldi, décida le monarque à renvoya le comte d'Aranda, qu'il fit son ambassadeur à Paris, où les hommages des encyclopédistes le consolèrent de sa disgrâce.

L'année 1775 porta un coup funeste à la réputation des armes espagnoles. Une expédition composée de vingt mille hommes, et cammandée par O'Reilly, débarqua près d'Alger et marcha sur cette ville; mais les Espagnols échouèrent complètement dans cette attaque et se rembarquèrent précipitamment après avoir perdu quinze cents hommes, et ramenant avec eux près de trois mille blessés. Cet échec et l'âge avancé de Grimaldi déterminèrent ce dernier à se retirer des affaires, et il fut remplacé, sur sa demande, par don Joseph Monino, qui venait d'être décoré du titre de comte de Florida-Blanca. Ce ministre se montra à la hauteur de ses éminentes fonctions par ses vues judicieuses et son activité infatigable, il comprit et améliora le système de réforme commencé par le comte d'Aranda. Nous n'entrerons pas ici dans le détail des actes de son administration, car les faits politiques qui nous restent à raconter réclament exclusivement la place que nous aurions voulu lui réserver. En effet, la guerre s'était allumée de nouveau entre l'Angleterre et la France à l'occasion de la conduite hostile du cabinet de Versailles, qui avait encouragé et fourni des secours aux colonies américaines révoltées contre la Grande-Bretagne. Les habitants des principaux États qui composent aujourd'hui la confédération des Provinces-Unies descendaient d'une secte de fanatiques connus sous le nom de Puritains. Ils avaient inculqué à leurs enfants des principes d'indépendance qui, mûris par le temps, amenèrent la séparation de ces contrées de la mère-patrie. Le parlement anglais ayant déclaré que les colonies devaient participer aux dépenses publiques de l'empire, les Américains se refusèrent à payer aucun impôt. Dès ce jour ils levèrent l'étendard de la révolte, et, en 1776, une déclaration d'indépendance brisa tous les liens qui attachaient les colonies américaines à la Grande-Bretagne (1). Le pacte de famille qui unissait étroitement les deux chefs de la maison de Bourbon entraîna l'Espagne à prendre part à la lutte que la France engageait avec l'Angleterre. Charles d'ailleurs méditait depuis long-temps de rentrer en possession de Minorque et de la citadelle de Gibraltar. Des hostilités éclatèrent dans la Manche; les Anglais, quoique inférieurs en forces, paralysèrent par des manœuvres habiles les efforts des flottes espagnoles et françaises. Ils furent moins heureux en Amérique, où le gouverneur de la Louisiane, Bernardo de Galvez, s'empara de la Floride occidentale, tandis que le gouverneur de Yucatan chassait les Anglais de la baie de Honduras et détruisait leurs établissements. Cependant ces derniers prirent leur revanche en s'emparant du fort San-Fernando-Omoa, et saisirent dans le port de cette place plusieurs vaisseaux chargés de valeurs estimées à plus de trois millions de piastres. Tandis que les puissances belligérnntes combattaient en Amérique avec des succès balancés, le duc de Crillon, commandant en chef des troupes espagnoles, fit capituler le fort Saint-Philippe, et l'île de Minorque ren-

(1) Quand d'Aranda eut quitté le ministère, Olavidez fut emprisonné par l'inquisition et condamné à des peines aussi graves qu'humiliantes. Il s'échappa d'un couvent où il était confiné, et se réfugia en France. Il y demeura pendant près de trente années, et retourna mourir dans sa patrie à la fin du siècle dernier.

(1) Nous renvoyons le lecteur à l'histoire de l'Amérique, où se trouve raconté en détail le grand événement qui plaça les colons américains au rang des nations.

MCD 2019

tra sous la dépendance de l'Espagne après en avoir été séparée soixante quatorze ans [1782]. Après cette victoire, les escadres réunies de la France et de l'Espagne allèrent bloquer Gibraltar. Le siége de cette place fixa les regards de l'Europe entière. Un camp fut établi à Saint-Roch pour cerner Gibraltar du côté de la terre, tandis qu'on se disposa à l'attaquer par mer au moyen de batteries flottantes inventées par un ingénieur français nommé d'Arçon. Le conquérant de Minorque, le duc de Crillon, à la tête d'une armée de quarante mille hommes, dirigeait l'expédition, à laquelle vint se joindre une foule de volontaires espagnols et étrangers On remarquait parmi ces derniers le comte d'Artois et le duc de Bourbon, l'un frère et l'autre cousin du roi de France (1). L'attaque commença, le 13 septembre 1782, par une effroyable canonnade partie des deux côtés, et qui ne produisit aucun résultat. Les obus lancés par les assiégés n'avaient pu entamer les batteries flottantes; mais, vers le soir, une grêle de boulets rouges amena leur destruction par l'incendie. Les équipages de ces machines, menacés par le feu, par l'eau et par les décharges de l'artillerie de la place, périrent en grande partie, malgré les secours qui leur furent prodigués par les vainqueurs. Cet échec détermina les assiégeants à renoncer à leur entreprise, qui n'avait plus aucun espoir de succès, car l'amiral Howe était parvenu à ravitailler Gibraltar. C'était la treizième fois que cette ville, bâtie à l'époque où les Maures occupaient la Péninsule, soutenait une siége en règle. En vain la cour d'Espagne entama, à plusieurs reprises, de longues négociations pour obtenir, en donnant des indemnités, la restitution de cette forteresse ; elle ne put jamais triompher du refus des ministres anglais, retenus eux-mêmes par la crainte de soulever contre eux l'opinion des masses, qui attachait un prix exagéré à la conservation de Gibraltar.

Le seul événement de quelque importance survenu dans les dernières années du règne de Charles III fut l'insurrection qui éclata dans le Pérou. Elle avait pour chef un certain Tupac Amaro, qui faisait remonter son origine à l'Inca Tupac, l'un des membres de la famille qui occupait le trône péruvien à l'arrivée des Espagnols. Ce personnage avait été élevé dans un collége à Lima, n'ayant pu obtenir le titre de marquis d'Oropesa, il revint dans le lieu de sa naissance, le cœur ulcéré, et profita de l'établissement d'un nouvel impôt pour insurger ses compatriotes. Il débuta par assassiner, dans une fête, le corrégidor du district, et souleva les Indiens montagnards. Ses forces s'élevèrent rapidement à près de soixante mille hommes ; mais les révoltés n'avaient pour armes que des lances et quelques pièces d'artillerie ; ils n'étaient ni enrégimentés ni soumis aux règles de la discipline ; en un mot, c'était plutôt des guérillas que des soldats : aussi ce mouvement insurrectionnel fut-il étouffé, après avoir duré deux ans, par don Joseph Del-Valle, qui, à la tête de quelques troupes, marcha contre les rebelles, qu'il força d'accepter une bataille où ils furent mis en déroute [1781]. Tupac Amaro tomba entre les mains des vainqueurs et fut écartelé, tandis que sa femme, ses parents et les principaux chefs de la rebellion terminèrent leur sort par le gibet. Au reste, l'entreprise de Tupac Amaro n'eut d'autre cause que la haine dont les Indiens étaient animés contre les dominateurs de leur pays, qui les condamnaient aux pénibles travaux de fouiller les entrailles de la terre pour y chercher des métaux précieux. Le travail des mines faisait périr par centaines ceux qui s'y livraient. Aussi les Péruviens, fatigués de souffrir, saluèrent-ils avec enthousiasme un homme qui, le front ceint du bandeau des Incas, promettait de les affranchir de l'esclavage, et de leur restituer l'ancienne indépendance dont ils avaient joui avant la conquête. Le monarque espagnol, dès qu'il eut conclu la paix avec l'Angleterre, en 1785 (1), ne songea plus qu'à terminer ses différends avec toutes les autres nations. Il signa un traité avantageux avec la Turquie, et Madrid vit pour la

(1) Louis XVI.

(1) Cette paix lui confirma la possession des deux Florides et de Minorque.

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del.t

Prot. Sculp.

Pl. 9.

COSTUMES BOURGEOIS.

ESPAGNE.

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

MCD 2019

première fois dans ses murs un ambassadeur de cette nation [1787]. Après avoir bombardé inutilement Alger, Charles entra en arrangement avec le dey de cette ville et celui de Tunis. Il est vrai que cette trève fut achetée quatorze millions de réaux; mais enfin elle permit de rendre à la culture tout le littoral situé en face de l'Afrique, et dont les pirates avaient fait un désert par leurs déprédations. Enfin secondé par le comte de Florida Blanca, le monarque travailla activement à assurer le bien-être de ses sujets, en creusant des canaux dans les royaumes de Murcie et dans l'Aragon; il autorisa l'établissement de la banque de Saint-Charles, et améliora la législation; mais il n'osa ou n'eut pas le temps de refondre entièrement la législation, quoiqu'il eût approuvé le plan du célèbre Campomanès, qui proposait de rédiger un code uniforme pour toutes les provinces de l'Espagne. Tandis qu'il se livrait aux soins du gouvernement, Charles, déjà parvenu à l'âge de soixante-treize ans, fut attaqué d'une fièvre inflammatoire, qui l'emporta vers la fin de l'année 1788. Ce fut le plus grand des princes de la famille des Bourbons en Espagne, ou du moins celui qui fit le plus pour le bonheur public. Il fut l'exemple de sa cour et des autres souverains par la pureté de ses mœurs, et se montra digne de soutenir le poids du gouvernement par sa vigilance et la force de sa volonté. Mais il faut avouer que sa fermeté dégénérait souvent en obstination, et qu'il poussait encore la réserve trop loin, car il cachait sa pensée même à celui de ses ministres qui était le plus avant dans sa confiance. Observateur scrupuleux des pratiques religieuses, il ne se laissa pas dominer par l'ambition des ecclésiastiques qui l'entouraient, et nous avons vu qu'il réprima les fureurs de l'inquisition. Ami des lettres, il les encouragea par ses bienfaits; et, sous son règne, la littérature s'éveilla du long sommeil qui l'assoupissait depuis Charles II.

Charles n'eut qu'une seule épouse, Amélie, princesse de Saxe, dont il eut treize enfants. Le premier, Philippe-Pascal, exclu du trône de Naples pour cause d'imbécilité, mourut en 1777; le second succéda à son père comme roi d'Espagne, sous le nom de Charles IV; le troisième, nommé Ferdinand, monta sur le trône des Deux-Siciles. Quatre autres princes précédèrent Charles III dans la tombe; quatre enfants expirèrent encore en bas âge. Quant aux filles, l'une, Maria-Josepha, mourut en 1804, sans avoir été mariée; l'autre, Maria-Louisa, devint l'épouse de l'empereur Léopold.

Nous allons quitter un instant le domaine de la politique pour aborder un sujet non moins intéressant, celui de la littérature et des arts. En effet, la vie intellectuelle d'un peuple fait partie intégrante de son histoire, et lui assigne sa place parmi les autres nations; car les œuvres de l'esprit donnent une suprématie aussi brillante et bien plus durable que les triomphes militaires : ceux-ci n'ont qu'un temps assez court, et sont toujours tôt ou tard obscurcis par des défaites. Il n'en est pas de même des travaux du génie, ils sont impérissables, et grandissent au contraire d'âge en âge. Nous allons donc jeter un coup d'œil rapide sur les écrivains et les artistes qui ont honoré et glorifié le nom de l'Espagne, en regrettant que le défaut de place nous force d'esquisser seulement ce que nous aurions voulu peindre. Nous espérons cependant que notre travail sera assez complet pour donner au lecteur des notions suffisantes sur ce point.

La langue espagnole semble être un mélange de l'allemand et du latin, augmenté depuis par un grand nombre de mots arabes. Elle retient ainsi l'empreinte des différents peuples qui ont envahi la Péninsule ibérique, puisque ce pays fut tour-à-tour occupé par les Romains, les Visigoths et les descendants de Mahomet. Mais, déchirée depuis le cinquième siècle de notre ère par des guerres perpétuelles, l'Espagne ne put songer longtemps à polir son idiôme et à se donner une littérature proprement dite. D'ailleurs, durant la domination musulmane, les principaux royaumes, gouvernés par les princes chrétiens, avaient chacun un langage différent. Le catalan régnait exclusivement dans l'Aragon et le long de la Méditerranée, jusqu'à l'état de Murcie; le castillan se parlait au centre de la Péninsule jusqu'aux limites du royaume de Grenade; et le gallége, qui

MCD 2019

a donné naissance au portugais, était entendu dans la Galice, et jusque dans les Algarves. Enfin, dans la Navarre et dans quelques districts de la Biscaye, le basque, antérieur même à l'invasion des Romains, s'était conservé dans toute sa pureté, mais cet idiôme, qui semble appartenir à l'Orient, est toujours resté circonscrit dans les limites les plus étroites, et n'a jamais eu la plus petite influence sur la littérature nationale. On a remarqué que chez tous les peuples les vers ont précédé la prose : aussi le monument le plus ancien est-il un poème sur le Cid, écrit environ cent cinquante ans après la mort du héros qui en est le sujet. La versification de cet ouvrage, qui rebute par sa barbarie, excite cependant la curiosité, en offrant la peinture fidèle et naïve des mœurs du douzième siècle. Il touche aussi le cœur, car la fable présente un intérêt assez vif : nous allons la développer en quelques mots. Le Cid, né, dit-on, en 1026, était une sorte de condottière, qui vendait son appui à qui voulait le payer, et servait tour-à-tour les chrétiens et les Maures. Brouillé avec Alphonse VI, frère et successeur de Ferdinand, on le voit chercher un refuge à la cour d'Achmet Elmuktadir, roi de Sarragosse. Il revient cependant combattre pour le roi de Castille; mais il ne tarde pas à subir une seconde disgrâce, qui entraîne l'exil du héros, l'arrestation de sa famille et la confiscation de ses biens. C'est alors que commence l'action du poëme. Le Cid quitte en pleurant son château de Bivar, à la tête de soixante chevaliers restés fidèles à son infortune, pour aller, à la pointe de l'épée, acquérir de nouvelles richesses, et conquérir des villes et des forteresses. En effet, il emporte d'assaut Alcocer, il soumet Alicante, Xérica et Alménar; puis, après un long siége, il s'empare de Valence. Attaqué par l'empereur de Maroc, qui passe le détroit avec cinquante mille combattants, il met en fuite les Maures, et fait hommage d'une partie de son butin au roi de Castille, Alphonse VI. Ce prince, touché de ce présent et du souvenir des services que le Cid lui a rendus, offre au héros de revenir dans sa patrie, et conclut drigue avec les fils de Gonzalès, comte de Carion. Ici s'arrête la première partie de l'ouvrage, où l'autenr fait tour-à-tour l'office de poète et de chroniqueur. Le jour même de la célebration du double mariage des filles du Cid, un incident lui fit connaître que ses gendres manquaient de courage, la première des vertus à cette époque. Un lion que Rodrigue élevait s'étant échappé de sa loge, entra dans la salle du festin, où il jeta le trouble et la confusion. Les infants de Carion laissèrent alors éclater à tous les yeux leur insigne lâcheté : au lieu de tirer l'épée, ils ne songèrent qu'à fuir et à se mettre à l'abri derrière les convives. Honteux du mépris dont ils s'étaient couverts dans cette occasion, les jeunes princes demandèrent à retourner à Carion. Forcé de consentir à leur départ, le Cid leur remit de grandes sommes et y joignit des présents d'un grand prix, parmi lesquels on remarquait deux épées appelées Colada et Tizon, qu'il avait enlevées à deux guerriers célèbres, l'un Maure et l'autre Catalan.

Un parent du Cid, Félix Munoz, se chargea d'accompagner les époux pour leur faire honneur. Mais les infants de Carion avaient résolu de se défaire des filles du Cid. Ils regardaient cette union comme une mésalliance, et méditaient de la rompre en faisant périr leurs épouses pour s'emparer de leurs trésors, et contracter de nouveaux mariages avec les filles de quelques rois maures. Arrivés au milieu du bois de Corpès, les infants y passèrent la nuit. Le matin venu, ils firent marcher en avant tous les gens de leur suite, et, restés seuls avec dona Elvira et dona Sol, ils les dépouillèrent, les attachèrent à des arbres et les fustigèrent avec des courroies, afin, dirent-ils, de se venger sur elles de l'aventure du lion qu'ils prétendaient avoir été provoqué par le Cid pour faire éclater leur poltronnerie à tous les yeux; puis ils s'éloignèrent, abandonnant les deux victimes, en proie à la rage des bêtes féroces. Inquiet de ne pas revoir ses cousines, Munoz retourna sur ses pas, et trouva dona Elvira et dona Sol les épaules ensanglantées et presque mourantes; il les couvrit de son manteau et les conduisit chez un gentil-

MCD 2019

homme, Diégo Tellez, qui leur prodigua tous les secours dont elles avaient besoin. Dès qu'il apprit l'outrage fait à ses filles, Rodrigue en demanda raison au roi Alphonse, qui assembla les cortès à Tolède pour lui donner satisfaction. Rodrigue se rend à l'assemblée, suivi de cent chevaliers. Il y trouve les infants de Carion auquel un seigneur puissant, le chef d'un parti nombreux, don Garcia Ordonez, avait promis son assistance et celle de ses amis. Avant de réclamer vengeance de l'affront qu'il avait reçu, le Cid redemande ses deux épées, Colada et Tizon, qu'il veut garder en sa possession comme un trophée. Il réclame aussi la dot de ses filles. Après avoir obtenu satisfaction sur ces deux points, le Cid se tournant vers le monarque, s'écrie : « Mais l'offense la plus grande reste » encore à laver.... Les infants de Carion ne » peuvent s'acquitter envers moi que par un » combat. Dites, infants, en quoi vous ai-je » offensé? Je vous ai donné mes filles en me » dépouillant pour les enrichir. Si vous ne » les aimiez pas, chiens de traîtres, pourquoi » les emmener de Valence, où elles étaient » honorées? Pourquoi les avoir frappées » comme des esclaves, et les avoir abandon- » nées à la merci des bêtes féroces? Ces ou- » trages, il faut qu'ils retombent sur vos » têtes. » Le comte Garcia prend la parole, et « reproche au Cid d'avoir laissé croître sa » barbe dans l'espoir de glacer de crainte » ceux qui le regardent; mais les infants de » Carion n'en sont pas plus épouvantés; ils » sont d'ailleurs d'une si haute naissance, » qu'ils n'ont pris les filles du Cid que pour » en faire des maîtresses et non des épouses. » — Je remercie Dieu, » réplique le Cid, » de m'avoir donné une barbe si longue, et » que j'ai laissée croître suivant mon bon » plaisir; jamais fils de femme et jamais le » rasoir n'ont osé y toucher. Il n'en fut pas » de même de vous, comte, lorsque je vous » fis prisonnier dans le château de Cabra, je » vous saisis par la barbe, et les poils que » ma main vous arracha ne sont pas encore » repoussés. » Les infants de Carion se lèvent ensuite pour déclarer que nés comtes de Carion, ils ne doivent épouser que des filles de rois. Enfin cette scène se termine par un défi adressé aux infants par Pero Bermuez et Martin Antolinez, à qui le Cid a donné ses deux fameuses épées Tizon et Colada, dont il venait d'obtenir la restitution. Le roi désigne le champ du combat dans la plaine de Carion, et déclare que celui des champions qui ne s'y rendra pas à l'époque fixée sera déclaré vaincu et proclamé traître. Le Cid délie alors sa barbe, qu'il avait attachée en signe de deuil, et retourne à Valence. Le poëme se termine par la victoire des champions du héros. Ses filles sont vengées et recouvrent leur honneur; elles épousèrent ensuite les infants de Navarre et d'Arragon. Telle est l'analyse fidèle de cet ouvrage : on y trouve une peinture aussi vraie que touchante des sentiments les plus élevés, l'attachement tendre et respectueux de Chimène pour son époux, et l'amour que le héros éprouve pour sa femme et pour ses enfants. Quelques scènes sont retracées avec autant de force que de vivacité; entre autres, la description du combat entre les infants et leurs adversaires. Puis les mœurs grossières et naïves de ces temps piquent la curiosité en nous introduisant dans un monde dont il ne reste plus que des souvenirs effacés à demi par le temps Le style de ce poème est aussi irrégulier que le langage, car les vers sont tantôt de dix, tantôt de quinze et même de dix-huit syllabes, et en monorimes, c'est-à-dire en rimes redoublées et suivies jusqu'à ce que le poète ne trouve plus de mots d'une consonnance semblable. On ignore le nom de l'auteur de ce premier essai de la poésie castillane; on croit cependant qu'il fut composé dans la première partie du douzième siècle.

Au siècle suivant, parurent deux écrivains dont la versification régulière témoigne déjà des progrès de l'idiôme national. Le premier de ces écrivains, nommé Gonzales de Berceo, peut être considéré comme le législateur du Parnasse espagnol. En effet, dans les neuf poëmes qu'il nous a laissés, tous les vers sont composés également de douze et quatorze syllabes, où règne l'hémistiche. Le monorime est réduit en quatrain. Les ouvrages de Berceo sont pour la plupart des biographies de quelques saints, presque inconnus

MCD 2019

aujourd'hui ; il y célèbre les actes de leur vie et les miracles qu'ils firent, même après leur mort. Dans ces légendes, l'auteur ne montre qu'une piété crédule qui vante sans examen les faits les plus étranges présentés comme des vérités incontestables. Il mourut en 1268. C'est à peu près à cette époque que Jean Lorenzo écrivit un poëme en l'honneur d'Alexandre, que l'ignorance de ces temps avait transformé en chevalier errant. Ainsi il nous montre le vainqueur de Darius armé chevalier par le pape, et il affirme que le héros macédonien, ayant déjà conquis l'Inde, l'Égypte, l'Afrique, Maroc et tous les pays sur lesquels Charlemagne a régné, brûlait alors d'aller combattre les Juifs et les Maures. Dans un autre endroit, Aristote donne à son élève des règles de conduite qui sont toutes relatives à ses devoirs, non-seulement comme monarque, mais encore comme chevalier; puis le conquérant, revêtu d'une armure enchantée, ouvrage des fées et de Vulcain, se met en route pour aller courir le monde et chercher des aventures. Enfin, dans le même siècle, on compte parmi les poëtes Alphonse X, connu dans l'histoire sous le nom d'el Sabio le Savant, et non le Sage, ainsi que l'ont traduit inexactement les chroniqueurs. Ce prince [1260] éleva l'idiome populaire au rang d'une langue, en défendant l'usage du latin dans les actes publies. On a de lui un livre de cantiques rimés en gallicien, et deux autres ouvrages en langue castillane. Le premier, *el Libro de las querelas*, le Livre des complaintes, a pour sujet la révolte de don Sanche, fils du monarque; l'autre, intitulé *el Tésoro*, est un traité sur la pierre philosophale, dont Alphonse donne la recette; mais par malheur ce beau secret en trente-cinq octaves de chiffres est resté jusqu'à ce jour inintelligible. Si l'impulsion donnée par ce monarque n'avait pas été étouffée par des guerres continuelles, les lettres auraient grandi et seraient arrivées rapidement à la perfection. Mais la poésie resta seulement populaire, au lieu d'être cultivée par les esprits les plus éclairés et les plus délicats. Il en advint que l'Espagne fut inondée d'une foule de petites pièces appelées romances, dont les auteurs, restés inconnus, ont célébré les fastes de la patrie Là brille encore Rodrigue de Bivar; on y raconte toute sa vie depuis le jour où il tue, malgré sa jeunesse, le comte de Gormaz, qui avait insulté son père, jusqu'au moment où le héros, chargé de gloire et d'années, expire enfin, et, quoique mort, met en fuite les Infidèles. C'est dans ces romances, qui racontent en détail les amours et les exploits du Cid, que Diamante, et après lui Guillen de Castro, ont puisé chacun une pièce de théâtre que Corneille a transportée sur le nôtre en surpassant ses devanciers. On ne peut décider si les faits racontés dans le *Romancero* (1) appartiennent plutôt à la fable qu'à l'histoire. Quoi qu'il en soit, nous ne pouvons nous refuser au plaisir de citer celle qui raconte la mort de Rodrigue. Après avoir distribué sa fortune, ordonné sa pompe funèbre et reçu les secours spirituels dont l'Église fortifie le courage des chrétiens mourants, le poète montre le héros luttant contre le trépas qui s'apprête à le frapper. « Drapeaux,
» vieux drapeaux, fidèles compagnons des
» victoires du Cid, frémissez tristement dans
» les airs, puisqu'il vous est interdit de faire
» entendre votre voix et de verser des lar-
» mes; maintenant ses yeux s'obscurcissent,
» et il vous voit pour la dernière fois. Adieu,
» montagnes élevées de Téruel et d'Albara-
» zin, témoins immortels de sa gloire!
» adieu, collines verdoyantes qui planaient
» au dessus de la vaste étendue des mers!
» Ah! la mort nous enlève tout ce qui nous
» appartient comme l'épervier dépouille sa
» proie. Voyez; les yeux du héros s'ape-
» santissent; il regarde pour la dernière
» fois. Qu'a-t-il donc, le vaillant Cid? il est
» étendu sur sa couche. Qu'est devenue sa
» voix tonnante? à peine peut-on entendre
» qu'il demande à revoir son vieil ami Ba-
» biéca. Babiéca vient; il reste là les yeux
» ouverts et tranquille comme un agneau.
» Son maître ne peut plus lui parler, ni lui
» parler à son maître. Babiéca le contemple

(1) Le Romancero, ou recueil de romances, a été publié au commencement du seizième siècle, et réimprimé en 1614 par les soins de Pédro de Florez.

MCD 2019

» tristement; le Cid le regarde pour la der-
» nière fois.

» Chimène, assise, garde le silence; le
» Cid lui serre encore la main; mais le fré-
» missement des bannières devient plus fort;
» le vent souffle à travers les fenêtres ouver-
» tes; tout-à-coup le vent et les bannières
» se taisent : le Cid....., il s'est endormi.
» Sonnez, trompettes, fifres et clarinettes;
» étouffez de vos sons aigus les plaintes et
» les soupirs : ainsi l'a ordonné le Cid. C'est
» à vous d'accompagner l'âme du héros qui
» s'est endormi. »

La romance suivante représente le héros que l'on place, quoique mort, sur son coursier; ses compagnons d'armes l'entourent, et il est suivi de Chimène gardée par six cents chevaliers. Cette troupe sort de Valence, alors assiégée par les Maures; elle fond sur les infidèles dont elle fait un horrible carnage, etc. Ainsi le Cid est victorieux après sa mort, car saint Jacques le précède. Nous terminerons l'examen des poésies sur le Cid par une pièce qui cependant ne parle pas de Rodrigue, mais qui n'en est pas moins empreinte de l'intérêt le plus touchant; en voici le sujet : don Sanche-le-Fort, roi de Castille, que son ambition avait entraîné à ravir l'héritage de ses frères et de ses sœurs, avait été asssassiné sous les murs de Zamora qu'il assiégeait. Enchaîné par sa parole, le Cid s'était vu forcé de combattre pour le roi de Castille, mais il ne voulut point chercher à venger sa mort. Toutefois un chevalier castillan, Diégo Ordono de Lara, accuse hautement les habitants de Zamora d'avoir pris part au meurtre de don Sanche, et il offre de combattre l'un après l'autre cinq guerriers de cette cité. Un vieillard, Arias Gonzalo, accepte le défi pour lui-même et pour ses quatre fils. Mais toutes les dames et la souveraine, dona Urruca, le supplient de ne pas descendre dans la lice, car l'âge a fait décliner ses forces. Gonzalo cède enfin à leurs prières et arme lui-même don Pedro, l'aîné de ses fils. Il tombe sous les coups de Diégo, qui, brandissant son épée, crie d'une voix terrible : Qu'il en vienne un autre! Le second fils d'Arias accourt et expire sous le fer de Diégo Un autre frère succombe à son tour

« Silence, trompettes insensibles; les en-
» trailles d'un père sont déchirées par vos
» fanfares.

Le vieillard arme Fernand, son dernier fils et sa dernière espérance : Courage, lui dit-il; mais, avant d'entrer dans la lice, embrasse-moi, mon fils. — Quoi! vous pleurez mon père!

« Mon fils, je pleure. C'est ainsi que mon
» père pleura jadis, penché sur moi, lorsqu'il
» fut offensé par le roi de Tolède; ces larmes
» m'inoculèrent la force du lion, et je lui rap-
» portai la tête de son ennemi.

» Fernand entre dans la carrière : il était
» midi; il attaque sans crainte le vainqueur
» ses frères. Celui-ci, croyant terminer la
» lutte d'un seul coup, dirige son glaive sur
» la poitrine de Fernand; mais le coup, quoi-
» que terrible, n'est point mortel. Les deux
» épées brillent comme l'étoile du matin;
» mais Diégo réussit enfin à frapper au front
» son jeune ennemi. Fernand courbe la tête
» et passe son bras autour du cou de son
» cheval; puis, par uu dernier effort, il porte
» un dernier coup à son adversaire. Mais,
» aveuglé par le sang qui coule sur son vi-
» sage, il n'atteint que les rênes du cousier
» de Diégo : le coursier se cabre, il jette son
» cavalier par-dessus la barrière. Les habi-
» tants de Zamora crient victoire, et les juge
» du camp se taisent.

» Arias se précipite dans l'arène; il y
» trouve plus que son plus jeune fils baigné
» dans son sang, et déjà fané comme une
»rose prête à s'effeuiller.

» Silence, trompettes insensibles, les en-
» trailles d'un père sont déchirées par vos fan-
» fares. » Quoique dépouillé du charme d'une versification harmonieuse et d'une sorte de simplicité naïve empreinte dans le récit, on sent que ce morceau doit toucher profondément; mais les vers peuvent seuls bien traduire les vers, et il serait à désirer qu'un véritable poète fît passer ces romances et celles du Cid dans notre langue (1).

Le quatorzième siècle ne compte que deux

(1) Cette tâche a été essayée plutôt que remplie par un écrivain de nos jours; car son travail, s'il n'est pas sans mérite, laisse beaucoup à désirer.

MCD 2019

ou trois écrivains distingués : le premier est un prince, l'infant don Manuel, issu par une branche cadette de saint Ferdinand. Il se distingua à la guerre comme dans les lettres, et lutta pendant vingt ans contre les Maures de Grenade. Son œuvre principale est intitulée : *le Comte Lucanor*. C'est un recueil d'historiettes qui se terminent toutes par une moralité exprimée en vers. Lucanor est un prince qui, placé dans des circonstances difficiles, recourt aux conseils de Patranio, son ami et son ministre, qui lui donne son avis sous la forme d'un conte toujours terminé par une sentence se rapportant à la position de Lucanor. Voici quelques-unes de ses sentences : Si tu as fait quelque bien en petit, fais-le aussi en grand, car le bien ne meurt jamais. — Celui qui te conseille d'ôter ta confiance à tes amis veut te tromper sans témoin. — Ne risque pas ta fortune sur le conseil d'un pauvre. — Que celui qui est bien assis ne soit pas prompt à se lever. — Celui qui te loue sur ce que tu ne possèdes pas a envie de dévorer ce que tu possèdes. Le prince Jean Manuel mourut en 1362. C'est à peu près l'époque où parut en Italie le *Décaméron* de Boccace, et les deux auteurs contribuèrent également à former la prose chacun dans leur patrie. Au siècle de Manuel vécut aussi Pedro Lopez de Azola, grand chambellan et grand chancelier de Castille. Mêlé aux scènes orageuses de son temps, il en a retracé l'histoire dans une chronique où il raconte la vie de quatre rois sous lesquels il a vécu : don Pierre ou don Pèdre dit le Cruel, Henri II, Juan I et Henri III. Nourri de la lecture de Tite-Live. l chercha le premier à imiter les anciens dans l'art de narrer les événements. Il a aussi composé un long poëme où il traite tour-à-tour de politique, de morale et de religion. Mais ses vers sont encore manuscrits, et s'ils étaient publiés, ils n'offriraient guère d'intérêt que sous le rapport historique, car il y peint avec force la corruption qui régnait au quatorzième siècle dans l'Eglise et dans l'État. Au commencement du même siècle parut encore un ouvrage dont la célébrité se répandit dans toute l'Europe; nous voulons parler d'*Amadis de Gaule*, dont l'auteur est un Portugais nommé Vasco Lobera. Les quatre premiers livres de cet ouvrage, écrits en espagnol, obtinrent une vogue prodigieuse, qui s'est même soutenue jusqu'à nos jours. Amadis est resté le type des amants fidèles et soumis; son dévouement pour sa dame ne recule devant aucun péril, son obéissance est presque servile; mais cependant son respect pour Oriane ne va pas jusqu'au platonisme, et il reçoit de sa maîtresse le prix de ses sacrifices. Le succès de l'œuvre de Lobera n'a rien qui doive surprendre, car il rappelait aux Espagnols les longues guerres que leurs ancêtres avaient soutenues contre les Maures, et les scènes auxquelles ces luttes avaient donné lieu. Rien n'était plus propre à enflammer l'imagination encore captivée par des féeries qui prêtaient à ces scènes un charme aussi nouveau que brillant. Amadis enfanta une foule de romans de chevalerie, qui popularisèrent les aventures de ces guerriers, remplissant la mission de défendre la faiblesse contre la force, et de redresser les torts et les abus partout où ils les rencontraient; de là naquirent sans doute les petits poëmes auxquels on a donné le nom de romances, et qui doivent remonter au quatorzième siècle. Ces petites pièces, dont les auteurs sont restés inconnus, se gravaient aisément dans la mémoire de tous. Elles célébraient tantôt les exploits de quelque guerrier, tantôt les malheurs ou les plaisirs des amants. C'est dans ces romances que l'on voit reparaître le Cid, don Gayferos, le Maure Calaynos, et la plupart des preux qui entouraient Amadis, héros fabuleux; et Charlemagne, que le roman empruntait à l'histoire pour lui prêter des aventures entièrement factices. Parmi les héros qui figurent dans les romances, nous citerons seulement Bernard de Carpio, espèce d'Hercule castillan. Peut-être n'a-t-il vécu que dans l'imagination des poètes, c'est ce qu'on n'oserait affirmer. Mais cependant la plupart des hauts faits de cet illustre chevalier ne sauraient appartenir à l'histoire. Fruit de l'union secrète du comte de Saldana et de Chimène, sœur d'Alphonse-le-Chaste, le jeune Bernard est élevé sous un nom supposé à la cour d'Alphonse Ce monarque avait

MCD 2019

fait jeter dans un cachot le comte de Saldana qu'il avait privé de la vue. Instruit de la captivité de son père, Bernard, dans l'espoir d'obtenir sa délivrance, rend à Alphonse les services les plus signalés; mais le roi, aussi ingrat que perfide, s'acquitte de sa promesse en livrant à Bernard le cadavre de l'auteur de ses jours. Celui-ci, pour tirer vengeance de cette odieuse trahison, s'allie avec les Maures une première fois, c'est encore avec le secours des infidèles qu'il s'oppose à l'invasion de l'Espagne, tentée par Charlemagne, et qui se termine par la mort de Roland à Roncevaux. Quelques-uns de ces faits dont le fondement est historique, mais les détails fabuleux, sont racontés dans une suite de romances également répandues parmi les Maures et les Castillans. C'est aussi dans ces romances que l'on trouve l'histoire de Rodrigue, dernier roi des Goths. Vaincu par les Arabes à la bataille de Guadalette, le sort de ce malheureux prince est resté couvert d'un voile mystérieux, car on ne sait s'il périt les armes à la main ou s'il finit ses jours dans la solitude, caché sous la robe d'un ermite. Quoi qu'il en soit, la peinture de l'abandon où se trouve Rodrigue après sa défaite offre le plus vif intérêt. Nous regrettons que le défaut d'espace nous empêche de citer cette pièce. D'autres romances renferment encore des récits non moins touchants, et dont la poésie dramatique s'est emparée pour les traduire sur la scène; telle est, entre autres, l'histoire du comte Alarcos : après avoir séduit une infante, il se marie avec une autre femme, qu'il immole pour rendre l'honneur à l'infante.

Durant le règne aussi long qu'agité de Juan II, roi de Castille (1), la poésie, au lieu de déchoir, prit au contraire un nouvel essor, car elle fut cultivée par des hommes placés au premier rang de la société : ainsi le marquis de Villena, qui tirait son origine des rois de Castille et d'Aragon, fonda, dans l'un et l'autre de ces royaumes, une académie, et composa un livre intitulé : *La Gaya Ciencia*, où il donne des préceptes aux poètes ses contemporains, qu'il exhorte à étudier les muses latines pour y trouver des leçons et des modèles dans l'art si difficile de captiver le cœur et l'imagination. A la même époque, et à la cour de Juan II, vivait encore le marquis de Santillane, qui joua un rôle également brillant dans la politique et dans les lettres. Il est auteur d'un assez grand nombre d'ouvrages en prose et en vers, dont nous mentionnerons seulement quelques-uns, entre autres son *Centiloquio*, recueil de cent maximes de morale et de politique. Ces maximes sont renfermées, chacune, en huit petits vers, et servirent long-temps de manuel aux princes comme aux particuliers; on y joignit des commentaires quand la découverte de l'imprimerie multiplia les livres qui jouissaient de la faveur publique. On doit encore au marquis de Santillane un dialogue entre Bias et la Fortune, d'autant plus digne d'intérêt, que l'auteur, lorsqu'il l'écrivit, était captif par l'ordre de Juan II. Quelques poésies légères, échappées à sa muse, sont empreintes d'une grâce naïve, dont on sent même encore le charme aujourd'hui : tel est surtout la Serranar (Sérénade) adressée à la bergère de la Finojosa.

Il faut encore compter parmi les écrivains les plus célèbres de cette époque Juan de Ména, auteur d'un poëme intitulé : *El Laberinto* (le Labyrinthe), inspiré par la lecture du Dante, qui a produit une foule d'imitateurs en Italie, en Espagne et en France. On en jugera par la fable du Labyrinthe, dont le début est à peu près le même que celui de la Divine Comédie. En effet, Juan de Ména raconte que, s'étant égaré dans un désert rempli de bêtes féroces, il rencontre une belle femme nommée la Providence, qui l'introduit dans le palais de la Fortune, où elle lui montre les trois roues du Destin, qui se composent de sept cercles, emblême allégorique de l'influence qu'elles exercent sur la race humaine, à qui ces mêmes planètes infusent de bons ou de mauvais penchants; ainsi, Mars préside au sort des guerriers; Phœbus inspire les poètes et les savants; Diane veille sur ceux qui se sont voués à la chasteté. La composition de Juan de Ména se divise nécessairement en sept parties, où il fait le portrait d'un grand

(1) Il monta sur le trône en 1407, et mourut en 1454.

MCD 2019

nombre de personnages célèbres, raconte leurs actions, en assigne les motifs, et, de là, prend occasion d'étaler toutes ses connaissances dans l'histoire, dans la mythologie, dans la philosophie, dans la morale et dans la politique; il sème sa narration de préceptes, enseignant aux princes à gouverner les peuples, et aux simples particuliers à se gouverner eux-mêmes. Malheureusement l'auteur est plus moraliste que poète, et mérite plutôt d'être consulté comme légiste et comme historien que d'être lu pour charmer l'imagination; en intéressant l'esprit ou le cœur, son livre nous dévoile cependant les misères de la Castille sous le faible Juan II, et les vices et les abus auxquels l'Espagne était alors en proie. Cependant la versification de Juan de Ména n'est pas sans mérite; mais elle a plus de force que de grâce, et loin de se montrer l'esclave de l'idiôme dont il se sert, il le ploie et le modifie suivant son caprice ou les exigences de sa pensée; il supprime les syllabes de certains mots, change l'allure de la phrase, et quand les expressions lui manquent, il les emprunte au latin, au français, ou à l'italien. Au reste *le Labyrinthe*, comme le poème du Dante, a fait époque dans sa patrie; il a même subi l'honneur d'être commenté. En un mot, il tient encore sa place dans les bibliothèques; on cite même quelques-uns de ses vers; mais on ne lit plus l'ouvrage dans son entier, il n'apprendrait plus rien à ceux qui savent, et fatiguerait ceux qui ne cherchent qu'à se distraire. L'histoire et la poésie ont aussi consacré le nom de Macias, quoiqu'il n'eût composé que quatre chansons; mais elles causèrent sa mort, qui contribua plus encore que ses vers à l'immortaliser. C'était un gentilhomme attaché à don Henri de Villena : il s'éprit de la plus vive passion pour une dame; n'ayant pu l'épouser ni empêcher qu'elle s'unît avec un autre, il continua à poursuivre de ses assiduités l'objet de sa passion, qu'il célébra dans ses vers. Renfermé pour ce motif dans une tour, il y fut tué d'un coup de lance par le mari de sa dame. La fin tragique de Macias fut célébrée par tous les poètes du temps, et il devint pour ainsi dire le type et le modèle des amants. Aujourd'hui même sa renommée n'est pas éteinte, et, passée d'âge en âge, elle est restée et restera à jamais gravée dans la mémoire publique. Les trois personnages que nous venons de mentionner méritent cette distinction par l'importance de leurs ouvrages; mais ils ne furent pas les seuls qui cultivèrent la poésie au quinzième siècle. Un grand nombre de pièces, dont la plupart sont dans le genre lyrique, témoignent que la poésie était cultivée généralement. Le *Cancionero general*, où l'on a rassemblé des hymnes, des chansons sur toutes sortes de sujets, rappelle les noms de cent trente-six auteurs. L'amour a inspiré la majeure partie de ces petites compositions, où le sentiment est trop souvent remplacé par l'affectation. Cette maladie de l'esprit remonte à Pétrarque, dont les sonnets, admirés en Espagne comme en Italie, servirent de modèle à la plupart des poètes de cette époque. Cependant le cri de la passion se fait quelquefois entendre chez les Espagnols à travers la recherche de la pensée et l'enflure de l'expression. Au reste, dans les compositions amoureuses dont nous parlons, on rencontre sans cesse, mêlés ensemble, l'amour divin et l'amour profane; car, chez les peuples du midi, la dévotion a sa place obligée dans les œuvres de l'esprit comme dans toutes les actions.

Tel était l'état de la poésie au commencement du seizième siècle; elle se composait de romances chevaleresques, de chansons amoureuses et dévotes, et de poèmes allégoriques inspirés par le Dante; mais la langue s'était purifiée, et l'esprit des poètes s'était enrichi de connaissances qui devaient ouvrir à l'art une voie nouvelle. Quant à la prose, elle mérite à peine d'attirer l'attention; la poésie l'avait devancée. Il ne reste guère de cette époque que des chroniqueurs, dont le style est souvent obscur, et les récits chargés d'incidents qui interrompent le fil de la narration, et la rendent parfois difficile à comprendre. Quelques-uns de ces prosateurs ont joint encore à leurs défauts le tort d'imiter maladroitement les historiens de l'antiquité, et ont ainsi perdu le seul mérite qui pou-

MCD 2019

vait les rendre recommandables, celui de la naïveté.

Entrons maintenant dans le seizième siècle, temps si glorieux pour l'Espagne, qui tint alors le premier rang dans les armes et dans les lettres. En effet les souverains de ce pays, Ferdinand et Isabelle, ayant uni leurs États par un mariage dès la fin du quinzième siècle, avaient soumis à leur obéissance toute la Péninsule ibérique, à l'exception du Portugal. Leur petit-fils, Charles-Quint, y joignit les Pays-Bas, puis l'Autriche, la Hongrie, la Bohême, avec le titre d'empereur possédé jadis par Charlemagne. Successeur de ce héros, le jeune monarque espagnol voulut, à son exemple, donner des lois à toute l'Europe. Ses armées envahirent tour-à-tour l'Italie, la France, l'Allemagne, dont elles essayèrent d'enchaîner l'indépendance. Charles échoua dans ce projet gigantesque ; mais le nom ainsi que la langue des Espagnols se répandit dans toutes les contrées ; son idiôme se naturalisa même dans le Nouveau-Monde, découvert par Colomb. Ces brillants avantages, les sujets de Charles les payèrent par la perte de leurs libertés. Toutefois la gloire guerrière des Espagnols, quoique nuisible aux intérêts du pays, donna l'éveil à l'imagination des poètes, et servit les intérêts de l'art. En effet une foule d'Espagnols se répandirent, dans tous les pays de l'Europe, surtout en Italie : ils étudièrent les grands écrivains de cette contrée, qui, dans le moyen-âge, avait devancé toutes les autres dans la carrière de la civilisation et des lettres, et quelques-uns d'entre eux tentèrent d'importer en Espagne les lois et les règles de la versification italienne. Celui qui donna le premier le précepte et l'exemple en ce genre fut Juan Boscan ; il avait porté les armes dans sa jeunesse, et s'était lié dans ses voyages avec un Vénitien, André Navagero, qui représentait sa nation auprès de Charles-Quint, en qualité d'ambassadeur. Entraîné par les exhortations et les conseils d'un esprit aussi distingué, Boscan publia des poésies dont la forme était calquée sur le mètre italien. Imitateur de Pétrarque, il rappela quelquefois la précision et l'harmonie de son modèle ; mais la réputation de Boscan a quelque peu souffert, et s'est absorbée en quelque sorte dans la gloire de son ami et son contemporain, Garcilaso de la Vega. Ce dernier, qui vint au monde dans les premières années du seizième siècle, mourut à trente ans, et consuma dans les camps la majeure partie d'une vie si courte. Lorsque Charles-Quint envahit la Provence, en 1536, Garcilaso, qui l'avait suivi dans cette expédition, fut blessé mortellement au siége d'une forteresse. Ce poète, moissonné si jeune, n'a composé qu'un petit nombre d'ouvrages ; tout son bagage littéraire se compose d'une trentaine de sonnets, de quelques élégies, et de trois églogues, dont la première est signalée par les Espagnols comme un véritable chef-d'œuvre, sous le double rapport de la pensée et de l'expression. La plupart des critiques s'étonnent que Garcilaso, homme de guerre, ait réussi dans le genre pastoral, si opposé à toutes les habitudes de sa vie ; mais ce contraste n'a rien qui doive surprendre, car les rêves de l'imagination n'ont souvent aucun rapport avec la vie réelle, les hommes, lancés dans le tourbillon des affaires, aspirent presque toujours et regrettent les douceurs d'une vie tranquille. Ce penchant qui nous fait désirer les biens que nous ne possédons pas, explique le choix du genre traité par Garcilaso. Entouré plus d'une fois des paysages les plus riants, le jeune guerrier a dû songer à les peindre et à les peupler d'êtres imaginaires doués de mœurs simples et pures, qui reposaient son âme des scènes sanglantes de la guerre ; il avait d'ailleurs nourri son esprit de la lecture de Virgile et des poètes italiens qui avaient marché sur les traces de l'auteur des Bucoliques, et il entra dans la même carrière pour la parcourir avec le même succès. La poésie pastorale repousse la profondeur ou la recherche dans la pensée ; elle exige seulement la douceur et la sensibilité jointe à l'harmonie du style : toutes ces qualités, Garcilaso, au dire de ses compatriotes, les possédait au plus haut degré ; aussi l'ont-ils surnommé le prince des poètes castillans. Au reste le mérite de Garcilaso, qui tient en grande partie à l'heureux choix des ex-

MCD 2019

pressions, à l'enchaînement de la période, ne peut être justement apprécié que par des Espagnols. Nous passerons rapidement sur les écrivains formés à l'école de Garcilaso ; nous nous contenterons, faute de place, de nommer les plus célèbres, et de les caractériser en quelques mots. Au premier rang se présente Ferdinand de Herrera, proclamé le divin, par ses disciples, car il tenta de créer un nouveau style, c'est-à-dire d'augmenter la pompe de la diction, afin que la poésie eût une allure plus vive et plus hardie que celle de la prose, En conséquence, Herrera voulut latiniser l'idiôme espagnol, en prodiguant les inversions et en composant des mots empruntés à la langue des Maures. Malgré ses défauts, il demeure à la tête des poètes lyriques de l'Espagne, et nul n'était plus digne que lui de célébrer la victoire de Lépante, qu'il a chantée dans une ode où respire l'enthousiasme et la joie du triomphe. Nous nommerons encore Louis Ponce de Léon, auteur de poésies morales et religieuses, qui jouissent dans sa patrie de la plus haute estime. Après lui nous mentionnerons encore Diégo Hurtado de Mendoza, qui fut tout à la fois homme politique, guerrier illustre et grand écrivain : nous le considérons seulement sous ce dernier rapport. Ses poésies les plus estimées rentrent dans le genre didactique ; à l'exemple d'Horace, ses épîtres respirent une philosophie plus forte que celle de l'hôte de Mécénas ; mais on y rencontre le même enjouement, fortifié d'une raison toujours saine, qui juge les hommes et sait apprécier les choses de la vie à leur valeur véritable. Mais, de tous les ouvrages de Mendoza, celui qui le recommande principalement est l'histoire de Lazarille de Tormes, roman comique, et d'autant plus précieux qu'il décrit avec autant de vérité que d'agrément les mœurs de la société espagnole au seizième siècle. Lazarille, abandonné dès sa naissance à toutes les vicissitudes du sort, subit une foule de fortunes diverses : jeté parmi les mendiants et les fripons, il dévoile leurs ruses ; il fait connaître leurs habitudes dans un grand nombre de scènes, retracées avec autant de malice que de gaîté, et, ce qui prouve l'exactitude de ces peintures, c'est qu'elles sont vraies, même encore aujourd'hui, à plusieurs égards. L'œuvre de Mendoza, transportée dans toutes les langues modernes, a joui d'une vogue extraordinaire : Lesage l'a fait connaître en France, et s'en est inspiré pour composer son Gil-Blas. Exilé à Grenade, à l'époque où les Maures se soulevèrent dans les montagnes de l'Alpujarra, Mendoza écrivit l'histoire de cette guerre, et ce morceau l'a mis au premier rang des historiens de son pays.

Rien ne prouve mieux la suprématie dont jouissait alors la langue castillane que d'avoir été adoptée par des écrivains nés dans un autre pays. Tel fut George de Montemayor, Portugais de naissance, qui, dès sa jeunesse, entra dans la maison de Philippe, alors infant d'Espagne, et le suivit dans ses voyages en Italie, en Allemagne et dans les Pays-Bas. Familiarisé avec le castillan, il se servit de cet idiome pour écrire son roman pastoral, qui ne tarda pas à jouir d'une célébrité européenne. Cet ouvrage, mêlé de prose et de vers, choque toutes les règles de la vraisemblance ; car les personnages qui ont les mœurs et les usages des temps modernes invoquent tantôt les dieux de la mythologie et tantôt le nom de Jésus. Voici en deux mots la fable de ce roman, dont la scène est au pied des montagnes de Léon. L'héroïne Diane, qui habitait les rives du fleuve Ezla, a pour amants deux bergers, Syrène et Sylvain, qui, quoique rivaux, sont toujours amis. Syrène a obtenu le cœur de la bergère, mais au moment où il espère recueillir le fruit de ses soins, il est contraint d'aller faire un voyage ; et durant son absence, Diane épouse, par l'ordre de ses parents, Délio, riche berger, mais qui n'a pour lui que l'avantage de posséder de grands biens. Syrène revient et se désespère de la trahison de sa maîtresse ; Sylvain, l'amant maltraité, s'efforce de le consoler Arrivent ensuite plusieurs autres personnages, bergers et bergères, qui racontent leurs aventures et celles d'autrui. C'est là que se trouve, entre autres, l'histoire des amours du Maure Abindarraès et de la belle Xarifa. Enfin, grâce à un breuvage enchanté, Syrène et Sylvain

MCD 2019

cessent d'aimer Diane, qui paraît enfin et exprime sa douleur d'être oubliée de son premier amant, auquel elle avait donné l'exemple de l'infidélité. Montemayor n'a pas poussé son œuvre plus loin; mais un grand nombre de poètes l'ont continué, en s'emparant de Diane pour en faire l'héroïne de nouvelles aventures. La fin du seizième siècle et la première moitié de l'âge suivant vont nous offrir un grand nombre d'écrivains célèbres, à la tête desquels se place Michel Cervantes Saavedra. On sait que cet homme célèbre, poursuivi par la mauvaise fortune, vécut toujours dans un état voisin de l'indigence, quoiqu'il fût doué de toutes les qualités qui semblent devoir conduire à la fortune. Nous nommerons seulement son *Don Quichotte*, qui, traduit dans toutes les langues modernes, se trouve dans toutes les bibliothèques; mais nous allons donner quelques détails sur ses autres ouvrages, auxquels il a su imprimer le cachet de son talent. Parlons d'abord de sa *Galatée*, roman pastoral, dont il n'a jamais publié que la première partie. Florian l'a naturalisé en France en l'abrégeant. Les critiques espagnols louent le mérite du style de ce livre, qui n'offre cependant qu'un intérêt médiocre. La poésie pastorale s'écarte plus encore que les autres genres de la réalité, car les habitants de la campagne sont loin de ressembler, dans aucun pays, aux personnages représentés dans les idylles. Il faut reconnaître encore que ce genre a quelque chose de fade qui doit déplaire au grand nombre. Quoi qu'il en soit, Cervantes est auteur de plusieurs autres compositions toutes plus ou moins empreintes d'un talent supérieur; ainsi rien de plus intéressant que ses *novelas Exemplares*. C'est un recueil de nouvelles où sont encadrés des tableaux de mœurs retracés avec une piquante fidélité. La première, qui a pour titre *la Gitanilla*, est une peinture de cette race d'hommes que l'on rencontre encore dans plusieurs parties de l'Europe; nous voulons parler des Bohémiens ou Égyptiens, qui vivent en dehors de tous les autres peuples, et forment des communautés d'individus en hostilité perpétuelle avec la civilisation Le genre de vie de ces vagabonds est fidèlement décrit dans le passage suivant. C'est le chef des Bohémiens qui parle : « Nous sommes, » dit-il, « les seigneurs des champs, des forêts, des » montagnes et des ruisseaux; les monts » nous offrent leur bois de chauffage. les » arbres leurs fruits, les vignes leurs rai » sins, les jardins leurs légumes, les fontai » nes leurs eaux, les ruisseaux leurs pois- » sons, les parcs leur gibier, les roches leur » ombre, et les cavernes leur retraite... Du » oui au non nous ne faisons aucune diffé- » rence..... Ni l'aigle ni aucun oiseau de » proie n'est plus rapide que nous à s'élan- » cer sur le gibier... Nous travaillons de » jour et de nuit; nous dérobons, ou plutôt » nous faisons la guerre à ceux qui sont né- » gligents. Nous ne sommes point tour- » mentés par la crainte de perdre l'honneur » ni par le désir d'arriver à la gloire. Enfin » nous vivons par notre industrie, sans égard » à cet ancien proverbe qui dit qu'il faut entrer » dans l'Église ou prendre du service sur la » mer ou dans les armées du roi. Bref, nous » obtenons ce que nous désirons, puisque » nous nous contentons de ce que nous » avons. » Une autre nouvelle intitulée *Rincanète et Cortadilla*, offre l'histoire de deux filoux Rien de plus curieux que l'organisation des chevaliers d'industrie et des mendiants, qui formaient une société exceptionnelle ayant sa hiérarchie, ses statuts et même sa morale. Ces révélations ne sont pas seulement piquantes par la manière dont elles sont présentées, elles sont encore instructives, car elles nous initient à la connaissance des mœurs de deux classes qui furent toujours très-nombreuses en Espagne dans tous les temps. En effet, on sait que la paresse est le vice capital des Espagnols, comme de tous les peuples du Midi : de là vient que les mendiants pullulent dans la péninsule ibérique. D'un autre côté, la contrebande, organisée dans la plupart des provinces, enseigne la fraude aux habitants, et de la fraude au larcin il n'est qu'un pas. Aussi les voleurs ne sont-ils pas plus rares que les gueux en Espagne. Les neuf autres nouvelles de Cervantes se recommandent par tous les genres de mérite; on y trouve des

MCD 2019

situations peines d'intérêt, des esquisses de mœurs pleines de malice, et un style remarquable par la simplicité, l'élégance et la vivacité. On sait que l'auteur de *Don Quichotte* attendait sa subsistance de sa plume; il a donc composé un assez grand nombre d'ouvrages, parmi lesquels se trouve un roman qu'il acheva pour ainsi dire la veille de sa mort. Ce roman a pour titre : *Les Travaux de Persilès et de Sigismonde.* C'est un tissu d'aventures qui témoignent la fertilité d'invention de Cervantes; mais elles sont trop dénuées de vraisemblance pour toucher l'âme du lecteur. Cervantes a placé la scène de son ouvrage dans les contrées du Nord, qu'il ne connaissait pas, et dont il fait les peintures les plus fausses; puis, au lieu de reculer dans les nuages de l'antiquité pour autoriser les enchantements et les sortiléges dont il seme son œuvre, il donne à ses personnages les mœurs et les habitudes du temps où il vivait lui-même. Une invraisemblance aussi choquante détruit toute illusion. Faisons connaître en quelques lignes le sujet de cette composition. Persilès est le second fils du roi d'Islande, et Sigismonde est la fille et l'héritière de la souveraine du royaume de Frislande, que l'on croit être les îles Féroé. Celle-ci avait été fiancée au frère de Persilès, et les deux amants se mettent en route furtivement pour aller à Rome, afin de solliciter le pape d'affranchir Sigismonde de l'engagement qu'elle avait contracté. Le voyage des deux princes fugitifs est semé de périls de tous genres, naufrages, assassinats, empoisonnements, sortiléges. Tout se réunit pour menacer les jours ou tenter la foi des deux amants, qui retournent enfin dans leur pays pour achever leur hymen. Il faut ajouter que les aventures des deux héros sont interrompues à chaque instant par une foule d'épisodes, c'est-à-dire de récits faits par d'autres personnages qui racontent leur histoire. Malgré le mérite du style qui distingue cette conception de Cervantes, et quoique placé par les Espagnols à côté de *Don Quichotte*, Persilès et Sigismonde n'ont pas eu chez les nations étrangères la même vogue que le héros de la Manche et son fidèle écuyer. Il est facile d'en pénétrer la cause d'après ce que nous avons dit. Nous mentionnerons encore un petit poème, le *Voyage au Parnasse*, dans lequel Cervantes passe en revue les poètes de son temps; il y a sans doute beaucoup de finesse et d'esprit dans cette pièce; mais le temps l'a dépouillée de la plus grande partie de son charme, car on ne peut sentir aujourd'hui toutes les allusions qui s'y rencontrent, et il est quelquefois fort difficile de distinguer si l'auteur, quand il loue quelques-uns de ses rivaux, les loue de bonne foi. Il faudrait d'ailleurs connaître dans tous ses détails l'histoire littéraire de cette époque, et cette connaissance manque même à la plupart des lecteurs espagnols. Cervantes, toujours infatigable, a travaillé pour la scène; on lui attribue dix-huit ou vingt pièces dont il ne reste aujourd'hui que la tragédie de Numance et la comédie de la Vie d'Alger : nous en parlerons tout à l'heure, quand nous retracerons l'histoire du théâtre.

L'art dramatique a jeté un si grand éclat en Espagne, qu'il est nécessaire de nous étendre un peu sur ce sujet. Nous écarterons d'abord la question de savoir à quelle époque remonte, dans la Péninsule, les représentations théâtrales. Il est probable qu'ainsi que dans tout le reste de l'Europe, elles commencèrent dans les églises, où l'on mettait en action des scènes tirées de la vie du Christ ou des légendes des saints. On jouait encore ces mêmes scènes durant les processions et dans les places publiques pour l'amusement de la multitude. Toutefois la plus ancienne représentation théâtrale eut lieu en 1414, au mariage du roi d'Aragon, et l'auteur de la pièce qui fut jouée était le célèbre marquis de Villena dont nous avons déjà parlé. L'œuvre du marquis n'était point une peinture de la vie réelle, mais une allégorie où figuraient des êtres immatériels, tels que la justice, la paix, la vérité et la clémence. Le goût des divertissements scéniques répandu dans toutes les provinces de la Péninsule ne tarda pas à produire ses fruits En Castille, à la fin du quinzième siècle, on commença à jouer de petites pastorales, qui n'étaient autre chose que des dialogues entre deux ou trois bergers. L'auteur de ces petites

MCD 2019

pièces, Juan de la Encina, encouragé par les succès qu'il obtint, imagina de mettre en jeu les passions de ses interlocuteurs. Il mêla à ces petites scènes des danses, des chansons et des intermèdes bouffons. Ainsi, dans ce mélange encore informe se trouvait rassemblés la comédie, le bal et et le vaudeville. Les Italiens avaient précédé tous les peuples modernes dans la carrière des sciences et des lettres; aussi ne faut-il point s'étonner si les premières pièces régulières du théâtre espagnol furent composées à Rome par Bartholomé de Torrès Naharro. Admis à la cour de Léon X, il trouva des modèles dans des pièces de l'Arétin et dans la Mandragore de Machiavel; mais les composition de Navarro n'étaient pas de nature à descendre jusqu'aux classes populaires, et ce fut Lope de Rueda qui popularisa, dans le seizième siècle, l'art dramatique. Auteur et acteur, il jouait lui-même ses pièces, et acquit, sous ce double rapport, une renommée universelle. Mais les pièces de Lope de Ruéda étaient, comme la partie matérielle de son théâtre, des essais encore informes, et il n'y eut de véritables représentations dramatiques qu'en 1570, quelques années après que Madrid fut devenue la capitale du royaume. Cependant cette ville, élevée au premier rang des cités de l'Espagne par le caprice de Philippe II, n'exercait pas sur le pays cette sorte de suprématie commerciale et industrielle, qui font des autres capitales de l'Europe un centre où viennent aboutir et d'où partent en même temps les richesses et les lumières pour se répandre dans tout l'empire. Même aujourd'hui Madrid ne possède d'autre avantage que d'être le séjour des souverains. Aussi, à l'époque dont nous parlons, Valence et Séville avaient leur théâtre et leur école littéraire. Dans la première de ces villes, le capitaine Cristoval de Véruès et Andrès Rey de Artieda étaient en possession de la faveur publique. Cristoval fit jouer plusieurs tragédies où il affecta de dédaigner les règles tracées par Aristote; il rejeta le joug des unités, et divisa ses pièces en trois journées (*jornadas*). En effet, des traductions du théâtre grec avaient paru vers le milieu du seizième siècle, et plusieurs auteurs avaient tenté de composer des pièces régulières dont quelques-unes offraient un mérite réel. Toutefois Véruès, en s'abandonnant à tous les caprices de son imagination, rallia les suffrages du grand nombre, incapable de raisonner son plaisir, et qui s'abandonne à ses émotions sans chicaner l'auteur sur les moyens dont il s'est servi pour les faire naître. Tandis que Véruès triomphait à Valence, Juan de Malaza obtenait de brillants succès à Séville, où il faisait représenter des tragédies empruntées à l'Écriture sainte. Enfin, à Madrid, le moine Bermudez produisait sur la scène deux pièces tragiques dont le sujet était la mort et le couronnement d'Inès de Castro (1). Le célèbre Cervantes entra, de son côté, dans la carrière théâtrale et composa sa *Numance*. C'est le siége et la prise de cette cité par les Romains Dans cette composition où se rencontrent des situations fortes et rendues dans le style le plus poétique, l'auteur a eu l'idée bizarre d'introduire des personnages allégoriques. C'est ainsi que la Faim, la Guerre et la Maladie viennent en personne sur la scène, et décrivent les horribles calamités auxquelles Numance est en proie. Cette innovation ne nous semble pas heureuse.

Bientôt après parut le célèbre Lope de Vega, qui s'empara de la scène sur laquelle il régna en souverain jusqu'à sa mort arrivée en 1639. Les succès de cet auteur furent sans exemple comme sa prodigieuse facilité. En effet il a composé plus de deux mille pièces, dont à peine trois cents ont été imprimées. Il s'est encore exercé dans presque tous les genres, et il a fallu recourir à l'arithmétique pour calculer le nombre de ses vers, qui s'élèvent à plus de vingt-un millions. On peut dire que Lope, en mêlant tous les genres, a contribué plus que tout autre à étouffer complétement la tragédie. Dictateur du théâtre, il a créé des dénominations nouvelles en divisant ses pièces en plusieurs classes, savoir: les comédies spirituelles ou sacrées et les comédies profanes ou mondaines. Cette dernière classe se partage encore en comédies héroïques et comédies de cape et d'épée. Enfin ce

(1) Voici les titres de ces pièces : Nisé Lastimosa, Nisé Lauréada,

MCD 2019

dernier genre reçut, au temps de Calderon, une autre subdivivision sous le tire de *comédias de figuron*, c'est-à-dire comédies d'aventuriers, parce que le héros de la pièce est un chevalier d'industrie qui veut se faire passer pour un grand seigneur, ou une belle dame de la même espèce. Il ne faut point chercher dans les compositions de Lope ni régularité ni vraisemblance : rien de plus compliqué, mais rien de plus habile et de plus ingénieux que l'intrigue de ses pièces, qu'il sait nouer et dénouer avec l'adresse la plus surprenante. On en jugera par l'analyse de la Vengeance adroite (*discreta vengença*) dont nous allons faire une courte analyse. Le lieu de la scène est en Portugal sous le règne d'Alphonse III [1246-1279]. Don Juan de Menezès, favori du roi, est l'amant de sa cousine Anna, dont il recherche la main. Il a pour rival don Nuno. Le jour même qu'il a un rendez-vous de sa maîtresse, don Juan est obligé de partir comme ambassadeur à la cour de Séville, où il est envoyé par son souverain, qui, instruit par don Juan de son amour pour Anna et des poursuites de Nuno, se charge de veiller lui-même sur la dame. Don Juan, par excès de précaution, charge du même soin son écuyer Tello. Sur ces entrefaites, Nuno, accompagné de son ami Ramiro et d'un écuyer nommé Rodrigue, vient rôder sous les fenêtres d'Anna, qui, n'étant pas avertie, le prend pour don Juan. Mais Tello a reconnu le rival de son maître, et voyant passer le roi seul et vêtu en simple cavalier, il lui demande le secours de son épée, et lui révèle que c'est pour le service de son maître Menezès. Alonzo (c'est le roi) n'hésite plus alors à attaquer Nuno et ses compagnons qui se retirent, afin, dit Nuno, de ne point compromettre l'honneur de la dame qu'il sert. Tello demande alors au cavalier qui a montré en sa faveur tant d'obligeance, et de dévouement de lui dire son nom; l'autre refuse, et Tello lui donne en échange sa bourse qui est vide. Au second acte ou plutôt à la seconde journée, le roi se fait connaître à Tello en lui rendant sa bourse. Il lui demande s'il recevrait quelques présents. « Quand mon père mourut, » lui répond l'écuyer, « il ordonna de laisser sa main en » dehors du sépulcre qui le renfermait, afin » que si quelqu'un voulait lui donner quelque » chose, il pût le prendre. » Alors le roi lui offre une pension et la dignité d'alcade de Saint-Jean, qui lui donnait le privilége d'avoir en sa possession les clés de toutes les forteresses. Don Juan de Menezès revient ramenant avec lui l'infante de Castille Béatrice, qui doit épouser le roi de Portugal. Le mariage s'accomplit, et le monarque témoigne sa reconnaissance à son envoyé en lui accordant la confiance la plus illimitée. La faveur de Menezès excite l'envie des courtisans, et Nuno essaie, par une supercherie, de brouiller Menezès avec Anna. N'ayant pu réussir une première fois, il s'unit aux ennemis politiques de don Juan pour faire tomber entre les mains du roi une lettre qu'ils attribuent au favori, et dans laquelle celui-ci semble intriguer à Rome pour empêcher le pape de donner au monarque portugais une dispense; car Alonzo, déjà marié anciennement avec la comtesse de Boulogne, a consommé son union avec Béatrice, sans attendre que le souverain pontife ait prononcé son divorce. Don Juan est arrêté; mais il est tiré de sa prison par sa maîtresse et son fidèle Tello, qui avait, comme nous avons dit, les clefs de la forteresse. Devenu libre, don Juan se venge de ses persécuteurs par le moyen qu'ils ont employé contre lui. Le monarque les chasse de la cour et marie don Juan avec dona Anna. Cette pièce marche avec vivacité et devait plaire surtout à la représentation; on y rencontre des scènes pleines de noblesse en même temps que des scènes du meilleur comique. Il n'est pas étonnant que ce mélange plût à la multitude, qui va chercher au théâtre des impressions qui puissent la toucher, ou des situations qui l'amusent. Dans les comédies de cape et d'épée, car celle que nous venons d'analyser porte le nom d'*historique*, Lope de Véga s'attache surtout à serrer les fils de son intrigue, sans trop savoir sans doute comment il les démêlera pour amener le dénouement. Le spectateur passe tour-à-tour du rire aux larmes; mais le comique va souvent jusqu'au burlesque, grâce à certain personnage nommé *le Gracioso*, qui est chargé d'égayer le pièce, et qui par-

MCD 2019

fois gâte les situations les plus touchantes par son intervention déplacée. Quant aux mœurs présentées sur la scène, elles semblent démontrer l'impuissance des lois; car chacun des cavaliers en appelle sans cesse à son épée : les meurtres et les assassinats se multiplient comme des aventures presque sans conséquence. Lope a fait encore des compositions d'un genre différent, les unes tirées de la vie des saints, et nommées, en conséquence, *Vidas de santos*, et les autres portant le titre d'*Autos sacramentales*, c'est-à-dire pièces du Saint-Sacrement. Nous allons offrir au lecteur l'analyse de deux pièces, chacune du genre dont nous venons de parler. Nous choisissons d'abord la vie de saint Diégo d'Alcala. C'est un pauvre paysan qui s'enfuit de la maison paternelle et se présente dans un monastère de l'ordre de saint François pour y prendre l'habit. Diégo s'adresse au portier du couvent. « Je ne suis, » lui dit-il, « qu'un ignorant, et je le suis plus » qu'il n'est permis de l'être; je n'ai pas même » appris mon *Christus ;* mais je mens, car » de tout l'A B C, c'est s ulement le *Chris-* » *tus* que je sais. — Sachez, » lui répond son interlocuteur, « que ces lettres contien- » nent plus de science que tout ce que peut » savoir le plus grave philosophe. Christus » est l'*alpha* et l'*oméga*, car Dieu est le » commencement et la fin de toutes choses, » sans être ni commencement ni fin : c'est » un cercle, et il ne peut avoir de terme. Si » vous épelez le mot Christus, vous trouvez » un *c*, parce qu'il est le créateur; un *h*, » pour aspirer et respirer en lui; un *i*, pour » indiquer combien vous en êtes indigne; un » *s*, pour vous enseigner à devenir saint; » un *t*, qu'il y a en lui quelque chose de di- » vin, car ce *t* est le tout. Aussi Dieu a-t-il » été appelé Théos, comme fin de tous nos » désirs. Le *t* est encore le modèle de la croix » que vous devez porter; il montre avec ses » deux bras comment vous devez l'embrasser » et ne la quitter jamais. Le *v* montre que » vous êtes venu dans cette maison pour ap- » partenir à Christ, et l'*s* finale, que vous » avez passé à une autre substance, à une » substance divine. Voilà ce que veut dire » *Christus*. Épelez bien cette leçon, et lors- » que vous en saurez bien le sens, vous n'au- » rez plus rien à apprendre. » Diégo, admis comme novice, devient bientôt le père gardien de son couvent; puis il est envoyé comme missionnaire dans les îles Fortunées pour convertir les habitants. De retour en Espagne, il dérobe au cuisinier ses provisions, au jardinier ses fruits et ses légumes pour donner aux pauvres les fruits de ses larcins. Pris un jour sur le fait, les objets qu'il cache dans sa robe deviennent tout-à-coup des guirlandes de roses. Enfin Diégo expire en odeur de sainteté, et une milice céleste célèbre son départ de la terre et son arrivée au ciel. Quant aux *autos sacramentales*, le plan en est beaucoup plus simple, et l'on n'y rencontre ni miracles ni métamorphoses, comme dans les vies des saints; on y voit figurer des êtres immatériels et l'on y débat des questions théologiques. Mais, afin de dédommager les spectateurs, un *auto sacramentale* était toujours précédé par un prologue appelé *loa*, et d'une nature comique. Il était suivi d'un intermède, ou saynette, semé de bouffonneries où le comique va jusqu'au burlesque et la gaîté jusqu'à la licence. Ainsi, dans un de ces loa ou prologues, le Zèle et la Renommée paraissent habillés en crieurs publics. Le premier commence par apprendre aux spectateurs que, sur la place de la bienheureuse Vierge sainte Marie, on vend du vin nouveau, celui de l'héritier du royaume des cieux, pour trois blancs, et pour la même somme on se procure la foi, la charité et l'espérance. Achetez donc le riche thériaque, le vin du ciel, c'est-à-dire le sang de Jésus-Christ, le meilleur contre-poison. La Renommée prend la parole après le Zèle, et fait en termes à peu près semblables l'éloge du pain de vie qu'elle est chargée de vendre. Dans l'intermède ou saynette, deux filous, à la faveur de la fête du Saint-Sacrement, pénètrent chez un docteur, que l'un vole tandis que l'autre occupe son attention en lui exposant tous les détails d'un procès imaginaire. Les archers courent après les voleurs, qui, se voyant près d'être atteints, se jettent à genoux dans une église comme s'ils récitaient des litanies; puis ils vont se mêler à une troupe de pénitents

MCD 2019

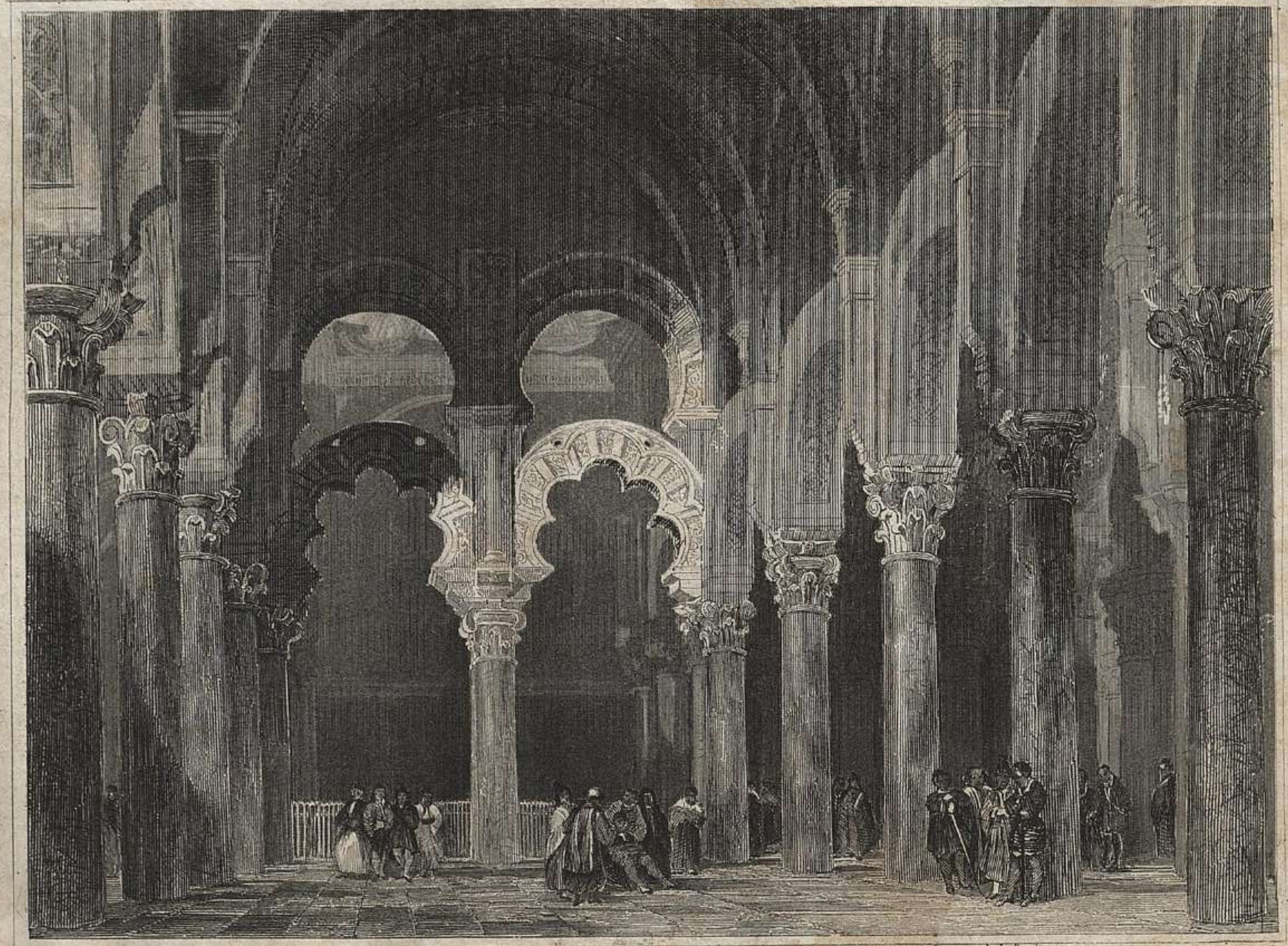
bref, ils échappent à toutes les poursuites, et celui qu'ils ont dépouillé cherche à se consoler en prenant part aux cérémonies religieuses du Saint-Sacrement.

La prodigieuse facilité de Lope, qui improvisait une pièce en vingt-quatre heures, tenait toujours en haleine l'admiration publique, qui l'avait surnommé *le Prodige de la nature*. Les directeurs de théâtre étaient tous en instance auprès de lui pour obtenir quelques pièces de sa composition. Aussi Lope était-il comblé en même temps de gloire et d'argent; mais il dépensait ses ducats avec la même facilité qu'il les gagnait; il en donnait aux pauvres la plus grande partie, et le goût du faste, joint au défaut d'ordre, dévorait le reste. Aussi Lope ne laissa-t-il qu'une fortune médiocre. Il vécut entouré de l'admiration de ses contemporains, et fut inhumé avec une pompe qui rappelait les obsèques d'un monarque. Et cependant, moins d'un siècle après sa mort, les productions de Lope disparurent de la scène et tombèrent enfin dans l'oubli le plus profond. Cette révolution fut hâtée par les succès de don Pédro Calderon de la Barca, qui devint à son tour le favori du public. Né en 1600, Calderon servit quelques années; puis, ayant quitté les armes, il composa plusieurs pièces de théâtre qui commencèrent sa célébrité. Philippe IV, qui était passionné pour le théâtre, appela, en 1639, Calderon auprès de lui et le chargea de présider aux divertissements de sa cour. Ainsi que Lope son devancier, Calderon se fit prêtre en 1652, et se voua dès lors à composer des *autos sacramentales* et autres pièces religieuses. Il composa, dit-on, son premier ouvrage dramatique à quatorze ans et cessa d'écrire à l'âge de quatre-vingt-un ans. Toutefois il n'a guère fait que quatre cents pièces de théâtre, tandis que Lope en a composé deux mille. Calderon vécut à l'époque la plus misérable de la monarchie espagnole; de là vient sans doute l'exagération des sentiments qu'il prête à ses personnages: n'ayant pu peindre ce qu'il voyait, il s'est jeté dans un monde idéal où ses héros portent jusqu'à l'excès les vices et les vertus. Ainsi, dans son théâtre, le courage va toujours jusqu'à la témérité; le sentiment de l'honneur touche à la folie, et l'amour y est dépeint avec des couleurs trop brillantes pour être vraies. D'un autre côté, le poète se substitue sans cesse à ses personnages, auxquels il prête un langage semé de métaphores hyperboliques ou de *concetti*, qui font briller l'esprit de l'auteur aux dépens de la vérité. Citons un exemple de cette recherche et de cette affectation qui déparent continuellement le théâtre de Calderon. Dans une de ses comédies, Alexandre, duc de Parme, en racontant comment il est devenu le rival de don César, s'exprime ainsi : « J'aperçus » dona Anna auprès de ma sœur. Je vis alors » dans un jardin d'amour la rose belle et » brillante, qui préside au milieu des autres » fleurs....., ou plutôt je vis au milieu de » plusieurs roses une étoile, ou au milieu de » nombreuses étoiles le brillant Lucifer. » Mais que dis-je! je vis au milieu de plu- » sieurs Lucifers un clair soleil prêtant à ses » planètes la lumière brillante; enfin je vis » un ciel préparé pour beaucoup de soleils, » et sa beauté dépassait tellement tous les au- » tres, qu'au milieu d'une infinité de cieux » il n'y avait qu'un seul jour. Elle parlait, » et mes yeux étaient occupés d'elle autant » que mes oreilles attentives, car, miraculeuse » en toutes choses, dans sa beauté on voyait » sa prudence, et l'éclat de sa figure dans sa » discrétion. Elle prit congé : si la soirée » fut courte, qu'Amour le dise; car j'aurais » voulu que chaque instant eût duré un siè- » cle, et eût-il duré un siècle, il ne m'aurait » paru qu'un instant. Je l'accompagnai avec » courtoisie, et qu'il suffise de te dire que, » comme amant, je meurs, et que, comme » absent, je souffre. » Ce langage si subtil et si recherché, Calderon l'introduit dans les scènes les plus pathétiques, et en détruit ainsi tout l'effet. Il excelle souvent à amener les situations les plus attachantes, mais il ne prête jamais à ses personnages un de ces mots, véritable cri de l'âme, et qui remue si profondément. Il ne songe qu'à faire parade de son esprit, quand il devrait le faire oublier. S'abandonnant sans scrupule à tous les écarts de son imagination, il confond les époques, insulte à la chronologie, et déna-

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Pl. 10.

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie 1. Léonce Thuillier Sculp.

ESPAGNE

INTÉRIEUR DE LA GRANDE MOSQUÉE A CORDOUE

ture les faits et les caractères consacrés par l'histoire. Ainsi, dans son *Coriolan*, il montre Rome comme étant maîtresse de tout l'univers et comme ayant déjà rangé sous ses lois l'Espagne et l'Afrique. (1). Toutefois Calderon possède au plus haut point l'art de lier et de conduire une intrigue avec une adresse surprenante : on en jugera par l'analyse de la pièce ayant pour titre : *El Secreta a vozés* (le Secret à haute voix).

Flérida, duchesse de Parme, n'a point encore disposé de sa main, et fait régner les fêtes à sa cour. Parmi les gentilshommes attachés à sa maison, se trouve Frédéric, qu'elle aime en secret, et le duc de Mantoue, qui, amoureux de la duchesse, se présente sous le nom supposé de Henri; il loge chez Frédéric, à qui il confie le secret de son déguisement. Dans une scène avec Flérida, celle-ci s'efforce vainement de faire avouer à Frédéric qu'il aime, et quel est l'objet de sa passion. Sur ces entrefaites, Henri se présente comme envoyé du duc de Mantoue, et remet à la duchesse, de la part de ce prince, une prétendue lettre de recommandation en sa faveur. Tandis que la duchesse lit, Frédéric trouve moyen de s'approcher d'une dame de la cour, nommée Laure, dont il est amoureux, et celle-ci lui glisse un billet caché dans un des gants de la duchesse. Frédéric reste seul avec son valet Fabio, qu'il a jugé trop dangereux de mettre dans sa confidence; ce qui rend d'autant plus vive la curiosité de ce valet. Flérida fait venir ce dernier, qui, moyennant une chaîne d'or, révèle à la duchesse que son maître a un rendez-vous avec une dame dont lui, Fabio, ne sait pas le nom. Dans une autre scène, Flérida donne ordre à Frédéric d'aller porter la nuit même une missive au duc de Mantoue dans sa capitale; mais le véritable duc est, comme nous l'avons dit, à Parme, sous le nom de Henri, et il convient avec Frédéric qu'il recevra la lettre, et qu'il y répondra comme s'il l'avait reçue dans sa résidence. Cependant la nuit venue, la duchesse fait appeler Laure; elle a appris, lui dit-elle, qu'une de ses dames doit avoir une entrevue secrète avec un cavalier, et elle l'envoie pour découvrir quelle est celle qui manque ainsi aux lois du décorum. Ainsi Laure vient au rendez-vous par ordre de la duchesse; elle fait avec Frédéric un échange de portraits dont la monture est exactement semblable, et promet de lui donner le lendemain un chiffre avec lequel les deux amants pourront s'entendre devant tout le monde. Au second acte, Frédéric, au grand étonnement de Fabio, rapporte à la duchesse la réponse du duc de Mantoue, et donne à Laure une lettre qui, assure-t-il, lui a été remise pour elle à Mantoue par une des parentes de cette dame; elle contient le chiffre concerté. « Quand vous voudrez m'avertir de quelque » chose, faites d'abord un signe avec votre » mouchoir pour attirer mon attention; en- » suite, de quelque sujet que vous parliez, » le premier mot de chaque phrase sera pour » moi, et les autres pour tous en sorte qu'en » réunissant tous les premiers mots, je sau- » rai ce que vous aurez voulu dire. Vous » ferez de même lorsque ce sera moi qui aurai » donné le signal. » Laure use du moyen qui vient de lui être enseigné, en avertissant Frédéric que la duchesse sait qu'il n'est point allé à Mantoue; et les longs détours qu'elle emploie dans ses discours pour instruire son amant, forment un jeu de théâtre fort plaisant. Elle lui révèle en même temps que c'est Fabio qui les a trahis; qu'on juge alors de l'étonnement du valet, quand son maître lui reproche sa trahison, et veut, pour le punir, le percer de son épée. Cependant Fabio, qui s'est engagé à révéler à Flérida toutes les actions de Frédéric, lui apprend que ce dernier a reçu un portrait. La duchesse invente un stratagème pour l'avoir en sa possession; mais Laure y substitue le sien; et la duchesse, qui croyait trouver l'image d'une femme, n'y trouve que celle de l'homme qu'elle aime en secret. Fabio, qui s'est dérobé à l'emportement de son maître, se cache dans le logement de Frédéric, et il entend celui-ci confier à Henri qu'il a formé le projet de fuir avec sa maîtresse. Deux chevaux doivent se trouver dans un lieu situé entre le parc et le palais. Fabio, de-

(1) Il met aussi dans la bouche des Romains un langage incompatible avec leurs mœurs et leurs sentiments.

MCD 2019

meuré seul, va reporter à la duchesse ce qu'il a entendu, et Flérida, qui n'a aucun soupçon sur Laure, lui confie la passion qu'elle éprouve pour Frédéric, et son projet de l'élever jusqu'à elle, en lui offrant sa main. Laure, troublée de cette confidence, éprouve un sentiment de jalousie, et Frédéric étant survenu, les deux amants s'expliquent en présence de la duchesse, qui ne peut comprendre le sens de leurs paroles. Sur ces entrefaites, Fabio vient informer Flérida que son maître doit s'éloigner la nuit avec sa maîtresse, et Flérida ordonne au comte Ernest, père de Laure, d'aller chez Frédéric, et de ne pas le perdre de vue, afin d'empêcher qu'il ne se batte en duel pour une affaire d'amour. Ernest prend quelques soldats avec lui, et arrive chez Frédéric, où il entame une suite de propos qui impatientent d'autant plus Frédéric que l'heure de son rendez-vous vient de sonner. Ne pouvant se débarrasser de cette visite importune, il veut sortir. Ernest appelle alors les gardes dont il s'est fait accompagner; mais Frédéric s'échappe par une porte dérobée, et court retrouver Laure, qui est surprise par Flérida. La duchesse finit par reconnaître que Frédéric aime Laure, et se décide, non sans éprouver de violents combats, à unir les deux amants; elle épouse elle-même le duc de Mantoue.

Cette citation nous semble suffisante pour faire apprécier aux lecteurs le genre de mérite de Calderon: quant à ses autres pièces, qui se rapprochent de la tragédie, nous nous contenterons d'affirmer, faute de place, qu'il s'y trouve des scènes empreintes du plus vif intérêt; telles sont, entr'autres, *le Médecin de son honneur* (el Medico de sa honra), et *l'Alcaïde de Zamalea*. Ce que nous avons cité en ce genre de Lope de Véga nous dispense de raconter des *fiestas* et des *autos* de Calderon. Ces deux auteurs étalent dans ces compositions les mêmes extravagances: on y voit paraître tour-à-tour les vices et les vertus, la théologie, la philosophie, la nature, la médecine, et jusqu'aux sacrements qui prennent un corps pour venir disputer sur la scène. Quant au style des œuvres dramatiques de Lope et de Calderon, il est souvent plus poétique que naturel: en effet le dialogue est entremêlé de sonnets et de vers lyriques, où le poète se montre seul au détriment de la vraisemblance. Quoi qu'il en soit, le théâtre espagnol jouit d'une immense renommée dans toute l'Europe durant la première moitié du dix-septième siècle. En France, Molière, les deux Corneille, et une foule d'auteurs moins célèbres ont puisé à pleines mains dans cette mine féconde (1).

Un grand nombre d'auteurs marchèrent sur les traces des deux grands maîtres de la scène espagnole: nous citerons seulement les noms de ceux qui ont laissé les productions les plus remarquables; ainsi, Moréto, dans ses comédies de cape et d'épée, a rivalisé avec Calderon, qu'il a même surpassé sous quelques rapports, surtout dans l'art d'exposer son sujet. Nous nommerons encore un moine auteur d'un grand nombre de pièces, qui parurent sous le nom supposé de Tirso de Molina: c'est à lui que Molière doit le Festin de pierre. Le célèbre historien Solis enrichit aussi la scène de quelques comédies qui tiennent un rang distingué parmi les œuvres dramatiques de l'Espagne. Philippe IV, protecteur de Calderon, s'essaya lui-même dans la carrière théâtrale: on lui attribue un recueil publié sous le titre de *Bel Esprit de cette cour* (de un Ingenio de esta corte): si les pièces qui s'y trouvent appartiennent à ce monarque, elles décèlent un véritable talent d'observation, et une gaîté de bon aloi; par exemple: le *Diable prédicateur* est d'un excellent comique, et nous ne pouvons résister à l'envie de donner un court extrait de cette comédie. La scène se passe à Lucques, où un démon, nommé Luzbel, a soulevé toute la ville contre les capucins, qui reçoivent l'ordre de sortir de la cité; mais arrive l'enfant Jésus, accompagné de saint Michel, il force le diable, en punition de sa malice, de prendre

(1) Ainsi Thomas Corneille a pris à Calderon sa pièce intitulée *le Geôlier de soi-même*. La *Donna duenda* a fourni à Hauteroche le sujet de sa *Dame invisible*; Quinault a traduit encore de Calderon la pièce du poète espagnol intitulée *Lances de amor y fortuna*, sous le titre des Coups de l'amour et de la fortune; Molière enfin a imité dans sa Princesse d'Élide une pièce de Moréto.

MCD 2019

l'habit de franciscain, et de détruire le mal qu'il avait fait aux enfants de saint François. Rien de plus plaisant que la position du compagnon de Satan, chargé d'une besogne qui le désespère, et son secret dépit en voyant le succès de ses prédications : il se dédommage toutefois en tourmentant le frère quêteur, qui l'accompagne et qui est en même temps paresseux et gourmand. Quand Philippe mourut, il emporta dans sa tombe le théâtre avec lui; en effet sa veuve, gouvernée par un jésuite, le père Nitard, laissa le saint office étendre de plus en plus sa domination. Les poètes comiques, dans la crainte de se brouiller avec l'inquisition, sentirent leur verve se glacer; ils furent d'ailleurs réduits au silence par un édit de la reine, ordonnant la fermeture de tous les théâtres, jusqu'à ce que son fils fût parvenu à un âge où il pourrait goûter le plaisir des représentations dramatiques. Mais, absorbé par sa dévotion et son goût pour la chasse, Charles II se montra fort indifférent aux délassements scéniques, et quand il épousa une nièce de Louis XIV, on rassembla non sans peine des comédiens pour les spectacles qui célébrèrent à la cour l'hymen du prince. Don Francisco Roxas soutint au dix-septième siècle, dans sa patrie, la gloire du théâtre; il a fourni à Rotrou le sujet de Venceslas, et Don Bertrand de Cigarral à Thomas Corneille. Après Roxas vint la décadence de l'art dramatique, qui ne put se relever à l'avénement des Bourbons, car Philippe V, le premier d'entre eux, n'avait aucun goût pour les lettres. Sous son règne la scène demeura livrée aux imitateurs de Calderon, et surtout à des compositions pieuses, tirées de la vie des saints, et qui n'étaient remarquables que par les extravagances de tous genres dont elles étaient semées. Cet état de choses dura jusqu'à l'époque où parut la poétique d'Ignazio de Luzon, qui fut publiée en 1737, et dans laquelle l'auteur cherchait à ramener les Espagnols aux règles du bon goût. L'ouvrage de Luzon produisit une sorte de révolution, le théâtre espagnol se rapprocha de celui de Corneille et de Racine : on fit des tragédies et des comédies soumises à toutes les règles tracées jadis par Aristote, règles nécessaires, parce que l'intérêt dramatique est fondé sur leur observation.

Les Espagnols ont cultivé tous les genres de poésie, et cependant, malgré leur brillante imagination et la richesse de l'idiome dont ils disposent, ils n'ont eu dans la poésie épique que des succès médiocres. L'universel Lope de Véga en a fait deux pour sa part : la *Jérusalem conquise* et la *Circé*; mais ces deux poëmes sont tombés depuis longtemps dans l'oubli le plus profond. Le *Bernard*, de Balbuéna; l'*Austriade*, de Rufo; la *Conquête de la Bétique*, de Juan Cueva, et le *Monserrat*, de Viruès, ont eu le même sort. Toutefois l'*Araucana*, poëme d'Alonzo de Ercilla, a pris place dans les bibliothèques, quoiqu'il soit peu lu, même des Espagnols. L'auteur figure en personne dans son œuvre, qui n'est autre chose que la conquête du pays des Araucans, peuple du Chili. Ce sujet offrait au poète une nature et des scènes nouvelles à peindre; mais Ercilla n'a guère fait qu'une espèce de gazette rimée où se rencontrent cependant çà et là quelques passages remarquables, entre autres la scène citée par Voltaire, et qui renferme en effet des beautés de l'ordre le plus élevé (1). Mais l'auteur n'a su répandre ni poésie ni vraisemblance dans son œuvre, il prête à des sauvages des sentiments qui ne peuvent se rencontrer que chez des peuples civilisés. D'ailleurs tout l'intérêt se porte sur Caupolican, chef des Araucans, contre les intentions d'Ercilla, dont le but était de célébrer la gloire des Espagnols, et cependant ceux-ci sont loin d'exciter l'admiration et de conquérir la sympathie du lecteur, qui ne voit en eux que des bourreaux. La vie d'Ercilla est plus intéressante que son ouvrage. Toujours en butte aux rigueurs du sort, dédaigné par Philippe II, qu'il avait servi de son épée et auquel il dédia son livre, le poète alla chercher fortune à la cour d'Autriche, où il rencontra la même indifférence. Il mourut enfin dans l'oubli et dans la pauvreté avec le regret poignant de n'avoir pu même atteindre la gloire, car son livre,

(1) Voyez dans les œuvres de Voltaire son Essai sur la poésie épique, placé à la suite de la Henriade.

MCD 2019

comme celui de Milton, conquit à peine, lorsqu'il parut, l'attention publique.

Nous avons conduit la poésie lyrique et didactique jusqu'à l'époque qui suivit l'apparition de Garcilaso et de ses nombreux disciples. Parmi ces derniers, nous signalerons seulement Bartholomé et Lupercio Argensola, qui jouirent, de leur vivant, de la plus brillante renommée. Unis par la parenté la plus étroite, puisqu'ils étaient frères, ils avaient les mêmes talents; ils ont même, disent les Espagnols, le même style. Leurs poésies les plus estimées sont des épîtres et des satires, qui rappellent, disent leurs compatriotes, l'esprit et la manière d'Horace. Lupercio fit aussi trois tragédies; quoique louées par Cervantes, elles n'en sont pas moins médiocres. Villegas se distingua aussi par des compositions anacréontiques fort admirées par ses contemporains, mais, s'il en faut croire un critique moderne, le célèbre Quintana, la renommée de Villegas surpasse de beaucoup son mérite réel.

Nous passons sous silence une multitude d'écrivains plus ou moins habiles, pour nous occuper d'un poète qui fonda une nouvelle école ayant la prétention de régénérer le langage poétique. Cet homme est Louis de Gongora (1). Il était né avec une imagination brillante, et en donna des preuves dans ses romances, véritables modèles de grâce et d'élégance. Mais, impatient d'attirer sur lui l'attention publique, il se jeta dans la bizarrerie, et inventa un nouveau style sous la dénomination d'*estilo culto*. Il imagina même une ponctuation pour aider le lecteur à se reconnaître dans le labyrinthe de sa phrase. Il introduisit dans sa langue les inversions du latin, ressuscita les vieux mots auxquels il donnait un sens nouveau. Il parvint ainsi à se rendre presque inintelligible. C'est dans ce style qu'il composa des espèces d'élégies qu'il intitula *Soledades* (Solitudes) et son poëme de Polyphème. Citons, pour donner une idée de sa manière, le portrait du héros de son poëme : « Les cheveux noirs du cy-
» clope sont de noueux imitateurs des ombres
» obscures du Léthé; selon que le vent ora-
» geux les disperse, ils volent sans ordre
» ou sont suspendus sans grâce. Sa barbe est
» un torrent impétueux, fils desséché du
» mont Pyrénée. Il inonde sa poitrine, et ce
» n'est que rarement et non sans peine que ses
» doigts cherchent à l'arranger. La Trinacrie,
» dans ses montagnes, n'a armé aucune bête
» sauvage de tant de cruauté, ne l'a si bien
» chaussée des pieds du vent que sa férocité
» la défende, ou sa légèreté la sauve des bras
» de Polyphème. Leurs peaux tachetées de
» cent couleurs diverses, qui autrefois répan-
» daient une mortelle horreur dans les mon-
» tagnes, forment aujourd'hui son manteau...
» Avec de la cire et du chanvre qui n'auraient
» pas dû s'y prêter, il unit cent roseaux dont
» le fracas barbare fait répéter durement par
» les échos que sa flûte est unie par le chan-
» vre et la cire. La forêt s'épouvante, la mer
» se trouble; Triton brise sa trompe recour-
» bée, la nacelle assourdie s'enfuit à force de
» rames : telle est la musique de Polyphème. »

La tentative de Gongora eut un succès inouï : tous les poètes s'empressèrent de l'imiter; Lope lui-même, après avoir lancé, dans son *Laurier d'Apollon* et dans presque toutes ses comédies, des traits de satire contre le nouvel astre qui s'élevait sur le Parnasse, se vit obligé de ployer les genoux devant Gongora, et d'adorer ce qu'il avait bafoué. Il suivit le torrent, ne pouvant l'arrêter. Les disciples de Gongora se partagèrent en deux classes : les uns, les *cultoristos*, écrivirent des gloses et des commentaires sur l'œuvre du maître; les autres furent surnommés *conceptistos*, parce qu'ils recherchaient ces oppositions brillantes et ces pensées recherchées que l'on appelle en espagnol *conceptos* (1). Le culte de Gongora, car on ne peut se servir d'un autre terme, dura jusqu'au jour où la poétique de Luzan renversa ses autels. Il dura cependant plus d'un siècle, et sa chute peut servir d'exemple aux hommes qui, doués comme Gongora d'éminentes facultés, répudient les règles du goût pour courir après une fausse renommée qui les abandonne quelquefois de leur vivant. La seconde moitié du dix-huitième siècle a vu la poésie espagnol

(1) Mort en 1627.

(1) Du mot italien *concetto*.

MCD 2019

sortir de l'ornière où elle s'était précipitée à la suite de Gongora. Melendez a composé des chansons dignes d'être avouées par le vieillard de Théos, et des idylles pleines de charme. A la même époque, Thomas de Yriarte, dans ses fables littéraires, rappelait, sinon la naïveté de Lafontaine, au moins quelque chose de la finesse et de la grâce du fabuliste modèle. Aussi le nom d'Yriarte a franchi les Pyrénées, son ouvrage a pris place dans la bibliothèque des esprits cultivés, dont l'admiration ne se renferme pas dans les chefs-d'œuvre de leur patrie.

L'Espagne compte encore quelques historiens remarquables ; au premier rang il faut placer don Antonio de Solis, qui a raconté la conquête du Mexique par Fernand Cortez. Il n'est pas resté au-dessous d'un si magnifique sujet, car tout est merveilleux dans cette entreprise, où trois cents aventuriers vont attaquer un empire puissant par sa population, par le caractère belliqueux de ses habitants, et le renversent à force de courage et d'audace. Mariana et Ferreras ont écrit l'histoire générale du pays et se recommandent par une narration où les faits s'enchaînent avec clarté. Mais il ne faut point demander à ces historiens, dans tout ce qui se rapporte à l'église et au pouvoir royal, ni critique, ni indépendance : l'œil soupçonneux de l'inquisition, qui devait lire et peser chaque mot de l'écrivain, enchaînait son jugement et sa pensée. Malgré sa réserve, Mariana fut jeté dans les cachots du Saint-Office ; Philippe II avait cru voir dans son livre des attaques détournées contre sa toute-puissance ; en effet, présenter aux peuples l'histoire de la perte de leurs libertés, c'était leur inspirer des regrets et contribuer à réveiller en eux le désir de les posséder de nouveau. Célèbres comme poète, les deux frères Argensola ont continué tous deux les annales aragonaises de Zurita, et l'aîné, Bartholomé, écrivit encore l'histoire de la conquête des Moluques. Sous le nom de Moncada le comte d'Ossuna a retracé les hauts faits des Catalans et des Aragonais, qui, sous la conduite d'un chef de leur choix, allèrent, au quatorzième siècle, secourir l'empereur grec Andronic Paléologue, qui se débattait contre la puissance de jour en jour plus menaçante des Turcs. Rien de plus curieux que ce morceau d'histoire, où l'on suit des hommes réunis seulement par l'amour du butin et l'attrait du pillage, allant envahir les provinces de l'empire de Constantin. On les voit se créer à la pointe de l'épée des principautés, et s'établir, par le droit de la force, arbitres entre les Grecs et leurs ennemis. L'un des chefs des Catalans, nommé Roger de Flor, contraint l'empereur à le nommer César, à lui donner la main d'une de ses parentes, et il se serait assis sur le trône de Bizance s'il n'avait été assassiné par l'un des siens. Le style de Moncada est simple et sa narration rapide ; il s'interdit toute réflexion sur ce qu'il raconte, comme s'il voulait abandonner ce soin au lecteur. Il faut encore signaler une œuvre historique d'un mérite supérieur : c'est l'histoire de la révolte des Catalans sous Philippe IV, due à Manuel Mello. L'auteur captive constamment l'attention par des peintures pleines de feu et de vérité, par un style vif, énergique et précis, en un mot, il réunit toutes les qualités du genre, et fait regretter vivement qu'il ne se soit pas exercé sur un sujet plus vaste et plus fécond. Au dix-huitième siècle Masdeu a publié l'histoire critique de l'Espagne ouvrage immense et qui fait autant d'honneur au jugement qu'à l'érudition de celui qui le traça. Nous mentionnerons encore, en terminant, l'origine et les progrès de la littérature espagnole par Andrès ; c'est une mine abondante où ceux qui veulent s'instruire sur cette matière, puiseront les renseignements les plus authentiques et les plus précieux. Il nous serait facile de signaler encore un grand nombre d'ouvrages historiques dignes d'estime, mais nous sortirions des limites qui nous sont im posées.

Dans nos temps modernes et chez les peuples du Midi, les poètes sont en général bien plus nombreux que les prosateurs. En effet, l'idiome de ces nations se prête merveilleusement à peindre, par le secours des vers, les impressions de l'âme et les fantaisies de l'esprit ; c'est un langage musical que chacun possède et manie sans efforts. De là vient que l'art d'écrire en prose fut toujours

MCD 2019

cultivé dans la Péninsule ibérique. Cependant l'Espagne a produit un homme doué d'un esprit presque aussi piquant que celui de Voltaire, et qui s'exerça de même, et non sans succès, dans tous les genres. Ainsi que l'auteur de *Candide*, il possédait au plus haut degré le don si rare de manier le ridicule et de faire saillir les abus des mœurs et des opinions de la société. Cet homme est Quévédo; il est nécessaire de dire quelques mots de sa vie privée, dont les agitations lui enseignèrent la connaissance des hommes de toutes les classes. Issu d'une famille illustre, il naquit en 1580 et se fit remarquer dans sa jeunesse sur les bancs du collége, où il apprit à fond le latin, le grec, l'hébreu et l'arabe; plus tard il parvint à posséder l'italien et le français; il étudia encore, avec non moins d'ardeur, la théologie, le droit, la physique et la médecine. Son esprit était au niveau de sa science, et dans le monde où il entra Quévédo attira tous les regards. Obligé de s'expatrier pour une affaire d'honneur, il suivit à Naples et en Sicile le célèbre duc d'Ossuna, dont il devint le secrétaire et le confident; il partagea la disgrâce du duc et fut relégué pendant trois ans dans une de ses terres, où il charma ses loisirs en se livrant à la culture des lettres. En vain le duc d'Olivarès le fit-il solliciter de rentrer dans les affaires, Quévédo refusa pour se livrer exclusivement à la composition de ses nombreux ouvrages. Mais sa renommée l'exposa à la persécution la plus cruelle et la plus injuste; on l'accusa, à tort, d'avoir composé un libelle satirique et on le plongea durant vingt-deux mois dans un cachot, où il fut en proie aux plus horribles souffrances. Il sortit enfin de ce tombeau, mais ce fut pour mourir d'une maladie née des mauvais traitements qu'il avait subis. Quévédo a fait des ouvrages religieux, politiques, moraux et littéraires, mais de tous ses nombreux écrits, les plus remarquables et les plus connus sont les peintures satiriques que, sous le nom de *visions*, il a tracées de la condition humaine; il est difficile de répandre plus d'esprit et de gaîté que dans la plupart de ses tableaux : on en jugera par le passage suivant, extrait de la première de ses visions, intitulée : *El Sueno de las Calaveras* (le songe des têtes de morts). « A peine la trompette du » jugement dernier, dit-il, avait-elle sonné, » que je vis ceux qui avaient été soldats ou » capitaines se lever tout en colère de leurs » tombeaux, croyant entendre le signal de » la guerre; les avares se réveillaient dans » les soupirs de l'anxiété, par la crainte d'un » pillage; les gourmands et les désœuvrés » prenaient ses sons pour le signal d'un » festin ou d'une chasse. Tout cela se con- » naissait sur leurs visages, et je vis que la » trompette n'arrivait à aucun d'eux qui la » reconnût pour ce qu'elle était. Je vis en- » suite comment quelques âmes fuyaient, » les unes avec dégoût, les autres avec effroi, » de leur antique corps; à l'une il manquait » un bras, à l'autre un œil; je riais de la » diversité de leurs figures et j'admirais la » Providence de ce qu'étant entassé ensem- » ble, personne ne se mettait par erreur les » jambes ou les bras de son voisin. Je ne vis » qu'un seul cimetière où il me parut que » les morts troquaient leurs têtes entre eux; » je vis aussi un greffier à qui son âme » n'allait pas bien, qui, pour n'en être pas » responsable, prétendait qu'on la lui avait » changée, et que ce n'était pas la sienne... » Cependant, ce qui m'étonna le plus, ce » fut de voir le corps de deux ou trois mar- » chands qui avaient enfilé leur âme à l'en- » vers, de sorte qu'ils se trouvaient avoir les » cinq sens de nature aux cinq ongles de la » main droite..... »

Quévédo a composé quelques autres ouvrages du même genre, entre autres *l'Heure de tout le monde*, où il représente la Fortune qui vient visiter chaque homme : elle reste ou s'éloigne selon qu'elle est bien ou mal reçue. Dans la correspondance du chevalier de *la Tenaza* il donne des préceptes sur toutes les manières de refuser un prêt ou un service. Enfin, dans la vie du grand Tacano il peint avec autant d'esprit que de vérité les mœurs de toutes les classes. Quévédo s'est exercé dans toutes les branches de la littérature; ses poésies renferment des odes, des sonnets, des pastorales, des allégories, des satires et des

MCD 2019

poèmes burlesques; on y rencontre de grandes beautés et de grands défauts, entre autres, parmi ces derniers, l'abus de l'esprit et l'emploi trop fréquent des figures les plus brillantes qui éblouissent et fatiguent l'attention. Toutefois, le recueil de Quévédo contient plus d'une pièce où se trouvent réunis le mérite de l'expression et celui de la pensée, tel est le sonnet suivant : « Dans Rome tu » cherches Rome, ô étranger! et dans Rome » tu ne saurais trouver Rome. Ces murailles » dont elle s'enorgueillissait ne sont plus » qu'un corps mort, et l'Aventin se sert de » tombeau à lui-même. Le Palatin est gisant » là même où il régnait, et les médaillons, » rougés par le temps, paraissent bien plûtot » le trophée de la bataille des siècles, que » des titres de gloire pour les Latins. Le » Tibre seul demeure, ses flots l'arrosent » comme cité et la pleurent aujourd'hui » comme sépulture avec des sons funestes et » douloureux. O Rome! tout ce qui était so- » lide dans ta grandeur, dans ta beauté, s'est » enfui, il ne te reste plus qu'une chose fu- » gitive et qui cependant dure toujours. » Nous regrettons de ne pouvoir nous étendre davantage sur Quévédo, qui est peut-être l'écrivain le plus original entre tous ses compatriotes; mais l'espace nous manque, et nous le quittons à regret pour dire quelques mots d'un livre qui a joui d'une grande renommée en Espagne : c'est la vie de frère Gerundio de Campazas, où l'auteur, le père Isla, se moque plaisamment des mauvais prédicateurs qui infestaient alors la chaire espagnole. Cet ouvrage est en quelque sorte dans son genre le pendant de Don Quichotte; mais il ne saurait avoir, surtout en France, le même intérêt. Il parut en 1758 et jouit d'une vogue extraordinaire qui n'est pas encore éteinte même aujourd'hui.

L'économie politique, science devenue si importante en Europe depuis un siècle, naquit beaucoup plus tard en Espagne, et fut créée, pour ainsi dire, sous Charles III, par Campomanès, qui, dans une suite de mémoires ou discours, éclaira le gouvernement et ses concitoyens, en leur enseignant les moyens d'améliorer toutes les parties de l'administration. Le ministre Jovellanos marcha sur les traces de Campomanès et s'efforça, par ses actes et par ses écrits, de répandre ses principes et de les appliquer.

Nous terminerons ici ce rapide exposé par une observation; c'est que la littérature des Espagnols est peut-être inférieure, sous presque tous les rapports, à celle des principaux peuples européens : à l'exception du roman satirique, ils ne sauraient prétendre non-seulement à la prééminence, mais encore à l'égalité. En effet leur théâtre, quoiqu'il étincelle de véritables beautés, ne peut se soutenir au niveau des grands auteurs tragiques de la France, de l'Italie et de l'Allemagne. Quant à l'éloquence de la chaire, elle n'a aucun homme à opposer aux orateurs français, et ses historiens ne peuvent être placés sur la même ligne que ceux dont se glorifie la Grande-Bretagne, la Germanie et la France. Jusqu'aux formes de sa poésie sont empruntées à Pétrarque et à plusieurs autres grands écrivains de la même nation, du moins depuis Garcilaso. L'Espagne ne peut revendiquer en ce genre que ses vers appelés *de Arte Major*, qu'elle a répudiés depuis longtemps, et ses *Redondillas*, petit vers plus convenables à la romance qu'à peindre les passions sur la scène. En résumé, sa littérature, à peine connue au-delà des Pyrénées, mérite cependant d'être étudiée, car ses principaux écrivains, doués d'une riche imagination, disposent encore d'un idiome plein de richesse et d'harmonie. D'ailleurs, emprisonnés pendant deux siècles dans les bornes les plus étroites par le despotisme religieux et politique, les Espagnols, affranchis par les événements de cette double tyrannie, sont appelés à de nouvelles destinées dont on ne saurait encore prévoir les résultats. Mais la vivacité d'esprit des habitants de la Péninsule permet d'espérer qu'ils ne resteront pas en arrière dans les routes nouvelles qui leur sont ouvertes, et qu'ils rejoindront bien vite les autres nations qui les ont précédées; mais c'est l'œuvre du temps, qu'il n'appartient à personne de devancer.

Si l'on examine l'histoire de tous les peuples civilisés, on reconnaît que la littérature se lie étroitement aux beaux-arts : aussi les

MCD 2019

Grecs, dans leur mythologie, représentent Apollon, le dieu de la poésie, présidant aux beaux-arts, unis dans la personne des muses par les nœuds les plus étroits. D'après ce principe, on doit s'attendre que les Espagnols, nés avec une brillante imagination, ont dû se distinguer non-seulement dans l'art d'écrire, mais encore dans celui de parler à l'âme par les yeux : ils ont donc eu des peintres dont les ouvrages sont dignes d'admiration. Plus tardive que la poésie, il paraît que la peinture ne sortit de l'enfance dans la Péninsule qu'à l'époque où des maîtres flamands et italiens l'importèrent dans ce pays, où ils vinrent à la suite de Charles-Quint. Ils offrirent des modèles; ils formèrent des élèves qui allèrent se perfeetionner dans les écoles de Raphaël et de ses émules. Revenus dans leur patrie, ceux-ci ne tardèrent pas à se distinguer par un style original. Pierre Orrente et Ribalta, l'un formé par l'étude de Raphaël, et l'autre par les Carraches, se montrèrent dignes des leçons qu'ils avaient reçues. Le dernier eut en outre la gloire de former les maîtres les plus célèbres de l'Espagne, Ribera, Vélasquez, Alonso Cano, Zurbaran et Murillo. A cette époque, avait commencé l'âge d'or de l'école espagnole, qui dura près de cent années, et se termina vers la fin du dix-septième siècle. Parlons d'abord de Ribèra, dit l'Espagnolet, dont on ne saurait trop admirer le pinceau énergique; admirateur du Caravage, il l'a surpassé. On peut blâmer son genre, qui s'appuie sur des oppositions peut-être trop brusques; mais il faut admirer l'éclat et la vérité du coloris dans les tons clairs. Bref on ne peut voir les tableaux de Ribera sans en être vivement frappé. Mais celui qui tient le premier rang est sans contredit Vélasquez de Silva : ses grandes compositions, ainsi que ses portraits, réunissent les qualités les plus éminentes. Grand coloriste et dessinateur parfait, Vélasquez avait puisé ces qualités non-seulement dans son génie, mais encore dans le séjour qu'il fit sur la terre classique des beaux-arts, c'est-à-dire en Italie. Admiré et chéri de son souverain Philipe IV, il devint presque son commensal, car le roi venait le visiter dans son atelier, et suivait tous ses travaux, qu'il appréciait en connaisseur. Il combla Vélasquez de faveurs et de biens, que ce dernier mérita par la perfection de son talent. Après lui vint un autre artiste qui atteignit la plus grande célébrité; c'est Estevan Murillo, né en 1613, mort en 1685. Il a réussi dans presque tous les genres où il s'est exercé. Cependant, pour lui comme pour ses compatriotes, l'histoire se renferme dans les sujets religieux, où Murillo a montré partout une merveilleuse fécondité. Si dans ses têtes de vierge il n'a pas l'élévation de Raphaël, il touche par une naïveté inimitable et pleine de grâces; il sait donner à ses saints une onction dont on se sent pénétré. Il ne réussit pas moins heureusement dans un genre moins élevé, mais cependant fort difficile, celui du portrait. Le musée de Paris possède celui de l'auteur fait par lui-même, et cette œuvre, au dire des connaisseurs, s'approche de la perfection sous le rapport du modelé et du coloris. Un autre artiste, Zurbaran, saisit encore vivement l'attention par la hardiesse et la puissance de son pinceau; on lui reproche de montrer de la bizarrerie; mais cette bizarrerie n'est jamais vulgaire, elle étonne toujours, quand même elle ne plaît pas. Philippe V et son successeur ne donnèrent aucun encouragement aux beaux-arts, dont ils ne sentaient pas le charme, et l'art de Vélasquez et de Murillo tomba dans la décadence. Cependant vers le milieu du dix-huitième siècle un Allemand célèbre, Mengs, vint s'établir en Espagne, et fut le restaurateur de la peinture; il laissa un grand nombre d'élèves, entre autres Goya, qui s'est illustré, surtout dans ses caricatures gravées à l'eau forte, et qui décèlent un talent d'observation aussi rare que profond. Quant aux sculpteurs et aux architectes, comme ils sont tout-à-fait inconnus hors de l'Espagne, nous croyons inutile de nous en occuper, afin de réserver la place qui nous reste au récit des faits politiques et importants qui vont réclamer notre attention.

CHARLES IV.

(De 1788 a 1808.)

Ce prince, en montant sur le trône, se

MCD 2019

couforma aux intentions de son père, qui, à son lit de mort, l'avait adjuré de maintenir à la tête du gouvernement le comte de Florida Blanca, dont il avait éprouvé le dévouement et l'habileté. Mais si ce ministre avait su diriger l'État quand le pouvoir royal semblait affermi, il se montra bientôt incapable de prévenir ou de dominer la crise qui menaçait de troubler la tranquillité de l'Espagne. Cette crise était la révolution française, qui s'annonçait déjà par des symptômes redoutables : aussi, dans son effroi, Florida Blanca s'arrêta tout-à-coup dans la carrière des réformes où il s'était lancé sous Charles III. Les craintes qu'il semblait éprouver ne servirent qu'à discréditer le pouvoir. On avait d'ailleurs détruit des institutions fortifiées par le temps sans les avoir remplacées par d'autres établissements. Dans cette position pleine de périls, le ministre ne vit d'autre parti que de concentrer toute l'autorité entre ses mains. Cependant une première question, aussi délicate qu'importante, réclamait une prompte décision. Nous avons dit que Philippe V avait essayé d'introduire la loi salique; mais un article de cette même loi déclarait que l'héritier du trône devait avoir reçu le jour en Espagne. Charles III, dont les enfants étaient nés à Naples, s'était empressé d'abroger cet article; mais il fallait détruire l'acte en son entier, et, pour y parvenir légalement, le nouveau roi rassembla les cortès à l'époque de son couronnement, dans le but de leur faire prononcer l'abolition complète de la loi salique. Mais à peine réunis, les députés des cortès se préparèrent à soumettre à leur examen certaines parties de l'administration, et la cour effrayée se hâta de les congédier, laissant indécise la question de l'hérédité [1789]. Sur ces entrefaites, les événements avaient marché d'un pas rapide en France; le trône de Louis XVI était ébranlé jusque dans ses fondements par des principes soutenus par des émeutes. Redoutant l'influence de ces mêmes principes sur l'Espagne, Florida Blanca imposa silence aux sociétés littéraires et scientifiques, et prit des précautions contre les étrangers. Mais tous ces moyens n'aboutirent qu'à irriter les esprits et à précipiter la chute du ministre, qui fut remplacé par le comte d'Aranda [1791]. Un pareil choix était un acte de faiblesse. Charles espérait se concilier par cette mesure les chefs du mouvement en France, dont plusieurs avaient eu des liaisons étroites avec d'Aranda lorsqu'il s'entourait, durant son ambassade à Paris, de philosophes, d'encyclopédistes, et de tous les seigneurs qui partageaient leurs idées.

L'élévation du nouveau ministre eut d'abord pour résultat de renouer des relations amicales entre le cabinet de Madrid et celui de Versailles; mais bientôt tout changea de face : quelques mois étaient à peine écoulés, et Louis XVI était renversé du trône à la journée du 10 août. Charles n'étant pas préparé pour la guerre, se retrancha dans la neutralité, et d'Aranda, qui n'avait fait que paraître au poste de premier ministre, fut remplacé par un favori dont la scandaleuse fortune devait infliger un jour à l'Espagne les plus affreuses calamités. Il s'appelait Godoy. Admis dans les gardes-du-corps du monarque en 1784 il attira les regards de la reine Marie-Louise, princesse napolitaine, dont le caractère impérieux avait subjugué son faible époux. Protégé par sa souveraine, Godoy parvint rapidement au faîte des honneurs; sans avoir tiré l'épée, il devint, en peu d'années, grand'croix de l'ordre de Charles III, lieutenant-général et duc d'Alcudia. Un des premiers soins du jeune ministre, et il faut l'en louer, fut d'essayer de sauver Louis XVI par des réclamations énergiques; et en effet, le cabinet espagnol fut le seul qui montra un véritable intérêt pour l'infortuné monarque. Tout fut inutile : la tête du descendant de saint Louis roula sur l'échafaud, et la Convention déclara la guerre à toute l'Europe. La nouvelle de ce grand attentat souleva en Espagne tous les esprits. Les Français furent égorgés dans plusieurs villes de la Péninsule, malgré les efforts du gouvernement, et la Catalogne, la Biscaye et la Navarre offrirent des contributions et des soldats pour combattre le peuple meurtrier de Louis XVI. La situation des finances de l'État ne permettait pas à Charles IV de profiter de cet élan pour porter la guerre au-delà des Pyrénées; cepen-

MCD 2019

dant elle commença peu de temps après, et les armes espagnoles obtinrent quelques avantages sous les ordres de Ricardos [1793]; mais les Français reprirent bientôt leur revanche : le général Pérignon battit les Espagnols, et s'empara de Figuières, tandis que le général Moncey obtenait de son côté de nouveaux succès dans la Navarre.

La campagne de 1795 fut encore favorable à la république française, qui accorda la paix à l'Espagne. Celle-ci rentra en possession des places qui avaient été conquises par l'ennemi, mais elle céda en retour la portion de Saint-Domingue qui lui appartenait. Ce traité n'avait rien de glorieux, mais il était nécessaire, et le premier ministre Alcudia fut décoré à ce sujet du titre de prince de la Paix, distinction nouvelle et jusqu'alors sans exemple. Devenu alliée du directoire, l'Espagne fut entraînée, malgré elle, dans une politique contraire à ses intérêts, car elle fut contrainte de se mettre en hostilités avec l'Angleterre. Une flotte, jointe à une expédition française [août 1796], prit part à la destruction des établissements anglais dans les baies de Bulle et de Châteaux. La Grande-Bretagne ne tarda pas à se venger : les amiraux Parker et Jervis remportèrent une victoire, près du cap Saint-Vincent, sur une flotte espagnole, et dans les Antilles le général Apodaca fut contraint d'incendier une escadre pour l'empêcher de tomber entre les mains de l'ennemi. En Europe, Nelson bombarda vainement Cadix et échoua quelque temps après dans une attaque contre Ténérife. Tandis qu'il soutenait la guerre au dehors, le prince de la Paix était en butte à des haines qui se grossissaient chaque jour; les grands, le clergé et le peuple s'indignaient également de l'insolence du favori et de la faiblesse de Charles, qui se plaisait à entasser sur Godoy toutes les dignités de la monarchie, il le fit même entrer dans la famille royale, en lui donnant pour épouse sa nièce. Ainsi, les intrigues des courtisans et l'indignation publique ne servaient qu'à cimenter le pouvoir de Godoy; mais ayant eu l'imprudence de se mêler à des complots qui avaient pour but, lui disait-on, de donner à la France pour roi un infant d'Espagne, le directoire, informé des manœuvres dans lesquelles trempait le ministre, exigea son renvoi, et au mois de mars 1798 le portefeuille des affaires étrangères lui fut retiré pour passer aux mains de Francesco Saavedra, tandis que l'économiste Jovellanos fut chargé de l'administration intérieure du royaume. Mais ces deux ministres tombèrent bientôt pour être remplacés par d'autres qui ne firent que passer aux affaires, car la disgrâce de Godoy n'était qu'apparente; il gouvernait en réalité et faisait retirer les rênes de l'état à ceux qui refusaient d'obéir servilement à ses volontés. A cette époque le directoire, tandis que le général Bonaparte conquérait l'Égypte, était battu de toutes parts par une coalition formée de l'Angleterre, de l'Autriche, de la Russie, de Naples, du Portugal et de la Turquie. Suwarow avait reconquis l'Italie et menaçait d'envahir le territoire français : malgré les sollicitations des puissances alliés, Charles n'osa se détacher de la France, ses finances étaient d'ailleurs dans l'état le plus déplorable, il avait fait une émission trop considérable de valez ou billets royaux; ces valez, par suite d'opérations maladroites, ayant perdu leur valeur, le gouvernement prétendit leur donner un cours forcé, il en résulta un bouleversement dans les transactions commerciales qui frappa les affaires d'une paralysie complète [1799].

Tandis que l'Espagne subissait cette crise financière, Bonaparte revint d'Égypte et renversa en quelques heures le directoire pour se mettre à sa place. Cette révolution ne pouvait que plaire à Charles IV, et il s'empressa de reconnaître le premier consul, avec lequel il signa un traité d'alliance dont il paya le prix par la cession de la Louisiane; mais il obtint de son côté que le duc de Parme, son neveu et son gendre, régnerait sur la Toscane, érigée en royaume. Bonaparte ne tarda pas à rendre pesantes les conditions de son alliance : comme il méditait déjà d'établir son système continental contre l'Angleterre, il résolut de lui enlever le Portugal, en fermant les ports de ce pays à la Grande-Bretagne. Il fallut en appeler à la force, et une armée espagnole, dont on

MCD 2019

donna le commandement au prince de la Paix, entra en Portugal. Les troupes de ce pays s'enfuirent sans combattre, mais les vainqueurs s'arrêtèrent bientôt, car Charles IV ne voulait pas détrôner son gendre. La paix fut signée à Badajoz, et le prince de la Paix vint faire parade de ses faciles succès en présence de la cour et des soldats, qui virent avec indignation le favori passer en triomphe devant les rangs, et conduisant Marie-Louise, portée sur un palanquin. Un corps de troupes françaises était entré dans le nord de l'Espagne pour appuyer l'invasion du Portugal. Le premier consul différait de le rappeler, mais la famine contraignit les Français de rentrer sur leur territoire. La paix d'Amiens, conclue en 1802, reconcilia l'Espagne avec l'Angleterre, elle n'aspira plus dès lors qu'à s'affranchir de la suprématie tyrannique de la France. Pour y parvenir, Charles résolut de s'unir de la manière la plus étroite avec les princes de la famille des Bourbons qui régnaient en Italie : il fit épouser une princesse napolitaine à son fils aîné, et l'infante Marie-Isabelle donna sa main au prince héréditaire de Naples [octobre 1802].

Le plan formé par Charles IV n'était pas facile à exécuter, car le premier consul montrait chaque jour de nouvelles exigences, qui redoublèrent à la rupture de la paix d'Amiens. En vain le cabinet espagnol voulut-il se retrancher dans la neutralité; il ne put y réussir, et fut réduit à promettre un subside, à défaut de soldats. D'un autre côté, l'Angleterre, instruite de cette dernière stipulation, attaqua tout-à-coup et sans déclaration de guerre, plusieurs vaisseaux venant d'Amérique et ayant à bord des sommes considérables. Le ministre Pitt ayant refusé de donner des explications sur cette agression déloyale, l'Espagne déclara la guerre à la Grande-Bretagne; et le prince de la Paix, généralissime de toutes les forces de la monarchie, annonça qu'il allait faire d'immenses préparatifs pour la soutenir. Mais tout se réduisit à rassembler quelques régiments de milice et à fortifier sur les côtes quelques points importants. Toutefois, si les troupes de terre n'étaient destinées qu'à faire de vaines demonstrations, le gouvernement espagnol prit la résolution d'agir avec vigueur sur mer, et trois escadres furent armées, dans le but de se joindre à deux flottes françaises, dont l'une devait partir de Toulon et l'autre de Rochefort. En effet, les vaisseaux des deux nations voguèrent de conserve vers l'Amérique. L'amiral Villeneuve obtint de légers succès; Nelson se mit à la poursuite de ses adversaires et ne put les joindre qu'à leur retour en Europe. Alors eut lieu la célèbre bataille de Trafalgar, où l'amiral anglais, blessé mortellement, anéantit les flottes ennemies. L'Espagne, à la suite de ce désastre, se trouva presque sans marine; mais son allié marchait, en Allemagne, de victoire en victoire [1805]. Loin de se montrer reconnaissant des efforts de la cour d'Espagne, le premier consul, devenu empereur, la persécuta par de nouvelles prétentions. C'est ainsi qu'il demanda la suppression du royaume d'Étrurie, et se disposa à précipiter le roi de Naples de son trône, pour y placer son frère Joseph. Charles IV refusa cependant de reconnaître ce nouveau monarque. Napoléon ne jugea pas à propos de s'offenser de ce refus, et se contenta de témoigner par ses discours sa résolution d'ajourner à la mort de Charles l'exécution des plans qu'il méditait relativement à l'Espagne. Ce dernier n'en demandait pas davantage; mais son favori le prince de la Paix ne partageait pas la sécurité de son maître, et forma le projet de s'allier avec la Russie, l'Angleterre et le Portugal, avec l'aide desquels il voulait faire une invasion dans le midi de la France. Tout-à-coup, et pour entraîner Charles, Godoy (1) publia une proclamation appelant aux armes toute la nation pour marcher contre un ennemi qui n'était point nommé dans le manifeste. Cette imprudence n'eut d'autre résultat que de faire échouer le plan médité par Godoy; car, se croyant découvert, le Portugal chercha à cacher à tous les yeux sa coopération secrète au projet de Godoy, qui avait d'autant plus mal choisi son moment, que Napoléon, vainqueur à Iéna, venait de renverser dans cette journée la

(1) Le prince de la Paix.

MCD 2019

monarchie prussienne. Le conquérant crut devoir pardonner au prince de la Paix, qui avait envoyé à Berlin un émissaire pour solliciter son pardon. Seulement Charles IV dut reconnaître le nouveau roi des Deux-Siciles, et à cette occasion le prince de la Paix recut de nouveaux honneurs. Il fnt déclaré grand amiral des Indes; on lui conféra le titre d'altesse sérénissime. A cette époque, Napoléon remplaça, à la cour de Madrid, le général Bournonville par le marquis de Beauharnais, il eut la mission d'entretenir l'animosité qui subsistait entre le favori et l'héritier du trône. Ce prince, écarté des affaires, nourrissait une haine profonde contre Godoy, dont la haute fortune semblait vouloir s'élever au niveau de l'héritier du trône. L'ambassadeur français se rapprocha du prince des Asturies, en lui montrant en perspective un mariage avec une parente de l'empereur, alliance lui promettant d'écraser un jour la puissance du favori qu'il détestait (1).

Sur ces entrefaites, Napoléon marchait en Pologne contre les Russes. Il exigea qu'un corps espagnol de seize mille hommes fût mis à sa disposition; il l'envoya dans le nord de l'Europe pour occuper Stralsund. Cette exigence de l'empereur avait un double but, celui de contenir la Suède et d'empêcher le cabinet de Madrid de se réunir aux puissances coalisées contre lui. Cependant l'Angleterre, qui venait de perdre le célèbre Pitt, n'en continua pas moins d'agir avec sa promptitude et sa vigueur accoutumée. Depuis long-temps elle nourrissait la pensée de s'emparer de quelques-unes des vastes provinces américaines appartenant à l'Espagne. Pour y parvenir, elle avait favorisé les intrigues d'un aventurier natif de Caraccas et appelé Francisco de Miranda. Celui-ci, avec l'or de la Grande-Bretagne, rassembla des soldats et fit une descente sur les rives de la Plata, puis sur d'autres points; mais toutes ses tentatives échouèrent. De son côté, le général anglais Béresford se présenta tout-à-coup devant Buenos-Ayres et s'en empara; mais la ville fut reprise quelque temps après. Les Anglais s'étaient encore rendus maîtres de Montévidéo; mais, attaqués par un officier espagnol, Santiago-Liniers, après une lutte de quelques mois, ils furent contraints d'évacuer tout le pays.

Des événements d'une plus haute importance pour l'Espagne se préparaient en Europe; Napoléon, vainqueur à Friedland des Russes, avait conclu la paix avec le czar à Tilsitt, et pouvait ainsi disposer de ses redoutables phalanges pour appuyer ses vues ambitieuses. Il songeait depuis long-temps à placer sous ses lois la péninsule ibérique; et il résolut d'exécuter la première partie de ce plan en enlevant le Portugal à l'Angleterre, qui avait fait de cette contrée une de ses colonies. Elle y commandait par le fait, car les marchands anglais étaient propriétaires de la plus riche partie du territoire, et l'influence de leur gouvernement commandait à tout le reste. L'empereur des Français s'adressa au prince de la Paix pour consommer cette invasion, et pour l'intéresser à la réussite de ce projet, il signa avec Izquierdo, agent de Godoy, le fameux traité de Fontainebleau, qui partageait le Portugal en trois portions, dont l'une devait être donnée, à la place de la Toscane, à l'ex-roi d'Étrurie; l'autre, composée des Algarves et de l'Alentéjo, serait érigée en principauté en faveur de Godoy. La dernière portion devait être remise à l'Espagne pour lui servir de gages qui seraient rendus un jour à la maison de Bragance, en échange de Gibraltar et de l'île de la Trinité.

Tels étaient les principaux articles d'une alliance criminelle qui rayait sans droit de la liste des nations un peuple qui n'avait rien fait pour provoquer la ruine dont il était menacé. On procéda à leur exécution, et le 17 octobre 1807, le général Junot traversa la Bidassoa, et se dirigea vers Salamanque, tandis que deux corps espagnols se mirent en mouvement pour occuper les provinces du Portugal qui étaient échues à l'Espagne. Le général français se hâta de marcher sur Lisbonne, et il n'en était plus qu'à vingt-cinq lieues, lorsque le gouvernement reçut le premier avis de l'approche de Junot par son am-

(1) L'infant don Ferdinand, prince des Asturies, était devenu veuf depuis plusieurs mois.

MCD 2019

bassadeur près la cour des Tuileries, qui avait rencontré sur sa route les troupes de Junot. Après de longues indécisions, le prince régent, suivi de la famille royale, prit le parti d'aller chercher un refuge au Brésil, et l'armée française entra dans la capitale le lendemain [30 novembre 1807]. Les deux généraux espagnols Solano et Caraffa s'établirent dans les provinces qui leur étaient assignées, et le Portugal tout entier se trouva à la disposition des envahisseurs. Tandis que la maison de Bragance quittait le trône de ses ancêtres pour aller s'établir en Amérique, une révolution préparée depuis long-temps par des intrigues et par la disposition des esprits, éclatait en Espagne. Nous avons déjà initié le lecteur à la connaissance de l'état intérieur de la cour de Charles IV. Ce prince était gouverné despotiquement par la reine, qui obéissait elle-même aveuglément au prince de la Paix, tandis que l'héritier du trône, entouré d'espions, vivait dans l'isolement; mais dans sa retraite, Ferdinand travaillait à s'affranchir du joug qui pesait sur lui. Cependant il ne pouvait toujours contenir le ressentiment qui couvait dans son âme, et quelques paroles indiscrètes échappées à son impatience éveillèrent les craintes de sa mère et de Godoy, ils arrachèrent au roi l'ordre de saisir les papiers de Ferdinand, qui fut lui même retenu prisonnier dans son appartement. L'examen des écrits trouvés dans le cabinet de l'infant démontra seulement qu'il avait accueilli divers plans ayant pour but de se saisir de la personne du favori, et de le faire mettre en jugement. Toutefois il était facile de voir que l'infant se ménageait les moyens de s'emparer de la toute-puissance, et cette conviction que la reine fit partager à son époux remplit le vieux roi d'indignation contre son fils. Par un décret qui fut rendu public, il l'accusa de s'être uni avec des sujets rebelles, qui avaient tramé un complot contre sa vie et son autorité. En même temps le faible monarque déclara, dans une lettre à Napoléon, que son fils avait voulu le détrôner. Il demandait en conséquence à l'empereur des Français de l'aider de ses conseils, et il lui confiait sa résolution d'exclure du trône le prince des Asturies, qui serait remplacé par un de ses frères. Effrayé des périls de sa situation, Ferdinand se hâta de les conjurer, et il avoua qu'il avait écrit à l'empereur des Français pour lui demander en mariage une de ses parentes. Cette déclaration mit fin au procès commencé contre l'infant; car Godoy ayant su par son affidé Izquierdo que Napoléon ne voulait pas que son nom parût dans cette affaire, résolut de la terminer au plus vite. Autorisé par le roi et la reine, il alla trouver l'infant, auquel il fit écrire deux lettres où il avouait s'être rendu coupable, et sollicitait humblement son pardon. En conséquence, un décret royal anéantit toute procédure; seulement le chanoine Escoïquiz, ancien précepteur de Ferdinand, et les ducs de l'Infantado et de San-Carlos, principaux confidents du prince, furent exilés.

Napoléon se réjouissait en secret des scandales qui troublaient et discréditaient la famille royale d'Espagne; ils étaient favorables à ses desseins, dont il hâtait chaque jour l'exécution : c'est ainsi qu'il fit entrer en Espagne, à cette époque, un corps de vingt-quatre mille hommes dirigés par Dupont, sous le prétexte d'aller renforcer Junot en Portugal, et qu'il envoyait, quelques jours après, un autre corps de même force commandé par le maréchal Moncey, et qui marcha sur la Castille. Toutes ces troupes s'emparèrent par surprise des places fortes qu'elles rencontraient sur leur passage; mais, pour calmer les inquiétudes du gouvernement espagnol, Napoléon faisait revivre le projet d'une union conjugale entre le prince des Asturies et une princesse de la famille impériale. Tandis qu'il amusait la cour de Madrid, il concentrait un nouveau corps d'armée ayant pour chef le maréchal Bessières, et il envoya le prince Murat, qui reçut le commandement suprême de cent mille Français déjà répandus dans la Péninsule. Sur ces entrefaites, Junot fit paraître à Lisbonne une proclamation annonçant la déchéance de la maison de Bragance, et déclarant que le Portugal tout entier serait administré au nom de l'empereur des Français. C'était déchirer insolemment le traité de Fontainebleau, et Godoy reconnut, mais trop tard

MCD 2019

qu'il ne recueillait que la honte de l'acte coupable qu'il avait souscrit. Il pressa alors le roi et la reine de se transporter à Séville, afin de s'approcher de la mer, et d'abandonner l'Espagne pour aller régner en Amérique. Mais les préparatifs qu'il fallut faire à Aranjuez éveillèrent les craintes de la multitude de cette résidence royale. L'ambassadeur français ne cachait pas non plus qu'il désapprouvait le voyage de Séville, et le prince des Asturies exprimait hautement la même opinion. Les esprits fermentaient de plus en plus ; les habitants d'Aranjuez, soulevés par le comte de Montijo, s'armèrent et firent des patrouilles autour de l'hôtel du prince de la Paix. Un coup de feu devint tout-à-coup le signal d'une insurrection formidable, une foule d'hommes, parmi lesquels se trouvaient des soldats et des personnages attachés à la maison d'un des infants, se précipitent dans l'intérieur du palais de Godoy, qui fut dévasté. Mais ce prince échappa à la rage sanguinaire de ceux qui le cherchaient. Le lendemain, 18 mars, le faible monarque ôta à son favori les fonctions de généralissime et de grand-amiral, puis il fit appeler le prince des Asturies, qui se rendit garant que la paix publique ne serait plus troublée. Mais, quelques heures après cette promesse, il s'éleva un tumulte effroyable, causé par l'arrestation du prince de la Paix, dans un coin de sa demeure, où il avait passé un temps considérable en proie aux tortures de la crainte et aux tourments de la faim. Les gardes-du-corps parvinrent à l'arracher aux mains de la populace, et le roi envoya Ferdinand, qui calma l'exaspération des esprits par l'assurance que Godoy serait mis en jugement, et puni de ses crimes par les arrêts de la justice. Mais dans la nuit de ce même jour une nouvelle émeute éclata, Charles IV, croyant sa vie menacée et dans l'espoir de sauver celle de son favori, abdiqua en faveur de Ferdinand. Le public accueillit cet acte avec ivresse, et Ferdinand VII prit possession du pouvoir. Son premier soin fut de rappeler les personnages qui avaient souffert l'exil pour sa cause, et il s'empressa, pour se concilier la faveur publique, de supprimer quelques impôts, et de condamner toutes les mesures prises sous le regne de son prédécesseur.

Tandis que ces événements se passaient, Murat ayant rallié autour de lui les troupes de Bessières et de Moncey, se dirigeait en toute hâte vers Madrid, où ses soldats pénétrèrent le 23 mars, et furent bien accueillis par la population. Le 24, Ferdinand entra avec pompe dans sa capitale, mais déjà il put reconnaître que le pouvoir chancelait entre ses mains. En effet Murat refusait de reconnaître son nouveau titre, et n'avait pas même daigné se soumettre aux lois de l'étiquette en lui rendant visite. En même temps le grand-duc de Berg (1) avait envoyé au monarque déchu son chef d'état-major, qui avait insinué à Charles qu'il devait protester contre son abdication. Murat faisait aussi répandre le bruit que son souverain allait se rendre à Madrid, et, pour mieux l'accréditer, il faisait restaurer les appartements du palais pour recevoir l'empereur. Ce dernier était cependant résolu à ne point quitter la France, et il leurrait toujours Ferdinand de l'espoir de lui accorder la main d'une de ses parentes. Il dépêcha auprès de lui le général Savary, qui annonça l'arrivée prochaine de son maître à Bayonne ; il devait ensuite, de cette ville, se mettre en route pour Madrid. Il fit ensuite entendre qu'il serait convenable que Ferdinand allât au-devant de l'empereur jusqu'à Burgos : tous les conseillers du jeune roi, et, à leur tête, Escoïquiz, l'engagèrent à cette démarche, et le 10 avril il quitta Madrid, après avoir confié la direction des affaires à une junte présidée par son oncle, l'infant don Antonio. Il poussa jusqu'à Vittoria, où il fit son entrée le 14, tandis que Napoléon arrivait à Bayonne la nuit de ce même jour. Ferdinand remit au général Savary une lettre pour l'empereur, dont celui-ci rapporta la réponse dès le lendemain. Elle contenait seulement quelques mots vagues relatifs à l'union dont nous avous déjà parlé Quelques Espagnols de l'entourage du monarque étaient d'avis de rétrograder, mais Savary veillait à l'entier accomplissement de sa mission, qui

(1) Murat avait reçu ce titre de l'empereur.

MCD 2019

avait pour but d'entraîner Ferdinand jusqu'en France. Il avait donc pris toutes ses mesures pour y conduire le monarque de gré ou de force, en augmentant la garnison de Vittoria ; d'ailleurs Escoïquiz, frappé de l'aveuglement le plus déplorable, poussait son élève dans l'abîme. Ce dernier traversa enfin la Bidassoa, et pénétra dans Bayonne le 20 avril à dix heures du matin. Napoléon l'envoya seulement féliciter par deux de ses grands-officiers.

Il convient maintenant d'apprendre au lecteur ce qui s'était passé en Espagne depuis le départ de Ferdinand. Murat, resté maître de la capitale, commença par réclamer de la junte la mise en liberté de Godoy ; il fallut obéir, et le favori prit sur-le-champ le chemin de Bayonne. Le grand-duc de Berg se rendit ensuite à l'Escurial, où Charles IV s'était retiré, qui, à son instigation, adressa à son frère don Antonio, président de la junte, une lettre dans laquelle il affirmait que son abdication avait été le résultat de la violence ; en conséquence il déclarait reprendre l'autorité suprême et confirmait à la junte les pouvoirs qui lui avaient été délégués ; puis il se mit en route pour la France avec la reine et la famille de Godoy.

A Madrid la junte se trouvait dans la position la plus difficile, placée entre les exigences de Murat, qui prétendait assister à ses délibérations, et les ordres souvent contradictoires du jeune monarque : elle était d'ailleurs dominée par la crainte de se trouver en opposition directe avec les Français, dont l'artillerie pouvait foudroyer la capitale ; les environs étaient en outre occupés par les troupes du corps de Dupont, tandis que la garnison espagnole de Madrid s'élevait à peine à trois mille hommes. Mais la multitude, qui ne connaissait pas l'inégalité de ses forces, murmurait tout haut et s'irritait de plus en plus : ainsi la révolte couvait dans tous les cœurs, et il ne fallait plus qu'un incident pour la faire éclater : cet incident arriva à l'occasion du départ pour Bayonne de l'infant don Francisco, fils de la reine d'Étrurie (1). Les voitures étaient préparées, lorsque le bruit se répandit que le jeune prince réfusait d'y monter ; la foule assemblée devant le palais devint tumultueuse et assaillit un aide-de-camp du grand-duc de Berg. Murat envoya sur-le-champ deux pièces de canon qui firent feu sur l'attroupement ; ce fut le signal de l'insurrection qui se répandit comme un éclair dans tous ses quartiers de la ville, où le peuple massacra tous les Français qui tombèrent entre les mains. La garnison se déclara pour ses compatriotes ; mais les Français prirent bientôt la supériorité sur leurs adversaires ; plusieurs maisons furent forcées, et ceux qui les habitaient passés au fil de la bayonnette. Enfin, deux membres de la junte, le général O'Farril et le ministre Azanza, se jetèrent au milieu des assaillants ; n'ayant pu les séparer, ils se rendirent auprès de Murat, qui se tenait hors de la ville, prêt à diriger des renforts partout où il en serait besoin ; ils s'engagèrent à calmer la multitude si le grand-duc consentait à faire cesser le combat. En conséquence, les Français se contentèrent d'occuper les points principaux avec du canon, puis ils procédèrent à l'arrestation des Espagnols qu'ils rencontraient dans les rues : tous ceux qui portaient des armes furent livrés à une commission militaire qui, après un examen superficiel, les envoya par douzaine à la mort. En même temps, le jeune don Francisco, qui n'était qu un enfant, et don Antonio partirent pour rejoindre en France les autres membres de la famille royale.

Revenons maintenant au vieux monarque et à son fils qui se trouvaient en présence à Bayonne. On se rappelle que ce dernier, attiré par un guet-apens sur le territoire français, n'avait point été reçu avec les honneurs dus à une tête couronnée ; aussi Napoléon lui fit-il signifier que la famille des Bourbons allait être remplacée sur le trône d'Espagne par une famille française appartenant à sa dynastie. Il fit venir séparément les deux principaux conseillers de Ferdinand, Cevallos et Escoïquiz. Le premier, qui, dans

(1) Cette princesse avait été dépouillée de son royaume que Napoléon destinait à l'une de ses sœurs, et se trouvait alors à Madrid.

MCD 2019

une entrevue avec le ministre des affaires étrangères, Champagny, avait défendu énergiquement la cause de son maître, eut à subir les reproches les plus violents ; l'empereur alla jusqu'à l'appeler traître, quoique Cevallos n'eût rempli que son devoir. Quant à Escoïquiz, il fut traité moins sévèrement, et Napoléon l'autorisa à offrir à Ferdinand le royaume d'Étrurie comme un dédommagement de ce qu'il perdait. Il renouvela encore la promesse de lui donner en mariage une princesse du sang impérial ; mais, à l'exception du chanoine (1), le conseil du prince se prononça pour un refus. Pendant ces négociations, Charles IV et Marie-Louise arrivèrent à Bayonne. Ils y trouvèrent leur cher Godoy, qu'ils accueillirent avec des transports de joie. Quelques jours après, en présence de Napoléon et du favori, ils firent comparaître devant eux Ferdinand, à qui son père déclara qu'il devait se démettre de la couronne dès le lendemain par un acte, et que, s'il refusait de se soumettre à cette condition, il serait considéré comme émigré, et, à ce titre, dépouillé de tous ses droits et de tous ses revenus. Napoléon prit la parole, et assura le vieux roi qu'il était prêt à l'appuyer contre un fils coupable du crime de lèse-majesté. Ferdinand essaya de commencer une justification ; mais Charles en fureur lui reprocha d'avoir voulu l'assassiner. La reine se joignit à son époux ; elle chargea son fils d'invectives, et poussa le délire de la colère jusqu'à demander sa mort par la main du bourreau. Napoléon s'éloigna, épouvanté de cette horrible scène, dont il était cependant le premier auteur. Ferdinand souscrivit la renonciation qui lui était imposée, mais il mit plusieurs conditions que le vieux roi refusa à l'instigation de l'empereur, et le prince espagnol, menacé par son père d'être mis en jugement pour crime d'État, signa enfin une abdication pure et simple. Charles transmit la couronne d'Espagne à Napoléon, sans autre restriction que l'engagement de ne point démembrer la monarchie espagnole, et de ne souffrir d'autre culte que le catholicisme. Ferdinand se dépouilla ensuite de son droit d'héritier présomptif du trône et reçut en échange une pension. Les autres infants, don Carlos, don Antonio et don Francisco souscrivirent à la renonciation faite par le prince des Asturies. On gratifia encore d'un revenu viager la reine d'Étrurie, qui avait été dépouillée de son royaume. On ne pouvait la dédommager autrement ; car, issue de la famille des Bourbons, elle ne devait plus, à ce titre, régner en Italie, occupée tout entière par Napoléon et les princes de sa famille : il aurait donc fallu lui donner une principauté en Portugal, mais ce parti eût offert des inconvénients encore plus graves.

Ferdinand et ses deux frères ne tardèrent pas à aller occuper, dans l'intérieur de la France, une prison honorable, et s'établirent à Valençay, que le prince de Talleyrand fut réduit à céder pour cet usage. Mais le prince des Asturies, avant de quitter Bayonne, avait signé deux décrets : l'un remettait à la junte du gouvernement tous les pouvoirs de la royauté ; l'autre, adressé à toute la magistrature du royaume, portait que le roi, se trouvant hors d'état d'agir par lui-même, prescrivait de rassembler les cortès, qui devaient aviser par tous les moyens à défendre la patrie contre l'étranger. Mais la junte de Madrid, placée sous le joug de Murat, ne voulut obéir qu'aux ordres de Charles IV ; elle reconnut le grand-duc de Berg en qualité de lieutenant-général du royaume et comme son président. Cette condescendance, ou plutôt cette lâcheté, fut suivie d'un autre acte non moins déshonorant, par lequel la junte déclara qu'en exécution de la mesure prise par l'empereur Napoléon, elle pensait que son choix devait tomber sur Joseph, roi de Naples. Le conseil de Castille fit une semblable déclaration. Comme il fallait procéder avec une apparence de légalité, le grand-duc de Berg, président de la junte, fit insérer au nom de cette assemblée, dans la Gazette de Madrid, une ordonnance traçant des règles pour procéder à l'élection de cent cinquante députés qui devaient se rendre à Bayonne dans le délai d'un mois. La junte de Madrid, chargée de l'exécution de ce décret, ne réussit qu'avec peine à trouver un petit nombre de personnes qui

(1) Escoïquiz.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del. Pl. 11. Prot Sculp.

1. MULETIER CATALAN. 2. HABITANT DE VALENCE.

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

voulussent accepter le mandat qui leur était offert. Toutefois Napoléon déclara son frère Joseph roi d'Espagne et des Indes, et tous les Espagnols qui se trouvaient à Bayonne reçurent l'ordre d'aller complimenter leur nouveau souverain, auquel l'ancien ministre Azanza lut une adresse au nom de ses compatriotes. Ainsi arriva l'avènement de Joseph, qui, imposé par la force, tomba bientôt du trône comme il y était monté. Ainsi finit en même temps le règne de Charles IV, ou plutôt celui de son indigne épouse et de son amant Godoy. Ce monarque avait, dit-on, des facultés assez remarquables; il saisissait facilement le nœud de toutes les questions qui lui étaient présentées et les discutait d'une manière remarquable. Mais, dominé par une incurable paresse d'esprit, il abandonnait les affaires de l'État à ses ministres, pour s'occuper exclusivement des plaisirs de la chasse, qu'il aimait avec une sorte de frénésie, il passait toutes ses journées à cet exercice. Son plus grand malheur fut de manquer complètement de cette force de volonté qui doit être l'apanage du commandement : aussi ploya-t-il toujours sous l'ascendant de la reine, qui l'avilit et le déshonora tout à la fois. Quant à Godoy, il n'était pas dépourvu de toutes les qualités que réclamait sa haute position; il favorisa les sciences, les lettres et les arts; il entreprit des travaux utiles, et s'efforça de donner une nouvelle extension au commerce en élevant des fabriques dans l'intérieur du royaume. Mais il ne savait pas suivre ses plans avec ténacité, et, maître absolu du pouvoir, il ne sut pas le manier, car il reculait devant les obstacles, quand il eût fallu les renverser, et par là déconsidérait l'autorité, qui ne peut se faire respecter qu'en ne paraissant jamais douter de sa force. Ce défaut de fermeté l'entraîna à coopérer au traité de Fontainebleau, tache indélébile, et qui justifie la haine et le mépris que lui ont voués tous les Espagnols.

JOSEPH NAPOLÉON.

(DE 1808 A 1813.)

Dès qu'il eut été déclaré roi par son frère Napoléon, qui lui transmit la couronne arrachée à la faiblesse de Charles IV, Joseph convoqua une espèce de parlement à Bayonne. Les membres de cette assemblée, dont les uns avaient été arrachés de leur domicile et les autres enrôlés parmi les personnes qui composaient la suite de Ferdinand, s'assemblèrent et reconnurent le nouveau prince. On leur soumit encore un projet de constitution dont le dernier article portait que cette constitution pourrait être révisée en 1820 pour y faire les changements qui seraient indiqués par l'expérience. Enfin la session, ouverte le 15 juin, fut close le 7 juillet, et les députés allèrent adresser des félicitations et des remercîments à l'empereur des Français. Ferdinand, ses frères et tous les individus attachés à leurs personnes envoyèrent leur adhésion à tout ce qui s'était passé, et Joseph, investi en apparence de tous les pouvoirs de la royauté, composa son ministère. On y remarquait Urquizo, ancien ministre de Charles IV; Cevallos, ancien conseiller de Ferdinand, chargé du poste important des relations extérieures; le général O'farill conserva le portefeuille de la guerre, et don Sébastien de Pénuéla celui de la marine, dont ils étaient déjà en possession; les finances échurent à Cabarrus, et le ministère des Indes fut le partage d'Azenza, qui venait de présider le congrès de Bayonne. Joseph s'occupa en même temps de composer sa maison, où il fit entrer le duc de l'Infantado et le prince de Castel-Franco; puis, le 9 juillet, il se mit en route pour aller prendre possession de son royaume. Mais tandis qu'il se faisait décerner par de prétendus cortès le pouvoir suprême, l'Espagne entière protestait contre des mandataires qui n'avaient aucun droit de représenter la nation; celle-ci, insultée dans son honneur et trahie dans ses vœux, rejeta fièrement le souverain qu'on prétendait lui imposer. Une insurrection générale éclata simultanément dans toute la Péninsule, aussitôt que l'on eut connaissance des scènes de Bayonne. Oviédo, capitale des Asturies, commença le mouvement. Venus en foule dans la ville, les paysans, unis aux habitants, s'emparèrent de l'arsenal. Une junte

MCD 2019

fut organisée, son premier soin fut d'envoyer à Londres deux négociateurs, dont l'un était le vicomte de Matarosa, si connu aujourd'hui sous le nom de comte de Torréno. Le gouvernement anglais les accueillit avec bienveillance, et fit expédier sur-le-champ des armes et des munitions pour armer la population. Dans la Galice l'explosion eut lieu, favorisée par les soldats, qui massacrèrent le capitaine-général de la province. C'était le frère du célèbre Filangieri (1). La Castille et le royaume de Léon n'hésitèrent pas à proclamer Ferdinand VII, quoique ces deux provinces fussent exposées à la vengeance des Français. Dans le midi de l'Espagne, l'exaltation des esprits se signala par des meurtres dont les victimes, immolées par la furie populaire, furent désignés par l'envie ou par l'erreur à la rage des assassins. Séville organisa une junte; elle prit le titre de junte suprême d'Espagne et des Indes, et rallia à sa cause les troupes espagnoles qui occupaient le camp de Saint-Roch. Le capitaine-général, don Francisco Solano, le même qui avait pris part à l'expédition du Portugal, ayant montré quelque indécision, fut mis en pièces par la populace. Jaen et Cordoue reconnurent la junte de Séville; partout on appela la population aux armes, et le général Castanos fut chargé du commandement suprême de toutes les forces de la province. A Cadix, se trouvait une flotte française sous les ordres de l'amiral Rosilly, bloqué dans le port par l'amiral anglais Collingwood; il fut réduit à capituler sans combat. Des juntes se formèrent aussi à Grenade, à Malaga, ainsi que dans l'Estramadure, où se rassembla, en moins de six semaines, une petite armée de vingt mille hommes, composée en majeure partie de soldats espagnols cantonnés en Portugal, et qui s'échappaient pour venir au secours de leur patrie. Carthagène et le petit royaume de Murcie se déclarèrent contre Joseph; mais à Valence, la cause de l'indépendance fut souillée par d'horribles massacres. Un franciscain, nommé Juan Rico, souleva la multitude et s'empara de la citadelle : plus de trois cents Français s'y trouvaient enfermés, et furent égorgés par une troupe de scélérats ayant à leur tête le chanoine Baltazar Calvo. La junte siégeait alors, et le chef des assassins, encore tout couvert de sang, pénétra dans la salle des délibérations, où il fit mettre à mort, en présence des membres de l'assemblée, huit Français qu'il traînait à sa suite. Ce monstre fut arrêté par les soins de Rico, et un tribunal l'envoya au gibet avec deux cents de ses complices. Puis la junte prit des mesures pour organiser la défense de la ville, en même temps qu'elle forma deux divisions de troupes de ligne qui allèrent occuper d'importantes positions. Une autre province, l'Aragon, prit la part la plus active à l'insurrection. A Sarragosse, le capitaine-général fut déposé, et le pouvoir, remis entre les mains d'une junte, échut enfin à don Jose Palafox, que la multitude proclama capitaine-général. Palafox débuta par ordonner la réunion des cortès de la province. Un certain nombre de députés se rendirent à Sarragosse, et reconnurent les pouvoirs de celui qui les avait convoqués; puis ils terminèrent leurs travaux en instituant une junte composée de six personnes, et dont la principale mission était de prendre, de concert avec le capitaine-général, tous les moyens nécessités par les circonstances. En Catalogne, une junte, composée de députés d'un grand nombre de districts, choisit pour siége Lérida, à défaut de la capitale Barcelone, qui était occupée par le général français Duhesme. La révolte s'étendit encore aux îles Baléares. A Palma, se trouvaient alors deux Français, Biot et Arago, que le gouvernement français avait envoyés sur ce point pour mesurer l'arc du méridien. Pour les dérober à la fureur du peuple, persuadé que les opérations auxquelles ils se livraient cachaient quelque trahison, les autorités embarquèrent les deux astronomes pour Alger, où, après une série d'aventures, les deux savants finirent par rentrer dans leur patrie. Les Canaries suivirent l'exemple de la Péninsule : ainsi toute l'Espagne, à l'exception des villes occupées par les armes françaises, se leva contre Joseph,

(1) Filangieri était Napolitain, et s'est illustré par ses ouvrages sur la législation.

MCD 2019

qui ne comptait guère d'autres partisans que ses ministres et les individus attachés à son service personnel. En un mot, la nation le rejetait unanimement, et il se voyait contraint de lévaster le royaume qui lui était échu; il allait ainsi justifier, par les ravages de la guerre, la haine que le peuple lui avait vouée par avance.

Cependant Murat, resté à Madrid, éprouvait chaque jour de nouveaux embarras; sa santé s'altéra, et Napoléon lui donna pour successeur son aide-de-camp Savary. Sur ces entrefaites, Joseph s'avançait vers Madrid, dont le chemin lui fut ouvert per la brillante victoire que le maréchal Bessières remporta à Rio-Seco, sur les Espaguols commandés par Black. Arrivé aux portes de la capitale, il y fit son entrée avec pompe; mais les rues que le cortége traversa étaient désertes, et la multitude, ordinairement si curieuse, se tenait comme retranchée dans les maisons. Cinq jours après (25 juillet), eut lieu le couronnement du monarque, auquel tous les corps prêtèrent serment de fidélité, à l'exception seulement du conseil de Castille et de la cour des alcades. Le conseil de Castille engagea une controverse avec les ministres, et finit par ne pas obéir, favorisé par les événements qui vinrent au secours de son refus. En effet, le général Dupont, ayant reçu l'ordre de se diriger sur Cadix, pénétra jusqu'à Andujar; mais il n'osa aller plus avant lorsqu'il apprit que l'insurrection des villes et des campagnes embrasait toute la province. Les communications étaient rompues, et il se trouvait comme abandonné au milieu d'un pays dont chaque habitant était l'ennemi acharné des Français. Dupont, qui avait été joint par la division Vedel, se mit en mouvement et se dirigea sur Baylen; il y trouva deux divisions espagnoles; et ne tarda pas d'acquérir la triste certitude qu'il était cerné de toutes parts. En effet, Castanos, qui commandait à Valence, avait rallié à lui des forces considérables, et se trouvait en mesure de repousser ses adversaires partout où ils se présentaient. Enfin, après diverses tentatives toujours malheureuses, les Français, manquant de vivres et dévorés par la soif, furent contraints de capituler au nombre de vingt-un mille hommes. La convention, signée avec Castanos, portait que les vaincus seraient conduits sur le littoral et embarqués pour la France; mais les soldats de Dupont avaient soulevé contre eux le peuple espagnol par leurs excès. Non content de spolier les habitants, ils avaient encore dépouillé les autels dans les villes de Cordoue et Jaen: aussi Castanos ne fut-il pas le maître de tenir ses promesses; il lui fallut d'abord arracher les prisonniers à la fureur de la populace pour les envoyer à Cadix, où ils furent entassés sur des pontons. Une partie de ces malheureux fut ensuite déportée dans l'île de Cabrera, et le plus grand nombre y périt dans les tortures de la faim. Quant aux chefs de ces malheureuses troupes, on les envoya en France; ils eurent à subir la colère de Napoléon, qui les punit par des persécutions d'autant plus cruelles qu'elles attaquaient leur honneur, et qu'ils n'eurent pas la liberté de se justifier aux yeux de leurs concitoyens. Le désastre de Baylen affecta profondément l'empereur, elle détruisait cette croyance populaire qui regardait ses armes comme invincibles. Il résolut aussitôt d'essayer de réparer cet échec par des victoires nouvelles, et il se prépara à marcher en personne contre les insurgés. Ceux-ci avaient en effet repris l'avantage, car l'effet moral du succès de Baylen fut immense; Joseph, dès qu'il en fut informé, abandonna la capitale pour se retirer sur les bords de l'Ebre, et les juntes, dans toutes les provinces, organisaient la résistance en rassemblant sous les drapeaux toute la population virile. On se rappelle qu'un corps de troupes espagnoles avait été envoyé sur les bords de la Baltique. Le marquis de la Romana, qui les commandait, s'échappa avec la plus grande partie de ses soldats, et mit à la voile sur des vaisseaux anglais, qui le ramenèrent en Espagne avec les siens. Ce renfort inattendu redoubla la confiance des Espagnols; ils accueillirent avec transport leurs compatriotes, et ces derniers servirent de cadre pour former une armée en état de combattre en rase campagne contre leurs redoutables adversaires.

Dès que Madrid eut été délivré de la présence de Joseph, le conseil de Castille essaya

MCD 2019

de s'emparer de la direction suprême des affaires; mais ses prétentions furent repoussées hautement par les juntes provinciales, qui reprochaient à ce même conseil d'avoir cédé lâchement, et coopéré par son adhésion à la cause de l'usurpateur. Ainsi le pouvoir, éparpillé dans une multitude de mains, demeura sans force. D'un autre côté, le roi de Naples voulut tirer parti de l'état de l'Espagne pour donner le trône de la péninsule à son second fils, le prince Léopold, qui vint à Gibraltar, accompagné du duc d'Orléans (1); mais cette tentative n'eut aucun succès, car la nation espagnole avait adopté Ferdinand VII, quoiqu'il fût prisonnier. Après de longues discussions et des intrigues multipliées, des députés de plusieurs provinces s'assemblèrent à Aranjuès et prirent le titre de *junte suprême départementale et gouvernementale du royaume*. Parmi les membres de cette assemblée, on remarquait l'ancien ministre, comte de Florida Blanca, à qui l'on décerna la présidence. La formation de cette junte était un premier pas vers un ordre de choses plus satisfaisant; mais ceux qui la composaient n'avaient pas les mêmes vues, il en résulta que l'autorité vacillait sans cesse dans leurs mains, tandis que Napoléon, maître absolu d'une armée formidable, s'avançait avec rapidité. Il avait traversé la Bidassoa le 8 novembre 1809, et culbuté les généraux espagnols qui avaient osé s'opposer à son passage; les défilés de la Somo-Sierra ne purent l'arrêter, et le 2 décembre il était aux portes de Madrid. La junte suprême s'était retiré en toute hâte à Séville. Le peuple de Madrid essaya de se défendre, mais sa résistance cessa bientôt, et il se rendit au vainqueur. Celui-ci lança aussitôt plusieurs décrets dont quelques-uns rallièrent au parti de Joseph un certain nombre d'Espagnols, entre autres les décrets prononçant l'abolition du saint office, la réduction du nombre des couvents, et l'extinction des priviléges et des droits seigneuriaux. L'empereur déclara en outre aux autorités de Madrid qu'il reprenait provisoirement la couronne d'Espagne, et, à ce titre, les habitants de Madrid furent sommés de lui prêter serment : ils obéirent. Il s'occupa ensuite à chasser de la Péninsule une armée anglaise, commandée par sir John Moore, qui s'était avancée jusque dans la Castille. Ce général, abandonné par ses alliés, ne songea plus qu'à opérer sa retraite. Poursuivis l'épée dans les reins, les Anglais jonchèrent les chemins de leurs cadavres. On était alors dans les premiers jours de janvier, et l'état des routes ainsi que la saison concouraient à augmenter les désastres d'une fuite opérée en présence d'un adversaire animé par la haine et par la victoire. Arrivé à Sorga, Moore occupa de fortes positions pour se donner le temps de rallier ses soldats dispersés; mais quand il atteignit la Corogne, il ne put s'embarquer, faute de transports, et se vit réduit à soutenir l'attaque des Français. Au milieu de la lutte la plus sanglante, Moore tomba frappé mortellement; mais le général Hope, qui prit sa place, réussit à sauver les Anglais en les faisant monter sur les vaisseaux de sa nation, qui venaient enfin d'arriver. Après cette victoire, Napoléon, menacé par les préparatifs d'une nouvelle coalition des puissances du nord, quitta l'Espagne pour retourner en France, le 17 janvier 1810. Après le départ de son frère, Joseph reprit les apparences de la royauté, car il n'en eut jamais les pouvoirs; ils appartenaient en réalité aux généraux français, qui les exerçaient bien plus dans leur propre intérêt que dans celui du monarque, auquel ils faisaient quelquefois sentir durement la dépendance où il se trouvait.

Les opérations militaires qui eurent lieu jusqu'à la chute définitive de Joseph s'étendirent dans toute la Péninsule, et il nous serait impossible de les suivre dans leurs développements; d'ailleurs les détails stratégiques ne peuvent intéresser qu'un petit nombre de lecteurs; nous nous bornerons donc à mentionner les faits d'armes les plus importants. Tel fut, entre autres, le second siége de Sarragosse, que l'on a justement comparé à celui de Numance ou de Sagonte. Cette capitale de l'Aragon n'avait pour toute défense qu'un mur d'enceinte de dix-huit pouces d'épaisseur, et se trouvait dominée par la

(1) Louis-Philippe, aujourd'hui roi des Français.

MCD 2019

colline de Torréro : attaquée une première fois par le général Lefebvre Desnouettes, elle avait résisté aux attaques de ce général. Mais lorsque Napoléon eut abandonné la Péninsule pour revenir à Paris, Saragosse fut investie de nouveau par un corps d'armée sous les ordres du maréchal Lannes. Les assiégeants enlevèrent la position de Torréro, puis ils bombardèrent la cité, où ils pénétrèrent enfin après l'assaut le plus meurtrier. La ville était prise, mais sans être subjugée. En effet les habitants ayant élevé des barricades dans toutes les rues, se défendaient jusqu'à la mort dans chaque maison dont il fallait faire le siége ; les moines fabriquaient des cartouches ; les femmes apportaient des munitions à leurs pères, à leurs frères et à leurs maris ; on en vit même qui combattirent comme des soldats. Les troupes de la garnison partageaient l'enthousiasme des citoyens, et se trouvèrent réduites à quatre mille hommes sur vingt-huit mille qui existaient au commencement du siége ; des maladies contagieuses décimaient la population, qui était encore en proie aux horreurs de la faim, car les vivres étaient montés à un prix exorbitant (1). Enfin, après une lutte acharnée, Palafox, qui commandait dans la ville, se vit contraint de céder à la nécessité, et signa une capitulation ; elle ne put cependant sauver Saragosse du pillage, et de toutes les horreurs qui l'accompagnèrent. Ce succès, quoiqu'il eût coûté si cher, sembla vouloir rétablir les affaires de l'usurpateur ; il essaya toutefois de former une armée espagnole à sa solde ; mais il n'eut pas lieu de se féliciter de cette dernière tentative ; la plupart de ceux qu'il avait armés et équipés désertaient aussitôt pour aller rejoindre leurs compatriotes. Mais ce qui contribua peut-être le plus encore à ruiner les affaires du frère de Napoléon, ce furent les jalousies des généraux français, qui faisaient échouer les opérations les mieux concertées ; il faut encore ajouter les exactions qu'ils se permettaient, et dont les conséquences retombaient sur Joseph, auquel les victimes attribuaient des maux qu'il ne pouvait empêcher. Une autre cause rendit encore inutiles les victoires des Français, ce fut la formation, dans toute la Péninsule, de ces bandes connues sous le nom de *guérillas*, et qui harcelaient sans cesse les différents corps, interceptaient les convois, égorgeaient les soldats qui marchaient isolément, et se dispersaient à la première attaque pour se rassembler dès le lendemain, et recommencer leurs courses aventureuses. Parmi les chefs les plus célèbres de ces guérillas, nous nommerons les deux Mina, Martin Diez, appelé l'Empecinado, et le curé Mérino. Cependant la junte centrale, réfugiée à Séville, s'occupait activement à lever des soldats et à diriger comme à féconder le dévouement des Espagnols. A cette époque elle reçut l'appui d'une armée anglaise, commandée par un nouveau général, lord Wellesley ; il venait de Portugal, où Junot n'avait pu se maintenir, et avait fini par évacuer ce royaume pour rentrer en France avec toutes ses troupes. Wellesley ne tarda pas à remporter une victoire signalée sur le maréchal Victor à Talavera de la Reyna, il fut récompensé par la junte, qui le nomma généralissime des forces espagnoles, et par son gouvernement, qui le fit pair, sous le nom de Wellington. Mais quelque temps après, à la suite de la bataille d'Almeida, perdue par les Espagnols, Wellington se retira vers les frontières du Portugal. Joseph, qui prit cet avantage pour un succès décisif, adopta des mesures tendant à restaurer ses finances ; il créa des valeurs nommées *cedulas hypothecarias ;* mais ces valeurs ne tardèrent pas à tomber dans le discrédit le plus complet, et après avoir pris dans les églises les vases d'or et d'argent destinés aux cérémonies du culte, il se vit réduit à solliciter du gouvernement français un subside de deux millions par mois. Le monarque, à la tête de cinquante-cinq mille hommes, envahit l'Andalousie [janvier 1810], et les Français, sous les ordres du maréchal Victor, entrèrent dans Séville le 1er février. La junte centrale, fuyant devant eux, se retira dans l'île de Léon, et nomma une régence composée de quatre personnes investies du pouvoir exécutif. Elle annonça encore la prochaine convocation des cortès, qui se ras-

(1) Une poule coûtait jusqu'à 30 francs.

MCD 2019

semblèrent enfin le 18 septembre 1810. Dans cette assemblée siégèrent aussi des députés venus des provinces espagnoles de l'Amérique, ces vastes contrées n'avaient point encore secoué le joug de la métropole. Nous passerons sous silence le détail des discussions qui eurent lieu dans le sein des cortès, il suffira de dire que cette assemblée porta la réforme dans presque toutes les branches de l'administration. Ce fut alors que l'Espagne eut pour la première fois, depuis l'insurrection, une espèce de gouvernement régulier, car l'assemblée reçut communication d'un budget, qu'elle adopta après l'avoir soumis à son examen. Elle s'occupa ensuite de se mettre en communication avec les puissances européennes qui aspiraient à briser le joug de Napoléon. Retirés dans un lieu pour ainsi dire inexpugnable, les cortès purent braver les attaques des Français, qui essayèrent vainement de les déloger de leur retraite.

De toutes les opérations militaires qui eurent lieu de 1810 à 1812, nous mentionnerons seulement la conquête de Valence, par Suchet. Ce général, administrateur non moins habile que grand guerrier, réussit à pacifier la contrée soumise par ses armes; il parvint encore à faire aimer sa domination. De tous les chefs militaires qui parurent en Espagne, ce fut le seul qui laissa des souvenirs dont il put se glorifier, et nul doute que si Joseph eût possédé quelques autres lieutenants animés des mêmes intentions, et sachant les exécuter, il n'eût fini par ranger sous ses lois la plus grande partie de la Péninsule.

Les cortès avaient entrepris de doter leur pays d'une constitution, et après cinq mois de débats, souvent très-animés, cet acte fut achevé, le 25 janvier 1812. Nous allons l'analyser en peu de mots. Le premier article établissait la souveraineté du peuple et trois pouvoirs, le premier exercé par le roi, le second appartenait aux cortès, et le troisième était remis aux tribunaux. Les cortès ne devaient former qu'une seule chambre, dont les ministres, les conseillers d'état, et toutes les personnes occupant des emplois dans la maison royale ne pouvaient faire partie; les sessions étaient annuelles, mais ne devaient durer que trois mois. Les cortès ratifiaient les traités, possédaient l'initiative des lois, et, lorsqu'elles n'étaient point assemblées, une députation pemanente était chargée de surveiller la marche du gouvernement. Le monarque possédait la puissance exécutive, c'est-à-dire, le commandement de l'armée, la faculté de faire la guerre et la paix; il pouvait aussi repousser trois fois toute loi votée par les cortès; mais alors son droit se trouvait épuisé, et si les cortès persistaient, il devait se soumettre à leur décision. Les ministres étaient au nombre de sept, et déclarés responsables. Tous les magistrats étaient inamovibles, et la confiscation était abolie. Les cortès fixaient encore chaque année la force militaire du royaume; la liberté de la presse était encore décrétée en principe. Tels sont les articles principaux de cette constitution de 1812, si souvent invoquée, mais qui, jusqu'à présent, a toujours échoué quand il a fallu l'appliquer.

Revenons aux opérations militaires pour en présenter seulement les résultats. Après des victoires et des défaites, Joseph, chassé trois fois de Madrid, fut enfin réduit à se replier, poursuivi par Wellington. A Vittoria, une bataille décisive s'engagea entre les deux armées, et les Français, après une longue résistance, furent mis en déroute, abandonnant toute leur artillerie et tous leurs bagages. Cette défaite porta le dernier coup à Joseph, et marqua la fin de son règne, qui n'avait duré que cinq années, durant lesquelles il eut à peine le temps de goûter les joies et les pompes de la royauté [1813]. Quelques mois après ce grand événement, la régence et les cortès abandonnèrent l'île de Léon, pour venir siéger dans la capitale. Sur ces entrefaites, Napoléon, acculé lui-même jusque dans le cœur de la France, par l'Europe entière, coalisée contre lui, essaya de traiter avec Ferdinand, encore prisonnier à Valençay; mais les cortès rejetèrent les conditions proposées, se fondant sur un décret rendu par les cortès de 1811, et portant que tout acte, traité ou convention souscrit par le roi tant qu'il ne serait pas en liberté, devait être considéré comme nul. Elles dé-

MCD 2019

cidèrent en outre de ne prêter le serment d'obéissance au monarque qu'après qu'il aurait juré le maintien de la constitution. Cependant les forces anglaises et espagnoles, sous les ordres de Wellington, avaient pénétré en France, Bordeaux avait reçu dans ses murs le duc d'Angoulême, et Napoléon prit le parti de rendre la liberté à Ferdinand, qui envoya à Madrid le général Zayas, avec une lettre, où il donnait son approbation à tout ce qui s'était passé.

Quant à Joseph, qui descendait du trône où Ferdinand allait remonter, il se montra peu digne du rôle si difficile qu'il avait accepté ; dépourvu de talents militaires, il eut aussi le tort de scandaliser Madrid par sa passion pour les femmes, qu'il ne put refréner. Au reste, à l'exception de Lucien, tous les frères de Napoléon lui firent peu d'honneur, et durent le faire repentir plus d'une fois d'avoir voulu les établir sur presque tous les trônes de l'Europe. Pouvait-on d'ailleurs souhaiter que Joseph recueillît le prix d'une indigne trahison, qu'on ne saurait flétrir trop énergiquement ? Il n'y participa que par son obéissance, mais cette obéissance le rendit complice de Napoléon, et à ce titre on ne peut accuser la fortune d'avoir déserté ses drapeaux, car la chute de Joseph fut une satisfaction donnée à la morale publique, qu'on ne saurait violer sans dommage pour les intérêts de la société.

FERDINAND VII.

(DE 1814 A 1833.)

Ferdinand, pendant le séjour de plusieurs années qu'il fit à Valençay, soit timidité, soit indolence, ne tenta aucune entreprise sérieuse pour s'échapper, et se montra si docile aux ordres de Napoléon, qu'il adressa une lettre de félicitation à Joseph, lorsque celui-ci fut gratifié du trône dont on le dépouillait. Persuadé, sans doute, que la dissimulation est une des conditions de la royauté, il évita, soit de bouche, soit par écrit, de prendre aucun engagement. Parti de Valençay le 13 mars 1814, le 22 il mit le pied sur le territoire espagnol, accompagné des infants don Carlos et don Antonio, l'un était son frère et l'autre son oncle ; il fut reçu partout avec le plus vif enthousiasme, mais ces témoignages d'attachement de la part de la multitude n'étaient pas une garantie suffisante pour qu'il se hasardât à faire connaître sa secrète pensée, qui était hostile à ce qu'on voulait exiger de lui. A son passage à Valence, le monarque, rassuré par les protestations du capitaine-général Élio, commença d'agir en souverain, quoiqu'il n'en eût encore, suivant la loi politique adoptée par les cortès, ni le titre, ni les pouvoirs, qu'il ne devait posséder qu'après avoir prêté serment à la constitution ; mais les députés eux-mêmes étaient divisés, et un petit nombre d'entre eux adressa à Ferdinand un mémoire, ayant pour but de l'engager à ressaisir son autorité, en repoussant la nouvelle loi constitutionnelle. Ceux qui avaient signé cette représentation furent surnommés *les Perses*, parce qu'en faisant l'éloge de la monarchie absolue, ils avaient cité l'exemple de la Perse ancienne. Quant aux députés libéraux, ils ne songèrent pas à prévenir un péril qu'ils ne soupçonnaient pas, et n'adoptèrent aucun plan de défense contre la mauvaise foi ou les violences des conseillers du monarque. Celui-ci concerta à Valence les mesures qu'il devait prendre pour assurer l'exécution de son projet, et se mit en marche pour Madrid, escorté d'un corps de cavalerie détaché des troupes placées sous le commandement d'Élio. Ces soldats témoignèrent hautement l'esprit dont ils étaient animés, en brisant sur leur passage les pierres emblêmes de la constitution et qui décoraient la place publique dans les villes et dans les villages. Instruits de ces faits, les députés libéraux tinrent des conférences, mais ne prirent aucune résolution décisive : ils se contentèrent de nommer une députation de six membres des cortès pour aller au devant du monarque ; mais cette députation ne fut pas admise, et trois jours avant son entrée dans Madrid, Ferdinand fit arrêter deux membres de la régence, deux ministres et une vingtaine de députés, parmi lesquels se trouvaient deux écrivains célèbres, Martinez de la Rosa et Quintana ; ils furent jetés dans des cachots.

MCD 2019

Au même moment, le capitaine général de la Nouvelle-Castille Éguia vint signifier au président des cortès que l'assemblée était dissoute. Le parti vaincu avait essayé de chercher un appui dans l'armée d'Andalousie, mais il fut joué par le comte de l'Abisbal, qui en était le chef. Ainsi disparut la constitution; elle ne fut alors regrettée que par ceux qui l'avaient faite.

En effet, le peuple la vit tomber avec indifférence, et l'Espagne retomba sous la domination religieuse et monarchique qu'elle avait subie depuis deux siècles. Le monarque détruisit, sans choix, toutes les nouveautés qui avaient surgi durant son absence; l'inquisition reparut; les couvents rentrèrent dans tous leurs biens, et les jésuites s'apprêtèrent à revenir dans le royaume. En un mot, toutes les institutions et tous les réglements administratifs établis par les cortès furent abolis en masse, et l'administration retomba dans le chaos où s'était engloutie la prospérité du royaume. Une coterie, à laquelle on donna le nom de *Camarilla*, devint maîtresse absolue du pouvoir, en s'emparant de l'esprit du monarque, dont elle fit l'instrument de ses volontés et surtout de ses vengeances. En effet, l'exil frappa tous les Espagnols qui avaient embrassé le parti de Joseph, on les chassa de leur patrie, on confisqua leurs biens; aux tourments de l'exil se joignit pour eux les horreurs de l'indigence. Quant aux députés des cortès, aux membres de la régence, à ceux qui, comme ministres, avaient dirigé l'administration de l'état, livrés à des commissions, des juges iniques les condamnèrent à languir dans les cachots ou les envoyèrent au présides (1). Cette proscription atteignit des hommes de toutes les classes, elle ne respecta ni le génie, ni les services; aucune considération ne pouvait la fléchir, ni le respect qu'inspirent les talents, ni le souvenir des sacrifices faits à la gloire ou aux intérêts du pays. Une politique habile aurait jeté un voile sur le passé, et serait parvenue, en amortissant les haines, à ramener la confiance, et à sa suite, le crédit; mais le système contraire produisit et devait produire le plus triste résultat : le premier fut de laisser les caisses publiques sans argent et sans aucun moyen de les remplir, car les possessions du clergé, qu'une bulle du pape avait mis à la disposition du gouvernement, ayant été restituées, il ne restait à l'état d'autres ressources que les droits de douane, dont l'augmentation exagérée ne tarda pas à ruiner le commerce [1816]. Le Nouveau-Monde, révolté contre la métropole, n'envoyait plus à Madrid l'or et l'argent de ses mines. Dans cet embarras, les conseillers de Ferdinand offrirent le portefeuille des finances à don Martin Garay, et confièrent les places de l'administration à d'autres personnages, qui partageaient les mêmes principes, et ces principes tendaient à rompre avec le passé, pour introduire des innovations salutaires, mais en contradiction avec le système retrograde de la camarilla. La première opération du nouveau ministre fut d'obtenir de la cour de Rome l'autorisation d'affecter durant deux années, à l'extinction de la dette publique, les revenus des bénéfices qui viendraient à vaquer; le pape permit encore au monarque de laisser vacant, pendant six ans, un certain nombre de bénéfices, dont il toucherait les produits. Ces expédients permirent à Garay de faire face aux dépenses les plus urgentes; mais il fallait encore des fonds pour soutenir la guerre qui s'était allumée dans toutes les provinces situées au-delà de l'Atlantique. Lorsque la nouvelle des événements de Bayonne était parvenue dans les vastes contrées, elles avaient témoigné leur attachement pour Ferdinand VII, reconnu l'autorité de juntes, qui siégeaient en Espagne, et envoyé à la métropole un secours de soixante-dix millions de francs [1809]. Mais cet enthousiasme ne tarda pas à se refroidir, car les colonies américaines étaient sillonnées par une foule d'émissaires étrangers : les uns travaillaient dans l'intérêt de Joseph et cherchaient à ruiner l'influence des juntes de Séville et de Cadix; les autres, payés par les Anglais et les États-Unis, exhortaient les indigènes à se rendre indépendants de la mère-patrie. Tous ces germes mûrissaient de jour en jour et ne tardèrent

(1) Cette peine équivaut chez nous à celle des travaux forcés.

MCD 2019

pas à se développer ; la révolte éclata d'abord à Carracas [1810], capitale de la province de Venezuela ; les autorités espagnoles furent déposées et les emplois publics confiés aux indigènes et aux étrangers. Bref, en moins d'une année l'insurrection s'étendit de Buenos-Ayres au Paraguay, et gagna le Tucuman et le Chili. Dans la Nouvelle-Grenade, un prêtre, don Miguel Hidalgo, souleva les Indiens contre les Européens ; ce mouvement se distinguait de tous les autres, parce qu'il était dirigé spécialement contre les Espagnols, déclarés les oppresseurs de l'Amérique. Mais après avoir menacé Mexico, Hidalgo et ses principaux adhérents furent pris et mis à mort. Bref, la plupart des provinces américaines finirent par déclarer ouvertement leur indépendance (1). Tel était l'état des choses, lorsque Ferdinand envoya une expédition en Amérique, sous les ordres de Morillo, qui s'était illustré dans la guerre contre les soldats de Joseph et de Napoléon. Ce général eut pour adversaire principal le célèbre Bolivar; mais les ressources du chef espagnol s'épuisaient de jour en jour, tandis que Bolivar puisait les siennes dans le pays même, dont les habitants étaient dévoués à sa cause. Sur ces entrefaits, le roi d'Espagne résolut d'envoyer une nouvelle expédition, l'argent manquait, et, ne pouvant l'obtenir du crédit, il l'emprunta par force à ses sujets [1819]. Ainsi une instabilité violente et perpétuelle présidait à toutes les mesures du gouvernement, dont les ressorts s'usaient de plus en plus.

En effet, le mécontentement avait gagné toutes les classes, et le pouvoir, qui n'avait pas su conquérir leur affection, se trouvait réduit à chercher son appui dans l'armée. Toutefois ceux qui la commandaient ne partageaient pas tous les vues de la Camarilla et détestaient son despotisme petit et tracassier. La plupart des généraux, ayant combattu pour l'indépendance du pays, ne voulaient pas soumettre l'Espagne au régime abrutissant sous lequel elle avait langui depuis deux siècles. En outre, des sociétés secrètes s'étaient organisées et étendaient leurs ramifications dans les rangs des soldats et dans la classe moyenne. Des conspirations militaires surgirent successivement, ayant pour chefs les hommes qui s'étaient le plus distingués par les services qu'ils avaient rendus sur les champs de bataille. Le premier qui leva l'étendard de la rébellion fut le célèbre Mina ; mais son audace ne trouva pas de complices, et il fut réduit à s'expatrier pour échapper à la hache du bourreau. Un autre général, Porlier, non moins renommé, essaya de ressusciter la constitution de Cadix; mais Porlier échoua dans son entreprise, et il expia sa témérité par le gibet. En Catalogne, le général Lacy fit la même tentative, et subit le même sort. A Valence, le capitaine-général Élio fit périr sans jugement douze Espagnols qui avaient comploté le renversement du pouvoir absolu. Mais ces rigueurs ne servirent qu'à rendre plus circonspects les conspirateurs, et la Camarilla, poursuivie par ses craintes, croyait se mettre à l'abri du péril en redoublant les persécutions. Le comte de l'Abisbal commandait un corps d'armée rassemblé à Cadix pour aller soumettre les colonies d'outre-mer. Instruit de la mauvaise disposition de l'esprit des soldats, dont le courage faiblissait à l'aspect des dangers qui les attendaient sur des plages lointaines, où le climat devait les moissonner plus encore que les combats, l'Abisbal parut encourager les mécontents, puis les livra aux vengeances des dépositaires du pouvoir. Mais, dénoncé comme ayant pris part aux projets des conjurés, on le rappela et il eut pour successeur le comte de Calderon, vieillard sans activité comme sans énergie. Dès qu'ils eurent pénétré le caractère du nouveau général, les meneurs qui avaient échappé aux dénonciations reprirent leurs projets, aidés par l'argent de quelques banquiers et négociants établis à Cadix et à Malaga. Quand tout fut préparé pour l'exécution, un officier nommé Riégo se mit à la tête du mouvement. Le 1er janvier 1820, à la tête de son bataillon, il arrive à l'improviste au quartier général, s'empare de Calderon et de son état-major; puis va se joindre à un autre officier du même rang que lui, nommé Qui-

(1) On trouvera le détail de ces événements dans l'histoire de l'Amérique, qui fera partie de la collection.

MCD 2019

roga. Mais le pays qu'ils parcourent tous deux ne prend aucune part à l'insurrection ; la garnison et la flotte de Cadix se déclarent contre les rebelles ; un corps de treize mille hommes marche à leur rencontre. Alors Riégo sort de l'île de Léon avec une petite troupe, et se jette dans l'Andalousie, où il n'éprouve aucune résistance. A Cordoue, à Algésiras et dans plusieurs autres cités, il proclame la constitution ; mais le peuple ne répond que par l'indifférence à ces manifestations de liberté, et Riégo, ainsi que ses compagnons, n'avaient plus devant les yeux que l'attente du supplice, lorsque ses partisans réussirent à proclamer la constitution dans les principales villes de la Galice. A cette nouvelle, le gouvernement s'effraya d'une résistance qui lui sembla formidable, parce qu'elle se prolongeait ; et, au lieu de l'étouffer, il tenta d'entrer en arrangement avec la révolte, et le roi accepta précipitamment le symbole qui lui était imposé. Tout changea de face à la cour et dans le gouvernement : les proscrits sortirent des prisons et des cachots pour commander les armées et diriger en chef l'administration. A l'exemple des provinces, où des juntes s'étaient saisies de l'autorité, une junte s'établit dans la capitale sous les yeux du monarque et au mépris de ses droits. Des clubs s'ouvrirent où l'on parodia les sociétés anarchiques qui avaient souillé la révolution française, car les sociétaires de l'un de ces clubs prirent le nom de *descamisados* (1). Les cortès s'assemblèrent bientôt et votèrent plusieurs lois utiles, entre autres celle sur les majorats, ayant pour but de faire rentrer dans le droit commun cette espèce de propriété qui, inféodée à ses possesseurs, ne pouvait être vendue, et demeurait souvent improductive, quand celui qui en était le maître manquait d'argent pour l'exploiter. La majorité se montra encore indulgente envers d'anciens adversaires en abolissant le décret de proscription lancé contre les Perses (2) ; mais on les déclara exclus du droit de siéger aux cortès. Cependant le parti vainqueur était lui-même divisé en deux fractions dont l'une attaquait chaque jour avec violence les institutions et les personnes composant le gouvernement. Les exaltés avaient pour appuis les soldats campés dans l'île de Léon, et premiers auteurs de l'insurrection qui venait de triompher. Leur chef Riégo se rendit à Madrid, où les clubs démocratiques l'environnèrent d'hommages, dans le but de braver le pouvoir, qui eut cependant assez d'énergie pour exiler Riégo et dissoudre l'armée de l'île de Léon. Mais la majorité des cortès se composait d'esprits impatients qui voulaient improviser les réformes, sans égard aux intérêts puissants qu'on allait soulever. C'est ainsi qu'elle décréta la suppression de la plus grande partie des couvents et mit en vente les biens des corporations religieuses, mesure qui souleva plusieurs provinces, entre autres la Galice. De son côté, le roi supportait impatiemment les affronts dont il était abreuvé, et il se crut assez fort pour disposer seul de l'autorité et contre le gré des ministres. Il s'était renfermé à l'Escurial pour faire cet essai de ses forces ; mais l'ayuntamiento de Madrid (1), auquel se joignirent les clubs, força le monarque de rentrer dans la capitale, où il demeura pour ainsi dire prisonnier dans son palais. Il lui fallut se séparer de son confesseur et de tous les officiers de sa maison, qui furent remplacés par des hommes signalés par l'exaltation de leurs principes démocratiques. Les plus hautes dignités militaires échurent aux coryphées du parti libéral, et Riégo fut nommé capitaine-général de l'Aragon. Toutefois, encouragé secrètement par ses amis, Ferdinand fit une seconde tentative qui ne réussit pas mieux que la première. A l'ouverture de la seconde session des cortès, le 1er mars 1821, après avoir prononcé le discours rédigé par ses ministres, il ajouta quelques mots par lesquels il se plaignait de ces mêmes ministres qui l'exposaient à des insultes et à des humilia-

(1) Ce mot espagnol équivaut au mot français *sans-culotte* dont se paraient les anarchistes à Paris en 1793.

(2) Nous avons précédemment expliqué au lecteur l'origine de ce surnom ; nous ajouterons seulement ici que les députés perses étaient au nombre de soixante-neuf.

(1) Le corps municipal.

MCD 2019

tions attentatoires à la majesté royale; puis, dès le lendemain, il les congédia et leur donna pour successeurs d'anciens constituants de Cadix, mais dont l'opinion était d'ailleurs plus modérée. Ces derniers, pour rallier la confiance des partisans de la révolution, proposèrent la peine de mort contre tous ceux qui, par des actes et même seulement par des paroles, attaqueraient la constitution; ils devaient être traduits devant un conseil de guerre dont l'arrêt serait sans appel, et, à cette occasion, on retirait au monarque le droit de faire grâce. Ces deux lois sanguinaires furent adoptées; la populace de Madrid se chargea de leur application en massacrant dans sa prison un chapelain du roi, qui, accusé de conspiration, n'avait été condamné qu'aux présides. Le ministère voulut prévenir de nouveaux excès de ce genre en appelant le général Morillo, revenu d'Amérique, au commandement de Madrid; mais les clubs, dont la puissance grandissait chaque jour, dominaient jusqu'aux cortès, qui, n'osant pas les dissoudre, étaient forcés de subir leur tyrannie.

Cependant l'Espagne était livrée à tous les désordres de l'anarchie; des bandes armées sillonnaient plusieurs provinces et interrompaient les communications; les charges augmentaient chaque jour, tandis que les revenus diminuaient dans la même proportion. Pour faire face aux dépenses les plus urgentes, les cortès décrétèrent deux emprunts en 1820 et 1821. Mais les ressources qu'ils en tirèrent en grevant l'avenir du pays, furent bientôt absorbées, et l'assemblée se sépara à la fin de juin [1821], laissant une députation permanente, dont l'un des membres Martinez de la Rosa était un écrivain déjà célèbre. Après la dissolution de l'assemblée, les clubs essayèrent de gouverner par des émeutes; mais le général Morillo et San Martin, chefs politiques de Madrid, firent échouer leurs projets. Une nouvelle session s'ouvrit le 28 septembre 1821, et les députés se mirent à discuter des Codes. Mais, tandis qu'ils s'occupaient de législation, les insurrections éclataient de tous côtés, et la fièvre jaune venait unir ses ravages à ceux de l'anarchie. Elle sévit principalement dans la Catalogne, puis se répandit dans l'Andalousie et dans l'Aragon. A cette époque, la France envoya à Barcelonne plusieurs médecins pour combattre la contagion, et forma en même temps un cordon sanitaire de troupes qui devint plus tard une armée d'invasion. Sur ces entrefaites, le congrès législatif se termina le 14 février 1822, après avoir voté un nouvel emprunt obtenu aux conditions les plus onéreuses, et une nouvelle assemblée se réunit le 1er mars 1822. Les membres qui la composaient avaient été choisis dans le parti du mouvement : aussi Riégo, qui était en hostilité avec le gouvernement, reçut les honneurs de la présidence et se mit en lutte avec les ministres nouveaux, dont le chef était Martinez de la Rosa. Tandis que les cortès délibéraient, la guerre civile embrasait la Castille, la Biscaye, la Catalogne et l'Aragon, les absolutistes et les exaltés se disputaient le pouvoir à Séville et à Cordoue. Sur ces entrefaites, la nouvelle qu'un des chefs de l'armée de la foi, surnommé le Trappiste, venait d'emporter d'assaut, en Catalogne, la Seu d'Urgel, fit éclater des troubles à Madrid, causés par les dissensions qui existaient entre la garde royale, la garnison de la capitale et la milice. Mais la cour méditait de tirer parti du dévouement des soldats pour s'affranchir. Dans la nuit du 6 au 7 septembre, des bataillons de la garde royale pénètrent par trois côtés dans Madrid; la première colonne se dirige vers le parc d'artillerie, la seconde sur la Puerta-del-Sol (1); la dernière prit le chemin de la place de la Constitution. Leur but était de s'emparer ensuite du palais, où le roi, ayant convoqué, la veille, les ministres et les chefs politiques de Madrid, les avait retenus par force. Mais la garnison de Madrid et les miliciens attaquèrent la garde royale, qui s'enfuit ou se rendit à discrétion, et Ferdinand vint féliciter les vainqueurs, dont il exécrait le triomphe au fond de son âme. Cet événement livra le ministère aux hommes les plus exaltés. Deux d'entre eux, San-Miguel et Lopez Banoz, avaient pris la part la plus

(1) La porte du soleil, espèce de carrefour où les habitants de Madrid ont coutume de se rassembler.

MCD 2019

active à la révolte de l'île de Léon. Les nouveaux dépositaires du pouvoir sévirent contre tous ceux qui avaient trempé dans la conspiration qui venait d'avorter. Un soldat et le lieutenant Goiffieux de la garde royale périrent du dernier supplice, tandis qu'à Valence le général Élio, qui avait mérité la haine des partisans de la constitution, fut immolé par la main du bourreau. La guerre civile continuait d'agiter la province, et l'on vit s'établir à la Seu d'Urgel une régence formée de trois grands personnages : le marquis de Mata-Florida, l'archevêque de Tarragone et le baron d'Éroles. Mais cette tentative finit par échouer, et, chassée par l'infatigable Mina, la régence fut contrainte de sortir de la Péninsule pour aller se dissoudre à Toulouse. Sur d'autres points, le gouvernement était menacé par une multitude de bandes armées qui parcouraient les villages, dont ils rançonnaient les habitants et tenaient même les villes en alarmes. Dans ces circonstances fâcheuses, le ministère fit un quatrième emprunt de trois cent quarante-huit millions de réaux, qu'il obtint à soixante pour cent; encore lui fallut-il accepter une partie de la somme en coupons d'intérêt des emprunts antérieurs et en créances anciennes sur le trésor. Grâce à de si grands sacrifices, il forma cinq armées; une en Catalogne, ayant pour chef Mina; les quatre autres en Navarre, dans la Vieille-Castille, la Nouvelle-Castille, l'Estramadure et l'Andalousie, étaient commandées par Ballestéros, Morillo, l'Abisbal et Villacampa. Les ministres firent en même temps passer des mesures révolutionnaires, c'est-à-dire que les lois furent mises à l'écart, et qu'on arma les fonctionnaires publics des pouvoirs les plus étendus et les plus despotiques.

Depuis l'établissement de la constitution, les grandes puissances de l'Europe avaient espéré que son application serait contenue dans de justes bornes; mais quand elles virent que le parti démocratique était resté maître des affaires, la France, l'Autriche, la Russie et la Prusse firent présenter simultanément par leurs ambassadeurs des notes où elles représentaient la nécessité de modifier la constitution, afin de restituer au monarque une partie de ses prérogatives sans lesquelles il ne pouvait agir librement [janvier 1823]. Les cortès ne voulurent adopter aucune espèce de changement dans la loi politique du pays, et tous les ambassadeurs quittèrent l'Espagne. La France prit bientôt après une attitude menaçante, et une armée de cent mille hommes, sous les ordres du duc d'Angoulême, neveu de Louis XVIII, franchit la Bidassoa le 6 avril, et parvint jusqu'à l'Èbre sans éprouver de résistance sérieuse. A cette nouvelle, les cortès, dont la session s'était ouverte le 1er mars, jugèrent à propos de se retirer à Séville, traînant le monarque à leur suite. Cependant les troupes françaises faisaient de rapides progrès; de tous les généraux des cortès, Mina, dans la Catalogne, fut le seul qui tint en échec le corps commandé par le maréchal Moncey. Morillo avait seulement réuni en Castille trois mille hommes. Ballestéros, qui avait à défendre la Navarre, l'Aragon et le royaume de Valence, en avait à peine vingt mille; l'Abisbal comptait sous ses ordres douze mille soldats occupant Madrid et ses environs; et Villacampa se trouvait à la tête de quelques bataillons en Andalousie. Le duc d'Angoulême se hâta de marcher sur Madrid; il y entra le 24 mai. Son premier soin fut de convoquer les anciens membres des conseils de Castille et des Indes, qui nommèrent une régence composée des ducs de l'Infantado et de Montémar, de l'évêque Cabia, et des généraux Calderon et d'Éroles. Ce nouveau pouvoir laissa commettre les plus grands excès contre le parti libéral, qui subit à son tour les maux qu'il avait fait peser sur ses adversaires. A Séville, les cortès adoptèrent le régime de la violence; ils confisquèrent les biens des Espagnols qui s'étaient rangés du côté des Français; ils firent fondre les vases sacrés, et refusèrent d'adopter les modifications qui leur furent proposées par l'Angleterre. Instruits que les généraux Bourmont et Bordesoule étaient entrés dans l'Andalousie, les ministres, d'accord avec les cortès, décidèrent qu'il fallait aller chercher un refuge à Cadix, et, sur le refus du monarque, qui désirait rester à Séville, on le déclara déchu

MCD 2019

provisoirement, et une régence fut instituée avec la mission de conduire le roi et l'assemblée à Cadix. Ce départ fut le signal de scènes anarchiques à Séville, où les royalistes égorgèrent plusieurs employés du gouvernement qui avaient différé de le suivre. De semblables massacres eurent lieu dans 'Aragon, la Navarre et la Castille, et motivèrent la célèbre ordonnance d'Andujar, rendue par le duc d'Angoulême, et interdisant aux autorités espagnoles d'opérer aucune arrestation sans être autorisées par les commandants français; tous les prisonniers pour délits politiques furent aussi remis en liberté. Cependant les généraux espagnols, ayant reconnu qu'ils étaient hors d'état de se défendre, mirent bas les armes successivement : Morillo à Lugo, Quiroga à la Corogne. Riégo essaya vainement de soutenir le gouvernement des cortès en faisant arrêter plusieurs généraux qui inclinaient à transiger avec l'ennemi; les rigueurs et les violences auxquelles il se livra ne purent arrêter le mal, et Riégo, obligé de s'enfuir, tomba entre les mains des Français. Sur ces entrefaites, le duc d'Angoulême était arrivé devant Cadix et il avait sommé les cortès de lui remettre dans cinq jours le monarque. Dès qu'ils furent expirés, il donna l'ordre de recommencer les hostilités et fit enlever d'assaut le fort du Trocadéro. Quelques jours après, il s'empara du fort de Santi-Petri. Alors les cortès cédèrent à la nécessité, et, le 1er octobre 1823, Ferdinand se rendit au camp des Français. La délivrance du prince fit cesser toute résistance de la part des constitutionnels, et le roi revint en triomphe à Madrid. Altéré de vengeance, il annula tout ce qui avait été fait depuis le jour où il avait juré par contrainte la constitution, et tous ceux qui l'avaient défendue furent proscrits. Riégo, conduit à Madrid, expira sur un gibet; les généraux les plus illustres furent condamnés à l'exil, et les constitutionnels, flétris du nom de *Negros*, remplirent les prisons. Les uns périrent par la main du bourreau, les autres allèrent peupler les presides. Tels furent les actes du ministère absolutiste dirigé par Victor Saez, confesseur du monarque. Mais ce système était trop violent pour avoir une longue durée, et Saez tomba, pour être remplacé par d'autres favoris qui tinrent tour-à-tour les rènes de l'État. Quant à Ferdinand, placé entre les absolutistes et les libéraux, il les craignait également et il s'étudia sans cesse à les détruire l'un par l'autre. Aussi il ne rétablit pas l'inquisition et continua de gouverner sans autres règles que sa volonté, qu'il formula en 1826, lorsque la charte brésilienne fut établie en Portugal. Ferdinand publia une proclamation où il résumait de la manière suivante les devoirs de tout Espagnol : *Aimer le roi, obéir au roi, et mourir pour son pouvoir absolu.* Le monarque s'appuyait en grande partie sur les volontaires royalistes, espèce de milice composée d'hommes dévoués et pris dans la dernière classe du peuple. Mais, s'il ne se livrait exclusivement à aucun parti, il eut en revanche à déjouer leurs complots tramés secrètement, et plus d'une fois à repousser leurs attaques faites à main armée. Aussi le vit-on abandonner aux bourreaux tantôt le partisan Bessières, instrument des absolutistes, et qui lui avait rendu des services signalés; tantôt livrer au supplice le célèbre *l'Empecinado*, qui s'était illustré dans la guerre de l'indépendance, et s'était jeté depuis dans les rangs des constitutionnels. Il réprimait aussi les excès des volontaires royalistes, toujours prêts à égorger les *negros*, et il repoussait les suggestions des apostoliques, qui voulaient rétablir le saint-office. Dans la Catalogne [1827], les anciens soldats de la foi tentèrent de lever l'étendard de l'insurrection pour mettre le gouvernement sous le joug des apostoliques; mais Ferdinand marcha en personne contre les insurgés, et fit pendre sans pitié tous les chefs. Le monarque avait été marié deux fois; il contracta une nouvelle alliance, vers la fin de 1829, avec Marie-Christine, princesse des Deux-Siciles. Quelques mois après cette union, la reine étant devenue enceinte, le roi exhuma un décret rendu jadis par Charles IV en 1789, et confirmé par les cortès, par lequel les filles étaient déclarées habiles à succéder au trône. Ferdinand adopta cette résolution, poussé par deux motifs : le premier, par at-

MCD 2019

tachement pour sa jeune épouse ; le second, afin de se venger des craintes que lui faisait éprouver son frère don Carlos, dont le nom figurait sans cesse dans toutes les menées du parti absolutiste. En 1830, Ferdinand devint père d'une fille qui fut nommée Marie-Isabelle-Louise, et à qui il fit rendre les honneurs dus au prince des Asturies. Cependant la révolution de juillet vint de nouveau mettre en péril le trone du monarque ; car l'Espagne fut envahie du côté de la France par deux chefs réfugiés, Valdès et Mina. Mais le comte d'Espagne, capitaine-général de la Catalogne, fit échouer cette entreprise et la reprima avec cruauté. Il fusilla par centaines les compagnons de Valdès et de Mina tombés entre ses mains. Plusieurs autres tentatives faites en Aragon et dans la Cerdagne n'eurent pas un résultat plus heureux pour les constitutionnels. Néanmoins, en 1831, le général Torrijos combina une première attaque à l'île de Léon, dont il souleva la garnison ; ce mouvement fut étouffé, et Torrijos vint aborder, le 9 décembre, dans le voisinage de Malaga, appelé, dit-on, par le gouverneur de cette ville, qui le livra, ainsi que tous les siens, aux autorités espagnoles : ils furent tous mis à mort sans jugement. Ces sanglantes exécutions refroidirent l'ardeur du parti libéral ; il dut courber la tête sous le despotisme du parti apostolique qui gouvernait par M. Calomarde, favori du monarque. Cependant l'influence de ce dernier était neutralisée par celle de la reine, devenue d'autant plus chère à son époux à cette époque qu'elle était encore enceinte, et que l'enfant sur le point de naître pouvait faire cesser toute incertitude sur la grande question de l'hérédité ; mais la reine mit au monde une seconde fille, et les droits de don Carlos reprirent toute leur force. Sur ces entrefaites Ferdinand tomba dangereusement malade ; M. Calomarde profita de cette circonstance pour arracher au roi mourant la révocation de l'acte qui transmettait la couronne à sa fille. Mais le retour à la santé du monarque produisit une révolution nouvelle à la cour ; Calomarde fut renvoyé, et on lui donna pour successeur M Zéa Bermudez, qui forma un nouveau cabinet. En même temps une patente royale investit la reine de la direction des affaires pendant la convalescence de son époux. Cette princesse chassa des emplois les partisans de don Carlos, et fit rendre un décret accordant une amnistie pour tous les délits politiques. Les apostoliques essayèrent de résister, et tentèrent des insurrections à Madrid et dans les provinces ; mais ils n'obtinrent aucun succès. Toutefois M. Zéa, chef du ministère, avait annoncé son intention de gouverner sans adopter ni les couleurs ni les principes d'aucun parti. « *Ainsi la* » *reine*, » disait-il dans son manifeste, « *voulait la religion dans tout son éclat,* » *la légitimité dans toute la plénitude* » *de son autorité, l'indépendance politi-* » *que complète, et les anciennes lois* » *fondamentales.* » Dans les premiers jours de janvier 1833, Ferdinand annonça qu'il reprenait le pouvoir. S'il confirma tous les actes promulgués par la reine, on put s'apercevoir que le crédit de cette princesse avait subi quelque diminution ; elle s'appuyait sur une partie du ministère qui voulait faire quelque concession aux idées libérales ; ceux qui représentaient cette opinion furent exclus du conseil, car le roi répugnait à tout changement dans la marche du gouvernement. Comme il désirait surtout transmettre son héritage à sa fille, il résolut d'éloigner don Carlos, qui reçut l'invitation de se rendre en Portugal avec sa famille ; puis il convoqua les cortès pour se réunir à Madrid le 20 juin, afin de prêter serment de fidélité et d'obéissance à l'infante Marie-Isabelle. Cette assemblée n'avait de commun que le nom avec les cortès de 1812 et de 1820. Appelés cortès *por Estamentos*, c'est-à-dire par États, les députés n'étaient point élus par le peuple ; les uns tenaient leurs droits de leur place et de leur naissance ; les autres étaient nommés par trente-sept villes investies seules de ce privilége. Quant à don Carlos, il refusa de prêter serment d'obéissance et de fidélité à la fille de Ferdinand. Celui-ci s'affaiblissait de jour en jour, tourmenté par une goutte opiniâtre et se débattant contre des symptômes de paralysie ; enfin, le 29 septembre 1833, il ex-

MCD 2019

pira subitement, foudroyé par une attaque d'apoplexie

Si l'on jette un coup d'œil sur toute la vie de Ferdinand, on aura peu d'estime pour son caractère. En effet, il ne sut jamais remplir ses devoirs ni comme prince ni comme particulier. Lorsqu'un insolent favori disposait en maître de la toute-puissance, on le vit ployer sous l'ascendant de Godoy, qu'il avait voulu renverser, et lui livrer ses amis. Tombé plus tard, par défaut de prévoyance, dans les mains de Napoléon et renfermé à Valençay, il n'osa rien tenter pour sa délivrance, qui fut opérée seulement par la force des choses. Rétabli sur le trône, non content d'écarter les hommes qui le lui avaient rendu, il les envoie à l'échafaud ou les jette aux présides, et son ingratitude n'aboutit qu'à faire éclater une révolution, qui le rend à son tour l'esclave de ceux qu'il avait persécutés si cruellement. Rentré en possession par une force étrangère de tous les anciens priviléges de la royauté, il n'usa de ce retour de fortune que pour gouverner sans plan et sans autre règle que sa volonté, dominée elle-même, sans cesse, par les événements; aussi, il immole tour-à-tour ses amis et ses ennemis, sans égard pour les services qu'il a reçus des uns, et sans pitié pour les autres. Il finit enfin sa carrière, soumis à l'empire d'une jeune femme, et il mourut léguant la guerre civile à l'Espagne. Tel fut le règne de Ferdinand. Si sa conduite inspire la haine et le mépris, il ne faut pas non plus oublier qu'il se trouva placé dans les circonstances les plus difficiles, qu'il n'aurait pu surmonter qu'avec toutes les qualités qui lui manquaient. A toute autre époque ce monarque aurait vécu enfermé dans son palais, et dirigé par ses ministres, sans prendre d'autre part au gouvernement que d'apposer son nom à tous ses actes; mais, jeté au milieu des tempêtes soulevées par une invasion étrangère et par l'invasion de principes nouveaux qui tendaient à régénérer la monarchie, Ferdinand dut céder aux difficultés qui surgissaient chaque jour sur ses pas, car il est des temps où les rois, forcés d'obéir à la nécessité, ne savent ce qu'ils doivent accorder ou refuser aux exigences de l'opinion des peuples. Il faut alors qu'un prince soit doué de la perspicacité la plus profonde et de la fermeté la plus rare pour accomplir une tâche aussi ardue que celle de défendre les prérogatives du pouvoir, sans repousser opiniâtrement les innovations devenues nécessaires par la marche des idées; celles-ci se trahissent tôt ou tard par le changement des mœurs qui appellent à leur tour les changements dans l'État. Si l'on juge Ferdinand d'après ces considérations, on reconnaîtra que tous ses torts avaient pour principe la faiblesse et le défaut de lumières, vices incurables qu'il tenait et de la nature et de l'éducation.

ISABELLE II.

(1833.)

La mort de Ferdinand ne pouvait manquer de faire éclore de graves événements. Deux partis opposés se trouvaient en présence; contenus avec peine, ils ne devaient pas tarder à rompre les barrières qui enchaînaient encore leur impatience. Nommée régente par le testament de son époux, Christine essaya de continuer le même système en confirmant dans l'exercice du pouvoir M. Zea Bermudez (1). Celui-ci publia une espèce de programme dans lequel il annonçait ses vues, qui mécontentèrent également les carlistes et les libéraux. En effet, ce ministre prétendait établir un despotisme éclairé. Ce plan pouvait difficilement réussir dans un pays comme l'Espagne, peuplé d'hommes dont les sentiments sont toujours exaltés jusqu'à la fureur; on en eut bientôt la preuve. Ferdinand était mort le 29 septembre, et le 4 octobre une insurrection éclatait dans Bilbao, où le marquis de Valdespina, à la tête des volontaires royalistes, fit une entrée triomphale. La Biscaye toute entière et l'Alava suivirent cet exemple, et proclamèrent

(1) Le roi avait aussi institué un conseil de régence composé de libéraux et de modérés; mais ce conseil n'eut aucune espèce d'influence sur les affaires.

MCD 2019

don Carlos sous le nom de Charles V, mais les habitants de ces deux provinces, en se révoltant contre le gouvernement de Christine, ne poursuivaient qu'un but, celui d'assurer le maintien des priviléges dont ils jouissaient, et qui les plaçaient dans une indépendance presque complète ; en effet, ils ne payaient point d'impôts, élisaient leurs magistrats, et n'étaient point soumis à la gêne des douanes ; or, les principes prêchés par les libéraux étaient hostiles à cet état de choses, ils tendaient à établir l'unité dans le royaume. Cependant toutes les autres provinces de la Péninsule reconnurent les droits de la jeune Isabelle, et se soumirent au pouvoir de la régente. La résistance se trouva concentrée dans la Biscaye, l'Alava, le Guipuscoa et la Navarre. Mais, pour combattre la révolte, le gouvernement ne possédait qu'une armée de quarante mille hommes disséminés sur tout le territoire, et il se vit contraint de licencier le corps des volontaires royalistes, principal appui des absolutistes. L'exécution de cette mesure fit éclater des émeutes dans la capitale ; elles furent réprimées. M. Zéa rappela ensuite des frontières du Portugal une armée d'observation commandée par le général Saarfield, et la fit marcher contre la Biscaye, où elle n'obtint aucun avantage décisif. Tandis que le premier ministre essayait en vain de comprimer les efforts des carlistes qui avaient pris les armes, il était attaqué sans relâche par les libéraux, dont l'influence prenait chaque jour de nouveaux accroissements ; ils parvinrent à expulser du conseil plusieurs créatures de M. Zéa, auquel ils imposaient leurs volontés. Celui-ci perdait chaque jour du terrain et n'avait plus, pour ainsi dire, qu'un pouvoir nominal, car ses ordres étaient rarement obéis, même dans Madrid. Hors de la capitale, le ministère n'exerçait plus, par le fait, aucune autorité ; les capitaines généraux commandaient en dictateurs dans les provinces, et dédaignaient ou refusaient ouvertement d'exécuter les instructions de M. Zéa et de ses collègues : l'un d'eux, Llauder, capitaine général de la Catalogne, donna, le premier, le funeste exemple du pouvoir militaire intervenant dans la direction des affaires de l'État ; il adressa à la reine un manifeste, où, après avoir énuméré les fautes des dépositaires du pouvoir, demandait leur changement. Cette démarche décida la chute de M. Zéa, qui fut remplacé par M. Martinez de la Rosa, et de plusieurs autres personnages qui avaient figuré en première ligne dans la révolution de 1820. M. Martinez se trouvait dans la position la plus difficile, car il était en butte aux attaques d'une foule de journaux qui travaillaient l'opinion en sens contraire, et entretenaient dans les masses une agitation permanente [1834]. Avant de convoquer les cortès il s'occupa d'organiser des milices urbaines ; mais il voulait en restreindre le nombre et ne confier le dépôt de la paix publique qu'à des hommes intéressés à la maintenir par leur position sociale. Cependant le décret établissant cette institution fut mal accueilli ; il était d'ailleurs venu trop tard, car, dans un grand nombre de localités, des milices urbaines s'étaient formées d'elles-mêmes ; il aurait fallu les dissoudre, soit pour les réduire, soit pour en changer la composition ; or, si les unes obéirent à l'ordonnance du gouvernement, d'autres refusèrent de s'y soumettre, et un second décret vint réformer le premier, en décidant que les milices déjà formées continueraient de subsister, et qu'il en serait établi dans toutes les villes qui n'en possédaient pas encore.

Nous avons dit que le gouvernement s'occupait de la prochaine convocation des cortès ; elle fut précédée d'un décret intitulé *statut royal*, déterminant sur un plan nouveau la composition des cortès, qui devaient être à l'avenir divisées en deux Chambres ou ordres (estamentos), les grands (procerès) et les mandataires du peuple (procuradorès). Les premiers devaient être choisis parmi les archevêques et évêques, les grands d'Espagne, les titrés de Castille, et les personnages notables ayant occupé les plus hauts emplois dans l'administration, dans l'armée et dans la marine ; le roi pouvait encore y appeler les propriétaires et les manufacturiers ayant déjà siégé dans la chambre des procuradorès, et possédant un revenu annuel de 60 mille réaux (15,000 francs) ; les professeurs, les

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Leonce Thuillier Sculp.

VUE DE XERES PRISE DES REMPARTS

Paris, Imp. de Legay r. de la Bucherie, 1

ESPAGNE

savants et les gens de lettres réunissant un revenu s'élevant au même taux. Tous les grands d'Espagne étaient de droits procerès, mais les autres membres de la Chambre n'étaient revêtus qu'à vie de cette dignité, et ne pouvaient la transmettre à leurs héritiers ; quant aux procuradorès ils devaient avoir, pour être nommés, trente ans accomplis, et jouir d'un revenu de 12 mille réaux (3000 francs) ; leur mandat ne durait que trois années. Les deux Chambres n'avaient pas l'initiative, qui appartenait exclusivement au monarque, et les membres ne pouvaient être poursuivis pour les votes et les opinions qu'ils auraient émis dans l'exercice de leurs fonctions. Cette constitution, envisagée théoriquement, semblait devoir satisfaire les besoins et les vœux des gens sages, mais la pratique démontra bientôt qu'elle n'avait point de racines dans le pays, qui, à peine émancipé d'un long despotisme, ne pouvait s'attacher à des formes dont il ne comprenait ni la portée ni les avantages. A la même époque le ministère montra quelque habileté en envoyant un corps de troupes pour appuyer les droits de dona Maria, et chasser de ce pays don Carlos et don Miguel. Rodil réussit dans sa mission et força les deux princes à s'expatrier. M. Martinez de la Rosa voulut tenter aussi d'enchaîner la presse périodique en soumettant l'éditeur d'une feuille politique à payer un cautionnement, et à offrir des garanties de fortune. Les journaux furent en outre livrés à la censure, et pouvaient être supprimés par les gouverneurs des villes, qui étaient seulement tenus d'en déduire les motifs au gouvernement. Cette mesure souleva beaucoup de mécontentements, car la presse était également utile à tous les partis ; toutefois le ministère réussit à les comprimer, et s'occupa de terminer l'insurrection carliste, qui avait mis en feu la Biscaye, le Guypuscoa et la Navarre. Le général Quésada, chargé de cette expédition, ne fut pas plus heureux que ses prédécesseurs, les généraux Saarfield et Valdez ; les insurgés, conduits par un nouveau chef, nommé Zumala-Carréguy, ne tardèrent pas à obtenir de brillants succès sur les troupes de la reine, qui furent battues dans plusieurs rencontres. Quesada fut remplacé par Rodil, qui venait de s'illustrer dans sa courte campagne en Portugal ; tandis que ce général accourait sur les bords de l'Èbre, qu'il atteignit dans les premiers jours de juillet [1834], don Carlos quittait furtivement l'Angleterre. Il traversa la France et franchit les Pyrénées. Sa présence en Espagne imprima une activité nouvelle à la guerre civile, et les partisans de ce prince redoublèrent d'efforts et de dévouement. Investi du titre et des pouvoirs de généralissime des troupes du prétendant, Zumala-Carreguy se montra digne de ses hautes fonctions, et remporta sur son adversaire de brillants avantages. En effet, après une campagne de moins de trois mois, il prit une supériorité décidée sur Rodil, auquel le ministère donna pour successeur le célèbre Mina. Tandis que les Espagnols s'égorgeaient entre eux sur les champs de bataille, un fléau non moins destructeur que la guerre civile parcourait la Péninsule en dépit des cordons sanitaires et des lazarets institués pour arrêter ses ravages. Ce fléau était le choléra, qui envahit successivement toute l'Espagne, dont il décima la population. A Madrid, où il éclata dans les premiers jours de juillet, il fit périr en six semaines près de cinq mille habitants Égarée par la peur, la populace accueillit avidement le bruit qui se répandit que les ennemis du gouvernement avaient jeté du poison dans les fontaines. Dénoncés pour ce crime imaginaire à l'ignorance de la multitude, tous les moines, dans la capitale, furent assiégés dans leurs couvents, et un grand nombre d'entre eux périrent égorgés sans que les autorités de la ville prissent aucune mesure pour les dérober à la fureur des assassins.

Nous esquisserons à grands traits les années qui nous restent à parcourir, en présentant seulement aux lecteurs les résultats politiques et militaires les plus importants, car la multitude des faits ne nous permet pas de les détailler. Nous résumerons donc l'histoire de l'année 1835 en disant qu'elle fut signalée par la mort de Zumala-Carreguy, qui fut blessé mortellement au siége de Bilbao, dont les carlistes ne purent

MCD 2019

s'emparer, et par la chute d'un ministère ayant pour chef le comte de Toréno. Celui-ci ayant voulu réprimer des excès condamnables, des juntes révolutionnaires s'organisèrent tout-à-coup dans un grand nombre de villes, et M. de Toréno, ainsi que ses collègues, tombèrent devant cette manifestation aussi singulière qu'imprévue. Dès que les dispensateurs du pouvoir se furent retirés, on vit les juntes se dissoudre, et toute résistance cessa. En 1836, le gouvernement fit les plus grands efforts pour terminer la guerre contre don Carlos, qui siégeait toujours dans la petite ville d'Onate. Le territoire qu'il occupait avec ses partisans est compris entre les Pyrénées, l'Arga, l'Èbre et l'Océan. Ce pays est traversé par une chaîne de montagnes où se rencontrent des vallées qui aboutissent sur différents points. Les soldats du prétendant pouvaient à volonté descendre des hauteurs pour tenter quelques entreprises ou se porter en masse par la ligne la plus courte du centre à la circonférence. Les christinos, au contraire, étaient condamnés à courir sans cesse après une ennemi qu'ils ne pouvaient atteindre, et risquaient à chaque instant de tomber dans quelque embuscade où la bravoure devenait inutile. Cette lutte durait déjà depuis trois années, quoique la reine eût pour alliés la France, l'Angleterre et le Portugal, avec lesquels elle avait conclu un traité connu sous le nom de la quadruple alliance. En vertu de cet acte, Louis-Philippe avait autorisé la formation d'un corps de volontaires portant le titre de légion d'Alger, et dont les chefs étaient des officiers français. De son côté, l'Angleterre avait permis un armement semblable, qui marchait sous les ordres du général Évans, sorti des rangs de l'armée britannique. Malgré ces secours, le général espagnol Cordova, qui dirigeait en chef la guerre contre don Carlos, ne réussit pas mieux que ses prédécesseurs, quoiqu'il eût adopté un autre plan, qui consistait à bloquer l'insurrection dans ses montagnes et à la faire expirer, pour ainsi dire, d'inanition. Mais ce projet échoua complétement. Deux partisans audacieux, Gomez et Basilio, réussirent à passer l'Èbre et parcoururent la plus grande partie de l'Espagne, prenant des villes et imposant partout des contributions. Gomez entra même dans Cordoue, et, quoiqu'il fût poursuivi par des forces supérieures, il sut éviter tout engagement, et rejoignit, au mois de décembre, don Carlos sous les murs de Bilbao, amenant avec lui un immense butin. Nous avons vu que cette ville avait triomphé d'un premier siége; elle échappa encore cette fois aux armes du prétendant; grâce à la coopération des Anglais, le général Espartéro força les lignes du blocus et pénétra dans la place. Mais si don Carlos subit en cette occasion un échec important, il ruinait ses adversaires par les courses aventureuses de ses généraux, à l'exemple de Gomez, ils sillonnaient hardiment toute l'Espagne, qu'ils pillaient et rançonnaient à leur gré. Parmi ces partisans, un des plus célèbres était Cabréra, qui traversa la Manche et les deux Castilles pour enlever et conduire en Navarre des chevaux, des armes et de l'argent. Comme ce chef avait commis plusieurs actes de barbarie, un général christino prescrivit au gouverneur de Tortose de faire expier à la mère de Cabréra les cruautés reprochées à son fils. Mina, gouverneur de la Catalogne, approuva cette mesure atroce, et la mère de Cabréra fut mise à mort. A cette nouvelle, le chef carliste répondit par d'horribles représailles en faisant fusiller trente-quatre femmes de toute condition tombées en son pouvoir. Il publia un ordre du jour où il annonçait que tous les prisonniers seraient à l'avenir passés par les armes. Don Carlos avait le premier donné l'exemple de ces lâches assassinats en rendant un décret par lequel tous les soldats étrangers n'obtiendraient aucun quartier s'ils échappaient au fer dans les batailles; on devait alors les égorger froidement après le combat. C'est depuis cette époque que la guerre a pris, en Espagne, un caractère d'atrocité sans exemple dans les temps modernes chez les peuples civilisés [1836].

A Madrid, M. Mendizabal avait hérité des dépouilles du comte de Toréno; mêlé dans des tripotages financiers, il s'était créé une réputation d'homme habile dans ce genre, et obtint des cortès un *vote de confiance* qui

MCD 2019

lui permettait de recourir à tous les moyens qui lui sembleraient nécessaires pour restaurer le crédit public. Il se mit à l'œuvre, et fit paraître plusieurs décrets prescrivant la vente des biens nationaux, c'est-à-dire des propriétés appartenant jadis aux corporations et communautés religieuses, qui furent supprimées généralement, à l'exception des clercs séculiers et des quatre ordres militaires et de Saint-Jean-de-Jérusalem. Les religieux et les religieuses des couvents supprimés devaient recevoir une pension de vingt-cinq réaux par jour; mais cette promesse ne fut jamais remplie, et ces malheureux rentrèrent dans le monde, destitués de tout secours et de tout appui. Sur ces entrefaites, une nouvelle session des cortès s'ouvrit le 22 mars. Cette session fut remplie, comme les précédentes, par de stériles discussions, et M. Mendizabal, renvoyé du ministère, fut remplacé par le cabinet Isturitz, qui se vit contraint de dissoudre les deux chambres, pour les rassembler peu de temps après. Le nouveau ministère, au lieu d'étouffer à tout prix la guerre entretenue par don Carlos, s'occupa de réviser le statut royal; mais, pendant qu'il s'occupait de ce soin frivole, des sociétés secrètes agitaient la garde nationale et la populace de Madrid, et les provinces se soulevaient. Le mouvement commença dans la ville de Malaga, dont le commandant militaire et le gouverneur furent massacrés, aux cris de vive la constitution de 1812. Cadix, l'île de Léon, Séville, Cordoue, Grenade suivirent l'exemple de Malaga; et Sarragosse, à l'autre extrémité de la Péninsule, proclama aussi la constitution. Le ministère essaya de faire tête à l'orage en adoptant des mesures de répression; mais, sur ces entrefaites, une émeute éclata dans la capitale. Elle fut comprimée par le général Quésada, qui licencia la garde nationale de la ville. La reine habitait alors la Granja, château de plaisance situé à Saint-Ildephonse, et n'avait pas voulu revenir à Madrid, malgré le péril qu'elle courait d'être enlevée par l'une des bandes carlistes parcourant la Nouvelle-Castille. Les factieux profitèrent de son isolement pour réussir dans leurs projets. Le 12 août, à huit heures du soir, la garde de Christine s'empara du palais, dont elle saisit toutes les issues; une députation composée de sergents et de caporaux pénétra dans les appartements royaux pour signifier à la reine qu'il fallait jurer la constitution. Ils s'emparèrent en même temps de la personne de la jeune Isabelle pour leur servir de gage.

Christine, obligée de discuter avec des hommes troublés par l'ivresse et dont l'ignorance augmentait encore l'opiniâtreté, ne se rendit qu'après avoir résisté cinq heures aux instances menaçantes de ces réformateurs. Malgré cet événement, Isturitz et ses collègues essayèrent encore de résister, appuyés dans Madrid par Quésada, qui, n'ayant pour toute escorte que quatre cuirassiers, parcourut intrépidement les rues de la capitale, à travers les balles dirigées des fenêtres contre lui. Mais son dévouement ne put empêcher la révolution de s'accomplir. La garnison refusa d'obéir à ses ordres, et un nouveau ministère ayant remplacé celui d'Isturitz, Quésada chercha son salut dans la fuite. Arrivé à Hortaleza, petit village à deux lieues de Madrid, où l'alcade essaya de le cacher, il fut découvert dans sa retraite par une troupe de gardes nationaux et de gens du peuple qui s'étaient mis à sa poursuite. Percé de deux coups de baïonnette, son cadavre fut coupé en morceaux par les meurtriers; l'un d'eux osa montrer dans un café à Madrid les oreilles de la victime, dont les restes étaient traînés par la populace dans les rues de la capitale et vendus au plus offrant. Cette déplorable catastrophe signala la résurrection du fameux acte constitutionnel de 1812, qui régit encore l'Espagne aujourd'hui, sans avoir rien produit depuis sa naissance que des désastres et des proscriptions. En effet, l'anarchie n'a pas cessé de s'accroître, et l'on a vu depuis don Carlos venir jusqu'aux portes de Madrid, où il n'a pu pénétrer. Poursuivi par Espartéro, il a regagné ses montagnes. Honoré du titre de comte de Luchana, Espartéro, au moment où nous écrivons, gouverne l'Espagne; de son quartier-général il fait et défait les ministres par ses messives. Tel est l'état de la Péninsule en 1838 : le gouvernement, sorti d'une révolte, agit sans vigueur et

MCD 2019

sans plan, et les politiques les plus habiles ne sauraient prévoir quels seront les résultats qui doivent sortir de cette confusion. Don Carlos, retranché dans les positions qu'il occupe, semble devoir s'y maintenir longtemps encore. Il nourrit du moins cette espérance, comme le témoigne son mariage récent avec la princesse de Beira, qui, accompagnée du fils aîné de don Carlos, a traversé toute la France pour venir en Espagne célébrer son union avec le frère de Ferdinand. En résumé, la question débattue depuis trois ans entre la reine et le prétendant n'a fait aucun progrès, et les choses sont encore au même point que le jour où la lutte a commencé; cette lutte prend même de plus en plus un caractère d'atrocité et de rage qui fait frémir l'humanité et déshonore le nom espagnol. En ce moment [décembre 1838] des juntes de représailles, organisées dans un grand nombre de villes, égorgent les prisonniers de guerre, tandis que de leur côté les chefs carlistes, qui ont donné l'exemple de ces boucheries, les renouvellent pour ne pas demeurer en reste avec leurs adversaires. Ainsi le sang ne coule plus seulement sur les champs de bataille, il teint les places publiques et fait des soldats des deux partis de véritables bourreaux. En vain la France et l'Angleterre ont voulu s'interposer pour mettre fin à ces horribles scènes, leurs représentations ont échoué et les massacres continuent de souiller le sol de la Péninsule.

Il nous reste maintenant à jeter un coup-d'œil sur les mœurs des habitants et sur l'organisation intérieure de l'Espagne; mais la première partie de cette tâche ne pourrait être accomplie sans entraîner des détails trop étendus pour trouver place dans notre cadre. En effet, l'Espagne offre autant de nations différentes que de provinces, chaque population possède un langage et des habitudes entièrement distinctes, et le pays semble par sa configuration repousser l'unité pour former une fédération de peuplades amies. Cette observation est si vraie, que Madrid, décoré du nom de capitale, n'exerce aucune influence sur le reste de la contrée. Cette ville, fondée par un caprice de Philippe II, n'a d'autres priviléges que d'être la résidence habituelle de la cour; mais là se borne sa supériorité, car elle n'est ni le centre du commerce, ni celui de la science et des arts. Il en résulte que la Péninsule n'a point en réalité de ville qui soit pour ainsi dire la tête de la monarchie. On voit donc que pour peindre les mœurs des Espagnols, il faudrait parcourir successivement toutes les provinces de l'empire. Nous ferons seulement remarquer que les habitants des provinces ont conservé l'empreinte du caractère de leurs ancêtres. Madrid et les cités maritimes les plus riches ont, au contraire, reçu sous ce rapport de profondes modifications. Ainsi dans la capitale les pères et les maris ne montrent plus depuis long-temps cette susceptibilité chatouilleuse et féroce, qui les rendait si impitoyables et si prompts à punir par le meurtre la plus légère atteinte portée à l'honneur de leurs filles et de leurs femmes. Aujourd'hui le sexe jouit de la plus grande liberté, et ce qui frappera d'étonnement ceux de nos lecteurs dont la mémoire est nourrie des anciennes traditions, c'est que les dames à Madrid ont, comme les Italiennes, un *sigisbé* qui leur sert, pour ainsi dire, de second époux. Le *cortejo* remplit le même office : il accompagne en tous lieux celle qu'il a choisie, et il vit avec elle dans une familiarité qui chez nous choquerait la bienséance et ferait naître de graves soupçons. Il faut dire encore que dans ce singulier pays il règne une sorte d'égalité entre toutes les classes; ainsi l'homme du peuple aborde sans hésiter un grand d'Espagne ou tout autre personnage élevé en dignité, pour allumer son cigarre au sien, et n'éprouve jamais de refus. C'est ici le cas de dire quelques mots de la classe noble et de la position qu'elle occupe aujourd'hui dans la société. Nous remarquerons d'abord que les familles qui possèdent la grandesse ne s'élèvent pas à plus de cinquante, et qu'environ deux cents personnes possèdent des titres de Castille. Mais en revanche il y a des provinces, entre autres celle des Asturies, où tous les habitants sont nobles. Les premiers sont encore propriétaires de la plus grande partie du sol, mais ils ne jouissent d'aucune influence politique. Depuis Charles-Quint les rois s'étaient

MCD 2019

plus à les tenir écartés des affaires pour les confier à des étrangers ou à des hommes sortis des rangs de la bourgeoisie. Ainsi repoussés de la carrière de l'ambition, les jeunes nobles s'abandonnèrent à la débauche et à la dissipation; engourdis par l'oisiveté, ils devinrent incapables d'exercer aucun emploi et ne se distinguèrent plus que par des vices dégradants, accompagnés de l'ignorance le plus honteuse; de là vient que les grands noms de la monarchie figurent à peine parmi les hommes qui ont pris part au gouvernement, à dater de la guerre de l'indépendance. Néanmoins, les événements pourront régénérer cette race abâtardie, et alors ses richesses lui rendront une partie de son ancien ascendant. Après la noblesse, nous dirons quelques mots de la bourgeoisie, qui gouverne l'Espagne depuis la chute de M. Zéa Bermudez; elle se compose des commerçants, des employés et des avocats. Quoiqu'elle n'ait ni les richesses de la noblesse, ni les lumières, ni le crédit du clergé sur les masses, elle dirige cependant les affaires, parce qu'elle est plus active que tout le reste de la nation, et cependant cette classe, prise en détail, jouit de peu de considération. Ainsi le commerce commence à peine à se relever dans l'opinion publique, car il entraînait naguère encore une sorte de flétrissure, puisqu'un noble, s'il faisait le négoce, était déchu de sa caste, et qu'un gentilhomme ruiné préférait descendre au rang de domestique. Les employés ne méritent pas non plus l'estime de leurs concitoyens; la plupart d'entre eux, mal payés par l'État, se paient par leurs propres mains, ce qui fait qu'un tiers des impôts n'arrive jamais dans les caisses du trésor. Les avocats ne sont guère plus probes que les employés; mais l'habitude de la parole leur donne un grand empire. Ils sont parvenus à imposer à l'Espagne l'épreuve de leurs théories de gouvernement; ce sont eux qui remplissent les cortès et dirigent le pays dans une voie nouvelle. Quant au clergé, son influence tend à décroître chaque jour : déja les moines ont été chassés de leurs couvents et dépouillés de leurs revenus, la populace a massacré un grand nombre d'entre eux, mais les hauts dignitaires de l'église n'ont point été atteints par cette proscription. Les évêques et les archevêques inspirent encore la vénération et le respect, et n'ont jamais cessé dans aucun temps de les mériter. Toutefois il est difficile de prévoir l'avenir qui leur est réservé.

S'il est vrai que la justice soit le fondement de toute société, l'Espagne, sous ce rapport, serait même aujourd'hui en dehors de la civilisation; car elle ne possède que les formes extérieures de cette institution qui a chez eux plusieurs points de ressemblance avec nos institutions judiciaires. Ainsi tout procès doit commencer par un jugement de conciliation prononcé par l'alcade, qui, quoique magistrat municipal, cumule les fonctions d'un juge de paix. Le plaideur mécontent s'adresse ensuite au juge de première instance, puis il peut porter l'arrêt rendu par ce magistrat à l'audience royale, et enfin de l'audience royale à un tribunal suprême, siégeant à Madrid, et qui remplit l'office de notre cour de cassation. Bref, l'alcade réside dans toutes les municipalités, le juge de première instance habite au centre de son ressort, mais il fait des tournées suivant les besoins du service, et l'audience royale siége dans toutes les capitales de province (1). Malgré ces imposantes dénominations, la justice n'existe que théoriquement en Espagne. Les lois alfonsines, la *novisima recopilacion* et les décrets royaux composent un mélange de quatre-vingt mille lois qui se contredisent et cependant sont obligatoires, d'où il suit que le juge décide selon son bon plaisir. Il faut encore remarquer que ce magistrat n'a qu'un traitement très-modique, ce qui peut le mettre dans la nécessité de vendre ses arrêts. Mais la personne qui joue le rôle le plus important dans tous les procès criminels ou civils est l'*escribano*, officier judiciaire, qui est tout à la fois greffier, juge d'instruction, notaire et rapporteur. En un mot, ce personnage est le médiateur officieux qui s'interpose entre le juge et le plaideur, entre la justice et le coupable, et il est au

(1) *Vid.* Lettres sur l'Espagne

MCD 2019

fond l'arbitre souverain de toutes les causes. Il n'est pas besoin d'ajouter que l'*escribano* est vénal, il doit l'être par la nature de ses fonctions. La justice criminelle est au niveau de la justice civile; le coupable, quel qu'il soit, peut le plus souvent acheter son absolution, comme le prouve le fait suivant, que nous empruntons à un ouvrage justement estimé, et dont l'auteur a peint l'Espagne avec autant d'esprit que d'impartialité (1) : « Il y a peu de temps, dit-il »[1837], un alcade qui habitait sur la li»sière de Valence et du Bas-Aragon avait »imaginé le plan le plus ingénieux : des »amendes imposées aux voleurs sont ordi»nairement divisées en trois parts : une pour »le dénonciateur, une pour l'alcade, la troi»sième pour les juges de l'audience royale. »Or, notre alcade ayant soigneusement cal»culé le produit moyen de ces amendes, »imagina de contracter avec l'audience une »sorte de marché à forfait. Il s'engageait à »lui payer annuellement une somme fixe »représentant la part moyenne des profits, »prenant à sa charge toutes les éventualités »de l'opération, dont les bénéfices comme »les pertes devaient demeurer à son compte. »Le marché fut accepté; et notre alcade, »voulant, comme de juste, régulariser son »revenu, imagina la combinaison suivante : »il remonta sur un meilleur pied son person»nel de police, encouragea la dénonciation, » et se mit à prendre le plus de voleurs qu'il »put. Une fois en prison, il commençait à »leur tirer de l'argent et à les saigner sans »miséricorde. Quand leurs ressources étaient »épuisées, que leurs femmes avaient appor»té leur dernière once, que la famille s'était »cotisée pour payer la rançon du prisonnier, »notre industrieux magistrat, fidèle à sa pa»role, relâchait purement et simplement son »voleur, qui, tout efflanqué et tout amaigri »du régime de la prison, ruiné, et sans un »seul réal dans sa poche, s'élançait de la »prison sur les grands chemins comme un »loup enragé, battait le pays, et, pressé de »réparer le temps perdu, faisait en six mois »la besogne de deux ans. L'alarme se mettait »dans les environs; on osait à peine se ris»quer hors de chez soi; les plaintes pleu»vaient auprès de l'alcade, qui restait im»passible, et faisait la sourde oreille : il avait »son plan. Enfin lorsqu'il jugeait que son »homme devait s'être suffisamment refait, le »digne magistrat se réveillait de sa léthar»gie, et déployait une activité merveilleuse, »qui, au bout de quelques semaines, ame»nait pour la seconde fois dans ses filets le »héros de la grand'route. Nouvelle saignée »non moins copieuse et non moins réitérée »que la précédente; et, au bout de quelques »mois, une inconcevable fatalité faisait trou»ver pour la seconde fois au voleur un nou»veau moyen d'évasion, avant même que »son affaire eût pu être portée devant le »juge. Grâce à cet ingénieux système, ap»pliqué avec une persévérance tout arago»naise, l'audience était régulièrement payée. »Le voleur qui esquivait les galères sortait »ruiné, mais libre, et prêt à réparer ses »pertes. » Il est d'ailleurs fort difficile de convaincre un coupable. Si un homme est attaqué par un assassin, au lieu d'accourir à son secours, les passants s'éloignent en toute hâte, car si l'un d'eux cède au sentiment de la pitié, la justice arrive, il est saisi comme témoin, et si la victime ou sa famille n'est pas assez riche pour payer les frais de l'instruction de l'affaire, le témoin est contraint de les acquitter de sa bourse. Aussi ne faut-il point s'étonner si l'Espagne est la terre classique du meurtre et du brigandage; dans plusieurs provinces les habitants n'ont guère d'autre profession.

Au milieu des bouleversements politiques dont l'Espagne est le théâtre depuis les premières années du dix-neuvième siècle, le mouvement littéraire, commencé sous Charles III, loin de se ralentir, a pris une nouvelle impulsion. On peut attribuer ce résultat à deux causes : la première fut la décadence du pouvoir de l'inquisition, qui permit enfin au génie de penser et d'écrire en toute liberté; la seconde, la connaissance et par suite l'imitation des auteurs français, qui réconcilia les Espagnols avec les règles du goût classique. Ainsi, pour ne parler que du

(1) Vid. Lettres sur l'Espagne, par Adolphe Guerroult, p. 405.

MCD 2019

théâtre, les écrivains castillans cessèrent de suivre servilement les traces de Lope et de Calderon. L'auteur des fables littéraires, le célèbre Iriarte, par ses traductions, naturalisa dans son pays les chefs-d'œuvre dramatique du théâtre français; il prêcha lui-même d'exemple, en composant deux comédies de mœurs qui ne sont pas sans mérite (1). Moratin, père, marcha sur ses traces, et il fut lui-même surpassé par son fils, auteur de plusieurs comédies dont la renommée s'est répandue jusqu'en France, où tous les hommes versés dans la connaissance de la littérature espagnole ont lu avec intérêt *le Oui des jeunes filles*, *le Vieillard et la jeune Fille* et plusieurs autres pièces d'un mérite distingué. Un autre auteur dramatique, Martinez de la Rosa, s'est aussi fait remarquer par plusieurs comédies et tragédies qui font honneur à sa patrie. Une de ses productions, *la Mère au bal et la fille à la maison*, transportée sur la scène parisienne, a recueilli d'unanimes applaudissements. *La Veuve de Padilla*, *Moraïme* et *la Conjuration de Venise*, si elles ne remplissent pas toutes les conditions du genre tragique, se font du moins remarquer par le style. Mais il est à craindre que la politique n'enlève cet écrivain au culte des muses; membre des cortès et déjà deux fois ministre, il s'est lancé dans une arène où il a déjà rencontré la persécution et où il trouvera peut-être une mor sanglante, car en Espagne les partis sont impitoyables et n'épargnent pas même le talent. D'autres écrivains ont encore tente de ressusciter la tragédie, tels sont Cienfuegos, auteur d'*Idoménée*, de *Zoraïda*, de la *Comtesse de Castille* et de *Pittacus*, et Quintana, à qui l'on doit *le duc de Vizéo*, ainsi que des poésies et plusieurs ouvrages en prose qui jouissent d'une estime méritée (1). Un grand nombre de poètes ont aussi composé des œuvres très-remarquables, des poëmes et surtout des odes et des élégies où se rencontrent et de grandes pensées et une sensibilité profonde. Nous mentionnerons sous ce rapport Fray Gonzalez, le comte de Norona, Arriaza et Quintana, dont nous avons déjà parlé. Nous regrettons que le défaut de place ne nous permette pas d'entrer dans de plus grands détails sur ce sujet; mais ce peu de mots suffira pour faire voir à nos lecteurs que le mouvement intellectuel ne s'est point arrêté au-delà des Pyrenées, et que si l'Espagne réussit un jour à fonder des institutions politiques qui l'affranchissent également du despotisme et de l'anarchie, elle reprendra bien vite son rang parmi les autres nations européennes : puisse ce jour arriver bientôt!

(1) Ces deux comédies ont pour titres : *L'Enfant gâté* et *la jeune Fille mal élevée*.

(1) Entre autres les vies des Espagnols célèbres.

FIN DE L'HISTOIRE DE L'ESPAGNE.

MCD 2019

MCD 2019

LE MONDE

OU

HISTOIRE DE TOUS LES PEUPLES

EPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS

JUSQU'A NOS JOURS.

HISTOIRE

DU PORTUGAL.

Le Portugal est placé à l'extrémité méridionale de l'Espagne; il a environ cent lieues de longueur et trente de large. La rivière de Minho lui sert de limite au nord, et le royaume d'Algarve au midi. Il se divise en six provinces qui portent les dénominations suivantes : le Minho, Tra-os-Montes, Beïra, l'Estramadure, l'Alentejo et les Algarves. Nous allons donner une description succincte de ces provinces pour l'intelligence des faits que nous avons entrepris de raconter. Le Minho, renfermé entre le Douro et le Minho, passe pour la contrée la plus fertile du royaume. On y trouve un grand nombre de vallées que des ruisseaux et des fontaines sillonnent de toutes parts. Le sol nourrit une grande quantité d'arbres où s'entrelacent des vignes comme on en rencontre dans les plaines grasses et riantes de la Lombardie. Braga est la capitale de cette contrée, qui possède encore plusieurs ports, entre autres Porto. — Tra-os-Montes touche au nord à la Galice, et confine à l'orient avec le royaume de Léon. Il est arrosé par le Tuelo, le Pinon, le Sabor et le Carcédo. On y recueille du blé et surtout du vin qui jouit d'une grande renommée. Bragance, sa capitale, porte le titre de duché; elle appartenait au prince tige de la famille qui occupe aujourd'hui le trône de Portugal. — Le Beira renferme une population pauvre, mais laborieuse. Pendant l'été elle émigre pour se répandre dans les autres contrées du royaume, et pénètre même en Espagne, où elle se livre aux travaux du labourage et de la moisson; elle rentre l'hiver dans ses foyers, rapportant le produit de ses épargnes. Coïmbre, Lamégo et Visco sont les villes les plus considérables de cette province. La première est célèbre par son université; c'est dans les murs de la seconde que les cortès décrétèrent les lois fondamentales de l'État, et confirmèrent le vœu des soldats en donnant la couronne à un prince sauveur de la patrie. — L'Estramadure, bornée par l'Océan, le Beira et l'Alentejo, se recommande par ses riches pâturages. Sa capitale est Lisbonne, qui est en même temps celle de tout le royaume : sous la domination romaine, elle portait le nom d'Olisipo. Son port est vaste, et fut long-temps fréquenté par toutes les nations qui venaient chercher les précieuses denrées de l'Inde, où les Portugais s'étaient créé une vaste domination. L'Estramadure

MCD 2019

contient deux maisons royales magnifiques; l'une situéc à Belem et l'autre à Ma ra, toutes deux, ainsi que l'Escurial en Espagne, sont jointes à des couvents. — L'Alentejo est fertilisé par des cours d'eaux ou rivières assez considérables. Sa capitale, Evora, a toujours joué un rôle important dans les annales du pays; de beaux édifices la décoraient du temps des Romains, mais les siècles et les barbares en ont détruit jusqu'aux moindres vestiges. L'Alentejo fut encore le théâtre d'une bataille célèbre, celle d'Ourique, d'autant plus remarquable, que de cette victoire date l'ère de la monarchie : l'ordre d'Avis et celui de Saint-Jacques ont aussi leur chef-lieu dans cette province, qui est située entre le Tage et la Guadiana. — Le royaume des Algarves, que les Romains appelaient Turdétanie, offre un sol montagneux, mais qui produit cependant d'excellent vin et des fruits en abondance. Sa ville principale est Tavira, qui est en même temps un port. Le territoire du Portugal, quoique peu étendu si on le compare surtout à l'Espagne, offre cependant de grandes ressources qui n'auraient besoin que d'être exploitées pour nourrir une population double de celle qui existe maintenant (1). On en jugera par la description suivante, que nous empruntons à un historien moderne. — « Le climat est généralement plus agréa-
» ble et plus doux qu'en Espagne, il est
» très-sain, quoique fort chaud le long des
» côtes, et en hiver les pluies sont plus abon-
» dantes et de plus longues durées; la région
» froide de ce royaume se trouve partagée en
» deux lisières, l'une au centre dans la vallée
» de l'Estrella, et l'autre au nord le long de
» la partie septentrionale des provinces de
» Douro et Minho et de Tra-os-Montès. On
» y éprouve un froid excessif, causé par l'é-
» loignement de la mer et la grande éléva-
» tion du sol. La végétation y est d'un mois
» plus tardive que dans les parties basses,
» et la moisson ne s'y fait guère plus tôt qu'en
» Allemagne.... On récolte dans les régions
» élevées du blé, de l'orge, de l'avoine, du
» lin et du chanvre; du vin et du maïs,
» dans les lieux plus favorablement situés;
» et du riz, dans les terres basses; les oran-
» ges, les olives et les citrons y sont d'un
» goût excellent, et la soie d'une belle qua
» lité. On élève aussi en Portugal un grand
» nombre de bestiaux; les chevaux, quoique
» petits et maigres, sont vifs et plein d'ar-
» deur; mais les ânes et les mulets y sont
» d'un usage beaucoup plus général, à cause
» des inégalités du terrain. L'agriculture n'a
» jamais été bien florissante, malgré les
» efforts qu'a faits le gouvernement, surtout
» au commencement du dix-huitième siècle,
» pour la tirer de l'état déplorable où elle se
» trouvait; les vallées du Minho et le district
» soumis à la juridiction de la compagnie
» des vins du haut Douro, sont pour ainsi
» dire les seuls endroits où elle ait fait quel-
» ques progrès. L'industrie n'y est pas dans
» un état plus prospère, à peine y trouve-
» t-on quelques manufactures..... Le sol
» abonde d'ailleurs en substances minérales,
» tels que or, argent, fer, plomb, étain,
» antimoine, cuivre, aimant, émeri, mercure,
» bismuth, houille, arsenic, améthiste,
» hyacinthe, aigues-marines, turquoises,
» grenades, cristal de roche, marbres, jayet,
» pierre de chaux, gypse, terre à porce-
» laine, etc. : on y compte encore deux mille
» huit cent soixante-trois salines (1). » Cependant, les vices de l'administration, plus encore que l'indolence des Portugais, laissent dormir tant de richesses, et les revenus du pays ne s'élèvent pas aujourd'hui à plus de cent millions de francs; mais ce n'est pas ici le lieu de rechercher les causes de ce résultat.

Cette contrée, qui depuis le onzième siècle a pris le nom de Portugal, avait fait partie de l'Espagne jusqu'à l'époque où Henri de Bourgogne obtint le comté de Portugal de la reconnaissance d'un roi de Castille. Quelques antiquaires assurent qu'il tire son nom de la ville de Porto, que le comte fit rebâtir; cette opinion est aujourd'hui généralement adoptée, quoique d'autres savants aien*

(1) La superficie du Portugal n'est que de 3,600 lieues carrées et sa population de 3,600,000 habitants.

(1) Laclède, Histoire générale du Portugal, édit. de Fortia d'Urban.

MCD 2019

avancé différents systèmes, que nous croyons devoir passer sous silence. Quoi qu'il en soit, le Portugal, avant et depuis les Romains, était désigné sous la dénomination de Lusitanie; celle-ci s'étendait, suivant Strabon, depuis le Douro du nord au midi jusqu'au grand promontoire placé à l'occident de Lisbonne; elle était plus large, mais moins longue de quarante-quatre lieues que le Portugal actuel (1). Ce pays, au temps où les Carthaginois y abordèrent, était peuplé par différentes tribus, qui formaient entre elles une sorte de confédération. Il paraît que la plupart de ces tribus avaient adopté le gouvernement républicain, elles avaient seulement des capitaines qu'on élisait au début d'une campagne et qui rentraient ensuite dans la foule des citoyens; en un mot, elles vivaient, comme les peuples sauvages, dans des hostilités continuelles, et ne connurent les avantages de la paix que lorsqu'elles furent soumises par les Romains, qui leur imposèrent des lois et des habitudes nouvelles. Nous ne chercherons pas à débrouiller le chaos des temps antiques pour remonter à l'origine des premiers hommes qui habitaient la Lusitanie; nous parlerons seulement de l'arrivée des Carthaginois dans la Lusitanie méridionale. Parmi les nations qui couvraient ce territoire, on remarquait principalement les Lusitains ou Lusitaniens, les Turdetains, les Vectons et les Galiciens. Une colonie de Phéniciens, établie près de Gades (aujourd'hui Cadix), appela à son secours les soldats de Carthage (2). Cette ambitieuse république ne tarda pas à s'établir dans la Lusitanie, dont elle s'empara à l'aide de ses armes et de sa politique. Cependant les Romains avaient pénétré dans l'Ibérie (l'Espagne actuelle), ils se rencontrèrent avec les Carthaginois, et ces deux nations engagèrent alors une lutte gigantesque, dont la conquête du monde devait être le prix. Le célèbre Annibal était alors chargé du gouvernement des conquêtes de ses compatriotes dans la Péninsule; après avoir battu les alliés de Rome, il se mit en marche pour aller envahir l'Italie. Les Lusitaniens formaient la majeure partie de sa cavalerie, à laquelle il dut principalement ses succès. On sait que le héros carthaginois, après avoir combattu et triomphé presque toujours pendant seize années, fut contraint d'abandonner son entreprise pour sauver sa patrie, prête à succomber sous le glaive de Scipion. Vainqueurs de Carthage, les Romains étendirent dans l'Ibérie leurs conquêtes, et l'an 95 avant notre ère, Porcius Caton le Censeur réussit à soumettre la Lusitanie, qui fut réunie à la Bétique, province de l'Espagne ultérieure. Cependant les Lusitaniens, lasses des exactions et des cruautés des magistrats romains, se soulevèrent à plusieurs reprises contre leurs oppresseurs, qu'ils battirent en plusieurs occasions. Ce fut sous l'administration du prêteur Sulpicius Galba que le célèbre Viriate entreprit de rendre à ses compatriotes leur indépendance; il vainquit plusieurs généraux romains et ne succomba que frappé par des assassins (140 avant l'ère chrétienne). Couverts du sang de Viriate ceux qui l'avaient répandu lâchement osèrent venir à Rome réclamer la récompense du meurtre; mais le sénat, après les avoir accablés de son mépris, leur intima l'ordre de s'éloigner à l'instant, et ils allèrent cacher le reste de leur vie dans l'opprobre et la pauvreté. Enfin, après une résistance héroïque, les Lusitaniens succombèrent, écrasés par le grand Scipion [134 ans avant Jésus-Christ]; mais Rome, qui portait la guerre chez tous les peuples, était elle-même déchirée par l'ambition furieuse de ses enfants. Deux hommes connus dans l'histoire par une sanglante célébrité, Marius et Sylla, se disputaient le pouvoir. Sylla resta vainqueur et proscrivit tous les partisans de son rival, parmi lesquels se trouvait un sénateur appelé Sertorius, qui alla chercher d'abord un asile en Afrique, d'où il fut appelé par les Lusitaniens, qui s'étaient révoltés de nouveau contre les Romains. Investi du commandement, Sertorius disciplina ses nouveaux soldats [88 avant Jésus-Christ] et résista avec gloire aux attaques de Metellus et à celles du

(1) Elle s'étendait dans le royaume de Léon jusqu'à l'endroit où la Pisuerga se jette dans le Douro entre Valladolid et Tordisillas, et dans la Nouvelle-Castille jusqu'à douze lieues de Madrid.

(2) L'an 151 avant l'ère chrétienne.

MCD 2019

grand Pompée. Il entreprit même de fonder chez les Lusitaniens les institutions de sa patrie; mais s'il fit des sénateurs, ces sénateurs étaient tous d'anciens compatriotes; les Lusitaniens et les Espagnols, qui combattaient pour Sertorius et composaient toute sa puissance, étaient toujours condamnés à obéir, et cependant ce furent des Romains qui immolèrent Sertorius. Un de ses officiers, nommé Perpenna, forma une conjuration pour se défaire de son général, dans l'espoir de le remplacer; Sertorius fut égorgé au milieu d'un festin [73 av. J.-C.] et Perpenna se saisit de l'autorité; mais, incapable d'en soutenir le poids, il fut vaincu dans une bataille contre Pompée et tué après l'action, par les ordres de ce général. Le grand César, poursuivant en Espagne les débris du parti de Pompée, soumit définitivement la Bétique et la Lusitanie [an 45 avant Jésus-Christ]. A la mort de César, qui fut égorgé à Rome dans le sénat, Sextus, l'un des fils de Pompée, fit une irruption dans la Péninsule ibérique et obtint une somme de cinquante millions de drachmes attiques (1) pour lui tenir lieu des biens de son père qui avaient été confisqués. Sextus, en vertu de cet arrangement, céda l'Ibérie à Lépide, qui, quelque temps après, partagea l'empire romain avec Antoine et Octave. Ces trois hommes, sous le titre de triumvirs, s'emparèrent à Rome du pouvoir suprême et firent massacrer par des soldats tous leurs adversaires. Octave se fit donner à son tour le gouvernement de l'Espagne et en peu d'années resta seul le maître, car il força Lépide de rentrer dans la vie privée, et Antoine, vaincu à la bataille d'Actium, se tua de sa propre main. Mais tandis qu'Octave poursuivait son ancien collègue dans l'Orient, une partie de l'Espagne et de la Lusitanie s'était révoltée, ce prince, devenu empereur sous le nom d'Auguste, marcha en personne contre les insurgés. Il parvint à les soumettre et divisa l'Ibérie en six provinces, savoir : la Bétique, la Lusitanie, la Galice, la Tarragonaise, la Carthaginoise et la Tingitane [l'an 25 avant Jésus-Christ]. Depuis cette époque, l'autorité du nouveau maître du monde, transmise à ses successeurs, imposa au monde civilisé l'obéissance la plus absolue, et l'histoire n'a plus rien à dire des peuples courbés sous le sceptre du chef de l'empire. On sait que cet empire, cimenté par le sang de toutes les nations, après avoir pesé sur elles pendant plusieurs siècles, commença à déchoir rapidement, miné par la corruption des mœurs et par les attaques de peuples barbares qui l'assiégeaient sans relâche. L'an 395 de l'ère chrétienne, la vaste monarchie fondée par Auguste était partagée entre deux princes; l'un, Arcadius, siégeait à Constantinople, et l'autre, Honorius, résidait en Italie. Ce fut alors que les Goths pénétrèrent dans le cœur de l'empire et que ce colosse s'écroula sous les coups d'une foule de peuples inconnus, qui débouchèrent les forêts de la Germanie. Ils inondèrent toutes les provinces de l'Occident, les Visigoths et les Suèves se partagèrent la Lusitanie; les premiers finirent par chasser les Suèves et jetèrent les fondements d'une monarchie qui régna sur toute la Péninsule jusqu'au jour où les Arabes l'envahirent. Cette invasion eut lieu vers l'an 711 ou 712, sous le règne de Roderick (1). Les enfants de Mahomet subjuguèrent rapidement toute la Péninsule, à l'exception de quelques montagnes situées dans les Asturies, où Pélage, cousin de Roderick, s'était retiré. Il s'y défendit avec succès contre les vainqueurs, et ses descendants, en étendant peu à peu leurs conquêtes, finirent par chasser les Arabes et les renvoyèrent en Afrique. La guerre qui commença entre Pélage et ses adversaires dura huit siècles. Ce n'était pas seulement l'amour de l'indépendance qui enflammait les habitants de la Péninsule, ils détestaient surtout dans les Arabes des hérétiques, car le christianisme, qui avait pénétré en Espagne sous le règne de Claude [l'an 41 de notre ère], s'était répandu dans toute l'Espagne, où il s'était naturalisé. Sous les rois visigoths les évêques avaient eu la plus

(1) Environ quarante-six millions de notre monnaie.

(1) Les détails de ce grand événement appartiennent à l'histoire d'Espagne, nous y renvoyons le lecteur.

MCD 2019

grande part au gouvernement ; à mesure que les envahisseurs perdirent du terrain les prélats reconquirent leur suprématie politique et religieuse. Il n'entre pas dans notre plan de suivre la longue lutte qui s'engagea entre les chrétiens et les sectateurs de Mahomet, nous les passerons sous silence pour nous occuper exclusivement des faits relatifs à la Lusitanie.

Ce pays, durant les neuvième et dixième siècles, était partagé entre les Arabes ou Maures et les rois catholiques de Galice ; les premiers à cette époque possédaient Lisbonne, Evora, Béja, Lagos et Coïmbre ; les seconds avaient en partage Braga, Lamego et Porto-Calé (aujourd'hui Porto). Vers le milieu du onzième siècle, les rois de Castille, qui tenaient le premier rang parmi les autres monarques de la Péninsule, devinrent les maîtres d'une partie du Portugal. A la mort de Ferdinand 1er, en 1065, ce prince avait divisé ses États entre ses trois enfants; l'aîné, don Sanche, obtint en partage la Castille, don Alphonse eut le royaume de Léon avec une partie des Asturies, et don Garcie reçut le royaume de Galice et les villes portugaises conquises par son père sur les Maures. Mais don Sanche prétendit que Ferdinand n'avait pas eu le droit de démembrer la monarchie, à laquelle il avait un droit exclusif comme étant l'aîné. En conséquence, il attaqua son frère Alphonse, le fit prisonnier et le contraignit d'entrer dans un monastère; mais Alphonse parvint à s'échapper pour aller chercher un refuge à Tolède, où régnait un prince mahométan, nommé Al-Mamoun. Sanche marcha ensuite contre don Garcie, qui fut défait à son tour et tomba entre les mains du vainqueur, qui l'envoya prisonnier dans le château de Luna. Mais Sanche ne jouit pas long-temps de ses succès et mourut sous les coups d'un assassin, lorsqu'il faisait le siége de Zamora [1072]. A cette nouvelle Alphonse reparut en Castille, et les grands du pays lui offrirent la couronne, à la condition qu'il confirmerait par un serment solennel qu'il n'avait pris aucune part au meurtre de son frère don Sanche. Alphonse promit d'accomplir cette clause le jour de son couronnement ; mais personne n'osait la lui rappeler, lorsqu'au milieu de la cérémonie du sacre de ce prince, le Cid, rompant le silence, somma le monarque de remplir l'engagement qu'il avait contracté. Cette action fut l'origine de la haine que le roi conçut pour le Cid et que les services multipliés de ce héros ne purent jamais éteindre complètement. Alphonse, sixième du nom, fut dès lors maître de la Castille, de la Galice, de la Lusitanie et du royaume de Léon, en un mot, il possédait toute la partie de la Péninsule qui n'était pas sous la domination des Maures [1076]. Il signala son règne par la conquête de Tolède, où il transporta le siége de son empire [1087]. Durant les guerres fréquentes qu'il soutint contre les infidèles, il eut souvent sous ses drapeaux une foule de chevaliers venus de diverses parties de l'Europe pour signaler leur vaillance contre les ennemis du Christ. Parmi ces preux se trouvait le comte Henri de Bourgogne, arrière-petit-fils de Hugues-Capet, qui s'était rendu en Espagne pour servir sous les ordres du Cid. Ce dernier était lui-même un des vassaux d'Alphonse. Henri mérita et obtint par ses exploits la main de Thérèse, fille du monarque espagnol, qui eut pour dot la ville de Porto et ses dépendances. Ce mariage fut célébré en 1072, et de cet événement date la fondation du royaume de Portugal. Henri continua de servir son beau-père par ses conseils et son épée, et fit sa résidence ordinaire à Guimaraëns, la ville principale de son petit état (1). Obligé d'attaquer ou de se défendre sans cesse, car ses possessions touchaient de tous côtés à celles des Maures, Henri força le roi mahométan de Lamego à lui payer un tribut. Quelques écrivains assurent qu'il accompagna en 1095 Guy de Lusignan, qui se rendait à la Terre-Sainte. Ce voyage était une obligation imposée à toutes les princes catholiques; mais rien ne prouve d'une manière certaine que Henri ait visité Jérusalem. Quoi qu'il en soit, ce prince obtint durant sa longue carrière des succès contre les Maures du Portugal, et porta la guerre dans la Galice et le royaume de Léon après la mort de son bienfaiteur

(1) Vid. Faria y Souza, Laclède, Mariana.

MCD 2019

Alphonse VI. Le prince portugais profita des troubles qui s'élevèrent au sujet de l'héritage du monarque castillan pour étendre sa domination depuis Coimbre jusqu'à Astorga. Les Espagnols ayant repris cette ville, Henri revint l'assiéger, mais il mourut avant d'avoir pu réussir à rentrer en possession de cette cité [1112]. Son fils Alphonse Henriquez ramena le corps à Braga. Ce prince fut regretté de ses sujets; il sut les gouverner, et les défendre contre les Maures, qu'il vainquit dans dix-sept batailles. Il expira à l'âge de soixante-dix-sept ans (1).

—

ALPHONSE HENRIQUEZ,

PREMIER ROI DE PORTUGAL.

(DE 1112 A 1185.)

Alphonse Henriquez, à la mort de son père, se trouva placé sous la tutelle de Thérèse sa mère, qui se maria secrètement avec le comte de Transtamare, auquel elle abandonna toute l'autorité [1112]. La conduite de la reine et celle de son amant soulevèrent contre eux tous les esprits; Alphonse en profita pour sommer Transtamare de lui remettre les rênes du gouvernement. Sur son refus, il leva des troupes, battit son adversaire, et le fit prisonnier avec la reine, qui fut renfermée dans un couvent, tandis qu'Alphonse rendit la liberté à l'époux de sa mère. Celle-ci implora le secours du roi de Castille, qui entra sur le territoire portugais pour venger, disait-il, une mère et les droits les plus sacrés méconnus par Alphonse; mais dans le but secret de conquérir le Portugal. Alphonse marcha au devant de l'ennemi, qu'il repoussa. Cependant le monarque castillan revint peu de temps après à la tête d'une armée formidable, et mit le siége devant Guimaraëns, où Alphonse s'était renfermé. Déjà les vivres manquaient aux assiégés, qui avaient résolu de périr plutôt que de se rendre, lorsqu'ils furent sauvés par Égas Moniz. Il avait été gouverneur d'Alphonse, et se rendit à son insu auprès du roi de Castille, qu'il détacha du parti de Thérèse par les offres les plus avantageuses. Il proposa en outre au prince castillan de se remettre entre ses mains, lui et sa famille, si Alphonse ne ratifiait pas les conditions proposées. Le roi de Castille, déjà rebuté par la vigoureuse défense des Portugais, résolut de renoncer à son entreprise, persuadé que l'arrangement qu'il venait de signer avec Égas Moniz lui serait plus profitable que la prise de Guimaraëns. En conséquence, il s'éloigna et reprit le chemin de Tolède, sa capitale. Lorsque Alphonse connut les articles du traité conclu par son ancien gouverneur, il fut saisi d'une profonde indignation, car il s'engageait à se déclarer vassal de son ennemi. Il jura de ne jamais souscrire à un pacte aussi honteux. Moniz, esclave de sa parole, alla se remettre à Tolède, avec sa femme et ses enfants, à la disposition du prince castillan. Il se présenta devant lui vêtu d'une tunique blanche, avec la tête et les pieds nus, et portant une corde au cou; il embrassa les genoux du prince, auquel il fit l'aveu de son imprudence pour avoir négocié sans ordre; mais il avait pensé qu'en transgressant ses devoirs il servirait les intérêts des deux partis. Le monarque, moins touché de ses raisons que du triste état où il était réduit, lui pardonna. Égas Moniz eut la permission de revenir dans sa patrie (1). Peu de temps après, la reine, toujours prisonnière, souleva contre Alphonse son frère dom Pèdre, et tenta d'exciter la multitude à la révolte; n'ayant pu réussir dans ses projets, elle s'adressa au souverain pontife Innocent II. Celui-ci fit partir un légat pour ordonner à Alphonse, sous peine d'excommunication, de mettre Thérèse en liberté. Le prince portugais, loin d'être effrayé de cette menace, fit arrêter l'envoyé du pape et le renvoya en Italie. Rien ne prouve mieux que cet acte, la fermeté d'Alphonse et la force de son gouvernement, car, à cette époque, le clergé jouissait d'un immense crédit sur l'esprit des peuples, et sa

(1) Laclède, t. III, édit. de Fortia d'Urban; Lequien, t. I.

(1) Vid. Laclède, t. III; Mariana, liv. X.

MCD 2019

mettre en lutte avec lui pouvait ébranler la puissance la mieux affermie. Quoi qu'il en soit, Alphonse triompha dans cette occasion, et fut bientôt délivré des dangereuses intrigues de sa mère, qui mourut peu de temps après cet événement [1130]. Il put alors songer à l'agrandissement de ses possessions, et prit la ville de Troncoso sur un prince maure nommé Albucarram, et roi de Badajoz. Cette guerre fut suivie de plusieurs autres contre les infidèles, qui étaient maîtres d'une partie du Portugal.

La province d'Alentejo appartenait à un certain Ismar ou Ismaël ; redoutant l'ambition d'Alphonse, il se coalisa avec les rois maures de Silvez, de Mérida, de Séville et de Badajoz, et plusieurs autres souverains, tous ensemble, au nombre de près de trois cent mille hommes, vinrent présenter la bataille à Alphonse, qui n'en avait que treize mille. Ce prince, retiré dans sa tente, s'était endormi, et vit en songe un vieillard qui lui promettait la victoire. Dans ce moment il fut éveillé par Ferdinand de Souza, venant le solliciter d'accorder une courte audience à un ermite du voisinage : cet ermite ressemblait au vieillard qu'Alphonse venait de voir dans son rêve. Il dit au roi de mettre toute sa confiance en Dieu. « Lorsque vous entendrez, » lui dit-il, « sonner une cloche, sortez de votre tente, » vous connaîtrez alors tout ce que le ciel » veut faire pour vous. » Confiant dans cette promesse, le prince se leva lorsque le jour commençait à poindre, et il aperçut du côté de l'orient un groupe de nuages lumineux qui s'ouvrirent et laissèrent voir une foule d'anges portant une croix ; en même temps une voix éclatante fit entendre ces mots : « Alphonse, tu seras vainqueur de tes » ennemis et tes sujets te proclameront au- » jourd'hui roi. Accepte ce titre. Ta posté- » rité portera mon nom dans les climats les » plus reculés. » Alphonse mit un genou en terre, il jura d'obéir au commandement qu'il venait de recevoir, et la vision disparut (1). Il serait téméraire d'affirmer, malgré l'assentiment unanime de tous les historiens portugais, que cette aventure n'a pas été imaginée, ou au moins embellie par l'imagination de quelque annaliste contemporain. Quoi qu'il en soit, Alphonse fit part à ses soldats de l'apparition dont il avait été favorisé, et ce récit enflamma d'une ardeur encore plus vive l'âme des Portugais. Ils demandèrent à grands cris le signal du combat, et se précipitèrent sur les Maures. Alphonse, dès la première charge, tua de sa main le roi de Silvez ; cet exploit jeta la terreur parmi les infidèles, qui, après une lutte aussi longue que sanglante, furent mis en fuite. Cette célèbre bataille se donna dans la plaine d'Ourique, et Alphonse fut proclamé roi sur le champ de bataille par ses soldats [1139]. Trois jours après il revint à Coïmbre, où les acclamations du peuple confirmèrent le vœu des guerriers. Ainsi fut fondé le royaume de Portugal, dont Alphonse Henriquez fut le premier monarque. Le titre qu'il venait d'acquérir si glorieusement lui imposait de nouveaux devoirs ; il sut les remplir, et résolut de s'emparer de Lisbonne. A cette époque parut à l'embouchure du Tage une flotte nombreuse ayant à bord des Anglais, des Français et des Allemands, qui allaient au secours de la Terre-Sainte, ils avaient pour chef Guillaume-Longue-Épée, duc de Normandie. Sur la proposition d'Alphonse, les soldats du Christ consentirent à lui prêter leur appui, et, après un siége qui dura cinq mois, le roi de Portugal prit Lisbonne d'assaut [1147]. Quelque temps avant cette conquête, les cortès, assemblés à Lamego, avaient ratifié l'élection d'Alphonse et rédigé une loi relative à la succession au trône. Nous allons citer les articles de cette loi, à cause de leur importance, puisqu'ils sont le fondement de la constitution du royaume.

« Le fils succédera au père, après le fils » le petit-fils, ensuite les fils du petit-fils, » et ainsi des autres ; si le roi meurt sans » enfants et qu'il ait un frère, ce frère lui » succédera ; mais son fils ne portera la cou- » ronne après lui que dans le cas où les évê- » ques, les gouverneurs des villes et les » chefs de la noblesse y consentiront.

» Si le roi de Portugal meurt sans enfants » mâles et qu'il laisse une fille, elle sera

(1) Vid. Laclède, t. III ; Lequien, t. I ; Faria y Souza, etc.

MCD 2019

reine, mais elle ne pourra se marier qu'à un Portugais noble, lequel ne sera reconnu pour roi qu'après avoir eu un enfant mâle de la reine. Lorsqu'il se trouvera dans une assemblée avec elle, il se placera » à sa gauche et n'aura point de couronne. » Si la fille du roi épousait un étranger, elle » serait exclue de la succession. »

Les cortès rendirent encore plusieurs décrets non moins importants et non moins curieux à connaître, car ils peignent les opinions, les mœurs et l'état social des Portugais. Les premiers s'appliquent exclusivement à la noblesse, tenant alors le premier rang dans l'État qu'elle était chargée de défendre ; l'accomplissement de ce devoir justifiait la suprématie dont elle jouissait sur le reste de la nation, qui se composait d'habitants, mais pas encore de citoyens. En effet, les intitutions féodales existaient en Portugal comme dans tout le reste de l'Europe ; à peine, dans quelques villes, commençaient à poindre ces associations bourgeoises qui devaient détruire un jour le pouvoir des nobles au profit de la nation. Nous citerons dans leur entier le texte de la loi relative à la noblesse, qui se compose seulement de deux articles.

« 1°. Tous ceux qui descendront de la » reine, de ses fils et petit fils, seront très- » nobles. Tout Portugais, pourvu qu'il ne » soit ni Maure ni Juif, qui aura délivré le » roi de quelque péril, sera noble. S'il a été » pris par les infidèles, et qu'il demeure » constamment attaché à la loi de Jésus- » Christ, ses enfants seront nobles. Celui qui » aura tué le roi des ennemis ou son fils, ou » fait prisonnier son écuyer, sera noble. » Toute l'ancienne noblesse conservera son » rang tel qu'elle le possédait. Tous ceux » qui auront combattu à la bataille d'Ouri- » que seront toujours nobles et appelés » sujets par excellence.

» 2°. Si des personnes nobles se sont en- » fuies du combat ; si elles ont frappé une » femme de leur épée ou de leur lance ; si » elles n'ont pas délivré, dans l'occasion » d'un péril, le roi, son fils ou son écuyer, » pouvant le faire ; si elles ont porté de faux » témoignages ; si elles ont déguisé la vé- » rité au roi ; si elles ont mal parlé de la » reine ou de ses filles ; si elles se sont re- » tirées chez les Maures, blasphémé contre » Dieu et Jésus-Christ, ou attenté à la vie » du roi, elles seront dégradées, elles et leur » postérité, de leur noblesse. »

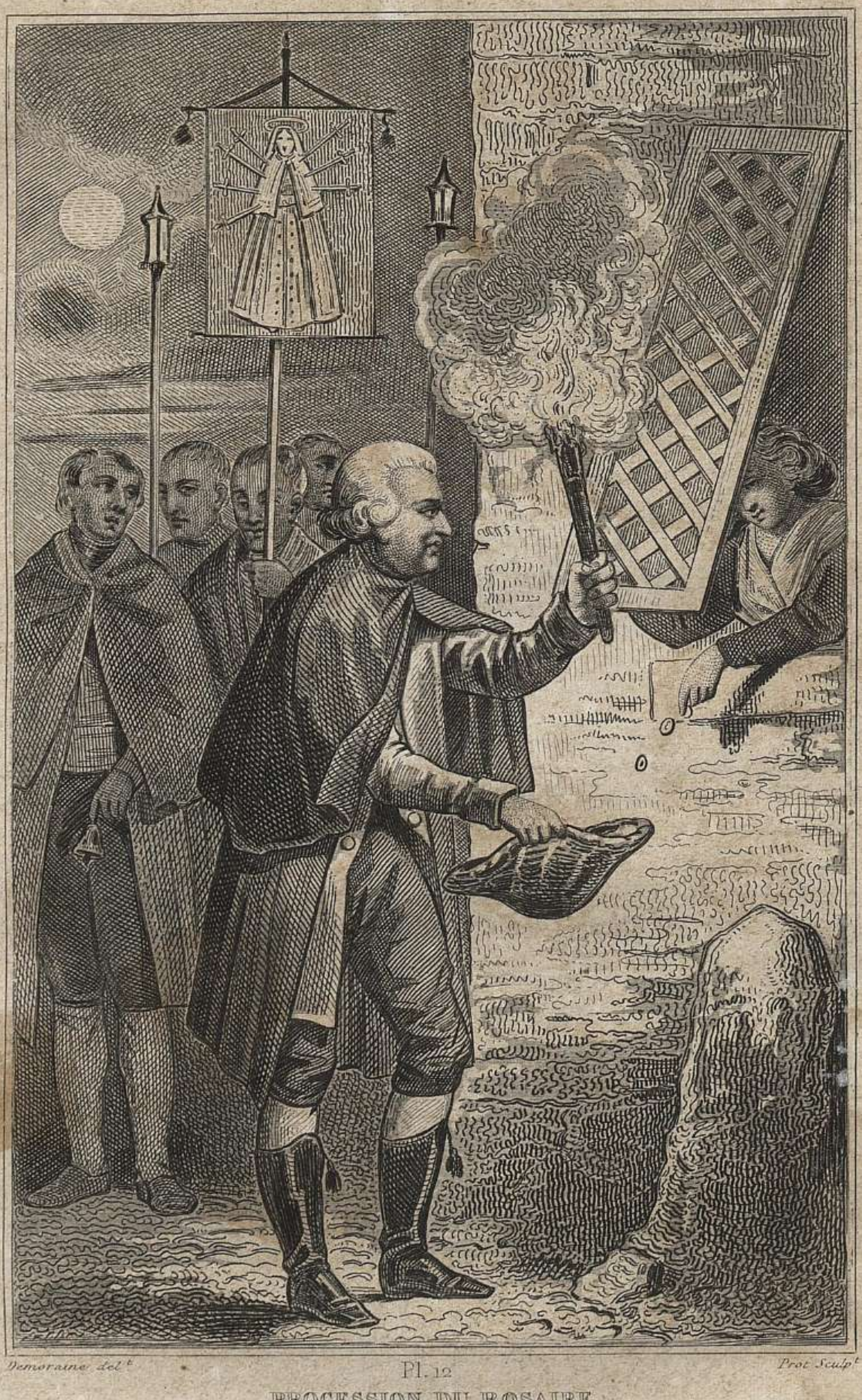
L'assemblée fit aussi un espèce de code criminel, applicable à toute la population du royaume ; il contient six articles, que nous citons sans y rien changer.

« 1°. Tout homme ou toute femme qui » aura volé deux fois sera exposé à demi » nu sur une place publique ; à la troisième » fois on lui mettra sur le front un écriteau, » pour annoncer aux passants que c'est un » voleur, et on le marquera ensuite d'un » fer rouge, et la quatrième il sera con- » damné à mort ; mais avant l'exécution on » communiquera la sentence au roi. — » 2°. Toute femme adultère, convaincue de » ce crime devant le juge par son mari, sera » brûlée vive avec son complice ; mais le » jugement sera soumis préalablement au » roi. Si le mari s'oppose à l'exécution, » l'épouse ne subira pas la peine, et dans » ce cas l'autre coupable sera également » gracié. — 3°. Tout meurtrier sera con- » damné à mort, de quelque qualité qu'il » soit. Quiconque aura fait violence à une » fille noble subira la peine capitale, et ses » biens seront confisqués au profit de l'offen- » sée ; si la fille n'est point noble elle se ma- » riera avec le coupable, quant même il se- » rait noble. — 4°. Si quelqu'un se plaint » qu'un autre a usurpé son bien, il en infor- » mera le magistrat, qui lui fera rendre » justice. — 5°. Si quelqu'un en a blessé un » autre avec un fer pointu ou avec un bâton, » il sera condamné à une amende pécu- » niaire. — 6°. Celui qui outragera de pa- » roles, ou qui frappera un gouverneur de » place ou tout autre magistrat, sera mar- » qué d'un fer chaud, à moins qu'il ne fasse » réparation à l'offensé, ou qu'il ne lui paie » une somme d'argent. »

Le monarque, comme tous ses contemporains, avait une dévotion quelquefois plus sincère qu'éclairée, et professait la plus grande admiration pour saint Bernard ; ce moine jouissait alors dans toute l'Europe d'une in-

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del.t Pl. 12 *Prot Sculp.t*

PROCESSION DU ROSAIRE. *Paris, Imp. de Legrand, r. de la Bucherie, 1.*

MCD 2019

fluence qui le plaçait au niveau des plus grands princes. Saint Bernard était revêtu d'une dignité qui ne tenait pas le premier rang dans l'Église, il était seulement abbé de Clairvaux; mais son éloquence lui soumettait tous les esprits, et sa renommée s'était répandue dans tous les États chrétiens; aussi, Alphonse, attribuant ses succès à la protection de la Vierge et aux prières du saint abbé, déclara aux cortès, rassemblés à Lamégo, qu'il se reconnaissait lui et son royaume comme feudataires de la communauté de Clairvaux, et qu'il s'engageait, ainsi que ses successeurs, à payer annuellement à cette abbaye cinquante maravédis d'or. Cet engagement reçut son exécution jusqu'au jour [1580] où l'Espagne s'empara du Portugal. Lorsque le duc de Bragance parvint au trône, en 1646, il rétablit cette donation, qui avait cessé d'être exécutée par Philippe II et ses descendants; mais en 1773 les disciples de Bernard perdirent sans retour le tribut qui avait été offert à leur fondateur. Nous ne suivrons pas Alphonse Henriquez dans toutes ses campagnes, nous dirons seulement qu'il devint maître de la ville d'Évora: elle lui fut livrée par un seigneur portugais, qui, brouillé avec son souverain, s'était retiré chez les infideles, et rentra en grâce auprès d'Alphonse par cette trahison [1166]. Le prince portugais prit aussi aux Espagnols la ville de Badajoz, mais, quelque temps après, il fut fait prisonnier par les soldats de Ferdinand II, et conduit dans la ville de Leon. Ferdinand lui fit acheter sa liberté par la restitution de vingt-cinq places dont Alphonse s'était emparé sur le monarque espagnol. Dès qu'il fut de retour dans son royaume, il recommença à guerroyer contre les Maures, et remporta une grande victoire sur le roi mahométan de Séville. C'est à la suite de ce brillant fait d'armes qu'il s'enferma pendant un mois au monastère d'Alcobaça pour se livrer à de pieux exercices. A cette occasion il institua l'ordre des chevaliers d'Avis ou de l'Aile, parce que ceux qui en faisaient partie devaient porter une aile d'or sur leur habit. A l'heure du combat ils se plaçaient autour de l'étendard royal pour le défendre, et ils s'engageaient par serment à se soumettre eux-mêmes au règles imposées aux moines d'Alcobaça [1170]. Quelques années après Alphonse laissa introduire dans son royaume l'ordre de Saint-Jacques, qui avait été fondé en Galice [1172]. Le corps du disciple de Jésus-Christ ayant été découvert miraculeusement à Compostelle, une foule de chrétiens accourut de toute part pour le visiter; mais les Maures se mettaient en embuscade pour surprendre les voyageurs, qu'ils dépouillaient et qu'ils emmenaient ensuite en esclavage. Ce fut alors que de pieux guerriers se réunirent pour protéger aux dépens de leur vie ceux qui se rendaient à Compostelle, et formèrent un ordre qui obtint la sanction du pape Alexandre III. Les chevaliers de Saint-Jacques, à qui les rois de la Péninsule donnèrent des domaines et des châteaux, ne tardèrent pas à acquérir une importance politique qui gêna plus d'une fois la royauté dans l'exercice de son pouvoir. Alphonse mourut en 1185, à l'âge de quatre-vingt onze ans; il en passa plus de soixante-dix à combattre les Maures et les Espagnols. Les Portugais le révèrent non-seulement comme fondateur de leur monarchie, mais ils lui attribuent en outre les vertus d'un saint. Il fut inhumé à Coïmbre: on conserve en même temps que son épée et son bouclier, un surplis dont il couvrait ses épaules durant l'office divin. Alphonse ne laissa qu'un fils, et cinq filles qui furent mariées à différents princes (1).

SANCHE I.

(DE 1185 A 1211.)

Sanche I hérita des talents et des vertus de son père mais la fortune se montra presque toujours contraire à ce prince; il débuta cependant par s'emparer de Sylvès et du royaume des Algarves, dont il s'intitula le roi depuis cette époque. Mais, quelque temps après, le Portugal fut ravagé par le kalife Abou-Yousouf-Yacoub, qui régnait

(1) Voir sur ce règne Laclède, — Leguien, — Ferreras, etc.

MCD 2019

dans toute l'Afrique occidentale. Sanche laissa les Maures dévaster ses États, car il était trop faible pour tenir la campagne contre des ennemis si nombreux. Ceux-ci, décimés par la famine et par des maladies, ne tardèrent pas à repasser en Afrique. Mais, au fléau de la guerre succéda celui d'une inondation et d'une sécheresse qui affamèrent les malheureux Portugais, et exterminèrent une grande partie de la population (1190). Sur ces entrefaites, Yacoub passa de nouveau la mer, et vint jusqu'au monastère d'Alcobaça, dont tous les religieux furent égorgés par ses soldats. Cette fois il fut repoussé et bientôt contraint de se rembarquer. Sanche essaya vainement de mettre un frein aux guerres privées que se faisaient entre eux les seigneurs portugais, il ne put y réussir : l'esprit du temps s'y opposait ; et quand ses conseils et ses exhortations n'étaient pas écoutés, il ne pouvait employer la force contre des vassaux qui, en se liguant contre lui, étaient en état de lui faire la loi. Le monarque chercha du moins à se rendre utile à son peuple en bâtissant des villes nouvelles, et en repeuplant les cités que la peste ou les combats avaient rendu désertes. Il refusa aussi d'aller à Jérusalem, ne voulant pas livrer ses sujets aux inconvénients d'une régence ; mais il secourut la ville sainte en fournissant des sommes considérables aux chevaliers du Temple, pour qu'ils allassent reprendre aux Sarrasins le tombeau du Christ, dont Saladin s'était emparé. Don Sanche mourut en 1212 ; et quoiqu'il ne fut pas dominé par l'avarice, il laissa cinq cent mille marcs d'or et quatorze cents marcs d'argent, qu'il partagea, dans son testament, entre ses fils et ses filles, il en réserva cependant une partie pour la léguer aux églises et aux hôpitaux. Ce prince était âgé de cinquante-sept ans, et en avait passé vingt-six sur le trône (1).

ALPHONSE II.

(DE 1212 A 1223.)

Alphonse, quand il parvint à la couronne, s'était déjà distingué par ses exploits contre les Maures ; mais à son avénement, loin de tourner ses armes contre les ennemis de la foi, il attaqua ses frères et ses sœurs pour les dépouiller, quoiqu'il eût juré solennellement d'exécuter toutes les clauses du testament de son père. Dona Thérèse et don Pedre implorèrent le secours du roi de Léon, qui vint porter le fer et la flamme dans le Portugal ; d'un autre côté, Alphonse eut encore à se défendre contre une excommunication que le pape Innocent III lança contre lui [1216]. Le différend du monarque et de ses frères et sœurs se termina par une transaction. Alphonse obtint son pardon de la cour de Rome, ce qui ne l'empêcha pas, quelques années après, de sévir contre un grand nombre de jeunes gens qui, pour se dispenser du service militaire, endossaient le froc ou entraient dans les ordres sacrés ; le roi entreprit de les contraindre à porter les armes, et confisqua les biens de ceux qui refusèrent obstinément de servir l'État de leur personne. Cette tentative souleva le clergé contre le monarque, le pape l'excommunia une seconde fois ; mais il ne fut pas effrayé des foudres du Vatican et refusa de céder, quoique son royaume eût été frappé d'interdiction. Cette peine entraînait alors de graves conséquences, car le service divin était interrompu et l'église fermée, les enfants ne pouvaient être baptisés et les morts étaient inhumés sans pompe et sans prières. Quoi qu'il en soit, la colère de la cour de Rome ne fit éclater aucun trouble dans le Portugal, qui aurait joui d'une paix profonde sans le voisinage des infidèles, qui firent une invasion en 1220 ; Alphonse les força d'évacuer le territoire et gagna une sanglante bataille contre le roi de Badajoz. Le monarque portugais était devenu d'une si grande obésité qu'il pouvait à peine marcher. Il est probable que cette infirmité hâta sa fin, qui eut lieu en 1223, à l'âge de trente-huit ans (1).

SANCHE II.

(DE 1223 A 1248.

Sanche II reçut la couronne ayant à peine seize ans. Son premier soin fut de s'accom-

(1) Vid. Laclède, t. III.

(1) Vid. Vasconcellos, — Mariana, — Ferreras.

MCD 2019

moder avec le clergé, dont son père s'était attiré la haine par sa fermeté. Cette mesure n'aurait eu que d'heureux résultats pour le jeune prince, s'il eût continué à ménager l'Église sans se rendre esclave de ses volontés; mais, enivré de quelques victoires remportées sur les Maures au début de son règne, il se mit de nouveau en hostilité avec les ecclésiastiques de son royaume. Il y fut poussé par quelques-uns de ses courtisans qui voulaient mettre à contribution les membres du clergé, pour s'enrichir de leurs dépouilles, car la confiscation des biens ou des revenus était toujours la conséquence de toute accusation (1). De leur côté, les grands étaient jaloux de n'avoir aucune part au gouvernement, que Sanche abandonnait exclusivement à ses favoris, qui lui firent épouser, en 1243, dona Mincia, veuve d'un seigneur portugais. Dès qu'elle fut reine, Mincia devint maîtresse absolue de l'esprit de son époux, et les mesures qu'elle lui inspira ne tardèrent pas à augmenter le mécontentement public. Quelques seigneurs profitèrent de cette disposition des esprits pour se présenter en corps devant le monarque, qu'ils sommèrent en termes respectueux de renvoyer certains personnages dont la tyrannie pourrait faire naître la désobéissance et par suite la révolte. Le roi promit de les éloigner, mais il n'en fit rien, et les grands se liguèrent alors avec le clergé pour s'adresser à la cour de Rome, qui entra dans leur ressentiment et mit le royaume en interdit. En même temps Porto-Carrero, gouverneur du château d'Ourem, pénétra à main armée dans la ville de Coïmbre, résidence du monarque, investit le palais et en arracha la reine, qu'il fit conduire en Castille. Le malheureux Sanche, ne pouvant se venger par la force de cette violence, envoya des ambassadeurs au concile de Lyon, présidé par le pape [1245], pour se plaindre de l'injure qu'il avait reçue; mais ses envoyés, au lieu de plaider la cause de leur maître, s'unirent à ses adversaires qui avaient formé le projet de donner le sceptre à dom Alphonse, comte de Boulogne et l'un des frères de Sanche. En effet, le souverain pontife Innocent IV publia une bulle qui confiait à ce prince l'administration du royaume, non pas, disait-il, pour enlever la couronne au monarque actuel ou à ses descendants, s'il lui en survenait, mais afin seulement de pourvoir au bien du royaume (1). A cette époque, le clergé jouissait d'une influence morale, qu'il devait à la supériorité de ses lumières, en même temps qu'au caractère sacré dont il était revêtu. De simples moines étaient souvent chargés de traiter les affaires les plus délicates et pénétraient sans obstacle jusque dans le cabinet des rois. De là vient que leur personne obtenait généralement le respect et la considération. Les princes comme les particuliers auraient craint de se livrer contre les membres les plus humbles du clergé à des violences, dans la crainte de s'attaquer à un corps aussi puissant. C'était, pour ainsi dire, s'attaquer à Dieu même, du moins on le croyait. Aussi, un dominicain, nommé Gille, osa se rendre auprès du monarque et lui signifier la bulle du pape qui donnait le gouvernement du pays à dom Alphonse; Sanche ne punit pas la hardiesse de ce religieux, soit par respect pour sa robe, soit qu'il craignît de prêter de nouvelles armes à ses adversaires. Quoi qu'il en soit, la guerre civile s'alluma dans tout le royaume, et après une lutte de quelques mois, le roi prit le parti de se retirer à Tolède [1246]. Il y mourut en 1248, sans avoir pu recouvrer sa couronne. Le sort de ce monarque fournit une nouvelle preuve que les excommunications n'étaient redoutables qu'aux princes faibles. En effet, le père de Sanche avait su braver les foudres du Vatican qui précipitèrent son fils du trône, tant il est vrai que le pouvoir tire sa force, non de ses droits, mais de la main qui sait le manier.

(1) Vid. Laclède, t. III, p. 156, édition Fortia d'Urbar.

ALPHONSE III.

(DE 1245 A 1279.)

Alphonse, troisième du nom, ceignit la

(1) Vid. Raynald, — Epist. Innocent IV, — Laclède, t. III, — Mariana, — Ferreras.

MCD 2019

couronne à la mort de son prédécesseur ; jusqu'à cette époque il gouverna pendant deux ans le Portugal à titre de régent, mais quelques seigneurs, demeurés fidèles au prince déchu, refusèrent de reconnaître son autorité. Parmi ces derniers se trouvait Martin Freitas, gouverneur de Coïmbre. Alphonse venait de mettre le siége devant cette place lorsqu'il reçut la nouvelle du trépas de dom Sanche. Il se hâta de faire part de cet événement à Freitas, mais celui-ci sollicita une suspension d'armes, afin de se rendre à Tolède pour s'assurer de la vérité du fait. Il obtint la permission de faire ce voyage, et après s'être fait ouvrir le sépulcre de don Sanche, il mit les clefs de Coïmbre dans les mains du cadavre royal, en lui disant : « J'ai souffert la » faim, la soif, et bravé tous les périls tant » que vous avez vécu, pour vous prouver » ma fidélité. A présent que vous êtes mort, » je remets entre vos mains les clefs de la » ville dont vous m'avez confié la garde, » c'est l'unique devoir que je puisse vous » rendre. Je dirai aux habitants de Coïmbre » que vous ne vivez plus et que nous pouvons » désormais reconnaître Alphonse, votre » frère, pour roi, sans manquer au devoir » que nous avions contracté envers vous. » Il reprit ensuite les clefs et à son retour les remit à Alphonse, qui rendit hommage à sa loyauté en lui laissant le gouvernement de la ville, qu'il n'avait livrée qu'après avoir été affranchi par le trépas de Sanche de son engagement. Si Alphonse, pour arriver au trône, restitua au clergé et à la noblesse leurs anciennes immunités et tous leurs privilèges, il parvint cependant à affermir son autorité, en se faisant aimer de son peuple par l'habileté de son administration. C'est ainsi qu'il établit plusieurs foires et dispensa les marchands étrangers d'acquitter plusieurs péages dont le taux onéreux était préjudiciable aux intérêts du commerce. Il détermina encore la valeur des espèces monétaires et réussit à désarmer les haines qui divisaient les familles puissantes de son royaume et leur mettait souvent les armes à la main [1248]. Il songea ensuite à s'allier avec le roi de Castille, dont il voulait se faire un appui en épousant sa fille. C'était se montrer ingrat envers la comtesse de Boulogne, avec laquelle Alphonse était marié. Mais la reconnaissance enchaîne rarement l'ambition, et le roi n'hésita pas à abandonner son ancienne bienfaitrice pour s'unir à la princesse castillanne. A la nouvelle de cet hymenée, la comtesse de Boulogne accourut en Portugal, mais elle ne put voir Alphonse et se retira en France. Trompée dans son amour et trahie dans ses droits d'épouse, la comtesse eut recours au pape Alexandre IV, qui prit sa défense et lança une excommunication contre le monarque infidèle [1255]. Alphonse n'en fut point ému et demeura pendant douze années hors du giron de l'Église, sans être moins obéi et moins aimé de ses sujets. Il s'occupa aussi de restreindre les priviléges du clergé, et réussit à faire restituer, par différents ordres militaires, des cités et des terres qu'ils avaient obtenues de la générosité imprudente des rois ses prédécesseurs, qui, par d'indiscrètes libéralités, avaient appauvri le domaine de la couronne, et, par là, affaibli son autorité. Les événements qui signalèrent le règne d'Alphonse sont dénués de tout intérêt, car ils ne renferment aucun fait remarquable. Ce prince parvint jusqu'à l'âge de soixante-neuf ans ; il en avait passé trente-quatre sur le trône, et il expira à Lisbonne le 20 mars 1278. Au lit de mort il démentit tous les actes de sa vie en sollicitant l'absolution pour sa résistance envers le pape, qu'il pria de ratifier son testament. Cette rétractation ne doit pas surprendre si l'on se reporte au siècle où vivait ce monarque, et à l'influence si puissante de l'éducation. On ignore si ce prince eut des enfants de la comtesse de Boulogne, mais sa seconde épouse, Béatrice, lui en donna plusieurs. En résumé, Alphonse fut un prince habile et qui posséda presque toutes les qualités du commandement, la bravoure sur le champ de bataille et la perspicacité dans les affaires. Devenu maître du pouvoir, qu'il arracha des mains de Sanche II, il se montra digne de la souveraineté, ce qui justifie, dans l'intérêt du peuple, son usurpation.

(1) Laclède, t. III, dit. Fortia d'Urban.

MCD 2019

DENIS I.

(DE 1279 A 1325.)

Denis I avait dix-huit ans lorsqu'il perdit son père; il exclut sa mère Béatrice du gouvernement, et prit la résolution de régner, prenant connaissance de toutes les affaires par lui-même et sans l'intermédiaire de ses ministres. Il montra qu'il n'avait pas trop présumé de ses forces. Après avoir célébré son mariage avec Élisabeth, fille de Pierre III, roi d'Aragon, le jeune monarque contraignit son frère Alphonse de le reconnaître pour son suzerain, car il eût été dangereux de laisser un prince possesseur d'un grand nombre de terres et de châteaux, conserver une indépendance qui pouvait amener des troubles. Denis se trouva ensuite aux prises avec le clergé de son royaume, qui soumit ses griefs à la cour de Rome. Le roi consentit à reconnaître cette juridiction, et envoya auprès du souverain pontife Martin Perès et Juan Martinez pour soutenir ses intérêts. Les plaintes du clergé se divisaient en un grand nombre d'articles dont nous rapporterons la substance parce qu'ils peignent l'état social du royaume au treizième siècle. Ainsi, les ecclésiastiques reprochent au monarque de condamner au bannissement, après avoir saisi leurs biens, des évêques et des curés pour avoir excommunié les débiteurs qui négligeaient ou refusaient de payer la dîme; ils ajoutent, que dans plusieurs diocèses, il s'adjugeait le tiers de cet impôt pour les dépenses du gouvernement, et contraignait les ecclésiastiques à contribuer aux frais de constructions ou de réparations des remparts des villes, en forçant leurs serfs à ce genre de travail, au détriment des terres, qui restaient en friche faute de bras; qu'il faisait arracher par force, des églises les criminels qui s'y étaient réfugiés; — que sous le prétexte d'administrer la justice, il introduisait sur les possessions du clergé des moirins, ou maires, voués à ses intérêts; — que, lorsqu'un vassal de l'Église était mis en cause par un officier du roi, l'accusé ne pouva t trouver d'avocat pour embrasser sa défense; — que les commandants de châteaux appartenant au monarque s'emparaient des vivres et des munitions dont ils avaient besoin, sans les payer, et qu'enfin les tribunaux royaux s'efforçaient d'évoquer exclusivement les causes testamentaires qui étaient du ressort des cours ecclésiastiques. Les envoyés du roi nièrent la plupart de ces accusations; ils promirent cependant de donner satisfaction sur les autres, et les deux partis signèrent un concordat dont le pape devait être le garant. En effet, il est dit dans cet acte que si le roi manque à l'une des conditions stipulées, il sera d'abord admonesté, et s'il résiste à cet avertissement, il sera, après un délai de quatre mois, frappé d'excommunication, et ses sujets déliés de leur serment de fidélité [1289]. Les termes de cet accommodement déposent de la toute-puissance des papes, qui, depuis Grégoire VII, étaient devenus les arbitres et les maîtres des rois. Denis se brouilla quelques années après avec le roi de Castille, Ferdinand IV; mais cette guerre, où les deux rois se signalèrent par les ravages qu'ils commirent, se termina par le projet d'un double mariage entre Ferdinand, qui prit l'engagement d'épouser la fille de Denis, tandis qu'Alphonse, héritier présomptif du trône de Portugal, devait recevoir la main de la sœur de Ferdinand. Ces deux unions furent célébrées en 1301.

Le règne de Denis est peu fertile en grands événements, car le Portugal jouit long-temps d'une paix profonde, due à la sage administration de son roi, qui mit tous ses soins à réformer les abus comme à encourager le commerce et surtout l'agriculture, trop souvent négligée à cette époque, où la guerre était pour ainsi dire l'état permanent de la société dans presque toute l'Europe. Denis appelait les laboureurs, les nerfs de l'État; il les protégea de tout son pouvoir. On sait que le roi de France, Philippe-le-Bel, commença, dans son royaume, à poursuivre la destruction de l'ordre des templiers, que l'on accusait de se livrer à des actes irréligieux et aux débauches les plus infâmes. Leur plus grand crime était, au fond, d'avoir, par leurs richesses et l'étendue de leurs possessions, excité les craintes et allumé la cupi-

MCD 2019

dité des princes dont ils habitaient les États. Ceux-ci suivirent l'exemple de Philippe-le-Bel, partout les chevaliers du temple furent proscrits ; une part de leurs biens fut donnée aux hospitaliers établis alors à Rhodes ; quant aux domaines situés dans la Péninsule, le pape déclara qu'ils devaient servir exclusivement à chasser de ce pays les infidèles qui occupaient encore le royaume de Grenade. Denis abolit à son tour l'ordre des templiers [1318]; mais, avec l'assentiment du souverain pontife, il institua à leur place les chevaliers du Christ, qui reçurent la mission de combattre sans relâche les Maures. Dans les premiers temps les nouveaux chevaliers jeûnaient quatre fois par semaine, et suivaient encore d'autres observances religieuses ; ils devaient, en outre, pour obtenir un des bénéfices de l'ordre, avoir porté les armes durant trois années en Afrique ou dans les Indes. Ils élisaient leur grands maître et n'étaient soumis qu'à la juridiction de juges appartenant à l'ordre [1319]. Le monarque jouissait depuis long-temps des avantages de la paix, fruit mérité de ses soins, lorsque son repos fut troublé par la révolte de son propre fils; l'infant dom Alphonse, qui accusait son père de lui préférer Sanchez, fils naturel de Denis. Le jeune prince osa tirer l'épée contre son père, et livra plusieurs combats aux troupes royales. Ce ne fut qu'au bout de trois années [1323] qu'il consentit à mettre bas les armes; mais il les reprit encore l'année suivante, jusqu'au moment où l'objet de sa jalousie, Sanchez, quitta volontairement le Portugal. Le vieux roi mourut quelque temps après à l'âge de soixante-trois ans, après en avoir passé quarante-six sur le trône [1325]. Il a conservé dans l'histoire le titre glorieux de père de la patrie et de roi laboureur. Il mérita encore le titre de père des muses portugaises ; car il aimait et cultivait les lettres. Il composait des vers dans lesquels il cherchait à imiter les poètes troubadours qui florissaient alors dans la Provence. On lui doit la fondation de l'université de Lisbonne, qui n'obtint cependant jamais la renommée de celle de Coïmbre. C'est à cette époque que la langue portugaise commença à se dégager des langes de la barbarie, et à marquer sa place parmi les idiômes modernes.

ALPHONSE IV, dit LE BRAVE.

(DE 1325 A 1357.)

La conduite du nouveau roi, Alphonse IV, envers son père avait inspiré contre lui des préventions défavorables, et que les premiers actes de son règne semblaient devoir confirmer. En effet, il s'était plaint de n'avoir aucune part au gouvernement, et dès qu'il fut roi, au lieu de s'occuper des affaires de l'État il se livra avec tant d'ardeur au plaisir de la chasse, qu'il demeura un mois tout entier dans la forêt de Cintra pour courir après les bêtes fauves. Ses ministres lui firent des représentations, et l'un d'eux osa même lui dire que s'il s'occupait si peu des affaires, ses collègues et lui seraient obligés.... « A quoi? s'écria Alphonse. — A choisir un autre roi. » Le prince s'offensa d'un conseil exprimé en de pareils termes; mais la réflexion lui fit comprendre que ce langage était l'effet de l'attachement des ministres au bien du royaume, car s'ils n'eussent considéré que leur propre intérêt, ils auraient applaudi à l'incurie du monarque, qui devait faire passer entre leurs mains la toute-puissance Aussi Alphonse eut-il la sagesse de profiter de la remontrance qui lui avait été faite, et, depuis, s'acquitta toujours de ses devoirs avant de songer à ses plaisirs (1). Il témoigna encore par plusieurs actes qu'il se repentait d'avoir donné le coupable exemple de la désobéissance envers son prédécesseur, car au lieu de récompenser les hommes qui avaient appuyé sa révolte il les éloigna de sa personne et punit les plus coupables. Cependant la haine qu'il avait conçue contre Sanchez n'était point affaiblie, et il fit rendre contre ce prince un arrêt de bannissement, et le dépouillant de tous ses biens. Sanchez essaya de se justifier; mais, voyant que le monarque était résolu à ne pas l'entendre, il fit une invasion en Portugal, et Alphonse, soit qu'il fût en-

(1) Vid. Lequien, t. I, p. 187 et suiv.

MCD 2019

fin convaincu de l'innocence de son frère, soit qu'il voulût étouffer une guerre dont il redoutait les suites, permit à Sanchez de rentrer dans sa patrie et lui rendit les biens et les honneurs dont il l'avait dépouillé (1). Il est vrai que cette réconciliation fut en grande partie l'ouvrage de la reine Élisabeth, veuve de Denis, à qui Alphonse témoignait beaucoup de confiance et de respect.

En 1328 le monarque portugais maria sa fille dona Marie au roi de Castille Alphonse XI; ce prince, quelque temps auparavant, s'était uni avec Constance, fille de don Juan Manuel, marquis de Villena et l'un des seigneurs les plus puissants du royaume; mais il l'avait répudiée et la retenait prisonnière dans la forteresse de Toro. Il ne traita guère mieux la nouvelle épouse qu'il venait de prendre, car il avait conçu la passion la plus vive pour une jeune veuve, Léonore de Guzman, qui se rendit maîtresse de son esprit et l'excita si violemment contre la reine, que cette princesse ne pouvait parler à son époux qu'en présence de sa maîtresse. Sur ces entrefaites, don Pèdre, héritier présomptif du Portugal, fut fiancé à la princesse Constance, dont le roi de Castille s'était séparé précédemment; mais ce monarque, n'osant s'opposer à cette union ouvertement, essaya de la rompre en empêchant Constance de se rendre auprès de son nouvel époux. Cette affaire, jointe aux mauvais procédés du monarque castillan envers Marie, firent éclater une guerre sanglante entre les deux États : elle se termina en 1340 par l'arrivée de Constance en Portugal, qui devint l'épouse de don Pèdre. La célébration de cet hymen, si long-temps différé, fit consentir le roi de Portugal à unir ses armes à celles de la Castille pour repousser les Maures. Ceux-ci, qui ne possédaient plus que le royaume de Grenade, avaient obtenu des secours des Maures d'Afrique. Une bataille entre les chrétiens et les infidèles eut lieu dans le voisinage de Tarifa : ces derniers furent vaincus [1340]. Les historiens espagnols et portugais affirment gravement que les Maures laissèrent deux cent mille hommes sur le champ de bataille, tandis que les vainqueurs n'en perdirent que trente. Mais il est permis de douter d'une assertion qui tient plus du miracle que de la vraisemblance. La prospérité dont jouissait le royaume fut troublée en 1348 par la peste, qui, venue du Levant, parcourut successivement toute l'Europe et moissonna la plus grande partie de sa population. Le Portugal souffrit tellement de ce fléau, que plusieurs villes perdirent tous leurs habitants. Les dernières années du règne d'Alphonse furent marquées par une aventure tragique que le plus grand poète de Portugal a immortalisée dans ses vers (1). On se rappelle que l'infant dom Pèdre avait épousé dona Constance, fille de don Manuel, issu de la famille royale de Castille; Constance était morte en 1345, consumée, dit-on, par le chagrin que lui faisait éprouver l'inconstance de don Pèdre. Ce prince avait conçu la passion la plus violente pour une fille d'honneur de sa femme, nommée Inès de Castro. Dès qu'il fut devenu veuf, n'écoutant que son amour, il contracta avec Inès un mariage secret et laissa percer sa ferme résolution de la faire monter un jour sur le trône. Ce projet fut dénoncé au vieux monarque, qui crut le faire avorter, en proposant à son fils une nouvelle union. Les ennemis d'Inès l'accusèrent auprès d'Alphonse d'avoir empêché l'infant d'obéir à la volonté paternelle. Ils la peignirent en outre comme étant dévorée du désir de s'élever au rang suprême, ce qui pouvait mettre en danger les droits du jeune Ferdinand, fils de Constance et de don Pèdre. Cette dernière considération frappa si vivement Alphonse, qu'il consentit à se débarrasser d'Inès par un meurtre. Ceux qui conseillaient ce crime, dom Lopez Pacheco et dom Pierre Coello, entraînèrent le vieux monarque à Coïmbre, où résidait la victime. Alphonse se rendit chez Inès, qui vint au devant de lui, accompagnée de trois enfants qu'elle avait eus de dom Pèdre. Ses larmes et sa beauté désarmèrent le courroux du roi, qui sortit sans avoir exécuté la cruelle résolution qu'il avait prise; mais Alvares Gon-

(1) Vid. Laclède, t. I, liv. 8.

(1) Camoëns.

MCD 2019

zalez, grand sénéchal, ayant joint ses instances à celles de Pacheco et de Coello, obtint l'assentiment d'Alphonse, et tous trois revinrent auprès d'Inès, qu'ils égorgèrent en présence de ses femmes. Tandis que cette horrible scène se passait, dom Pedre était à la chasse, et trouva à son retour le cadavre de sa maîtresse, qu'il avait laissée pleine de vie peu d'heures auparavant. Sa douleur fut aussi violente que profonde, et il jura de faire tomber sa vengeance sur tous ceux qui avaient participé à cet assassinat, sans même excepter son père, contre lequel il leva l'étendard de la révolte. Ayant allié son ressentiment à celui des frères d'Inès, il fondit sur les terres qui appartenaient aux meurtriers d'Inès, où il porta le fer et le feu, et mit le siége devant Porto. La mère de dom Pedre se rendit auprès de lui, pour le conjurer de cesser une lutte parricide [1355]. Mais l'infant déclara qu'il ne déposerait les armes que si l'on remettait en son pouvoir les trois personnages qui avaient trempé leurs mains dans le sang de sa maîtresse. L'honneur ne permettait pas à Alphonse de céder à cette demande; il consentit seulement à l'exil de Pacheco et de ses complices, et dom Pèdre, n'osant exiger davantage, revint à la cour. Il reçut l'accueil le plus tendre de son père, qui s'efforça de le consoler d'une perte irréparable, qu'il déplorait alors presque autant que lui (1). Alphonse était déjà parvenu à la vieillesse à l'époque du trépas d'Inès, et il survécut à peine deux années à cet incident tragique qui attrista ses derniers jours. Il mourut le 12 mars 1357, à l'âge de soixante-dix-sept ans. Ce prince avait de grandes qualités, il était brave à la guerre et habile dans la paix; toutefois il semble n'avoir pas eu ces vertus privées qui ne sont pas toujours nécessaires au rang suprême, mais qui honorent l'humanité. Ainsi ce fut un fils rebelle, un frère injuste et un père cruel; cependant s'il mérite le blâme pour avoir méconnu les droits de la nature, on ne peut nier qu'il sut gouverner, et cette vertu dans un prince est suffisante pour amnistier les fautes qui n'influent pas sur le bonheur d'une nation. La devise adoptée par Alphonse peignait son caractère : c'était un aigle, les ailes étendues, avec ces mots : *Altiora peto*, j'aspire aux choses les plus élevées.

(1) *Vid.* Faria y Sousa, — Nunez, — Vasconcellos, — Laclède, etc.

DOM PÈDRE Ier, DIT LE JUSTICIER.

(DE 1357 A 1367.)

Le premier soin de dom Pèdre, en montant sur le trône, fut d'employer la toute-puissance dont il venait d'hériter pour se rendre maître des assassins de sa chère Inès; et, dans ce but, il signa un traité avec le roi de Castille, le même que l'histoire a stygmatisé du nom de *Cruel*. Ce dernier prit l'engagement de lui livrer Coello, Pacheco et Gonzalez, qui s'étaient réfugiés dans son royaume. En retour, le monarque portugais lui fit remettre plusieurs seigneurs castillans qui étaient venus chercher un asile dans ses États. En effet, Coello et Alvarez arrivèrent à Santarem; mais Pacheco, prévenu à temps, fut assez heureux pour échapper à ceux qui le cherchaient, et il se retira en France. Quant à ses deux compagnons, dom Pèdre leur fit infliger les plus horribles tortures pour connaître s'ils avaient quelques complices. Présent à cette scène, il encourageait lui-même les bourreaux, et frappa d'un coup de fouet Coello au visage, parce qu'il refusait de faire aucun aveu. Celui-ci accabla don Pèdre des reproches les plus sanglants : lutte déplorable et honteuse pour celui qui l'avait provoquée. Après avoir subi tout ce que peut inventer la cruauté la plus ingénieuse, les deux coupables furent amenés sur un échafaud : à l'un on arracha le cœur par le sein, à l'autre par l'épaule, et on les jeta tous deux encore vivants sur un bûcher [1360]. Après avoir vengé le sang par le sang, dom Pèdre, accompagné des plus grands seigneurs de sa cour, vint à Castagnedo, où il assembla les états du royaume, devant lesquels il établit la légalité de son mariage par la déposition de l'évêque de la Guardia, et d'Estève Labato, son chambellan, qui, tous deux, avaient été témoins

MCD 2019

de la célébration de son hymen, qui avait été précédée par une bulle du pape Jean XXII, accordant les dispenses nécessaires. Dom Pèdre fit ensuite exhumer le corps de sa chère épouse. Inès, revêtue des habits royaux, fut placée sur un trône, et reçut les hommages de tous les seigneurs et de toutes les dames de la cour, qui vinrent lui baiser la main. Après cette cérémonie, non moins singulière que lugubre, les restes d'Inès furent portés au monastère d'Alcobaca, et déposés dans un superbe tombeau de marbre blanc, qui subsiste encore aujourd'hui (1). Il voulut encore que les fils qu'il avait eus d'elle fussent reconnus habiles à hériter du trône, afin de témoigner hautement qu'Inès avait possédé tous les droits d'une véritable épouse.

Tandis que le roi de Portugal témoignait, par les actes que nous venons de rapporter, l'attachement profond qu'il avait conçu pour Inès, attachement qui survivait encore au trépas de cette infortunée, le roi de Castille éprouvait une passion non moins vive pour Marie de Padilla. Ce prince s'était marié avec Blanche de Bourbon; il l'abandonna et la fit assassiner; et comme les torts de sa conduite avaient soulevé contre lui les principaux seigneurs de son royaume, il s'en débarrassa par les supplices ou par l'assassinat. Son père Alphonse XI avait eu plusieurs enfants de sa maîtresse Léonore de Guzman. Pierre-le-Cruel fit poignarder cette dame, et proscrivit ses frères, qui furent contraints, pour échapper à ses fureurs, de sortir de Castille. L'un d'eux, Henri de Transtamare, accompagné du fameux Duguesclin, vint attaquer Pierre à la tête d'une armée, le battit et le détrôna. Ce dernier vint chercher un asile en Portugal; mais dom Pèdre, ne voulant pas s'attirer une guerre avec Henri de Transtamare, devenu souverain de la Castille, envoya dire à Pierre qu'il ne pouvait prendre sa défense [1366]. Le roi déchu, contraint de s'éloigner, traversa la Galice, et se rendit par mer en Guyenne, auprès du prince de Galles, qui gouvernait cette province au nom de son père Édouard, roi d'Angleterre. Dom Pèdre ne survécut que quelque mois à cet événement, car il mourut à Estremos, le 18 janvier 1367, après avoir occupé le trône neuf ans; on l'inhuma, suivant son désir, auprès d'Inès. Il fut regretté de son peuple, qui lui donna le nom de Justicier; mais il faut avouer que les actes qui lui ont mérité ce surnom sont entachés de barbarie et de despotisme: c'est ainsi qu'ayant entendu par hasard une femme en appeler une autre *la violée*, parce qu'elle avait subi les dernières violences par l'homme qui l'avait épousée depuis, il fit saisir cet homme et le condamna à la peine capitale. Dans une autre occasion, il envoya au bûcher une entremetteuse qui avait livré une jeune fille à l'un des seigneurs de sa cour; celui-ci, après avoir été témoin de l'exécution de la coupable, fut condamné lui-même à l'exil. Dans le but de défendre les gens du peuple contre les vexations des nobles, il fit trancher la tête à un gentilhomme pour avoir coupé les cercles d'un tonneau appartenant à un laboureur. En un mot, sa justice ressemblait à celle d'un cadi; et si elle était bonne pour son temps, elle serait aujourd'hui repoussée par les mœurs. La confiscation accompagnait toujours alors le supplice; mais dom Pèdre ne profitait pas des biens des condamnés; il les distribuait à ses capitaines et à tous ceux qui avaient rendu quelques services à l'Etat. Inexorable pour le crime, il se montrait non moins rigoureux à l'égard de ceux qui vendaient la justice, et punissait de mort tout juge convaincu de s'être laissé corrompre. Ennemi de la lenteur qui accompagne ordinairement les procès, il essaya de remédier à cet abus, et ne trouva pas de meilleur expédient que d'abolir la profession d'avocat. Il s'efforça en outre d'imposer au luxe les bornes les plus étroites; il défendit à ses sujets de rien prendre à crédit, sous peine de subir le fouet, et d'être mis à mort pour la récidive. Il donnait lui-même l'exemple de payer comptant tout ce qu'il achetait. Une telle jurisprudence prouve la nullité du commerce à cette époque; car celui ci ne peut se développer qu'avec l'aide du crédit, dont la suppression paralyse au contraire tous les ressorts de l'industrie. Mais au siècle de

(1) Vid. *Chron. del rey D. Pedro*, — Nunez, Lequien et Mariana.

MCD 2019

dom Pèdre, la plupart des transactions n'étaient que des échanges de denrées. Il fit cependant frapper des pièces de monnaie d'or et d'argent. Les premières, appelées doublons, pesaient vingt-quatre carats, et il en fallait cinquante pour faire un marc; mais l'usage de cette monnaie devait être peu répandu parmi le peuple, puisque le pays était encore à peu près sans commerce. Dom Pèdre eut trois enfants de Constance sa première femme, et trois d'Inès; une autre maîtresse lui donna encore deux fils, dont l'un devint par la suite grand-maître de l'ordre d'Avis et roi de Portugal.

FERDINAND.

(DE 1367 A 1383.)

Ferdinand, fils de la reine Constance, ceignit la couronne à l'âge de vingt-sept ans. Doué de tous les avantages extérieurs, il devint d'abord l'idole de la multitude, qui se laisse toujours séduire par les apparences. Mais le nouveau roi ne tarda pas à démentir les flatteuses espérances qu'avaient fait naître son avénement; car il se jeta dans la dissipation au détriment de son peuple, auquel il fit payer chèrement ses goûts dispendieux en altérant la monnaie. Les guerres qu'il entreprit, poussé par une folle ambition, contribuèrent encore à ruiner ses sujets. C'est ainsi qu'à la mort de Pierre-le-Cruel, égorgé par son propre frère, Henri de Transtamare [1369], qu'il avait chassé du trône, Ferdinand se laissa persuader par quelques seigneurs réfugiés à sa cour, qu'il s'emparerait aisément de la Castille, en sa qualité de descendant d'un roi de ce pays. En conséquence, il s'allia avec le souverain de Grenade et celui d'Aragon pour arracher la couronne à Transtamare. Mais celui-ci fit à son tour une invasion en Portugal dans le but de contraindre Ferdinand à conclure la paix. Le monarque portugais, au lieu de marcher au-devant de l'ennemi, n'osa pas entrer en campagne, et laissa ses adversaires ravager impunément ses États. Cependant quelques villes de la Castille, entr'autres Ciudad-Rodrigo, s'étaient déclarées pour Ferdinand. Henri mit le siége devant cette cité, et en confia la conduite à la reine Jeanne, son épouse, qui pressa si vivement la place, que son gouverneur, don Lopez de Tejeda, offrit ne se rendre s'il n'était pas secouru à une époque déterminée. A l'expiration du délai qu'elle avait accordé, la reine Jeanne somma Tejeda de lui ouvrir les portes de la ville, et le menaça, en cas de refus, de mettre à mort ses enfants qui étaient prisonniers entre ses mains. Elle les fit conduire au pied des remparts : leurs supplications et leurs larmes n'ayant pu fléchir l héroïque obstination de leur père, ils furent égorgés sous ses yeux Si l'on qualifie de barbare la fermeté de Tejeda, que doit on penser de Jeanne, qui ne craignit pas de répandre un sang innocent, et de souiller sa gloire par un acte aussi dénaturé? Nous rapporterons encore une autre anecdote arrivée dans cette guerre, parce qu'elle démontre que les mœurs conservaient encore quelque chose de chevaleresque. Henri de Transtamare avait attaqué la ville de Carmona, dont les habitants s'étaient défendus avec opiniâtreté; comptant sur la promesse de Ferdinand qu'il viendrait les dégager, le roi n'ayant pas paru, ils envoyèrent plusieurs députés auprès du prince pour lui rappeler sa parole. Le roi ayant allégué qu'il se trouvait dans l'impossibilité de les secourir, ils rejetèrent ce manque de foi sur la cupidité de ses ministres, et ils proposèrent de les combattre en champ clos pour les punir de cette félonie. Henri prit enfin Carmona, où il découvrit un trésor mis en dépôt dans cette ville. Malgré tous les avantages qu'il avait remportés, ce prince consentit à accepter la médiation du pape Grégoire X, qui s'entremit pour mettre fin à la guerre, et la paix fut conclue. Une des conditions du traité portait que Ferdinand prendrait pour femme la fille de Henri; or, le roi de Portugal s'était engagé précédemment à épouser la fille du monarque aragonais; il avait envoyé quelques seigneurs de sa cour, chargés de riches présents, pour les offrir à sa fiancée. Lorsqu'il apprit que Ferdinand manquait à sa parole, le roi d'Aragon retint les cadeaux destinés à sa fille comme un dédommagement de l'injure qui lui avait

MCD 2019

MUSEO DEL PUEBLO ESPAÑOL MADRID

été faite. Déjà tout se préparait en Portugal pour le mariage de Ferdinand avec la princesse de Castille, lorsqu'il devint amoureux de dona Léonore Tellez de Ménésès. Entraîné par un sentiment qu'il ne pouvait maîtriser, il résolut d'élever cette dame jusqu'au trône. Mais celle-ci était mariée à don Juan d'Acunha. Cette union fut rompue sous le prétexte de parenté, et Ferdinand conclut secrètement son hymen avec Léonore, qu'il amena avec lui à Lisbonne. Un soulèvement éclata à cette époque dans la capitale : un simple tailleur, nommé Vasquez, en était le chef apparent. Il pénétra jusqu'au monarque, et lui fit des représentations sur son projet d'élever Léonore jusqu'au trône, honneur auquel sa naissance et sa conduite ne lui permettait pas d'aspirer. Ferdinand, intimidé, promit de comparaître le lendemain dans l'église de Saint-Dominique pour déclarer en présence du peuple qu'il n'épouserait jamais Léonore; mais le soir de ce même jour il se retira à Santarem, et fit arrêter Vasquez et plusieurs de ses compagnons. On leur coupa les pieds et les mains et ils eurent la tête tranchée (1). Il mena ensuite Léonore au monastère de Leça, auprès de Porto, et déclara publiquement son mariage avec elle. Tous les courtisans s'empressèrent de reconnaître leur nouvelle souveraine, à l'exception de l'infant don Denis, frère du roi et fils d'Inès de Castro [1372]. Il restait encore à prévenir le ressentiment du roi de Castille; mais celui-ci, jugeant sans doute que sa fille était trop heureuse d'échapper à un tel époux, fit connaître qu'il ne demandait à Ferdinand que de remplir avec fidélité les autres articles du traité. Toutefois, le roi de Portugal, malgré cette condescendance de la part de Henri, ne craignait pas de le provoquer en s'alliant au duc de Lancastre, prince anglais, qui, ayant reçu la main de la fille aînée de Pierre-le Cruel, prenait le titre de roi de Castille, et s'apprêtait à envahir ce royaume qu'il prétendait lui appartenir du chef de sa femme. Cette démarche de Ferdinand amena une nouvelle guerre avec Henri, qui pénétra, à la tête d'une armée, dans Lisbonne, où le peuple de cette ville se battit dans les rues contre les Castillans. Le pape intervint encore cette fois, et réussit à faire déposer les armes aux deux monarques. Henri dicta les conditions du traité qui fut conclu, et stipula que les seigneurs castillans réfugiés en Portugal seraient tenus d'en sortir, et que son frère, don Sanche, seigneur d'Albuquerque, épouserait l'infante Béatrix, sœur de Ferdinand [1373]. Cependant Léonore continuait à régner sur le cœur du roi, et, voulant affermir son pouvoir, elle avait fait donner les principaux emplois à ses amis. Le peuple même avait cessé de la haïr, elle avait réussi, par son affabilité, à capter les suffrages de la multitude. Mais Léonore avait une sœur nommée dona Marie, qui s'était liée, par un mariage secret, avec l'infant don Juan, fils naturel de dom Pèdre et frère du roi. Ce prince devait hériter de la couronne, car Ferdinand n'avait qu'une fille de Léonore La reine ne pouvant s'accoutumer à la pensée que sa sœur prendrait un jour sa place, fit croire à don Juan qu'il était trahi dans son amour, et celui-ci, dans le premier transport de sa colère, poignarda Marie de sa propre main [1378]. Léonore avait promis à don Juan la main de sa fille Béatrix; mais quand ce prince fut souillé du sang de son épouse, Léonore cessa de parler de cette union, et don Juan quitta la cour pour se retirer en Castille. Il apprit alors que la victime de sa jalousie était innocente, et cette découverte, en excitant ses regrets, ne fit qu'accroître sa haine contre Léonore, qui avait armé son bras. Nous verrons bientôt les tragiques effets de son ressentiment (1).

Sur ces entrefaites Henri mourut et laissa le trône de Castille à son fils Jean II. Le nouveau monarque, pour resserrer l'alliance que son père avait conclue avec le Portugal, proposa à Ferdinand de marier Béatrix à son fils Henri. Ce jeune prince n'était âgé que d'un an. La politique seule avait présidé à cet hymen, il avait été convenu que si l'un des deux époux futurs mourait un jour sans enfants, le survivant hériterait de

(1) Vid. Faria y Souza, Ferreras et Mariana.

(1) Voyez Faria y Sousa et Lacléde.

MCD 2019

ses États. On aurait pu croire que le Portugal et la Castille allaient vivre désormais dans l'intelligence la plus parfaite ; il n'en fut pas ainsi. En effet, Ferdinand entra de nouveau en négociations avec le duc de Lancastre, qui prétendait, comme nous l'avons dit, régner sur la Castille. Cette affaire fut conduite par un seigneur de ce dernier pays, don Juan Andeïro, qui, contraint de quitter le Portugal, s'était réfugié en Angleterre. Informé de ce qui se tramait contre lui, le roi de Castille déclara la guerre à Ferdinand [1381], qui leva le masque et reçut dans le port de Lisbonne une flotte anglaise, envoyée par le duc de Lancastre, sous les ordres de son frère, le comte de Cambridge. Nous passerons sous silence les détails de cette guerre, pour nous occuper de ce qui se passait à la cour de Ferdinand, où Andeïro était venu s'établir. Ce seigneur ne tarda pas à obtenir les bonnes grâces de la reine, elle lui fit donner le comté d'Ourem et lui prodigua chaque jour de nouveaux témoignages de la passion qu'elle éprouvait pour lui. L'infant don Juan, le même qui avait épousé et fait mourir sa femme, sœur de Léonore, était revenu à la cour. Un de ses gentilshommes, nommé Azevedo, était l'ennemi déclaré d'Andeïro ; la reine le fit arrêter, ainsi que le prince, et les accusa tous deux d'avoir conclu un traité avec le roi de Castille. On assure même qu'elle supposa des ordres du roi, ordonnant la mort de l'infant et de son prétendu complice. Mais après une détention qui dura vingt jours don Juan fut remis en liberté et se rendit chez le comte de Cambridge, où il offrit publiquement de combattre en champ clos tous ceux qui oseraient affirmer qu'il s'était rendu coupable de trahison envers son souverain. Personne ne répondit à cette provocation. Enfin, après de petits combats qui n'eurent aucun résultat décisif, les hostilités cessèrent, et la paix fut conclue entre les deux rois. L'un des articles portait que le second fils du roi de Castille, substitué à son frère aîné, deviendrait à son tour l'époux de Béatrix, qui devait s'unir quelque temps avant au fils du comte de Cambridge. Sur ces entrefaites la reine de Castille étant morte [1382], Juan proposa de prendre la place de son fils, qui venait d'être promis à Béatrix. Cette princesse devint enfin la femme du monarque castillan, après avoir été fiancée cinq fois (1). Le mariage s'accomplit et fut accompagné des fêtes les plus magnifiques ; mais Ferdinand ne put y assister ; quoique jeune encore il était accablé d'infirmités : il mourut peu de temps après la célébration de l'hymen de sa fille, âgé de quarante-quatre ans, il en avait régné dix-sept. Ce prince était faible et inconstant, aussi fut-il toujours gouverné et ne réussit-il jamais dans ses entreprises, faute de persévérance ; il ne sut jamais faire à propos ni la guerre ni la paix ; et quoique brave de sa personne, il ne s'illustra jamais sur les champs de bataille. En un mot, il fut peu regretté et ne méritait pas de l'être [1383].

Il avait été stipulé lors du mariage de Béatrix que si elle devenait mère d'un enfant mâle il serait élevé en Portugal et reconnu roi de ce pays. L'époux de Béatrix prétendit que le royaume lui appartenait, comme gendre de Ferdinand, et il écrivit à la veuve de ce monarque de le faire proclamer dans toutes les provinces en cette qualité. Mais les Portugais éprouvaient une répugnance invincible à subir la domination des Castillans. Instruit de la disposition des esprits, l'infant don Juan résolut d'en profiter dans l'intérêt de son ambition. Fils naturel de Ferdinand, il avait été fait par ce prince grand maître de l'ordre d'Avis, et à ce titre il possédait de grandes richesses et un immense crédit sur les grands et sur le peuple. Cependant, la reine douairière Léonore ayant tenté vainement de faire reconnaître son gendre, prit en main les rênes du gouvernement, en exécution du testament de son époux, qui l'avait instituée régente ; mais le commandement appartint en effet au comte d'Ourem, son amant. Don Juan résolut de se défaire de ce seigneur, et enrôla parmi les complices de l'attentat qu'il méditait le comte de Barcelos,

(1) En effet, Béatrix avait été promise d'abord au duc de Bénévent et fiancée successivement avec Henri, infant de Castille, Édouard, fils du comte de Cambridge, Ferdinand, frère de Henri, et enfin avec le roi Juan, qu'elle épousa.

MCD 2019

frère de Léonore, auquel il fit représenter que l'intimité du comte d'Ourem avec la reine déshonorait cette princesse et devait lui faire perdre le pouvoir ; ce pouvoir était le gage qui pouvait consolider la fortune du comte. Celui-ci, entraîné par cet argument, s'unit avec le grand maître, et tous deux convinrent des mesures qu'ils auraient à prendre pour se défaire du favori. Le bruit s'étant répandu que le roi de Castille se disposait à envahir le Portugal, la reine proposa à don Juan le gouvernement de la province d'Alentejo; elle voulait par cette offre l'éloigner de Lisbonne. Ce prince feignit d'accepter avec joie le commandement qui lui était offert; il sortit de la capitale, mais il revint bientôt sur ses pas et se rendit au palais, accompagné du comte de Barcelos, de plusieurs autres seigneurs et de vingt-cinq personnes bien armées. Il dit, en entrant, à la régente, qu'il avait cru devoir revenir pour solliciter la permission de faire de nombreuses levées, car il avait appris que le roi de Castille était à la tête de forces considérables. La reine eut l'air de se contenter de cette excuse. Don Juan passa ensuite dans une autre salle, sous le prétexte de parler au comte d'Ourem, il l'attira dans l'embrasure d'une fenêtre et le frappa d'un coup de poignard; un de ses affidés, Ruy de Pereira, acheva la victime d'un second coup. En même temps le peuple, soulevé à l'instigation de don Juan, courut en foule au palais, dont il menaça de briser les portes, en criant qu'on voulait assassiner le grand-maître. Don Juan apaisa le tumulte, qu'il n'avait fait naître que pour mettre à l'épreuve l'attachement que la multitude avait pour lui [16 décembre 1383]. La reine sortit le soir même de la capitale, suivie d'un de ses frères, de son oncle, grand-maître de l'ordre de Saint-Jacques, et de plusieurs autres courtisans, attachés à sa fortune. Resté maître de Lisbonne, don Juan ouvrit des négociations avec la reine, on assure même qu'il lui proposa de l'épouser; mais Léonore rejeta avec horreur la pensée d'un tel hymen, et ne voulut pas s'unir à celui qui avait trempé ses mains dans le sang de son amant. Alors don Juan, n'ayant plus rien à menager, convoqua une nombreuse assemblée, où se trouvaient des nobles et des hommes de la bourgeoisie. Il se fit déclarer régent du royaume, et comme les grands semblaient balancer à lui donner leurs suffrages, un tonnelier, nommé Yanès, tira son épée et les contraignit à donner leur assentiment à l'élevation du prince, en les menaçant de la vengeance du peuple [1383] (1).

Cependant le roi de Castille entra en Portugal à la tête de ses troupes, et arriva à Santarem, où la reine Léonore vint le trouver. Il se fit proclamer roi dans cette ville et s'occupa sur-le-champ d'augmenter le nombre de ses troupes pour aller mettre le siége devant Lisbonne, espérant que la prise de la capitale mettrait fin à la guerre. Il devait compter d'autant plus sur le succès, qu'un grand nombre de villes s'étaient déclarées en sa faveur, et que les seigneurs les plus puissants avaient embrassé son parti. De son côté, le régent s'apprêtait à se défendre : son premier soin fut de s'entourer de conseillers habiles; ils étaient au nombre de trois : l'archevêque de Braga, l'évêque de Coïmbre, qui, bientôt après, occupa le siége de Lisbonne, et Jean de Regras, célèbre jurisconsulte; ce dernier fut élevé à la dignité de chancelier du royaume. Il avait une connaissance approfondie des lois et des coutumes, et une grande perspicacité qui s'alliait chez lui avec deux qualités souvent opposées, la hardiesse et la prudence. *Donnez,* disait-il, *au grand-maître ce qui n'est pas à vous, et promettez ce que vous n'avez point*, c'est-à-dire, confisquez les biens des personnes qui ont embrassé les intérêts du Castillan, vous en gratifierez ceux qui se déclareront pour vous, auxquels vous donnerez encore les plus magnifiques espérances, sans vous embarrasser s'il vous sera permis de les réaliser plus tard. Don Juan suivit ce conseil et s'attira de cette façon un grand nombre de partisans, ils se dévouèrent à sa fortune avec une sorte de fanatisme qui avait cependant pour cause la cupidité. Don Juan fit jouer en même temps un autre ressort, celui de la superstition, en faisant

(1) *Vid.* Faria y Sousa, Ferreras et Leonion

MCD 2019

venir à Lisbonne un ermite qui s'était acquis une grande célébrité parmi le peuple. Ce saint personnage ne manqua pas d'annoncer au régent qu'il vaincrait ses adversaires, qui étaient en même temps les ennemis de la patrie. En effet, ces ennemis étaient les Castillans, et l'orgueil national répugnait à reconnaître leur domination. Don Juan obtint en outre de l'argent et des troupes du roi d'Angleterre et du duc de Lancastre, et se trouva prêt à soutenir la lutte.

Avant de commencer une attaque contre la capitale, le roi de Castille ayant appris qu'un complot avait été formé contre sa vie, et que la reine Léonore n'était pas étrangère à cet attentat, la fit arrêter et l'enferma dans le monastère de Tordésillas, où elle demeura prisonnière jusqu'à sa mort. Tel fut le triste dénouement des projets ambitieux de Léonore, qui fut punie par celui-là même à qui elle avait sacrifié l'indépendance de la nation portugaise (1). Enfin le monarque castillan parut devant Lisbonne [1384], où le régent était resté bien résolu de se défendre jusqu'à la dernière extrémité. Quoique les opérations du siége fussent poussées avec vigueur, et que l'ennemi employât pour auxiliaire la trahison, il faisait peu de progrès, et des maladies contagieuses commençaient à exercer de grands ravages parmi ses soldats, le roi de Castille tenta de recourir aux négociations ; mais don Juan les fit durer si long-temps que son adversaire, dont les forces diminuaient tous les jours, prit le parti de se retirer. Il était cependant sur le point de réussir, car la famine faisait de grands ravages dans la ville, et le régent venait à peine d'échapper à une conjuration, qui, quoique découverte, pouvait se renouveler [1385]. Après la délivrance de Lisbonne, le régent se rendit à Coïmbre, où il convoqua les états du royaume. L'archevêque de Braga présida l'assemblée, et le chancelier Jean de Régras fit un long discours dans lequel il examina les droits des prétendants à la couronne : il établit que Béatrix, fille du dernier monarque, ne pouvait y prétendre, parce qu'elle était mariée à un prince étranger, et que d'ailleurs sa naissance était illégitime, puisque Ferdinand était parent de sa mère Léonore au degré prohibé par les canons de l'Église ; qu'en outre on croyait généralement qu'elle avait pour père Andeïro, comte d'Ourem. Ce dernier argument ne reposait sur aucune preuve, mais il produisit le plus d'effet, car il accréditait une croyance populaire qui avait déjà jeté de profondes racines dans les esprits. Quant aux infants don Juan et don Denis, fils d'Inès, ils étaient auprès du roi de Castille, et portaient ainsi les armes contre leur patrie, ce qui suffisait pour les exclure du trône, auquel, en qualité de bâtards, il leur était interdit de prétendre (1). La délibération commença ensuite, et l'un des députés, Vasquez d'Acuna, homme aussi distingué par sa naissance que par la considération personnelle dont il jouissait, soutint avec force les droits des fils d'Inès ; mais il fut réfuté par le chancelier et par Nunez Péreira. Ce dernier avait même proposé au régent de faire cesser l'opposition d'Acuna en recourant au poignard ; mais ce dernier rejeta une offre si dangereuse, car il craignait que la violence ne nuisît à sa cause. Il préféra prendre la parole dans l'assemblée, où il tint un langage plein d'adresse et de modestie. En effet, après avoir peint le danger que courait le Portugal de tomber sous une domination étrangère qui lui enlèverait son indépendance, il fit sentir qu'on ne pouvait éviter ce péril qu'en nommant un roi n'ayant d'autres intérêts que ceux de la patrie. Il ne prétendait point, ajouta-t-il, à cette haute dignité, mais il fit remarquer que le roi de Castille et son épouse Béatrix ne pouvaient plus s'asseoir sur le trône, puisque, au mépris d'une convention reconnue par eux-mêmes, ils avaient envahi le royaume à main armée : il parla aussi du fils aîné d'Inès, qu'il reconnaî-

(1) Vid. Faria y Sousa, Laclède, Ferreras et Mariana.

(1) Les deux enfants d'Inès, don Juan et don Denis, avaient été contraints de sortir du Portugal pour éviter les persécutions de Léonore, et ils avaient cru devoir appuyer les prétentions du roi de Castille. On ne pouvait non plus, sans injustice, les flétrir du nom de bâtards, car le mariage de leur mère avait été déclaré légal.

MCD 2019

trait volontiers pour son souverain quand il plairait aux Castillans de lui rendre la liberté, et il termina en déclarant qu'il était prêt à sacrifier sa vie et sa fortune pour assurer au Portugal l'intégrité de son territoire Ce discours entraîna tous les suffrages, et le régent fut proclamé roi. Mais les états lui imposèrent certaines conditions, entre autres qu'il ne prendrait aucune décision sans l'approbation de son conseil, et qu'il n'userait jamais du droit de faire la guerre ou la paix sans avoir préalablement consulté les cortès; enfin, qu'il ne contraindrait personne à se marier contre son gré; mais que cependant s'il voulait se marier lui-même il en ferait part aux représentants de la nation. Le roi accepta tous ces articles, à l'exception du dernier, car il voulait, comme tout le monde, rester libre sur ce point [1385].

Dès qu'il eut ceint la couronne, dom Juan I (1) s'occupa de récompenser ceux qui la lui avaient donnée; il créa connétable Nunez Péreira, fit le frère de ce dernier grand maréchal, et distribua à d'autres seigneurs, ses partisans, toutes les autres grandes charges du royaume. Régras fut confirmé dans la charge de chancelier. Le monarque se soumit à se faire accompagner, partout où il irait, des membres de son conseil privé. Après avoir ainsi réglé l'intérieur de sa cour, et confié à des mains sûres et habiles les différentes parties du gouvernement, le roi s'occupa de chasser du royaume les Castillans. Ceux-ci ravageaient alors l'Estramadure; il marcha contre eux, et, quoique n'ayant que des forces très-inférieures, il les battit complétement à la célèbre bataille d'Aljubarota [1385]. Son compétiteur, le roi de Castille, s'enfuit à Santarem, descendit le Tage, et, s'étant embarqué sur sa flotte, il se retira à Séville. Dans l'ivresse de sa reconnaissance, le monarque vainqueur distribua des terres et des récompenses de toute espèce à ceux qui s'étaient le plus distingués dans l'action. Le connétable reçut en partage tous les domaines qui, jadis, avaient appartenu au comte Andeïro (1). Le succès obtenu dans les champs d'Aljubarota affermit pour jamais sur son trône dom Juan I; toutefois il s'empressa de conclure une alliance avec le duc de Lancastre, époux d'une fille de Pierre-le-Cruel; à ce titre le prince anglais revendiquait la Castille. Ce fut un des motifs qui poussa le roi de Portugal à s'allier avec lui. Lancastre étant arrivé à Porto, à la tête d'une flotte, dom Juan lui demanda sa fille en mariage, et cet hymen fut célébré avec beaucoup de pompe en 1387. Le roi, suivi de son beau-père, envahit ensuite le royaume de Léon, et pénétra jusque dans la Galice; mais les habitants ayant pris le parti de renfermer leurs provisions et de se réfugier eux-mêmes dans les places fortes, les Anglais et les Portugais, en proie à la disette, furent obligés de revenir sur leurs pas. De retour en Portugal, le duc de Lancastre se rendit en Guienne avec ses troupes, et le roi de Castille, ayant éprouvé quelques défaites nouvelles, sollicita une trève. Il mourut peu de temps après, laissant un fils mineur, et la trève fut prolongée l'espace de quinze années.

Les libéralités de dom Juan envers ses principaux partisans avaient appauvri la couronne. Le chancelier entreprit de remédier à cet inconvénient en décidant le roi à révoquer les donations qu'il avait faites. Le connétable se trouvait ainsi dépouillé de la plus grande partie de ses biens; il quitta la cour, mais le monarque parvint à désarmer son ressentiment, tout en maintenant l'ordonnance qu'il avait publiée. Il en ajouta même une autre où il déclarait que les filles ne pouvaient hériter des biens qui, dans l'origine, avaient appartenu au domaine royal. Le roi força encore les monastères à restituer une grande partie des terres qui leur avaient été concédées par la pieuse générosité de ses prédécesseurs. Grâce à ces expédients, les revenus publics s'augmentèrent sans qu'il fût besoin d'élever les impôts [1396]. Malgré la trève conclue avec la

(1) Nous le désignerons ainsi désormais pour le distinguer du roi de Castille, Juan I.

(1) C'est ce même personnage que dom Juan, étant grand-maître d'Avis, avait poignardé de sa propre main.

MCD 2019

Castille, les hostilités éclatèrent entre les deux nations à plusieurs reprises durant tout le règne de Henri III, qui mourut en 1406. Son fils, Juan II, étant encore en bas-âge, sa mère, Catherine, belle-sœur du roi de Portugal, fut déclarée régente. Elle entama des négociations, et la paix fut enfin signée le 14 juin 1410. Quelques années après, dom Juan, qui était père de cinq fils, songea à les armer chevaliers; mais les infants lui remontrèrent qu'ils devaient chercher à mériter ce titre par quelques exploits. En conséquence ils proposèrent d'aller conquérir sur les Maures d'Afrique la ville de Ceuta. Le roi approuva ce projet, et ne tarda pas à l'exécuter en personne. Accompagne de ses enfants, il vint débarquer, le 15 août 1415, devant Ceuta et s'en rendit maître après un combat assez vif. Les Maures vinrent peu de temps après assiéger cette place, mais ils ne purent la reprendre, et depuis cette époque elle a cessé de leur appartenir. Le roi, le lendemain de sa victoire, arma chevaliers, dans la principale mosquée de la ville, ses trois fils Édouard, Pierre et Henri; puis il s'embarqua pour revenir en Portugal, où il ne songea plus qu'à régler l'administration de son royaume. Il créa Pierre duc de Coïmbre, et Henri duc de Vizéo, et leur donna de riches apanages. L'année 1422 fut marquée par le changement du calendrier. Jusqu'alors on avait suivi le calcul astronomique établi par Jules-César, il fut remplacé par le calendrier grégorien. A cette même époque le connétable Nunez Pereira, qui, depuis l'âge de quatorze ans, avait toujours porté les armes et s'était signalé par un grand nombre de victoires, quitta tout-à-coup le monde pour aller s'ensevelir dans un couvent, où il se soumit aux plus grandes austérités. Il mourut dans cette retraite, regretté de toute la nation, et surtout du monarque, auquel il avait rendu les services les plus signalés. Aucun fait de quelque importance ne signala la fin du règne de dom Juan, qui expira en 1433, âgé de soixante-seize ans; il en avait passé quarante-huit sur le trône. Les actes de sa vie témoignent si hautement qu'il fut aussi grand capitaine qu'homme d'état consommé, que nous croyons inutile de louer sa mémoire : elle se loue assez d'elle-même. En effet, il mérita la couronne par les services qu'il rendit à son pays, dont il affermit l'indépendance; ayant uni ses intérêts à ceux du Portugal, il les rendit solidaires et les fit triompher en même temps. Son peuple lui doit le bienfait d'un code, qui régularisa la jurisprudence; il lui doit encore l'affaiblissement du pouvoir féodal au profit de la monarchie et de la nation. Ce prince eut un grand nombre d'enfants, entre autres Pierre ou Pèdre, duc de Coïmbre, auteur de plusieurs ouvrages en prose et en vers; il était encore habile musicien, puisqu'il inventa ou perfectionna la guitare. Passionné pour les voyages, il rapporta de ses courses une mappemonde qui fut, dit-on, d'une grande utilité à son frère Henri. Ce dernier, nommé grand-maître de l'ordre du Christ, se livra toute sa vie à l'étude des mathématiques, et encouragea les marins à tenter des expéditions lointaines. S'étant fixé à Sagres, ville qu'il avait fondée à l'extrémité du cap Saint-Vincent, Henri établit dans cette cité une école de navigation. Faisant plus encore, il arma à ses dépens deux vaisseaux, et les mit sous la conduite de deux marins habiles, qui partirent en 1410, doublèrent le promontoire d'Atlas, et parvinrent jusqu'au cap Bojador, qu'ils ne purent doubler. Dix ans après cette tentative, dom Henri équipa encore trois navires; il en mit un sous les ordres de Juan Gonzalve, et il confia l'autre à Tristan Vaz. Ils découvrirent plusieurs îles, entre autres celle de Madère. Quant au troisième vaisseau, il était commandé par Gilles Annio. Il doubla le premier le cap Bojador et atteignit le cap de Sierra-Leone, situé trois cent soixante lieues plus loin. Telles furent les découvertes accomplies sous le patronage de l'infant dom Henri, et que nous verrons se multiplier rapidement en moins d'un demi-siècle.

ÉDOUARD Ier.

(DE 1433 A 1443.)

Ce prince succéda sans contestation à

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del. Prot Sculp.

Pl.13.

COSTUMES BOURGEOIS À LISBONNE.

Paris, Imp de Legay, r. de la Bucherie 1.

son père, auquel il rendit de grands honneurs funéraires; il fit transporter son corps au monastère de la Bataille, fondé par dom Juan, en l'honneur duquel un franciscain prononça une oraison funèbre; ce qui n'avait jamais eu lieu jusqu'alors. Après s'être acquitté de ce pieux devoir, Edouard, sollicité par ses deux frères, Henri et Ferdinand, leur permit d'aller tenter de nouvelles conquêtes en Afrique, à la tête d'une petite armée de six mille hommes. Ils arrivèrent à Ceuta, et en partirent pour aller mettre le siége devant Tanger. Mais les Maures vinrent au secours de la place; ils étaient près de cent mille, et bloquèrent les Portugais dans leur camp. Ceux-ci, après s'être défendus avec une bravoure héroïque, furent contraints de proposer une capitulation par laquelle ils s'engageaient à restituer Ceuta. A ce prix ils obtinrent de regagner leurs vaisseaux, laissant entre les mains des Maures des otages, à la tête desquels était l'infant don Ferdinand [1437]. Lorsqu'il apprit le triste dénouement de l'expédition, Édouard prit le parti de convoquer les états du royaume dans la ville de Leiria, pour leur soumettre la question de savoir s'il fallait livrer Ceuta aux Maures pour acheter la liberté de l'infant. Un grand nombre de députés furent de cet avis; mais les frères du captif, dom Pèdre et dom Juan, assistés par l'archevêque de Braga, émirent une opinion contraire. Le prélat prétendit même qu'on ne pouvait abandonner Ceuta aux infidèles sans en référer au pape. Le roi écrivit en conséquence au souverain pontife et à plusieurs monarques de la chrétienté, qui furent tous d'avis qu'il fallait retenir Ceuta [1438]. D'après cette décision, le malheureux Ferdinand, condamné à l'esclavage par les Maures, en subit toutes les horreurs. Promené de village en village, il fut exposé aux insultes et aux outrages de la populace, qui lui jetait des pierres et des immondices, et lui crachait au visage. Il arriva dans la ville de Fez, et fut plongé dans un cachot. On le conduisit ensuite dans une autre cité, où il subit une captivité encore plus dure. Il mourut enfin en 1443, conservant dans les fers, jusqu'au dernier moment, une patience et une douceur inaltérables: aussi les Portugais le révèrent-ils comme un saint. Cependant Edouard s'occupait des moyens de briser ses fers, et obtint de la cour de Rome une bulle ordonnant une croisade contre les Maures. Le roi fit de grands préparatifs; mais la peste qui éclata à cette époque en Portugal ne permit pas à Édouard d'accomplir son projet. Il mit tous ses soins à perfectionner l'administration; il commença par la justice, où il introduisit quelques réformes utiles; entr'autres, il abrégea les procédures qui tendaient à rendre les procès interminables; il fit aussi des réglements destinés à encourager le commerce, et s'efforça de faire fleurir les sciences et les arts; il voulut aussi déraciner le luxe en donnant lui-même l'exemple de la simplicité; mais le luxe a son utilité: s'il présente des inconvénients, il a aussi des avantages qui ne pouvaient être compris alors. Ruiné par les dépenses de l'expédition d'Afrique, Édouard, pour remplir son trésor, eut recours à un expédient déjà employé par son père. Le chancelier en fut encore l'inventeur, et fit rendre au roi une ordonnance appelée loi mentale (1), portant que les donations faites par les rois n'étaient transmissibles qu'aux mâles, et que, si elles tombaient en quenouille, elles devaient revenir à la couronne. Or, depuis les derniers désastres arrivés en Afrique, où la fleur de la noblesse portugaise avait péri, l'hiéritage de leurs domaines était passé à des filles qui en furent dépouillées. Le chancelier, auteur de cette loi spoliatrice, n'avait aussi qu'une fille; mais il obtint une dispense qui lui permit de conserver dans sa famille les grands biens qu'il devait à la libéralité du monarque précédent. La royauté avait déjà jeté dans le pays des racines si profondes, qu'Édouard put exécuter une opération si délicate sans rencontrer d'autre opposition que des prières de la part des familles frappées par son ordonnance. La peste ravageait toujours Lisbonne, et le monarque

(1) Elle fut ainsi qualifiée, parce qu'elle s'appuyait sur une prétendue restriction mentale du feu roi, qui, à son lit de mort, en avait fait confidence à son successeur.

MCD 2019

qui, pour fuir la contagion, s'était retiré à Homar, dans l'Estramadure, en fut atteint à l'âge de quarante-sept ans, après un règne qui en avait duré cinq [1438]. Édouard avait l'esprit cultivé, et a composé deux ouvrages : l'un, intitulé *le Bon Conseiller*, renferme des leçons de politique et de morale; l'autre traite de *l'Art d'élever les Chevaux et de les dompter;* le roi était un des cavaliers les plus adroits de son temps, et il pouvait donner tout à la fois le précepte et l'exemple. Il avait de grandes qualités, et cependant son règne fut obscurci par des défaites et des calamités; ce qui semble prouver que la fortune se réserve toujours la plus grande part dans nos succès.

ALPHONSE V dit l'Africain.

(de 1438 a 1481.)

Édouard, à son lit de mort, avait déclaré régente la reine son épouse; car l'héritier du trône, âgé de six ans, ne pouvait encore régner par lui-même. Mais Léonore avait à défendre son pouvoir contre l'ambition de plusieurs hommes puissants qui cherchaient à soulever contre elle la multitude. A la tête de ces personnages était l'infant dom Pèdre, duc de Coïmbre, oncle du jeune Alphonse. La reine, afin de gagner ce prince à sa cause, s'engagea par écrit à marier le jeune roi à sa fille; mais le comte de Barcelos, frère de dom Pèdre, et le grand-maréchal du royaume, Vasquez Coutigno, avaient aussi la même prétention; cependant ils ne purent empêcher dom Pèdre de faire confirmer par les états l'union de sa fille avec le souverain. Ce prince fut encore nommé par les cortès chef de la justice et défenseur du royaume; ce qui dépouillait la régente de ses attributions les plus importantes. Cette princesse, soutenue par le comte de Barcelos et par le grand-maréchal, voulut ressaisir ce qu'elle venait de perdre. L'infant dom Henri, autre oncle d'Alphonse, intervint, et il fut décidé que dom Pèdre serait seulement chef de l'armée, avec le titre de défenseur du royaume; que l'administration de la justice appartiendrait au comte de Barcelos, et que la reine aurait en partage l'éducation du prince enfant et le gouvernement des finances (1). Cet accommodement ne fit qu'assoupir les haines entre les dépositaires du pouvoir; ces haines se réveillèrent bientôt avec plus de force, et la reine, qui redoutait surtout les talents de dom Pèdre, lui fit redemander la promesse de mariage dont nous avons parlé. Celui-ci la déchira, et en fit remettre les morceaux à la princesse. Il ne tarda pas à se venger de ce manque de foi; il souleva le peuple contre Léonore, qui s'enfuit de Lisbonne pour se réfugier à Alenquer [1440]. Sur ces entrefaites, les états furent convoqués à Lisbonne, et ils décernèrent à dom Pèdre la régence; ils firent encore signifier à la reine, qui avait emmené son fils avec elle, de le remettre entre les mains de dom Pèdre, ce qu'elle n'osa ou ne put refuser. Dès qu'il fut maître de la toute-puissance, le régent s'occupa de remédier aux désordres de l'administration, et il ne tarda pas à conquérir l'affection du peuple. Les magistrats de la capitale, dans leur reconnaissance, voulurent lui élever une statue; mais il refusa sagement cet honneur, en disant qu'il ne voulait d'autre récompense de ses soins que l'attachement du peuple portugais. Cependant la reine, qui était demeurée à Cintra, ne cessait d'intriguer contre le régent. S'étant retirée dans la ville de Prato, elle leva des troupes, tandis que le comte de Barcelos, qui avait embrassé sa défense, rassembla de son côté des soldats dans la province située entre le Douro et le Minho. Dom Pèdre envoya ses deux frères, les infants dom Juan et dom Henri, contre la reine qui se réfugia en Castille. Il se chargea lui-même de réduire le comte de Barcelos, qui déposa les armes sans avoir combattu. Le régent mit à profit sa victoire en convoquant les états à Torrez-Vedras, auxquels il fit agréer son projet de fiancer le monarque à sa fille, alors âgée de huit ans, tandis que son futur époux en avait à peine dix [1441].

Nous avons dit que la reine douairère s'était retirée en Castille : le monarque de ce pays voulut forcer le régent, par des me-

(1) Vid. Garibay, Vasconcellos et Mayerne Turquet.

MCD 2019

naces, à rendre le pouvoir à Léonore; mais il n'obtint qu'un refus, et finit même par se brouiller avec la reine, qui se rendit à Tolède, où, après avoir épuisé toutes ses ressources, elle fut dans la triste nécessité de solliciter auprès du régent la permission de revenir en Portugal; mais elle mourut durant le cours de cette négociation. Les uns affirment que sa vie fut abrégée par le chagrin, d'autres par le poison [1445]. Deux ans après, Alphonse ayant atteint sa quatorzième année, fut déclaré majeur; mais il laissa la direction des affaires entre les mains de dom Pèdre, et accomplit son mariage avec la fille de ce prince. Mais la confiance que le monarque témoignait à son beau-père ne tarda pas à s'altérer, grâce à la jalousie du comte de Barcelos. Il fit entendre au jeune prince qu'il devait gouverner par lui-même; il était d'ailleurs, ajouta-t-il, d'ailleurs dangereux pour son trône de conconfier le gouvernement aux mains d'un ambitieux qui n'usait du pouvoir que pour servir ses propres intérêts. Ces insinuations indisposèrent contre dom Pèdre le monarque, qui chercha les moyens d'éloigner de la cour son beau-père, auquel il prodigua les dégoûts. Celui-ci se reconnaissant trop faible pour résister aux attaques de ses ennemis, vint demander à Alphonse la permission de se retirer à Coïmbre; cette permission lui fut accordée. Mais le comte de Barcelos, devenu duc de Bragance (1), acharné à sa perte, leva des soldats et voulut passer sur les terres du duc de Coïmbre. Ce dernier s'y opposa par la force, et mit en fuite les troupes de son adversaire. Dès qu'il apprit cet incident, le roi publia un édit déclarant le duc de Coïmbre traître et rebelle; et, malgré les larmes de la reine qui intercédait pour son père, le monarque se mit en marche à la tête d'un corps d'armée. De son côté, dom Pèdre se disposa à tirer l'épée contre son souverain, puisqu'il était réduit à cette extrémité. Mais, avant de partir pour se mettre à la tête des siens, il s'enferma avec le comte d'Abranchès dont il connaissait l'attachement, et tous deux, après s'être juré de mourir ensemble, reçurent la communion de la main du confesseur du duc; puis dom Pèdre s'avança vers Santarem, à la tête de cinq mille hommes d'infanterie et de mille cavaliers. Ses adversaires étaient au nombre de trente mille. L'action s'engagea sur les bords de la rivière d'Alfaroubeïra. Enveloppé de toutes parts, dom Pèdre, après une résistance opiniâtre, périt dans le combat, ainsi que son ami, le comte d'Abranchès. Leurs corps, trouvés après la bataille, furent ensevelis quatre jours après, malgré les ordres du roi, qui avait ordonné qu'ils demeurassent sans sépulture. Telle fut la fin tragique de l'infant dom Pèdre, dont le seul crime fut peut-être d'avoir été trop puissant pour un sujet, position dangereuse, et qui place celui qui l'occupe dans une alternative fatale, celle de détrôner son prince ou de tomber victime de ses craintes [1449].

Quelques années après le sultan des Turcs, Mahomet II, ayant pris d'assaut Constantinople, le pape Calixte III prêcha une croisade contre les nouveaux maîtres de Bysance, qui menaçaient de porter la guerre jusque sur les rives du Tibre. Ce fut à cette occasion qu'Alphonse fit frapper une nouvelle monnaie à laquelle on donna le nom de *crusade*, parce qu'elle devait servir à payer les soldats de la croix. Mais la plupart des princes chrétiens, occupés des intérêts de leur ambition, oublièrent bientôt la promesse qu'ils avaient faite d'aller combattre les infidèles. Le monarque portugais résolut alors de tenter quelques conquêtes en Afrique : il s'embarqua à la tête d'une flotte nombreuse, et vint mettre le siége devant la ville d'Alcaçar-Céguer, dont les habitants se rendirent après un premier assaut [1458]. Le roi de Fez essaya de reprendre cette place, il ne put y réussir, et fut contraint de se retirer. Il revint une seconde fois devant Alcaçar; mais la résistance qu'il éprouva le contraignit encore de renoncer à son entreprise. En 1464, Alphonse, encouragé par les succès qu'il avait obtenus, fit une tentative sur Tanger, et subi un échec d'autant plus grave, que la fleur des chevaliers portugais périt dans cette affaire. Alphonse revint en Portugal, rap-

(1) Il devait cette faveur à dom Pèdre, qui lui avait fait obtenir ce duché à la mort de celui qui le possédait.

MCD 2019

pelé par un intérêt pressant, celui de suivre attentivement la marche des troubles qui agitaient alors la Castille, soit pour en tirer avantage, soit pour en préserver son royaume. Henri, surnommé l'Impuissant, avait succédé à son père Juan II. La faiblesse de son caractère avait allumé l'ambition des seigneurs castillans, qui voulurent d'abord mettre à sa place, sur le trône, son frère Alphonse; mais ce prince étant mort, ils s'attachèrent à l'infante Isabelle, sœur du monarque, et lui donnèrent la couronne au préjudice de Jeanne, fille légitime de Henri. Toutefois, Alphonse ne prit aucune part active à tout ce qui se passait dans la Castille; il en fut détourné par le désir dont il brûlait de se signaler en Afrique. En effet, il y retourna en 1771, et se rendit maître d'Arzila. La prise de cette ville répandit une telle épouvante à Tanger, que les habitants l'évacuèrent volontairemeut, et Alphonse en prit possession. Il revint triomphant, en 1472, à Lisbonne. Deux ans après, Henri de Castille mourut, léguant son trône à Jeanne sa fille, à laquelle il ordonna, par une des clauses de son testament, d'épouser le roi de Portugal, qui était devenu veuf (1). Alphonse accepta la main de la jeune princesse; il leva une armée, envahit la Castille, et célébra ses fiançailles à Plasencia avec Jeanne; puis il prit le titre de roi de Portugal et de Castille. Cependant Isabelle s'était fait proclamer reine de ce dernier royaume : soutenue par Ferdinand d'Aragon devenu son époux, elle assembla à son tour une armée nombreuse, et se montra résolue à défendre le trône qu'elle avait usurpé [1475]. Alphonse fut battu à Toro par le roi d'Aragon. Cette défaite ayant épuisé ses ressources, il revint en Portugal, et prit tout-à-coup la résolution de passer en France, pour aller demander en personne des secours à Louis XI, qui régnait alors dans ce pays. Il est difficile d'assigner les véritables causes de ce voyage : c'était au moins une imprudence. Quoi qu'il en soit, Alphonse aborda à Collioure. Louis XI vint à sa rencontre à Bourges, et dit en abordant le monarque portugais : « Je rends » grâce à Dieu et à saint Martin, mon pa- » tron, de la faveur qu'ils font à un pauvre » roi tel que je suis, de recevoir en sa mai- » son un grand roi tel que vous êtes. Au » reste, souvenez-vous que vous n'êtes point » dans un royaume étranger étant dans le » mien. Vous pouvez tout ici. » Malgré l'humilité de ce langage, qui fut accompagné d'offres de services, Louis ne songeait qu'à faire échouer les desseins d'Alphonse. Il commença par lui faire entendre qu'il ne pouvait s'engager dans des hostilités contre la Castille, avant d'avoir terminé la guerre qu'il avait entreprise contre le duc de Bourgogne. Alphonse se mit en route sur-le-champ pour aller trouver ce dernier prince, qui faisait alors le siége de Nanci, afin de l'amener à conclure la paix avec le roi de France. Charles (1) dévoila au monarque portugais la politique perfide de Louis XI, qui, au moment où il offrait d'entrer en accommodement avec lui, venait de s'allier avec le duc de Lorraine : en effet les Français et les Lorrains ayant fait leur jonction, livrèrent bataille au duc de Bourgogne, qui périt dans l'action.

Sur ces entrefaites, Alphonse, de retour à Paris, ne tarda pas à se convaincre de la duplicité de son hôte; au lieu d'appuyer à la cour de Rome la dispense qu'il sollicitait pour célébrer son mariage avec la princesse Jeanne, Louis travaillait à la faire rejeter. Fatigué d'espérer en vain, et craignant d'être la victime de quelque trahison, Alphonse résolut de quitter la France secrètement, non pour se rendre dans ses États, mais pour visiter la Terre-Sainte, où il devait finir ses jours renfermé dans un monastère. Il adressa, en partant, plusieurs lettres : l'une à son fils dom Juan, pour lui ordonner de se faire à tous ses couronner à sa place; l'autre enjoignait sujets d'obéir au nouveau souverain, et la troisième informait Louis XI de son projet d'aller en Palestine. A la réception de la missive de son père, l'infant assembla le conseil privé, dont la majorité fut d'avis qu'il devait prendre la couronne.

(1) Ce prince avait perdu la reine son épouse en 1455.

(1) Le duc de Bourgogne.

MCD 2019

En conséquence il se fit proclamer roi [1477]. Son premier soin fut de continuer la guerre contre la Castille. Il jouissait du pouvoir suprême, lorsqu'il apprit qu'Alphonse venait de débarquer à Cascaès [novembre 1477]. Ce prince n'était point parti pour Jérusalem ; il avait été arrêté en Normandie au moment, de s'embarquer, par les ordres de Louis XI, qui, après l'avoir retenu quelque temps, s'était empressé de lui fournir des vaisseaux pour se rendre dans ses États. Dom Juan hésita sur ce qu'il devait faire, car il demanda l'avis du cardinal d'Acosta et du duc de Bragance; ceux-ci ayant répondu qu'il devait aller trouver son père, l'infant s'y résolut, et Alphonse reprit la couronne, aux acclamations de ses sujets, dont il avait acquis l'attachement par sa clémence et son affabilité. Cependant les hostilités continuaient toujours avec les Castillans, car le monarque persistait à épouser Jeanne; mais le parti de cette princesse s'affaiblissait chaque jour, grâce au courage d'Isabelle, qui conduisait elle-même ses soldats, et déployait toutes les qualités du commandement. Après des succès balancés par des revers qui ruinaient également les deux royaumes, Isabelle et Alphonse consentirent enfin à déposer les armes, et conclurent un traité dont nous rapporterons seulement les principaux articles. L'un de ces articles stipulait qu'Alphonse et Jeanne ne prendraient plus le titre de rois de Castille; que la princesse épouserait dom Juan, fils de Ferdinand et d'Isabelle, quand il aurait atteint sa majorité, c'est-à-dire l'âge de quatorze ans, et que, si le mariage n'avait point lieu, Jeanne entrerait dans un monastère pour prononcer des vœux éternels; et qu'enfin les deux puissances belligérantes se restitueraient mutuellement les places qui avaient été prises durant le cours des hostilités [1479]. Victime d'une politique aussi injuste que cruelle, Jeanne fut contrainte de prendre le voile à Coïmbre en présence de commissaires castillans et de seigneurs portugais. Le peuple plaignit son sort, car il ne pouvait pénétrer les motifs qui avaient rejeté du monde cette jeune infortunée qui, héritière légitime d'un trône, était condamnée à terminer ses jours dans le fond d'un cloître. Le sacrifice imposé à Jeanne assurait le repos de deux nations; mais, quelque puissante que soit cette considération, elle ne peut amnistier les persécuteurs de cette princesse, qui expia, sans l'avoir mérité, le crime de leur ambition. Alphonse, fatigué des soucis du trône, songeait, dit-on, à le quitter une seconde fois pour prendre l'habit monastique, lorsqu'il mourut à Cintra [1481], atteint d'une maladie pestilentielle qui ravageait alors son royaume. Il était âgé de quarante-neuf ans. Les succès que ce prince obtint contre les Maures l'ont fait nommer l'Africain ; cependant ses triomphes militaires furent obscurcis par des défaites. On peut lui reprocher encore les maux dont il affligea le Portugal en voulant soumettre la Castille à sa domination. C'était préparer à son peuple un triste avenir, car il eût été difficile, sinon impossible, de faire vivre sous les mêmes lois deux nations, les Portugais et les Castillans, que tout semblait devoir séparer, le langage comme les mœurs. Alphonse aimait et honorait les savants ; il rassembla le premier une bibliothèque, composée sans doute de manuscrits ; car, si l'imprimerie fut découverte de son temps, elle ne pénétra en Portugal que sous son successeur.

JUAN II, dit LE PARFAIT.

(DE 1481 A 1495.)

Ce prince avait vingt-sept ans lorsqu'il ceignit la couronne pour la seconde fois. Soit par respect pour les dernières volontés de son père, soit qu'il voulût se faire bien venir de ceux qui avaient été attachés à la personne de son prédécesseur, il exécuta religieusement toutes les clauses du testament d'Alphonse, et fit même des dons à quelques officiers de ce prince, auxquels il avait oublié de laisser quelques témoignages de reconnaissance et d'affection. Le nouveau monarque s'occupa ensuite avec zèle de régler l'administration intérieure de ses États ; il étendit d'abord sa surveillance sur un point important, et qui intéressait la nation tout entière : nous voulons parler de la justice.

MCD 2019

Il se faisait rendre compte de la conduite des magistrats, leur distribuant lui-même la louange ou le blâme, suivant qu'ils avaient mérité l'un ou l'autre. Il dit un jour à un juge cupide et indolent : « Je sais que vos » mains sont toujours ouvertes et votre tri- » bunal toujours fermé. » Cette remarque suffit, dit-on, pour corriger le magistrat. Mais, dans son amour pour la justice, le roi ne sut pas se renfermer dans de justes limites, car il assistait presque chaque jour aux jugements des procès, sa présence enchaînait, et la liberté des débats, et quelquefois l'indépendance des magistrats. Il révoqua encore toutes les donations et toutes les promesses qu'il avait faites avant de parvenir au trône, en disant « que ceux qui les avaient » obtenues devaient s'estimer heureux de » n'être point punis, puisqu'ils avaient abusé » de leur ascendant sur l'inexpérience d'un » jeune prince pour en obtenir des grâces » qui n'étaient point méritées. » Nous ne saurions louer ce manque de foi, ou du moins, si le roi ne jugeait pas à propos de confirmer les promesses de l'infant, il devait s'abstenir de reprendre ce qu'il avait une fois donné. Comme il avait la prétention et la ferme volonté de gouverner par lui-même, il portait toujours avec lui un petit registre sur lequel il inscrivait les vertus et les vices des hommes qui occupaient les emplois publics, ou qui étaient en position de les exercer un jour ; et ces notes lui servaient de guide lorsqu'il distribuait des places ou des récompenses. Il cherchait aussi à se rendre populaire, et lorsqu'il parcourait à cheval les rues de Lisbonne entouré d'une suite brillante, il s'arrêtait toujours chez quelque bourgeois avec lequel il s'entretenait familièrement. Il voulait, par cette distinction, témoigner son estime à ceux qu'il en jugeait dignes. Lorsqu'il crut avoir acquis l'attachement des classes moyennes et de la multitude, il commença l'exécution de son projet favori, celui d'abaisser les grands par l'abolition des priviléges dont ils étaient investis. Il commença par exiger la production des lettres-patentes qui leur avaient conféré des fiefs ou des donations Dès qu'il les eut entre les mains, il en prononça l'annulation, et par cette mesure il enrichit le domaine royal. Il dépouilla ensuite les seigneurs du droit de rendre la justice en dernier ressort, en soumettant les arrêts de leurs tribunaux à la juridiction des siens. Toutes ces attaques ne pouvaient manquer d'exalter le mécontentement des hautes classes, qui s'assemblèrent pour défendre leurs droits auprès du monarque. Ils choisirent pour organe le duc de Bragance. Ce dernier était le seigneur le plus riche et le plus puissant du royaume, sa naissance le rapprochait du trône, car il descendait d'un fils bâtard du roi Juan I, et il avait épousé une princesse belle-sœur du roi. Tous ces avantages étaient autant de griefs auprès de dom Juan, qui nourrissait la pensée d'abaisser un sujet presque son égal, et par ses richesses, et par le sang dont il sortait. Il reçut donc fort mal les réclamations du duc ; loin d'y avoir égard, il lui fit une réponse menaçante, et fit épier soigneusement toutes ses actions, afin de motiver les actes de rigueur qu'il méditait. Pour préparer la perte du duc de Bragance, il dépouilla l'un de ses frères, le comte d'Olivença, de la charge de grand chancelier, et ne traita pas mieux le marquis de Montémayor, qu'il envoya en exil (1). Le duc de Bragance, prévoyant qu'il ne pourrait résister seul à son souverain, s'adressa à Ferdinand, roi de Castille et d'Aragon, auquel il communiquait ce qui se passait dans le conseil, en échange de l'appui que ce prince devait lui prêter. Mais dom Juan parvint à se procurer la correspondance du duc avec le Castillan par la trahison d'un certain Lopez Figueïredo, qui avait été chargé de faire des recherches dans les archives de la maison de Bragance. Armé de cette preuve, le roi fit arrêter le duc et le livra à une commission dont il nomma tous les membres ; le procès de l'accusé fut instruit avec tant de célérité, qu'au bout de vingt-cinq jours le procureur-général se trouva en mesure de faire son rapport. Le monarque assista lui-même au jugement, ce

(1) Le marquis de Montémayor était frère du duc de Bragance, qui en avait encore un autre appelé le comte de Faro.

MCD 2019

qui lui fut reproché par Jacques Pinaria, l'un des défenseurs du duc. Le prince répondit à cette attaque par un discours dans lequel il recommandait aux juges d'user de clémence; mais malgré, ou plutôt à cause de cette hypocrite exhortation, les juges prononcèrent la peine de mort et la confiscation des biens du criminel, qui fut exécuté le lendemain de la prononciation de l'arrêt. Au moment où sa tête roulait sur l'échafaud, le roi, qui avait ordonné qu'on l'en avertît par le son d'une cloche, s'adressant aux personnes qui l'entouraient : « Recommandons » à Dieu, » leur dit-il, « l'âme du duc; il » cesse de vivre en ce moment. » Puis il s'agenouilla et récita une prière en faveur de celui qu'il venait d'immoler. Cette comédie ne pouvait tromper personne; elle excita le mépris de ceux qui en étaient les témoins, et rendit le prince plus odieux aux amis de la victime. Le duc de Bragance possédait de grands talents, et avait rendu de grands services à l'État. Il fut sacrifié bien moins à la justice qu'à la politique du souverain; mais on se sentira peut-être moins disposé à plaindre son sort, si l'on se rappelle qu'il fut l'instrument de la perte de dom Pèdre, qui, en qualité de régent, avait si bien gouverné l'État durant la minorité d'Alphonse V. Les frères du duc de Bragance furent enveloppés dans sa ruine, ainsi que ses enfants; on confisqua leurs biens et on leur imposa la peine de l'exil [1483].

La mort du duc de Bragance n'eut d'autre effet que d'animer de plus en plus le ressentiment des nobles contre dom Juan, ils trouvèrent bientôt un autre chef dans la personne du duc de Vizéo, beau-frère du monarque. Celui-ci espérait que les parents et les amis de la maison de Bragance seraient assez puissants pour lui frayer le chemin au trône. Il comptait encore sur la plupart des seigneurs de la cour, qui, menacés dans leurs priviléges, saisiraient l'occasion de les mettre à couvert en concourant à arracher la couronne au prince qui voulait les en dépouiller. Le duc avait encore reçu les assurances les plus positives que le roi de Castille lui prêterait son concours. Mais ce qui le confirma surtout dans la pensée coupable qu'il méditait, ce fut la prédiction d'un astrologue pour lequel il professait la confiance la plus aveugle. L'astrologie, cette prétendue science qui permettait à l'homme de pénétrer les secrets de l'avenir, était exploitée par des aventuriers qui s'en servaient au profit de leur cupidité. Ils affluaient à la cour des princes, s'emparant de leur esprit, et leur dictant les résolutions les plus importantes. Il n'est donc pas surprenant que le duc de Vizéo se laissât conduire, comme la plupart de ses contemporains, par les décisions de son astrologue; mais, comme il ne pouvait seul exécuter son projet, il trouva des complices parmi les amis du duc de Bragance, entre autres les deux frères Menezès, dont l'un était évêque d'Évora.

A ces personnages se joignirent Guttière-Coutigno, Ferdinand de Sylveira, Alvarès et Pierre d'Ataïde, Pierre d'Albuquerque et le comte de Pena-Mayor. Ils n'avaient aucun grief particulier contre dom Juan, mais le meurtre du monarque leur promettait une occasion de pousser rapidement leur fortune. L'un des principaux conjurés, Guttière-Coutigno, avait un frère nommé Vasquez, dont les talents et les services étaient restés sans récompense; il voulut profiter de son mécontentement pour l'agréger au complot. Maître d'un secret d'une si haute importance, Vasquez, soit qu'il eût horreur de tremper ses mains dans le sang de son roi, ou, soit qu'il fût séduit par l'espérance de tirer un parti avantageux de sa trahison, vint révéler à dom Juan ce qu'il avait appris. A la même époque, le monarque reçut une déclaration semblable de la part d'un Portugais appelé Tinoco, dont la sœur était la maîtresse de l'évêque d'Évora, et à qui l'indiscrétion de son amant avait fait connaître tout le plan de la conjuration. Dom Juan feignit de ne rien savoir jusqu'à ce qu'il eût pris toutes ses mesures pour saisir à la fois ceux qui conjuraient sa mort. Il écrivit au duc de Vizéo, qui se trouvait alors à Palméla auprès de sa mère, pour le presser de venir à la cour, ayant, disait-il, à le consulter sur une affaire de la plus haute importance. Celui-ci différa quelque temps d'obéir à l'invitation du prince; on eût dit qu'il pressentait sa desti-

MCD 2019

née. Toutefois, il se mit en chemin : à son arrivée au palais. on l'introduisit auprès de dom Juan, qui, après quelques paroles, lui dit tout-à-coup : « Que feriez-vous, mon » cousin, à un homme qui méditerait de » vous assassiner? — Je le tuerais de ma » propre main. — Meurs donc! » s'écria le roi en le poignardant, « tu as prononcé ta » sentence. » [23 août 1484] La nouvelle de cet événement tragique éclata bientôt dans Sétubal, où le roi résidait en ce moment, et répandit une terreur universelle dans la ville, car les soldats se saisirent des portes, et placèrent des corps-de-garde sur plusieurs points. Revenu de sa frayeur quand il eut connu la cause de tous ces mouvements, le peuple courut en foule au palais pour massacrer les conjurés, qui, pour la plupart, subirent la peine capitale. Cependant Guttière-Coutigno, en considération de son frère Vasquez, obtint grâce de la vie, mais il mourut en prison peu de temps après. Alvarez d'Ataïde et Ferdinand de Sylveira furent les seuls qui échappèrent à toutes les recherches. Le premier revint en Portugal sous le règne du successeur de dom Juan. Quant au second, il fut assassiné par les ordres du roi, qui voulut bien moins punir l'attentat prémédité contre lui, que se mettre à couvert des indiscrétions de Sylveira, auquel il avait confié les secrets de sa politique. L'évêque d'Evora, conduit à la forteresse de Palma, fut descendu dans une citerne où on le laissa mourir de faim. (1). Le comte de Pena-Mayor se réfugia dans la ville de ce nom, qui lui appartenait, tandis que sa femme s'enferma dans la cité de Sabugal, et leva des troupes pour soutenir un siége. Dom Juan, craignant qu'un tel exemple ne fût imité, permit à cette dame de se retirer en Castille avec son mari et ses enfants. Le duc de Vizéo laissait un frère contre lequel le roi ne crut pas devoir sévir : il est vrai qu'il n'avait pas trempé dans la conspiration. Il lui laissa la plus grande partie des biens de sa famille, et le créa grand-maître de l'ordre du Christ et connétable. En lui accordant ces grâces, il lui dit : « Oubliez que vous avez un frère, » et souvenez-vous que je vous regarde » comme un fils. » Il exigea cependant que le jeune prince répudiât le nom de Vizéo, et prît le titre de duc de Béja.

Après avoir étouffé une conjuration contre sa vie, dom Juan eut à combattre la peste qui envahit la plupart ds provinces du royaume; il lui fallut encore lutter contre la famine, suite ordinaire de la peste. Ce dernier fléau éclatait alors assez fréquemment dans tous les États, car la science de l'économie politique n'existait pas encore, et ceux qui gouvernaient la société, hors d'état de reconnaître les causes qui amenaient la rareté des subsistances, ne pouvaient en prévenir les effets désastreux. Sur ces entrefaites, le célèbre Christophe Colomb arriva en Portugal pour offrir au monarque de ce pays de diriger en chef un voyage de découvertes, il pressentait que le jour était venu de reculer les limites du monde, dont on ne connaissait encore qu'une faible partie. Le roi soumit le plan de Colomb à deux habiles cosmographes portugais, qui le firent rejeter. Cependant dom Juan nourrissait toujours la pensée de trouver une nouvelle route, et il envoya quelques navires, sous les ordres de Cano, qui découvrit un empire inconnu appelé depuis le Congo. Il ramena de ce pays quatre habitants; ils furent présentés au roi, qui en tira des notions exactes sur leur patrie. Cano les reconduisit au bout de deux ans, afin de reprendre plusieurs Portugais de sa flotte qui s'étaient rendus à la cour du roi de Congo. Il fut admis lui-même auprès de ce prince, qui lui fit l'accueil le plus honorable [1485]. Cet empire était alors divisé en six provinces, et les naturels n'avaient d'autre religion que le fétichisme. Le souverain exerçait le pouvoir le plus absolu, et disposait à son gré des biens et de la vie de ses sujets. Il consentit bientôt à adopter le christianisme, et se fit baptiser, ainsi que toute sa nation. Le résultat de l'expéditon de Cano excita dom Juan à tenter une autre entreprise; par son ordre, Barthélemy Diaz parvint jusqu'au Cap, où il fut assailli par une tempête si épouvantable, qu'il le

(1) Vid. De Rebus gestis Joannis II, Lusitanorum regis, auctore Tellesio Silvio Marchione Alegretensi. — Vasconcellos. — Faria y Sousa. — Laclede, etc.

MCD 2019

nomma le cap des Tourmentes. Dom Juan voulut, depuis, qu'il prît le nom de cap de Bonne-Espérance. Diaz réussit à le doubler, et revint en Portugal après avoir frayé à ses compatriotes une route nouvelle, qui allait ouvrir à leur pavillon l'empire et les richesses de l'Orient. A la même époque, le monarque chargea Pierre de Covilham et Alphonse de Païva d'une nouvelle mission. Ils partirent pour Alexandrie : l'un, Covilham, gagna la Mer-Rouge, sur laquelle il navigua pour aborder à la cité d'Aden. En quittant cette ville, il visita Goa, Calicut, Cochin et toute cette partie de l'Indostan. Il effectua son retour par la Perse et l'Arabie, regagna les côtes de l'Afrique, et, après avoir côtoyé les royaumes de Mélinde et de Quiloa, il parvint à Soffala, et enfin prit la route du Caire, où il devait retrouver son compagnon. Celui-ci réussit, de son côté, à pénétrer en Abyssinie [1487]. Dans cette même année, de troupes portugaises débarquèrent dans la Mauritanie pour secourir le roi de Fez; elles obtinrent des succès assez brillants, mais qui n'eurent guère d'autre avantage que de rehausser la gloire du nom portugais.

Quoique dom Juan eût fourni des secours au roi de Castille, Ferdinand-le-Catholique, engagé dans une lutte décisive contre les Maures de Grenade, ce prince, qui avait pris l'engagement de donner en mariage sa fille à l'infant de Portugal, dom Alphonse, voulut éluder sa promesse; mais dom Juan le força de consentir à l'union projetée. A cette occasion, les cortès rassemblés à Évora votèrent un nouveau subside; mais ils demandèrent que la répartition de cet impôt fût faite par les principaux habitants, et non par les employés du fisc. Les noces d'Alphonse et d'Isabelle étaient célébrées depuis un mois, lorsque l'infant, ayant voulu jouter à la course, sur les bords du Tage, avec dom Juan de Menesez, tomba de cheval, et expira à l'âge de dix-sept ans [1491]. Le roi pleura d'autant plus amèrement la perte de l'héritier de sa couronne, qu'il ne lui restait plus qu'un fils illégitime nommé George, sur lequel il reporta toute sa tendresse. Il employa même les dernières années de sa vie à frayer à cet enfant le chemin du trône; mais il ne put y réussir, car la couronne appartenait au duc de Beja, qui possédait un droit incontestable par sa naissance, en même temps qu'il avait su acquérir l'affection des Portugais. Dom Juan essaya vainement de lutter contre ce double obstacle en sollicitant de la cour de Rome la légitimation de son fils George; mais il n'obtint qu'un refus, et il se résigna enfin à regarder le duc de Beja comme son successeur. Cependant Christophe Colomb ayant obtenu la confiance d'Isabelle, reine de Castille, venait de découvrir l'Amérique. A son retour il fut contraint, par une tempête, de se réfugier dans le port de Lisbonne. Il amenait avec lui douze habitants de ce monde où il avait abordé le premier, comme un témoignage irrécusable de sa gloire. Dom Juan l'admit en sa présence; il entendit le récit du célèbre navigateur, et tint conseil avec ses ministres pour savoir quelle conduite il devait tenir envers Colomb. L'un d'eux osa l'engager à se saisir du voyageur, et même à le faire périr comme étant coupable d'avoir nui aux intérêts du Portugal. C'était d'ailleurs, disait-il, un excellent moyen d'empêcher le roi de Castille de tirer parti de la découverte de l'Amérique, en faisant périr l'homme qui seul en connaissait le chemin. Dom Juan rejeta, pour son honneur, ce funeste avis; et, au lieu de se venger de Colomb, qui ne l'avait point offensé, il lui fit de riches présents qu'il assaisonna des plus grandes louanges [1493]. Il eut toutefois la pensée de faire aux Castillans une guerre maritime; mais il y renonça, et conclut avec Ferdinand et Isabelle un accommodement par lequel ils partageraient entre eux le globe en deux parties égales. La partie orientale dut appartenir au roi de Portugal, et l'occidentale au roi de Castille. En conséquence, on stipula qu'ils enverraient l'un et l'autre, dans l'espace de six mois, des navires dans l'une des îles du Cap-Vert; ces vaisseaux devaient partir à la même époque en se dirigeant vers le midi, et marqueraient les bornes qui seraient assignées à ce fameux partage, qui fut appelé la ligne de démarcation. Le pape Alexandre VI sanctionna ce partage par une bulle frappant d'excommunication tous les princes

MCD 2019

qui tenteraient par la suite de porter atteinte à ce traité (1).

La santé de dom Juan avait reçu de fréquentes atteintes depuis quelques années ; mais en 1495 il éprouva une rechute qui le conduisit lentement au tombeau. Il sentit lui-même qu'il n'avait plus que peu de jours à vivre, et dicta son testament, par lequel il légait le trône à Emmanuel, duc de Béja. Il se laissa, dit-on, arracher cette clause par les remontrances de son confesseur Juan de Pavoa et par les arguments d'Antoine Faria. Chargé d'écrire les dernières volontés du monarque, Faria lui fit sentir qu'en donnant la couronne à son fils George, au détriment du duc de Béja, il allumait une guerre civile qui serait fatale à la prospérité de son peuple. Dès qu'il eut réglé cette importante affaire, le monarque se fit transporter dans la ville d'Alvor pour y prendre des bains chauds; ils ne réussirent qu'à rendre sa maladie plus grave. Alors il manda près de lui son successeur, Emmanuel ; mais celui-ci différa d'obéir à l'ordre du monarque ; il craignait, dit-on, pour sa vie, car, sachant tout l'attachement que le prince avait pour George, il ne voulait pas courir le risque d'être jeté en prison, et peut-être immolé pour assurer le trône à ce jeune prince. Quoi qu'il en soit, dom Juan se montra fort irrité des lenteurs d'Emmanuel ; il éprouva bientôt après un long evanouissement, le bruit de sa mort se répandit même parmi le peuple ; mais il revint à lui, ce qui amortit tout-à-coup la joie et redoubla les terreurs d'Emmanuel et de ses amis. Cependant le roi continua de s'affaiblir à vue d'œil. Il reçut alors les secours de l'église, et ajouta à son testament un codicile, par lequel il appelait de nouveau le duc de Béja au trône du Portugal. Il fit remettre au duc cet acte et ne songea plus qu'au salut de son âme. Après avoir fait les plus tendres adieux à la reine et à sa belle-sœur, il dicta un écrit dans lequel il faisait un singulier aveu : c'est qu'il avait reçu du ciel, disait-il, le don de gagner le cœur des femmes, et il demandait pardon d'avoir abusé de ce talent. Il expira le 15 octobre 1495, après un règne de quatorze ans ; il n'en avait que quarante. Quelques écrivains ont prétendu que ce prince était mort empoisonné et accusent de ce crime les grands du royaume, mécontents d'avoir été dépouillés de leurs priviléges ; mais cette allégation ne repose que sur des conjectures qui ne peuvent équivaloir à des preuves. Jean II fut regretté de son peuple, et le méritait à certains égards, car il gouverna dans l'intérêt des masses, en abaissant le pouvoir de la noblesse, qui pesait sur la nation. Il améliora le système judiciaire et veillait par lui-même à l'application des lois, en exerçant une surveillance active sur les magistrats. Quant à sa politique, si elle fut habile, elle se montra souvent cruelle. C'est ainsi, qu'ayant su que le maître d'un navire et deux pilotes étaient allés en Castille pour offrir au roi de ce pays de lui enseigner le chemin de la Guinée, connu seulement alors par les Portugais, dom Juan fit assassiner deux de ces hommes et enlever le troisième, qui fut écartelé par ses ordres dans la grande place d'Evora. Il espérait, en imprimant la crainte, empêcher les autres pilotes d'aller vendre à l'étranger le fruit de leur expérience. En plusieurs autres occasions, il se débarrassa de ses ennemis par le meurtre, moyen aussi lâche qu'infâme, et que le succès ne peut jamais absoudre. Dom Juan aimait les sciences et les lettres, il avait l'esprit cultivé et savait animer la conversation par des saillies souvent pleines de sel et d'enjouement. Dom Vasquez de Coutigno avait le défaut de parler toujours ou trop haut ou trop bas. « Comte, » lui dit le roi, « quand vous parlez bas, per-» sonne ne vous entend ; quand vous parlez » haut, on n'entend personne (1). »

(1) Vid. Laclède, tome IV, page 487.

EMMANUEL LE FORTUNÉ.

(DE 1495 A 1521.)

Emmanuel était beau-frère de dom Juan et appartenait à une branche de la famille royale. A tous ces titres, la couronne devait

(1) Voyez pour ce règne : Resend,—Faria y Sousa, —Vasconcellos, — Ferreras,— Mariana, — Lequien et Laclède.

MCD 2019

lui appartenir : son prédécesseur avait lui-même reconnu ses droits ; aussi fut-il proclamé sans opposition. Personne ne songea à soutenir les prétentions de l'empereur Maximilien, qui descendait de la sœur du roi dom Alphonse (1) ; personne non plus n'osa rappeler que le prince défunt laissait un fils naturel, dom George. Le nouveau monarque convoqua les cortès dans la ville de Monte-Mayor, afin d'affermir son autorité par le suffrage d'une assemblée qui représentait la nation. Après avoir adopté quelques réglements ayant pour but d'augmenter le nombre des juges pour répondre à l'exigence des affaires, le roi congédia les cortès et commença à gouverner par lui-même. Un des premiers actes d'Emmanuel, quoiqu'il fût approuvé de ses sujets, doit attirer sur lui le blâme de l'histoire : cet acte fut l'expulsion des Juifs. Ces malheureux, chassés d'Espagne par l'intolérance d'Isabelle et de Ferdinand-le-Catholique, s'étaient réfugiés en Portugal, où ils avaient été reçus à la condition qu'ils payeraient un droit d'asile, et qu'à une époque déterminée ils quitteraient le pays, ou seraient réduits en esclavage. Emmanuel ayant demandé la main d'Isabelle, fille des souverains de Castille (2), cette princesse exigea du monarque portugais, pour prix de son consentement, l'expulsion des Maures et des Juifs. On les contraignit de s'embarquer, mais on retint tous les enfants au-dessus de l'âge de quatorze ans, qui devaient être élevés dans les principes du christianisme. L'exécution de cette ordonnance mit les Juifs au désespoir ; quelques-uns égorgèrent leurs enfants de leurs propres mains, pour les dérober à l'apostasie. Leur résistance produisit des scènes si tragiques et si touchantes, qu'Emmanuel révoqua son édit, mais en le remplaçant par un autre, condamnant les Hébreux à se convertir dans l'espace de vingt années, et on rendit leurs enfants à ceux qui consentirent à abjurer la loi de Moïse. La plupart de ces infortunés embrassèrent en apparence le culte des chrétiens, poussés par l'amour paternel ; mais leur conversion n'était pas sincère et servit de prétexte dans la suite au tribunal du saint office pour étendre sur eux ses persécutions. Le roi, peu de temps après, célébra son mariage avec Isabelle qui, par la mort de son frère dom Juan, devint héritière présomptive de la Castille et de l'Aragon. Sur ces entrefaites, Emmanuel s'occupait de préparer une nouvelle expédition, ayant pour but de découvrir une nouvelle route pour arriver dans l'Inde. Dans la première partie du quinzième siècle l'infant dom Henri, fils de Juan Ier, avait donné la première impulsion au génie aventureux de ses compatriotes. Cet esprit avait fait naître sous Juan II quelques navigateurs intrépides, qui avaient dépassé l'équateur et pénétré chez des peuples jusqu'alors inconnus. En 1486, une tempête furieuse avait emporté Barthélemy Diaz au-delà du cap de Bonne-Espérance ; mais il n'avait pu profiter de sa bonne fortune, ni en recueillir le fruit, faute de vivres. Il restait donc encore à doubler ce terrible promontoire qui, jusqu'à ce jour, semblait une barrière infranchissable. Le roi voulut tenter un nouvel effort ; il équipa quatre bâtiments, dont il remit la conduite à Vasco de Gama. L'entreprise de Gama offrait, croyait-on, de si grands dangers que ce capitaine et ses compagnons furent regardés par les Portugais comme des hommes qui allaient faire le sacrifice de leur vie pour la gloire et l'avantage de leur patrie. Le roi les reçut à Estremos, entouré de toute sa cour, et, après avoir exhorté Gama et les siens à persévérer dans leur généreuse résolution, il remit au premier la carte marine tracée par Covilham, et des lettres de créance pour les souverains étrangers, chez lesquels il aborderait. Le lendemain, Gama se rendit en procession, avec tout son équipage, à une petite chapelle, que l'infant dom Henri avait fait bâtir sur le bord de la mer ; ils marchaient, précédés du clergé, ayant la tête et les pieds nus, et tenant chacun un cierge. La foule les conduisit ensuite jusqu'au port, où le capitaine et ses matelots, ayant reçu

(1) Nous rappelons au lecteur qu'Alphonse était père de Juan II.

(2) Cette princesse avait épousé en premières noces l'infant dom Alphonse, fils de Juan II, et qui mourut, comme nous l'avons raconté, d'une chute de cheval.

MCD 2019

l'absolution de leurs fautes, s'embarquèrent le 9 juillet 1497, au nombre de cent soixante hommes. Gama atteignit bientôt les îles du Cap-Vert, il s'y s'arrêta pour renouveler sa provision d'eau. S'étant remis en mer, il lutta près de quatre mois contre les vents contraires, et entra, pour se rafraîchir, dans la baie de Sainte-Hélène. Il arriva enfin au cap de Bonne-Espérance, qu'il parvint à doubler, après avoir essuyé une horrible tempête, qui dura trois jours. Gama n'eut pas seulement à combattre la fureur des flots, il lui fallut encore déjouer les trames de plusieurs de ses compagnons qui, se croyant menacés d'une mort certaine, avaient comploté de tuer leur chef. Il fit jeter dans les fers les principaux auteurs de cet odieux projet, et fut obligé de tenir lui-même le gouvernail. Il prit terre dans la Cafrerie, et planta sur le rivage plusieurs poteaux, surmontés d'une croix et d un écusson aux armes du Portugal, ce qui signifiait la prise de possession de cette contrée. Peu de temps après, il découvrit l'île de Mozambique et atteignit la ville de Mélinde, où il s'arrêta. Il entra même en négociations avec le prince de ce pays, afin d'obtenir un pilote pour se diriger dans ces parages inconnus. Il obtint ce qu'il désirait, et le 18 mai 1499 il mouilla auprès de Calicut, capitale d'un royaume puissant sur la côte de Malabar.

Le souverain de cet empire portait le titre de Zamorin. Gama avait à son bord plusieurs criminels condamnés à la peine capitale, et qui lui avaient été livrés pour en disposer à son gré. Il mit à terre quelques-uns de ces hommes; ils furent abordés par un Tunisien, nommé Monzaïda, qui avait eu occasion, lorsqu'il se trouvait à Oran, de se rencontrer avec des Portugais. Il vint trouver Gama, auquel il donna de précieux renseignements sur le pays et le caractère des habitants de Calicut. Muni de l'autorisation de Gama, il se fit présenter Catual; on nommait ainsi le premier ministre du Zamorin. Après une courte négociation, il fut convenu que l'amiral descendrait à terre, et serait admis à l'audience du souverain. Ce prince l'accueillit en lui prodiguant les distinctions les plus flatteuses, et sembla disposé à conclure un traité d'alliance avec les Portugais; mais ceux-ci trouvèrent bientôt à la cour de Calicut des adversaires dangereux : c'étaient les marchands maures, qui avaient entre leurs mains le monopole du commerce. Ils craignirent que ces nouveaux venus ne leur enlevassent les avantages dont ils étaient en possession; et leurs intrigues, appuyées par des largesses, mirent dans leurs intérêts le Catual. Ce ministre peignit à son maître les Portugais comme des pirates sans honneur et sans foi, qui se vantaient, sans doute à tort, d'être les sujets d'un puissant monarque. Cette dernière accusation paraissait d'autant plus vraisemblable, que Gama, lorsqu'il fut présenté au Zamorin, n'avait pu lui faire de riches présents, suivant l'usage adopté dans toutes les cours orientales. Persuadé que les Portugais étaient des hommes sans aveu, ou des hôtes qui pourraient devenir redoutables par la suite, le prince indien résolut de les sacrifier à ses soupçons. Mais Gama, ayant appris qu'il se tramait quelque chose contre lui et les siens, se retira sur ses vaisseaux, se fit rendre les otages qu'il avait livrés et les marchandises qu'il avait achetées; il obtint même du Zamorin une lettre dans laquelle ce prince déclarait vouloir contracter une alliance avec le roi de Portugal. Mais, s'il promettait la liberté du commerce dans ses États, c'était à la condition que toutes les autres nations y participeraient comme par le passé. Gama fit voile alors pour les îles d'Enchedive, situées à cinquante lieues de Calicut. Il se rendit ensuite à Mélinde, où il prit à son bord un ambassadeur que le roi de ce pays envoyait à Emmanuel. Il toucha à l'île de Mozambique, doubla de nouveau le cap de Bonne-Espérance, et entra enfin dans le port de Lisbonne au mois de septembre 1499. Son voyage avait duré deux ans et quelques mois; il ramenait cinquante-cinq hommes sur cent soixante-dix qui l'avaient suivi à son départ. Le roi lui fit faire une entrée triomphale, le créa amiral des mers des Indes et le gratifia d'une pension. Pour éterniser ce grand événement, Emmanuel fit bâtir, sur l'emplacement où se trouvait la petite chapelle élevée par l'infant dom Henri, un superbe monastère qui reçut le nom de

MCD 2019

Bélem, et qui servit par la suite de sépulture aux monarques de Portugal. Le retour de Gama et l'heureux succès de sa tentative tournèrent toutes les pensées d'Emmanuel vers les expéditions maritimes ; il fit armer une flotte de treize bâtiments portant quinze cents hommes, et qu'il mit sous les ordres d'Alvarès Cabral. Celui-ci avait reçu des instructions lui enjoignant de toucher d'abord à l'île de Sofala, de visiter le royaume de Mélinde, pour débarquer l'ambassadeur du roi de ce pays que Gama avait amené à Lisbonne ; enfin il devait se rendre à Calicut, dans le but d'obtenir du Zamorin la permission d'établir un comptoir dans sa capitale. Il devait encore solliciter l'autorisation pour quelques religieux franciscains de prêcher la religion chrétienne dans ses États. En cas de refus, Cabral avait ordre de déclarer la guerre au Zamorin. Il atteignit en treize jours les îles du Cap-Vert ; mais, ayant fait route vers l'ouest pour échapper à des calmes qui règnent sur les côtes d'Afrique, il rencontra une terre inconnue, et jeta l'ancre dans une anse qu'il nomma Porto-Seguro [1500]. Il appela terre de Sainte-Croix le continent qu'il venait de découvrir. Américic Vespuce, qui le visita quelques années plus tard, changea cette dénomination en celle de Brésil, qui s'est toujours conservée depuis. Après un mois de séjour, Cabral se mit en route pour Calicut, où il fut admis à l'audience du roi, dont il obtint une concession importante, celle d'établir un facteur ou consul portugais. Mais cette bonne intelligence ne dura pas long-temps, par la faute de ce dernier fonctionnaire, nommé Corréa, qui, s'étant livré à quelques actes répréhensibles, fut massacré par le peuple de Calicut avec cinquante de ses compatriotes. Cabral tira vengeance de ces meurtres en s'emparant de treize vaisseaux chargés de marchandises, et en foudroyant Calicut avec son artillerie. Le Zamorin s'enfuit épouvanté hors de sa capitale ; et, satisfait d'avoir vengé la mort de ses concitoyens, Cabral s'éloigna pour se rendre à Cochin, capitale d'un petit royaume tributaire du roi de Calicut. Le souverain de cette contrée consentit à faire alliance avec les Portugais. Il en fut de même des rois de Coulan et de Cananor, petits princes malabares, qui consentirent à se reconnaître vassaux d'Emmanuel. Après avoir accompli sa mission sur tous les points, Cabral reprit la route de Lisbonne, où il arriva le 31 juillet 1501. L'année suivante, Emmanuel éleva à la dignité de duc de Coïmbre dom George, fils naturel de son prédécesseur, et auquel ce dernier avait voulu transférer la couronne. A cette même époque, le monarque, ayant perdu sa première épouse Isabelle, se maria en secondes noces avec l'infante dona Maria, sœur d'Isabelle, et fille des rois catholiques (1). Il méditait aussi de tenter une expédition en Afrique, mais il y renonça pour envoyer une partie de sa flotte au secours des Vénitiens, menacés par les armes de Bajazet, empereur des Turcs.

Sur ces entrefaites, Gama fit un nouveau voyage dans l'Indostan ; il avait pour but de visiter les établissements fondés par les Portugais en Asie et en Afrique, et d'en fonder de nouveaux. Arrivé à Calicut, il entra en hostilité avec le Zamorin, auquel il fit éprouver de grandes pertes. Il conclut des traités avantageux de commerce avec les princes de Cochin, de Cananor et de Cranganor, et revint en Portugal, ses vaisseaux chargés de riches dépouilles et de marchandises précieuses [1502]. Nous n'entrerons pas dans un détail circonstancié de toutes les guerres soutenues par les Portugais en Afrique en dans l'Inde ; il nous semble suffisant d'en faire connaître à nos lecteurs le résultat, qui fut toujours à l'avantage des sujets d'Emmanuel, supérieurs à leurs adversaires, et par le courage, et par les armes ; car les peuples contre lesquels ils combattaient ignoraient les terribles effets de la poudre. Ces nouveaux venus, qui n'avaient d'autre droit que celui de la force, se conduisaient partout, non comme des alliés, mais comme des tyrans ; car ils exigeaient que les princes avec lesquels ils signaient des traités se reconnussent tributaires de leur souverain et consentissent à l'érection, dans leur capi-

(1) Ferdinand et Isabelle, rois de Castille et d'Aragon.

MCD 2019

tale, d'une citadelle. Ils s'emparaient encore du commerce en forçant les Indiens d'apporter dans leurs entrepôts les productions du sol, dont ils fixaient le prix arbitrairement, au détriment des naturels, qui ne pouvaient vendre à des étrangers à un taux plus avantageux. Les Portugais étendaient le même despotisme sur les mers de ces parages; on ne pouvait y naviguer sans être muni d'un passeport délivré par eux, et ils exerçaient, à ce titre, le droit de visite sur tous les bâtiments qu'ils rencontraient dans les eaux de leurs établissements. Puis, afin d'asseoir leur domination, ils semaient la discorde à pleines mains, en s'immisçant dans toutes les querelles qui divisaient les nations où ils abordaient : ils parvenaient ainsi à les détruire ou à les subjuguer en les faisant combattre les unes contre les autres. Grâce à cette politique perfide, ils réussirent à s'établir en maîtres dans plusieurs contrées immenses et fertiles, situées en Afrique, en Asie et en Amérique.

Parmi tous les généraux portugais qui se distinguèrent par leurs exploits en Orient, il faut placer au premier rang François d'Almeïda et Alphonse d'Albuquerque. D'Almeïda, nommé vice-roi en 1507, à son départ de Lisbonne, se rendit à l'île de Quiloa, royaume déjà soumis aux Portugais; il chassa du trône celui qui l'occupait, pour y placer un certain Mahomet, qui se déclara vassal d'Emmanuel. Il arriva ensuite à Cananor, où le roi de Narzingue, vaste contrée endeçà du Gange, lui envoya une ambassade pour offrir une de ses filles en mariage au fils aîné du roi de Portugal. Almeïda promit d'informer au plus tôt son maître de cette offre honorable, et fit de riches présents à l'envoyé. Il réussit encore à obtenir le consentement du roi de Cananor pour bâtir une forteresse dans la ville de ce nom, et châtia les habitants de Coulan, capitale d'un État puissant sur la côte du Malabar, qui s'étaient révoltés contre l'insolence cupide des Portugais. Le soulèvement avait été causé par l'avarice d'Antoine Sâ. Cet homme, placé à la tête de la factorerie établie à Coulan, s'opposait à ce qu'aucun navire étranger ne pût compléter sa cargaison, tant que les magasins portugais ne seraient pas remplis. Cette prétention avait déjà fait naître des querelles et des meurtres. Sur ces entrefaites, Jean Lhomme, capitaine d'une caravelle, étant survenu, de Sâ lui fit part de ce qui se passait : Lhomme lui conseilla de recourir à la force, et se chargea d'enlever le gouvernail et les voiles de tous les bâtiments de commerce qui attendaient leur chargement. Cette violence excita l'irritation la plus vive : le visir du roi de Coulan s'en plaignit à de Sâ, qui répondit par des injures, et chargea même de coups ce personnage. La populace courut aux armes, et fit main-basse sur tous les Portugais qui avaient leur résidence dans la ville. Laurent d'Almeïda, fils du vice-roi, vint brûler, par ordre de son père, la plupart des navires qui se trouvaient dans le port de Coulan, et contraignit le monarque à donner toutes les satisfactions qui lui furent imposées [1507]. Le vice-roi partit ensuite pour Cochin, où il fit alliance avec un nouveau prince qui venait de ceindre la couronne par l'abdication de son oncle, descendu volontairement du trône pour se livrer à des exercices de piété. D'Almeïda prit encore possession, à la même époque, des îles Maldives et de Ceylan. Cette dernière île était alors divisée en neuf principautés : l'une des plus puissantes était celle de Colombo. Le commandant portugais conclut une alliance avec le souverain de ce dernier royaume, se ménageant ainsi les moyens de s'établir dans le pays et de tirer parti des événements. Tandis que les Portugais triomphaient aux Indes, Emmanuel s'obstinait à faire des conquêtes dans la Mauritanie, où ses troupes s'étaient emparées, quelques années auparavant, de la ville d'Arzilla; mais le roi de Fez vint y mettre le siége à la tête de cent mille hommes. Coutigno, qui la défendait, fut contraint de se retirer dans la citadelle; mais secouru à temps par les soldats de Ferdinand, roi d'Aragon, maître de quelques places en Afrique, Coutigno força les assiégeants de renoncer à leur entreprise. Revenons à d'Almeïda, qui continuait de se signaler dans toutes ses entreprises. Il lui fallait combattre sans cesse avec des forces inférieures tous les princes de l'Indostan, qui tour-à-tour se ré-

MCD 2019

voltaient contre le joug qui pesait sur eux; mais il eut encore à résister à deux ennemis bien plus redoutables, le soudan d'Égypte et les Vénitiens. Le premier régnait sur l'ancien royaume des Pharaon, il possédait en outre la Syrie jusqu'à l'Euphrate, une partie de l'Arabie et de l'Afrique septentrionale. Les marchandises venant des Indes traversaient les terres de sa domination et payaient à son trésor un droit de cinq pour cent à l'entrée et à la sortie des villes. Les Vénitiens étaient les principaux facteurs de ce commerce, dont ils tiraient d'immenses bénéfices. Mais le chemin maritime découvert par Gama pour se rendre dans l'Indostan fit abandonner la route de terre, et les Vénitiens s'allièrent au sultan égyptien pour enlever aux Portugais les avantages qu'ils avaient conquis. Ils fournirent au soudan des bois de construction, de l'artillerie et des canonniers pour la servir. Grâce à cette coopération, le monarque eut bientôt une flotte nombreuse, dont il donna le commandement à l'un de ses émirs nommé Hoçem, qui arriva à Diu, dans le royaume de Cambaie (novembre ou décembre 1507). Le gouverneur de cette ville, Meliz Jaz, accueillit avec joie le chef musulman, et, tous deux, ayant uni leurs forces, vinrent attaquer Laurent d'Almeïda qui se trouvait à Chaul, ville située à cinquante lieues de Diu. Après un combat sanglant, les Portugais furent mis en déroute; Laurent périt dans l'action; un petit nombre des vaincus, échappés à la mort, apprirent au vice-roi la perte qu'il qu'il venait de faire [1508].

Sur ces entrefaites, Alphonse d'Albuquerque vint débarquer à Cananor; il était porteur de lettres-patentes qui le nommaient gouverneur général des Indes, à la place d'Alméïda; mais ayant cru devoir garder le secret sur la haute mission dont il était chargé, il se vit en butte aux ersécutions de d'Almeïda. Celui-ci, soupçonnant peut-être le véritable objet du voyage d'Albuquerque, fit commencer contre lui une instruction judiciaire, et forma le projet de le renvoyer à Lisbonne sous le coup d'une accusation de haute trahison. Il refusa d'abord de lui remettre le commandement, après l'avoir préalablement envoyé prisonnier dans la citadelle de Cananor. Heureusement pour Albuquerque qu'il fut tiré de la position périlleuse où il se trouvait par l'arrivée de Fernand Coutigno, grand-maréchal du royaume, à la tête de quinze vaisseaux ayant à bord trois mille hommes. D'Almeïda n'osa plus résister aux ordres de la cour; il remit le pouvoir entre les mains d'Albuquerque, et partit pour retourner en Portugal; mais ayant débarqué, chemin faisant, dans le voisinage du Cap de Bonne-Espérance pour renouveler ses provisions, il s'éleva une querelle entre les Portugais et les Cafres : on en vint aux mains, et d'Almeïda périt frappé d'une flèche.

Ainsi mourut obscurément cet homme qui, durant plusieurs années, avait promené ses enseignes victorieuses dans l'Indostan, fait et défait des souverains, et dicté des lois à de vastes empires, bien plus riches et bien plus puissants que le Portugal. Précurseur d'Albuquerque, il égala presque sa gloire : on ne saurait lui donner un plus bel éloge. Ce dernier, investi du commandement, eut à lutter contre les défiances d'Emmanuel et la mauvaise volonté des officiers placés sous ses ordres. En effet, le roi avait partagé la vice-royauté des Indes en plusieurs gouvernements particuliers, ne laissant à Albuquerque que l'Indostan. Il envoya donc, avec une flotte, George d'Aguiar, qui devait commander depuis Sofala jusqu'à Cambaie, tandis que Lopez de Siqueira allait s'installer, au même titre, à Malaca. Ces deux personnages devaient être placés dans l'indépendance la plus complète l'un de l'autre, et sans être soumis aux ordres d'Albuquerque. Mais ce grand homme sut déjouer avec habileté le plan imaginé par la cour de Portugal; il commença par d'Aguiar, qu'il parvint à subjuguer en le menaçant de le déshonorer par une accusation de lâcheté. Celui-ci se laissa dépouiller de ses droits; il céda la plus grande partie des navires qu'il avait amenés d'Europe, et finit par être contraint de retourner à Lisbonne; mais il périt en chemin [1510]. Quant à Siqueira, après avoir abordé le premier à Sumatra, une des îles de la Sonde, il se rendit à Malaca, où régnait un prince nommé Mahmoud; il signa

MCD 2019

un traité avec lui, et établit dans la ville une factorerie. Mais les marchands maures, voyant avec déplaisir l'arrivée des Portugais, soulevèrent contre eux les habitants qui massacrèrent presque tous les compagnons de Siqueira, celui-ci, échappé à ce carnage, n'osa entrer en lutte avec Albuquerque qu'il avait offensé précédemment. Il prit la résolution de revenir à Lisbonne. Ainsi, le gouverneur général de l'Indostan, en dépit des ordres d'Emmanuel, resta investi des mêmes pouvoirs qui avaient appartenu à son prédécesseur Almeïda. Il fit bientôt voir qu'il n'était pas au-dessous de l'immense tâche qui lui était imposée. Le détail circonstancié des exploits d'Albuquerque nous forcerait d'entrer dans des développements qui dépasseraient les limites tracées à notre récit; nous nous bornerons seulement à en présenter les résultats. Ainsi Albuquerque fit la conquête de Goa, que son heureuse position rendit, par la suite, le centre des établissements fondés dans l'Inde par les Portugais [1510]. Il se saisit ensuite de Malaca, dont l'importance commerciale n'était pas moins grande que celle de Goa; enfin il couronna ses nombreux succès par la prise d'Ormuz, située dans une île, à l'entrée du Golfe-Persique, à la pointe du détroit de Mollandour, où viennent se confondre les flots de deux mers, celle d'Arabie et celle des Indes. Cette ville jouissait, à cette époque, d'une prospérité inouïe. Dans les magasins d'Ormuz abondaient les productions les plus précieuses de l'Orient, et ses heureux habitants vivaient dans toutes les douceurs du luxe le plus somptueux et le plus raffiné. Telles furent les principales conquêtes du grand Albuquerque. Il avait rendu si glorieux et si espectable le nom portugais, que presque tous les souverains de l'Indostan et des îles de la mer des Indes envoyèrent à Goa des ambassadeurs; il y reçut encore des envoyés du roi de Perse et du souverain de l'Abyssinie. En un mot, il était devenu, dans cette partie de l'Orient, l'arbitre suprême de la paix et de la guerre. Mais ses triomphes multipliés, en répandant au loin la gloire de son nom, le perdirent sans retour auprès d'Emmanuel. Il lui persuada qu'Albuquerque, qui s'était élevé si haut, ne pourrait consentir à redescendre au rang de sujet. Les nombreux ennemis du vainqueur de Goa l'accusèrent de vouloir établir un empire indépendant dont il serait le chef, et ils fondèrent cette accusation sur la demande d'Albuquerque d'ériger en sa faveur la ville de Goa en duché. Emmanuel résolut donc de le sacrifier à des craintes que rien ne justifiait, il envoya dom Lopez Suarès d'Albergaria, à la tête de trois vaisseaux, et investi du titre de vice-roi des Indes. Albuquerque revenait alors d'Ormuz : un petit bâtiment l'aborda pour lui remettre des lettres lui annonçant l'arrivée de Suarès et celle de Vasconcellos et de Pereïra, deux officiers qu'il avait toujours comptés parmi ses adversaires les plus acharnés. A la lecture de la dépêche, Albuquerque s'écria : « Quoi! Suarès gouverneur des Indes? Vasconcellos et »Pereïra, que j'ai fait conduire en Portugal »comme des criminels, renvoyés avec hon»neur? J'encours la haine des hommes pour »l'amour du roi, et la disgrâce du roi pour »l'amour des hommes. Au tombeau, mal»heureux vieillard, il est temps, au com»beau! » Albuquerque était malade depuis quelques jours : la nouvelle de son remplacement acheva de l'abattre. Sentant ses forces s'affaiblir, il écrivit au roi d'une main tremblante le billet suivant : « Je laisse un » fils en Portugal, pour lequel j'implore la » protection de Votre Altesse; c'est la seule » récompense que je réclame pour mes ser» vices dans les Indes. Ce que j'ai fait fera » voir ce que j'aurais pu faire. » Après avoir réglé toutes les affaires terrestres, il ne songea plus qu'à régler les siennes avec Dieu et sollicita les secours de la religion; puis il expira à bord de son vaisseau, le 16 décembre 1515. Il était âgé de soixante-trois ans. Un demi-siècle après la mort de ce grand homme, ses restes furent transportés dans sa patrie, qui les honora par de magnifiques funérailles, faible dédommagement que l'ingratitude des rois et des peuples n'accorde pas toujours au mérite méconnu. Emmanuel chercha à réparer le mal qu'il avait fait au père en prenant soin du fils qu'il maria à l'une de ses parentes; mis il ne vécut pas assez

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demorainе del. Prot Sculpt

Pl. 14.

COSTUMES DES PAYSANS AUX ENVIRONS DE LISBONNE.

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

pour consolider la fortune du jeune Albuquerque, qui, dédaigné et oublié par Juan III (1), voulut du moins laisser au souvenir de la postérité le détail des grandes actions du héros dont il descendait : il publia des commentaires qui se recommandent par l'exactitude des faits, et surtout par une grande modération envers les ennemis d'Albuquerque. Cette dernière qualité était d'autant plus louable, qu'il était difficile, de sa part, de la pratiquer envers des hommes dont son père avait tant eu à se plaindre.

Nous avons cru devoir nous occuper de ce qui se passait en Orient d'une manière exclusive ; car le Portugal ne prit, à cette époque, que peu de part à ce qui se passait en Europe. Emmanuel, lorsqu'il n'envoyait pas dans ses nouvelles possessions maritimes des flottes et des soldats, ne songeait qu'à pousser ses conquêtes dans la Mauritanie, où un autre guerrier, Fernandez d'Atayde, digne émule d'Albuquerque, remporta de brillantes victoires sur les princes africains. Plusieurs cités importantes, telles qu'Azamor, Almédine, Méquinez, cédèrent aux armes portugaises ; mais le récit de ces guerres n'offre aucun intérêt, car rien de plus monotone que la relation de combats qui ne présentent que des scènes de carnage presque toujours sans résultats décisifs. En quatre années, de 1513 à 1517, Emmanuel fit trois expéditions formidables, elles n'aboutirent qu'à épuiser son royaume. Ce fut en vain qu'il prodigua l'or et le sang de ses sujets, il ne put réussir à s'établir solidement sur le littoral de l'Afrique occupé par les descendants des Numides. Emmanuel avait un double but : il voulait non-seulement conquérir des provinces, mais encore y propager la foi catholique. Cette religion avait jadis jeté de profondes racines sur ces bords ; mais, remplacée par l'islamisme, elle n'a pu, même de nos jours, s'y naturaliser de nouveau. Le culte de Mahomet semble s'être identifié avec le sol et avec le caractère des habitants. Les Portugais purent vaincre ceux-ci, mais jamais les convertir. Le christianisme parvint cependant à pénétrer sur un autre point de l'Afrique : un roi de Gongo, que les Portugais avaient baptisé et rendu leur tributaire, s'efforça d'introduire la loi du Christ parmi ses sujets ; il envoya même à Lisbonne son fils aîné pour y apprendre le latin et le portugais, et consentit, par le conseil d'Emmanuel, à adresser au pape une ambassade chargée de reconnaître la juridiction spirituelle du pontife. Léon X occupait alors le trône de Saint-Pierre ; il accueillit avec honneur les envoyés du monarque africain. Vers ce temps, le souverain de l'Abyssinie, nommé David, chargea un Arménien, qu'il fit accompagner d'un seigneur de sa cour, d'aller trouver Albuquerque à Goa ; celui-ci les adressa tous deux à Emmanuel. Mathieu (on appelait ainsi l'Arménien) arriva à Lisbonne avec son compagnon [1514], et fut présenté au roi, auquel, après avoir montré ses lettres de créance, il offrit un morceau de la vraie croix. Il était chargé de conclure un traité d'alliance avec le Portugal, et de soumettre aux théologiens de ce pays le symbole de la croyance de son maître. Or le culte des Abyssins est un mélange incohérent de la loi du Christ et de celle de Moïse, auxquelles se mêlent des dogmes et des pratiques empruntés au sabéisme et à la foi musulmane. Emmanuel renvoya Mathieu comblé de présents, et lui adjoignit Édouard de Gama, qui reçut le titre d'ambassadeur auprès du prince abyssin. Gama étant mort durant le voyage, fut remplacé par Rodrigue de Lima ; ce dernier revint à Lisbonne, ramenant un seigneur abyssin chargé par son maître d'aller trouver le pape pour reconnaître son obédience ; mais la suite de cet événement appartient au règne de Juan III.

Deux incidents, d'une importance fort diverse, marquèrent les années 1516 et 1517 : l'un fut la mort de Ferdinand d'Aragon, qui avait joué un rôle si actif et si peu honorable dans la politique européenne ; l'autre fut la mort de la reine Marie, épouse d'Emmanuel, qui expira à l'âge de trente-cinq ans, après avoir donné au roi huit enfants. Cette princesse fut regrettée et par Emmanuel et par ses sujets ; mais les graves préoccupations qui vinrent assaillir l'esprit du mo-

(1) Ce prince monta sur le trône après Emmanuel.

MCD 2019

narque donnèrent bientôt le change à sa douleur par les distractions forcées qu'elles lui imposèrent. En effet, en Europe ainsi qu'en Asie de nouvelles révolutions semblaient prêtes à surgir. Sélim Ier, empereur des Turcs, venait d'envahir l'Égypte et de renverser, dans une seule bataille, la puissance des mamelouks qui régnaient sur les bords du Nil. L'adjonction de cette riche contrée aux États de Sélim fit concevoir au pape les plus vives inquiétudes, car il craignait que le prince turc ne songeât à envahir l'Italie, et il fit tous ses efforts pour unir, dans une ligue commune, tous les princes chrétiens. Mais ceux-ci ne répondirent à ses exhortations que par de vagues promesses. Emmanuel fut le seul qui s'occupa sérieusement de prévenir l'ambition du sultan de Constantinople, en assemblant une flotte et une armée, qu'il finit par envoyer en Afrique pour s'emparer de Targa, dont il voulait faire une place d'armes. Cette tentative échoua par le refus du gouverneur espagnol de Ceuta, qui ne voulut pas seconder les Portugais. En Asie, Suarès avait succédé à Albuquerque; il manqua, par sa faute, de se rendre maître de la ville d'Aden, située dans le golfe Persique, et dont la possession lui fut offerte par celui qui commandait dans la place. Sur ces entrefaites, Goa fut sur le point de tomber entre les mains du roi de Calicut, par la mauvaise conduite du gouverneur; car la plupart des généraux et des fonctionnaires portugais, depuis la mort d'Albuquerque, ne rivalisaient entre eux que de débauches et de rapacité. Au lieu de s'illustrer par des exploits, de rendre heureux les peuples dont ils dirigeaient les destinées, ils ne songeaient qu'à s'enrichir au plus vite pour retourner en Portugal jouir du fruit de leurs rapines; ou ils profitaient des priviléges du commandement pour assouvir leurs passions les plus condamnables. En un mot, ils trafiquaient du sang, des biens et de l'honneur des malheureux soumis à leur domination, sans être retenus, ni par la crainte des châtiments célestes, ni par celle des hommes, car la cupidité étouffait dans leur cœur tous les sentiments. Cependant la puissance portugaise continuait à se soutenir, malgré les fautes et les exces de ceux qui la dirigeaient dans sa marche; c'est ainsi que les Portugais parvinrent à lier des rapports commerciaux avec la Chine, où Perez Andreada aborda pour la première fois, en 1517, malgré la conduite criminelle du frère de ce dernier, qui pensa détruire à jamais la bonne opinion qu'Andreada avait fait concevoir de ses compatriotes. Suarès envoya encore à cette époque Juan Silveira aux îles Maldives, et de là dans le Bengale, pour renouveler avec les rois de ces contrées l'alliance conclue jadis par Albuquerque; mais Silveira ne réussit pas dans sa mission. A Suarès succéda, dans la vice-royauté des Indes, Siqueira, qui prévint les troubles que l'avarice de son prédécesseur avait fomentés. Il envoya Antoine Britto dans les Mollusques : celui-ci bâtit une citadelle à Ternate, et mit sous le joug les petits princes établis dans ce groupe d'îles, qui devint pour le Portugal une source de grandes richesses par le commerce des clous de girofle qui abondent dans ce pays.

Emmanuel, quoiqu'il fût sans cesse occupé des affaires publiques, était poursuivi, depuis la mort de la reine Marie, par un dégoût profond, qui fit naître dans son âme la pensée de renoncer au trône; il aurait gardé pour lui la province des Algarves, avec la grande maîtrise de l'un des ordres militaires, et il comptait passer en Afrique pour y fonder, à la pointe de l'épée, un nouvel État. Mais ce projet n'eut pas de suite, soit que le monarque reconnût qu'il était chimérique, soit qu'il fût blessé de la conduite des courtisans, qui, ayant pénétré sa pensée, commencèrent à tourner leurs hommages vers l'infant don Juan, à qui la couronne allait appartenir. Il paraît même que le jeune prince laissa percer la satisfaction qu'il éprouvait en se voyant si près de régner. Quoi qu'il en soit, Emmanuel résolut de garder le trône, et même de contracter un second mariage, et il choisit Léonore, sœur de Charles-Quint, qui avait été d'abord destinée à son fils Juan (1) [1518]. Comme l'ambition d'Emmanuel avait surtout

(1) Vid. Sandoval, Osorius, Peter-Martyr, epist. Lequien, Mariana et Ferreras.

MCD 2019

pour but d'étendre ses conquêtes au-delà des mers, source intarrissable de richesses pour le Portugal, il ne voulut pas accepter les offres que lui firent des grands de Castille qui, révoltés contre leur jeune souverain (1), proposèrent à Emmanuel de lui décerner la couronne [1520]. Il promit seulement aux insurgés de leur donner asile s'ils voulaient déposer les armes. Il s'empressa ensuite d'envoyer des secours au cardinal Adrien, chargé de gouverner l'Espagne en qualité de régent. Il tint scrupuleusement la parole qu'il avait donnée aux mécontents, car il accueillit Marie de Pacheco, veuve du célèbre Padilla, et qui avait elle-même soutenu avec tant de courage la cause pour laquelle son mari avait répandu son sang. Il maria, dans l'année 1521, sa fille Béatrix au duc de Savoie, et mourut peu de mois après, à l'âge de cinquante-deux ans, après en avoir régné vingt-sept. Ce prince, qui tient un rang si illustre parmi les monarques portugais, dut sans doute beaucoup à la fortune qui fit naître de son temps une foule d'hommes remarquables, tels que les Gama, les d'Almeïda, les Albuquerque, et tant d'autres dont l'histoire a pris soin d'enregistrer les exploits. Mais il faut reconnaître qu'il fut doué de cet esprit de discernement qui sait discerner le mérite et le placer à son rang. Il était en outre laborieux, et consacrait aux affaires la première partie de sa journée; ce qui lui permettait de tout connaître et de décider toujours en connaissance de cause. En un mot, s'il reçut le titre de Fortuné, il serait injuste de croire que le sort fit tout pour lui sans qu'il fît rien par lui-même. Ce prince aimait les sciences et les arts, dont il sentait les avantages : de là vient qu'il établit des écoles publiques; il ne dédaignait pas de s'y rendre quelquefois pour s'assurer par lui-même des progrès des élèves, auxquels il adressait des questions. Emmanuel fut marié trois fois; il eut de sa seconde épouse cinq fils, dont l'aîné fut son successeur au trône. Nous terminerons par une remarque, c'est qu'avant Emmanuel, les rois de Portugal portaient le titre de seigneurie. Ce prince se fit traiter d'altesse sérénissime; et ce fut seulement sous le règne de Jean IV que les monarques portugais reçurent la qualification de majesté.

(1) Charles-Quint.

JUAN III.

(DE 1521 A 1547.)

L'éducation que ce prince avait reçue l'avait préparé d'avance à remplir dignement les hautes fonctions de la royauté. En effet, son père avait entouré son enfance des maîtres les plus habiles, qui, ayant rencontré dans leur élève les dispositions les plus heureuses, s'étaient étudiés à les développer. Aussi dom Juan put-il prendre en main le timon des affaires, et gouverner par lui-même lorsqu'il fut appelé au trône par la mort d'Emmanuel. Il partagea sa confiance entre dom Luis de Sylveira et dom Antoine d'Atayde, qui justifiaient le choix du jeune prince par leurs talents. Le premier, Sylveira, était alors exilé de la cour pour avoir montré trop d'attachement à dom Juan, qui était jaloux de l'affection trop exclusive qu'Emmanuel portait à l'infant dom Luis (1). L'exil de Sylveira ne fut pas d'ailleurs de longue durée par la mort du vieux monarque, et cette souffrance passagère fut une des causes du crédit qu'il obtint sous le nouveau règne. Dom Juan le fit partir pour la Castille, chargé de négocier le mariage de l'infante Isabelle de Portugal avec Charles-Quint; mais cette proposition n'eut pas de suite, par une brouillerie survenue entre les deux monarques, et causée par le retour d'un des vaisseaux de l'escadre mise sous les ordres de Magellan (2). Mais ce refroidissement entre les deux cours n'empêcha pas dom Juan, quelques années après, de demander en mariage la sœur du roi d'Espagne, qui lui fut accordée [1524]. Dom Juan avait eu d'abord la pensée d'épouser la veuve de son père, afin de ne point payer le douaire

(1) Dom Louis était frère de dom Juan.

(2) Magellan était un Portugais qui s'était mis au service de l'Espagne, et avait entrepris de trouver une nouvelle route pour se rendre aux Indes. Il périt dans le cours de son voyage, et découvrit le détroit qui porte son nom.

MCD 2019

qui était dû à cette princesse, et qui se montait à des sommes considérables; cependant il renonça à ce projet, et renvoya sa belle-mère en Castille; de son côté Charles-Quint fit de nouveau la demande de l'infante Isabelle, et devint son époux. Dom Juan s'occupa ensuite de nommer un nouveau vice-roi pour commander aux immenses possessions qui appartenaient, dans les Indes, aux Portugais. Il revêtit de cette dignité le célèbre Gama, le même qui avait eu la gloire de doubler le cap de Bonne-Espérance. Malgré sa vieillesse, Gama s'acquitta avec autant de zèle que de succès de la tâche qui lui était imposée: il mit fin aux désordres excités par la cupidité de certains gouverneurs et de leurs agents, qu'il punit avec rigueur. Il ne vécut pas assez pour achever son ouvrage; étant mort peu de mois après son arrivée [décembre 1524]; mais son trépas ne causa aucun préjudice aux affaires, car il était porteur de lettres cachetées, connues sous le nom de lettres de succession, et dans lesquelles se trouvaient les noms des personnages qui devaient prendre successivement l'autorité, dans le cas où celui qui l'exerçait viendrait à décéder. En vertu de cet arrangement, dom Henri de Menesez fut reconnu pour le successeur de Gama, qu'il se montra digne de remplacer; il avait du moins l'une de ses vertus, l'intégrité : il se distingua, en outre, par les succès qu'il obtint sur le roi de Calicut.

L'année 1526 fut signalée par l'établissement du Saint-Office; s'il faut en croire plusieurs historiens estimés (1), l'audace d'un fourbe aurait doté le Portugal de cette funeste institution. C'était un moine appelé Saavédra; s'étant décoré du titre de cardinal légat, envoyé par Paul III, il vint à Lisbonne, porteur d'une bulle qu'il avait fabriquée, et désignant les personnes qui devaient occuper les places de juges du saint tribunal. On procéda sur-le-champ à son érection; mais, sur quelques avis parvenus au gouvernement, la bulle apportée par Saavédra fut examinée avec soin, et reconnue fausse. L'auteur de cette fourberie dut expier son crime aux galères, où il fut condamné à passer le reste de sa vie; mais la cour de Rome obtint sa grâce, persuadée sans doute que le but, dans certains cas, justifie les moyens. Quoi qu'il en soit, une fois établie, l'inquisition prit chaque jour de nouveaux développements, malgré les murmures et le mécontentement de la population; mais ce mécontentement n'alla jamais jusqu'à la révolte, et la nation toute entière finit par courber la tête sous le joug que lui imposait la dévotion peu éclairée de son roi. En effet, on prétend que le monarque fut déterminé à permettre l'introduction du Saint-Office par l'indignation que lui fit éprouver l'audace d'un hérétique, qui entra dans une église et enleva des mains du prêtre une hostie consacrée. Quelques membres du clergé représentèrent au roi qu'il ne pourrait empêcher le retour d'un acte si odieux, à moins de recourir à des mesures extraordinaires, qui forceraient les ennemis du Christ à respecter son culte. Juan III, convaincu par cet argument, et ne prévoyant pas les suites de sa condescendance, accueillit la juridiction fondée par saint Dominique, qui ne tarda pas à atteindre jusqu'aux dignitaires de l'Église. Les évêques eux-mêmes tremblèrent sur leurs siéges, et plusieurs d'entre eux furent jetés dans les cachots et soumis aux mêmes tortures que tous les autres prisonniers du Saint-Office.

Retournons maintenant en Asie, où Henri de Menesez avait succédé à Gama : aussi brave que désintéressé, il fit briller d'un nouvel éclat la puissance portugaise, et retint dans l'obéissance les rois et les chefs indiens qui s'étaient reconnus vassaux du Portugal. Comblé de riches présents par les souverains du Cananor et d'Ormuz, il les distribua aux hôpitaux. Après avoir exercé ses hautes fonctions durant deux années, Henri de Menesez expira, victime des fatigues qu'il avait éprouvées, ne laissant pas même de quoi payer ses obsèques. Un désintéressement si rare couronnait dignement une vie qui fut toujours pleine de belles actions, car Menesez ne songea qu'à étendre la gloire et qu'à

(1) Vid. Andrada, Faria y Sousa, Ferreras, Laclède, Chronica del Cardinal dom Juan Tavéra, chap. 37.

MCD 2019

maintenir la prospérité de sa patrie, sans jamais s'occuper de sa fortun particulière, qu'il subordonnait à celle de l'État. Mais l'exemple donné par Menesez ne trouva que peu d'imitateurs parmi ses compatriotes; ainsi, à la même époque, deux officiers portugais, Antoine Britto et Garcie Henriquez, se disputaient la possession, ou pour mieux dire le pillage des îles Moluques [1524]. En même temps Goa était le théâtre d'une lutte semblable, entre Lopez Sampajo et dom Pèdre Mascarenhas. Ce dernier avait été désigné, dans la seconde lettre de succession, pour remplacer Menesez; mais comme il n'était pas sur les lieux, et que son absence devait se prolonger durant près de dix mois, Sampajo fut chargé du commandement jusqu'au retour de Mascarenhas, auquel il promit de remettre l'autorité; mais, dès qu'il fut investi du pouvoir, il en profita pour hâter l'accomplissement des vastes projets qu'il avait formés, et qu'il exécuta heureusement. Il vole à l'embouchure du fleuve Bacanor, met en fuite douze mille Malabares, auxquels il prend quatre-vingts pièces de canon. Les lieutenants placés sous ses ordres s'établissent aux Maldives, aux îles de la Sonde, aux Moluques, qu'ils rendent tributaires du Portugal, par l'érection de forteresses qui leur permettent de dominer les villes principales, placées sous le canon portugais. Sampajo prit soin de faire connaître à la cour les brillants succès qu'il avait obtenus, et reçut la confirmation du titre et des pouvoirs qu'il n'exerçait que provisoirement. Mais son compétiteur, Mascarenhas, crut devoir résister à des ordres qu'il prétendait avoir été surpris à la bonne foi du monarque; il se mit en route pour Goa, mais il fut arrêté en chemin, et conduit à Cananor, où on le précipita dans un cachot. Ceux qui réclamèrent en sa faveur éprouvèrent le même sort; mais leur arrestation souleva contre Sampajo plusieurs personnages puissants; l'un d'eux, qui commandait dans la citadelle de Cananor, mit en liberté Mascarenhas. Des arbitres furent nommés, et Sempajo l'emporta sur son compétiteur, qui finit par s'embarquer pour le Portugal [1527]. C'est ici le lieu de parler d'une tentative qui donne une preuve de la hardiesse aventureuse des Portugais. On se rappelle que les Turcs, sous le règne d'Emmanuel, s'étaient unis avec les Vénitiens pour détruire ou du moins pour entraver la puissance portugaise dans l'Inde; battus plusieurs fois, ils ne cessaient cependant de renouveler leurs hostilités en interceptant les vaisseaux des sujets de dom Juan, qui revenaient en Europe. Le gouverneur de la citadelle d'Ormuz, voulant instruire son maître de l'état des choses, envoya à la cour de Portugal Antoine Ternier. Celui-ci ayant pris terre à l'entrée du golfe Persique, osa traverser avec un seul guide le désert situé entre Bassora et Alep. Arrivé dans cette dernière ville, il en partit pour se rendre à Tripoli de Syrie, puis gagna l'île de Chypre, d'où il se rendit en Italie. Il prit ensuite son chemin par terre, et enfin il arriva en Portugal, terme de son voyage, qui n'avait pas duré plus de trois mois, ce qui surprit ses contemporains.

Sampajo, malgré ses exploits, perdit sa vice-royauté; on lui donna pour successeur Nunez d'Acugna, et à son retour en Portugal, dépouillé de ses biens et de ses honneurs, il acheva ses derniers jours dans la pauvreté. Cette ingratitude envers les hommes qui se distinguaient dans les Indes entrait dans la politique du gouvernement de la métropole: il payait les plus grands services par la persécution et l'oubli, dans la crainte que les hommes supérieurs n'acquissent une gloire trop brillante, et un crédit trop grand sur l'esprit des peuples. Il entrait encore dans le système de la cour de changer fréquemment les vice-rois, système souvent préjudiciable à la prospérité des affaires, mais qui avait pour motif la nécessité de prévenir les projets ambitieux que pourraient former les personnages revêtus, dans ces pays lointains, des pouvoirs et presque des honneurs de la royauté (1529). Nous ne suivrons pas les Portugais sur tous les rivages où ils abordaient en Afrique et en Asie; cette tâche, pour être remplie, demanderait des volumes, et offrirait d'ailleurs un médiocre intérêt, qui s'épuiserait bien vite par la répétition des mêmes scènes. Il nous suffira donc de présenter seulement au lecteur les faits les

MCD 2019

plus importants : nous allons parler à ce titre du siége de Diu. Cette ville, qui appartenait au royaume de Cambaye, était bâtie dans une île située à la première embouchure de l'Indus ; par sa position, elle était d'une haute importance pour les Portugais, qui s'en étaient rendus maîtres en y bâtissant une citadelle formidable. En 1538, Diu fut subitement attaquée par les Turcs, sous les ordres du pacha du Caire, à qui Soliman II avait confié le commandement de cette expédition. Le pacha ayant uni ses forces à celles du roi de Cambaye, commença les opérations du siége contre les Portugais renfermés dans leur fort, et dont le nombre s'élevait seulement à sept cents hommes, ayant pour chef Sylveira. Les assaillants avaient quatre cents pièces de canon, et cependant ils ne purent réduire une poignée de braves soldats qui leur firent éprouver des pertes considérables par des sorties, et qui soutinrent plusieurs assauts où les Turcs et leurs auxiliaires furent toujours repoussés. Soliman, informé que le vice-roi d'Acougna venait de faire entrer un renfort dans la place, leva son camp, et s'éloigna avec précipitation, abandonnant son artillerie, ses munitions et ses vaisseaux. La défense héroïque de Sylveira remplit toute l'Europe d'une si grande admiration, que François Ier voulut avoir le portrait de ce guerrier. On ne pouvait rendre un hommage plus flatteur au courage de Sylveira, car le roi de France passait, à juste titre, pour le plus brave chevalier de son temps, et le plus juste appréciateur du courage militaire. Diu subit encore, en 1546, un second siége plus célèbre encore que le premier ; il fut soutenu par dom Juan Mascarenhas, qui résista à des attaques aussi terribles que prolongées. Les soldats du roi de Cambaye pénétrèrent même jusque dans le cœur de la place, dont ils firent sauter plusieurs tours ; mais, délogés de cette position, ils furent enfin réduits à se retirer. Le célèbre dom Juan de Castro, vice-roi des Indes, était venu lui-même au secours de Diu. Ce fut alors que, n'ayant point d'argent pour subvenir aux dépenses de l'expédition, il fit un emprunt considérable aux marchands de Goa, et donna pour gage sa moustache. Ce gage fut accepté, et Castro le retira à l'époque convenue, en payant avec exactitude le montant de l'emprunt qu'il avait fait. Après d'Almeïda et d'Albuquerque, Castro fut l'homme qui honora le plus sa patrie en Orient. L'histoire de sa vie est une des plus belles pages des annales portugaises. Plus heureux que les deux héros, ses prédécesseurs, il n'eut point à gémir de l'ingratitude de la cour, car il mourut peu de temps après la levée du siége de Diu. On ne trouva dans ses coffres que trois réaux. Les immenses revenus qu'il tirait de sa haute dignité, il les employait au service de l'État, quoiqu'il eût des enfants ; mais il ne voulut leur laisser que la mémoire de ses services et celui de ses vertus, dont le souvenir devait suffire, s'ils suivaient l'exemple de leur père, pour attirer sur eux les regards et les faveurs du prince. Castro expira dans les bras d'un homme non moins grand que lui, peut-être, et par son caractère, et par le rôle qu'il joua dans les Indes. Cet homme était François Xavier, l'un des premiers compagnons du célèbre Ignace de Loyola, fondateur de l'ordre des jésuites. Cette société, qui prit naissance dans la première moitié du seizième siecle, n'était alors composée que de dix personnes. Deux d'entre elles, Simon Rodriguès et François Xavier, vinrent en Portugal, appelés par Juan III, qui envoya Xavier à Goa pour étendre et consolider dans les Indes la religion chrétienne. Ce nouvel apôtre se montra digne de sa sainte mission en réformant d'abord les mœurs du clergé. Il réussit encore à déraciner les habitudes vicieuses des Portugais établis dans l'Inde ; et, s'il ne put étouffer entièrement toutes les mauvaises passions, il en atténua les effets les plus désastreux. Si l'ardeur de son zèle lui fit commettre quelques fautes, ce zèle fut du moins toujours pur de toute ambition terrestre. Jeté dans la politique, et chargé plus d'une fois de missions délicates, il y déploya beaucoup de discernement joint à un esprit de charité chrétienne, qui lui firent surmonter les plus grands obstacles. Ses vertus apostoliques lui gagnèrent tous les cœurs, et lui donnèrent un si grand empire, que dans une occasion importante, il obtint

MCD 2019

des habitants de Malaca d'armer à leurs dépens une flotte qui battit l'ennemi, et obtint les succès les plus importants. Xavier alla prêcher la foi du Christ au Japon, où il parvint à l'établir. Il mourut enfin lorsqu'il se rendait en Chine pour y propager la religion du Christ.

Tandis que Juan III continuait à illustrer ses armes dans l Inde, et en recueillait des avantages aussi brillants que solides, il épuisait en même temps ses trésors et le sang de ses sujets, pour étendre ses conquêtes en Afrique. Les Maures continuaient à lui opposer une résistance invincible. En effet, les nombreux combats que les Portugais soutenaient sans cesse contre ces barbares, demeuraient stériles et n'avaient d'autres résultats que la prise de quelques villes, qui retombaient bientôt au pouvoir de l'ennemi. Quoique les souverains de Maroc et de Fez fussent quelquefois divisés par des intérêts politiques, ils finissaient toujours par se réunir contre les chrétiens. Rien de plus monotone que ces luttes meurtrières entre les Portugais et les Africains, aussi nous nous contenterons seulement de les mentionner [1536]. Toutefois, nous dirons qu'à cette époque l'empereur Charles-Quint, ayant voulu rétablir sur son trône le roi de Tunis, qui avait été chassé de son trône par le célèbre corsaire Barberousse, les Portugais prirent part à cette expédition, sous les ordres de dom Luis, frère de Juan III. Mais cette tentative, quoiqu'elle eut été couronnée par le succès, ne produisit aucun avantage au vainqueur, elle fut même préjudiciable aux Portugais, qui, ayant dégarni les places qu'ils possédaient, éprouvèrent quelques échecs, et ne reçurent aucun secours des gouverneurs castillans établis dans leur voisinage. Aussi dom Juan, lassé d'épuiser sans profit ses finances et ses soldats, prit le parti de livrer aux Maures Arzilla, Saphin, Azamor, Alcaçar et plusieurs autres places, malgré les murmures de la nation, dont l'orgueil se révoltait contre l'abandon de ces conquêtes, qui avaient jadis coûté tant de sang ; mais, plus sage que ses détracteurs, le roi persista. Quelques années après, le monarque resserra son alliance avec l'Espagne, en donnant pour épouse sa fille Marie à l'infant dom Philippe, fils de Charles-Quint [1543]. Il s'occupa, en outre, d'assurer sa puissance militaire, en l'établissant sur des bases solides. En conséquence, il créa une milice nouvelle, qui devait être recrutée et entretenue aux dépens des possesseurs des terres; les plus riches devaient fournir des cavaliers, et les autres des fantassins; et, afin que le Portugal ne fût pas exposé à manquer de chevaux propres à la guerre, le roi fit des réglements, dont les uns défendaient de multiplier outre mesure les mules, et dont les autres traçaient des règles pour soutenir et perfectionner la race chevaline. Mais une autre innovation, introduite par le monarque, engendra de graves abus, s'il faut en croire plusieurs historiens (1). Ce fut la création de plusieurs conseils, revêtus d'attributions spéciales. Au lieu d'activer l'expédition des affaires, cette méthode n'aboutit qu'à les rendre interminables ou à les décider avec une précipitation contraire à la justice, suivant que les membres du conseil étaient influencés par des motifs différents. Juan III ne réussit pas mieux lorsqu'il tenta de placer sur le trône pontifical son frère Henri, déjà revêtu de la pourpre romaine. Malgré les promesses de l'empereur et du roi de France, qui avaient pris l'engagement de soutenir la candidature du prince portugais, le cardinal del Monte l'emporta sur tous ses concurrents, et devint pape, sous le nom de Jules III. Le roi commit encore une faute, qui tourna au détriment de tous ses sujets; ce fut de refondre la monnaie. Avant cette opération, les espèces de cuivre, possédant une valeur plus grande que celles qui étaient fixées par le cours, les étrangers les accaparèrent, et après en avoir fait frapper de la monnaie nouvelle, ils l'introduisirent dans le royaume, au détriment de la nation. En 1552 le roi maria son fils aîné à l'infante dona Juanna, fille de l'empereur; mais cet hymen fut rompu deux ans après, par la mort prématurée du jeune époux, qui expira à l'âge de dix-sept ans. La princesse mit au monde,

(1) *Vid.* Farria y Sousa, Andrada, Laclède, etc.

MCD 2019

quelques mois après son veuvage, un fils, qui fut nommé Sébastien, dont le règne, ainsi que nous le verrons bientôt, fut aussi court que funeste au Portugal. Persuadé que la religion était nécessaire au bien-être de ses sujets, comme à leur salut, dom Juan envoya des missionnaires dans tous les pays où les Portugais pénétrèrent ; mais au lieu de se borner à établir le christianisme par la persuasion, il voulut recourir à la violence, et après avoir, dans ce but, établi l'inquisition à Lisbonne, il la transporta jusque dans Goa. L'érection de ce tribunal dans les Indes ne servit qu'à faire détester les Portugais et à ruiner dans l'esprit des peuples la religion, qu'on prétendait leur enseigner en appuyant ses dogmes par des supplices. Dom Juan s'occupait aussi d'un œuvre qui offrait les plus grandes difficultés, c'était de faire pénétrer la réforme dans les ordres monastiques. L'exemple des jésuites, alors dans toute la ferveur d'un zèle naissant, fut plus efficace que les ordres du prince, et si les moines tentèrent de résister à des innovations qui condamnaient leurs vices, ils furent cependant obligés de s'y soumettre, car ils avaient contre eux les ordres du prince et la censure de l'opinion publique. Tandis qu'il se livrait avec ardeur à tous les détails de l'administration de son royaume, dom Juan fut frappé d'apoplexie, et expira le 7 juin 1557, à l'âge de cinquante-cinq ans, après en avoir passé trente-cinq sur le trône. Ce prince avait presque toutes les qualités nécessaires au rang qu'il occupait : il savait discerner le mérite; et cette qualité, si précieuse dans un monarque, dut contribuer principalement à l'éclat de son règne, car s'il n'appartient qu'à la nature de faire naître des hommes supérieurs, il faut encore que celui qui dirige le gouvernement sache les reconnaître et les placer au rang qu'ils doivent occuper. Dom Juan, qui veillait avec sollicitude sur toutes les parties de l'administration, introduisit d'utiles réformes dans la pénalité ; c'est ainsi qu'il ordonna de ne plus marquer au visage les voleurs, afin, disait-il, de ne pas rendre leur honte ineffaçable, puisqu'ils pouvaient s'amender un jour. Il donna aussi de grands encouragements aux sciences et aux lettres, en attirant à Coïmbre les hommes les plus savants, qui firent briller d'un nouvel éclat l'université établie dans cette ville. Toutefois, malgré les talents incontestables de dom Juan, ce fut sous son règne que commença la décadence politique et guerrière du Portugal dans les Indes. Cette décadence, préparée par les vices qu'enfante la prospérité, fut sans doute hâtée par l'établissement du saint-office qui, en Europe comme en Asie, arrêta l'essor des esprits et souleva dans les Indes contre les Portugais des populations, qui auraient livré leurs biens, mais qui refusèrent de soumettre leur conscience à des prescriptions religieuses imposées par le bourreau.

SÉBASTIEN.

(DE 1557 A 1578.)

A la mort de Juan III, le trône échut à un enfant, c'était son petit-fils dom Sébastien, alors âgé de trois ans. Catherine d'Autriche, veuve du monarque défunt, prit en main les rênes du gouvernement, en vertu d'une des clauses du testament de son époux, qui l'appelait à la régence. Mais dom Juan avait mêlé dans l'entourage de son petit-fils, en qualité de confesseur et de précepteur, le père Caméra, jésuite, dont le système d'éducation conduisit à sa perte le royal élève, confié à ses soins. Ses intrigues réussirent en même temps à éloigner des affaires la reine Catherine : après les avoir dirigées durant quelques mois, elle crut devoir se démettre de la toute-puissance, qui tomba entre les mains du cardinal Henri, oncle du jeune Sébastien. Le cardinal eut, dit-on, une grande part à cette résolution, qui ne fut pas tout-à-fait volontaire de la part de la reine. Quoi qu'il en soit, l'administration du nouveau régent ne fut marquée par aucun fait de quelque importance. Le royaume, enrichi par les trésors qu'il recevait des Indes, paraissait florissant, et si la minorité de dom Sébastien s'écoula sans trouble, il faut attribuer ce résultat bien moins à l'habileté du cardinal qu'à la position particulière du pays. En effet, les con-

MCD 2019

trées soumises en Orient par les Portugais, continuaient d'offrir le champ le plus vaste à l'ambition et à la cupidité de ces hommes aventureux, qui ne rêvent que bouleversement, car ces grandes catastrophes plaisent à leur imagination, comme elles servent à leur fortune. Tous ces esprits remuants s'étaient donc précipités sur la riche proie que l'Orient offrait à leur avidité, et ne songèrent pas à troubler le Portugal sous le faible gouvernement de dom Henri. Parvenu à l'âge de quatorze ans, Sébastien, déclaré majeur, entra en possession du pouvoir suprême [1568]. A la cérémonie de son couronnement, il parut avec un chapeau et une épée bénits, que lui avait envoyés le souverain pontife Pie IV. En reconnaissance de ces dons, le jeune prince, pour montrer son catholicisme, prit le titre de très-obéissant. Mais cette innovation, qui semblait proclamer la dépendance du monarque envers la cour de Rome, a été repoussée depuis par ses successeurs. Élevé dans une dévotion presque monacale par son gouverneur, Alexis de Menesez, et par son confesseur, Caméra, Sébastien puisa dans cette éducation une pieuse exaltation, qui faussa son jugement. Lorsqu'il était encore soumis à la discipline des maîtres qui instruisaient sa jeunesse, dom Sébastien s'était tracé un plan de conduite, qu'il s'obstina malheureusement à suivre quand il put agir par lui-même. En vertu des principes qu'il s'était imposés, il se persuada que son premier devoir était de combattre les infidèles, pour les convertir ou les exterminer; il s'était encore imaginé qu'une des vertus chrétiennes les plus louables était la chasteté, et pour échapper au pouvoir que les femmes exercent sur les princes comme sur les particuliers, il fuyait leur compagnie, et prit même la résolution de garder le célibat. Il oubliait que le premier devoir d'un monarque est de donner à la patrie des héritiers de son sang. Emporté par une imagination fougueuse et déréglée, le jeune roi outrait toutes les vertus et changeait en défauts ses qualités les plus précieuses; ainsi la dévotion dégénérait chez lui en mysticisme, l'horreur de la débauche en une continence nuisible à son peuple, et le courage en témérité. Nous donnerons pour preuve de cette dernière remarque les deux faits suivants : un jour il lui prit fantaisie de s'embarquer dans un esquif pour aller passer sous les canons des tours de Belem et de Saint-Julien, qui firent feu sur le monarque, car elles avaient reçu l'ordre de couler à fond tout bâtiment qui ne s'arrêterait pas pour être visité. Heureusement que cette folle tentative du jeune roi n'eut aucune suite fâcheuse. Une autre fois il voulut monter un cheval fougueux, par le désir puéril de parvenir à le dompter. Les bonnes qualités de Sébastien étaient donc aussi dangereuses que des vices.

Dès que le monarque eut pris les rênes du gouvernement, ceux qui l'entouraient ne tardèrent pas à pénétrer les défauts de son caractère, et les mirent à profit pour satisfaire leur cupidité ou leur ambition. C'est ainsi que Gonzalès Camera, frère du jésuite précepteur du jeune monarque, parvint d'abord à faire disgracier Alcaçova, qui avait longtemps dirigé les affaires en qualité de secrétaire d'État. Mais le règne de Caméra ne tarda pas à s'éclipser, et il fut remplacé par dom Alvarez de Castro, qui fit entendre au jeune prince que, placé sous le joug des jésuites, il était en réalité l'esclave et le jouet de ces moines intrigants. Sur ces entrefaites, Alcaçova, qui avait quitté la cour, y revint, et ne tarda pas à regagner l'influence qu'il avait perdue en flattant avec adresse les penchants déréglés du roi. Cependant dom Sébastien, qui brûlait de se signaler par quelqu'entreprise éclatante, conçut, à cette époque, le projet de se rendre dans les Indes pour entreprendre de nouvelles conquêtes, et travailler en même temps à convertir les peuples idolâtres de ces contrées. Lorsqu'il fit confidence de cette résolution à son ministre, Alcaçova ne crut pas devoir d'abord s'y opposer ouvertement; il donna de grands éloges à ce dessein, qui annonçait, disait-il, dans celui qui l'avait conçu, une âme ardente et digne d'accomplir les hauts faits les plus remarquables. Mais après avoir discuté les avantages et les inconvénients de ce voyage, et fait sentir au roi que son absence serait préjudiciable aux intérêts du Portugal, il conclut en lui conseillant, puisqu'il voulait tenter quel-

MCD 2019

qu'entreprise, d'aller porter plutôt la guerre en Afrique. Cette insinuation fut d'autant plus puissante sur l'esprit de dom Sébastien, qu'il avait, quelque temps auparavant, fait une excursion dans la Mauritanie. Sous le prétexte de visiter les places occupées par ses troupes dans ce pays, il avait débarqué à Tanger, d'où il était sorti pour entreprendre une grande chasse, sans prendre plus de précautions que s'il se fût livré à cet exercice dans l'un des parcs de ses palais royaux. Cette imprudence, qui aurait pu avoir une suite funeste, avait alarmé les Maures; ceux-ci, craignant d'être attaqués, se mirent en campagne : des rencontres eurent lieu avec les Portugais, et dom Sébastien avait saisi cette occasion pour montrer sa bravoure personnelle, qui avait contribué à mettre en fuite l'ennemi [1574]. Enivré de ce petit succès, il était revenu à Lisbonne, ne rêvant plus qu'aux moyens à employer pour qu'il lui fût permis de se signaler sur les champs de bataille. Un incident vint lui fournir l'occasion qu'il cherchait. Muley-Mahomet, roi de Maroc et de Fez, venait d'être renversé du trône par son oncle Muley-Moluc. Après avoir imploré vainement l'assistance du roi d'Espagne, Philippe II, Mahomet s'adressa à dom Sébastien, auquel il restitua la ville d'Arzilla, qui avait été conquise par son père sur les Portugais. Le jeune monarque accueillit avec empressement les offres du prince maure; il résolut cependant de s'assurer l'appui du monarque castillan. Alcaçova se rendit auprès de Philippe, qui consentit à donner sa fille en mariage à dom Sébastien; il fixa encore le temps et le lieu d'une entrevue qu'il voulait avoir avec son gendre futur pour conférer avec lui au sujet de la guerre d'Afrique. Les deux monarques se joignirent donc à la Guadaloupe. Philippe avait amené le célèbre duc d'Albe, qui prit part à la discussion; et il fut convenu que l'Espagne fournirait cinq mille hommes, à la condition que Sébastien se bornerait à faire le siége de Larache (1). Dès qu'il fut de retour à Lisbonne, le jeune monarque s'occupa avec l'ardeur la plus vive de rassembler des troupes et de l'argent; il fit faire des levées en Italie, en Allemagne et dans les Pays-Bas; et pour subvenir aux dépense de la guerre qu'il allait entreprendre, il augmenta plusieurs impôts, altéra la monnaie, et taxa toutes les classes, même le clergé, auquel il arracha un don de cent cinquante mille ducats. Les Juifs, en retour de quelques priviléges, payèrent encore une somme considérable. Mais tous ces expédients ne suffisaient pas encore pour donner à Sébastien une armée et une flotte, lorsqu'il fut tiré d'embarras par l'arrivée subite des Indes de plusieurs vaisseaux richement chargés. D'un autre côté, le roi d'Espagne, qui avait tenté de détourner son neveu de son projet, changea tout-à-coup de pensée en songeant que si Sébastien, qui n'avait point de postérité, périssait en Afrique, le Portugal pourrait devenir une des provinces de l'empire castillan. Il exhorta donc Sébastien, par son ambassadeur, à persister dans son entreprise. Cependant, embarrassé par la lutte qu'il soutenait contre le prince d'Orange, il ne put fournir le contingent qu'il avait promis, et le duc d'Albe écrivit à dom Sébastien, qui lui proposait de l'accompagner: « Je vous suivrai volontiers si vous consentez »à soumettre à mon expérience le courage »bouillant qui vous anime. Ce serait une »imprudence de ma part d'exposer la gloire »que j'ai acquise dans une longue suite de »combats pour seconder l'ardeur inconsidérée »d'un jeune prince qui n'a que de la valeur. »Si vous voulez vous conduire par mes con»seils, je vous promets la victoire; je ne puis »suivre vos pas si vous avez un autre guide »que moi. » Piqué de ce langage un peu hautain, le roi répondit que les princes n'ont pas besoin, comme les autres hommes, de passer par les mêmes épreuves pour apprendre à commander, et que d'ailleurs, s'il lui fallait des généraux habiles, le Portugal lui en fournirait. Cependant la reine douairière et le cardinal Henri avaient fait trêve à leur haine mutuelle, pour adresser au roi les plus vives représentations sur les dangers de l'expédition qu'il méditait contre les Africains. Les principaux seigneurs du royaume lui firent de semblables remontrances; il ne

(1) Vid. Laclède, p. 23, tom. VI, édit. de Fortia d'Urban.

MCD 2019

voulut rien écouter ; et, dans un conseil qu'il tint quelque temps avant son départ, un vieux guerrier, dom Juan de Mascarenhas, ayant désapprouvé la guerre, Sébastien ordonna de consulter un certain nombre de médecins pour savoir « si les années ne pouvaient pas »rendre un homme brave pusillanime. » Sur ces entrefaites, Muley-Moluc offrit au prince portugais de lui céder plusieurs places fortes, s'il voulait abandonner la cause de Mahomet ; mais celui-ci, qui voulait combattre à tout prix, répondit par des propositions que Moluc ne pouvait accepter (1). Sébastien repoussa aussi les conseils expérimentés d'un vieil officier espagnol, nommé Aldana, que Philippe venait d'envoyer en Mauritanie pour examiner l'état du pays et les chances fâcheuses ou favorables qu'offrirait une invasion. Aldana, après un mûr examen, décida qu'il ne fallait pas rompre la paix ; mais Sébastien ne fut pas ébranlé dans sa résolution ; et, en dépit de tous les obstacles, il résolut de hâter son départ. Au refus du cardinal Henri, il confia la régence du royaume à dom Georges d'Almeïda, archevêque de Lisbonne, à dom Pèdre Alcaçova, à François de Saa, et à dom Juan de Mascarenhas, celui-là même dont il avait outragé les cheveux blancs en paraissant douter de sa bravoure. Il mit à la voile le 25 juin 1578 ; la flotte portait à bord près de quinze mille hommes, parmi lesquels on comptait trois mille Allemands, sept cents Italiens et deux mille Castillans.

Le roi relâcha d'abord à Cadix, où il fut traité magnifiquement par le duc de Médina Sidonia ; puis il prit terre près d'Arzilla. L'armée ayant assis son camp sur le rivage, demeura quinze jours sans faire aucun mouvement. Cependant Muley-Moluc s'était avancé à la tête de troupes nombreuses, et sa cavalerie vint harceler les Portugais. Sébastien, suivi de six cents hommes, chargea deux mille Maures, et les poursuivit avec tant de vivacité qu'il s'éloigna de trois lieues de son camp, au risque d'être enlevé. Une conduite si téméraire de la part du chef donnait un funeste exemple à la jeune noblesse qui entourait le monarque ; il ne fut que trop imité, et relâcha bientôt tous les liens de la discipline. Le projet de Sébastien était de se rendre maître de Larache. La flotte pouvait transporter les troupes devant cette place, mais le roi se rendit à l'avis de quelques flatteur qui prétendirent qu'il serait honteux de se rembarquer en présence de l'ennemi, devant lequel on semblerait fuir. Il fut donc résolu de se rendre par terre à Larache. Le quatrième jour de son départ d'Arzilla, Sébastien vint camper auprès d'Alcaçarquivir, suivi par son adversaire, Muley-Moluc, qui lui présenta la bataille. Les forces du prince africain s'élevaient à soixante mille chevaux et à vingt mille fantassins, et lui-même, attaqué d'une maladie dangereuse, était obligé de se faire porter dans une litière ; mais l'approche de la mort ne put altérer la fermeté de son âme, et il en donna la preuve en présidant à toutes les dispositions du combat. De son côté, dom Sébastien consulta ses principaux officiers ; la plupart opinèrent pour soutenir la lutte : en conséquence l'armée s'avança sur trois lignes, et le roi prit son poste à l'avant-garde. L'action commença vers les onze heures du matin. Le roi chargea un des premiers, et fut blessé à l'épaule d'un coup de feu : mais l'infanterie portugaise ayant lâché pied, le désordre se mit dans l'armée, que les Maures, plus nombreux, réussirent à envelopper. Dans ce moment terrible, Sébastien donna des preuves du courage le plus héroïque ; mais il ne put rétablir la fortune du combat. On lui conseilla de rendre son épée ; « Non, » s'écria-t-il, « un roi doit mourir lorsqu'il perd la liberté. » Il continua de se défendre et tomba enfin, après une résistance désespérée, entre les mains d'une troupe d'assaillants qui commençaient à se disputer ses dépouilles, lorsqu'un chef maure, étant survenu, cria : « Quoi ! lorsque Dieu vous a donné la victoire, vous allez donc vous égorger pour » un prisonnier. » En disant ces mots il renversa Sébastien d'un coup de sabre, et le malheureux prince expira, percé de mille coups. Telle est la relation la plus authentique du trépas de dom Sébastien ; mais un témoin oculaire, Louis de Britto, et deux autres nobles portugais affir-

(1) Vid. Laclède, Farria y Souza Ferreras etc.

MCD 2019

mèrent qu'à la fin de l'action ils avaient rencontré le monarque, libre d'ennemis, et qu'il avait pu sauver sa tête en prenant la fuite. Muley-Moluc ne jouit pas de son triomphe; épuisé par les fatigues qu'il avait éprouvées, il avait rendu le dernier soupir au milieu du combat, en portant le doigt sur sa bouche comme pour recommander de cacher sa mort. Il fut si fidèlement obéi que ses soldats ne l'apprirent qu'après la victoire; car les chefs de sa garde venaient de temps en temps soulever le rideau de sa litière, comme pour demander ses ordres. La plupart des seigneurs et des généraux portugais périrent sous le sabre des Maures, et parmi ceux qui succombèrent on compte deux prélats : les évêques de Porto et de Coïmbre. Le jeune duc de Barcelos, fils du duc de Bragance, et le prieur de Crato furent faits prisonniers, ainsi qu'un grand nombre de Portugais, qui rendirent leurs armes (1).

Muley-Moluc laissait un frère nommé Hamed ; ce prince fut proclamé roi par toute l'armée; il ordonna de chercher le corps de Sébastien, que l'on rencontra deux jours après; il était percé de sept blessures et était devenu livide. Ceux qui l'avaient trouvé l'étendirent devant la tente de Hamed, qui fit venir en sa présence plusieurs nobles portugais; ceux-ci reconnurent le cadavre de leur prince, qui fut conduit dans la ville d'Alcaçarquivir, et mis sous la garde d'un juif. Hamed, ayant conclu la paix avec Philippe II, fit transporter le corps de Sébastien à Ceuta : le gouverneur de cette place, qui appartenait aux Espagnols, le renvoya en Portugal, où il fut inhumé dans le monastère de Bélem. Ainsi mourut, à l'âge de vingt-cinq ans, dom Sébastien, léguant à son peuple la guerre civile, car son successeur, le cardinal Henri, touchait à la vieillesse, et ne pouvait laisser d'héritier; aussi l'indépendance du royaume ne tarda pas à succomber, et le Portugal s'éclipsa momentanément, perdu dans le vaste empire du fils de Charles-Quint.

(1) Vid. Juan de Baéna, Hiéron de Mandoça, Ferreras, Cabréra et Antonio de Herrera.

HENRI I.

(DE 1578 A 1580.)

Après la bataille d'Alcaçarquivir, dom Diègue de Sousa, qui commandait la flotte, longea tout le littoral jusqu'à Tanger, pour recueillir les Portugais échappés au fer du vainqueur, il fit voile ensuite pour Lisbonne, et vint apprendre le triste dénouement de l'expédition aux quatre personnages que le roi avait chargés du gouvernement durant son absence. Ceux-ci envoyèrent prévenir le cardinal Henri, qui se trouvait à son abbaye d'Alcobaça; il se rendit aussitôt à Lisbonne, et prit d'abord le titre de protecteur, qu'il échangea, huit jours après, contre le titre de roi, lorsqu'il eut reçu officiellement la nouvelle du trépas de son neveu. Le nouveau prince, parvenu à l'âge de soixante-huit ans, était accablé d'infirmités, et ne parut sur le trône que pour s'occuper du choix de son successeur. Les prétendants à son héritage étaient au nombre de cinq : Catherine, duchesse de Bragance, petite-fille d'Emmanuel; Ranuce, prince de Parme, se présentant au même titre : venaient ensuite Antoine, prieur de Crato, enfant illégitime d'un fils d'Emmanuel; Catherine de Médicis, veuve de Henri II, en qualité de descendant de Catherine, comtesse de Boulogne; et Philippe II, roi d'Espagne; il tirait son droit de sa mère, dona Isabelle, petite-fille d'Emmanuel. Le pape Grégoire XIII réclama aussi le trône de Portugal, se fondant sur ce que le souverain pontife avait jadis décerné le titre de roi à dom Alphonse Henriquez; il prétendait en outre que le saint siége était l'héritier incontestable des cardinaux. Mais les prétentions de la cour de Rome n'eurent pas même l'honneur d'être soumises au plus léger examen; et, de tous les concurrents, il n'en resta que trois ont les droits furent balancés quelque temps. C'était la duchesse de Bragance, le prieur de Crato et Philippe II. Ce dernier ne perdit pas de temps pour s'emparer d'une proie dont il couvait depuis long-temps la possession; après avoir fait faire de magnifiques

MCD 2019

obsèques à Sébastien, dans Madrid, il fit partir un ambassadeur pour Lisbonne, et rassembla un corps de troupes dans le but de se saisir du Portugal, de gré ou de force. Cependant Henri avait pris en main les rênes de l'État : son premier soin fut de punir les personnages dont il avait eu à se plaindre sous le règne précédent : il envoya donc en exil Alcaçova et plusieurs autres seigneurs qui avaient joui de la confiance de dom Sébastien (1). Le plaisir de se venger privait le nouveau roi de conseillers habiles, qui auraient pu le diriger dans des circonstances embarrassantes, où il allait se trouver jeté. En effet, on le pressait de tous côtés pour qu'il disposât à l'avance d'un sceptre qui devait lui échapper prochainement. Il voulut se dérober à cette nécessité en prenant une épouse, et l'ambassadeur de Portugal à Rome reçut l'ordre de demander au souverain pontife une dispense ; mais Philippe II traversa ce projet par ses agents auprès du pape : il fut donc abandonné, et le vieux roi déclara que les princes qui prétendaient à son héritage seraient tenus de se présenter ou d'accréditer quelque personnage pour soutenir leurs droits. Il espérait ainsi gagner du temps, et reculer une décision qui épouvantait sa faiblesse. En attendant, il réunit les états du royaume, auxquels il confia le soin de nommer cinq gouverneurs ou régents (2) qui devaient, à la mort du monarque, recevoir en dépôt l'autorité suprême, pour la transmettre à celui qui serait appelé au trône [avril 1579]. La décision de Henri, qui voulait entendre les prétendants à son héritage, fit éclore une foule d'intrigues et d'écrits qui se combattaient et servaient encore à augmenter l'indécision du roi. Le prieur de Crato (3), non content de faire répandre parmi les grands et le peuple qu'il était issu d'un mariage légitime, cherchait en même temps à gagner tous les esprits par des promesses et des espérances. Il offrait à la multitude la perspective du plus brillant avenir, tandis qu'il promettait aux grands des faveurs et des emplois. La conduite de dom Antoine, qui refusa d'ailleurs d'obéir à l'ordre qui lui fut donné de rester à Crato, irrita si vivement Henri, qu'il le fit le déclarer bâtard, par arrêt ; il voulut même faire arrêter. Le prieur se retira en Espagne, mais il revint bientôt en Portugal, où il se tint caché tandis qu'il continuait à travailler l'opinion en sa faveur, par ses agents. De son côté, Philippe fit agir les siens, parmi lesquels on comptait les jésuites. Un moine de cet ordre, Henriquez, était confesseur du vieux monarque. Maître de l'esprit de son pénitent, il ne cessait de l'exhorter à faire tomber son choix sur le monarque espagnol.

Cependant les états avaient ouvert leur session à Santarem ; l'évêque de Leïra vint déclarer aux députés, de la part de Henri, qu'ils avaient à décider entre deux prétendants, dont les droits étaient incontestables, le roi catholique et la duchesse de Bragance. Puis, le lendemain, le même prélat revint dire à l'assemblée que le roi déclarait, par sa bouche, que les prétentions de Philippe lui semblaient les mieux fondées, et qu'il le reconnaissait pour son successeur. La majorité des états, à l'exception de la noblesse et du clergé, gagnée ou intimidée par l'or et les menaces du monarque espagnol, se souleva contre cette déclaration ; car les députés prétendaient que la nation, dont ils étaient les représentants, devait seule nommer le roi, quand le trône se trouvait vacant. Cette prétention ranima les incertitudes de Henri ; il penchait pour Philippe, grâce aux exhortations de son confesseur ; mais quelquefois aussi son inclination le ramenait vers sa nièce, la duchesse de Bragance. Celle-ci se rendit même à Almerin, résidence du monarque moribond, avec lequel elle eut une longue conversation. Mais, au lieu de rester constamment au chevet du mourant, la princesse s'étant retirée, le P. Henriquez reprit

(1) Vid. Faria y Sousa, Cabréra, Herréra et Laclede, t. VI, p. 69.

(2) Voici les noms de ces personnages : dom Georges d'Almada, archevêque de Lisbonne ; dom François de Sada, premier gentilhomme de la Chambre ; dom Juan Tellez, dom Juan Mascarenhas et dom Diegue Lopez de Sousa.

(3) Ce prince, fait prisonnier à la bataille d'Alcaçarquivir, avait obtenu des Maures sa liberté en payant une rançon, et se trouvait en Portugal.

MCD 2019

son ascendant sur l'esprit du vieux roi, qui consentit à déshériter du trône sa nièce; mais il refusa de le donner à Philippe, et il expira le 31 janvier 1580, sans avoir désigné personne pour le remplacer. Ce prince ne régna que dix-sept mois. Il eut toutes les vertus d'un moine, mais non celles d'un souverain. Parvenu au rang suprême, il montra que les vertus qu'on lui supposait n'étaient qu'apparentes : c'est ainsi que, se croyant ferme, il n'était qu'opiniâtre; et cependant on le vit toujours obéir aveuglément à ses ministres. Il possédait encore une instruction aussi profonde que variée; mais il ignorait la science la plus importante de toutes, celle du gouvernement.

Dès qu'il eut fermé les yeux, les cinq gouverneurs qu'il avait nommés de son vivant se saisirent du pouvoir, et prirent le titre de défenseurs du royaume. Ils s'assemblèrent à Almérin, tandis que les états siégeaient à Santarem. Sur ces entrefaites, dom Antoine accourut à Lisbonne, et se rendit aux cortès, auxquels il présenta une bulle du pape, qui révoquait le pouvoir accordé au feu roi de se désigner un successeur. Il prétendit, en outre, qu'on ne pouvait disposer de la couronne avant qu'une enquête eût prononcé sur la question de la légitimité de sa naissance. L'assemblée délibéra sur les propositions du prieur, mais sans prendre aucune décision. Les députés avaient d'ailleurs à s'occuper d'une affaire plus importante, celle d'arracher le pouvoir aux gouverneurs que l'on accusait d'être vendus au roi d'Espagne. Mais ceux-ci parvinrent à dissoudre les états, et Philippe ne songea plus qu'à profiter de cette circonstance pour se saisir de sa proie. Il commença par consulter les plus célèbres théologiens de son royaume sur la justice de ses droits au trône de Portugal : la réponse ne pouvait être douteuse, et il s'en appuya pour autoriser sa conduite. Il mit en mer, sous les ordres du marquis de Santa-Crux, une flotte de soixante galères, qui devait agir conjointement avec une armée dont le chef était le célèbre duc d'Albe. Les états, avant de se séparer, avaient envoyé des ambassadeurs à Philippe pour le supplier de soumettre ses prétentions au jugement des cortès; mais il refusa de condescendre à cette demande, et leur déclara que si les Portugais refusaient de le reconnaître pour roi, il saurait les y contraindre par la force. Cependant le monarque, d'accord avec les gouverneurs, tenta de gagner la nation portugaise en lui offrant les conditions suivantes : que tous les priviléges et coutumes du royaume ne recevraient aucune atteinte; que tous les emplois et toutes les charges, tant en Portugal que dans les colonies, appartiendraient exclusivement aux Portugais, et qu'il en serait de même pour tous les bénéfices ecclésiastiques. Il s'engageait, de plus, à se partager entre l'Escurial et Lisbonne, et à faire élever son fils dans cette capitale (1). Les seigneurs portugais pourraient même occuper des charges à la cour de Castille. Ces propositions séduisirent les principaux membres du clergé et les chefs de la noblesse; mais elles ne purent gagner la petite noblesse, la bourgeoisie et le peuple, qui persistèrent à rejeter le gouvernement de Philippe. Il fallut donc se préparer à combattre, et es gouverneurs s'occupèrent des moyens de résister à leur puissant adversaire. Ils rassemblèrent en toute hâte, dans les places fortes, des vivres et des munitions, et envoyèrent en France Baretto pour réclamer auprès de Henri III un secours de six mille hommes. Les ennemis les plus dangereux du monarque espagnol étaient les moines, qui, par les discours les plus véhéments, enflammaient à toute heure l'enthousiasme de la population en faveur de l'indépendance du pays, menacé de disparaître sous la domination castillane. Mais toutes ces démonstrations belliqueuses des gouvernants étaient, au fond, peu redoutables; car ils étaient divisés entre eux, et n'avaient aucune influence sur les masses, qui suspectaient leurs intentions. De son côté, dom Antoine s'était créé un parti qui grossissait chaque jour. Tel était l'état des choses lorsque l'armée espagnole pénétra en Portugal, et se rendit maîtresse de plusieurs

(1) Vid. Faria y Sousa, Cabrera, Herrera et Ant. Viperani.

MCD 2019

places sans éprouver de résistance. Quand la nouvelle de ces premiers succès se répandit à Santarem, où se trouvait Antoine, les partisans du prieur en profitèrent pour représenter au peuple qu'il fallait nommer un chef pour sauver la patrie, et que nul n'était plus digne de leur choix que le prieur de Crato, par sa haute naissance et ses grands talents. Antoine reçut seulement le titre de défenseur du royaume. Mais, quelques jours après, à l'occasion d'une cérémonie, la multitude, échauffée par les discours et par l'exemple d'un certain Baracho, qui cria le premier vive le roi Antoine! lui confirma ce titre par ses acclamations [19 juin 1580]. Le prieur, conduit dans la principale église de Santarem, reçut les insignes du pouvoir suprême; les prélats et les nobles qui se trouvaient dans la ville lui prêtèrent serment de fidélité, et il s'occupa sur-le-champ de faire ratifier par le reste du pays l'œuvre de ses partisans (1).

ANTOINE Ier.

(1580.)

Le premier soin d'Antoine fut d'accourir à Lisbonne. Dom Juan Tellez, l'un des gouverneurs, s'était rendu dans cette ville, et voulut en fermer les portes au nouveau roi. Celui-ci entra dans la capitale sans que personne s'y opposât. Il alla descendre au palais, se saisit de l'arsenal, et se fit proclamer à l'hôtel-de-ville avec toute la pompe et toutes les cérémonies usitées en pareille occasion. Dom Tellez, suivi de plusieurs grands personnages, s'embarqua sur trois galères, et retourna à Setubal rejoindre ses collègues, les gouverneurs, qui lui firent les plus vifs reproches d'avoir abandonné la capitale au pouvoir de dom Antoine. Cependant ce prince, qui n'était appuyé que par un petit nombre de nobles et par la multitude, ne perdit pas courage; sachant que Setubal couvrait Lisbonne, et que la prise de cette place entraînerait celle de la capitale, il chargea le comte Vimiozo d'aller trouver les gouverneurs qui résidaient à Setubal, afin de les gagner à son parti, ou de les empêcher de livrer la place aux Espagnols. Vimiozo n'ayant pu vaincre les refus des gouverneurs, réussit à faire entrer dans la ville quatre cents hommes qui lui étaient dévoués; et, soutenu par les moines et la populace, il se rendit maître de la ville. Les gouverneurs se dispersèrent : les uns se hâtèrent de s'éloigner pour sauver leur vie, les autres se cachèrent et n'osèrent plus reparaître. Ainsi se termina le règne des gouverneurs, qui ne surent ni manier le pouvoir ni le garder. Toutes les places des environs de Lisbonne suivirent l'exemple de Setubal, et toute la côte, depuis la capitale jusqu'à Porto, reconnut le nouveau roi, à l'exception de cette dernière ville, qui refusa constamment de se soumettre à sa domination. Toutefois, le duc de Bragance et le marquis de Villaréal, après s'être déclarés contre Antoine, essayèrent de se rapprocher du monarque espagnol, aimant mieux encore subir sa domination que celle du prieur, qu'ils considéraient comme l'usurpateur de leurs droits; mais ils ne firent rien d'important ni pour ni contre les deux partis; tant il est vrai que l'indécision ne conduit qu'à l'impuissance. Cependant le duc d'Albe avait passé la frontière, et se présenta devant Setubal, qui se rendit sans combattre. La prise de cette ville ouvrait le chemin de la capitale, tombée au pouvoir d'une populace qui, sous le prétexte de servir la cause du nouveau roi, se livrait au meurtre et au brigandage. Elle était dirigée par des moines, sortis de leurs couvents pour voler, disaient-ils, à la défense de la patrie, et qui ne signalaient leur zèle qu'en se livrant aux désordres les plus honteux. Antoine, qui avait besoin d'argent pour solder ses soldats et récompenser ses nouveaux amis, s'empara des pierreries de la couronne, des fonds destinés au rachat des captifs, de l'argenterie des églises, des sommes mises en dépôt dans les couvents, et des dons provenant de la charité publique. N'ayant pu réussir, malgré les ordres les plus sévères, à faire prendre les armes aux nobles et aux

(1) Vid. Herrera, Diaz de Vargas, Viperani, Ferreras, etc.

MCD 2019

bourgeois de Lisbonne, il enrégimenta les nègres esclaves, assez nombreux dans la capitale, auxquels il promit la liberté. Toutes ces mesures excitèrent de grands mécontentements, justifiés par les violences de toute espèce que les troupes d'Antoine, ainsi composées, commettaient contre les habitants (1). Sur ces entrefaites, le général espagnol poursuivant ses succès, arriva sur les bords du Tage, qu'il parvint à traverser vis-à-vis de Cascaës, en présence des troupes portugaises, qui ne firent aucun mouvement. Cascaës n'essaya pas même de se défendre; mais il fallut faire le siége du château, où Menesez, l'un des partisans d'Antoine, s'était retiré avec quelques soldats. Fait prisonnier après une résistance opiniâtre, il subit le dernier supplice par ordre du duc d'Albe, qui le mit à mort comme rebelle.

Dès qu'il fut informé de l'approche des Espagnols, Antoine fit un appel au peuple de Lisbonne, dont il forma une armée, ou plutôt une cohue courant au combat sans ordre ni discipline. La plupart des officiers étaient des moines marchant en tête des compagnies, le crucifix d'une main et l'épée de l'autre. Que pouvaient de pareils soldats contre les troupes aguerries du chef espagnol? Celui-ci avait alors entrepris le siége du fort Saint-Julien, bâti dans le Tage sur un rocher; mais le gouverneur de cette place, nommé Véga, après avoir essuyé quelques coups de canon, la vendit aux Espagnols. Cependant Antoine, qui s'était rendu à Bélem, alla se retrancher derrière le ruisseau d'Alcantara; ce qui empêchait l'ennemi de s'emparer de Lisbonne sans risquer une bataille. Le duc d'Albe n'hésita pas à attaquer son adversaire : deux divisions espagnoles, l'une commandée par son fils, et l'autre par Davila, passèrent le ruisseau; l'action devint sanglante. Antoine fit preuve, dans cette occasion, de la plus grande bravoure, et combattit jusqu'à ce qu'il se vît abandonné par la plus grande partie des siens. Réduit à prendre la fuite, il traversa Lisbonne pour se réfugier à Santarem. Les vainqueurs suivirent ses traces de si près, qu'ils arrivèrent peu d'heures après lui au pied des murs de la capitale, dont les magistrats conclurent avec dom Fernand une capitulation (1). Dès que les soldats espagnols apprirent que la ville était à l'abri de leur cupidité, ils se jetèrent sur les faubourgs, qu'ils saccagèrent durant trois jours. La reddition de Lisbonne n'avait pas terminé la lutte, Antoine s'étant retiré à Coïmbre, rassembla quelques troupes, et s'empara de la ville d'Aveiro. Poursuivi par dom Sanche d'Avila, qui reprit Coïmbre, Antoine réussit à s'introduire dans Porto, qui, jusqu'alors, n'avait pas voulu reconnaître son autorité. Il se fit avancer par les habitants une somme de cent mille écus, se saisit, sans les payer, d'un grand nombre de marchandises, et fit de grands préparatifs pour disputer à dom Sanche le passage de la Guardia. Ce dernier, par un coup de main hardi, traversa la rivière et se présenta devant Porto quelques heures après qu'Antoine, après avoir pris congé de ses partisans, était sorti secrètement de la ville pour gagner Viana, où il monta sur un vaisseau prêt à partir; mais le bâtiment, retenu par les vents contraires, ne put mettre à la voile avant l'arrivée d'un détachement espagnol, lancé à la poursuite du monarque fugitif, qui fut réduit, ainsi que ses deux compagnons, le comte de Viomiozo et l'évêque de la Guardia, à prendre des habits de matelot pour chaper à ceux qui les cherchaient. Il réussit à débarquer de l'autre côté de la rivière, où il fut arrêté par un autre détachement dont il mit en défaut la surveillance par l'adresse de ses réponses. Il erra pendant plus de six mois dans plusieurs provinces de Portugal, sans qu'il fût possible aux agents de son adversaire de le découvrir, quoique Philippe promît quatre-vingt mille ducats à qui le livrerait entre ses mains. Plusieurs domestiques du proscrit furent arrêtés à Lisbonne; mais l'attachement qu'ils portaient à leur maître triompha de toutes les tortures qu'on leur fit subir, et ils moururent sans laisser échapper aucun aveu qui pût découvrir sa retraite. Ainsi se termina le règne éphémère de dom Antoine;

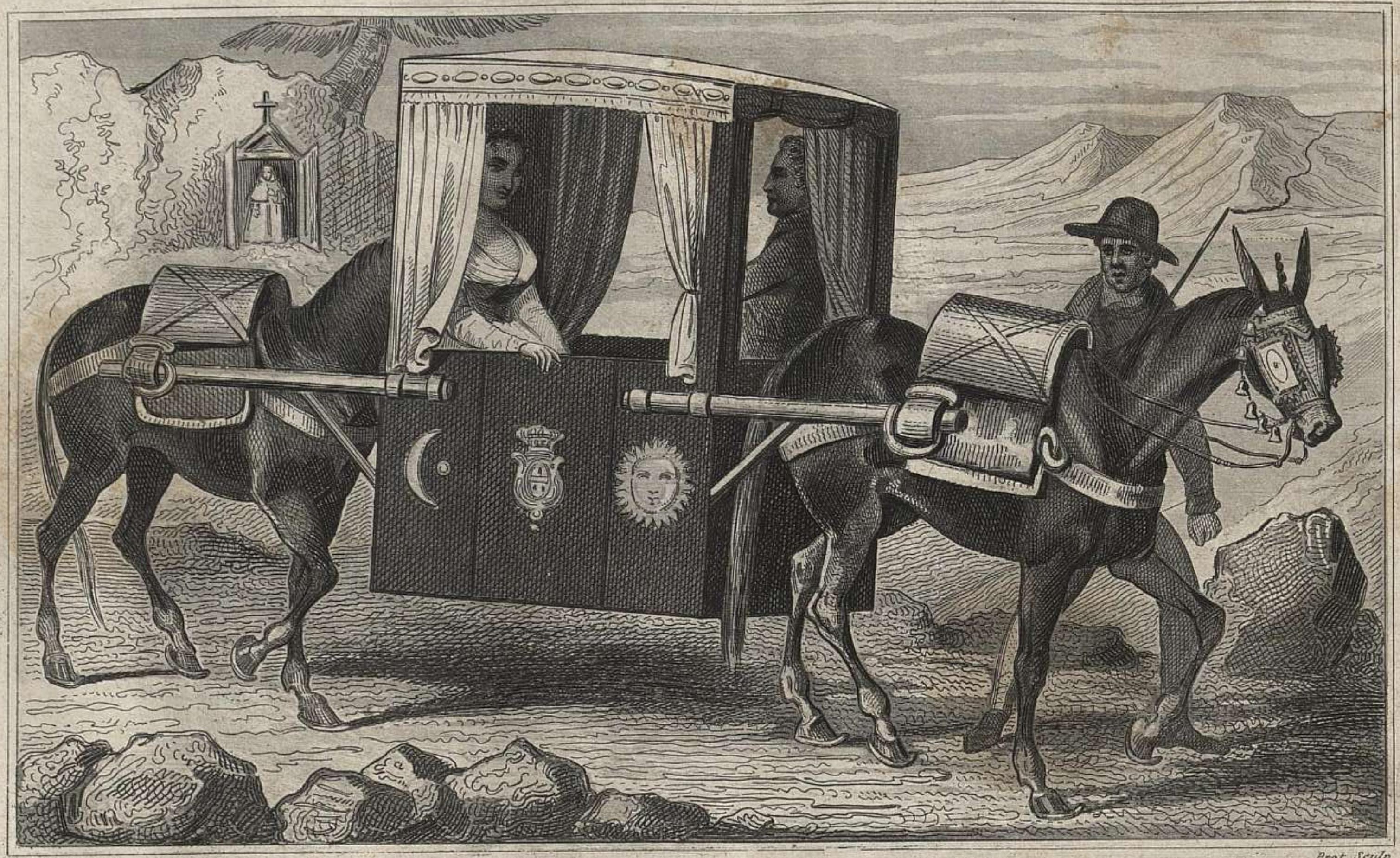
(1) Vid. Varcas, Laclède, tome VI, pages 461 et suivantes, edition Fortia d'Urban.

(1) Dom Fernand était fils du duc d'Albe.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del

Prot Sculp

VOYAGE EN LITIÈRE.

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

PORTUGAL

il semble avoir possédé plutôt le courage personnel que les autres vertus d'un prince. Il avait cependant conquis l'affection du peuple portugais, mais il ne sut pas discipliner son enthousiasme et organiser les forces de ses partisans, pour repousser les Espagnols; car le duc d'Albe avait contre lui la haine des habitants, et ne commandait qu'à un petit nombre de soldats qui auraient succombé sous les efforts bien dirigés de la population. Quoi qu'il en soit, l'apparition d'Antoine sur le trône fut à peine de deux mois, pendant lesquels il ne recueillit que les amertumes et les tourments du rang suprême, qu'il s'obstina cependant à poursuivre tout le reste de sa vie (1).

PHILIPPE Ier (2).

(DE 1581 A 1598.)

La fuite de dom Antoine, après la prise de Porto, donna tout le Portugal à Philippe : reconnu presque sans obstacle dans la Mauritanie, dans la Guinée et dans tous les autres établissements que les Portugais possédaient au-delà des mers, il fut seulement contraint de soumettre par la force les îles Tercères, qui, à l'exception de celle de Saint-Michel, s'obstinèrent à méconnaître son autorité. Le monarque se rendit d'abord à Elvas, où il publia une ordonnance abolissant les droits d'entrée qui se levaient réciproquement sur les marchandises lorsqu'elles entraient dans les deux royaumes. Il convoqua ensuite les états-généraux à Tomar, et confirma dans cette assemblée toutes les conditions qu'il avait offertes précédemment dans ses lettres au clergé, aux grands et aux bourgeois du royaume. Il repoussa cependant la promesse faite par son ambassadeur, le duc d'Ossuna, qu'une loi serait rendue, déclarant que si le roi venait à violer la convention relative à l'union des deux empires, les états de Portugal seraient autorisés à défendre leurs priviléges par les armes. Philippe ne voulut pas ratifier une semblable concession, qui lui semblait de nature à ébranler la fidélité de ses nouveaux sujets; mais, afin de gagner leur attachement, il répandit une multitude de grâces et de faveurs; ce qui fit dire aux Espagnols qu'il devait le Portugal bien moins à ses droits qu'à ses libéralités; qu'en un mot, il avait acheté ce qu'il tenait de Dieu, et de son épée (1). Toutefois, il ne gratifia le duc de Bragance que de l'ordre de la Toison-d'Or et de deux cent mille écus pour payer les dommages que ses possessions avaient subis de la part des soldats de dom Antoine. Il devait, dit-on, abandonner au duc la province des Algarves. Mais s'il est vrai qu'avant le succès de ses armes il leurra le duc de cet espoir, il ne crut pas devoir tenir sa parole. En effet, il n'aurait pu, sans imprudence, contribuer à l'élévation d'un homme dont la naissance et les richesses menaçaient son pouvoir. Comme le duc tenait ses droits de sa femme, quand il mourut, peu de temps après l'avénement de Philippe au trône de Portugal, ce prince offrit sa main à la veuve, qui osa la refuser (2). Le monarque espagnol publia encore une amnistie; mais cet acte était entaché de restrictions qui en détruisaient tout le prix : cinquante-deux personnages, à la tête desquels figuraient l'évêque de la Guardia et le comte de Vimioso, étaient exclus du pardon, ainsi que tous les ecclésiastiques et les moines qui avaient servi la cause du prieur, et accepté de sa main des titres ou des emplois. Ces derniers étaient déclarés inhabiles à posséder à l'avenir aucune charge dans l'État. En vertu de ces exceptions, un grand nombre de Portugais de tout sexe et de toutes qualités furent en proie aux plus cruelles persécutions. Les uns périrent sur l'échafaud, les autres languirent dans les cachots : des femmes même furent jetées dans les prisons et dépouillées de leurs biens. Mais les rigueurs du gouvernement s'exercèrent principalement contre les moines qui avaient excité la multitude contre les Espagnols : plus de deux mille, qu'on ne crut pas devoir

(1) Vid. Faria y Sonza, Laclède, Vargas.
(2) Appelé Philippe II en Espagne.

(1) Vid. Herrera, Cabrera et Campana.
(2) Philippe avait perdu sa femme quelques mois auparavant.

MCD 2019

déférer aux tribunaux, furent précipités dans le Tage. Ces cruautés épouvantèrent enfin la conscience du prince, qui sollicita du pape un bref d'absolution. Dès qu'il eut congédié les états, le roi fit son entrée à Lisbonne, où il n'entendit que les acclamations des Espagnols et des Portugais vendus à sa fortune [1582]. Un de ses premiers soins fut de chercher à reconquérir les Tercères, dont la possession lui était indispensable pour assurer le commerce des Indes. Il donna l'ordre d'armer plusieurs bâtiments dont il confia le commandement au marquis de Santa-Cruz; mais dans l'intervalle, Antoine, qui s'était réfugié en France, avait obtenu de Henri III une flotte et sept mille hommes de troupes, ayant pour chefs Philippe Strozzi et le comte de Brissac. Ceux-ci arrivèrent à Saint-Michel avant les Espagnols et s'emparèrent de cette île. Mais Santa-Cruz étant survenu quelques jours après, une bataille s'engagea entre les deux flottes; Santa-Cruz, demeuré vainqueur, fit tuer et jeter à la mer Strozzi, qui avait été fait prisonnier, et il fit égorger trois cents Français qui avaient été forcés de se rendre; il prétendit justifier cette barbarie en disant que c'étaient des pirates et non des prisonniers qu'il livrait à la justice, puisque la France et l'Espagne étaient en paix. Antoine était venu avec ses alliés et se trouvait dans Angra, capitale de l'île Saint-Michel. Dans la crainte d'éprouver le même traitement, il mit à la voile et se réfugia en France (1) [1583].

Philippe était resté près de deux ans en Portugal, où il avait été retenu par les soins qu'il fallait donner à sa nouvelle conquête; rappelé en Espagne par des affaires urgentes, il laissa, en qualité de vice-roi, le cardinal-archiduc Albert, et mit auprès de lui un conseil composé de trois Portugais, dom Georges d'Almada, archevêque de Lisbonne, dom Pèdre d'Alcaçova (2), et dom Michel de Moura; mais toutes les affaires étaient soumises préalablement au conseil de Castille. Ainsi l'archiduc et ses conseillers exécutaient seulement et ne décidaient rien. Réduit à l'état de province, le Portugal, tant qu'il demeura sous une domination étrangère, n'offre que peu d'aliments à la curiosité des lecteurs; son histoire se confond avec celle de l'Espagne. En effet, les seuls événements qui remplissent, à cette époque, les annales portugaises, se bornent à de nouvelles tentatives d'Antoine, qui parvint à armer en sa faveur l'Angleterre. Drake et Norris, après avoir vainement attaqué la Corogne, débarquèrent à quelques lieues de Lisbonne : ils vinrent même dans le voisinage de Cascaës; mais personne ne prit les armes en faveur du prince déchu, et les Anglais remontèrent sur leurs vaisseaux, ne remportant de leur expédition qu'un assez riche butin, fruit du pillage [1588]. Antoine tenta encore d'intéresser à sa cause Muley-Hamet, roi de Maroc et de Fez; mais Philippe désarma le prince africain en lui restituant la ville d'Arzilla. Fatigué de l'inutilité de ses efforts pour remonter au trône de ses aïeux, Antoine revint à Paris, où il vécut dans l'isolement; et, n'ayant d'autre ressource qu'une modique pension qu'il devait à la pitié du roi de France, il mourut en 1595, et fut honoré d'un tombeau et d'une épitaphe qui le gratifiait du titre de roi. Triste consolation, dont il ne lui fut pas même permis de jouir !

La domination de Philippe en Portugal fut encore troublée par l'apparition de plusieurs Sébastiens. Quoiqu'il paraisse certain que ce prince périt à la bataille d'Alcaçarquivir, le peuple s'obstinait à croire qu'échappé au glaive des Maures, il était revenu dans les Algarves, pour redemander la couronne à son oncle Henri, qui n'avait pas voulu la lui rendre. Deux imposteurs essayèrent d'exploiter cette croyance populaire. L'un d'eux, fils d'un couvreur d'Alcobaça, s'étant adjoint deux personnages qui avaient pris les titres de comte de Tavora et d'évêque de la Guardia, trouva des dupes auxquelles il soutira quelques sommes d'argent. Mais l'archiduc prévint les projets ambitieux du prétendu Sébastien, qu'il envoya aux galères, après avoir fait pendre ses deux acolytes. Le même sort atteignit un maçon

(1) Vid. Faria y Souza, Fr. Diaz de Vargas, Ferreras, etc.

(2) C'est ce même dom Pèdre qui avait dirigé en chef les affaires sous le règne de Sébastien.

MCD 2019

qui voulut jouer le même rôle; il se nommait Alvarès, et ressemblait, dit-on, d'une manière frappante au prince dont le Portugal déplorait la perte. Après avoir rassemblé un assez grand nombre de partisans, il commença à jouer le rôle de roi en donnant des audiences publiques, où il affectait des manières toutes royales. Il osa même sommer par écrit l'archiduc de sortir du royaume. Albert répondit à cette injonction par l'envoi d'un petit corps de troupes. Alvarès se mit en défense; il avait rassemblé sous ses enseignes environ mille hommes : vaincu par les soldats de l'archiduc, il fut pris, ramené à Lisbonne, et il expia son imposture par la main du bourreau (1). Mais un autre personnage, qui se présenta à son tour sous le nom de Sébastien, créa de grands embarras au gouvernement espagnol; et nous rapportons son histoire, car elle renferme des faits aussi singuliers qu'inexplicables. Cet homme parut à Venise pour la première fois, environ vingt ans après la déroute d'Alcaçaquivir. Suivant son récit, pour échapper à la mort, il s'était mêlé parmi les cadavres qui couvraient le champ de bataille. La nuit venue, il avait gagné le bord de la mer, et fut reçu dans un vaisseau portugais où se trouvaient le duc d'Avéiro, Christoval de Tavora et le comte de Redondo. Il débarqua avec eux dans les Algarves; mais il ne voulut pas se faire reconnaître pour expier les maux qu'il avait attirés sur le Portugal.

Après avoir parcouru l'Europe, l'Asie et l'Afrique, il se retira dans un ermitage. Un vénérable anachorète étant venu le trouver dans sa solitude, il en reçut plusieurs révélations qui le déterminèrent à écrire en Portugal; mais, l'homme chargé de cette missive n'ayant pas donné de ses nouvelles, Sébastien forma le projet de se rendre à Rome pour découvrir sa naissance au souverain pontife. Arrivé en Italie, il fut dépouillé par ses domestiques de tout ce qu'il possédait, et gagna Venise en demandant l'aumône [1589]. Recueilli par un cuisinier nommé Francisque, il vit bientôt accourir auprès de lui tous les Portugais qui se trouvaient dans les États de la république. L'ambassadeur d'Espagne l'accusa alors d'imposture et le chargea de plusieurs crimes emportant la peine capitale. Arrêté par ordre du sénat, qui nomma des commissaires pour instruire son procès, il subit vingt-huit interrogatoires, et surprit les commissaires par ses réponses; car il entra dans les détails les plus secrets et les plus véridiques sur les négociations qui avaient eu lieu sous son règne avec les Vénitiens. Le sénat ne voulut prononcer aucun jugement contre ce personnage, et le mit en liberté en lui defendant de prendre à l'avenir le nom de Sébastien. Il se retira chez un de ses partisans, et se soumit à l'examen le plus minutieux. Ceux qui le firent étaient Portugais, et constatèrent sur son corps les mêmes signes qui avaient jadis appartenu à Sébastien. Néanmoins il fut obligé de quitter Venise, et se rendit à Florence, où il fut arrêté de nouveau et livré au vice-roi espagnol, résidant à Naples, et qui le renferma dans le château de l'OEuf. Ce vice-roi était le comte de Lémos; il avait été jadis ambassadeur auprès de Sébastien. Il fit venir le prisonnier, qui lui révéla plusieurs particularités relatives à sa mission en Portugal, ce qui surprit tellement le comte de Lémos, que, s'il retint captif le prétendu prince, il chercha du moins à lui procurer tous les adoucissements compatibles avec sa position. Lémos mourut, et fut remplacé dans sa charge par son fils, qui traita dom Sébastien avec une excessive sévérité. On l'enferma dans le château neuf, et le conseil d'Espagne prit la résolution de permettre à tout le monde de le voir, espérant ainsi détruire une fausse croyance. Mais la plupart de ceux qui visitèrent le captif, les étrangers comme les Portugais, se retirèrent convaincus qu'il était bien le monarque dont il portait le nom. Le vice-roi prétendit alors qu'il était né en Calabre et qu'il avait épousé une femme de ce pays; mais cette dernière, confrontée avec lui, ne voulut pas le reconnaître. Un soldat de la meme province affirma que le prisonnier était un de ses compatriotes, mais il se rétracta quelque temps après. Enfin Lémos, par ordre de la cour d'Es-

(1) Vid. Laclède, tom. VI, pag. 295 et suiv., édit. Fortia d'Urban.

MCD 2019

pagne, fit promener le soi-disant Sébastien dans toutes les rues de Naples; il était monté sur un âne, la tête tournée vers la queue, et précédé d'un crieur annonçant au peuple que cet homme était condamné aux galères pour avoir pris le nom de Sébastien, tandis qu'il était Calabrois. Il fut ensuite confondu avec les misérables condamnés à la rame, et subit les mêmes traitements. Au bout de trois mois, le vice-roi retourna en Espagne, l'emmena avec lui à Barcelonne, puis à San-Lucar, port situé à l'embouchure du Guadalquivir. Le duc de Médina Sidonia, gouverneur de l'Andalousie, le fit venir; il était avec la duchesse sa femme. Sébastien dit au duc : Souvenez-vous quels efforts vous fîtes jadis dans ce même lieu pour m'empêcher de passer en Afrique. Puis il ajouta : Duc, avez-vous conservé l'épée dont je vous fis présent à mon départ? Sur la réponse affirmative de Médina, Sébastien demanda qu'on la fît apporter, et il la reconnut, quoique confondue avec plusieurs autres épées. Il demanda encore à la duchesse de lui représenter une bague qu'il lui avait donnée à Cadix. La voilà, dit la duchesse. C'est bien elle, dit le prisonnier; mais elle renferme un secret que vous ignorez; mon nom et mon chiffre sont gravés au-dessous de la pierre. La bague fut démontée, et l'on vérifia que le prisonnier accusait juste. Renfermé dans le château de San-Lucar, il en sortit pour être conduit dans une autre forteresse située dans la Castille. Depuis cette époque, on n'entendit plus parler de lui, et tout fait présumer qu'il fut immolé aux craintes du gouvernement espagnol (1). N'ayant pu convaincre d'imposture ce personnage, on prétendit qu'il était magicien, accusation qui n'aurait aucune créance aujourd'hui, mais qui n'était pas sans force en Espagne, où l'on poursuivait alors les gens pour crime de sorcellerie.

Malgré la vigilance de Philippe, la vaste étendue de ses possessions ne lui permettait pas de veiller également sur l'administration de tous ses États; le Portugal, tombé au rang d'une province, commença à décliner rapidement; les finances s'épuisaient par la mauvaise gestion de ceux qui les dirigeaient. Les fortifications des places fortes du royaume tombaient en ruine et chaque jour voyait diminuer le nombre des soldats chargés de les défendre. Il en était de même en Afrique, en Asie et en Amérique, où la puissance portugaise s'affaiblissait de jour en jour par des causes semblables. Les ressources que ce pays tirait des riches contrées de l'Orient étaient arrêtées dans leur source par les Anglais, ennemis implacables du roi catholique. Ils poursuivaient ses vaisseaux sur toutes les mers, et s'enrichissaient des pertes qu'ils faisaient éprouver à ses sujets. D'ailleurs, les Portugais, déchus de leur nationalité, avaient perdu toute émulation, et les chefs, placés dans ces contrées lointaines, en dehors du contrôle du gouvernement, ne songeaient qu'à s'enrichir, sans rien entreprendre pour soutenir la gloire de leur patrie. Philippe mourut en 1598, et fut regretté des Portugais, grâce à son successeur, dont la faiblesse et l'incurie achevèrent de ruiner un héritage qu'il n'était pas digne de recueillir.

PHILIPPE II (1).

(DE 1598 A 1621.)

Ce prince, élevé auprès de son père et dans une obéissance servile, ne gouverna jamais par lui-même. Retenu par les barrières de l'étiquette dans l'enceinte de son palais tant qu'il fut sur le trône, il ne vit que par les yeux de ses ministres et n'agit que par leur entremise. Le duc de Lerme, qui tint pendant vingt ans les rênes de l'État, ne laissa guère à Philippe que les insignes de la royauté : il garda pour lui le pouvoir; mais ses talents n'égalaient pas son ambition; il laissa démembrer pièce à pièce la monarchie de Charles-Quint. Sous sa domination, le Portugal perd successivement ses glorieuses conquêtes au-delà des mers; les Perses menacent ses possessions dans le golfe Persique; le Mogol chasse ses soldats de la

(1) Laclède, pag. 277 et suivantes, tom. 6. Édition Fortia-d'Urban.

(1) En Espagne Philippe III.

MCD 2019

plupart des provinces de l'Indostan, où ils s'étaient établis; les Anglais lui enlèvent Ormuz, tandis que les Hollandais se saisissent de Malaca, de Ceylan et des îles de la Sonde. En Europe, le royaume fondé par Henriquez, déchu de sa gloire, est voué à l'oppression et à la misère, car les ministres espagnols ne cessent de l'épuiser, autant pour satisfaire leur rapacité que pour rester fidèles au plan de politique légué par Philippe II à son fils. Dans un écrit qu'il lui adressa en 1598, il lui recommande « de s'assurer des » Portugais en leur accordant d'abord tous » les priviléges et toutes les grâces qu'ils de- » manderont. Aussitôt que le royaume sera » tranquille, et lorsque les peuples seront » accoutumés à la domination espagnole, on » commencera par attaquer leurs priviléges » en leur donnant de temps en temps, sous » divers prétextes, des magistrats espa- » gnols pour les y accoutumer insensible- » ment. On ne doit jamais perdre de vue le » duc de Bragance, ni cesser d'éclairer de » près toutes ses démarches. On peut avoir » pour lui de grands égards; mais il faut » l'écarter de toutes les dignités de l'État, » et ne lui en accorder jamais qu'en Espa- » gne, en attendant qu'il se présente une » occasion de l'opprimer avec toute sa fa- » mille. Il est bon d'éloigner toute la no- » blesse, et de l'envoyer servir dans des » postes honorables en Flandre, en Alle- » magne et en Italie. S'il survenait quelques » différends entre les grands d'Espagne et le » Portugal, il serait important de favoriser » ces derniers, et de donner en même temps » les principales charges du royaume à ceux » qui paraîtraient les plus dévoués à la cour » de Madrid, afin d'attirer les autres par » l'espoir des récompenses. Lorsqu'on n'aura » plus rien à craindre de la part des grands, » de la noblesse et du peuple, on ôtera aux » Portugais toutes les charges, soit ecclé- » siastiques, soit séculières, pour les donner » aux Castillans, et l'on ne gouvernera plus » le Portugal que sur le pied des autres pro- » vinces qui composent la monarchie espa- » gnole (1). » Le jeune monarque suivit de point en point ce thème machiavélique, qui, appliqué graduellement, acheva la ruine du Portugal, livré en proie au mauvais vouloir, au despotisme et à l'avarice des agents espagnols. Comme le gouvernement résidait à Madrid, il ne pouvait connaître les abus, et réprimer les excès qui outrepassaient son intention de dégrader et d'appauvrir le pays. L'acte en vertu duquel s'était opérée l'union du Portugal à l'Espagne stipulait que le roi se partagerait entre Lisbonne et Madrid; Philippe éluda, durant presque tout son règne, l'accomplissement de cet article. Cependant il se décida à visiter Lisbonne dans l'année 1619 : toutes les classes s'efforcèrent à l'envi de montrer le plus vif empressement à fêter leur monarque. A son arrivée dans la capitale, on vit le Tage couvert de navires et de chaloupes auxquels on avait donné la forme de monstres marins : tous ces bâtiments voltigeaient autour de la galère royale, qui était décorée avec le luxe le plus somptueux. Quand le prince débarqua pour se rendre à son palais, il fut salué par les acclamations d'une foule immense qui remplissait toutes les rues sur son passage. Il fut si charmé des témoignages d'allégresse et de respect des Portugais, qu'il s'écria : « Je ne me suis jamais mieux senti roi que » depuis que je suis à Lisbonne! » Et, dans l'effusion de sa reconnaissance, il voulut que Lisbonne prît le nom de Félicité de Philippe. Au reste, le voyage du monarque avait été déterminé par l'influence du duc d'Uceda, qui voulut discréditer aux yeux du souverain l'administration du ministre principal. Ce ministre était le duc de Lerme, père de d'Uceda; mais on sait que l'ambition ne respecte, pour arriver à son but, ni les liens du sang ni ceux de la reconnaissance. Cependant l'enthousiasme que montrèrent les seigneurs portugais alarma le jeune favori, et il ramena son maître à Madrid dès que Philippe eut congédié les états du royaume, qu'il avait convoqués pour faire prêter au prince son fils le serment de fidélité. Il mourut en 1621, à l'âge de quarante-trois ans, après avoir végété sur le trône vingt-trois années (1).

(1) Laclède, tom. VII, pag. 3051 et 3052, édit. Fortia d'Urban.

(1) Laclède, pag. 3047 et 3048, tom. VII édit. Fortia d'Urban.

MCD 2019

PHILIPPE III (1).

(DE 1621 A 1648.)

Le nouveau souverain, à l'exemple de son père, abandonna l'exercice entier de son pouvoir au comte d'Olivarès, qui régna sous le nom du monarque, car on ne peut qualifier autrement l'autorité dont il jouit durant plus de vingt années. Il suivit, relativement au Portugal, le plan de politique imaginé par le fils de Charles-Quint (2), et que le duc de Lerme avait pratiqué scrupuleusement tant qu'il tint les rênes du gouvernement sous le faible Philippe III, jusqu'à l'époque de la glorieuse révolution qui fit rentrer le Portugal dans son indépendance. Ce pays était de plus en plus abandonné à la tyrannie castillane, qui s'étudiait à précipiter la ruine du royaume pour amener l'extinction du nom Portugais. Le tableau que nous allons tracer de l'administration d'Olivarès convaincra nos lecteurs que la révolte était le seul moyen qui pût guérir les maux infligés à la patrie par le despotisme insensé de la cour d'Espagne.

En effet, toutes les promesses faites à l'avènement de Philippe II étaient demeurées sans exécution. Lisbonne, au lieu de jouir des avantages d'une capitale, centre du gouvernement, n'était plus qu'une ville ordinaire, car il fallait solliciter à Madrid toutes les grâces, tous les emplois, et jusqu'aux arrêts de la justice. Au terme du pacte d'union qui avait joint les deux royaumes, les états-généraux devaient être convoqués à des époques assez rapprochées, on ne les rassembla que trois fois dans l'espace de soixante ans. Les rois d'Espagne avaient encore pris l'engagement de résider à Lisbonne presque autant qu'à l'Escurial; mais dans l'espace de plus d'un demi-siècle, il ne firent que de courtes apparitions dans cette cité, et leur absence conduisit à supprimer toutes les charges qui se rattachaient à la maison et à la personne royale. Contrairement encore au traité qui avait donné le trône aux rois catholiques, le cabinet de Madrid créa vice-rois des princes étrangers, tandis que cette haute dignité n'aurait dû appartenir qu'à des Portugais. Le conseil d'état se remplit aussi d'Espagnols, qui dictèrent toutes les résolutions et tous les actes émanés de ce corps. Les emplois judiciaires et financiers, les offices militaires et civils, étaient livrés de préférence à des aventuriers de toutes les nations, ou vendus à qui en offrait le prix le plus élevé. En un mot, l'organisation intérieure du Portugal changea complètement, ses ressorts furent brisés ou remplacés par d'autres, qui ne pouvaient se mouvoir que par l'impulsion de la cour d'Espagne. La liberté du commerce fut entravée par des taxes oppressives, le vin et la viande chargés de nouveaux impôts, dont le produit paya les dépenses faites pour embellir le Buen-Retiro, l'un des palais royaux qui décoraient les environs de Madrid. La source la plus abondante des revenus du Portugal venait des Indes. Mais en 1609, le gouvernement espagnol, ayant signé une trève avec les Hollandais, n'y comprit pas les vastes possessions conquises en Orient par les armes d'Emmanuel, il en résulta que les vaisseaux portugais étaient enlevés par une foule de corsaires sortis des ports de la Hollande, et le pays, ruiné en Europe par les exactions de ses maîtres, ne recevait presque plus rien des royaumes de l'Asie et de l'Afrique, où flottait son pavillon. Non-seulement les places fortes en Portugal n'étaient point reparées, mais encore on les désarmait et l'on vidait les arsenaux, pour transporter en Espagne l'artillerie et les armes qui s'y trouvaient. Si la multitude était condamnée à la misère, les classes supérieures n'étaient pas plus ménagées : on attaquait leur fortune, en même temps que leurs droits. Il avait été stipulé qu'on ne solliciterait aucune bulle du pape pour taxer les bénéfices; mais Olivarès fit revivre des droits anciens qui grevèrent les revenus du clergé. Il prétendit n'avoir point violé la convention faite avec l'église, puisqu'il n'avait sollicité aucune bulle de la cour de Rome. Quant aux nobles, outre qu'ils

(1) Philippe IV en Espagne,
(2) Philipoe II-

MCD 2019

étaient écartés de tous les emplois de quelque importance, ils étaient contraints d'aller servir en Espagne, en Italie, et dans toutes les contrées où les Castillans faisaient la guerre. Les plus riches héritières étaient forcées de prendre pour époux des Espagnols dénués de fortune, et qui n'avaient d'autre mérite que leur dévouement au ministre de Philippe. Ce dernier, à qui tous les moyens étaient bons pour se procurer de l'argent, ne craignit pas de s'emparer des revenus consacrés aux rachats des esclaves, à l'entretien des enfants trouvés, et il se saisit même des biens des orphelins. Des excès si odieux et si révoltants n'étaient encore que des préludes, car Olivarès s'apprêtait à porter des coups encore plus décisifs à l'indépendance de la nation, et il préparait ce résultat en ordonnant que tous les procès où des Portugais étaient mêlés seraient à l'avenir jugés par les tribunaux de Castille, tandis que les juges portugais ne pourraient prononcer dans les affaires où figuraient des Espagnols. Comme il n'éprouvait aucune résistance, Olivarès crut pouvoir lever le masque : il fit venir à Madrid les principaux chefs du clergé et de la noblesse, et leur proposa de consentir à confondre le Portugal avec la Castille, qui ne formeraient plus qu'un seul coyaume. Les prélats et les seigneurs répondirent que les états-généraux avaient seuls le droit de trancher une question si importante. Olivarès comprit que cet argument n'était qu'une défaite, et, n'osant maltraiter ouvertement les membres du clergé, il fit tomber sa colère sur les seigneurs portugais ; il les fit arrêter, et ceux-ci achetèrent leur élargissement en fournissant des sommes considérables pour lever des soldats, qui furent envoyés en Catalogne, où les habitants s'étaient révoltés contre Philippe.

Mais pour exécuter le plan qu'il avait conçu d'anéantir la puissance et le nom des Portugais, Olivarès avait besoin d'agents dévoués : il les rencontra sans peine, et fit choix de deux Portugais, Soarès et Vasconcellos, qui se chargèrent sans scrupule de consommer la ruine de leur patrie. Le premier obtint la charge de secrétaire d'état du Portugal, quoiqu'il fît sa résidence à Madrid, et le second fut nommé secretaire du conseil des dépêches à Lisbonne : il devait rendre compte à Soarès de tout ce qui se passait dans cette capitale et dans les provinces, et Soarès au ministre espagnol. Ces deux hommes, unis par les liens du sang (1) et par une communauté de vices, travaillaient avec le même zèle à appesantir le joug qui pesait sur le Portugal, alors gouverné en apparence par la duchesse de Mantoue, proche parente du roi catholique ; mais Vasconcellos tenait seul le pouvoir, dont il abusait avec une insolence qui n'épargnait pas même la vice-reine, forcée d'obéir à toutes les exigences de son conseiller, et de condescendre à tous ses caprices. Cependant Olivarès, avant d'effacer le Portugal du rang des nations, voulut s'assurer d'un personnage que sa naissance et ses richesses plaçaient au-dessus de tous ses compatriotes, et qui, à ce double titre, pouvait offrir un chef à la révolte; ce personnage était dom Juan, duc de Bragance et petit-fils du prince de ce nom, dont la neutralité maladroite et honteuse avait permis à Philippe II de se saisir de la couronne. Héritier des biens immenses de son grand-père, dom Juan avait aussi retenu son caractère timide et irrésolu ; doué de toutes les vertus privées, c'était l'époux et le père le plus tendre, le maître le plus généreux. Il semblait n'avoir d'autre ambition que de passer sa vie au sein du repos et des plaisirs, apanages de la richesse. Toutefois cette absence d'énergie et d'ambition convenait à sa fortune présente, et lui permit d'échapper à la persécution. Olivarès n'osa pendant long-temps sévir contre un prince inoffensif, et dont la conduite ne donnait aucune prise au despotisme soupçonneux de la cour d'Espagne. Mais quand il eut pris la résolution d'abaisser le Portugal au rang d'une province, il songea à se défaire par la force ou par la ruse du duc de Bragance, qui lui semblait trop grand pour n'être plus qu'un simple sujet. Il chercha donc les moyens de s'emparer de la personne du duc en le faisant sortir du Portugal. Il lui offrit d'abord la vice-royauté de Milan, puis, sur

(1) Vasconcellos avait épousé la fille de Soarès.

MCD 2019

le refus du prince, il le pressa de se rendre à Madrid, pour accompagner le monarque dans un voyage qu'il devait faire. Le duc de Bragance déclina cet honneur, en alléguant l'état de ses affaires qui ne lui permettaient pas en ce moment de faire les dépenses que devait entraîner sa présence à la suite du souverain. Tandis qu'il inventait ce prétexte pour demeurer en Portugal, l'intendant de sa maison, nommé Juan Pinto Ribeyro, tenait des conférences à Lisbonne avec les chefs de la noblesse, qui avaient résolu de tout risquer pour briser le joug des Espagnols. L'une de ces assemblées eut lieu le 12 octobre 1640, dans le jardin d'Antoine d'Almada : Pinto fit aux assistants une peinture énergique de la dégradation du Portugal, et conclut en proposant de députer auprès du duc de Bragance, pour le supplier de se mettre à la tête de la conjuration. Pierre de Mendoze fut chargé de cette mission, et se rendit à Villaviciosa, résidence du duc, qui n'osa répondre sans avoir consulté son secrétaire Paës Viégas et la duchesse son épouse. Tous deux furent d'avis d'accepter le trône ; « Car, » lui dit la duchesse, « il vaut » mieux mourir avec une couronne, que de » vivre paisible et dans l'esclavage; d'ailleurs, » un tel abaissement ne vous sauverait pas. » Olivarès a juré votre perte, prévenez-la » en acceptant sans différer le pouvoir su- » prême. » Le duc de Bragance adopta cette généreuse résolution, et Pinto recourut à tous les moyens pour échauffer l'esprit de la multitude et la préparer à prendre les armes. Il mit dans la confidence de son projet deux riches bourgeois, qui se chargèrent de semer la révolte dans tous les cœurs, par leurs discours et leurs exhortations. Pinto sut encore s'appuyer du crédit d'un moine, pour enrôler dans la conjuration les magistrats de Lisbonne et les chefs des métiers. L'archevêque de cette capitale entra lui-même dans le complot, ainsi que les membres du saint-office. En un mot, toutes les classes s'étaient ralliées pour concourir au même but, celui de l'expulsion des Espagnols.

Sur ces entrefaites, Olivarès dépêcha un courrier au duc de Bragance pour lui ordonner impérativement de se rendre à Madrid. Ce même courrier était porteur d'une ordonnance de dix mille ducats au profit du duc, afin qu'il pût se mettre en route sur-le-champ. Ce dernier fit ostensiblement tous les préparatifs de son départ, et envoya par avance une partie de ses équipages, qu'il devait suivre quelques jours après. Un incident fortuit hâta l'explosion de la révolte; elle devait avoir lieu le 1er décembre 1640; mais la veille de ce grand jour, Vasconcellos ayant traversé le Tage, les conjurés se persuadèrent qu'il avait pénétré le mystère du complot et qu'il allait chercher des troupes pour les amener dans Lisbonne. Mais le secrétaire, malgré sa vigilance, n'avait aucun soupçon, il était sorti du palais pour assister à une fête. Enfin, à la pointe du jour, les principaux conjurés se rendent à pied ou en litière chez les chefs désignés pour diriger l'attaque; ils s'arment et forment quatre troupes, attendant avec impatience le signal qui devait être donné par Pinto. A huit heures du matin, celui-ci tire un coup de pistolet, et chacune des bandes court au poste qui lui est désigné. Dom Michel d'Almeïda se précipite sur les soldats castillans chargés de la garde du palais, qui sont renversés et forcés de se rendre; au même instant la garde allemande était surprise et désarmée par d'autres assaillants. Alors Pinto, suivi des principaux conjurés, vole à l'appartement de Vasconcellos, il rencontre dom François d'Albergaria, chargé de la police de cette ville. Celui-ci voulut interposer son autorité pour dissiper le tumulte : entendant crier : *Vive le duc de Bragance!* il cria à son tour : *Vive Philippe IV, roi d'Espagne et de Portugal!* mais un coup de pistolet le jeta mort. L'un des conjurés, dom Antoine de Menesez, ayant trouvé sur son passage Corréa, premier commis de Vasconcellos, le poignarda. Déjà les conjurés se disposaient à briser la porte du logement de Vasconcellos, quand ils furent arrêtés par un capitaine d'infanterie qui sortait de l'audience du secrétaire : il mit l'épée à la main, mais, accablé par le nombre, il se précipita par une fenêtre, et, quoique blessé dans sa chute, il parvint à sauver sa vie. Effrayé du tumulte et du bruit des armes, Vasconcellos

MCD 2019

se cacha précipitamment dans une armoire pratiquée dans le mur. A peine s'était-il blotti dans cet asile, que ceux qui le cherchaient arrivent en foule et bouleversent tous les meubles pour trouver leur proie; ils désespéraient déjà de s'en saisir; mais une vieille servante se trouvait dans l'appartement : à la vue de la mort dont ils la menacèrent, elle indiqua d'un geste le lieu où son maître s'était caché. On brise l'armoire : Vasconcellos, frappé d'une balle et percé de plusieurs coups d'épée, est jeté dans la cour du palais par ses meurtriers, aux cris de *Vive la liberté et dom Juan, roi de Portugal!* La multitude se précipita sur le cadavre du secrétaire, le dépouilla de ses vêtements et le traîna dans toutes les rues de Lisbonne. Enfin, dom Gaston de Coutigno enleva ces tristes restes, et les fit ensevelir à la hâte.

Tandis que Vasconcellos expiait ses fautes par un trépas sanglant, dom Michel d'Almeïda, à la tête d'une troupe déterminée, s'était rendu chez la vice-reine, qui se disposait à sortir pour apaiser le peuple par sa présence. Il la retint respectueusement en lui disant que le Portugal ne reconnaissait plus désormais d'autre roi que le duc de Bragance. Comme la princesse insistait pour s'ouvrir un passage, dom Carlos de Noronha la conjura de rester, car le peuple, dans sa fureur, pourrait manquer au respect qui lui était dû. « Eh ! que peut me faire ce peuple?» dit-elle avec hauteur. « Rien autre chose, » s'écria Noronha, « que de jeter votre altesse » par la fenêtre. » L'archevêque de Braga était à côté de la vice-reine; indigné de cette brusque répartie, il se précipita sur l'épée d'un soldat pour en percer Noronha; mais d'Almeïda se jetant au-devant de lui, le conjura de se retirer; ce qu'il fit, ainsi que la duchesse de Mantoue. Cependant tous les Espagnols qui se trouvaient dans Lisbonne furent arrêtés, et ne cherchèrent pas même à se défendre, glacés d'étonnement et d'effroi. Mais la citadelle renfermait une garnison castillane, qui pouvait causer à la ville de grands dommages : sur-le-champ d'Almada alla trouver la vice-reine; elle refusa d'abord de délivrer l'ordre de remettre la place; mais céda bientôt aux menaces de d'Almada, qui fit serment d'égorger tous les Espagnols arrêtés dans cette journée. Le gouverneur, dom Louis del Campo, rendit sur-le-champ à la citadelle, et son exemple fut suivi par ceux qui commandaient dans les forts de Belem, de Cabeça-Seca et de Saint-Antoine Cette victoire, qui replaçait le Portugal au rang des nations, fut l'ouvrage de quelques heures. Dans la même journée, dom Rodrigue d'Acuna, archevêque de Lisbonne, se rendit en pompe à la cathédrale pour rendre grâce à Dieu, puis il se mit en chemin pour aller au palais, où il était mandé par les chefs de la conjuration, qui voulaient lui confier les rênes de l'État. Lorsqu'il passa devant l'église de Saint-Antoine de Padoue, le prélat s'arrêta tout-à-coup, frappé d'une vision miraculeuse. En effet il vit ou crut voir, ainsi que tous les assistants, le Christ détacher un de ses bras et l'étendre, comme s'il donnait sa bénédiction à tout le peuple. Ce miracle, accueilli avec enthousiasme par la multitude, persuada à tous les esprits que Dieu venait de manifester son adhésion à la révolution qui venait de s'accomplir. Le premier soin de l'archevêque fut d'expédier des courriers dans les provinces, et de briser les fers des Portugais que les Espagnols tenaient sous les verroux. Pinto se chargea de prévenir son maître de l'heureux succès du complot. Dom Pèdre de Mendoce et Georges de Melo arrivèrent à Villaviciosa, et le duc partit aussitôt pour Lisbonne. Il y entra le 8 décembre 1640, au milieu des transports d'allégresse de toute la population, dont la joie se signala par des cris, des danses et des réjouissances de toute espèce. Bref, le duc de Bragance fut reconnu roi sous le nom de Juan IV, non-seulement dans la capitale, mais encore dans tout le reste du royaume. Partout les chefs et les soldats espagnols, frappés de stupeur et d'étonnement, mirent bas les armes, et, six semaines après son avènement, le nouveau monarque régnait, comme ses ancêtres, sur tout le Portugal. Les colonies obéirent à l'impulsion donnée par la métropole. Il ne resta aux Castillans, de tous ces vastes pays attachés au sort du Portugal, que la ville de Ceuta. Ce royaume

MCD 2019

avait gémi soixante ans sous un régime étranger, durant lequel il avait perdu ses flottes, son commerce, ses institutions; il ne lui restait plus que sa nationalité, qui aurait disparu bientôt, s'il ne l'eût reconquise, en se révoltant contre ses maîtres, par un coup de main où il entra plus d'audace que de prudence. En effet, Vasconcellos aurait eu le temps de se réfugier dans la citadelle et serait demeuré maître de la capitale, car le peuple ne prit part au combat qu'à la vue du cadavre du ministre oppresseur de son pays. Toutefois, une sourde fermentation bouillonnait dans tous les esprits, et l'on peut assurer que, si l'œuvre ourdie par Pinto eût échoué, l'indignation publique aurait éclaté tôt ou tard, et la nation serait rentrée dans ses droits.

JUAN IV.

(1640 à 1656.)

Dès qu'il eût saisi le pouvoir, dom Juan se hâta d'accomplir la cérémonie de son couronnement, pour attacher le peuple à sa personne par un lien religieux, puis il convoqua les états, qui s'ouvrirent le 28 janvier 1641. Dans cette assemblée, le prince Théodose, fils aîné du roi, fut reconnu pour son successeur au trône, puis le monarque déclara que les biens personnels de sa maison lui semblaient suffisants pour soutenir la majesté du rang suprême, et qu'il consacrait les revenus du domaine royal aux dépenses publiques. Ainsi, le grand changement qui venait d'avoir lieu fut d'autant plus agréable au peuple, que les impôts, au lieu d'éprouver une augmentation, comme il arrive toujours le lendemain d'une révolution, furent même diminués. La plupart des puissances de l'Europe reconnurent le nouveau prince; car l'Espagne, dont la puissance gigantesque s'affaissait de jour en jour, menaçait encore l'indépendance des autres nations. Quand il apprit ce qui venait de se passer à Lisbonne et dans les provinces, le comte-duc (1), songea d'abord à l'annoncer à son maître, en déguisant adroitement toute la gravité de ce soulèvement. L'indolent Philippe prit au sérieux l'insidieuse communication que lui fit Olivarès. mais en vain ce ministre tenta de reprendre par la force ou par l'intrigue ce qu'il venait de perdre si inopinément. Il assembla une armée qu'il mit sous les ordres de son beau-frère, le comte de Monterei. Ce général subit un échec; et les Espagnols, qui soutenaient alors la guerre contre une des provinces de l'empire, la Catalogne, et contre les Hollandais, se trouvaient hors d'état de soutenir la lutte avec vigueur. Olivarès résolut alors de recourir à la trahison. Si le duc de Bragance avait obtenu la couronne par l'assentiment unanime de toutes les classes, quelques personnages, surtout parmi les chefs de la noblesse, voyaient avec des regards d'envie son élévation, entre autres le marquis de Villa-Réal, qui avait aspiré lui-même au trône. Il se laissa donc aisément entraîner par l'archevêque de Braga, dévoué à la cour d'Espagne. On se rappelle que ce prélat s'était opposé ouvertement à la révolution qui avait fait rentrer le Portugal dans son indépendance: après avoir engagé dans le complot Villa-Réal et le duc de Caminha, fils de ce prince, ainsi qu'un certain nombre d'hommes du plus haut rang, dont l'ambition n'avait pu être assouvie par le nouveau roi, il jeta les yeux sur un juif converti, nommé Pierre Baëse, qui exerçait la profession de joaillier. Cet homme avait acquis, dans son commerce, d'immenses richesses, et entretenait des relations avec les plus grands seigneurs du Portugal et de l'Espagne. Sa fortune, basée sur un immense crédit, lui permettait de rendre des services au gouvernement, et il avait prêté de grosses sommes à Laurent Pirez, trésorier de la guerre. Pirez, à l'instigation de Baëse, entra dans la conjuration, qui avait pour but d'introduire des soldats espagnols dans Lisbonne, de poignarder le roi et de se saisir de la personne de la reine et de ses enfants. L'archevêque de Braga et le grand-inquisiteur se chargeaient d'apaiser le peuple en traversant la ville au moment de l'exécution, entourés de leur clergé portant tous les insignes de la reli-

(1) Olivares, qui portait ce double titre.

MCD 2019

gion. Baëse avait eu jadis des rapports personnels avec Olivarès, et ouvrit avec lui une correspondance secrète. Ce fut, dit-on, cette correspondance qui, ayant été saisie par le marquis d'Ajamonte, gouverneur d'une place située sur la frontière, dénonça le plan et les noms des conjurés. D'autres historiens affirment, au contraire, que l'archevêque ayant révélé son projet au comte de Vimioso, qui venait de subir une disgrâce, celui-ci alla tout raconter au monarque. Quoi qu'il en soit, armé de preuves décisives, puisqu'elles émanaient de la main des coupables, dom Juan, prit les mesures suivantes pour déjouer la trame ourdie contre sa vie et son pouvoir : il fit remettre à ses partisans les plus dévoués des billets cachetés, avec ordre de les ouvrir à une certaine heure, et d'exécuter ponctuellement ce qu'ils renfermaient. Il fit entrer dans Lisbonne des troupes cantonnées autour de la ville, puis il annonça qu'il présiderait son conseil le même jour. L'archevêque de Braga et le marquis de Villa-Réal en faisaient partie. Ils se rendent au palais et sont arrêtés, tandis qu'à la même heure, quarante-sept personnes, impliquées dans la conspiration, étaient saisies par ceux qui avaient reçu les billets dont nous avons parlé. Tous les accusés furent livrés à la justice ordinaire. Baëse, présenté à la question, fit les aveux les plus étendus, ainsi que l'archevêque et le grand-inquisiteur, auxquels on épargna les tourments réservés à leurs complices; ils furent condamnés à une prison perpétuelle. Le marquis de Villa-Réal, son fils, le duc de Caminha, le comte d'Armamar et dom Augustin Emmanuel, confident de l'archevêque, eurent la gorge coupée par la main du bourreau. Quant à Pierre Baëse et à quelques autres conjurés obscurs, ils subirent le supplice de l'écartellement.

Cette affaire, dont les conséquences auraient pu être si graves, puisqu'elles auraient mis en péril l'existence du monarque et la stabilité du nouvel ordre de choses, fut favorable à dom Juan, car elle le débarrassa de ses ennemis les plus redoutables, puisqu'ils cachaient leur haine, et elle enrichit son trésor avec les biens des conspirateurs, qui servirent à payer en partie les frais de la guerre. La découverte de ce complot n'empêcha pas cependant Olivarès de soudoyer un autre assassin, nommé Dominique Leyte. Gagné par l'or de l'Espagne il devait tuer le roi; mais il fut prévenu avant l'exécution de son crime, et puni du dernier supplice [1645]. Nous avons vu que les principaux monarques avaient admis dans la famille des rois, Juan IV; mais ce fut en vain que le monarque portugais tenta de se faire reconnaître par le souverain pontife. Urbain VIII occupait alors le trône de Saint-Pierre. Placé sous le joug des Espagnols, maîtres de la plus grande partie de l'Italie, le pape n'osa pas donner audience à l'évêque de Lamego, envoyé du Portugal. Le prélat fut même en danger d'être assassiné par les ordres de l'ambassadeur castillan; il se vit enfin obligé de quitter Rome sans avoir pu réussir dans sa mission. Les limites étroites qui nous sont imposées nous font un devoir de ne rapporter que des faits dignes, par leur importance, d'intéresser nos lecteurs. Nous passerons donc sous silence les détails de la guerre allumée entre les Portugais et les Espagnols. Cette guerre ne fut signalée, des deux côtés, que par des escarmouches et des coups de main, qui promettaient seulement d'éterniser la lutte. Mais, si dom Juan avait peu de choses à craindre du roi catholique, il était tourmenté par l'ambition impatiente de son fils Théodose. Ce prince, brûlant de se signaler sur les champs de bataille, partit de la cour, sans la permission du roi, pour se rendre à l'armée. Cette démarche offensa vivement le monarque, et Théodose, rappelé à Lisbonne, demeura à la cour privé désormais de toute participation aux affaires de l'État [1651]. Las d'une oisiveté qui fatiguait son orgueil et pesait à sa fierté, l'infant, en proie à la mélancolie, dépérit lentement, et mourut enfin le 15 mai 1653; il n'avait pas encore vingt ans. Cette perte affligea vivement toute la nation, car s'il laissait un frère pour le remplacer, celui-ci était d'une faible santé; on disait même que son esprit n'était guère plus sain que sa personne. Heureux dans toutes ses entreprises, dom Juan perdit dans l'Inde un des plus beaux fleurons de sa

MCD 2019

couronne; les Hollandais s'emparèrent de l'île de Ceylan. Ils avaient aussi fait les plus grands efforts pour arracher le Brésil aux Portugais; mais, après une lutte aussi longue qu'acharnée, ils finirent par être expulsés de ce pays. Quoiqu'il n'eût pas atteint l'époque de la vieillesse, la santé du roi éprouvait des dérangements qui le conduisirent, en quelques mois, au tombeau. Il expira le 6 novembre 1656, à l'âge de cinquante-deux ans, après en avoir passé seize sur le trône. L'histoire lui a décerné le titre d'*Heureux*, et l'examen de son règne démontre qu'il eut en effet plus de bonheur que de talent. Ce fut, en un mot, un prince médiocre, qui ne parvint au pouvoir suprême qu'entraîné par l'impulsion de ceux qui l'entouraient; et, s'il demeura sur le trône, c'est qu'il eut pour adversaire un autre monarque, Philippe IV, qui ne lui opposa que des généraux courtisans et des soldats sans discipline. Toutefois, dom Juan possédait une qualité secondaire, mais indispensable, le bon sens, qui, dans le cours ordinaire des choses, suffit pour bien diriger la fortune des peuples comme celle des particuliers (1).

ALPHONSE VI.

(DE 1656 A 1667.)

Dom Juan laissait deux fils : héritier du trône, Alphonse, l'aîné, n'avait encore que treize ans, et la reine-douairière, Louise de Guzman, déclarée tutrice du jeune prince, fut chargée du gouvernement. On ne pouvait faire un meilleur choix, car cette princesse unissait, aux qualités de son sexe, d'autres vertus qui lui appartiennent rarement. La fermeté de son âme s'était déjà montrée dans plus d'une occasion; entre autres, à l'époque où la couronne fut offerte à son époux : ce fut elle qui le décida à se jeter tête baissée dans une entreprise qui présentait les chances les plus périlleuses, car si dom Juan ne montait pas au trône, il montait à l'échafaud. Toutefois l'ambition des grands s'éveilla à l'aspect d'une minorité qui semblait leur promettre une ample moisson d'honneurs et de richesses, car ils avaient conçu l'espoir de partager l'autorité avec celle qui en était la dépositaire. Mais la régente sut la conserver intacte et la retenir dans ses mains. Elle donna sa confiance à deux hommes qu'elle en jugeait dignes, et qui justifièrent son espérance : ces deux personnages étaient le comte d'Odemira, gouverneur du jeune roi, et dom Antoine de Menezes, comte de Castanhède. Le premier soin de la reine fut d'imprimer une nouvelle vigueur à la guerre contre l'Espagne, qui durait depuis long-temps, sans autre résultat que de ruiner les finances des deux pays. Le comte de Castanhède obtint quelques succès contre les Castillans; il gagna la bataille d'Elvas. Toutefois le long esclavage subi par la nation sous le sceptre des successeurs de Charles-Quint avait désappris aux Portugais le grand art de la guerre, et la reine crut devoir engager à son service des officiers étrangers. L'un d'eux, le comte de Schomberg, envoyé par le cardinal Mazarin, fut mis à la tête de l'armée (1), et la victoire de Monte-Claros, due à son habileté, affermit pour jamais sur le trône la maison de Bragance. La reine marqua la fin de sa régence en mariant sa fille Catherine à Charles II, à qui l'Angleterre venait de rendre la couronne, après l'avoir enlevée avec la vie à son père. Après la conclusion de cet hymen [1662], la régente se vit contrainte de remettre les rênes du gouvernement aux mains inexpérimentées de son fils Alphonse. Ce jeune prince, aussi faible d'esprit que de corps, n'était nullement préparé à soutenir le fardeau du pouvoir suprême. Jusqu'alors il n'avait montré que des penchants indignes de sa haute position. C'est ainsi que, lorsqu'il était encore sous la discipline de son gouverneur, il se plaisait à se battre à coups de poing ou à se livrer à l'exercice de la fronde avec une troupe des enfants du peuple dont il avait fait ses compagnons.

(1) Voyez, sur ce règne, Laclède, tom. VIII, édition Fortia d'Urban.

(1) Il n'avait toutefois que le second rang, car le premier appartenait au comte de Castanhède, qui, en récompense de sa victoire à Elvas, avait été créé marquis de Marialva.

MCD 2019

Quand il eut atteint l'âge de seize ans, entouré d'une bande de mauvais sujets, à la tête desquels figuraient deux Piémontais, les freres Conti, il courait, durant la nuit, les rues de Lisbonne et se livrait aux violences les plus condamnables envers les hommes et les femmes qui se rencontraient sur son passage; il maltraitait et dépouillait les uns et insultait les autres. De pareils excès mirent en danger, dans plus d'une occasion, la vie du jeune roi, qui ne voulut pas renoncer à des habitudes aussi honteuses que criminelles; il repoussait avec humeur les prières de la reine et les remontrances de ses officiers. Dès qu'il eut pris les rênes du gouvernement, il songea d'abord à donner des marques de sa faveur à son favori, Antoine Conti; il le créa gentilhomme de sa maison, chevalier du Christ, et l'attacha à sa personne par l'office de chambellan. Il le logea en outre dans un appartement qui communiquait avec le sien, et gratifia d'un archidiaconat le frère de Conti. La mère-reine du monarque, pour détruire l'influence pernicieuse d'un étranger corrupteur du prince, résolut de recourir à la violence, et chargea le duc de Cadaval d'enlever Conti, tandis que le roi assistait au conseil des dépêches. Arrêté dans le palais même par le grand prévôt, le favori fut conduit à bord d'un vaisseau prêt à faire voile pour le Brésil. Le roi apprit avec indignation ce qui venait de se passer; mais il dissimula son ressentiment, pour ôter à la régente tout soupçon qu'il eût le projet de se venger; puis quelques jours après, accompagné du comte de Castel-Melhor, il se rendit secrètement à Alcantara, et fit signifier à sa mère qu'il allait prendre possession du gouvernement. Celle-ci n'osa pas résister, et résigna en présence d'une nombreuse assemblée le pouvoir suprême à son fils, elle annonça qu'elle allait se retirer dans un couvent; mais l'amour du commandement n'était pas éteint dans son âme : aussi, usant de prétextes renouvelés sans cesse, elle continua de demeurer à la cour, afin de guetter les occasions qui se présenteraient pour contraindre le roi de lui restituer, ou du moins de partager avec elle l'autorité. En attendant, elle prit soin d'opposer son second fils, dom Pèdre, au jeune monarque; elle avait toujours montré pour l'infant une prédilection qu'il justifiait par la réunion de toutes les qualités qui manquaient au roi.

Une lutte était donc ouverte entre les deux frères; lutte cachée, mais dont les premiers symptômes ne pouvaient manquer d'éclater bientôt. En effet, les courtisans étaient divisés en deux partis : les uns soutenaient la reine douairière et dom Pèdre, les autres se ralliaient au roi. Celui-ci, depuis l'exil forcé de son favori, se laissait gouverner par le comte de Castel-Melhor, qui ne tarda pas à hériter des dépouilles et de l'influence de son prédécesseur : il obtint le même logement. Il se servit de cette circonstance pour entretenir Alphonse à toute heure dans sa haine contre sa mère et son frère, et il excita si vivement ses craintes, que le monarque fit donner ordre à la reine de sortir du palais Forcée d'obéir, cette princesse, alla chercher un asile dans un couvent, auprès de Lisbonne [1663]. Comme il voulait posséder seul la faveur de son maître, Castel-Melhor mit tout en usage pour se défaire du comte d'Atougia et de dom César Menesez, qui partageaient avec lui la confiance du souverain; tous deux furent exilés par ses intrigues. Mais, sur ces entrefaites, Conti, rappelé par les soins de Menesez, revint du Brésil, ainsi que son frère; leur arrivée à Lisbonne, célébrée comme un triomphe au bruit de l'artillerie, au son des trompettes et des fanfares, ne tarda pas à se changer en disgrâce. Castel-Melhor ne voulut pas souffrir qu'ils résidassent auprès du roi, et leur fit défendre de rester à la cour. Néanmoins Antoine Conti trouva moyen de se ménager une entrevue avec Alphonse, qui voulait sur-le-champ le ramener avec lui à Lisbonne; mais Conti ne crut pas devoir accepter cette offre, et se borna à obtenir le rappel de quelques seigneurs partisans de la reine-mère, et qu'il comptait opposer au nouveau favori. Mais ce dernier ayant découvert l'intrigue ourdie contre sa fortune, la déjoua hardiment par un coup d'éclat : il fit arrêter Conti et certains personnages attachés à l'ancienne régente; ils furent mis en jugement comme ayant tenté de dépouiller le roi de son auto-

MCD 2019

rité pour la remettre entre les mains de la reine-mère. Le duc de Cadaval, le comte d'Atougia et dom César de Menesez figuraient au premier rang dans cette conjuration, qui se termina, après une longue enquête, par l'exil des principaux accusés (1). Délivré de Conti, Castel-Melhor eut bientôt à soutenir une lutte plus dangereuse avec l'infant dom Pèdre, dont toutes les actions étaient une satire indirecte de la conduite d'Alphonse. En effet, tandis que le monarque soulevait contre lui l'animadversion publique par des débauches de tous genres, dom Pèdre affichait des mœurs austères, il passait une partie de son temps dans les églises de la capitale, livré à des exercices de piété, et visitait les couvents, afin de se concilier l'attachement du peuple et du clergé. Une rivalité s'établit donc entre le roi et l'infant, qui fit naître à la cour des orages perpétuels; mais ils n'éclatèrent publiquement qu'après la mort de la reine-mère, qui expira au mois de février 1666. Quoique dépouillée du pouvoir et reléguée dans un monastère, cette princesse avait encore conservé un ascendant véritable sur l'esprit de ses deux fils, et qui était suffisant pour enchaîner leur haine mutuelle, et la contenir dans des bornes qu'elle n'osait franchir. Mais quand la reine eut cessé de vivre, Alphonse devint plus ombrageux à l'égard de son frère, et celui-ci plus entreprenant. Sur ces entrefaites, Alphonse avait fait demander la main de mademoiselle d'Aumale, issue de la maison de Lorraine. La nouvelle reine arriva à Lisbonne dans les premiers jours du mois d'août 1666; mais sa présence, au lieu de calmer les inimitiés du monarque et de l'infant, ne fit que les rendre plus vives et plus implacables. On assure que, pleine d'aversion et de mépris pour son époux, elle ne tarda pas à lui préférer son beau-frère, et dirigea toutes les intrigues qui furent ourdies pour enlever à Alphonse sa couronne. Cependant la cour était agitée sans cesse par des querelles entre le roi et l'infant, aigris l'un contre l'autre par les courtisans qui les entouraient. Le comte de Castel-Melhor ne cessait de représenter à son maître que son frère aspirait au trône, et qu'il fallait éclairer soigneusement toutes ses démarches. De son côté, l'infant, soutenu par la reine, éclatait en plaintes amères contre le favori. Fort du crédit qu'il avait su gagner sur toutes les classes, dom Pèdre finit par exiger impérieusement que le comte de Castel-Melhor fût chassé de la cour; le roi refusa de condescendre à cette demande. Mais, au lieu de prendre un parti décisif contre un sujet qui osait intimer des ordres à son souverain, Alphonse essaya de désarmer la colère de l'infant par des lettres auxquelles le prince ne répondit qu'en insistant sur la punition de son adversaire. Après quelque résistance, le roi céda lâchement, et Castel-Melhor alla se renfermer dans un couvent de capucins situé à quelques lieues de Lisbonne. En partant, il eut le soin de laisser auprès d'Alphonse deux hommes qui lui étaient dévoués : c'étaient Manuel Autunez et Antoine Souza de Macedo, secrétaire d'état. Mais de nouvelles altercations s'élevèrent bientôt entre dom Pèdre et ces deux personnages. L'infant, dont les émissaires avaient soulevé le peuple de Lisbonne, se rendit au palais, et, entrant dans la chambre du roi, le força de prononcer le renvoi de Macedo; ce dernier fut sur le point d'être massacré par la populace qui avait envahi la demeure royale. Le roi ayant dit qu'il pardonnait à tout le monde la violence qui lui était faite, le comte de Sabugal lui répondit insolemment : « Qu'on ne voulait point de pardon, » mais de la reconnaissance. — Eh bien ! » ajouta le pauvre prince, « je pardonne et je » remercie, tout ensemble » [1667]. Bref, Macedo et Autunez obtinrent, par grâce, la permission de se retirer secrètement. Ainsi Alphonse se trouva seul à la merci de ses ennemis, n'ayant plus d'autre soutien que lui-même; mais, par malheur, il n'était pas en état de juger tous les périls de sa position, et de les conjurer par sa fermeté.

Cependant il restait encore à dom Pèdre à couronner son œuvre en arrachant au roi le pouvoir suprême, et il se ligua avec la reine pour frapper ce coup décisif. Cette

(1) Vid. Laclède, tome IX, page 337 et suivantes, édition Fortia d'Urban.

MCD 2019

princesse se retira inopinément dans un couvent, d'où elle écrivit au roi la lettre suivante : « J'ai laissé mon pays, ma maison, » mes parents, et j'ai vendu tous mes biens » pour devenir la compagne de Votre Ma» jesté, dans l'espérance que j'aurais le bon» heur de lui plaire. Je vois avec un violent » chagrin que j'ai fait de vains efforts pour » y parvenir. Ainsi donc j'ai résolu, pour la » tranquillité publique et celle de ma con» science, de retourner en France avec nos » vaisseaux de guerre qui sont dans le port. » Je prie Votre Majesté de permettre que » j'exécute mon dessein, et d'ordonner en » même temps qu'on me rende ma dot, » puisque Votre Majesté sait très-bien que » *je ne suis point sa femme*, etc. (1). » Dès qu'il eut reçu cette missive, Alphonse courut au cloître où la reine s'était réfugiée, résolu de la ramener au palais, de gré ou de force; mais l'infant survint, et contraignit son frère de retourner sur ses pas. Dom Pèdre eut ensuite une conférence avec la reine, qui lui confia que son mariage n'avait jamais été consommé, par la faute de son époux. Instruit de cette accusation, le malheureux prince protesta hautement qu'elle était calomnieuse; il en donnait pour preuve ses liaisons avec des femmes de toutes conditions, même des courtisanes, et il affirma qu'il était père d'une fille confiée aux soins du comte de Castel-Melhor, son ancien favori. Mais la mère de cet enfant, gagnée par des présents ou intimidée par des menaces, désavoua la paternité invoquée par Alphonse, et, dans une enquête qui eut lieu pour établir l'impuissance du monarque, le confesseur de la reine fit connaître que cette princesse lui avait avoué que le roi n'avait jamais été en état de remplir ses devoirs d'époux. La reine informa la cour de France de ce qui se passait à Lisbonne, et Louis XIV ordonna à son ambassadeur et au comte de Schomberg, véritable chef de l'armée portugaise, de soutenir la cause de la princesse. Ainsi le malheureux Alphonse n'avait plus d'autre appui que son droit, qui dut céder à la force.

(1) Vid. Laclède, tome III, page 403 et suivantes, édit. Fortia d'Urban.

En effet, l'infant, maître de l'esprit des soldats, appuyé du concours de la noblesse, de celui des magistrats municipaux de Lisbonne et de l'assentiment du peuple de cette capitale, se rendit au palais, bien accompagné, et donna l'ordre d'arrêter le monarque, qui fut confiné dans son appartement. Alphonse, trompé par l'espérance de recouvrer sa liberté, qu'on lui promettait à ce prix, se laissa arracher un acte d'abdication : il consentit encore à signer sa honte, en qualité d'homme, en reconnaissant que son mariage était nul, faute par lui de l'avoir consommé.

Cette seconde déclaration fut obtenue par l'adresse de deux jésuites, dont les arguments captieux triomphèrent de la faiblesse du monarque déchu. En un mot, il paraît constant que les disciples de Loyala jouèrent un rôle important dans cette affaire; introduits alors dans toutes les cours, ils étaient mêlés à toutes les intrigues qui s'ourdissent dans ce séjour; mais ils ne firent que suivre l'exemple déjà donné par d'autres moines, que l'histoire nous dénonce comme ayant influé, en plus d'une occasion, sur la destinée des princes et des peuples. Non moins dévorés d'ambition que les religieux des autres ordres, les jésuites se montrèrent seulement plus hardis et plus habiles [1667]. La conduite de la reine est peut-être la seule qui ne puisse être excusée, car l'accusation qu'elle lança contre son époux semble dénuée de fondement; les excès justement reprochés à Alphonse en sont la preuve. Éprise de dom Pèdre, elle mit tout en œuvre pour assouvir tout à la fois son amour et son ambition. Quant aux moyens dont elle se servit, s'ils répugnent à la délicatesse de nos mœurs, ils ne choquaient pas alors la bienséance. Dans presque toute l'Europe, particulièrement en France, de semblables réclamations, si peu compatibles avec les sentiments de pudeur imposés à la femme, étaient accueillis par la législation, et la reine ne fit qu'user d'un droit, honteux sans doute, mais qui appartenait à son sexe (1). Au reste, ce qui amnistie en

(1) Le congrès n'avait pas encore été aboli en France : on sait qu'il avait pour but d'établir juri-

MCD 2019

quelque sorte la violence criminelle employée contre Alphonse, c'est que ce prince ne possédait ni les sentiments ni les inclinations qui conviennent au rang suprême; tant qu'il fut sur le trône, il s'avilit par la bassesse ou la futilité de ses penchants, et dès qu'il se vit destitué du pouvoir et retenu prisonnier dans son appartement, son premier soin fut de supplier qu'on lui envoyât un de ses valets de chiens, nommé Juan, pour le distraire dans sa solitude. Ce trait suffit pour juger Alphonse : que pouvait être un roi qui avait besoin d'un tel compagnon? En résumé, Alphonse tomba du trône, non pour avoir commis quelques-unes de ces fautes qui ruinent ou avilissent une nation, mais pour s'être attiré le mépris de ses courtisans. Ce mépris, jeté sur sa personne, et justifié par ses actes, souleva contre lui le peuple de la capitale, qui, dirigé par ses magistrats et enflammé par les agents de dom Pèdre, rendit la révolution irrésistible; elle parut nationale, quoiqu'elle ne fut au fond que l'œuvre de quelques hommes.

DOM PÈDRE II, RÉGENT, PUIS ROI.

(DE 1667 A 1706.)

Ce prince, après avoir obtenu l'abdication d'Alphonse, prit en main les rênes de l'administration; mais il fallait rendre légal le pouvoir dont il venait de s'emparer. Aussi son premier soin fut-il de convoquer les états, qui s'assemblèrent au commencement de l'année 1668. Presque tous les députés se montrèrent favorables à la révolution qui venait d'avoir lieu, et décernèrent à l'infant le titre de prince de Portugal, titre dont Alphonse n'avait jamais voulu décorer son frère, car c'eût été le reconnaître héritier présomptif du trône. Dom Pèdre communiqua ensuite aux cortès l'acte de renonciation signé par Alphonse, fondé sur l'état de faiblesse d'esprit et de corps du monarque déchu.

Les trois ordres déclarèrent unanimement que l'exercice du pouvoir suprême appartiendrait à dom Pèdre. Il fallait encore décider en quelle qualité le prince tiendrait le timon des affaires. Les députés des villes voulaient le proclamer roi sur-le-champ; mais les membres du clergé et de la noblesse s'opposèrent si vivement à cette résolution, que dom Pèdre crut devoir se contenter d'être régent; il fit même, dit-on, tous ses efforts pour imposer silence à l'enthousiasme du peuple de Lisbonne, qui manifestait hautement son désir qu'il montât sur le trône. Toutefois il est probable que la modestie de dom Pèdre ne résista à la bonne volonté des députés des villes et de la multitude, que parce qu'il prévit que trop d'impatience serait moins profitable que nuisible à son ambition, en armant contre lui deux ordres puissants qu'il lui importait de ménager. Tandis que le régent travaillait avec les cortès à règler l'administration, il s'occupait en même temps à faire casser le mariage de la reine épouse d'Alphonse : après une longue enquête, il fut déclaré nul par une sentence du chapitre de Lisbonne. Le monarque détrôné consentit même à reconnaître la vérité des allégations produites par la reine. Mais cette preuve ne saurait être d'aucun poids, et fut sans doute arrachée au malheureux prince par la ruse ou par la menace. Quoi qu'il en soit, le cardinal de Vendôme, oncle de la princesse, légat *à latere* en France, autorisa par une dispense la célébration de l'hymen avec dom Pèdre; mais la reine, quand son union avec Alphonse avait été rompue par la cour ecclésiastique, avait reclamé sa dot et manifesté son intention de retourner dans sa patrie. Alors les cortès, en la suppliant de rester en Portugal, lui proposèrent de prendre le régent pour époux; elle conserverait ainsi le rang qu'elle avait occupé, et contribuerait à affermir le bonheur de la nation.

La princesse se laissa toucher par des arguments si bien d'accord avec le penchant de son âme. Elle donna son consentement, et dom Pèdre, accompagné d'une suite nombreuse, vint au couvent où elle résidait pour en tirer la princesse. On se rendit à

diquement l'impuissance d'un mari accusé par sa emme de ne pouvoir remplir le devoir conjugal; des médecins et des matrones examinaient les deux champions, et, sur leur rapport, les magistrats enevaient à un homme ou lui restituaient sa virilité.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demorainе del *Prot Sculp*

1. Mr. DE PAILLASSONS. 2. PORTEUR D'EAU. 3. ROTISSEUSE DE SARDINES. 4. BLANCHISSEUSE.

PORTUGAL

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

Alcantara, où le mariage fut célébré en grande pompe. Il n'est pas inutile de faire remarquer au lecteur que le nouvel époux était jeune et beau, et il paraît certain qu'à son arrivée à Lisbonne, mademoiselle D'Aumale (1) ressentit de l'amour pour son beau-frère, et que cette passion dut contribuer à lui donner de l'aversion pour son royal époux. Les vices scandaleux d'Alphonse lui fournirent un prétexte afin de rompre un lien qu'elle avait contracté sans consulter son cœur et pour obéir aux exigences de la politique. Plus âgée que dom Pèdre, elle réussit aisément à le captiver, et dirigea l'intrigue qui la conduisit à son but. Au reste, les principaux entremetteurs dans cette affaire furent les confesseurs de la princesse et de dom Pèdre ; leurs habiles manœuvres préparèrent et accomplirent la déposition d'Alphonse et l'hymen de la reine avec le régent.

Celui-ci s'occupa ensuite de se concilier les bonnes grâces de la cour de Rome, auprès de laquelle il envoya le comte de Prado, qui déploya la plus grande magnificence. Quand cet ambassadeur arriva dans la capitale du monde chrétien, le souverain pontife venait de mourir; il avait été remplacé par le cardinal Altieri, qui prit le nom de Clément X (2). Le nouveau pape, sachant que la plupart des grandes puissances avaient sanctionné, par leur assentiment, la révolution qui avait eu lieu à Lisbonne, consentit à reconnaître les évêques institués depuis l'époque où le duc de Bragance était monté sur le trône. En permettant au Portugal de rentrer dans le giron de l'Église, Rome recouvra, de son côté, les bénéfices énormes perçus à son profit, tels que les annates et autres droits qu'elle levait sous différents prétextes. La réconciliation de dom Pèdre avec le saint-siége avait été précédée de la paix conclue enfin avec l'Espagne, après une guerre qui avait duré près de vingt-sept ans. La lassitude mit fin à cette lutte, qui ne fut marquée par aucun résultat de quelque importance. Des villes prises et reprises sur la frontière, des escarmouches et des scènes de pillage, ne méritaient pas d'attirer l'attention du lecteur : aussi avons-nous passé sous silence tous les détails relatifs à cette guerre. Un seul homme, encore ce fut un étranger, le comte de Schomberg, acquit une gloire véritable par trois victoires, dont l'une consolida pour jamais l'indépendance du Portugal [1668] (1). Le roi d'Espagne consentit à ne plus prendre le titre de roi de Portugal et des Algarves. Ainsi la monarchie, reconstituée par la maison de Bragance, prit place parmi les autres puissances européennes, car le Portugal était rentré dans sa nationalité.

Tandis que dom Pèdre affermissait son pouvoir par des traités de paix, ce même pouvoir était au-dedans menacé par la présence de l'infortuné Alphonse VI, toujours prisonnier dans le palais, au milieu de la capitale. Les États, avant de se séparer, convinrent avec le régent d'assurer la tranquillité du royaume en éloignant le monarque déchu, qui fut envoyé dans l'île de Tercères, l'une des Açores. Dom Pèdre s'occupa ensuite d'extirper de honteux abus créés par l'exemple de son prédécesseur. En effet, plusieurs jeunes gens, appartenant aux familles les plus distinguées, scandalisaient Lisbonne par des courses nocturnes qui menaçaient la sûreté des personnes, et troublaient le repos public. Ces perturbateurs, punis avec sévérité, ne tardèrent pas à renoncer à leurs habitudes criminelles. Dom Pèdre sévit en même temps contre les moines, dont un grand nombre, sans respect pour leur robe, se livraient aux désordres les plus graves ; il les contraignit à cesser d'enfreindre les règles de la morale et à se soumettre à la discipline de leur ordre. Le prince s'efforça en outre de diminuer les dépenses publiques, en réorganisant diverses parties de l'administration ; il essaya surtout de régulariser les finances, afin de soulager le peuple, sur lequel pesaient de lourds impôts ; mais il échoua dans ce louable

(1) La reine portait ce titre avant de devenir l'épouse d'Alphonse.

(2) *Vid.* Southwell's Letters. — Colebath's Memoirs. — Mém. d'Ablancourt. — Mém. d'Oliveira, et relation des troubles arrivés à la cour de Portugal.

(1) La bataille de Montes-Claros.

MCD 2019

projet, les rois d'Espagne ayant concédé à de grandes familles différents monopoles qui tarissaient l'industrie dans sa source. D'un autre côté, la puissance portugaise déclinait chaque jour en Orient, qui n'envoyait plus à Lisbonne, comme par le passé, les riches productions de son sol. L'État possédait à peine quelques vaisseaux, et ne pouvait défendre ses possessions situées au-delà des mers (1). Le trésor ne pouvait donc suffire que difficilement aux dépenses du gouvernement. Ce dernier avait encore à remédier à un autre mal qui prenait chaque jour un nouvel accroissement : ce mal était le défaut de population, qui ne permettait pas de mettre en culture toutes les terres ni d'élever des manufactures, car les bras auraient manqué aux travaux de l'agriculture comme à ceux des ateliers. En effet, dans la plupart des provinces, les campagnes étaient désertes, les villes n'avaient qu'un petit nombre d'habitants, et les étrangers redoutaient de s'établir dans un pays où le fanatisme religieux détruisait toute espèce de liberté. En un mot, le royaume, malgré les bonnes intentions du régent, continua de languir dans une sorte d'épuisement causé en grande partie par la prépondérance du pouvoir religieux qui paralysait l'essor des esprits. La paix, conclue avec l'Espagne, aurait été rompue en 1672 sans la fermeté du régent, que Louis XIV voulait armer contre le cabinet de Madrid, afin de créer une diversion favorable au dessein qu'il méditait, d'envahir la Hollande. Comme il prévoyait que le roi catholique s'unirait avec l'empereur d'Allemagne pour embrasser la défense des Provinces-Unies, il voulait mettre aux prises les deux monarques de la Péninsule; mais dom Pèdre, malgré l'opinion de la reine et l'opposition de son conseil, persista à demeurer en paix, il sentait que son peuple en avait besoin. Tout pouvoir nouveau, quelle que soit son habileté, est toujours exposé à des attaques imprévues, car les haines qu'il a fait naître ne s'éteignent que par le temps : de là vient que le régent fut sur le point de tomber sous le poignard de quelques assassins qui avaient conçu le projet de l'immoler, ainsi que la reine et l'infante, fruit de leur hymen [1674]. Les principaux coupables périrent sur l'échafaud; cette affaire pensa rompre la bonne intelligence qui régnait entre le Portugal et l'Espagne, dom Pèdre ayant cru avoir reconnaître que le cabinet de Madrid n'était pas étranger au complot tramé contre ses jours. Sur ces entrefaites, l'ambassadeur portugais revint à Lisbonne; insulté à Madrid par la populace, il avait demandé ses passeports, faute d'avoir obtenu sur-le-champ une satisfaction proportionnée à l'outrage dont il se plaignait. Cet incident n'eut cependant d'autres suites que de vaines démonstrations belliqueuses, qui se terminèrent pacifiquement. Toutefois une cause plus importante fut sur le point d'armer l'une contre l'autre les deux cours de la Péninsule; il s'agissait de la possession de la rivière de la Plata, située sur les confins du Paraguay. Les Espagnols voulurent s'emparer des deux rives, et détruisirent la ville, ou plutôt la bourgade du Saint-Sacrement. Dom Pèdre en exigea la restitution, et il l'obtint par une simple négociation [1681]. Dans cette même année, le régent subit un affront qui l'affecta vivement; ce fut la rupture du mariage de sa fille avec Victor-Amédée, duc de Savoie. Cette union dérogeait à l'un des articles de la loi fondamentale du royaume, défendant à l'héritière du royaume d'épouser un prince étranger. Dom Pèdre était parvenu à obtenir le consentement des états, et fit embarquer sa fille sur un vaisseau décoré avec une si grande magnificence, qu'il en reçut le nom de *Monte d'Ouro* (montagne d'or); mais quand la princesse arriva à sa destination, la cour de Savoie avait changé de pensée. La duchesse douairière, qui gouvernait durant la minorité de son fils, se persuada que, si le jeune duc contractait cette alliance, il était à craindre que le roi de France ne saisît ce prétexte pour s'emparer du Piémont et de la Savoie. Bref, l'infante se vit contrainte de retourner à Lisbonne. Un autre événement, arrivé peu de temps après, dut contribuer à adoucir le chagrin que dom Pèdre venait d'éprouver : son frère mourut d'une attaque

(1) Vid. Laclede, pag. 429 et suiv., tom. IX, édition Furne d'Orléans.

MCD 2019

d'apoplexie, le 12 septembre 1683. Ce prince, quelques années auparavant, avait été ramené de Tercères au château de Cintra, où il rendit le dernier soupir, à l'âge de quarante ans, après en avoir passé quinze dans la captivité. Le régent prit alors le titre de roi, dont il avait déjà toute l'autorité et tous les priviléges. Il perdit encore, en 1683, la reine, sa femme, et parut la regretter vivement. Il devait le trône à l habileté de cette princesse, qui conserva, durant toute sa vie, un grand empire sur son esprit. Leur union fut cependant troublée par les infidélités du prince, qui ne se faisait pas scrupule de donner des rivales à la reine.

Dom Pèdre, cédant aux sollicitations de ses sujets, qui voyaient avec déplaisir que le sceptre appartiendrait à une fille, demanda la main de la princesse Sophie de Neubourg, et l'épousa en 1687. La nouvelle souveraine accoucha d'un fils ; il mourut peu de mois après sa naissance ; l'infante le suivit au tombeau ; et dom Pèdre, après avoir été marié deux fois, se trouva sans postérité ; mais cette crainte se dissipa bientôt par la naissance d'un nouveau prince. Le roi d'Espagne, Charles II, descendit dans la tombe en 1700, laissant tous ses États au duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV, qui se rendit aussitôt à Madrid pour prendre possession de ce magnifique héritage. Mais les autres puissances de l'Europe se liguèrent contre le nouveau monarque : il s'en suivit une lutte aussi longue qu'acharnée, connue dans l'histoire sous le nom de guerre de la succession. Dom Pèdre embrassa d'abord la neutralité ; mais en 1703 il entra dans la coalition formée contre Philippe V par la reine d'Angleterre, la Hollande et l'empereur d'Allemagne, qui voulait installer sur le trône de Charles-Quint l'archiduc Charles, son second fils. Le traité conclu avec la Grande-Bretagne plaçait sous la protection de cette dernière l'intégrité du territoire ; mais il fixait en même temps les intérêts commerciaux de l'Angleterre, qui, à dater de cette époque, fit tomber entièrement le Portugal sous sa dépendance. En effet, le pays, inondé des produits de son alliée, tomba dans l'engourdissement ; les manufactures que le comte d'Ériceyra, ministre de dom Pèdre, avait créées ne purent se soutenir. L'industrie, le commerce, l'agriculture, la navigation furent frappés de mort au profit de la Grande-Bretagne, qui, dès lors, put compter le Portugal au nombre de ses colonies (1). Quant à l'archiduc Charles, il promettait de payer l'appui du Portugal par la cession de plusieurs villes appartenant à l'Espagne. Il arriva à Lisbonne à la tête d'une flotte nombreuse [1704] et en partit pour aller envahir le royaume qu'il convoitait. Dans la campagne de 1705, le marquis Das Minas et lord Gallowai, dont l'un commandait les Portugais et l'autre les Anglais, eurent d'abord des succès assez importants, et ils s'emparèrent de Madrid ; mais ils en furent bientôt chassés par Philippe V et le maréchal de Berwick, son lieutenant. Les Portugais reprirent le chemin de leur pays. La retraite de son armée, loin de décourager dom Pèdre, l'affermit, au contraire, dans sa résolution de continuer la lutte ; mais le terme de ses jours était arrivé, et il mourut à Alcantara le 9 décembre 1706. Il avait exercé le pouvoir durant quinze années comme régent, et il en passa vingt-trois sur le trône en qualité de roi. Dom Pèdre n'eut aucune de ces qualités supérieures qui font les grands monarques : son habileté était secondaire ; mais elle suffit pour faire jouir le Portugal des avantages d'un gouvernement doux et régulier. Toutefois ce prince semble avoir été au-dessous de la tâche qui lui était imposée ; car il ne sut pas réveiller ou favoriser l'énergie de ses sujets. D'ailleurs le fatal traité de Methuen pèse sur sa mémoire, et prouve qu'il ignorait complétement quels étaient les intérêts de son royaume, ou qu'il les sacrifia, entraîné par des motifs peu honorables. Quoi qu'il en soit, le Portugal paya cette faute par un demi-siècle de misères : les conséquences de cette faute ne sont pas même entièrement effacées aujourd'hui.

(1) Cet acte célèbre, le traité de Methuen, est ainsi appelé du nom de celui qui en fut le négociateur.

MCD 2019

JUAN V.

(DE 1706 A 1750.)

Le règne de Juan V, qui dura près de cinquante années, offre cependant peu de matériaux pour l'histoire. Ce prince, placé sous une double tutelle, celle des Anglais et celle des prêtres, laissa dépérir la monarchie. La nation tomba dans un marasme si profond, qu'elle ne put être régénérée que par le despotisme violent d'un ministre, dont le Portugal s'enorgueillit à juste titre (1). A son avénement, le nouveau monarque resserra son alliance avec la coalition formée contre le petit-fils de Louis XIV, qu'elle voulait renverser du trône d'Espagne. Les troupes portugaises, réunies aux troupes britanniques, s'avancèrent jusqu'aux confins du royaume de Valence; mais elles furent battues dans les plaines d'Almanza par le maréchal de Berwick [1707]. Les Espagnols, à la suite de la victoire qu'ils venaient de remporter, pénétrèrent en Portugal, et ravagèrent le pays jusqu'aux portes de Lisbonne; puis il se retirèrent, chargés de butin. Peu de temps après, dom Juan demanda la main de la seconde fille de l'empereur Léopold, qui arriva à Lisbonne à la fin de l'année 1708. Ce mariage fut célébré aux applaudissements de tous les Portugais : jamais union ne s'accomplit d'ailleurs sous des auspices plus séduisants, car elle était à peine consommée, qu'une flotte nombreuse arriva du Brésil; elle portait à son bord des métaux précieux et des marchandises, dont le prix s'élevait à six millions de livres sterling (2). La campagne de 1709 et celle de 1710 dans la Péninsule dédommagea les Portugais et les Anglais de la défaite subie à Almanza : ils triomphèrent deux fois à Alménara et à Saragosse. Toutefois ce double succès n'eut aucun résultat décisif, et s'il conduisit l'archiduc Charles à Madrid, il ne put s'y maintenir long-temps.

(1) Le marquis de Pombal.

(2) Environ cent dix millions de francs de notre monnaie.

Le Portugal ne tarda pas à payer bien cher les avantages que ses armes venaient d'obtenir. Le célèbre Dugué-Trouin, à la tête d'une flotte portant quatre mille hommes, se présente tout-à-coup à la rade de Rio-Janeiro, il y pénètre de vive force, malgré le feu des batteries de la côte et celui de sept batiments qui étaient dans le port. Il débarque ensuite sa petite armée, la partage en trois corps, et entreprend le siége de la ville. En quelques jours l'amiral français est prêt à battre la place en brèche, et donne le signal de l'attaque au moment même où commençait un de ces orages effrayants, qui dans ces climats semblent devoir bouleverser toute la nature. Le bruit du canon, les roulements de la foudre, et l'approche de la nuit, jetèrent une si grande épouvante dans Rio-Janeiro, que les troupes, les milices et les habitants se hâtèrent de l'abandonner. Dugué-Trouin s'en empare le lendemain. Mais comme il ne pouvait conserver une ville si importante, il somma les Portugais de la racheter. Ceux-ci, dans la crainte que la capitale du Brésil ne fût rasée jusque dans ses fondements, obéirent à l'injonction du vainqueur, auquel ils payèrent d'énormes contributions. Bref, les pertes subies par les Portugais s'élevèrent à plus de vingt-sept millions (1). En 1713, le Portugal conclut enfin la paix avec la France; mais il demeurait en guerre avec l'Espagne. Cependant la lutte entre ces deux puissances, si elle se prolongea encore deux années, ne fut marquée par aucun événement important. Enfin la reconciliation entre les deux royaumes s'opéra en 1715 : on se rendit de part et d'autre les villes qui avaient été prises durant les hostilités. Ainsi, tout le sang répandu dans cette querelle l'avait été sans fruit. A dater de la conclusion de cette paix, le Portugal cessa, pendant quelques années, de figurer par ses actes parmi les puissances européennes. La tranquillité du monarque fut seulement troublée par une querelle d'étiquette sans importance, et par quelques difficultés avec la compagnie hollandaise des Indes-

(1) *Vid. Histoire du Brésil*, par Alphonse de Beauchamp, tome 3, pages 390 et suivantes.

MCD 2019

Occidentales, au sujet de la traite des nègres. Cet odieux commerce passait alors pour honorable, parce qu'il était lucratif. Toutes les puissances maritimes de l'Europe se livraient à cet indigne négoce, auquel le Portugal n'a pas même encore renoncé de nos jours. Ce différend, qui fut sur le point d'amener une rupture avec les Provinces-Unies, se termina pacifiquement.

A cette époque, Juan V, dont la dévotion était plutôt celle d'un moine que celle d'un prince, fut sur le point de se brouiller avec le souverain pontife, pour un chapeau de cardinal, que le pape ne voulut pas accorder à l'abbé Bichi. Piqué de ce refus, le monarque portugais n'eut plus de nonce à sa cour, et menaça même, dans son dépit, de se séparer de la communion romaine. Toutefois, ce débat n'eut aucune suite sérieuse, et le pape désarma le courroux du roi par différentes concessions. L'archevêque de Lisbonne fut élevé à la dignité de patriarche, et la chapelle royale déclarée métropolitaine. Juan V employa encore une grande partie des richesses qu'il tirait de ses possessions de l'Inde et de l'Amérique, à bâtir et à décorer le couvent de Maffra. On assure qu'il dépensa pour cet objet cent cinquante millions de crusades. Nul monastère dans la chrétienté n'aurait pu rivaliser avec celui de Maffra. L'église de ce monastère étincelait partout de l'éclat de l'or et du feu des diamants. La plus grande partie de ces trésors provenait du Brésil.

Nous n'avons jusqu'ici parlé qu'en passant de cette contrée, aujourd'hui rivale de la métropole, qu'elle est appelée, peut-être bientôt, à surpasser par sa population comme elle l'emporte par l'étendue de son territoire. Le Brésil fut découvert dans la première année du seizième siècle, par Alvarès Cabral, qui en prit possession en plantant sur le rivage un poteau décoré des armes du Portugal; puis il continua sa route pour les Indes, but principal de son voyage. Le célèbre Américo Vespuce, né à Florence, et entré au service d'Emmanuel, fut chargé de reconnaître le nouveau pays révélé aux hommes de l'Occident, par Cabral. Après une navigation de seize mois, il revint à Lisbonne et mérita, par l'importance de ses travaux, la gloire d'attacher son nom à cette partie de l'Amérique, que l'admiration aveugle de la multitude étendit ensuite à tout le reste. Cependant, par un de ces hasards inexplicables, le Brésil, qui produit en abondance un bois de teinture d'un grand prix, en a pris la dénomination et l'a toujours conservé depuis. La possession de ce vaste pays, dont on était bien loin encore de soupçonner l'importance, fit naître quelques débats entre la cour de Lisbonne et celle de Madrid; mais Charles-Quint, qui venait de monter sur le trône d'Espagne, et dont l'ambition aspirait seulement à commander en Europe, consentit à renoncer à ses prétentions, et laissa le Brésil aux mains des Portugais. Emmanuel, à qui Vespuce avait représenté le Brésil sous un aspect peu favorable, négligea cette colonie pour s'occuper exclusivement de ses autres possessions, situées dans l'Inde et en Afrique; aussi, durant tout son règne, ce furent des aventuriers, et surtout des marchands, qui explorèrent le Brésil, les uns pour se soustraire au châtiment de leurs crimes ou pour rentrer parmi les sauvages dans cette indépendance primitive, qui plaisait à leur imagination : les autres, afin de s'enrichir en allant recueillir le bois de teinture, qui était avidement recherché par le commerce De son côté, le gouvernement portugais se débarrassait d'une foule d'hommes flétris par les arrêts de la justice, en les envoyant au Nouveau-Monde, dans l'espoir que le soleil du tropique les moissonnerait en peu de temps. Tels furent les premiers colons du Brésil. Juan III, fils et successeur d'Emmanuel, résolut de tirer parti de cette contrée, en y formant des établissements durables. Pour réussir dans ce projet, il divisa le continent brésilien en capitaineries héréditaires, qu'il concéda, à titre de domaines, aux fidalgos, ou gentilshommes portugais qui voudraient aller tenter fortune dans cette région. Le même système avait déjà été mis en usage par le gouvernement, pour conquérir et civiliser l'île de Madère et les Açores. « Les concession-» naires devaient jouir d'une juridiction civile » et criminelle presque indéfinie. Le roi de

MCD 2019

» Portugal, ne se montrant jaloux que d'une » souveraineté titulaire, leur accorda la li- » berté de conquérir un espace de quarante » ou cinquante lieues sur les côtes, avec une » extension illimitée dans l'intérieur des ter- » res. Leur charte les autorisait en outre à » imposer au peuple assujetti les lois qui leur » conviendraient le mieux. Ils pouvaient » même disposer, par forme de sous-conces- » sions, des terrains qu'ils auraient conquis, » et chargèrent du soin de les mettre en va- » leur les Portugais qui voudraient les suivre » dans le Nouveau-Monde. La plupart des » concessionnaires prirent ce parti pour trois » générations seulement, et, à la charge de » quelques redevances, ils devaient jouir de » tous les droits régaliens. Le monarque » excepta cependant le droit d'infliger la » peine de mort, la fabrication des monnaies » et la dîme territoriale, dont il réserva les » prérogatives à la couronne. De telles con- » ditions ne pouvaient que flatter à la fois » l'orgueil et l'avidité des feudataires du » Brésil. Mais ils pouvaient perdre leurs » fiefs s'ils négligeaient leur culture ou le » soin de leur défense, s'ils commettaient » quelque crime capital ou enfin s'ils étaient » privés d'enfants mâles ..... La plupart des » capitaineries furent concédées à des person- » nages puissants qui en entreprirent ou ache- » vèrent la conquête sur les naturels. On » n'éleva d'abord que des bourgades, qui, » en s'agrandissant, prirent le nom de » villes, et devinrent comme les capitales » d'autant de districts ou provinces (1). »

Nous n'entrerons dans aucun détail sur les expéditions entreprises par ceux qui obtinrent le droit de soumettre à leur profit les naturels du Brésil et de s'emparer de leurs terres; de semblables récits nous conduiraient trop loin: nous dirons seulement que les conquérants durent une grande partie de leurs succès aux missionnaires dont ils étaient accompagnés. Ces missionnaires étaient des jésuites, qui, par la seule puissance de la parole, parvinrent à désarmer les sauvages et à leur inculquer le goût de la civilisation en même temps que les vertus chrétiennes. Ils s'aventuraient hardiment au milieu des indigènes, apprenaient leur idiôme, et, par l'autorité de leur exemple et l'éloquence de leurs prédications, ils les déterminaient à bâtir un temple consacré au dieu des chrétiens. Dès que l'église était élevée, les néophytes se rassemblaient autour de l'édifice sacré, et renonçaient ainsi à la vie nomade. Apôtres et instituteurs tout-à la fois, les missionnaires fondaient ensuite des écoles, où ils enseignaient à leurs disciples les dogmes religieux du christianisme et ses sublimes préceptes. En un mot, on peut dire que les apôtres du Christ furent les véritables conquérants du Brésil comme de presque tout le reste du continent de l'Amérique, non par les armes, mais par la persuasion; aussi la puissance portugaise se développa rapidement et se consolida, car elle reposait sur des fondements plus solides que ceux de la force toujours si fragile quand elle n'appelle pas à son aide le droit ou la morale. Vers le milieu du seizième siècle, une expédition composée d'ecclésiastiques, de soldats et de colons français vint débarquer dans la baie de Rio-Janeiro; ils étaient sous la conduite d'un chevalier de Malte, nommé Villegagnon, qui, par le crédit de l'amiral Coligny, avait obtenu du fils de François I (1) deux vaisseaux, avec la permission d'aller s'établir au Brésil, pour y jeter les fondements d'une colonie [1555-1560]; mais cette tentative échoua par la faute du chef de l'expédition. Il devait implanter une congrégation calviniste dans le Nouveau Monde; mais il abjura le culte protestant, et persécuta ses anciens co-religionaires; enfin il finit par revenir en France, abandonnant à leur sort ceux qu'il avait amenés sur ce rivage lointain, dont ils furent expulsés par les Portugais. Rio-Janeiro, qui reçut d'abord le nom de Saint Sébastien, fut bâtie à cette époque, et prit un accroissement rapide. La civilisation ne cessa pas non plus de faire des progrès et de s'avancer dans l'intérieur du Brésil; mais la mort du roi Sébastien, tué en Afrique, ayant fait tomber le Portugal sous la domination de Philippe II,

(1) Histoire du Brésil par Alphonse de Beauchamp, t. I, p. 114 et suiv.

(1) Henri II.

MCD 2019

les colonies suivirent le sort de la métropole, et furent exposées aux attaques des ennemis du monarque espagnol ; les pirates anglais ravagèrent le Brésil. Sous le règne des successeurs du fils de Charles-Quint, ce pays eut encore à supporter les invasions des Hollandais ; ils s'emparèrent de plusieurs provinces et s'y maintinrent quelques années. Quand le duc de Bragance parvint au trône, le Brésil rentra sous sa domination après une lutte acharnée, qui se termina par la défaite des envahisseurs. Cette esquisse, quoique rapide, nous semble suffisante pour faire apprécier à nos lecteurs l'importance de cette possession, explorée sous le regne de Jean V par des hommes endurcis à toutes les fatigues et dévorés d'une insatiable cupidité. Le Brésil produisit à la métropole d'immenses richesses.

Les Paulistes, race intrépide, issue des rapports qui s'étaient établis entre les aventuriers européens et les femmes du Brésil, parcoururent cette immense contrée pour y chercher de l'or (1) ; ils découvrirent une mine de ce métal dans le canton d'Iaragua. Les flancs de la montagne d'Iaragua recelaient des couches abondantes ; les Paulistes en tirèrent des trésors qui les enrichirent rapidement ; enflammés par les succès de leurs compatriotes, d'autres Paulistes se dirigèrent à l'ouest de Rio-Janeiro pour faire de nouvelles recherches. Ils s'aventurèrent au milieu d'une chaîne de montagnes, couvertes de bois impénétrables, habités par les Bootocoudies, peuplade qui défendit son territoire avec acharnement. Les Paulistes qui tombaient entre les mains de ces sauvages étaient mis à mort et servaient à d'horribles festins. Enfin, après s'être avancés l'espace de cent lieues, ils parvinrent à la montagne de Villarica, ainsi appelée par les Portugais, parce qu'elle n'était qu'un véritable monceau d'or. Le secret de cette découverte ne put demeurer long-temps caché ; la cupidité arma les colons les uns contre les autres, et ils finirent par s'égorger. Le gouvernement intervint alors en envoyant un gouverneur qui introduisit une législation spéciale pour régler la direction des travaux, et prélever les droits qui devaient être perçus au profit de la couronne. Cet événement arriva dans les premières années du règne de Jean V, et lui permit de se livrer à son goût pour la magnificence. Néanmoins, malgré cette source nouvelle de richesses, le royaume s'appauvrit rapidement ; l'or tiré des entrailles de Villarica ne faisait que traverser le Portugal pour se répandre parmi les autres nations européennes, surtout en Angleterre, en dépit d'une loi, prononçant la peine capitale contre ceux qui exporteraient l'or en pays étranger. Cette loi ne fut jamais observée, car les Portugais, privés de manufactures et de commerce, étaient obligés de donner les métaux précieux qu'ils retiraient de l'Amérique pour satisfaire à leurs besoins et aux goûts nouveaux qui leur étaient inspirés par les Anglais, dont les marchandises inondaient exclusivement Lisbonne et les provinces. Quoique Juan V ait occupé le trône pendant un demi-siècle, son règne n'en est pas moins stérile, car, à l'exception de la longue querelle avec la cour de Rome, qui ne se termina qu'après la mort de Benoît XIV, le Portugal ne tient aucune place dans les annales de l'Europe. Le monarque passait la plus grande partie de son temps à entendre chanter dans la chapelle de Maffra, et le reste dans la société de ses maîtresses ; l'une d'elles était religieuse, et le dévot monarque se faisait donner l'absolution par son confesseur avant de se rendre au monastère où il devait passer la nuit dans les bras de l'objet de sa passion. Il se plaisait encore à assister aux *autodafés*, qui eurent lieu fréquemment sous son règne : il essaya cependant d'améliorer le sort des victimes du Saint-Office, en donnant aux accusés des défenseurs ; il voulut même que des commissaires assistassent aux jugements de cet unique tribunal ; néanmoins le pouvoir de l'inquisition fut sans bornes tant qu'il vécut. Enfin, dans les dernières années de sa vie, le roi tomba sous le joug d'un moine, le frère Gaspard, qui exerça le pouvoir pendant près de dix années, jusqu'à la mort de Juan V. Ce prince expira le 31 juillet 1750. Quoi-

(1) Les Paulistes tiraient leur nom du district qu'ils habitaient, et qui était situé dans le voisinage du Paraguay.

MCD 2019

que placé sur le trône, il vécut obscurément, ses contemporains ne connurent de lui que son nom. Quant aux actes de son gouvernement, on ne peut en exhumer qu'un seul, le droit obtenu de la cour de Rome de prendre le titre de majesté très-fidèle, que portent encore les rois de Portugal.

JOSEPH I.

(DE 1750 A 1777.)

La possession d'une couronne ne suffit pas pour recommander au respect de la postérité celui qui la doit seulement au hasard de la naissance. Le monarque dont il nous faut retracer le règne en est la preuve; éclipsé par l'homme auquel il avait remis l'exercice de sa toute-puissance, s'il figure dans le catalogue des rois, l'histoire ne s'occupe que du ministre qui régna sous son nom; il se nommait Carvalho et fut créé marquis de Pombal, titre que ses talents ont illustré, et que nous lui donnerons par anticipation pour répandre plus de clarté sur notre récit (1). Après avoir représenté sa cour à Londres et à Vienne, à l'avénement de Joseph il parvint au poste de secrétaire d'état des affaires étrangères, par la protection de la reine douairière et du père Moreira, jésuite et confesseur du prince. Une intrigue de cour le fit renvoyer au bout de quelques mois; mais cette disgrâce ne dura que quelques semaines, et il rentra dans son ministère, où il s'affermit si bien, qu'à dater de cette époque il gouverna le Portugal comme s'il eût été son héritage. Son premier soin fut de veiller attentivement à resserrer et à maintenir les alliances du royaume et des puissances étrangères. Il fit publier ensuite un édit ayant pour but de défendre l'exportation de l'or que la métropole recevait chaque année du Brésil; cet édit était dirigé contre les négociants anglais, qu'il voulait obliger de renoncer à ce trafic désavantageux pour l'État; il voulait les contraindre à échanger leurs marchandises contre les productions du sol portugais : Pombal ordonna même qu'ils fussent tenus de soumettre au contrôle de ses agents leurs livres de comote. Cette dernière prétention ne fut pas accueillie par le cabinet de Londres, qui obtint sa révocation. Cette affaire fut bientôt suivie d'un autre incident qui mit Pombal aux prises avec les jésuites et fit naître une lutte acharnée entre les religieux et le ministre, lutte qui se termina par l'expulsion et la ruine des disciples de Loyola. Il s'agissait de l'échange de la colonie du Saint-Sacrement, appartenant au Portugal, contre plusieurs districts du Paraguay; or, ces districts étaient peuplés par des naturels que les jésuites avaient civilisés, et auxquels ils avaient imposé un gouvernement particulier. Mais quand il fallut exécuter le traité conclu entre les deux cours, on fut arrêté par des obstacles imprévus. En effet, les élèves, ou plutôt les sujets des jésuites, s'étant obstinément refusés à se soumettre aux lois portugaises, on décida qu'ils seraient tenus d'abandonner leur pays natal pour aller habiter des terres nouvelles : ils refusèrent de s'expatrier. D'un autre côté, les colons du territoire du Saint-Sacrement ne voulurent pas non plus se soumettre à la domination espagnole, et il fallut envoyer un petit corps de troupes moitié espagnoles et moitié portugaises pour réduire les rebelles; mais ces derniers repoussèrent les soldats. Cette résistance inattendue obligea Pombal d'envoyer une expédition sous les ordres de son frère, Carvalho, nommé gouverneur général des provinces du Maranham et du Paraguay [1753]. Dès qu'il fut sur les lieux, Carvalho ne tarda pas à reconnaître la véritable cause de l'antipathie des sauvages du Paraguay contre les nouveaux maîtres auxquels on voulait les livrer, et il écrivit à son frère : « Je ne puis venir à bout de réprimer ces » pères (les jésuites); tel est l'ascendant des » maximes gravées dans le cœur de leurs » nouveaux convertis, que ceux-ci préfére- » raient la mort à un changement de domi- » nation. Sans leur peindre comme des tyrans » les rois d'Espagne et du Portugal, les » jésuites leur ont persuadé que ces monar- » ques étaient de mauvais maîtres, dont le

(1) Carvalho fut créé en 1759 comte d'Oeyras, et ne reçut le titre de marquis de Pombal qu'en 1770.

MCD 2019

» pouvoir imposait nécessairement la loi de » l'esclavage. Avec de semblables préven- » tions, il devient impossible de soumettre » ces sauvages sans avoir soumis leurs insti- » tuteurs. Le premier coup doit se frapper en » Europe.... » Cependant les armes portugaises triomphèrent ; mais quel en fut le résultat ? On détruisit les missions ; ceux qui les peuplaient s'enfuirent dans les bois et revinrent à l'état sauvage, et le pays cultivé par leurs travaux cessa de produire sans la main de l'homme.

Attentif à fortifier de plus en plus l'autorité royale, le ministre porta le coup le plus sensible aux principaux seigneurs portugais, en réunissant aux domaines de la couronne les fiefs, situés en Afrique et en Amérique, qui avaient été concédés à un grand nombre de familles nobles, à titre de récompense et de dédommagement. Ces concessions étaient quelquefois si importantes, que le comte de Ribeïra était seigneur de l'île de Saint-Michel, l'une des Açores, où il exerçait, par ses agents, presque tous les pouvoirs, attributs de la souveraineté. Ceux qui furent dépouillés de ces sortes de biens reçurent en échange des titres et des pensions, qui furent loin de les indemniser de ce qu'ils perdaient, car ils virent diminuer leurs revenus, en même temps que leur influence. Tandis que Pombal employait tous ses soins à régulariser l'administration du royaume par une foule de réglements, dont la plupart font le plus grand honneur à la prévoyance et à la justice de ses vues, une horrible catastrophe vint retarder l'exécution de ses plans. Cette catastrophe fut le tremblement de terre qui détruisit presque entièrement la ville de Lisbonne, le 1er novembre 1755. Vingt mille personnes furent écrasées ou ensevelies sous les ruines des maisons renversées, en même temps que de violentes secousses secouaient jusque dans leurs fondements les édifices les plus solides ; la terre s'ouvrait pour vomir des flammes, qui ajoutaient les désastres de l'incendie à ceux que causaient l'ébranlement du sol. La mer franchissant ses rivages, pénétra dans les terres, dont elle engloutit les habitants. Des villes importantes, telles que Porto et Setubal, subirent les mêmes ravages que la capitale. Dans le port de cette cité, les vaisseaux s'entrechoquèrent et plusieurs furent engloutis. Le roi et sa famille se trouvaient au palais de Maffra, et se réfugièrent dans le parc : quelques moments plus tard ils auraient péri par la chute de l'édifice.

Dans cette grave conjoncture, le ministre montra le zèle le plus intrépide et le plus actif : il s'établit dans la capitale pour diriger par lui-même les secours qu'il fallait prodiguer, et reconstituer l'ordre au sein d'une conflagration qui, en confondant dans une ruine commune toutes les conditions, tous les sexes et tous les âges, avait brisé jusqu'aux liens sociaux. En effet, Lisbonne vit une foule de scélérats qui, se croyant affranchis de toutes les lois divines et humaines, de tous les sentiments et de toutes les affections qui naissent de la famille et de la patrie, se livrèrent aux excès les plus monstrueux. Les uns incendiaient les maisons qui étaient restées debout, les autres dépouillaient les habitants echappés à la mort, de ce qui restait à leur détresse ; d'autres affrontaient le trépas, et faisaient main-basse, dans les églises, sur les vases d'or et d'argent qui les décoraient. Bref, les vices les plus hideux s'étalaient dans toute leur nudité parmi les morts et les mourants et au milieu des décombres. Pombal fit cesser ces horreurs par des mesures sévères, qui, dans toute autre occasion, pourraient être taxées de cruauté : il fit pendre à la fois deux cent cinquante malfaiteurs, et cette sévérité arrêta sur-le-champ leurs dévastations. Quand les secousses, qui se répétèrent durant quelques mois, eurent enfin cessé, le ministre s'occupa sans délai de déblayer les rues de la ville, et, grâce à son activité, Lisbonne, rebâtie sur un plan nouveau, reparut plus belle qu'avant la catastrophe qui avait englouti ses édifices et ses habitants. Il pourvut aussi au bien-être et à la sûreté des citoyens de Lisbonne par des réglements de police, qui débarrassèrent les rues et les places des immondices dont elles étaient encombrées auparavant, et désarmèrent les assassins et les voleurs, qui avaient jusqu'alors fourmillé dans la ville, où ils exerçaient leurs ravages

MCD 2019

avec impunité. Tels furent les bienfaits de l'administration vigilante de Pombal; mais de tels résultats, s'ils tournaient à l'avantage du pays, soulevèrent en même temps contre leur auteur d'implacables ressentiments qui couvaient dans l'ombre, et se divulguèrent enfin par une tentative d'assassinat sur la personne du souverain. On ne sait pas encore si ce grand attentat a été le fruit d'une vengeance exercée par un époux outragé, ou celui de l'ambition déçue. Quoi qu'il en soit, dans la nuit du 3 septembre 1758, Joseph se rendant sans escorte à l'une de ses maisons de plaisance, fut attaqué sur le chemin de Belem par trois hommes à cheval, dont l'un tira d'abord sur le postillon. Le coup ne partit pas; mais ses deux compagnons, ayant poursuivi la voiture qui s'éloignait avec rapidité, lâchèrent deux autres coups. Le monarque, blessé à la partie supérieure du bras droit, au lieu de continuer sa route, rebroussa chemin, et se fit conduire chez un gentilhomme, le marquis d'Angeya, où un chirurgien, appelé sur-le-champ, mit un premier appareil sur sa blessure. Il revint ensuite à son palais de Belem, et s'y tint renfermé pendant trois mois, durant lesquels Pombal et le chirurgien Soarez furent seuls admis auprès de sa personne.

Le ministre s'occupa sur-le-champ de rechercher les auteurs du crime, qu'il ne tarda pas à reconnaître. C'étaient des personnages tenant le premier rang dans la cour et dans l'État : l'un, le duc d'Aveiro, grand-maître de la maison du roi, occupait, à ce titre, la première place du royaume. Cadet de la maison de Mascarenhas, il était devenu possesseur du titre de marquis de Govéa, au préjudice de son frère aîné, qui, s'étant rendu coupable d'un enlèvement, avait été contraint de s'expatrier. Le nouveau marquis était neveu du frère Gaspard, à qui Jean VI avait livré le pouvoir dans les dernières années de sa vie. Par la protection de son oncle, à la mort du duc d'Aveiro, qui ne laissait pas d'héritier direct, Gouvéa devint duc de ce nom en même temps qu'il fut mis à la tête de la maison royale. L'élévation de Pombal humiliait son orgueil, et il pensa ne pouvoir le renverser qu'en immolant le prince qui soutenait un favori dont il avait juré la perte. Il fit partager son ressentiment au marquis de Tavora, appartenant à l'une des familles les plus illustres du royaume, et destitué naguère de la vice-royauté des Indes pour le punir de ses malversations. Mais il paraît certain qu'il ne ne trempa dans le complot que subjugué par l'ascendant de sa femme. Celle-ci, dont l'âme était dévorée par l'amour de la domination, ne pouvait se consoler de végéter dans l'obscurité de la vie privée, et aspirait à jouer un rôle important dans la politique; elle possédait, d'ailleurs, toutes les qualités nécessaires au commandement; aussi fut-elle l'âme de la conjuration. Elle y fit entrer ses deux fils : l'aîné avait pour épouse une jeune femme dont le roi s'était vivement épris. On assure qu'elle répondait à la passion du monarque; et, s'il est vrai que son mari ait voulu venger dans le sang d'un séducteur royal son honneur outragé, un pareil motif atténue s'il n'excuse pas l'horreur d'un homicide tenté contre le souverain. Son jeune frère ne prit part à l'attentat que pour partager le péril où les siens allaient s'exposer. Il y avait encore, parmi les conjurés, dom Jérôme d'Ataïde, comte d'Atougia; Romeïro, capitaine de cavalerie, et deux domestiques du duc d'Aveïro, Alvarès Ferreira et Joseph Azevedo. Ce furent ces deux derniers qui tirèrent sur le roi. Tous ces personnages, à l'exception d'Azevedo, qui se déroba au châtiment par la fuite, furent arrêtés, ainsi qu'un jésuite nommé le père Malagrida, confesseur de la vieille marquise de Tavora. Il est difficile de ne pas croire que Malagrida n'avait eu connaissance de l'attentat médité contre le monarque : il était, ainsi que ses confrères, en guerre ouverte avec le gouvernement, dont tous les actes étaient chaque jour l'objet de ses censures; il les attaquait dans ses discours et dans ses livres. Cependant ses écrits motivèrent seuls sa condamnation, car on n'osa le comprendre parmi les auteurs du régicide, tant le caractère sacré dont Malagrida était revêtu avait encore de puissance sur l'imagination de la multitude! Au reste, ce mémorable procès ayant été instruit dans les ténèbres, il est à peu près impossible

MCD 2019

d'avoir une opinion motivée sur la part que chacun des accusés prit au crime : on ne connaît que les pièces qu'il plut à Pombal de publier. Ces pièces renferment des aveux décisifs, mais ils furent obtenus par la torture, et, sous ce rapport, doivent être accueillis avec réserve. Il nous semble, cependant, qu'il ne peut rester aucun doute sur la culpabilité des principaux chefs du complot. Quoi qu'il en soit, la punition que Pombal fit infliger aux assassins du prince fut terrible et empreinte de cette cruauté, un des vices du caractère de ce ministre. On avait élevé sur la place de Belem, et en face du Tage, un échafaud de dix-huit pieds de hauteur. Sur ce sanglant théâtre, on amena, le 13 janvier 1759, à la pointe du jour, Alvarès Fereira, valet de chambre du duc d'Aveiro ; il devait être spectateur de l'exécution de ses complices, et mourir le dernier, dévoré par les flammes. Apparut ensuite la marquise douairière de Tavora, conduite entre deux religieux ; elle courut s'asseoir sur un tabouret préparé pour elle, et fut décapitée. Le vieux marquis de Tavora, ses deux fils, dont l'un n'avait pas encore vingt et un ans ; le comte d'Atougia et Joseph Romeiro subirent à leur tour le supplice de la roue ; mais les uns furent étranglés d'abord, et les autres furent rompus vifs. Le duc d'Aveiro vint clore cette tragédie : on l'étendit, presque nu, sur l'échafaud, et on lui brisa les cuisses et les bras, comme à ses complices ; mais il poussa des cris épouvantables, qui glacèrent de terreur et de pitié les nombreux spectateurs accourus à cet horrible spectacle. On éleva ensuite sur l'échafaud deux gibets auxquels furent attachés Fereira et l'effigie d'Azevedo. Alors on mit le feu à des matières combustibles préparés d'avance, et Fereira, les cadavres, les instruments, les roues, l'échafaud, tout fut brûlé, et les cendres précipitées dans la mer, ou jetées au vent (1).

La sentence prononcée contre les régicides ne se borna pas seulement à leur ôter la vie au milieu des supplices ; on confisqua leurs biens et l'on rasa leurs maisons, sur les ruines desquelles on sema du sel. Le nom de Tavora fut déclaré infâme, et tous ceux qui le portaient furent contraints de l'échanger contre un autre. Il fut même ordonné qu'une rivière, appelée Tavora, prendrait à l'avenir le nom de Rivière-Morte. Bref, ce nom dut être effacé sur tous les monuments, dans les archives et dans les greffes des tribunaux. De toute cette famille, qui possédait naguères tous les avantages de la naissance et de la fortune, il ne resta plus que la jeune marquise de Tavora, qui fut peut-être la cause involontaire de la ruine de tous les siens. Elle ne fut pas comprise dans le procès, et fut traitée avec de grands égards. Conduite dans un couvent, on lui laissa ses domestiques pour la servir, et on lui assigna une pension considérable pour son entretien. Au bout de quelques jours elle eut même la permission de recevoir les visites de toutes les personnes qui se présentèrent. De semblables ménagements semblent justifier le bruit qui courait de son intimité avec le monarque. Quant au père Malagrida, retenu en prison pendant trois années, il fut livré au saint office, qui le condamna au bûcher comme hérétique. Cet arrêt était motivé sur les doctrines contenues dans la *Vie de Sainte-Anne, mère de la Vierge Marie*, et dans le *Traité de la vie et de l'empire de l'Ante-Christ*, deux ouvrages publiés par Malagrida et qui renferment des rêveries mystiques aussi singulières que ridicules. C'est ainsi que l'auteur affirme que Sainte-Anne, étant encore dans le sein de sa mère, entendait, connaissait, aimait et servait Dieu, qu'elle pleurait et faisait pleurer, par compassion, les chrétiens et les chérubins qui lui faisaient compagnie, enfin, que lorsqu'elle était encore dans le sein maternel, elle avait fait à Dieu le Père vœu de pauvreté, au Fils de l'Éternel vœu d'obéissance, et au Saint-Esprit vœu de chasteté. Dans l'Ante-Christ il assurait qu'il devait y en avoir trois : le père, le fils et le petit-fils ; que ce dernier naîtrait à Milan, d'un moine et d'une religieuse, l'an 1920, et qu'il épouserait Proserpine, l'une des furies. Il racontait encore dans le même livre que, durant la nuit du 29 novembre 1760, une voix venue du ciel

(1) Vid. Mémoires du marquis de Pombal, t. II, p. 32 et suivantes.

MCD 2019

lui avait dit les paroles suivantes : « Cette » nuit, oui, cette nuit, nous ôterons de ce » monde, par une mort inopinée, le prince » auteur d'un si injuste procès, avec ses » complices et ses flatteurs. » Or, il faut savoir qu'à cette époque les jésuites venaient d'être proscrits. Dans l'un de ses interrogatoires, Malagrida prétendit encore qu'une voix partie d'en haut lui avait dicté deux vers latins qui disaient : « Roi impie, tu » n'as plus que deux mois à vivre; mais la » Vierge te réserve un temps très-long pour » ton supplice (1). »

Depuis le jour où Pombal avait pris le timon des affaires, il s'était mis en hostilités contre les disciples de Loyola. Cette lutte se termina en 1760, par leur expulsion du Portugal; quelques années plus tard ils furent encore chassés du Brésil et de toutes les possessions portugaises. Ces religieux, abusant des services qu'ils avaient rendus, en civilisant les nations barbares qui peuplaient le Brésil, s'étaient emparés du pouvoir politique comme du pouvoir religieux, et prétendaient gouverner les rois comme leurs néophytes du Nouveau-Monde. En effet, ils étaient parvenus à diriger la conscience de tous les monarques de la chrétienté, et aspiraient à concentrer entre leurs mains tous les fils de la politique. Ce plan, poursuivi avec constance et avec adresse, souleva contre les jésuites les inimitiés les plus redoutables, qui dénoncèrent les vues ambitieuses de la société, et armèrent contre elle les rois et les peuples. Lorsque Pombal devint dépositaire de la toute-puissance, il reconnut bientôt qu'il lui fallait être ou l'esclave ou l'adversaire des fils de Loyola. Placé dans cette alternative, la fierté de son caractère ne lui permit pas d'hésiter long-temps; il commença la guerre et la poursuivit jusqu'au bout, avec cette énergie qui le caractérisait. Les jésuites se défendirent avec opiniâtreté, et suscitèrent au ministre une foule d'embarras et d'obstacles, dont il ne se tira que par une fermeté inébranlable, et une audace ne reculant devant aucun moyen. Il préluda à l'exécution de son plan par diverses publications, qui dévoilèrent les menées ambitieuses et cupides des jésuites, qui, pour affermir leur pouvoir, avaient amassé de grandes richesses par le commerce, dont ils cherchaient à s'attribuer le monopole. Pombal leur fit défendre de se livrer à des opérations mercantiles; il leur ôta ensuite le poste de confesseur du roi et des membres de sa famille; puis enfin, lorsque les jours du monarque eurent été mis en péril par un assassinat, il les déclara, dans un édit, complices du crime tenté sur la personne de Juan V. Il ordonna de saisir leurs biens, et fit arrêter tous les religieux de cet ordre. Ils furent conduits à bord de plusieurs bâtiments et débarqués dans les États du pape. Ceux qui consentirent à quitter l'habit de l'ordre purent rester en Portugal; mais le plus grand nombre refusa d'acheter à ce prix leur liberté. Les jésuites s'honorèrent par une résistance passive, mais héroïque : entassés sur des vaisseaux, où ils avaient à peine assez de place pour respirer, réduits à une nourriture insuffisante, ils supportèrent avec constance tous ces maux, qui les frappèrent sans les abattre [1760]. Mais l'exemple donné par Pombal fut bientôt imité par la France et la plupart des monarques catholiques de l'Europe; la cour de Rome elle-même fut contrainte de prononcer l'abolition de la société de Jésus, qui, après avoir dominé pendant deux siècles dans la religion et la politique, tomba écrasée sous les haines universelles qu'elle avait soulevées.

Cette entreprise, l'expulsion des jésuites, fut l'acte le plus difficile et le plus remarquable du règne de Pombal. Il nous reste maintenant à jeter un coup d'œil sur les diverses parties de son administration. Lorsque ce ministre vint au pouvoir, l'armée se trouvait sans chef, les tribunaux sans magistrats. En un mot, toute la machine du gouvernement fonctionnait à peine, frappée d'une langueur universelle, qui eût mis en péril l'indépendance du pays, s'il avait eu à repousser une attaque du dehors. Ainsi, les forces militaires du royaume étaient réduites à quelques régiments mal tenus et sans discipline; les places d'officiers étaient

(1) Impie rex, bini tantum tua tempora menses,
Longa sed ad penas tempora Virgo dabit.

MCD 2019

remplies par les domestiques des grands seigneurs; ils n'inspiraient ni respect ni considération. Pombal régénéra l'armée, en plaçant à sa tête un étranger, le comte de Lipp-Buckebourg, qui la réorganisa complètement, et la mit en état de combattre et d'arrêter les Espagnols quand ils pénétrèrent en 1761 sur le territoire portugais. A cette époque, le cabinet de Madrid, lié par les nœuds les plus étroits avec le cabinet de Versailles (1), alors en guerre avec l'Angleterre, avait fait une invasion en Portugal, afin de forcer le roi à se déclarer contre l'Angleterre. Quand la paix fut conclue à Fontainebleau en 1762, l'Espagne s'engagea à restituer la colonie du Saint-Sacrement. Pombal mit encore la marine sur un pied respectable, et ne craignit pas de demander satisfaction à la cour de Saint-James, dont les vaisseaux avaient brûlé des navires français jusque dans le port de Lagos. Une telle action était une grave offense, car elle violait la neutralité dans laquelle le Portugal avait prétendu s'enfermer. Demander une réparation était une hardiesse qui ressemblait à de la témérité, si l on songe à la supériorité de l'Angleterre; mais Pombal n'en tint aucun compte. « Je sais, » écrivit-il au ministre anglais, « que votre cabi-» net a pris un grand empire sur le notre, » mais je sais aussi qu'il est temps d'y mettre » terme. Si mes prédécesseurs ont eu la fai-» blesse de vous accorder toujours tout ce » que vous vouliez, je ne vous accorderai » jamais que ce que je vous dois : c'est mon » dernier mot, réglez-vous là dessus. » Ce langage, quoique peu diplomatique, produisit son effet, et la Grande-Bretagne fit partir un ambassadeur extraordinaire pour excuser un acte attentatoire à la dignité de l'indépendance portugaise. Depuis plus d'un siècle, le pouvoir religieux avait envahi tous les autres. Pombal le renferma dans de justes bornes. C'est ainsi qu'il éteignit les bûchers de l'inquisition, en soumettant tous ses arrêts à la sanction du gouvernement; il dépouilla encore le saint-office de la censure des livres; enfin, il restreignit de même la juridiction de la nonciature, dont il renvoya les actes à l'examen d'un tribunal érigé par ses ordres. L'argent du royaume cessa de couler avec la même abondance dans les coffres de la cour de Rome, dont les exigences et les prétentions furent réprimées. Quelque temps après, le représentant du souverain pontife à Lisbonne, par une susceptibilité maladroite, fournit à Pombal l'occasion qu'il cherchait de secouer le joug que le Vatican faisait peser sur le Portugal. La princesse du Brésil, héritière du trône et fille de Joseph I, accepta pour époux son oncle dom Pedre, frère cadet du monarque. Le nonce, sous le prétexte qu'il n avait point reçu de billet d'invitation à la cérémonie de l'hymen royal, lorsqu'arriva le jour de la célébration, ne fit point illuminer son hôtel, comme s'il eût voulu protester contre la joie publique. Aussitôt Pombal le fit enlever par des soldats, qui le conduisirent jusque sur la frontière du royaume, auprès de Badajoz, où il fut mis en liberté. La cour de Rome s'offensa de ce procédé, et la bonne intelligence ne fut rétablie entre le pape et Joseph qu'à l'époque où une bulle pontificale, lancée par Clément XIV, prononça l'abolition des jésuites. Un nouveau nonce revint à Lisbonne, mais non plus armé des mêmes pouvoirs que ses devanciers, le ministre avait pris soin de leur imposer des restrictions qui en détruisaient les principaux abus. Nous avons dit que les tribunaux se trouvaient sans juges, car les titulaires ne remplissaient pas les fonctions dont ils étaient revêtus. Il en résultait que le royaume était rempli de malfaiteurs, qui outrageaient journellement la morale et mettaient en péril la sécurité publique. Les meurtres étaient surtout devenu si fréquents, qu'on ramassait chaque matin dans les rues de Lisbonne plusieurs cadavres. Les grands avaient à leurs gages des sicaires, dont le poignard les débarrassait de leurs ennemis. Ces assassinats étaient rarement poursuivis, et dans ce cas les coupables, s'ils étaient protégés par quelques fidalgos, échappaient à la vindicte des lois. Pombal extirpa un abus

(1) Le duc de Choiseul venait de faire adopter par l'Espagne le pacte de famille, qui faisait entrer dans une commune alliance les princes de la maison de Bourbon.

MCD 2019

aussi criant par une sévérité quelquefois voisine de la cruauté, en livrant au supplice les criminels, quel que fût leur nombre ou leur qualité. Il força les juges de siéger à leur tribunal et de remplir les devoirs de leur charge dans toute leur étendue.

La proscription des jésuites avait laissé un vide immense dans l'instruction publique. Pombal y pourvut en instituant dans les villes, et jusque dans les bourgs les plus considérables, des maîtres, qui furent chargés de donner des leçons gratuites à la population. Il fit pénétrer aussi la réforme dans l'université de Coïmbre, où les professeurs n'occupaient leur chaire que quatre mois par année, tandis que les étudiants se dispensaient le plus souvent de suivre les cours, aimant mieux acheter leurs grades que de les mériter par le travail. Le ministre aurait voulu doter son pays d'un code qui devait rassembler et coordonner toutes les lois du royaume; mais le temps lui manqua pour achever une œuvre si nécessaire. Enfin, le Portugal lui doit le canal d'Oeyras (1), qui faisant communiquer cette ville à la mer, rendait ainsi plus facile et moins dispendieux le transport des vins de la compagnie de Porto.

Les ennemis de Pombal se sont élevés avec chaleur contre l'établissement de cette association, qui donna naissance à une rébellion que le ministre réprima avec sa sévérité ordinaire. S'il faut en croire ses détracteurs, il ruina Porto par cette opération en détruisant la concurrence, puisque le prix des vins était fixé par la compagnie. Mais il est des époques où la pauvreté et le défaut d'industrie rendent nécessaires certaines entraves qui, loin d'être nuisibles, sont indispensables. Ainsi les corporations, qui fixaient le nombre des marchands, et qui imposaient des règles aux objets fabriqués, rendirent, à l'origine de leur création, de grands services. Cet argument peut servir de justification à la création de la compagnie de Porto. Quoi qu'il en soit, cet établissement, si violemment attaqué tant que Pombal vécut, fut respecté par ceux qui tinrent après lui le pouvoir. Le plus grand reproche que l'on puisse faire à sa mémoire est d'avoir employé, en toute occasion, la violence pour l'exécution de ses projets. Son humeur despotique ne voulait souffrir aucune résistance à ses volontés, qu'il fallait, pour ainsi dire, exécuter aveuglément. Quant à ses adversaires, il les poursuivit sans pitié; ceux qui tombèrent entre ses mains furent livrés aux tortures, déportés sur les côtes d'Afrique ou ensevelis dans les cachots.

Nouveau Richelieu, il eut à combattre jusqu'aux princes de la famille royale, et il les traita, comme lui, sans ménagements (1). Moins heureux que le cardinal, il survécut à son maître, et il eut la douleur de voir détruire en partie ce qu'il avait fait durant son long ministère; il put même craindre pour sa vie, qui se trouvait à la merci d'ennemis acharnés à sa perte. Il nous reste maintenant à entretenir nos lecteurs des derniers moments de Joseph I, dont la santé dépérissait depuis long-temps. Frappé d'une attaque d'apoplexie, qui lui ôta l'usage de la parole, il conserva toute l'intégrité de sa raison, et déclara sa fille régente du royaume durant sa maladie, qui se prolongea depuis le mois de novembre 1776 jusqu'au 25 février 1777, où il expira à l'âge de soixante-deux ans, après en avoir passé vingt-six sur le trône. Ce prince, tenu dans l'ombre par son ministre, ne sut qu'obéir toute sa vie à l'ascendant du génie qui le dominait, peut-être malgré lui, car la faiblesse ne cède souvent qu'avec répugnance à la force. Sous le règne de Joseph; le Portugal reprit une existence nouvelle, et, s'il ne put retrouver, parmi les nations, la place qu'il avait occupée jadis, c'est que le peu d'étendue de son territoire en Europe et l'exiguité de ses ressources ne lui permettait

(1) Le ministre portait le titre de comte d'Oeyras avant d'être créé marquis de Pombal.

(1) Deux frères naturels du roi, dont l'un était inquisiteur-général, furent relégués dans un couvent de carmes, à quelques lieues de Coïmbre, renfermés dans une étroite cellule et privés de toute communication au dehors. L'inquisiteur avait voulu défendre, contre Pombal, les prétentions de la cour de Rome, et il en fut puni, ainsi que son frère, qui, ayant pris sa défense, avait insulté personnellement le ministre.

MCD 2019

plus de lutter avec avantage contre les grandes puissances dont les forces avaient atteint un accroissement formidable. Le Portugal ne pouvait alors occuper qu'un rang secondaire; mais, grâce à Pombal, il l'occupa du moins avec honneur.

MARIE I.

(DE 1777 A 1792.)

L'avénement de Marie fut signalé par un acte de clémence, avant-coureur certain de la chute de Pombal : la reine, se fondant sur la volonté dernière de Joseph, ordonna de rendre à la liberté tous ceux qui gémissaient dans les fers pour crime d'État. La vue de ces infortunés, qui se montrèrent tout-à-coup aux yeux du peuple de Lisbonne, couverts de haillons et défigurés par leurs souffrances, ne pouvait manquer d'exciter dans tous les cœurs une commisération profonde pour les victimes, et une haine ardente contre l'auteur de leurs maux. Parmi tant de victimes se trouvaient des hommes du plus haut rang, qui, condamnés à toutes les privations, apparurent n'ayant pour tout vêtement que la toile du matelas sur lequel il leur était permis de reposer. Au nombre de ces misérables se faisait remarquer le marquis de Gouvea, le plus jeune des fils du duc d'Aveiro, plongé depuis dix-huit ans dans les ténèbres d'un cachot où il ne voyait que son geôlier; il avait presque entièrement perdu la parole, et était enfin tombé dans un état complet d'imbécillité. Huit cents prisonniers de toute condition remplirent, en quelques jours, les rues de Lisbonne, témoignages vivants de la cruauté de Pombal. La reine, qui méditait la disgrâce de ce ministre, commença par rétablir dans leurs emplois ses principaux adversaires, en même temps qu'elle sévit contre ses partisans les plus dévoués. Les uns furent comblés de faveurs et de dignités, les autres encoururent les punitions les plus sévères, et quelquefois les plus humiliantes. C'est ainsi que le P. Mendoza, supérieur-général des bénédictins, relégué dans un couvent de province, il fut condamné à remplir les fonctions les plus basses, et contraint d'écouter une fois par semaine des leçons de catéchisme. Marie rétablit encore dans tous ses anciens priviléges le tribunal de la nonciature; elle supprima le tribunal de l'inconfidence, créé par le marquis de Pombal pour connaître des crimes de lèze-majesté. Bientôt elle l'attaqua lui-même en le dépouillant de la surintendance des finances. Le ministre avait élevé à Joseph une statue en bronze, et placé sa propre effigie sur un des bas-reliefs du piédestal; la reine fit enlever ce médaillon. Tous ces préludes ne permirent pas à Pombal de s'aveugler plus long-temps sur son avenir, et il sollicita sa retraite, qui lui fut accordée sur-le-champ. Il sortit de Lisbonne avec sa famille, protégé par sa garde; car, à l'exemple de Richelieu, il ne marchait qu'entouré de soldats chargés de veiller sur sa personne (1). Un incident avait encore redoublé la haine publique contre le ministre disgracié : cet événement était la nouvelle de la prise de l'île de Sainte-Catherine et de la ville du Saint-Sacrement. On se rappelle que, par le traité de Fontainebleau conclu en 1763, l'Espagne devait rendre cette dernière cité au Portugal; mais elle avait refusé de remplir cette clause, et Pombal avait repris de force ce qui appartenait à son pays. En 1777, une expédition formidable, sortie du port de Cadix, s'était remise en possession du fort et de l'île de Sainte-Catherine. Toutefois, si les deux puissances se battaient en Amérique, en Europe elles étaient en paix. Les pertes subies au Nouveau-Monde par les Portugais furent attribuées à l'impéritie de Pombal, et Marie se hâta d'entrer en arrangement avec l'Espagne, qui, par le traité de Sainte-Ildefonse, lui rendit seulement l'île de Sainte-Catherine; elle reçut en échange une partie du Paraguay. Privé de tous ses emplois, Pombal, retiré dans la terre de ce nom, espérait achever ses derniers jours dans l'oubli; mais la reine, poussée par les ennemis de l'ancien ministre, ne tarda pas à troubler son

(1) La vie de Pombal avait été menacée par une tentative d'assassinat; c'était depuis cet événement qu'il avait obtenu du souverain une garde particulière.

MCD 2019

repos. A l'exception du duc d'Aveiro, tous les complices de l'assassinat de Joseph furent réhabilités, et leurs descendants obtinrent, en dédommagement, des pensions et des emplois. Marie érigea ensuite une commission composée de trois magistrats ayant pour mission de recevoir les dépositions de tous ceux qui avaient à se plaindre de Pombal. Dès qu'ils apprirent ce qui se passait en Portugal, les jésuites abandonnèrent l'Italie, et débarquèrent à Lisbonne, où ils se montrèrent publiquement, en dépit de la loi qui les en bannissait; mais cette tentative, quoiqu'elle fût appuyée par le confesseur de la reine, ne put amener le rétablissement des fils de Loyola [1779]. Revenons à Pombal qui, prévoyant l'orage dont il était menacé, crut devoir publier une apologie de sa conduite. Les personnages alors chargés du pouvoir étaient peu ménagés dans cet écrit; aussi fut-il supprimé par leurs ordres, et les avocats dont il portait la signature, jetés en prison. Cette polémique hâta sans doute la mesure qui fut prise de commencer le procès du ministre déchu, que l'on avait déjà dépouillé d'une partie de sa fortune en le condamnant à d'énormes restitutions. Il fut interrogé dans son château par deux juges délégués à cet effet; mais la procédure fut interrompue par la maladie du prévenu [1780]. Dès que sa santé éprouva quelque amélioration, les deux magistrats revinrent, et soumirent Pombal à de nouvelles questions. Enfin, après une longue instruction, le vieux ministre fut déclaré, par un jugement, coupable de crimes atroces; mais la reine, par un décret, le condamna, pour toute peine, à se tenir éloigné de la cour à la distance de vingt lieues, sans préjudice dit le décret, « des »droits et justes prétentions du fisc et de la »couronne, qui subsisteront dans leur en»tier. » A peu près à la même époque [1781], un autre arrêt reconnut l'innocence de toutes les personnes mortes et vivantes qui avaient été retenues dans les fers sous le règne précédent en qualité de criminels d'État. Quant Pombal, il survécut environ six mois à sa sentence, et expira le 5 mai 1782, à l'âge de quatre-vingt-trois ans.

Le règne de Marie, uniquement borné à des détails intérieurs, nous permet de l'esquisser en traits rapides. Quoiqu'elle eût persécuté Pombal, cette princesse respecta du moins les établissements scientifiques et littéraires fondés du vivant de son père; elle en créa même de nouveaux, entre autres des écoles instituées pour l'enseignement des arts libéraux et mécaniques. Elle acheva l'œuvre ébauchée par Pombal, en faisant rédiger un code où furent rassemblées toutes les lois rendues par les rois ses prédécesseurs, forma des bibliothèques, et créa l'Académie des sciences, dont elle fit président son oncle, le duc du Lafoëns, qui se montra digne de cette distinction par les services qu'il rendit au corps savant dont il était le chef. L'Académie répondit aux espérances qu'elle avait fait naître, en publiant d'excellents mémoires sur l'agriculture, sur l'histoire naturelle, et en faisant paraître quelques ouvrages historiques remarquables par leur importance. Elle envoya aussi quelques-uns de ses membres visiter les manuscrits déposés dans les monastères, et poussa ses investigations jusque dans les archives de Madrid, où elle recueillit une foule de documents précieux. Enfin, elle fit paraître le premier volume d'un dictionnaire destiné à servir de règle aux écrivains nationaux. De semblables résultats honorent l'administration de Marie, et font regretter qu'elle ait été contrainte de descendre du trône avant sa mort. En effet, une maladie mentale, dont elle fut attaquée en 1792, fit passer le pouvoir entre les mains de son fils, qui, en 1793, prit le titre de régent.

JUAN VI, RÉGENT, puis ROI DE PORTUGAL.

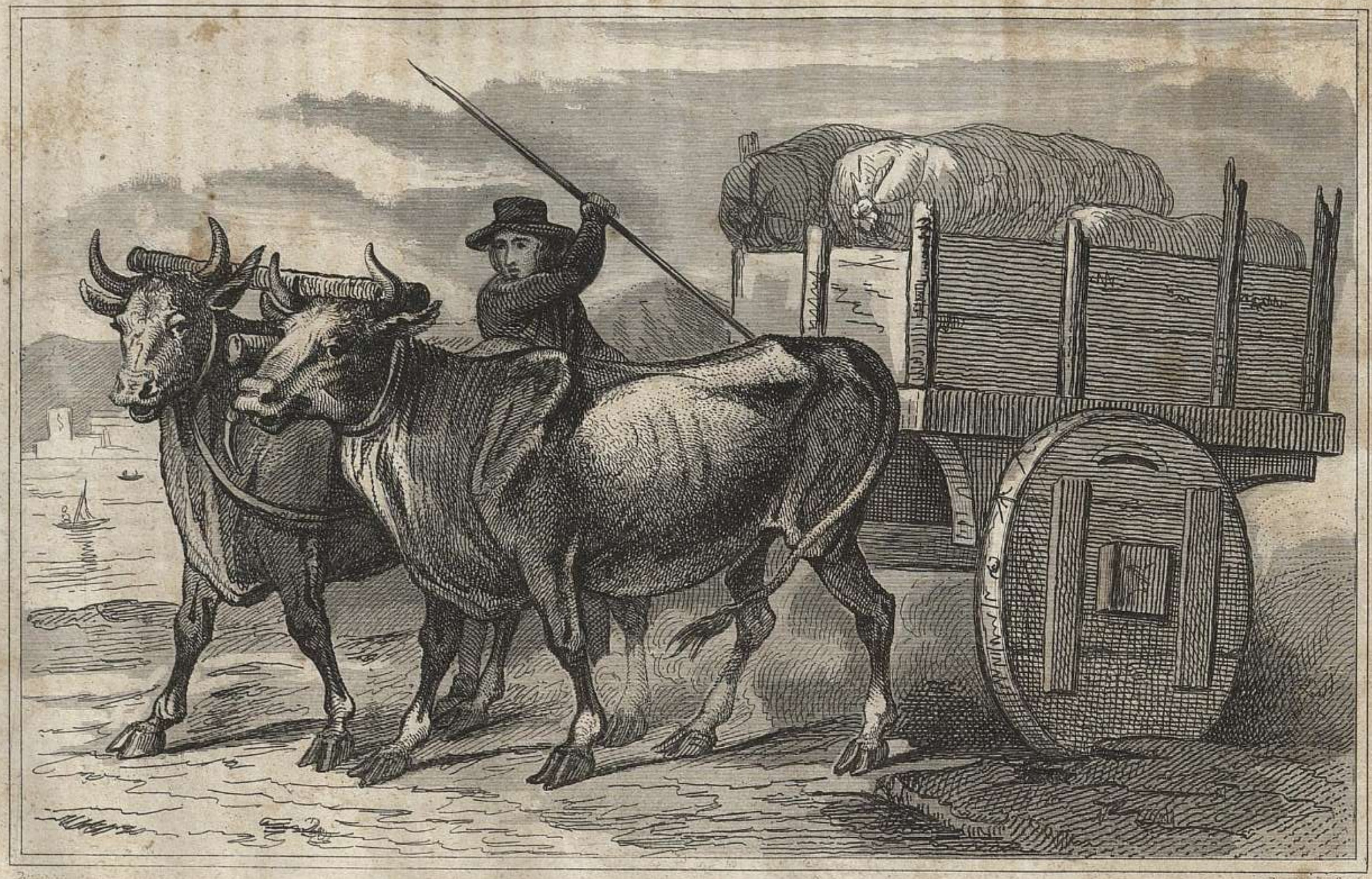
(DE 1793 A 1826.

Dès qu'il eut pris les rênes de l'État, ce prince unit ses armes à celles de l'Angleterre et de l'Espagne contre la France, qui venait d'entrer en lutte contre tous les rois. En effet, la mort de Louis XVI, accomplie sur un échafaud, fut le signal d'une conflagration qui, commencée sur le territoire français, s'étendit ensuite dans toute l'Europe. Le cabinet de Madrid se détacha l'un des pre-

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



CHARIOT EMPLOYÉ AUX ENVIRONS DE LISBONNE.

PORTUGAL

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

miers de la coalition formée contre la république [1795]. Le Portugal, à son exemple, rappela ses soldats, ainsi que ses vaisseaux, qui s'étaient joints dans la Méditerranée aux navires anglais. Bref, les hostilités cessèrent par le fait, et cependant la paix ne fut signée avec la France qu'en 1801, sous l'administration de Bonaparte, déclaré premier consul. Dom Juan s'occupa alors de développer dans son royaume les germes de prospérité que la guerre avait arrêtés; il encouragea les efforts de l'industrie, qui cherchait à exploiter les richesses de l'intérieur, comme à nouer au dehors de nouvelles relations. Mais Bonaparte projetait d'arracher toute la Péninsule à l'influence de la Grande-Bretagne, et, en particulier, le Portugal. A son instigation, l'Espagne envahit les États de dom Juan, qui, attaqué à l'improviste, céda par un traité au cabinet de Madrid, Olivenza avec son territoire. Le premier consul se fit aussi abandonner, dans le Nouveau-Monde, une partie de la Guyane portugaise. La rupture du traité d'Amiens avec la Grande-Bretagne [1803] ralluma le feu de la guerre; le Portugal, trop faible pour se mesurer avec l'une des puissances qui se combattaient, obtint de la France, au prix de seize millions, le droit de rester neutre. Cependant Napoléon avait arboré ses aigles victorieuses jusque dans Berlin, et data de cette capitale son décret déclarant les îles Britanniques en état de de blocus [1806]. Le Portugal ne voulut pas renoncer au rôle qu'il avait embrassé, et persista à ne pas fermer ses ports aux vaisseaux anglais. Sur ces entrefaites, le favori de Charles IV, Godoy, avant que la fortune se fût déclarée pour Napoléon en Allemagne, avait entamé des négociations secrètes avec l'Angleterre, la Russie et le cabinet de Lisbonne; si l'empereur des Français eût éprouvé un revers, tout le midi de l'Europe devait se lever contre le conquérant. Godoy eut l'imprudence de lancer une proclamation qui dévoilait son plan. Mais Napoléon venait de triompher à Iéna, et le favori se hâta de s'humilier devant lui. La connivence du Portugal avec le ministre espagnol n'avait pas échappé à la pénétration de l'empereur, et, comme il couvait déjà la pensée de ranger sous ses lois toute la Péninsule, il commença par immoler le Portugal. Un traité, signé à Fontainebleau [1807], raya la monarchie d'Henriquez de la liste des nations. Ses provinces étaient partagées entre l'Espagne, le roi d'Étrurie, prince de la maison de Bourbon; et Godoy, auquel on abandonnait les Algarves et l'Alentejo, devait monter au rang de souverain. Il restait encore une petite portion, dont on disposerait ultérieurement.

Il fallait exécuter cette odieuse convention; vingt-cinq mille hommes de troupes françaises furent mises sous les ordres de Junot, et dix mille Espagnols devaient prendre part à cette expédition. Junot traversa toute l'Espagne à marches forcées, et se dirigea sur Lisbonne avec tant de rapidité que le prince régent apprit seulement la nouvelle de son approche par l'ambassadeur portugais près la cour des Tuileries, qui revenait dans sa patrie. Quand on apprit que les Français n'étaient plus qu'à vingt-cinq lieues de la capitale, l'ambassadeur anglais, qui s'était retiré à bord d'une escadre de sa nation, mit pied à terre, et vint proposer au prince régent de chercher un refuge au Brésil. Dom Juan, s'il n'eût pas été dominé par une terreur panique, aurait pu aisément accabler les soldats français, épuisés par la disette et par les fatigues inouies qu'ils avaient éprouvées, car, en six semaines, ils avaient parcouru deux cents lieues, sur un territoire où il n'existait point de routes praticables; aussi avaient-ils laissé en arrière leur artillerie, et ils auraient pu difficilement soutenir le choc d'une armée aguerrie, et combattant avec la population, sur le sol qui lui appartenait. Quoi qu'il en soit, la famille royale prit la résolution de s'éloigner de l'Europe. Rien ne fut, dit-on, plus touchant que la scène de l'embarquement; le peuple entourait, en versant des larmes, ses princes, dont il allait se séparer peut-être pour jamais. La reine Marie, qui vivait encore, en proie à la démence, refusa de partir, et il fallut employer la force pour la conduire à bord. Le 29 novembre 1807, la flotte portugaise, qui emportait dom Juan dans le Nouveau-Monde, leva l'ancre, et, le lende-

MCD 2019

main, Junot entra dans Lisbonne, dont il s'empara sans résistance. De leur côté les généraux espagnols se saisissaient de la part dévolue à leur souverain. Le premier acte du général français fut de saisir les marchandises anglaises et de frapper un emprunt, ou, pour mieux dire, une contribution de deux millions de crusades. Quelques mois après, il déclara que la maison de Bragance cessait de régner, et que le royaume serait administré, au nom de l'empereur Napoléon, par le chef de ses soldats : c'était déchirer le traité de Fontainebleau; mais qui pouvait plaindre Godoy, dupe de la mauvaise foi de son allié? Junot fit suivre sa proclamation d'un emprunt forcé de cent millions. Cependant la Péninsule toute entière se soulevait contre Napoléon; un de ses lieutenants, à la tête de vingt mille hommes, mettait bas les armes à Baylen. En Portugal, Junot, écrasé à Vimeiro par les forces anglaises et portugaises, doubles des siennes, fut, quelque temps après, obligé de signer la convention de Cintra, et revint en France avec les débris de son armée [1808]. Le maréchal Soult fut chargé de reprendre à Wellington sa conquête; il obtint de brillants succès, mais il avait à combattre non-seulement des adversaires dignes de son courage; mais il lui fallait encore tenir en respect la population et triompher des obstacles que présentait un pays sauvage et inhospitalier. En effet, d'innombrables guérillas attaquaient les convois, interceptaient les courriers, et les paysans massacraient tous les soldats isolés. Soult fut réduit à se retirer. Il eut pour successeur le célèbre Masséna, qui ne fut pas plus heureux [1809]. Retranché derrière les positions de Torrès-Védras, Wellington força son habile adversaire à évacuer le territoire [1810]. La lutte se prolongea encore durant l'année 1811. Enfin l'état de l'Espagne, qui se fortifiait, même par ses défaites, amena l'évacuation du Portugal. La lutte engagée dans la Péninsule finit elle-même quelques mois avant la chute de celui qui l'avait causée. Les Bourbons, dans la personne de Louis XVIII, remontèrent sur le trône de saint Louis, et la paix fut conclue avec le Portugal, auquel la France rendit la portion de la Guyane qui lui avait été cédée en 1801, par le traité de Badajoz. L'Espagne dut restituer Olivenza; mais elle s'obstina à garder cette place, et les Portugais se vengèrent en s'emparant, dans le Nouveau-Monde, des villes du Saint-Sacrement et de Monte-Vidéo.

Retiré au Brésil, dom Juan avait pris le titre de roi en 1816, époque à laquelle la reine Marie était descendue au tombeau. Il n'entre pas dans notre plan de parler en détail de cette colonie, à la veille de devenir un empire. Le monarque continuait de résider à Rio-Janeiro, et le Portugal délaissé n'était plus qu'une colonie. Dans ce dernier pays, dont les habitants étaient livrés à des gouverneurs, les esprits fermentaient, mécontents de se voir abandonnés par le souverain. Voisin de l'Espagne, le Portugal ne pouvait manquer d'éprouver l'influence de cette contrée, qui, affranchie du joug étranger, n'avait pas trouvé le repos et la prospérité sous le sceptre de Ferdinand VII. En 1820, au signal parti de l'île de Léon, l'armée força le roi d'accepter une constitution. Le succès de cette entreprise détermina quelques seigneurs portugais à tenter une semblable révolution. Le 24 août 1820 un corps de troupes, cantonné à Porto, se révolta aux cris de *Vive le roi Juan VI et sa dynastie;* mais en exigeant la convocation d'un congrès national. A la tête de ce mouvement se trouvaient non-seulement des chefs militaires, mais encore des personnages d'un rang distingué; il s'y rencontrait même un moine, le père François de Saint-Louis, professeur à l'université de Coïmbre. Nous avons vu que le monarque, rentré en possession de ses États d'Europe, était cependant resté au Brésil; il s'était contenté d'instituer une junte de gouvernement, à laquelle il avait remis en dépôt l'exercice de son autorité. Le cardinal patriarche en faisait partie : il se hâta, ainsi que ses collègues, de fulminer une proclamation contre les rebelles de Porto. Mais il n'avait aucun appui dans la nation, qui s'indignait de ne plus occuper que la seconde place dans l'empire. Les gouverneurs ne tardèrent pas à s'apercevoir qu'ils étaient dans l'impuissance d'étouffer la ré-

MCD 2019

volte par la force, et ils crurent la détruire par une transaction, en promettant de convoquer prochainement les cortès, suivant le mode usité depuis long-temps. Ils joignirent à cet acte une amnistie; mais le pouvoir. quand il cède par faiblesse, obtient rarement l'obéissance, car il faut le craindre pour le respecter. Aussi le gouvernement de Porto augmentait de jour en jour ses partisans parmi les soldats et les provinces du nord. Il s'était installé à Coïmbre, et se disposait à marcher sur Lisbonne. La garnison de cette capitale prit à son tour l'initiative, et, s'étant rassemblé sur la place du Roscio, elle créa par acclamation un gouvernement provisoire, composé de six personnes, qui s'adjoignirent plusieurs hommes influents. Le pouvoir passa sur-le-champ entre leurs mains. Cette junte se réunit bientôt à celle de Coïmbre et se divisa en deux sections, dont la première prit le titre de *gouvernement suprême provisoire,* et l'autre la dénomination de *gouvernement provisoire pour la convocation des cortès*. La nationalité portugaise venait de se réveiller; aussi les nouveaux dépositaires de l'autorité ne voulurent-ils pas recevoir lord Beresford, qui arrivait de Rio-Janeiro. Cet officier-général, durant la guerre contre les Français, avait organisé et discipliné l'armée, il avait rendu de grands services au pays dans cette occasion; mais les nouveaux chefs du Portugal, aspirant à le régénérer, et voulant secouer le joug de l'Angleterre, dont ils regardaient l'alliance comme une oppression, contraignirent Beresford de se rembarquer. Toutefois, le gouvernement révolutionnaire, établi si facilement, fut renversé de même. Aidé par la populace et par quelques régiments, un certain Teixeira s'empara de l'autorité, en vertu d'une décision prise dans un conseil de guerre, qui ordonna que la constitution espagnole serait adoptée. Ainsi, il ne s'agissait plus de réunir les trois ordres de l'État, mais seulement des députés, appartenant à toutes les classes de la nation. Ces nouveaux mandataires, au nombre de cent, durent se trouver à Lisbonne le 6 janvier 1821. La session s'ouvrit en effet à cette époque, et une commission, nommée par le congrès, rédigea une constitution: elle fut soumise à l'acceptation du peuple, qui en jura le maintien. Toutes les possessions portugaises du Nouveau-Monde, à qui la constitution fut envoyée, l'adoptèrent avec transport, et le roi, se rendant aux vœux de ses sujets brésiliens, fit serment d'établir les institutions politiques promulguées à Lisbonne, et il s'embarqua peu de temps après, pour retourner en Europe. Cette démarche du monarque précipita la rupture de la mère-patrie avec sa colonie la plus importante. Les Brésiliens, abandonnés à leur tour par le roi, ne voulurent plus se soumettre aux ordres de la métropole. Le fils aîné de dom Juan était resté à Rio-Janeiro, en qualité de vice-roi, et crut devoir se rendre aux vœux des Brésiliens, qui proclamèrent leur indépendance et lui offrirent le trône. Dom Pèdre y monta avec le titre d'empereur [1822]. Le roi avait accepté la constitution de 1820, mais il était difficile et peut-être impossible d'en faire l'application dans un pays qui, à peine échappé à l'absolutisme des prêtres et au despotisme royal, n'était pas préparé à recevoir des institutions dont il ne pouvait comprendre ni le but ni les avantages. D'un autre côté, la reine Charlotte, femme de dom Juan (1), avait fait éclater constamment son opposition au pacte constitutionnel accepté par son époux. Lorsque les Français, sous les ordres du duc d'Angoulême, envahirent l'Espagne pour arracher Ferdinand VII aux mains des cortès, et rendirent à ce monarque, avec sa liberté, son ancien pouvoir, Charlotte profita de cette occasion pour fomenter une révolte, qui amena la chute du gouvernement constitutionnel à Lisbonne [1823]. Dom Juan consentit à redevenir prince absolu, ou plutôt à abandonner une autorité sans limites à la reine et à l'un de ses fils, l'infant dom Miguel, instrument docile, dont Charlotte s'était servie pour l'accomplissement de ses projets. Mais dom Juan ne tarda pas à se fatiguer d'un joug aussi dur qu'humiliant, et donna sa confiance à d'autres

(1) Cette princesse était fille de Charles IV, roi d'Espagne, et avait épousé dom Juan en 1790.

MCD 2019

hommes, qui excitèrent la jalousie et les craintes de l'infant et de la reine. Dans le but de ressaisir l'influence qu'il avait perdue, dom Miguel fit révolter les troupes de la capitale le 30 avril 1824, arrêta plusieurs grands personnages, qu'il considérait comme ses ennemis, et contraignit son père d'approuver une rébellion aussi audacieuse que criminelle. Mais le triomphe de dom Miguel fut court; le roi, dirigé par l'ambassadeur de France (1), alla chercher un asile à bord d'une escadre anglaise, stationnée dans le Tage. Il ordonna ensuite à son fils de se rendre auprès de lui; dom Miguel n'osa pas désobéir; mais dès qu'il parut, on lui déclara qu'il était prisonnier. Le prince adressa au roi une lettre, contenant l'aveu de sa faute, et en sollicitant le pardon, qui lui fut accordé, à la condition qu'il s'éloignerait à l'instant du Portugal. En effet, il partit le même jour sur une corvette, qui le conduisit en France, et il alla ensuite à Vienne, où il devait rester sous la garde de l'empereur François II [1824]. Le départ de l'infant rendit l'autorité moins chancelante entre les mains du roi; mais il avait toujours à se défendre contre les intrigues de la reine, qui voulait ressaisir le pouvoir à tout prix; aussi le gouvernement éprouvait-il de sourdes agitations, qu'il s'efforçait en vain de calmer. Tel était l'état des choses lorsque dom Juan éprouva des attaques nerveuses, qui prirent bientôt le caractère le plus alarmant. Dans cette extrémité il confia, par un décret, la direction des affaires à sa troisième fille, l'infante Isabelle-Marie (2), et il expira trois jours après, le 10 mars 1826. Si la bonté pouvait seule être un titre d'éloge pour un prince, ce monarque tiendrait un rang honorable parmi les souverains; mais il faut y joindre d'autres qualités, telles que le jugement et la fermeté, car on ne peut gouverner les hommes qu'à la condition de posséder ces deux principales vertus du commandement. Aussi l'indulgence de dom Juan dégénérait en faiblesse, et il fut, durant tout son règne, le jouet de ses amis et de ses ennemis : les premiers lui imposèrent leurs passions, les autres leurs volontés.

La princesse Isabelle prit immédiatement possession de la régence, et fit partir un bâtiment, chargé d'apprendre à dom Pedro le trépas de son père. Quelques jours après, elle le fit proclamer à Lisbonne et dans les provinces en qualité de roi de Portugal. Le monarque brésilien allait se trouver à la tête de deux nations, situées à deux mille lieues l'une de l'autre, nourrissant des prétentions rivales et des intérêts opposés. Désespérant de les concilier. dom Pedro prit le parti de renoncer au Portugal en faveur de sa fille dona Maria, dont il fit précéder la venue en Europe par une charte, qui établissait deux chambres, et installait le gouvernement représentatif avec tous ses développements. Il confiait à la régente le soin d'établir cette œuvre : elle fut accueillie avec enthousiasme par le haut commerce et par la classe bourgeoise des grandes villes; mais reçue bien différemment dans plusieurs provinces, où dominaient les partisans de la reine douairière et de dom Miguel. La charte était à peine promulguée, que des désertions eurent lieu dans plusieurs régiments, tandis que des insurrections éclatèrent sur divers points. Le marquis de Chavès souleva la province de Tra-os-Montès, et se mit en campagne à la tête d'une petite armée. La régente fut contrainte d'envoyer contre les insurgés la garnison de Lisbonne, et d'implorer le secours du cabinet de Londres; six mille soldats anglais vinrent bientôt occuper la capitale [1826]. Sur ces entrefaites, les deux chambres s'étaient constituées; mais le peu de place qui nous reste nous interdit d'entrer dans aucun détail sur leurs actes, dont l'importance n'était que secondaire, car la glaive était tiré et devait seul décider la lutte engagée entre les partis. Nous dirons donc seulement que les rébelles furent vaincus sur les champs de

(1) M. Hyde de Neuville.

(2) Cette princesse avait deux sœurs aînées, dont l'une avait épousé don Carlos, frère de Ferdinand VII, roi d'Espagne; l'autre était veuve d'un infant d'Espagne et mère du prince dom Sébastien, qui sert en ce moment sous les drapeaux de don Carlos. Mariées à des princes étrangers, les deux infantes n'avaient aucun droit à prendre part au gouvernement de leur pays natal.

MCD 2019

bataille et se sauvèrent en Espagne [1827]. Cependant l'infante Isabelle, malgré la faiblesse de son administration, parvint à maintenir la constitution jusqu'à l'époque où elle reçut la nouvelle que dom Pedro venait d'accorder la régence à dom Miguel, qui, ayant quitté Vienne le 28 décembre 1827, arriva à Lisbonne le 22 février suivant. Lorsqu'il était encore à la cour d'Autriche, ce prince avait prêté serment à la constitution octroyée par son frère, il jura de nouveau qu'il la maintiendrait lorsqu'il prit les rênes du gouvernement. Mais ses actions ne tardèrent pas à démentir ses paroles : il commença par composer son ministère de personnages signalés par leur haine contre le régime représentatif, espérant amener le renversement de la charte par une série de mesures combinées avec adresse et suivies avec habileté. Il préluda à l'exécution de ce projet en dissolvant la chambre des députés, puis il ordonna de procéder à des élections nouvelles, mais en se promettant de les diriger, et d'appeler à son aide la force quand la ruse ne suffirait pas pour lui assurer les suffrages. Dom Miguel négociait en même temps pour obtenir le départ des troupes britanniques de la capitale; les soldats anglais s'éloignèrent, et le régent jeta aussitôt le masque. La municipalité de Lisbonne, excitée par ses agents, le proclama roi publiquement et ouvrit des registres où tous les citoyens étaient invités à signer leur adhésion à cet acte. Retenu par les ministres étrangers, qui menaçaient de quitter le Portugal, dom Miguel n'osa accepter d'abord une offre qu'il avait provoquée; il imagina de convoquer dans la capitale les états du royaume, suivant les formes anciennes : tous les députés du clergé et de la noblesse étaient dévoués à sa fortune; quant à ceux du tiers-état, ils furent épurés, c'est-à-dire que la cour suprême de justice (1), chargée de vérifier leurs pouvoirs, annula la nomination des hommes dont l'opinion paraissait suspecte; les électeurs furent invités à les remplacer. Consultés séparément, les trois ordres s'accordèrent sur la question qui allait leur être soumise, et furent alors assemblés, le 23 juin 1828, au palais d'Ajuda. Dom Miguel s'y rendit, entouré d'un pompeux cortége. Déclaré roi par les orateurs des trois ordres et par les suffrages unanimes des membres des cortès, l'infant reçut la couronne, au préjudice de sa nièce, dont il devait être l'époux et le premier sujet.

(1) Desembargador do paco.

MIGUEL I.

(DE 1828 A 1833.)

De grandes rejouissances dans la capitale signalèrent l'avénement du nouveau monarque; mais les ambassadeurs étrangers, à l'exception du nonce, de l'envoyé d'Espagne et de celui des États-Unis d'Amérique, demandèrent leurs passeports; ils quittèrent en effet Lisbonne. Ainsi le gouvernement de dom Miguel allait être mis au ban de l'Europe, tandis qu'il était déjà menacé par une insurrection, qui venait d'éclater à Porto; il était en outre sans argent. Le prince essaya, mais vainement, d'ouvrir un emprunt. A défaut de prêteurs, il obtint des offrandes volontaires, dont la plus grande partie était fournie, non par les partisans du nouveau régime, mais par ceux qui redoutaient d'en être les victimes. La guerre, allumée à Porto, ne tarda pas à se répandre au loin. Les généraux Saldanha, Stubbs et Villaflor vinrent en prendre la direction. Cependant les troupes de dom Miguel, après avoir remporté plusieurs avantages, finirent par s'emparer de cette ville; mais elles ne purent saisir les chefs de la rébellion, qui trouvèrent moyen de s'embarquer pour Londres; quant à leurs soldats, ils se retirèrent en Espagne, où l'on consentit à les recevoir, mais en les dépouillant de tout ce qu'ils possédaient. Sur ces entrefaites, dom Pedro avait fait partir sa fille, âgée de dix ans, pour le Portugal; il espérait que son frère, en l'épousant, occuperait le trône avec elle. Mais quand dona Maria vint aborder à Gibraltar, elle apprit que dom Miguel s'était saisi de la couronne, et le marquis de Barbacena, chargé de conduire la jeune princesse, la mena à Falmouth, d'où elle se rendit à Londres, puis ensuite

MCD 2019

au château de Laleham [1828]. Quoique traitée en souveraine, dona Maria fut cependant accueillie avec froideur par le duc de Wellington et ses collègues; mais les refugiés portugais, réunis à Plymouth, lui composèrent bientôt une petite armée, car son ministre principal, le marquis de Palmella, avait entre ses mains les fonds versés par le Brésil pour acquitter une dette qu'il avait contractée envers le Portugal, par suite du traité de 1825, prononçant la séparation des deux pays. Cet argent servit à faire vivre les sujets de la jeune reine qui avaient cherché un asile en Angleterre, plutôt que de se soumettre à dom Miguel. La nouvelle de l'arrivée de la reine en Europe ne tarda pas à semer de nouveaux troubles en Portugal. Des bandes de guérillas surgirent dans plusieurs provinces et fournirent au gouvernement de dom Miguel des prétextes pour apesantir ses rigueurs sur tous les habitants dont il craignait l'inimitié ou dont il accusait la froideur : il en peupla les prisons, séquestra leurs biens, et chassa des rangs de l'armée et des emplois civils ceux qui furent soupçonnés de manquer de dévouement. Il créa en même temps une milice sur le modèle des volontaires royalistes espagnols, où furent admis une foule de prolétaires, pleins d'un zèle aveugle pour sa cause. Les officiers de cette milice furent armés du droit d'emprisonner et de renvoyer devant des commissions spéciales les personnes prévenues d'appartenir à des sociétés secrètes. Il est facile d'imaginer les résultats d'un semblable régime, qui livrait la population à l'arbitraire le plus odieux. Ne pouvant raconter en détail le règne de dom Miguel, nous passerons sur-le-champ au retour en Europe de dom Pedro. Fondateur de la monarchie du Brésil, ses sujets le contraignirent d'abdiquer le trône en faveur de son fils encore en bas âge. Le prince déchu prit alors la résolution de se consacrer à la défense des droits de sa fille. Quelques mois après qu'il eut saisi le pouvoir, dom Miguel avait rangé sous sa domination les Açores, à l'exception de Terceira. Ce fut de cette île que partit une expédition qui s'empara de Porto, dont les habitants étaient au fond du cœur dévoués à la cause constitutionnelle. Dom Pedro accourut se renfermer dans cette place, assiégée par les troupes de dom Miguel, résolu de vaincre ou de mourir [1833]. Au choléra vint se joindre la famine, qui décima la population et les défenseurs de la cité. Mais les vents qui empêchaient les navires de pénétrer dans Porto ayant changé de direction, l'abondance reparut et enflamma d'une nouvelle ardeur les soldats de dom Pedro, qui repoussèrent victorieusement les attaques de leurs adversaires. Impatient de mettre fin à une guerre qui menaçait de se prolonger indéfiniment, ce prince mit sous le commandement du comte de Villaflor, qu'il créa duc de Terceira, un corps de trois mille hommes, chargé de marcher sur Lisbonne. Il fit partir en même temps sa flotte, commandée par un officier anglais, l'amiral Napier, pour établir le blocus du Tage. Celui-ci rencontra, à la hauteur du cap de Saint-Vincent, la flotte migueliste, et l'anéantit toute entière dans un seul combat. L'expédition sortie de Porto obtint des succès non moins brillants : elle traversa les Algarves sans éprouver de résistance, car les villes ouvraient leurs portes, et les habitants s'empressaient d'offrir aux soldats des vivres et aux chefs de l'argent.

Parvenu à Setubal, le duc de Terceira, en sortant de cette ville, mit en déroute un corps de miguelistes venu à sa rencontre, et battit encore une autre division, commandée par le général Tellès Jordao, qui périt dans l'action, et se porta rapidement sur Lisbonne. Le gouverneur, le duc de Cadaval abandonna la ville dans la nuit du 24 juillet 1833. Dès le lendemain, le parti vainqueur en prit possession. Le même jour, dom Miguel, qui était devant Porto et avait appelé à son aide les talents militaires du général Bourmont, échoua dans une attaque dirigée contre la place; à la suite de cet échec, il abandonna ses positions pour menacer la capitale; mais il avait été prévenu par dom Pedro, qui s'y était rendu par mer, et avait été accueilli par les habitants avec le plus vif enthousiasme. Son activité mit en défaut celle de ses ennemis, et quand ceux-ci parurent, ils trouvèrent les abords

MCD 2019

de la capitale défendus par des tranchées et des barricades. Après une tentative infructueuse, ils battirent en retraite jusqu'à Santarem, où dom Miguel se renferma. Ici se termine le règne de ce prince, il avait à peine duré cinq ans, pour finir, comme il avait commencé, par la violence. En effet, chassé d'un trône qu'il voulut prendre, au lieu de le recevoir, il semble condamné à passer désormais le reste de ses jours dans l'exil et l'obscurité, triste condition, surtout pour un souverain déchu qui, tombé du premier rang, ne peut jamais s'habituer à rentrer dans la vie commune; c'est le châtiment de la mauvaise foi de dom Miguel, et il ne pouvait être plus amer.

MARIE II.

(1833.)

Dépositaire du pouvoir royal en qualité de régent, dom Pedro en fit usage contre ses adversaires, mais avec plus de modération que le gouvernement qu'il venait de renverser. S'il destitua et emprisonna les partisans de dom Miguel, il ne tarda pas à tempérer ces rigueurs par des actes de clémence. Mais son ressentiment poursuivit de préférence le clergé, qu'il soumit à toutes les peines portées contre la trahison. Les moines s'étaient signalés par leur dévouement envers l'usurpateur, et ils en furent punis par une ruine complète: en effet, le régent prohiba l'admission des novices, et finit par décréter la suppression de tous les couvents. Il abolit encore le tribunal du nonce, au risque de se mettre en hostilités avec la cour de Rome. Cette mesure, juste au fond, parut précipitée et pouvait soulever des ressentiments, qu'il eut mieux valu ne pas provoquer. Quoi qu'il en soit, dom Pedro, après avoir pourvu aux soins les plus importants de l'administration, songea à terminer la guerre le plus promptement possible; cette tâche offrait de grandes difficultés, car s'il était maître de Lisbonne, de Porto et de quelques villes du littoral, tout l'intérieur du royaume reconnaissait l'autorité de dom Miguel; mais une circonstance vint hater le dénouement de la lutte. Ferdinand VII était mort dans le cours de l'année 1833, laissant les rênes de l'État entre les mains de Christine, sa veuve. Celle-ci avait pris pour ministre principal M. Zéa Bermudez, dont les sympathies étaient pour dom Miguel; M. Zéa ayant été remplacé, ses successeurs au pouvoir firent marcher un corps de troupes en Portugal, pour en chasser dom Carlos, qui, cantonné sur la frontière de ce pays, menaçait sans cesse la sécurité du gouvernement de Christine. A l'approche du général espagnol Rodil [1834], l'infant prit la fuite et vint se réfugier à Santarem, dernier boulevart de la puissance chancelante de dom Miguel. Rodil fit sa jonction avec le duc de Terceira, et tous deux unirent leurs efforts contre leurs communs ennemis. A la même époque intervint le traité de la quadruple alliance, qui mit le sceau au triomphe du régent. En vertu de cet engagement, l'Angleterre et la France, de concert avec l'Espagne et le Portugal, s'engageaient à prêter leur appui à Christine et à dona Maria. A peine cette convention fut-elle publiée, que les miguelistes, découragés, subirent de nombreux échecs. Dom Miguel et dom Carlos abandonnèrent Santarem; mais, cerné sur tous les points et abandonné par ses propres soldats, le prince portugais accepta une capitulation, qui fit tomber les armes de ses mains: il consentit à s'expatrier, et dut recevoir en dédommagement une pension annuelle de soixante mille contos de reies (375,000 francs). Quant à dom Carlos, on lui permit de s'embarquer pour l'Angleterre, où il promit de fixer sa résidence [1834].

Cependant la jeune reine était arrivée d'Angleterre à Lisbonne, quand cette ville était encore menacée par les troupes ennemies (1); mais son père avait continué de

(1) Dona Maria, qui avait débarqué en Angleterre à son arrivée du Brésil, avait fini par se retirer en France. Rappelée par dom Pédro, elle avait fait voile d'abord pour la Grande-Bretagne, où elle fut accueillie avec les plus grands honneurs. Partie le 16 septembre, elle arriv à Lisbonne sept jours après.

MCD 2019

garder entre ses mains l'autorité, et l'exerça jusqu'à sa mort, qui arriva quelques mois après avoir restauré le trône de sa fille. Attaqué d'une maladie organique, il rendit le dernier soupir le 24 septembre 1834 : il entrait dans sa trente-sixième année. La carrière de ce prince, quoique si courte, fut brillante et semée de contrastes remarquables, car il perdit un trône dans le Nouveau-Monde, et en releva un autre dans le monde ancien ; puis il disparut quand le Portugal, délivré de dom Miguel, n'avait plus besoin du secours de son bras; l'histoire marquera plus tard la place qu'il doit occuper dans l'estime des hommes. Dès que la tombe se fut refermée sur dom Pedro, dona Maria, déclarée majeure par les cortès, confia le pouvoir au marquis de Palmella, qui avait été créé duc de ce nom, en récompense de ses services. A la fin de cette même année, la reine épousa le duc de Leuchtemberg, fils du prince Eugène, beau-fils de Napoléon, et l'un de ses lieutenants les plus habiles. Mais cet hymen, conclu sous les plus heureux auspices, fut brisé par la fin prématurée du jeune époux, qui mourut en 1825. La reine contracta une nouvelle union avec le prince de Cobourg (1). Un des premiers actes de dona Maria fut de confier à son nouvel époux le commandement suprême de l'armée; la chambre des députés s'opposa si vivement à cette décision que le ministère prit le parti de la dissoudre; mais il tomba avec la chambre, et fut remplacé par un cabinet, ayant pour chef le duc de Terceira. La nouvelle administration persista à maintenir le commandement militaire entre les mains du prince Ferdinand, dont la nomination à ce poste important excita un vif mécontentement. Mais cette nomination, quoique mal accueillie, n'aurait pas été suffisante pour amener une révolution dans l'État, si elle n'avait pas été provoquée par l'insurrection de Saint-Ildefonse, qui avait forcé la régente d'Espagne à accepter la constitution de 1820, née à cette époque à l'île de Léon, et abolie en 1823 par Ferdinand VII. L'exemple donné par les soldats de Christine ne tarda pas à être imité par ceux de dona Maria; le 9 septembre, la garnison de Lisbonne, soutenue par le peuple et par la garde nationale, proclama la constitution de 1820, et contraignit la reine de prêter serment à cette œuvre démocratique, qui différait de la charte de dom Pedro en ce qu'elle n'était pas octroyée par le prince au peuple, mais imposée par le peuple au prince; elle n'instituait aussi qu'une Chambre unique. L'établissement de cette constitution n'a enfanté jusqu'ici que des troubles et produit que des massacres. Plusieurs personnages du plus haut rang, entr'autres le duc de Terceira et le maréchal de Saldanha, finirent par se révolter ouvertement; mais, vaincus dans une rencontre, par les troupes du gouvernement constitutionnel, ils furent contraints de s'expatrier. Rentrés depuis en Portugal, ils ont reconquis leur ancienne position ; mais, peut-être, n'ont-ils pas renoncé à l'espérance de renverser une constitution qui met en péril les prérogatives du trône et les avantages de la liberté, en les forçant de se combattre mutuellement. L'avenir seul peut débrouiller cette question en la décidant par la puissance des faits. Nous terminerons ici l'histoire du Portugal par une seule réflexion, c'est que, privé de ses plus riches colonies, sources de sa grandeur passée, ce pays peut difficilement échapper au joug de deux puissances, dont l'une touche à ses frontières, et dont l'autre lui commande par ses vaisseaux. En effet, si l'Espagne parvient à étouffer la lutte intérieure qui la dévore, elle sortira plus forte d'une épreuve si longue et si terrible, et le Portugal doit s'attendre à perdre son indépendance, ou à se jeter dans les bras de l'Angleterre, dont il lui faudra acheter la protection en la payant au même prix.

(1) Il s'appelle Ferdinand Auguste de Saxe-Cobourg Gotha.

PRÉCIS DE LA LITTÉRAURE PORTUGAISE.

Les peuples qui ont laissé des traces durables de leur passage sur la terre ne doivent pas cette distinction seulement à des

MCD 2019

triomphes obtenus par les armes ; ils ont aussi vécu de cette vie intellectuelle qui enfante des œuvres encore plus indestructibles que les conquêtes les plus étendues et les monuments les plus gigantesques. A ce titre le Portugal mérite d'attirer les regards de la posterité, car il a produit le premier poème épique dans nos temps modernes, où l'auteur célèbre, en beaux vers, un fait aussi glorieux qu'important par ses résultats, la découverte d'une route nouvelle, qui a rapproché l'Inde de l'Europe, et arraché le sceptre des mers et celui du commerce à Venise, pour les donner à Lisbonne. Cependant la langue et la littérature portugaise sont peu connues hors de la péninsule Ibérique, ce qui provient, en partie, de la position géographique de cette contrée, et du voisinage de l'Espagne, dont le Portugal semble n'être qu'une province détachée de sa métropole. Quoi qu'il en soit, l'idiôme portugais, concentré, dans notre hémisphère, chez le peuple qui l'a créé, est encore, sur le littoral de l'Afrique et dans l'Inde, la langue qui sert aux transactions commerciales. Nous n'essayerons pas de fixer la date des premiers essais de cette littérature, ni d'en apprécier le mérite relatif; de semblables discussions ne peuvent intéresser qu'un petit nombre d'érudits. Nous passerons sur-le-champ au quinzième siècle, époque où la nation avait déjà arboré ses enseignes victorieuses sur les murs de Ceuta, tandis que ses vaisseaux parvenaient au Sénégal, et parcouraient les mers de Guinée (1). En effet, les développements de la puissance portugaise coïncident avec les développements de son génie poétique. Nous commencerons donc à Macias, que les Portugaïs et les Espagnols revendiquent également. Nous avons raconté sa fin tragique (2); le temps n'a respecté que la chanson, cause de son trépas. Il avait cependant composé un grand nombre de poésies, et fit naître une foule d'imitateurs, dont les œuvres, rassemblés dans des *cancioneri*, ont dû jouir d'une vogue populaire, et cependant on chercherait vainement, même en Portugal, les livres qui les contiennent. La poésie a toujours précédé la prose ; nous allons donc parler de Bernardin Ribeira, auteur bucolique dont la renommée a subi l'épreuve du temps. Il ouvre le grand siècle de la littérature de son pays ; les pastorales de Ribeiro, applaudies par ses contemporains, ont servi de modèles à tous ceux qui sont venus après lui : tous ont cru devoir s'exercer dans un genre devenu national. L'agriculture n'a jamais fait de grands progrès dans la Lusitanie, où le soin des troupeaux occupait de préférence les habitants. Le climat leur rendait l'oisiveté douce, et ils pouvaient s'y livrer en se bornant à faire paître leurs brebis : aussi trouve-t-on dans ce pays, comme en Espagne, plus de bergers que de laboureurs. De là vient la préférence des Portugais pour les tableaux qui leur présentent des images et des sentiments si bien d'accord avec leurs habitudes et les rêves de leur imagination. Mais le charme attaché à la nature champêtre réside plus dans les mots que dans les idées ; aussi les vers de Ribeiro, dont la douceur et l'harmonie ravissent ceux qui peuvent le lire dans sa langue, ne sauraient être traduits sans perdre leur plus grand mérite. D'ailleurs le peu d'espace qui nous reste nous permettrait difficilement de multiplier les citations. *Menina e moça* (l'Innocente jeune fille), petit ouvrage composé par notre auteur, mérite encore d'être signalé : il y raconte, dit-on, ses propres aventures, déguisées sous des formes romanesques, qui ne permettent pas de séparer aujourd'hui la vérité de la fable. Mais l'œuvre de Ribeiro est écrite en prose, à laquelle il imprima le premier une allure nouvelle. C'est sous ce dernier rapport que les critiques portugaises la jugent digne d'estime et d'attention. Ce livre, quant au fond, offre peu d'intérêt, car l'esprit s'égare, sans pouvoir s'attacher, au milieu de récits et d'intrigues qui se croisent sans cesse.

Christoval Falcam marcha sur les traces de Ribeiro : victime de l'amour, car il fut captif durant cinq années, pour s'être marié

(1) Suivant M. de Sismondi, le portugais est une contraction du castillan ; la consonne du milieu des mots est, en général, celle qui demeure supprimée : ainsi, *dolor* devient *d'or*, *celos* devient *ceos*, etc. Le portugais a conservé aussi, beaucoup plus que l'espagnol, les formes du latin.

(2) Voyez l'histoire d'Espagne.

MCD 2019

contre le vœu de ses parents, il a raconté ses infortunes dans une églogue un peu longue, elle a plus de neuf cents vers, mais où le sentiment se montre sous des traits naïfs et touchants. Les deux poètes dont nous venons de parler fleurirent sous le grand Emmanuel [de 1495 à 1521]. Son successeur, Jean III, protégea les lettres, qu'il aimait; il commença par restaurer les études, en appelant à Coïmbre des savants portugais et étrangers, dont les leçons produisirent d'heureux fruits. En effet, parurent bientôt deux hommes, Sa e Miranda et Ferreira, véritables législateurs de la littérature de leur pays, à laquelle ils ont donné des règles, non par des préceptes, mais par des exemples. Le premier séjourna en Italie, puis en Espagne, et quand il revint à Lisbonne, son esprit et ses talents lui valurent la faveur du roi. Il finit par se retirer dans ses terres, car, dit-il quelque part, « un homme, s'il n'a qu'une seule »opinion, un seul visage, une seule foi, qui »rompt plutôt que de ployer, peut être tout, »mais ne sera jamais homme de cour. » Sa e Miranda possédait à fond les langues grecque et latine; il savait également l'italien et l'espagnol; il écrivit même d'abord dans cette dernière langue. Toutefois, il sentit qu'il devait cultiver l'idiôme national: il l'enrichit de nouveaux mètres; il l'assouplit et le rendit harmonieux, par le choix et l'arrangement des mots. Il a fait des sonnets, des épîtres (1), des églogues; citons seulement une des pièces de cet auteur, où le mérite de la pensée se fait sentir, indépendamment de celui de l'expression. « Le soleil » grandit à l'horizon, l'air se rafraîchit, les » vents se calment et les oiseaux se taisent; » cette eau, qui tombe du haut d'un rocher, » loin de m'inviter au sommeil, me ramène à » de graves pensées. O choses toutes vaines, » toutes périssables, quel est le cœur qui se » confie en vous? Un jour passe, un autre » s'écoule encore, mais tous sont plus incer- » tains que des vaisseaux livrés au souffle » des vents. Ici j'ai vu des ombrages, des » fleurs, des eaux, des fontaines; au milieu » d'une riche verdure, j'ai vu des oiseaux qui » tous chantaient l'amour Aujourd'hui tout » est mort, tout est aride, et moi-même j'ai » changé à mon tour. Tout se renouvelle, et » il n'est point à cela de remède (1).

Antonio Ferreira vivait à la même époque que Miranda, qui, plus âgé, le précéda dans la carrière des lettres. Plus correct encore que celui dont il fut l'émule, Ferreira puise rarement dans son âme les sentiments qu'il exprime; il les emprunte aux anciens, surtout à Horace, dont ses épîtres et ses odes reproduisent avec bonheur le tour et les pensées. Ses sonnets, ses églogues, ses élégies, remarquables par le style, s'ils satisfont le goût et s'ils charment l'esprit, parlent rarement au cœur et à l'imagination.

Sa e Miranda et Ferreira firent école; nous passerons cependant sous silence leurs élèves, pour arriver au chantre de Gama, qui a fait à lui seul la gloire de sa patrie, car il est le seul dont le nom soit populaire hors du Portugal. Parlons d'abord de sa vie, non moins intéressante que son ouvrage. Issu d'une famille illustre, Camoëns, malgré sa noblesse, fut toute sa vie en butte aux embarras et aux privations de la pauvreté. Cependant il fit ses études à Coïmbre et parut à la cour, où il devint amoureux de Catherine d'Ataïde. On ignore si elle accueillit ses vœux ou les repoussa. On sait seulement que Camoëns, relégué à Santarem, alla combattre en Afrique comme volontaire: il perdit un œil devant Ceuta. De retour à Lisbonne, ses services, recommandés par une blessure, ne rencontrèrent que le dédain et l'ingratitude. Las de solliciter sans fruit, il quitta l'Europe pour l'Orient [1553]. La métropole des Indes portugaises, Goa, lui offrit si peu de ressources, qu'il fut réduit pour vivre à prendre part à une expédition dirigée contre le roi de Cochin. Camoëns échappa au fer de l'ennemi, comme aux périls d'un climat meurtrier; plus tard il signala son courage contre des corsaires, qui infestaient la Mer-Rouge. Puis il revint à Goa, où il s'attira l'inimitié du gouverneur, en pu-

(1) Il a donné à ses épîtres la dénomination de *Cartas* (lettres).

(1) Vide : De la littérature du midi de l'Europe, par Sismondi, t. V, p. 296.

MCD 2019

bliant une satire (1), dans laquelle il peignit, en traits incisifs, les crimes et les abus qui frappaient ses regards. Il fut contraint de quitter la ville, et alla chercher fortune à Macao. Ce fut dans cette cité, qu'ayant obtenu un petit emploi (2), il commença son poëme des *Lusiades*. Rappelé au bout de cinq ans dans la capitale des Indes, le vaisseau qu'il montait dans ce voyage échoua sur les côtes du royaume de Camboje, et Camoëns perdit tout ce qu'il possédait, à l'exception de son poëme, qu'il sauva en se jetant à la mer quand le navire fut englouti par les flots [1561]. Mais le nouveau gouverneur de Goa, dom Constantin de Bragance, qui avait fait cesser son exil, partit pour l'Europe, et Camoëns, livré sans défense à des ennemis implacables, fut jeté dans les fers, accusé d'avoir dilapidé les deniers publics remis entre ses mains à Macao. Il se justifia, mais sans pouvoir recouvrer sa liberté, que lui disputaient d'avides créanciers. Le nouveau vice-roi, auquel le poète malheureux recourut en cette occasion, fit cesser sa captivité, en acquittant la dette de Camoëns, qui put se livrer pendant quelque temps à ses inspirations poétiques. En effet, il termina son œuvre, et s'embarqua pour revoir sa patrie [1569]. Il avait quitté Lisbonne depuis seize ans, et lorsqu'il y mit le pied, il y trouva la peste, qui moissonnait la population. Le jeune Sébastien occupait alors le trône; il nourrissait déjà dans son âme les folles idées qui devaient le conduire à sa perte. Étranger au culte des muses, il accepta cependant la dédicace des *Lusiades*, et se crut quitte envers son auteur par une misérable pension annuelle de quinze mille reys (environ cent francs). Depuis cette époque, Camoëns, n'ayant d'autre ressource que sa plume, ne cessa d'être en proie à toutes les horreurs de l'indigence; un esclave, qu'il avait ramené de l'Orient, allait mendier pour son maître dans les rues de Lisbonne. Enfin, lorsqu'arriva la triste nouvelle de la déroute d'Alcaçarquivir, « Eh bien, » s'écria Camoëns, « je meurs avec la gloire de ma patrie » Et le pauvre poète, accablé par le chagrin et la misère, expira, quelques jours après, dans un hôpital [1579]. Nous ne pouvons qu'indiquer ici le sujet du poëme des *Lusiades :* c'est le récit de l'expédition aventureuse de Vasco de Gama; on peut y blâmer le mélange singulier des dieux du paganisme avec le Christ, la Vierge et les saints; mais ce défaut tenait aux idées du temps où vivait l'auteur. Toutefois, le récit si touchant de la mort d'Inès, et l'épisode du géant Adamastor ont suffi pour effacer les fautes du poète et immortaliser son ouvrage. Nous ferons encore remarquer que si le Trissin avait déjà publié en Italie un poëme épique, et que si les Espagnols avaient tenté plusieurs fois une semblable entreprise, ils avaient échoué. Ainsi Camoëns peut revendiquer l'honneur d'avoir, parmi les modernes, accompli heureusement l'œuvre la plus importante et la plus difficile de l'esprit humain. S'il nous est interdit, faute de place, d'entrer dans de plus longs détails sur les *Lusiades*, nous appellerons cependant l'attention du lecteur sur les œuvres diverses de Camoëns, qui portent l'empreinte d'un talent supérieur. Nous commencerons par un poëme allégorique intitulé : *De la création et de la composition de l'homme.* C'est une allégorie qui commence par une vision. L'auteur voit dans son rêve un édifice imposant et qui s'écroule, malgré son apparente solidité, par la faute de deux gardiens, qui mangent un fruit défendu. Sur les ruines du monument détruit s'élève une tour, dont la châtelaine est une dame, brillante de jeunesse et de beauté : la tour c'est l'édifice humain, la dame c'est l'âme. Le poète décrit ensuite tout l'intérieur de la tour, c'est-à-dire, toutes les parties du corps humain, ce qui donne lieu à des peintures non moins ingénieuses que bizarres; le poète les a semées de réflexions profondes, revêtues du charme de la plus haute poésie. On en jugera par la citation suivante. « Vie humaine, si chancelante » et si rapide, dont la gloire est si imparfaite et si fausse! La plus longue est un » songe léger; elle est assujetie au temps,

(1) Elle est intitulée *Disparatès na India* (les sottises des Indes).

(2) Il était *provedor mor dos defontos*, c'est-à-dire, administrateur des biens délaissés par les morts.

MCD 2019

» au destin, et enfin à la mort. C'est » celui qui l'estime le plus, qui la chérit » davantage, qui la voit aussi s'évanouir » avec le plus de tristesse et le plus de dou- » leur. Elle passe, et sa fin se termine par » des angoisses et par des sanglots; c'est » une fumée, et elle nous remplit les yeux » de larmes (1). » Bref, le songe se termine par la chute de la tour, démantelée, puis renversée par le temps. Alors survient un esprit céleste, qui fait sortir la dame de l'édifice détruit, et l'entraîne sur ses pas. Les littérateurs portugais sont divisés sur la question de savoir s'il faut attribuer ce poëme à Camoëns. Quoi qu'il en soit, on peut le lui laisser, puisqu'il s'y trouve divers passages que son génie n'aurait pas désavoués. Ses autres poésies se composent d'un grand nombre de sonnets, de *Cançaos*, pièces faites sur le modèle des *Canzoni* italiens; viennent ensuite des odes, des églogues, des élégies, des stances et des redondilhas. Ne pouvant les faire connaître par des citations, nous nous bornerons seulement à affirmer que la plupart de ces pièces méritent d'être lues; car, indépendamment du charme des vers, on y peut suivre l'histoire des sentiments et des faits qui marquèrent la carrière si douloureuse et si agitée de Camoëns.

Le genre dramatique fut aussi cultivé en Portugal, et si nous commençons par la comédie, c'est que Gil Vicente, dont nous allons parler, et à qui ses compatriotes ont décerné le nom de Plaute portugais, est le premier qui dans sa patrie ait composé des pièces de théâtre. On croit qu'il naquit vers la fin du quinzième siècle, et il mourut en 1557. Tout à la fois auteur et acteur, il acquit une renommée populaire, qui se répandit hors de la Péninsule; car le célèbre Érasme voulut, dit-on, apprendre le portugais pour lire les œuvres dramatiques de Gil Vicente. Comme il n'avait point de modèle, il s'est abandonné à tous les caprices de son imagination, sans se soucier d'imposer des règles à la licence de sa verve. Ses œuvres se divisent en quatre classes : les autos, les comédies, les tragi-comédies et les farces. Ces dernieres sont les seules qui possèdent un mérite vraiment remarquable; ce sont de petits tableaux de mœurs, qui étincellent souvent d'esprit et de gaîté. Les autos de Gil Vicente sont comme les autos de Lope de Véga et de Caldérone, un mélange bizarre du sacré et du profane. Non-seulement la vierge Marie, les saints et le diable y jouent les premiers rôles, mais on y voit figurer encore les vertus chrétiennes personnifiées. Quant aux comédies et tragi-comédies de Gil Vicente, ce ne sont guère que des nouvelles dialoguées sans art. Au reste, nous ne saurions mieux faire que d'emprunter sur cet auteur le jugement d'un savant portugais (1). « Ce qu'on est con- » venu, dit-il, d'appeler le nœud de la fable, » lui est presque inconnu. Les interlocuteurs » paraissent sur le théâtre, parlent et se re- » tirent, quand le poète a l'intention que » cela se passe ainsi. Les épisodes souvent » n'ont aucune relation avec l'objet princi- » pal de l'action. Enfin, ses pièces sont » écrites simultanément en espagnol et en » portugais. » Après Gil Vicente, le célèbre Sa e Miranda fit aussi deux comédies, dont la marche et le style rappellent le théâtre ancien, tel qu'il fut cultivé chez les Grecs et les Romains. Toutefois, Antonio Ferreira mérite, sans nul doute, d'occuper la première place parmi les poètes comiques de sa nation, puisqu'il a composé une comédie de caractère, *O Cioso* (le jaloux). Quoique cette pièce ne soit pas tissue avec assez d'art, et que les incidents ne naissent pas toujours naturellement du caractère principal, ce n'en est pas moins une œuvre très-remarquable, pour le temps où elle a été composée. Camoëns s'est aussi essayé dans le genre dramatique. Il a laissé trois pièces : les *Amphitryons*, *Seleucus* et *Filodème*. La première appartient à Plaute par le sujet; *Seleucus* n'est autre chose que l'histoire d'Antiochus, si vivement épris de

(1) Nous empruntons cette citation à l'excellent Résumé de l'histoire littéraire du Portugal, par M. Ferdinand Denis, *vid.* page 131.

(1) *Trigozo, d'Arrogao Morato, Mem. da Academia das sciencias*, tome V. — Vid. *Résumé de l'Histoire littéraire de Portugal*, par Ferdinand Denis.

MCD 2019

sa belle-mère Stratonice, qu'il était sur le point de mourir de son amour, lorsqu'il fut sauvé par l'adresse de son médecin. Camoëns a fait de cette anecdote une espèce de drame semi-sérieux, semi-bouffon. Quant au *Filodème*, ce n'est qu'un roman bucolique, mis en dialogue, où la bergerie joue le rôle principal. Si nous avons mentionné ces pièces, ce n'est pas qu'elles brillent par un mérite supérieur; mais c'est que tout ce qui vient d'un grand poète est sûr d'intéresser.

Le théâtre portugais peut encore s'honorer d'avoir produit l'une des premières tragédies régulières chez les modernes; on la doit à ce même Ferreira dont nous venons de parler. C'est encore Inès de Castro, déjà célébrée par le chantre des Lusiades, dont Ferreira a représenté sur la scène la fin tragique. C'est une œuvre remarquable sous le rapport de la peinture des sentiments. L'inexpérience de l'auteur, car il n'avait point de modèle, ne lui a pas permis de lier intimement à l'action l'infant dom Pèdre, qui se montre seulement dans deux scènes, au commencement et à la fin de la pièce. Comme dans les tragédies grecques, le chœur intervient sans cesse dans le dialogue avec les personnages. Il y a de grandes beautés dans les chœurs, ainsi que dans la peinture des sentiments. Tel est ce passage, le seul que nous citerons. Inès ne sait pas encore que le roi Alphonse a résolu de la faire périr; elle apprend par le chœur le péril dont elle est menacée: « J'apporte de tristes nouvelles, ô dona Inès! »Infortunée! Ah! malheureuse, malheu»reuse! tu ne méritais pas la mort cruelle »qui vient ainsi te chercher.

»LA NOURRICE. Que dis-tu? parle.

»LE CHOEUR. Je ne puis, je pleure.

»INÈS. De quoi pleures-tu?

»LE CHOEUR. De voir ce visage, ces yeux, »cette ....

»INÈS. Malheureuse que je suis! malheu»reuse! Quel mal, quel mal si grand est donc »celui que tu m'annonces?

»LE CHOEUR. C'est ta mort.....

»INÈS. Grand Dieu! Mon seigneur! mon »infant est mort . »

Ce dernier mot est sublime, dit avec raison M. de Sismondi (1), à qui nous empruntons cette citation. Malgré le mérite incontestable de cette pièce, elle se soutiendrait peut-être difficilement au théâtre, où la nudité de l'action se ferait sentir bien plus qu'à la lecture. Créée à l'imitation de la scène grecque, elle en reproduit les défauts et les qualités: aussi est-il fort douteux que les chefs-d'œuvre tragiques qui charmaient le peuple d'Athènes produisissent le même effet sur un public moderne.

Entraîné par le désir de faire apprécier à nos lecteurs les divers genres de mérite du plus grand et du plus célèbre des poètes portugais, nous avons négligé jusqu'ici de faire connaître plusieurs poëmes épiques, publiés au seizième siècle, où se rencontrent des beautés d'un ordre supérieur, et qui nous défendent de les oublier. Parlons d'abord de Corte Real et de son poëme du Naufrage de Sepulveda (2). Cet ouvrage n'est que le récit des malheurs particuliers de deux époux qui, jetés par une tempête sur le rivage africain, périssent misérablement en cherchant à gagner les établissements de leurs compatriotes, situés à Mozambique. Camoëns, dans ses *Lusiades*, avait consacré quelques beaux vers à la triste destinée de la belle Lianor, de son époux et de ses enfants. Corte Real développa ce qui n'avait été qu'indiqué par le chantre de Gama. Il faudrait analyser son œuvre pour faire partager les vives émotions que sa lecture fait éprouver; qu'il nous suffise de dire que rien n'est plus touchant que la longue agonie de Lianor et de Sepulveda; la peinture énergique de leurs souffrances vous arrache des larmes, et fait passer sur les défauts de l'ouvrage, où l'auteur introduit, à l'exemple de Camoëns, les divinités mythologiques. Corte Real a produit encore un autre poëme, le Siége de Diu (3). Ce siége est une des plus belles pages des annales portugaises: le poète n'est pas resté au-dessous de son sujet. Il avait parcouru les lieux dont il parlait; il avait

(1) *Vid.* De la Littérature du midi de l'Europe, tom. IV, pag. 312.

(2) *Naufragio de Sepulveda.*

(3) *Segundo cerco de Diu.*

MCD 2019

combattu dans l'Inde et en Afrique, et il n'eut besoin que d'en appeler à ses souvenirs : de là vient sans doute l'énergie de son pinceau. Ainsi, après le sac d'une ville, il nous montre les Portugais se livant au sommeil. « Ils s'étendent, » dit-il, » sur les bancs, »sur le tillac, pour reposer leurs mem»bres fatigués. Mais tandis qu'ils dor»ment, les uns soulèvent leurs bras vi»goureux et frappent l'air de coups inutiles; »d'autres murmurent ces mots : Ici ! tuez ceux »qui fuient, point de quartier pour ces Mau»res abominables ! Feu ! feu ! Sang ! sang et »ruine ! Et, en parlant ainsi, ils lèvent leurs »têtes qui retombent engourdies par le som»meil. A leurs gestes furieux, on sent qu'ils »sont poursuivis par des spectres et des ima»ges de destruction; mais le sommeil les »saisit de nouveau; il lie leurs membres »lassés de carnage; il enchaîne leurs sens, »et bientôt ils ne présentent plus que l'image »triste et muette de la mort (1). » Nous ne ferons que mentionner le poëme d'Alphonse l'Africain, par Mauzinho Quebedo, en affirmant qu'il renferme de grandes beautés.

Le goût de la poésie pastorale, si peu en rapport avec nos penchants, a produit en Portugal un grand nombre de poètes, qui tous ont chanté les plaisirs des champs, et décrit les beautés de la nature. Dans l'impossibilité de rappeler même les noms de tous ceux qui ont composé des églogues, des élégies, et tout ce qui se rapproche du genre bucolique, nous nous contenterons d'apprécier en quelques mots le mérite de quelques-uns de ces poètes. Le premier dont nous entretiendrons nos lecteurs est Rodriguez Lobo, appelé le Théocrite portugais. Il n'a cependant pas la naïveté de son modèle; mais il possède, dit-on, une harmonie et une pureté de style qui lui assignent le premier rang parmi ses émules. Après lui vient Diego Bernardez, qui possède presque au même degré les qualités et les défauts de Rodriguez. Nommons encore Andra de Camina et Alvarès do Oriente, auteur de la *Lusitania transformada*, pastorale mêlée de prose et de vers, qui jouit d'une grande célébrité. Le Parnasse portugais est riche en romans de ce genre. Rodriguez Lobo en a fait plusieurs, parmi lesquels on distingue son *Berger voyageur*. Au reste, on assure que les laboureurs et les bergers portugais, bien moins grossiers que les nôtres, se rapprochent, même par le langage, des hommes dont l'éducation a poli les manières et l'esprit. Si cette observation est exacte, elle explique pourquoi les poètes ont si souvent pris les champs et leurs habitants pour être le théâtre et les modèles qu'ils voulaient offrir à l'imagination.

Les conquérants portugais avaient porté leurs armes dans l'Inde et en Afrique, ils ont heureusement trouvé des compatriotes qui ont pris soin de transmettre la mémoire de leurs exploits à la postérité. Ceux-ci ont su peindre ces hauts faits comme les guerriers les avaient accomplis, avec la même chaleur et le même élan. Il est vrai que la plupart des historiens de cette époque glorieuse avaient presque tous été mêlés aux affaires, ou avaient porté les armes. Il faut placer à leur tête dom Juan de Barros, qui a mérité l'épithète de Tite-Live portugais. Il naquit en 1496, et fut élevé à la cour et sous les yeux du grand Emmanuel. Le fils de ce monarque, Juan III, le nomma gouverneur des établissements de la côte de Guinée, et quand Barros revint dans sa patrie, il obtint l'emploi de trésorier général des colonies, et remplit cette place durant près de quarante années; on voit que la position particulière de l'homme politique servit puissamment le génie de l'écrivain. En effet, Barros eut à sa disposition tous les documents nécessaires à la perfection de son travail; son plan primitif consistait à raconter en quatre parties l'histoire des hauts faits de ses compatriotes dans tout l'univers. Mais il eut à peine le temps de terminer son Asie Portugaise, qui retrace les conquêtes des Portugais non-seulement dans les Indes, mais encore dans les mers d'Afrique. Ses descriptions sont aussi exactes que brillantes, et, malgré la partialité de Barros pour son pays, il ne dissimule pas les crimes et les violences reprochées à ses compatriotes; au lieu de les condamner, il les approuve souvent,

(1) *Vid.* De la Littérature du midi de l'Europe, tom. IV, pag. 488.

MCD 2019

car les victimes sont ou des nègres, nés pour l'esclavage, ou des Maures et des Indiens, qui n'ont point été régénérés par la loi du Christ. Barros a semé son récit de harangues et surtout de longues périodes, qui rendent quelquefois sa phrase inintelligible ; mais malgré ce grand défaut, il a conservé avec justice le premier rang parmi les historiens de son pays. Le continuateur de son ouvrage, Diégo de Couto, s'est montré digne de marcher sur ses traces, et leur travail réuni forme quatorze volumes in-folio. Un prélat, nommé Ozorio, mérite d'être mentionné pour sa *Vie d'Emmanuel*, qui est cependant écrite en latin ; mais elle se distingue par l'esprit qui l'a dictée. En effet, Ozorio était ecclésiastisque; en peignant la persécution que subirent les Juifs au début du règne d'Emmanuel, loin d'y applaudir, il semble gémir sur le sort de ces infortunés, à qui l'on arrachait leurs enfants, et que l'on réduisait en esclavage. Disons aussi quelques mots de Damian de Goës, auteur d'une chronique de ce même Emmanuel remplie de faits curieux Fernand Lopez de Castanheda est encore auteur estimé d'une histoire de la découverte et de la conquête des Indes par les Portugais. Il s'était associé aux travaux périlleux dont il a tracé le récit ; mais, ainsi que Camoëns, ses talents et ses services ne furent pas appréciés, et l'homme qui avait pris part à des exploits merveilleux, qui les avait immortalisés en les retraçant, mourut bedeau dans une église de Coïmbre, seule récompense qu'il put obtenir de la reconnaissance d'une cour ingrate. Rappelons encore l'histoire du grand Albuquerque, écrite par son fils, et non moins remarquable par le mérite du style que par l'exactitude des faits : le désir de défendre une mémoire qui lui était chère l'a heureusement inspiré, et, en travaillant pour la gloire de son père, il a créé la sienne. Nous terminerons en disant quelques mots de Bernard de Brito, qui, dans sa *Monarchia lusitana*, avait entrepris l'histoire du Portugal, depuis la création du monde; mais il s'est étendu si longuement sur les premiers âges du genre humain, qu'après avoir rempli deux volumes in-folio, il n'est arrivé qu'à la fondation de la monarchie. Surpris par la mort, en 1615, il ne put achever son œuvre, qui se recommande cependant par un style ferme, exempt d'enflure et de trivialité (1).

Les Portugais eurent aussi des moralistes, qui ont tous adopté la forme du dialogue; mais leurs ouvrages, dont quelques-uns ont pris rang parmi les classiques, n'ont jamais franchi les frontières de leur patrie. Il n'en est pas de même des voyageurs qui, durant les quinzième et seizième siècles, parcoururent audacieusement des mers inconnues et des contrées dont l'Europe savait à peine le nom. Forcés de nous restreindre, nous parlerons seulement de Mendez Pinto, dont la relation, traduite en plusieurs langues, est encore lue avec plaisir aujourd'hui. Pinto employa vingt années de sa vie à parcourir l'Éthiopie, l'Arabie Heureuse, la Chine, la Tartarie et la plus grande partie de l'Archipel oriental. Treize fois captif, il fut vendu dix-sept fois. Mais une semblable infortune, jointe à d'autres périls, ne purent l'engager à goûter le repos ; il s'associa à un jésuite pour aller porter la religion chrétienne au Japon. Le moment vint cependant où il voulut revoir sa patrie ; quand il entra dans Lisbonne, Sébastien venait de monter sur le trône, et ceux qui gouvernaient en son nom repoussèrent toutes les demandes de Pinto, qui, las de solliciter inutilement, prit le parti d'aller chercher la retraite dans une terre qu'il possédait. Ce fut là qu'il écrivit ses voyages, qui furent publiés en 1614. Les critiques portugais louent le style de Pinto; la plupart des lecteurs, lorsque son livre parut, taxèrent ses récits d'exagération ; on alla même jusqu'à les traiter de mensonges, mais cependant les voyageurs modernes ont rendu hommage à la bonne foi de Pinto. Nous ne rappellerons pas même les noms de tous ceux qui ont écrit des relations du même genre; ils sont trop nombreux, et allongeraient inutilement notre travail ; nous préférons entretenir nos lecteurs de Francisco Moraëz,

(1) *Vid.* De la littérature du midi de l'Europe. par Sismondi, t. IV, p. 491 et suiv. Voir encore le Résumé de l'Histoire littéraire du Portugal, par Ferdinand Denis.

MCD 2019

célèbre dans sa patrie (1) par son roman de *Palmerin*, dont Cervantes fait un éloge si vif dans son Don Quichotte. Ce livre charmait le bon chevalier, et, quoiqu'il eût contribué sans doute à lui détraquer la cervelle, le curé, lorsqu'il condamne au feu tous les confrères de Palmerin, épargne ce dernier; il loue la fécondité de l'auteur et les grâces de son style : on peut croire sur parole un si grand maître. Moraëz a écrit encore des dialogues pleins de verve et d'esprit; ils peignent, en outre, les mœurs de son temps, ils en rappellent les usages et présentent sous ce rapport un intérêt particulier, qui se rencontre rarement dans ces sortes d'ouvrages. En effet, la plupart ne sont guère que des discussions philosophiques, où l'auteur s'attache seulement à faire briller son savoir ou son esprit (2).

Le Portugal a produit un assez grand nombre de romans de chevalerie; ce genre devait plaire dans un pays long-temps possédé par les Maures, qui avaient dû laisser des traces de leur passage dans les souvenirs de la nation. Les habitants de la Péninsule ont d'ailleurs un goût inné pour les aventures, depuis un temps immémorial. Dans cette contrée le vol à main armée ne déshonore pas; les détrousseurs sur la grande route sont des héros aux yeux de la multitude, même encore aujourd'hui. Les hauts faits d'Artus et de ses paladins, narrés en vers et en prose, jouirent donc d'une grande vogue en Portugal comme en Espagne; ces ouvrages sont oubliés maintenant, mais parce que dans ces deux pays le peuple ne lit plus.

L'examen que nous venons de faire des productions littéraires du seizième siècle, qui fut l'époque la plus brillante du Portugal, et les citations bien restreintes dont nous avons cru devoir appuyer nos jugements, nous interdisent de parler en détail des écrivains qui ont encore brillé dans la première moitié de la période suivante.

(1) Il naquit au commencement du seizième siècle, et fut assassiné à Évora.

(2) *Vid.* Résumé littéraire du Portugal, par Ferdinand Denis, p. 255 et suiv.

Philippe II et ses indignes successeurs régnaient alors à Lisbonne comme à Madrid; leurs ministres travaillaient avec une persévérance infatigable à tarir en Portugal toutes les sources de la prospérité publique. La décadence des lettres dut suivre celle du royaume. L'Espagne étendit si profondément son influence sur sa conquête, que plusieurs Portugais, doués de grands talents, répudièrent l'idiôme de leur patrie pour adopter celui des vainqueurs (1). Les pièces portugaises furent bannies du théâtre de Lisbonne, pour être remplacées par celles de Lope et de Caldéron. Le gongorisme ne tarda pas à infecter la littérature lusitanienne : tout, en un mot, s'abâtardit sous le sceptre de plomb de Philippe III et de Philippe IV. Toutefois, ce triste résultat de l'asservissement du Portugal n'eut lieu que par degrés. La première moitié du dix-septième siècle produisit encore des œuvres remarquables, parmi lesquelles nous signalerons l'*Ulyssea* ou la Fondation de Lisbonne, par Pereira de Castro, et la *Conquête de Malaca*, par Francisco Sà e Menesez. Le peu de place qui nous reste ne nous permet pas d'entrer dans aucun détail sur ces deux poëmes, remarquables cependant, et par la conception et par le style. Nous attirerons aussi l'attention sur l'*Histoire de Juan de Castro* due à la plume de Jacinthe Freyre d'Andrada. L'écrivain se montre à la hauteur de son héros Avec quelle force et quelle habileté il fait saillir le caractère de ces hommes qui allaient en Orient conquérir des royaumes. et mettre sous le joug des populations mille fois plus nombreuses que les conquérants! Il entraîne par la chaleur de son récit, comme il touche par une simplicité pleine de noblesse. Écoutons-le racontant la dernière maladie et les dernières paroles de son héros. Lorsqu'il sentit que la mort s'approchait à grands pas, Castro fit rassembler autour de son lit les

(1) Aussi trois poëmes épiques, qui jouirent alors d'une assez grande célébrité, furent écrits en espagnol. Parmi leurs auteurs se trouve une femme, Bernarda Ferreira de la Cerda, dont l'*Espagne délivrée* obtint les éloges de Lope de Vega; mais peut-être ces éloges sont-ils accordés autant au sexe de l'auteur qu'au mérite de ses vers.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine del. Pardinel Sculp.

Pl. 15.

PATINEURS HOLLANDAIS AU 17e SIECLE.

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

personnages revêtus des emplois les plus éminents, et leur parla ainsi : « Seigneurs, » je vous dirai sans honte que le vice-roi de » l'Inde manque, durant sa maladie, des » choses que le plus pauvre soldat trouve » dans un hôpital. Je suis venu dans l'Orient » pour servir, je n'y suis point venu pour y » faire le commerce. C'est à vous-mêmes » que je voulus donner les ossements de mon » fils ; c'est à vous que je remis ma mous- » tache, comme gage de ma parole. Je n'a- » vais à vous offrir ni brillantes tapisseries, » ni vaisselle précieuse ; aujourd'hui il n'y » a point, dans cette maison, assez d'argent » pour acheter une poule ; car, durant les » expéditions que j'ai faites, avant de dé- » penser l'argent de leur roi, les soldats » trouvaient le salaire de leur gouverneur, » et l'on ne doit pas s'étonner que le père » de tant d'enfants soit devenu pauvre (1). »

Comme les prêtres avaient tout envahi dans la Péninsule, depuis que l'inquisition avait courbé sous son joug tous les esprits, à cette période la plupart des auteurs sortent du cloître et de l'ombre des autels ; tandis qu'au siècle précédent, presque tous étaient des guerriers ou des administrateurs. Parmi les ecclésiastiques qui se distinguèrent par des talents supérieurs, il faut compter le père Vieira, qui s'est illustré comme missionnaire et comme prédicateur. Sa vie se rattache si intimément à ses œuvres, que nous allons l'esquisser en peu de mots. Né à Lisbonne en 1608, il se fit jésuite malgré ses parents, et se rendit à Bahia, d'où il ne revint qu'en 1641. Il parcourut ensuite la France, Rome et la Hollande, puis il s'embarqua, en 1685, pour retourner au Brésil. Il parcourut à pied diverses parties de cette immense contrée pour convertir les Indiens, dont il plaida la cause auprès de la cour de Lisbonne. Il voulait les affranchir de l'esclavage où les retenaient les Portugais. Quand les Hollandais, vers le milieu du dix-septième siècle, s'emparèrent de plusieurs provinces du Brésil, dont ils restèrent maîtres durant près de vingt années, Vieira enflamma ses compatriotes, et les arma contre les envahisseurs. Ainsi que le père Brydaine, Vieira, missionnaire comme lui, se distingue par une éloquence semée de traits aussi neufs qu'énergiques ; tel est le discours suivant, recueilli par l'abbe Raynal, dont nous citerons quelques extraits.

Vieira choisit pour texte le passage du psaume où David dit à Dieu : « Réveille- » toi, Seigneur. Pourquoi t'es-tu endormi ? »

« C'est par ces paroles remplies d'une » pieuse fermeté, d'une religieuse audace, » en protestant plutôt qu'en priant, que le » prophète-roi parle à Dieu. Le temps et » les circonstances sont les mêmes, et j'ose- » rai te dire : Seigneur, réveille-toi ! Pour- » quoi t'es-tu endormi ? » Après avoir comparé la position du peuple d'Israël avec celle des habitants du Brésil, asservis de même par des étrangers, Vieira ajoute : « Ce ne » sont point les peuples que je prêcherai au- » jourd'hui ; ma voix et mes paroles s'élève- » ront plus haut. J'aspire, dans ce moment, » à pénétrer jusque dans le sein de la divi- » nité. C'est le dernier jour de la quinzaine » que, dans toutes les églises de la métro- » pole, on a consacré à des prières devant » les sacrés autels ; et, puisque ce jour est le » dernier, il convient de recourir au seul et » dernier remède. Chrétiens, les orateurs » évangéliques ont travaillé vainement à » vous amener à résipiscence ; puisque vous » avez été sourds, puisqu'ils ne vous ont pas » converti, c'est toi, Seigneur, que je con- » vertirai. . . . . .

. . . . . .

» Job, écrasé de malheurs, conteste avec » toi : tu ne veux pas, sans doute, que nous » soyons plus insensibles que lui. Il te dit ; » Puisque tu as décidé ma perte, consomme- » la, tue-moi, anéantis-moi ; que je sois » inhumé et réduit en poussière, j'y con- » sens ; mais demain tu me chercheras, et tu » ne me trouveras plus. Tu auras des Chal- » déens, des blasphémateurs de ton nom ; » mais Job, mais le serviteur fidèle qui t'a- » dore, tu ne l'auras plus... — Eh bien ! » Seigneur, je te dis avec Job : Embrase, » détruis, consume-nous tous ; mais un » jour, mais demain, tu chercheras des Por-

(1) Cette traduction est tirée du *Résumé de l'Histoire littéraire du Portugal*, par Ferdinand Denis, page 361.

MCD 2019

» rugais, et tu en chercheras vainement...
» A ton avis, peut-être, la Hollande t'éle-
» vera des temples qui te plaisent, te con-
» struira des autels où tu puisses descendre,
» te consacrera de véritables pontifes, et te
» rendra un culte digne de toi. Oui, oui, le
» culte que tu recevras, ce sera celui qu'elle
» pratique journellement à Amsterdam, à
» Middelbourg, et dans les autres contrées de
» cet enfer humide et froid. — Je sais, Sei-
» gneur, que la propagation de ta foi et les
» intérêts de ta gloire ne dépendent pas de
» nous, et que, quand il n'y aurait point
» d'hommes, ta puissance animant les pierres,
» en susciterait des enfants d'Abraham ; mais
» je sais aussi que, depuis Adam, tu n'as
» point créé d'hommes d'une espèce nou-
» velle ; que tu te sers de ceux qui sont, et
» que tu n'admets à tes desseins les moins
» bons qu'au défaut des meilleurs. »

Ici l'orateur peint en traits aussi vifs qu'énergiques les maux effroyables qui accompagnent une invasion : les violences, les massacres, les incendies, cortéges inséparables de ce fléau ; les autels profanés, le deuil des familles décimées par la guerre... Puis il continue : « Enfin, Seigneur, lorsque tes tem-
» ples seront dépouillés, ta religion éteinte
» au Brésil, et ton culte interrompu ; lors-
» que l'herbe croîtra sur le parvis de tes
» églises, le jour de Noël viendra sans que
» personne se souvienne du jour de ta nais-
» sance ; le carême, la semaine-sainte vien-
» dront sans que les mystères de ta passion
» soient célébrés. Les pierres de nos rues
» gémiront, comme elles gémirent dans les
» rues de Jérusalem. Plus de prêtres, plus
» de sacrifices, plus de sacrements. L'hérésie
» s'emparera de la chaire de vérité ; la fausse
» doctrine infectera les enfants des Portu-
» gais. Un jour on demandera aux enfants
» de ceux qui m'entourent : Jeunes gens, de
» quelle religion êtes-vous ? et ils répon
» dront : Nous sommes calvinistes. Et vous,
» jeunes filles ? et elles répondront : Nous
» sommes luthériennes. Alors tu t'attendri-
» ras, tu te repentiras ; mais, puisque le re-
» gret t'attend, que ne le préviens-tu (1) ? »

(1) Vid. *Hist. philosoph. des deux Indes*, par Raynal, quatrième partie, tome II, page 386.

Le cloître, au dix-septième siècle, produisit encore plusieurs écrivains, dont la fécondité étonne l'imagination. Nous citerons entre autres le père Macédo, qui, quoique Portugais, ne s'est jamais servi de la langue de son pays. En effet, toutes ses œuvres sont écrites en latin, en espagnol et en italien (1). On lui attribue quarante-huit poëmes épiques, deux mille six cents poëmes héroïques, cent trente-deux élégies, cent quinze épithages, deux cent douze épîtres dédicatoires, sept cents lettres familières, cent dix odes, trois mille épigrammes, quatre comédies latines, et une satire en vers castillans. Ses connaissances scientifiques égalaient, si je puis m'exprimer ainsi, sa facilité écrivante, car, se trouvant à Venise, où il occupait une chaire, il soutint pendant huit jours des thèses publiques sur toute sorte de matières, excepté sur les mathématiques, et il improvisa dans une seule séance plus de deux mille vers latins. La plupart des élucubrations du père Macédo sont restées manuscrites. Un autre Macédo, né en 1606, a rivalisé avec son homonyme, par sa fécondité non moins prodigieuse. Il a traité tous les genres : l'histoire, la philosophie, la morale, la jurisprudence, il fut même généalogiste. Enfin, il a laissé un poëme épique, *l'Ulysipo ou la fondation de Lisbonne*, qui tient un rang distingué sur le Parnasse de sa patrie. Nous joindrons aussi à ces deux hommes un autre littérateur, Faria-y-Souza, qui vécut à la même époque, et jouit d'une immense renommée. Il eut le tort de dédaigner l'idiôme de son enfance, puisqu'il était Portugais ; mais alors sa patrie n'était plus qu'une province de l'empire castillan. Non moins laborieux que les Macédo, dès qu'il se fut lancé dans la carrière des lettres, il écrivit, dit-on, chaque jour douze feuilles de papier, contenant trente lignes chacune (2). Au reste, on ne saurait mieux prouver la décadence à laquelle marchait rapidement la littérature portugaise dans le cours du dix-septième siècle, qu'en rappelant la vogue universelle dont jouirent les ouvrages

(1) Le père Macédo naquit en 1596, et mourut en 1681.

(2) *Vid. le Résumé de l'Histoire de Portugal*, par M. Ferdinand Denis, pages 367 et suivantes.

MCD 2019

d'une religieuse, dona Violante do Céo; rien n'égale la recherche et la bizarrerie de ses vers, dont le sens véritable échappe à l'attention la plus pénétrante. Le succès qu'elle obtint fit éclore une foule d'imitateurs, qui s'efforcèrent à l'envi de l'imiter. Nous allons en citer un échantillon, tiré des œuvres de Francisco de Vasconcellos, auteur d'un petit poëme de Polyphème, sujet déjà traité par Gongora et plusieurs de ses disciples. « Le » géant exerçait l'office de forgeron, ce qui » était à la vérité indigne d'une telle gran- » deur; mais cet emploi lui donnait encore » difficilement la fortune, qui est l'objet de » tous les désirs de la pauvreté. Il travaille » le fer toute la journée, en voyant que Ga- » lathé le méprise. Il tire ses matériaux de » trois endroits; la nymphe lui donne le » fer, l'amour fournit le feu, son sein l'ap- » provisionne de charbons. Il fit une four- » naise de sa poitrine, on y voyait le fer » constant du sentiment, ranimant les in- » cendies causés par l'amabilité au souffle » d'un gémissement. Pour lime sourde, il » avait ses soucis, pour eau, ses pleurs la- » mentables, et comme on ne peut rien faire » sans vent, l'espérance lui servait de souf- » flet (1).» Si l'esprit s'égare lorsqu'il aspire à remplacer le sentiment; en disant ce qu'il éprouve, le sentiment suffit pour intéresser à ses plaisirs comme à ses peines. Cette vérité reçut une sanction nouvelle à l'apparition de quelques lettres échappées à la plume d'une religieuse, Marie-Anne d'Alcoforada; elle les écrivit à un officier français (2), qui lui avait inspiré la passion la plus violente. Celui-ci l'abandonna, et, de retour à Paris, eut l'impudeur de faire traduire ces épîtres brûlantes et de les livrer au public français, qui les admira, en plaignant celle qui les avait tracées. Leur succès fut si universel, qu'on disait alors: écrire une portugaise, pour signifier une lettre où les tourments de l'amour étaient peints en traits les plus énergiques (3). La révolution, accomplie en 1640, et qui mit sur le trône la maison de Bragance, si elle rendit au Portugal son indépendance politique, ne put le tirer de l'engourdissement littéraire qui l'avait paralysé sous la domination étrangère. Une guerre de vingt ans avec les Espagnols ne permit pas au gouvernement de songer à autre chose qu'à défendre le territoire. Mais sous le règne de Juan V, qui s'ouvrit avec les premières années du dix-huitième siècle et dura jusqu'en 1750, on érigea deux académies: une consacrée à la langue, l'autre à l'histoire du pays; mais ces fondations ne purent enfanter ni des poètes, ni des historiens. Toutefois, il serait injuste de ne pas donner un souvenir au comte d'Ericeyra, directeur de l'une de ces académies: il fit les plus grands efforts pour restaurer les lettres dans sa patrie et pour les épurer; il était l'ami et le disciple de Boileau, dont il voulut introduire les doctrines sévères chez ses compatriotes. Puis, joignant l'exemple au précepte, il composa un poëme épique, l'*Henriqueida;* le sujet est l'arrivée en Portugal d'un prince français, Henri de Bourgogne, et l'expulsion des Maures par ce héros. En refusant à l'auteur le mérite de l'originalité, car son œuvre n'est qu'une imitation perpétuelle des grands poètes de l'antiquité et des deux épiques italiens, l'*Arioste* et le *Tasse*, les critiques louent la correction du style de l'auteur, qui s'est encore exercé dans le genre historique, en écrivant l'histoire de la restauration du Portugal sous Juan IV. Pombal, qui régénéra le royaume, ne fut pas assez puissant pour improviser ce que la nature ne produit qu'à son heure, sans tenir compte des temps et des institutions des hommes. En effet, les encouragements et les récompenses n'ont jamais suffi pour produire une œuvre si difficile: le pouvoir peut aider le génie, mais il ne le crée pas. Un seul cependant parut sous Pombal, ce ministre despote le fit périr dans un cachot. Tel fut le triste sort de Garçao, dont les odes, les épîtres et les sonnets annoncent un talent remarquable. Après lui parut

(1) *Vid.* le *Résumé de l'Histoire littéraire de Portugal*, par Ferdinand Denis, où nous puisons cette citation, page 395.

(2) Le marquis depuis maréchal de Chamilly.

(3) Les lettres originales ayant été perdues, un Portugai M. de Sousa, les a retraduites et publiées dans une nouvelle édition, où se trouvent en regard les deux versions.

MCD 2019

Deniz da Cruz, auteur d'un petit poëme, que la renommée a fait connaître hors de la Péninsule. *Le Goupillon* (1) tient le même rang chez les Portugais que le *Lutrin* parmi nous. Mais les plus beaux titres de gloire de Deniz sont ses odes, dans lesquelles il chante tous les hommes célèbres qui ont illustré sa patrie; il a fait encore des sonnets, des idylles et des églogues, fort admirés par ses compatriotes.

Nous avons indiqué déjà en quelques mots le triste état du théâtre portugais, qui avait succombé avec l'indépendance du pays. Dans la première partie du dix-huitième siècle, parut un génie vraiment comique, qui ranima la scène par des compositions, irrégulières sans doute, mais pleines de verve et de gaîté. Cet homme s'appelait Antonio Jozé; durant dix années ses pièces, où il peignait avec autant de malice que de vérité les mœurs populaires, eurent le privilége d'attirer la foule. Mais Antonio était juif, ou du moins fut accusé de l'être, l'inquisition s'empara de sa personne, et celui qui avait diverti ses concitoyens périt sur un bûcher en 1745. Il eut sans doute le malheur d'offenser, peut-être sans le vouloir, l'orgueil du saint-office, ou du moins d'alarmer sa susceptibilité ombrageuse. Quoi qu'il en soit, il n'a pas eu de successeur dans la carrière comique. Cependant, dans la seconde moitié du dix-huitième siècle, la scène tragique s'est enrichie, dit-on, d'une œuvre assez remarquable, et cette œuvre est due à une femme, la comtesse de Vimieiro. *Osmia* est le titre de cette pièce, dont le sujet est tout d'invention et se passe à l'époque où les Turditains, anciens habitants du Portugal, voulurent secouer le joug des Romains. L'auteur s'est astreint aux règles de la scène française, et ces prétendues entraves semblent n'avoir rien ôté à son talent.

D'après cet exposé, sans doute trop rapide, on voit que les Portugais ont cultivé presque tous les genres; on remarque cependant qu'ils n'ont point eu de fabulistes; mais en revanche ils possèdent ce qui manque à notre littérature, des poésies pastorales, qui respirent l'amour de la campagne, dont ils ont peint les beautés et les plaisirs avec le charme le plus entraînant. Toutefois, on peut dire que le Parnasse portugais se trouve encombré de poètes bucoliques; mais leurs vers, exprimant toujours les mêmes sentiments, engendrent une monotonie qui ne tarde pas à inspirer la fatigue et l'ennui. Il fallait enregistrer tant de richesses pour les faire connaître aux âges futurs, car le désastre de Lisbonne, et plus encore l'inquisition, ont fait disparaître ou ont enseveli dans les couvents les œuvres littéraires des Portugais qui ont brillé à l'époque où le pays attirait tous les regards par les exploits de ses enfants. C'est à peine si dans la patrie de Camoëns on peut trouver quelques exemplaires d'une foule d'auteurs qui ont joui jadis d'une grande renommée. Aussi, la bibliothèque lusitanienne de Barbosa forme-t-elle un recueil précieux, où il a recueilli une foule de documents sur les auteurs et sur leurs œuvres, dont il donne de fréquents extraits. L'ouvrage de Barbosa témoigne plus de patience que de génie; mais il a le mérite de l'exactitude, mérite que, dans un ouvrage de ce genre, rien ne saurait remplacer.

La littérature française, à partir du grand siècle, a, pour ainsi dire, asservi toutes les autres littératures modernes. La langue écrite par Racine, par Voltaire et par Rousseau, en imposant sa marche et ses tournures aux idiômes de l'Europe, leur a donné en même temps des règles qui ont altéré, dit-on, la physionomie primitive de ces littératures, et ont, par là, détruit toute originalité. Le Portugal, ainsi que l'Espagne, a subi cette domination, qui n'a pas été, quoi qu'on en dise, sans utilité. Elle a conservé du moins le culte du beau, porté jadis par les Grecs au plus haut point de perfection. Aujourd'hui les Portugais, ainsi que les Castillans et les Italiens, se rejetant en arrière, s'efforcent de secouer le joug de la langue française, pour adopter et remettre en usage celle du seizième siècle; nous nous bornerons à signaler cette tentative sans rien préjuger sur le succès que lui réserve l'avenir. Nous indiquerons seulement à nos lec-

(1) *O Hyssope, Poëma heroï-comico.*

MCD 2019

teurs l'état dans lequel se trouvent aujourd'hui les lettres en Portugal. Le mouvement intellectuel continue à s'accroître dans ce pays, malgré les orages politiques qui troublent son repos. Parmi les auteurs qui ont acquis une grande renommée au dix-neuvième siècle, nous signalerons d'abord Francisco Manoël, quoiqu'il ait passé dans l'exil les plus belles années de sa vie. Manoël, déjà célèbre, fut accusé d'avoir traduit *Tartufe;* aussitôt l'inquisition s'apprête à le saisir, pour lui faire expier son audace; un familier du Saint-Office se présente chez le poète, qui le menace de son poignard, et va se réfugier chez un négociant français, qui lui donne les moyens de fuir sur une terre étrangère. La France devint la seconde patrie de Manoël; il y mourut en 1819, sans avoir pu revoir Lisbonne. Son éloignement ne l'empêcha pas de produire de nouveaux titres, qui rehausserent encore sa gloire littéraire; ses odes, ses épîtres et ses satires allient au plus haut degré la verve poétique, tempérée par la raison, qui doit tout régir, jusqu'à l'enthousiasme. Manoël a traduit encore pour ses compatriotes plusieurs ouvrages français, entre autres Lafontaine, dont il a reproduit avec bonheur la grâce et la naïveté. Un de ses contemporains, Barbosa du Bocage, mérite d'être signalé, puisqu'il a joui d'une réputation devenue populaire, surtout par ses sonnets et par ses idylles, où l'on trouve une sensibilité qui touche parce qu'elle est vraie.

Le dix-neuvième siècle a vu naître encore un poème épique intitulé *l'Orient*, dans lequel l'auteur s'est proposé de refaire l'œuvre du Camoëns, en la purgeant des divinités du paganisme, qui figurent si singulièrement dans un sujet chrétien. La *Nova Castro* (1), composée par Gomez, a recueilli d'unanimes applaudissements; l'auteur, dit-on, a su être neuf dans un sujet si souvent traité. Forcé de clore un travail que nous aurions voulu rendre plus complet, nous terminerons en faisant remarquer que les Portugais sont aujourd'hui mêlés au mouvement qui anime les autres nations européennes; ils ont des recueils périodiques entretenant le public des ouvrages qui éclosent journellement sur toutes les parties de la littérature; ces recueils contribuent à inoculer à la nation le goût des plaisirs de l'esprit; mais, il faut l'avouer, la masse des habitants est encore plongée dans les ténèbres de l'ignorance où elle a vécu depuis près de deux siècles, et dont elle ne peut sortir qu'avec l'aide du temps. Au reste, la gloire du Portugal doit reposer sur son passé bien plus que sur l'avenir, car il est douteux qu'il soit appelé désormais à jouer un rôle important dans la politique comme dans les lettres; d'autres peuples ont pris sa place et semblent devoir l'en exclure pour jamais.

(1) La nouvelle Inès.

FIN DU L'HISTOIRE DE PORTUGAL.

MCD 2019

MCD 2019

LE MONDE

OU

HISTOIRE DE TOUS LES PEUPLES

DEPUIS LES TEMPS LES PLUS RECULÉS

JUSQU'A NOS JOURS.

HISTOIRE

DES PAYS-BAS

(BELGIQUE ET HOLLANDE).

DEPUIS L'INVASION DES ROMAINS DANS LES PAYS-BAS JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE LA MAISON DE BOURGOGNE.

Située au centre de l'Europe, cette contrée s'étend depuis les frontières de France jusqu'à celle de Hanovre ; elle est traversée par le Rhin, la Meuse et l'Escaut. Telle est la position géographique des Pays-Bas, position qui, dans tous les temps, a exercé une influence décisive sur son histoire. En effet, une partie du sol ne fut, durant une longue suite de siècles, qu'un vaste marais, formé par les flots de l'Océan. Ce territoire, sans cesse menacé par l'inondation, était cependant habité par une population intrépide, qui, dans les hautes marées, se réfugiait sur des bancs de sable, ou dans des cabanes élevées sur des pieux. Pour boisson elle n'avait que l'eau du ciel, recueillie soigneusement, et ne se chauffait qu'avec une espèce de terre appelée tourbe ; en un mot, dans ce pays, la mer n'avait pas de limites, les fleuves de rives, la terre de solidité, car, partout, elle cédait sous le pied de l'homme. Cependant il n'en était pas de même lorsqu'on s'avançait vers le sud, où l'élévation du sol suffit pour le défendre contre les eaux. A cette époque reculée, tout ce pays était couvert par la forêt des Ardennes, qui se prolongeait depuis le Rhin jusqu'à l'Escaut. Là erraient une foule de tribus sauvages, qui vivaient de leur chasse et de la récolte de quelques champs qu'ils ensemençaient, tandis que les habitants des basses terres ne se nourrissaient que de poissons. Ces peuples, restés inconnus au monde civilisé, furent découverts par un conquérant, Jules César, après avoir rangé sous les lois de Rome la plus grande partie de la Gaule, vint attaquer les peuplades sauvages des Ardennes, qui opposèrent une intrépide résistance. Les Ménapiens, entr'autres, se distinguèrent dans cette lutte, et contraignirent les légions à se retirer [an 65 avant J.-C.] (1). Mais César n'était pas moins habile à manier les esprits qu'à mener des soldats au combat ;

(1) Les Ménapiens occupaient les provinces de Flandre et d'Anvers.

MCD 2019

il offrit la paix à ses adversaires, et parvint à s'en faire des alliés; il attira même la jeunesse sous ses drapeaux, dont la bravoure le fit vaincre aux champs de Pharsale, et lui donna l'empire du monde (1). Depuis cette époque, les Belges ou Bataves prirent rang désormais dans l'armée romaine; ils composaient principalement la cavalerie des légions. En récompense de leurs exploits, ils obtinrent des richesses et des honneurs. Mais, si les Bataves étaient devenus romains, les habitants de cette partie du territoire, toujours exposés à l'invasion des flots, s'obstinèrent à garder leurs anciennes mœurs. Ils formaient deux races distinctes; ceux qui étaient placés au nord du Rhin étaient appelés Frisons, et ceux qui habitaient à l'ouest de la Meuse portaient le nom de Ménapiens: nous en avons déjà parlé. Les premiers vivaient au milieu des eaux, et n'eurent long-temps d'autres ressources que la pêche. Toutefois ils avaient appris par la suite à cultiver les fèves, qui croissaient naturellement au milieu des marais, et à élever de maigres troupeaux; mais leur industrie, loin de se développer rapidement, demeura stationnaire, ou ne fit que des progrès insensibles, tandis que les Ménapiens s'enrichirent rapidement en ouvrant un commerce maritime avec la Grande-Bretagne. Il y eut donc une différence bien tranchée et une opposition complète entre les peuples des Pays-Bas, tant que l'empire romain subsista. Les habitants des hautes terres se soumirent aux avantages et à la servitude de la civilisation, tandis que les autres, fidèles aux coutumes de leurs ancêtres, préférèrent leur indépendance native; ils aimèrent mieux rester pauvres que de s'enrichir en devenant esclaves. Cependant l'amour de la liberté se réveilla dans le cœur des Bataves; un de leur chef, nommé Civilis (2), les souleva contre leurs vainqueurs. Il les combattit avec leurs propres armes, car, long-temps enrôlé sous les enseignes de Rome, il avait appris l'art de vaincre, et il battit les légions dans plusieurs rencontres. Mais une pareille lutte ne pouvait se soutenir que par des prodiges, renouvelés sans cesse, de courage et de constance: les Bataves se lassèrent de souffrir tous les maux, cortége inévitable de la guerre. Civilis se vit contraint d'aller chercher un asile dans la Germanie, et l'indépendance nationale expira pour ne plus renaître (1). Depuis ce moment, la partie méridionale des Pays-Bas, devenue province romaine, prit le nom de Belgique, qu'elle porte encore aujourd'hui, et qui s'applique seulement aux provinces demeurées jusqu'à la révolution française sous la domination de l'Autriche.

L'empire fondé par César résista, pour ainsi dire par son propre poids, durant cinq cents années, aux attaques continuelles des peuples barbares qui débordaient de la Germanie; mais, vers la fin du cinquième siècle une tribu de Francs Saliens se jeta dans les Gaules; elle avait pour chef le célèbre Clovis, qui se rendit maître de toute cette contrée. Sous ce nouveau conquérant [496], la population dont les ancêtres avaient habité la forêt des Ardennes disparut entièrement, moissonnée par le glaive ou s'éteignit dans l'esclavage. La partie des Pays-Bas qui touchait à la France devint un désert; mais, sous les successeurs de Clovis, le reste du pays tomba sous la domination des princes mérovingiens. Dagobert I poussa ses conquêtes jusqu'à Utrecht, où il fonda une chapelle; il entrait dans sa politique de convertir ses ennemis à la religion du Christ, pour les assujettir plus facilement. Mais les habitants des côtes, auxquels l'histoire donne à cette époque le nom de Frisons, refusèrent de se soumettre au joug imposé par les Francs. La monarchie élevée par ces derniers, et qui n'avait d'autres fondements que la force, ne tarda pas à s'affaisser sous les rois fainéants. Devenus incapables de porter le sceptre, ils le confièrent aux mains des maires du palais. L'un d'eux, Pépin d'Héristal, rendit à l'empire de Clovis toute sa vigueur; il repoussa les envahissements des Frisons, qui avaient porté leurs armes jusqu'au cen-

(1) Vid. Cesar. De bello civili, liv. I. — Lucain, vers 429 et 441.

(2) Vid. Tacite, hist. — Bucherius, Belg. rom.

(1) Tacite, hist., liv. IV.

MCD 2019

tre de l'État [717]. Un de ces barbares, nommé Radbod, ébranlé par les arguments d'un missionnaire chrétien, consentit à embrasser la foi catholique ; mais, au moment où il allait être purifié par les eaux du baptême, il s'avisa de demander au prêtre en quel lieu se trouvaient les âmes de ses ancêtres : « En enfer, » lui répondit-on, « puisqu'ils » n'ont pas été régénérés par la loi du » Christ. — En ce cas, » s'écria Radbod, « j'aime mieux être en enfer avec mes aïeux » que d'aller en paradis avec des étrangers. » Et il resta païen.

Le fils de Pépin, Charles-Martel, ayant succédé, en 719, aux dignités et aux talents de son père, réussit enfin à subjuguer les Frisons : il tenta à son tour de leur faire adopter le christianisme (1). Le célèbre Winfrid, devenu archevêque de Mayence, et que l'Église compte parmi ses martyrs, sous le nom de Boniface, entreprit cette tâche périlleuse : son éloquence et ses vertus lui gagnèrent d'abord de nombreux prosélytes ; mais, ayant pénétré dans un canton où les habitants étaient encore à peu près sauvages, car ils se nourrissaient de chair crue, Boniface fut massacré. Sa mort fut vengée par les Francs, et, quand Charlemagne monta à son tour sur le trône, les Frisons furent contraints de plier sous son bras redoutable. Alliés des Saxons, ils succombèrent comme eux, et devinrent chrétiens et sujets du fils de Pépin-le-Bref (2).

Quoique soumis, les Frisons arrachèrent au vainqueur la sanction de certains droits politiques d'une importance réelle : ils consistaient dans la garantie du droit de propriété ; aucun citoyen ne pouvait être privé de ses possessions que dans le cas où il se rendait coupable du crime de haute trahison ; il n'était jugé que par ses compatriotes, et soumis au service militaire que pour un temps fort court. L'héritier en ligne directe d'un fief était seulement astreint à payer une rente annuelle. Ainsi les personnes et les choses étaient déclarées inviolables Quant aux autres habitants des Pays-Bas, ceux qui descendaient des Ménapiens (1) formèrent des associations qui alarmèrent le despotisme de Charlemagne ; Il essaya vainement de les dissoudre, elles continuèrent de subsister, malgré sa volonté et celle de ses successeurs. En effet, vers le commencement du dixième siècle, toute la Flandre était couverte de villes formant une ligne aussi puissante qu'étendue. Les autres provinces perdirent leur liberté et jusqu'à leur nom. Sous Charlemagne, ses vastes États étaient régis par des officiers toujours révocables, et possédant des titres et des revenus attachés seulement à leurs fonctions. Mais il n'avait pu transmettre son génie à ses descendants, les dépositaires subalternes de l'autorité de ces princes réussirent à s'approprier les offices qui leur étaient confiés temporairement ; ils morcelèrent l'empire en une multitude de principautés et de seigneuries, qui rompirent l'unité et anéantirent le pouvoir en le divisant à l'infini. Cependant, à côté de ces chefs militaires, qui ne devaient leur grandeur qu'à leur épée, s'élevèrent des seigneurs d'une autre espèce. Enrichis par l'aveugle dévotion des successeurs de Charlemagne, les évêques devinrent à leur tour, dans toute l'Europe, des personnages importants, et par leurs richesses, et par l'influence du caractère dont ils étaient revêtus. Dans les Pays-Bas, les évêques d'Utrecht, de Liége et de Tournai prirent rang parmi les puissances de cette époque, et se firent possesseurs des villes dont ils n'étaient originairement que les pasteurs. A cette époque de confusion il est presque impossible à l'historien de suivre le fil des événements ; il ne peut ni assigner d'une manière certaine les lieux où ils se passent, ni affirmer l'identité des personnages qui figurent dans ses récits ; la dénomination des lieux changeait à chaque instant (2), et les noms de famille n'existaient pas encore. Toutefois nous essayerons de nous diriger au milieu de ce dédale. Nous ferons d'abord remarquer qu'alors la France

(1) Vid. Sigebert Adan. 723 et seq.
(2) Charlemagne.

(1) Nous rappelons au lecteur que les Ménapiens occupaient les provinces de Flandre et d'Anvers.
(2) Il arrivait souvent que les seigneurs substituaient leur nom à celui de la contrée dont ils s'étaient rendus les maîtres.

MCD 2019

proprement dite [864] était bordée par l'Escaut, et que la plus grande partie des Pays-Bas, située à l'est de cette rivière, avait été unie à la Lorraine sous le sceptre de Lothaire, petit-fils de Charlemagne, et premier empereur de la Germanie : elle reçut alors la dénomination de Basse-Lorraine. Charles-le-Simple, un des derniers rois de la race carlovingienne, la réunit un moment à son royaume; mais il la rendit en vertu d'un traité, et, à dater de cette époque, la Basse-Lorraine et la Frise ne cessèrent plus d'appartenir à l'empire d'Allemagne. Jouets des transactions ambitieuses des princes, les habitants des Pays-Bas n'étaient pas même défendus par leurs maîtres. En effet, les Normands, race de pirates venus du Danemarck, de la Suède et de la Norwège, portèrent chez eux la dévastation. Leurs ravages avaient commencé, même sous Charlemagne, et se prolongèrent long-temps après son trépas; s'abandonnant au cours des fleuves, les Normands débarquaient à l'improviste, et livraient aux flammes et au pillage tout ce qu'ils rencontraient sur leurs pas, car ils n'avaient d'autre pensée que d'amasser du butin, afin de le rapporter dans leur patrie (1). Cependant plusieurs troupes de ces pillards résolurent de former des établissements dans les mêmes contrées où ils avaient promené le massacre et l'incendie; les unes obtinrent par des négociations, les autres par la force, la cession de certaines parties du territoire. Le célèbre Rollon occupa ainsi durant quelques années la Frise et la Zélande; mais il finit par s'éloigner pour aller en France, dont le monarque, en lui donnant sa fille, lui abandonna la Normandie. Ainsi, vers le commencement du dixième siècle, les rois de France et l'empereur d'Allemagne, obligés de se défendre contre les attaques des hommes du nord, et de résister aux empiétements de leurs vasseaux, perdirent par degré toutes les prérogatives de la souveraineté; il ne leur resta plus qu'un pouvoir nominal, qui imposait encore le respect, mais non plus l'obéissance. Les successeurs dégénérés de Charlemagne, dépouillés de jour en jour, furent réduits à la possession d'une seule ville. Quant aux descendants de Lothaire, ils étaient condamnés à lutter avec les gouverneurs des provinces et les évêques, qui s'étaient rendus indépendants, et ne pouvaient triompher qu'en s'appuyant des uns pour écraser les autres. Cet état de choses s'établit dans toute l'Europe; il dura plusieurs siècles, et fit naître dans l'histoire autant de confusion qu'il apporta de misère aux populations. Nous allons donc nous borner à retracer en peu de mots l'état, durant cette période, des provinces comprises sous le nom des Pays-Bas. Nous avons dit qu'une multitude de seigneurs laïques et de seigneurs ecclésiastiques se les partagèrent par lambeaux. Parmi les chefs guerriers, l'un des premiers qui joua un rôle important fut le comte de Hollande; ses possessions étaient situées entre la Meuse, le Rhin et l'Ems. En 1018, Dirk, troisième du nom, jeta les fondements de la ville de Dordrecht, au confluent de la Meuse et du Waal. Il entreprit ensuite d'exploiter à son profit la position qu'il occupait, en levant un tribut sur les bateaux qui naviguaient sur les deux fleuves, dont il tenait pour ainsi dire la clef entre ses mains. Cette prétention souleva contre Dirk tous ses voisins, qui implorèrent d'abord l'appui du chef de l'empire. Godefroi, duc de la Basse-Lorraine, assisté de l'évêque de Liége, vint assiéger Dordrecht; mais il fut vaincu et fait prisonnier. Grâce à sa victoire, le comte de Hollande se justifia auprès de l'empereur (1). Nous ne suivrons pas plus loin l'histoire des comtes de Hollande, car les particularités de leur règne sont peu connues et n'offriraient d'ailleurs aucun intérêt : le lecteur apprendra seulement qu'ils eurent à soutenir des guerres perpétuelles, tantôt avec des évêques et les seigneurs qui entouraient leurs principautés, tantôt à étouffer les révoltes de vassaux indociles, toujours prêts à briser un pouvoir qu'ils trouvaient trop pesant, et dont les droits étaient d'ailleurs mal définis. En effet, quoique la dignité de comte fût héréditaire, avant d'en prendre possession, celui auquel

(1) Vid. Gesta Norm., post. Bedam. — Ann. Fuld. — Ann. Met.

(1) Othon III occupait alors le trône des Césars.

MCD 2019

elle appartenait par sa naissance était obligé de demander le consentement de ses barons et celui du peuple ; il s'engageait à respecter leurs priviléges et leurs immunités : il recevait en retour, de la part des habitants des villes, une somme d'argent assez modique pour soutenir la splendeur de son rang. Mais, s'il ne respectait pas les priviléges qu'il avait promis de maintenir, les nobles et les citoyens en appelaient à l'insurrection. Comme les femmes héritaient quand la ligne masculine venait à manquer, Marguerite, sœur de Guillaume IV, mort sans enfants, apporta le comté de Hollande à son mari, Louis de Bavière, empereur d'Allemagne. Le second fils de cette princesse, Guillaume, s'empara de la Hollande les armes à la main, et fit naître deux factions rivales, appelées les Cabillauds et les Hameçons, qui s'égorgèrent avec une rage que le temps n'affaiblit qu'avec peine, car la lutte entre les deux partis dura cent cinquante ans. Enfin Guillaume VI maria sa fille unique, Jacqueline, avec le second fils de Charles VI, roi de France : restée veuve, Jacqueline épousa en secondes noces Jean de Brabant, qu'elle quitta pour se marier à un prince anglais, dont elle fut abandonnée à son tour. Ayant donné sa main à un simple gentilhomme zélandais, Philippe de Bourgogne, oncle maternel de Jacqueline, la fit enfermer, et, à la mort de sa nièce devint héritier de ses États [1434].

La Gueldre, soumise jadis aux Romains comme les autres provinces, devint florissante sous Charlemagne, qui se plut à embellir Nimègue, sa capitale. Dans la suite, et sous l'un des princes de la maison carlovingienne, le peuple élut pour chef un certain Othon, et passa, par un mariage, sous la domination du comte de Nassau. Gérard, fils de ce dernier, obtint de l'empereur Henri III que la Gueldre serait érigée en contrée. Un de ses successeurs, Renaud, l'éleva au rang de duché ; il acheta cette faveur de Louis de Bavière [1339]. La province de Gueldre tomba ensuite dans la maison des comtes d'Egmont. Elle échut enfin à l'empereur Charles-Quint, héritier de la maison de Bourgogne. — Nous n'entrerons dans aucun détail sur la Zélande, car elle appartint de bonne heure aux comtes de Hollande, et son histoire se confond avec celle de ces princes.

La province d'Utrecht fit long-temps partie de la Frise, jusqu'au jour où Pépin-le-Bref lui rendit son indépendance. Il en fit le siège d'un évêché [692], auquel il accorda de grands priviléges. Les évêques d'Utrecht accrurent rapidement leur autorité ; ils entrèrent en lutte avec les comtes de Hollande, et s'arrogèrent tous les droits de la souveraineté, car ils battirent monnaie et levèrent des troupes, qu'ils conduisaient eux-mêmes au combat. L'ambition et la nécessité leur mettaient sans cesse les armes à la main pour défendre leur indépendance ou pour attaquer celle d'autrui. Entourés de voisins turbulents, ducs, comtes ou marquis, ils entraient dans toutes les quereiles de ces petits despotes, et vivaient, comme eux, dans un état de guerre perpétuel. Leur nomination appartenait au chapitre et aux habitants d'Utrecht, ce qui donna lieu plus d'une fois à de sanglantes collisions. Les évêques eurent encore de fréquents démêlés avec les magistrats d'Utrecht, qui, soutenus par le peuple, leur disputaient la souveraineté. Cependant, après de longs débats, les évêques avaient conservé en grande partie les priviléges les plus importants attachés à la mître. Mais le fils du comte palatin de Bavière ayant eu l'imprudence d'envoyer une citation au sénat et aux magistrats d'Amsterdam, accusés d'avoir permis la célébration de mariages contractés au mépris des lois de l'Église, ceux-ci en appelèrent à Charles-Quint, en sa qualité de comte de Hollande. Ce prince cassa la sentence de l'évêque, qui se brouilla quelque temps après avec le peuple d'Utrecht. Chassé de la ville, il implora à son tour la protection de l'empereur; ce prince le rétablit sur son siége, en s'emparant d'Utrecht et en forçant l'évêque et les magistrats à signer un acte qui lui transférait a souveraineté.

Nous avons déjà parlé des Frisons, qui défendirent leur liberté contre la puissance romaine. A la chute de l'empire fondé par Auguste, ils furent subjugués par les

MCD 2019

Francs, et quand Charlemagne parvint au trône, il les gouverna par un lieutenant ayant le titre de podestat. Toutefois les Frisons demeurèrent libres, puisqu'ils obtinrent de n'obéir qu'à leurs propres lois. Durant le neuvième siècle, la Frise fut en proie à la rage des Normands, qui s'établirent même sur son territoire. Ses habitants continuèrent à conserver leurs institutions, en dépit des efforts des comtes de Hollande, qui tentèrent de les subjuguer; mais l'élection d'un podestat amena la guerre civile, et permit aux empereurs d Allemagne de se rendre maîtres de ce pays. Le duc de Bourgogne, Philippe-le-Bon, s'en saisit à son tour à la pointe de l'épée, et le transmit à la maison d'Autriche.

La province d'Over-Issel, la moins riche et la moins peuplée des États de l'union, a jadis été décrite par la plume éloquente de Tacite, qui s'est plu à peindre les institutions et les mœurs de cette contrée. Charlemagne subjugua ses habitants, qui passèrent sous la domination de Louis de Bavière, un des fils de Louis-le-Débonnaire. Over-Issel appartint plus tard aux évêques d'Utrecht, qui gouvernèrent sous le patronage des empereurs d'Allemagne; ceux-ci n'exerçaient toutefois qu'une juridiction nominale. Cependant les barons de la province, s'étant ligués contre les prélats d'Utrecht, appelèrent à leur secours les armes des Césars allemands, dont les soldats pillèrent le peuple, qu'ils avaient mission de secourir. L'histoire de cette province dans le moyen-âge roule tout entière sur les disputes, presque toujours sanglantes, des évêques d'Utrecht, tantôt avec la population, tantôt avec les nobles. Bref, un fils naturel de Philippe-le-Bon, duc de Bourgogne, ayant été placé sur le siége d'Utrecht, malgré l'opposition des habitants, il en résulta une longue guerre, qui se termina à l'avantage de l'élu, puisqu'il occupa jusqu'à sa mort le trône épiscopal. A l'époque où la ville d'Utrecht fut cédée à l'héritier de Philippe-le Beau (1), Over-Issel dut suivre la même destinée.

Il nous reste à parler de Groningue et d'Ommeland : la première de ces deux contrées fut, sous l'empire, une colonie romaine, qui parvint à établir son indépendance, quand ses anciens maîtres succombèrent sous l'épée des barbares. Vers le onzième siècle, Groningue tomba sous le joug de l'évêque d'Utrecht, et sa possession fut disputée à ce prélat par le comte de Hollande et l'empereur d'Allemagne. Les citoyens de Groningue se déclarèrent en faveur de l'évêque, et, pour mieux se défendre, ils eurent recours au duc de Gueldre, qui embrassa leur cause; mais, après une lutte assez longue, Groningue finit par appartenir à la maison d'Autriche. — Quant à l'Ommeland, placé dans le voisinage de Groningue, ce pays se gouverna long-temps par lui-même, d'abord par des consuls, puis par un échevin. La possession de cette dernière dignité fit naître une guerre civile, dont les suites furent si désastreuses, que presque toute la province fut dévastee : la plus grande partie de la population fut moissonnée par le fer, tandis que la flamme dévora les maisons et jusqu'aux récoltes. Groningue tenta de soumettre les Ommelandais, et réussit, non sans peine, à les ranger sous sa loi. Quand cette ville s'engloutit dans les vastes possessions de Charles-Quint, l'Ommeland dut suivre le sort de sa métropole.

Revenons maintenant à la Flandre et au Brabant, qui formaient le reste des Pays-Bas. Tout ce territoire, sous les successeurs de Charlemagne, était devenu la proie de chefs militaires et d'évêques, qui s'étaient partagé la population; mais diverses causes empêchèrent que cette même population ne subît les chaînes de la servitude, comme il arriva dans presque toute l'Europe. D'abord, ainsi que nous l'avons fait remarquer, des associations entre les villes existaient, et avaient résisté aux ordres de Charlemagne; il en résulta que les nobles ne jouirent d'un despotisme complet que dans les provinces du sud. Quant aux villes maritimes, enrichies par le commerce, elles formaient, dès le onzieme siècle, des espèces de républiques; nous nommerons entre autres Berg-op-Zoom et Anvers. Il faut ajouter que les serfs, soumis aux évêques, jouissaient d'un sort assez doux en comparaison de ceux des nobles,

(1) Charles-Quint

MCD 2019

livrés à l'oppression la plus cruelle. La conduite des prélats tendait à affaiblir la puissance des nobles, qu'ils combattaient sans cesse, non-seulement par l'épée, mais encore par l'exemple du bien-être dont ils faisaient jouir leurs vassaux. A cette époque, Pierre l'Hermite vint prêcher en Europe la délivrance de Jérusalem. Toutes les classes de la société prirent les armes à sa voix, et ce fut un duc de la Basse-Lorraine, Godefroi de Bouillon, qui eut la gloire d'affranchir les lieux saints, et de mériter le trône occupé jadis par David. Il entraîna sur ses pas la majeure partie de ses sujets, et, comme les soldats de la croix obtenaient, en échange de leur dévouement, la liberté, dans les Pays-Bas un grand nombre d'habitants s'affranchirent de la servitude. D'ailleurs, malgré les désastres qu'elles entraînèrent, les croisades servirent de véhicule à la civilisation, elles naturalisèrent en Europe les arts de l'Orient, qui devinrent pour certains peuples de l'Occident une source de prospérité. Il en advint que la noblesse déclina rapidement dans les Pays-Bas, tandis que les villes prenaient de nouveaux accroissements. Les mœurs changèrent en même temps; ainsi, avant les guerres saintes, un chevalier qui aurait pris pour épouse une femme d'un sang plébéien aurait perdu tous les priviléges de sa caste, et serait tombé de son rang. Un siècle plus tard, l'esclavage avait disparu dans toute la Flandre, et dans les premières années du quatorzième siècle, les chefs des associations marchandes étaient plus puissants que les nobles. En un mot, si les Pays-Bas avaient pour souverains des comtes et quelques prélats, ceux-ci ne jouissaient que d'un pouvoir resserré dans des limites étroites par les franchises municipales. Grâce à l'industrie des habitants, qui n'avaient point de rivaux pour la fabrication du drap et des étoffes, les Pays-Bas attiraient entre leurs mains l'or de toutes les nations de l'Occident. La Flandre était le grand marché de l'Angleterre et du nord de l'Europe, tandis que les provinces qui ont formé depuis la Hollande faisaient un commerce maritime, aussi fructueux qu'étendu. Entrons ici dans quelques détails sur le gouvernement intérieur des cités de la Flandre et du Brabant; ils suffiront pour expliquer les triomphes de leurs citoyens sur les champs de bataille, où ils ne craignaient pas d'affronter le choc de chevaliers bardés de fer et accoutumés à combattre dès l'enfance. Les habitants nommaient eux-mêmes leurs magistrats, qui étaient revêtus du double caractère de juges et de chefs de guerre. Tout homme domicilié dans une ville était soldat, et tenu d'accourir au premier signal; et, s'il s'absentait plus de quarante jours, il était déchu de ses droits. On reconnaît alors que les chefs de villes, où se pressait une foule aguerrie, devaient l'emporter sur les nobles, qui n'avaient à leur opposer qu'un petit nombre de soldats dégradés par l'esclavage. Les bornes étroites dans lesquelles nous sommes contraints de nous renfermer, ne nous permettent pas de raconter avec quelque développement les guerres entreprises par les Flamands et les Brabançons; elles eurent toujours pour cause tantôt la rapacité du souverain, qui voulait puiser à volonté dans la bourse de ses sujets, et confisquer leurs priviléges pour les remplacer par le despotisme; tantôt la méfiance, et quelquefois l'inconstance du peuple, lassé d'obéir long-temps au même maître. Ainsi, en 1301, les Flamands se donnèrent à Philippe-le-Bel, roi de France; mais ils ne tardèrent pas à se repentir de leur choix: deux citoyens de Bruges, nommés Péter de Koning et Jean Breydel, l'un drapier et l'autre boucher, soulevèrent les habitants contre la garnison française, qui fut chassée de la ville. L'année suivante eut lieu la bataille de Courtray, où les troupes de Philippe furent défaites. Enfin, en 1304, les Flamands réussirent à tirer des mains de Philippe leur comte, qu'il retenait prisonnier. Les Brabançons n'étaient ni moins belliqueux ni plus dociles que leurs voisins les Flamands; en 1312 ils forcèrent leur duc à sanctionner la formation d'une assemblée qui devait soumettre à son examen toutes les affaires de la province; cette assemblée se composait de quarante députés, dont quatre seulement appartenaient à la noblesse. Le duc fut dans l'obligation de se conformer aux décisions de ce corps, et perdit

MCD 2019

le droit de lever des taxes suivant son bon plaisir. Mais, pour consolider cet état de choses, il fallait que les villes se soutinssent mutuellement, car l'union seule fait la force : c'est aussi ce qui arriva, mais après que l'expérience eût fait reconnaître l'excellence de ce principe, et après que les habitants de Bruges se furent instruits à leurs dépens. Ils s'étaient révoltés contre leur comte, Louis de Cressy, parce qu'il avait cédé, sans le consentement des États, le port de l'Écluse au comte de Namur. Ils se saisirent de sa personne et de celle des chefs de la noblesse. Mais Gand, excité par des rivalités commerciales, refusa de se joindre aux habitants de Bruges, qui conclurent alors un arrangement avec leur souverain. Celui-ci, ayant obtenu l'appui du monarque français, ne voulut plus reconnaître un traité qu'il n'avait signé que par contrainte; et, avec l'aide de ses nouveaux alliés, il écrasa les habitants de Bruges dans les champs de Cassel, et rentra en possession de son ancien pouvoir. Cette sanglante leçon servit d'enseignement, et fit taire les mesquines jalousies qui existaient entre les différentes villes des Pays-Bas. Dix ans s'étaient écoulés depuis la déroute de Cassel, lorsque les citoyens de Gand et de toutes les autres cités prirent simultanément les armes, à l'instigation du célèbre Arteveldt, connu dans l'histoire sous le nom du Brasseur de Gand. Cet homme avait toutes les qualités d'un chef de parti, l'adresse, la décision et la fermeté. Comme les Flamands avaient juré fidélité à la couronne de France, Arteveldt leva cet obstacle, en proposant à ses concitoyens de reconnaître, comme souverain de ce pays, Édouard III, roi d'Angleterre, qui réclamait alors le trône de saint Louis, comme son héritage. Ceux-ci accédèrent à cet arrangement; ils vainquirent et tuèrent Louis de Cressy dans un combat, et allèrent rejoindre, au nombre de soixante mille hommes, le prince anglais, qui venait de débarquer à Anvers. Une bataille navale eut lieu près de Sluys, entre les Français et les Anglais; ces derniers, secourus par les Flamands, sortirent victorieux de la lutte. Les deux nations conclurent bientôt une trève, mais Arteveldt ne perdit rien de son autorité; il se fit investir du titre de protecteur ou de conservateur de la paix en Flandre, et régna sur toute la province, comme s'il eût possédé le souverain pouvoir. Il s'attacha toutefois à conserver l'union la plus étroite avec Édouard, qui l'appelait son compère. L'Angleterre avait alors le monopole de la laine; elle en fournissait toute l'Europe, et en particulier les Flamands, qui avaient établi des manufactures de draps, dont l'usage s'était répandu chez tous les peuples de l'occident. Arteveldt servait ainsi les intérêts de ses concitoyens, en se maintenant en bonne intelligence avec les Anglais; mais il ne put conjurer l'inconstance de ses compatriotes : idole de la populace, il périt en 1345, par les mains de ses anciens partisans (1). Abandonnés quelques années après par Édouard, leur allié, les Flamands, réduits à leurs propres ressources, forcèrent leur nouveau comte, le jeune Louis de Males, à reconnaître leurs priviléges, et formèrent ainsi, par le fait, un État indépendant. Mais Louis nourrissait en silence le projet de ressaisir l'autorité de ses ancêtres; il réussit à lier à sa cause plusieurs corps de métiers. Ayant affaibli ses adversaires en les divisant, il jeta le masque, et réussit à prendre Gand par famine; son but était de ruiner cette ville turbulente, et de la dépouiller de ses priviléges. Un fils d'Arteveldt donna le signal de la résistance; à la tête de sept mille bourgeois, il battit une armée de quarante mille hommes, et poursuivit le comte Louis de Males jusque dans Bruges, où il n'échappa à ceux qui le cherchaient, qu'en se cachant sous le lit d'une vieille femme qui l'avait accueilli dans sa maison (2). Charles VI, roi de France, arma en faveur du prince vaincu, et fit subir plusieurs défaites aux bourgeois flamands coalisés; Arteveldt périt en combattant, mais ses concitoyens refusèrent obstinément de se soumettre au joug du comte, qui, par le conseil de son oncle, Philippe-le-Hardi, duc de Bourgogne, consentit à transiger avec ses sujets. Louis de Males fut tué quelque temps après, et ses États échurent au duc de Bour-

(1) Vid. Oudegherst et Meyer, ann. 1344-1445.
(2) Id., ann. 1382.

MCD 2019

MUSEO DEL PUEBLO MADRID

gogne, qui descendait de la maison de France.

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE LA MAISON DE BOURGOGNE JUSQU'A LA MORT DE CHARLES-LE-TÉMÉRAIRE.

DE 1384 A 1477.)

Philippe-le-Hardi était fils du roi de France, Jean, et avait été gratifié par son père, en 1263, du duché de Bourgogne. Devenu l'époux de la fille de Louis de Males, comte de Flandre, à la mort de son beau-père, en 1384, il hérita du comté de Flandre, et, en 1399, acquit, par donation faite à sa femme, le duché de Brabant. Il gouverna ses nouveaux États avec autant de prudence que d'habileté, et parvint à soumettre l'humeur séditieuse des Brabançons et des Flamands; il y réussit en augmentant les priviléges de plusieurs cités de ces deux provinces, dont les habitants tenaient obstinément aux immunités qu'ils avaient obtenues, ou plutôt arrachées : à sa mort, arrivée en 1404, il fut remplacé par son fils, Jean-sans-Peur; ce prince réunit tout l'héritage paternel, à l'exception du Brabant, qui passa sous la domination de son frère Antoine. Jean-sans-Peur prit la part la plus active aux troubles qui marquèrent le règne de Charles VI, dont la folie livra son royaume à tous les maux enfantés par l'ambition des grands, qui se disputèrent la toute-puissance. Il s'occupa donc fort peu des affaires des Pays-Bas, tournant toutes ses vues vers la France, où il aspira sans cesse à usurper la direction du gouvernement. Nous dirons seulement que les Flamands le contraignirent à leur permettre de garder la neutralité; car Jean-sans-Peur, en sa qualité de prince de la maison de saint Louis, se trouva plus d'une fois en guerre avec le roi d'Angleterre, Édouard III, qui prétendait à la possession de la couronne de France. Les Flamands continuèrent donc à entretenir des relations de commerce et d'amitié avec la Grande-Bretagne, d'où ils tiraient les laines dont ils avaient besoin pour alimenter leurs manufactures. Sur ces entrefaites, le duc de Brabant ayant été tué à la bataille d'Azincourt [1415], les états, assemblés à Bruxelles, prêtèrent serment de fidélité au fils d'Antoine, alors âgé de treize ans, et le mirent sous la tutelle de onze personnes, choisies parmi le clergé, la noblesse et le tiers-état, qui s'acquittèrent heureusement d'une fonction si importante et si difficile. En effet, Jean-sans-Peur prétendit que la régence lui appartenait; mais une somme d'argent le fit bientôt renoncer à cette prétention. De son côté, l'empereur Sigismond, sous le prétexte que le père du nouveau duc ne lui avait pas rendu l'hommage qu'il lui devait, voulut confisquer la province, tandis que la veuve du duc affichait aussi d'autres prétentions; mais la sagesse des tuteurs de Jean parvint à aplanir ces difficultés (1). En 1416 le duc épousa Jacqueline, comtesse de Hollande et de Hainaut. Mais ce mariage, traversé d'abord par les intrigues de Jean de Bavière, évêque de Liége, et oncle paternel de Jacqueline, n'eut pas une heureuse issue : la princesse, en butte aux mauvais traitements de son mari, qui la soupçonnait d'avoir trempé dans l'assassinat de son trésorier, déserta l'habitation conjugale, et demanda à la cour de Rome l'annulation de son hymen. Elle passa ensuite en Angleterre, où elle donna sa main au duc de Glocester. Celui-ci, n'ayant pu conquérir les États de Jacqueline, l'abandonna à son sort. Le duc Jean resta maître jusqu'à sa mort du Brabant et du Hainaut. Il expira en 1427, à l'âge de vingt-quatre ans, et fut remplacé par son frère, le comte de Saint-Paul. Sur ces entrefaites, Jean-sans-Peur avait été assassiné sur le pont de Montereau [1419]. Son fils, surnommé Philippe-le-Bon, devint à son tour duc de Bourgogne, et, en peu d'années, il parvint à un degré de puissance qui le plaça au premier rang parmi les potentats; il ne lui manquait plus que le titre de roi. En effet, le comte de Saint-Paul était mort inopinément; le duc de Bourgogne hérita de ses possessions (2). A la mort de Jacqueline de Bavière, qu'il retenait en prison, il devint en-

(1) Vid. Dinter. Brabant gest.
(2) Le Brabant et le Hainaut.

MCD 2019

core maître du Hainaut, de la Hollande, de la Zélande et de la Frise; ainsi, la maison de Bourgogne, par un concours d'heureuses circonstances, s'éleva en peu de temps au plus haut point de prospérité. Les États de Philippe comprenaient, outre les Pays-Bas et la Bourgogne, le Bolonais, l'Artois et une partie de la Picardie; mais son pouvoir sur tant de provinces était limité, et quelquefois resserré dans des bornes si étroites, qu'il se réduisait à sanctionner les volontés de ses sujets. C'est ainsi que, dans les provinces maritimes, dans la Flandre et le Brabant, il était sans cesse obligé d'avoir recours aux négociations et aux armes, pour se faire obéir, et arracher des subsides, afin de subvenir aux dépenses de la guerre qu'il soutenait contre le roi de France, Charles VII, dont il refusait de reconnaître les droits, et qu'il haïssait en outre, comme ayant ordonné le meurtre de son père, Jean-sans-Peur. Nous citerons pour exemple la lutte que le duc fut obligé de soutenir contre les Gantois [1452], qui avaient refusé de payer leur part d'une taxe sur le sel, imposée à toute la Flandre. Philippe se saisit des villes d'Audenarde, de Termonde, de Gavre et de Rupelmonde, et décréta un nouvel impôt sur la farine et le froment. Les états du pays s'assemblèrent à Gand, et déclarèrent que le duc, qui avait annulé l'élection des magistrats de cette ville, avait usé d'un droit qui lui appartenait. Les Gantois parurent d'abord se soumettre à cette décision, mais bientôt la populace, excitée par quelques meneurs, expulsa de la ville tous les citoyens soupçonnés de conserver de l'attachement pour le duc. Les rebelles créèrent un conseil qui, s'arrogeant le pouvoir souverain, nomma des bourgmestres et des échevins, sans l'intervention du prince; puis ils assemblèrent une troupe de quatre mille hommes, qui courut toute la Flandre, portant en tous lieux le meurtre et la dévastation. Un petit nombre de bourgeois, détestant les excès de leurs compatriotes, envoyèrent au duc des députés, pour s'excuser auprès de lui; mais Philippe leur répondit que, tout en rendant justice à leurs bonnes intentions et à la sincérité de leur langage, il ne pouvait cependant pardonner aux Gantois, que lorsque ceux-ci lui fourniraient la preuve qu'ils voulaient vivre désormais comme des sujets fidèles et soumis, il s'empresserait alors de leur accorder un pardon dont ils n'avaient que trop besoin. Il s'occupa ensuite de lever des soldats, et mit des garnisons dans plusieurs villes qui, ayant embrassé sa cause, avaient à redouter les attaques des Gantois. Ces derniers élurent pour capitaine un maçon, et vinrent assiéger Audenarde [1452], où s'était renfermé le chevalier Simon de Lalaing, qui prit toutes les dispositions nécessaires pour repousser l'ennemi. Il organisa tous les hommes en compagnie et utilisa même les femmes, qui apportèrent par son ordre des pierres et des cailloux sur les créneaux, afin d'en accabler les assaillants (1). De leur côté les Gantois, avant d'en venir aux mains, essayèrent de rendre le gouverneur suspect en jetant dans la ville des lettres qui lui étaient adressées, et dans lesquelles ils le sommaient de se rendre, ajoutant que l'argent promis allait lui être compté. Lalaing communiqua toutes ces missives aux principaux citoyens, et les assiégeants, furieux de n'avoir pu réussir, amenèrent au pied du mur deux petits enfants en bas âge, criant que c'étaient ceux du chevalier qu'ils avaient enlevés dans le Hainaut, chez leur nourrice : ils menacèrent de les poignarder si le père n'ouvrait pas sur-le-champ les portes de la cité; mais celui-ci fit tirer sur le groupe où se trouvait les deux enfants, ou du moins que l'on disait être les siens, et dit hautement qu'il ne voudrait pas les sauver aux dépens de son honneur. Cependant le duc, averti de ce qui se passait, envoya au secours d'Audenarde le comte d'Étampes, qui parvint à faire lever le siége, après avoir fait un grand carnage des Gantois; il se retirèrent dans leur ville, mais sans vouloir entrer en arrangement. Durant deux années, tout le territoire de leur cité fut en proie à toutes les horreurs de la guerre; la flamme dévora trois cents villages et huit cents fermes, et telle était la rage des deux partis que les prisonniers étaient massacrés de sang froid après le combat. Les Gantois implorèrent

(1) Vid. Olivier de la Marche, ch. 24.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



W.H Barlett del.t

Pl. 16.

Léonce Thuillier Sculp.t

MARCHE AUX POISSONS A ROTTERDAM. (Hollande)

PAYS BAS

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1

alors la médiation du roi de France, Charles VII. Cédant à leur prière, il fit partir deux envoyés, qui allèrent trouver le duc, et obinrent de lui qu'il permettrait à cinquante notables de Gand de se rendre à Lille pour exposer en présence des ambassadeurs français leurs griefs. Mais ces conférences ne produisirent aucun résultat, car les députés gantois, s'étant retirés sous le prétexte d'aller chercher de nouvelles instructions, ne revinrent pas. Les envoyés de Charles rendirent alors une sentence portant qu'à l'avenir les corps de métier ne feraient plus seuls ni lois ni réglement, lesquels seraient discutés et promulgués dorénavant par huit personnes, dont quatre seraient nommées par le duc, et quatre par la commune ; que les bannières des différentes corporations seraient gardées dans un coffre fermé à cinq clefs, dont l'une serait remise au bailli, la seconde au premier échevin, la troisième au grand doyen, et les dernières à deux prud'hommes élus par leurs concitoyens ; que les bourgeois de Gand ne prendraient plus le titre de seigneurs, et que les officiers municipaux et les notables de la ville, au nombre de deux mille, se rendraient auprès du duc pour demander merci; enfin que les insurgés paieraient une somme d'argent, en punition de leurs fautes. Cet arrêt, signifié aux Gantois par un héraut d'armes, décoré des fleurs de lys, souleva si vivement l'indignation de la populace, que le porteur fut sur le point d'être massacré. La guerre recommença donc avec une nouvelle fureur, entremêlée de négociations qui ne suspendaient pas les hostilités. Sur ces entrefaites, le duc s'étant saisi du château de Gavre, fit pendre toute la garnison. A cette nouvelle, les Gantois vinrent lui présenter la bataille; mais ils furent mis en déroute après une résistance opiniâtre ; le vainqueur s'avança jusqu'aux portes de la ville, et fit remettre aux habitants un message, par lequel il déclarait qu'il consentait à leur pardonner aux mêmes conditions énoncées dans la sentence rendue par les envoyés du monarque français. Les Gantois répondirent qu'ils s'y soumettaient Le lendemain, l'abbé de Saint-Bavon, le prieur des chartreux et leur suite, vingt-cinq chevaliers et officiers municipaux en chemise, la tête et les pieds nus, accompagnés de deux mille bourgeois, aussi sans chaussures et vêtus de robes noires, se présentèrent devant le duc, qui était à cheval, à la tête de son armée. Ils se mirent à genoux, et l'abbé de Saint-Bavon cria trois fois merci pour son peuple mal conseillé. Ainsi se termina cette sanglante querelle, par l'humiliation des Gantois et la perte de leurs principaux priviléges.

Nous avons raconté en détail cet épisode pour faire comprendre au lecteur quelle était la position du souverain des Pays Bas; possesseur de ces riches provinces, il voyait cependant chaque jour ses ordres méconnus et sa personne livrée aux violences de ses sujets, et à tous les hasards du champ de bataille : il était en outre exposé à toutes les tentatives de son formidable voisin, le roi de France Charles VII. Ce monarque, ayant reconquis son royaume sur les Anglais, pouvait à chaque instant tourner ses armes contre le duc de Bourgogne. Déjà même, à cette époque [1456], le dauphin, fils de Charles, était venu demander un asile au duc, qui l'accueillit et le garda près de cinq années, pour le soustraire au juste ressentiment du roi, que Louis avait provoqué par sa conduite coupable. Monté sur le trône paternel, en 1461, sous le nom de Louis XI, le prince français commença son règne par se montrer ingrat envers le duc Philippe, en le forçant à restituer plusieurs villes de la Picardie, et en soulevant contre lui les Liégeois. Le comte de Charolais, fils de Philippe, força les révoltés à se soumettre; il réprima aussi la rébellion des habitants de Dinant. Ceux-ci, après avoir promené le meurtre et l'incendie dans le Hainaut et le comté de Namur, furent assiégés dans leur ville, et forcés de se rendre à discrétion. Le vainqueur y entra, mais ce fut pour en ordonner la destruction ; livrée au pillage durant huit jours, elle fut consumée par le feu, et huit cents de ses citoyens, liés deux à deux, expirèrent dans les eaux de la Meuse. Toutes ces horreurs s'accomplirent en présence du vieux duc, qui vint se repaître du meurtre de tant de victimes, et cependant on le surnomma le *Bon*. Philippe possédait

MCD 2019

dans les rapports habituels de la vie, cette sorte de condescendance que les petits aiment à rencontrer dans les grands. Le peuple la célébra comme une vertu de prince, vertu qui le fit aimer en dépit des cruautés dont il se souilla dans la politique et dans la guerre, où les mœurs du temps autorisaient la cruauté et la perfidie. Ainsi peut s'expliquer l'apparente contradiction qui se remarque entre la réputation de Philippe et certains actes de sa vie. Il mourut à Bruges, en 1467, à l'âge de soixante-douze ans, laissant le trône ducal au comte de Charolais, dont l'humeur violente fut aussi fatale à ses sujets qu'à lui-même. Lorsqu'il se fit reconnaître à Gand en qualité de comte de Flandre, les habitants fermèrent les portes, et il n'obtint sa liberté qu'à condition de leur restituer les franchises dont ils avaient été dépouillés par son père. Charles, de retour à Bruxelles, révoqua une concession obtenue par la force, et contraignit les Gantois à demander grâce; mais ils achetèrent le pardon qu'ils imploraient, au prix d'une amende et du sang des principaux instigateurs de l'outrage commis envers le souverain. Le duc se vit encore dans la nécessité de sévir contre les Liégeois, soulevés de nouveau par les intrigues de Louis XI. Ce dernier, dans la persuasion que ses trames étaient ensevelies dans le secret le plus profond, accepta une entrevue avec Charles dans la ville de Péronne, qui appartenait à ce dernier. Cette imprudence pensa coûter la vie au rusé monarque. Le duc, ayant eu les preuves de sa duplicité, mit en délibération avec ses confidents s'il le mettrait à mort, ou le retiendrait prisonnier. Toutefois il ne fit ni l'un ni l'autre, et se borna à traîner Louis à sa suite, et à le rendre complice et témoin de la ruine de Liége, qui fut livrée aux flammes : on n'épargna que les églises et les maisons des chanoines; quant aux habitants, la plupart cherchèrent un refuge dans les cités voisines; ceux qui restèrent dans leur logis périrent, les uns noyés dans la Meuse, les autres par l'épée des soldats.

Cependant l'ambition de Charles, attisée par ses succès guerriers, ne pouvait être assouvie que par le titre de roi, et il entama à ce sujet des négociations avec l'empereur Frédéric III, dont le fils, Maximilien, devait épouser Marie, fille du prince Bourguignon; mais, celui-ci ayant proposé de reculer cet hymen, Frédéric crut voir dans ce délai la pensée d'un refus, et retira la promesse qu'il avait faite. Bientôt il prit les armes contre Charles, qui était intervenu dans la lutte engagée entre Robert de Bavière et Hermann de Hesse, pour la possession de l'archevêché de Cologne. Le duc, n'osant entrer en lice avec toutes les forces de l'Allemagne, forme le projet de conquérir l'Helvétie, et d'étendre sa domination depuis le Rhin jusqu'à la Méditerranée. Il commence par attaquer les Suisses, ne soupçonnant pas que des montagnards pourraient résister au choc de ses chevaliers; mais il est battu à Granson et à Morat. Sur ces entrefaites, René, souverain de Lorraine, auquel Charles avait enlevé ses États, y était rentré à la tête de vingt mille hommes, parmi lesquels se trouvaient un grand nombre de Suisses, soudoyés par l'argent de la France. Le prince bourguignon, que ses défaites avaient aigri, vint dans les premiers jours de janvier mettre le siége devant Nanci. René accourut au secours de sa capitale, et mit en déroute les troupes de son adversaire, qui périt lui-même les armes à la main, le 5 janvier 1477. Ainsi mourut le fils de Philippe-le-Bon, à la fleur de l'âge, et sans avoir pu se placer parmi les rois. L'histoire l'a justement stigmatisé par le surnom de *Téméraire*, qui résume sa conduite, presque toujours dépourvue de raison. Il n'avait d'autre politique que la violence, qui suffit rarement pour donner le succès; il faut que la prudence prépare ce que la force doit exécuter.

DEPUIS LA MORT DE CHARLES-LE-TÉMÉRAIRE JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE PHILIPPE II.

Charles laissait une fille, seule héritière de ses vastes États; la jeune princesse Marie était alors âgée de vingt ans, et dut prendre, sans y être préparée, les rênes du gouvernement. Cette tâche était au-dessus de ses forces; car elle était entourée de voisins ambitieux qui se préparaient à envahir ses posses-

MCD 2019

sions comme une proie facile. Parmi ces derniers, le plus dangereux et le plus puissant, était Louis XI, dont le premier soin, dès qu'il apprit la mort du père de Marie, fut de se saisir de plusieurs places situées sur frontières des Pays-Bas. Il s'empara en même temps du duché de Bourgogne, alléguant que ce pays, détaché à titre d'apanage de la couronne de France, devait y rentrer, puisque le titulaire, ayant cessé de vivre, n'avait pas d'enfant mâle pour recueillir cette partie de son héritage. Il s'attacha aussi à nouer des intelligences avec les sujets de Marie, qu'il espérait faire passer, par la ruse ou par la force, sous sa domination. Les trames ourdies par Louis XI offraient des chances de succès, car les violences du duc Charles avaient altéré l'attachement du peuple pour sa maison, et les ressentiments soulevés par le père menaçaient de retomber sur la fille, n'ayant pour toute défense que ses droits. Déjà même elle se trouvait à la merci des Gantois; ils s'étaient emparés de sa personne et exerçaient en son nom l'autorité, dont ils se servirent pour immoler tous les personnages qui avaient exercé le pouvoir sous l'administration de Charles; ils firent tomber principalement leur colère sur les Bourguignons, qui avaient joui à cette époque d'une grande influence dans les affaires.

Sur ces entrefaites, arriva auprès de Marie un ambassadeur de Louis XI: c'était Olivier, son barbier. Ce prince choisissait de préférence ses ministres et ses confidents parmi les hommes de la plus basse extraction : il trouvait en eux des instruments plus dociles, et qu'il pouvait briser à son gré quand il n'en avait plus besoin, ou s'il suspectait leur dévouement. A tous ces titres, l'envoyé du monarque méritait sa confiance, car il n'avait aucun scrupule qui pût l'arrêter : nourri dans la bassesse, il avait conservé les habitudes grossières de sa profession; aussi ne put-il jamais jouir d'aucune considération et n'inspira-t-il aucun respect, quoiqu'il représentât son souverain. Il n'avait d'ailleurs que cette sorte d'habileté qui s'applique à des intrigues secondaires et proportionnées à son génie subalterne. Admis en présence de la duchesse, il déclara que ses instructions lui prescrivaient de l'entretenir sans témoins. Cette prétention insolite révolta les personnages présents à l'entrevue, qui le menacèrent de le faire repentir de son insolence, malgré le caractère dont il était revêtu. Olivier, dans sa frayeur, crut devoir prendre la fuite; il se réfugia à Tournay, et réussit à introduire dans cette ville une garnison française. A cette époque, plusieurs personnages, envoyés par les états, vinrent trouver le monarque français, qui avait alors entrepris le siége d'Arras; ils lui proposèrent de cesser les hostilités, en protestant que Marie avait promis de suivre exclusivement les conseils de ses fidèles Gantois. Louis saisit l'occasion qui se présentait pour semer la division parmi ses adversaires, et répondit aux députés qu'ils étaient dupes de leur bonne foi; et, comme ils insistaient, il leur livra une lettre écrite par Marie, par la duchesse douairière et le seigneur de Ravestein. La fille de Charles déclarait dans cet écrit que toutes ses affaires seraient à l'avenir traitées sous la direction de quatre personnes : la douairière sa belle-mère, Ravestein, Imbercourt et Hugonet Ce dernier était revêtu de l'office de chancelier de Brabant (1).

Les députés se retirèrent, transportés d'indignation, et revinrent à Gand. Introduits auprès de la duchesse, ils rapportèrent l'entretien qu'ils avaient eu avec le roi de France. La duchesse, qui ne soupçonnait pas la perfidie de ce monarque, nia formellement qu'elle eût écrit la lettre en question, et resta confondue quand on la lui présenta. Hugonet et Imbercourt, arrêtés le soir même, furent traduits devant une commission, et eurent à répondre à deux griefs : le premier les chargeait d'avoir vendu la justice, et le second de s'être rendus complices, sous le duc Charles, des infractions portées aux priviléges des Gantois. Ce dernier chef était le seul dont il importait aux accusés de se justifier, et ils y répondirent en montrant qu'ils n'avaient pu s'opposer aux volontés du souverain, et firent remarquer, que les

(1) Vid. Philippe de Commines, ch. 107.

MCD 2019

infractions dont on se plaignait étaient le résultat de conventions stipulées solennellement. Ne pouvant répondre par de bonnes raisons, les juges firent subir aux accusés les horreurs de la question, puis les condamnèrent à la peine capitale. On leur accorda trois heures pour se préparer à la mort. Quand elle apprit cette cruelle sentence, Marie se précipita hors de son palais, et courut dans la place publique, où l'échafaud était déjà dressé; elle implora la grâce des deux victimes; mais on repoussa ses instances, on méprisa ses larmes, et les têtes de ses deux ministres tombèrent, en sa présence, sous le glaive du bourreau. Le supplice de ces deux infortunés fut le signal d'une révolution complète dans le gouvernement. Les Gantois, maîtres absolus du pouvoir, éloignèrent la duchesse douairière et le seigneur de Ravestein de la jeune duchesse, qui devint l'esclave de ses nouveaux conseillers, tous connus par la haine qu'ils portaient à sa maison. Cependant Louis XI continuait ses attaques contre les possessions de Marie; mais ses troupes furent repoussées par les habitants, qui se liguèrent contre l'ennemi commun [1447].

Hors d'état de résister long-temps à un voisin si redoutable que le roi de France, Marie reconnut la nécessité de confier sa défense aux soins d'un époux; les Gantois choisirent pour elle l'archiduc Maximilien, fils de l'empereur Frédéric III. Ce prince obtint la main de la princesse, parce qu'il n'avait guère que des titres honorifiques; il ne possédait que de vains honneurs; aussi fut-il préféré à tous ses rivaux, parce qu'il était le moins puissant. Il était si pauvre, qu'il fut contraint d'emprunter de l'argent à plusieurs cités des Flandres, pour subvenir à ses dépenses personnelles et défrayer les personnes de sa suite. Ses nouveaux sujets pourvurent à tous ses besoins, et lui fournirent des soldats, avec lesquels il remporta sur les Français la victoire de Guinegate. Mais, si les habitants des Pays-Bas se montrerent généreux avec Maximilien, ils le fatiguèrent sans cesse de leurs exigeances, répondirent plus d'une fois à ses ordres par des révoltes, qui éclatèrent dans la Hollande, dans le Hainaut et dans la Flandre. Il fut même obligé d'employer la force pour se faire reconnaître par les peuples de la Gueldre. Quelques années après son mariage, il perdit son épouse, qui mourut à la fleur de l'âge. Étant tombée de cheva à la chasse, un sentiment exagéré de pudeur ne lui permit pas de soumettre sa personne à l'inspection des médecins, dont l'habileté, avertie trop tard, ne put arrêter les progrès du mal. La princesse expira le 28 mars 1482. La mort de Marie fit naître de nouveaux troubles, car il s'agissait de décider si Maximilien serait reconnu tuteur de ses enfants, et régnerait à ce titre sur les Pays-Bas. Il obtint l'assentiment des états brabançons, et rallia à sa cause la plupart des provinces, à l'exception de la Flandre, et en particulier de la ville de Gand, dont les chefs, qui avaient entre leurs mains le jeune archiduc, voulaient tirer parti de ce gage précieux, pour gouverner sous son nom; ils avaient même nommé un conseil, chargé d'administrer l'État, au préjudice de Maximilien, qui réussit à forcer les Gantois à renoncer à leurs prétentions. Il se fit rendre son fils, et obtint que ses adversaires payeraient les frais de la guerre [1485]. — Élu, l'année suivante, roi des Romains, cette dignité ne lui donnait ni des revenus ni des soldats, elle lui assurait sûrement la survivance du trône impérial. L'absence de ce prince laissait le champ libre aux ennemis de son autorité; ils en profitèrent pour aigrir en Flandre l'humeur séditieuse de la multitude. Les citoyens de Bruges donnèrent le signal de l'insurrection, en se saisissant des portes de la ville. Maximilien accourut, dans l'espoir d'étouffer le mal à sa naissance; mais il se vit assiégé dans son palais par le peuple, criant qu'il voulait avoir la preuve que les impôts, perçus depuis plusieurs années, avaient été administrés fidèlement. Le roi des Romains ne pouvait opposer que des arguments, toujours sans effet quand ils ne sont pas appuyés par la force; aussi fut-il réduit à venir se justifier sur la grande place, puis, après avoir subi cette humiliation, il fut traîné hors de son palais et conduit dans une maison particulière, où des gardes, postés jour et nuit à

MCD 2019

toutes les issues, le retinrent prisonnier. Des magistrats, nommés par le peuple, le déclarèrent déchu du pouvoir et privé de la tutelle de ses enfants. Toutefois, les députés des provinces, qui avaient été convoqués à Bruges avant la sédition, ne voulurent pas y tremper, et se retirèrent. Les Gantois, au contraire, s'unirent aux rebelles, dont ils avaient provoqué les excès. Cependant, les ministres et les serviteurs les plus dévoués du roi des Romains, avaient été plongés dans les cachots, ainsi que tous les personnages notables de Bruges, ayant occupé quelque emploi public. On les traduisit devant une cour criminelle, sous le poids du crime de haute trahison; mais l'impatience de la multitude ne lui permit pas d'attendre les investigations de la justice : les charpentiers allèrent saisir dans leur prison trois des accusés, leurs compatriotes; un échafaud était dressé, et l'on étendit successivement deux de ces victimes sur un chevalet, où ils subirent une torture si cruelle, que leurs os furent brisés. La populace assistait à l'exécution, qu'elle encourageait par ses cris; mais une partie des assistants, émus de pitié, refusèrent de permettre qu'on mît à mort les victimes, et ils furent ramenés en prison. Le lendemain, un certain nombre de domestiques et de soldats wallons et allemands, attachés à la maison de Maximilien, s'étant rendus à la place du marché, sur la promesse qu'ils y seraient payés de leurs gages, se trouvèrent en butte à la furie des charpentiers, et n'échappèrent au trépas que par la fuite, et grâce à l'humanité de quelques citoyens, qui les cachèrent dans leurs maisons. — Un prisonnier tel que Maximilien était difficile à garder, et pour se prémunir contre l'évasion du prince, ses geôliers résolurent de le transférer dans le logis de Philippe de Clèves, qu'ils avaient muni de grosses serrures et de barreaux de fer. Le monarque refusa d'abord de quitter le lieu où il se trouvait; mais ses représentations n'ayant pu vaincre l'obstination des Brugeois, il consentit enfin à occuper sa nouvelle prison, et s'y rendit, monté sur un cheval couvert d'une housse de drap d'or. Sur la place du marché, où se trouvaient en bataille les différents corps de métier, il mit pied à terre, et, la tête nue, demanda humblement qu'on ne lui fît aucun outrage, qu'on ne le livrât point aux Gantois, et qu'on lui rendît plusieurs de ses domestiques (1).

Après avoir obtenu ce qu'il sollicitait, Maximilien se rendit à la demeure qui avait été préparée pour lui, où il resta en proie aux tourments de la solitude et aux craintes dont il devait être assailli, car il avait tout à redouter d'une multitude aussi ignorante que passionnée, et dont la fureur, une fois allumée, pouvait d'un moment à l'autre attenter jusqu'à sa vie. Mais, si ses jours furent respectés, il eut la douleur de voir immoler ses serviteurs les plus dévoués : dix d'entre eux périrent sous la hache du bourreau. Tandis que le roi des Romains était captif, son fils Philippe s'occupait activement de le rendre à la liberté. A cet effet, il convoqua dans la ville de Bruxelles tous les députés des Pays-Bas, afin de conférer sur l'état des choses, et d'arriver à un accommodement. Sur ces entrefaites, les Brugeois, qui avaient campé sur la grande place pendant six semaines, rentrèrent dans leurs maisons pour célébrer la fête de Pâques : ils reçurent encore à cette époque un bref d'Innocent VIII, qui leur commandait de mettre en liberté Maximilien. Le pape, par un second bref, enjoignait aux Flamands de prendre les armes contre les Brugeois, si ces derniers refusaient d'obéir au pontife [1488]. De leur côté, les états, après une discussion qui dura plusieurs jours, rédigèrent un traité par lequel le monarque devait sortir de captivité, à la condition de fournir pour otages trois personnes de la plus haute distinction : Philippe de Clèves, le comte de Hainaut et le seigneur de Valckenstein, qui seraient livrés aux citoyens de Bruges et de Gand. Les Flamands s'engageaient en retour à compter au roi une somme de cinquante mille écus d'or. Cette convention fut exécutée de part et d'autre avec autant de loyauté que d'exactitude, le monarque sortit de Bruges, après avoir juré sur la vraie croix et sur les reliques de

(1) Vid. Ponti Heuter. De Rer. Belg. lib. III, pages 138 et suiv.

MCD 2019

Saint-Donat, qu'il serait fidèle aux serments qu'il venait de faire. Mais l'empereur Frédéric III, son père, venait d'arriver dans les Pays-Bas, à la tête de quarante mille hommes, et Maximilien, impatient de se venger, imagina un subterfuge pour échapper aux engagements qu'il avait contractés; il prétendit qu'en prenant les armes par l'ordre du chef de l'empire, il obéissait à un devoir sacré, mais sans violer sa parole, engagée envers les Flamands. L'empereur, à son arrivée, avait sommé les Gantois de lui ouvrir leurs portes, et de remettre entre ses mains les seigneurs retenus dans les fers. Mais pour montrer le peu de cas que ses concitoyens faisaient des ordres de Frédéric, l'un des magistrats de Gand, suivi d'un prêtre et d'un bourreau, se rendit à la prison pour faire décapiter, sans forme de procès, les nobles personnages redemandés par le monarque allemand. Averti à temps, Philippe de Clèves sauva les victimes désignées à la mort. Cependant la guerre s'engagea entre le chef de l'empire et les Flamands; mais elle se termina bientôt par un accommodement, qui ne fut pas de longue durée, car les Brugeois se révoltèrent, à l'occasion d'un édit sur les monnaies d'or et d'argent. Vaincus par le comte de Nassau, les chefs de la sédition périrent par le gibet [1491]. Maximilien monta en 1494 sur le trône impérial, par la mort de Frédéric III, tandis que son fils, le duc Philippe, surnommé le Beau, prit en main le gouvernement des Pays-Bas. L'administration de ce dernier fut profitable à ses sujets, car au un trouble intérieur, aucune guerre étrangère, ne vinrent interrompre leur prospérité commerciale, qui continua à acquérir chaque jour de nouveaux accroissements. Ce prince épousa la fille de Ferdinand et d'Isabelle, roi de Castille et d'Ar gon, et se rendit en Espagne, pour prendre possession de l'héritage laissé à sa femme par le trépas d'Isabelle. Il mourut lui-même à Burgos en 1506, à la fleur de son âge. Les états de Brabant, privés de leur souverain, et menacés par l'ambition conquérante du roi de France, conjurèrent Maximilien de venir au milieu d'eux. L'empereur ne put se rendre à cette invitation, et se fit remplacer par sa fille, Marguerite d'Autriche, veuve de Philibert II, duc de Savoie. Philippe-le-Beau avait laissé un jeune prince, alors âgé de six ans, élevé en Belgique; on lui donna pour gouverneur Guillaume de Croy, seigneur de Chièvres, et le soin de l'instruire dans les lettres fut remis à un docteur de Louvain, nommé Adrien Florent, et à qui cette mission valut plus tard, par la reconnaissance de son élève, le trône pontifical. Maximilien expira en 1519, léguant au jeune Charles le duché d'Autriche, qu'il tenait de ses aïeux, et l'expectative du trône des Césars. Devenu roi d'Espagne, par la maladie de sa mère, à qui la mort de Philippe avait fait perdre la raison, Charles était maître en outre des Pays-Bas, et se trouvait ainsi, par l'étendue et l'importance de ses possessions, au premier rang des souverains de son temps. Il conçut donc le projet d'asservir l'Europe à sa domination, et il eût peut-être accompli ce projet sans l'opposition énergique de la France, qui sauva l'indépendance des autres État. Il n'entre point dans notre plan de raconter en détail les incidents de la lutte opiniâtre qui s'établit entre Charles-Quint et François I; ce récit doit trouver ailleurs sa place (1). Nous rappellerons seulement les événements qui se rapportent à l'histoire des Pays-Bas. Charles, ayant joint à toutes ses couronnes celle de l'empire, passa toute sa vie au milieu des négociations et des périls du champ de bataille; aussi n'avait-il point de demeure fixe, on le voyait courir sans cesse d'un bout de l'Europe à l'autre, où le besoin de ses affaires nécessitait sa présence. Ses guerres continuelles le contraignaient à demander sans cesse des subsides à ses sujets; ce fut la cause d'une insurrection qui éclata dans la ville de Gand; refusant de payer sa quote-part d'un don gratuit de douze cent mille florins, voté par les États, les bourgeois de cette ville, maltraités par la reine de Hongrie, sœur de Charles et gouvernante des Pays-Bas, commencèrent par des protestations et finirent par prendre les armes [1538].

(1) Voir à ce sujet les histoires d'Espagne, d'Allemagne et d'Italie.

MCD 2019

Comme ils avaient besoin d'appui, ils s'adressèrent au roi de France, auquel ils proposèrent de passer, ainsi que toute la Flandre, sous sa domination. Ce prince venait de conclure une trève avec l'empereur, nécessitée par l'épuisement des deux partis; il ne voulut donc pas recommencer les hostilités; il se confiait en outre à la parole de Charles, qui le leurrait de l'espoir d'octroyer à l'un de ses fils l'investiture du duché de Milan. François ne crut donc pas devoir accepter l'offre des Gantois, mais il eut le tort de la dénoncer à Charles, auquel il en fit remettre des preuves écrites. Ce dernier résolut d'aller en personne châtier les rebelles, et sollicita la permission de traverser la France, où il fut accueilli avec les plus grands honneurs [1540]. Arrivé à Saint-Quentin, il éluda de remplir la promesse qu'il avait faite à François, relativement au Milanais; puis il marcha contre les Gantois, à la tête d'une armée allemande, que lui amena son frère Ferdinand, nommé par lui roi des Romains. Il entra dans la ville rebelle, dont les habitants n'osèrent lui opposer la plus légère résistance, et prononça contre eux une sentence, les déclarant coupables de lèse-majesté, et déchus de tous leurs priviléges. Les citoyens furent désarmés et demandèrent pardon par l'organe de leurs magistrats, qui sollicitèrent cette grâce, la corde au cou et les pieds nus. La ville dut payer, en outre, une amende de cent cinquante mille florins, et vit périr sur l'échafaud vingt-six des principaux chefs de la rébellion. Pour enchaîner à l'avenir l'humeur séditieuse des Gantois, Charles fit élever une citadelle dont les canons, braqués sur la ville, devaient lui imposer désormais l'obéissance. De nouvelles hostilités eurent lieu les années suivantes avec les Français, qui ravagèrent les Pays-Bas. Henri II avait remplacé sur le trône son père, François I; il vainquit les troupes impériales au combat de Renti, et promena toutes les calamités de la guerre dans le Hainaut, le Brabant et le Cambresis [1554-1555].

Les revers que l'empereur avait éprouvés successivement, refroidirent enfin ses idées ambitieuses. *La fortune,* disait-il un jour, *ressemble à toutes les femmes, elle abandonne les vieillards pour se livrer aux jeunes gens.* Et quoiqu'il ne touchât par encore à la vieillesse, il résolut de quitter le commandement, dont il se sentait fatigué de supporter le poids. Il préluda à l'exécution de ce projet en abandonnant à Philippe son fils les royaumes de Naples et de Sicile. Enfin, le 25 octobre 1555, ayant convoqué les états-généraux des Pays-Bas, il abdiqua entre leurs mains en faveur de Philippe. Descendu volontairement du trône, il alla chercher en Espagne le repos dans la solitude d'un couvent; mais les fatigues que son corps avait subies durant une carrière si orageuse, avaient usé les forces de son esprit, qui parut s'affaiblir. Charles mourut bientôt de regret ou d'ennui, triste destinée qui attend les princes descendus du pouvoir, car tout leur fait sentir alors qu'ils ne sont plus rien et qu'ils n'étaient rien par eux-mêmes.

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE PHILIPPE II JUSQU'A LA MORT DU PRINCE D'ORANGE.

Philippe commença son règne par des victoires : ses généraux battirent les Français à Saint-Quentin et à Gravelines; le héros de cette dernière journée fut le comte d'Egmont, dont les services furent récompensés par l'échafaud [1558]. Mais les avantages remportés par le nouveau prince amenèrent seulement la paix conclue à Cateau-Cambresis, elle fut scellée par un mariage, Philippe ayant pris pour épouse la princesse Elisabeth, fille de Henri II. Il s'occupa ensuite de donner une organisation définitive aux provinces des Pays-Bas, pour aller fixer son séjour habituel en Espagne, où l'appelaient les souvenirs de son enfance, et le caractère des habitants, qui sympathisaient avec son humeur grave et son caractère dissimulé. Il distribua le gouvernement des différentes provinces aux seigneurs les plus qualifiés du pays, et chargea du pouvoir suprême sa sœur, Marguerite d'Autriche, duchesse de Parme, et fille naturelle de Charles-Quint. Il divisa aussi en plusieurs corps *les bandes d'ordonnances,* dont la mission était de défendre les frontières : c'était une

MCD 2019

cavalerie d'élite, composée de gentilshommes, dont la bravoure était célèbre dans toute l'Europe. Philippe voulut aussi créer, avant son départ, de nouveaux évêchés dans les Pays-Bas. Son but était de fortifier et d'étendre la suprématie des catholiques, afin d'étouffer les semences de l'hérésie, prêchée par Luther, et qui avait fait et faisait chaque jour des prosélytes. Il établit donc, en vertu d'une bulle du pape, quatorze nouveaux évêchés, et nomma au siège de Malines, décoré de la primatie, l'évêque d'Arras, Perenot de Granvelle (1). Ce prélat avait la confiance de son maître, qui avait reconnu en lui toutes les qualités de l'homme d'état; en effet, Granvelle unissait à la pénétration la plus vive, l'activité la plus infatigable, et connaissait à fond l'art de manier les esprits; mais il n'avait que les vertus d'un homme politique, qui sont rarement d'accord avec la morale. Ce fut à lui que Philippe abandonna le pouvoir : il devint, en un mot, le tuteur et le ministre principal de Marguerite, et, à ce titre, il présida les conseils du gouvernement. Ces conseils portaient la dénomination de conseil d'état, de conseil privé et de conseil des finances. Le premier, dont les plus grands seigneurs étaient membres, était chargé des affaires les plus importantes, militaires, ecclésiastiques et civiles; le second décidait tout ce qui avait rapport à la police de l'État, à l'exercice du droit de grâce, et à l'administration de la justice; quant au troisième, la dénomination qu'il portait dénonce la nature de ses attributions.

Après Granvelle, les personnages les plus influents étaient, par leur naissance et leurs talents, Guillaume de Nassau, prince d'Orange, Charles Lamoral, comte d'Egmont, et Philippe de Montmorency, comte de Horn.

Entrons dans quelques détails sur ces personnages qu'il importe de bien faire connaître à nos lecteurs. Le premier se recommandait par une illustration remontant à huit siècles; un de ses ancêtres avait pris place sur le trône des Césars Guillaume, comme son glorieux prédécesseur, ne comptait pas parmi les rois; mais la possession du comté de Nassau, situé en France, le rangeait parmi les princes indépendants; seigneur de riches domaines dans les Pays-Bas, il était à ce titre sujet du roi d'Espagne. Élevé par son père dans le luthéranisme, il rentra dans le giron de l'Église romaine par les soins de Charles-Quint, qui, ayant démêlé ses hautes qualités, prit plaisir à les faire éclore sous ses yeux. Il en fit son élève, et l'initia lui-même aux secrets du gouvernement. Il lui permettait d'assister aux audiences qu'il accordait aux ambassadeurs, et consultait quelquefois le jeune Guillaume sur les affaires les plus importantes. Il se plut à le charger des commissions les plus honorables et lui confia même le commandement d'une armée, quoique Nassau n'eût alors que vingt-trois ans. Ce dernier justifiait d'ailleurs la prédilection de Charles par la pénétration de son esprit, par la fermeté de son caractère et par une discrétion impénétrable, car jamais ni sa langue ni son visage ne trahissaient les secrets de son âme. Les vertus politiques de Guillaume le rendirent suspect à Philippe; il avait peur d'une ambition fortifiée de si puissants moyens. Un autre grief l'éloignait encore de Nassau : celui-ci avait embrassé le catholicisme pour plaire à Charles-Quint, mais sans montrer jamais une ardente conviction. Laissé comme otage auprès de Henri II à la paix de Cateau-Cambresis, et ayant appris, par une indiscrétion de ce prince, que les cours de France et d'Espagne avaient adopté un plan commun pour précipiter la ruine des protestants des deux pays, Guillaume avait révelé ce secret à plusieurs de ses confidents à Bruxelles. Ses lettres furent remises à Philippe; elles irritèrent au plus haut point le monarque, dont la colère fut moins excitée par la violation d'un tel secret que par la conviction, entrée dans son âme, que le coupable, en avertissant les hérétiques, voulait s'attirer leur reconnaissance et se préparer l'occasion de sacrifier un jour sa foi à ses intérêts (1).

(1) Voici le nom des villes où furent établis les nouveaux évêchés : Arras, Saint-Omer, Namur, Anvers, Gand, Bruges, Ypres, Bois-le-Duc, Ruremonde, Harlem, Deventer, Lewes, Groningue et Middelbourg.

(1) *Vid.* Strada, livre III, et de Thou, livre I.

MCD 2019

— La conduite privée de Guillaume excitait encore les méfiances de son souverain; en effet, il s'était acquis dans les Pays-Bas, où il résidait habituellement, une grande considération personnelle par une représentation fastueuse et presque royale. Aussi les regards et les pensées de la multitude s'attachaient à sa personne et l'environnaient d'une admiration mêlée de respect. — Guillaume Lamiral, comte d'Egmont et prince de Gavre, descendait des comtes de Gueldre, qui avaient jadis lutté contre la maison d'Autriche; retombé dans la condition de sujet, Egmont s'était élevé au premier rang des généraux de son siècle dans les champs de Saint-Quentin et de Gravelines. Glorifié par ses exploits, il avait encore conquis l'amour de ses concitoyens, charmés des grâces de sa personne et de l'affabilité de ses manières, qui lui gagnaient tous les cœurs. Son humeur était douce, son caractère chevaleresque; mais, dupe des apparences, il ajoutait foi aux discours comme à des actes, et, tout entier au présent, il ne songeait pas à pénétrer l'avenir. Adoré de ses compatriotes, et payant de retour leur attachement, il était cependant incapable de sacrifier sa fortune à sa patrie : plus homme que citoyen, chez lui les affections privées l'emportaient sur les devoirs publics. C'est ainsi que, père d'une nombreuse famille (1), il attendait de la générosité de Philippe les moyens de s'établir convenablement, et cette considération affaiblissait son patriotisme ou du moins le rendait trop timide. — Le comte de Horn n'égalait ses deux amis que par la naissance; aussi ne joua-t-il jamais qu'un rôle secondaire. Quoiqu'il eût possédé les charges les plus importantes, et qu'il se fût distingué sur les champs de bataille, il était absorbé par d'Egmont, astre brillant, dont il semblait n'être que le satellite.

Ces trois hommes étaient unis par les mêmes sentiments, et s'apprêtaient à former une opposition formidable au despotisme de Granvelle. Ce dernier avait pour soutiens Viglius, président du conseil privé, et le comte de Barlaimont; l'un joignait à de vastes connaissances un esprit de modération et une perspicacité qui le rendait propre à diriger les affaires; l'autre, Barlaimont, doué de talents moins supérieurs, possédait une fermeté rare et un dévouement au pouvoir d'autant plus profond qu'il le puisait dans son caractère naturellement despote. Philippe eut à peine quitté les Pays-Bas [1560], que des divisions éclatèrent entre Granvelle et le prince d'Orange, appuyé par les comtes d'Egmont et de Horn. Ces derniers supportaient avec impatience le despotisme du prélat, qui exerçait l'autorité suprême sans consentir à la partager avec eux. Ils mirent donc tout en usage pour soulever contre son administration les grands et le peuple. Ils commencèrent d'abord par exiger le départ de trois mille soldats espagnols, que Philippe avait laissés dans les Pays-Bas. Granvelle voulait les retenir, ils lui servaient de sauve-garde contre les projets de ses adversaires; mais on arracha son consentement, qu'il ne put refuser à l'irritation du peuple et aux instances de la majorité du conseil, fortifiées par l'assentiment de la duchesse. Les troupes espagnoles s'éloignèrent enfin [1561]; mais cette satisfaction, obtenue avec tant de peine, n'apaisa pas les esprits, en proie d'un autre côté à la fièvre des querelles religieuses.

On sait que les premières années du seizième siècle virent éclore une révolution qui dépouilla l'Église romaine de sa toute-puissance, en lui ravissant son infaillibilité : Luther fut le prophète de cette réforme; ses prédications, et plus encore ses écrits, soulevèrent en peu d'années la plus grande partie de l'Allemagne contre le pape. Un des disciples de Luther, le célèbre Calvin, modifia à son tour les dogmes de son maître : ses opinions se propagèrent d'abord en Suisse et se répandirent en France. Genève, où il commandait par la seule influence de son caractère, était fréquentée à cette époque par un grand nombre de jeunes nobles des Pays-Bas, venant chercher auprès d'illustres professeurs des connaissances scientifiques et littéraires, qu'ils ne pouvaient rencontrer dans leur patrie, car l'université de Louvain commençait à naître et celle de Douai n'était pas encore née. Deux autres

(1) Il avait onze enfants.

MCD 2019

causes concoururent encore à propager l'hérésie de Calvin et celle de son prédécesseur : la première fut le séjour d'une foule d'étrangers, attirés dans les villes de la Hollande et du Brabant, servant d'entrepôt à plusieurs branches de commerce ; la seconde, l'affluence de fugitifs de plusieurs nations, venus pour chercher un refuge contre la persécution qui les poursuivait dans leur pays natal. Charles-Quint contribua lui-même à infecter les provinces unies par l'introduction de soldats étrangers, dont il achetait les services, et qui, originaires de l'Allemagne et de la Suisse, avaient sucé les principes des novateurs. Une découverte récente, l'imprimerie, aidait encore à les faire circuler dans tous les rangs ; aussi le mal s'étendit avec une effrayante rapidité. Charles, pour arrêter ses ravages, eut recours aux moyens les plus énergiques, surtout dans les Pays-Bas, où il avait rendu son autorité despotique. Une législation draconienne enchaîna les consciences par la terreur. Tout homme qui prêchait les doctrines reprouvées par l'Église et assistait à des prêches était décapité ; toute femme convaincue des mêmes délits était enterrée vivante. Les flammes du bûcher dévoraient les relaps ; l'emprisonnement et la confiscation punissaient ceux qui osaient lire les saintes écritures ou prenaient part à des discussions religieuses. En un mot, toutes les règles du droit commun disparaissaient devant le crime d'hérésie (1). Quand il eut vaincu les protestants à Muhlberg, l'empereur, confiant dans sa toute-puissance, décréta l'établissement de l'inquisition dans les Pays-Bas. A cette nouvelle, Anvers vit fuir une partie de sa population, sa prospérité décroître tout-à-coup, et Charles, menacé de voir tarir une des sources les plus abondantes de ses revenus, changea le nom du terrible tribunal (2) et jusqu'à ses lois. En effet, les juges reçurent l'ordre d'être indulgents, surtout envers les étrangers ; mais dans les autres provinces, le saint-office eut la liberté de déployer toutes ses rigueurs : il livra, dit-on, au bourreau plus de dix mille personnes. Philippe II marcha sur les traces de son père ; toutefois, en dépit des supplices, l'hérésie faisait chaque jour d'immenses progrès. Les calvinistes étaient répandus dans la Flandre et dans les provinces du sud ; les huguenots de France, les Génevois, quelques cantons de la Suisse et une partie de l'empire, avaient embrassé la même croyance, et leur promettaient un puissant appui. La confession de Luther avait gagné moins de prosélytes, elle régnait dans les provinces des Pays-Bas qui touchent à l'Allemagne, et comptait dans ce dernier pays parmi ses co-religionnaires et ses alliés des princes placés au premier rang de la confédération germanique. Venaient enfin les anabaptistes, répandus dans la Frise et les contrées voisines ; mais ils n'étaient redoutables ni par le nombre ni par la richesse. Divisés entre eux par des querelles dogmatiques, ils ne songeaient pas à se concerter, soit pour conquérir une place dans l'État, soit pour se défendre contre la persécution. A tous les sectaires dont nous venons de parler étaient venus se joindre une foule d'Anglais. Chassés de leur patrie par l'intolérance de la fille de Henri VIII (1), ils s'étaient réfugiés dans les Pays-Bas, apportant leur industrie ; mais, en même temps, la ferveur d'un zèle religieux, qui avait préféré l'exil à l'abjuration.

Cependant des ministres calvinistes et luthériens, venus de France et d'Allemagne, travaillaient avec une ardeur infatigable à grossir le nombre de leurs adhérents. Ces ministres, d'abord cachés dans l'ombre, s'enhardirent, ils osèrent même prêcher publiquement. L'un de ces apôtres fut pendu à Tournai, deux autres jetés à Valenciennes dans un cachot, le gouverneur ayant refusé de les faire mourir. Ils y languissaient depuis sept mois, quand les magistrats de la ville, sur l'ordre exprès de la gouvernante, résolurent d'exécuter la sentence qui condam-

(1) *Vid.* de Thou, livre IV, page 300. — Grotius, De rebus belgicis, livre I.

(2) Il prit la dénomination de tribunal spirituel.

(1) La reine Marie, fille de Henri VIII et de Catherine d'Aragon. Catholique fervente, elle fit périr dans les flammes les dissidents de toutes les sectes, qui réprouvaient la communion romaine.

MCD 2019

nait au feu les accusés; mais la multitude renversa le bûcher et enleva les deux ministres. Toutefois, cette émeute se termina par le supplice des principaux meneurs. Cependant, les catholiques étaient eux-mêmes en désaccord avec le gouvernement, au sujet de l'érection des évêchés créés récemment par le pape, mais dont les titulaires n'avaient pas encore été installés. Les abbayes, alors vacantes, devaient fournir les revenus des nouveaux siéges. Cette mesure blessait les intérêts des moines, privés de l'espoir de monter à la place d'abbé et de parvenir à porter la mitre et la crosse : ils eurent l'art d'intéresser à leur cause les nobles, en leur représentant que les prélats, substitués aux abbés, diminueraient leur part d'influence aux États; princes de l'église, ils obtiendraient à ce titre une prépondérance qui abaisserait le crédit et la considération des gentilshommes. Les moines furent même appuyé par les hérétiques, qui craignaient de trouver dans les évêques des persécuteurs dont il serait plus difficile de tromper la vigilance et de désarmer la sévérité. Le prince d'Orange n'était pas étranger à toutes ces menées, il les dirigeait sourdement, sans y prendre une part directe; il continuait en même temps, au sein du conseil, une opposition systématique à tous les plans de Granvelle. La discorde entre ces deux personnages alla si loin qu'il fallut en référer à Philippe. Une assemblée des chevaliers de la Toison-d'Or, dont les membres étaient les seigneurs les plus riches et les plus qualifiés, choisit le baron de Montigny pour être l'organe de leurs plaintes auprès du souverain. La gouvernante lui remit aussi des instructions; mais une dépêche secrète de la main de Marguerite prévenait le monarque qu'une coalition existait contre Granvelle, dont la toute-puissance excitait au plus haut point la haine de la noblesse, indignée de se voir exclue de toute participation aux affaires. Philippe lui prescrivit dans sa réponse de jeter des semences de division entre les grands, et de les empêcher de tenir des conciliabules. Mais la gouvernante ne put réussir à brouiller des hommes unis par des intérêts si majeurs, qu'ils étouffaient les petites rivalités; elle ne parvint pas non plus à rompre les conférences qu'ils avaient entre eux. Sur ces entrefaites, Montigny revint de Madrid, rapportant les assurances les plus positives de la part du prince, que tous les bruits répandus sur ses projets étaient dénués de fondement. Il n'avait surtout jamais eu la pensée d'établir l'inquisition dans les Pays-Bas. Philippe avait encore affirmé que Granvelle s'était toujours abstenu de lui dénoncer ses adversaires, et qu'il comptait, au reste, se rendre incessamment à Bruxelles, pour remédier aux abus et terminer tous les différends [1563]. Toutefois, le monarque ne songeait pas à quitter sa capitale, et reçut une lettre signée du prince d'Orange et des comtes d'Egmont et de Horn, dans laquelle ils conjuraient le monarque de rappeler Granvelle. La réponse du roi se fit attendre trois mois, et exprimait le désir que l'un des signataires de la lettre vînt expliquer en personne les griefs élevés contre le ministre. Il écrivit en particulier à d'Egmont, pour lui faire connaître que nul autre que lui ne remplirait mieux cette mission; mais le comte déclina cette fois l'invitation de Philippe. Tant que Granvelle eut pour soutien la gouvernante, il fut maintenu dans sa place; mais enfin Marguerite, ayant cru reconnaître que la haine universelle, soulevée contre ce ministre, rejaillissait sur elle, accusa le cardinal de l'avoir méritée, et amena sa chute à force d'instances auprès du roi, qui se décida, non sans la plus vive répugnance, à ce qu'on exigeait de lui. Granvelle, sur un ordre du prince, quitta les Pays-Bas [1564], et fut remplacé par Viglius. Ainsi, Philippe n'avait pas changé ses projets, mais l'instrument qui devait les accomplir. — Le départ d'un ministre abhorré apaisa l'effervescence des esprits, qui seraient sans doute demeurés calmes si le roi n'eût entrepris sur-le-champ la conversion des hérétiques par le glaive et par le feu. Les prisons se remplirent, les échafauds et les bûchers se dressèrent, et le sang, versé par le bourreau, enfanta des prosélytes en créant des martyrs. — Pour assurer l'exécution de son plan politique et religieux, le monarque espagnol entreprit de faire recevoir dans les

MCD 2019

Pays-Bas les décrets du concile de Trente : ils furent repoussés généralement, même par les chefs de l'église catholique. Les évêques remontrèrent que ces décrets blessaient les droits du trône et l'indépendance de l'épiscopat ; les universités élevèrent aussi les plaintes les plus vives. Cependant, Philippe insistait pour être obéi ; la gouvernante prit alors la résolution d'envoyer à son frère le comte d'Egmont. Celui-ci représenta au monarque que la douceur était le seul moyen d'apaiser la fermentation des esprits ; il ajouta que les exemples persuadaient plus victorieusement que les paroles ; que le clergé catholique devait donc s'attacher à conquérir le respect du peuple par la pureté de ses mœurs et par la supériorité de ses lumières : c'étaient les meilleures armes dont il pût se servir pour combattre l'hérésie. Le roi feignit de se rendre à ces raisons, néanmoins il crut devoir consulter quelques théologiens célèbres de son royaume, et leur soumit la question de savoir s'il pouvait tolérer deux religions dans les Pays-Bas. — Les docteurs répondirent par l'affirmative ; consultés une seconde fois, la crainte de déplaire leur fit changer de langage, et le monarque, fortifié de l'assentiment des prêtres, renvoya le comte dans sa patrie, après l'avoir comblé de témoignages d'affection. Celui-ci était porteur d'une ample instruction, adressée à Marguerite ; elle y trouva l'ordre péremptoire de faire exécuter les décrets du concile. Il lui était prescrit, « d'assembler un conseil »extraordinaire, où elle appellera des évêques, »des théologiens et les conseillers d'état les »plus attachés à la religion catholique, afin »de trouver les moyens de maintenir la com»munion romaine. Le premier devait consis»ter à préserver par une éducation sévère »la jeunesse de la contagion de l'hérésie ; »le second, à inventer contre les hérétiques »des punitions nouvelles, non que Sa Ma»jesté entende qu'on cesse de les faire périr »dans les supplices (cette pensée est très»éloignée de son intention, et elle ne croit »pas qu'une pareille indulgence fût agréable »à Dieu, ni utile à la religion), mais elle »veut seulement qu'on leur ôte l'espèce de »gloire qui paraît attachée à leurs supplices, »et pour laquelle ils affrontent la mort avec »un fanatisme impie. » — Ainsi, les actes de Philippe démentaient les paroles de sa bouche, car dans ses entretiens avec d'Egmont il avait paru goûter les arguments du comte, et avait loué ses sentiments [1565]. De nouvelles dépêches pressèrent si vivement Marguerite, qu'elle n'osa plus différer, et elle envoya à tous les gouverneurs un édit proscrivant le culte réformé et décernant contre ses sectateurs la peine capitale : ils seraient enterrés vivants ou périraient sur le bûcher. — Les gouverneurs répondirent d'une manière différente à cette communication : les uns promirent de faire exécuter la loi, s'ils pouvaient en venir à bout, les autres exprimèrent un refus formel [1566].

L'édit fut à peine publié, qu'il souleva une opposition nouvelle, d'abord en Brabant, puis dans les Flandres : il fallut en suspendre l'exécution. Sur ces entrefaites, Marguerite apprit que la noblesse de la première de ces provinces avait formé une confédération ayant à ses ordres une armée de vingt mille hommes prêts à se lever au premier signal. Les deux chefs de cette association furent le comte de Brederode et Henri de Nassau, frère du prince d'Orange. Brederode, sieur de Viane et burgrave d'Utrecht, était issu des anciens comtes de Hollande : le souvenir de ses ancêtres le rendait cher au peuple de cette province. Fier de sa naissance et las de l'humilité de sa fortune (1), il avait conçu les espérances les plus ambitieuses, qu'il comptait réaliser à l'aide d'une révolution. Aussi tonnait-il sans cesse contre le pouvoir ; sa hardiesse passait pour du patriotisme aux yeux de la multitude ; elle voyait en lui l'héritier de ses anciens maîtres et le vengeur de ses droits. Brederode et Nassau s'étant adjoint les comtes de Culembourg, de Bergen et de Battenbourg, Jean de Marnix, sieur de Toulouse, et Philippe de Marnix, sieur de Sainte-Aldegonde, s'assemblèrent le 15 novembre 1565 dans la maison

(1) Il n'avait ni charge ni gouvernement, et ne possédait d'autre grade dans l'armée que le commandement d'un escadron de cavalerie.

MCD 2019

d'un héraut d'armes de la Toison-d'Or, et rédigèrent un écrit dans lequel ils prenaient l'engagement de ne jamais souffrir l'établissement dans les Pays-Bas du tribunal de l'inquisition, et juraient de se prêter mutuellement secours, s'ils étaient menacés à ce sujet dans leur liberté, leur vie et leurs biens. Cet acte, connu sous le nom de *Compromis*, fut envoyé dans toutes les provinces et traduit dans plusieurs langues, il rallia les esprits au même but. En même temps des brochures, répandues à profusion dans les villes, peignirent au peuple les cruautés du saint-office, l'hypocrisie de ses formes, et le triste sort de ses victimes n'échappant au bûcher que quand elles mouraient dans les tortures. Lorsqu'ils reconnurent que l'irritation avait gagné toutes les classes, Brederode, Louis de Nassau et les principaux meneurs du parti formèrent le projet de se rendre à Bruxelles, au nombre de quatre cents, afin de présenter une requête à la gouvernante. Marguerite, informée par avance de cette visite, réunit les principaux seigneurs de son conseil pour décider si elle la recevrait. Le duc d'Arschot, les comtes d'Aremberg, de Berlaimont et de Megen conjurèrent la gouvernante de ne pas accueillir des gens qui semblaient venir moins solliciter une grâce qu'intimer un ordre. Il fallait, à leur avis, ou interdire aux conjurés l'entrée de la ville, ou les surveiller attentivement, afin de réprimer avec sévérité tout acte qui violerait le respect dû au pouvoir souverain. Le prince d'Orange prétendit, au contraire, que la plupart des confédérés étaient des hommes dont on ne pouvait suspecter la moralité; leur démarche n'avait d'ailleurs rien de coupable, puisqu'ils se bornaient à user d'un droit appartenant à tous, celui de la plainte. Le comte d'Egmont fit observer, à son tour, que le gouvernement étant hors d'état de résister, une saine politique lui prescrivait de ne pas braver des adversaires qu'il ne pouvait combattre. Le comte de Mansfeld et les autres seigneurs s'élevèrent principalement contre l'inquisition avec une chaleur où perçait l'indignation. Dans une seconde assemblée tenue pour le même objet, Marguerite essaya vainement d'entraîner la majorité à l'adoption de l'édit. Presque tous les assistants conclurent à suspendre l'introduction du tribunal de la foi, afin de profiter de la loi pour introduire des adoucissements aux peines rigoureuses prononcées par l'édit. Réduite à céder, la gouvernante consentit à donner audience aux confédérés. Ceux-ci entrèrent à Bruxelles; ils formaient une troupe de quatre ou cinq cents cavaliers. Deux jours après, le 5 avril 1566, Brederode, suivi de ses associés, traversa en cortége les rues de la ville accourue tout entière sur son passage, et fut admis en présence de la gouvernante, à laquelle il présenta une requête sollicitant l'abolition du saint-office, la suppression des édits et celle des nouveaux évêchés. Il revint le lendemain, et reçut des mains de Marguerite la requête qu'il avait apporté la veille, où elle avait écrit l'ordre déjà donné de suspendre l'érection du saint-office, et de ne pas appliquer dans leur rigueur les peines prescrites par les édits contre les dissidents. En sortant du palais, les confédérés allèrent prendre place à un banquet préparé à l'hôtel de Culembourg. Durant le repas, Brederode raconta que le comte de Barlaimont avait traité lui et ses amis de *gueux*. « Il a cru, » ajouta-t-il, « nous flétrir »par une épithète insolente; eh bien! il faut »l'adopter; ce sera déclarer que nous sommes »prêts à sacrifier pour la patrie les douceurs »et les avantages de la fortune : *vivre gueux*, »*mais libres*, telle sera notre devise. » Des acclamations unanimes accueillirent cette proposition; elles redoublèrent avec une sorte de délire, quand Braderode, s'étant absenté quelques instants, reparut dans la salle, portant une besace et tenant à la main une écuelle de bois. Il but dans cette écuelle, qui passa à tous les convives; ils y burent à leur tour en criant : *Vivent les gueux!* Le prince d'Orange, Louis de Nassau et le comte de Horn soupèrent le même soir avec Brederode. On y répéta la scène du dîner avec un enthousiasme non moins vif. Les jours suivants, les confédérés se montrèrent dans les rues de Bruxelles, habillés de gris, une écuelle de bois à la ceinture, une petite tasse au chapeau; à leur cou était suspendue une médaille portant d'un côté l'effigie de Philippe,

MCD 2019

avec ces mots : *fidèles au roi*, et de l'autre deux mains entrelacées, avec cette inscription : *jusqu'à la besace*. Les partisans de la régente portèrent, à leur tour, une médaille à leur chapeau, représentant la vierge Marie tenant Jésus dans ses bras ; c'était à l'exemple du duc d'Arschot. En effet, ce seigneur parut le premier à la cour avec cette décoration, et fut imité par tous les catholiques fervents ; ce qui leur valut des indulgences dont le pape les gratifia.

Tel fut le prélude de cette lutte acharnée qui commença le démembrement de la monarchie de Charles-Quint. Marguerite essaya de conjurer l'orage qu'elle prévoyait, en ordonnant l'expulsion des étrangers ; elle voulut aussi fermer la bouche aux prédicateurs du culte de Calvin répandus en grand nombre dans la population, qu'ils enivraient de leur doctrine. Cette doctrine s'était infiltrée dans tous les rangs, et la multitude, qui l'avait adoptée, ne tarda pas à manifester ses sentiments par des excès. Anvers fut le théâtre des profanations les plus hardies : des artisans, attroupés sur le passage d'une procession, insultèrent l'image de la Vierge ; puis ils s'introduisirent dans l'église, où l'un d'eux, du haut de la chaire, se mit à parodier le ton et les gestes des orateurs catholiques. Cette bouffonnerie fit naître une rixe sanglante. De nouveaux désordres éclatèrent les jours suivants. Enfin, le 21 août 1566, les perturbateurs pénètrent la nuit dans l'édifice sacré : ils entonnent les psaumes traduits en vers par Marot ; ces chants allument bientôt la fureur de leur zèle, qui se signale par le sacrilége et la dévastation : les autels sont dépouillés, les statues du Christ et des saints brisées en morceaux ; on enfonce le tabernacle, on disperse les hosties sur le pavé, les calices servent de coupes aux profanateurs, qui les remplissent de vin ; puis ils sortent, tenant en main des cierges allumés, et parcourent les rues en triomphe au cri de *Vivent les gueux !* Toutes les églises de la ville sont pillées successivement Après les temples de Dieu, ce fut le tour des monastères ; la même bande les envahit, et fait main-basse sur tout ce qui se rencontre sur son passage : les ornements sacrés, les tableaux, les livres, les provisions de bouche, ces brigands détruisent les uns, et font servir les autres à de dégoûtantes orgies. Bref, on ne pense à les réprimer que lorsqu'ils menacent les propriétés des habitants ; alors ceux-ci se rassemblent et forcent les pillards de quitter la ville. La Flandre entière, le Brabant, la Hollande, la Zélande, la Gueldre et la Frise virent se renouveler les mêmes scènes par une populace en délire, dont la brutalité féroce s'épanouissait dans la destruction. A la nouvelle de ces désastres, la gouvernante assembla son conseil, et, dans son indignation, fit serment de ne jamais souffrir le monstrueux assemblage de deux religions ; mais elle reconnut bien vite que la force n'était pas de son côté. En effet, Brederode et ses amis, passant de la prière à la menace, déclarèrent publiquement qu'ils allaient traiter les églises de Bruxelles comme celles d'Anvers, et s'assurer de la personne de la gouvernante. Celle-ci voulait déjà se retirer à Mons ; mais elle consentit à ne pas s'éloigner, sur l'assurance que lui donnèrent le prince d'Orange et le comte d'Egmont qu'elle ne courait aucun danger. Mais elle dut se résoudre à donner un édit autorisant le prêche et promettant l'oubli du passé. Les principaux seigneurs partirent aussitôt pour leurs gouvernements, afin de rétablir la tranquillité publique. Guillaume se rendit à Anvers, où il fit pendre préalablement trois des séditieux, en exila trois autres, et rétablit la paix. Les églises furent rouvertes, les prêtres reprirent leurs fonctions : toutefois, les ministres protestants obtinrent le droit de professer hautement leurs dogmes. Le comte de Horn, à Tournai, et le comte d'Hoogstraeten, à Malines, en mêlant, comme Guillaume, la sévérité à l'indulgence, obtinrent le même succès.

Cependant Marguerite, sur l'ordre de Philippe, envoya faire des levées en Allemagne. La guerre semblait inévitable ; elle avait déjà commencé par la prise de Valenciennes. Le gouverneur du Hainaut s'en rendit maître apres un siége : il destitua les magistrats, abolit le culte de Calvin, et priva la ville de ses priviléges. La princesse crut aussi devoir profiter de cet incident pour imposer aux

MCD 2019

seigneurs des Pays-Bas un serment par lequel ils juraient de porter les armes contre tous les adversaires du roi d'Espagne. Les comtes de Horn et d'Hoogstraeten et Brederode refusèrent de prendre un engagement qu'ils déclaraient superflu. Guillaume témoigna la même répugnance ; dans un entretien secret qu'il eut avec d'Egmont, il supplia le comte d'assurer son salut en se retirant sur une terre étrangère; mais celui-ci rejeta avec obstination cet avis prudent. D'Egmont revint à Bruxelles, et le prince d'Orange partit pour l'Allemagne. La retraite de ce dernier fut comme le signal de la décadence des confédérés ; les villes belges qui s'étaient déclarées en leur faveur reçurent des garnisons, et le chef de la ligue, le célèbre Brederode, alla chercher un asile à Amsterdam. Il y fut réjoint par une foule de nobles, qui, désespérant de résister en rase campagne aux troupes victorieuses de la régente, comptaient recruter des partisans parmi les bourgeois; mais ceux-ci montrèrent un zèle purement passif. Cependant Brederode, entouré de ses amis, était plus puissant dans la ville que les magistrats ; aussi refusa-t-il d'en sortir quand le secrétaire intime de la régente vint lui en intimer l'ordre. Il demeura près d'un mois à Amsterdam, livré chaque jour à des débauches de table, et ne consentit à s'éloigner qu'après avoir prélevé, à titre d'emprunt, une somme d'argent que les officiers municipaux s'empressèrent de lui avancer. Il quitta définitivement sa patrie, et mourut, peu de mois après, à Scawembourg [13 février 1568]. — Brederode ne possédait que cette sorte de hardiesse aventureuse qui commence les révolutions, mais qui seule est impuissante à les diriger comme à en assurer le succès : aussi son trépas n'eut-il aucune influence sur les événements ; il ne lui resta que l'honneur de les avoir fait éclore. Marguerite profita de l'ascendant qu'elle avait repris sur ses adversaires pour les désarmer et les punir. Les ville rebelles furent confiées à la garde de soldats dévoués, et les principaux mutins subirent des châtiments sévères. Elle fit restaurer les églises qui avaient été spoliées, et ordonna de fermer les prêches. Ces mesures eurent pour résultat l'émigration d'une foule d'habitants, qui, pour échapper à la rigueur des lois contre les hérétiques, portèrent chez les peuples voisins leurs capitaux et leur industrie.

Informé de l'état des choses par les lettres de sa sœur, Philippe refusa d'accorder une amnistie afin de retenir dans les Pays-Bas ceux que la crainte en chassait chaque jour, il fit cependant répandre le bruit qu'il allait venir lui-même à Bruxelles, et, pour accréditer plus fortement cette croyance, il demanda un itinéraire détaillé et une description minutieuse des lieux où il devait passer ; puis il déclara qu'avant de se mettre en route, il se ferait précéder par une petite armée : c'était, disait-il, pour paraître avec tout l'éclat convenable à son rang. Cette armée reçut pour chef le duc d'Albe, l'un des capitaines les plus justement célèbres de son temps. Ce général se rendit à Milan pour prendre le commandement des soldats mis sous ses ordres, s'élevant à huit mille fantassins et à douze cents cavaliers. Malgré les difficultés et la longueur de la route, il entra à Thionville dans les premiers jours du mois d'août 1567. A son arrivée à Bruxelles, d'Albe alla rendre ses devoirs à la duchesse, à laquelle il prodigua les marques du respect le plus profond. Mais ces témoignages publics d'une déférence sans bornes, d'Albe ne tarda pas à les démentir en particulier, car il produisit à Marguerite des ordres du roi qui l'autorisaient à destituer, quel que fût leur rang, tous ceux qui avaient pris part aux troubles, et à ériger des citadelles pour tenir en respect les villes où la rebellion avait éclaté. Son premier soin fut de distribuer ses troupes sur les points les plus importants, et ses dispositions prises, il procéda à l'exécution du plan qu'il avait médité. En conséquence, il attira chez lui les comtes d'Egmont et de Horn, le duc d'Arschot et les seigneurs de Mansfeld et Berlaincourt, sous le prétexte de les réunir en conseil. Dès que la séance fut levée, il arrêta lui-même d'Egmont, tandis que Ferdinand de Tolède, son fils, demandait au comte de Horn son épée ; d'Albe envoya ensuite prévenir la gouvernante de ce qui venait de se passer, s'excu-

MCD 2019

sant d'avoir agi sans sa participation; mais le moindre délai eût risqué de faire avorter l'entreprise, dont la responsabilité retombait exclusivement sur lui. Néanmoins, la gouvernante reconnut que son règne était fini et ne voulut pas conserver un titre dont les fonctions appartiendraient à un autre; elle demanda formellement à Philippe de la décharger du poids du gouvernement. Le roi y consentit, non sans lui adresser des remerciments, qu'il accompagna d'un don de trente mille couronnes et de la promesse d'une pension. Marguerite prit la route de l'Italie, livrant les Pays-Bas à un successeur qui ne tarda pas à la faire regretter. En effet, d'Albe, se refusant à toute concession, à tout ménagement, débuta par annuler les actes de la duchesse relatifs aux protestants; il installa l'inquisition et rendit obligatoires les décrets du concile de Trente. Mais les formes dont le saint-office accompagnait ses arrêts semblaient trop lentes à l'impatience du duc, et il établit un tribunal, composé de douze juges, ayant mission de citer à leur barre tous ceux qui avaient pris part aux derniers troubles. Il s'en déclara le président, et nomma pour le suppléer un certain Vargas; celui-ci était Espagnol, ainsi que la plupart de ses collègues, en violation de la loi fondamentale du pays; mais d'Albe ne connaissait d'autre loi que sa volonté. Il appela le tribunal *le conseil des troubles*, le peuple, *le conseil de sang*. Tous les rangs furent soumis à la juridiction : prêtres, nobles, bourgeois et artisans. Nul respect pour ces formes et ces délais qui permettent souvent à la vérité de se faire jour; nulle considération pour les personnes; nulle appréciation des circonstances et des intentions : tout accusé était coupable. Les charges qui pesaient sur lui, il les apprenait à l'audience et ne pouvait les détruire par des témoignages; quant à ses dénégations, elles n'étaient jamais écoutées. S'il fuyait, il était frappé de l'exil et de la confiscation; il perdait tout à la fois ses biens et sa patrie. Les sicaires de Vargas allaient au loin saisir à leur domicile les citoyens les plus recommandables, et les traînaient au tribunal, attachés à la queue des chevaux. Quant au nombre des victimes, s'il en faut croire d'Albe lui-même, il s'éleva à dix-huit mille; elles furent pendues, décapitées, brûlées, coupées en quartiers. Leur fortune grossit les trésors du duc, et irrita, sans la satisfaire, la cupidité de ses intimes.

Après avoir signé durant trois mois des arrêts de mort, d'Albe abandonna les fonctions de bourreau juridique à Vargas, qui fut dignement secondé par deux de ses acolytes, nommés del Rio et della Torre. Le zèle sanguinaire de ces trois hommes était infatigable; ils prenaient à peine le temps de goûter quelque repos, comme si le meurtre eût été l'une des conditions de leur existence. Un certain Hesselts, digne associé de Vargas, avait coutume de s'endormir pendant les débats; éveillé par ses collègues pour donner son avis, il s'écriait toujours : *au gibet, au gibet!* Aussi, grâce à l'incurie de pareils juges, aux négligences de l'instruction des affaires, des malheureux périrent à la place d'autrui, condamnés pour des crimes dont ils n'étaient pas même accusés. — Mais un sang plus précieux restait à verser; c'était celui des comtes d'Egmont et de Horn, renfermés depuis neuf mois dans le château de Gand. Conduits à Bruxelles, ils parurent devant le tribunal des douze on les accusait d'avoir comploté, d'accord avec le prince d'Orange, le renversement de l'autorité royale; toutes leurs actions depuis le commencement des troubles étaient interprétées dans ce sens, et semblaient former un faisceau de preuves irrécusables. On ne donna aux prévenus que cinq jours pour répondre aux charges qui pesaient sur eux, s'élevant pour d'Egmont à quatre-vingt-dix, et celles à l'égard du comte de Horn à soixante. Cependant ils y répondirent avec avantage. Comme dans les procès de ce genre les règles de l'équité cèdent presque toujours aux nécessités de la politique ou aux exigences de la faveur, les parents et les amis des deux comtes mirent en usage tous les ressorts les plus puissants. Après avoir invoqué hautement les priviléges de l'ordre de la Toison-d'Or, en vertu desquels les chevaliers ne pouvaient être jugés que par le roi lui-même, en sa qualité de grand-maître, et réclamé pour de Horn les

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Pl. 17.

COSTUMES HOLLANDAIS AU 17e SIÈCLE.

1. Bourgeoise. 2. Marchande. 3. et 4. Pécheur et sa femme.

Demoraine del. — Pardinel Sculp.

PAYS-BAS.

Paris, Imp. de Logay, r. de la Bucherie, 1.

immunités de l'empire, qui le soumettaient seulement à la juridiction de la diète (1), ils s'adressèrent à plusieurs souverains, qui consentirent à intercéder directement auprès de Philippe. L'empereur Maximilien fit même dire à la comtesse d'Egmont « qu'elle »n'avait rien à craindre pour la vie de son »époux. » En effet, il s'adressa au roi d'Espagne ; mais celui-ci ne répondit pas sur-le-champ, soit qu'une décision prompte répugnât à ses habitudes, soit qu'il se fût concerté avec d'Albe afin que le bourreau rendît le droit de grâce inutile. Le duc avait encore un grave motif pour précipiter le dénouement de cette tragédie judiciaire : Louis de Nassau venait de battre et de tuer le comte d'Aremberg, et il sentait que sa présence pouvait seule arrêter les suites de cet échec. Mais il n'osait quitter Bruxelles en ce moment, car toute la population de cette grande ville portait l'intérêt le plus vif au comte d'Egmont. Sa présence seule pouvait prévenir un soulèvement, et peut-être une révolution complète, qui, en délivrant les deux condamnés, eût anéanti la puissance espagnole. Il fallait donc se hâter : d'Albe dicta pour ainsi dire la sentence, car elle ne portait que sa signature et celle du secrétaire Prants, et il en ordonna l'exécution. Il manda l'évêque d'Ypres et le chargea d'instruire les condamnés de leur sort et de les exhorter à mourir. D'Egmont sembla frappé de stupeur ; il comptait sur la clémence de Philippe, et quand, sur l'assurance positive du prélat, il vit que tout espoir était perdu, il se montra plein de résignation. — Au lieu de maudire son cruel souverain, dont l'ingratitude payait ainsi ses services, il lui adressa le billet suivant, que l'histoire a conservé comme un témoignage de la bonne foi et de l'innocence de sa conduite : — « Sire, ce matin on m'a signifié le »jugement qu'il a plu à Votre Majesté de »faire prononcer contre moi. J'ai toujours »été éloigné de rien entreprendre contre la »personne et le service de Votre Majesté ou »contre la religion catholique, la plus ancienne et la seule vraie religion ; je me soumets pourtant avec résignation au sort que »Dieu m'a réservé. Si, dans les troubles »passés, j'ai toléré, conseillé ou fait quelque »chose qui paraisse contraire à mes devoirs, »mes intentions ont été bonnes, et je n'ai »cédé qu'à la force des circonstances. C'est »pourquoi je prie Votre Majesté de me pardonner, et, en souvenir de mes services, de »prendre pitié de ma malheureuse femme, »de mes pauvres enfants et de mes fidèles »serviteurs. Dans la ferme espérance que ma »prière sera exaucée, je me recommande à »la miséricorde infinie de Dieu. » — Philippe lut sans doute cette lettre et en fut touché, puisque la fortune du comte, quoique frappée de confiscation, ne fut pas ravie à ses enfants. — Le 5 juin 1568, un échafaud fut dressé sur la place de la maison de ville ; il était tendu de noir et entouré d'une partie de la garnison espagnole. D'Albe crut devoir imprimer une sorte d'appareil au trépas de deux personnages si élevés, soit pour frapper de terreur la multitude, soit pour rendre un dernier hommage au rang des victimes. D'Egmont parut le premier ; il avait manifesté l'intention d'adresser quelques mots à la foule, mais il y renonça par le conseil de l'évêque d'Ypres : « Ces paroles, » lui dit le prélat, « pourraient enflammer la multitude » et provoquer des désordres qui feraient » couler le sang. » D'Egmont se tut, mais il cherchait à gagner du temps, car il espérait encore dans la clémence souveraine ; il ne put même s'empêcher de faire cette confidence au maître de camp Julien Romero, qui était auprès de lui pour veiller à l'exécution. Celui-ci n'osa pas ou ne daigna pas lui répondre, et le comte, s'étant dépouillé de son manteau, se mit à genoux sur un coussin, reçut l'extrême-onction et courba sa tête, qui fut abattue d'un seul coup. Amené à son tour, de Horn se montra moins calme et moins résigné que son ami ; sa colère éclata en imprécations contre Philippe ; il finit cependant par obéir aux exhortations du prélat ; il fit l'aveu de ses fautes, en réclama le pardon ; puis, jetant les yeux autour de lui, il aperçut le corps d'Egmont, gisant dans un coin de l'échafaud et couvert d'un

(1) Les deux accusés étaient chevaliers de la Toison-d'Or, et de Horn comte du saint-empire.

MCD 2019

voile noir. — A cette vue il soupira, et, quittant son manteau, se livra à l'exécuteur (1). Ce meurtre politique, on ne peut lui donner un autre nom, priva les mécontents de deux chefs auxquels ils se ralliaient d'avance; aussi n'osèrent-ils rien tenter, faute de s'entendre. D'Albe avait compté sur ce résultat, et partit plein de confiance pour aller se mettre à la tête de ses soldats.

Le prince d'Orange n'avait pas pris volontairement le chemin de l'exil pour échapper aux périls de sa position et attendre en sûreté un ignominieux pardon; il songeait à délivrer son pays de l'oppression de Philippe, prêt à braver toutes les fatigues et tous les dangers de cette entreprise. Aussi habile à négocier qu'à combattre, il sut intéresser à sa cause les princes allemands qui avaient embrassé la réforme, et sollicita des secours de la reine d'Angleterre Elisabeth, dont il obtint des subsides, donnés en secret, car cette princesse ne pouvait faire plus sans rompre avec l'Espagne, qu'elle ne voulait pas attaquer ouvertement. Coligny, placé en France à la tête des huguenots, entra dans la même ligue contre Philippe, l'ennemi le plus redoutable de ses co-religionnaires. Guillaume se trouva donc en état d'entrer en campagne. Nous avons rapporté la victoire de son frère, Louis de Nassau, sur le comte d'Aremberg; à la suite de ce succès, ce dernier avait entrepris le siége de Groningue; d'Albe résolut de dégager cette ville, et vint occuper Arnheim et Deventer, d'où il envoya des coureurs pour battre l'estrade. Ceux-ci revinrent en toute hâte rapporter que l'ennemi s'approchait, car ils avaient entendu un bruit de tambours et aperçu de loin des enseignes. L'armée espagnole se mit en bataille; mais les prétendus soldats n'étaient que des paysans, les uns montés sur des chariots, les autres à pied; ils tenaient des drapeaux et escortaient une mariée qui se rendait à un bourg du voisinage (1). Un incident burlesque fut le prélude d'une guerre où le sang coula par torrents, et qui se prolongea près d'un siècle, traînant à sa suite les plus affreuses calamités. Louis de Nassau, à la nouvelle de l'approche du duc, s'était retranché près du village de Gemminghen, situé entre le golfe de Durlat et la rivière d'Ems. Son camp, entouré de marais, n'était accessible que sur un point défendu par dix pièces de canon. Mais les Allemands, qui composaient la plus grande partie des forces de Nassau, s'étant mutinés parce qu'ils n'avaient pas reçu leur paie, se laissèrent surprendre par les Espagnols. Ceux-ci, ayant traversé un terrain fangeux, s'emparèrent de la batterie qui défendait la position, se rendirent maîtres des retranchements et firent un effroyable carnage de leurs adversaires. Égarés par la peur, les soldats de Nassau se laissaient tuer sans songer à se défendre; ils jetaient leurs armes, dit un témoin présent au combat, et offraient leur poitrine à l'épée de leurs adversaires. Ceux qui échappèrent au glaive périrent dans l'Ems et dans les marais, étouffés dans l'eau ou dans la fange. Les vaincus perdirent plus de six mille hommes; d'Albe acheta ce grand succès par la mort de soixante des siens. Nassau, lorsqu'il vit que tout était perdu, passa l'Ems à la nage et se mit en sûreté [1568]. Sur ces entrefaites, le prince d'Orange arriva près d'Aix-la-Chapelle, où il fit la revue de son armée; elle s'élevait à vingt-huit mille hommes, Allemands, Français et Flamands, dont la solde devait être payée par les principaux chefs. Ainsi, le comte palatin et le duc de Wurtemberg, assistés par les Strasbourgeois, devaient supporter cette dépense durant quatre mois. Un riche marchand d'Anvers s'obligeait à défrayer les Français et les Flamands, tandis que le prince d'Orange, son frère, le comte de Nassau et plusieurs autres petits princes de l'empire, avaient promis de pourvoir à l'entretien et à la subsistance de la cavalerie, qui était d'environ dix mille hommes. Cet

(1) Le marquis de Berg-op-Zoom et le baron de Montigny, frère du comte de Horn, envoyés par Marguerite auprès de Philippe, moururent à cette époque : le premier de maladie ou de poison, le second sur un échafaud. Le roi d'Espagne, considérant ce dernier comme complice du prétendu complot tramé par d'Egmont et de Horn, lui fit trancher la tête.

(1) *Vid.* Strada, tome II, page 162.

MCD 2019

arrangement ne tarda pas à enfanter la ruine de l'expédition, car les troupes, mal payées, s'insurgèrent plus d'une fois, et mirent en péril la vie de leurs généraux. Dans une de ces séditions, le prince d'Orange vit tuer sous ses yeux un capitaine, et lui même fut atteint d'une balle qui s'amortit contre la garde de son épée. Aussi, quoiqu'il eût réussi à tromper la vigilance expérimentée de son vieil adversaire et qu'il eût pénétré dans le Brabant, il ne put s'y maintenir. D'Albe, auquel il offrit plusieurs fois la bataille, se garda bien de l'accepter; l'hiver s'approchait et ses rigueurs allaient augmenter les souffrances et les privations de l'ennemi, qu'il laissa se consumer lentement. Enfin Guillaume, menacé sans cesse par l'indiscipline de ses troupes, fut réduit à les congédier, après avoir engagé ou vendu une partie de sa vaisselle et de ses équipages. Il regagna l'Allemagne pour y recruter de nouveaux défenseurs, et d'Albe, triomphant, rentra dans Bruxelles, où il reçut en grande pompe une toque et une épée bénies par le pape Pie V; c'était la récompense de son dévouement au Saint-Siége, comme à la foi catholique, et une distinction alors d'un grand prix. Toutefois, l'orgueil du duc ne se trouva pas encore satisfait, il voulait élever un trophée à la victoire de Gemminghen, et fit faire, avec les canons pris dans cette journée, une statue qui le représentait, la tête nue, le bras droit étendu; il foulait à ses pieds deux statues, emblêmes de la noblesse et du peuple des Pays-Bas. Chacune de ces figures avait les mains pleines de requêtes, de bourses, de haches et de flambeaux; elles étaient masquées, et à leur col et à leurs oreilles étaient suspendues des écuelles de bois et des besaces, ustensiles ordinaires des gueux. Sur la base de la statue du duc on lisait ces mots : « A Ferdinand Alvarez de Tolède, » duc d'Albe, gouverneur dans les Pays-Bas » pour Philippe, second roi des Espagnes, » pour avoir étouffé la sédition, chassé les » rebelles, restitué la religion, rétabli la » justice et assuré la paix publique. En mé- » moire du très-fidèle ministre d'un très-bon » prince. » Ce monument fu placé dans la citadelle construite à Anvers par d'Albe. S'il déplut aux Flamands, il ne plut guère davantage aux Espagnols, qui furent choqués de voir que d'Albe se décernait lui-même par avance un honneur qu'il fallait attendre au lieu de le prévenir (1). Les courtisans de l'Escurial remarquèrent malignement qu'il semblait vouloir enlever au roi sa part de gloire, et le prince en jugea de même, car il fit abattre l'effigie du duc quatre ans après son érection, soit par dépit, soit plutôt politique, ne voulant pas qu'un sujet, en se montrant décoré à tous les yeux des insignes du commandement, eût l'air de s'égaler à son souverain. Les succès militaires du duc ne pouvaient se soutenir que par des soldats toujours prêts à entrer en campagne; mais il manquait d'argent, et, ne pouvant en obtenir de son maître, il résolut de se créer un fonds pour solder ses troupes en établissant un impôt perpétuel sur les Pays-Bas. D'après ce plan, qu'il soumit aux états assemblés à Bruxelles, tous les habitants devaient payer le centième de leurs biens de toute nature, puis, sur le prix des ventes des immeubles le gouvernement préleverait un nouveau droit, s'élevant au vingtième de ce prix, et au dixième pour les meubles lorsqu'ils changeraient de possesseur. Les députés refusèrent de donner leur consentement à cette proposition, qui anéantissait le privilége appartenant aux provinces de se taxer elles-mêmes. D'Albe, voulant avoir l'avis de son conseil, Viglius, dont le sentiment faisait autorité parmi ses collègues, désapprouva la taxe du vingtième et du dixième, et en développa les fâcheuses conséquences. Il fit voir que la première ruinerait le commerce du pays, car les marchandises seraient soumises trois fois à cet impôt : d'abord en sortant des mains du propriétaire, puis de celles de l'ouvrier, et enfin, lorsqu'elles entraient dans la boutique du marchand chargé d'en faire le débit. Qu'arrivera-t-il? Que les étrangers profiteront seuls de cette hausse, puisqu'ils vendront à meilleur compte; l'industrie et l'argent du pays passeront de leur côté. Les ouvriers et les marchands iront s'établir chez eux, et, comme la richesse du prince dépend essen-

(1) Strada, tome II, page 234.

MCD 2019

giellement de celle du peuple, le roi y perdra plus qu'il n'y gagnera. — Viglius ne condamnait pas cependant l'impôt du centième, qui n'offrait pas les mêmes inconvénients. D'Albe, comme s'il eût été convaincu par les raisons du président, laissa dormir cette affaire, et pour apaiser l'irritation des esprits, il publia une amnistie générale, qui devait jeter le voile de l'oubli sur tout ce qui s'était passé depuis le jour où les gueux s'étaient confédérés pour revendiquer les libertés publiques. A cette occasion une cérémonie eut lieu à Anvers avec un grand appareil, et commença par une procession, sortie de la cathédrale. Après la messe, l'archevêque de Cambrai fit connaître l'absolution donnée par le pape à tous les hérétiques, car les habitants des Pays-Bas qui avaient embrassé la réforme avaient été condamnés en masse pour ce crime à la peine capitale. Il fallait donc qu'ils obtinssent préalablement le pardon de l'Église. Le lendemain de la cérémonie religieuse, le duc d'Albe parut sur un trône érigé dans la grande place et entouré d'une cour brillante, il fit donner lecture en flamand et en français des lettres du roi, ordonnant la remise des peines prononcées contre les rebelles, et défendant toutes poursuites ultérieures. Mais cette prétendue amnistie n'était qu'une grâce dérisoire, par les exceptions dont elle était surchargée. Aussi, le mécontentement de la multitude éclata par son silence, et le prétendu bienfait du duc d'Albe ne fut accueilli ni par des feux de joie, ni par toutes ces réjouissances témoignages de la gratitude du peuple. Malgré cette disposition peu bienveillante des esprits, d'Albe, cédant à la nécessité, ordonna brusquement par un édit la levée du dixième et du vingtième. Ce coup d'autorité n'aboutit qu'à faire éclater un soulèvement général : à Bruxelles, sous les yeux du duc, les marchands fermèrent leurs magasins, les artisans leurs ateliers, faisant ainsi connaître que le nouvel impôt allait causer leur ruine, et que, n'ayant plus rien à perdre, on avait tout à craindre de leur désespoir. La résistance des Flamands avait pour cause principale le bruit qui s'était répandu du prochain rappel du duc. Cette téméraire espérance redoubla l'indignation de ce dernier : les bourreaux furent réunis, les gibets dressés, et le jour était fixé qui devait montrer, attachés au gibet, les plus riches négociants et les chefs des corps de métier; mais durant la nuit, d'Albe ayant reçu la nouvelle de la prise de Brille, ajourna sa vengeance. Cette ville venait de tomber entre les mains des gueux de mer, ainsi nommés par opposition aux gueux de ville et aux gueux sauvages, qui habitaient les cités et les campagnes; ils avaient reçu des lettres de marque du prince d'Orange et s'emparaient de tous les bâtiments espagnols et flamands catholiques; leur croisière s'étendait de l'embouchure de l'Ems à la Manche; ils s'étaient enrichis rapidement, et leur audace, accrue par le succès, les avait rendus redoutables. Ils reconnaissaient pour chef Guillaume de la Marck, comte de Lumey, adversaire implacable du duc; afin de raviver dans l'âme de ses compagnons le souvenir de l'impôt du dixième, ce dernier avait fait peindre sur ses étendards dix pièces de monnaie. Jaloux de se signaler par quelque exploit important, il s'empara par surprise du port de la Brille [1572], qu'il se hâta de fortifier. Le comte de Bossut, gouverneur de Hollande, vint l'attaquer aussitôt, mais il échoua, et cet échec eut pour résultat de faire perdre à Philippe la Hollande et la Zélande, qui n'hésitèrent pas à renoncer à l'obéissance envers l'Espagne. Amsterdam et Middelbourg résistèrent seules à la contagion de l'exemple.

Mais une perte encore plus sensible pour d'Albe fut celle de Mons, capitale du Hainaut, et dont Louis de Nassau se saisit par un stratagème. La possession de cette ville allait donner au prince d'Orange de grands avantages s'il entreprenait une nouvelle incursion dans les Pays Bas. Frédéric de Tolède, l'un des fils du duc, marcha aussitôt contre Mons, battit le baron de Genlis, venu au secours de Nassau avec un corps de calvinistes français, et investit la place. Le prince d'Orange accourut au secours de son frère, prit et pilla plusieurs cités, entre autres Audenarde; mais il ne put réussir à forcer les retranchements de l'ennemi. Il eut même la douleur

MCD 2019

d'apprendre, par les fanfares et les salves des Espagnols, l'horrible massacre de ses alliés les huguenots, égorgés au Louvre dans la nuit du 24 août 1572. A cette nouvelle qui renversait toutes ses espérances, car il comptait sur la venue prochaine de Coligni à la tête d'une armée, Guillaume retrograda sur Malines, et prit enfin le parti de se retirer. Après avoir licencié ses troupes, il fixa sa résidence à Delft, en Hollande. De son côté, Louis de Nassau rendit Mons par capitulation, et alla goûter quelque repos à Dillembourg, ville de son apanage. — D'Albe, à son tour, recouvra toutes les places tombées aux mains de son adversaire; il punit les unes par des amendes, et les autres par le pillage. Malines fut donnée en proie aux soldats, qui la saccagèrent durant trois jours. Les pillards vendirent leur butin à Anvers, que les habitants, par le conseil d'un religieux, rachetèrent à vil prix pour le céder au même taux à ceux qui en avaient été dépouillés. Cette charité mercantile fut encore un bienfait pour les citoyens de Malines.

Non moins impitoyable que son père, Frédéric de Tolède se signala par les mêmes horreurs. Naerden, petite ville située à trois lieues d'Amsterdam, ayant refusé d'ouvrir ses portes, il la foudroya par son artillerie. Les magistrats vinrent alors implorer la pitié d'un chef espagnol, Julien Romero, qui promit que les habitants auraient la vie sauve. Frédéric devait ratifier cet engagement, mais il laissa ses soldats tuer les hommes, les femmes et les enfants, et sceller dignement ce carnage par l'incendie : il ne resta debout qu'une église et un monastère. — Un seul trait donnera la mesure des barbaries commises par les Espagnols : Une bande de ces assassins, ayant pénétré dans une maison, en livrèrent le maître aux tortures les plus cruelles, pour le contraindre à livrer son argent, puis il violèrent devant lui sa femme et la pendirent, ainsi que son enfant encore à la mamelle. Toutefois ces cruautés, loin d'imposer la crainte, n'enfantèrent que la haine. Les compatriotes des victimes immolées et les victimes échappées au glaive, au lieu de penser à se rendre, ne songèrent plus qu'à se venger (1) — Le siége d'Harlem en fournit bientôt la preuve; Frédéric de Tolède vit ses propositions d'accommodement repoussées par le souvenir du massacre de Naerden, et fut réduit à en appeler à la force. Comme la ville est assise sur un lac, les assaillants durent combattre sur l'eau comme sur la terre; en effet, Guillaume, à l'aide de petits bateaux, tentait chaque jour d'introduire des vivres dans la place, ce qui donnait lieu à de fréquentes escarmouches, où les Espagnols avaient plus rarement la victoire que leurs adversaires. Ceux-ci correspondaient avec le prince d'Orange par le moyen de pigeons, dressés à ce genre de service. Les femmes rivalisaient aussi avec les hommes d'audace et de fermeté; sous la conduite de l'une d'entre elles, nommée Kennaw Hasselaar, elles remplissaient toutes les fonctions des soldats, bravant toutes les fatigues et tous les périls de la guerre. Des outrages et des défis ranimaient sans cesse l'animosité des habitants et des Espagnols. Ces derniers ayant jeté dans la ville le chef d'un homme, avec cette inscription : « *C'est la tête de Philippe Coninx,* » *venu pour délivrer Harlem avec deux* » *mille hommes ;* » les citoyens d'Harlem répondirent à cette bravade en faisant rouler dans le camp ennemi un tonneau, renfermant onze têtes de prisonniers espagnols, et accompagnées d'une pancarte où se trouvaient ces mots : « *Les habitants d'Harlem en-* » *voient au duc d'Albe dix têtes pour* » *le payement du dixieme qu'ils n'avaient* » *pas encore acquitté, plus une onzième* » *pour les intérêts.* » — Ils exposaient encore, dit Strada, sur les murs des images du Christ et des saints, et se moquaient des Espagnols, qui n'épargnaient pas, disaient-ils, ces objets de leur vénération. D'autres dressaient des autels, où ils parodiaient les cérémonies du culte catholique. Si ces provocations sacriléges redoublaient la fureur des assiégeants, elles endurcissaient la fermeté des défenseurs de la ville, dont la constance fut sur le point de triompher de

(1) *Vid.* Strada, tome II, page 282. — Bentivoglio, livre VI.

MCD 2019

celle de Frédéric. Il voulait renoncer à son entreprise, mais d'Albe lui fit honte de sa faiblesse. La faim contraignit les citoyens d'Harlem à se rendre, encore auraient-ils succombé les armes à la main, sans les pleurs et les supplications de leur famille. Livrés à la discrétion du vainqueur, celui-ci ne fut pas touché de leur héroïsme, il fit pendre, noyer et décapiter neuf cents soldats et quatre cents bourgeois. Le gouverneur de la ville, Riperda, et un fils naturel de Brederode, subirent la peine capitale. Ces exécutions durèrent huit jours, elles lassèrent même les bourreaux, qui, fatigués de verser le sang, jetèrent à l'eau les victimes, pour s'épargner la fatigue de les égorger (1).

La reddition d'Harlem, après une défense s'y opiniâtre, fut moins favorable au duc qu'à ses adversaires; ceux-ci apprirent qu'on pouvait lui résister. Ils redoublèrent d'audace et balancèrent la perte d'Harlem par la prise de Gertruydenberg et celle du château de Ramekens. Sur mer, les confédérés battirent et firent prisonnier le comte de Bossut, gouverneur de la Hollande et de la Zélande, dont la flotte, composée de douze vaisseaux, fut détruite complètement. L'animosité était si vive des deux côtés que ce dernier eût couru le risque de périr par la main du bourreau s'il n'eût été garanti par le comte de Saint-Aldegonde, tombé récemment entre les mains des Espagnols. — Cependant le duc d'Albe s'apprêtait à tirer vengeance des revers qu'il venait d'éprouver; mais Philippe le prévint. Les historiens de cette époque ne nous font pas connaître pourquoi le monarque crut devoir rappeler un homme qui pouvait seul, puisque le glaive était tiré, assurer le triomphe de son maître par ses talents militaires. Peut-être craignait-il que des victoires n'allumassent l'ambition d'un sujet déjà si grand par sa fortune et sa renommée, et qu'ayant conquis les Pays-Bas, il ne voulût les garder; peut-être encore espérait-il désarmer les rebelles en retirant l'autorité des mains sanguinaires du duc. Quoi qu'il en soit, le commandeur de Requesens vint remplacer d'Albe. Son premier soin fut de publier qu'il avait reçu l'ordre de renverser la statue de son prédécesseur. Philippe, en agissant ainsi, avait un double but : il humiliait l'orgueil du duc, et par ce blâme, jeté sur ce dernier, semblait préparer les voies à la clémence. Toutefois, cet appel ne fut pas entendu ou fut repoussé par les confédérés; ils avaient plus de confiance dans les succès qu'ils venaient d'obtenir que dans la parole du monarque. Forcé de combattre, Requesens essaya de sauver Middelbourg, seul place qui appartînt encore aux Espagnols dans la Zélande. Soixante vaisseaux, équipés à Anvers et mis sous les ordres de Davila, de Romero et de Glimes, entrèrent dans les deux bras de l'Escaut; mais l'amiral ennemi Boissot les atteignit près de Berg-op-Zoom; ses matelots l'emportaient par le nombre et par l'expérience, et, grâce à leur concours, les Espagnols subirent la défaite la plus désastreuse. Une partie de leur flotte demeura engagée dans les bas fonds, l'autre devint la proie des flammes. Middelbourg se rendit à la suite de cet échec, et se racheta du pillage en payant trois cent mille florins. Bref, toute l'île de Walkeren subit le joug des vainqueurs (1). — Battu sur mer, Davila prit bientôt une revanche éclatante dans les bruyères de Mook, où il défit un corps de douze mille hommes, commandé par Louis de Nassau, son frère, le prince Henri, et Christophe de Bavière, fils de l'électeur palatin. Ces trois chefs périrent dans l'action; un historien affirme cependant que le premier de ces personnages, échappé à la furie de ses adversaires, lavait ses blessures dans la Meuse, lorsqu'il fut surpris et massacré par des paysans. Le trépas de Louis de Nassau n'était qu'une perte secondaire pour son parti. Homme d'exécution, il ne possédait ni la perspicacité politique, ni les talents militaires de Guillaume, et sur les champs de bataille il se montra toujours plus soldat que général.

L'indiscipline de ses troupes ne permit pas au vainqueur de tirer parti de l'avantage dont la fortune avait favorisé ses armes.

(1) *Via.* Strada, tome II, page 284. — Bentivoglio, tome I, page 403.

(1) *Vid.* Strada, page 306-307, tome II.

MCD 2019

Investi par les Espagnols, auxquels il avait promis, avant le combat, de payer leur solde qu'ils attendaient depuis trois ans, Davila, n'ayant à donner que des paroles, à défaut d'argent, s'esquiva prudemment. Les mutins, abandonnés à eux-mêmes, se choisirent un chef, qu'ils nommèrent *l'élu ;* ils lui adjoignirent un certain nombre de soldats, sous le titre de conseillers. Toutes les décisions étaient prises à la pluralité des voix. Cette nouvelle milice marcha sur Anvers, où elle entra en dépit des ordres de Requesens, et prit ses logements chez les bourgeois les plus riches. Les révoltés déclarèrent que si les habitants ne consentaient à les payer, ils se payeraient de leurs propres mains. Toutefois, l'ordre ne cessa pas de régner dans la ville par les soins de cette soldatesque, qui, ayant fait dresser un autel sur la place du palais, fit serment d'obéir à toutes les prescriptions de l'élu. Deux de leurs compagnons s'étant rendus coupables de larcin, furent pendus publiquement, exemple de sévérité qui suffit pour préserver à l'avenir les personnes et les propriétés. Tant de modération n'était qu'un délai menaçant accordé par la force ; les Anversois le comprirent et se cotisèrent pour payer la dette réclamée par les soldats. Roquesens y contribua de ses deniers, en vendant ses bijoux et en eng geant ses meubles et ses équipages. Devenus opulents, les Espagnols rendirent aux pauvres une partie de ce qu'ils avaient pris aux riches, sorte d'expiation qui rassurait leur conscience ; car l'aumône passait alors pour l'œuvre la plus méritoire aux yeux de la divinité. Requesens s'empressa d'amnistier des coupables qu'il ne pouvait punir et les envoya au siége de Leyde, commencé depuis plusieurs mois [1574] (1). Il attachait un grand prix à la prise de cette place, défendue par Jean de Vanderdoes, célèbre dans la république des lettres sous le nom de Sousa. Sommé de se rendre par Valdès, qui conduisait l'attaque, Sousa répondit fièrement, « que si les vivres » manquaient, les habitants mangeraient » leur bras gauche et conserveraient l'autre » pour défendre leur liberté. » Quoique les assiégés eussent renvoyé par avance tout ce qui était hors d'état de porter les armes, la rigueur du blocus les livra en proie à la famine la plus affreuse. La fermeté des habitants faiblit enfin sous le joug de la nécessité, ils s'assemblent en tumulte et veulent forcer le gouverneur de se rendre. « Eh bien, » leur dit-il, « partagez mon corps par mor- » ceaux, j'aime mieux qu'il vous serve de » nourriture que de vous abandonner à vos » tyrans. » — Ce peu de mots apaisa la sédition : les citoyens jurèrent de combattre tant qu'ils en auraient la force ; chaque homme ne recevait par jour que quatre onces de pain et huit onces de chair de cheval ou de chien, encore ces vivres rébutants ne pouvaient-ils durer long-temps. Sousa suppléa au défaut d'espèces en métal par une monnaie de carton qui remplit le même but. — Cependant le prince d'Orange, instruit de la détresse des défenseurs de Leyde, résolut de les secourir ; ayant convoqué les états de Hollande, il mit ce sujet en délibération. Après de longs débats, on résolut d'adopter le plan imaginé par Boissot, amiral des confédérés : il consistait à rompre les digues qui retiennent les eaux de la Meuse et de l'Yssel ; c'était condamner aux désastres d'une inondation vingt lieues de pays ; mais le salut commun l'emporta sur toute autre considération. Bloqués à leur tour par les eaux et arrêtés par une multitude d'ennemis, montés sur des barques, les Espagnols tentèrent vainement de résister à cette double attaque ; ils furent réduits à jeter leur artillerie dans les ondes, et à se retirer au moment de voir couronner une entreprise qui leur avait coûté cinq mois d'efforts et de fatigues inouis. La passion de Valdès pour une jeune fille de La Haye contribua en outre à lui arracher la victoire, car il consentit à sa prière à ne pas donner l'assaut à la ville, qui fut sauvée par ce délai (1). L'empereur Maximilien II essaya d'intervenir entre les parties belligérantes par l'envoi du comte de Swartzembourg ; des conférences s'ouvrirent à Breda et se terminèrent bientôt, sans autre résultat que d'aigrir de part et d'autre les

(1) *Vid.* Strada, tome II, pages 322 et suivantes.

(1) *Vid.* Strada, tome II, pages 327 et suivantes.

MCD 2019

esprits. — Requesens aurait voulu terminer cette lutte par un accommodement; déçu dans son espoir, il forma le projet de s'emparer de la Zélande, province qui se compose de plusieurs îles, entourées par l'Escaut, la Meuse et l'Océan; mais le peu de profondeur des eaux en plusieurs endroits, permettait d'aborder à pied la terre ferme. Quatre mille fantassins reçurent l'ordre de se rendre à Bergues, de passer à Tolen, aux îles Philippopoland, à Duveland et enfin à Scouven, capitale de la Zélande. Les Espagnols se divisèrent en trois corps, et, ne gardant de leurs habits que le haut-de-chausse, ils se mirent en marche, portant à leur cou deux sacs, l'un plein de poudre, l'autre contenait du biscuit et du fromage. Ils avaient pour armes des piques, des hallebardes, des arquebuses, des épées, et s'étaient en outre munis de pelles et de hoyaux. Don Juan Ulloa, vieux guerrier, conduisait l'avant-garde, et Gabriel Peralta l'arrière-garde; les soldats ne s'avançaient que deux à deux et trois à trois, de peur de se noyer s'ils ne suivaient l'étroite route tracée par ceux qui se trouvaient en tête. Le prince d'Orange, averti de cette tentative audacieuse, fit approcher des bâtiments légers, qui firent feu sur les Espagnols; les matelots zélandais venaient même les attaquer corps à corps. On se battait de loin avec les balles des arquebuses et de près avec des crocs et des piques: ceux qui tombaient frappés ou glissaient sur les écueils, périssaient submergés. La première troupe parvint seule à la pointe de l'île de Daveland, dont elle s'empara, après une vive résistance; la seconde succomba presque entièrement. La dernière, surprise par la marée, fut contrainte de revenir sur ses pas (1) [1575].

Les Espagnols, poursuivant leurs succès, pénétrèrent dans l'île de Scouven, et vinrent assaillir Zirizée, capitale de l'île; elle fut défendue avec une si grande opiniâtreté, que le siége dura neuf mois. La faim, plus encore que la force, triompha de la résistance des assiégés. Sur ces entrefaites, Requesens revenu en toute hâte à Bruxelles pour étouffer une nouvelle mutinerie des soldats qui venait d'éclater dans le Brabant, fut attaqué d'une fièvre violente, et mourut après cinq jours de maladie, sans avoir pu signer les lettres-patentes par lesquelles il nommait gouverneur des Pays-Bas le comte de Barlaimont; le comte de Mansfeld était en même temps chargé du commandement des troupes [1576]. Ces derniers ne furent pas mis en possession de l'autorité; elle échut au conseil-d'état, dont, à la vérité, ils étaient membres. Ainsi partagé, le pouvoir s'affaiblit bientôt; d'ailleurs, ceux qui en étaient les dépositaires ne s'accordaient pas même sur le but qu'il fallait atteindre. Les uns voulaient rester fidèles au roi d'Espagne, tandis que les autres, c'est-à-dire les députés du Brabant et du Hainaut, étaient dévoués au prince d'Orange. Philippe crut devoir confirmer provisoirement l'usurpation du conseil, dont le premier acte fut de licencier un régiment composé d'Allemands, afin de soulager graduellement le pays du fardeau des gens de guerre. Mais la garnison espagnole de Zirizée, craignant d'éprouver un semblable traitement, se souleva tout-à-coup, déposa son chef, le colonel Mandragone, et remplaça tous les autres officiers par des soldats, puis écrivit au conseil une missive où elle réclamait les arrérages de sa solde. Bientôt, fatigués d'attendre une réponse qui tardait trop long-temps, les soldats abandonnent Duveland et Scouven, conquêtes achetées au prix de tant de sang et de fatigues, et se précipitent sur le Brabant. Ils refusent d'écouter le comte de Mansfeld et Julien Romero, leur compatriote, et continuant d'avancer, ils surprennent Alost, ville située dans le voisinage de Bruxelles, disant que cette cité leur servirait de gage pour assurer le paiement de ce qu'ils réclamaient. A cette nouvelle, le conseil-d'état prit le parti d'armer les habitants contre les mutins, qui furent déclarés rebelles et ennemis publics. Mais cette assemblée était elle-même en proie aux dissensions les plus violentes: les amis du prince d'Orange qui siégeaient dans son sein, ayant soulevé le peuple de Bruxelles, se saisirent des comtes de Mansfeld et de Barlaimont, du président Viglius et de quelques autres conseillers, partisans

(1) Vid. Strada, tome II, liv. VIII, p. 348 et suiv.

MCD 2019

de l'Espagne, et les retinrent prisonniers ; puis ils convoquèrent des députés de toutes les provinces, qui se rendirent à leur invitation. Ainsi le gouvernement passa tout entier entre les mains des adversaires de Philippe.

Cependant la lutte était engagée entre les troupes des états et les soldats espagnols. Un détachement de ces derniers, renfermé dans la citadelle de Maestricht, se rendit maître de toute la ville en faisant marcher comme avant garde les femmes des habitants d'un quartier appelé le Wich. — On se rappelle que les mutins occupaient Alost : ayant appris que leurs compatriotes, assiégés dans la citadelle d'Anvers, étaient sur le point de succomber, ils se mirent en marche sous les ordres de Navarès, qu'ils avaient élu pour les commander ; en route ils furent joints par Vargas et Romero, à la tête de quelques soldats, et tous ensemble, ayant pénétré dans le fort, emportèrent les retranchements établis par les Anversois, les poursuivirent jusque dans la ville, où ils mirent le feu. Alors commencèrent des scènes de meurtre et de dévastation, dont le récit fait honte à l'humanité. Les vainqueurs, gorgés du plus riche butin, sentaient s'irriter de plus en plus la cupidité qui les dévorait. Durant trois jours ils s'abandonnèrent à tous les excès que peuvent enfanter la cruauté, la débauche et l'avarice. Tandis que les rues étaient jonchées de cadavres, les maisons retentissaient des cris des infortunés, en proie aux tortures les plus atroces, qui leur étaient infligées pour les contraindre à déclarer où ils avaient caché des trésors, souvent imaginaires. Enfin, las plutôt qu'assouvis, ils quittèrent Anvers, où ils ne laissaient que des ruines fumantes. Cette ville était alors la plus opulente des Pays-Bas ; ses dépouilles valurent aux Espagnols deux millions d'écus d'or. Sept mille citoyens périrent par le glaive ou dans les eaux du Scheldt, et plus de cinq cents maisons furent consumées par les flammes.

Cette catastrophe redoubla la haine que l'on portait aux Espagnols, aussi les députés résolurent-ils d'employer tous les moyens pour en délivrer le pays. Les soldats de Philippe occupaient encore la citadelle de Gand ; ils opposèrent la résistance la plus vive excités par la femme de leur chef, le colonel Mandragone, qui, en l'absence de ce dernier, avait été chargée du commandement par son époux, elle en remplit toutes les fonctions avec un courage viril et une fermeté d'âme au-dessus de son sexe. Néanmoins elle céda devant la menace d'un assaut, dont le succès semblait certain. Puis les états conclurent et firent publier, à son de trompe et dans le plus grand appareil, le célèbre traité connu sous le nom de *Pacification de Gand*. Il contenait vingt-cinq articles, dont les principaux stipulaient « que toutes les pro-»vinces se prêteraient mutuellement secours »et employeraient tous leurs efforts pour »expulser du territoire les troupes étrangè-»res. — Que les citoyens de Hollande, de »Zélande et leurs co-religionnaires ne met-»traient aucun obstacle à l'exercice du culte »catholique, soit par des actes, soit par des »paroles. — Que l'exécution des édits rendus »contre les hérétiques par le duc d'Albe serait »suspendu. — Que tous les jugements pronon-»cés en matière politique et religieuse seraient »annulés. — Que les biens confisqués seraient »restitués, et qu'enfin les statues, les tro-»phées et les inscriptions, ordonnés par le »duc d'Albe, seraient détruits. » [1576].

Sur ces entrefaites survint un nouveau personnage, dont l'apparition allait imprimer aux affaires un nouvel aspect : c'était don Juan d'Autriche, frère naturel de Philippe II, et auquel ce monarque venait de confier le gouvernement des Pays-Bas. Vainqueur des Turcs à Lépante, la gloire de don Juan avait rempli toute la chrétienté ; mais la mission qu'il devait accomplir était plus difficile que de gagner des batailles ; il lui fallait d'abord s'emparer du commandement, car il n'en possédait que le titre, puis apprendre à le manier au milieu des circonstances les plus critiques. Dans la crainte d'éprouver quelque retard, il prit les habits d'un esclave nègre, attaché au service d'Octavio Gonzalve, se noircit le visage et traversa la France sous ce déguisement. — Dès qu'il eut atteint Luxembourg, il reprit sa première forme, et fit prévenir le conseil, siégeant à Bruxelles, qu'il arrivait investi des pouvoirs de la souveraineté. Les capitai-

MCD 2019

nes espagnols, ayant reçu la même notification et l'ordre de cesser les hostilités, obéirent sur-le-champ; mais les conseillers et les membres des états se montrèrent moins dociles. Ils s'adressèrent au prince d'Orange pour régler leur conduite sur ses avis; dans une longue missive, datée de Middelbourg, il répondit : « Qu'ayant acheté si cher la li»berté, ils ne devaient pas l'aliéner de nou»veau sans conditions; qu'en conséquence, »il fallait exiger le renvoi des troupes étran»gères, et contraindre le prince à jurer le »maintien de la convention de Gand. » — Ils envoyèrent alors à don Juan le député Ischius, chargé de lui faire connaître la volonté des états. Ce dernier confia à la discrétion d'un ami les embarras de sa commission, dont les termes, loin de déguiser ce qu'elle avait de mortifiant pour le gouverneur, étaient de nature à choquer sa fierté. Il ne voulait ni changer les expressions de son mandat, ni s'attirer la colère du prince. « Eh bien! » lui dit cet ami, « imitez »Alexandre, quand il coupa le nœud gor»dien; poignardez don Juan dès que vous se»rez seul avec lui, par là vous n'aurez pas à »craindre les effets de son indignation et »vous vous assurerez la reconnaissance des »états (1). » Ischius n'osa pas adopter ce conseil téméraire, il essaya seulement d'adoucir l'âpreté du langage dont il était le porteur. Don Juan l'écouta avec patience et lui répondit avec tant d'affabilité qu'il gagna le cœur d'Ischius. De retour de sa mission, il fit de si grands éloges du gouverneur, qu'il se rendit suspect, et on lui substitua un autre négociateur, chargé d'insister, mais avec des formes plus mesurées, sur les mêmes conditions. — Celui-ci remit en même temps au prince la copie d'un acte intitulé *Union de Bruxelles,* qui venait d'être signé entre les représentants de toutes les provinces. Après des négociations prolongées durant plusieurs mois, don Juan, par le conseil d'Escovedo, son confident et son secrétaire, prit le parti de céder à la nécessité, et en vertu d'un traité, conclu à Marche-en-Famenne, il promit de renvoyer des Pays-Bas, dans l'espace de quarante jours, les troupes espagnoles, allemandes et italiennes au service du roi d'Espagne, de mettre en liberté le comte de Buren, fils aîné du prince d'Orange (1); mais en retour les états devaient s'engager à maintenir la religion catholique et à rendre à Philippe, dans la personne de don Juan, l'obéissance qu'ils lui devaient. — Le départ des soldats espagnols eut lieu presque immédiatement; ils consentirent, non sans peine, à remettre les places et les forteresses tombées en leur possession, et s'éloignèrent enfin, abandonnant à regret une si riche proie. Ce ne fut pas sans rallumer l'indignation des habitants, dont ils emportaient les dépouilles sur une multitude de chariots, qui traversaient les villes avec une sorte de pompe triomphale (2). Don Juan vint ensuite à Bruxelles, où il prit en main la direction suprême des affaires.

La discorde ne tarda pas à éclater entre le gouvernement et les états; l'un aspirait à ressaisir la plénitude de son autorité, les autres s'efforçaient de la renfermer dans les limites les plus étroites. Don Juan exprima le désir d'être reconnu chef de l'armée, puis, de disposer de toutes les charges et de toutes les dignités. N'ayant pu obtenir ces deux points, il adressa à Philippe une dépêche en chiffres, dans laquelle il demandait des troupes pour appuyer ses projets; mais elle tomba entre les mains du roi de Navarre (3), qui la fit remettre au prince d'Orange. En attendant la réponse du monarque espagnol, don Juan, sous le prétexte réel ou supposé que Guillaume voulait attenter à sa vie, sortit de Bruxelles, publiant qu'il allait à la rencontre de Marguerite de Valois, sœur du roi de France : cette princesse se rendait aux eaux de Spa. Don Juan lui rendit de grands honneurs, et, se trouvant dans le voisinage du château de Namur, il manifesta l'inten-

(1) *Vid.* Strada, tome II, page 402.

(1) Lorsque son père quitta les Pays-Bas, le comte de Buren, âgé de douze ans, faisait ses études à Louvain. D'Albe le fit enlever et conduire en Espagne, où il resta dans une sorte de captivité pendant plus de vingt ans.

(2) *Vid.* Strada, pages 425 et suivantes, tome II.

(3) C'est le même prince qui devint roi de France, sous le nom de Henri IV.

MCD 2019

tion d'en visiter l'intérieur. Le commandant vint lui-même le recevoir et l'introduisit avec sa suite; mais des soldats, placés en embuscade, se saisirent de la porte et rendirent le prince maître de la place. Guillaume profita de cet événement pour mettre au jour la correspondance de don Juan, livrée naguère entre ses mains par Henri de Navarre. Cette publication fit éclater sur-le-champ une rupture entre le gouverneur et les états. Ceux-ci levèrent des soldats et appelèrent à Bruxelles le prince d'Orange, qui fut décoré du titre de *ruart* du Brabant (1), ancienne dignité abolie par le temps, mais que l'on crut devoir ressusciter à cette occasion. — Elle armait celui qui en était revêtu d'un pouvoir dictatorial; Guillaume en commença l'exercice par la démolition de la citadelle d'Anvers; il s'attirait ainsi la reconnaissance des habitants de cette ville, où toutes les classes prirent part à cette œuvre de destruction. Le peuple de Gand suivit l'exemple des Anversois, en démolissant le château construit dans leur cité par les ordres du duc d'Albe, et fut imité à son tour dans tous les lieux où les Espagnols avaient érigé des forteresses dans l'intérêt de leur despotisme (2). — Bref, le duché de Luxembourg et le comté de Namur tenaient seuls encore le parti de don Juan, qui eût été anéanti promptement si la jalousie du pouvoir, en divisant ses adversaires, n'eût relevé sa fortune. En effet, l'élevation du prince d'Orange ne tarda pas à alarmer le patriotisme ombrageux des états et à irriter l'orgueil de la noblesse; les uns unirent leurs craintes, les autres leurs ressentiments; il en sortit une ligue, dont le but apparent était la défense de la religion romaine, menacée d'une persécution prochaine, puisque le dépositaire du pouvoir était hérétique (3). Le duc d'Arschot se mit à la tête du parti catholique; retiré à Gand avec ses principaux amis, il envoya un gentilhomme flamand à l'archiduc Mathias, frère de l'empereur Rodolphe II, pour lui offrir de se charger, au nom du roi d'Espagne, du gouvernement des Pays-Bas. L'archiduc n'avait pas vingt ans : il accepta sans balancer un office dont il ne pouvait connaître le poids et les difficultés, et se rendit secrètement à Maestricht [1577]. Son arrivée ne fit rien perdre à Guillaume, il approuva hautement la nomination de Mathias, auquel il imposa un traité laissant au prince sa pompe et les attributs extérieurs de l'autorité, tandis que le conseil et les états en retenaient l'exercice. Or, Guillaume dictait à ces deux corps ses volontés; il les épura en expuisant de leur sein ses adversaires pour les remplacer par ses partisans. Aussi don Juan fut-il dépouillé de ses fonctions, déclaré perturbateur de la paix publique et sommé de quitter les Pays-Bas. — Le héros de Lépante résolut d'en appeler à son épée; il venait d'être joint par quelques milliers de soldats espagnols, venus d'Italie; ces vieilles bandes marchaient sous les ordres d'Alexandre Farnèse, duc de Parme et fils de Marguerite, ancienne gouvernante des Pays-Bas. Don Juan ne pouvait avoir un lieutenant plus habile. Il se mit en campagne, faisant porter devant lui un étendard sur lequel une croix était peinte; on y lisait ces mots : *In hoc signo vici Turcos, in hoc signo vincam hereticos* (1). Il avait en même temps obtenu du pape Grégoire XIII la rémission des péchés de ses soldats, qui accueillirent cette faveur avec la satisfaction la plus vive et la plus respectueuse. Antoine de Coignies, gentilhomme de Hainaut, commandait l'armée des états; il avait appris l'art de la guerre sous les généraux de Charles-Quint, et son expérience eût disputé la victoire à ses adversaires s'il eût été secondé par les troupes placées sous ses ordres. En effet, attaqués dans le voisinage de Gembloux, petite ville à trois lieues de Namur, celles-ci se laissèrent battre par douze cents cavaliers espagnols. L'action dura une heure et demie; les vainqueurs ne perdirent que neuf hommes, ils prirent trente-quatre drapeaux, toute l'artillerie et tous les bagages, ainsi que le

(1) C'est-à-dire practeur ou gouverneur.

(2) *Vid.* Bentivoglio, tome II, page 202.

(3) Guillaume avait abjuré le catholicisme pour embrasser le culte prêché par Calvin.

(1) Sous la protection de cet étendard j'ai vaincu les Turcs, je vaincrai de même les hérétiques.

MCD 2019

général ennemi. Les Espagnols s'emparèrent de Gembloux, où ils trouvèrent une grande quantité d'armes et de munitions [1578] (1). Ne se croyant pas assez forts pour marcher sur Bruxelles, ils emportèrent par la force et par la menace Tirlemont, Louvain et plusieurs autres places. Les habitants de Sichem osèrent seuls tenter une résistance imprudente; le duc de Parme vint les attaquer en personne, et souilla sa victoire par le sac de la ville, dont les citoyens furent pillés et mis à mort pour la plupart, tandis que la garnison périt après le combat, jetée dans la rivière ou froidement égorgée par la main du bourreau.

A la nouvelle de la défaite de Gembloux, Guillaume et Mathias avaient quitté Bruxelles pour se réfugier à Anvers, où ils pouvaient attendre en sûreté la marche des événements. De leur côté les états ne songeaient qu'à prolonger la lutte, en cherchant partout des appuis. Une diète était alors assemblée à Worms; ils en profitèrent pour implorer le secours des princes de l'empire. L'un d'eux, Jean Casimir, comte palatin, s'empressa de lever des soldats avec l'or fourni par Élisabeth, reine d'Angleterre. A la même époque, les états ouvraient une négociation avec le duc d'Alençon, frère de Henri III, roi de France, par laquelle ce prince, en acceptant le titre de protecteur des provinces batayes, promettait de tenir sur pied dix mille hommes d'infanterie et dix mille hommes de cavalerie, pour combattre les Espagnols. Il devait recevoir en gage les villes de Landrecies, du Quesnoi et de Bapaume, à la condition de les rendre après la guerre; il était en outre stipulé que s'il faisait des conquêtes sur l'ennemi, elles seraient partagées entre le duc et les états. Le prince français ayant opéré sa jonction avec les forces commandées par l'archiduc Mathias, tous deux furent attaqués par don Juan, qu'ils repoussèrent, après lui avoir tué neuf cents hommes; mais les confédérés ne tirèrent aucun avantage de ce léger succès, car ils nourrissaient des vues et des espérances opposées : les uns voulaient seulement assurer le maintien de leurs priviléges, tandis que les autres étaient résolus de s'affranchir de la domination espagnole. Il faut encore ajouter à cette cause de désunion un autre motif, inspiré par les opinions religieuses. La Flandre, la Zélande et la Hollande réclamaient la liberté de conscience; au contraire, le Hainaut, l'Artois et les provinces wallonnes persistaient à ne permettre que l'exercice du culte catholique. Ces dissentiments furent poussés si loin, qu'une scission s'opéra entre les Wallons et les Flamands; ils en vinrent aux mains, et don Juan, qui était sur le point de recevoir un puissant renfort, aurait sans doute repris l'avantage, si la mort n'était venue l'enlever à la fleur de son âge [1578]. On ne saurait affirmer s'il périt par un crime ou s'il fut emporté par une maladie. Il serait aussi téméraire que superflu de chercher à éclaircir ce point et de prétendre peser en connaisance de cause les assertions opposées émises par les contemporains et par les historiens venus après eux. Si le caractère de Philippe permet de charger sa mémoire du meurtre d'un frère, il faut cependant s'abstenir de condamner sans preuve, même un tyran. Or, les preuves invoquées contre le fils de Charles-Quint se réduisent à des allégations, fondées sur les projets ambitieux de don Juan, qui négociait un mariage avec Élisabeth, dont l'appui devait lui assurer la souveraineté des Pays-Bas. Cette assertion est appuyée sur l'assassinat d'Escovédo, confident et secrétaire de don Juan : rappelé en Espagne après le trépas du prince, il fut immolé par les ordres de Philippe. Mais on ne connaît pas la cause véritable de cet attentat, et rien ne démontre qu'il se lie aussi étroitement à la destinée de don Juan.

Le duc de Parme prit le commandement, auquel il était appelé par un article du testament de son prédécesseur, et se tint renfermé dans son camp, établi sous Namur, laissant à la discorde qui régnait parmi ses adversaires le soin de combattre pour lui. L'événement prouva bientôt la sagesse de ce calcul; les confédérés n'étant plus retenus par l'imminence du péril, sacrifièrent la cause générale aux intérêts particuliers des

(1) *Vid.* Strada, pages 503 et suivantes, tome II. — Bentivoglio, pages 229 et suivantes, tome II.

MCD 2019

provinces. L'Artois et le Hainaut proclamèrent leur résolution de rester catholiques et de se réconcilier avec Philippe, s'ils obtenaient la restitution de leurs priviléges. Les Gantois adoptèrent des principes complètement opposés, ils voulaient demeurer séparés de l'Église romaine et ne pas reprendre le joug espagnol. De son côté, le prince d'Orange, prévoyant la dissolution de la ligue générale des Pays-Bas, réussit à former une nouvelle alliance entre les provinces du nord, où son crédit avait jeté de profondes racines. Le traité conclu à Utrecht, le 29 janvier 1579, par le gouverneur de la Gueldre, les députés de la Hollande, de la Zélande, d'Utrecht et de Groningue, portait en substance : « Que »ces provinces seraient unies entre elles, en »conservant toutefois leurs franchises et »immunités particulières. — Que la quotité »des impôts serait fixée par le consentement »des membres de l'union. — Que la Hol»lande et la Zélande régleraient spéciale»ment l'exercice de la religion, sans cepen»dant empêcher les autres provinces de suivre »le culte qui leur semblerait préférable. — »Que les États ou les villes attachées exclusi»vement à la communion romaine, seraient »admis dans la confédération, pourvu qu'ils »adoptassent les autres articles du traité. — »Que les différends, s'il s'en élevait entre »quelques provinces, seraient soumis à l'as»semblée générale de la confédération et »terminés par sa médiation. » — Cet acte célèbre, appelé *Union d'Utrecht*, contenait en tout vingt-six articles. Aucune stipulation ne rejetait la domination de Philippe ; seulement le nom de ce monarque ne s'y rencontrait nulle part, et cette émission, faite à dessein, dénonçait virtuellement une rupture définitive. — Gand souscrivit à l'union ; quant aux provinces wallonnes, elles se séparèrent définitivement, entraînées par les mesquines jalousies de quelques seigneurs et la conduite habile du duc de Parme. —

Le traité d'Arras [1579], signé entre elles, reçut l'approbation du lieutenant de Philippe, après une négociation entamée et suivie à table. Le prince étant survenu à la fin d'un de ces repas, se montra si bon convive et plut si bien par les grâces de ses manières et le tour de son esprit, qu'il aplanit, comme par enchantement, toutes les difficultés Dès le lendemain l'œuvre de la pacification était terminé, et Philippe se hâta de le ratifier. Les deux conventions d'Arras et d'Utrecht exercèrent une influence décisive sur les affaires; car elles rompirent l'union des dix-sept provinces, et la rendirent impossible à l'avenir, en créant entre elles des dissensions religieuses que rien ne put apaiser.

Cependant le prince de Parme avait repris les hostilités par l'investissement de Maëstricht. La garnison et les habitants, dirigés par un célèbre ingénieur, Sébastien Tappin, opposèrent la résistance la plus opiniâtre : ils en furent cruellement punis, car la ville ayant été prise d'assaut, les vainqueurs s'abandonnèrent, durant trois jours, aux excès les plus monstrueux. Ils exterminèrent toute la population, et quatre cents personnes, tant soldats que bourgeois, échappèrent seuls à cette boucherie. L'empereur d'Allemagne essaya vainement d'arrêter l'effusion du sang en offrant sa médiation ; des conférences s'ouvrirent à Cologne sur sa demande ; mais elles ne produisirent aucun résultat. Le roi d'Espagne et les députés des provinces wallonnes refusaient obstinément d'admettre l'exercice de la religion réformée ; de son côté, le prince d'Orange repoussait une prétention qui condamnait les protestants à l'exil ou à l'apostasie. On ne put s'entendre, et la guerre, qui n'avait pas été interrompue par les négociations, continua avec un nouvel acharnement. Les provinces séparées de la cause soutenue par Guillaume ne s'étaient pas non plus ralliées au monarque espagnol ; celui-ci, pour les décider à rentrer sous son obéissance, renvoya Marguerite dans les Pays-Bas, où son administration avait laissé des souvenirs chers à la multitude, grâce au despotisme et aux cruautés de son prédécesseur. La duchesse se rendit à Namur, impatiente de reprendre les rênes du pouvoir ; elle en fut écartée par le prince de Parme, qui refusa de le partager même avec sa mère. Philippe, n'ayant pu concilier ces deux ambitions rivales, abandonna son projet. Marguerite dut se résigner à ne plus jouer de rôle dans la politique ; mal payée

MCD 2019

de ses pensions, elle vécut depuis obscurément, et mourut, dit-on, en butte aux privations et aux amertumes de la pauvreté.

En même temps qu'il s'apprêtait à lutter contre son ennemi sur le champ de bataille, Guillaume tenta de saper sa puissance par une autre voie ; c'est dans ce but qu'il convoqua les états-généraux à Anvers [1580]. Il espérait entraîner l'assemblée à s'affranchir du joug de l'Espagne, soit par une déclaration d'indépendance, soit en se donnant un autre maître. Ce dernier avis l'emporta ; mais les uns voulaient pour souverain le duc d'Alençon, d'autres préféraient la reine d'Angleterre : aucune décision ne fut prise, les députés ayant cru devoir solliciter en personne un nouveau mandat sur cette importante question. Informé de cette attaque contre ses droits, le monarque résolut de tirer une vengeance spéciale du prince d'Orange, auquel il en attribuait la pensée, et lança contre lui un édit de proscription. La tête de Guillaume fut mise à prix, *comme perturbateur en chef de l'état de la chrétienté, et en particulier des Pays-Bas.*

Dans cette pièce, le roi énumère toutes les faveurs dont il a comblé le prince, les dignités dont il l'a revêtu ; puis il l'accuse d'avoir fomenté les troubles qui ont éclaté dans les Pays-Bas par ses intrigues et en tolérant l'introduction de l'hérésie. Il lui reproche encore d'avoir « encouragé et dirigé » les brigands qui ont profané les églises, » brisé les images du Christ et de ses saints, » et pillé les monastères. » Fouillant ensuite dans la vie privée de Guillaume, il affirme qu'au mépris de la loi chétienne et de l'honnêteté publique, il a pris pour seconde épouse une religieuse ; et, après l'avoir signalé comme l'auteur des maux répandus dans les provinces-unies, incitées par ses manœuvres à la rébellion, Philippe promet vingt-cinq mille écus d'or et des titres de noblesse à tout homme qui livrera entre ses mains le prince d'Orange mort ou vif ; il offre également des récompenses pécuniaires à ceux qui aideront le principal auteur de l'entreprise ; ils recevront en outre des titres d'anoblissement.

Guillaume répondit à cet écrit par une apologie de sa conduite, adressée aux états-généraux, et établit d'abord que ni lui ni ses ancêtres ne doivent aucune reconnaissance à la maison d'Autriche, qui a reçu, au contraire, de grands services de la maison de Nassau ; venant à l'article de son mariage, il répond à son accusateur par ces foudroyantes paroles : Qu'il ne sied pas au meurtrier de sa femme et de son fils, à l'homme qui, après avoir abusé de dona Euphrasia, n'a pas craint en la faisant épouser, déjà enceinte, au prince d'Ascali, d'introduire dans une famille illustre un héritier illégitime ; qu'il ne lui appartient pas de contester la validité d'un mariage, conforme aux lois et déclaré tel par le parlement de Paris. Il attribue la cause des troubles à la hauteur, à la tyrannie et à la cupidité de Philippe, aux rigueurs du tribunal de l'inquisition, établi par ses ordres, aux injustices et aux cruautés du duc d'Albe. Il avoue avoir souhaité que la liberté de conscience fût reconnue comme un droit ; plus loin il accuse Philippe d'avoir approuvé les excès commis par son lieutenant (1) ; c'est en vain qu'il prétend les désavouer. — *Qu'il choisisse*, dit-il, *le parti qu'il voudra, ou le roi les a commandés, et alors il ne peut éviter le nom de tyran, ou il ne les a pas commandés, et le même nom lui demeure, puisqu'il n'a point châtié celui qui, de son autorité privée, aurait usurpé une telle tyrannie sur un peuple libre. Donc, il appert que le roi en est coupable.* — « Philippe, » ajoute Guillaume, « promet vingt-cinq mille écus à » celui qui me rendra en ses cruelles mains, » mort ou vif, et qu'il anoblira celui qui » aurait fait un acte si généreux, s'il n'est » noble ; mais je vous prie, quand celui qui » aurait exécuté un si méchant acte serait de » race noble, pensez-vous qu'il y ait gen- » tilhomme au monde, je dis entre ceux qui » savent ce que c'est que noblesse, qui » voulût seulement manger avec un si lâche, » si méchant et si scélérat, qui aurait tué » pour de l'argent un homme, voire le plus » abject qui se puisse trouver ? Que si les

(1) Le duc d'Albe.

MCD 2019

» Espagnols tiennent de telles gens pour » nobles, si tel est le chemin de l'honneur » en Castille, je ne m'ébahis plus de ce que » tout le monde croit la plus grande part » des Espagnols, et principalement de ceux » qui se disent nobles, être du sang des » marrans et des juifs, et qui tiennent cette » vertu de leurs ancêtres, qui ont marchandé » à beaux deniers comptants de la vie de » Notre Seigneur. » — Il termine enfin par ces touchantes paroles, adressées aux députés des états : « Plut à Dieu, messieurs, ou que » mon exil perpétuel, ou même ma mort, » vous pût apporter une vraie délivrance de » tant de maux et de calamités que les Es- » pagnols vous machinent et vous apprêtent. » Oh ! que ce bannissement me serait doux ! » Que cette mort me serait agréable ! Car » pourquoi ai-je exposé mes biens ? Est-ce » pour m'enrichir ? Pourquoi ai-je perdu » mes propres frères que j'aimais plus que » ma vie ? Est-ce pour en trouver d'autres ? » Pourquoi ai-je laissé mon fils si long- » temps prisonnier ? M'en pouvez-vous » donner un autre, ou me le pouvez-vous » restituer (1) ? Quel prix, quel loyer puis-je » attendre de mes longs travaux, sinon de » vous acquérir, s'il en est besoin, au prix » de mon sang, la liberté ? Si donc vous » jugez, messieurs, que mon absence ou ma » mort même vous peut servir, commandez, » envoyez-moi jusqu'aux confins de la terre, » j'obéirai. Voilà ma tête, sur laquelle nul » prince, nul monarque n'a nulle puissance » que vous : disposez-en pour votre bien, » pour le salut et la conservation de votre » république. » — Les états se trouvaient assemblés à Delft lorsque Guillaume publia son apologie en français et en flamand. Ils déclarèrent que cette pièce ne paraîtrait pas sous leur nom, parce qu'elle était empreinte de trop de violence et d'acrimonie ; mais répandue dans toute l'Europe, la défense du prince fut lue avidement et lui conquit l'estime universelle, tandis qu'elle flétrit le caractère et la politique de son adversaire, dont elle accusait en même temps l'impuissance, puisqu'il ne pouvait vaincre Guillaume qu'en recourant à l'assassinat. — Ce dernier, malgré l'ascendant que lui donnaient ses services et son génie, ne put empêcher les états d'offrir la souveraineté au duc d'Alençon, frère de Henri III. Une députation alla trouver le prince français au château du Plessis-les-Tours [1580] ; elle conclut avec lui un traité qui se composait de vingt-sept articles, dont nous ferons connaître seulement les plus importants. Ainsi, le duc était tenu de rassembler les états une fois chaque année, lesquels conservaient le droit de se convoquer eux-mêmes s'ils le jugeaient convenable. Le prince s'engageait à couvrir d'une égale protection l'exercice des différents cultes en vigueur dans le pays. On lui accordait la faculté de nommer, avec l'approbation des états, à tous les emplois. Il s'engageait encore à fixer sa résidence dans les Pays-Bas. Il était en outre stipulé que les provinces belges ne pourraient être réunies à la France. Enfin, les états se réservaient le droit de renoncer à l'obéissance jurée au duc, dans le cas où il manquerait lui-même à ses engagements. Un incident curieux signala cette négociation, c'est que Saint-Aldegonde, chef de la députation, convint, à l'insu de ses collègues, que le prince d'Orange serait déclaré souverain de la Hollande et de la Zélande, à la condition de se reconnaître vassal du duc d'Anjou. Ce qui prouve d'ailleurs l'existence de cette convention rapportée par Strada, et fortifiée par le témoignage de Grotius, c'est que peu de mois après, les deux provinces dont il s'agit reconnurent Guillaume pour leur prince jusqu'à la fin de la guerre engagée avec l'Espagne. Cette déclaration n'était que l'avant-coureur d'une résolution prise par les états-généraux, rassemblés à La Haye, qui, après avoir déclaré Philippe II coupable d'avoir foulé aux pieds les libertés du pays et violenté les consciences, prononçaient sa déchéance. On brisa ses statues, on lacera ses portraits, son effigie disparut de l'empreinte des monnaies, et son nom cessa d'être mis en tête de tous les actes publics. On astreignit en outre les magistrats et toutes les personnes revêtues d'un grade dans l'ar-

(1) Le comte de Buren, fils aîné de Guillaume, était toujours prisonnier en Espagne.

MCD 2019

mée ou pourvues de quelque office, de prêter un nouveau serment [juillet 1581]. L'archiduc Mathias se voyant remplacé par le frère de Henri III, prit le parti de se retirer, et retourna en Allemagne avec une pension de cinquante mille florins. Si nous avons si peu parlé de ce prince, c'est qu'il n'apporta que son nom aux confédérés. Il ne parut pas sur les champs de bataille, et n'agit et ne pensa que par Guillaume, qui lui inspirait toutes ses volontés. Mathias nourrissait cependant la pensée de saisir le titre et les attributions de Souverain des Pays Bas; mais ses tentatives se bornèrent à des intrigues sans portée, comme elles furent sans résultat

Le duc d'Anjou n'avait pas tardé à se mettre en campagne pour aller au secours de Cambrai, assiégé par le prince de Parme, et força les Espagnols à se retirer; mais contraint, par le défaut d'argent, de licencier ses soldats, il ne put tirer parti de ses avantages et se rendit en Angleterre auprès d'Élisabeth, dont il recherchait la main. Délivré des Français, le duc de Parme investit Tournai, dans l'espoir de s'emparer aisément de cette place en l'absence du gouverneur, le prince d'Épinoi. Mais la femme du gouverneur était restée dans la ville et remplaça dignement son époux, en excitant le courage des soldats et des citoyens, et par ses discours et par son exemple; en effet, elle combattit sur la brêche, où elle reçut une blessure. Toutefois, ayant perdu l'espoir d'être secourue, cette héroïne obtint une amnistie pour les habitants et sortit de la ville à la tête de la garnison, enseignes déployées et emmenant tous ses bagages Sur ces entrefaites, le duc d'Alençon devenu duc d'Anjou, revint d'Angleterre, où il avait fait à la reine, durant plusieurs mois, une cour assidue; soit caprice, soit raison, celle-ci avait rompu les engagements qu'elle avait contractés avec le prince français, qui laissa d'abord éclater son indignation et son dépit. Mais la promesse d'un puissant secours apaisa bientôt son ressentiment. Il prit terre à Flessingue, à la tête d'une flotte de quinze vaisseaux, fournis par le Grande-Bretagne. Il fut reçu à Anvers avec de grands honneurs et reconnu duc de Brabant. Guillaume était présent à l'installation du nouveau prince, et plaça de ses propres mains le manteau sur les épaules du duc, qui lui dit en souriant : *Attachez-le si bien qu'on ne puisse l'enlever*. Tandis que des réjouissances publiques célébraient cet événement, elles furent troublées par une tentative d'assassinat dirigée contre le prince d'Orange, auquel un jeune Biscayen tira un coup de pistolet, dont la balle lui perça les deux joues. Le meurtrier avait choisi le jour où Guillaume donnait un grand repas au duc d'Anjou; s'étant approché pour lui remettre une requête, il en avait profité pour consommer le crime qu'il préméditait. Il fut immolé sur-le-champ par les gardes de Guillaume; plusieurs lettres trouvées dans ses habits firent connaître qu'il s'appelait Jauregui et que la superstition unie à la cupidité avaient armé son bras. En effet, on sut que Jauregui était commis chez un banquier espagnol nommé Anastro, qui lui promit de la part de Philippe une somme de 80,000 ducats et une commanderie de Saint-Jacques. Un religieux qui fréquentait la maison d'Anastro poussa Jauregui au crime en lui promettant le ciel pour récompense; il lui administra la communion le matin même de l'attentat. Il fut arrêté ainsi que le caissier d'Anastro, dont les arguments n'avaient pas eu moins d'influence sur l'assassin que les exhortations du moine. Tous deux subirent les peines atroces alors en usage et périrent écartelés. La nouvelle du trépas de Guillaume se répandit dans toute l'Europe, le duc de Parme partagea, ou feignit de partager l'erreur commune, car il écrivit à ce sujet aux principales cités belges. « Dieu, » disait-il, « s'était servi de la mort du prince » d'Orange pour leur ouvrir les yeux et leur » faire voir les fausselés et les tromperies au » moyen desquelles il les avait tenus en défiance, misère et servitude; il les engagait » à se servir de cette occasion pour rentrer » dans le devoir, les assurant de la clémence » du roi prêt à pardonner au repentir. » Mais les promesses du lieutenant de Philippe ne trouvèrent aucune créance, et Guillaume, promptement rétabli de sa blessure, parut aux côtés du duc d'Anjou, quand ce dernier visita Gand, Bruges et plusieurs

MCD 2019

MCD 2019



W.H. Barlett del.t

VUE DE LA CATHÉDRALE DE ROTTERDAM (Hollande)

PAYS BAS

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1

MCD 2019

autres villes de Flandre, où il se fit reconnaître comme souverain. Cependant les bornes mises à son autorité choquaient l'orgueil du prince français et déplaisaient surtout à ses favoris, qui le décidèrent à s'affranchir d'un joug qui pesait à sa fierté comme à ses droits; il résolut donc de s'assurer par la force des villes les plus importante, et d'émanciper son pouvoir de la tutelle des états. Il se chargea de réduire Anvers, tandis que ses officiers s'empareraient des places confiées à leur foi. En conséquence, le duc remplit son quartier d'une foule de soldats, attachés, disait-il, à sa maison; mais ce mouvement ne put échapper à la vigilance du bourgmestre, qui fit tendre les chaînes et tint les portes de la ville fermées. Le duc ayant avancé l'heure de son dîner, sortit accompagné de deux cents chevaux, et se présenta à la Kipdorp-Porte; au moment de franchir le second pont-levis, un des seigneurs de sa suite donna le signal convenu. Les Français égorgent les soldats de garde et reviennent sur leurs pas en criant : *Ville gagnée! tue! tue!* — Mais les Anversois se rassemblent au bruit du tocsin, et cernent les Français, qui tombent frappés par les balles, ou écrasés par les meubles et les projectiles qui pleuvent des croisées. En même temps les bourgeois se rendent maîtres des maisons vosines de la Kipdorp Porte, qui se trouve bouchée par les cadavres amoncelés des assaillants. Le duc d'Anjou se croit un moment maître de la ville; voyant sauter des remparts dans les fossés une foule d'hommes, il pensa que les bourgeois d'Anvers usaient de cette ressource pour sauver leur vie, mais il reconnut bientôt son erreur, il se hâta de se mettre en sûreté et gagna Termonde en traversant les campagnes envahies par les eaux (1583) (1). Deux mille Français périrent dans cette entreprise aussi criminelle qu'insensée. Toutefois, le duc, appuyé par son frère Henri III et par le crédit de Guillaume, réussit à se réconcilier avec les états, qui ne pouvaient résister seuls aux armes de l'Espagne. Un nouveau traité fut conclu, mais il resta sans exécution, le prince étant mort quelques mois après à Château-Thierry. La débauche ou le poison terminèrent ses jours à l'âge de trente ans. Défenseur de la liberté des Pays-Bas, il n'avait ni assez de loyauté dans le cœur, ni assez de fermeté dans le caractère pour jouer un pareil rôle, que d'ailleurs il ne pouvait comprendre, ayant sucé dès son enfance des maximes de despotisme royal (1584).

Les efforts du prince d'Orange pour amener un accommodement avec les Français furent mal interprétés par les Anversois; ils l'accusèrent de trahison, et poussèrent la violence jusqu'à envahir sa demeure pour y chercher les Français qu'il avait introduits, disait-on, pour leur livrer la ville. Guillaume, en butte à des soupçons aussi extravagants que peu mérités, ne voulut ni braver la colère du peuple ni descendre à se justifier; il quitta Anvers pour se retirer en Zélande.—Cependant le duc de Parme, profitant de la désunion des confédérés, faisait chaque jour de nouveaux progrès dans la Flandre, et soumit, en employant tour-à-tour la force et la trahison, Dunkerque, Niewport, Bruges, Furnes et plusieurs autres villes. Cependant les états continuaient à témoigner par leurs actes qu'ils se regardaient comme indépendants, car ils frappèrent de la monnaie où l'effigie du roi était remplacée par un lion, et la légende espagnole par des légendes différentes. La mort du duc d'Anjou, en abandonnant les provinces à elles-mêmes, sans guide et sans protecteur, fit enfin consentir les députés à payer la dette de la reconnaissance. Ils avaient demandé des chefs à la France, à l'Allemagne, à l'Angleterre; mais ces personnages n'avaient pas justifié les espérances de la nation. Ils s'adressèrent cette fois à Guillaume, et signèrent avec le prince un traité, disons mieux, un contrat renfermant les mêmes conditions que celles qui avaient été proposées au frère de Henri III (1). On allait commencer les apprêts de la cérémonie qui devait investir Guillaume du titre et des insignes du pouvoir suprême, quand il périt soudainement

(1) Vid. Meteren, liv. IX.

(1) Le duc d'Anjou.

MCD 2019

frappé par un assassin. Le prince résidait alors à Delft; malgré sa prudence, il s'était laissé surprendre par le zèle religieux qu'affectait un certain Pierre Guyon. Cet homme avait gagné la confiance de Nassau, auquel il avait servi de courrier pour porter des lettres à ses coreligionnaires de France. Mandé par Guillaume, qui voulait lui remettre de nouvelles missives, Guyon se rendit au palais à l'heure indiquée, et, s'approchant du prince, le perça de deux balles. Celui-ci tomba dans les bras de sa sœur, la comtesse de Swartzemberg, en disant: « *Mon Dieu, ayez* » *pitié de moi, je suis mort; ayez pitié de* » *mon âme et de ce pauvre peuple.* » Il expira presque aussitôt.—Au milieu du trouble causé par cette scène, l'assassin avait eu le temps de gagner la rue; mais, poursuivi par les domestiques de la victime, on l'atteignit près du rempart, lorsqu'il allait se précipiter dans un des fossés de la ville; son interrogatoire fit connaître qu'il s'appelait Balthazar Gérard, né en Franche-Comté; le fanatisme religieux semble seul avoir armé sa main contre le prince d'Orange, excommunié par le pape et livré comme tel à l'exécration des catholiques. Une lettre du duc de Parme, adressée à Philippe, et conservée dans les archives de Bruxelles, témoigne que Balthazar lui avait confié son projet; il plaint le sort de cet assassin et loue sa détestable action. S'il faut ajouter foi à cette pièce, le roi d'Espagne aurait trempé dans ce meurtre et peut-être son or l'a-t-il soldé (1). Gérard expia son forfait par un supplice dont l'atrocité révolterait aujourd'hui notre sensibilité. On lui brûla la main droite, on lui tenailla les bras, les jambes, les cuisses, on lui arracha le cœur, et après lui avoir tranché la tête, son corps coupé en quatre quartiers fut attaché aux portes de la ville. Les faits de sa vie nous semblent suffisants pour faire apprécier les hautes qualités de Guillaume, à qui il fut donné, par une exception bien rare, de transmettre ses vertus politiques et guerrières au second de ses fils, le prince Maurice, qui soutint la gloire paternelle et consolida l'œuvre d'indépendance dont Guillaume avait jeté les fondements. La seconde femme du prince d'Orange, fille de l'illustre Coligny, avait vu périr son premier époux, Teligny, égorgé dans la nuit fatale du 24 août (1); elle eut encore la douleur d'être temoin du meurtre de son second mari, car elle se trouvait dans le même appartement; singulier rapprochement, et qui pourrait faire croire qu'une destinée spéciale s'attache à certains personnages marqués d'un *sceau* auquel ils ne peuvent se dérober et que les anciens nommaient *fatalité*.

(1) On voit encore au musée de La Haye les deux pistolets qui ont servi à l'assassin; ils ont deux pieds et demi de longueur; à côté sont les habits que Guillaume portait dans ce jour fatal.

DEPUIS LA MORT DE GUILLAUME JUSQU'AU MARIAGE DE L'INFANTE ISABELLE AVEC L'ARCHIDUC ALBERT.

La fin tragique et inattendue de Guillaume semblait devoir porter un coup mortel à la cause de l'indépendance des Pays-Bas; mais, plus surpris que découragés par ce déplorable événement, les députés de toutes les provinces, réunis à Delft, prirent sur-le-champ des mesures pour consolider le nouvel ordre de choses, et résister aux attaques de l'Espagne. Un conseil d'état, où fut admis Maurice de Nassau, fils de Guillaume, fut chargé de la direction suprême des affaires. Quant à la Hollande et aux provinces d'Utrecht et de Frise, elles organisèrent un gouvernement séparé; la première confia l'administration à un collège de conseillers députés, choisis parmi les membres siégeant à l'assemblée générale; les deux autres nommèrent des stadhouders, dont les actes furent cependant soumis à l'approbation du conseil d'état. Cependant le duc de Parme, déjà maître de la majeure partie des provinces wallonnes, s'apprêtait à faire rentrer sous la domination de Philippe le Brabant et la Flandre, qu'il n'avait pu encore soumettre à ses armes. Il s'empara de Termonde, dont les habitants se rachetèrent du pillage par une somme de soixante mille florins. Il marcha ensuite sur Gand; cette ville, menacée de la famine,

(1) Massacre de la Saint-Barthélemi, qui eut lieu à Paris le 24 août 1572.

MCD 2019

prit le parti de capituler, elle convint de payer deux cent mille florins et de livrer à Farnèse (1) douze notables citoyens, condamnés à subir tous les effets de la vengeance du vainqueur. Celui-ci n'en accepta que six: mais de ces victimes, qui semblaient vouées au trépas, nulle ne perdit la vie. Trois de ces Gantois évitèrent le supplice en payant une rançon considérable, deux s'échappèrent, et le dernier obtint sa grâce en abjurant le protestantisme. Mais les succès militaires du duc risquaient sans cesse d'être compromis, tant qu'il ne serait pas maître d'Anvers. En effet, la position de cette ville, qui commandait à l'Escaut, permettait à la Hollande et à la Zélande d'envoyer journellement par la mer des secours de toute espèce aux insurgés du Brabant. La chute de cette cité entraînerait prochainement la soumission de toute la province, qu'elle entretenait dans la rébellion et par son appui et par son exemple; mais Anvers, peuplé alors de près de cent mille habitants, promettait d'opposer la résistance la plus énergique, car elle devait sa prospérité au système de tolérance établi dans ses murs, où trois religions ennemies célébraient leurs cultes, protégées par la loi. Le régime espagnol, ayant pour auxiliaires des inquisiteurs, pour missionnaires des soldats, entraînerait au contraire sa ruine; Anvers semblait d'ailleurs en état de braver impunément toutes les attaques. « Du côté »du Brabant, » dit un historien célèbre (2), « elle était entourée d'ouvrages inaccessibles, »de fossés remplis d'eau, et couverte par le »fleuve large et rapide de l'Escaut.... L'Es»caut lui apportait toutes sortes de provi»sions et lui ouvrait une communication »facile avec la Zélande, car le flux de la mer »du Nord, s'étendant au loin dans l'Escaut »et retournant périodiquement son cours, »Anvers profite des directions opposées que »prend ce fleuve à des époques différen»tes, etc..... Il fallait donc une armée pour »investir la place du côté de la terre et in»tercepter les communications avec la Flandre et le Brabant. Il était en outre néces»cessaire d'avoir un grand nombre de »vaisseaux pour bloquer le fleuve; mais le »duc, contraint de disséminer ses troupes »dans des garnisons, ne pouvait disposer »que de dix mille hommes de pied et de »dix-sept cents chevaux, force insuffisante »pour une entreprise hérissée de tant d'ob»stacles; encore ses troupes, mal payées, »éclataient en murmures, qui pouvaient un »jour se terminer par une révolte ouverte. » Mais Farnèse, ayant balancé dans son esprit les avantages et les périls de cette expédition, se résolut de l'entreprendre et passa sur-le-champ à l'exécution. Il fallait d'abord, après avoir cerné la ville par terre, s'emparer du cours de l'Escaut, défendu par deux forts au pouvoir de l'ennemi : l'un était situé à Liefkenshoek, dans l'île d'Oel, l'autre à Lillo, sur la rive brabançonne. Le premier fut pris d'assaut par les Espagnols, qui perdirent en revanche deux mille hommes, en essayant vainement d'emporter Lillo. Cet échec détermina le duc de Parme à jeter un pont sur l'Escaut, afin d'en interdire le passage; le fleuve avait en cet endroit une largeur de douze cents pieds et un courant rapide, difficile à maîtriser; mais Farnèse en vint à bout. Le pont fut établi entre Calloo, en Flandre, et Orderen, en Brabant; on construisit à chaque extrémité deux forts, dont l'un reçut le nom de Sainte-Marie, et l'autre celui de Philippe (1). Fiers de la solidité de leurs remparts et confiants dans l'impétuosité et la masse des eaux du fleuve, les Anversois virent sans crainte les premières opérations du duc. Guillaume avait blâmé lui-même la témérité des Espagnols; mais il avait conseillé au bourgmestre de la ville, qui était venu le trouver à Delft, de percer la grande digue; c'était le moyen de permettre aux bâtiments zélandais d'aborder à Anvers, malgré l'ennemi; mais une réclamation des bouchers empêcha que le plan de Guillaume ne fût exécuté sur-le-champ, et le duc de Parme en rendit plus tard l'exécution impossible. D'un autre côté, les ri-

(1) Le duc de Parme.

(2) Schiller, auquel nous empruntons ce passage. *Vid. Révolutions des Pays-Bas*, pages 480 et suivantes.

(1) *Vid.* Strada, tome IV, livre VI, pages 37 et suivantes.

MCD 2019

ches firent décider que chaque habitant se pourvoirait de vivres pour deux années, condition que les pauvres étaient hors d'état de remplir. Les riches eux-mêmes négligèrent d'obéir à la loi, dans la crainte d'être pillés par la populace, si la disette se déclarait dans la ville. Les magistrats commirent encore une faute irréparable, en fixant le prix des grains à un taux très-bas, et en ordonnant que les achats seraient faits en détail; c'était à l'époque où des Zélandais venaient d'arriver dans le port, à travers mille périls; mais ils refusèrent de vendre leurs grains à perte, et par leur départ la ville perdit l'occasion de s'approvisionner de vivres qui auraient suffi pour alimenter la population durant plusieurs mois. Sur ces entrefaites, le duc de Parme ayant achevé son pont, éleva une estacade pour le mettre à l'abri du choc des glaces. Il fit aussi creuser un canal pour détourner les eaux de la Moere, ce qui lui permit de communiquer avec Gand; il s'assurait ainsi des provisions de toute espèce pour ses soldats. Tandis que les assiégeants, dirigés par une volonté unique et aussi ferme qu'habile, faisaient chaque jour de nouveaux progrès, les Anversois étaient divisés entre eux, et le pouvoir flottait entre plusieurs mains qui se l'arrachaient tour-à-tour. Ainsi le bourgmestre ne pouvait rien ordonner sans l'autorisation du conseil de la ville, qui était lui-même entravé par les priviléges des corporations; celles-ci voulaient prendre part à toutes les délibérations, où le parti le plus sage était rarement adopté, le grand nombre étant toujours enclin à se laisser entraîner, moins par la bonté des arguments que par la force des poumons des orateurs. Il faut encore ajouter l'insubordination de la milice, composée des habitants, et qui, loin d'être soumise à une discipline sévère mais indispensable, n'obéissait qu'à ses propres caprices. En outre, il régnait une grande inimitié entre les riches et la multitude; les premiers ne songeaient qu'à sauver leur fortune, quelques-uns quittèrent la ville, les autres nourrissaient le désir d'entrer en arrangement avec les Espagnols, soixante d'entre eux osèrent même en faire la proposition; mais le peuple se souleva contre cette lâcheté et sentit sa haine redoubler contre des hommes plus soigneux de conserver leurs biens que leur honneur (1). Le duc de Parme essaya de tirer parti des dissensions qui régnaient parmi ses adversaires en adressant au conseil de la ville des propositions de paix. Il espérait par cette démarche aigrir les esprits en les divisant; mais son attente fut trompée, car le conseil, d'une voix unanime, rejeta l'espérance d'un accommodement que rendait impossible le caractère et le principes du monarque espagnol. Il ne craignit pas d'ailleurs de déclarer à Farnèse qu'il négociait avec le roi de France, auquel il offrait la souveraineté du pays (2).

En effet, Henri III avait reçu cette proposition; mais les embarras de sa position lui défendirent d'accepter un protectorat entraînant à sa suite d'énormes dépenses et de grandes difficultés. Les Anversois s'adressèrent alors à Élisabeth; elle promit de les assister; mais les soldats anglais n'arrivèrent pas assez tôt, et les Zélandais, qui s'étaient engagés à envoyer une flotte, se présentèrent aussi tardivement, par suite d'une querelle qui s'éleva entre l'amiral et le commandant de l'expédition. A la même époque, Odet de Teligni, qui avait si bien défendu le fort de Lillo, tomba entre les mains des Espagnols, ce qui priva les confédérés du courage et des conseils d'un chef aussi dévoué qu'habile. Cependant l'œuvre de Farnèse avait résisté au choc des glaces et à la fureur des eaux; il avait quatre cents pieds de long; mais malgré les deux estacades dont ce pont gigantesque était fortifié, il restait encore à interdire à la circulation un espace ayant plus de six cents pieds. Le duc en vint à bout par le moyen de trente-deux bateaux, unis ensemble par des chaînes de fer. Chacun de ces bateaux contenait trente soldats et quatre matelots. Bref, les deux forts et les estacades étaient armés de quatre-vingt-dix-sept pièces de canon. Enfin, quarante vaisseaux de guerre se tenaient prêts à con-

(1) *Vid.* Meteren, page 485.

(2) *Vid.* Meteren, page 488. — Grotius, page 89, et de Thou, livre II.

MCD 2019

courir à la défense des travaux, qui furent terminés dans l'espace de sept mois. Le duc de Parme en solennisa l'achèvement par une fête guerrière : les bâtiments et les forts se pavoisèrent, en signe d'allégresse, et toute l'armée, répandue sur le pont et sur les créneaux des forteresses, poussa des cris de joie [1585].

Anvers présentait un spectacle tout opposé; la consternation régnait dans tous les cœurs, car les habitants n'avaient plus en perspective que l'approche de la famine, présagée par la fermeture de l'Escaut, et la perte de leurs communications avec la Zélande; ils venaient encore de recevoir la nouvelle de la soumission de Bruxelles aux armes espagnoles. Toutefois leur courage ne tarda pas à se ranimer lorsqu'ils apprirent que a flotte zélandaise était arrivée et venait d'emporter d'assaut le fort de Liefkenshoek et de se rendre entièrement maîtresse de l'île d'Oel. Ce succès fit naître le projet d'attaquer simultanément les ouvrages élevés sur le fleuve par le duc de Parme. Anvers possédait un ingénieur italien, nommé Gianibelli, qui avait offert précédemment ses services à Philippe. Piqué de voir ses talents accueillis avec indifférence, il s'était rendu auprès d'Élisabeth, et était venu par ses ordres pour coopérer à la défense d'Anvers. Dans le but de détruire le fameux pont construit par les assiégeants, il demanda trois grands bâtiments de cent cinquante à cinq cents tonneaux, avec soixante bateaux; mais il ne put obtenir que deux bâtiments d'une force très-inférieure, et quelques bateaux. « Il construisit »à fond de cale de ces deux bâtiments une »voûte en pierre de taille, large de cinq »pieds, haute de trois et longue de quarante. »Il la remplit de soixante quintaux de pou»dre et la couvrit d'énormes blocs de pierre; »cette charge de pierres se terminait en py»ramide et dépassait de six pieds le bord du »bâtiment; elle était couronnée d'une grande »quantité de chaînes de fer, de crochets, de »boulets, de blocs de marbre, d'instruments »tranchants et pointus; tout l'espace du »navire fut également rempli de pierres et »couvert de planches; dans cette voûte on »avait pratiqué de légères ouvertures, pour »introduire les mèches destinées à mettre le »feu à la machine; il y avait en outre un »rouage qui, au bout d'un certain temps, »devait faire jaillir une étincelle, destinée à »suppléer aux mèches dans le cas où elles »n'auraient pas rempli leur office. Trente»deux petits bateaux plats, sur lesquels on »allumerait un feu artificiel de soufre et de »poix, devaient être dirigés de demi heure »en demi-heure contre le pont pour inquiéter »l'ennemi et fatiguer son attention, ce qui »permettrait aux véritables volcans de s'ap»procher jusqu'au pont (1). » Averti qu'il devait être attaqué, mais ne soupçonnant pas quelle était la nature de cette agression, le duc de Parme fit prendre les armes à ses soldats dans la nuit du 4 au 5 avril 1585 et les plaça près du pont. Les bâtiments incendiaires sortirent de la ville, dirigés par des pilotes. L'obscurité de la nuit faisait briller d'un nouvel éclat les flammes qui s'élevaient de chaque bateau et jetaient une lueur funèbre sur les eaux. Mais soit jalousie, soit défaut de précaution, l'amiral anversois exécuta mal les ordres qui lui avaient été donnés, en ne laissant pas la distance prescrite entre les différents bâtiments. Il en résulta que ceux-ci se mêlèrent : les uns furent accrochés à des barques, appelés *nageuses*, et disposées par les Espagnols pour défendre l'approche du pont; les autres, dispersés par un ouragan, allèrent toucher sur la rive de Flandre; l'un des deux brûlots, appelé *le Bonheur*, fit explosion avant d'avoir atteint le but; quant à *l'Espérance*, on appelait ainsi l'autre brûlot, il eût éclaté de même en pure perte si les Espagnols, voyant la plupart des bateaux incendiaires s'éteindre sans explosion, se fussent occupés de l'écarter. Mais le brulôt, ayant fait sauter les *nageuses* qui lui barraient le passage, fut entraîné vers le pont par la force du courant. Dans ce moment le duc se trouvait entouré de plusieurs généraux, un enseigne s'approcha de lui, et, s'accrochant à ses vêtements, le supplia de se retirer. Farnèse,

(1) *Vid.* Schiller, auquel nous empruntons ce passage, qui n'est au fond qu'un résumé de la description donnée par Strada.

MCD 2019

obéissant sans trop savoir pourquoi aux instances du jeune officier, revint sur ses pas; à peine avait-il touché le rivage, qu'une effroyable explosion se fit entendre, une partie du pont s'écroula, l'eau du fleuve, creusée profondément, s'élança par dessus les digues et inonda les fortifications; plus de huit cents Espagnols périrent, les uns noyés par les eaux du fleuve, les autres brûlés, mutilés par les boulets, écrasés par les pierres ou déchirés par la mitraille. Parmi les morts quelques-uns n'offraient extérieurement aucune blessure, ils furent sans doute suffoqués par la pression de l'air. Un grand nombre de victimes périrent écrasées par les énormes pierres dont le brûlot était chargé. Un capitaine, nommé Tucci, a raconté lui-même, qu'enlevé avec la rapidité d'une flèche il retomba dans le fleuve et put gagner la rive à la nage. Un garde de Farnèse fut lancé d'un bord à l'autre du fleuve et ne reçut qu'une contusion à l'épaule lorsqu'il toucha la terre. Le duc de Parme lui-même entrait dans le fort Sainte-Marie, la violence de l'explosion le fit tomber sans connaissance; on le trouva l'épée nue à la main, entouré de deux de ses généraux, frappés comme lui d'évanouissement. Dès qu'il eut repris ses sens, Farnèse s'empressa de faire donner des secours aux blessés, et de rétablir l'ordre au milieu de la confusion universelle; en effet, il n'existait plus de commandement, car un grand nombre d'officiers avaient disparu, les soldats se trouvaient sans chefs et les cherchaient au milieu des ténèbres. Puis l'Escaut, ayant franchi ses bords, avait inondé les fortifications, entraîné les batteries des deux rives et mouillé la poudre. Si les assiégés avaient su profiter de leur succès, les Espagnols, frappés de stupeur, n'auraient songé qu'à fuir; mais l'amiral anversois n'osa pas attaquer l'ennemi; des galères envoyées à la découverte imitèrent sa lâcheté et revinrent annoncer que l'entreprise avait manqué. Aucun signal ne fut donné au fort Lillo; ainsi la garnison de cette forteresse ne fit aucun mouvement et la flotte zélandaise demeura dans l'inaction. Le peuple se crut trahi, et dans son indignation voulut massacrer Gianibelli. Enfin, la vérité fut connue au bout de trois jours; mais ce temps avait suffi au duc pour réparer le dommage. Alors la multitude combla de louanges celui qu'elle eût massacré la veille, les magistrats se montrèrent dociles à ses avis, et l'ingénieur profita de cette révolution des esprits pour imaginer de nouvelles machines de destruction; il fut mal secondé et son génie échoua devant des obstacles secondaires, créés par la négligence ou l'envie de ses subalternes (1) L'Escaut se trouvant fermé, les Anversois imaginèrent de couper la digue de Cowenstein, afin d'inonder une vaste plaine, située entre Lillo et Stabroeck, ce qui permettrait de rétablir les communications de la ville avec le dehors. Le duc de Parme sut déjouer cette tentative, quoiqu'il fût attaqué d'un côté par les Zélandais, sous les ordres du comte de Hohenlohe, et de l'autre, par les assiégés, qui les secondaient avec zèle. Après une lutte acharnée les Espagnols l'emportèrent. Enfin, voyant que tout cédait autour d'eux, car ils venaient d'apprendre que Bruxelles, Nimègue et Malines avaient ouvert leurs portes, les citoyens d'Anvers, déjà livrés aux cruelles souffrances de la faim, forcèrent le bourgmestre Saint-Aldegonde à entamer des négociations avec le duc de Parme; elles furent débattues longuement. La capitulation portait qu'une amnistie était accordée à tous les habitants; que les cultes dissidents seraient tolérés pendant quatre ans, à la condition qu'ils seraient exercés en secret; après ce délai, ceux qui professaient une autre religion que la religion romaine seraient libres de quitter la ville avec leurs biens et leurs effets. Il fut encore stipulé qu'Anvers conserverait ses anciens priviléges, payerait une somme de quatre cent mille florins, et enfin, qu'elle recevrait dans ses murs une garnison de deux mille hommes, jusqu'au jour où la Hollande et la Zélande rentreraient dans le devoir [17 août 1585] (2). — Farnèse savoura son triomphe, il entra dans Anvers et fut salué par les acclamations du peuple, qui, fatigué de souffrir, l'accueillit comme un libérateur.

(1) *Vid.* Meteren. — Strada.

(2) *Vid.* Meteren, page 500. — Strada, page 600. — De Thou, etc.

MCD 2019

La chute d'Anvers activa les négociations entamées avec Élisabeth, qui, sans vouloir accepter la souveraineté des Pays-Bas, consentit à fournir cinq mille hommes de pied et mille de cavalerie; cette dépense devait lui être remboursée prochainement, et elle reçut pour gages de sa créance les villes de Flessingue, de la Brille et le fort de Ramekens. Les troupes anglaises, quoique peu nombreuses, eussent été d'un grand secours sans l'inepte ambition de celui qui les commandait; il s'appelait Robert Dudley, comte de Leicester, et n'avait d'autre titre à cette importante mission que d'avoir su plaire à sa souveraine par les grâces de sa personne et la galanterie de ses manières. Il fut déclaré par les états, réunis à La Haye [1586], capitaine-général des provinces unies, c'est-à-dire du duché de Gueldre, des comtés de Zutphen, de Flandre, de Hollande, de Zélande et de la seigneurie de Frise. Il était à ce titre chef absolu des armées de terre et de mer. L'administration de la police et de la justice furent en outre remises entre ses mains, mais il dut les partager avec le conseil d'état; un traitement annuel de cent mille florins était alloué à Leicester pour soutenir convenablement la haute dignité dont il était investi. Mais cet impérieux favori prétendit que son pouvoir ne devait avoir d'autres limites que sa volonté, et les États se soumirent au despotisme d'un homme dont les talents leur inspiraient peu de confiance et dont ils suspectaient les intentions. En effet, Leicester ne put empêcher le duc de Parme de suivre le cours de ses succès. Ce dernier reprit Grave, Venloo et Nuys; il rentra en possession de Deventer, par la trahison du gouverneur Stanley, qui la livra entre ses mains. Il assiégea et prit ensuite le port de l'Écluse, après avoir livré sept assauts à la place. Tandis que le gouverneur-général anglais ne s'illustrait que par ses défaites à la guerre, il introduisait la discorde parmi ses alliés, qu'il révoltait par sa présomption et qu'il dépouillait par ses rapines. Rappelé momentanément dans sa patrie, il reparut une seconde fois dans les Pays-Bas; mais ce fut pour nouer de nouvelles intrigues et envenimer les dissensions qu'il avait créées. Il tenta même de s'emparer, au nom de l'Angleterre, de plusieurs villes, entre autres de Leyde, persuadé que l'ambitieuse Élisabeth approuverait sa conduite. Toutefois la reine, obsédée par les plaintes élevées de toutes parts contre son favori, le rappela près d'elle et le contraignit d'abdiquer son titre de gouverneur-général des Provinces-Unies.

Il eut pour successeur le prince Maurice, fils de Guillaume, auquel les états déférèrent cette dignité (1). Il prit les mesures les plus sages pour soutenir la guerre contre les Espagnols; mais un heureux incident vint à son secours en détournant les forces de Philippe II, qui, au lieu de les employer à achever la conquête entière des Pays-Bas, perdit ses meilleures troupes dans une entreprise contre l'Angleterre. Irrité de l'assistance prêtée par Élisabeth à ses sujets rebelles, il résolut de la punir en lui enlevant sa couronne, et fit servir tout l'or qu'il recevait du Nouveau-Monde à équiper une flotte à laquelle il donna le nom orgueilleux d'*Armada invincibile;* elle se composait de cent quarante bâtiments de toutes grandeurs, montés par vingt mille matelots, qui devaient recevoir à leur bord une armée de trente mille hommes, sous les ordres du duc de Parme. Cet armement formidable fut détruit en peu de jours par l'audace des marins anglais, favorisée par des tempêtes qui engloutirent dans les flots les navires espagnols; nous n'entrerons dans aucun détail sur cet événement, qui se trouve déjà rapporté ailleurs avec de grands développements (2). Cependant Farnèse ne s'était point embarqué sur l'Armada; mais, obligé de concentrer ses troupes sur les côtes de Flandre, il avait suspendu la guerre contre les confédérés, il la reprit avec une vigueur nouvelle et se rendit maître de Gertrudemberg; Maurice répara cet échec par la prise de Breda, due à un stratagème qui mérite d'être raconté. Cette ville est traversée par une rivière nommée la Meck, servant à transporter sur de grands bateaux

(1) Maurice était déjà stathouder des provinces de Hollande et de Zélande.

(2) Voir les Histoires d'Espagne et d'Angleterre, qui font partie de notre collection.

MCD 2019

une terre appelée tourbe et qui remplace le bois dans ce pays. Le patron d'un de ces bateaux s'entendit avec le capitaine Charles Harauguer, et le cacha avec quatre-vingts soldats, à fond de cale, où ils demeurèrent plusieurs jours. Arrivé près de Breda, le vendredi 2 mars, le bateau échoua et il fallut attendre jusqu'au lendemain pour se remettre en route; pendant cet intervalle les soldats étaient dans l'eau jusqu'aux genoux. Lorsqu'il eut pénétré dans la ville, le bâtiment devait être soumis à une rigoureuse inspection; mais le gouverneur, obligé de s'absenter, avait laissé le commandement à son fils, qui se mit peu en peine de suivre l'ordre qu'il avait reçu. La visite fut donc faite avec négligence; toutefois la ruse eût été découverte sans l'adresse et le sang-froid du patron, qui parvint à distraire les soldats de la garnison par ses joyeux propos. Il eut aussi l'attention de mettre en mouvement la pompe qui servait à puiser l'eau introduite dans la cale, afin que l'on ne pût entendre le bruit que faisaient les hommes cachés à son bord; l'un de ces hommes, tourmenté par une toux opiniâtre, conjura ses compagnons de l'égorger, mais on n'eut point besoin d'accepter le sacrifice de sa vie. A la faveur de l'obscurité, Harauguer sortit de sa retraite à la tête des siens, et attaqua si brusquement la garnison, que celle-ci ne songea pas même à se défendre; le gouverneur fut fait prisonnier et les assaillants s'emparèrent de la citadelle. Le prince Maurice, qui survint à la tête de son armée, contraignit la ville à se rendre, et en fit en peu de temps comme le boulevart de la contrée. Sur ces entrefaites, le duc de Parme alla en France, au secours de la Ligue, battue par Henri de Navarre; Maurice profita de son éloignement pour faire d'heureuses excursions dans la Flandre et le Brabant, où il prit quelques forteresses. Il s'empara quelque temps après de Zutphen et de Deventer, malgré Farnèse, qui était de retour de son expédition entreprise en faveur de Mayenne et de son parti (1). Maurice devint maître encore de Nimègue et revint à La Haye chercher quelque repos et recueillir les témoignages de reconnaissance de ses concitoyens, qui éclatèrent par des acclamations universelles. Il ouvrit bientôt la campagne et obtint de nouveaux succès, tandis que son plus redoutable adversaire, le duc de Parme, expirait à l'âge de quarante-sept ans, épuisé par les inquiétudes de son esprit et les suites d'une blessure qu'il avait reçue devant Caudebec, ville de la Normandie. En effet, Philippe l'avait encore renvoyé en France pour sauver Paris, assiégé par Henri de Navarre; Farnèse avait réussi dans son projet; mais il survécut à peine à la gloire nouvelle qu'il venait de recueillir (1593). Le comte de Mansfeld prit en main l'administration des affaires, qu'il remit quelques mois après à l'archiduc Ernest, frère de l'empereur Rodolphe. Ce prince fit son entrée à Bruxelles le 30 janvier 1594, avec une pompe royale; il fut accueilli avec joie, car les habitants espéraient en lui pour voir cesser prochainement les calamités de la guerre qui avaient dépeuplé et plongé dans la misère le Brabant et la Flandre. Ces deux provinces, qui présentaient naguère l'aspect le plus florissant, n'offraient plus que des villes ruinées et des villages déserts où l'on rencontrait moins d'habitants que de loups. Ces animaux s'étaient multipliés prodigieusement; poussés par la faim, ils attaquaient les hommes et venaient enlever les enfants dans leurs berceaux. Les chiens, rentrés dans l'état sauvage, étaient devenus un fléau non moins redoutable. Les champs, privés de laboureurs, ne donnaient plus de moissons, toute apparence de culture avait disparu, et la terre, couverte de buissons, de ronces et d'herbes, semblait n'avoir jamais été travaillée par la bèche ou le soc de la charrue. Les aliments les plus nécessaires à la vie se payaient à un taux excessif; aussi Bruxelles, Gand, Bruges, Anvers, étaient-elles remplies de mendiants appartenant à toutes les classes, même aux plus élevées, qui imploraient la charité publique; les uns fouillaient dans les immondices pour y chercher des os et des navets, les autres dévoraient les animaux dont ils rencontraient les cadavres dans les rues. A

(1) Le duc de Mayenne était frère du duc de Guise, assassiné par Henri III, et chef de la Ligue.

MCD 2019

peine la famine eut-elle cessé ses ravages, qu'elle fut remplacée par des brigands appelés *picoreurs*, qui infestaient les routes et pillaient les bateaux chargés de marchandises. Il fallut entreprendre une guerre sérieuse contre ces bandits; la plupart étaient d'anciens soldats licenciés et des paysans n'ayant plus pour vivre d'autre ressource que le vol et l'assassinat (1). La paix seule pouvait remédier à tant de maux, et le prémier soin du nouveau gouverneur fut de négocier avec les états de La Haye. Mais ceux-ci repoussèrent avec aigreur les avances de l'archiduc et répondirent par un manifeste où, après avoir longuement retracé les injustices et les tyrannies de l'Espagne, ils accusaient cette puissance d'avoir, non-seulement attenté aux jours de leurs alliés le roi de France et la reine d'Angleterre, mais encore d'avoir soldé deux assassins pour tuer le prince Maurice. En effet, un prêtre et un soldat, convaincus d'avoir médité ce crime, venaient de l'expier sur l'échafaud. Enfin les états terminaient en déclarant, « qu'ils » sont dans l'intention d'attendre de Dieu » et de sa main puissante une bonne issue » de leur juste et louable cause, non-seu- » lement pour les provinces unies, mais » aussi pour les autres provinces des Pays- » Bas, à l'avancement de sa gloire et de sa » sainte parole et du bien des Pays-Bas (2). »

Des démonstrations guerrières suivirent bientôt cette déclaration. Maurice, à la tête d'une armée, parut devant Groningue, dont les bourgeois se défendirent d'abord intrépidement; mais quand ils eurent perdu l'espoir d'être secourus, leur courage chancela et ils se rendirent aux arguments de leur bourgmestre Vanbalen, secrètement dévoué à Nassau. — « Après avoir demontré à ses » principaux concitoyens que le roi d'Espa- » gne, ayant envoyé l'élite de ses soldats en » France, ne pouvait rien pour eux; dans » cette triste position ne vaut-il pas mieux, » dit-il, « se hâter de traiter avec l'ennemi » pour en obtenir des conditions honorables » et avantageuses, que de s'exposer à en recevoir un traitement dur et humiliant, si » vous attendez que vous y soyez contraints » par la nécessité? N'en doutons pas, notre » ville et notre pays, en se réunissant aux » provinces confédérées, participeront à leur » bonheur, etc... Nous secouons un joug » pénible pour acquérir une heureuse indé- » pendance. » L'éloquence de Vanbalen entraîna la majorité de ses auditeurs, et ils ouvrirent leurs portes aux assiégeants, qui devinrent leurs alliés. En effet, la ville et le pays de Groningue achevèrent, par leur accession, l'établissement de la république des États-Unis, qui avait commencé le 23 janvier 1579 par l'union conclue à cette époque entre les provinces de Hollande, de Zélande et d'Utrecht [1594].

Tandis que Groningue renonçait par un acte solennel à l'obéissance de l'Espagne, les provinces wallonnes, voisines de la France, l'Artois et le Hainaut, étaient menacées par les armes du prince de Navarre, qui avait pris rang parmi la race de saint Louis sous le nom de Henri IV. Ce prince était depuis long-temps en guerre avec Philippe II, dont l'insatiable ambition avait tenté de lui enlever le trône de ses ancêtres Ses soldats brûlèrent les faubourgs de Valenciennes et s'avancèrent jusqu'aux portes de Mons; le duc de Bouillon et le comte Philippe de Nassau avaient envahi de leur côté le Luxembourg, et le pays de Liége était attaqué par le gouverneur de Breda, qui se rendit maître, au nom des états, du château et de la ville de Huy. Au milieu de cette crise, l'archiduc était mort subitement : prince sans vices et sans vertus, Ernest n'aurait pu garder longtemps la mission dont il s'était chargé avec répugnance, celle de défendre les provinces belges contre tant d'ennemis. Un Espagnol, le comte de Fuentes, prit sa place; il chassa des provinces de Liége et de Luxembourg Bouillon et ses alliés, prit le Catelet, place importante, et parvint même à s'emparer de Cambrai, où régnait un aventurier français, nommé Baligny, qui aspirait à jouer le rôle de prince souverain. Malgré les succès qu'il venait d'obtenir, Fuentes ne put garder une dignité trop haute pour un sujet, et fut remplacé par l'archiduc Albert. Il quitta

(1) Vid. Meteren, liv. 17.—Bentivig'io liv. 17.
(2) Vid. Meteren, liv. 16.

MCD 2019

la pourpre dont il était revêtu pour ceindre l'épée et accepter une tâche qui demandait l'union si rare des vertus militaires et des talents de l'homme d'état [1595].

Ce prince, quoique attaché à l'Église, avait déjà fait son apprentissage dans la politique en gouvernant le Portugal, devenu province de l'Espagne. Comme il nourrissait la pensée de conclure une paix honorable avec les provinces de l'union d'Utrecht, il obtint de Philippe que le comte de Buren, fils aîné de Guillaume, prince d'Orange, serait mis en liberté. Il était captif en Espagne depuis vingt-huit ans; on lui rendit en même temps les biens qu'il possédait dans les Pays-Bas. Albert espérait que cette conduite généreuse de Philippe disposerait ses adversaires à entrer avec moins de répugnance en accommodement. En effet, les états envoyèrent féliciter le prince d'Orange et lui témoigner toute leur reconnaissance pour les services qu'ils avaient reçus de sa famille; mais les députés ne lui cachèrent pas la douleur qu'ils éprouvaient de son attachement pour la communion romaine; ils ne pouvaient croire, lui dirent-ils, qu'il se refuserait encore longtemps à embrasser le culte professé par son glorieux père et qui se rattachait à la cause de la liberté (1). Le fils de Guillaume répondit par des protestations d'estime et de dévouement, et y joignit l'assurance qu'il allait travailler de tout son pouvoir à réconcilier ses compatriotes avec leur ancien souverain. A son arrivée dans les Pays-Bas, Albert fit des ouvertures de paix aux états, qui les repoussèrent. Mais l'archiduc avait encore à se défendre contre des ennemis non moins redoutables; ces ennemis étaient les Français, commandés par Henri IV, qui assiégeait alors la Fère, place forte de la Picardie, dont il s'empara. Albert prit en revanche Calais et Ardres [1596], et enleva aux confédérés d'Utrecht la ville d'Hulst. Mais l'année suivante Maurice s'avança dans le Brabant et battit sur la bruyère de Thielen un corps espagnol, commandé par le comte de Varas, qui périt dans l'action. Cette victoire valut au vainqueur la possession de Turnhout. Albert obtint un dédommagement par la surprise d'Amiens, due à un stratagème. Les bourgeois de cette ville avaient obtenu la permission de se garder eux-mêmes; mais ils s'acquittaient de cet office avec une négligence qui leur devint fatale. Le gouverneur de Dourlens, nommé Portocarrero, officier plein de mérite, instruit de cette circonstance, résolut d'en profiter. Il se cacha secrètement aux portes d'Amiens parmi des ruines, et envoya le lendemain matin de son arrivée dix-huit soldats, couverts de sarraux de toile et portant des sacs sur l'épaule. Ils se mêlèrent avec les paysans qui venaient vendre leurs denrées au marché, et s'arrêtèrent sous la voûte de la porte pour attendre un chariot qu'ils menaient à leur suite. Un d'eux répandit alors par une feinte maladresse des noix renfermées dans un sac, et tandis que les bourgeois composant le poste s'évertuaient à les ramasser, lui et ses compagnons, qui étaient armés sous leurs blouses, s'emparent du corps-de-garde. Portocarrero, averti par un coup de pistolet, accourt sur-le-champ et entre sans coup férir dans Amiens. Henri vint bientôt enlever cette conquête aux Espagnols, en dépit de l'archiduc, qui fit une savante retraite, utile seulement à sa gloire [1597]. De son côté, Maurice, mettant à profit l'éloignement d'Albert, se rendit maître de Rhimberg et de Meurs, petites villes situées sur la rive gauche du Rhin; il passa ensuite ce fleuve et s'empara de Groll et de deux autres places. — Sur ces entrefaites, le roi de France et le roi d'Espagne conclurent la paix à Vervins. Philippe avait enfin consenti à déposer les armes pour exécuter un projet qu'il avait conçu : c'était de marier sa fille aînée Isabelle avec l'archiduc Albert; la princesse devait porter en dot à son époux les provinces des Pays-Bas, demeurées au pouvoir de l'Espagne et dont elles seraient détachées. Le monarque avait un héritier; mais, prévoyant le cas où cet héritier décéderait sans postérité, et laisserait à sa sœur l'héritage de toute la monarchie, il voulut qu'Isabelle fût pourvue d'un guide capable de l'éclairer par

(1) Le comte de Buren, élevé dans la religion catholique, avait conservé sa croyance.

MCD 2019

ses conseils et de la servir de son épée. Or, l'archiduc avait fait ses preuves dans la politique et dans la guerre, et réunissait toutes les conditions que demandait Philippe. Il résolut donc de conclure cet hymen aux conditions suivantes, signées à l'Escurial le 6 mai 1598, savoir : Que la souveraineté des Pays-Bas et du comté de Bourgogne était cédée à l'infante Isabelle et à son futur époux l'archiduc, pour la transmettre à leurs enfants. — Que s'il arrivait qu'une fille demeurât seule héritière, elle ne pourrait donner sa main qu'au roi d'Espagne ou au prince des Asturies. — Qu'à défaut de postérité les Pays-Bas seraient unis derechef à la monarchie. — Que les nouveaux souverains interdiraient à leurs sujets tout commerce avec les Indes (1), et qu'ils ne toléreraient d'autre culte que la religion catholique. — Les états belges, réunis à Bruxelles, auxquels l'archiduc soumit ces articles, les acceptèrent, à la condition que le prince s'engagerait par un serment à maintenir les lois et les priviléges du pays. Albert y consentit. Après avoir confié les rênes de l'administration au cardinal André d'Autriche, et le commandement des soldats à François de Mendoza, il se rendit à Gratz, en Styrie, et en partit pour aller en Espagne, en passant par l'Italie. Il aborda enfin à Valence le 18 avril 1599, où il célébra son mariage avec Isabelle, peu de mois après la mort de Philippe II, qui venait d'expirer dans son palais de l'Escurial [1598]. Il ramena sa nouvelle épouse en Flandre et fit son entrée à Bruxelles dans les premiers jours de septembre.

RÉPUBLIQUE DES PROVINCES-UNIES (2). CAMPAGNES DE MAURICE ET DE SPINOLA.

Jusqu'au seizième siècle les provinces du nord, étant les moins peuplées et les moins étendues des Pays-Bas, n'ont joué qu'un rôle secondaire; mais l'habileté de Guillaume, appuyé sur le courage des habitants, les arracha au pouvoir de l'Espagne et jeta les fondements d'une puissance nouvelle. Éprouvée par tous les maux de l'adversité, cette dernière y puisa des forces qui la firent surgir et l'élevèrent au niveau des peuples montés au premier rang parmi les nations européennes. Nous allons donc suivre la marche et les progrès de la république hollandaise, si petite par son territoire, et qui devint si grande par le patriotisme et l'industrie de ses citoyens. Quant aux provinces rentrées sous la domination espagnole, sujettes d'un vaste empire, elles ne tiendront plus désormais que la seconde place dans notre récit. Disons d'abord quelques mots des institutions politiques de la république. La souveraineté résidait dans les états généraux, composés des députés des provinces confédérées et qui siégeaient à La Haye dans le palais des anciens comtes de Hollande. — On comptait deux classes dans l'assemblée : l'ordre équestre et l'ordre de la bourgeoisie. Les états généraux prennent le titre de *hauts et puissants seigneurs*, et les états particuliers celui de *nobles et grandes puissances*. La république a pour armes un lion d'or, dont la griffe droite tient sept flèches avec cette légende : *Concordiâ res parvæ crescunt*. Toutefois le pouvoir délégué à l'assemblée générale est exercé avec des attributions à peu près semblables par les autorités de chaque province, et chaque ville est à sa province ce que celle-ci est au corps entier de la république. En un mot, régis par un gouvernement purement fédératif, les Hollandais conservaient les libertés locales les plus étendues. — Les états généraux reçoivent et envoient des ambassadeurs, concluent les alliances au dehors, déclarent la guerre et dirigent les opérations militaires par leurs délégués, qui suivent les généraux jusque sous la tente. Ils peuvent créer, dans de graves circonstances, un généralissime et décréter des lois, mais ces lois obligent seulement les provinces qui les ont sollicitées, les autres peuvent refuser de les admettre. — Dans l'assemblée générale, chaque province présidait chaque semaine, par l'or-

(1) C'est-à-dire, l'Amérique espagnole.

(2) Nous rappelons au lecteur qu'elle se composait seulement de sept provinces, faisant autrefois partie des Pays-Bas.

MCD 2019

gane de l'un de ses députés, et les résolutions étaient prises à la majorité des voix. Mais lorsqu'il s'agissait de prononcer sur la paix ou sur la guerre, de conclure des traités ou de lever des impôts, le consentement unanime des votants était exigé rigoureusement. L'opposition d'une province arrêtait toutes les délibérations, et ses représentants étaient contraints de réclamer auprès de leurs commettants de nouvelles instructions. — Afin d'accélérer l'expédition des affaires, il existait un conseil d'état, formé de douze membres, députés aux états généraux : ce conseil s'assemblait tous les jours, il examinait les questions relatives aux finances, à la guerre et aux fortifications. Il existait encore deux magistrats suprêmes, le grand pensionnaire et le stathouder, qui semblent représenter, l'un le pouvoir législatif et l'autre le pouvoir exécutif. — Les fonctions publiques du grand pensionnaire consistaient à exposer aux états les sujets soumis à leurs délibérations, dont il balançait dans un résumé les avantages et les inconvénients. Il devait donc influer puissamment sur les délibérations de l'assemblée générale, et à ce titre il jouissait d'une grande considération et d'une autorité sans bornes quand il savait s'emparer de l'opinion, dont les volontés sont toujours souveraines dans les gouvernements populaires. — Le stathouder possédait le commandement des armées de terre et de mer, il veillait à l'exécution des lois et terminait comme juge les différends d'une importance secondaire qui s'élevaient entre les provinces. — Une de ses attributions était de faire grâce avec l'assentiment des cours de justice aux criminels, pourvu qu'ils ne se fussent rendus coupables ni de meurtre ni d'impudicité. — Le stathouder avait aussi le droit de prendre part aux délibérations des états; mais il ne jouissait d'aucun privilége particulier et restait confondu parmi les députés, car aucune place ne lui était assignée. — Malgré les précautions imaginées par la sagesse la plus expérimentée, on ne put empêcher qu'une rivalité ne s'établît entre deux magistratures, dont les intérêts se trouvaient sans cesse en opposition : l'épée consentait rarement à céder à la toge; de là surgirent des inimitiés et des querelles toujours animées et trop souvent souillées par le sang des meilleurs citoyens.

Au reste, la nouvelle république se trouvait déjà assez forte pour soutenir la lutte avec la puissance espagnole. En effet, depuis que Philippe II avait entrepris de soumettre les Pays-Bas au despotisme de sa religion et de sa volonté, les arts, le commerce et les manufactures, déjà parvenus au plus haut point de prospérité, avaient déchu rapidement. Mais les provinces qui, après avoir résisté à l'oppression, étaient retombées dans l'esclavage, avaient vu décroître sans retour leur splendeur, tandis que les confédérés, c'est-à-dire les Hollandais, avaient recueilli les principaux fruits de la décadence de leurs anciens compatriotes. En tolérant plusieurs cultes, ils attirèrent les hommes industrieux qui avaient déserté leur patrie pour fuir les persécutions religieuses. D'un autre côté, l'indiscipline et la rapacité des soldats espagnols avaient achevé de dévorer ce qui restait encore aux malheureux sujets de Philippe. Amsterdam, Rotterdam et plusieurs autres villes de la Hollande et de la Zélande avaient hérité des dépouilles de Bruges et d'Anvers, naguère si florissantes. Le commerce de la république ne tarda pas en outre à s'étendre hors de l'Europe, car l'année 1596 vit naître l'établissement d'une compagnie des Indes, qui, tout à la fois commerçante et guerrière, s'enrichit et s'illustra par des conquêtes. La découverte d'un nouveau monde par Colomb et les entreprises aventureuses des navigateurs espagnols et portugais, avaient allumé l'ardeur des autres nations et infusé dans tous les cœurs le goût des voyages lointains. Entouré par les flots, et marins par nécessité, les Hollandais ne furent pas les derniers à parcourir les mers pour y découvrir de nouveaux débouchés pour leur commerce. Toutefois, ils se contentèrent long-temps d'aller chercher à Lisbonne les marchandises de l'Inde, car cette ville, depuis le jour où Vasco de Gama avait doublé le cap de Bonne-Espérance, était devenue le marché de l'Orient en Europe. Mais Philippe II, s'étant emparé du Portugal, exclut des ports de ce pays les

MCD 2019

Hollandais et les força de se procurer par eux-mêmes ce qu'il leur refusait Encouragés par les récompenses du gouvernement, les marins hollandais entreprirent des courses lointaines sur l'Océan ; leur pavillon flotta sur toutes les mers, où bientôt ils n'eurent plus de rivaux. Leur marine comptait douze cents bâtiments, montés par soixante-dix mille matelots. Ils construisaient annuellement jusqu'à deux mille navires. En 1598 quatre-vingts navires firent voile de leurs ports pour l'Inde et pour l'Amérique. Sur les côtes de la Guinée ils s'emparèrent du commerce de la poudre d'or, qui leur rapportait des sommes prodigieuses. L'esprit d'association prit alors les plus vastes développements dans les Provinces-Unies et produisit les résultats les plus féconds. Nous bornons ici cette esquisse de l'état intérieur de la Hollande à la fin du seizième siècle, pour ne pas détourner trop long-temps l'attention du lecteur du récit des faits politiques. On se rappelle que l'archiduc Albert d'Autriche était devenu l'époux de l'infante Isabelle et avait obtenu à ce titre la souveraineté des Pays-Bas. Il s'était rendu en Espagne pour conclure son mariage, et avait laissé durant son absence les rênes du gouvernement entre les mains de son oncle, le cardinal André; il avait aussi confié le commandement des troupes à Mendoza, amiral d'Aragon. Ce dernier, ayant reçu l'ordre de s'assurer de quelques places sur le Rhin, se jeta dans le pays de Clèves, avec lequel il n'était point en guerre. Comme il ne pouvait payer ses soldats, il leur permit de se payer eux-mêmes aux dépens des malheureux habitants. Les princes allemands de cette contrée se confédérèrent pour chasser ces brigands; mais ayant mis leurs forces sous les ordres d'un chef inhabile, le comte de Lippe, ils furent battus : leur armée se dispersa après sa défaite. A cette époque, l'archiduc et son épouse mirent le pied sur le territoire des Pays-Bas. Leur entrée à Bruxelles fut signalée par des fêtes magnifiques : le peuple accueillit avec joie ses nouveaux souverains. Mais quand cet enthousiasme se dissipa, l'archiduc rencontra des obstacles dont il parvint à triompher par une conduite prudente et mesurée. Le premier de ces obstacles était relatif au serment qu'il devait prêter et par lequel il s'engageait à maintenir les priviléges du pays. Cette difficulté entraîna des discussions qui durèrent plusieurs mois. Albert eut ensuite à éluder les sollicitations pressantes des états, qui demandèrent le renvoi des troupes étrangères et la démolition des forteresses bâties depuis la rébellion. Il calma par des promesses l'impatience des députés, et s'occupa sur-le-champ d'aviser aux moyens de faire face aux dépenses de la guerre. L'argent manquait et chaque jour était marqué par quelque révolte de soldats, auxquels on ne pouvait payer la solde qui leur était due. Heureusement que les adversaires de l'archiduc éprouvaient les mêmes embarras : Maurice ne pouvait obtenir de subside de l'assemblée des états. L'hiver s'écoula donc sans autre incident que la prise d'une petite ville par les armes hollandaises; mais dans les premiers jours de l'été, le fils de Guillaume arriva tout-à-coup sous les murs de Bruges, à la tête d'une armée de dix-sept mille hommes : parti de l'île de Walcheren, il avait remonté l'Escaut et pénétré dans le cœur de la Flandre [1601]. Surpris par cette invasion, Albert assembla en toute hâte ses troupes dispersées, dont il forma un corps de douze mille hommes qui fut passé en revue aux portes de Gand par l'infante elle-même. Cette princesse parcourut à cheval tous les rangs et sut enflammer les soldats par ses discours. Albert se mit en marche pour aller chercher l'ennemi, qu'il rencontra près de Niewport. Le champ de bataille était coupé par des dunes, masses de sable formées par l'Océan et qui bordent ses rives. Maurice avait choisi une position avantageuse, de façon que le soleil et la poussière, que ses soldats avaient à dos, devaient incommoder l'ennemi et nuire à ses opérations. Il était trois heures après midi quand les deux armées s'ébranlèrent. Le choc fut terrible, car après le premier feu les combattants s'attaquèrent avec la pique et l'épée. La lutte se soutint avec un acharnement égal durant trois heures, quand une habile manœuvre du prince d'Orange fit pencher la victoire de son côté. Une batterie pointée contre

MCD 2019

l'infanterie espagnole et soutenue par des charges de cavalerie décida le succès. L'ennemi plia, le désordre se mit dans ses rangs, et il chercha son salut dans la fuite. L'archiduc honora du moins sa défaite, en déployant les talents d'un général et la bravoure d'un soldat. Blessé d'un coup de lance, il fut renversé de son cheval, qui, courant sur toute la ligne, répandit le bruit de sa mort. Les vaincus perdirent toute leur artillerie, leurs équipages, leurs munitions, et laissèrent quinze cents morts sur la place. L'amiral d'Arragon, fait prisonnier, dut la vie à la générosité de Maurice, qui l'arracha aux mains des Allemands. Ceux-ci, encore pleins des souvenirs de ses cruautés, voulaient le sacrifier aux mains de leurs compatriotes (1). Toutefois, le prince d'Orange ne recueillit d'autre fruit qu'une gloire stérile; il ne put prendre Niewport et se vit réduit à quitter la Flandre, dont il s'était flatté de faire la conquête. — Les deux parties entamèrent des négociations, elles n'amenèrent aucun résultat pacifique, et la guerre se ralluma dès que le printemps eut permis de reprendre les hostilités. Maurice ouvrit le premier la campagne en s'emparant de Rhimberg, prise d'une grande importance, car elle interdisait aux Espagnols l'entrée de la province d'Over-Issel, exposée jusqu'alors à leurs déprédations. Il investit ensuite Bois-le-Duc; le siége de cette ville fut signalé par un incident d'autant plus remarquable qu'il était devenu plus rare par la décadence complète de la chevalerie. Un gentilhomme normand, le sire de Bréauté, se présenta avec vingt gentilshommes sous les murs de la place, pour combattre en champ clos un pareil nombre de ses champions. Le défi fut accepté 'par un Flamand nommé Abramzoom, qui sortit de la place avec vingt de ses compagnons. Le combat fut soutenu des deux côtés avec une égale bravoure. Abramzoom périt sous les coups de Bréauté; mais celui-ci ayant été fait prisonnier par ses adversaires, ils le mirent à mort, acte de trahison aussi lâche que déloyal. Cependant Maurice se vit dans la nécessité de lever le siége de Bois-le-Duc. De son côté, l'archiduc avait investi Ostende qu'il voulait enlever aux Hollandais [1602]. Quoique la garnison de cette ville eût été moissonnée presque entièrement par les maladies, Albert échoua dans un sanglant assaut; néanmoins il persista dans son entreprise, et changea le siége en blocus, tandis qu'il se rendait à Gand, où de graves intérêts réclamaient sa présence. En effet, il fallait pourvoir à la solde des troupes étrangères rassemblées sous ses drapeaux : c'étaient des Espagnols et des Italiens, dont les fréquentes mutineries dérangeaient les plans militaires les plus habiles. La fortune vint au secours de l'archiduc en lui envoyant deux hommes aussi habiles que dévoués : Frédéric et Ambroise Spinosa, Génois de naissance. Ils offrirent au roi d'Espagne leurs talents et leur fortune. Le premier ayant obtenu de la cour de Madrid quelques galères, donne la chasse aux corsaires ennemis qui infestaient les côtes de Flandre; mais la mort mit bientôt un terme à ses succès. Le second, plus heureux, se plaça au premier rang des généraux de son siècle. Chargé de prendre Ostende, il accomplit cette tâche, qui coûta aux assiégeants trois années de combats et plus de soixante mille hommes. Les obstacles opposés à son génie l'aiguillonnèrent : le camp de Spinola devint une école où des volontaires de tous les pays venaient puiser des leçons sur cette partie de l'art de la guerre alors peu avancée. Des moyens de destruction, inconnus jusque là là, furent mis en usage par les deux partis, et la ville n'offrait plus que des ruines fumantes, quand ses braves défenseurs capitulèrent. En un mot, Ostende présentait l'image d'un vaste sépulcre semé de décombres et pavé de cadavres [1604]. Cependant la reine d'Angleterre, Élisabeth, descendue au tombeau après un règne aussi long que glorieux, avait eu pour successeur Jacques, roi d'Écosse. Les archiducs (1) et les Hollandais se hâtèrent de briguer l'appui du nouveau

(1) *Vid.* Grotius, livre IX, page 395. — Bentivoglio, livre XXII.

(1) On désignait ainsi l'archiduc Albert et son épouse, l'infante d'Espagne, parce qu'ils régnaient conjointement dans les Pays-Bas espagnols.

MCD 2019

prince, en envoyant auprès de lui des ambassadeurs chargés de missions opposées. Jacques aimait la paix par tempérament, et conclut deux traités qui accusent sa loyauté; car il promit aux États d'employer tous ses efforts pour faire reconnaître par la cour d'Espagne leur indépendance, et il s'engagea en même temps envers Philippe III, à ne donner aucune assistance à ses ennemis. Or, il permit que des troupes anglaises restassent au service des États, mais il autorisa les Espagnols à lever des soldats dans la Grande-Bretagne. Cette conduite équivoque doit être attribuée au caractère irrésolu de Jacques, hors d'état de jamais vouloir avec fermeté. Sa perfidie n'était, au fond, que de la faiblesse.

La chute d'Ostende, en rehaussant la gloire de Spinola, n'avait pas mis fin à la guerre, et ce général se rendit à Madrid pour obtenir les moyens de profiter de sa victoire. Non moins habile à persuader dans les conseils qu'à vaincre sur les champs de bataille, il réussit à arracher de l'argent aux ministres espagnols, auxquels il fit sentir l'urgente nécessité d'assurer la paye des soldats. Réduits à l'alternative de mourir de faim ou de piller, leurs déprédations ruinaient les provinces bien plus que les impôts les plus lourds. Il fallait, en outre, réprimer par de sages mesures les agents du fisc, dont la cupidité dévorait la plus grande partie des dépenses affectées à l'entretien des troupes. Décoré de l'ordre de la Toison-d'Or et chargé du commandement suprême, Spinola reparut dans les Pays-Bas, et fit un usage si judicieux des pouvoirs remis à sa discrétion, qu'il prévint une crise déjà sur le point d'éclater. Les États, fatigués des désordres commis par l'indiscipline des Italiens et des Espagnols, exigeaient leur renvoi, et ne consentaient qu'à ce prix à voter les impôts nécessaires à l'acquittement des charges publiques; ils refusaient même de concourir à l'entretien de la cour des archiducs. Il est vrai que les soldats étrangers s'étaient rendus coupables des plus graves désordres : ainsi, les Italiens s'étant soulevés, marchèrent en corps et pillèrent, mais avec régularité, le pays de Liége et le Brabant. Albert avait lancé contre eux un édit de proscription par lequel il mettait à prix la tête des officiers et celle des soldats, fixant le taux, pour les premiers, à cent couronnes et même davantage, et à dix pour les soldats. Les révoltés répondirent par un manifeste où ils redemandaient leur solde, et accusaient l'archiduc d'en avoir devoré le montant en l'appliquant à ses dépenses personnelles : il affectait, disaient-ils, le luxe le plus scandaleux, tandis que son armée manquait d'habits et même de pain. Ce qui rendait les séditieux redoutables, c'est qu'ils avaient organisé une sorte de gouvernement ayant un sceau, des armes et une devise, et fonctionnant avec régularité. Albert envoya contre eux Frédéric de Bergues, à la tête de sept mille hommes. Alors Maurice offrit aux mutins son appui, et les sauva lorsqu'ils allaient succomber.

Tel était l'état des choses, lorsque Spinola revint d'Espagne, apportant avec lui des sommes qui lui permettaient de satisfaire aux réclamations des soldats, et de les faire rentrer sous le joug de la discipline. Ce général ayant trompé la vigilance de Maurice, pénétra dans la province d'Over-Issel ; mais l'approche de l'hiver arrêta ses succès. Ce qui acheva surtout de les faire échouer, c'est qu'il manquait d'argent. Obligé d'aller encore à Madrid pour cet objet, il perdit un temps précieux, et, à son retour, ne put tenir sur pied qu'un nombre insuffisant de troupes. Il est vrai que le prince d'Orange éprouvait de semblables embarras; mais les États de Hollande, dont il dépendait, s'enrichissaient chaque jour, tandis que les maîtres de Spinola s'appauvrissaient de plus en plus. Cependant une lutte si longue commençait à fatiguer les deux parties belligérantes ; toutefois, ce fut l'archiduc qui fit les premières démarches pour tenter l'œuvre de la réconciliation. Il fallait d'abord reconnaître les Provinces-Unies, et une telle déclaration répugnait à l'orgueil espagnol; mais les conseillers de l'archiduc aplanirent cette difficulté en lui suggérant de dire qu'il ne reconnaissait pas que les Hollandais fussent indépendant de *droit*, mais seulement de *fait*. Grâce à cette subtile distinction, l'archiduc crut pouvoir entamer des

MCD 2019

négociations, et chargea de ce soin un moine récollet nommé le père Neyel (1) [1607]. Ce négociateur s'adressa à Aertssens, greffier des états-généraux, auquel il offrit une somme de quinze mille écus et un diamant pour sa femme. Celui-ci fit connaître à Maurice et aux députés ses relations avec le père Neyel, et le prix qui lui était offert, sans doute pour corrompre sa fidélité. Il eut ordre de recevoir les cadeaux promis, et, quand Louis Verreickens, chargé des pouvoirs de l'archiduc, vint apporter à La Haye les propositions de l'Espagne, les cadeaux lui furent rendus avec l'injonction de s'abstenir désormais d'employer de semblables moyens. Sur ces entrefaites, une trève de six mois avait été conclue; on la prorogea, et des conférences s'ouvrirent à La Haye entre quelques membres des États et les envoyés de l'archiduc, parmi lesquels figurait le célèbre Spinola, qui reçut en particulier de Maurice l'accueil le plus flatteur et le plus bienveillant [1608]. Parmi les questions qu'il s'agissait de résoudre, nous signalerons seulement celles qui produisirent les contestations les plus animées : la première fut l'interdiction du commerce des Indes exigée par l'Espagne, interdiction qui devait ruiner la compagnie hollandaise, dont les chefs appartenaient aux familles les plus riches et les plus influentes d'Amsterdam et de Middelbourg. Ce point fut enfin accordé par le cabinet de Madrid; mais on eut soin de le rédiger en des termes obscurs, et qui pouvaient se prêter aux interprétations les plus diverses. Les droits commerciaux furent aussi l'objet des discussions les plus vives. Philippe III voulait encore obtenir le libre exercice de la religion catholique dans les Provinces-Unies, et il fallut, pour vaincre l'obstination du roi, employer l'adresse du confesseur de l'archiduc, qui alla trouver le monarque à Madrid, et arracha son consentement. Il est vrai qu'il fut aidé, dans cette tâche difficile, par des théologiens espagnols, qui rassurèrent la conscience timorée de leur souverain. Bref, il sortit de ces longs débats, auxquels prirent part les ambassadeurs de France et d'Angleterre, non un traité de paix, mais seulement une trève composée de trente-huit articles, dont nous allons présenter la substance : l'article premier porte que « les archiducs, tant en leur » nom qu'au nom du roi d'Espagne, sont » contents de traiter avec les seigneurs » états-généraux des Provinces-Unies, » comme les tenant pour pays, provinces et » États libres sur lesquels ils n'ont rien à » prétendre. L'article deux déclare que la » trève sera bonne, ferme et inviolable pour » le terme de douze années, et mettra fin à » tous les actes d'hostilités de quelque sorte » qu'ils puissent être, entre le susdit roi, » tant par mer que par terre, en tous leurs » royaumes, provinces, pays et seigneuries, » sans exception de places et de personnes. » L'article trois dit que chacun retiendra les » provinces, villes, places et seigneuries qu'il » possède présentement. L'article suivant » autorise les sujets et habitants à venir et » demeurer aux pays des uns des autres pour » y faire leur commerce en assurance tant » par mer que par terre, mais seulement » dans les provinces, pays et seigneuries que » le susdit roi possède en Europe [1609]. »

Cette trève fameuse mit fin à l'effusion du sang qui coulait depuis soixante années; elle combla surtout de joie les pays ravagés depuis si long-temps par une guerre aussi acharnée que désastreuse. Le calme amena la sécurité, qui, à son tour, produisit l'abondance où régnait la misère. Mais la république des États-Unis remporta les plus grands avantages : d'abord, elle s'honora aux yeux de l'Europe en forçant par une lutte héroïque l'Espagne à reconnaître son indépendance. Élevée désormais aux rang d'une nation, la république hollandaise se montra bientôt digne de cette distinction. Nous verrons bientôt ses armées intervenir dans tous les débats élevés en Europe, et son pavillon flotter en maître sur toutes les mers et dominer sur tous les points du globe, dont les trésors deviennent la juste récompense du courage et de l'industrie de ses citoyens. Le sol de la Hollande, défendu contre les flots par des remparts, se couvrit de moissons fertiles; des cités nouvelles s'élevèrent, d'autres s'em-

(1) Meteren, livre 28. — Bentivoglio, livre 24.

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demeraine del. *Pardinel Sculp.*

Pl.18.

COSTUMES DE LA NOBLESSE BELGE AU 17e SIÈCLE.

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie.

PAYS-BAS.

bellirent; et cette contrée, jadis couverte de marais, présenta l'aspect le plus florissant. Quant aux dix provinces restées sous la domination espagnole, et connues depuis sous le nom de Belgique, si la paix leur permit de respirer et de réparer en partie les maux de la guerre, elles ne purent cependant remonter à leur ancienne prospérité: si l'agriculture fit de nouveaux progrès, si quelques branches de commerce s'étendirent, la Belgique perdit pour jamais sa prépondérance manufacturière, dont la Hollande hérita ainsi que la Grande-Bretagne.

Depuis le synode de Dordrecht jusqu'à la mort de Maurice, la trève de douze années, conclue entre la république des Provinces-Unies et l'Espagne, fut sur le point d'être rompue au sujet de la succession du duc de Clèves et de Juliers. Ce prince était en outre comte de Lamark, de Raveinstein et de Ravensberg. Tous ces pays, fiefs mouvants de l'empire, étaient situés entre la Meuse et le Weser; ils touchaient d'un côté aux Provinces-Unies, et de l'autre aux États des archiducs. Jean Guillaume (1) avait acquis la plupart de ces principautés par son mariage avec la duchesse de Juliers; il avait été stipulé qu'elles ne pourraient être divisées. Le duc n'avait point laissé d'enfants mâles, mais il avait quatre sœurs ayant pour époux des princes allemands (2). L'empereur Rodolphe, en qualité de seigneur suzerain, voulut séquestrer la succession jusqu'à l'époque où le partage en serait fait. Mais deux des héritiers, l'électeur de Brandebourg et le marquis de Neubourg, prirent possession des pays contestés, qu'ils devaient provisoirement gouverner en commun. Menacés par les armes impériales, ils implorèrent le secours de la France et des Hollandais; les archiducs se virent contraints d'intervenir; ils placèrent à la tête de leurs troupes Spinola. Maurice ne tarda pas à se mettre en campagne, et tous deux se saisirent de plusieurs villes au nom des princes dont ils soutenaient la cause. On vit donc le singulier spectacle de deux armées faisant des conquêtes pour des prétendants opposés, et les accomplissant sans tirer l'épée l'une contre l'autre [1610].

Tandis que les Hollandais prenaient part au dehors à une guerre qu'on peut appeler pacifique, ils étaient en proie au dedans à des querelles dont l'ambition était la cause, et la religion le prétexte. L'orage s'éleva dans l'université de Leyde, où Jacques Hermann, ou Arminius, occupait une chaire de théologie. Contrairement aux principes enseignés par Calvin, il établit dans plusieurs thèses la justice et la nécessité du libre arbitre, c'est-à-dire la permission donnée à l'homme par Dieu de choisir entre le bien et le mal, et d'assurer ainsi le salut de son âme. Un autre professeur, nommé Gomar, s'éleva contre la doctrine d'Arminius, soutenant que les hommes sont prédestinés d'avance au salut et à la damnation. Cette dispute s'envenima, et les partisans d'Arminius, quoique soutenus par Olden-Barneveldt, Grotius et une foule de savants plus ou moins célèbres, furent en butte à une implacable persécution: on les chassa de leurs emplois, on les emprisonna. Les victimes s'élevèrent hautement contre ces actes; elles en vinrent même jusqu'à contester aux magistrats le droit de les ordonner: ainsi la question, de religieuse qu'elle était d'abord, devint politique. Le gouvernement crut devoir intervenir, et cita devant le conseil-d'état Arminius et son fougueux adversaire; mais il n'était pas au pouvoir des hommes de prononcer sur des opinions dogmatiques, et qu'on ne pouvait imposer aux consciences sans injustice. Une seconde conférence, et non moins inutile, eut lieu devant les états de Hollande. Enfin les Gomaristes réclamèrent un synode national: les Arminiens repoussèrent cette demande, et reçurent alors le nom de remontrants. Les deux partis lancèrent l'un contre l'autre des brochures, où les calomnies se mêlaient aux invectives: ainsi les Arminiens étaient signalés comme des partisans de l'Espagne et des traîtres qui aspiraient à détruire les libertés et l'indé-

(1) Le duc de Clèves, qui venait de mourir.

(2) La première avait épousé l'électeur de Brandebourg; la seconde, Louis de Bavière, duc de Neubourg; la troisième, le duc de Deux-Ponts, et la quatrième était devenue la femme d'un archiduc d'Autriche, marquis de Burgaw.

MCD 2019

pendance de la patrie. Maurice résolut de profiter de la fermentation des esprits pour augmenter son influence : idole des soldats et de la populace, il comptait sur ces deux appuis pour monter au souverain pouvoir. Quoiqu'il eût été récompensé de ses services par une pension annuelle de vingt-cinq mille florins, et qu'il en touchât soixante mille comme gouverneur-général, il n'était point satisfait, car son orgueil ne pouvait supporter des égaux. Habitué à commander dans les camps, il souffrait d'éprouver au Conseil des contradictions ; de là vint que dans les affaires civiles sa franchise dégénérait en rudesse et sa volonté en despotisme. Mais les projets de Maurice ne pouvaient échapper long-temps à la prévoyance des principaux citoyens qui avaient pris place dans les conseils de la république; parmi ces hommes brillait à leur tête Olden Barneveldt, avocat de la province de Hollande. Il avait contribué à établir l'indépendance de la patrie par son expérience et sa fermeté en dirigeant les négociations les plus importantes, qui avaient recueilli le fruit des victoires remportées sur le champ de bataille. Son adresse et sa vigilance avaient jadis déjoué les projets de Leicester ; il venait d'obtenir de l'Angleterre la restitution de la Brille, de Flessingue et de Ramekens, donnés jadis à Élisabeth en garantie de ses avances. La trève conclue avec les archiducs, et qui renfermait le germe des prospérités futures de la république, était en partie son ouvrage. C'est appuyé sur ses services que Barnaveldt osa faire tête à Maurice ; il avait, ainsi que les esprits les plus sages, adopté les principes d'Arminius : les gomaristes, et ils étaient les plus nombreux et les plus emportés, se déclarèrent contre lui. Maurice se fit leur chef, espérant tirer parti de leur aveuglement pour confisquer à son profit les libertés publiques. Le défaut d'espace ne nous permet pas de raconter en détail les troubles qui s'élevèrent dans un grand nombre de villes ; ces troubles commencèrent à Utrecht, où la populace déposa les magistrats, qui furent réintégrés par l'ordre des états-généraux. Partout des prédicateurs séditieux tonnaient du haut de la chaire évangélique contre leurs adversaires, et enflammaient les passions de la multitude : de là des proscriptions et des révoltes qui violaient les lois et troublaient le repos public. Cependant Maurice avait senti la nécessité d'associer à ses projets Barneveldt ; mais celui-ci refusa de concourir à l'asservissement de son pays. Le prince alors résolut de le traiter en ennemi. Chargé du commandement des troupes, il usa de ce pouvoir redoutable avec la plus coupable adresse ; refusant de défendre les uns et appuyant les violences des autres, suivant qu'ils pouvaient servir ou contrarier ses plans ; il fomentait, sous main, les désordres profitables à son ambition. Ainsi Barneveldt avait fait rendre un édit ordonnant que tous les cultes et toutes les sectes seraient tolérés ; mais cette sage décision rencontra de grands obstacles, qui en paralysèrent l'exécution, et Maurice y contribua de son côté par de sourdes manœuvres. Il voyait avec plaisir l'anarchie introduite dans un grand nombre de villes, où les gomaristes et les arminiens se disputaient la possession des églises ; il ne faisait rien pour intervenir entre les deux partis et réprimer leurs excès : il défendit même aux troupes de porter secours aux magistrats. Quelques-uns de ces derniers appelèrent alors sous les armes la milice du pays. Maurice prétendit qu'ils n'avaient point ce droit, et mit des garnisons, de sa propre autorité, dans plusieurs villes, au mépris des priviléges des citoyens. Il prétendait qu'en levant des soldats les autorités municipales empiétaient sur la toute-puissance des états-généraux. Barneveldt essaya de résister en formant une confédération de villes pour s'opposer à Maurice ; mais, désespérant de résister, il offrit de résigner son emploi de grand pensionnaire, et ne consentit à le garder que vaincu par les instances des députés des états-généraux.

Barneveldt tenta alors d'éclairer l'opinion publique en publiant une apologie de sa conduite, où il se justifiait des accusations portées contre lui dans une foule de libelles, dont les auteurs osaient pousser le délire jusqu'à l'accuser de vouloir livrer la république aux Espagnols. Mais que pouvaient des raisonnements contre la passion et la haine ? on

MCD 2019

répondit à Barneveldt par de nouveaux outrages, et Maurice ayant réussi à congédier les milices dans les cités principales, pour les remplacer par des troupes soldées, dirigea les nominations aux états-généraux, c'est-à-dire qu'il devint maître du gouvernement. Barneveldt fut arrêté ainsi que ses amis Grotius, Hoogerbeets et Ledenberg; le grand-pensionnaire avait été prévenu de l'attentat, médité contre sa personne; mais il refusa d'y ajouter foi; son emprisonnement et celui de ses amis s'exécuta au nom des états-généraux, mais cette décision ne fut signée par les députés qu'après son exécution [1618] (1).

Pour colorer le meurtre judiciaire qu'il méditait, Maurice fit nommer une commission de vingt-quatre juges, dont la moitié appartenait aux États de Hollande et le reste aux autres provinces. L'un des accusés, Ledenberg, menacé de la question, se donna la mort. Après un grand nombre d'interrogatoire, Barneveldt fut condamné à la peine capitale: l'épouse de ce grand citoyen et ses enfants essayèrent d'attendrir la haine endurcie de Maurice; il consentit cependant à faire grâce au condamné s'il voulait s'avouer coupable. Après une longue délibération, la famille de Barneveldt répondit par un refus, déclarant qu'elle préférait la mort de son chef à une vie chargée d'opprobre. Quant à lui, sa fermeté ne se démentit pas jusqu'au dernier moment; il ne montra d'inquiétude que pour les victimes qui attendaient comme lui leur sentence «Et mon Grotius, » dit-il, « le fera-t-on aussi mourir? » L'arrêt portait en substance que Barneveldt était atteint et convaincu d'avoir fomenté la conspiration de plusieurs villes de la Hollande contre les états-généraux, d'avoir ordonné la levée des compagnies bourgeoises, calomnié le prince d'Orange en lui imputant le projet d'aspirer à la souveraineté, divulgué les secrets du gouvernement, changé les tribunaux, et enfin d'avoir reçu des présents de la part des puissances étrangères. La sentence prononçait encore la confiscation de ses biens, ce qui contraignit le malheureux Barneveldt à recommander sa famille à la générosité de Maurice, son bourreau. L'échafaud avait été dressé devant la grande salle du palais; Barneveldt s'y traîna appuyé sur son bâton; il s'agenouilla et dit aux spectateurs: « Ne » croyez pas que je sois un traître; j'ai tou- » jours agi sincèrement et selon les lois de » la probité la plus austère; j'ai vécu » en bon patriote et je meurs tel! » Il se couvrit alors les yeux d'un bonnet de velours noir et s'abandonna à l'exécuteur, qui lui trancha la tête d'un coup de sabre. Parmi les assistants les uns étaient enflammés de courroux, les autres de pitié; la plupart trempèrent leurs mouchoirs dans son sang, d'autres coupèrent des planches qui en étaient teintes. Barneveldt, quand il périt si tragiquement, était âgé de soixante-douze ans; il emporta dans la tombe les regrets de tous les bons citoyens, et a recueilli les éloges de la postérité, qui l'a mis au rang des personnages qui ont le plus honoré l'espèce humaine par leurs vertus publiques et privées.

Les états-généraux envoyèrent la sentence aux provinces, en l'accompagnant d'un écrit déclarant que l'on avait acquis la preuve de plusieurs autres crimes commis par Barneveldt, mais qu'on n'avait pu les rapporter dans le jugement, car il eût fallu livrer aux tortures l'accusé pour le contraindre d'en faire l'aveu: on avait dû, par égard pour son grand âge, lui épargner les douleurs de la question (1). Cet écrit partait, disait-on, de la main de François Aarsens, fils du greffier des états. Il passait pour être l'auteur de plusieurs libelles contre le grand-pensionnaire, et s'était signalé en toute occasion contre cette illustre victime [1619]. Grotius et Hoogerbeets furent condamnés à une détention perpétuelle et à la confiscation de leurs biens. Le premier, grâce au dévouement de sa femme, s'échappa de sa prison et trouva dans le fils de Henri IV un protecteur qui le mit à couvert contre la rage de ses ennemis, et le défendit de la pauvreté en lui donnant une pension de mille

(1) Vid. Histoire générale des Provinces-Unies, par Cerisier, p. 360, l. XXIV, t. VII.

(1) *Vid.* Brandt, *Procédure*, pages 176-184.

MCD 2019

écus (1). Quant à Hoogerbeets, il languit dans les fers jusqu'après le trépas de Maurice, et mourut en 1626, cinq semaines après avoir respiré l'air de la liberté. Grotius publia son apologie, où il justifia pleinement l'infortuné Barneveldt. En vain les états-généraux proscrivirent cet écrit, ils ne purent empêcher le public de le lire avec avidité et la presse d'en multiplier les exemplaires.

Maurice, devenu prince d'Orange par la mort de son frère aîné (2), hérita de nouvelles possessions qui, en augmentant sa fortune, concouraient à étendre encore son influence politique. La chute de Barneveldt l'avait armé d'un pouvoir presque sans limites; il en usa pour frapper ses adversaires. Il fut puissamment secondé par les contre-remontrants ou gomaristes, qui firent décréter le fameux synode de Dordrecht, où les membres de ce concile protestant déclarèrent leurs adversaires *perturbateurs de la patrie*, obstinés, désobéissants, fauteurs de factions, et prononcèrent qu'ils étaient indignes d'exercer aucune fonction ecclésiastique ou académique. Plus de deux cents ministres furent déposés, un grand nombre de professeurs perdirent leurs chaires dans les universités. Enfin, après avoir siégé durant deux années, le synode fut clos par un repas magnifique, où les convives furent réjouis par les sons des instruments auxquels se mêlaient des voix de femme : ils reçurent en outre des médailles d'or. Un historien affirme que les dépenses de cette assemblée s'élevèrent à plus de deux millions (3). Privés de leurs chefs et livrés comme une proie à la rage de leurs adversaires, les Arminiens allèrent chercher une nouvelle patrie; les uns se réfugièrent en Suède, les autres trouvèrent un asile auprès du duc de Holstein. L'émigration fut si nombreuse, que les états-généraux, pour y mettre des bornes, crurent devoir modérer dans leur application les lois portées contre les remontrants.

Malgré les querelles intestines qui avaient déchiré l'État pendant les douze années de la trêve conclue avec les Espagnols, la prospérité publique n'avait pas cessé de prendre de nouveaux développements au dehors. L'établissement de la compagnie des Indes, en concentrant les capitaux dans quelques mains habiles, avait ouvert de nouveaux débouchés au commerce, soit en créant des échanges avantageux avec les nations et les peuplades de l'Asie, de l'Afrique et de l'Amerique, soit en fondant des colonies et des comptoirs sur divers points du globe, mal connus et à peine exploités par l'industrie européenne. Des flottes nombreuses sillonnaient les mers les plus lointaines, tandis que le pavillon hollandais flottait dans la Baltique. Malgré la haine qui subsistait encore entre les républicains des Provinces-Unies et les sujets de Philippe III, les premier s'enrichissaient avec les possessions espagnoles du Nouveau-Monde. Dans la mer des Indes ils s'étaient emparés de Java et avaient fondé dans cette île la cité de Batavia, qui, fécondée par leurs soins, devait leur offrir un jour une nouvelle patrie, si le despotisme réussissait en Europe à reconquérir le territoire, berceau de l'indépendance de la Hollande. Cependant l'époque était arrivée où il fallait reprendre les armes si la paix n'était consolidée définitivement par un traité. Les chefs du gouvernement hésitaient à renouveler les hostilités, en considérant que le patriotisme des masses commençait à se refroidir, que plusieurs de alliés de la république étaient morts (1), que les finances étaient obérées et que le prince Maurice ne possédait plus l'activité de la

(1) La femme de Grotius avait obtenu d'être renfermée avec son mari. Comme on permettait à Grotius de recevoir un grand nombre de livres pour adoucir les ennuis de sa captivité, l'épouse du prisonnier le renferma dans une caisse, et celui-ci, grâce à ce stratagème, put échapper à ses gardiens et sortir du territoire de la république. Les états-généraux retinrent quelques jours en prison la femme de Grotius; mais ils n'osèrent punir une action aussi hardie que généreuse, et elle alla rejoindre son époux en France.

(2) Ce prince avait porté dans sa jeunesse le titre de comte de Buren.

(3) Gerard Brandt, *Histoire de la réforme des Pays-Bas*, livre 41.

(1) Entre autres Henri IV, leur allié le plus puissant et le plus dévoué.

MCD 2019

jeunesse. De son côté, Philippe, quoique sa puissance déclinât chaque jour, s'obstinait à croire qu'il ferait rentrer les Hollandais sous sa domination ; il nourrissait toujours cette espérance aussi vaine qu'orgueilleuse. Par ses ordres les archiducs envoyèrent, en qualité d'ambassadeur, Peekius, chancelier du Brabant, et on le chargea de demander aux états qu'ils consentissent à le reconnaître pour leur souverain. Ceux-ci repoussèrent cette proposition avec d'autant plus de vivacité, qu'elle devait révolter l'orgueil national, car le peuple avait montré son aversion profonde pour l'Espagne, en insultant Peekius, auquel on fut contraint de donner une escorte jusqu'à la frontière. Il fallut donc se préparer à tirer l'épée ; mais la guerre se ralentit à son début, par suite du trépas de Philippe III et de celui de l'archiduc Albert, qui moururent tous deux à la même époque. Philippe IV, âgé de seize ans, monta sur le trône de Charles-Quint ; mais ce fut pour végéter sous la tutelle d'Olivarez, son ministre principal. Isabelle, demeurée veuve, tint au contraire d'une main ferme les rênes du gouvernement dans les Pays-Bas, quoiqu'elle fût privée de l'appui d'un époux également habile dans la politique et dans la guerre. Maurice se trouva en présence de son ancien rival, Spinola : l'un et l'autre déployèrent de grands talents. Nous passerons sous silence les détails de cette lutte, parce qu'elle ne produisit aucun résultat décisif.

Sur ces entrefaites, la vie du prince d'Orange fut menacée par un complot, dont les auteurs principaux étaient les deux fils de Barneveldt, Guillaume Stoutenbourg et Reynier de Groeneweldt. Non content de repandre le sang de leur père sur un échafaud, le prince les avait privés de sa succession et dépouillés des charges dont ils étaient revêtus. Réduits au désespoir, ils résolurent de tuer Maurice et d'opérer une révolution dans l'État. Ils trouvèrent aisément des complices, car Maurice avait soulevé contre lui d'implacables ressentiments. Parmi les conjurés deux étaient catholiques, le reste suivait les principes d'Arminius, et la persécution avait encore exalté leur haine contre le chef des gomaristes (1). A leur tête se plaçait Henri Slatius, prédicateur célèbre et qui venait de composer contre le prince d'Orange un libelle, qu'il devait répandre après l'assassinat, dont l'exécution fut confié à des artisans et à des matelots, auxquels on avait fait croire que ce meurtre était secrètement approuvé par Frédéric-Henri de Nassau, frère de Maurice (2). Une caisse remplie d'armes avait été envoyée par Slatius, sous l'escorte de quatre matelots, engagés dans la conspiration. Ceux-ci, poussés par la crainte ou par la cupidité, se rendirent à Ryswyk, obtinrent une audience de Maurice, et lui découvrirent qu'ils avaient reçu trois cents florins pour rendre un grand service à la patrie ; mais ils ignoraient la nature de ce service, et se bornèrent à déclarer qu'ils avaient apporté une malle ; ils nommèrent aussi des personnes qui leur avaient donné l'argent dont ils étaient en possession. Ces indices auraient suffi pour dévoiler le complot; mais ils furent corroborés par les déclarations de deux autres conspirateurs qui se présentèrent le lendemain et qui furent traités, non comme des révélateurs, mais comme des complices du crime. Seize de ces derniers tombèrent entre les mains de la justice, entre autres Groeneveldt et Slatius. Stoutenbourg eut le bonheur de s'échapper et de trouver un asile à Bruxelles; il se fit même catholique et combattit dans les rangs des Espagnols contre sa patrie, qui n'avait pas voulu lui accorder son pardon. Groeneveldt échappa aux horreurs de la question par ses aveux. Sa femme et sa mère vinrent se jeter aux pieds de Maurice. Le prince dit à la veuve de Barneveldt : *Pourquoi demandez-vous grâce pour votre fils, tandis que vous avez refusé d'en faire autant pour votre mari? C'est,* répondit-elle, *que mon fils est coupable et que mon mari était innocent.* Le fils de Barneveldt, en présence de la mort, se montra digne de sa naissance et subit son sort avec fermeté ; il marcha au supplice sans être lié, et son corps, au lieu

(1) Le prince Maurice.
(2) *Vid.* Brandt, tome IV

MCD 2019

d'être coupé en quartiers et livré en spectacle au public, fut enfermé dans le même tombeau qui contenait la dépouille de son père. Slatius eut aussi la tête tranchée; mais ses restes furent exposés sur une roue à l'une des portes de La Haye. Sa femme les ayant fait enlever, les juges les firent replacer au même endroit (1). Bref, quinze personnes subirent la peine capitale dans cette occasion, qui excita plus de pitié pour les coupables que d'horreur pour le crime qu'ils expiaient. Maurice avait perdu l'affection de la multitude, lassée de sa tyrannie, et qui plaignait le sort de Barneveldt et de ses enfants, immolés, non au salut de la patrie, mais à celui d'un seul homme [1623]. Le prince d'Orange, s'il avait perdu sa popularité, vit encore obscurcir sa gloire militaire en laissant tomber aux mains de Spinola la ville de Breda, qui faisait partie de ses possessions héréditaires. Il échoua aussi dans le projet qu'il avait formé de s'emparer d'Anvers; il fut cependant dédommagé de ses revers guerriers par deux traités avantageux qu'il conclut avec la France et l'Angleterre. La première de ces puissances lui avança des subsides, tandis que la seconde lui fournit six mille soldats, dont elle s'engageait de payer la solde jusqu'à la conclusion de la paix avec l'Espagne [1625]. Maurice survécut à peine quelques mois à ces événements; il mourut après une courte maladie, le 25 avril 1625, à l'âge de cinquante-neuf ans. Il continua la gloire de son père, dont il possédait presque tous les talents; il le surpassa même sur les champs de bataille, où Guillaume avait rencontré plus de défaites que de victoires; Maurice fut plus heureux ou plus habile; il perfectionna l'art d'attaquer et de défendre les places, et fit d'heureuses innovations dans les manœuvres et l'armement des soldats. Non moins versé que son père dans les plans et les intrigues de la politique, il montrait un humeur moins sévère, et savait plaire aussi bien que persuader. Économe et magnifique tout à la fois, il réussissait à tenir son rang sans obérer sa fortune. En un mot, il eut toutes les vertus publiques que réclamait sa haute position. On ne peut lui reprocher que la mort de Barneveldt et la persécution exercée contre les amis du pensionnaire; mais ce fut la faute d'une ambition qui tourna au profit de la république, dont elle affermit la puissance en concentrant l'autorité qui se serait affaiblie en se divisant. Quoi qu'il en soit, si Maurice ne fut pas un grand citoyen, ce fut du moins un grand homme.

(1) *Vid.* Brandt, tome IV, pages 1070-1077.

DEPUIS LA MORT DE MAURICE JUSQU'AU TRAITÉ DE MUNSTER.

Dès que Maurice eut fermé les yeux, il eut pour successeur, dans toutes les dignités dont il était revêtu, son frère Frédéric-Henri, qui fut nommé stathouder des provinces de Hollande, de Zélande, de Gueldre, d'Utrecht et d'Over-Issel. Ce prince avait déjà donné des preuves de sa capacité pour la guerre et la politique; mais, au moment où il prit la direction du gouvernement, plusieurs symptômes semblaient annoncer que la république était à la veille de quelque bouleversement. En effet, si l'état des affaires se montrait, surtout aux Indes, sous l'aspect le plus florissant, il n'en était pas de même en Europe, où le poids des taxes inspirait un mécontentement général qui pouvait enfanter de grands désordres; d'un autre côté, le commerce hollandais était en butte aux déprédations des pirates de Dunkerque (1); tandis que, sur terre, les frontières de l'État, dégarnies de troupes pour suppléer aux places fortes, étaient ouvertes aux incursions des ennemis. Les Hollandais ne pouvaient compter sur l'assistance de leurs alliés. En effet Jacques Ier occupait encore le trône d'Angleterre : sa faiblesse et son irrésolution ne permettaient pas de se reposer sur son appui; la France était en proie à des dissensions civiles causées par l'ambition des grands qui se disputaient le pouvoir, trop lourd pour la main du fils de Henri IV (2) [1625]. Le premier soin du prince Henri fut de préparer les voies à la réconciliation

(1) Cette ville appartenait à l'Espagne.
(2) Louis XIII.

MCD 2019

des esprits en matière de religion; il rappela de l'exil et mit en liberté un grand nombre d'Arminiens captifs, sans toutefois porter atteinte à la prépondérance de leurs adversaires. Il parvint aussi à diminuer l'aigreur des sectaires qui divisaient le pays, et à faire pénétrer les maximes de cette sage tolérance qui contribua par la suite à enrichir la Hollande, devenue l'asile de tous les hommes persécutés pour leurs opinions religieuses. La guerre durait toujours avec l'Espagne, il fallait aussi tenir tête à l'empereur d'Allemagne, Ferdinand II. Expliquons en peu de mots l'état de la Germanie alors désolée par une guerre qui devait durer trente ans. Cette guerre, religieuse dans son principe, avait commencé en Bohême, royaume appartenant à la maison d'Autriche. La Bohême s'étant révoltée, avait prononcé la déchéance de son souverain (1), et choisi pour roi l'électeur palatin Frédéric V, gendre de Jacques, roi d'Angleterre. Ce monarque improvisé avait été vaincu et détrôné à la bataille de Prague [1620]. Oubliant les devoirs de sa haute position, il avait abandonné ses partisans pour aller se cacher en Hollande. Ferdinand après avoir triomphé d'un rival qui s'abandonnait lui-même, et abusant de sa victoire, avait fait couler le sang de ses adversaires sur les échafauds; son ambition, attisée par le succès, prétendait placer toute l'Allemagne sous sa domination. Il avait mis au ban de l'empire plusieurs princes protestants, et s'apprêtait à détruire la constitution de l'empire germanique. Le roi de Danemarck avait pris la défense de ses co-religionnaires; mais, vaincu à la bataille de Lutter, il fut obligé d'implorer la paix. Les Hollandais ne prirent cependant qu'une part peu importante à ce grand débat. Henri obtint seulement quelques succès contre les armées de Ferdinand; il s'empara de Groll et de quelques autres villes, mais le véritable théâtre de la guerre, pour les Hollandais, était l'Océan. Ce fut sur cet élément que leur amiral Peter Heine fit éprouver aux Espagnols les pertes les plus importantes : en 1627, avec des forces inférieures, il mit en fuite une flotte de vingt-six vaisseaux, et, l'année suivante, il se saisit, dans les eaux de Cuba, de la flotte des Galions, dont la dépouille s'éleva à la somme de douze millions de florins, qui restaurèrent les finances de la république. Peter Heine, en 1629, périt dans une rencontre avec les pirates de Dunkerque. Cependant les trésors conquis par l'audace et l'habileté de Heine contribuèrent aux avantages obtenus par le prince d'Orange sur les Espagnols. Ceux-ci, privés des talents de Spinola, qui commandait alors en Italie, et placés sous les ordres du prince de Bergue, n'éprouvèrent que des défaites, grâce aux talents et à l'activité de Frédéric-Henri. Les services de ce prince furent récompensés par les provinces dont il était stathouder : elles assurèrent cette haute dignité à son fils, âgé seulement de trois années. Cette faveur était un premier pas qui pouvait ouvrir à Frédéric le chemin de la puissance souveraine, et la rendre héréditaire dans sa famille; mais la modération du prince ne lui permit pas de tirer parti de cette circonstance pour changer à son profit le gouvernement de sa patrie (1). A la même époque il rentra dans la possession de la principauté d'Orange, qui avait été restituée par la France à sa maison. Un certain Valkemborg, chargé de la gouverner, essaya de s'en rendre maître; mais un agent de Frédéric s'étant rendu secrètement à Orange, tua Valkemborg, et reprit l'autorité au nom du prince. Sur ces entrefaites, Frédéric-Henri tenta de s'emparer de Dunkerque, dont les corsaires étaient devenus la terreur du commerce hollandais; il échoua dans son entreprise par la pusillanimité des députés choisis par les états pour accompagner l'armée et servir de conseil au général. Les Espagnols essayèrent de prendre leur revanche en attaquant la Zélande, mais leur flotte fut battue et détruite presque entièrement [1630] (2).

A cette époque la fortune, si long-temps favorable à Ferdinand II, l'avait abandonné.

(1) Ce souverain était alors l'empereur Mathias, prédécesseur de Ferdinand II.

(1) Vid. Mémoires de Frédéric-Henri, p. 126-130

(2) Vid. Mémoires de Frédéric-Henri, p. 126-130. — Actxema, tome I, pages 1130-1132.

MCD 2019

Le roi de Suède, Gustave-Adolphe, avait pénétré jusque dans le cœur de l'Allemagne. Soutenu par son courage et les subsides qui lui étaient fournis par la Hollande et la France, il écrase le célèbre Tilly dans les champs de Leipsick et arrive jusque sur les bords du Rhin. La cause du protestantisme relevée, grâce aux victoires du monarque suédois, sembla s'affermir encore par les conquêtes de Frédéric-Henri, qui s'empara de plusieurs places importantes sur les bords de la Meuse, entre autres de Maestricht [1632]. Tandis que le prince d'Orange s'illustrait par ses conquêtes, il entamait des négociations avec le comte de Warfusée, ministre des finances dans les Pays-Bas, et le comte de Bergue, un des généraux espagnols les plus distingués. Mais cet acte de félonie ne fut guère nuisible qu'à ceux qui s'en rendirent coupables. Bergue, admis au service de la république, fut déclaré traître dans sa patrie et ne rendit que de médiocres services à ses nouveaux amis. Cette même année [1632] fut signalée en Allemagne par le trépas de Gustave-Adolphe, qui expira vainqueur à Lutzen, et par la mort obscure de l'électeur palatin, déchu du trône de Bohême, et dont la folle ambition avait allumé la guerre qui désolait la Germanie. Quoique les hostilités continuassent sans relâche entre l'Espagne et la Hollande, les deux parties belligérantes négociaient en même temps qu'elles se battaient; mais de si grandes difficultés s'opposaient à la conclusion d'un arrangement que les conférences, ouvertes à ce sujet, prolongèrent sans rien terminer. Le prince d'Orange se rendit maître de Rhimberg, seule place qui restât encore aux Espagnols sur le Rhin. Ces derniers éprouvèrent encore une perte fâcheuse : ce fut la mort d'Isabelle, veuve d'Albert d'Autriche et gouvernante des Pays-Bas. Les qualités héroïques de l'infante et la sagesse de son administration concoururent puissamment à retenir dans l'obéissance les peuples qu'elle régissait. Les Pays-Bas revinrent à l'Espagne, en vertu de l'acte de cession qui en avait investi la princesse. Le roi Philippe IV nomma pour la remplacer un conseil de régence. L'un des membres de ce conseil, le marquis d'Aytona, fut revêtu du commandement des troupes, en attendant l'arrivée de Ferdinand, frère de Philippe, cardinal et archevêque de Tolède, et qui fut chargé du commandement général. Plusieurs seigneurs belges de la plus haute distinction furent en butte aux rigueurs de la cour d'Espagne; ils étaient accusés d'avoir conçu le plan d'affranchir les Pays-Bas pour en faire une république. Le secret de cette intrigue ayant été révelé par une indiscrétion du roi d'Angleterre, le duc d'Arschot fut emprisonné à Madrid, et le comte de Brabançon à Bruxelles. Le prince d'Épinoy et le prince de Bournonville, menacés du même sort, trouvèrent un asile en France. Toutefois cette affaire s'accommoda bientôt par le moyen d'une amnistie qui réconcilia la noblesse avec le gouvernement [1634].

Cependant le cardinal-infant (on appelait ainsi le nouveau gouverneur) fit son entrée à Bruxelles et vint prendre la direction des affaires dans les circonstances les plus difficiles. En effet, Louis XIII, ou plutôt son ministre Richelieu, venait de conclure avec la république de Hollande un traité, par lequel ces deux puissances devaient envahir les Pays-Bas espagnols, qui seraient déclarés indépendants s'ils consentaient à prendre les armes pour secouer le joug de l'Espagne; mais il fut stipulé que, dans le cas où ils ne voudraient pas prendre part à la conquête de leurs libertés, ils seraient partagés entre la France et la Hollande [1635] (1). En conséquence, l'armée française, sous les ordres des maréchaux de Chatillon et de Brézé, entra en campagne et remporta une brillante victoire sur les Espagnols auprès d'Avein. Les vainqueurs firent ensuite leur jonction avec le prince d'Orange, et ils se rendirent maîtres de Tirlemont, de Saint-Trond et de plusieurs autres places. La première de ces villes subit toutes les horreurs, suites ordinaires d'un assaut; les prêtres mêmes, s'ils étaient catholiques, ne furent pas épargnés. Cette boucherie souleva les habitants contre les coalisés; ils éprouvèrent un échec au siége de Louvain, que la

(1) *Vid.* Mémoire de Burnet.

MCD 2019

population défendit de concert avec la garnison. Il existait d'ailleurs des mésintelligences entre les Français et les Hollandais; ces derniers redoutaient surtout le voisinage d'un prince aussi puissant que le roi de France. Telles furent les causes qui firent échouer l'invasion. Le cardinal-infant ne tarda pas à reconquérir les villes tombées au pouvoir de l'ennemi, et finit par recueillir la gloire et les avantages de cette campagne. Il pénétra même en France, après une longue lutte, ravagea la Picardie et fit trembler Paris, qui crut le voir à ses portes. Le prince d'Orange, de son côté, borna ses opérations à reprendre la forteresse de Schenck, qui était considérée sur ce point comme la clef des Provinces-Unies [1636].

Sur mer la république n'avait pas cessé d'obtenir des succès profitables ou glorieux; elle combattait les Espagnols non-seulement en Europe, mais encore sur plusieurs points du vaste continent révélé par Colomb, et où Philippe IV possédait de vastes provinces. Depuis l'asservissement du Portugal le monarque castillan était maître du Brésil, que les Hollandais vinrent attaquer: ils s'étaient déjà rendus maîtres de quatre provinces, lorsque les états résolurent d'achever cette conquête, et en confièrent le soin à Jean Maurice de Nassau, cousin du prince d'Orange, Frédéric Henri. Nommé commandant en chef des forces de terre et de mer, et gouverneur général du Brésil, Maurice remporta des avantages signalés sur les Portugais et les Espagnols, s'empara du port du Récif, et rangea sous sa domination la plus grande partie de cette immense contrée [1637-1640]. Sur ces entrefaites une révolution subite donna le Portugal à la maison de Bragance dans la personne de Jean IV: ses agents accomplirent une révolution semblable au Brésil. Les habitants qui n'avaient pas encore subi le joug des Hollandais reconnurent avec joie le nouveau prince, qui signa un traité d'alliance avec la république; mais celle-ci, pour servir utilement ses projets ambitieux, résolut de ne publier en Amérique le traité conclu avec don Juan qu'après avoir laissé s'écouler une année à dater du jour de la signature en Europe du traité entre les deux États. Elle ordonna donc à Nassau de presser ses opérations pour mettre à profit ce délai; Maurice obéit et eût sans doute accompli la mission dont il était chargé; mais il avait à La Haye des ennemis qui l'accusèrent de vouloir se créer une souveraineté au Brésil. Il fut donc rappelé, et son départ devint le signal de la décadence de ses compatriotes, qui furent enfin chassés de cette contrée [1643-1654]. En Europe le célèbre amiral Van-Tromp avait anéanti la puissance maritime des Espagnols à la bataille des Dunes, où les vaincus perdirent cinquante vaisseaux, qui furent pris, brûlés ou coulés à fond. Le prince d'Orange rehaussa encore sa fortune par l'alliance qu'il contracta avec les Stuarts; son fils, Guillaume, reçut la main de la princesse Marie, fille de Charles I, roi d'Angleterre. Louis XIII, à l'instigation de Richelieu, donna à cette époque, à Ferdinand Henri, le titre d'altesse. Alors les députés des états-généraux, déjà mécontents du mariage du jeune Guillaume avec une fille du sang royal, se donnèrent le titre de hautes et souveraines puissances. Toutefois le prince d'Orange ne justifia pas les soupçons élevés contre lui, car, dépositaire du pouvoir, il ne tenta jamais de le retenir comme un bien qui lui appartenait.

Le cardinal infant mourut à Bruxelles; il n'était âgé que de trente-trois ans. Sa carrière, quoique bien courte, avait été brillante; ce prince possédait en effet des qualités supérieures, qui auraient peut-être immortalisé son nom s'il n'eût pas été moissonné si jeune [1641].

Il eut pour successeur dans les Pays-Bas don Francisco de Mello, qui n'est guère connu dans l'histoire que par une défaite. Louis XIII étant mort au mois de mai 1643, laissant un fils âgé de cinq ans, et le gouvernement de l'État à sa veuve, Anne d'Autriche; Mello, jugeant que la France, tombée aux mains d'une femme, allait cesser d'être redoutable, mit le siége devant Rocroi. Le duc d'Enghien vint fondre sur lui, et anéantit dans une seule bataille les restes

MCD 2019

de cette vieille infanterie à qui l'Espagne avait dû tant de triomphes. Le vainqueur n'était âgé que de vingt-deux ans; ce fut depuis le grand Condé. Le prince d'Orange essaya de tirer parti de la déroute de ses adversaires; mais les opérations de cette campagne furent sans importance: on remarqua seulement le courage du jeune Guillaume, qui se distingua, sous les yeux de son père, dans une action sanglante terminée au désavantage de l'ennemi.

La conduite faible et incertaine de Charles I avait allumé en Angleterre une guerre civile qui le conduisit à l'échafaud. Il avait épousé une fille de Henri IV, dont le courage et la tendresse le soutinrent au milieu de ses adversités en lui prodiguant des témoignages d'affection et des services signalés. C'est ainsi que la reine passa plusieurs fois la mer, au péril de ses jours, pour le service de son époux: elle vint en Hollande sous le prétexte d'y voir sa fille, qui avait épousé le jeune Guillaume, fils de Frédéric-Henri. Elle avait apporté les diamants de la couronne, et, par l'entremise du prince d'Orange, la reine put contracter un emprunt considérable, qui fut employé tout entier au service de la cause de Charles I. Frédéric-Henri contribua de sa bourse et de son crédit à fournir des fonds à la malheureuse Henriette (1), et engagea plusieurs officiers expérimentés à prendre du service dans l'armée du monarque anglais. Cependant tous les esprits ne partageaient pas la même opinion sur ce sujet; la province de Hollande et plusieurs autres sympathisaient avec le parlement. Le prince d'Orange favorisait le roi, tandis que l'assemblée des états-généraux s'efforçait de maintenir sa neutralité entre les deux partis. En Allemagne la guerre, qui avait couvert cette contrée de tant de ruines, commençait à peser à tous ceux qui avaient pris part à ce drame sanglant, dont les principaux acteurs avaient presque tous disparu de la scène. Gustave était mort aux champs de Lutzen; Walstein, si célèbre par ses victoires, avait péri par un lâche assassinat: son meurtrier couronné, l'empereur Ferdinand II, l'avait suivi dans la tombe, et son fils, Ferdinand III, voyait ses États héréditaires envahis. Bref, les peuples et les rois appelaient à grands cris une paix nécessaire à tous. Les négociations étaient ouvertes depuis long-temps, et se terminèrent après huit années, dans la ville de Munster, et furent confirmées par un nouveau traité, connu sous le nom de paix de Westphalie. Ce traité jeta les bases d'un nouveau système politique, qui a régi l'Europe jusqu'à la fin du dix-huitième siècle. La république hollandaise obtint pour sa part d'être légalement reconnue par l'Espagne comme puissance indépendante: celle-ci lui confirma la possession des villes des Pays-Bas qui étaient en son pouvoir, et lui permit de trafiquer dans les Indes orientales et occidentales. Frédéric-Henri mourut dans l'année qui précéda ce grand événement; il avait soixante-trois ans. Doué de qualités moins brillantes que son frère, il eut la gloire d'achever l'œuvre commencée par Guillaume, et poursuivie par Maurice avec autant de gloire que de persévérance.

(1) La reine, femme de Charles I.

DEPUIS LA PAIX DE MUNSTER JUSQU'AU TRAITÉ D'UTRECHT.

La république respirait enfin; elle avait recueilli le fruit des sacrifices que ses citoyens avaient faits pour monter au rang de peuple indépendant; mais à peine eut-elle pris sa place que la Hollande excita la jalousie de ceux qui avaient contribué le plus activement à l'arracher au joug de l'Espagne: ses anciens amis devinrent ses adversaires, et ne songèrent plus qu'à troubler une prospérité qui blessait leur orgueil et lésait leurs intérêts. Nous avons vu que l'Angleterre, depuis Élisabeth, avait rendu de grands services à la cause de la liberté des nations en défendant la Hollande contre l'ambition conquérante de Philippe II. Déchirée par la guerre civile, la Grande-Bretagne avait vu le long parlement renverser du trône Charles I, grâce à l'épée de Cromwell, et décréter l'établissement d'une république élevée sur les ruines de la monarchie

MCD 2019

Les états-généraux avaient pris à tâche de rester neutres au milieu de ce conflit; cependant, entraînés par le prince d'Orange, Guillaume II, gendre de Charles, ils envoyèrent une ambassade pour prévenir l'exécution de l'arrêt de mort prononcé contre le prince anglais. Mais leurs envoyés obtinrent à grand peine une audience du parlement, et le régicide s'accomplit. Les meurtriers du monarque ne pardonnèrent pas aux Hollandais d'avoir cédé à des sentiments de justice et de pitié, et la république éprouva bientôt les funestes effets leur ressentiment. Mais avant de commencer le récit de la sanglante collision qui éclata entre les deux nations il convient de tracer en peu de mots l'histoire de Guillaume II, dont la vie fut si courte, et fut signalée cependant par les tentatives qu'il fit pour opprimer la liberté de son pays. Ainsi que ses glorieux ancêtres, le prince d'Orange avait un penchant décidé pour la gloire des armes; il aimait aussi les exercices les plus violents, tels que la chasse et la paume, dont la faiblesse de sa constitution aurait dû l'éloigner. Il avait l'esprit cultivé et parlait cinq langues différentes. Mais ses talents naturels et acquis n'avaient fait que développer dans son âme les germes d'une ambition qui le rendait peu propre à conduire les affaires dans une république dont il ne devait être que le premier citoyen; il entra bientôt en lutte avec la province de Hollande, qui aspirait à s'emparer de la principale influence dans les affaires. Celle-ci voulait principalement réformer le nombre des troupes, et faire adopter différentes mesures en matière de finances Un incident mit bientôt aux prises le prince et l'un des bourgmestres d'Amsterdam. L'amiral Corneille de Witt ayant quitté le Brésil avec les restes de sa flotte, au mépris des ordres du conseil de régence de la colonie, le prince d'Orange, en sa qualité de grand amiral, le fit arrêter, tandis que le conseil de l'amirauté, érigé par les états-généraux, et siégeant à Amsterdam, fit mettre en prison six capitaines revenus avec de Witt. Les états de Hollande prétendirent que cet acte violait leurs priviléges, et les magistrats de la ville contraignirent le geôlier de mettre les captifs en liberté. Guillaume résumait en lui comme stathouder les pouvoirs des états-généraux; il disposait en outre de l'armée, dont le chef lui était dévoué, il ordonna donc de saisir six députés de Hollande, et les fit conduire au château de Louvestein. Il avait aussi formé le projet de se rendre maître d'Amsterdam. C'était dans cette ville que se concentrait toute la force de l'opposition; mais le comte Frédéric de Nassau, stathouder de la Frise, et qui s'était chargé de surprendre Amsterdam, arriva trop tard. Les habitants, instruits de son approche, se mirent en état de défense et le contraignirent de se retirer. Le prince d'Orange ne pouvant plus employer la force, eut recours aux négociations, dont le résultat n'aboutit qu'à humilier son orgueil, car de Witt n'encourut aucune punition. Toutefois Guillaume, ayant l'appui de l'armée, le dévouement des Zélandais et la promesse d'être secondé par l'or et les intrigues du cardinal Mazarin, fût sans doute parvenu à réaliser les plans de son ambition, s'il n'eût été prévenu par la mort. A la suite d'une partie de chasse, il fut attaqué de la petite vérole, et expira à La Haye, âgé de vingt-quatre ans et six mois [1650]. La mort de Guillaume II laissait l'État sans stathouder, et l'armée sans chef. Cependant la maison d'Orange ne devait pas s'éteindre, car, huit jours après la mort de son époux, la princesse accoucha d'un fils, dont la naissance, en comblant de joie les Nassau, brouilla la princesse d'Orange avec sa belle-mère; toutes deux se disputèrent la tutelle de l'enfant : les états-généraux décidèrent que cet office important serait exercé en commun par les deux princesses et l'électeur de Brandebourg. Au reste le parti populaire saisit cette occasion pour assurer son triomphe; la plupart des villes s'arrogèrent le privilége de choisir leurs magistrats, et les forces de terre et de mer furent abandonnées à la direction des états-généraux.

Tout semblait annoncer que la bonne intelligence qui régnait entre l'Angleterre et la Hollande continuerait à s'affermir; car, dans ce dernier pays, les idées démocratiques avaient pris un ascendant irrésistible et dominaient dans le gouvernement, qui, de

MCD 2019

monarchique, était devenu républicain : il en advint autrement, et une guerre s'alluma où les deux nations déployèrent un courage et une opiniâtreté presque sans exemple. Quant aux causes qui amenèrent cette lutte, il faut les chercher dans l'ambition jalouse des deux peuples qui aspiraient à se saisir de la domination des mers : toutefois les Anglais furent les agresseurs. En effet, les états-généraux s'efforcèrent, par tous les moyens, de prévenir une rupture avec la Grande-Bretagne; mais quelques incidents qu'il fut impossible de prévenir et de réprimer, fournirent des prétextes à leurs adversaires. Une ambassade, à la tête de laquelle se trouvaient Saint-Jean et Strickland, fut accueillie à La Haye avec les plus grands honneurs; la populace, excitée par les partisans des Stuarts et de la maison d'Orange, insulta ces envoyés, tandis qu'à la même époque quelques officiers écossais assassinèrent Dorilaüs, l'un des juges de Charles I. Hollandais de naissance, Dorilaüs s'était fait naturaliser en Angleterre; il était revenu dans son ancienne patrie chargé d'une mission politique. Sur ces entrefaites, le parlement d'Angleterre adopta le fameux acte de navigation qui défendait à toutes les nations d'importer dans la Grande-Bretagne, sur leurs propres vaisseaux, des marchandises qui ne seraient pas un produit de leur sol ou de leurs manufactures. Cette loi était surtout dirigée contre les Hollandais, qui étaient alors les facteurs de toute l'Europe. On saisit leurs vaisseaux; ils se vengèrent par des représailles, et les deux gouvernements se hâtèrent d'équiper des flottes, et de se préparer à soutenir une lutte qui devait être prochaine. Le signal en fut donné par une rencontre entre Blak et Tromp, près de Douvres. Le premier ayant voulu exiger le salut de la part de l'amiral hollandais, il en résulta un engagement qui dura cinq heures. A la nouvelle de ce conflit, dont il était facile de prévoir les conséquences, les états-généraux envoyèrent à Londres le grand pensionnaire Adrien Pauw; le parlement anglais rejeta toutes les explications qui lui furent données. Blak mit en mer à la tête d'une flotte nombreuse. Tromp vint au-devant de lui avec des forces considérables; une tempête les empêcha d'en venir aux mains [1652]. Une bataille s'engagea quelque temps après dans les eaux de Plymouth entre sir Georges Ayscue et le célèbre Ruyter, mais sans aucun résultat décisif. Deux autres actions eurent encore lieu sur les côtes du comté de Kent : Blak, Bourn et Pen commandaient la flotte anglaise, tandis que leurs rivaux avaient pour chefs Ruyter et de Witt. Dans un autre engagement, Blak fut défait et blessé; l'ennemi brûla et coula à fond cinq de ses vaisseaux, et la nuit seule sauva la flotte anglaise d'une entière destruction. Fier de son triomphe, Tromp fit attacher au grand mât de son bâtiment un balai comme pour annoncer qu'il avait balayé le canal en chassant tous les vaisseaux anglais. Cette bravade ne fit qu'enflammer le ressentiment des vaincus; et Blak, secondé par Dean et Monk, qui devint plus tard le restaurateur de la monarchie, reparut conduisant quatre-vingts navires. Il rencontra Tromp et Ruyter, suivis de soixante-seize vaisseaux servant d'escorte à trois cents bâtiments marchands. L'action s'engagea et se soutint avec une égale furie pendant trois jours, et se termina au désavantage des Hollandais, qui perdirent dix vaisseaux de guerre et vingt-quatre vaisseaux marchands. Tromp s'acquit un immortel honneur dans cette bataille et par sa bravoure et par ses manœuvres, qui sauvèrent la plus grande partie de l'immense convoi placé sous sa protection. Quelques mois après, deux batailles s'engagèrent encore : la première fut marquée par la mort de l'amiral anglais Dean, et la seconde, par la défaite des Hollandais [1653]. Enfin, le 21 juillet de cette même année, Tromp attaqua à Scheveling les Anglais commandés par Monk, après avoir fait sa jonction avec ses deux compatriotes de Witt et de Ruyter. Plus de deux cents vaisseaux étaient aux prises de part et d'autre. Tromp ayant percé la ligne ennemie, se trouva cerné par plusieurs bâtiments, et fut frappé d'un coup mortel lorsqu'il animait les siens par ses paroles et par son exemple. Sa mort répandit la consternation sur toute la flotte; et, malgré le dévouement et l'habileté de Ruyter et de son collègue, les Hollandais s'en-

MCD 2019

fuirent en désordre. Cette défaite leur coûta vingt vaisseaux de guerre et six mille hommes, dont quatre périrent durant l'action et deux mille furent faits prisonniers. Les vainqueurs subirent aussi des pertes énormes : la plus grande partie de leurs vaisseaux étaient désemparés, et chargés d'hommes mis hors de combat par leurs blessures [1653]. Ce désastre contraignit les états-généraux à ouvrir des négociations avec Cromwell, car cet ambitieux avait chassé ses anciens collègues, et régnait sous le titre de Protecteur. Celui-ci voulait d'abord que les deux républiques ne formassent plus qu'un seul État ; mais il abandonna cette prétention, et se réduisit à demander que le jeune prince d'Orange fût exclu pour jamais des emplois de stathouder et de capitaine-général, exercés avec tant de gloire par ses ancêtres, et que la république ne conservât qu'un nombre déterminé de vaisseaux de guerre qu'elle ne pourrait augmenter qu'avec l'assentiment du gouvernement anglais. Il était aussi humiliant que dangereux d'adopter ces deux articles : l'un devait enfanter tôt ou tard une guerre civile, car la maison d'Orange comptait un grand nombre de partisans qui s'efforceraient de lui restituer le pouvoir ; l'autre rendait les Provinces-Unies sujettesde l'Angleterre. Ces articles furent cependant ratifiés par les états, qui consentirent à contracter avec la Grande-Bretagne une ligue défensive, à payer des sommes considérables, à céder l'honneur du pavillon, et à ne jamais permettre que le prince d'Orange ou quelque autre personne de sa famille fût revêtu de l'office de stathouder [1656] (1). La plupart des provinces protestèrent contre l'acte d'exclusion, et surtout la Zélande, qui n'avait cessé de témoigner son attachement au jeune Guillaume. Cette question fit naître des pamphlets violents, et des troubles éclatèrent dans plusieurs cités. Le grand-pensionnaire de Witt fut principalement en butte aux attaques les plus envenimées, car on l'accusait d'avoir écarté des affaires, par son influence, la maison d'Orange. Ces querelles auraient eu sans doute des suites importantes, si une guerre étrangère n'était venue fort à propos pour apaiser l'irritation des esprits en leur offrant un nouvel aliment. Telle fut la querelle qui éclata entre la Suède et le Danemarck, ancien allié de la république. Celle-ci prit part à la lutte, car les intérêts de son commerce eussent été gravement compromis, si les Suédois s'étaient rendus maîtres du passage du Sund. L'amiral Opdam fut donc envoyé dans la Baltique à la tête d'une flotte nombreuse. Il battit les Suédois, et jeta des secours dans Copenhague, bloqué par l'ennemi. Ruyter vint remplacer Opdam dans le commandement, et contraignit Charles-Gustave (1) à accepter une paix (2) dont les conditions étaient toutes à l'avantage du Danemarck.

La république des Provinces-Unies atteignit alors le plus haut point de gloire et de puissance où elle soit jamais montée. Les autres nations apprirent à la respecter en la voyant intervenir dans leurs différends et jeter dans la balance le poids de son épée. Elle sut aussi à la même époque réprimer l'audace des Algériens et des autres pirates établis sur la côte d'Afrique qui infestaient la Méditerranée. Ces forbans n'osèrent plus attaquer son pavillon. Des lois nouvelles améliorèrent les finances et favorisèrent le commerce, en les débarrassant des entraves qui pouvaient gêner son essor. Enfin, grâce aux rares talents et à la sage fermeté du grand pensionnaire de Witt, tout semblait promettre à la Hollande un long avenir de paix et de prospérité : au dedans les querelles, qui avaient si longtemps divisé les esprits, s'étaient apaisées, tandis qu'au dehors la bonne intelligence venait de se rétablir entre la France et l'Espagne. Le traité des Pyrénées avait été scellé par le mariage de Louis XIV avec la fille du monarque espagnol [1659]. En Angleterre, Cromwell était mort tout puissant ; mais il ne put assurer le fruit de ses victoires et de ses crimes à son fils Richard. Ce dernier, revêtu de la même dignité que son

(1) Vid. Hume, tome VII, page 236.

(1) Roi de Suède.

(2) Vid. *Histoire des Provinces-Unies*, par Cerisier, tome IX.

MCD 2019

père, en fut dépouillé bientôt, et Charles II ne tarda pas à remonter sur le trône de ses ancêtres. Ce prince avait trouvé en Hollande une généreuse hospitalité; sa reconnaissance éclata seulement par des promesses et des remerciements. Dès qu'il se vit affermi, il ne songea plus qu'à flatter les jaloux penchants de la nation anglaise, qui s'irritait de la supériorité commerciale des Hollandais. Aussi, après diverses contestations, que le temps aigrit au lieu de les adoucir, Charles finit par déclarer la guerre [1665]. Le duc d'York, qui depuis fut roi sous le nom de Jacques II, reçut le commandement d'une flotte; le comte de Sandwich et le prince Robert servaient sous lui. Les Hollandais avaient pour chef Opdam, dont le vaisseau, au milieu du combat, sauta en l'air; la mort de l'amiral entraîna la déroute des siens. Cette défaite coûta aux Hollandais dix-neuf bâtiments. Le grand-pensionnaire de Witt prit alors l'office d'amiral; il parvint à équiper promptement une flotte nouvelle et fit voir que le génie peut suffire à tout, car on doit à de Witt de notables améliorations opérées dans la marine, à laquelle il était jusqu'alors resté étranger. Mais le patriotisme des Hollandais, dirigé par le grand-pensionnaire, n'eut peut-être pas sauvé le pays de sa ruine si Louis XIV ne fût venu à son secours; il repoussa même la proposition de Charles, offrant de lui abandonner ce qu'il pourrait conquérir des Pays-Bas espagnols, pourvu qu'il lui fût permis de détruire entièrement la marine hollandaise. Le Danemarck se joignit à la France. Enfin, le monarque anglais ne trouva d'autre allié que l'évêque de Munster, prélat aventurier, qui, à la tête de vingt mille hommes, pénétra dans la Frise; mais six mille Français étant accourus le forcèrent bientôt à se retirer [1666]. Cependant Ruyter et Tromp, fils de l'amiral de ce nom, dont nous avons déjà parlé, vinrent à la rencontre des Anglais, conduits au combat par le prince Robert et Monk, devenu duc d'Albemarle. Une bataille s'engagea, elle dura quatre jours; les Hollandais purent s'attribuer avec justice la victoire; mais quelques mois après une nouvelle rencontre eut lieu. les Anglais obtinrent un avantage décisif. L'ennemi perdit trois de ses amiraux, et Ruyter, pressentant sa défaite, s'écria au milieu de l'action : *Eh quoi! un boulet ne viendra-t-il pas terminer ma misérable vie!* Dans cette crise, de Witt rendit à sa patrie un service signalé, en amusant les vainqueurs par une négociation dont les lenteurs, habilement calculées, permirent aux Hollandais de rassembler une escadre formidable, avec laquelle Ruyter parut tout-à-coup dans la Tamise, prit Sheerness et s'avança dans le canal, où il brûla trois vaisseaux de guerre. Mais l'amiral hollandais, qui aurait pu détruire la capitale s'il avait eu à son bord assez de troupes de débarquement, prit le parti de se retirer. Il fit voile vers Torbay, se rendit maître d'un grand nombre de vaisseaux et jeta quelques bombes dans Plymouth. Il rentra une seconde fois dans la Tamise, donnant la chasse à tous les navires qui se trouvaient dans le canal, puis il revint dans sa patrie. A Dordrecht il fut accueilli au bruit du canon et des acclamations d'un peuple immense, et reçu par les magistrats de la ville, qui le complimentèrent. Les états-généraux lui firent présent d'une coupe d'or, sur laquelle étaient gravés les exploits dont il venait de s'honorer. Sur ces entrefaites, des conférences étaient ouvertes à Breda et amenèrent la paix de ce nom, par laquelle il fut stipulé que les Anglais garderaient la colonie de New-York, située dans l'Amérique septentrionale, et que l'île de Poleron, l'une des Moluques, demeurerait dans la possession des Hollandais. Le roi de France, qui avait pris part à la guerre, intervint encore dans le traité et se fit céder par Charles l'Acadie [1667] (1).

La mort de Philippe IV, roi d'Espagne, fournit un prétexte à Louis XIV pour donner l'essor à son ambition. Gendre du monarque qui venait d'expirer, il prétendit à ce titre faire passer sous sa domination le Brabant et le Limbourg, quoiqu'il eût renoncé formellement dans son contrat de mariage à

(1) *Vid.* Temple, tome III, et l'*Histoire d'Angleterre* de Hume.

MCD 2019

toute prétention à l'héritage de son beau-père. Néanmoins Louis envahit tout-à-coup les Pays-Bas, à la tête d'une armée nombreuse ayant sous ses ordres le célèbre Turenne, Toutes les villes ouvrirent leurs portes et cédèrent à la puissance de ses armes, et en moins de trois semaines il ajouta à ses conquêtes la Franche-Comté, dont un autre de ses généraux, le grand Condé, se rendit maître. Louis semblait menacer l'indépendance des autres États par l'essai de ses forces. Aussi l'Angleterre, ennemie naguère de la Hollande, se hâta de se rapprocher de sa rivale; le chevalier Guillaume Temple vint à La Haye et conclut un traité dont le but était de s'opposer aux succès militaires de la France et d'assurer à l'Espagne la possession des Pays-Bas. La Suède accéda à ce traité, qui en prit le nom de triple alliance [1668]. Le roi de France, ne voulant pas entrer en lutte avec les deux puissances maritimes les plus redoutables, remit l'épée dans le fourreau. Le traité signé à Aix-la-Chapelle, en lui imposant la restitution de la Franche-Comté, lui confirma la possession de plusieurs places, qui, grâce au génie de Vauban, devinrent les remparts de la France. Si la Hollande avait contribué puissamment par son intervention à enchaîner l'ambition de Louis XIV, elle irrita l'orgueil de ce prince en faisant frapper une médaille par laquelle elle s'attribuait tout l'honneur d'avoir pacifié l'Europe (1). Ce dernier résolut de punir une prétention qu'il regardait comme une offense à sa grandeur; mais pour réussir dans sa vengeance, il fallait enlever à la Hollande ses alliés. Louis, ayant gagné les conseillers de Charles (2), déta ha ce prince de son alliance avec la république, en lui donnant une pension et une maîtresse. La Suède, de son côté, consentit à abandonner la Hollande, qui se trouva seule exposée au péril le plus imminent, n'ayant plus à compter que sur ses propres forces pour repousser un agresseur aussi redoutable que Louis XIV. La république était d'ailleurs mal préparée à soutenir une pareille attaque. En effet, deux partis divisaient l'État, ils avaient pour chefs le grand-pensionnaire de Witt et le prince d'Orange. De Witt, resté maître des affaires depuis plusieurs années, avait distribué tous les emplois à ses partisans, ce qui fut cause que les principaux grades militaires étaient entre les mains des enfants et des parents des bourgmestres, dont la plupart manquaient d'expérience et de capacité. Le cri public avait forcé le grand-pensionnaire à admettre sous les drapeaux quelques anciens officiers, connus par leur attachement à la maison d'Orange. Au lieu de donner le commandement à un seul homme, il le divisa entre plusieurs, expédient qui, pour être favorable à sa politique, ne devait pas moins être très-nuisible à l'État. La marine seule avait été l'objet des soins de de Witt; les flottes de la république étaient nombreuses et bien exercées; mais les fortifications des places fortes avaient été négligées, et les approvisionnements vendus par l'avidité mercantile des gouverneurs. Telle était la position de la Hollande, lorsque Louis s'avança pour l'envahir, à la tête d'une armée de cent quatre-vingt mille hommes; Condé, Turenne et Luxembourg dirigeaient les opérations. Le monarque franchit le Rhin à Tolhuis, en présence de ses adversaires, ce qui fut célébré comme un fait merveilleux; mais le lieu du passage était gueable et l'ennemi n'avait que deux régiments, qui s'enfuirent après une légère résistance. L'armée française inonda le pays comme un torrent; partout les Hollandais fuyaient devant eux, tandis que les forteresses se rendaient à la première sommation. Dans quelques semaines les provinces de Gueldre, d'Utrecht et d'Over-Issel tombèrent au pouvoir de Louis, et son avant-garde pénétra à quatre lieues d'Amsterdam. Malgré l'abattement de la nation, qui semblait renoncer à se défendre, elle était cependant résolue à conserver à tout prix son indépendance; car si le territoire tout entier devenait la proie des Français, il devait être abandonné par ses habi-

(1) *Histoire des médailles*, page 94. — *Lettres de Temple*, tome II, page 79.

(2) Ses cinq ministres ou conseillers se nommaient Clifford, Ashley, Buckingham, Arlington et Lauderdale; ce cabinet est appelé *cabal*, de la première lettre du nom de ceux qui composaient cette réunion.

MCD 2019

tants, décidés à se transporter à Batavia pour y fonder un nouvel empire. On avait calculé que les vaisseaux de la république pourraient transporter deux cent mille familles; mais on n'eut pas besoin de recourir à cet héroïque expédient. Les Hollandais, ne pouvant plus combattre avec l'épée, percèrent leurs digues, et les eaux furent une barrière suffisante pour arrêter les vainqueurs dans leur course triomphante. Les états-généraux décidèrent qu'il fallait implorer la paix; mais Louis, par le conseil de Louvois, voulut leur imposer des conditions si dures, qu'elles furent rejetées. En effet, il demandait qu'on lui livrât toutes les villes frontières, et même quelques places situées dans le cœur du pays; il exigeait en outre une indemnité de vingt millions et qu'on lui envoyât chaque année une ambassade solennelle et une médaille d'or, témoignant que la Hollande lui devait sa liberté. De son côté, le roi d'Angleterre dictait d'autres propositions, non moins cruelles et non moins insultantes; il voulait que le pavillon hollandais s'abaissât partout devant le sien, que la république lui payât pour les frais de la guerre une somme de vingt-cinq millions, que l'Angleterre partageât le commerce de l'Inde, et enfin, que l'île de Walcheren et plusieurs autres fussent remises entre ses mains jusqu'à l'accomplissement des conditions qu'il proposait.

Au lieu de plier sous des exigences si injustes et si intolérables, la nation, indignée, les repoussa hautement, et ne songea plus qu'à tout sacrifier, sa vie et ses biens, à l'honneur du pays. Le peuple, attribuant tous les malheurs de la patrie au grand-pensionnaire, se souleva de toutes parts; l'édit qui excluait du commandement la maison d'Orange fut aboli, et le jeune Guillaume III proclamé stathouder. Ce prince avait alors vingt-deux ans: ses qualités et ses défauts le rapprochent de son illustre aïeul: impénétrable comme lui, il possédait la même fermeté et le même flegme, qui lui permettait de conserver au milieu des plus grands périls toutes les lumières de son jugement. Lent à se décider, il était plein de feu dans l'action, et cependant sa gloire, fondée sur des titres réels, est demeurée sans éclat. Son élévation au pouvoir était un bienfait pour le pays; mais elle fut souillée par le sang de deux grands citoyens, les deux frères de Witt. La populace, dans presque toutes les villes, contraignit les magistrats à se déclarer en faveur du prince d'Orange, dont les partisans envahirent, au mépris des lois, toutes les dignités et tous les emplois. Corneille de Witt, ancien bourgmestre de Dordrecht, était surtout l'objet de la haine de la multitude, qui lui reprochait de n'avoir pas voulu signer l'acte conférant à Guillaume le stathouderat. Renfermé dans sa maison, il ne pouvait en sortir sans être en butte aux plus indignes outrages. Un barbier, soudoyé sans doute par quelque ennemi, accusa Corneille de lui avoir offert trente-deux mille florins pour assassiner le prince d'Orange. Aussitôt le peuple s'indigne et menace les magistrats, qui, cédant à la crainte, jettent l'accusé dans les fers et le livrent aux horreurs de la question pour lui faire avouer un crime imaginaire. Corneille, au milieu des tourments, ne répondit aux bourreaux qu'en répétant l'ode d'Horace commençant par ces mots: *Justum et tenacem propositis verum*, etc., protestation éloquente contre l'injustice et la tyrannie. Le grand-pensionnaire s'était démis de son emploi et consolait Corneille par ses discours et par sa présence. Les juges n'osèrent condamner à mort un innocent; ils lui imposèrent un exil perpétuel. Mais la populace trouva ce châtiment trop doux; elle courut briser les portes de la prison, où les deux frères se trouvaient ensemble, les égorgea et se mit à traîner leurs cadavres dans les rues. Les meurtriers coupèrent les corps des victimes par morceaux, que l'on mit en vente dans la ville; un doigt valait quinze sous de Hollande, une cuisse vingt-cinq: enfin, suspendus à un gibet, les troncs sanglants demeurèrent en proie à la brutalité et à l'insolence de la multitude jusqu'à la nuit; ils furent alors enlevés par des mains amies, et enterrés secrètement. S'il n'autorisa pas hautement ces horreurs, Guillaume les toléra, et tout semble faire croire qu'il en fut le premier instigateur, tant il est vrai que l'am-

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



W.H. Barlett del.t

Léonce Lhulier Sculp.t

Pl. 19.

PLACE DE L'HOTEL DE VILLE DE BRUXELLES. (Belgique)

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1

bition étouffe tous les sentiments. Le grand pensionnaire avait dirigé l'éducation du prince, développé son intelligence; il l'avait initié à la connaissance des affaires, espérant rendre les talents de son élève utiles à sa patrie en leur imposant le frein de son exemple et de ses conseils. L'événement trompa sa prudence, car Guillaume, au lieu de se contenter du rôle de premier citoyen de son pays, s'en établit le maître [1772] (1).

Cependant le prince d'Orange se montra digne de la haute mission qui lui était confiée; il refusa l'offre qui lui fut faite par l'Angleterre de devenir souverain d'une partie de la Hollande s'il voulait abandonner le reste aux envahisseurs. Résolu de vaincre ou de mourir, il prit les mesures les plus énergiques : la première fut de livrer à un trépas ignominieux les commandants des villes et les officiers convaincus de trahison ou de lâcheté; il ouvrit ensuite la campagne par la prise de Naarden, et fit ensuite sa jonction avec Montecuculi, que l'empereur Léopold envoyait à son secours, à la tête de vingt mille hommes. Le comte de Monterey, gouverneur des provinces belges, vint de son côté prêter aux Hollandais l'appui des armes espagnoles. L'électeur de Brandebourg se rangea aussi du côté de la république, et Louis XIV fut contraint d'abandonner en toute hâte ses conquêtes. Un résultat si inattendu doit être attribué au marquis de Louvois, qui, voulant rester maître exclusif des opérations de la guerre, conseilla à son maître de jeter des garnisons dans toutes les places dont les Français s'étaient emparés. Turenne et Condé voulaient au contraire qu'on les démantelât, ce qui eût permis au roi de concentrer ses forces et de terminer la campagne par un coup décisif. Mais Louvois l'emporta, et la Hollande fut sauvée. Elle conclut un traité avec le cabinet de Madrid, qui déclara la guerre à la France [1673], et produisit une puissante diversion en faveur de son nouvel allié. Sur mer plusieurs batailles sanglantes, livrées entre les flottes anglaises et hollandaises, firent briller le courage des deux nations, et rehaussa surtout la gloire de Ruyter. Mais les deux parties ne remportèrent de ces luttes sanglantes aucun avantage signalé. Le roi de France, forcé d'évacuer le territoire de la république, avait transporté la guerre dans les Pays-Bas. Le prince d'Orange, qui avait en tête le grand Condé, fut surpris dans les plaines de Senef, et soutint un combat sanglant contre son adversaire. Il perdit le champ de bataille et ses équipages, mais il se retira en bon ordre, laissant la victoire indécise. La campagne de 1675 n'offrit aucun événement militaire remarquable, seulement les puissances belligérantes ouvrirent un congrès à Nimègue, mais sans arrêter l'effusion du sang. En effet, Louis en personne s'empara de Condé, de Bouchain et d'Aire, et fit lever au prince d'Orange le siége de Maëstricht [1676]. Guillaume éprouva encore une défaite à Cassel; il fut mis en déroute par Philippe d'Orléans, frère de Louis XIV [1677]. Les Français remportèrent encore l'année suivante de nouveaux triomphes dans la Flandre, où ils s'emparèrent de Gand et d'Ypres. La France, quoique victorieuse, désirait mettre fin aux hostilités, et, par ses offres, elle parvint à détacher la Hollande de ses amis. Il est vrai que la république venait de perdre un de ses plus glorieux soutiens : Ruyter avait trouvé la mort dans un engagement contre une flotte française, et sa perte contribua sans doute à refroidir l'ardeur martiale de ses compatriotes. En outre un des ennemis les plus redoutables de la Hollande, le roi d'Angleterre, avait accordé la fille aînée de son frère (1) au prince d'Orange. Cet hymen présageait une paix prochaine, qui fut signée à Nimègue, au mois d'août [1678]. Elle fut cependant suivie d'une bataille aussi inutile que sanglante, livrée par Guillaume, qui, sous prétexte que la paix ne lui avait pas été notifiée, essaya de surprendre le maréchal de Luxembourg à Saint-Denis, près de Mons. Mais ce dernier, l'é-

(1) Vid. Neuville, t. III, Basnage. — *Gazette d'Amsterdam*, n. 104.

(1) La princesse Marie fille du duc d'York, depuis Jacques II. Charles, marié à une princesse portugaise, n'avait point eu d'enfant de cette union.

MCD 2019

lève et l'ami du grand Condé, repoussa victorieusement cette agression, dont le blâme et la honte retombèrent sur le prince d'Orange. La Hollande, qui, au début de la guerre, était sur le penchant de sa ruine, recouvra tout ce qu'elle avait perdu, et obtint des avantages commerciaux. Abandonnée à son sort, l'Espagne céda à Louis XIV la Franche-Comté et plusieurs autres villes, qui servirent désormais de barrière à la France contre ses ennemis extérieurs.

La paix de Nimègue avait détruit la confédération formée avec tant peine par Guillaume, et Louis put sans obstacle donner l'essor à son ambition. C'est ainsi qu'il établit à Metz, à Brissac, à Besançon et à Tournay des chambres de réunion, qui lui adjugèrent un grand nombre de districts, appartenant pour la plupart à des princes Allemands. La diète germanique protesta contre ces usurpations; mais l'empereur Léopold, attaqué par les Turcs, était réduit à n'employer que des arguments. Le roi d'Angleterre ne pouvait non plus veiller au maintien de l'indépendance européenne, car il avait à déjouer les intrigues de Shaftesbury et de ses complices, qui attentèrent à sa vie et à son autorité. Cependant la guerre s'était rallumée de nouveau entre la France et l'Espagne [1683]; mais l'Angleterre et la Hollande intervinrent, et une trêve de vingt ans mit fin aux hostilités.

Sur ces entrefaites, Charles II mourut [1685]. Le duc d'York le remplaça, sous le nom de Jacques II; il ne garda le trône que quatre années. Guillaume était gendre de ce prince, et s'attacha d'abord à vivre en bonne intelligence avec lui. Il devait ménager un beau-père dont la succession lui était dévolue du chef de sa femme. En effet, le nouveau roi n'avait pas d'enfant mâle; aussi, quand le duc de Monmouth (1) fit une invasion dans la Grande-Bretagne pour réclamer une couronne à laquelle il n'avait aucun droit fondé, Guillaume envoya des troupes au secours de Jacques. Quelque temps après, ce monarque étant devenu père d'un fils, le prince d'Orange, qui n'avait plus rien à attendre de Jacques, se ligua avec des seigneurs anglais aspirant à renverser le gouvernement du frère de Charles II. Celui-ci aurait pu conjurer l'orage qui le menaçait; averti par le roi de France, il ferma l'oreille à ses sollicitations, et se trouva pris au dépourvu quand Guillaume parut à Torbay et débarqua sur le sol de l'Angleterre à la tête d'une armée. On lisait sur ses drapeaux, *Je maintiendrai;* ces mots signifiaient qu'il venait défendre la religion protestante, à côté de laquelle Jacques voulait installer le catholicisme, regardé par les Anglais comme le symbole du despotisme [1688]. Jacques s'enfuit en France sans avoir combattu; Guillaume et sa femme, Marie, furent proclamés rois, à la condition d'accepter le bill des droits qui limitait l'autorité du souverain. Ainsi Guillaume était tout à la fois chef d'une monarchie et chef d'une république, car il était toujours stathouder dans sa patrie. Il sut cependant concilier des devoirs en apparence si opposés. La plus grande partie de son règne s'écoula sur les champs de bataille, où il se signala contre les troupes de Louis XIV. Il avait formé contre ce monarque la ligue d'Augsbourg, unissant entre elles toutes les grandes puissances du continent qui voulaient se dérober au joug que Louis XIV menaçait de leur imposer. Guillaume combattit à Fleurus, à Steinkerque, à Nerwinde; il fut vaincu, mais ses revers ne purent jamais l'abattre. Les limites qui nous sont imposées ne nous permettent pas d'entrer dans le détail des événements de cette longue lutte, qui se termina par la paix signée à Ryswick [1697]. Après tant de sang versé, les choses furent rétablies dans le même état qu'à l'époque du traité de Nimègue.

A peine les peuples jouissaient-ils d'un repos acheté si cher, que ce repos fut troublé par le trépas du dernier descendant de Charles-Quint, qui rendit le dernier soupir dans le palais de l'Escurial, à l'âge de trente-neuf ans. Sa mort, prévue depuis longtemps, avait allumé les vues ambitieuses de tous les potentats de l'Europe. Ils avaient à

(1) Ce duc était fils naturel de Charles II; convaincu d'avoir conspiré contre son père et contre son oncle, il s'était réfugié en pays étranger.

MCD 2019

l'avance partagé entre eux la riche succession qui allait s'ouvrir; mais Charles II la laissa par testament au duc d'Anjou, petit-fils de Louis XIV. L'union de deux monarchies si puissantes alarma, non sans raison, les autres États, et une guerre, connue dans l'histoire sous le nom de guerre de la succession, ne tarda pas à embraser toute l'Europe [1700]. Ce fut alors que Guillaume conclut le traité de la grande-alliance, auquel prirent part les états-généraux, l'Angleterre et l'empereur d'Allemagne. Les coalisés voulaient mettre la couronne d'Espagne sur la tête du second fils du chef de l'empire. Guillaume se préparait à passer sur le continent pour diriger la lutte qui allait s'ouvrir, mais la mort vint l'enlever à ses projets [1702]. Il fut le dernier de cette race héroïque qui fonda et qui soutint si glorieusement l'existence de la Hollande. Guillaume n'ayant pas d'héritier direct, son titre de prince d'Orange passa à son cousin, le prince de Nassau, stathouder de la Frise. Les états-généraux témoignèrent hautement leurs regrets de la perte immense que la république venait de faire. Heureusement que le grand-pensionnaire Heinsius adopta les plans de Guillaume, et les exécuta avec une rare énergie. On lui en donna les moyens, car il ne fut pas nommé de nouveau stathouder, et l'autorité suprême appartint au grand-pensionnaire. Le pouvoir, ainsi concentré dans une main habile et ferme, assura les plus glorieux triomphes à la patrie. Anne, qui ceignit la couronne après Guillaume, promit à la Hollande l'appui des armes de l'Angleterre, et la république put ainsi braver les menaces de Louis XIV, qui, en apprenant son accession à la ligue formée contre lui, s'était écrié : *Je punirai ces audacieux marchands !* Mais ces mêmes marchands furent sur le point de le détrôner. En effet leurs soldats, unis aux Anglais et aux Allemands, par une succession de victoires, mirent la France à deux doigts de sa perte. Marlborough et Eugène, chefs des armées de la ligue, battirent les généraux français. Ils furent activement secondés par le grand-pensionnaire Heinsius. Ces trois hommes, doués d'un égal génie, étaient inspirés par les mêmes vues, et, lorsque l'hiver suspendait les hostilités, ils se réunissaient à La Haye pour décider entre eux des mesures guerrières ou politiques qu'il fallait adopter. La lutte, commencée en Italie, s'étendit jusque dans le Brabant. C'est dans cette contrée que Marlborough remporta ses plus beaux triomphes. Il vainquit ses adversaires à Bouchain, à Ramillies, à Oudenarde et à Malplaquet. Dans toutes ces occasions, le nouveau prince d'Orange se distingua à la tête des Hollandais. Les coalisés obtinrent encore quelques succès sur mer, mais qui n'ont conservé dans l'histoire qu'un médiocre éclat [1702-1709]. Enfin Louis, réduit aux abois, implora la paix. Ses propositions furent rejetées par les Anglais et les Hollandais. Ces derniers, surtout, rendirent avec usure aux ambassadeurs de France les affronts qu'ils avaient reçus de leur maître. Cependant une intrigue de cour vint arracher le commandement à Marlborough. Le pouvoir passa entre les mains de ses ennemis, qui entamèrent des négociations avec le monarque français [1712]. Les événements de la guerre en firent changer plusieurs fois les conditions : ainsi Philippe V, à qui l'on voulait enlever sa couronne, l'affermit sur sa tête en gagnant, par l'épée de Berwick et de Vendôme, les batailles d'Almanza et de Villa-Viciosa, et son compétiteur, l'archiduc Charles, monté sur le trône impérial, finit par renoncer à ses prétentions. Enfin la paix fut signée le 11 avril 1713, et la France, grâce à la victoire de Denain, obtint de meilleures conditions que celles qui lui avaient été imposées précédemment. Le traité d'Utrecht se composa de plusieurs traités. Nous parlerons seulement de ce qui regarde la Hollande et les provinces belges. La république attachait un grand intérêt à ne laisser les Pays-Bas qu'à une puissance assez forte pour les défendre contre la France; elle obtint donc qu'ils seraient cédés à l'empereur, et, depuis cette époque, ils ont pris la dénomination de Pays-Bas autrichiens. Lous XIV abandonna aux états-généraux Menin, Tournay, Furnes, Dixmude, Ypres et Poperingue, qui lui restituèrent en échange Lille et ses dépendances. Par le traité de la Bar-

MCD 2019

rière, conclu deux années plus tard à Anvers [1715], les Hollandais acquirent le droit d'entretenir des garnisons dans les Pays-Bas autrichiens, afin de concourir à mettre cette contrée à l'abri de toute attaque. Le chef de l'empire et les états-généraux devaient, en outre, avoir toujours sur pied une armée de trente à trente-cinq mille hommes pour cet objet. Ainsi la Hollande, à la paix d'Utrecht, sortit encore une fois saine et sauve d'une crise qui l'avait forcée de déployer toutes ses ressources. Les avantages qu'elle obtint lui permirent de restaurer son commerce et ses finances, qui redevinrent presque aussi florissants que par le passé (1).

DEPUIS LA PAIX D'UTRECHT JUSQU'A L'INCORPORATION DE LA BELGIQUE A LA FRANCE.

Quoique la Hollande n'ait pas cessé, jusqu'aux dernières années du dix-huitième siècle, de conserver son rang en Europe, elle ne joua, durant cette période, qu'un rôle peu important que nous allons rapporter en peu de mots. Elle eut d'abord un démêlé assez grave avec l'Autriche relativement à la création de la Compagnie d'Ostende, instituée par l'empereur, « pour, » disaient les lettres-patentes impériales, « naviguer » et négocier en liberté aux Indes orientales » et occidentales et sur les côtes de l'Afrique, » tant en-deçà qu'au-delà du cap de Bonne-» Espérance, dans tous les ports, hâvres, » lieux et rivières où les autres nations tra-» fiquent librement. » Cet acte donna de l'ombrage à presque toutes les puissances européennes. La Hollande et l'Angleterre s'unirent avec la France pour en paralyser l'effet, et des négociations s'ouvrirent à Cambray, afin de régler les intérêts menacés par l'établissement de la Compagnie d'Ostende. Charles VI (2) trouva un allié dans le roi d'Espagne, dont la fille, fiancée au jeune Louis XV, et élevée à ce titre à Paris, venait d'être renvoyée brusquement à son père. Celui-ci, égaré par son ressentiment, conclut à Vienne un traité par lequel l'Autriche et l'Espagne se promettaient une garantie mutuelle par rapport aux vaisseaux des deux nations qui seraient attaqués, soit en-deçà, soit au-delà de la ligne. C'était décréter le maintien de la Compagnie d'Ostende. Aussitôt la Hollande, la France, l'Angleterre et la Prusse signèrent une contre-alliance à laquelle la Suède accéda plus tard [1725-1727]. Cette coalition contraignit l'empereur de renoncer à son projet, et la Compagnie d'Ostende fut abolie en vertu des traités de Séville et de Vienne [1729-1731]. A dater de cette époque jusqu'en 1740, les états-généraux s'occupèrent exclusivement d'ouvrir au pays de nouvelles sources de prospérité : l'une des plus abondantes et des plus profitables fut la protection accordée à tous les hommes qui ne professaient pas dans leur patrie la religion du gouvernement. La Hollande devint le lieu de refuge des esprits amoureux de l'indépendance, et s'enrichit par les productions de leur esprit. En effet, comme la presse était enchaînée dans tous les États de l'Europe (1), une foule de livres sur la théologie et sur la politique alimentaient les imprimeurs de la Hollande, et avaient donné au commerce de la librairie une prodigieuse extension. Cependant, malgré la tolérance dont ils se piquaient, les états-généraux prirent part à l'expulsion des jésuites, et les chassèrent comme les autres potentats. Mais cet incident n'eut aucune influence sur la tranquillité publique, et ne mérite pas d'arrêter plus long-temps l'attention du lecteur. La paix dont jouissait le continent européen fut troublée un moment à la mort d'Auguste II, roi de Pologne [1733] : deux concurrents revendiquèrent le trône devenu vacant. Cette querelle divisa toutes les puissances : toutefois, par une convention signée entre la France et la Hollande, il fut permis aux Pays-Bas de conserver la neutralité. Depuis Guillaume III, devenu roi d'Angleterre, la maison d'Orange

(1) Vid. Mémoires du président de Nény, tome I, pages 141-142.

(2) L'empereur d'Allemagne.

(1) Il faut en excepter l'Angleterre, où la révolution de 1688 avait commencé l'émancipation de la presse.

MCD 2019

avait cessé de jouer un rôle politique en Hollande. Le prince de Nassau, auquel Guillaume avait laissé sa principauté, n'avait eu d'autre titre que celui de simple stathouder de la Frise. A l'exemple de ses ancêtres, il s'était distingué sur les champs de bataille durant la guerre de la succession. Il était mort sans avoir obtenu aucune influence politique dans sa patrie, laissant un fils qui, en 1728, avait ajouté à la dignité de stathouder de la Frise celle de stathouder de Groningue et de la Gueldre. Enfin, en 1734, ce dernier devint l'époux de la princesse Anne, fille de Georges II, roi d'Angleterre. Ce monarque, en jetant un nouvel éclat sur la maison de Nassau, lui fournit les moyens de recouvrer plus tard son ancien pouvoir.

Sur ces entrefaites, la mort de Charles VI, arrivée en 1740, appela de nouveau l'Europe aux armes. Ce prince avait assuré ses états à sa fille par un acte connu sous le nom de pragmatique; il l'avait fortifié du consentement de tous les cabinets. Cependant tous, au mépris de leurs engagements, se précipitèrent à l'envi sur l'héritage de Charles pour se le partager entre eux. Marie-Thérèse n'avait pour elle que sa beauté, sa jeunesse, ses droits et son courage; elle fit en personne un appel à la loyauté des Hongrois : ils jurèrent de se sacrifier pour sa défense. La fortune récompensa un si noble dévouement; et Marie-Thérèse ayant trouvé deux alliés, les Anglais et les Hollandais, put faire tête à ses ennemis. Parmi ces derniers, le plus redoutable était le roi de France, qui envahit les Pays-Bas autrichiens, ayant sous ses ordres le maréchal de Saxe. Guerrier déjà illustre, ce héros, ayant rencontré l'armée anglo-hollandaise dans les champs de Fontenoi, gagna la célèbre bataille de ce nom [1744]. Il poursuivit ses avantages l'année suivante, et s'empara de Bruxelles et de plusieurs autres villes. Maître de tous les Pays-Bas autrichiens, le maréchal de Saxe menaçait les frontières de la république, qui crut ne pouvoir se défendre contre un adversaire si redoutable qu'en remettant le pouvoir suprême à la maison d'Orange. Guillaume IV fut proclamé stathouder et capitaine général [1748], et les états-généraux assurèrent ces dignités à sa maison en les déclarant héréditaires. Le traité d'Aix-la-Chapelle vint mettre fin aux hostilités. Marie-Thérèse rentra dans toutes ses possessions, et la Hollande recouvra ses provinces et ses villes tombées aux mains des Français. Une ère de tranquillité et de bonheur sembla se lever pour l'Europe, et en particulier pour la Hollande; mais cet espoir fut trompé par la mort prématurée du jeune stathouder, qui expira à La Haye le 13 octobre 1751. Ce prince eut à peine le temps de faire connaître au monde s'il remplirait dignement le poste auquel il avait été appelé par le vœu de la nation. Son fils, âgé de trois ans, lui succéda sous la tutelle de sa mère, fille de Georges II, qui retint l'autorité dans ses mains, et sut la manier avec autant d'adresse que de fermeté.

Lorsque la guerre de sept ans mit aux prises les principales puissances de l'Europe, et couvrit l'Allemagne de ruines et de sang, la république ne prit aucune part à ces tristes débats inspirés par l'ambition. La sagesse de sa politique fut récompensée par la prospérité toujours croissante de l'État : le commerce, ami de la paix, prit une nouvelle extension, dont le résultat enrichit toutes les classes de la nation. Toutefois, cet état de choses fut troublé par la jalousie de l'Angleterre, qui attaqua les Hollandais sous de frivoles prétextes. Ceux-ci n'avaient plus, pour se défendre, les talents de Tromp et de Ruyter. Ils résistèrent mal à l'injuste agression de la Grande-Bretagne, qui les força de se soumettre à la suprématie qu'elle s'arrogeait sur les mers. Cependant la décadence politique de la Hollande ne se trahissait encore par aucune apparence extérieure, lorsque Guillaume V, déjà investi du pouvoir possédé par ses ancêtres, devint l'époux de la nièce de Frédéric-le-Grand, roi de Prusse [1768]. La naissance de deux fils vint mettre le comble à la joie publique. Le peuple, incapable de présager l'avenir, crut voir dans ces événements un gage de paix et de prospérité, tandis que les plus terribles tempêtes s'amassaient à l'horizon, prêtes à verser les

MCD 2019

plus épouvantables fléaux sur toute l'Europe [1772].

Depuis l'époque où les dix provinces qui, sur dix-sept, composaient dans leur ensemble les Pays-Bas, étaient rentrées sous la domination espagnole, nous avons cessé de raconter en détail leur histoire. En effet, englouties dans la vaste monarchie de Charles-Quint, ces provinces, privées d'existence politique, n'avaient plus de place dans les annales des nations. Durant la guerre de 1740, qui eut pour cause la succession de l'empereur Charles VI, que l'on disputait à sa fille, la Belgique devint un champ de bataille pour les armées des différents peuples qui avaient pris part à la lutte; la paix les remit sous la domination de Marie Thérèse. Cette habile souveraine sut gouverner les Belges et s'en faire aimer. Tout en respectant les principaux priviléges des provinces, elle réussit à introduire d'utiles réformes sans provoquer la plus légère résistance. Bref, son administration fut favorable au pays, dont la prospérité ne cessa de prendre de nouveaux développements. L'impératrice mourut en 1780, laissant le trône impérial et ses autres possessions à son fils Joseph II. Ce prince, dévoré du désir de s'immortaliser, non-seulement comme guerrier, mais comme législateur, imagina de porter la réforme dans les institutions de toutes les parties de son vaste empire : il résolut donc de faire jouir les belges des innovations qu'il méditait. « Frappé, » dit un historien, « des énormes abus »que la diversité des lois et des coutumes »avait introduits dans l'administration, il »avait conçu, pour remédier à ce vice radi»cal, le plan d'un système d'uniformité qui, »en rapprochant tous les ressorts pour les »diriger vers un centre unique, donnait au »pouvoir du prince plus de force, d'intensité »et d'action (1). » La constitution des provinces belges n'avait pris une forme stable que sous Charles-Quint, et n'avait pas éprouvé, jusqu'à Joseph II, d'altérations profondes. Les priviléges communs à toutes les provinces étaient le libre consentement des impôts, et le droit appartenant à tous les citoyens de n'être soumis qu'à des juges désignés par la loi; mais ces mêmes provinces possédaient en outre des coutumes et des usages que le souverain, lorsqu'il prenait possession du pouvoir, jurait de respecter et de maintenir (1). Le fils de Marie-Thérèse fit les mêmes promesses et prit les mêmes engagements que ses prédécesseurs; mais bientôt il commença l'exécution de ses projets, qui consistaient à réformer l'Eglise et l'État. Il débuta par s'attaquer aux ministres de la religion, en publiant divers édits qui changeaient ou abo issaient les lois de la discipline ecclésiastique. C'est ainsi qu'il fut défendu aux évêques et aux particuliers d'en appeler au pape; que les prélats durent soumettre leurs mandements à l'approbation du pouvoir. On leur enleva la juridiction qui leur était attribuée sur les mariages. Joseph supprima plusieurs couvents, et prétendit régler le régime intérieur dans les chapitres des chanoinesses [1784-1786]. Il abolit encore les confréries, les processions et les kermesses, sortes de fêtes religieuses. Il voulut forcer le clergé de se soustraire à l'obéissance du souverain pontife, et de bénir les mariages entre les protestants et les catholiques. Enfin il établit un séminaire général à Louvain et un séminaire filial à Luxembourg : ce qui tendait à dépouiller les évêques de l'inspection qu'ils avaient jusqu'alors exercée sur l'enseignement théologique. Les ordonnances de Joseph devaient accomplir une véritable révolution dans l'Église, et provoquèrent des résistances d'autant plus insurmontables, que le clergé était soutenu par toute la nation belge, fortement attachée à la communion romaine.

L'empereur tenta encore de régénérer les formes de la justice comme celles de la religion, en publiant un édit renfermant un système uniforme de jurisprudence qui devait être adopté par tous les tribunaux, nonobstant les lois et coutumes en vigueur, et déclarées nulles et sans force

(1) Vid. Histoire générale des Pays-Bas, par Dewez, me VI, page 126.

(1) La constitution belge portait la dénomination de *joyeuse entrée*.

MCD 2019

pour l'avenir. Puis, pour mettre le dernier sceau à toutes ses innovations, il divisa les provinces belges en neuf cercles, dont l'administration était confiée à un pareil nombre d'intendants. Les priviléges des villes et des corporations ne furent pas plus respectés : le souverain s'attribua la nomination des offices, qui appartenait aux citoyens. Il croyait fortifier son pouvoir en le substituant à tous les autres, il ne réussit qu'à le rendre insupportable et enfin odieux.

Les premiers symptômes d'insurrection partirent du séminaire général créé par Joseph. Les élèves se révoltèrent, et finirent par intéresser la nation à leurs débats. A leur tour, les états de plusieurs provinces firent des remontrances sur les changements apportés aux institutions politiques et judiciaires du pays ; ils les repoussèrent par des arguments, et puis les rejetèrent par des actes. Le gouvernement, intimidé à la vue d'une répulsion si unanime, prit le parti de suspendre l'exécution des édits (1). Cette condescendance parut une preuve de faiblesse; elle enhardit les mécontents, qui produisirent de nouveaux griefs ; ils inventèrent des dénominations pour classer leurs partisans et leurs adversaires, et créèrent des signes qui servirent bientôt d'enseignes à la révolte. Le mécontentement devint général quand les états-généraux refusèrent de voter les impôts. Joseph fit publier une déclaration portant qu'il se regardait comme délié de ses serments, et affranchi de toutes ses obligations envers les Belges, contractées par lui à son avénement. Ce fut le signal de la guerre civile, dont l'instigateur le plus ardent était un avocat de Bruxelles nommé Vandernoot, qui s'était fait remarquer par un mémoire où il prêchait la sédition. Il avait cherché depuis à mettre en pratique ses maximes, en semant la révolte par ses intrigues. Sur ces entrefaites, le comte de Murray, institué gouverneur général par intérim, arriva dans les Pays-Bas, tandis que le comte d'Alton prit le commandement des troupes autrichiennes. Ces deux personnages avaient ordre de révoquer toutes les concessions faites précédemment, et de procéder à l'exécution des ordres impériaux [1788]. Il fallut employer la force dans les villes où siégeaient les états particuliers, pour reculer encore une fois devant la résistance de toutes les classes. Le gouvernement perdit alors ses amis, et augmenta le nombre de ses adversaires : les premiers, n'étant pas soutenus, se turent ; les seconds devinrent plus téméraires. Cependant Vandernoot, en butte aux rigueurs et aux persécutions du pouvoir, s'était réfugié en Angleterre, où il obtint une audience de Pitt, et peut-être des promesses évasives. Mais cette entrevue, exploitée avec adresse par Vandernoot, le grandit aux yeux de ses compatriotes ; ils crurent au crédit dont il se targuait, car celui-ci annonçait qu'il allait entamer des négociations avec plusieurs cours étrangères paraissant disposées à prêter aux Belges leur appui. De Londres il visita La Haye, puis Breda, d'où il écrivit à ses amis de Bruxelles que, pour remplir sa mission, il était nécessaire de lui faire remettre une procuration de l'un des trois ordres des états. Muni de cette pièce, il était sûr, disait-il, de pénétrer dans le cabinet des princes, et de les intéresser à la cause de sa patrie (1). Les états provinciaux avaient été supprimés par Joseph, mais un petit nombre d'anciens membres de ces assemblées signèrent et adressèrent une procuration à Vandernoot, dans laquelle on le qualifiait d'*agent plénipotentiaire du peuple brabançon*. Armé de ce titre, Vandernoot s'introduisit auprès de la princesse d'Orange, qui lui fit un accueil bienveillant, et lui donna même une recommandation auprès de la cour de Prusse. Vandernoot se rendit à Berlin, où il reçut pour tout secours des encouragements et des promesses.

Tandis que ce dernier cherchait des appuis au dehors, un avocat, appelé Vonck, avait formé à Bruxelles une association à laquelle il imposa le nom de *pro aris et focis*, c'est-à-dire pour la religion et la patrie.

(1) Le duc Albert de Saxe-Taschen et son épouse, l'archiduchesse Christine, étaient gouverneurs généraux des Pays-Bas.

(1) Vid. Histoire générale de la Belgique, t. VI, p. 264.

MCD 2019

Les membres de cette société devaient composer le noyau d'une armée patriotique. Mais le général d'Alton ayant pénétré le plan de Vonck, celui-ci se réfugia dans le pays de Liége, où il organisa un premier rassemblement auprès de Hasselt. Chassé de ce lieu par les soldats autrichiens, il alla, avec ses associés, se réfugier à Breda, sur les frontières de la Hollande. Impatient d'agir, il chercha un chef pour commander sa petite armée, et jeta les yeux sur le colonel Vandermersch, officier de fortune qui avait conquis tous ses grades sur le champ de bataille. Un comité s'était formé à Breda, sous les auspices de Vandernoot, qui rédigea une proclamation où, après avoir énuméré les infractions du gouvernement impérial au *pacte de la joyeuse entrée*, il déclarait que l'empereur Joseph II était déchu de sa souveraineté. Ce fut précédé de ce manifeste, que Vandermersch se présenta, à la tête d'une troupe de quelques centaines d'hommes, sur le territoire brabançon. Il entra dans la petite ville de Turnhout, où il résolut d'attendre l'attaque de ses adversaires. Aidé par les habitants, qui dépavèrent les rues et formèrent des barricades, Vandermersch battit les Autrichiens, qui eurent l'imprudence de s'engager dans la ville, et en furent délogés après un combat très-vif. Cette victoire, dont l'effet moral fut immense, alluma dans toute la Belgique le feu de l'insurrection : Gand et Bruxelles ouvrirent leurs portes aux insurgés. Le ministre autrichien, comte de Trauttmansdorff, chargé du gouvernement, crut devoir recourir à des moyens pacifiques, et publia une amnistie générale, où il promettait la convocation prochaine des états. Mais le pouvoir ne doit risquer des concessions que lorsqu'il est le plus fort; on lui tient compte alors d'une condescendance qui semble l'effet d'une pure générosité ; mais accorder, le lendemain d'un échec, ce qu'on a refusé la veille, au lieu de reconnaissance, n'inspire au peuple que le mépris. C'est aussi ce qui arriva : la plupart des villes du Hainaut s'insurgèrent comme dans le Brabant, et chassèrent leurs garnisons. Vandernoot et le comité de Breda firent une pompeuse entrée à Bruxelles. Les états de Brabant se rassemblèrent dans cette ville, et invitèrent les autres provinces à envoyer à Bruxelles des députés pour prendre part aux délibérations. Le 7 janvier 1789, la session des états s'ouvrit : il s'y trouvait des mandataires du Brabant, de la Flandre, du Hainaut, de Namur, de Malines, de Gueldre et de Limbourg. Le congrès décréta d'abord un acte d'union, et se déclara investi de tous les pouvoirs de la souveraineté. Mais bientôt des dissentiments éclatèrent parmi les insurgés ; ils formèrent deux partis, dont l'un, ayant pour chef l'avocat Vonck, demandait une représentation nationale à laquelle appartiendrait le droit de décréter la forme de gouvernement qui devait être adoptée. Le général Vandermersch appuyait le plan des vonckistes. Aussi, devenu suspect aux états et à Vandernoot, on lui enleva le commandement, qui fut donné au général prussien Schœnfeld ; il fut même arrêté et conduit à la citadelle d'Anvers.

Sur ces entrefaites, l'empereur Joseph II mourut, et son successeur Léopold essaya d'étouffer la révolution belge en offrant de rétablir les choses comme elles existaient au temps de Marie-Thérèse. Mais on repoussa ses offres, et la guerre se ralluma avec une nouvelle vivacité : Schœnfeld, étant allé à la rencontre des Autrichiens, fut battu ; bientôt il n'eut plus d'armée. Vandernoot proposa alors de prêcher une croisade contre les Autrichiens ; et, grâce à l'éloquence des curés, vingt mille paysans accoururent, après la moisson, et composèrent différents corps exercés à la hâte, et que l'on conduisit au combat. Mais la tactique l'emporta sur l'enthousiasme ; et les croisés, après avoir soutenu le premier feu de l'ennemi, s'enfuirent en désordre. Cependant Léopold fit faire encore des propositions au congrès par le comte d'Argenteau, son ministre plénipotentiaire à La Haye : ces propositions auraient pu être acceptées, puisqu'elles promettaient la révocation des édits de Joseph II, et le redressement de tous les abus dont on se plaignait. Néanmoins le congrès rejeta tout accommodement, comme si la victoire accompagnait ses drapeaux. Cependant trente mille Autrichiens s'avançaient à marches forcées ;

MCD 2019

à leur approche, les insurgés rentrèrent successivement dans le devoir. Vandernoot, le principal auteur de la révolution, disparut, ainsi que son général Schœnfeld. Louvain. Bruxelles, Malines et Anvers n'essayèrent pas même de résister, et la Belgique tout entière rentra sous la domination autrichienne. Vandermersch, devenu libre par la chute de ses ennemis, se retira à Menin, sa patrie, sur la foi d'un armistice accordé par Léopold. Ce prince confia, comme son prédécesseur, le gouvernement des Pays-Bas à l'archiduchesse Marie-Christine et à son époux le duc Albert [1791]; et, durant leur absence, la direction des affaires fut confiée au comte d'Argenteau. Mais des difficultés sérieuses ne tardèrent pas à s'élever entre ce ministre et les différents états des provinces; car, si la révolte avait été comprimée, l'esprit de sédition n'était pas encore éteint; il se ralluma à l'occasion d'un édit impérial déclarant nulles toutes les collations et bénéfices ecclésiastiques et d'emplois civils faits pendant les troubles. Des émeutes éclatèrent, surtout dans le Brabant; et la fermentation des esprits n'était point encore apaisée, lorsque l'empereur Léopold expira après un règne de dix-huit mois [mars 1792]. Son fils, François II, lui succéda (1).

A cette époque la France était agitée par une de ces convulsions qui, semblables aux tremblements de terre ou aux irruptions volcaniques, bouleversent le sol qu'elles couvrent de ruines pour élever sur les décombres de nouveaux édifices et une société nouvelle. L'héritier d'une monarchie fondée depuis quatorze siècles, Louis XVI, assis sur le trône, ne régnait plus que de nom : le pouvoir appartenait à une assemblée qui imposait au monarque toutes ses volontés; elle le força de déclarer la guerre à l'empereur François, qui, en effet, était entré dans une ligue contre la France. Les hostilités commencèrent aussitôt : le duc Albert commandait les troupes autrichiennes. Il s'avança jusque sous les murs de Lille, dont il commença le siége. Mais il battit bientôt en retraite, et fut vaincu dans les plaines de Jemmapes par Dumouriez, à qui ce triomphe valut la conquête de la Belgique. Ce général marcha sur Bruxelles, où il entra sans résistance, et bientôt toutes les provinces des Pays-Bas furent affranchies de la domination impériale. Les députés de plusieurs villes vinrent à Paris demander à la Convention de ne traiter avec les puissances de l'Europe qu'à la condition de reconnaître l'indépendance de la Belgique. Le président leur répondit « qu'ils n'en devaient point douter, puisque »les Français avaient les premiers reconnu »la souveraineté des peuples; ce n'est donc »pas d'eux que vous tenez la souveraineté, »c'est de la nature. Les Français n'ont conquis »dans la Belgique que vos cœurs; ils n'ont »vaincu que les Autrichiens. » Malgré ce langage sentimental, les Pays-Bas devinrent bientôt une annexe de la république française, dont ils furent contraints de subir les lois. Divisée en arrondissements qui effacèrent ses anciennes délimitations, la Belgique fut, comme le reste de la France, livrée aux exactions des agents républicains, et à la tyrannie des sociétés populaires que les jacobins de Paris avaient organisées dans presque toutes les villes.

Cependant les Autrichiens se disposaient à arracher à la Convention sa conquête, et ils ouvrirent la campagne dans les premiers jours de mars 1793; ils étaient sous les ordres du prince de Cobourg : le duc d'York, second fils de Georges III, roi d'Angleterre, les secondait à la tête d'une armée anglaise. Ce dernier fut battu près Hondscoot, et le prince de Cobourg, qui avait commencé le siége de Maubeuge, se vit contraint de renoncer à son entreprise. L'empereur François II se rendit lui-même en Belgique [1794]; mais ses lieutenants furent mis en déroute dans plusieurs actions sanglantes, entre autres à Tournay. François assista en personne à cette affaire, qui décida du sort de la Flandre; il reprit ensuite le chemin de ses États. Quelque temps après son départ, Cobourg éprouva encore une défaite signalée dans les champs de Fleurus, et le drapeau tricolore flotta bientôt sur les remparts de Bruxelles, de Malines, de Namur, d'Anvers et des villes

(1) Vid. Histoire de la Belgique, par Dewez, tomes VI et VII.

MCD 2019

principales des Pays-Bas. La Belgique, soumise par la victoire, fut préparée à une réunion prochaine par une organisation toute française : des représentants du peuple, envoyés par la Convention, la divisèrent en neuf départements, et lui imposèrent les lois criminelles et civiles de leur patrie. Enfin, après une discussion qui dura deux jours, l'assemblée déclara que la Belgique ferait à l'avenir partie de la république [1795].

DEPUIS LE RÉTABLISSEMENT DU STATHOUDÉRAT JUSQU'A LA CHUTE DE LA RÉPUBLIQUE BATAVE.

Nous avons cru devoir suivre la destinée de la Belgique jusqu'à son incorporation avec la France, afin de ne pas morceler notre récit; nous allons maintenant revenir à la Hollande, en rétrogradant de quelques années. A cette époque [1781], la république, à l'exemple des puissances du nord, résolut de s'opposer à la prétention despotique des Anglais, qui s'arrogeaient le droit de visiter les vaisseaux des autres nations. La guerre éclata, et la Grande-Bretagne s'empara de Saint-Eustache, de Surinam, d'Essequebo, de Demerari et de plusieurs autres colonies hollandaises. Elle résolut encore d'enlever à la république le commerce de la Baltique, et envoya dans cette mer une escadre commandée par sir Hyde Parker, qui engagea une lutte sanglante avec l'amiral hollandais Zoutman. Une tempête sépara les combattants, dont les pertes furent à peu près égales. La paix conclue en 1784 mit fin à cette courte guerre, qui coûta à la république la ruine de son commerce, la perte de la ville de Negapatnam, sur la côte de Coromandel, et la permission donnée aux Anglais de naviguer librement dans les mers de l'Inde. Cependant les premiers symptômes de la révolution qui se préparait en France avaient jeté l'inquiétude parmi les puissances européennes : d'un autre côté, les réformes intempestives de Joseph II avaient soulevé la Belgique, trop voisine de la Hollande pour que celle-ci pût rester étrangère aux événements qui se passaient presque à ses portes. Dans les Pays-Bas autrichiens, les insurgés voulaient restreindre et renfermer dans ses limites l'autorité du prince; en Hollande, le parti démocratique montra qu'il était animé des mêmes sentiments; et le stathouder, voyant que son pouvoir était menacé, prit la résolution de chercher à l'étendre, au risque de bouleverser la république. La lutte s'engagea par des discussions qui ne tardèrent pas à s'envenimer. Guillaume essaya de s'appuyer sur la multitude, en excitant ses passions. Alors les états de Hollande, ne gardant plus aucun ménagement, ôtèrent au stathouder le commandement de la garnison de La Haye et celui de toutes les troupes de la province, puis ils finirent par le déclarer déchu de tous ses emplois. Une armée prussienne, appelée secrètement par Guillaume, s'approcha des frontières et enflamma plus vivement les esprits. Mais la crise, depuis quelque temps suspendue, éclata tout-à-coup par un incident peut-être fortuit : la princesse d'Orange, ayant quitté son palais de Loo pour se rendre à La Haye, fut arrêtée dans le voisinage de la ville de Woesden par les magistrats de cette cité, qui lui donnèrent des gardes, et la contraignirent de retourner sur ses pas. Le stathouder, soutenu par l'ambassadeur anglais, demanda une réparation, et, sur le refus des états, il recourut à l'assistance de son beau-père, le roi de Prusse, qui fit entrer une armée sur le territoire hollandais. Le parti républicain dut céder à la force des armes, et le prince d'Orange, qu'on avait voulu priver de sa part du pouvoir, s'empara de l'autorité tout entière, et, de premier magistrat de la république, en devint le monarque; le titre seul de roi lui manquait [1789]. Il entraîna la république dans la ligue formée contre la France : aussi, la Convention victorieuse décida l'envahissement de la Hollande, où Pichegru pénétra à la tête de cent mille hommes. On était alors au cœur de l'hiver, dont la rigueur inaccoutumée, au lieu de retarder la marche du général français, l'accéléra. En effet, les eaux, ces barrières inexpugnables de la Hollande, changées par le froid en masses solides, permirent aux assaillants d'achever rapidement leur conquête. L'artillerie manœuvra sur la glace comme sur un terrain solide, et l'on

MCD 2019

vit des escadrons de cavalerie prendre des vaisseaux à l'abordage. Le duc d'York vint au secours des Hollandais; mais, battu dans plusieurs rencontres, il perdit ses canons, ses magasins, et fut réduit à opérer une honteuse retraite [1795]. Les démocrates accueillirent les Français comme des libérateurs et les appuyèrent. Le prince d'Orange aurait pu se défendre encore long-temps, mais il sacrifia ses intérêts à ceux de ses concitoyens, que la prolongation de la guerre menaçait d'une ruine totale. Il déposa donc le pouvoir entre les mains des états-généraux réunis à La Haye, et partit ensuite pour l'Angleterre. Une autre assemblée, qui délibérait sous la protection des vainqueurs, prononça l'abolition du stathoudérat, et changea la forme du gouvernement. Le pays lui-même reçut une autre dénomination, et s'appela désormais république batave.

La France, à cette époque, délivrée de la Convention, avait adopté des institutions nouvelles : le pouvoir législatif était exercé par deux corps délibérants, et le pouvoir exécutif appartenait à un comité de cinq personnes appelé directoire. Celui-ci prodigua d'abord des louanges et des promesses, mais la Hollande dut acheter sa régénération par un tribut de cent millions de florins. Elle reçut en échange une constitution calquée sur celle qui régissait sa puissante protectrice. Toutefois, l'indépendance promise à la Hollande n'était au fond qu'un dur esclavage; sa marine fut anéantie par les armes britanniques, qui lui ravirent encore ses plus riches possessions dans les Indes. La France lui enleva la Flandre hollandaise, Maestricht, Venloo et plusieurs autres cantons, tandis qu'elle s'adjugea le droit de naviguer librement sur le Rhin, la Meuse et le Scheldt. Sans considération au dehors, la république gémissait dans son intérieur sous le poids d'énormes impôts d'autant plus pesants, que la guerre avait tari les sources les plus abondantes de ses revenus, car son commerce et son industrie étaient tombés dans une décadence complète. Les Hollandais étaient, de plus, en butte aux attaques des Anglais, qui achevèrent la destruction de leur marine, et firent, de concert avec les Russes, une tentative pour rétablir la maison d'Orange [1797] : le duc d'York vint lui-même dans le Texel avec des forces considérables; cette expédition n'eut aucun succès. Le général républicain Brune fit subir au prince plusieurs défaites; mais, quoiqu'elle fût du parti des vainqueurs, la Hollande perdit dans cette lutte sa dernière flotte. Depuis cette époque, la Hollande, traitée comme une province conquise, eut à subir tous les maux suites ordinaires de cette position. Les ministres, les généraux, et tous les fonctionnaires armés d'une portion du pouvoir, en profitaient pour donner l'essor à leur despotisme ou à leur cupidité. En un mot, la liberté n'existait que dans les discours officiels et dans le préambule des lois et des actes du gouvernement, dont la tyrannie esclave était placée sous la dépendance de l'ambassadeur français. Jusqu'au jour où Bonaparte parvint au pouvoir suprême, l'oppression qui pesait sur la Hollande fut empreinte de caprice et de brutalité; car les hommes qui tenaient entre leurs mains, à cette période, la destinée de la France, étaient sortis pour la plupart des rangs du peuple, et portaient souvent dans les affaires les vices de leurs habitudes primitives. Ainsi les peuples gémissaient sous une tyrannie d'autant plus insupportable, qu'elle ne savait rien respecter, faute d'intelligence, et qu'elle blessait les sentiments aussi bien que les intérêts des opprimés [1799].

DEPUIS LA CRÉATION DU ROYAUME DE HOLLANDE JUSQU'A L'AVÉNEMENT DE GUILLAUME IV, EN QUALITÉ DE SOUVERAIN DES PAYS-BAS.

Général à vingt-six ans, Bonaparte s'était créé, par ses victoires, une renommée si brillante, qu'elle avait obscurci celle de tous ses émules qui avaient, avant lui, triomphé sur les champs de bataille. Exilé pour ainsi dire en Égypte par les craintes jalouses des directeurs, il était revenu inopinément pour renverser ces maîtres de la France, qui s'étaient rendus indignes de la gouverner. Une fois maître de l'autorité, il en fit usage pour réorganiser l'ordre social, et le rasseoir sur

MCD 2019

ses antiques bases, mais en adoptant des innovations que le temps avait rendues irrévocables. Toutefois, après avoir accompli une tâche aussi difficile, il ne songea plus qu'à travailler pour lui-même : il se fit déclarer premier consul, puis empereur, et s'environna des institutions soutiens ordinaires des monarchies. C'est dans ce but qu'il rétablit la hiérarchie des rangs par la création d'une noblesse à laquelle il donna des titres et des majorats. Bientôt, enivré de ses victoires et de sa puissance, il imagina de placer sa famille sur la plupart des trônes de l'Europe : dans ce partage, la Hollande échut à Louis Bonaparte, qui alla régner à La Haye [1806]. Le nouveau prince, s'il n'était pas doué de qualités supérieures, était du moins animé des meilleures intentions. Il eût désiré rendre heureux le peuple confié à ses soins, et il fit tout ce qu'il put pour s'attirer l'attachement de ses sujets. Il tenta de ranimer le commerce ; mais les moyens qu'il fallut mettre en usage se trouvaient en opposition avec la politique du chef de l'empire français. Ainsi, en s'attirant la reconnaissance des Hollandais, Louis excitait le courroux de son frère. En effet, malgré les ordres qui lui étaient intimés par l'organe de l'ambassadeur de France, il continua toujours à favoriser les efforts des Hollandais, cherchant à échapper à l'exécution du système continental, prononçant l'exclusion de toutes les marchandises fabriquées en Angleterre. Il ne crut pas non plus devoir étouffer la libre manifestation de la pensée publique par un système d'espionnage aussi vil qu'odieux. Le seul reproche qu'il ait mérité est celui de s'être montré prodigue dans ses dépenses personnelles, et de s'être jeté légèrement dans des entreprises dispendieuses. Aussi, après un règne de trois années, la dette du pays se trouva augmentée de deux cent vingt-cinq millions. Quoi qu'il en soit, Louis, après avoir lutté vainement contre le despotisme de son frère, prit le parti d'abdiquer. Son départ excita de vifs regrets et l'honora aux yeux de tous. On lui sut gré d'avoir répudié hautement le rôle d'esclave couronné. C'était la seconde fois que Napoléon trouvait une semblable résistance dans sa famille : un autre de ses frères, dont le concours avait contribué à l'élévation de sa fortune politique, n'avait pas voulu ployer sous le despotisme de sa volonté (1). L'empereur des Français incorpora la Hollande à son vaste empire. Il débuta par diminuer la dette publique des deux tiers par la banqueroute; il introduisit la conscription, et fit exécuter rigoureusement ses décrets de Berlin et de Milan, qui prohibaient tous les objets manufacturés dans les îles britanniques. Il acheva, par cette mesure, la ruine de la nation hollandaise, à laquelle il imposa, d'un autre côté, le fardeau de nouvelles taxes et celui de ses lois. Le royaume, sous le sceptre de Louis, se composait de six départements, dont la population s'élevait à dix-huit cent mille âmes. L'armée de terre se composait de dix-huit mille hommes, que Napoléon porta bientôt à cinquante. Les places fortes et les établissements de la marine étaient gardés par une milice nationale prise parmi les jeunes gens épargnés par le recrutement annuel. Elle ne devait servir que dans l'intérieur de la France, c'est-à-dire depuis Hambourg jusqu'à Rome. Mais, après la fatale issue de la campagne de Russie, la milice hollandaise alla rejoindre l'armée française, et prit part à la campagne qui s'ouvrit par la bataille de Lutzen. Quant aux impôts, déjà très-élevés sous l'ancien gouvernement, ils montaient alors à 25 pour cent sur les terres, et à 30 sur les maisons. Bref, le budget du royaume s'élevait à 75 millions; ce qui portait à 40 fr. 60 cent. la quote-part de chaque habitant. Le système continental fut plus funeste à la Hollande qu'à toutes les autres provinces de l'empire : le peuple des autres contrées pouvait tirer sa subsistance des travaux de l'agriculture, ou trouver de l'emploi dans les manufactures; mais en Hollande, la multitude, qui n'avait vécu jusqu'alors que par les bénéfices du commerce maritime, se trouva plongée dans la misère la plus profonde. La pauvreté atteignit même toutes les conditions. Les fleuves et les canaux du pays étaient ou-

(1) Lucien Bonaparte, aujourd'hui prince de Canino.

MCD 2019

verts librement aux bâtiments français, et c'étaient des manufacturiers de cette nation qui fournissaient des armes et des habillements aux troupes hollandaises. Quel fut le résultat de cet état de choses? c'est que la population d'Amsterdam fut réduite de cent vingt mille à quatre-vingt-dix mille, dont le quart devait sa subsistance à la charité publique. A La Haye, à Delft et dans plusieurs autres cités, on vit les habitants abattre leurs maisons parce qu'ils étaient hors d'état de les réparer et de payer les taxes auxquelles elles étaient soumises. Les digues, dont l'entretien absorbait annuellement une somme de cent cinquante millions, furent négligées, et les flots de l'Océan menaçaient chaque jour d'engloutir une contrée que l'industrie de l'homme avait ravie à sa domination. Toutes les carrières n'offraient qu'une perspective désolante à la jeunesse, qui se refusait à entrer dans la marine ou dans l'armée, pour n'être pas contrainte de combattre au profit des oppresseurs de son pays. Le barreau repoussait les vieux praticiens, réduits à oublier ce qu'ils avaient appris, pour étudier les Codes de Napoléon. Quant aux jeunes avocats, ils avaient peu de penchant à s'initier à la connaissance de lois dont la plupart leur semblaient inapplicables à la situation de leur pays.

Fatigués d'une oppression qui s'agravait chaque jour, les esprits se tournèrent vers le prince d'Orange, retiré en Angleterre. Tous les partis se réunirent dans une même pensée, celle de chasser les Français, et d'établir une constitution où l'héritier des Nassau occuperait la première place [1813]. Cependant Napoléon essayait en vain de résister à l'Europe entière conjurée contre lui. Vainqueur à Lutzen et à Bautzen, il crut un moment qu'il allait ressaisir son ancienne domination; mais, abandonné par la plupart de ses alliés, il vit son armée engloutie dans les champs de Leipsik; les débris de ses phalanges se hâtèrent de repasser le Rhin. Les troupes françaises répandues en Hollande n'excédaient pas dix mille hommes; elles devaient contenir la population, et garder les places fortes. A la nouvelle des désastres du conquérant, et qui faisaient présager sa chute prochaine, plusieurs personnages distingués résolurent d'affranchir les Provinces-Unies. Une junte, dont ils inspiraient les décisions, dirigea l'audace des patriotes, qui, s'étant réunis au nombre de huit cents, osèrent proclamer le prince d'Orange à La Haye.

Les insurgés s'étaient hâtés d'implorer le secours du gouvernement anglais; ils comptaient encore sur l'appui des soldats alliés, dont une avant-garde avait déjà paru dans quelques villages situés sur la frontière. Mais on apprit bientôt que les troupes libératrices avaient reçu l'ordre de ne pas franchir l'Yssel. Toutefois, une assemblée eut lieu à La Haye dans la maison qui avait jadis appartenu au célèbre de Witt, pour prendre les mesures nécessitées par les circonstances. On organisa un gouvernement provisoire; il devait exercer l'autorité jusqu'à l'arrivée du prince d'Orange. Mais, en attendant, les confédérés prirent l'initiative en proclamant, par une déclaration publique, qu'ils renonçaient à toute obéissance envers Napoléon. Sur ces entrefaites, un corps de troupes françaises arriva d'Anvers à Gorcum, surprit quelques soldats hollandais, et s'empara de Worden. Un autre détachement entra dans la ville de Dordrecht, où il leva des contributions sur les habitants. Ce double échec, grossi par la renommée, répandit de vives inquiétudes dans le pays, mais il ne fit pas chanceler la fermeté des chefs de l'insurrection; ils réussirent à rassurer les esprits par la confiance dont ils paraissaient animés. Amsterdam, Rotterdam et un grand nombre de villes se déclarèrent en faveur de la maison d'Orange. Ce prince était attendu chaque jour par la population de La Haye et les lieux environnants; la route était couverte chaque jour d'une foule innombrable dont les regards, pleins d'anxiété, cherchaient à découvrir sur les flots si quelque navire ne se dirigeait pas vers la Hollande. Enfin, le 26 novembre, un bateau vint aborder au rivage; il ne contenait qu'un seul homme, anglais de nation, et qui venait tenter une opération commerciale. On le revêtit d'un uniforme de sa nation, et il se promena dans la ville, salué par les cris de joie de la mul-

MCD 2019

titude, qui voyait en lui le précurseur d'une armée britannique.

Les chefs du gouvernement provisoire exploitèrent si habilement cette circonstance, en la combinant avec d'autres incidents, que les Français crurent devoir opérer leur retraite. Quelques jours après, le prince d'Orange aborda enfin à La Haye, où il fut accueilli avec le plus vif enthousiasme. Les magistrats, comme le peuple, voulaient qu'il prît sur-le-champ les insignes et le titre de roi, mais on résolut d'attendre qu'il eût fait son entrée à Amsterdam; elle eut lieu le lendemain, 2 décembre. Guillaume s'empressa de publier une proclamation dont nous citons le passage suivant : « Votre confiance »et votre affection, » dit-il au peuple hollandais, « m'offrent le souverain pouvoir; »j'accède à vos désirs, mais à une seule con»dition, c'est qu'une sage constitution ga»rantira vos libertés. Si mes ancêtres ont »contribué à fonder votre indépendance, sa conservation sera le but de tous mes ef»forts. » On s'occupa ensuite de l'acte constitutionnel, dont la rédaction fut confiée à un comité de quatorze personnes choisies dans les rangs les plus élevés. Après des conférences qui durèrent trois mois, le travail des membres de la commission fut soumis au contrôle de l'opinion publique par la voie de l'impression. Douze cents électeurs appartenant à toutes les provinces et à toutes les religions, reçurent la mission de nommer six cents notables, qui devaient se trouver à Amsterdam le 28 mars 1814. Le lendemain de ce jour, ils se réunirent dans une église où le prince leur soumit la constitution qui fut acceptée par le plus grand nombre des votants. L'adoption de ce pacte souleva de vives réclamations de la part des calvinistes; ils soutenaient que les intérêts du protestantisme étaient mis en danger par l'admission aux emplois de tous les citoyens, sans égard à leur religion. De leur côté, les catholiques se plaignirent de l'abandon où l'État laissait le clergé de leur église, ainsi que les pieux établissements fondés pour l'éducation de l'enfance, et pour donner des secours au malheur et à la vieillesse. Quelques vieux républicains répudiaient aussi la constitution nouvelle; mais la majorité de la nation sembla l'accueillir avec joie, car, sous le gouvernement paternel de Louis Bonaparte, elle s'était réconciliée avec les formes et l'esprit du gouvernement monarchique. Le peuple accepta donc volontiers pour roi le prince d'Orange, auquel se rattachaient des souvenirs aussi anciens que glorieux.

Lorsque Napoléon, attaqué par toute l'Europe, disputait en France le terrain pied à pied à ses adversaires, la Belgique, abandonnée à elle-même, laissa occuper son territoire par un corps de troupes alliées ayant pour chef le duc de Saxe-Weimar, qui entra dans les murs de Bruxelles le 30 janvier 1814. Les souverains coalisés promirent d'abord à la Belgique de reconnaître son indépendance. Mais, quand les princes déchus eurent été rétablis sur leurs trônes, les monarques vainqueurs, après avoir satisfait à la justice, n'écoutèrent plus que la voix de l'ambition. La Saxe perdit ses plus belles provinces, Gênes fut livrée au roi de Sardaigne, la Pologne à la Russie, et les provinces Rhénanes à la Prusse. Alors, en vertu du sixième article du traité de Paris, déclarant que la Hollande, placée sous le sceptre de la maison de Nassau, recevrait un accroissement de territoire, le congrès de Vienne décida que les provinces belges seraient unies à la Hollande, et formeraient un seul royaume. L'empereur d'Autriche, qui avait repris la Belgique comme son héritage, avait nommé pour la gouverner le baron de Vincent. Celui-ci reçut l'ordre de remettre la Belgique aux mains de Guillaume. Ce prince annonça son avénement par une proclamation à ses nouveaux sujets, et se mit en possession du souverain pouvoir sous les auspices des empereurs d'Autriche et de Russie, des rois de Prusse et de la Grande-Bretagne, qui lui garantirent l'intégrité de ses Etats [1815].

DEPUIS L'AVÉNEMENT DE GUILLAUME COMME ROI DE LA BELGIQUE ET DE LA HOLLANDE, JUSQU'A LA SÉPARATION DE CES DEUX ÉTATS.

Le traité qui réunissait la Belgique à la

MCD 2019

Hollande portait que ces deux contrées ne formeraient à l'avenir qu'un seul État régi par la constitution hollandaise, laquelle recevrait les modifications suivantes ; savoir : Que la liberté des cultes serait établie, et que les habitants seraient aptes à remplir tous les emplois ; — que les provinces belges enverraient un certain nombre de députés aux états-généraux, — que cette assemblée siégerait alternativement à La Haye et à Bruxelles ; — que les priviléges commerciaux seraient communs aux deux nations ; — enfin, que les colonies hollandaises seraient considérées comme appartenant à la Belgique, et que les dépenses annuelles de la dette publique seraient supportées par les deux nations. Malheureusement cette union, qui semblait facile en théorie, devait éprouver dans la pratique d'insurmontables difficultés. En effet, les sept provinces composant la république de Hollande avaient toujours été indépendantes l'une de l'autre, et possédaient depuis des siècles des constitutions qui limitaient le pouvoir suprême, auquel il n'était pas permis de faire des lois sans le concours des députés de la noblesse et du tiers-état. Chaque ville jouissait en outre de priviléges municipaux qui remettaient l'administration de la cité aux habitants. Quand les Hollandais secouèrent le joug de l'Espagne, ils conservèrent leurs lois, auxquelles ils portaient le plus vif attachement et le respect le plus profond ; de là vient qu'ils conçurent tant d'aversion contre les Français, quand ceux-ci les contraignirent d'adopter les Codes promulgués par Napoléon dans son empire. Ils nourrissaient encore l'espérance de recouvrer leur ancienne prospérité, et la place qu'ils avaient occupée jadis parmi les nations européennes. Quant aux Belges, quoiqu'ils fussent accoutumés à une domination étrangère, ils étaient indignés contre le congrès de Vienne, qui avait disposé de leur sort sans les consulter. Une jalousie naturelle existait entre eux et les Hollandais ; aussi n'avaient ils pas pu rester unis à l'époque où les dix-sept provinces s'étaient levées en armes contre la tyrannie espagnole. Le peuple belge, plongé dans l'ignorance, professait un attachement fanatique pour l'église romaine ; ce qui redoublait encore son aversion pour les Hollandais, dont la majorité des habitants suivait le culte de Calvin. Les nobles penchaient pour l'Autriche ; mais la plus grande partie de la nation, livrée à des travaux industriels, regrettait la domination française, qui avait été favorable à ses intérêts. En effet les Belges, à cette époque, fondaient leur prospérité sur le commerce intérieur et les développements de l'agriculture, dont ils vendaient avantageusement les produits aux provinces françaises voisines de leur pays. Le tissage de la toile occupait tout le peuple des campagnes, et les manufactures, répandues sur tout le territoire, n'ayant pas à redouter la concurrence de l'Angleterre, trouvaient sur les marchés français un débit aussi sûr qu'avantageux. La Hollande, au contraire, avait sacrifié ses manufactures à son commerce, et ne pouvait fleurir que si ses ports devenaient les entrepôts de l'Europe. Ainsi, on voit que les deux peuples, unis par une politique aveugle, avaient des habitudes et des intérêts opposés. Leur caractère différait, en outre, comme leurs sentiments religieux, et l'on peut juger de toutes les difficultés de la tâche imposée à Guillaume, chargé d'inspirer à chacune des deux nations placées sous son sceptre un attachement mutuel que tout semblait devoir repousser ; car, s'ils n'avaient pas les mêmes penchants, ils n'avaient pas non plus la même langue, circonstance qui tendait encore à rendre la Hollande et la Belgique étrangères l'une à l'autre. A peine cette réunion s'était-elle accomplie, qu'elle fut sur le point de se rompre par le retour inattendu de l'empereur Napoléon. Relégué à l'île d'Elbe, qu'il avait reçue en échange de son vaste empire, il avait débarqué inopinément en Provence, à la tête de trois cents hommes. A son approche, les soldats se rangeaient sous ses enseignes, les villes ouvraient leurs portes, et il arriva dans Paris sans avoir tiré l'épée. Louis XVIII, n'ayant plus d'armée, vint chercher un asile en Belgique. Aussitôt la guerre éclata, et Napoléon, vainqueur à Fleurus et à Ligny, succomba dans les champs de Waterloo. Le prince d'Orange, fils aîné de Guillaume, se

MCD 2019

distingua dans cette sanglante bataille, où il fut blessé à l'épaule. Napoléon, devenu prisonnier des Anglais, alla finir ses jours à Sainte-Hélène. Dès qu'il eut quitté les rivages de l'Europe, la tempête qu'il avait soulevée s'apaisa, et le monarque des Pays-Bas ne songea plus qu'à organiser son royaume. La loi fondamentale qui devait la régir fut soumise à l'acceptation des deux peuples appelés à le composer. Les députés hollandais l'adoptèrent à l'unanimité ; mais il n'en fut pas de même à Bruxelles, où la majorité des notables convoqués à cet effet rejeta le pacte constitutionnel. Les opposants étaient au nombre de cent vingt-six, et déclarèrent qu'ils ne s'étaient prononcés pour la négative qu'afin de repousser l'article proclamant la liberté des cultes. La position de Guillaume devenait critique; il lui fallait, ou admettre la validité de l'objection élevée contre sa charte, c'est-à-dire abandonner tout projet d'union entre la Belgique et la Hollande, ou imposer sa charte, en dépit de tous les obstacles. Guillaume adopta le second parti, et voici le moyen qu'il employa : les votes négatifs furent déclarés nuls sous le prétexte qu'ils étaient contraires à l'esprit du pacte fondamental que les notables avaient le droit de modifier et non de détruire. Quant à ceux de ces mêmes notables qui s'étaient abstenus, leur silence fut interprété comme un consentement. Cette façon de se créer une majorité était une audacieuse jonglerie. Mais Guillaume ne pouvait agir autrement, à moins que d'abdiquer le trône avant d'y monter [1815]. Quoi qu'il en soit, l'inauguration du monarque eut lieu à Bruxelles le 21 septembre, et on déclara que la constitution avait été acceptée par le peuple. Aucune réclamation ne s'éleva, la Belgique sembla soumise à son sort et ne songea plus qu'à se livrer aux entreprises commerciales. Bientôt l'industrie, favorisée par le caractère national, prit l'essor le plus rapide, et le nouveau royaume des Pays-Bas présenta l'aspect le plus florissant.

La position de Guillaume lui commandait impérieusement de tenir la balance égale entre les deux peuples placés sous sa domination; mais cette tâche, qui demandait l'union des qualités les plus rares, était au-dessus de ses forces, et il s'abandonna sans réserve au penchant qui l'entraînait vers son pays natal. Il supposa que les provinces belges, ayant obéi successivement à l'Espagne, à l'Autriche et à la France, subiraient aisément la suprématie des Hollandais, mais il se trompa sur ce point : les Belges, considérant les Hollandais comme des égaux, se refusèrent à une obéissance qui choquait leur vanité, et ils sentirent se réveiller l'ancienne antipathie jalouse qu'ils nourrissaient contre ces derniers depuis plusieurs siècles. Une circonstance qu'il est nécessaire d'expliquer conduisit Guillaume à confier la plus grande partie des emplois à ses compatriotes; d'abord son inclination, puis ensuite les scrupules d'un grand nombre de Belges qui, ne voulant pas prêter serment à un prince hérétique, sacrifièrent leurs emplois à leurs principes, d'où il advint que la plupart des magistrats se retirèrent et furent remplacés par des Hollandais; car il eût été difficile de trouver parmi les Belges des hommes tirés de la classe moyenne et assez versés dans la connaissance des lois pour être capables de les interpréter. Cette préférence, quoiqu'elle fût l'œuvre de la nécessité, augmenta encore le mécontentement des Belges. Ils étaient en outre froissés dans leurs intérêts par l'invasion des marchandises anglaises qui avaient inondé tout le pays, et porté un coup mortel à l'industrie des manufactures de laine. A la même époque, les distilleries et les raffineries hollandaises ruinèrent celles qui étaient établies dans les provinces méridionales de la Belgique, tandis que la France repoussait l'introduction de ses toiles et de ses tissus. Mais le temps cicatrisa ces blessures, qui se refermèrent bientôt; d'ailleurs elles n'auraient pas suffi pour amener une révolution : celle-ci fut engendrée seulement par des idées spéculatives qu'une nation place au-dessus des intérêts matériels, parce qu'elles intéressent sa dignité [1820].

Guillaume commit encore une faute grave, celle de se brouiller avec le clergé catholique. Il créa trois colléges universitaires dans les provinces méridionales : cinquante professeurs furent attachés à ces établissements;

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019



Demoraine delt

Pl. 20.

Prot Sculpt

COSTUMES MODERNES DE L'ARMÉE HOLLANDAISE.

PAYS BAS

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 1.

la plupart étaient Allemands. Comme ils ne pouvaient se faire entendre de leurs auditeurs, il fut décidé que les cours auraient lieu en latin, au lieu de l'être en français, comme par le passé. Cette mesure mécontenta la majorité des élèves, contraints de se livrer préalablement à l'étude d'un idiôme dont ils ne connaissaient guère que les éléments. L'instruction secondaire était entre les mains des prêtres; le gouvernement s'efforça de leur enlever cette prérogative. L'évêque de Gand ouvrit les hostilités contre le pouvoir par un mandement dans lequel il ordonnait de ne pas prier pour un roi hérétique. Le prélat, traduit en justice, se réfugia en France; mais un certain nombre d'ecclésiastiques imitèrent son exemple. Guillaume fit alors fermer plusieurs maisons d'éducation dirigées par les membres du clergé ayant obéi à l'injonction de l'évêque de Gand; il les remplaça par d'autres établissements qui, organisés à la hâte, remplissaient imparfaitement leur mission; aussi ces nouveaux colléges demeurèrent vides. Puis, afin de retremper l'esprit du clergé, le pouvoir déclara qu'aucun prêtre ne pourrait remplir les fonctions de vicaire ou de curé, s'il n'avait étudié deux ans dans un collége institué récemment à Louvain sous le titre de Collége philosophique. Le choix de cette dénomination n'était pas heureux, et les aspirants au sacerdoce s'en firent un prétexte pour résister à l'autorité. Celle-ci, ne comprenant pas qu'il est des principes qu'on ne peut violer, imagina de permettre aux professeurs de Louvain, quoiqu'ils fussent laïcs, de donner des leçons d'histoire ecclésiastique et de droit canon. Or, la discipline de l'église romaine ne permet qu'à des prêtres de remplir cet office, et il est facile d'en deviner la raison. Les catholiques se révoltèrent, et prétendirent que le monarque voulait *protestantiser* le royaume. Le parti libéral soutint en cette occasion le gouvernement, qui lui-même, quelque temps après, abandonna sa propre cause; car, par un traité conclu avec le souverain pontife, il consentit à l'obolition du collége de Louvain, et fonda des évêchés et des chapitres. Le pape, en reconnaissance de ces concessions, ordonna que dans toutes les églises catholiques la bénédiction du ciel serait invoquée pour le monarque; mais le clergé refusa d'obéir à son chef spirituel, tant était profonde la haine qu'il portait à Guillaume [1826]. De leur côté, les libéraux montrèrent la plus vive indignation contre le roi, dont la soumission à la cour de Rome leur parut une lâcheté et une trahison. A leur tête se trouvait un écrivain nommé de Potter, déjà connu du peuple par plusieurs ouvrages contre l'église catholique. Il commença son opposition par deux articles virulents insérés dans un journal de Bruxelles. Poursuivi par le ministère public, on lui appliqua l'article d'une loi promulguée en 1815, et qui décrétait des peines sévères contre *ceux qui, par des écrits, des paroles ou des actes, provoqueraient à la désunion entre les citoyens, et à la révolte contre le gouvernement*; il fut condamné à dix-huit mois d'emprisonnement. Le public accueillit avec défaveur cette sentence; et la populace, pour prouver sa sympathie envers l'accusé, alla briser à coups de pierres les fenêtres du sieur Van Maanen, ministre de la justice, et devenu l'objet de la haine publique [1828]. Comme le gouvernement s'était aliéné toutes les opinions, les catholiques prirent la défense de M. de Potter, quoiqu'il fût leur ennemi invétéré, et le comblèrent d'éloges dans leurs journaux. Le parti libéral ne se montra pas ingrat envers ses nouveaux amis, et de ce rapprochement sortit une ligue *catholico-libérale*, dont l'ascendant finit par devenir irrésistible (1). Cette coalition, formée d'éléments opposés en apparence, agit cependant avec ensemble et résolution : elle endoctrina d'abord la multitude par des prédications journalières dans les feuilles dont elle disposait. Ses agents colportèrent des pétitions qui, chargées de nombreuses signatures, furent présentées à la seconde chambre des états-généraux. 2),

(1) Vid. *History of the Netherlands, by Thoma. Colley Grattan*, page 395 et suivantes.

(2) Le pouvoir législatif se composait de deux chambres : l'une portait le titre de sénat, l'autre de chambre des représentants.

MCD 2019

où l'on demandait l'abolition de la mouture, l'exécution du concordat, la liberté de l'enseignement, celle de la presse, l'usage de la langue française devant les tribunaux, un partage égal des emplois publics, le rétablissement du jury, et une loi relative à la responsabilité des ministres [1829]. Ces griefs servirent de texte aux députés de l'opposition, surtout dans la chambre des représentants, pour attaquer sans relâche le gouvernement; mais aucune résolution ne pouvait émaner de cette assemblée, dont les membres, au nombre de cent dix, nommés par les provinces du nord et du midi, se trouvaient divisés en nombre égal. Les Hollandais d'un côté, et les Belges de l'autre, se livraient à la tribune une guerre interminable, puisque les votes étaient toujours également balancés. Quant aux sénateurs, choisis par le monarque, ils inclinaient vers le pouvoir, qui pouvait compter, dans les occasions importantes, sur leur appui.

Un tel état de choses ne pouvait durer long-temps, car chaque jour aigrissait les dissentiments qui existaient entre la nation et son roi. Celui-ci s'obstinait à conserver Van Maanen, dont les principes despotiques, étalés audacieusement dans le sénat, révoltaient d'autant plus, que ce ministre avait soutenu jadis des opinions d'un libéralisme anarchique. Guillaume crut pouvoir régénérer l'opinion en établissant un journal chargé de faire l'apologie des principes et des actes du gouvernement. Mais il arrêta son choix sur un homme déjà flétri dans son honneur : c'était un étranger nommé Libri-Bagnano, condamné à Lyon pour crime de faux; il avait subi sa peine dans les prisons, et s'était, depuis, réfugié en Belgique, où il avait su captiver la confiance du ministre, qui sans doute ignorait ses antécédents. Quoi qu'il en soit, cet écrivain se livra aux déclamations les plus violentes contre le parti libéral, et prêcha des maximes tendant à établir le pouvoir absolu. Sur ces entrefaites, le ministère fit rendre au roi une ordonnance qui enlevait aux principaux membres de l'opposition leurs emplois et leurs pensions. Cette mesure, au lieu de servir le pouvoir, tourna contre lui. Plusieurs fonctionnaires, jouissant de l'estime générale, se démirent volontairement; d'autres refusèrent des places qui leur étaient offertes. Ce fut alors que M. de Potter, ce même écrivain qui expiait par la perte de sa liberté la hardiesse de ses doctrines, fit insérer dans les journaux un plan de souscription nationale ayant pour but de venir au secours des agents de l'autorité frappés de destitution pour avoir repoussé ou exécuté mollement des ordres qui répugnaient à leur conscience. Ce projet fut dénoncé par le ministère public comme le résultat d'un complot formé contre le pouvoir, et les investigations de la police ayant fait découvrir une correspondance entretenue par de Potter avec un sieur Tielemans, employé des affaires étrangères, tous deux furent mis en jugement, ainsi qu'un homme de lettres nommé Barthels, rédacteur du journal *le Catholique*, et trois imprimeurs, éditeurs des feuilles intitulées *le Courrier des Pays-Bas*, *le Belge* et *le Catholique*. Ce procès était un événement grave, car toutes les questions politiques qui se débattaient alors étaient en cause avec les accusés, et le jugement allait prononcer sur l'union des catholiques et des libéraux, sur la lutte établie entre la Belgique et la Hollande, et sur le droit de pétition, que le pouvoir semblait dénier aux citoyens. Les débats et les plaidoiries durèrent quatorze jours, et se terminèrent par un arrêt condamnant de Potter à huit années de bannissement, Thielemans et Barthels à sept, et l'un des imprimeurs à cinq de la même peine; les autres accusés furent absous. Les condamnés désiraient se retirer en France; mais, n'ayant pu obtenir un passeport de l'ambassadeur de cette nation, ils trouvèrent un asile en Suisse. Sur ces entrefaites, la seconde chambre discutait une loi relative à la répression des délits de la presse. L'opposition attaqua si vivement le projet, que le ministère se vit contraint de lui faire subir de grandes modifications. Dès qu'il eut obtenu son acceptation dans l'une et l'autre chambre, il se hâta de clore la session. Afin de calmer l'irritation des esprits, le ministère fit quelques concessions réclamées depuis longtemps : c'est ainsi qu'il abolit le droit de

MCD 2019

mouture, et permit l'usage du français devant les cours et tribunaux des provinces méridionales. Mais ces actes de condescendance, que le public eût regardés naguère comme des bienfaits, furent reçus avec peu de reconnaissance. Il crut voir que la conduite du gouvernement était dictée par la peur, car on venait d'apprendre les événements de juillet qui avaient renversé du trône Charles X et la branche dont il était le chef. Cette victoire du peuple sur les dépositaires du pouvoir avait fait naître une vive fermentation; elle caressait l'espérance de ceux qui nourrissaient la pensée de se séparer de la Hollande, et de faire monter la Belgique au rang d'une nation.

Dans ce moment critique, le roi était absent de Bruxelles, et résidait à La Haye pour obéir à l'un des articles de la constitution, qui lui prescrivait d'habiter alternativement dans les deux capitales de son royaume. Son éloignement précipita sans doute la catastrophe qu'il était facile de prévoir, d'après l'agitation qui régnait dans toutes les classes. Un incident fortuit la fit éclater : dans la soirée du 25 août, des jeunes gens sortant d'une représentation de *la Muette de Portici*, encore échauffés par les allusions auxquelles cette pièce devait donner lieu (1), formèrent des groupes qui furent bientôt grossis par des gens du peuple et des ouvriers. Cette foule alla investir le bureau du *National*, feuille ministérielle rédigée par Libri de Bagnano, objet du mépris et de l'indignation publics. L'imprimerie fut dévastée en un moment; le domicile de cet écrivain subit ensuite le même sort : ses meubles furent jetés dans la rue, ses effets détruits sous les yeux de la police, qui essaya vainement de s'opposer à ces excès. Au même instant, des émeutes éclataient sur d'autres points : la populace avait enfoncé la boutique des armuriers, puis elle se divisa en plusieurs bandes, dont les unes allèrent attaquer le Palais-de-Justice et l'hôtel du ministre Van Maanen; tandis que les autres assiégeaient la maison du directeur de la police, et des magistrats qui avaient pris part au celèbre procès de de Potter. Le général Wauthier, commandant d'armes, accourut à la tête d'un détachement, mais son intervention n'eut d'autre effet que d'augmenter l'irritation. Enveloppé par la foule, il n'échappa à la mort qu'en se réfugiant à l'hôtel-de-ville. Cependant les portes de la demeure du ministre Van Maanen étaient forcées par la multitude, qui, après l'avoir saccagée, y mit le feu, déclarant que l'édifice était condamné à devenir la proie des flammes. En effet, les pompiers, accourus pour éteindre l'incendie, furent contraints de demeurer spectateurs de ses ravages. Le lendemain 26, à cinq heures du matin, les soldats se mirent en mouvement, et tentèrent de dissiper les attroupements. Une lutte sanglante s'engagea dans tous les quartiers de la ville, et se soutint toute la matinée au désavantage des troupes qui n'étaient pas assez nombreuses pour dominer la révolte. Enflammée de plus en plus, la multitude commença à briser les métiers; elle eût peut-être fini par le pillage des propriétés, si les bourgeois, réunis par le sentiment du danger, n'eussent formé sur-le-champ une garde civique, qui, rassemblée à la hâte, s'interposa entre les combattants. Elle parvint à calmer leur acharnement, et réussit à décider les soldats à rentrer dans leurs casernes. En même temps une proclamation de la régence (1) prescrivit aux habitants d'éclairer pendant la nuit la façade de leurs maisons, et dirigea dans tous les quartiers des patrouilles nombreuses. Mais la révolution avait arboré ses couleurs : le drapeau brabançon, jaune, rouge et noir, avait remplacé, sur l'hôtel-de-ville, celui de Nassau. La lutte cessa sur tous les points, et on ne vit plus dans les rues que des curieux allant voir les ravages du feu achevant de consumer l'hôtel de Van Maanen, que le peuple avait voué à la destruction. La nuit ne fut troublée par aucun événement, et le lendemain 27 la garde bourgeoise reçut une organisation plus régulière par l'arrivée du

(1) Le sujet de cet opéra est la révolution qui éclata à Naples contre les Espagnols, dont le chef était un homme du peuple nommé Mazaniello.

(1) On appelle ainsi le corps municipal.

MCD 2019

baron d'Hooghvorst, qui fut nommé son commandant par la régence. Cependant une partie des troupes de la garnison s'était concentrée sur la place du palais du roi, où résidaient les généraux Wauthier et de Bylaudt; mais elle ne prenait aucune part à l'exécution des mesures d'ordre prescrites par l'autorité municipale, et laissa la populace détruire les préparatifs commencés pour célébrer la fête du monarque. Cette tourbe essaya de commettre quelques désordres, mais elle fut réprimée par la garde bourgeoise, qui se vit à regret contrainte d'employer la force. Sur ces entrefaites, le général de Bylaudt, commandant en chef les troupes, et à qui on avait demandé de remettre aux citoyens le poste de la prison des Petits-Carmes, occupé par ses soldats, fit entendre dans sa réponse que des renforts allaient lui arriver, et qu'il comptait reprendre incessamment le service de la place. En effet, plusieurs régiments venaient à marche forcée d'Anvers et de Gand pour rétablir dans Bruxelles l'autorité royale. Sur les représentations de la régence, qui menaça d'armer toutes les classes de la population, le général de Bylaudt consentit à donner l'ordre aux troupes qu'il attendait de s'arrêter. Une députation, composée de notables habitants, fut choisie pour aller à La Haye soumettre au roi les griefs des Belges. On ne pensait pas encore à demander une séparation; en effet, les réclamations se réduisaient à plusieurs points, dont les principaux étaient la destitution des ministres de l'intérieur et de la justice, la présentation d'une loi organisant un nouveau système électoral, le rétablissement du jury, la responsabilité des ministres, et l'annulation de toutes les condamnations prononcées en matières politiques. Liége et plusieurs autres villes avaient suivi l'exemple de Bruxelles, en adoptant les couleurs brabançonnes et en formant une garde bourgeoise. Mais des sentiments contraires à la révolution se manifestaient dans les provinces septentrionales de la Belgique, qui, ayant des intérêts identiques à ceux de la Hollande, se montraient disposées à venir à l'aide du pouvoir pour étouffer la rébellion

Sur son passage dans cette partie du territoire, la députation (1) ne rencontra qu'une population hostile, et des régiments qui, aux cris de *vive le roi!* et *vive Orange!* se dirigeaient vers Bruxelles. Arrivée à La Haye, elle obtint une audience de Guillaume, qui promit de convoquer incessamment les états-généraux, mais se montra résolu à rétablir son autorité dans toute son extension.

En effet le prince d'Orange et son frère, le prince Frédéric, se mirent à la tête d'une petite armée, dont le quartier-général s'établit à Vilvorde, à quelques lieues de Bruxelles. A l'approche des soldats, la régence de cette ville et les notables envoyèrent aux princes quelques personnes chargées de leur proposer d'entrer dans la ville, s'ils voulaient se présenter accompagnés seulement de quelques officiers de leur suite. La réponse de ceux-ci n'était pas un refus positif; mais elle sembla si peu rassurante, que tout le peuple se mit à l'œuvre pour opposer la force à la force. On construisit des barricades, on dépava les rues; et, dans l'espace d'une nuit, Bruxelles, hérissée de retranchements, présentait partout des moyens formidables de résistance. Instruit de ce qui se passait, le prince d'Orange consentit à entrer dans Bruxelles, entouré seulement de son état-major. Il fut reçu par toute la garde bourgeoise, dont les étendards étaient surmontés de bannières aux couleurs brabançonnes. Salué par les tambours et par les drapeaux, le fils de Guillaume n'entendit aucune acclamation dans les rangs, et sembla remarquer avec inquiétude les préparatifs qui frappaient partout ses regards. Dans son trajet à l'hôtel-de-ville, le peuple, s'il fit retentir des vivats pour le prince, y mêlait les cris de *vive la liberté! à bas Van Maanen!* Il entra dans la maison commune, où il déclara que les troupes placées sous son commandement ne pénétreraient pas dans la ville. Il se rendit ensuite au palais royal, gardé par les régiments de la garnison. Il

(1) Cette députation se composait du baron Joseph d'Hooghvorst, ancien maire de Bruxelles: du comte Félix de Mérode Westerloo, et de MM. Gendebien, Frédéric de Sécus et Palmaert père.

MCD 2019

demeura trois jours à Bruxelles, et composa une commission formée de personnages dont les uns appartenaient aux premiers rangs de la société, et les autres se trouvaient à la tête de l'insurrection. La première question soumise à leur examen fut celle de la séparation de la Belgique avec la Hollande. Tous se déclarèrent pour l'affirmative; car c'était, disaient-ils, le moyen d'empêcher le peuple belge de demander la réunion du pays à la France. Le prince d'Orange eut encore à répondre à des députations qui affluaient de toutes parts. Il accueillait avec bienveillance l'expression de leurs vœux, mais en évitant de prendre aucun engagement. Enfin, le 3 septembre il partit pour La Haye, et les troupes évacuèrent Bruxelles, qui se trouva abandonnée à la garde de ses habitants. Tandis qu'on négociait dans cette ville, l'insurrection s'était propagée rapidement : les citoyens de Mons, de Louvain et d'un grand nombre de villes avaient chassé leurs garnisons ou les avaient forcées de se renfermer dans les forteresses. Ils s'étaient rassemblés en compagnies, et avaient envoyé des députés à Bruxelles pour offrir leur assistance. De son côté, le roi consentit au renvoi du ministre Van Maanen; mais en lui donnant un témoignage de sa satisfaction, car il l'éleva à la présidence de la haute-cour siégeant à La Haye. Dans une proclamation, il annonça qu'il allait soumettre aux états-généraux la question de la séparation. Toutefois, son second fils, le prince Frédéric, était toujours au camp de Vilvorde, et interrompait les communications entre les villes qui avaient arboré les couleurs brabançonnes. Il se replia cependant sur Malines, où il concentra ses forces, qui s'augmentaient de jour en jour.

La session des états s'ouvrit à La Haye le 14 septembre; l'assemblée était nombreuse, tous les députés belges y assistaient; aussi dans la rédaction de l'adresse, répondant au discours du trône, ils firent insérer plusieurs paragraphes empruntés à des discours prononcés à Bruxelles à l'époque de l'émeute. Dans cette dernière ville les esprits s'étaient irrités à la lecture de la harangue royale, où l'on crut lire le dessein de rétablir par la force l'ancien ordre de choses, et la garde bourgeoise, ayant choisi un certain nombre de députés, ceux-ci, de concert avec l'état-major et la commission de sûreté publique (1), qui avait remplacé la régence, adoptèrent un projet d'adresse, où l'on chargeait les représentants belges à La Haye de solliciter auprès du monarque la séparation et l'éloignement des troupes campées à quelques lieues de Bruxelles, dont le prince Frédéric, qui les commandait, se rapprochait de plus en plus. Une collision ne tarda pas à avoir lieu, causée par l'ardeur inconsidérée d'une patrouille de volontaires bruxellois. La commission de sûreté ayant blâmé les actes de violence auxquels les volontaires s'étaient livrés, la multitude envahit l'hôtel-de-ville, dont elle chassa la commission, pilla plusieurs boutiques d'armuriers, et s'arma avec un grand nombre de fusils et de sabres qu'elle découvrit dans les caves de la maison commune. Sur ces entrefaites, le prince Frédéric sortit d'Anvers pour marcher sur Bruxelles, ordonnant par une proclamation à la milice bourgeoise de remettre tous ses postes à la troupe de ligne et de quitter les couleurs brabançonnes; il terminait par annoncer qu'il était résolu d'employer la force en cas de résistance, et de traduire les rebelles devant les tribunaux. Cette déclaration menaçante n'eut d'autre effet que d'enflammer le courage des habitants. La population tout entière de Bruxelles improvisa de nouveaux moyens de défense; en même temps un avocat, nommé Dupectiaux, auquel s'adjoignit une autre personne, se présenta au quartier-général du prince Frédéric; mais on refusa de l'introduire près de lui, et il fut retenu prisonnier. Enfin, le 23 septembre les troupes hollandaises attaquèrent les portes de Schaerbeek et de Lou-

(1) Cette commission se composait du prince de Ligne, du duc d'Ursel, du comte Félix de Mérode et de MM. Rouppe, Frédéric de Sécus, Van de Weyer et Ferdinand de Mecus; mais plusieurs de ces personnages semblèrent avoir accepté leur mission avec répugnance; les uns parurent rarement aux réunions, d'autres s'abstinrent de s'y montrer. Bref, la commission, quoique armée des pouvoirs les plus étendus, ne joua qu'un rôle secondaire.

MCD 2019

vain, les forcèrent et pénétrèrent dans la ville, emportant les barricades, dont les défenseurs leur firent éprouver de grandes pertes; elles parvinrent jusqu'au parc, où elles se retranchèrent en présence de la garde bourgeoise qui occupait la Place-Royale. La nuit venue, les Hollandais s'emparèrent de plusieurs maisons environnantes, où ils se livrèrent aux excès les plus monstrueux contre les habitants; mais ils en furent délogés par leurs adversaires, dont le feu, bien dirigé et constamment soutenu, les contraignit de se réfugier dans le parc; ils firent jouer leur artillerie, qui ne causa d'autre dommage que d'incendier quelques maisons. Le lendemain [25 septembre] la lutte recommença, mais à l'avantage du peuple de Bruxelles, auquel les villes voisines envoyaient à chaque heure des renforts.

Jusqu'à ce moment les Belges avaient combattu sans plan, car ils n'avaient pas de chefs militaires pour discipliner leur courage et le diriger; mais un ancien aide-de-camp du général espagnol Mina, appelé don Juan Van Halen, se saisit du commandement. Chassé de son pays natal pour avoir fait partie d'une société secrète, cet homme possédait plusieurs des qualités nécessaires au rôle qu'il allait jouer. Il plaça si habilement son artillerie, qu'elle démonta celle des Hollandais, qui, après une défense soutenue avec acharnement, profitèrent de l'obscurité de la nuit pour se retirer sur Vilvorde. Le combat avait duré cinq jours, et cependant le nombre des morts ne s'éleva pas des deux côtés à deux cents et à plus de trois cents onze blessés. Au moment où Bruxelles était attaqué, un autre corps hollandais essaya de se rendre maître de Louvain; mais il fut mis en déroute par les habitants; la population des campagnes acheva de le disperser. Cependant un gouvernement provisoire s'était formé à Bruxelles la veille du jour où les combats avaient commencé (1). Son ascendant suffit dans les premiers moments pour assurer le maintien de l'ordre. M. de Potter, qui arriva le lendemain de la bataille, devint un des membres du gouvernement, auquel il donna une force momentanée. Le premier soin des dépositaires du pouvoir fut d'appeler aux armes tous les citoyens, depuis dix-huit ans jusqu'à cinquante, pour résister aux Hollandais et parvenir à les chasser du territoire, car on n'avait pu calmer la fureur du peuple qu'en lui promettant *qu'il n'aurait plus de Nassau.* La cause du monarque éprouvait partout des échecs; dans la plupart des villes la multitude força les gouverneurs de s'éloigner ou de rester prisonniers avec leurs soldats, et chaque jour ajoutait aux triomphes de la révolution. A La Haye la seconde chambre s'était prononcée pour la séparation, et les états-généraux s'étaient bientôt dissous par le départ des députés belges, qui se hâtèrent de revenir dans leur pays à la première nouvelle des événements dont il était le théâtre. Le roi envoya son fils aîné à Anvers pour essayer tous les moyens de conciliation; mais le gouvernement provisoire de Bruxelles repoussa d'avance toutes les propositions du prince, en déclarant nuls et attentatoires à la sûreté de l'État les actes ou transactions qui auraient lieu sans son autorisation. Toutefois, ceux qui le composaient étaient loin d'être d'accord sur le but qu'il fallait atteindre : les uns voulaient se réunir à la France, les autres, en approuvant la séparation, acceptèrent en même temps le prince d'Orange. M. de Potter prêchait l'établissement d'une république, quelques uns désiraient créer une monarchie constitutionnelle, ayant pour chef un Belge ou un prince étranger. Tandis que les partis se combattaient dans l'ombre à Bruxelles pour se saisir du pouvoir, l'insurrection continuait à s'étendre dans les provinces et parvint jusqu'aux portes d'Anvers, que le prince d'Orange quitta sans avoir pu remplir la mission dont il était chargé. Dès qu'il fut parti les habitants attaquèrent les

(1) Il se composait des personnages suivants : Le baron Vanderlinden-d'Hooghvorst, Charles Rogier, avocat à la cour de Liége, le comte Félix de Mérode; Gendebien, avocat à la cour de Bruxelles; Silvain Van de Weyer, Jolly, ancien officier du génie; Vanderlinden, trésorier; le baron François de Coppin Nicolaï, et enfin M. de Potter.

MCD 2019

Hollandais et les contraignirent de se renfermer dans la citadelle, où commandait le général Chassé. Celui-ci envoya sur la ville une grêle de boulets et de bombes, qui incendièrent les bâtiments de l'entrepôt et un grand nombre de maisons ; mais heureusement un armistice sauva cette cité d'une entière destruction [1830]. Le royaume des Pays-Bas était l'œuvre des cinq grandes puissances (1) ; elles ouvrirent à Londres des conférences, par l'organe de leurs ambassadeurs accrédités à la cour de Saint-James, et décidèrent que provisoirement les Belges et les Hollandais se retireraient derrière la ligne qui, avant le traité de 1814, séparait les possessions du souverain des Provinces-Unies de celles qui avaient été jointes à son territoire pour former le royaume des Pays-Bas. Tandis qu'on délibérait à Londres, un congrès s'ouvrait à Bruxelles sous les auspices de M. de Potter, qui l'installa au nom du gouvernement provisoire. Trois jours après, M. de Potter abdiqua ses fonctions, car il était en opposition avec la majorité de ses collègues, qui avaient adopté le principe de la monarchie héréditaire. Sa retraite ne produisit que peu d'effet, et cette idole populaire, saluée naguère par tant d'acclamations, se trouva tout-à-coup sans adorateurs. M. de Potter rentra dans la foule, qui l'oublia bientôt. En effet, les opinions républicaines dont il était le champion ne ralliaient qu'un petit nombre d'esprits aventureux ou spéculatifs, privés d'influence dans les masses comme dans le congrès. Cette assemblée, après une vive discussion, proclama l'indépendance du peuple belge et l'exclusion de la souveraineté de tous les membres de la famille des Nassau. Il est à remarquer qu'aucun des orateurs n'osa manifester quelque attachement pour le monarque et les siens, retenu sans doute par la crainte de soulever l'indignation publique, qui ne pouvait pardonner à Guillaume le sang qu'il avait fait verser. Le prince d'Orange fit, de son côté, des démarches pour tacher de s'assurer le trône de la Belgique. Il avait eu à Londres une entrevue avec l'envoyé du gouvernement provisoire, M. Van de Weyer, qui lui déclara que sa famille avait perdu toute chance de conserver la souveraineté. Mais après avoir prononcé l'expulsion d'une dynastie, le congrès devait la remplacer par une autre et doter le pays d'un nouveau pacte fondamental. Ces deux questions offraient de grandes difficultés par l'obstination des partis, s'acharnant à faire prévaloir leurs théories par tous les moyens en leur pouvoir. Le congrès fut assiégé par des pétitions dont les unes exprimèrent le vœu que la Belgique fît désormais partie de la France ; d'autres, au contraire, s'opposaient à cette réunion. Un grand nombre de ces requêtes proposaient à l'assemblée de donner un chef à l'État ; mais elles étaient loin de s'accorder sur le choix de la personne qui devait être appelée à ce poste éminent. Nous nommerons seulement dans notre récit les concurrents qui avaient réuni le plus de suffrages, et qui, par leur position sociale et politique, avaient en leur faveur les chances les plus assurées ; c'étaient Othon, fils du roi de Bavière, Louis-Philippe, le duc de Nemours et le prince de Leuchtenberg, fils du prince Eugène (1). Le congrès, quoique le prince bavarois eût pour lui la recommandation de quelques grandes puissances, le repoussa à cause de sa jeunesse. Othon n'avait que quinze ans, et, ne pouvant encore tenir les rênes, il eût fallu les confier à une régence ; or, un tel gouvernement ne pouvait avoir ni force ni stabilité. Louis-Philippe se récusa lui-même ; car en acceptant le trône qui lui était offert, il risquait d'allumer les craintes de toute l'Europe ; il déclara même qu'il ne permettrait pas au duc de Nemours de prendre sa place. Cependant les Belges, trompés par de fausses apparences, ne voulurent pas croire à la sincérité du monarque français ; ils s'obstinèrent à arrêter leur choix

(1) La France, l'Angleterre, l'Autriche, la Russie et la Prusse.

(1) Plusieurs pétitionnaires avaient désigné des hommes dont le rapprochement formait une sorte de disparate ; ainsi les uns désignaient Lafayette, Fabvier, Sébastiani et Chateaubriant ; les autres le pape, le prince de Carignan, l'archiduc Charles d'Autriche, un prince indigène, le duc de Reichstadt, fils de Napoléon etc.

MCD 2019

sur le duc de Nemours, persuadés qu'ils s'assuraient par là le patronage de la France. Un parti puissant soutenait aussi la candidature du duc de Leuchtenberg ; mais le cabinet des Tuileries insista pour faire rejeter le fils d'Eugène; la politique lui en faisait un devoir impérieux. Enfin, les votes de la majorité du congrès s'arrêtèrent sur le fils de Louis-Philippe, et une députation se rendit à Paris pour notifier la détermination de l'assemblée [1831]. Accueillis avec distinction, les députés n'obtinrent cependant qu'un refus, motivé sur une considération importante, celle de ne pas troubler la paix générale. Alors les mandataires du peuple belge, déçus dans leur espoir, nommèrent un régent, et choisirent un de leurs compatriotes, ancien député. Cette nomination fut bien reçue du public : M. Surlet de Chokier jouissait d'une popularité dont les titres étaient honorables, car ils étaient fondés sur l'estime qu'inspirait son caractère. Malheureusement les glaces de l'âge avaient affaibli son activité ; d'ailleurs, le pouvoir dont il était armé n'était qu'un dépôt entre ses mains, dont il devait rendre compte, et s'il eût possédé assez d'énergie pour imposer à tous les partis l'obéissance, il aurait peut-être craint d'en faire usage pour ne pas soulever des haines dont la vengeance pouvait l'atteindre un jour. Le congrès s'ajourna, après avoir préalablement doté le pays d'une constitution qu'il suffira d'analyser en peu de mots pour l'instruction de nos lecteurs. — Tous les habitants sont également admissibles aux emplois et peuvent publier leurs opinions par la voie de la presse. L'enseignement est déclaré libre et débarrassé des entraves qui jusqu'alors l'avaient inféodé à l'église ou au gouvernement. Quant aux institutions politiques, elles se composent de deux chambres; la première porte le nom de sénat et l'autre celui de chambre des représentants. Les sénateurs sont élus pour huit ans et renouvelés par moitié tous les quatre ans; ils doivent être âgés de quarante ans et payer une contribution annuelle de mille florins. Quant aux députés du peuple, ils ne sont éligibles qu'à vingt-cinq ans; la chambre se renouvelle tous les deux ans par moitié; ceux qui la composent reçoivent une indemnité de deux cents florins durant la session. Les deux chambres possèdent, en commun avec le monarque, l'initiative, c'est-à-dire, qu'elles peuvent proposer les lois qui leur paraissent utiles au bien public. En outre, la constitution peut être révisée par les deux corps délibérants s'ils s'accordent sur les modifications réclamées. Les tribunaux sont dominés comme en France par une cour de cassation, chargée de les renfermer dans la stricte observation de la loi.

Tandis que le régent s'épuisait en vains efforts pour ramener la concorde et la tranquillité, à chaque instant troublée par l'effervescence des esprits, le congrès, rassemblé de nouveau, s'occupa de l'élection d'un monarque. La couronne échut enfin à Léopold, prince de Saxe-Cobourg; époux de la fille de George IV, qui était morte à la fleur de l'âge, il habitait l'Angleterre, où la princesse était appelée à régner si elle eût vécu plus long-temps. Il avait donc en sa faveur l'appui de la Grande-Bretagne, à laquelle se joignit la France, et, grâce à cette puissante intervention, il monta sur le trône de la Belgique et fut salué souverain, après avoir juré de maintenir le pacte constitutionnel voté par le congrès [21 juillet 1831]. Léopold avait à peine goûté les honneurs du rang suprême, qu'il se vit menacé de les perdre plus rapidement qu'il ne les avait acquis. En effet, le roi de Hollande avait employé tous ses soins à rassembler les forces de son empire, dans la pensée de rentrer en possession des provinces qu'il avait perdues. Son armée s'élevait à soixante mille hommes, soumis à la meilleure discipline et animés d'un esprit de vengeance qui devait les rendre redoutables; le reste de la population mâle était chargé de la garde du territoire. La Belgique n'était pas préparée à soutenir le choc de ses adversaires; ses forces militaires étaient peu nombreuses et hors d'état de se mesurer sur le champ de bataille, car les soldats n'avaient point de chefs habiles pour les commander, tandis que le défaut d'argent ne permettait pas d'appeler de nouveaux défenseurs sous les drapeaux. Ainsi désarmés,

MCD 2019

les sujets de Léopoid ne purent opposer une résistance efficace, quand le prince d'Orange envahit le royaume à la tête de quarante mille Hollandais, divisés en trois corps. Ses succès furent rapides, partout les Belges fuyaient à son approche et les villes se rendaient sans oser se défendre. Ayant rencontré sur la route de Hasselt à Tongres la colonne sous les ordres du général Daine, il l'attaqua et lui fit éprouver la plus honteuse défaite. Les Belges, frappés d'une terreur panique, s'enfuirent au premier choc, et le vainqueur, après s'être emparé de Louvain, n'était plus qu'à quelques lieues de Bruxelles, lorsqu'une armée française accourut au secours de Léopold et vint lui barrer le passage. Le prince d'Orange ne voulut pas engager une lutte dont il était impossible de prévoir les conséquences; il opéra sa retraite en six jours. Les Français, de leur côté, rentrèrent sur leur territoire, grâce aux sollicitations des grandes puissances, représentées à Londres par leurs ambassadeurs, investis de la tâche de terminer les différends élevés entre les deux parties belligérantes. Après de nombreuses discussions, la conférence imposa à la Hollande et à la Belgique un traité de paix dont elle régla les conditions; la Belgique les accepta, mais Guillaume crut devoir les rejeter, ou du moins ajourner son consentement [1831].

Léopold n'avait dû la conservation de son trône qu'à l'intervention de la France, dont la Belgique est pour ainsi dire une tête de pont dont il lui importe de s'assurer : aussi Louis-Philippe, pour resserrer les liens qui existaient entre les deux couronnes, donna pour épouse au nouveau monarque sa fille aînée. La célébration de cet hymen eut lieu à Compiègne [1832]. Cependant Guillaume, nourrissant l'espoir d'être soutenu par une partie des puissances signataires du traité de Londres, s'obstina à retenir la citadelle d'Anvers, qu'il devait remettre à Léopold. Cette citadelle était occupée par une garnison hollandaise, sous les ordres du général Chassé, vieux guerrier qui s'était formé à l'art de la guerre à l'école de Napoléon. Elle avait été bâtie par le célèbre duc d'Albe; c'était dans son intérieur qu'il s'était fait élever une statue en bronze, trophée insultant pour les Belges, que ceux-ci renversèrent quand ils voulurent secouer le joug de Philippe II. Anvers, placée sous les canons du général hollandais, était menacé chaque jour d'une entière destruction, par l'exaltation de ses habitants, qui voyaient avec indignation flotter au-dessus de leurs têtes des couleurs ennemies. La populace tenta même une attaque imprudente, qui fut repoussée et punie par une pluie de bombes, qui causa d'incalculables dommages à la cité. Un tel état de choses ne pouvait durer, et la conférence de Londres somma Guillaume de retirer ses soldats. La France se chargea de l'exécution de cet arrêt. Une armée, pénétrant en Belgique, éveilla les craintes du cabinet de Berlin, qui résolut de se tenir prêt à tout événement. Dans un espace d'environ deux degrés, placés entre le Rhin, la Moselle et la mer du Nord, se pressaient, tout prêts à combattre, cent vingt mille Hollandais, cent mille Belges, quatre-vingt mille Prussiens et cent dix mille Français, dont soixante-dix s'avançaient sous les murs d'Anvers pour en faire le siége. Le maréchal Gérard les commandait. Son premier soin fut de conclure une convention avec le général Chassé, par laquelle ce dernier s'engageait à ne pas attaquer la ville. Malgré cette promesse, qui fut religieusement tenue, tous les riches citoyens d'Anvers allèrent chercher un asile dans les cités du voisinage, malgré les dépenses et les difficultés de ce déplacement, qu'il fallut opérer pendant l'hiver, car l'attaque commença le 30 novembre, et dura environ trois semaines. Malgré la force de ses remparts, qui semblaient inexpugnables, la citadelle ne présenta bientôt plus qu'un amas de décombres, triste fruit d'un bombardement encore sans exemple dans les annales de la guerre. Le feu des assiégeants se soutint avec tant de vivacité, qu'il y avait toujours quatorze bombes en l'air à la fois, dont la chute perça jusqu'aux casemates, qui avaient offert jusqu'alors un sûr abri contre ces projectiles. Le général Chassé capitula au moment où les murs écroulés de la forteresse allaient donner passage aux assaillants. Ceux-ci, après

MCD 2019

avoir remis leur conquête entre les mains de Léopold, se retirèrent sans autre avantage que d'avoir ajouté un nouveau fait d'armes à leurs anciens exploits. Les deux fils de Louis-Philippe étaient dans le camp du maréchal Gérard, et partagèrent les fatigues et les dangers de cette courte et glorieuse expédition [1832]. Favorisée par la paix, dont la France était le garant, la Belgique ne tarda pas à voir se rouvrir les sources de sa prospérité : son commerce reçut de nouveaux accroissements qui enrichirent toutes les classes. Mais la tranquillité publique était quelquefois troublée par la turbulence des partis, qui n'avaient pas encore ni déposé leurs haines ni renoncé à leurs espérances. Ainsi Léopold ayant fait mettre en vente quelques objets appartenant aux biens séquestrés de la maison de Nassau, entre autres les chevaux d'un haras, quelques orangistes imaginèrent d'ouvrir dans les journaux une souscription dite nationale, dont le but était de racheter trois de ces coursiers pour les offrir au prince d'Orange. Le peuple de Bruxelles s'indigna, et, poussé par quelques têtes exaltées, il força les maisons de ceux dont les noms figuraient sur les listes publiées dans les gazettes, brisa leurs meubles, mais sans attaquer les personnes. Cette émeute jeta l'effroi dans la ville; mais, si le gouvernement ne put l'empêcher de naître, il n'en fut point ébranlé [1834]. Depuis cette époque, le règne de Léopold n'a été signalé par aucun événement digne d'être rapporté, jusqu'à l'année 1839, où Guillaume, ayant perdu l'espoir d'armer l'Europe en faveur de ses réclamations, se décida tout-à-coup à demander l'exécution du traité qui fixait la position respective de la Hollande et de la Belgique.

Cette dernière prétendit que si elle avait accepté jadis le traité, elle se trouvait dégagée de l'obligation de l'exécuter dans toutes ses parties, car le temps avait marché et fait naître des circonstances nouvelles dont il fallait tenir compte. Ainsi le Luxembourg s'était joint à la Belgique, et avait pris part aux dangers de la révolution, et il demandait à en recueillir le fruit par son adjonction définitive au royaume de Léopold. Mais le duché de Luxembourg était possédé par le roi de Hollande, en qualité de prince de la confédération germanique. Cet incident donna gain de cause au monarque hollandais; car la France, en soutenant la Belgique sur ce point, eût risqué d'armer contre elle toute l'Allemagne. Les sujets de Léopold refusèrent d'abord de plier sous le joug de la nécessité, et forcèrent le gouvernement de prendre une attitude belliqueuse; mais les grandes puissances s'étant rangées du parti de Guillaume, il fallut céder et reconnaître le traité de Londres. Il est assez difficile de présager l'avenir de la Belgique et de la Hollande; nous l'essayerons cependant. La première, reconnue indépendante, se trouve, par le fait, dans l'impuissance d'agir, car ses moindres mouvements sont paralysés d'avance par ses puissants voisins, la France, la Prusse et la confédération germanique; et si la Russie parvient un jour à saisir les plus riches dépouilles de l'empire ottoman, tout fait présumer que les États de Léopold deviendront les frontières de l'empire français. Ce résultat, qui semble inévitable, ne promet à Léopold qu'une royauté viagère. Quant à la Hollande, réduite aux proportions les plus exiguës, il ne lui est plus permis de jouer le rôle brillant qu'elle a rempli durant les deux derniers siècles. Elle a perdu l'empire de la mer, et le monopole le plus fructueux pour ses intérêts, celui de servir d'intermédiaire aux autres peuples dans leurs transactions commerciales; elle est donc condamnée, désormais, à vivre sous la dépendance de quelque puissant allié. Heureusement que la petitesse de son territoire et son peu de fertilité peuvent difficilement exciter l'ambition conquérante de ses voisins, et qu'elle peut toujours se défendre d'une invasion, non par ses soldats, mais par les flots de l'Océan. Il est vrai que cette barrière ne saurait inspirer une entière sécurité, mais l'exemple donné par les Français offre trop de chances périlleuses pour être tenté plus d'une fois. Ainsi la Hollande conservera sa nationalité, mais le phénomène de sa puissance n'existera plus désormais que dans l'histoire.

Si les faits relatifs à la politique doivent

MCD 2019

tenir la première place dans les fastes d'une nation, ils ne sauraient suffire pour la faire connaître à fond ; il faut encore y joindre le tableau de ses mœurs. Cette connaissance donne la clef de plus d'un grand événement, dont les causes dérivent souvent des habitudes et des préjugés. Les lettres, les sciences et le commerce contribuent encore à rendre prospères comme à faire briller les peuples qui ont su les cultiver et en recueillir les avantages. Nous croyons donc utile de tracer, pour nos lecteurs, une esquisse rapide de l'état social, littéraire et commercial de la Belgique et de la Hollande. Nous ne chercherons pas à peindre l'état de ces deux contrées sous la domination romaine ni sous celle de Charlemagne et de ses successeurs. Une pareille tâche nous conduirait au-delà des limites qui nous sont imposées, et n'offrirait d'ailleurs qu'un médiocre intérêt. Le règne de la féodalité, qui vint ensuite, ne présente qu'un chaos où il serait impossible de ne pas s'égarer ; car alors tout le territoire était divisé à l'infini, et les habitants, partagés comme des troupeaux, appartenaient à une multitude de seigneurs dont ils dépendaient exclusivement. Les croisades et la politique des rois détruisirent cet ordre de choses, qui, s'il avait pu se perpétuer, eût courbé l'Europe sous une éternelle barbarie. Enfin, dans les dernières années du douzième siècle, la liberté, qui pénétra dans les Pays-Bas, fit naître l'industrie : des manufactures s'élevèrent, dont les produits furent recherchés par toutes les nations voisines. Cependant le commerce, jusqu'à la fin du treizième siècle, demeura restreint dans des bornes assez étroites ; il ne se faisait guère que par échanges, ou bien le prix des objets était stipulé en or, en argent ou en cuivre massif, faute de monnaie. L'avénement de la maison de Bourgogne donna un nouvel essor à la prospérité des Pays-Bas, malgré les troubles perpétuels dont ils furent le théâtre, troubles causés tantôt par les envahissements du pouvoir souverain, tantôt par les passions de la bourgeoisie qui remplissait les villes et faisait la force de l'État. Les marchands et les manufacturiers étaient devenus plus riches que les princes : on en peut juger par l'offre d'un commerçant de Bruges, qui se rendit caution du prix de la rançon de Jean-sans-Peur, fait prisonnier par les Turcs à la bataille de Nicopolis. Or, il s'agissait de deux cent mille florins, somme prodigieuse pour cette époque. Un prevôt de Valenciennes, étant venu à Paris à l'une des grandes foires qui se tenaient dans cette capitale, acheta pour son propre compte tous les articles mis en vente. Les magistrats des villes de Flandre rivalisaient avec leur souverain par le luxe dont ils s'entouraient dans les jours de représentation. Les historiens racontent qu'à un repas donné par un comte de Flandre à des magistrats flamands, ceux-ci, voyant que leurs siéges n'étaient pas garnis de coussins, s'assirent sur leurs manteaux ornés des plus précieuses broderies. Lorsqu'il fallut se retirer, un courtisan du prince les avertit qu'ils avaient oublié leurs manteaux. « Non, lui répondit le bourgmestre de Bruges, nous autres Flamands nous n'avons pas l'habitude d'emporter nos coussins après le dîner. » Dans un grand nombre de cités, il existait des compagnies d'archers qui se signalaient par des fêtes pompeuses où ils déployaient une magnificence inouie. Ceux qui en faisaient partie étaient habillés en étoffe de soie et de damas, et portaient au cou des chaînes d'or d'un grand prix ; les femmes, de leur côté, brillaient par le luxe de leurs vêtements : ce qui fit dire à la reine de France femme de Philippe-le-Bel, lorsqu'elle vint à Bruges : *Je croyais être ici la seule reine, mais il y en a six cents autres qui l'emportent sur moi.*

La cour de Philippe-le-Bon éclipsait celle de tous les souverains de son temps : les dames et les chevaliers qui la composaient étaient vêtus de velours et de satin, enrichis de broderies d'or et couverts de pierres précieuses ; jusqu'aux housses des chevaux étaient garnies de perles et de diamants. La même profusion régnait dans les festins : le banquet des *vœux*, décrit par Olivier de la Marche, surpasse tout ce que l'imagination de notre époque peut inventer en ce genre ; on dirait que l'écrivain nous décrit l'un de ces festins créés par la baguette magique des fées. La littérature commença à poindre à cette époque,

MCD 2019

Froissart, Monstrelet, Olivier de la Marche et Philippe de Comines ont laissé des chroniques et des mémoires aussi curieux qu'instructifs, et dont le style naïf est plein de charmes. Ils écrivirent en français, car ils appartenaient à des provinces où cette langue était en usage; dans le reste des Pays-Bas, le peuple parlait le flamand et l'allemand. Cette concurrence de trois idiômes n'a pas permis aux Belges de tenir un rang à part dans la littérature; ils ont eu plus de succès dans tout ce qui tient à l'industrie et aux travaux de l'agriculture. On leur doit un grand nombre de découvertes, dont nous signalerons les plus importantes. Ainsi, sous le règne de Henri VIII, ils transportèrent dans la Grande-Bretagne la culture de presque tous les légumes, et y introduisirent les premiers cerisiers. Ils imaginèrent le parcage des moutons, découvrirent plusieurs engrais, et généralisèrent la culture du trèfle et de plusieurs autres céréales. Ils plantèrent le houblon, dont ils firent une boisson, la bière, qui devint d'un usage général dans leur pays et dans presque toute l'Europe. Ce furent des Belges qui portèrent en Dannemarck les bonnes pratiques du jardinage. On fait honneur encore à des croisés de cette nation d'avoir rapporté dans leur pays la canne à sucre, l'échalotte, la renoncule et les oreilles-d'ours. Ce furent leurs compatriotes qui tirèrent de l'Orient les tulipes et les lilas. Un ouvrier liégeois, appelé Grisard, inventa un procédé pour fendre le fer et le réduire en baguettes fort minces. D'autres Belges perfectionnèrent la métallurgie. Ils se servirent des eaux minérales pour la guérison de plusieurs maladies. Ils réussirent les premiers à tisser la toile et à faire des draps, qui furent importés en Angleterre dès le onzième siècle. Ils fabriquèrent encore des tapisseries de haute lice; les chapeaux viennent encore de la Flandre. Un citoyen de Bruges parvint à tailler les diamants (1). Si les Belges ont mieux réussi dans les arts industriels que dans les lettres, il ne faut pas croire, cependant, que leurs écrivains soient dénués de tout mérite. Outre les historiens dont nous avons déjà parlé, et qui se servirent de la langue française, il faut placer dans un rang honorable Jacques Meyer, qui écrivit en latin les *Annales de la Flandre;* le P. d'Oudegherst, son contemporain, a traité le même sujet, mais il s'est servi de l'idiôme wallon ou français, et est demeuré très-inférieur à son devancier sur deux points importants, la méthode et la fidélité. Presque toutes les provinces des Pays-Bas ont eu des annalistes. Ils ont amassé des matériaux précieux, qui n'attendent plus qu'une main habile pour être mis en œuvre, et doter enfin les Pays-Bas d'une histoire générale digne d'être lue. Devenus riches et libres à une époque où les autres peuples européens languissaient dans l'indigence et dans l'esclavage, les Belges ne tardèrent pas à sentir le charme qui s'attache à la culture des lettres. Avant l'institution des jeux floraux à Toulouse, ils avaient des sociétés connues sous le nom de *chambres de rhétorique,* qui s'occupaient exclusivement de poésie; mais la guerre civile fit taire les chants des poètes, car les vers auraient pu, comme la prose, inoculer dans les esprits le poison des doctrines hérétiques. Ainsi, la chambre de rhétorique de Gand ayant proposé cette question : *quelle pouvait être la plus grande consolation de l'homme mourant?* parmi ceux qui répondirent à cet appel, plusieurs excitèrent les méfiances du duc d'Albe, qui proscrivit le volume contenant les pièces du concours. Depuis ce temps, les chambres de rhétorique cessèrent d'occuper l'attention publique, jusqu'en 1620, où celle de Malines rompit le silence; mais cette tentative n'eut que peu de succès, et ne put redonner la vie à ces agrégations qui, au seizième siècle surtout, étaient environnées d'un si grand éclat. Si le goût des lettres se développa de bonne heure chez les Belges, il fut secondé par la découverte de l'imprimerie, qui fit de grands progrès dans les Pays-Bas. On vit naître dans cette contrée des typographes célèbres, entre autres Christophe Plantin. Cet artiste, on peut lui donner ce nom, se montra l'émule des Étienne, autant par la beauté de ses caractères que pour la pureté du texte

(1) *Dictionnaire de la Conversation*, article Belgique, par M. de Reffenberg.

MCD 2019

sorti de ses presses. Il reçut le titre d'archi-typographe royal, et s'enrichit rapidement. Mais l'argent gagné par son industrie, il l'employait au perfectionnement de son art, et à secourir les gens de lettres maltraités par la fortune. Moretus, gendre de Plantin, marcha sur les traces de son beau-père, et soutint la gloire d'un établissement presque sans rival en Europe. Alors un imprimeur n'était pas seulement un industriel, mais un homme doué d'une profonde érudition, car la presse reproduisait de préférence les chefs-d'œuvre de la Grèce et de Rome échappés aux ravages du temps et des barbares. Il fallait comparer des textes après les avoir déchiffrés, travail hérissé de difficultés, et pour lequel il fallait unir la science et la sagacité. C'est ainsi que les Plantin et les Alde parvinrent à une célébrité qui nous étonne aujourd'hui.

Mais il est un art que les Belges ont cultivé avec amour, et qu'ils ont enrichi de chefs-d'œuvre pour ainsi dire innombrables: cet art est la peinture, qui fut perfectionnée par Jean Van Eyck. Il imagina le premier de se servir de l'huile, qu'il mêla à ses couleurs en la substituant à la colle ou à l'eau d'œuf dont on se servait habituellement. Cette découverte eut lieu en 1366. Les Italiens, qui ont devancé dans les arts presque tous les peuples de l'Europe, ne possédaient encore que Cimabué et Giotto, dont les productions, proclamées des merveilles, attestent seulement l'ignorance et le défaut de goût de leurs contemporains. Cependant, si l'Italie adopta le procédé découvert par Van Eyck, elle donna aux Belges des leçons et des modèles dont ceux-ci profitèrent. Déjà vers le milieu du quinzième siècle, Lombard, né à Liége, avait banni de ses tableaux la sécheresse reprochée à ses devanciers. Il serait trop long d'énumérer tous les peintres que virent paraître les seizième et dix-septième siècles; nous nommerons seulement ceux dont la gloire a franchi les limites de leur patrie, pour se répandre dans le monde entier : tels furent Rubens, Van Dyck, Philippe Champagne, Crayer, Jordaëns, Vander Meulen; et, dans un genre moins élevé, Rambrandt, les deux Teniers, Carl Dujardin, Berghem, Ruisdael, Gérard Douw, Wouwermans, et tant d'autres dont les ouvrages sont généralement admirés. Les archiducs prodiguèrent surtout des encouragements à cette partie des beaux-arts, qui parvint, sous leur règne, à son apogée. Ils ne se bornaient pas à payer généreusement les artistes, ils les accueillaient avec distinction, et en employèrent quelques-uns dans les affaires d'État, entre autres Rubens, que la politesse de ses manières et la finesse de son esprit rendaient propre à conduire des négociations. Albert d'Autriche l'envoya à Madrid pour faire connaître au ministère la situation des affaires des Pays-Bas. Il reçut l'accueil le plus flatteur du duc de Lerme, favori de Philippe III, et qui gouvernait sous son nom. Rubens orna l'Escurial de plusieurs tableaux admirables, et acquit promptement une si grande renommée dans la Péninsule, que le duc de Bragance, qui devint plus tard roi de Portugal, écrivit à un seigneur de Madrid pour engager le grand artiste à venir à Villa-Viciosa, où le duc habitait. Mais, ayant appris que Rubens s'était mis en route avec une suite nombreuse, il lui envoya un gentilhomme pour le prier de remettre sa visite à un autre temps : il y joignit un présent de cinquante pistoles; mais Rubens refusa le don qui lui était offert, et répondit au noble messager : *qu'il n'était point venu pour peindre, mais pour s'amuser, et qu'il avait apporté avec lui mille pistoles pour les dépenser pendant son voyage.* En effet, Rubens vivait avec une munificence toute royale; il s'était fait bâtir une maison ou plutôt un palais, et s'était formé un cabinet orné de vases de porphyre, de coupes en agate, de bustes antiques; il y avait joint une collection de médailles et de tableaux de toutes les écoles (1). Une mission diplomatique le fit retourner encore en Espagne, où il eut des conférences avec Philippe IV, le duc d'Olivarez et le célèbre Spinola. Il reçut, en récompense de ses services, un diamant de grand prix, six beaux chevaux, et la charge de secrétaire du conseil privé, dont la survivance

(1) *Vie des Peintres Flamands et Hollandais*, par Descamps, t. I.

MCD 2019

fut assurée à son fils. Il fut ensuite envoyé comme négociateur auprès de Charles Ier, qui, pour témoigner l'estime qu'il faisait de Rubens, le décora de l'ordre de la Jarretière, lui donna sa propre épée, et y joignit un service de vaisselle d'argent estimé douze mille florins (1). Au reste, Rubens était digne des faveurs dont il fut l'objet; car il ne s'était pas borné à cultiver l'art de la peinture, il parlait sept langues différentes, et pouvait lire dans leur idiôme les grands poëtes de l'antiquité. C'était dans leurs écrits qu'il puisait ses inspirations; car, lorsqu'il voulait composer, avant de prendre le pinceau, il se faisait lire quelques morceaux d'histoire ou de poésie pour allumer son imagination à la flamme des plus beaux génies de la Grèce et de Rome. La France possède de Rubens une suite de vingt-quatre tableaux représentant les principales actions de la vie de Marie de Médicis; on les admire aujourd'hui dans les galeries du Louvre. L'Italie, l'Angleterre et la Flandre sont remplies de ses productions que les connaisseurs placent au premier rang. Après Rubens, nous citerons encore ses principaux élèves : Van Dyck, Crayer, Jordaëns, qui marchèrent de près sur ses traces, et ont enrichi de leurs productions les cabinets des princes, et surtout les édifices sacrés de leur pays.

Le pinceau de Vander Meulen, historien fidèle des conquêtes de Louis XIV, les a retracées sur la toile avec une vérité tout historique et cependant pleine de charmes. Les sites, les lieux, les costumes, sont d'une rigoureuse fidélité; il n'emprunte à son imagination que l'art de grouper les figures, et de séduire par la magie de son art. Les deux Teniers, en représentant les fêtes et les kermesses flamandes, ravissent par la grâce naïve dont ils ont su empreindre des scènes joyeuses mais grossières. Adrien Brauwer excellait aussi à rendre des scènes familières où la force et l'harmonie des couleurs, l'intelligence du clair-obscur et la justesse de l'expression étaient portés au degré le plus éminent. Richard, Mile, Sneyders et Van-Uden nous font aimer les champs quand on voit reproduits dans leurs tableaux tous les attraits de la campagne, la fraîcheur de la verdure, la transparence des eaux et cette harmonie qui lie entre eux tous les objets rassemblés sous un même point de vue. Enfin, Daniel Seghers et Abraham Breugel excellaient à créer des fruits et des fleurs, qui trompent au premier abord l'œil le plus exercé. La gravure, destinée à répandre, en les multipliant, les œuvres de la peinture, produisit à son tour des chefs-d'œuvre; le burin de Gérard Edelinck traduisait les batailles d'Alexandre, immortalisées par Lebrun; Pontius s'attachait à reproduire les chefs-d'œuvre de Van Dyck. A la même époque, le Liégeois Warin gravait en France avec une égale supériorité les médailles et les poinçons des monnaies. « Si les Pays-Bas eurent des » Apelles et des Parrhasius, ils produisirent » en même temps des Phidias et des Polyciètes Jean de Bologne orna de ses statues » l'Italie et la France. Delcour se signala » par des compositions d'un ordre élevé; ses » contours sont élégants et ses draperies bien » jetées. Des Jardins (Vander Bogaert), de » Breda, s'illustra par le monument de la » Place des Victoires à Paris, et surtout par » la statue équestre de Louis XIV à Lyon. » Luc Faydherbe, de Malines, travailla avec » succès sous les yeux de Rubens et laissa » dans plusieurs églises de sa patrie un grand » nombre de monuments dignes de sa réputation. Artus Quellin, d'Anvers, réunit à » une grande facilité de conception une facilité encore plus grande dans l'exécution. » Les belles cariatides du tribunal criminel » et les statues de marbre et de bronze qui » décorent le superbe hôtel-de-ville d'Amsterdam, donnent une grande idée du talent » de ce sculpteur. Buister et Van Opstal, de » Bruxelles, se sont rendus célèbres par un » grand nombre d'excellents ouvrages. Tous » ces grands maîtres furent surpassés par les » deux frères Duquesnoy de Bruxelles. François, surnommé en Italie *il Fiamengo*, » a laissé des compositions d'une élégance » et d'un goût admirable; personne n'a » donné tant de perfection que lui aux figures d'enfants. Sa statue de saint André

(1) Environ vingt-quatre mille livres de cette époque.

MCD 2019

» sous la coupole de Saint-Pierre à Rome, » par la beauté de l'attitude et le grand ca- » ractère de la tête, est digne des plus grands » éloges. Jérôme a plus travaillé dans les » Pays-Bas. Son chef-d'œuvre est le mau- » solée de Triest, évêque de Gand, qu'on » admire dans la cathédrale de cette ville : » c'est un des plus beaux ouvrages de sculp- » ture que possède la Belgique. L'architec- » ture ne resta pas dans l'obscurité, tandis » que la peinture et la sculpture jetaient un » si vif éclat, Koeberger d'Anvers, et Fran- » quaert, de Bruxelles, architectes des archi- » ducs, construisirent plusieurs églises ma- » gnifiques. Henri Paschen fit bâtir, d'après » ses plans, la bourse de Londres; Dethuin, » de Mons, éleva dans sa ville natale la » belle église de Sainte-Waudru; François » Romain, de Gand, religieux de l'ordre de » Saint-Dominique, travailla à construire » le pont de Maestricht et fut appelé en » France par Louis XIV pour achever le » pont royal (1). » — Un art encore plus universel que tous les autres, la musique, fut perfectionné par Henri Van de Putte, né à Venloo, dans la Gueldre. Aux six notes imaginées par Gui d'Arezzo, il en ajouta une septième, le *si*, et divisa le système en octaves, composées chacune de cinq tons et de deux demi-tons. « Jusque là, » dit un compositeur célèbre, « la musique ancienne n'a- » vait connu que vingt-deux tons, la nou- » velle division en octaves en augmenta le » nombre à l'infini. Autrefois on ne possé- » dait que huit toniques irrégulières, la » nouvelle musique en offrit trente réguliè- » res, dont quinze majeures et quinze mineu- » res. Dans l'ancienne musique, la théorie » était embrouillée et entravée par la dé- » fectuosité du système, la nouvelle la dé- » barrassa de tout ce qui pouvait la contrarier. » Elle devint en peu de temps claire et pré- » cise dans ses principes élémentaires, et » elle étendit son influence bienfaisante sur » toutes les parties de l'art; celle relative à » l'exécution, enveloppée jusque là dans » des difficultés insurmontables, devint, à » l'aide du système nouveau, un mécanisme » aisé et très-facile à apprendre (1). »

(1) Vid. *Histoire de la Belgique*, par de Smet, tome II, pages 196 et suivantes.

Les Pays-Bas comptent aussi plusieurs personnages qui ont reculé les bornes des sciences exactes, telles que la géométrie, l'astronomie et la mécanique. Nous nommerons seulement Usacq, de Gand : sa trigonométrie et ses logarithmes ont servi de fondement aux logarithmes d'Ozanam; Laensberg, de Gand, devenu si célèbre comme astronome, que son nom est demeuré depuis attaché à un almanach répandu dans toute l'Europe. Vandelin, qui jouit lorsqu'il vivait d'une grande renommée, mais dont aujourd'hui la plus grande gloire est d'avoir eu pour élève Gassendi. Un Belge, le père Verbiest, missionnaire à la Chine, devint, par son mérite, président du tribunal des mathématiques à Pékin, et ses ouvrages ont fait connaître à l'Europe l'état de l'astronomie dans le vaste empire du milieu. Mais de tous les hommes qui ont cultivé les mathématiques dans les Pays-Bas, le plus connu et le plus digne de l'être est l'illustre Huygens. Il naquit à La Haye et fit faire de grands progrès à l'optique en fabriquant lui-même des objectifs qui avaient jusqu'à cent dix pieds de foyer; il s'en servit pour reconnaître les astres qui brillent au firmament, mais à des distances si prodigieuses, qu'elles avaient jusqu'alors échappé aux investigations de l'homme. Huygens aperçut le premier que Saturne était environné d'un anneau très-mince et incliné au plan de son orbite; il découvrit encore un des satellites de cette planète. Newton lui-même avait une admiration si profonde pour le savant Hollandais, qu'il le qualifiait toujours du nom de grand. Huygens conçut la première idée du micromètre; on lui doit aussi l'application du ressort spiral destiné à régler le mouvement du balancier des montres. — Ce fut encore un charpentier liégeois, nommé Louis Rennequin-Sualem, qui construisit la machine de Marli. Cette œuvre fut alors admirée comme une merveille. Versailles lui doit sa splendeur, car cette ville manquait d'eau, et Rennequin lui en fournit, en élevant les flots de la Seine à une hauteur de quatre

(1) Vid. *Histoire de la Musique*, tome II, par Kalkbrenner, auquel nous empruntons ce passage.

MCD 2019

cent soixante seize pieds. Précédemment un Flamand, Jean Lintlaer, avait construit la pompe de la Samaritaine pour alimenter avec les eaux de la Seine les bassins du jardin des Tuileries. La chimie fut cultivée avec succès par Van Helmont, et l'anatomie par André Vesal de Bruxelles.

Les Belges et les Hollandais ont rendu de grands services à la géographie, non par des théories imaginées dans le cabinet, mais en s'exposant aux périls de tout genre que présentaient alors les voyages sur des mers inconnues. Ce fut un religieux brabançon, nommé Ruysbroeck, mais plus connu sous le nom de Rubruquis, qui fut envoyé par saint Louis au kan des Mogols. Ces peuples, sous la conduite de Gengiskan, avaient conquis naguère la plus grande partie de l'Asie; mais ils n'étaient connus des Européens que par la renommée. Le saint roi, toujours dominé par une pensée unique, celle d'étendre par la persuasion ou par la force la religion du Christ, choisit un ambassadeur qui serait en même temps un missionnaire. Si Rubruquis fit peu pour la propagation de la foi, il rendit un grand service à la géographie en s'assurant que la mer caspienne était un grand lac isolé et qui ne se joignait pas, comme on le croyait à cette époque, à l'Océan du nord. La médecine lui doit encore la connaissance de la rhubarbe, qui a doté l'art de guérir d'un nouveau remède, souvent mis en usage. Busbec, qui résida long-temps comme envoyé à la cour de Constantinople, mit hors de doute les découvertes du moine son compatriote. Ce furent encore des Flamands qui peuplèrent en 1466 les îles Açores. Lorsque Christophe Colomb eut ouvert aux Espagnols la route du Nouveau-Monde, tous les peuples s'efforcèrent à l'envi de parcourir cet immense continent. Un franciscain, natif de Gand, le père Rixi, porta le premier au Pérou le froment, et l'on garde encore à Quito le vase qui servit à transporter cette plante précieuse. Les Hollandais, lorsque l'ère de la liberté, venue pour eux, doubla leur courage comme leurs ressources, s'aventurèrent sur les mers les plus lointaines. Deux Hollandais, Schouten et Lemaire, révélèrent que les deux Océans se joignent au sud de l'Amérique par une vaste mer australe. Douze ans plus tard [1296], Barentz et Heemskerk, après s'être avancés au nord de la Sibérie, arrivèrent au Spitzberg, terre livrée à des frimats perpétuels. Les Hollandais découvrirent encore une contrée à laquelle ils donnèrent le nom de leur patrie (1). C'est là que de nos jours les Anglais ont fondé une colonie, dont les premiers habitants étaient des hommes condamnés au bannissement pour leurs crimes. Aujourd'hui ces mêmes lieux sont couverts d'une population nombreuse et renferment quelques villes florissantes où brillent toutes les merveilles de la civilisation. Un Hollandais, Abel Tasman, reconnut l'île Van Diemen et la Nouvelle-Zélande. Le premier Européen qui navigua sur le Missouri fut encore un récollet, le père Hennepin, originaire de la ville d'Ath. Jusqu'au seizième siècle le système de Ptolémée avait régné dans le monde savant; un Belge, Gérard Mercator de Rupelmonde, en signala les erreurs, et fonda, pour ainsi dire, la géographie moderne. Parmi les érudits qui abondaient dans les Pays-Bas, brillent au premier rang le célèbre Juste-Lipse, né à Over-Yssche, entre Bruxelles et Louvain, et dont les essais de critique embrassent l'histoire, l'archéologie, la politique et la morale; et un jésuite nommé Bollandus, qui a donné son nom à une immense entreprise littéraire, continuée par ses confrères et que des savants modernes ont promis d'achever (2). Le caractère des Belges ne saurait être apprécié d'une manière rigoureuse, leur territoire ayant servi, pour ainsi dire, de lieu de passage à plusieurs nations; une grande variété subsiste dans les habitudes comme dans le langage des habitants. Toutefois, les Belges se distinguent par un sentiment qui vit au cœur de la nation entière : un attachement profond et inaltérable pour

(1) La Nouvelle-Hollande.

(2) L'ouvrage de Bollandus est intitulé *Acta Sanctorum*. C'est une histoire de tous les saints, appuyée par des témoignages historiques, et ainsi purgée des contes puisés dans les vieilles légendes, qui ne sont elles mêmes que des traditions populaires recueillies par des moines tout à la fois ignorants et superstitieux.

MCD 2019

MCD 2019



W. H. Barlett, del.t

Léonce Lhuillier Sculp.t

BRUGES. (Belgique)

PAYS BAS

Paris, Imp. de Legay, r. de la Bucherie, 7.

MCD 2019

pour le catholicisme ; chaque ville en offre la preuve dans une multitude d'églises, où les chefs-d'œuvre de la peinture et de la sculpture sont encore rehaussés des plus riches ornements. Il est presque inutile d'ajouter que le clergé exerce une grande influence sur l'esprit de toutes les classes.

Quoique les Hollandais aient vécu longtemps soumis à la même domination, ils diffèrent des Belges par le langage, les mœurs et les habitudes. Voici le portrait que traçait des Hollandais dans le siècle dernier un écrivain français : « Ils ont un extérieur sérieux »et froid, suite de leur caractère, qui est ré»servé ; ils n'ont pas cette fierté d'âme qui »constitue le caractère d'un républicain an»glais; mais, nourris dans une égalité de »concitoyens, ils s'émeuvent facilement à »la moindre lueur d'entreprise contre leur »religion, contre l'intérêt général de leur »république ou contre l'intérêt particulier »de leur commerce, qui en est l'âme. — Dans »les affaires ils sont plus prudents qu'adroits, »plus vrais que liants, plus polis et plus hu»mains que gracieux ; ils ont communément »l'esprit ni fort étendu ni fort élevé, mais »ils l'ont juste. Attachés à leur objet, ils »ne s'égarent pas dans de longs circuits ; »tout dans leurs négociations est l'ouvrage »de connaissances solides et de la réflexion. »Ils écoutent avec attention et ne précipitent »jamais leurs réponses ; ils jugent bien, mais »lentement ; ils ont un sens droit, qui va au »but par les voies les plus naturelles ; ils »hésitent à se résoudre, mais ils ne changent »plus ce qu'ils ont une fois résolu. — Ama»teurs du gain, ils s'exposent à toutes sortes »de périls pour s'en procurer. Le Hollan»dais sacrifie, quand il le faut, le présent »au futur, et travaille pour ses arrière-ne»veux avec la même ardeur que s'il devait »recueillir personnellement le fruit de ses »peines. En Hollande l'opulence des particu»liers forme celle de l'État, et de l'opulence »de l'État croît le crédit public. Les lois »somptuaires ne formèrent jamais aucun »peuple à autant d'économie que l'indigence »en avait inspiré à cette république nais»sante. — En Hollande la populace est très»docile et respecte ses magistrats, mais c'est »par la douceur qu'elle veut être menée ; »lorsqu'elle est une fois émue, elle se porte »à des excès inouïs, et les exemples de sé»vérité ne servent qu'à l'animer davantage, »etc. (1). » Nous ajouterons à ce portrait, que les Hollandais ont plusieurs défauts qui tiennent à leurs qualités : c'est ainsi que chez beaucoup d'entre eux l'ordre dégénère en minutie, et la propreté en une recherche insupportable ; les meubles et tous les ustensiles du ménage sont frottés et récurés chaque jour avec une exactitude invariable. Au reste, de pareils soins sont nécessités dans ce pays par l'humidité de l'air, qui rouille les métaux et pourrit les bois. Le territoire de la Hollande ne consiste qu'en une langue de terre étroite et marécageuse, entrecoupée par les embouchures de plusieurs rivières. Les habitants ont successivement gagné du terrain sur la mer, au moyen des digues, qu'ils ont élevées et maintenues à force de travaux et de dépenses. Le sol repose sur des forêts, des chaussées, des maisons englouties, qui elles-mêmes ont pour base des débris de corps marins, des squelettes de baleines, des ancres et des débris de vaisseaux. Il est évidemment le produit des divers sédiments déposés par l'eau des fleuves, dont les attérissements, joints aux travaux de l'art, ont reculé les eaux de la mer et reconquis une partie de son lit, etc. On ne rencontre dans la Hollande ni montagnes ni côteaux, très-peu de sources ou de ruisseaux d'eau douce. En contemplant la surface de ce pays du haut d'une tour, on croirait voir un vaste marais sillonné de fossés. La plupart des villes sont traversées par des canaux, bordés de tilleuls taillés en éventails et surmontés de distance en distance de ponts levis peints de différentes couleurs, qui servent à livrer passage aux bateaux garnis de leurs mâtures. Aux environs d'Amsterdam et des villes les plus considérables, les canaux sont ornés sur leurs rives de maisons de plaisance, situées au milieu de bosquets embellis et décorés par des kiosques, des grottes et des statues. Mais si les canaux qui servent aux grandes routes sont d'une grande utilité, ils offrent

(1) *Vid.* Réal, *Science du Gouvernement*, tome II, page 202.

MCD 2019

en retour un grave inconvénient, celui d'exhaler en été des miasmes (1) dangereux pour la salubrité. Les digues, les levées, les canaux absorbent une grande partie des revenus de l'État; les premières ont plus de quarante toises d'épaisseur. Comme en beaucoup d'endroits le sol manque de solidité, il faut y suppléer par des moyens artificiels; ainsi l'hôtel-de-ville d'Amsterdam, vaste monument, est assis sur treize mille six cent cinquante-neuf pilotis, enfoncés profondément dans la terre. Le royaume de Hollande, tel qu'il est aujourd'hui, s'étend sur un petit espace qui forme un prodigieux contraste avec le rôle que ce pays joua long-temps en Europe; en effet, il a environ quarante-six lieues de longueur sur trente de large, toute la superficie du territoire est évaluée à treize cent quatre-vingts lieues carrées, et la population à un million neuf cent mille habitants, et cependant, dans la guerre de la succession, les Hollandais ont eu sur pied plus de cent cinquante mille hommes, qui ont pris part aux triomphes de Marlborough et d'Eugène; ils entretenaient en même temps des flottes formidables. Leur pavillon flottait dans toutes les parties du monde; dans l'Inde ils possédaient plusieurs établissements en deçà du Gange et régnaient aux îles de la Sonde, et aux îles Moluques, situées dans l'Océan-Pacifique. En Afrique ils avaient fondé plusieurs comptoirs sur la côte de Guinée, et s'étaient rendus maîtres du Cap de Bonne-Espérance, où ils avaient fondé la ville qui porte ce nom; mais le traité de 1815 leur a enlevé ce point important pour le donner aux Anglais, qui ont encore hérité de la majeure partie de la Guyane hollandaise en Amérique. Dans les mers de ce dernier continent les Hollandais sont encore maîtres des îles d'Auruba, de Saint-Eustache et de Curaçao. Mais les prodiges opérés par ce peuple, tout en méritant l'admiration, cesseront de surprendre si l'on se rappelle que dans l'ancienne société Athènes n'avait que trente mille habitants; elle régna cependant sur la Grèce, entière et vainquit l'empire des Perses, qui commandait aux plus belles provinces de l'Asie : la marine et le commerce élevèrent seuls Athènes, comme de nos jours la Hollande, à ce haut point de prospérité.

Si les Hollandais ont su conquérir une place à côté des nations les plus puissantes de l'Europe sous le rapport politique, ils ont encore l'avantage de posséder une littérature qui pourrait, si elle était plus connue, contribuer à leur gloire nationale. Leur langue, à laquelle l'allemand a donné naissance, est moins rude et ne manque ni de souplesse ni d'harmonie. Elle se forma de bonne heure, puisque dès le treizième siècle Maerlant, regardé comme le père de la poésie hollandaise, écrivit ses ouvrages dans cette langue; mais celle-ci resta long-temps encore sans faire aucun progrès, car jusqu'au seizième siècle les livres et jusqu'aux actes publics étaient écrits en latin. C'est ce dernier idiôme qu'Érasme et Grotius, dont la Hollande est si fière, ont encore employé pour la composition de leurs ouvrages. Le quinzième siècle tira les lettres de l'engourdissement où elles étaient plongées. Alors naquirent les chambres de rhétorique, qui servirent, sinon à produire des œuvres remarquables, du moins à polir le langage. On en vit la preuve dès le siècle suivant, où parurent quelques poètes dignes de ce nom, tels que Théod. Volkertz, Coornhert et Anne Byns. Le premier naquit en 1522, et commença cette longue suite de poètes qui ont illustré la Hollande. Éprouvé par l'infortune, car il subit les ennuis d'une longue captivité, les œuvres qu'il composa semblent lui avoir été inspirées par la juste appréciation des biens et des maux de la vie, puisée dans sa propre expérience. L'un de ses poèmes roule sur *l'usage et l'abus des biens temporels*. C'est un enchaînement de réflexions philosophiques, aussi vraies que bien exprimées. « L'ivrogne, » dit-il, « boit »la maladie dans un vin généreux, car sa »folle imprudence ne lui permet ni de garder »ses forces ni de garder une juste mesure, »tandis que le sage, qui connaît la nature »des choses, sait rendre utiles à la santé jus»qu'aux poisons les plus mortels. Un pied »sain brave les ronces du désert; il souffre »étendu sur le duvet. L'imprudent qui saisit

(1) *Vid. Géographie Universelle*, par William Guthrie, tome II, première partie, pages 5 et suivantes.

MCD 2019

MUSEO DEL PUEBLO ESPAÑOL

»l'épée par la lame est lui-même blessé dans »le combat ; mais le sage guerrier blesse son »ennemi en tenant son arme par la poignée. »Tout est utile au sage; tout est contraire »au sot. » Le même siècle enfanta encore Roemer Visscher et surtout Laurentz Spieghel, qui fut appelé *l'Ennius hollandais ;* en effet, il se recommande par les qualités et les défauts de celui dont il porte le nom.

Le 17e siècle est l'âge d'or de la littérature néerlandaise : c'est à cette époque que parut Pierre Hooft, qui fit le premier des tragédies : il est le père du théâtre dans sa patrie. Il détermina les règles de la versification, et les emprunta en grande partie à la poésie française : celle-ci lui fournit le mélange des rimes masculines et féminines. Les Hollandais ont donc un vers alexandrin qui ressemble au nôtre. Hooft prit aussi à la langue italienne la prosodie et l'irrégularité des césures. Il vint à Paris dans sa jeunesse, et se rendit ensuite à Florence. Dans ces deux contrées, il se lia avec les littérateurs les plus célèbres; il étudia leurs écrits, et sut en profiter pour devenir le législateur poétique de ses compatriotes. Son théâtre se compose de trois tragédies et d'une comédie. La première de ses pièces, intitulée *Granida*, est une espèce de pastorale; c'est sans doute un souvenir du séjour de l'auteur en Italie, où tous les grands écrivains de cette époque se sont essayés dans ce genre, entre autres le Tasse. *Batto* ou *l'Origine des Hollandais*, est considéré comme le chef-d'œuvre de Hooft, et a conservé le privilége d'occuper encore la scène, où il reçoit de patriotiques applaudissements. Après Hooft a paru Joseph Van Vondel, qui occupe le premier rang sur le Parnasse hollandais. Il a fait aussi des tragédies : l'une d'elles, appelée *Lucifer*, a pour sujet le défaite de Satan et la chute du premier homme. Milton n'avait pas alors composé son immortel ouvrage; il est permis de croire qu'il a pu s'inspirer aux chants de la muse de Vondel. Ce poète était bonnetier; ce qui ne doit pas surprendre chez un peuple voué exclusivement au commerce. Ruiné par les prodigalités de son fils, Vondel fut réduit à solliciter une place de commis au mont-de-piété. Il garda dix ans cet emploi si peu en rapport avec ses inclinations. Mais il faut croire que son mérite fut apprécié par ceux dont il dépendait, car, en cessant de requérir ses services, ils conservèrent à Vondel la totalité de ses appointements. Ce dernier, outre plusieurs tragédies, a rimé plusieurs poèmes, et traduit l'*Énéide* ainsi que les *Métamorphoses* d'Ovide. Ses poèmes, ses odes, ses satires jouissent aussi d'une grande estime parmi ses compatriotes. Le théâtre est la partie la plus brillante ou du moins la plus cultivée de la littérature hollandaise : en 1727 elle était déjà riche de douze cent quarante-six pièces, et ce nombre est plus que doublé de nos jours (1). Le peu de place qui nous reste nous permettrait à peine d'offrir au lecteur une aride nomenclature; nous préférons lui signaler seulement les auteurs les plus célèbres dans leur genre. Ainsi Langendyck, qui vivait dans le dix-huitième siècle, tient le sceptre de la comédie; mais il est cependant au-dessous de Regnard, et ne pourrait guère rivaliser qu'avec Dancourt. Un grand nombre d'auteurs ont composé des poèmes, parmi lesquels il faut distinguer Hoogvliet, qui a rimé la vie d'Abraham le patriarche; Smits, auteur de *Belphegor* ou *la Volupté punie*, et plusieurs autres dont la renommée n'a pas franchi les limites de leur pays. Quelques femmes ont pris place à côté des hommes sur le Parnasse : telles sont les deux filles de Roemer Visscher, poète lui-même, et Élisabeth Hoofman. Aujourd'hui même les lettres sont encore cultivées sur les rives du Texel ; mais elles s'y tiendront désormais renfermées, car la Hollande ne semble plus devoir attirer les regards de l'Europe. Dépouillée de sa prépondérance maritime et commerciale, elle a vécu de toute la gloire qui lui était destinée.

(1) Vid. *Essai sur la Poésie hollandaise*, par Jean Cohen, *Collection des Théâtres étrangers.*

FIN DE L'HISTOIRE DES PAYS-BAS.

MCD 2019

Portugal

ESPAGNE ET PORTUGAL JUSQU'EN 1855.

Espagne. — La lutte de la reine Isabelle et du prétendant don Carlos menaçait d'être éternelle : cinq ans déjà s'était écoulés depuis la mort de Ferdinand VII [1833-1838], et cinq ans n'avaient apporté aucun changement dans la malheureuse situation de l'Espagne. Aujourd'hui la victoire, demain la défaite, telle est toujours la loi de cette guerre d'escarmouches, de ces interminables combats de partisans qui ne servent qu'à trahir la faiblesse des deux causes. Les embarras financiers et la pénurie des ressources de toute espèce suspendent de part ou d'autre le succès définitif dans la main d'un général victorieux, et accusent l'absence d'une direction forte et intelligente. Il ne dépendait pas des hommes de terminer cette lutte funeste : Dieu seul pouvait clore l'ère de discordes civiles et de crimes que sa colère avait ouverte à l'Espagne.

La campagne de 1839 est partout favorable à l'armée constitutionnelle; mais les rivalités qui divisent le camp de don Carlos avancent plus sûrement peut-être que les victoires d'Espartero la cause d'Isabelle. Don Rafaël Maroto, le plus redoutable des généraux du prétendant, est tout à coup disgracié : Francisco Garcia, son lieutenant, le remplace dans le commandement de l'armée carliste. Mais Maroto n'est pas homme à quitter ainsi le pouvoir; le désir de la vengeance fermente dans cette âme énergique et cruelle : il s'empare de ses rivaux, nomme une commission militaire, et fait exécuter à Estella, par ses fidèles soldats, treize officiers du parti qui prétendait le renverser. En vain don Carlos pardonne et supplie : la vengeance de Maroto n'est pas complète : elle n'a plus pour but la ruine de quelques hommes, elle enveloppe toute la cause et tous les partisans du prétendant. Le général rebelle noue des négociations avec Espartero proclamé *duc de la Victoire* par la reconnaissance de la reine Isabelle : le traité de Bergara [31 août 1839] ruine toutes les espérances de don Carlos : Maroto livre l'armée carliste, et obtient en retour de cette trahison le maintien des *fueros* (priviléges des villes) dans la Navarre et dans le pays Basque; les officiers carlistes conserveront leurs grades dans l'armée constitutionnelle. Ainsi s'achève cette lutte, criminelle dans sa cause, criminelle dans son développement, criminelle dans sa fin : l'ambition la commence, l'assassinat la continue, la trahison la termine ! Don Carlos se réfugie en France, où le roi Louis-Philippe lui donne Bourges comme résidence. Les Cortès confirment par leur vote le maintien des fueros, et une amnistie politique assure la paix en Navarre et chez les Basques. Mais la pacification n'atteignait pas encore la Catalogne et l'Aragon, où le comte d'Espagne et le général Cabrera essayent de perpétuer la guerre civile : une campagne d'Espartero suffit pour éteindre ces dernières lueurs d'une cause désespérée : le comte d'Espagne périt assassiné, et le général Cabrera est obligé de fuir en France.

On pouvait croire que le triomphe des armées constitutionnelles allait enfin donner à l'Espagne ce calme et ce repos si chers et si précieux après la guerre civile. Mais telle n'est pas la destinée de cette malheureuse contrée; elle semble condamnée à des discordes perpétuelles et recèle dans son sein des germes inépuisables de dissensions et de colères. Le jour approchait où tous ces généraux, vainqueurs de don Carlos, allaient reporter dans les villes et dans la capitale cet esprit d'intrigues et d'agitation que pouvaient à peine contenir la discipline des camps, ou distraire les séductions de la

MCD 2019

gloire militaire. Les populations, jalouses de leurs droits, réclament du gouvernement les institutions complémentaires en harmonie avec le régime constitutionnel.

Les provinces d'Espagne formaient comme autant de royaumes indépendants; toutes les tentatives de centralisation étaient venues jusqu'alors échouer contre l'orgueil des localités et la susceptibilité ombrageuse des villes. Les Cortès votent une loi qui limite la puissance des *Ayuntamientos;* la régente Marie-Christine, alors aux eaux de Caldas avec ses enfants, sanctionne la nouvelle loi, malgré les conseils des généraux O'Donnell et Espartero. Aussitôt une émeute éclate à Barcelone; Espartero arrache à la régente le renvoi du ministère, mais l'étincelle partie de Barcelone a répandu l'incendie jusque dans Madrid. L'Ayuntamiento de cette tumultueuse capitale, se constitue en junte provisoire de gouvernement et correspond avec les provinces. En vain Marie-Christine confie la présidence du conseil au général Espartero et le charge de la composition d'un cabinet; la junte demande le rapport de la loi et la dissolution des Cortès. La régente aime mieux abdiquer [1840] que céder à cette pression révolutionnaire, et se réfugie en France. Le ministère Espartero recueille pour un instant la succession de la régence, et satisfait aux demandes de la junte.

Le calme et la prospérité reparaissent; Espartero est nommé régent par les Cortès nouvelles, et le parti libéral peut s'enorgueillir de cette merveilleuse élévation d'un homme, hier encore soldat et général, aujourd'hui chef et administrateur du royaume. Mais le nouveau régent, porté au pouvoir par les exaltés, se tourne vers les modérés; une violente réaction des *christinos* menace en même temps son autorité naissante. Le général O'Donnell s'empare de la citadelle de Pampelune, et l'insurrection gagne toutes les provinces du nord. Mais l'énergie d'Espartero triomphe; les juntes de révolte sont dissoutes, les fueros suspendus, et la centralisation, cet écueil de Marie-Christine, est opérée par celui-là même qui l'avait repoussée avec le plus d'ardeur [1841].

Les sympathies du régent pour une union commerciale avec l'Angleterre soulèvent la Catalogne; Barcelone devient le centre d'une vaste révolte. Mais la répression ne se fait pas attendre, elle est terrible et impitoyable; après le blocus, le bombardement, après le bombardement une contribution extraordinaire de 12 millions de réaux. Espartero sort des voies d'une action régulière, et tout fait présager que son administration, emportée sur cette pente fatale de la violence, ne sera pas de longue durée. La défiance et la haine succèdent à l'immense popularité de son nom. La tyrannie militaire règne à Madrid; les cortès sont dissoutes, et ajournées, après de nouvelles élections; mais M. Olozaga a le temps de faire entendre dans les chambres, menacées encore d'une prochaine dissolution, ces brûlantes paroles qui deviennent un cri de guerre et un signal d'insurrection : « Que Dieu sauve la patrie et la » reine ! » L'Espagne est en feu; le général Narvaëz commande la révolte, et entre dans Madrid, pendant que le régent bombarde Séville. Mais le général Concha arrive au secours de cette ville. Espartero, partout vaincu, est forcé de s'embarquer à bord d'un vaisseau anglais qui le conduit en Angleterre [1843]. Les cortès s'assemblent; un décret de déchéance renverse toutes les espérances qui pourraient survivre à la défaite du duc de la Victoire; la majorité de la reine, qui ne devait échoir qu'en l'année 1844, est avancée et proclamée. La fille de Marie-Christine règne, et goûte tout amer le plaisir de commander. L'Espagne est tellement déchue, les passions politiques égarent à un tel point l'esprit et le cœur de ces Espagnols autrefois si jaloux de la dignité de leurs reines, que M. Olozaga ose arracher à Isabelle par la violence le décret de dissolution des cortès. Que devenait la fameuse devise : « Ne touchez pas à la reine ! » Mais cette témérité ne reste pas impunie; le ministre est forcé de prendre la fuite [1843]. Le général Narvaëz, président du conseil, reste maître

MCD 2019

d'un pouvoir auquel il sait donner un caractère éminemment national. Il résiste aux influences de la politique étrangère, rétablit la discipline dans l'armée, et asseoit les impôts. La haine des partis s'apaise un instant. Marie-Christine revient en Espagne, et épouse le duc de Rianzarès. La question des mariages espagnols trouble seule cette tranquillité de trois années. La candidature du comte de Trapani, frère du roi de Naples, divise le ministère; Narvaëz donne sa démission, mais pour reprendre bientôt les rênes du gouvernement. Sa politique semble dès lors s'inspirer d'une animosité particulière et d'un désir de vengeance qui donnent à tous ses actes une direction violente et funeste. L'insurrection le chasse du ministère et de l'Espagne [1846]. La même année se consomme le mariage d'Isabelle avec le duc de Cadix, Francisco de Asis, et de l'infante sa sœur, avec le duc de Montpensier. La simultanéité de ces mariages consacre l'influence de la France auprès du cabinet de Madrid, mais le brouille avec l'Angleterre.

Narvaëz reparaît au ministère [1847]; mais son énergie et ses talents d'administrateur ne peuvent changer la triste destinée de l'Espagne; les partis s'agitent sans cesse; l'Espagnol ne semble avoir de force et de vie que pour l'insurrection; la guerre civile est devenue l'élément de la Péninsule. A l'heure où nous écrivons ces pages, la lutte dure encore entre O' Donnell et Espartero, aujourd'hui tout-puissants, demain peut-être réduits à l'exil, et les démocrates dont aucune concession ne peut arrêter les tentatives. « Que Dieu sauve la patrie et la reine! »

Portugal. — L'histoire du Portugal n'est qu'un reflet de l'histoire d'Espagne. Lisbonne, comme Madrid, est un foyer d'insurrection permanente; les miguélistes rappellent les carlistes. Il ne manquait plus à la constitution que la sanction de la reine : une émeute, qui dure quinze jours, retarde cette formalité. Mais dona Maria, victorieuse de la révolte des ouvriers et de la garde nationale, prête bientôt serment à cette constitution qui semble une garantie du bonheur des Portugais. « Une assemblée » véritablement nationale, et appelée, cette » fois, en vertu d'un acte de souveraineté » populaire, allait veiller aux destinées de » cette terre si favorisée par la nature, et » placer enfin le Portugal au rang des » gouvernements constitutionnels de l'Eu» rope (1). » Mais cet avenir que l'avénement des idées libérales promettait au Portugal, cette paix intérieure, qui devait enfanter la prospérité, ne pouvait sortir que de longs et terribles orages. Le gouvernement espère se concilier l'opinion publique, en fermant les yeux sur la traite des noirs, pour laquelle le peuple portugais, en dépit de l'exemple donné par l'Europe chrétienne, avait conservé les préjugés et l'engouement d'un autre âge. Mais dona Maria ne pouvait satisfaire à la fois les passions populaires et les exigences de la politique extérieure. L'Angleterre, qui s'attachait à l'abolition de la traite, comme à une œuvre nationale et, pour ainsi dire, personnelle, prétend s'immiscer dans la police de la marine portugaise; le bill Melbourne appelle des rigueurs contre les navires du Portugal, coupables de traite. La reine proteste et fait appel à l'opinion européenne. La réconciliation des deux puissances coûte cher à la tranquillité de Lisbonne [1840]. La question du Duero n'amène pas moins de troubles. L'Espagne menace de faire entrer 50,000 hommes en Portugal, si la navigation du fleuve n'est promptement réglée. Le minstère portugais arme le pays et l'appelle à la défense des frontières. Mais l'Angleterre, qui a toujours sa part d'intérêt dans les questions politiques et surtout commerciales du Portugal, intervient officieusement, et empêche les débats de quitter cette voie pacifique où ils s'étaient si longtemps traînés.

Le gouvernement de Lisbonne n'échappe aux préoccupations extérieures que pour retomber dans les luttes et les discordes intestines. Les chartistes, favorisés par les vœux et les regrets de la reine, et par l'in-

(1) Annuaire Lesur.

MCD 2019

fluence anglaise, entreprennent de renverser la constitution. Le mouvement, dirigé par les frères Costa-Cabral, part d'Oporto et s'étend à toutes les provinces. L'émeute arrache à dona Maria le rétablissement de cette charte, dont elle avait fait le sacrifice à la constitution de 1848. Un nouveau ministère se forme sous la présidence de Costa-Cabral [1842]. Il dure quatre ans, jusqu'au jour où, armé, contre une révolte du Minho, de pouvoirs discrétionnaires, Costa-Cabral en abuse d'une manière inconstitutionnelle. Palmella lui succède au pouvoir. Mais le développement de l'insurrection septembriste, autrement dit des partisans de la constitution de 1838, condamne de nouveau le Portugal aux horreurs de la guerre civile. La France, l'Angleterre et l'Espagne interviennent ; mais leurs commissaires ne peuvent s'entendre avec les juntes révolutionnaires : il faut que la flotte anglaise capture l'escadre des insurgés commandés par Das Antas. La paix se rétablit ; mais le gouvernement, malgré le secours anglais, la paye du rétablissement des garanties coustitutionnelles. Les cortès sont convoquées, et le ministère sa forme en proportion égale du parti de la reine et du parti populaire [1847].

Dès lors le Portugal s'achemine vers ce calme et cette prospérité que le voisinage et la contagion espagnols peuvent encore compromettre, quoiqu'ils semblent assurés par l'avénement au trône du duc d'Oporto, don Pedro, prince jeune encore et qui vient de parvenir seulement à sa majorité, mais dont la précoce sagesse s'est fortifiée par d'utiles voyages et par un contact intime avec le gouvernement français [1855].

BELGIQUE ET HOLLANDE JUSQU'EN 1855.

La prospérité de la Belgique et de la Hollande était toujours compromise par l'attitude hostile des deux pays. Mais le traité du 19 avril 1839 met fin à cette longue querelle, et détermine la part du territoire de chacun des royaumes. La réduction des armées rend alors au commerce et à la spéculation des capitaux nécessaires à leur essor. La Hollande noue des relations commerciales avec la Prusse et l'Union américaine ; la Belgique se couvre d'un réseau de chemins de fer.

En 1840, le roi Guillaume abdique plutôt par amour de la comtesse d'Oultremont que pour causes politiques. Son fils lui succède sous le nom de Guillaume II, et accorde une charte constitutionnelle au grand duché de Luxembourg.

Rien n'interrompt la paix intérieure et extérieure des deux royaumes, jusqu'au jour où la révolution de février 1848 apporte le trouble et la guerre civile dans presque toute l'Europe. La Belgique, par son voisinage avec la France, et par l'identité de ses mœurs et de ses institutions, semblait prédestinée à ressentir dans toute sa violence le contrecoup de cette révolution, Il n'en fut rien : le roi Léopold conserva son trône, grâce à sa philosophique abnégation. Pas une goutte de sang ne fut versée ; des réformes nécessaires, telle que la réforme électorale, s'accomplirent sans secousse, et la sage modération des Belges déjoua les tentatives d'insurrection parties de France. Le pays, appelé à des élections nouvelles, consacra par un vote presque unanime l'avenir de la monarchie constitutionnelle. La révolution vint de même échouer aux frontières de la Hollande. Sans doute l'exemple des autres peuples éveille dans l'esprit des Néerlandais des idées de libéralisme et de réforme ; mais le roi Guillaume II prend l'initiative, et accorde à ses sujets une nouvelle constitution.

FIN.

MCD 2019

MCD 2019

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS CE VOLUME

ESPAGNE.

	Pages		Pages
L'Espagne sous les Romains.	1	Charles II.	196
Monarchie des Goths.	17	Philippe V.	200
Monarchie espagnole divisée en petites principautés.	36	Ferdinand VI.	215
Isabelle et Ferdinand.	81	Charles III.	217
Charles I.	112	Charles IV.	248
Philippe II.	143	Joseph Napoléon.	257
Philippe III.	182	Ferdinand VII.	263
Philippe IV.	192	Isabelle II.	271

PORTUGAL.

Situation géographique du Portugal.	281	Sébastien.	328
Alphonse Henriquez.	286	Henri I.	332
Sanche I.	289	Antoine I.	335
Alphonse II.	290	Philippe I.	337
Sanche II.	*Ib.*	Philippe II.	340
Alphonse III.	291	Philippe III.	342
Denis I.	293	Juan IV.	346
Alphonse IV, dit le Brave.	294	Alphonse VI.	348
Dom Pèdre I, dit le Justicier.	296	Dom Pèdre II, régent, puis roi.	352
Ferdinand.	298	Juan V.	356
Édouard I.	304	Joseph I.	360
Alphonse IV, dit l'Africain.	306	Marie I.	367
Juan II, dit le Parfait	309	Miguel I.	373
Emmanuel-le-Fortuné.	314	Marie II.	375
Juan III	323	Précis de la littérature portugaise.	376

PAYS-BAS,

BELGIQUE ET HOLLANDE.

Depuis l'invasion des Romains dans les Pays-Bas, jusqu'à l'avénement de la maison de Bourgogne.	391	Depuis l'avénement de la maison de Bourgogne, jusqu'à la mort de Charles-le-Téméraire.	399

MCD 2019

TABLE DES MATIÈRES

Pages.

Depuis la mort de Charles-le-Téméraire, jusqu'à l'avénement de Philippe II. 402
Depuis l'avénement de Philippe II, jusqu'à la mort du prince d'Orange. 407
République des Provinces-Unies. Campagnes de Maurice et de Spinola . . 443
Depuis la mort de Maurice, jusqu'au traité de Munster 454
Depuis la paix de Munster, jusqu'au traité d'Utrecht. 458
Depuis la paix d'Utrecht, jusqu'à l'incorporation de la Belgique à la France 468
Depuis le rétablissement du stathoudérat, jusqu'à la chute de la république Batave. 474
Depuis la création du royaume de Hollande, jusqu'à l'avénement de Guillaume IV, en qualité de souverain des Pays-Bas. 475
Depuis l'avénement de Guillaume comme roi de la Belgique et de la Hollande, jusqu'à la séparation de ces deux États. 478
Espagne. — Portugal. — Pays-Bas jusqu'en 1855. 500

Indication du placement des Gravures

ESPAGNE.

Planches	Pages.
1	14
2	30
3	46
4	62
5	78
6	94
7	110
8	126
9	142
10	158
11	174
12	190
13	206
14	222
15	238
16	254
17	270
18	278

PORTUGAL

Planches	Pages
1	302
2	318
3	334
4	350
5	366
6	382

PAYS-BAS.

1	398
2	414
3	430
4	446
5	462
6	478
7	494
8	498

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019

MCD 2019